ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1998

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE

HENRY MADDEN
California State University, Fresno
LIBRARY

3 0250 01299 6612

3 0250 01299 6612

DATE DUE

BOOKS MAY BE RECALLED
AFTER 10 DAYS

Printed
in USA

f
HA
1213
A4
1996

ÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

1996 (édition 1998)

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

101e VOLUME

Nouvelle série n°43

RÉSULTATS
DE 1996

Remerciements

*L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.

Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Catherine CLUZEAU

Rédaction : Josiane BRAQUEHAIS, Dominique BOUILLY, Hervé MORIZET, Maryse REGNART

Composition des textes : Karin ICHELMANN

Graphiques : François BUHOT, Brigitte DOGUET

Couverture, Conception-Réalisation : Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE) CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 1998

À nos lecteurs

Cette 101e édition de l'*Annuaire statistique de la France* rassemble en seize domaines, les principales informations produites par le système statistique français ainsi que des données internationales.

L'actualisation des données, la plupart du temps fonction de résultats d'enquêtes, est la préoccupation majeure de chaque édition. En dehors des actualisations courantes, plusieurs des soixante-huit chapitres de cet annuaire ont fait l'objet de révisions : Assurances, Conditions de travail, Consommation et modes de vie des ménages, Logement, Balance des paiements.

L'édition 1998, marquée par une rénovation technique, maintient la présentation traditionnelle en deux parties : la première comprend les textes (présentation, méthodologie, définitions et sources de documentation); la seconde contient les graphiques et les tableaux statistiques. Au début de l'ouvrage, un cahier de cartes et graphiques permet de visualiser les grands traits de la France économique et sociale d'aujourd'hui de même que les indicateurs de quelques pays de l'Union européenne et de l'OCDE. À la fin de l'ouvrage, l'index alphabétique permet d'accéder facilement à l'information recherchée.

Enfin, pour la troisième année consécutive, l'ouvrage est aussi disponible sur cédérom; une version monoposte et une version réseau sont proposées.

Si vous vous intéressez plutôt aux résultats régionaux et départementaux, vous pouvez vous adresser aux directions régionales de l'INSEE où les publications régionales sont disponibles ainsi qu'à INSEE Info-Service.

Vos observations et suggestions pourront être transmises à :

INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H 220
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

CONSULTEZ

LES DERNIÈRES INFORMATIONS DE L'INSEE...



3615 INSEE ... sur Minitel

1,01 FF la minute

Toutes les informations qui vous sont utiles :

- les indices
- les données statistiques
- les résultats du recensement de la population
- le catalogue de l'INSEE
- l'INSEE dans votre région
- les concours

3617 INSEE ... sur Minitel

5,57 FF la minute

Ce serveur vous offre en plus la possibilité de recevoir par fax les informations statistiques :
indices, résultats du recensement
(tableaux communaux et cartes départementales).

"MAGIS" France Télécom - Paris - Direction commerciale

08 36 68 07 60 ... par téléphone

2,23 FF la minute (accessible France entière hors DOM-TOM)

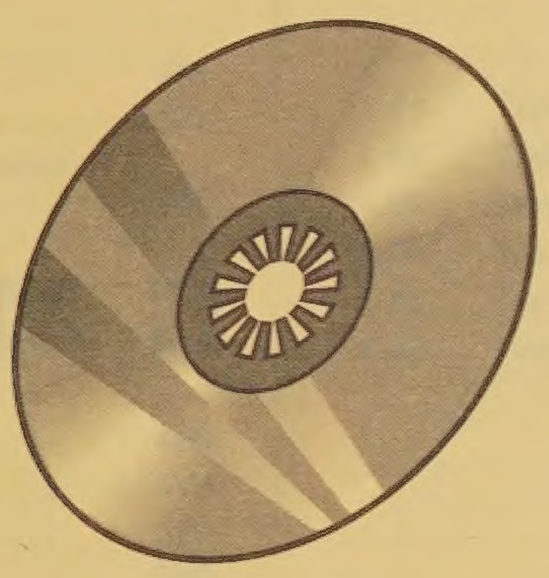
Ce serveur vocal vous indique pour l'année en cours et les deux années précédentes, les indices courants ainsi que les coordonnées complètes des Directions régionales de l'INSEE.

INSEE

Web. http://www.insee.fr

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 101e édition de l'Annuaire Statistique de la France,
vous pouvez donc bénéficier d'une **offre préférentielle** :

L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE SUR CÉDÉROM
au prix de 310 FF au lieu de 710 FF

Configuration minimum : Windows 3.1x ou 95, 486DX, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.

Pour vous le procurer, il vous suffit simplement de remplir le bon de commande ci-dessous :

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

*J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 1998, et je souhaite commander le cédérom (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 310 FF**

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 10 FF ; TOM et Étranger + 20 FF***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....FF (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

sommaire

Chapitre		Page
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	23
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	41
B.02	Mouvement de la population	69
B.03	Étrangers et immigrés	97
B.04	Ménages	109
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	119
C.02	Conditions de travail	147
C.03	Revenus et salaires	167
C.04	Transferts sociaux	199
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	229
D.02	Logement	249
D.03	Santé	255
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	277
E.02	Culture	289
E.03	Tourisme	307
E.04	Jeunesse et sports	319
E.05	Loisirs divers	329
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	345
F.02	Recherche et développement expérimental	385
F.03	Propriété industrielle	395
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	407
G.02	L'appareil productif	425
G.03	Le mouvement économique	453

Chapitre — Page

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 463
H.02 Prix à la consommation 477
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction..... 485

I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

I.01 Agriculture 495
I.02 Forêt, bois..... 517
I.03 Pêche maritime..... 529
I.04 Industries agricoles et alimentaires..... 535

J. ÉNERGIE

J.01 Bilan de l'énergie 561
J.02 Charbon..... 571
J.03 Pétrole 579
J.04 Électricité 587
J.05 Gaz 595

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

K.01 Industrie, données générales..... 605
K.02 Habillement, cuir 625
K.03 Édition, imprimerie, reproduction 633
K.04 Pharmacie, parfumerie et entretien..... 637
K.05 Industries des équipements du foyer 643
K.06 Industrie automobile 655
K.07 Construction navale, aéronautique et ferroviaire..... 659
K.08 Industries des équipements mécaniques 665
K.09 Industries des équipements électriques et électroniques. 675
K.10 Industrie des produits minéraux..... 685
K.11 Industrie textile 695
K.12 Industries du bois et du papier 701
K.13 Chimie, caoutchouc et plastiques..... 707
K.14 Métallurgie et transformation des métaux..... 719
K.15 Industries des composants électriques et électroniques. 729
K.16 Construction, logement 735

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires..... 751
L.02 Transports routiers 763
L.03 Transports de navigation intérieure 777
L.04 Transports maritimes..... 783
L.05 Transports aériens..... 791
L.06 Poste et télécommunications 801

M. COMMERCE ET SERVICES

M.01 Commerce intérieur 811
M.02 Services aux entreprises et activités immobilières ... 829
M.03 Services aux particuliers..... 841
M.04 Assurances..... 849

N. FINANCES

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine..... 863
N.02 Marché financier, bourse..... 895

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

O.01 Commerce extérieur 905
O.02 Balance des paiements 929

P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE

P.01 Justice et police judiciaire..... 953
P.02 Finances publiques 969

ANNEXES

Page

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-service..... X
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire. XIV
Précisions d'ordre général..... XXVI
Signes conventionnels XXVI
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire..... XXVI
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques..... XXVII

Page

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique..... 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale. 11
Organisations internationales 18
Autres organismes..... 21
Les publications de l'INSEE 28
Points d'information et vente 30

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Vincent DESTIVAL

Chargé de mission auprès du directeur général : Jean BÉGUÉ

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Gérard ADER, Jean-Luc BELLIER, Jean-Marie CALLIES, Hedda FAUCHEUX, Tanneguy de JOUVENCEL, Pascal MAZODIER, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Michel PÉTRY.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Georges CONSOLO**
Chargés de mission auprès du Secrétaire Général :	Hubert COSTE, Michel DAPPE.
Conseiller pour les questions juridiques et contentieuses	Antoine BISBAL.
Unité gestion des carrières	**Paul KOEPP**
Chef adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
Département de la programmation et de la gestion	**Jean-Marie RUCH**
Chef adjoint du département	Vincent LE CALONNEC
Département du personnel	**Jacques GARAGNON**
Ajoint au chef du département	Henri HÉBRARD
Cellule concours et examens	Ariel PÊCHER
Pôle gestion du personnel de la Direction Générale	Jacques DUPONT
Cellule de mise en valeur des ressources humaines	Christine MOREAU
Division de la formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Irène APPLEBY
Division gestion statutaire du personnel	Michel BILLAUDEL
Cellule modernisation de la gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Jean-Pierre BEHMOIRAS**
Département des services généraux	**Pierre-Alain GALL**
Chef adjoint du département	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division comptabilité générale	Marc TAPIERO
Division matériel et immobilier	Roger BOËDOT
Division logistique de la Direction Générale	Louis PARMENTIER

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Jean-Pierre SIMON
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
Département production et infrastructure informatiques	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, information, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Frank COTTON
Division projets internes et études	Gérard POUGETOUX
Département applications et projets	**Christophe ALVISET**
Cellule coordination des activités d'enquêtes	Didier BLAIZEAU
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Colette HARITI
Division projets pour le recensement de la population 1999	Hervé BOUDIER
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, études et synthèses économiques	Daniel DEPARDIEU
Division applications et projets pour les statistiques démographiques et sociales	Michel GAUDEY
Division applications et projets pour la gestion, coordination statistique et relations internationales	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et action régionale	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
Département de la coordination statistique	**Alain GODINOT**
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division des relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Geneviève HONORÉ
Département des normes statistiques et comptables	**Philippe DOMERGUE**
Adjoint au chef du département	Michel BOËDA
Division concepts et nomenclatures	Jacques MAGNIEZ
Division systèmes d'information des administrations	Dominique CROSNIER
Division méthodes comparées	Alain DESROSIÈRES
Département des relations internationales et de la coopération	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef du département	Jean-François DIVAY
Division des relations multilatérales et des affaires européennes	François ÉLISSALT
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division des études et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
Unité répertoire et démographie des entreprises et des établissements	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Antoine SANTOLINI
Département système statistique d'entreprises	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquête auprès des entreprises	Pascal RIVIÈRE
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Vincent THOLLON-POMMEROL
Division information et travaux pour les entreprises	Béatrice LEVY
Département de l'industrie et de l'agriculture	**André de LOS SANTOS**
Division prix de vente industriels	Françoise DUPONT
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Sylvain MOREAU
Division comptes et études de l'industrie	Jean LIENHARDT
Division agriculture	Philippe BRION
Département des activités tertiaires	**Patrice ROUSSEL**
Division commerce	Maryvonne LEMAIRE
Division services	Chantal CASES

• **DIRECTION STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division des études sociales	X...
Département de la démographie	**Michel JACOD**
Adjoint au chef du département	Gildas ROY
Cellule statistiques et études sur les populations étrangères	Suzanne THAVE
Pôle infrastructures géographiques	Philippe HOUSSAY
Division recensements de la population	Chantal MADINIER
Division répertoires et mouvement de la population	Dominique MAIRE
Division enquêtes et études démographiques	Laurent TOULEMON
Département emploi et revenus d'activité	**Jean-Louis FAURE**
Adjoint au chef du département	Laurence BLOCH
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Sylvie LAGARDE
Division emploi	Marc CHRISTINE
Division salaires et revenus d'activité	Louis DE GIMEL
Département prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages	**Stéphan LOLLIVIER**
Chef adjoint du département, chargé des prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LEFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
Unité méthodes statistiques	**Jean-Claude DEVILLE**
Division méthodologie d'élaboration et d'analyse des données	Olivier SAUTORY
Cellule méthodologie de recueil des données	Catherine BERTHIER

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Guy LAROQUE**
Directeur adjoint des études et des synthèses économiques	Michel DEVILLIERS
Département de la conjoncture	**Michel DEVILLIERS**
Cellule publications conjoncturelles	Évelyne LERNER
Division des enquêtes de conjoncture	Marie REYNAUD
Division synthèse conjoncturelle	Roland LESCURE

Département des études économiques d'ensemble	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Pierre RALLE
Division croissance et politiques macroéconomiques	Bernard SALANIÉ
Division marchés et stratégies d'entreprises	Bruno CREPON
Département des comptes nationaux	**François LEQUILLER**
Cellule méthodes	Jacques BOURNAY
Cellule rapport sur les comptes	Daniel TEMAM
Division synthèse générale des comptes	Virginie MADELIN
Division synthèse des biens et services	Jean-Pierre BERTHIER
Division comptes trimestriels	Guillaume RABAULT
Division échanges extérieurs	Henri TYRMAN

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION REGIONALE**	**Pierre DELORME**
Département des moyens et méthodes de diffusion	**Daniel LERNER**
Chef adjoint du département	Jean MORIN
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de LA GODELINAIS
Division des banques de données et systèmes de diffusion	Catherine BEAUME
Division impression et commercialisation	Marie-Josèphe GOUËT
Division documentation	Yves ANTHEAUME
Département de l'édition	**Baudouin SEYS**
Cellule coordination de l'édition	Baudouin SEYS
Division chiffres-clés	Catherine CLUZEAU
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Cellule rédaction en chef *Données sociales et Concours et Caractères*	Philippe L'HARDY
Département de l'action régionale	**Jean-François ROYER**
Division statistiques et études régionales	Olivier LEFEBVRE
Division coordination et assistance à l'action régionale	Charles DURAND
INSEE INFO-SERVICE	**Jacques BOUDOUL**
Division accueil des publics et téléservices	Jean-Paul FAUR
Division services spécifiques et grands comptes	Bernard LE CALVEZ
UNITÉ COMMUNICATION EXTERNE	**Élisabeth LULIN**
Cellule communication institutionnelle-relations avec le public	...
Bureau de presse	Irène MARTIN-HOULGATTE
Cellule marketing, promotion vente	...

• **DIRECTION DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE)	**Didier BLANCHET**
Directeur des études ENSAE	Sylviane GASTALDO
École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Clotilde DANYSZ
Centre de recherche en économie et statistique (CREST)	**Éric RENAULT**
Chef du département de la recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Christian ROBERT
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Stéphane GRÉGOIR
Centre d'études des programmes économiques (CEPE)	**Éric RENAULT**
Directeur des études CEPE	Patrick PÉTOUR

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace	**J.-P. Grouthier.**	Cité administrative Gaujot, 2, rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 03 88 52 40 40. Télécopieur : 03 88 52 40 41.
Service Études-Diffusion	S. Marchand.	
Direction régionale d'Aquitaine	**B. Tregouët.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 05 57 95 05 00. Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Service Études-Diffusion	P. Ahmed-Michaux.	
Direction régionale d'Auvergne	**M. Blanc.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 04 73 31 82 82. Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Service Études-Diffusion	D. Brondel.	
Direction régionale de Bourgogne	**A. Ravet.**	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 03 80 40 67 67. Télécopieur : 03 80 40 67 40.
Service Études-Diffusion	J.-L. Coster.	
Direction régionale de Bretagne	**J.-J. Malpot.**	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, 35082 Rennes Cedex. Tél. : 02 99 29 33 33. Télécopieur : 02 99 29 33 90.
Service Études-Diffusion	L. Viglino.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M. Schrantz.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	J.-P. Bernard.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**J.-M. Durr.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	G. Bourgey.	
Direction régionale de la Corse	**F. Perrault.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Franche-Comté	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	R. Polette.	
Direction régionale d'Île-de-France	**J. Allain.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	J.-M. Grosbras.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 15 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Services Études-Diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron.**	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Services Études-Diffusion	P. Chataignon.	
Direction régionale de Lorraine	**E. Traynard.**	15, rue du Général-Hulot, BP 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	P. Redor.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcœur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	F. Houssin.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thévenin.**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex. Tél. : 02 31 15 11 00. Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**C. Arquembourg.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11. Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Service Études-Diffusion	J. Lemattre.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**J.-M. Béguin.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401 44274 Nantes Cedex 02. Tél. : 02 40 41 75 75. Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Services Études-Diffusion	M. de Saboulin.	
Direction régionale de Picardie	**C. Gabet.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00. Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Service Études-Diffusion	B. Macrakis.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**J.-P. Lissillour.**	5, rue Sainte-Catherine, BP 557 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01. Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Service Études-Diffusion	M. Roussel.	
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57. Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 60.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**G. Desplanques.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15. Télécopieur : 04 78 63 25 25.
Service Études-Diffusion	A. Lopez.	

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**F. Vennat** (1).	INSEE/DIRAG, BP 300, 41, rue Bébian 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 93 78 38. Télécopieur : 05 90 83 89 25.
Coordination Études-Diffusion	F. Lebeaupin.	

(1) J.-P. Bernard à compter du 9 mars 1998.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe..... Département Études-Diffusion.....	**B. Priou.** C. Bon.	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : 05 90 99 36 36. Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Service régional de la Guyane..... Département Études-Diffusion.....	**M. Avi.** D. Jouglet.	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : 05 94 29 73 00. Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Service régional de la Martinique..... Département Études-Diffusion.....	**C. Chevalier.** R. Hardy-Dessources.	Centre DELGRES, Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : 05 96 60 73 73. Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Direction régionale de la Réunion..... Service Études-Diffusion.....	**R. Jean.** G. Le Cointre.	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13, 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : 0 262 48 89 00. Télécopieur : 0 262 48 89 89.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie.....	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni. BP 823, Nouméa. Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française.....	**N. Lévesques.**	ITSAT, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.

INSEE Info-Service (1).....	**J. Boudoul.**	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans l'*Annuaire statistique de la France,* ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Anciennes nomenclatures d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services rendus) par les unités productrices.

1. ***Nomenclature d'activités et de produits 1973.***
— La « NAP 73 » est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. Elle a été officialisée par un décret de 1973 et le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE est à la base des statistiques sectorielles. La NAP est utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises, les enquêtes de branche, la comptabilité nationale, etc.
Depuis 1993, la collecte de l'information en NAP a cessé, mais la diffusion des résultats se poursuit en NAP dans certains domaines, notamment pour les comptes nationaux. La NAP, élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale, met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à quatre chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »).
Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel :*
— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service (voir adresses pages précédentes).

2. ***Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.*** — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : à la fin du présent chapitre un tableau donne l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE, dans la collection *INSEE-Résultats* depuis 1992. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

3. ***Classification type pour le commerce international*** **(CTCI)** ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

4. ***Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports*** **(NST),** Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente à la Représentation de la Commission des communautés européennes, 288, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

5. ***Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité » :***

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,
— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

B. Nouvelles nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié. En raison de l'ampleur de la refonte des nomenclatures, celle-ci s'étalera, dans son application, sur plusieurs années. Trois grands types de nomenclatures font l'objet de modifications, la première de celles-ci datant de 1988.

1. ***Nomenclature du commerce extérieur.*** – À compter du 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale; il se substitue à la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. ***Nomenclature des activités.*** – La nomenclature d'activités française (NAF) est entrée en vigueur en 1993, conformément au décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, pris en application du règlement européen instaurant la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE révision 1). Ainsi, les activités disposent, comme les marchandises, d'un dispositif emboîté.

La NACE révision 1 détaille la nomenclature internationale dénommée classification internationale type, par industrie (CITI révision 3) et constitue le tronc commun européen; les nomenclatures nationales, telles la NAF, en sont des déclinaisons.
La nouvelle nomenclature de l'artisanat relève du même principe : la nomenclature d'activités française de l'artisanat (NAFA) s'emboîte dans la NAF.

3. ***Nomenclature des produits.*** – Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classifi-

cation des produits associée aux activités (CPA); une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également par le décret rappelé au paragraphe 2 ci-dessus se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

En outre, l'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES); ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point H dans sa présentation « Activités ».

Dans le *Bulletin mensuel de statistique* n° 9 du mois de septembre 1995 (erratum dans le *BMS* n° 10 d'octobre 1995), la nomenclature est donnée dans les deux versions « Activités » et « Produits » avec leur correspondance en NACE/CPA (nomenclatures européennes). Cette nomenclature est également publiée dans le Bulletin officiel de l'administration centrale du ministère de l'Économie et des Finances, fascicule 95/4).

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15);

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Trois ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et des produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), volume 1402 (édition octobre 1992 et erratum juin 1993), disponibles aussi sur disquette.

Classification des produits française (CPF), volume 1402-I (édition juin 1993), disponible aussi sur disquette.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

En outre, le réseau des nouvelles nomenclatures, françaises ou internationales, peut être consulté en langage naturel par minitel sur 3617 NOMENCLA; la nomenclature d'activités française est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

C. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. ***Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).*** – Le code des professions et catégorie socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,
— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),
— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à l'ancienne nomenclature des CSP (code des catégories socioprofessionnelles).

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point I.

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles,* INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

2. ***Type d'activité – Statut.*** – Il ne s'agit pas de véritables nomenclatures, mais de codes très importants pour le classement de la population en actifs et non-actifs (type d'activité). Le code du statut permet de classer les personnes actives entre salariés et non-salariés, et parmi les salariés de faire la distinction entre les types d'employeurs (public-privé).

L'information sur ces codes est publiée dans les notes méthodologiques des fascicules de résultats des recensements de la population de 1982 et 1990 (Séries verte et bordeaux).

D. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989, édition 1990 avec rectificatif annuel, édition 1994 avec rectificatif annuel). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.
Il comprend :

- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

E. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

F. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère du Budget et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15	Niveau 40	Niveau 100
U 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	T 01 Agriculture, sylviculture, pêche.	01 Agriculture 02 Sylviculture et exploitation forestière. 03 Pêche.
U 02 Industries agricoles et alimentaires.	T 02 Industrie de la viande et du lait.	35 Industrie de la viande. 36 Industrie laitière.
	T 03 Autres industries agricoles et alimentaires.	37 Fabrication de conserves. 38 Boulangerie, pâtisserie. 39 Travail du grain. 40 Fabrication de produits alimentaires divers. 41 Fabrication de boissons et alcools. 42 Transformation de tabac.
U 03 Production et distribution d'énergie	T 04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04 Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
	T 05 Production de pétrole et de gaz naturel.	05 Production de pétrole et de gaz naturel.
	T 06 Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 Production et distribution d'électricité. 07 Distribution de gaz. 08 Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04 Industries des biens intermédiaires.	T 07 Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 Extraction et préparation de minerais de fer. 10 Sidérurgie. 11 Première transformation de l'acier.
	T 08 Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 Extraction et préparation de minerais non ferreux. 13 Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
	T 09 Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 Production de minéraux divers. 15 Production de matériaux de construction et de céramique.
	T 10 Industrie du verre.	16 Industrie du verre.
	T 11 Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 Chimie minérale. 17-2 Chimie organique. 43 Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
	T 13 Fonderie et travail des métaux.	20 Fonderie. 21 Travail des métaux.
	T 21 Industrie du papier et du carton.	50 Industrie du papier et du carton.
	T 23 Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	52 Industrie du caoutchouc. 53 Transformation des matières plastiques.
U 05 A Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14 Construction mécanique.	22 Fabrication de machines agricoles. 23 Fabrication de machines-outils. 24 Production d'équipement industriel. 25 Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. 26 Industries de l'armement. 34 Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
	T 15 A Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. 28 Fabrication de matériel électrique. 29 A Construction de matériel électronique professionnel.
	T 17 Construction navale et aéronautique.	32 Construction navale. 33 Construction aéronautique.

G. **Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.** *(suite)*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 47 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerce	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

G. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP. *(suite et fin)*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite)*.

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industries des biens intermédiaires *(fin)*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 a 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

H. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires. K02 Transport routier de voyageurs. K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises. K04 Transports par eau. K05 Transports aériens. K06 Transport spatial. K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures. K08 Agence de voyage. K09 Organisation du transport de fret.	60.1 60.2A à 60.2G 60.2L à 60.2P, 60.3 61 62.1, 62.2 62.3 63.1, 63.2 63.3 63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière. L02 Assurance. L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	65 66 67
EM Activités immobilières.	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière. M02 Location immobilière.	70.1, 70.3 70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier. N12 Télécommunications.	64.1 64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques. N22 Services professionnels. N23 Administration d'entreprises. N24 Publicité et études de marché. N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	72 74.1A, 74.1C, 74.1G 74.1J 74.1E, 74.4 74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur. N32 Sélection et fourniture de personnel. N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises. N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	71 74.5 74.6 à 74.8 90
	N4 Recherche et développements.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles. P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.1, 92.2 92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels. P32 Services domestiques.	93 95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé. Q22 Action sociale.	85.1, 85.2 85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives. R22 Activités extra-territoriales.	91 99

I. Correspondances entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants	10. Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2 Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3 Cadres et professions intellectuelles supérieures	31 Professions libérales.	31 Production libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifié.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Elèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ϵ	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
—	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

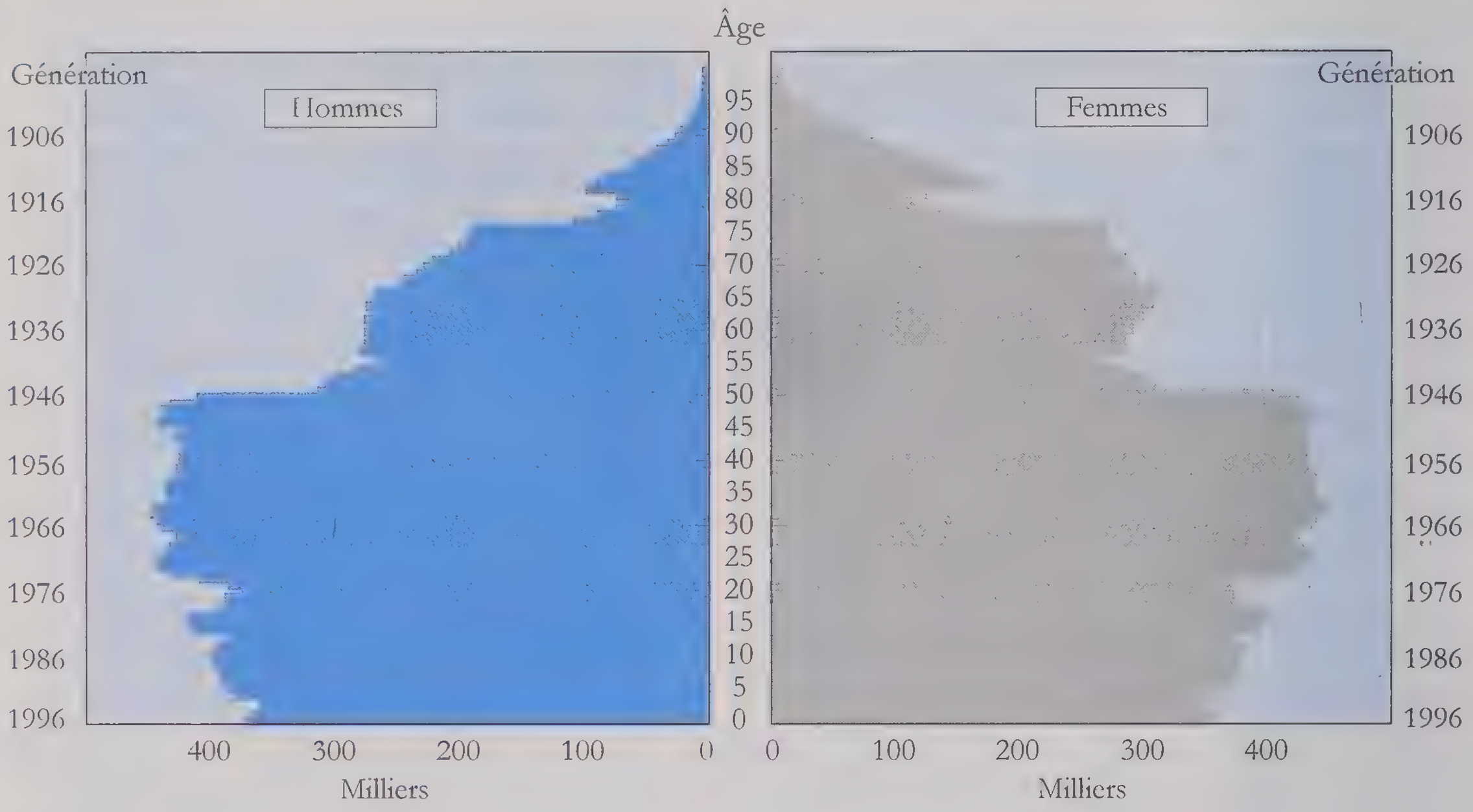
Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire;*
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

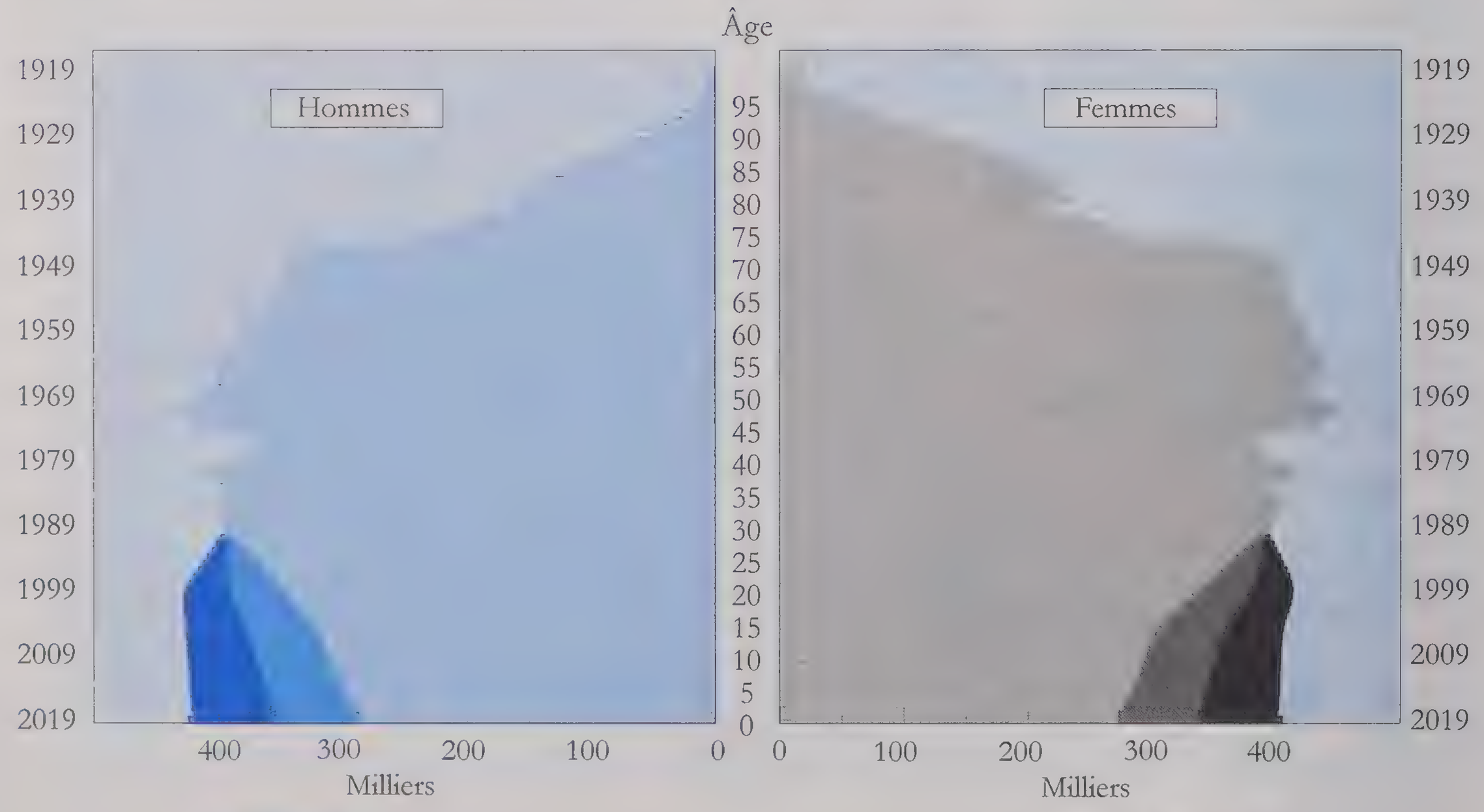
Graphique 1

Pyramide des âges de la population totale
au 1er janvier 1997



Graphique 2

Pyramide des âges de la population totale
en 2020 selon trois hypothèses de fécondité

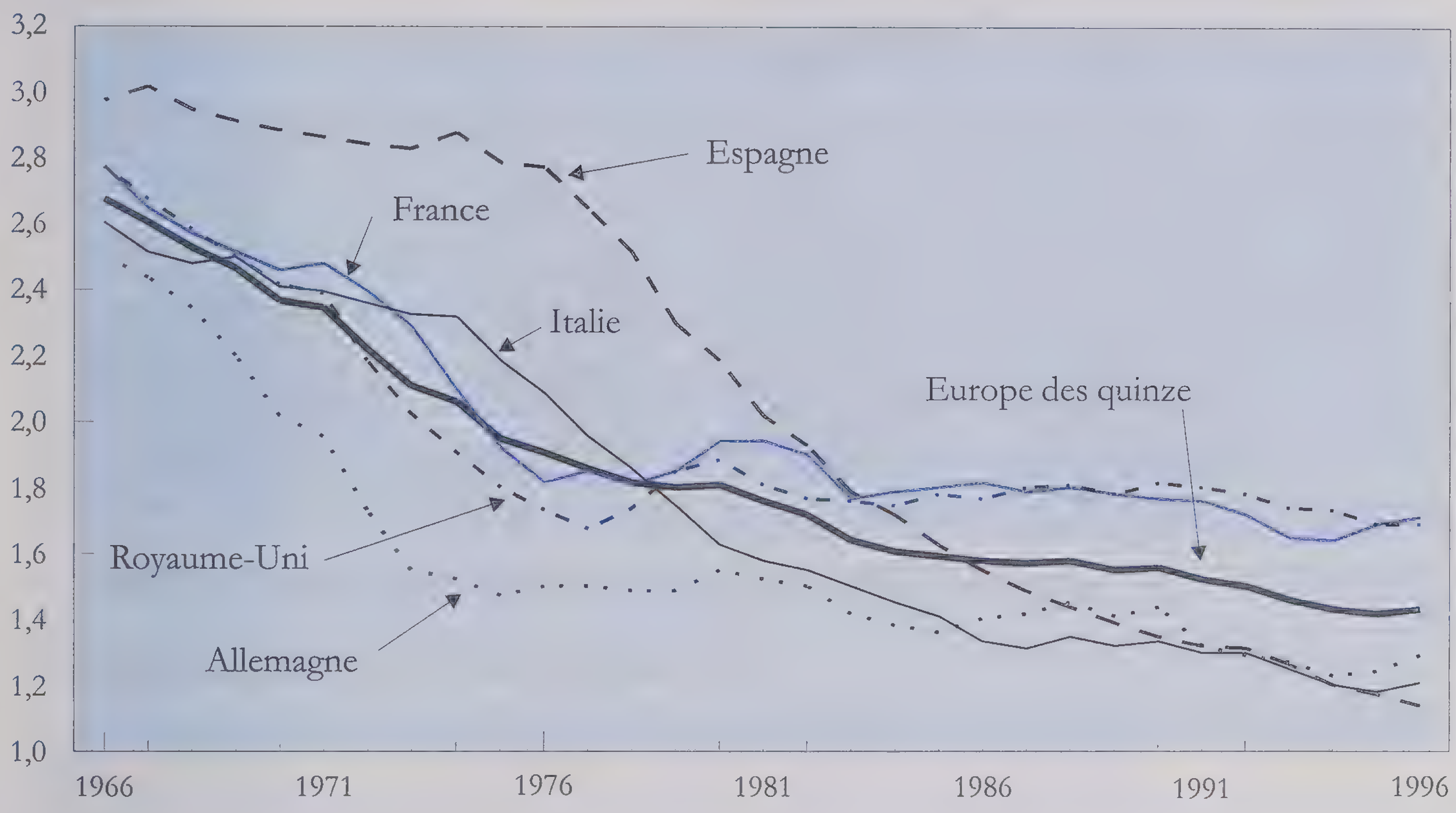


Source : INSEE.

Graphique 3

Quelques indicateurs démographiques français et européens

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1966-1996)*



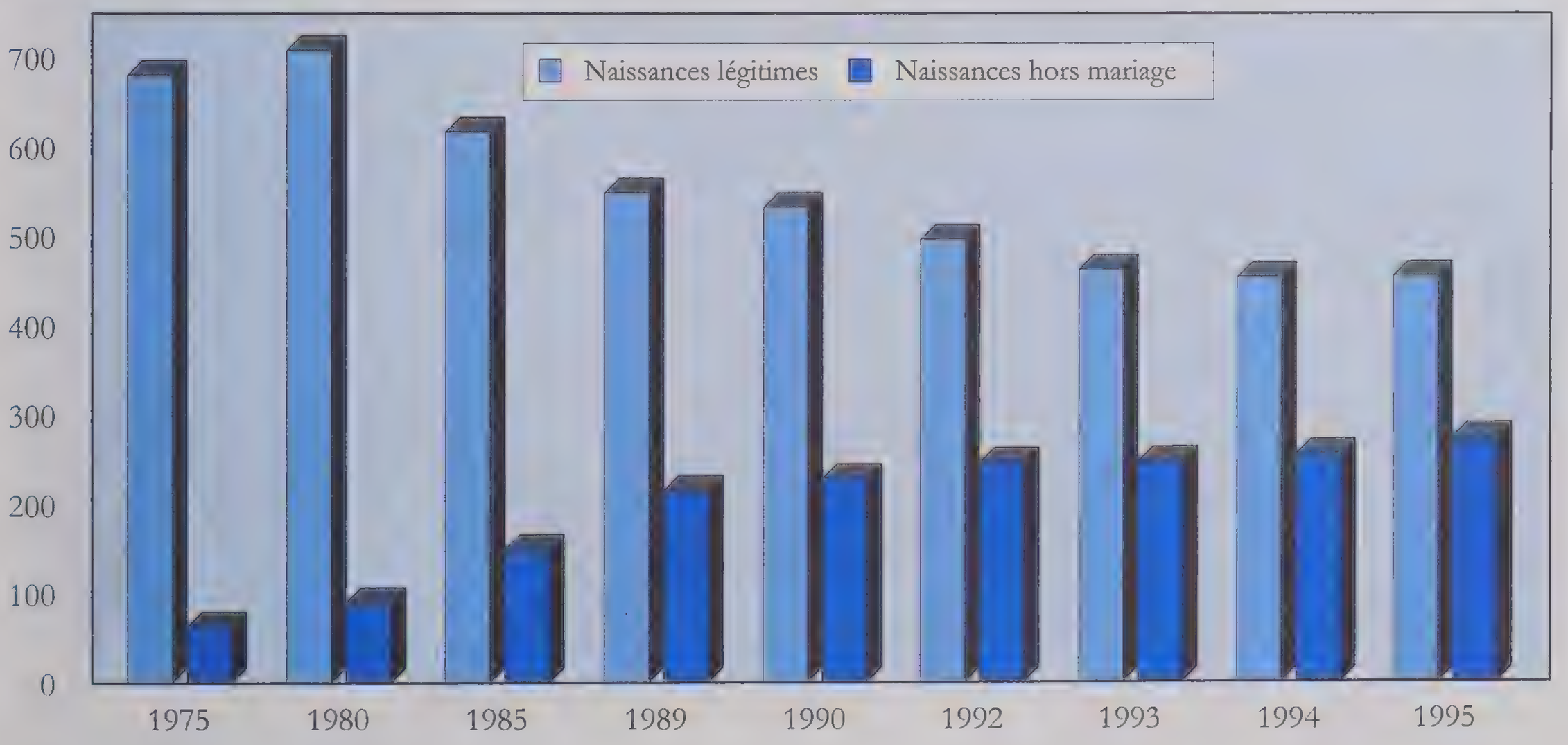
** Certaines données sont susceptibles d'être revisées.*

Source : EUROSTAT

Graphique 4

Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage de 1975 à 1995

En milliers

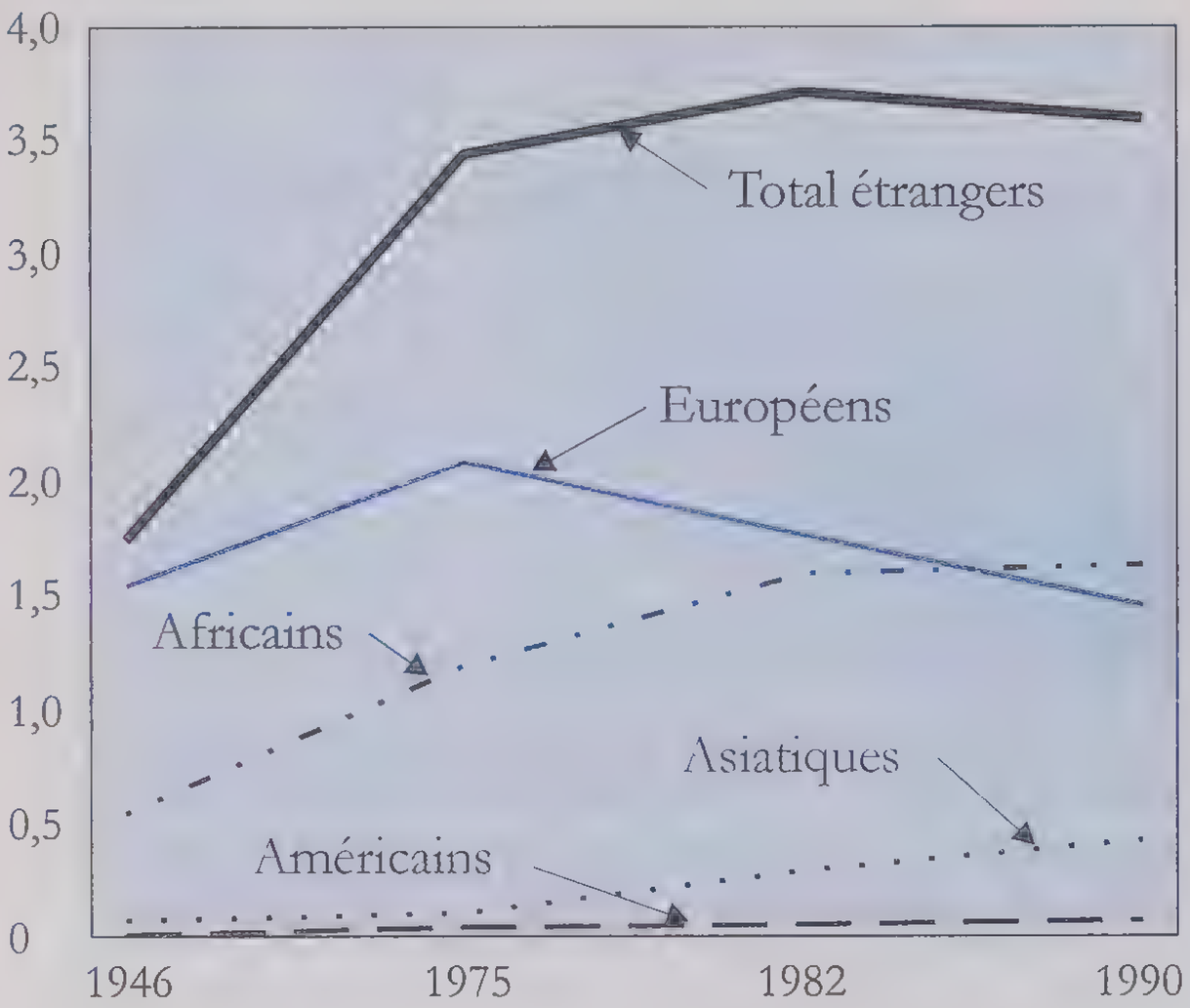


Source : INSEE

Graphique 5

La population étrangère à divers recensements

Les étrangers à divers recensements



Carte 2

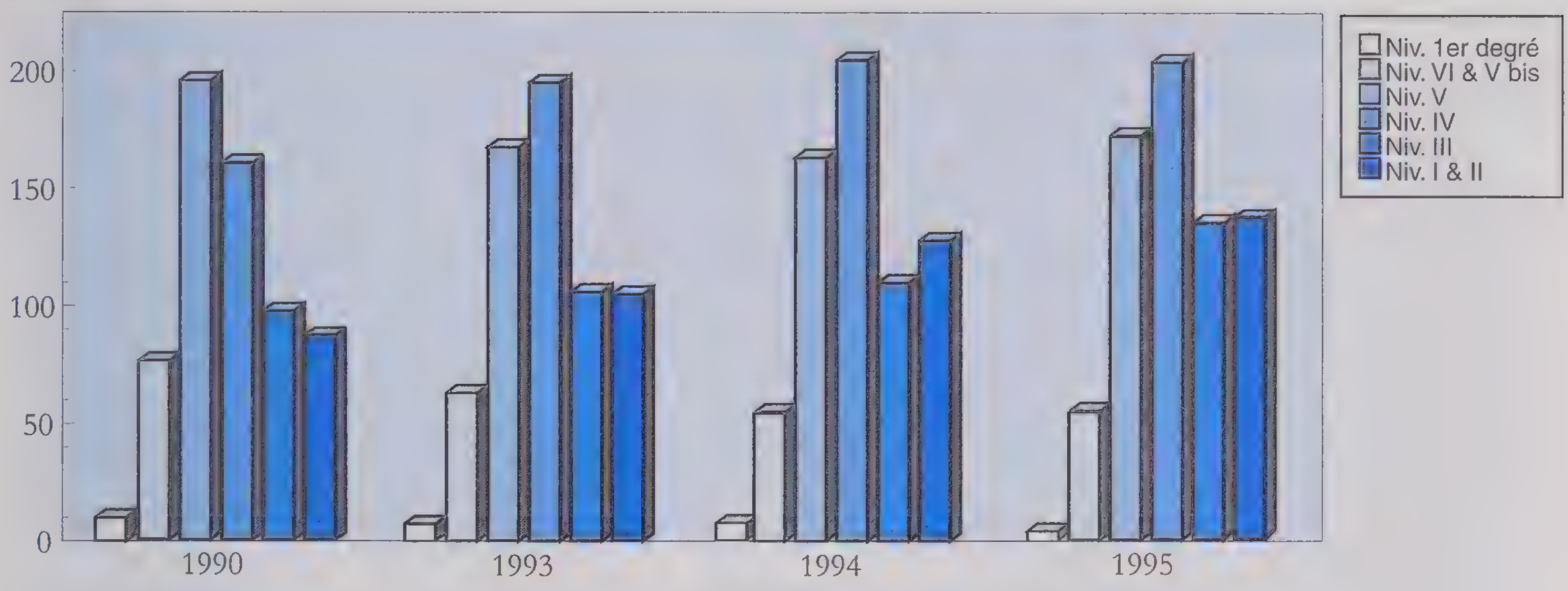
Part des étrangers dans la population totale en 1990

Moyenne France métropolitaine : 6,3%

Source : INSEE, recensements de la population

Graphique 6

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Carte 3

Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 1996

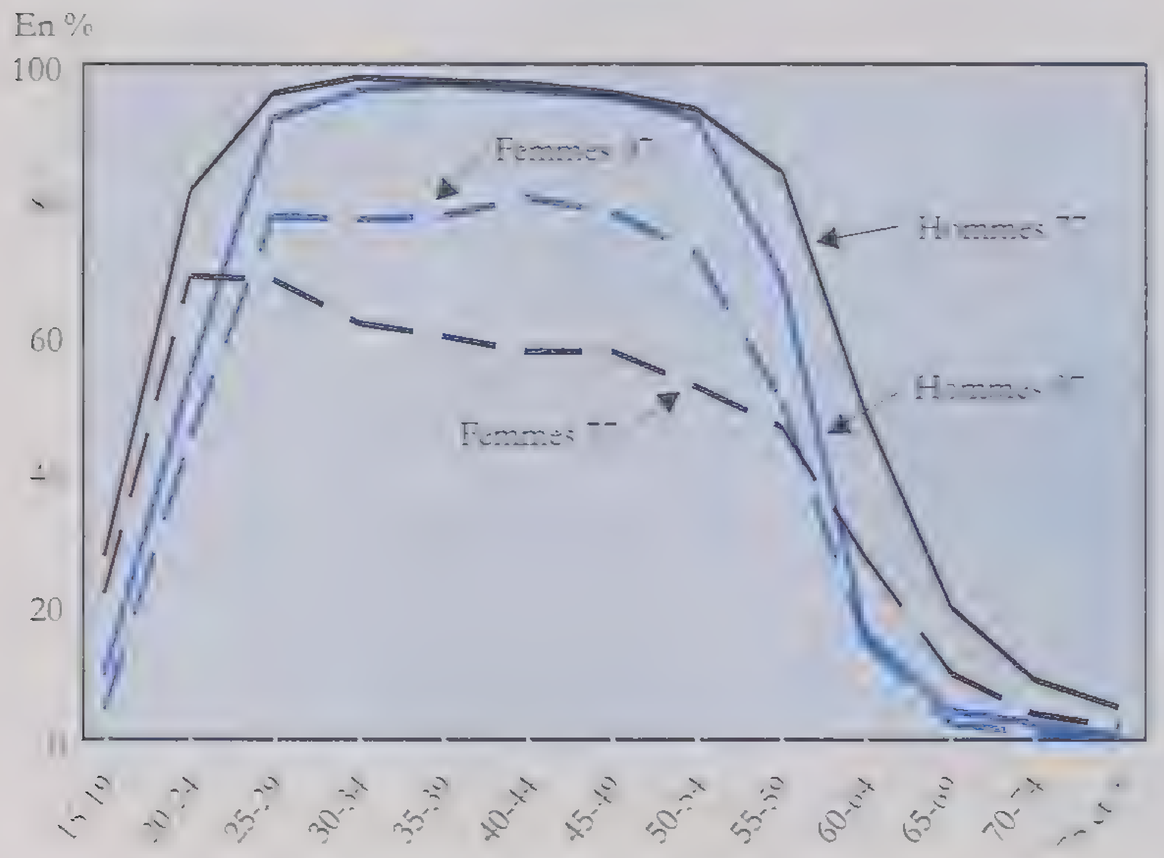


Moyenne France métropolitaine : 61,3 %

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1977 et en mars 1997



*Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total)

Source : INSEE (enquête sur l'emploi).

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT
par département en 1996 (moyenne annuelle)

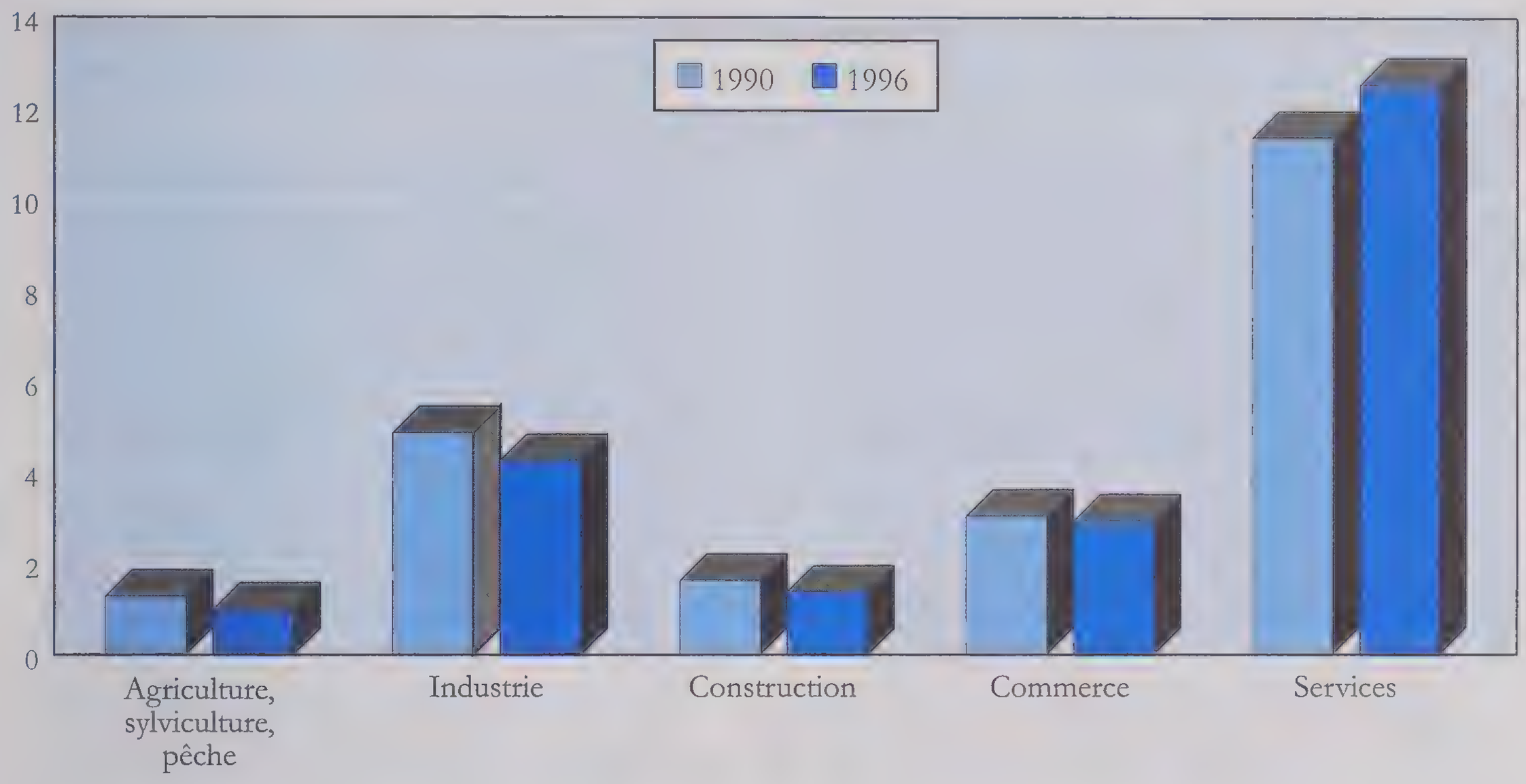


Source : INSEE (division emploi).

Graphique 8

Évolution de la population active occupée par secteur de 1990 à 1996

En millions

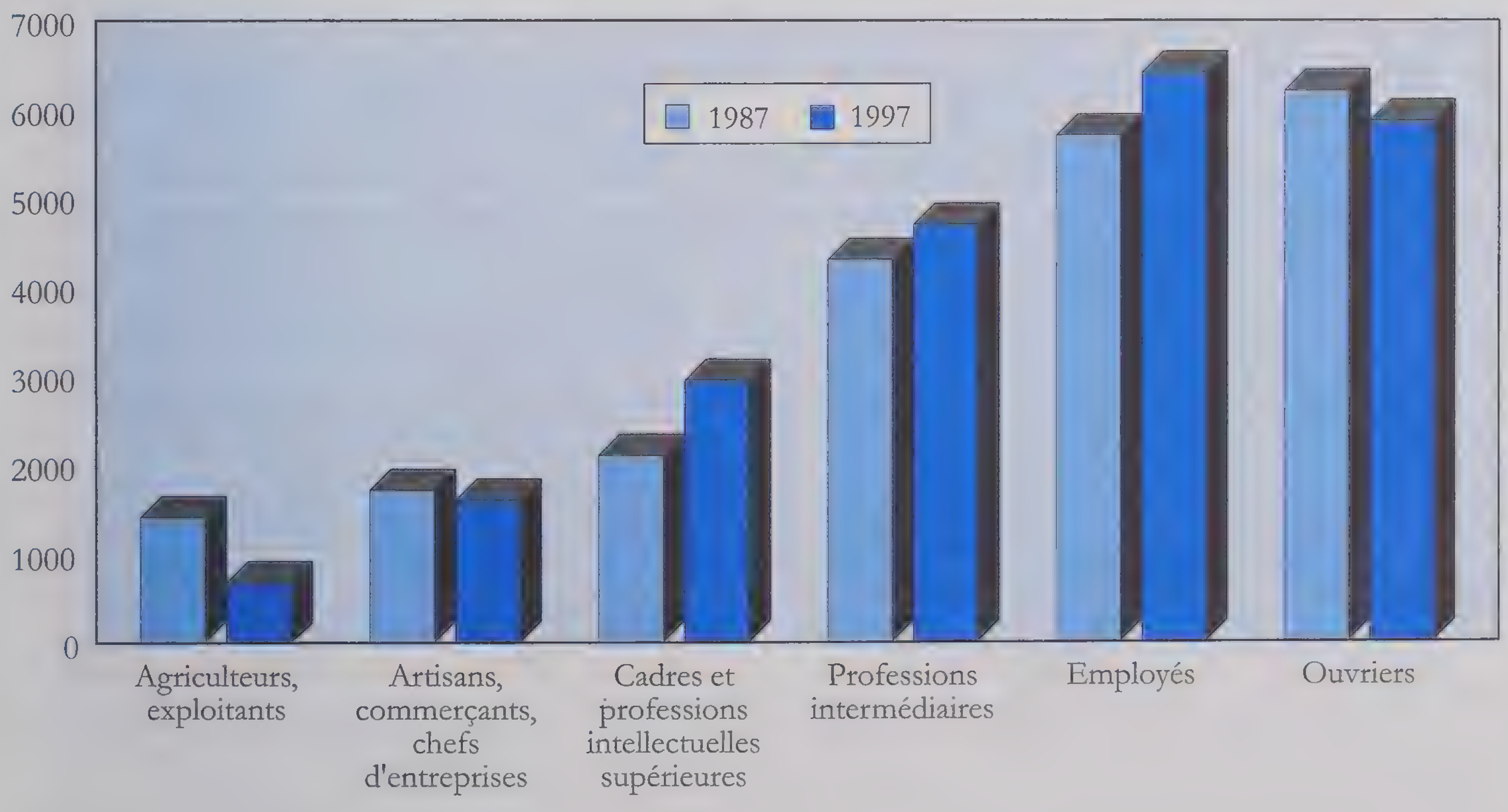


Source : INSEE, estimations annuelles d'emploi

Graphique 9

Évolution des actifs occupés selon la catégorie socioprofessionnelle de mars 1987 à mars 1997

En milliers



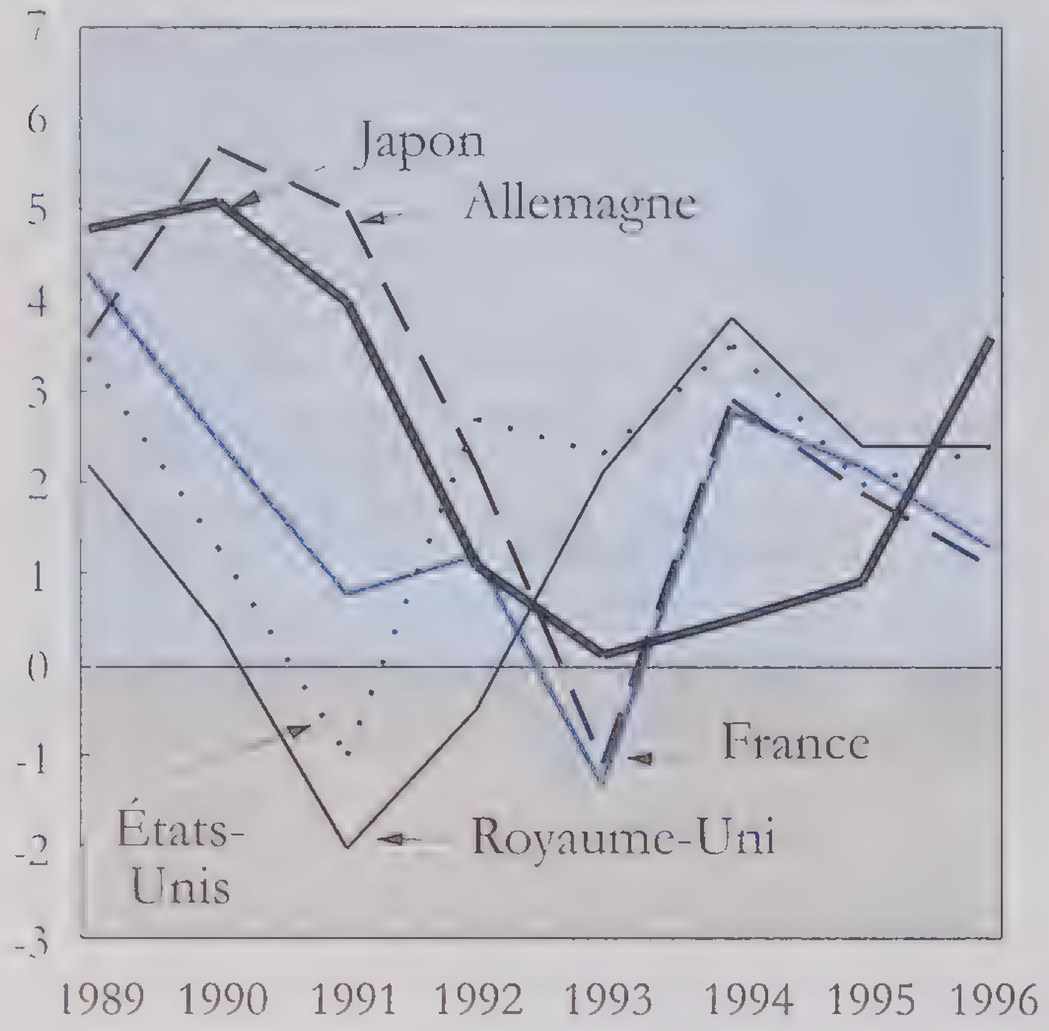
Source : INSEE, enquêtes sur l'emploi

Graphiques 10, 11, 12 et 13

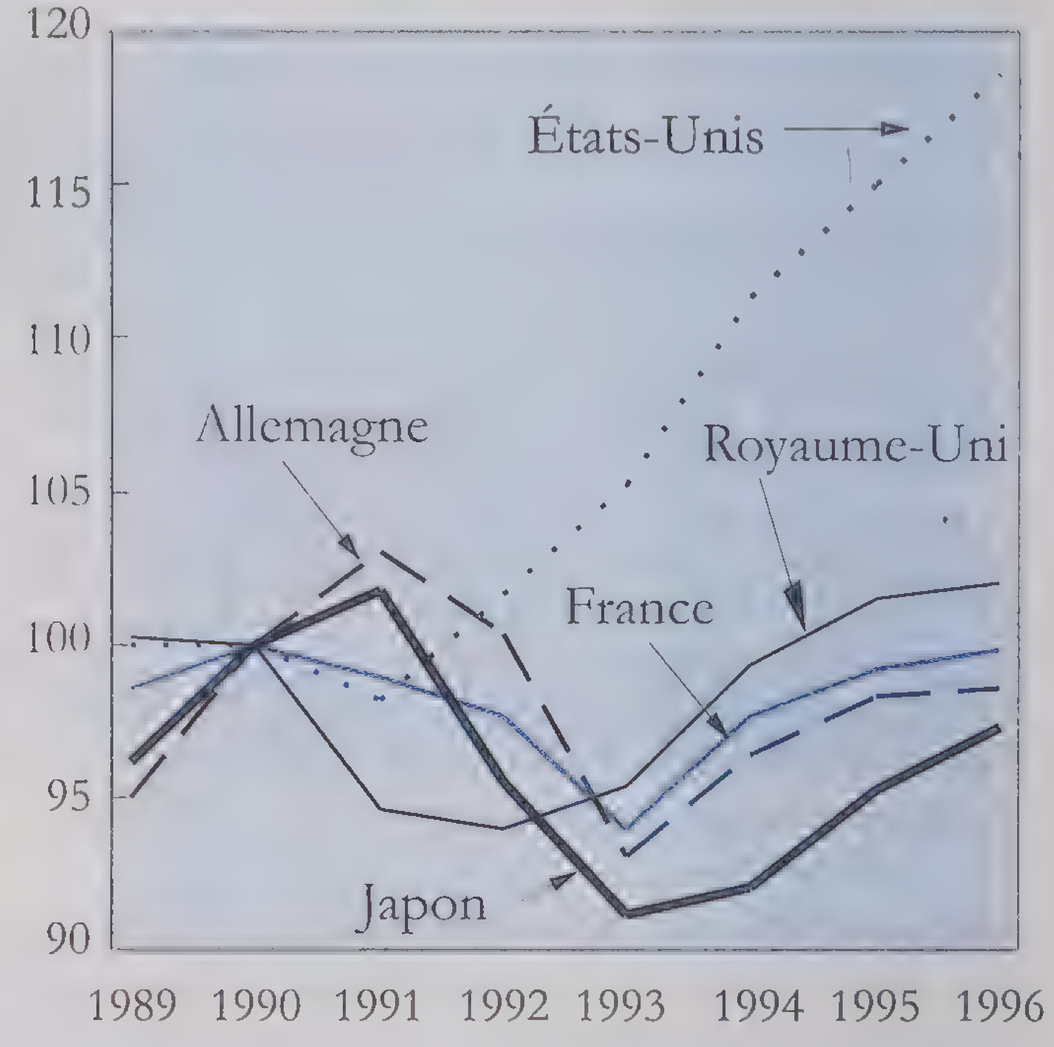
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

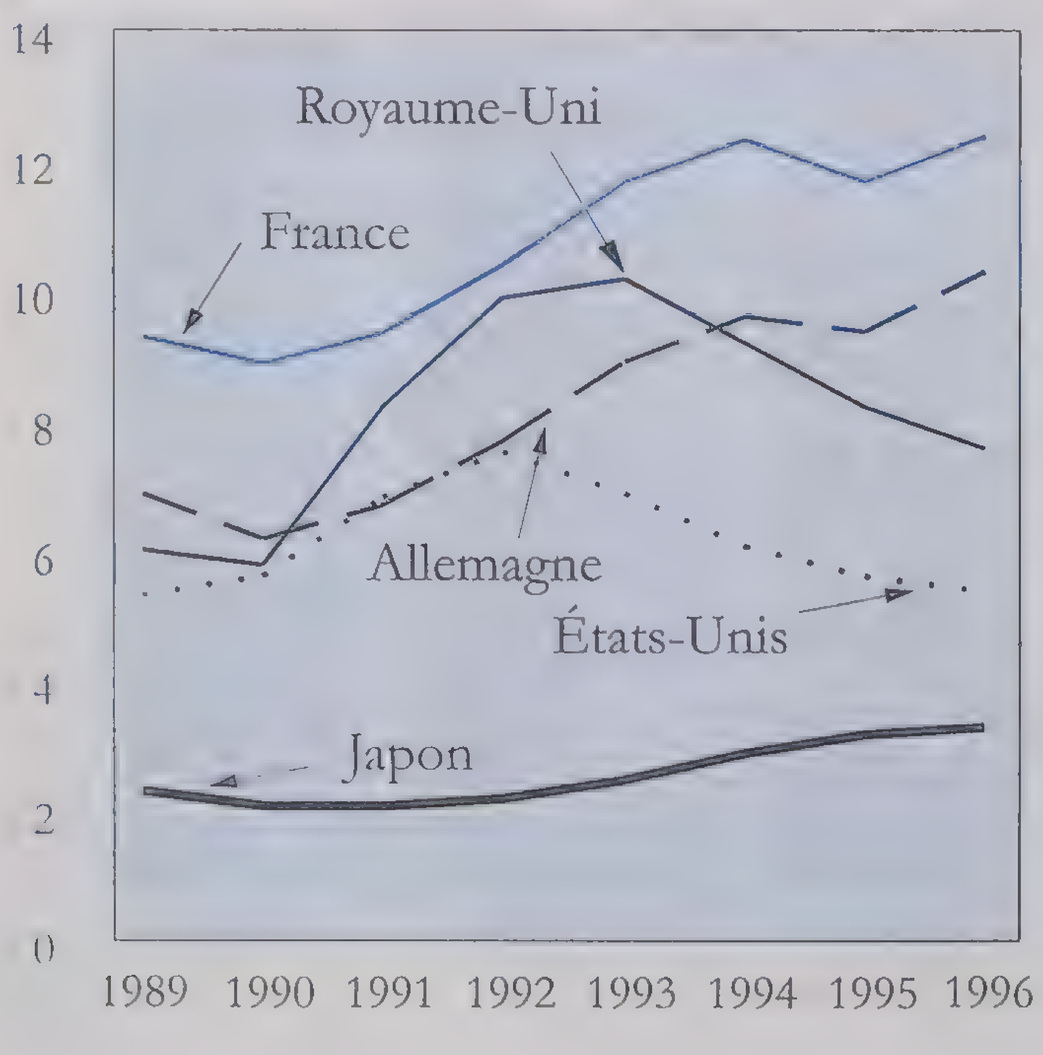
Taux d'évolution du PIB (G.10)



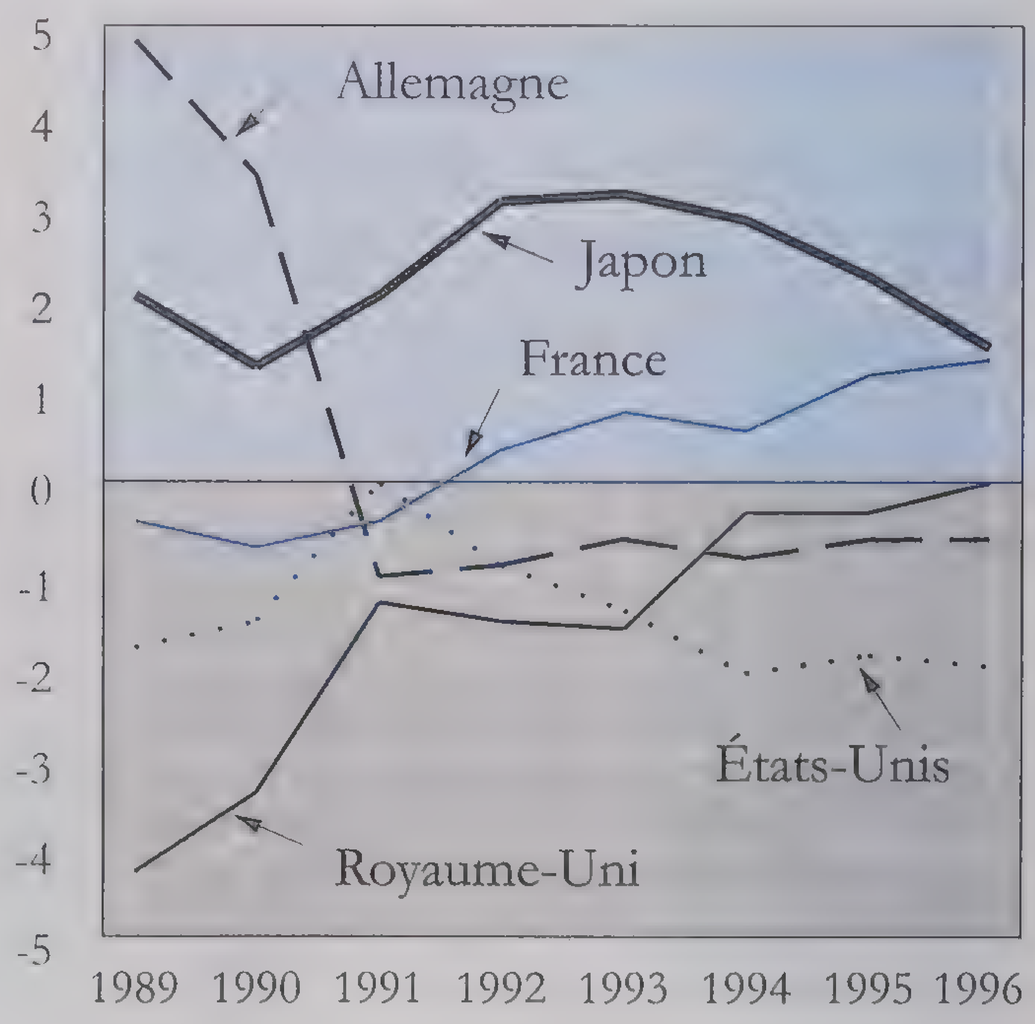
Indices de la production industrielle (G.11)



Taux de chômage (G.12)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB (G.13)



Sources : OCDE et INSEE, (Rapport sur les Comptes de la Nation 1996).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement



Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte, graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

Graphique. Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 1997.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1990 et estimations au 1er janvier 1995.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 100 000 habitants.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Recensements de la population », « Statistiques et études régionales » et « Pôle estimations localisées de population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

De 1990 à 1995, la population de la France métropolitaine a continué à augmenter à un rythme annuel de 0,5 % pour atteindre 58 020 079 d'habitants au 1er janvier 1995; ce rythme est identique à celui de la décennie précédente. Dans la plupart des régions, les grandes tendances ont persisté : les régions méditerranéennes et Rhône-Alpes conservent les premiers rangs de l'accroissement démographique, l'Auvergne et le Limousin continuent de se dépeupler. En revanche, la Lorraine retrouve une évolution positive de 0,1 % par an depuis 1990. En outre, l'Alsace, devenue terre d'émigration depuis 1990, a l'un des plus forts taux d'accroissement démographique (0,8 % par an en moyenne de 1990 à 1995). L'Ile-de-France maintient un fort excédent des naissances sur les décès (+ 0,8 % par an) qui compense, et au-delà, les pertes de résidents (- 0,2 % par an). La forte croissance de la population de la Grande Couronne déborde les frontières franciliennes et se retrouve, un peu atténuée toutefois, dans l'Oise et le Loiret. Depuis 1990, aucune région ne cumule déficit migratoire et déficit naturel, et même treize des vingt-deux régions profitent simultanément d'excédents migratoire et naturel.

Par ailleurs, le recensement de la population de 1990 a donné les résultats suivants. Avec l'extension des villes, 472 communes sont devenues urbaines. Dans les agglomérations de plus de 50 000 habitants, la croissance de la population se différencie selon leur localisation géographique et leur activité dominante. Les anciennes villes industrielles déclinent au profit des villes tertiaires.

La reprise de la croissance en Ile-de-France concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône-Alpes et Provence-Alpes - Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982. L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd encore de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la Grande Couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain. À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200 000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2 000 à 20 000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente. Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20 000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer – Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion – est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par "planimétrage" de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole » annuelle établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 90-1172 du 21 décembre 1990.

215. Estimations de population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants). Ce solde migratoire n'est appréhendé qu'à partir d'estimations. Ainsi, les données du tableau A.01-3 au 1er janvier 1995 reposent sur une nouvelle méthode d'estimation du solde migratoire mise en œuvre par l'INSEE, qui s'appuie sur l'exploitation statistique d'un nombre de sources administratives plus variées qu'antérieurement.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1990 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aires urbaines

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaillent dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. Une commune périurbaine (d'un pôle urbain) est l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Pour plus de précision sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications :

- Annuaire du Bureau des longitudes.
- « Tous les pays du monde (1997) », *Population et sociétés*, INED, nº 326, juillet-août 1997.
- Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2 000 habitants;*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

- Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;

— Guyane;

— Martinique;

— Réunion;

— Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996);

— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1996);

— Wallis-et-Futuna (1996).

- Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);

— Mayotte (1997).

- Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990;*

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale du zonage en aires urbaines (Population et délimitation 1990).*

- *INSEE-Première* :

— *« Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 »*, nº 111, novembre 1990;

— *« La population légale au recensement de 1990 »*, nº 116, janvier 1991;

— *« Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990 »,* n° 119, janvier 1991;

— *« Villes et régions au rendez-vous de l'Europe »,* n° 136, mai 1991;

— *« La population de Wallis-et-Futuna en 1990 »,* n° 142, juin 1991;

— *« 6 Mahorais sur 10 ont moins de 20 ans »,* n° 236, décembre 1992;

— *« 57,5 millions d'habitants au 1er janvier 1993 »,* n° 243, février 1993;

— *« Les cantons peu habités »,* n° 264, juin 1993;

— *« L'influence des villes et de bourgs-centres »,* n° 325, juin 1994;

— *« Les transformations sociales du territoire 1982-1990 »,* n° 341, août 1994.

— *« L'extension des villes de 1936 à 1990 »,* n° 451, mai 1996.

— *« Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie »,* n° 506, janvier 1997.

— *« Les évolutions récentes de population dans les départements et les régions »,* n° 511, février 1997.

— *« Pôles urbains et périurbanisation »,* le zonage en aires urbaines, n° 516, avril 1997.

— *« Radiographie d'un fait de société : la périurbanisation »,* n° 535, juin 1997.

— *« Recensement de la population de Polynésie française »* n° 543, septembre 1997.

- *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société »:

— *« Image de la population de Wallis-et-Futuna »,* n° 18, juin 1992;

— *« Population totale. RP90 résultats du sondage au 1/4 (quart) »,* n° 32-33, avril 1994.

— *« Images de la population de la Nouvelle-Calédonie »,* Principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997;

- *Économie et Statistique.*

— *« La population des DOM en 1990 »,* n° 248, novembre 1991.

— *«Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes »,* n° 307, 1997.

- Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Agreste, données chiffrées Agriculture;

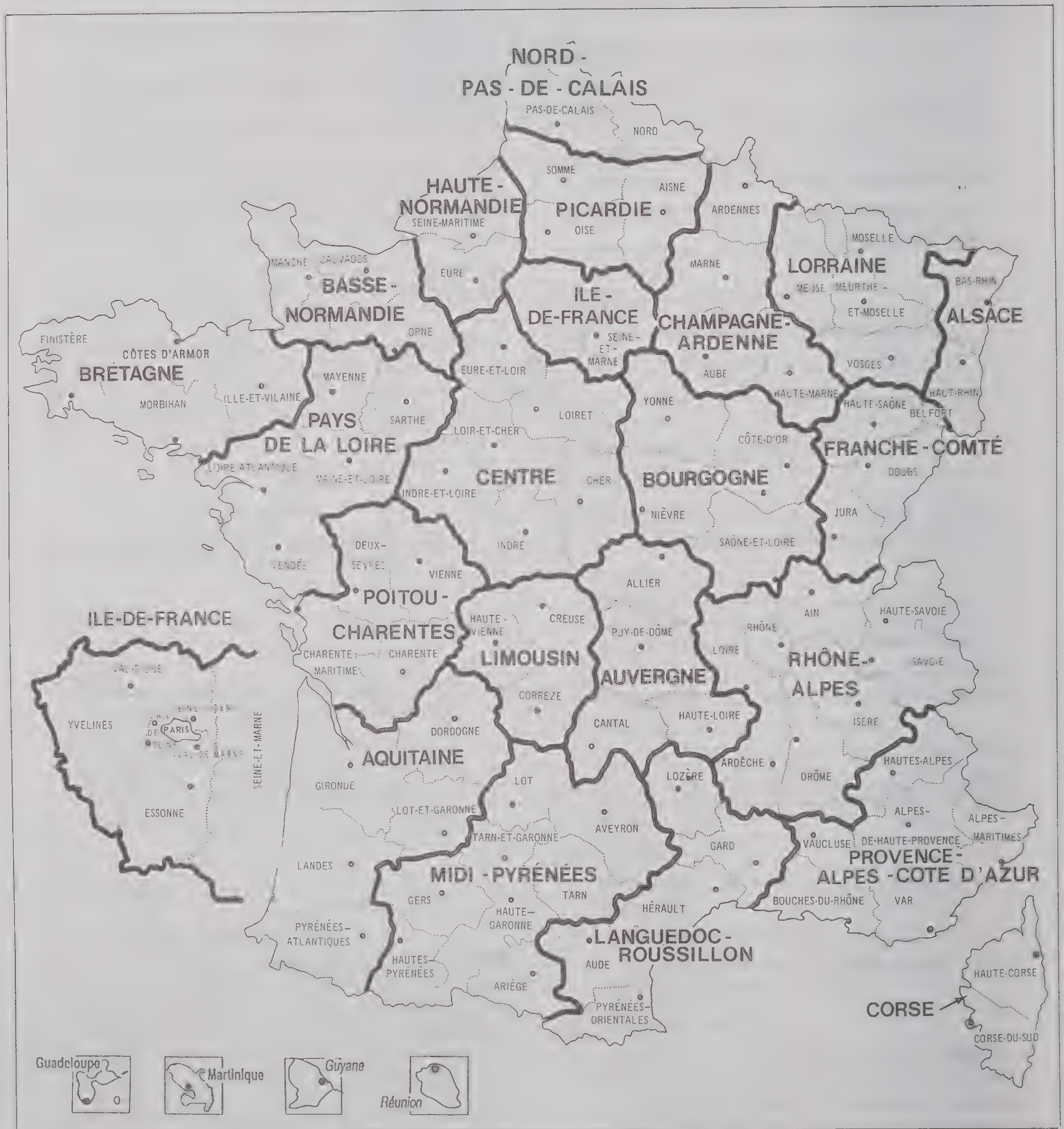
L'utilisation du territoire en 1996, Nouvelles séries de 1991 à 1996, n° 87, décembre 1996.

Statistique agricole annuelle - Résultats 1996, n° 90, février 1997.

* * *

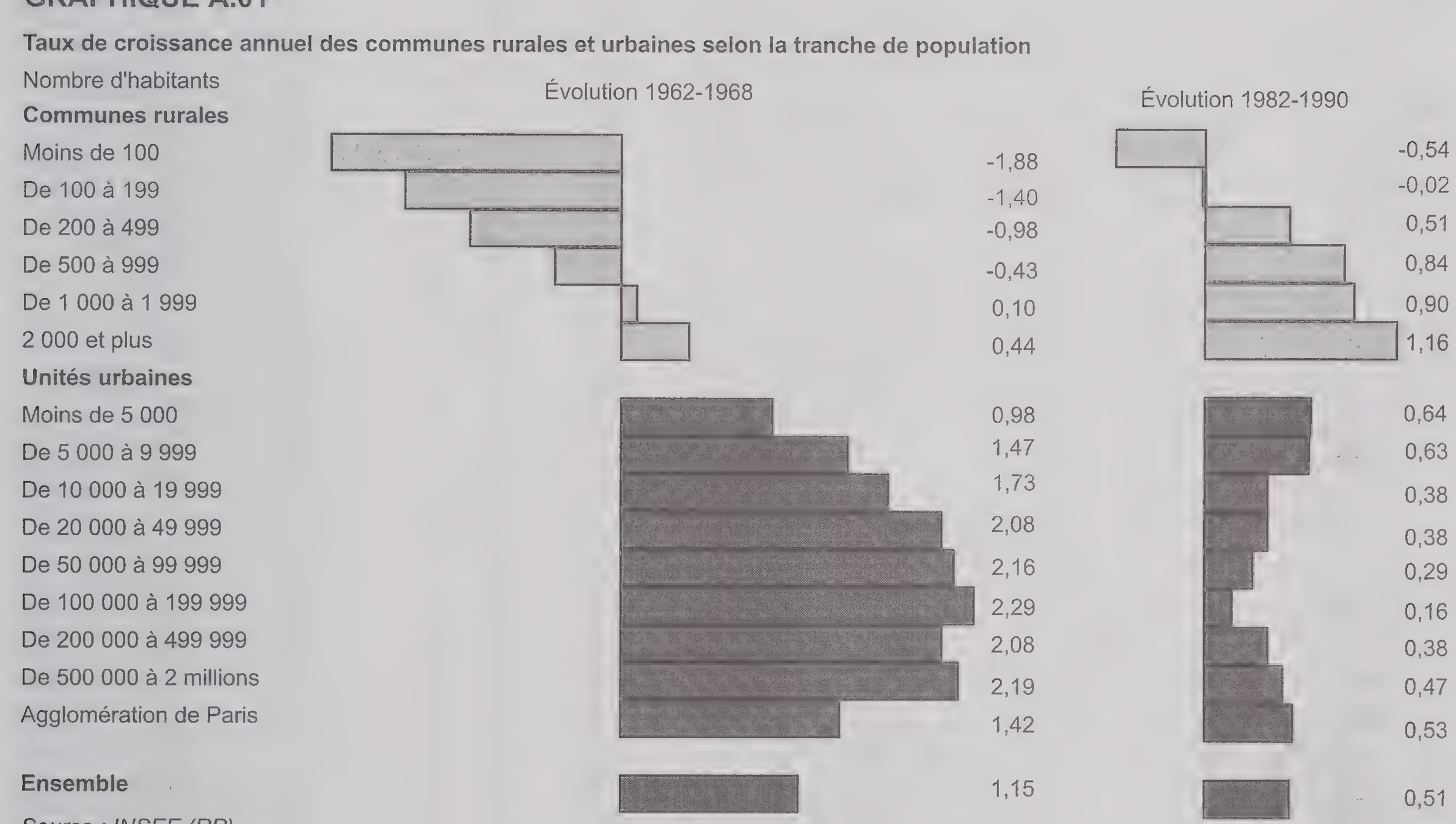
CARTE A. 01

La France administrative



GRAPHIQUE A.01

Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population



Source : INSEE (RP)

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et des études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1993		1994		*r* 1995		1996	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 037	32,8	18 179	33,1	18 242	33,2	18 302	33,3	18 291	33,3
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 363	20,7	10 753	19,6	10 612	19,3	10 577	19,3	10 538	19,2
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 341	2,4	1 334	2,4	1 321	2,4	1 312	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	14 944	27,2	15 015	27,3	15 043	27,4	15 067	27,4
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 931	5,3	3 005	5,5	3 011	5,5	2 996	5,5	2 985	5,4
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 413	11,7	6 697	12,2	6 705	12,2	6 680	12,2	6 726	12,2
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 1997

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-1997	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-1997 (habitants par km²)
AFRIQUE	**29 642**	**743,0**	**1 313,0**	**25**
dont : Afrique du Sud	1 221	42,5	45,5	35
Algérie	2 382	29,8	47,7	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex. Zaïre)	2 267	47,4	104,3	21
Égypte	995	64,8	97,6	65
Éthiopie	1 000	58,7	112,0	59
Kenya	569	28,8	36,0	51
Maroc	446	28,2	39,9	63
Nigeria	911	107,1	231,6	118
Soudan	2 376	27,9	46,9	12
Tanzanie	884	29,5	42,6	33
AMÉRIQUE	**38 462**	**788,0**	**1 063,0**	**20**
dont : Argentine	2 737	35,6	47,2	13
Brésil	8 457	160,3	212,9	19
Canada	9 221	30,1	36,6	3
Colombie	1 039	37,4	51,3	36
États-Unis	9 159	267,7	335,1	29
Mexique	1 909	95,7	140,8	50
Pérou	1 280	24,4	35,5	19
Venezuela	882	22,6	34,5	26
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 000**	**3 552,0**	**4 914,0**	**115**
dont : Bangladesh	130	122,2	180,3	939
Birmanie (Myanmar)	658	46,8	72,2	71
Chine (y compris Hong Kong)	9 327	1 236,7	1 569,6	133
Corée du Nord	120	24,3	32,1	202
Corée du Sud	99	45,9	50,8	464
Inde	2 973	969,7	1 384,6	326
Indonésie	1 826	204,3	276,4	112
Iran	1 636	67,5	111,9	41
Japon	377	126,1	120,9	335
Népal	137	22,6	41,4	166
Ouzbékistan	414	23,7	35,7	57
Pakistan	771	137,8	232,9	179
Philippines	298	73,4	113,5	246
Taïwan	36	21,5	25,5	595
Thaïlande	511	60,1	71,1	118
Turquie	770	63,7	89,9	83
Viêt-Nam	325	75,1	103,9	231
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 903**	**582,0**	**575,0**	**99**
dont : Pologne	304	38,6	40,8	127
Roumanie	230	22,5	21,5	98
Ukraine	579	50,7	46,0	88
Europe des 15	**3 134**	**373,9**	**369,9**	**119**
Allemagne	349	82,0	76,2	235
Autriche	83	8,1	8,2	98
Belgique	31	10,2	10,3	333
Danemark	42	5,3	5,4	125
Espagne	499	39,3	39,0	79
Finlande	305	5,1	5,2	17
France métropolitaine	**550**	**58,6**	**62,7**	**107**
Grèce	129	10,5	10,2	82
Irlande	69	3,6	3,6	52
Italie	294	57,4	54,8	195
Luxembourg	3	0,4	0,5	163
Pays-Bas	34	15,6	17,4	460
Portugal	92	9,9	10,5	108
Royaume-Uni	242	59,0	57,2	244
Suède	412	8,9	8,7	22
RUSSIE (Fédération de) (5)	**16 889**	**147,3**	**131,4**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaii) (6)	**8 424**	**29,0**	**39,0**	**3**
MONDE	**130 317**	**5 840,0**	**8 036,0**	**45**

(1) Pays ou entités dépassant vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15.Tous les chiffres sont arrondis.

(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union Européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.

(3) Il s'agit (y compris, cette année, pour la Russie et l'Ouzbékistan) de la "superficie des terres" (*Land Area*), soit la "superficie totale" (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après *FAO Annuaire Production 1995*. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.

(4) Les chiffres donnés pour 1997 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1997). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).

(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe. (les trois baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).

(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1990 et estimations au 1er janvier 1995

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population) - (Estimations localisées de population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1975	1990	*e* 1995		1975	1990	*e* 1995
Bas-Rhin	882,1	953,1	994,3	Ariège	137,9	136,5	136,6
Haut-Rhin	635,2	671,3	695,4	Aveyron	278,3	270,1	266,5
Alsace	**1 517,3**	**1 624,4**	**1 689,7**	Haute-Garonne	777,4	926,0	991,3
Dordogne	373,2	386,4	388,6	Gers	175,4	174,6	172,3
Gironde	1 061,5	1 213,5	1 264,5	Lot	150,8	155,8	156,9
Landes	288,3	311,5	318,2	Haute-Pyrénées	227,2	224,8	223,7
Lot-et-Garonne	292,6	306,0	303,3	Tarn	338,0	342,7	341,7
Pyrénées-Atlantiques	534,7	578,5	592,0	Tarn-et-Garonne	183,3	200,2	204,9
Aquitaine	**2 550,3**	**2 795,8**	**2 866,6**	**Midi-Pyrénées**	**2 268,3**	**2 430,7**	**2 493,9**
Allier	378,4	357,7	352,3	Nord	2 511,5	2 531,9	2 556,6
Cantal	166,5	158,7	155,2	Pas-de-Calais	1 402,3	1 433,2	1 437,8
Haute-Loire	205,5	206,6	206,6	**Nord-Pas-de-Calais**	**3 913,8**	**3 965,1**	**3 994,4**
Puy-de-Dôme	580,0	598,2	601,1	Calvados	561,0	618,5	633,7
Auvergne	**1 330,4**	**1 321,2**	**1 315,2**	Manche	451,7	479,6	483,9
Côte-d'Or	456,1	493,9	507,3	Orne	293,5	293,2	294,5
Nièvre	245,2	233,3	230,2	**Basse-Normandie**	**1 306,2**	**1 391,3**	**1 412,1**
Saône-et-Loire	569,8	559,4	554,5	Eure	423,0	513,8	535,5
Yonne	299,9	323,1	331,4	Seine-Maritime	1 172,7	1 223,4	1 241,5
Bourgogne	**1 571,0**	**1 609,7**	**1 623,4**	**Haute-Normandie**	**1 595,7**	**1 737,2**	**1 777,0**
Côtes-d'Armor	525,6	538,4	536,2	Loire-Atlantique	934,5	1 052,2	1 089,4
Finistère	804,1	838,7	840,2	Maine-et-Loire	629,8	705,9	720,8
Ille-et-Vilaine	702,2	798,7	836,6	Mayenne	261,8	278,0	281,7
Morbihan	563,6	619,8	632,6	Sarthe	490,4	513,7	521,4
Bretagne	**2 595,5**	**2 795,6**	**2 845,6**	Vendée	450,6	509,4	525,4
Cher	316,4	321,6	321,1	**Pays de la Loire**	**2 767,1**	**3 059,1**	**3 138,7**
Eure-et-Loir	335,2	396,1	410,6	Aisne	533,9	537,3	539,4
Indre	248,5	237,5	234,2	Oise	606,3	725,6	763,3
Indre-et-Loire	478,6	529,3	545,5	Somme	538,5	547,8	552,9
Loir-et-Cher	283,7	305,9	312,4	**Picardie**	**1 678,7**	**1 810,7**	**1 855,5**
Loiret	490,2	580,6	609,4	Charente	337,1	342,0	341,1
Centre	**2 152,6**	**2 371,0**	**2 433,2**	Charente-Maritime	497,9	527,1	540,0
Ardennes	309,3	296,4	292,1	Deux-Sèvres	335,8	346,0	346,7
Aube	284,8	289,2	293,2	Vienne	357,4	380,0	390,4
Marne	530,4	558,2	567,2	**Poitou-Charentes**	**1 528,2**	**1 595,1**	**1 618,2**
Haute-Marne	212,3	204,1	199,9	Alpes-de-Haute-Provence	112,2	130,9	138,5
Champagne-Ardenne	**1 336,8**	**1 347,8**	**1 352,4**	Hautes-Alpes	97,4	113,3	118,8
Corse-du-Sud	100,3	118,8	124,4	Alpes-Maritimes	816,7	971,8	1 012,2
Haute-Corse	125,3	131,6	135,3	Bouches-du-Rhône	1 633,0	1 759,4	1 797,7
Corse	**225,6**	**250,4**	**259,6**	Var	626,1	815,4	869,7
Doubs	471,1	484,8	494,2	Vaucluse	390,4	467,1	489,4
Jura	238,9	248,8	252,1	**Provence-Alpes-**			
Haute-Saône	222,3	229,7	229,9	**Côte d'Azur**	**3 675,8**	**4 257,9**	**4 426,3**
Territoire de Belfort	128,1	134,1	137,1	Ain	376,5	471,0	500,6
Franche-Comté	**1 060,4**	**1 097,3**	**1 113,2**	Ardèche	257,1	277,6	282,8
Paris	2 299,8	2 152,4	2 131,0	Drôme	361,8	414,1	426,8
Seine-et-Marne	755,8	1 078,2	1 179,8	Isère	860,3	1 016,2	1 064,9
Yvelines	1 082,3	1 307,2	1 368,0	Loire	742,4	746,3	748,6
Essonne	923,1	1 084,8	1 146,9	Rhône	1 429,6	1 509,0	1 563,1
Hauts-de-Seine	1 438,9	1 391,7	1 405,3	Savoie	305,1	348,3	367,0
Seine-Saint-Denis	1 322,1	1 381,2	1 406,2	Haute-Savoie	447,8	568,3	618,2
Val-de-Marne	1 215,7	1 215,5	1 236,0	**Rhône-Alpes**	**4 780,6**	**5 350,7**	**5 571,9**
Val-d'Oise	840,9	1 049,6	1 108,6				
Île-de-France	**9 878,6**	**10 660,6**	**10 981,8**				
Aude	272,4	298,7	305,3	**Ensemble métropole**	**50 724,4**	**54 763,5**	**58 020,1**
Gard	494,6	585,0	607,6				
Hérault	648,2	794,6	859,7	Guadeloupe. *p*	324,5	387,0	416,6
Lozère	74,8	72,8	72,8	Guyane. *p.*	55,1	114,7	146,6
Pyrénées-Orientales	299,5	363,8	376,0	Martinique. *p.*	324,8	359,6	383,6
Languedoc-Roussillon	**1 789,5**	**2 115,0**	**2 221,4**	Réunion. *p.*	476,7	597,8	653,6
Corrèze	240,4	237,9	236,2				
Creuse	146,2	131,3	127,0	**Ensemble**			
Haute-Vienne	352,1	353,6	355,5	**départements**			
Limousin	**738,7**	**722,9**	**718,7**	**d'outre-mer**	**1 181,1**	**1 459,1**	**1 600,4**
Meurthe-et-Moselle	722,6	711,8	716,1				
Meuse	203,9	196,3	194,0				
Moselle	1 006,4	1 011,3	1 015,9	**France**			
Vosges	398,0	386,3	385,2	**(métropole et départements**			
Lorraine	**2 330,9**	**2 305,7**	**2 311,3**	**d'outre-mer)**	**51 905,5**	**56 222,6**	**59 620,5**

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1985	67 205	1991	94 385
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6 041	1990	6 277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990)

Région ou département	Région ou département							
	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
	Arrondissements	Cantons	Communes					
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8 280,20**	**1 624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4 755,03	953,1	200	Strasbourg	252 338
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3 525,17	671,3	190	Colmar	63 498
Aquitaine	**18**	**235**	**2 290**	**41 308,42**	**2 795,9**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	386,4	43	Périgueux	30 280
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 213,5	121	Bordeaux	210 336
40 Landes	2	30	331	9 242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	28 328
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	306,0	57	Agen	30 553
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7 644,76	578,5	76	Pau	82 157
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7 340,11	357,7	49	Moulins	22 799
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	158,7	28	Aurillac	30 773
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4 977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	21 743
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	136 181
Bourgogne	**15**	**172**	**2 044**	**31 581,96**	**1 609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	493,9	56	Dijon	146 703
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	233,3	34	Nevers	41 968
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8 574,69	559,4	65	Mâcon	37 275
89 Yonne	3	40	451	7 427,35	323,1	44	Auxerre	38 819
Bretagne	**15**	**197**	**1 269**	**27 207,91**	**2 795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	44 752
29 Finistère	4	52	283	6 733,00	838,7	125	Quimper	59 437
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6 774,72	798,7	118	Rennes	197 536
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	619,8	91	Vannes	45 644
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7 234,99	321,6	44	Bourges	75 609
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	396,1	67	Chartres	39 595
36 Indre	4	26	247	6 790,63	237,5	35	Châteauroux	50 969
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	529,3	86	Tours	129 509
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	305,9	48	Blois	49 318
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	580,6	86	Orléans	105 111
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1 936**	**25 605,75**	**1 347,9**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5 229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	57 008
10 Aube	3	33	431	6 004,16	289,2	48	Troyes	59 255
51 Marne	5	44	619	8 161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	48 423
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6 210,60	204,1	33	Chaumont	27 041
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,8	30	Ajaccio	58 949
2B Corse (Haute)	3	30	236	4 665,57	131,6	28	Bastia	37 845
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 097,4**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	484,8	93	Besançon	113 828
39 Jura	3	34	545	4 999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	19 144
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5 360,08	229,7	43	Vesoul	17 614
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	50 125
Île-de-France	**23**	**314**	**1 281**	**12 012,27**	**10 660,6**	**887**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2 152,4	20 421	Paris	2 152 423
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5 915,29	1 078,2	182	Melun	35 319
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 307,2	572	Versailles	87 789
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 084,8	601	Evry	45 531
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 391,7	7 925	Nanterre	84 565
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1 381,2	5 848	Bobigny	44 659
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 215,5	4 961	Créteil	82 088
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 049,6	842	Pontoise	27 150
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1 545**	**27 375,79**	**2 114,9**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6 138,98	298,7	49	Carcassonne	43 470
30 Gard	3	45	353	5 852,90	585,0	100	Nîmes	128 471
34 Hérault	3	46	343	6 101,01	794,6	130	Montpellier	207 996
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	72,8	14	Mende	11 286
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4 116,02	363,8	88	Perpignan	105 983
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**722,8**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	237,9	41	Tulle	17 164
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	131,3	24	Guéret	14 706
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5 520,13	353,6	64	Limoges	133 464

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990)

Région ou département	Nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Région ou département — Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
	Arrondissements	Cantons	Communes					
Lorraine	**19**	**154**	**2 335**	**23 547,40**	**2 305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5 240,95	711,8	136	Nancy	99 351
55 Meuse	3	31	499	6 216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	17 545
57 Moselle	9	51	727	6 216,27	1 011,3	163	Metz	119 594
88 Vosges	3	31	516	5 873,78	386,3	66	Epinal	36 732
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3 019**	**41 347,94**	**2 430,7**	**59**		
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	136,5	28	Foix	9 964
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	270,1	31	Rodez	24 701
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6 309,34	926,0	147	Toulouse	358 688
32 Gers	3	31	462	6 256,82	174,6	28	Auch	23 136
46 Lot	3	31	340	5 216,53	155,8	30	Cahors	19 735
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	484	Tarbes	47 566
81 Tarn	2	43	324	5 757,89	342,7	60	Albi	46 579
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3 718,28	200,2	54	Montauban	51 224
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1 549**	**12 414,09**	**3 965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5 742,74	2 531,9	441	Lille	172 142
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6 671,35	1 433,2	215	Arras	38 983
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1 814**	**17 589,32**	**1 391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5 547,92	618,5	111	Caen	112 846
50 Manche	4	52	602	5 938,02	479,6	81	Saint-Lô	21 546
61 Orne	3	40	507	6 103,38	293,2	48	Alençon	29 988
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1 421**	**12 317,42**	**1 737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6 039,74	513,8	85	Evreux	49 103
76 Seine-Maritime	3	70	745	6 277,68	1 223,4	195	Rouen	102 723
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**32 081,77**	**3 059,2**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 052,2	154	Nantes	244 995
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7 165,60	705,9	99	Angers	141 404
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	278,0	54	Laval	50 473
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	513,7	83	Le Mans	145 502
85 Vendee	3	31	283	6 719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	45 219
Picardie	**13**	**129**	**2 293**	**19 399,46**	**1 810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7 369,12	537,3	73	Laon	26 490
60 Oise	4	41	693	5 860,22	725,6	124	Beauvais	54 190
80 Somme	4	46	783	6 170,12	547,8	89	Amiens	131 872
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5 955,99	342,0	57	Angoulême	42 876
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	527,1	77	La Rochelle	71 094
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5 999,35	346,0	58	Niort	57 012
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	380,0	54	Poitiers	78 894
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31 399,64**	**4 257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	130,9	19	Digne-les-Bains	16 087
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5 548,68	113,3	20	Gap	33 444
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4 298,58	971,8	226	Nice	342 439
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5 087,49	1 759,4	346	Marseille	800 550
83 Var	3	41	153	5 972,54	815,4	137	Toulon	167 619
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	467,1	131	Avignon	86 939
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2 879**	**43 698,23**	**5 350,8**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5 762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	40 972
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	277,6	50	Privas	10 080
26 Drôme	3	36	371	6 529,95	414,1	63	Valence	63 437
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 016,2	137	Grenoble	150 758
42 Loire	3	40	327	4 780,59	746,3	156	Saint-Etienne	199 396
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 509,0	464	Lyon	415 487
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	348,3	58	Chambéry	54 120
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4 387,80	568,3	130	Annecy	49 644
Ensemble métropole	**327**	**3 828**	**36 551**	**543 965,40**	**56 615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1 780,00	387,0	217	Basse-Terre	14 003
97-2 Martinique	3	45	34	1 100,00	359,6	327	Fort-de-France	100 080
97-3 Guyane *r.*	2	19	21	83 530,00	114,7	1	Cayenne	41 067
97-4 Reunion	4	44	24	2 510,00	597,8	238	Saint-Denis	121 999
Ensemble départements d'outre-mer r.	**12**	**150**	**113**	**88 920,00**	**1 459,1**	**16**		
France (métropole et départements d'outre-mer) r	**339**	**3 978**	**36 664**	**632 885,40**	**58 074,2**	**92**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	19,1	75	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,4	351,3	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²	Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	379	Paris	9 318 821	3 920	59	62	601	7	Calais	101 768	746
2	(1)	753	84	Lyon	1 262 223	1 544	60	17	601	7	La Rochelle	100 264	1 226
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1 230 936	1 309	61	57	501	15	Forbach (2)	98 758	1 093
4	59	702	60	Lille (2)	959 234	2 456	62	(1)	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98 758	842
5	33	701	44	Bordeaux	696 364	848	63	60	503	17	Creil	97 119	1 018
6	31	701	58	Toulouse	650 336	1 052	64	18	501	5	Bourges	94 731	674
7	06	702	24	Nice	516 740	2 127	65	50	501	6	Cherbourg	92 045	1 343
8	44	701	20	Nantes	496 078	1 080	66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91 249	1 128
9	83	701	18	Toulon	437 553	942	67	28	501	9	Chartres	85 933	1 306
10	38	701	33	Grenoble	404 733	1 331	68	22	501	6	Saint-Brieuc	83 861	712
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388 483	2 272	69	68	501	6	Colmar	83 816	656
12	76	702	29	Rouen	380 161	1 539	70	42	502	10	Saint-Chamond	81 795	609
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338 392	755	71	65	501	12	Tarbes	80 680	1 015
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335 647	983	72	62	502	12	Arras	79 607	985
15	54	701	37	Nancy	329 447	1 230	73	(1)	556	17	Belfort	78 215	966
16	62	701	36	Lens	323 174	1 205	74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77 764	880
17	42	701	15	Saint-Etienne	313 338	1 479	75	42	501	9	Roanne	77 160	628
18	37	701	22	Tours	282 152	738	76	30	501	14	Alès	76 856	385
19	(1)	752	61	Béthune	261 535	681	77	34	502	3	Béziers	76 304	610
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254 416	1 407	78	83	501	3	Fréjus	73 967	338
21	76	701	13	Le Havre	253 627	1 751	79	13	501	3	Martigues	72 375	632
22	34	701	9	Montpellier	248 303	2 335	80	974	502	1	Saint-Paul	71 669	297
23	35	701	8	Rennes	245 065	1 430	81	02	501	7	Saint-Quentin	71 113	1 695
24	45	701	19	Orléans	243 153	840	82	47	501	14	Agen	67 960	386
25	21	701	15	Dijon	230 451	1 549	83	08	501	7	Charleville-Mézières	67 213	945
26	68	701	17	Mulhouse	223 856	1 156	84	36	501	4	Châteauroux	67 090	389
27	49	601	11	Angers	208 282	1 068	85	60	502	11	Compiègne	67 057	549
28	51	601	6	Reims	206 437	2 588	86	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66 269	899
29	29	701	7	Brest	201 480	1 010	87	29	501	2	Quimper	65 954	704
30	(1)	751	31	Douai	199 562	988	88	79	501	3	Niort	65 792	651
31	57	602	18	Metz	193 117	1 315	89	41	501	6	Blois	65 132	589
32	14	601	18	Caen	191 490	1 583	90	(1)	554	6	Brive-la-Gaillarde	64 379	524
33	(1)	655	11	Dunkerque	190 879	1 042	91	81	501	8	Albi	64 359	650
34	72	601	10	Le Mans	189 107	1 011	92	34	501	4	Sète	63 833	972
35	(1)	654	13	Avignon	181 136	634	93	24	501	9	Périgueux	63 322	465
36	87	601	7	Limoges	170 065	853	94	03	502	6	Montluçon	63 018	534
37	(1)	653	17	Bayonne	164 378	778	95	77	501	7	Meaux	63 006	1 119
38	66	601	11	Perpignan	157 873	1 185	96	88	501	10	Epinal	62 140	528
39	80	601	10	Amiens	156 120	1 390	97	03	501	9	Vichy	61 566	540
40	64	601	24	Pau	144 674	843	98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61 452	821
41	30	601	4	Nîmes	138 527	687	99	2A	501	1	Ajaccio	58 949	659
42	972	601	3	Fort-de-France	133 941	1 233	100	58	501	5	Nevers	58 915	556
43	57	601	12	Thionville	132 413	963	101	974	501	1	Saint-Pierre	58 846	613
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131 511	468	102	27	501	4	Evreux	57 968	989
45	74	601	15	Annecy	126 729	901	103	59	501	7	Armentières (2)	57 738	621
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124 358	710	104	60	501	4	Beauvais	57 704	823
47	10	601	14	Troyes	122 763	1 167	105	53	501	2	Laval	56 855	857
48	25	601	7	Besançon	122 623	1 263	106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55 784	545
49	974	601	1	Saint-Denis	121 999	854	107	(1)	551	10	Villefranche-sur-Saône	55 249	697
50	25	602	21	Montbéliard	117 510	838	108	49	501	1	Cholet	55 132	630
51	56	601	5	Lorient	115 488	1 293	109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55 103	546
52	(1)	652	23	Hagondange - Briey	112 061	645	110	62	501	12	Saint-Omer	54 642	586
53	(1)	651	6	Valence	107 965	978	111	(1)	553	2	Arles	54 309	68
54	77	502	10	Melun	107 705	1 794	112	(1)	552	9	Elbeuf	53 886	869
55	86	601	8	Poitiers	107 625	720	113	82	501	2	Montauban	53 010	379
56	73	501	16	Chambéry	103 283	767	114	45	501	8	Montargis	52 804	466
57	16	601	16	Angoulême	102 908	629	115	973	501	2	Cayenne	52 768	757
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102 772	872	116	2B	501	6	Bastia	52 446	1 019

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9 318 821	16,46
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	28	791	11 921 596	21,06
100 000 à moins de 200 000 habitants	28	366	3 892 316	6,88
50 000 à moins de 100 000 habitants	53	403	3 658 878	6,46
20 000 à moins de 50 000 habitants	122	530	3 836 597	6,78
10 000 à moins de 20 000 habitants	201	591	2 765 032	4,88
5 000 à moins de 10 000 habitants	455	847	3 117 365	5,51
Moins de 5 000 habitants	1 003	1 393	3 387 154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1 891**	**5 300**	**41 897 759**	**74,00**
Communes rurales		**31 251**	**14 717 396**	**26,00**
Ensemble des communes		**36 551**	**56 615 155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 152 423	20 421	52	86	Poitiers	78 894	1 874
2	13	Marseille	800 550	3 327	53	92	Colombes	78 513	10 053
3	69	Lyon	415 487	8 680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77 206	7 183
4	31	Toulouse	358 688	3 032	55	18	Bourges	75 609	1 100
5	06	Nice	342 439	4 761	56	62	Calais	75 309	2 248
6	67	Strasbourg	252 338	3 224	57	92	Asnières-sur-Seine	71 850	14 907
7	44	Nantes	244 995	3 746	58	974	Saint-Paul	71 669	297
8	33	Bordeaux	210 336	4 261	59	17	Rochelle (La)	71 094	2 501
9	34	Montpellier	207 996	3 657	60	34	Béziers	70 996	744
10	35	Rennes	199 396	3 920	61	59	Dunkerque	70 331	1 884
11	42	Saint-Etienne	197 536	2 495	62	06	Antibes	70 005	2 644
12	76	Havre (Le)	195 854	4 172	63	06	Cannes	68 676	3 500
13	51	Reims	180 620	3 851	64	93	Aubervilliers	67 557	11 729
14	59	Lille	172 142	6 783	65	92	Rueil-Malmaison	66 401	4 517
15	83	Toulon	167 619	3 913	66	92	Courbevoie	65 389	15 681
16	38	Grenoble	150 758	8 315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65 320	2 379
17	29	Brest	147 956	2 988	68	44	Saint-Nazaire	64 812	1 385
18	21	Dijon	146 703	3 630	69	68	Colmar	63 498	954
19	72	Mans (Le)	145 502	2 755	70	26	Valence	63 437	1 729
20	49	Angers	141 404	3 312	71	971	Abymes (Les)	62 605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136 181	3 192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61 768	16 560
22	87	Limoges	133 464	1 723	73	93	Drancy	61 222	7 823
23	80	Amiens	131 872	2 655	74	02	Saint-Quentin	60 707	2 688
24	37	Tours	129 509	3 769	75	69	Vénissieux	60 644	3 943
25	30	Nîmes	128 471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 444	2 705
26	13	Aix-en-Provence	123 842	666	77	29	Quimper	59 968	704
27	974	Saint-Denis	121 999	854	78	56	Lorient	59 437	3 391
28	57	Metz	119 594	2 852	79	10	Troyes	59 271	4 489
29	69	Villeurbanne	116 872	8 049	80	2A	Ajaccio	59 255	659
30	25	Besançon	113 828	1 750	81	974	Saint-Pierre	58 846	613
31	14	Caen	112 846	4 391	82	92	Antony	57 771	6 043
32	68	Mulhouse	108 357	4 885	83	33	Mérignac	57 273	1 189
33	66	Perpignan	105 983	1 557	84	79	Niort	57 012	836
34	45	Orléans	105 111	3 825	85	08	Charleville-Mézières	57 008	1 813
35	76	Rouen	102 723	4 805	86	95	Sarcelles	56 833	6 726
36	92	Boulogne-Billancourt	101 743	16 490	87	49	Cholet	55 132	630
37	972	Fort-de-France	100 080	2 264	88	71	Chalon-sur-Saône	54 575	3 586
38	54	Nancy	99 351	6 619	89	60	Beauvais	54 190	1 624
39	59	Roubaix	97 746	7 388	90	73	Chambéry	54 120	2 578
40	93	Montreuil	94 754	10 623	91	93	Noisy-le-Grand	54 032	4 172
41	59	Tourcoing	93 765	6 173	92	94	Ivry-sur-Seine	53 619	8 790
42	95	Argenteuil	93 096	5 406	93	94	Maisons-Alfort	53 375	9 921
43	93	Saint-Denis	89 988	7 281	94	13	Arles	52 058	69
44	78	Versailles	87 789	3 353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51 868	9 295
45	84	Avignon	86 939	1 342	96	82	Montauban	51 224	379
46	92	Nanterre	84 565	6 937	97	33	Pessac	51 055	1 315
47	94	Vitry-sur-Seine	82 400	7 061	98	36	Châteauroux	50 969	1 996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82 314	5 081	99	53	Laval	50 473	1 475
49	64	Pau	82 157	2 607	100	78	Sartrouville	50 329	5 949
50	94	Créteil	82 088	7 182	101	90	Belfort	50 125	2 943
51	94	Champigny-sur-Marne	79 486	7 034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200 000 habitants et plus	9	5 043 495	4 985 252	– 0,14
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 646 772	3 615 886	– 0,11
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	4 100 435	4 114 819	0,04
20 000 à moins de 50 000 habitants	293	8 916 973	9 103 113	0,26
10 000 à moins de 20 000 habitants	426	5 645 286	5 982 007	0,73
5 000 à moins de 10 000 habitants	881	5 686 557	6 078 368	0,84
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 611	7 344 110	7 944 742	0,99
1 000 à moins de 2 000 habitants	3 936	5 038 329	5 446 423	0,98
500 à moins de 1 000 habitants	6 604	4 290 356	4 594 429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10 825	3 350 408	3 490 732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6 748	995 940	994 780	– 0,01
50 à moins de 100 habitants	3 020	234 411	226 489	– 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1 111	41 799	38 115	– 1,15
Ensemble	**36 551**	**54 334 871**	**56 615 155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1 202 613	676	421 759	899	1 624 372
Aquitaine	308	1 831 023	1 982	964 807	2 290	2 795 830
Auvergne	128	774 080	1 182	547 134	1 310	1 321 214
Bourgogne	145	923 803	1 899	685 850	2 044	1 609 653
Bretagne	188	1 602 636	1 081	1 193 002	1 269	2 795 638
Centre	252	1 536 010	1 590	835 026	1 842	2 371 036
Champagne - Ardenne	128	838 742	1 808	509 106	1 936	1 347 848
Corse	15	146 660	345	103 711	360	250 371
Franche-Comté	144	637 880	1 642	459 396	1 786	1 097 276
Île-de-France	590	10 258 351	691	402 203	1 281	10 660 554
Languedoc - Roussillon	219	1 546 011	1 326	568 974	1 545	2 114 985
Limousin	41	371 399	706	351 451	747	722 850
Lorraine	339	1 661 202	1 996	644 524	2 335	2 305 726
Midi - Pyrénées	231	1 480 822	2 788	949 841	3 019	2 430 663
Nord - Pas-de-Calais	525	3 416 033	1 024	549 025	1 549	3 965 058
Basse-Normandie	148	739 553	1 666	651 765	1 814	1 391 318
Haute-Normandie	189	1 195 032	1 232	542 215	1 421	1 737 247
Pays de la Loire	232	1 912 729	1 272	1 146 383	1 504	3 059 112
Picardie	260	1 102 916	2 033	707 771	2 293	1 810 687
Poitou - Charentes	128	810 482	1 337	784 627	1 465	1 595 109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3 821 573	714	436 334	963	4 257 907
Rhône - Alpes	618	4 088 209	2 261	1 262 492	2 879	5 350 701
Ensemble métropole	**5 300**	**41 897 759**	**31 251**	**14 717 396**	**36 551**	**56 615 155**
Guadeloupe	30	380 863	4	6 124	34	386 987
Guyane	6	93 840	15	20 838	21	114 678
Martinique	21	324 604	13	34 968	34	359 572
Réunion	22	586 814	2	11 009	24	597 823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1 386 121**	**34**	**72 939**	**113**	**1 459 060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5 379**	**43 283 880**	**31 285**	**14 790 335**	**36 664**	**58 074 215**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 100 000 habitants (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Nom de l'aire urbaine	Rang	Nombre de communes	Population sans doubles comptes en 1990
Paris	1	1 155	10 291 851
Lyon	2	239	1 507 356
Marseille-Aix-en-Provence	3	67	1 344 685
Lille (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	4	118	1 078 467
Bordeaux	5	149	830 466
Toulouse	6	255	797 373
Nantes	7	65	610 207
Nice	8	72	539 287
Strasbourg (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	9	128	518 789
Grenoble	10	101	477 219
Rouen	11	142	459 143
Toulon	12	25	455 353
Rennes	13	105	430 035
Nancy	14	163	392 540
Montpellier	15	74	377 413
Valenciennes (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	16	90	369 454
Tours	17	66	346 808
Grasse-Cannes-Antibes	18	30	342 733
Clermont-Ferrand	19	99	340 637
Saint-Étienne	20	34	330 539
Lens	21	40	329 110
Caen	22	204	324 001
Orléans	23	68	300 354
Dijon	24	163	298 984
Le Havre	25	61	293 164
Angers	26	66	286 300
Béthune	27	70	269 358
Mulhouse	28	63	265 360
Brest	29	38	264 844
Reims	30	119	262 496
Dunkerque	31	54	262 424
Le Mans	32	66	260 652
Metz	33	129	257 564
Limoges	34	53	225 373
Amiens	35	120	214 928
Douai	36	49	213 920
Avignon	37	21	201 218
Besançon	38	186	199 610
Perpignan	39	33	194 487
Nîmes	40	34	194 412
Bayonne	41	34	192 240
Pau	42	91	185 460
Genève (CH) - Annemasse (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	43	102	185 038
Lorient	44	24	183 859
Montbéliard	45	126	182 226
Thionville	46	46	176 390
Poitiers	47	56	170 163
Troyes	48	109	164 517
Annecy	49	58	161 604
Saint-Nazaire	50	19	155 082
Valence	51	35	151 803
Angoulême	52	59	143 040
La Rochelle	53	35	141 261
Bourges	54	49	124 865
Boulogne-sur-Mer	55	30	123 349
Maubeuge (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	56	42	121 017
Chambéry	57	39	117 013
Chalon-sur-Saône	58	67	116 874
Forbach (Aire urbaine dont le pôle est une agglomération internationale)	59	23	115 444
Cherbourg	60	37	114 680
Hagondange-Briey	61	27	114 005
Chartres	62	52	112 877
Melun	63	16	112 653
Calais	64	22	112 063
Niort	65	43	111 574
Béziers	66	21	111 389
Saint-Brieuc	67	18	109 716
Colmar	68	36	109 653
Arras	69	76	109 452
Blois	70	52	107 401
Tarbes	71	79	103 813
Roanne	72	37	103 531
Saint-Quentin	73	79	103 256

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs nationaux et réserves naturelles.

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Principales catégories physiques d'occupation du territoire.

3.A Superficie des espaces naturels protégés.

3.B Nombre cumulé de sites inscrits et classés.

4.A État des espèces de vertébrés en France.

4.B État des espèces animales en Europe.

5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote et ozone dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par catégorie d'émetteurs.
8. Émissions d'oxydes d'azote par catégorie d'émetteurs.
9. Émissions de dioxyde de carbone par catégorie d'émetteurs.
10. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce.
11. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
12. Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer.
13. Prélèvements totaux d'eau.
14. Consommations nettes totales d'eau.
15. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant.
16. Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1996.
17. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par acteur.
20. Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine.
21. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement et du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction de la Météorologie nationale.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38,2 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 54,3 % et les zones artificielles bâties ou non 7,3 %. Les sols bâtis et artificialisés ont progressé d'environ 1,6 % entre 1994 et 1995 et la surface forestière de l'ordre de 0,6 %.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. 20 % du territoire national sont recensés comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles et les arrêtés préfectoraux de biotope représentent une protection pour 1 % environ du territoire français. Bien d'autres espaces naturels sont protégés en application des lois françaises ou de conventions ou programmes internationaux.

Les émissions des principaux polluants dans l'air sont en décroissance par rapport aux niveaux de 1991. La pollution atmosphérique peut se manifester à différentes échelles : locale, continentale ou planétaire. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, méthane, chlorofluorocarbures (CFC) et protoxyde d'azote; l'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée notamment aux CFC et aux halons.

Les rejets organiques dans le milieu naturel aquatique émanent des collectivités locales et de l'industrie; cette dernière rejette aussi des polluants toxiques. Les pollutions d'origine agricole sont en général plus diffuses.

En France, la production annuelle de déchets est estimée à environ 600 millions de tonnes. Parmi ceux-ci les ordures ménagères, recensées en 1993 dans 827 installations de traitement, représentent 21 millions de tonnes. 39 % ont fait l'objet d'une valorisation par récupération d'énergie après incinération ou par compostage.

Sur un total de l'ordre de 113 milliards de francs affectés en 1995 à la protection de l'environnement, 61 % ont été dépensés par les administrations publiques, 30 % par les entreprises et 9 % par les ménages.

La gestion des eaux usées est le domaine prépondérant, suivi de celui de la gestion des déchets.

2. MÉTHODOLOGIE

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour, à 6 heures le lendemain, entre autres, au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

La protection des espaces naturels

Plusieurs types de protection réglementaire nationale permettent de protéger les espaces naturels. Il s'agit principalement des réserves naturelles et des parcs nationaux créés afin de conserver et préserver le milieu naturel concerné. Des arrêtés de protection de biotope sont pris pour conserver les habitats d'espèces protégées.

La protection des sites vise à la préservation d'espaces paysagers remarquables.

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de l'acquisition foncière d'espaces naturels sur le littoral ou au bord des grands lacs pour en assurer la conservation et permettre leur ouverture au public.

D'autres types de protection d'espaces naturels existent notamment au niveau international (zones de protection spéciale pour la conservation d'espèces d'oiseaux sauvages, zones Ramsar pour la conservation des zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eau,...) ou avec l'intervention des collectivités locales (espaces naturels sensibles, parcs naturels régionaux,...).

Le Muséum national d'histoire naturelle tient à jour le recensement de ces espaces protégés pour le ministère de l'Environnement, Direction de la nature et des paysages (DNP).

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations d'espèces animales et végétales en France. Le Muséum national d'histoire naturelle (service du patrimoine naturel) réalise des inventaires de la faune et de la flore et comptabilise aussi le nombre d'espèces menacées afin de constituer une banque de données.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse, par espèce et par saison de chasse.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps.

- La qualité de l'air ambiant

Elle est mesurée par les concentrations de certains gaz ou particules dans l'air. Ces mesures sont effectuées par des réseaux de capteurs, et à des pas de temps définis, de façon à connaître notamment la pollution de fond, celle de proximité et les pointes de pollution. 31 agglomérations ou zones industrielles disposent fin 1995 d'un réseau de surveillance composé lui-même de plusieurs stations de mesures.

L'ensemble des données recueillies par les réseaux de surveillance de la qualité de l'air sont examinées puis stockées par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), dans la banque de données sur la qualité de l'air.

- Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, industrie,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis soit à partir de mesures d'émissions, soit à partir de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur d'émission caractérisant le rejet. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) est animé par les ministères de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, et de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER et Météo-France. Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'Office international de l'eau, la gestion de la banque de données nationales sur l'eau.

- Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, que ce soit en eau douce ou en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les DDASS suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76 160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux "pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit" sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme; B = qualité moyenne, conforme; C = pollution momentanée, non conforme; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

- Les prélèvements en eau

Les volumes d'eau prélevés correspondent essentiellement aux quatre usages suivants :

— la consommation;

— l'irrigation;

— les usages industriels;

— le refroidissement des centrales thermiques.

Ils sont évalués à partir des assiettes de « redevances prélèvements » des Agences de l'eau ou à partir d'estimations notamment pour les prélèvements d'origine agricole.

Les consommations nettes d'eau représentent les volumes d'eau non restitués immédiatement au milieu aquatique. Il s'agit principalement des volumes évaporés, par exemple, par les centrales électriques ou l'agriculture irriguée.

- La pollution de l'eau

Les émissions de polluants dans l'eau, peuvent être d'origine industrielle, domestique ou agricole.

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autosurveillance sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc qu'une partie des flux d'origine industrielle (le cumul des plus gros rejets).

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles), rassemble et analyse la majorité des données relatives aux accidents survenus principalement dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il s'agit des données relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. Les modes de collecte des informations par région sont encore très hétérogènes.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurance.

Les déchets

Réalisé par l'Ademe, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés, recense par département, les principales caractéristiques de chaque installation (de plus de 3 000 tonnes par an

pour les décharges en 1993). Cet inventaire fournit des informations sur les tonnages reçus et les populations desservies. Il a été réalisé en 1989 et en 1993.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

Les dépenses de protection de l'environnement

Les dépenses de protection de l'environnement des différents acteurs (ménages, entreprises, administrations publiques) sont estimées dans le cadre du compte satellite de l'environnement, élaboré par l'IFEN et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Les dépenses décrivent les efforts réalisés dans les domaines de la protection de l'environnement : la gestion des eaux usées et des déchets, la lutte contre la pollution de l'air et contre le bruit, la protection du patrimoine écologique.

La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement).

Le total des dépenses présenté ici ne comptabilise pas le nettoyage des rues, la recherche et le développement, ni l'administration générale de l'environnement.

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 (art. R. 211-12 et suivants du Code rural). Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant.

Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories de l'UICN sont les espèces "disparues", « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 211-1 du Code rural). La liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles des espèces animales protégées sont fixées par divers arrêtés.

Parcs nationaux

Un parc national est le territoire de tout ou partie d'une ou de plusieurs communes classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 241-1 et suivants du Code rural. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux à tirer sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 225-1 à L. 225-3 du Code rural).

Réserves naturelles

En application des articles L. 242-1 et suivants du Code rural, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

La loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique,

historique, scientifique, légendaire ou pittoresque comporte deux niveaux de protection : les sites classés et les sites inscrits.

- Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

- Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Types de traitement des ordures ménagères

On distingue les différents modes de traitement suivants :

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage qui a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie qui consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie qui permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (heure d'hiver); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, – 4 heures; en Guyane, – 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, – 10 heures; à Wallis et Futuna, – 12 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

— Direction générale de l'administration et du développement;

— Direction de l'eau;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques;

— Direction de la nature et des paysages;

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

— Direction de la météorologie nationale; service central d'exploitation de la météorologie.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Office national de la chasse.

Agences de l'eau.

Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

Publications :

Corinair France 1990, « Estimation des émissions de polluants atmosphériques », Citepa, ministère de l'Environnement (DPPR-SEI), juin 1994.

« La qualité de l'air en France en 1994-1995 », *Données et références,* Ademe, ministère de l'Environnement, avril 1997.

« Inventaire de la faune menacée en France. Le livre rouge », Muséum national d'histoire naturelle, WWF, Nathan, novembre 1994.

« Spécial territoire », *Agreste, analyse et études, Cahiers,* n° 21, SCEES, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, mars 1995.

« Sixième inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge de déchets ménagers et assimilés en France », ITOM 6, Ademe, juillet 1995.

« Principaux rejets industriels en France, bilan de l'année 1995 », ministère de l'Environnement (DPPR-SEI), novembre 1996.

« Dépenses de lutte contre la pollution dans les pays de l'OCDE, monographie sur l'environnement », OCDE/GD (96) 50, Paris 1996.

« Causes de pollution des baignades et actions engagées pour les baignades en mer et en eau douce classées non conformes en 1995 », ministère du Travail et des Affaires sociales, ministère de l'Environnement, avril 1996.

« Eaux de baignade - État sanitaire en mer et en eau douce (Résultats 1996) - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1997.

« L'environnement en France », édition 1994-1995, IFEN, Dunod, octobre 1994.

« Europe's environment, Statistical compendium for the Dobris Assessment »; Eurostat, Agence européenne de l'environnement, Commission européenne, Commission des Nations unies pour l'Europe, l'OCDE et Organisation mondiale de la santé, Luxembourg, Office des publications officielles des communautés européennes, 1995.

« Statistiques nationales sur l'environnement 1996 », *Études et Travaux,* n° 8, IFEN, février 1996.

« L'Environnement en France : approche régionale », édition 1996-1997, IFEN, Éditions La Découverte, novembre 1996.

« Statistiques de l'environnement 1996 », *Eurostat,* Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1997.

« Catalogue des sources de données de l'environnement », édition 1996-1997, IFEN, Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997.

« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 1997, Éditions de l'OCDE, Paris 1997.

« Statistiques régionales et départementales sur l'environnement », édition 1997. *Études et Travaux,* n° 13, IFEN, Directions régionales de l'Environnement, février 1997.

« Données économiques de l'environnement », édition 1997, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, IFEN, éd. Economica, la documentation Française, septembre 1997.

Les données de l'environnement, IFEN (mensuel).

ECONOMIE ET STATISTIQUE (INSEE) :

« Une évaluation économique de la pollution atmosphérique », n° 307, 1997.

● Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 36-15 code METEO.

Par téléphone :

— 08 36 68 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région;

— 08 36 68 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière;

— 08 36 68 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

CARTE A.02

Parcs nationaux et réserves naturelles en septembre 1997



Source : Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques

Source : Météo France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C et dixièmes)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1995	1996	Normale (1)	1995	1996	Normale (1)	1995	1996	Normale (1)	1995	1996
Bordeaux	12,8	14,4	13,6	923	1 048	1 108	2 084	2 121	2 073	38	22	21
Clermont-Ferrand	10,9	12,0	11,0	591	491	585	1 907	1 907	1 813	71	65	55
Dijon	10,6	11,1	10,1	732	893	803	1 831	1 738	1 717	67	63	72
Lille	9,9	11,4	9,5	687	562	596	1 600	1 783	1 589	57	39	70
Lyon-Bron	11,5	12,5	11,7	825	923	889	1 976	1 963	1 863	58	47	40
Montpellier	14,2	15,6	15,0	699	494	954	2 687	2 732	2 484	32	13	15
Nancy-Essey	9,6	10,8	9,3	759	849	614	1 652	1 577	1 661	79	63	92
Nantes	11,9	13,0	11,8	789	840	668	1 956	1 815	1 883	35	32	35
Paris-Montsouris	11,7	12,9	11,4	642	670	450	1 798	1 631	1 678	29	17	42
Rennes	11,4	12,8	11,5	649	745	524	1 851	1 740	1 731	39	31	41
Rouen(2)	9,9	11,1	9,5	785	846	675	1 687	1 549	1 587	55	41	67
Tours	11,2	12,1	10,9	684	725	624	1 845	1 824	1 912	45	40	57

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1961-1990.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1969-1990.

TABLEAU A.02-2

Principales catégories physiques d'occupation du territoire

Année 1995

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* (1)

	Superficie
Zones agricoles annuelles	15 141
Forêts	14 810
Prairies	11 377
Landes, parcours et alpages	4 341
Zones artificielles, hors sols revêtus	2 408
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	1 981
Roches et eaux	1 837
Zones artificielles, sols revêtus	1 601
Zones agricoles pérennes	1 302
Zones interdites	122

(1) millier d'hectares.

TABLEAU A.02-3A

Superficie des espaces naturels protégés

Année 1996

Sources : Museum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	nombre	surface
Réserves naturelles.(02/96)	122	1 314
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL).(02/96)	299	429
Parcs nationaux (zones centrales).(09/97)	6	3 468
Arrêtés de protection de biotope.(12/95)	430	1 071

TABLEAU A.02-3B

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1985	1990	1995	1996
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	4 896	5 013	5 074	5 084
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 449	2 553	2 655	2 675

TABLEAU A.02-4A

État des espèces de vertébrés en France

Année 1996

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN

	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
	nombre	nombre	%	nombre	%
Mammifères	119	24	20,2	15	12,6
Oiseaux	354	52	14,7	51	14,4
Poissons	426	27	6,3	31	7,3
Reptiles	36	6	16,7	9	25,0
Amphibiens	36	11	30,6	9	25,0

TABLEAU A.02-4B

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, au début des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	88	228	73	14	19	...
Belgique	65	169	182	8	17	42 000
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	234	60	5	5	18 499
France	**113**	**354**	**426**	**37**	**31**	**42 600**
Allemagne	100	273	70	13	19	...
Grèce	116	407	111	58	16	...
Irlande	31	146	...	1	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	62	54	34	7	15	30 000
Pays-Bas	67	172	46	7	16	27 700
Portugal	99	312	43	34	18	...
Espagne	119	327	68	55	25	25 000
Suède	66	244	140	7	13	23 400
Royaume-uni	42	520	41	6	6	22 770

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Source : Office National de la Chasse, IFEN

	1981	1990	1992	1993	1994	1995
Chevreuils	71 837	179 673	235 215	261 418	285 319	302 744
Cerfs	9 884	13 600	16 545	17 525	18 592	20 084
Sangliers	80 000	134 220	165 093	199 619	211 586	226 093

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année n indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-6

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France

Sources : Ademe et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN — *Unité* : en microgramme / m^3

Réseau (1)	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2% des cas (2)	Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2% des cas (3)	Moyenne horaire maximale en O_3 (3)
Clermont-Ferrand	32	109	136
Fos-sur-Mer	216	87	290
Grenoble	77	125	318
La Rochelle	32	115	228
Le Havre	187	110	230
Lyon (4)	104	178	279
Marseille	70	185	275
Nancy-Sud Lorraine (4)	34	105	244
Paris-Ile de France (4)	68	204	293
Rouen	300	100	250
Strasbourg	85	126	272
Toulouse (4)	42	124	241

(1) Réseaux de mesure de la qualité de l'air disposant des données pour ces trois polluants.
(2) du 1er avril 1994 au 31 mars 1995.
(3) du 1er janvier au 31 décembre 1994.
(4) Réseaux en cours de transformation.

TABLEAU A.02-7

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/1997), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes de SO_2

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	479,8	577,7	455,7	358,5	331,9	351,3
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	203,9	210,8	195,4	175,1	156,4	133,2
Combustion dans l'industrie manufacturière	287,6	279,7	253,3	246,7	257,3	232,4
Procédés industriels	103,9	103,1	100,5	93,2	85,0	85,7
Extraction et distribution de combustible et géothermie	34,3	22,2	21,9	18,4	10,5	15,0
Transport routier	144,1	150,3	156,7	159,2	155,5	126,4
Autres modes de transport et machinerie	35,5	35,3	27,6	27,5	25,2	20,8
Traitement et élimination des déchets	15,9	20,3	18,5	19,6	23,9	24,1
Nature	2,5	0,3	0,6	0,6	0,9	0,6
Total	**1 307,5**	**1 399,7**	**1 230,2**	**1 098,8**	**1 046,6**	**989,5**

TABLEAU A.02-8

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteur

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/1997), IFEN

Unité : Millier de tonnes équivalent NO_2

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	132,3	174,5	148,4	101,7	100,4	113,9
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	81,5	93,1	92,0	90,1	84,6	88,7
Combustion dans l'industrie manufacturière	138,0	134,2	130,8	126,9	135,3	131,0
Procédés industriels	28,7	24,8	22,1	20,3	18,9	15,8
Transport routier	1 071,5	1 083,3	1 090,8	1 065,2	1 046,5	997,1
Autres modes de transport et machinerie	355,5	383,1	332,9	300,7	293,0	313,0
Traitement et élimination des déchets	23,9	25,3	26,6	25,7	29,4	30,8
Agriculture, sylviculture et changement dans l'utilisation des sols	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Nature	5,5	0,8	1,3	1,3	1,9	1,4
Total	**1 837,6**	**1 919,7**	**1 845,5**	**1 732,6**	**1 710,8**	**1 692,4**

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 28/05/97), IFEN

Unité : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Combustion dans la transformation d'énergie	80 185	90 177	82 319	67 915	61 851	65 677
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	89 990	100 196	100 060	96 650	92 073	92 698
Combustion dans l'industrie manufacturière	46 477	46 060	49 176	46 379	49 670	48 735
Procédés industriels	17 009	16 242	21 527	14 188	16 950	22 861
Extraction et distribution de combustible et géothermie	1	1	1	1	1	1
Solvants et utilisations d'autres produits	2 236	1 984	1 958	1 860	1 893	1 738
Transport routier	112 162	114 718	117 734	118 241	121 332	122 814
Autres modes de transport et machinerie	18 981	18 303	16 987	16 217	15 359	15 994
Traitement et élimination des déchets	2 812	3 237	3 415	3 516	3 845	4 090
Agriculture, sylviculture et changement dans l'utilisation des sols	– 27 500	– 25 073	– 28 541	– 36 011	– 40 635	– 41 083
Total	**342 353**	**365 845**	**364 636**	**328 956**	**322 339**	**333 525**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-10

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1992	1993	*r* 1994	1995	1996
Nombre total de points classés	1 649	1 566	1 512	1 588	1 592
selon la catégorie de qualité					
A (1)	443	442	436	678	752
Pourcentage	26,9	28,2	28,8	42,7	47,2
B (2)	924	897	884	768	698
Pourcentage	56,0	57,3	58,5	48,4	43,8
C (3)	187	174	139	113	111
Pourcentage	11,3	11,1	9,2	7,1	7,0
D (4)	95	53	53	29	31
Pourcentage	5,8	3,4	3,5	1,8	2,0

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade

France entière

Année 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la solidarité (DGS)

	A (1)	B (2)	C (3)	D (4)	Total
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	73	343	85	29	530
%	13,8	64,7	16,0	5,5	100,0
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	144	70	6	1	221
%	65,1	31,7	2,8	0,4	100,0
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	197	124	5	1	327
%	60,2	38,0	1,5	0,3	100,0
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	134	63	10	–	207
%	64,8	30,4	4,8	–	100,0
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	112	57	4	–	173
%	64,7	33,0	2,3	–	100,0
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	92	41	1	–	134
%	68,7	30,6	0,7	–	100,0
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**752**	**698**	**111**	**31**	**1 592**
%	**47,2**	**43,8**	**7,0**	**2,0**	**100,0**

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-12

Évolution de la qualité des eaux de baignade en mer

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la solidiarité (DGS), IFEN

	1992	1993	*r* 1994	1995	*p* 1996
Nombre total de points classés	**1 756**	**1 639**	**1 782**	**1 777**	**1 790**
selon la catégorie de qualité					
A (1)	912	957	974	1 052	1 131
Pourcentage	51,9	58,4	54,7	59,2	63,2
B (2)	607	518	646	614	580
Pourcentage	34,6	31,6	36,3	34,5*r*	32,4
C (3)	231	162	152	110	79
Pourcentage	13,2	9,9	8,5	6,2	4,4
D (4)	6	2	10	1	–
Pourcentage	0,3	0,1	0,5	0,1	–

(1) : eau de bonne qualité; (2) : eau de qualité moyenne; (3) : eau pouvant être momentanément polluée; (4) : eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Prélèvements totaux d'eau (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE), IFEN — *Unité*: Million de m^3

	r 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994
Collectivités locales	6 193	6 091	6 093	5 982	5 933	5 931
Industries	4 556	4 444	4 343	4 248	4 023	3 954
Centrales thermiques	20 999	22 267	23 987	24 070	24 474	25 814
Agriculture	4 581	4 884	4 901	4 919	4 949	4 971
Total	**36 330**	**37 686**	**39 324**	**39 219**	**39 379**	**40 670**

(1) Les volumes indiqués ont été évalués soit à partir des redevances, assises sur les volumes prélevés et perçues par les Agences de l'eau soit, à partir d'estimations pour certains prélèvements à redevances forfaitaires.

TABLEAU A.02-14

Consommations nettes totales d'eau (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE), IFEN — *Unité* : Million de m^3

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Collectivités locales	2 509	2 457	2 450	2 411	2 376	2 384
Industries	447	438	418	417	402	395
Centrales thermiques	397	395	407	404	426	441
Agriculture	2 181	2 374	2 484	2 397	2 418	2 434
Total	**5 534**	**5 664**	**5 759**	**5 629**	**5 622**	**5 654**

(1) Les volumes indiqués ont été calculés soit sur la base de coefficients forfaitaires, soit à partir de mesures ou d'estimations fournies par les Agences de l'eau.

TABLEAU A.02-15

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant (1)

Année 1995

Unités : Kilogramme par jour
Kilogramme par seconde
Kilogramme par an

Source : Ministère de L'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements (2)
Matières en suspension	900 Kg/j	77	2 688 625
DCO	1000 Kg/j	247	1 057 102
Azote	150 Kg/j	79	60 466
Phosphore	15 Kg/j	81	6 568
Sulfates	800 Kg/j	35	641 114
Chlorures	0,05 Kg/s	36	119
Cadmium	0,01 Kg/j	45	11
Plomb	0,03 Kg/j	64	105
Chrome	0,3 Kg/j	38	2 489
Arsenic	0,02 Kg/j	12	8
Mercure	1 Kg/an	20	352
Cuivre	0,1 Kg/j	108	116
Fer	3 Kg/j	43	225 154
Manganèse	0,5 Kg/j	22	1 178
Cyanures	0,02 Kg/j	27	95
Phénols	1 Kg/j	35	219
Zinc	0,3 Kg/j	124	561
Aluminium	5 Kg/j	16	71 300
Étain	0,02 Kg/j	37	19
Fluor	8 Kg/j	34	6 687
Nickel	0,06 Kg/j	147	141
Hydrocarbures	10 Kg/j	59	1 738
Titane	5 Kg/j	3	72 871

(1) Le flux rejeté par les principaux émetteurs industriels ne représente qu'une partie des flux d'origine industrielle rejetés en France en 1995 (il s'agit de la somme des rejets des établissements dépassant le seuil indiqué).
(2) Unité : kilogramme par jour sauf les chlorures exprimés en kilogramme par seconde.

TABLEAU A.02-16

Répartition des accidents industriels par secteur d'activité en 1996

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'environnement (DPPR - SEI - BARPI), IFEN

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	288
Industrie (1)	552
Commerce	145
Transports	321
Autres secteurs d'activité (2)	292
Origine inconnue	139

(1) Industrie, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction.
(2) Éducation, assainissement-voirie et gestion des déchets, autres activités ou activité indéterminée.

TABLEAU A.02-17

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN

Unité : Milliard de francs

	1986	1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	1994	1995
Montant	0,36	1,32	2,19	0,87	4,30	1,53	3,02	4,58	2,25	3,60

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères (1) : nombre d'installations, quantités reçues et population desservie

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN

Unités : Population : millier d'habitants
Quantité : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations		Quantité annuelle reçue		Population desservie	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993
Incinération sans récupération d'énergie	228	218	2 090	2 857	7 363	6 849
Incinération avec récupération d'énergie	75	79	5 428	6 902	15 588	17 271
Compostage	77	68	1 341	1 482	4 354	4 049
Mise en décharge après broyage	107	75	1 066	1 161	3 643	2 780
Décharges contrôlées	378	384	7 862	8 864	20 555	22 308
Divers	3	3	108	87	303	253
Total	**868**	**827**	**17 895**	**21 353**	**51 806**	**53 510**

(1) Usines et décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-19

Dépenses de protection de l'environnement par domaine et par acteur

Année 1995

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement (DGAD), IFEN

Unité : Million de francs

	Air	Bruit	Déchets	Assainissement-épuration	Protection du patrimoine écologique	**Total**
Administrations publiques	...	645	24 647	41 599	1 745	**68 636**
Entreprises	7 610	690	16 334	9 477	///	**34 111**
Ménages	1 710	1 200	1 953	5 094	///	**9 957**
Total	**9 320**	**2 535**	**42 934**	**56 170**	**1 745**	**112 704**

TABLEAU A.02-20

Évolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DGAD), IFEN — *Unité* : Million de francs courants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Gestion des eaux usées	41 859	45 669	44 841	48 198	54 495	56 170
Gestion des déchets	27 175	29 646	32 759	35 655	39 188	42 934
Air	7 605	7 945	8 385	8 720	9 040	9 320
Bruit	2 570	2 675	2 620	2 370	2 445	2 535
Protection du patrimoine écologique	1 605	1 680	1 750	1 735	1 745	1 745

TABLEAU A.02-21

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1995

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé	Secteurs public et privé Consommation des ménages incluse
Allemagne (1).(2)	0,8	1,4	...
Australie (2)	0,5	0,8	0,8
Autriche (3)	1,2 (3)	2,1 (4)	2,2(4)
Belgique	0,4	...	...
Canada	0,7 (4)	0,9 (6)	...
Danemark (4)	0,6	...	...
Espagne (3)	0,5	0,5	...
États-Unis (2)	0,7	1,6	1,7
Finlande (2)	0,6	1,1	...
France	**0,9**	**1,4**	**1,5**
Grèce (5)	0,2	...	...
Islande	0,4	...	...
Italie (6)	0,5	0,9	...
Japon (2)	0,5	0,6	...
Pays-Bas (5)	1,2	1,9	2,0
Portugal (2)	0,6	0,7	...
Royaume-Uni	0,4(7)	0,3(2)	1,1(7)
Suisse	1,0(5)	1,6(3)	2,1(3)
Suède (4)	0,8	1,2	...

(1) ex Allemagne de l'Ouest.
(2) 1994.
(3) 1993.
(4) 1991.
(5) 1992.
(6) 1989.
(7) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population totale de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1996.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1997.
4. Population des États de l'Union européenne.
5 Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990.
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990.
17. Migrations par sexe et par catégorie socio-professionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982.
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 1er janvier 1997, la France métropolitaine compte 58,5 millions d'habitants. Pour la deuxième année consécutive, la natalité augmente. La baisse tendancielle de la mortalité se poursuit, mais elle se ralentit.

Avec environ 734 000 naissances et 536 000 décès, l'accroissement naturel s'élève à 198 000 personnes. L'excédent migratoire étant provisoirement estimé à 40 000 personnes, la population de la France métropolitaine s'accroît de 238 000 personnes en 1996. Le taux d'accroissement total de la population française est de 4,1 pour mille habitants; il se décompose en 3,4 pour mille dus aux variations naturelles et 0,7 pour mille dus au solde migratoire. Le mouvement naturel contribue pour plus de 80 % à la progression totale.

Fin 1996, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 74 ans pour les hommes et à 82 ans pour les femmes. L'espérance de vie des hommes est proche de celles des femmes au début des années soixante. Au sein de l'Union européenne, la France détient le record de longévité pour les femmes et la plus grande différence entre les hommes et les femmes.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le département de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

- Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

- Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

- Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

  — tableaux-lignes des fascicules bleus;

  — tableaux-lignes des fascicules orange;

  — fiche historique,

(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

- Cartes :

— cartes sur mesure.

- Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— BDCOM : base de données communales;

— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

- Code officiel géographique :

— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

- Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

- Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

- Tableaux (1) :

— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);

— tableaux-lignes des fascicules jaunes;

— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;

— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...

- Cartes :

— cartes sur mesure.

- Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exhaustif;

— fichiers « détail » au lieu de travail;

— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* présente les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (2) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

- Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

- Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « bordeaux ») :

— 7 volumes France métropolitaine :

  — population totale;

  — population active;

  — formation;

  — ménages et familles;

  — nationalités-étrangers;

  — logements et immeubles;

  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

- Tableaux :

— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;

---

(1) De façon générale, un outil informatique a été mis au point pour permettre l'interrogation des bases du recensement de 1990; il s'agit de CIRCE (cheminement informatique sur le recensement pour le calcul et l'édition).
(2) Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;

— tableaux-lignes d'indicateurs;

— tableaux d'étude en partie, repris des anciens volumes bordeaux;

— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;

— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :

— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

- Cartes :

— cartes sur mesure.

- Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;

— fichiers lieu de travail;

— fichiers lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;

— CAP;

— BEP;

— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM);

  — du même département;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;

— statut;

— activité économique;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

• STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;

— salariés de l'État;

— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;

— salariés de la Sécurité sociale;

— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié;

— employeurs;

— aides familiaux.

---

(1) En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

Organismes divers :

— enseignement public supérieur (universités, IUT);

— CROUS;

— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);

— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;

— agence nationale pour l'emploi (ANPE);

— centre national de la recherche scientifique (CNRS);

— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :

— régions, départements, communes, communautés urbaines;

— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);

— syndicats et districts urbains;

— services communaux, départementaux;

— lycées, collèges;

— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);

— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;

— maisons de jeunes;

— syndicats d'initiative;

— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;

— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :

— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;

— régimes spéciaux ou statutaires;

— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :

Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);

— président-directeur général;

— président de société anonyme;

— directeur général de société anonyme;

— associé de société en nom;

— associé de société de fait;

— commanditaire de société en commandite;

— chef d'entreprise;

— administrateur de société;

— agent d'assurance dirigeant un cabinet;

— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);

— administrateur général d'entreprise publique;

— président d'entreprise nationalisée;

— associé de GAEC (agriculture);

— autres :

  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;

  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;

  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;

— chômeurs;

— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;

— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);

— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement.

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés.

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers.

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques, *INSEE-Résultats.*

Tome 10 : Fichiers complémentaires, publications et errata.

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2 000 habitants.

Série « orange » : «Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines.

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicules nationaux : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; communes de plus de 10 000 habitants; unités urbaines de plus de 20 000 habitants.

Série « verte » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2 000 habitants ou plus;

— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;

— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », n° 111, novembre 1990;

— « La population légale au recensement de 1990 », n° 116, janvier 1991;

— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit ». Recensement de la population de 1990, n° 146, juin 1991;

— « Moins de logements neufs, plus de rénovation ». Recensement de la population de 1990, n° 147, juin 1991;

— « Une population jeune dans les DOM ». Recensement de la population de 1990, n° 148, juin 1991;

— « La population étrangère ». Recensement de la population de 1990, n° 150, juin 1991;

— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne ? ». Recensement de la population de 1990, n° 157, août 1991.

— « La localisation des étrangers en France ». Recensement de la population de 1990, n° 177, janvier 1992;

— « Six millions de personnes seules ». Recensement de la population de 1990, n° 200, mai 1992;

— « Les déplacements domicile-travail ». Recensement de la population de 1990, n° 202, juin 1992;

— « La population des DOM-TOM en métropole », n° 204, juin 1992;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité ». Recensement de la population de 1990, n° 217, juillet 1992;

— « Passé le cap des 60 ans », n° 255, avril 1993;

— « Les transformations sociales du territoire 1982-1990 », n° 341, août 1994.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex-« bordeaux ») :

— « France métropolitaine et régions ». Résultats du sondage au vingtième, n° 13-14-15, avril 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au vingtième, n° 19, juillet 1992;

— « Nationalités ». Résultats du sondage au quart, n° 21, novembre 1992;

— « Ménages-familles ». Résultats du sondage au quart, n° 22-23, février 1993;

— « Les populations des DOM-TOM, nées et originaires, résidant en France métropolitaine », n° 24, mars 1993;

— « Population active » - RP90, n° 25, mars 1993;

— « Logements-immeubles ». Résultats du sondage au quart, n° 28-29, octobre 1993;

— « Formation ». Résultats du sondage au quart, n° 30-31, février 1994;

— « Population totale ». Résultats du sondage au quart, n° 32-33, avril 1994.

— « Population active au lieu de travail », n° 53-54, décembre 1996.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1990 », Innovations méthodologiques, n° 52-53, novembre 1995.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », n° 242, avril 1991;

— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243, mai 1991;

— « La ville », n° 245, juillet-août 1991;

— « La population des DOM en 1990 », n° 248, novembre 1991;

— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 249, décembre 1991;

— « Les marchés régionaux du travail », n° 253, avril 1992;

— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-255, mai-juin 1992;

— « L'âge des Français », n° 264, avril 1993;

— « L'inégal vieillissement des régions françaises », n° 273, mars 1994;

— « Projections démographiques », n° 274, avril 1994.

Données sociales 1996, INSEE.

Contours et caractères - INSEE-portrait social :

— « Les familles monoparentales », septembre 1994;

— « Les étrangers en France », mai 1994;

— « Les femmes », février 1995.

— « Les immigrés en France », février 1997.

— Atlas : La France. La population de la France. À partir des résultats du recensement de la population de 1990 : 140 cartes, de nombreux graphiques, des commentaires, pour visualiser les évolutions les plus récentes. Des chiffres et des données par arrondissement.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 15 mars 1990.

INSEE-Première :

— « La population de Wallis-et-Futuna en 1990 », n° 142, juin 1991;

— « Mayotte : 6 Mahorais sur 10 ont moins de vingt ans », n° 236, décembre 1992;

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997.

INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 20, novembre 1992;

— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990, juin 1992;

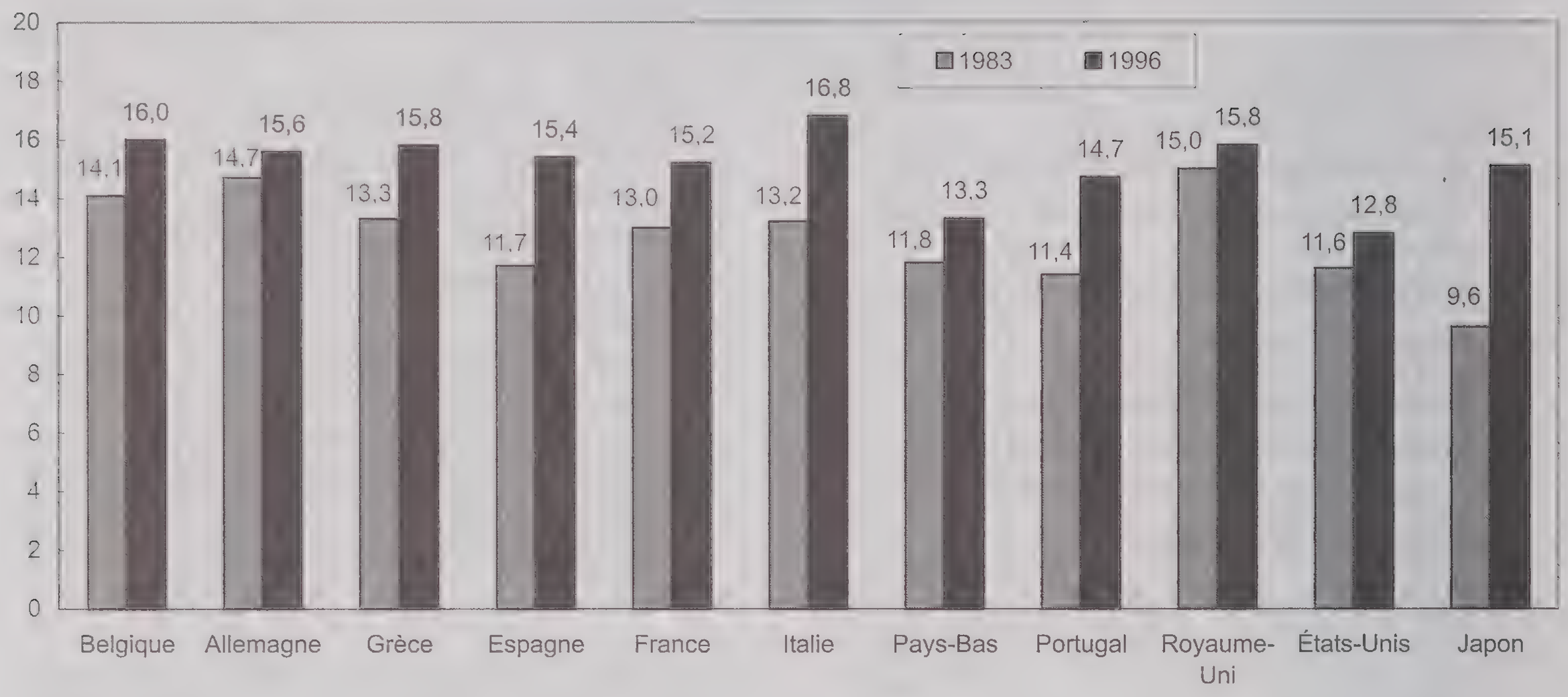
— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997.

* * *

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays

En %



Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de			
					0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1991	56 893,2	37,03	34,92	105,37	27,48	53,27	19,25	6,65
1992	57 217,6	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43
1993	57 529,7	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25
1994	57 779,1	37,56	35,71	105,34	26,40	53,78	19,80	6,13
1995 *r*	58 020,1	37,76	36,01	105,37	26,15	53,85	20,00	6,09
1996 *p*	58 258,1	37,94	36,30	105,37	26,00	53,86	20,13	6,35
1997 *p*	58 493,9	38,13	37,61	105,41	25,91	53,83	20,25	6,58

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1996

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1995	0	718 767	367 245	367 245	—	—	—	351 522	351 522	—	—	—
1994	1	694 879	354 837	354 837	—	—	—	340 042	340 042	—	—	—
1993	2	699 210	357 159	357 159	—	—	—	342 051	342 051	—	—	—
1992	3	732 029	374 397	374 397	—	—	—	357 632	357 632	—	—	—
1991	4	749 929	383 646	383 646	—	—	—	366 283	366 283	—	—	—
1995-1991	**0 - 4**	**3 594 814**	**1 837 284**	**1 837 284**	**—**	**—**	**—**	**1 757 530**	**1 757 530**	**—**	**—**	**—**
1990	5	756 448	387 835	387 835	—	—	—	368 613	368 613	—	—	—
1989	6	760 526	388 306	388 306	—	—	—	372 220	372 220	—	—	—
1988	7	767 450	392 622	392 622	—	—	—	374 828	374 828	—	—	—
1987	8	768 818	392 809	392 809	—	—	—	376 009	376 009	—	—	—
1986	9	779 773	398 930	398 930	—	—	—	380 843	380 843	—	—	—
1990-1986	**5 - 9**	**3 833 015**	**1 960 502**	**1 960 502**	**—**	**—**	**—**	**1 872 513**	**1 872 513**	**—**	**—**	**—**
1985	10	769 826	393 845	393 845	—	—	—	375 981	375 981	—	—	—
1984	11	758 586	387 601	387 601	—	—	—	370 985	370 985	—	—	—
1983	12	748 224	382 566	382 566	—	—	—	365 658	365 658	—	—	—
1982	13	800 299	409 844	409 844	—	—	—	390 455	390 455	—	—	—
1981	14	808 217	413 856	413 856	—	—	—	394 361	394 361	—	—	—
1985-1981	**10 - 14**	**3 885 152**	**1 987 712**	**1 987 712**	**—**	**—**	**—**	**1 897 440**	**1 897 440**	**—**	**—**	**—**
1980	15	813 225	415 829	415 829	—	—	—	397 396	397 376	8	12	—
1979	16	771 117	394 275	394 275	—	—	—	376 842	376 687	137	18	—
1978	17	754 395	385 424	385 407	17	—	—	368 971	368 535	386	47	3
1977	18	760 441	387 991	387 866	112	12	1	372 450	370 994	1 406	41	9
1976	19	737 650	375 241	374 823	394	23	1	362 409	358 606	3 709	57	37
1980-1976	**15 - 19**	**3 836 828**	**1 958 760**	**1 958 200**	**523**	**35**	**2**	**1 878 068**	**1 872 198**	**5 646**	**175**	**49**
1975	20	761 439	386 407	385 122	1 233	38	14	375 032	366 164	8 624	101	143
1974	21	808 621	409 847	406 005	3 727	51	64	398 774	379 893	18 309	133	439
1973	22	856 879	433 632	423 743	9 672	58	159	423 247	386 624	35 341	153	1 129
1972	23	876 669	443 272	422 236	20 516	59	461	433 397	371 040	60 118	263	1 976
1971	24	878 737	442 560	402 500	38 983	73	1 004	436 177	342 797	89 428	352	3 600
1975-1971	**20 - 24**	**4 182 345**	**2 115 718**	**2 039 606**	**74 131**	**279**	**1 702**	**2 066 627**	**1 846 518**	**211 820**	**1 002**	**7 287**
1970	25	861 028	433 737	368 709	62 774	100	2 154	427 291	300 245	120 998	486	5 562
1969	26	854 016	429 793	333 435	92 777	148	3 433	424 223	263 596	152 157	601	7 869
1968	27	844 580	424 462	299 104	120 065	150	5 143	420 118	229 900	178 764	767	10 687
1967	28	843 972	424 639	269 666	147 255	215	7 503	419 333	202 588	201 457	981	14 307
1966	29	868 636	435 414	248 434	176 251	317	10 412	433 222	186 907	226 695	1 469	18 151
1970-1966	**25 - 29**	**4 272 232**	**2 148 045**	**1 519 348**	**599 122**	**930**	**28 645**	**2 124 187**	**1 183 236**	**880 071**	**4 304**	**56 576**
1965	30	877 373	439 950	226 473	198 785	419	14 273	437 423	168 780	244 837	1 822	21 984
1964	31	892 043	445 672	206 657	220 715	522	17 778	446 371	154 668	263 653	2 020	26 030
1963	32	886 396	441 859	185 854	234 978	608	20 419	444 537	139 035	273 120	2 620	29 762
1962	33	862 276	429 468	163 336	242 473	615	23 044	432 808	122 469	275 556	2 851	31 932
1961	34	870 965	433 424	150 592	255 027	766	27 039	437 541	113 086	285 547	3 420	35 488
1965-1961	**30 - 34**	**4 389 053**	**2 190 373**	**932 912**	**1 151 978**	**2 930**	**102 553**	**2 198 680**	**698 038**	**1 342 713**	**12 733**	**145 196**
1960	35	871 676	434 323	136 101	267 358	899	29 965	437 353	99 985	294 238	4 028	39 102
1959	36	872 620	434 207	123 114	277 679	1 084	32 330	438 413	91 032	300 465	4 598	42 318
1958	37	854 794	424 479	110 395	278 535	1 175	34 374	430 315	81 163	300 026	5 282	43 844
1957	38	857 621	425 621	100 945	286 667	1 417	36 592	432 000	74 016	304 846	5 967	47 171
1956	39	854 518	423 759	92 029	291 071	1 567	39 092	430 759	67 260	307 788	6 688	49 023
1960-1956	**35 - 39**	**4 311 229**	**2 142 389**	**562 584**	**1 401 310**	**6 142**	**172 353**	**2 168 840**	**413 456**	**1 507 363**	**26 563**	**221 458**
1955	40	853 011	422 912	82 774	298 007	1 753	40 378	430 099	61 779	309 840	7 443	51 037
1954	41	852 950	423 948	76 179	303 610	2 076	42 083	429 002	57 053	310 302	8 212	53 435
1953	42	840 741	418 490	69 414	304 043	2 263	42 770	422 251	52 560	306 772	9 184	53 735
1952	43	858 469	428 356	65 902	314 852	2 504	45 098	430 113	50 172	314 215	10 068	55 658
1951	44	843 088	421 218	59 987	312 900	2 824	45 507	421 870	46 297	308 965	11 187	55 421
1955-1951	**40 - 44**	**4 248 259**	**2 114 924**	**354 256**	**1 533 412**	**11 420**	**215 836**	**2 133 335**	**267 861**	**1 550 094**	**46 094**	**269 286**
1950	45	880 921	441 684	57 613	333 502	3 363	47 206	439 237	44 500	322 866	12 854	59 017
1949	46	870 889	436 944	52 123	334 058	3 749	47 014	433 945	41 170	320 041	14 422	58 312
1948	47	872 061	439 596	48 959	340 314	4 152	46 171	432 465	38 920	321 106	16 071	56 368
1947	48	857 627	432 433	44 632	337 538	4 466	45 797	425 194	36 168	316 564	17 421	55 041
1946	49	815 994	410 475	40 898	322 122	4 680	42 775	405 519	32 579	303 235	18 975	50 730
1950-1946	**45 - 49**	**4 297 492**	**2 161 132**	**244 225**	**1 667 534**	**20 410**	**228 963**	**2 136 360**	**193 337**	**1 583 812**	**79 743**	**279 468**
1945	50	621 472	312 624	29 686	247 003	3 935	32 000	308 848	23 946	229 987	16 316	38 599
1944	51	611 643	307 090	27 688	244 944	4 422	30 036	304 553	22 841	227 808	17 795	36 109
1943	52	598 634	300 877	26 132	241 836	4 465	28 444	297 757	21 282	222 960	19 196	34 319
1942	53	559 603	281 765	24 608	226 706	4 619	25 832	277 838	19 824	206 666	19 842	31 506
1941	54	503 067	252 478	22 198	203 771	4 623	21 886	250 589	17 469	187 112	19 904	26 104
1945-1941	**50 - 54**	**2 894 419**	**1 454 834**	**130 312**	**1 164 260**	**22 064**	**138 198**	**1 439 585**	**105 362**	**1 074 533**	**93 053**	**166 637**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1996

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1940	56	**532 218**	**265 632**	23 580	214 744	5 376	21 932	**266 586**	18 254	198 279	23 962	26 091
1939	57	**565 994**	**279 359**	25 219	226 764	6 175	21 201	**286 635**	19 174	213 243	28 469	25 749
1938	58	**560 672**	**275 891**	24 786	224 943	6 781	19 381	**284 781**	18 877	209 706	31 590	24 608
1937	59	**559 206**	**273 380**	24 693	222 701	7 390	18 596	**285 826**	18 553	210 028	34 526	22 719
1936	60	**567 529**	**276 419**	25 297	225 737	8 224	17 161	**291 110**	19 139	210 920	39 162	21 889
1940-1936	55 - 59	**2 785 619**	**1 370 681**	**123 575**	**1 114 889**	**33 946**	**98 271**	**1 414 938**	**93 997**	**1 042 176**	**157 709**	**121 056**
1935	61	**562 880**	**271 820**	24 995	221 959	8 828	16 038	**291 060**	19 143	207 868	43 397	20 652
1934	62	**577 514**	**277 300**	25 396	226 610	9 790	15 504	**300 214**	19 935	210 765	48 968	20 546
1933	63	**566 165**	**269 625**	24 827	219 973	10 556	14 269	**296 540**	20 065	203 971	53 279	19 225
1932	64	**585 931**	**277 024**	25 095	226 421	11 902	13 606	**308 907**	21 214	208 872	59 928	18 893
1931	65	**576 357**	**269 794**	24 212	220 072	12 585	12 925	**306 563**	21 491	201 836	65 219	18 017
1935-1931	60 - 64	**2 868 847**	**1 365 563**	**124 525**	**1 115 035**	**53 661**	**72 342**	**1 503 284**	**101 848**	**1 033 312**	**270 791**	**97 333**
1930	66	**583 294**	**270 763**	24 769	219 704	14 109	12 181	**312 531**	22 442	199 469	73 152	17 468
1929	67	**549 700**	**253 238**	22 807	205 126	14 511	10 794	**296 462**	21 771	183 521	75 600	15 570
1928	68	**545 085**	**248 606**	22 090	201 122	15 356	10 038	**296 479**	21 756	177 319	82 346	15 058
1927	69	**527 277**	**237 821**	20 076	192 316	16 233	9 196	**289 456**	21 580	167 363	86 419	14 094
1926	70	**522 598**	**232 376**	19 443	187 192	17 329	8 412	**290 222**	22 074	161 826	92 632	13 690
1930-1926	65 - 69	**2 727 954**	**1 242 804**	**109 185**	**1 005 460**	**77 538**	**50 621**	**1 485 150**	**109 623**	**889 498**	**410 149**	**75 880**
1925	71	**513 085**	**225 158**	19 700	179 460	18 149	7 849	**287 927**	22 598	153 354	98 553	13 422
1924	72	**490 318**	**211 575**	17 935	168 043	18 518	7 079	**278 743**	21 848	142 305	102 047	12 543
1923	73	**482 034**	**206 065**	16 330	163 686	19 511	6 538	**275 969**	21 933	133 969	108 185	11 882
1922	74	**472 124**	**198 915**	15 315	156 923	20 813	5 864	**273 209**	21 277	125 953	114 456	11 523
1921	75	**473 740**	**197 513**	14 768	154 600	22 323	5 822	**276 227**	21 147	119 772	123 866	11 442
1925-1921	70 - 74	**2 431 301**	**1 039 226**	**84 048**	**822 712**	**99 314**	**33 152**	**1 392 075**	**108 803**	**675 353**	**547 107**	**60 812**
1920	76	**468 028**	**193 460**	13 001	150 599	24 499	5 361	**274 568**	20 263	109 185	134 146	10 974
1919	77	**272 825**	**110 730**	7 573	84 786	15 181	3 190	**162 095**	12 282	58 367	84 797	6 649
1918	78	**229 418**	**90 717**	5 980	68 746	13 568	2 423	**138 701**	10 514	46 119	76 625	5 443
1917	79	**194 832**	**75 537**	5 165	56 488	11 904	1 980	**119 295**	9 110	35 999	69 446	4 740
1916	80	**173 928**	**65 817**	4 445	48 323	11 473	1 576	**108 111**	8 299	29 810	65 860	4 142
1920-1916	75 - 79	**1 339 031**	**536 261**	**36 164**	**408 942**	**76 625**	**14 530**	**802 770**	**60 468**	**279 480**	**430 874**	**31 948**
1915	81	**206 106**	**76 267**	5 222	54 623	14 644	1 778	**129 839**	10 197	32 458	82 413	4 771
1914	82	**291 053**	**103 750**	7 086	72 561	21 866	2 237	**187 303**	14 420	44 177	122 246	6 460
1913	83	**272 849**	**95 792**	6 468	64 460	22 861	2 003	**177 057**	13 750	37 372	120 046	5 889
1912	84	**254 304**	**86 227**	5 928	55 606	23 023	1 670	**168 077**	13 500	31 321	117 817	5 439
1911	85	**215 813**	**70 437**	4 906	43 470	20 629	1 432	**145 376**	11 744	24 092	104 789	4 751
1915-1911	80 - 84	**1 240 125**	**432 473**	**29 610**	**290 720**	**103 023**	**9 120**	**807 652**	**63 611**	**169 420**	**547 311**	**27 310**
1910	86	**202 542**	**64 041**	4 369	37 403	21 062	1 207	**138 501**	11 253	18 688	104 412	4 148
1909	87	**175 949**	**53 035**	3 490	29 489	19 147	909	**122 914**	10 262	14 392	94 750	3 510
1908	88	**153 708**	**45 029**	3 337	23 349	17 566	777	**108 679**	9 486	10 619	85 628	2 946
1907	89	**126 842**	**35 278**	2 401	16 957	15 406	514	**91 564**	7 951	7 662	73 568	2 383
1906	90	**107 597**	**28 785**	1 858	13 156	13 340	431	**78 812**	7 206	5 433	64 215	1 958
1910-1906	85 - 89	**766 638**	**226 168**	**15 455**	**120 354**	**86 521**	**3 838**	**540 470**	**46 158**	**56 794**	**422 573**	**14 945**
1905	91	**88 296**	**22 748**	1 511	9 428	11 494	315	**65 548**	6 080	3 790	54 182	1 496
1904	92	**70 443**	**17 159**	1 179	6 310	9 498	172	**53 284**	5 134	2 548	44 569	1 033
1903	93	**55 491**	**12 736**	855	3 994	7 758	129	**42 755**	4 233	1 745	35 918	859
1902	94	**43 813**	**9 822**	719	2 768	6 241	94	**33 991**	3 412	1 257	28 684	638
1901	95	**32 682**	**6 793**	614	1 539	4 546	94	**25 889**	2 706	1 098	21 651	434
1905-1901	90 - 94	**290 725**	**69 258**	**4 878**	**24 039**	**39 537**	**804**	**221 467**	**21 565**	**10 438**	**185 004**	**4 460**
1900	96	**22 156**	**4 443**	310	560	3 569	4	**17 713**	1 886	174	15 467	186
1899	97	**14 278**	**2 492**	235	228	2 027	2	**11 786**	1 263	215	10 221	87
1898	98	**9 665**	**1 646**	155	43	1 444	4	**8 019**	907	167	6 864	81
1897	99	**6 490**	**1 073**	87	36	949	1	**5 417**	670	77	4 628	42
1896	100 ou plus	**4 318**	**683**	64	15	603	1	**3 635**	415	120	3 084	16
1900-1896	95 - 99	**56 907**	**10 337**	**851**	**882**	**8 592**	**12**	**46 570**	**5 141**	**753**	**40 264**	**412**
1895 et avant	100 ou plus	**6 086**	**864**	**88**	**7**	**768**	**1**	**5 222**	**713**	**268**	**4 215**	**26**
Population totale		**58 258 071**	**28 365 308**	**14 055 320**	**12 495 310**	**643 735**	**1 170 943**	**29 892 763**	**12 719 416**	**12 313 544**	**3 279 664**	**1 580 139**
Moins de 20 ans		**15 149 809**	**7 744 258**	7 743 698	523	35	2	**7 405 551**	7 399 681	5 646	175	49
20 ans à 64 ans		**34 249 495**	**17 063 659**	6 031 343	9 821 671	151 782	1 058 863	**17 185 836**	4 903 653	10 225 894	691 992	1 364 297
65 ans ou plus		**8 858 767**	**3 557 391**	280 279	2 673 116	491 918	112 078	**5 301 376**	416 082	2 082 004	2 587 497	215 793
Moins de 15 ans		**11 312 981**	**5 785 498**	5 785 498	—	—	—	**5 527 483**	5 527 483	—	—	—
60 ans ou plus		**11 727 614**	**4 922 954**	404 804	3 788 151	545 579	184 420	**6 804 660**	517 930	3 115 316	2 858 288	313 126
75 ans ou plus		**3 699 512**	**1 275 361**	87 046	844 944	315 066	28 305	**2 424 151**	197 656	517 153	1 630 241	79 101

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1997

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1996	0	**723 453**	369 877	353 576	1946	50	**812 776**	408 213	404 563
1995	1	**712 441**	363 422	349 019	1945	51	**619 078**	311 019	308 059
1994	2	**699 541**	357 301	342 240	1944	52	**609 179**	305 396	303 783
1993	3	**700 453**	357 562	342 891	1943	53	**595 791**	298 949	296 842
1992	4	**734 772**	376 025	358 747	1942	54	**557 135**	279 990	277 145
1996-1992	0 - 4	**3 570 660**	1 824 187	1 746 473	1946-1942	50-54	**3 193 959**	1 603 567	1 590 392
1991	5	**752 793**	385 059	367 734	1941	55	**500 962**	250 952	250 010
1990	6	**758 124**	388 655	369 469	1940	56	**529 610**	263 720	265 890
1989	7	**761 401**	388 699	372 702	1939	57	**562 658**	276 966	285 692
1988	8	**769 702**	393 721	375 981	1938	58	**557 209**	273 410	283 799
1987	9	**770 423**	393 569	376 854	1937	59	**555 252**	270 512	284 740
1991-1987	5 - 9	**3 812 443**	1 949 703	1 862 740	1941-1937	55 - 59	**2 705 691**	1 335 560	1 370 131
1986	10	**780 229**	399 143	381 086	1936	60	**563 218**	273 302	289 916
1985	11	**770 765**	394 279	376 486	1935	61	**558 072**	268 367	289 705
1984	12	**760 278**	388 480	371 798	1934	62	**571 984**	273 457	298 527
1983	13	**749 356**	383 245	366 111	1933	63	**559 917**	265 340	294 577
1982	14	**801 767**	410 515	391 252	1932	64	**579 004**	272 040	306 964
1986 -1982	10 - 14	**3 862 395**	1 975 662	1 886 733	1936-1932	60 - 64	**2 832 195**	1 352 506	1 479 689
1981	15	**810 722**	414 793	395 929	1931	65	**569 079**	264 652	304 427
1980	16	**816 246**	417 028	399 218	1930	66	**575 179**	265 271	309 908
1979	17	**772 801**	394 875	377 926	1929	67	**541 312**	247 639	293 673
1978	18	**754 670**	384 981	369 689	1928	68	**535 966**	242 599	293 367
1977	19	**758 641**	386 172	372 469	1927	69	**517 703**	231 394	286 309
1981-1977	15 - 19	**3 913 080**	1 997 849	1 915 231	1931-1927	65 - 69	**2 739 239**	1 251 555	1 487 684
1976	20	**734 907**	372 753	362 154	1926	70	**512 594**	225 815	286 779
1975	21	**757 617**	383 185	374 432	1925	71	**502 520**	218 386	284 134
1974	22	**804 248**	406 650	397 598	1924	72	**479 676**	204 925	274 751
1973	23	**853 040**	431 128	421 912	1923	73	**470 110**	198 743	271 367
1972	24	**873 811**	441 374	432 437	1922	74	**459 326**	191 121	268 205
1976-1972	20 - 24	**4 023 623**	2 035 090	1 988 533	1926-1922	70 - 74	**2 424 226**	1 038 990	1 385 236
1971	25	**877 443**	441 399	436 044	1921	75	**459 326**	189 015	270 311
1970	26	**861 709**	433 958	427 751	1920	76	**452 525**	184 526	267 999
1969	27	**855 222**	430 410	424 812	1919	77	**262 518**	104 792	157 726
1968	28	**846 002**	425 045	420 957	1918	78	**219 986**	85 593	134 393
1967	29	**846 036**	425 417	420 619	1917	79	**185 829**	70 687	115 142
1971-1967	25 - 29	**4 286 412**	2 156 229	2 130 183	1921-1917	75 - 79	**1 580 184**	634 613	945 571
1966	30	**870 767**	436 211	434 556	1916	80	**165 139**	61 227	103 912
1965	31	**879 252**	440 538	438 714	1915	81	**194 554**	70 388	124 166
1964	32	**892 850**	445 703	447 147	1914	82	**272 956**	94 905	178 051
1963	33	**886 307**	441 491	444 816	1913	83	**253 716**	86 793	166 923
1962	34	**862 038**	429 071	432 967	1912	84	**234 089**	77 132	156 957
1966-1962	30 - 34	**4 391 214**	2 193 014	2 198 200	1916-1912	80 - 84	**1 120 454**	390 445	730 009
1961	35	**871 041**	433 118	437 923	1911	85	**196 652**	62 278	134 374
1960	36	**871 752**	433 945	437 807	1910	86	**181 944**	55 580	126 364
1959	37	**871 470**	433 195	438 275	1909	87	**156 084**	45 584	110 500
1958	38	**853 992**	423 701	430 291	1908	88	**134 453**	37 977	96 476
1957	39	**856 953**	424 866	432 087	1907	89	**109 267**	29 363	79 904
1961-1957	35 - 39	**4 325 208**	2 148 825	2 176 383	1911-1907	85 - 89	**778 400**	230 782	547 618
1956	40	**853 450**	422 816	430 634	1906	90	**91 478**	23 513	67 965
1955	41	**851 502**	421 760	429 742	1905	91	**73 696**	18 303	55 393
1954	42	**851 310**	422 684	428 626	1904	92	**57 689**	13 406	44 283
1953	43	**838 507**	416 974	421 533	1093	93	**44 601**	9 882	34 719
1952	44	**856 092**	426 724	429 368	1902	94	**34 248**	7 251	26 997
1956-1952	40 - 44	**4 250 861**	2 110 958	2 139 903	1906-1902	90 - 94	**301 712**	72 355	229 357
1951	45	**841 018**	419 640	421 378	1901 et avant	95 ou plus	**71 277**	12 883	58 394
1950	46	**878 428**	439 934	438 494					
1949	47	**868 039**	435 038	433 001	**Population totale**		**58 493 880**	**28 476 800**	**30 017 080**
1948	48	**869 081**	437 518	431 563	Moins de 20 ans		**15 158 578**	7 747 401	7 411 177
1947	49	**854 081**	429 897	424 184	20 ans à 64 ans		**34 319 810**	17 097 776	17 222 034
1951-1947	45 - 49	**4 310 647**	2 162 027	2 148 620	65 ans et plus		**9 015 492**	3 631 623	5 383 869

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er Janvier 1996

Source : EUROSTAT — *Unité* : Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous ages	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous ages	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne	81 817,5	39 824,8	9 049,1	26 189,9	4 585,8	41 992,7	8 579,5	25 266,5	8 146,7
Belgique	10 143,0	4 958,8	1 245,8	3 059,7	653,3	5 184,2	1 189,7	3 022,2	972,3
Danemark	5 251,0	2 592,2	633,0	1 630,5	328,7	2 658,8	602,8	1 589,2	466,8
Espagne	39 241,9	19 204,0	4 885,5	11 798,8	2 519,7	20 037,9	4 633,7	11 864,4	3 539,8
France	**58 258,1**	**28 365,3**	**7 744,2**	**17 063,7**	**3 557,4**	**29 892,8**	**7 405,6**	**17 185,8**	**5 301,4**
Grèce	10 465,1	5 164,9	1 285,8	3 144,8	734,3	5 300,2	1 213,3	3 168,6	918,3
Irlande (1)	3 615,6	1 795,0	621,7	996,2	177,1	1 820,6	590,0	993,5	237,1
Italie	57 333,0	27 817,4	6 157,0	17 704,4	3 956,0	29 515,6	5 874,1	17 953,0	5 688,5
Luxembourg	412,8	202,6	50,6	129,7	22,3	210,2	48,2	126,2	35,8
Pays-Bas	15 493,9	7 662,3	1 928,8	4 904,9	828,6	7 831,6	1 842,8	4 756,5	1 232,3
Portugal	9 920,8	4 777,5	1 288,4	2 889,0	600,1	5 143,3	1 234,7	3 052,2	856,4
Royaume-Uni *p*	58 694,0	28 785,7	7 626,4	17 407,2	3 752,1	29 908,3	7 235,3	17 191,4	5 481,6
Autriche	8 054,8	3 907,2	958,4	2 502,6	446,2	4 147,6	910,0	2 459,2	778,4
Finlande	5 116,8	2 491,7	663,3	1 557,1	271,3	2 625,1	635,6	1 528,3	461,2
Suède	8 837,5	4 366,1	1 114,4	2 599,0	652,7	4 471,4	1 057,7	2 523,1	890,6

(1) : chiffres provisoires.

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Moins de 20 ans	**16 151 675**	8 250 070	7 901 605	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645
20 à 59 ans	**26 482 160**	13 400 630	13 081 530	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428
60 à 74 ans	**7 005 255**	3 123 880	3 881 375	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293
75 ans ou plus	**2 980 340**	969 895	1 990 445	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533
0 à 4 ans	**3 424 210**	1 752 654	1 671 565	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184
5 à 9 ans	**4 185 945**	2 138 455	2 047 490	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589
10 à 14 ans	**4 299 265**	2 196 590	2 102 675	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394
15 à 19 ans	**4 242 255**	2 162 380	2 079 875	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478
20 à 24 ans	**4 211 185**	2 127 530	2 083 655	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006
25 à 29 ans	**4 390 285**	2 264 060	2 126 225	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168
30 à 34 ans	**3 060 575**	1 594 795	1 465 780	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784
35 à 39 ans	**3 022 335**	1 553 940	1 468 395	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630
40 à 44 ans	**3 270 555**	1 657 915	1 612 640	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903
45 à 49 ans	**3 312 455**	1 663 095	1 649 360	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736
50 à 54 ans	**3 203 030**	1 567 415	1 635 615	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606
55 à 59 ans	**2 011 740**	971 880	1 039 860	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595
60 à 64 ans	**2 466 590**	1 148 250	1 318 340	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755
65 à 69 ans	**2 442 120**	1 093 285	1 348 835	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235
70 à 74 ans	**2 096 545**	882 345	1 214 200	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303
75 à 79 ans	**1 462 945**	555 610	937 335	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070
80 à 84 ans	**874 855**	260 740	614 115	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081
85 ou plus	**592 540**	153 545	438 995	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323 786**	**158 377**	**165 409**	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**
Moins de 20 ans	**170 217**	85 787	84 430	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499
20 à 39 ans	**73 729**	35 415	38 314	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467
40 à 59 ans	**51 434**	24 768	26 666	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339
60 ans ou plus	**28 406**	12 407	15 999	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542
Guyane	**57 348**	**29 621**	**27 727**	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**
Moins de 20 ans	**27 865**	14 016	13 849	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137
20 à 39 ans	**16 640**	9 015	7 625	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905
40 à 59 ans	**8 851**	4 728	4 123	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520
60 ans ou plus	**3 992**	1 862	2 130	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447
Martinique	**323 790**	**156 821**	**166 969**	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**
Moins de 20 ans	**167 555**	84 074	83 481	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280
20 à 39 ans	**71 845**	33 918	37 927	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140
40 à 59 ans	**53 350**	25 478	27 872	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806
60 ans ou plus	**31 040**	13.351	17 689	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475
Réunion	**480 152**	**233 227**	**246 925**	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**
Moins de 20 ans	**257 344**	128 084	129 260	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092
20 à 39 ans	**123 004**	59 106	63 898	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855
40 à 59 ans	**70 511**	34 238	36 273	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927
60 ans ou plus	**29 293**	11 799	17 494	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie					
Recensement de 1996					
Les deux sexes	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Sexe masculin	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Sexe féminin	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française					
Recensement de 1996					
Les deux sexes	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Sexe masculin	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Sexe féminin	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna					
Recensement de 1996					
Les deux sexes	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Sexe masculin	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Sexe féminin	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon					
Recensement de 1990					
Les deux sexes	**6 277**	**1 885**	**2 158**	**1 406**	**828**
Sexe masculin	**3 148**	956	1 127	756	309
Sexe féminin	**3 129**	929	1 031	650	519
Mayotte					
Recensement de 1991					
Les deux sexes	**94 385**	**54 632**	**26 126**	**9 682**	**3 945**
Sexe masculin	**49 095**	27 876	13 958	5 244	2 017
Sexe féminin	**45 290**	26 756	12 168	4 438	1 928

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45 875 366**	**5 261 236**	**11 827 052**	**8 406 576**	**3 116 306**	**6 223 971**	**2 243 796**	**4 275 290**	**2 286 519**	**2 234 620**
15 à 19 ans	**4 214 939**	3 678 630	304 285	45 851	58 409	89 737	30 255	7 147	401	224
20 à 24 ans	**4 282 196**	1 370 178	670 185	123 901	232 921	779 864	464 989	378 670	209 222	52 266
25 à 29 ans	**4 306 887**	171 082	811 903	181 627	347 185	910 945	504 725	614 601	452 010	312 809
30 à 39 ans	**8 559 763**	41 346	1 666 937	1 035 590	756 742	1 724 493	675 936	1 174 751	787 855	696 113
40 à 49 ans	**7 326 802**	–	1 584 636	1 488 856	572 483	1 427 240	253 437	924 893	478 484	596 773
50 à 59 ans	**5 883 330**	–	1 905 300	1 649 051	398 907	813 028	147 033	527 264	177 379	265 368
60 ans ou plus	**11 301 449**	–	4 883 806	3 881 700	749 659	478 664	167 421	647 964	181 168	311 067
Sexe masculin	**22 053 634**	**2 608 058**	**5 376 630**	**3 524 182**	**1 208 460**	**3 917 806**	**1 030 025**	**2 025 472**	**980 380**	**1 382 621**
15 à 19 ans	**2 155 461**	1 828 467	188 782	27 945	33 205	59 877	13 898	2 946	193	148
20 à 24 ans	**2 168 190**	662 248	367 001	66 095	113 609	482 096	210 939	157 673	86 101	22 428
25 à 29 ans	**2 147 719**	93 822	414 199	86 062	146 544	575 734	236 092	252 547	186 008	156 711
30 à 39 ans	**4 270 349**	23 521	822 271	439 046	313 041	1 091 232	315 900	534 156	333 714	397 468
40 à 49 ans	**3 711 163**	–	811 701	623 347	220 157	883 744	118 872	455 932	219 742	377 668
50 à 59 ans	**2 900 129**	–	931 590	694 300	137 683	525 929	65 231	278 706	77 442	189 248
60 ans ou plus	**4 700 623**	–	1 841 086	1 587 387	244 221	299 194	69 093	343 512	77 180	238 950
Sexe féminin	**23 821 732**	**2 653 178**	**6 450 422**	**4 882 394**	**1 907 846**	**2 306 165**	**1 213 771**	**2 249 818**	**1 306 139**	**851 999**
15 à 19 ans	**2 059 478**	1 850 163	115 503	17 906	25 204	29 860	16 357	4 201	208	76
20 à 24 ans	**2 114 006**	707 930	303 184	57 806	119 312	297 768	254 050	220 997	123 121	29 838
25 à 29 ans	**2 159 168**	77 260	397 704	95 565	200 641	335 211	268 633	362 054	266 002	156 098
30 à 39 ans	**4 289 414**	17 825	844 666	596 544	443 701	633 261	360 036	640 595	454 141	298 645
40 à 49 ans	**3 615 639**	–	772 935	865 509	352 326	543 496	134 565	468 961	258 742	219 105
50 à 59 ans	**2 983 201**	–	973 710	954 751	261 224	287 099	81 802	248 558	99 937	76 120
60 ans ou plus	**6 600 826**	–	3 042 720	2 294 313	505 438	179 470	98 328	304 452	103 988	72 117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet profes-sionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290 681**	43 220	148 616	17 963	16 452	20 951	12 281	16 376	7 882	6 940
dont : 15 à 19 ans	**42 455**	34 854	6 213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35 625**	7 352	15 940	1 041	1 880	4 389	2 898	1 510	456	159
Sexe masculin	**140 478**	20 859	73 455	7 847	6 507	12 177	5 009	7 044	3 473	4 107
dont : 15 à 19 ans	**21 600**	17 123	3 715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17 530**	3 241	8 413	590	774	2 573	1 116	551	198	74
Sexe féminin	**150 203**	22 361	75 161	10 116	9 945	8 774	7 272	9 332	4 409	2 833
dont : 15 à 19 ans	**20 855**	17 731	2 498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18 095**	4 111	7 527	451	1 106	1 816	1 782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76 497**	8 954	37 959	4 301	3 501	7 562	3 656	5 270	2 952	2 342
dont : 15 à 19 ans	**10 662**	7 483	2 756	91	158	125	41	7	1	–
20 à 24 ans	**9 893**	1 274	4 680	401	385	1 454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40 326**	4 504	19 679	2 336	1 697	4 681	1 832	2 608	1 485	1 504
dont : 15 à 19 ans	**5 363**	3 824	1 295	48	82	88	23	2	1	–
20 à 24 ans	**5 230**	580	2 421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36 171**	4 450	18 280	1 965	1 804	2 881	1 824	2 662	1 467	838
dont : 15 à 19 ans	**5 299**	3 659	1 461	43	76	37	18	5	–	–
20 à 24 ans	**4 663**	694	2 259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276 590**	39 338	129 521	22 227	18 320	22 061	11 667	17 304	8 734	7 418
dont : 15 à 19 ans	**35 549**	30 370	4 112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34 245**	7 756	13 635	1 199	1 691	4 935	2 846	1 479	539	165
Sexe masculin	**131 765**	18 426	64 639	9 601	7 319	11 780	4 716	7 422	3 653	4 209
dont : 15 à 19 ans	**18 145**	14 865	2 652	121	242	187	60	18	–	–
20 à 24 ans	**17 052**	3 085	7 634	687	791	2 695	1 198	626	255	81
Sexe féminin	**144 825**	20 912	64 882	12 626	11 001	10 281	6 951	9 882	5 081	3 209
dont : 15 à 19 ans	**17 404**	15 505	1 460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17 193**	4 671	6 001	512	900	2 240	1 648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421 220**	58 350	254 600	15 898	17 479	26 489	10 424	19 109	9 757	9 114
dont : 15 à 19 ans	**62 092**	48 322	12 289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58 555**	8 955	33 690	768	2 764	5 007	3 605	2 730	772	264
Sexe masculin	**205 079**	29 059	123 208	6 780	6 548	16 849	4 248	8 089	4 595	5 703
dont : 15 à 19 ans	**31 431**	24 118	6 656	99	208	223	102	24	–	1
20 à 24 ans	**28 654**	4 378	17 278	419	989	2 913	1 319	909	326	123
Sexe féminin	**216 141**	29 291	131 392	9 118	10 931	9 640	6 176	11 020	5 162	3 411
dont : 15 à 19 ans	**30 661**	24 204	5 633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29 901**	4 577	16 412	349	1 775	2 094	2 286	1 821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	C S	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 470 904**	923 868	547 036	**1 012 937**	638 045	374 892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 829 788**	1 216 012	613 776	**1 822 856**	1 236 506	586 350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1 897 872**	1 429 736	468 136	**2 693 062**	1 859 579	833 483
Professions intermédiaires	4	**3 938 696**	2 357 040	1 581 656	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714
Employés	5	**6 252 048**	1 706 188	4 545 860	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 798 260**	6 170 148	1 628 112	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495
Retraités	7	**7 402 180**	3 614 292	3 787 888	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509
Autres sans activité professionnelle	8	**23 705 864**	9 070 372	14 635 492	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690 280**	419 004	271 276	**338 061**	198 285	139 776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451 068**	289 292	161 776	**309 972**	200 004	109 968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329 556**	215 572	113 984	**364 904**	239 756	125 148
Artisans	21	**898 408**	680 580	217 828	**850 464**	650 790	199 674
Commerçants et assimilés	22	**797 008**	423 988	373 020	**795 706**	437 004	358 702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134 372**	111 444	22 928	**176 686**	148 712	27 974
Professions libérales	31	**238 196**	171 476	66 720	**311 110**	211 890	99 220
Cadres de la fonction publique	33	**241 012**	186 240	54 772	**288 174**	207 270	80 904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355 400**	193 712	161 688	**564 443**	280 211	284 232
Professions information, arts et spectacles	35	**113 592**	67 376	46 216	**169 512**	97 116	72 396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569 244**	454 224	115 020	**758 868**	529 603	229 265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380 428**	356 708	23 720	**600 955**	533 489	67 466
Instituteurs et assimilés	42	**778 360**	283 096	495 264	**757 388**	264 072	493 316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613 996**	156 640	457 356	**783 659**	183 586	600 073
Clergé, religieux	44	**59 676**	33 176	26 500	**48 188**	28 032	20 156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278 300**	148 660	129 640	**395 704**	196 552	199 152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968 464**	592 780	375 680	**1 392 225**	747 797	644 428
Techniciens	47	**675 216**	611 696	63 520	**762 430**	664 777	97 653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564 684**	530 992	33 692	**574 378**	531 442	42 936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1 688 196**	401 216	1 286 980	**1 997 604**	409 992	1 587 612
Policiers et militaires	53	**385 628**	363 000	22 628	**414 066**	386 398	27 668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 555 564**	639 680	1 915 884	**2 343 544**	359 021	1 984 523
Employés de commerce	55	**737 488**	152 976	584 512	**968 749**	183 624	785 125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885 172**	149 316	735 856	**1 188 837**	194 460	994 377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 595 256**	1 424 676	170 580	**1 639 569**	1 416 203	223 366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 487 484**	1 349 656	137 828	**1 603 153**	1 469 873	133 280
Chauffeurs	64	**566 208**	555 776	10 432	**621 944**	603 540	18 404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389 816**	306 868	28 948	**408 564**	374 802	33 762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 399 084**	1 473 912	925 172	**2 136 466**	1 291 286	845 180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1 065 792**	757 316	308 476	**931 599**	646 780	284 819
Ouvriers agricoles	69	**294 620**	247 944	46 676	**282 048**	217 364	64 684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 332 204**	576 792	755 412	**1 273 460**	589 088	684 372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740 728**	323 960	416 768	**773 416**	379 824	393 592
Anciens cadres	74	**340 044**	247 368	92 676	**577 940**	447 504	130 436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728 188**	381 512	346 676	**1 035 580**	561 756	473 824
Anciens employés	77	**1 886 440**	678 080	1 208 360	**2 674 969**	795 960	1 879 009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 374 576**	1 406 580	967 996	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363 608**	130 252	233 356	**276 266**	96 349	179 917
Militaires du contingent	83	**253 460**	253 460	—	**231 475**	230 099	1 376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4 274 204**	2 100 812	2 173 392	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16 802 688**	6 450 452	10 352 236	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2 011 904**	135 396	1 876 508	**1 982 219**	76 441	1 905 778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1 012 937**	**1 822 856**	**2 693 062**	**4 713 972**	**6 912 800**	**7 623 343**	**9 221 132**	**22 651 853**
0-19	3 304	4 050	1 344	9 388	162 795	243 749	—	14 566 898
20-24	33 552	40 375	45 640	301 425	992 183	999 072	—	1 869 949
25-29	75 509	124 842	298 964	736 985	1 193 311	1 249 524	—	627 752
30-39	200 788	468 606	847 487	1 553 919	2 041 185	2 251 221	11 948	1 184 609
40-49	228 960	614 255	917 653	1 339 808	1 486 426	1 652 785	42 055	1 044 860
50-59	349 300	428 439	475 766	680 007	886 220	1 117 023	572 094	1 374 481
60 et plus	121 524	142 289	106 208	92 440	150 680	109 969	8 595 035	1 983 304
Sexe masculin	**638 045**	**1 236 506**	**1 859 579**	**2 616 258**	**1 533 495**	**6 019 848**	**4 629 623**	**9 031 702**
0-19	2 812	2 533	640	5 064	40 476	214 469	—	7 400 889
20-24	27 568	25 048	21 988	146 916	193 961	803 222	—	949 487
25-29	58 465	83 329	177 316	383 153	275 516	1 004 775	—	165 165
30-39	142 648	327 054	564 431	848 279	489 425	1 762 115	4 756	131 641
40-49	139 884	419 787	653 160	759 881	322 497	1 288 912	17 738	109 304
50-59	195 772	292 471	361 020	419 913	185 824	870 178	376 469	198 482
60 et plus	70 896	86 284	81 024	53 052	25 796	76 177	4 230 660	76 734
Sexe féminin	**374 892**	**586 350**	**833 483**	**2 097 714**	**5 379 305**	**1 603 495**	**4 591 509**	**13 620 151**
0-19	492	1 517	704	4 324	122 319	29 280	—	7 166 009
20-24	5 984	15 327	23 652	154 509	798 222	195 850	—	920 462
25-29	17 044	41 513	121 648	353 832	917 795	244 749	—	462 587
30-39	58 140	141 552	283 056	705 640	1 551 760	489 106	7 192	1 052 968
40-49	89 076	194 468	264 493	579 927	1 163 929	363 873	24 317	935 556
50-59	153 528	135 968	114 746	260 094	700 396	246 845	195 625	1 175 999
60 et plus	50 628	56 005	25 184	39 388	124 884	33 792	4 364 375	1 906 570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5 916**	**16 742**	**7 935**	**17 948**	**55 773**	**43 583**	**36 278**	**202 859**	**387 034**
0-19	26	106	11	68	934	1 475	—	136 188	**138 808**
20-24	175	774	149	1 076	7 346	5 883	—	20 222	**35 625**
25-29	517	2 177	784	2 654	10 939	8 474	—	10 412	**35 957**
30-39	1 291	5 401	2 955	6 526	17 960	12 861	177	12 023	**59 194**
40-49	1 647	4 490	2 611	5 281	11 286	7 923	351	8 448	**42 037**
50-59	1 752	2 684	1 119	1 962	5 995	5 763	1 994	8 730	**29 999**
60 et plus	508	1 110	306	381	1 313	1 204	33 756	6 836	**45 414**
Sexe masculin	**4 938**	**12 678**	**5 257**	**8 756**	**13 008**	**37 623**	**17 043**	**89 884**	**189 187**
0-19	26	80	4	21	167	1 320	—	68 691	**70 309**
20-24	163	603	76	476	1 268	5 190	—	9 754	**17 530**
25-29	469	1 784	475	1 310	2 412	7 640	—	3 772	**17 862**
30-39	1 131	4 227	1 832	3 134	4 384	11 325	93	2 791	**28 917**
40-49	1 355	3 367	1 801	2 544	2 915	6 580	147	1 622	**20 331**
50-59	1 376	1 935	829	1 035	1 490	4 608	1 107	1 986	**14 366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15 696	1 268	**19 872**
Sexe féminin	**978**	**4 064**	**2 678**	**9 192**	**42 765**	**5 960**	**19 235**	**112 975**	**197 847**
0-19	—	26	7	47	767	155	—	67 497	**68 499**
20-24	12	171	73	600	6 078	693	—	10 468	**18 095**
25-29	48	393	309	1 344	8 527	834	—	6 640	**18 095**
30-39	160	1 174	1 123	3 392	13 576	1 536	84	9 232	**30 277**
40-49	292	1 123	810	2 737	8 371	1 343	204	6 826	**21 706**
50-59	376	749	290	927	4 505	1 155	887	6 744	**15 633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18 060	5 568	**25 542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2 803**	**3 448**	**2 968**	**6 877**	**12 633**	**14 837**	**4 971**	**66 271**	**114 808**
0-19	246	20	4	21	203	443	—	48 036	**48 973**
20-24	330	149	111	703	1 743	1 919	—	4 938	**9 893**
25-29	351	388	388	1 433	2 519	2 597	—	3 107	**10 783**
30-39	740	1 217	1 038	2 324	4 335	5 145	48	4 673	**19 520**
40-49	515	987	936	1 561	2 479	3 001	99	2 713	**12 291**
50-59	369	469	406	707	1 115	1 391	416	1 704	**6 577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4 408	1 100	**6 771**
Sexe masculin	**1 368**	**2 656**	**2 169**	**4 135**	**3 648**	**13 573**	**2 450**	**29 800**	**59 799**
0-19	62	14	3	7	67	393	—	24 290	**24 836**
20-24	119	104	78	465	429	1 776	—	2 259	**5 230**
25-29	144	304	279	877	746	2 415	—	980	**5 745**
30-39	427	931	688	1 278	1 248	4 737	28	979	**10 316**
40-49	287	788	718	953	719	2 726	56	529	**6 776**
50-59	196	348	331	474	355	1 224	224	420	**3 572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2 142	343	**3 324**
Sexe féminin	**1 435**	**792**	**799**	**2 742**	**8 985**	**1 264**	**2 521**	**36 471**	**55 009**
0-19	184	6	1	14	136	50	—	23 746	**24 137**
20-24	211	45	33	238	1 314	143	—	2 679	**4 663**
25-29	207	84	109	556	1 773	182	—	2 127	**5 038**
30-39	313	286	350	1 046	3 087	408	20	3 694	**9 204**
40-49	228	199	218	608	1 760	275	43	2 184	**5 515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1 284	**3 005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2 266	757	**3 447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3 450**	**11 542**	**8 807**	**19 746**	**53 378**	**43 301**	**40 212**	**179 143**	**359 579**
0-19	19	28	11	62	573	1 094	—	116 751	**118 538**
20-24	119	335	198	1 028	6 014	5 466	—	21 085	**34 245**
25-29	325	1 209	962	2 785	10 340	8 612	—	9 943	**34 176**
30-39	751	3 460	3 153	6 799	17 115	12 030	129	9 367	**52 804**
40-49	774	3 136	2 980	5 967	10 903	7 959	308	6 107	**38 134**
50-59	1 123	2 338	1 194	2 560	6 873	6 838	1 964	8 485	**31 375**
60 et plus	339	1 036	309	545	1 560	1 302	37 811	7 405	**50 307**
Sexe masculin	**2 879**	**8 670**	**5 680**	**9 374**	**11 667**	**35 726**	**18 993**	**80 889**	**173 878**
0-19	18	17	3	31	133	952	—	59 104	**60 258**
20-24	113	207	118	459	1 080	4 571	—	10 504	**17 052**
25-29	297	895	587	1 430	2 098	7 529	—	3 971	**16 807**
30-39	654	2 721	1 919	3 211	3 748	10 238	67	2 668	**25 226**
40-49	608	2 434	1 983	2 686	2 548	6 188	164	1 341	**17 952**
50-59	890	1 760	842	1 211	1 632	5 209	1 181	2 026	**14 751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1 039	17 581	1 275	**21 832**
Sexe féminin	**571**	**2 872**	**3 127**	**10 372**	**41 711**	**7 575**	**21 219**	**98 254**	**185 701**
0-19	1	11	8	31	440	142	—	57 647	**58 280**
20-24	6	128	80	569	4 934	895	—	10 581	**17 193**
25-29	28	314	375	1 355	8 242	1 083	—	5 972	**17 369**
30-39	97	739	1 234	3 588	13 367	1 792	62	6 699	**27 578**
40-49	166	702	997	3 281	8 355	1 771	144	4 766	**20 182**
50-59	233	578	352	1 349	5 241	1 629	783	6 459	**16 624**
60 et plus	40	400	81	199	1 132	263	20 230	6 130	**28 475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8 630**	**11 999**	**10 946**	**25 158**	**68 050**	**70 680**	**36 743**	**365 622**	**597 828**
0-19	95	42	15	100	1 279	2 231	—	234 938	**238 700**
20-24	508	652	268	1 993	12 047	10 733	—	32 354	**58 555**
25-29	1 013	1 849	1 299	4 665	14 401	15 493	—	18 952	**57 672**
30-39	2 264	4 054	4 035	9 711	20 859	21 191	189	26 199	**88 502**
40-49	2 307	3 055	3 724	6 159	12 302	12 632	647	18 565	**59 391**
50-59	2 126	1 841	1 356	2 201	6 414	7 752	3 211	18 711	**43 612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32 696	15 903	**51 396**
Sexe masculin	**7 711**	**9 216**	**7 568**	**12 567**	**19 144**	**64 168**	**19 328**	**154 554**	**294 256**
0-19	89	28	9	35	339	2 019	—	118 089	**120 608**
20-24	471	504	146	822	2 656	9 702	—	14 353	**28 654**
25-29	940	1 489	819	2 240	3 640	14 303	—	5 160	**28 591**
30-39	1 982	3 181	2 674	4 760	6 171	19 490	102	5 269	**43 629**
40-49	2 030	2 325	2 652	3 176	4 026	11 322	276	4 019	**29 826**
50-59	1 913	1 310	1 050	1 320	2 045	6 793	1 815	5 004	**21 250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17 135	2 660	**21 698**
Sexe féminin	**919**	**2 783**	**3 378**	**12 591**	**48 906**	**6 512**	**17 415**	**211 068**	**303 572**
0-19	6	14	6	65	940	212	—	116 849	**118 092**
20-24	37	148	122	1 171	9 391	1 031	—	18 001	**29 901**
25-29	73	360	480	2 425	10 761	1 190	—	13 792	**29 081**
30-39	282	873	1 361	4 951	14 688	1 701	87	20 930	**44 873**
40-49	277	730	1 072	2 983	8 276	1 310	371	14 546	**29 565**
50-59	213	531	306	881	4 369	959	1 396	13 707	**22 362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15 561	13 243	**29 698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22 270 218**	**19 053 283**	**12 603 148**	**3 058 414**	**2 148 349**	**1 243 372**	**3 216 935**
15-19	365 214	358 564	311 824	15 824	28 524	2 392	6 650
20-24	1 974 282	1 901 375	1 532 064	162 223	158 272	48 816	72 907
25-29	3 236 625	3 007 602	2 200 577	367 287	292 670	147 068	229 023
30-34	3 326 156	2 968 486	1 924 846	478 630	355 014	209 996	357 670
35-39	3 361 473	2 906 453	1 802 709	520 566	354 098	229 080	455 020
40-44	3 479 821	2 919 339	1 756 652	588 237	344 662	229 788	560 482
45-49	2 303 489	1 893 918	1 135 982	382 007	212 905	163 024	409 571
50-54	2 021 565	1 613 015	985 275	297 676	192 092	137 972	408 550
55-59	1 534 066	1 117 601	714 765	182 168	155 380	65 288	416 465
60 et plus	667 527	366 930	238 454	63 796	54 782	9 948	300 597
Sexe masculin	**12 834 629**	**10 712 626**	**7 547 429**	**1 487 434**	**732 467**	**945 296**	**2 122 003**
15-19	235 563	230 818	210 146	6 956	11 844	1 872	4 745
20-24	1 039 267	988 659	838 622	75 189	43 156	31 692	50 608
25-29	1 811 902	1 658 220	1 288 774	171 901	93 953	103 592	153 682
30-34	1 923 870	1 679 909	1 164 048	237 729	116 700	159 432	243 961
35-39	1 944 486	1 632 407	1 083 970	255 164	120 917	172 356	312 079
40-44	2 025 001	1 645 897	1 066 582	284 442	119 249	175 624	379 104
45-49	1 358 115	1 089 190	703 361	182 553	73 884	129 392	268 925
50-54	1 214 811	955 997	622 593	149 352	70 772	113 280	258 814
55-59	913 388	648 983	444 711	92 440	60 728	51 104	264 405
60 et plus	368 226	182 546	124 622	31 708	19 264	6 952	185 680
Sexe féminin	**9 435 589**	**8 340 657**	**5 055 719**	**1 570 980**	**1 415 882**	**298 076**	**1 094 932**
15-19	129 651	127 746	101 678	8 868	16 680	520	1 905
20-24	935 015	912 716	693 442	87 034	115 116	17 124	22 299
25-29	1 424 723	1 349 382	911 803	195 386	198 717	43 476	75 341
30-34	1 402 286	1 288 577	760 798	240 901	236 314	50 564	113 709
35-39	1 416 987	1 274 046	718 739	265 402	233 181	56 724	142 941
40-44	1 454 820	1 273 442	690 070	303 795	225 413	54 164	181 378
45-49	945 374	804 728	432 621	199 454	139 021	33 632	140 646
50-54	806 754	657 018	362 682	148 324	121 320	24 692	149 736
55-59	620 678	468 618	270 054	89 728	94 652	14 184	152 061
60 et plus	299 301	184 384	113 832	32 088	35 468	2 996	113 917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon la nomenclature d'activités française (NAF) au recensement de 1990

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Activité économique	NAF (1) niveaux 17 et 31	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 070 330**	**18 859 027**	**3 211 303**	**12 697 413**	**10 579 990**	**2 117 423**	**9 372 917**	**8 279 037**	**1 093 880**
Agriculture	A - B	1 284 134	279 113	1 005 021	848 990	216 065	632 925	435 144	63 048	372 096
Industrie	C à E	4 707 313	4 420 447	286 866	3 299 501	3 090 610	208 891	1 407 812	1 329 837	77 975
Construction	F	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Tertiaire	G à Q	14 522 697	12 939 969	1 582 728	7 121 425	6 151 297	970 128	7 401 272	6 788 672	612 600
Agriculture, sylviculture	A AA	**1 251 618**	**260 929**	**990 689**	**820 938**	**200 077**	**620 861**	**430 680**	**60 852**	**369 828**
Pêche, aquaculture	B BB	**32 516**	**18 184**	**14 332**	**28 052**	**15 988**	**12 064**	**4 464**	**2 196**	**2 268**
Industries extractives	C	**74 140**	**71 352**	**2 788**	**66 716**	**64 288**	**2 428**	**7 424**	**7 064**	**360**
Extraction de produits énergétiques	CA	30 616	30 512	104	27 868	27 764	104	2 748	2 748	–
Extraction de produits non énergétiques	CB	43 524	40 840	2 684	38 848	36 524	2 324	4 676	4 316	360
Industrie manufacturière	D	**4 426 837**	**4 143 339**	**283 498**	**3 068 693**	**2 862 714**	**205 979**	**1 358 144**	**1 280 625**	**77 519**
Ind. agricoles et alimentaires	DA	631 927	532 047	99 880	398 639	338 495	60 144	233 288	193 552	39 736
Industrie textile, habillement	DB	372 802	350 922	21 880	130 314	118 882	11 432	242 488	232 040	10 448
Industrie du cuir, chaussure	DC	74 282	70 666	3 616	28 807	26 127	2 680	45 475	44 539	936
Travail du bois, et fab. artic, bois	DD	115 676	101 648	14 028	94 416	82 640	11 776	21 260	19 008	2 252
Ind. papier, édition, imprimerie	DE	351 490	327 914	23 576	225 794	207 994	17 800	125 696	119 920	5 776
Cokéfaction, raffinage, nucléaire	DF	31 168	31 032	136	26 536	26 412	124	4 632	4 620	12
Industrie chimique	DG	280 894	277 590	3 304	180 732	178 012	2 720	100 162	99 578	584
Indust. caoutchouc, plastiques	DH	210 365	205 817	4 548	149 707	145 879	3 828	60 658	59 938	720
Fab. prod. minéraux non métalliq.	DI	174 041	164 613	9 428	141 265	133 797	7 468	32 776	30 816	1 960
Métallurgie, travail des métaux	DJ	631 264	600 682	30 582	530 375	503 329	27 046	100 889	97 353	3 536
Fab. de machines et équipements	DK	353 051	338 091	14 960	285 595	272 503	13 092	67 456	65 588	1 868
Fab. équipements électriq. et électron.	DL	497 327	481 281	16 046	317 800	304 004	13 796	179 527	177 277	2 250
Fab. de matériel de transport	DM	474 304	469 936	4 368	399 864	396 128	3 736	74 440	73 808	632
Autres indust. manufacturières	DN	228 246	191 100	37 146	158 849	128 512	30 337	69 397	62 588	6 809
Prod. distrib. électric, gaz, eau	E EE	206 336	205 756	580	164 092	163 608	484	42 244	42 148	96
Construction	F FF	1 556 186	1 219 498	336 688	1 427 497	1 122 018	305 479	128 689	97 480	31 209
Commerce, gros, détail, répar. dom	G GG	2 989 992	2 387 613	602 379	1 649 385	1 288 515	360 870	1 340 607	1 099 098	241 509
Hôtels et restaurants	H HH	702 133	494 275	207 858	350 721	245 364	105 357	351 412	248 911	102 501
Transports et communications	I I I	1 413 058	1 336 542	76 516	1 030 663	965 523	65 140	382 395	371 019	11 376
Activités financières	J JJ	715 496	681 704	33 792	336 249	310 273	25 976	379 247	371 431	7 816
Immob, location, serv. entreprises	K KK	2 154 935	1 908 578	246 357	1 237 853	1 053 832	184 021	917 082	854 746	62 336
Administration publique	L LL	1 971 212	1 969 472	1 740	1 069 567	1 068 563	1 004	901 645	900 909	736
Éducation	M MM	1 557 181	1 536 901	20 280	539 921	528 009	11 912	1 017 260	1 008 892	8 368
Santé et action sociale	N NN	2 036 605	1 789 260	247 345	546 914	402 437	144 477	1 489 691	1 386 823	102 868
Serv. collec, sociaux, personnels	O OO	751 381	605 144	146 237	341 556	270 329	71 227	409 825	334 815	75 010
Services domestiques	P PP	213 676	213 572	104	9 524	9 460	64	204 152	204 112	40
Activités extra-territoriales	Q QQ	17 028	16 908	120	9 072	8 992	80	7 956	7 916	40

(1) Les regroupements sont faits au niveau des sous-sections et sections de la nomenclature.

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 391**	2 884	5 507	**6 899**	2 306	4 593	**1 492**	578	914
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 630**	7 499	2 131	**7 688**	5 932	1 756	**1 942**	1 567	375
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**13 967**	8 959	5 008	**13 221**	8 298	4 923	**746**	661	85
Commerce.....	**U08**	**15 020**	10 560	4 460	**6 854**	4 743	2 111	**8 166**	5 817	2 349
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 950**	5 503	1 447	**5 072**	3 697	1 375	**1 878**	1 806	72
Services marchands	**U10**	**26 533**	21 817	4 716	**13 186**	9 856	3 330	**13 347**	11 961	1 386
Services financiers	**U11 - U13**	**2 802**	2 735	67	**1 349**	1 295	54	**1 453**	1 440	13
Services non marchands.....	**U14**	**34 223**	33 852	371	**13 989**	13 668	321	**20 234**	20 184	50
Ensemble		**117 516**	**93 809**	**23 707**	**68 258**	**49 795**	**18 463**	**49 258**	**44 014**	**5 244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**4 177**	1 433	2 744	**2 555**	1 234	1 321	**1 622**	199	1 423
Industrie.....	**U02 - U06**	**3 130**	2 622	508	**2 654**	2 250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**4 440**	3 627	813	**4 167**	3 379	788	**273**	248	25
Commerce.....	**U08**	**3 152**	2 216	936	**1 764**	1 191	573	**1 388**	1 025	363
Transport et télécommunications.....	**U09**	**1 857**	1 565	292	**1 372**	1 106	266	**485**	459	26
Services marchands	**U10**	**6 072**	5 023	1 049	**3 383**	2 658	725	**2 689**	2 365	324
Services financiers	**U11 - U13**	**1 688**	1 669	19	**1 015**	1 000	15	**673**	669	4
Services non marchands.....	**U14**	**12 068**	12 018	50	**6 520**	6 478	42	**5 548**	5 540	8
Ensemble		**36 584**	**30 173**	**6 411**	**23 430**	**19 296**	**4 134**	**13 154**	**10 877**	**2 277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**8 445**	5 366	3 079	**6 135**	3 551	2 584	**2 310**	1 815	495
Industrie.....	**U02 - U06**	**9 706**	8 076	1 630	**7 257**	5 953	1 304	**2 449**	2 123	326
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**9 298**	7 017	2 281	**8 603**	6 400	2 203	**695**	617	78
Commerce.....	**U08**	**13 965**	10 890	3 075	**6 166**	4 671	1 495	**7 799**	6 219	1 580
Transport et télécommunications.....	**U09**	**6 673**	4 942	1 731	**5 145**	3 466	1 679	**1 528**	1 476	52
Services marchands	**U10**	**23 537**	19 815	3 722	**11 275**	8 643	2 632	**12 262**	11 172	1 090
Services financiers	**U11 - U13**	**2 952**	2 904	48	**1 305**	1 269	36	**1 647**	1 635	12
Services non marchands.....	**U14**	**35 541**	35 346	195	**14 251**	14 101	150	**21 290**	21 245	45
Ensemble		**110 117**	**94 356**	**15 761**	**60 137**	**48 054**	**12 083**	**49 980**	**46 302**	**3 678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche..	**U01**	**11 141**	3 004	8 137	**10 062**	2 789	7 273	**1 079**	215	864
Industrie.....	**U02 - U06**	**11 295**	9 981	1 314	**9 207**	8 124	1 083	**2 088**	1 857	231
Bâtiment, génie civil et agricole .	**U07**	**16 563**	14 108	2 455	**15 812**	13 469	2 343	**751**	639	112
Commerce.....	**U08**	**17 902**	13 353	4 549	**10 598**	7 668	2 930	**7 304**	5 685	1 619
Transport et télécommunications.....	**U09**	**7 250**	6 321	929	**5 801**	4 902	899	**1 449**	1 419	30
Services marchands	**U10**	**24 835**	20 176	4 659	**13 620**	10 349	3 271	**11 215**	9 827	1 388
Services financiers	**U11 - U13**	**3 005**	2 965	40	**1 512**	1 480	32	**1 493**	1 485	8
Services non marchands.....	**U14**	**54 262**	54 136	126	**23 914**	23 816	98	**30 348**	30 320	28
Ensemble		**146 253**	**124 044**	**22 209**	**90 526**	**72 597**	**17 929**	**55 727**	**51 447**	**4 280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22 270 218**	**9 922 422**	**5 847 730**	**7 566 603**	**8 876 342**	**1 500 216**
Sexe masculin	**12 834 629**	5 315 064	3 365 134	4 465 127	5 312 729	1 054 580
Sexe feminin	**9 435 589**	4 607 358	2 482 596	3 101 476	3 563 613	445 636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1 005 197**	954 761	4 108	37 468	43 420	6 228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 751 764**	1 291 968	219 148	296 748	340 392	51 084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 603 474**	990 750	943 244	724 028	897 548	255 964
Professions intermédiaires	**4 464 400**	1 615 532	1 382 792	1 640 132	1 981 556	384 860
Employés	**5 899 302**	2 748 411	1 649 824	2 015 800	2 303 393	308 328
Ouvriés	**6 546 081**	2 321 000	1 648 614	2 852 427	3 310 033	493 752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56 651 955**	**31 730 070**	**38 348 307**	**50 427 795**	**6 224 160**	**28 946 389**	**38 351 320**	**47 477 819**	**50 423 259**	**55 395 820**	**1 256 135**
Sexe masculin	**27 565 056**	15 564 271	18 718 030	24 407 026	3 158 030	13 964 146	18 559 997	23 025 313	24 466 572	26 933 725	631 331
Sexe féminin	**29 086 899**	16 165 799	19 630 277	26 020 769	3 066 130	14 982 243	19 791 323	24 452 506	25 956 687	28 462 095	624 804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	839 148	895 840	988 409	24 528	833 228	925 269	984 605	993 033	1 009 853	3 084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 822 856**	908 009	1 128 505	1 586 889	235 967	987 460	1 273 936	1 556 736	1 652 472	1 794 848	28 008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2 693 062**	766 429	1 250 560	2 332 363	360 699	1 071 016	1 484 738	1 858 038	2 128 942	2 595 742	97 320
Professions intermédiaires	**4 713 972**	2 033 759	2 781 369	4 246 148	467 824	1 987 596	2 738 644	3 666 632	4 038 528	4 627 628	86 344
Employés	**6 912 800**	3 517 522	4 389 158	6 092 677	820 123	2 959 414	4 322 667	5 668 106	6 093 581	6 792 701	120 099
Ouvriés	**7 623 343**	4 341 170	5 043 267	6 285 198	1 338 145	3 672 506	5 254 385	6 725 819	7 034 344	7 483 458	139 885
Retraités	**9 221 132**	4 886 833	5 859 114	8 216 849	1 004 283	7 085 076	7 900 568	8 515 116	8 694 640	9 178 412	42 720
Autres sans activité	**22 651 853**	14 437 200	17 000 494	20 679 262	1 972 591	10 350 093	14 451 113	18 502 767	19 787 719	21 913 178	738 675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Etranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Etranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	387 034	321 542	6 179	28 868	29 744	226 [illegible]	282 [illegible]	334 868	1 764	35 [illegible]	14 [illegible]
Sexe masculin	189 187	156 [illegible]	3 [illegible]	14 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe féminin	197 847	[illegible]	3 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GUYANE											
Les deux sexes	114 [illegible]	87 361	3 385	13 [illegible]	9 [illegible]	36 [illegible]	61 [illegible]	78 [illegible]	1 [illegible]	11 [illegible]	2 [illegible]
Sexe masculin	59 799	44 [illegible]	1 [illegible]	7 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe féminin	55 [illegible]	43 [illegible]	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
MARTINIQUE											
Les deux sexes	359 [illegible]	321 [illegible]	4 [illegible]	25 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe masculin	173 [illegible]	154 [illegible]	2 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe féminin	185 [illegible]	[illegible]	2 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
REUNION											
Les deux sexes	597 [illegible]	[illegible]	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe masculin	294 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Sexe féminin	303 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

"Est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, qui vit en France".

(définition retenue par le Haut Conseil à l'intégration en 1990)

L'INSEE VOUS INFORME
24 H SUR 24
au 08 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
(2,23 FF la minute)
sur Minitel : 3615 INSEE
(1,01 FF la minute)
ou : 3617 INSEE
pour recevoir les informations statistiques par télécopie
(5,57 FF la minute)

L'INSEE brosse le portrait social de la population des immigrés :

histoire et motifs de l'immigration,
vie familiale, éducation, parents et système scolaire, emploi, chômage,
trajectoires professionnelles,
conditions de vie...

Un ouvrage complet et objectif

144 pages - format 16 x 24 : **78 FF***

En vente :
- en librairie
  (Diffuseur Distributeur : Saint-Germain Services Paris)
- dans les Directions Régionales de l'INSEE
- sur Minitel : 3615 INSEE (1,01 FF la minute)
- par correspondance à :
  Service Vente par correspondance
  INSEE Info Service - 195, rue de Bercy - Tour Gamma A
  75582 Paris Cedex 12

Collection Contours et Caractères

Déjà parus :
Les jeunes,
les enfants de moins de 6 ans,
les personnes âgées,
les agriculteurs,
les étrangers en France,
les familles monoparentales,
les femmes.



Février 1997 créations

Bon de commande

à retourner à : **Service Vente par correspondance - INSEE - Info Service** - 195, rue de Bercy - Tour Gamma A - 75582 Paris Cedex 12

RECEVEZ GRATUITEMENT LE CATALOGUE DES PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE
- *en écrivant à :* INSEE - DG - Unité Communication Externe -Timbre H533
  18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris - CEDEX 14

❑ Je commande ..... exemplaire(s) de l'ouvrage
"Les Immigrés en France"- Édition 1997"
au prix unitaire de **78 FF***

** majoré des frais d'expédition : France 15 FF par envoi - Étranger 30 FF*

Nom ..... Prénom .....
Fonction ..... Société .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays .....
Téléphone ..... Télécopie .....

• Ci-joint mon règlement de ..... FF* (libellé en FF) à l'ordre de l'INSEE

❑ **par chèque** ❑ **par carte bancaire :** ❑ Visa, ❑ Mastercard, ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)* Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration |_|_|_|_|

Date : ..... Signature obligatoire :

INSEE

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1993-1995.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La France métropolitaine compte 58,5 millions d'habitants au 1er janvier 1997. La croissance de sa population est de 238 000 habitants en 1996, dont 198 000 dus à l'excédent des naissances sur les décès, l'excédent migratoire étant provisoirement estimé à 40 000 personnes.

Le taux d'accroissement total de la population française est ainsi de 4,1 pour mille habitants : 3,4 pour mille dus aux variations naturelles et 0,7 pour mille dus au solde migratoire.

Le nombre de mariages progresse de 10 %. C'est la plus forte hausse observée depuis le début des années soixante-dix.

Naissances : l'augmentation de 1995 confirmée en 1996

734 000 enfants sont nés en 1996, soit 4 400 de plus qu'en 1995. Même si environ 2 000 de ces naissances supplémentaires tiennent au fait que l'année 1996 est une année bissextile, l'augmentation observée en 1995 (2,6 % par rapport à 1994) se confirme. Cette hausse reste modeste mais doit être soulignée car elle se produit après plusieurs années de baisse. La natalité avait diminué à partir d'octobre 1991 pour atteindre un niveau très bas en septembre 1994 : moins de 710 000 naissances sur douze mois (d'octobre 1993 à septembre 1994). Un premier redressement amorcé fin 1994 s'est poursuivi au cours du second semestre 1995 et au premier semestre 1996, le nombre de nouveau-nés du second semestre 1996 se rapprochant de celui de 1995.

L'indicateur conjoncturel de fécondité, qui avait atteint son minimum historique en période de paix avec 1,65 enfant par femme en 1993 et 1994, est remonté à 1,7 en 1995 et devrait être proche de 1,72 en 1996. Parmi nos partenaires européens, la tendance générale reste à la baisse. Selon l'institut de statistique européen Eurostat, l'indicateur conjoncturel de l'ensemble des pays de l'Union européenne était de 1,43 enfant par femme en 1995. Hormis la France, seules l'Allemagne et l'Irlande ont connu une très légère remontée de leur fécondité en 1995; l'Irlande ayant l'indicateur conjoncturel le plus élevé avec 1,86 enfant par femme.

L'augmentation de la natalité va-t-elle se poursuivre au-delà de 1996 ou bien s'agit-il d'un léger rattrapage avant un nouveau palier comme cela a été le cas à plusieurs reprises au cours des vingt dernières années ? La hausse observée en 1995 était entièrement redevable aux femmes de plus de 27 ans. Toutefois, la fécondité des plus jeunes s'était stabilisée, alors que depuis vingt-cinq ans on observait une baisse régulière de leur fécondité.

Les femmes nées avant 1958 ont, d'ores et déjà, assuré leur remplacement. En effet, bien qu'elles n'aient pas toutes terminé leur vie féconde, elles ont déjà eu, vers 38 ans, près de 2,1 enfants en moyenne. Pour les plus jeunes, il est prématuré de conclure, d'autant que les maternités sont de plus en plus tardives. L'âge à la maternité a été, en moyenne, de 29 ans en 1995; il était de 28 ans en 1988 et de 27 ans en 1981. On se rapproche d'un modèle dans lequel les femmes ont un premier enfant avant 30 ans et un second après 30 ans, avec le risque de diminuer leur chance d'avoir ce second enfant à force d'attendre.

La baisse de la mortalité se ralentit

Les décès survenus en 1996 sont estimés à 536 000, soit 4 400 de plus qu'en 1995. Cependant, la hausse des décès en 1996 est inférieure à celle qui résulterait des seuls effets de l'accroissement et du vieillissement de la population. Si les conditions de mortalité de 1995 s'étaient maintenues, 6 000 décès supplémentaires auraient été dénombrés en 1996. La baisse tendancielle de la mortalité se poursuit donc, mais elle se ralentit.

La mortalité constatée est à mettre en parallèle avec les épidémies de grippe car elles fragilisent les populations à risque, les personnes âgées notamment. Ainsi, les 11 600 décès supplémentaires de 1995 par rapport à 1994 se répartissaient entre le printemps et la fin de l'année. Or, une montée des décès pour cause de grippe en mars et avril 1995 avait été constatée par l'Inserm. En 1996, les nombres de décès de janvier et de février sont plus élevés que les années précédentes. Pourtant, l'épidémie de grippe de l'hiver 1995-1996 était considérée « d'intensité moyenne »; celle qui s'est déclarée en fin d'année 1996 est annoncée comme trois fois plus virulente.

La mortalité infantile en 1996 est un peu plus importante qu'en 1995. Mais le taux de mortalité infantile, 50 décès d'enfants de moins d'un an pour 10 000 naissances vivantes soit un enfant sur deux cents, reste nettement inférieur à celui de 1994. Ce taux a baissé dans la plupart des pays européens au cours de l'année 1995. Mais seules la Finlande, la Suède et maintenant la France ont un taux inférieur ou égal à 50 décès pour 10 000 naisssances.

Le recul de la mortalité infantile est imputable à une baisse des décès des nourrissons entre leur deuxième et leur douzième mois.

La durée de vie moyenne ne cesse d'augmenter : près d'un trimestre chaque année. Ces gains d'espérance de vie sont irréguliers mais continus. En 1996, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 74 ans pour les hommes et à 82 ans pour les femmes. Bien que l'espérance de vie des hommes augmente actuellement plus vite que celle des femmes, huit années les séparent encore. L'espérance de vie des hommes est aujourd'hui proche de celle des femmes au début des années soixante. Comparée au reste de l'Union européenne, la France conjugue le record de longévité pour les femmes et le plus grand écart entre les hommes et les femmes.

Nouvelle baisse de l'immigration pour long séjour

L'excédent migratoire de l'année 1996 est provisoirement estimé à 40 000 personnes, soit autant qu'en 1995. C'est moins de la moitié du solde du début des années quatre-vingt-dix. Pour évaluer les soldes migratoires annuels, on dispose, pour l'essentiel, des flux d'immigrants officiellement comptabilisés pour long séjour par l'Office des migrations internationales (OMI) et par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Le nombre d'étrangers obtenant pour la première fois un titre de séjour d'un an ou plus avait de nouveau diminué en 1995, passant de 64 000 en 1994 à 50 000, soit une réduction d'un cinquième (entre 1993 et 1994, la baisse avait été encore plus forte : près d'un tiers). Trois des

principales catégories d'immigration avaient chuté de 30 % : travailleurs permanents, regroupement de familles d'étrangers n'appartenant pas à l'espace économique européen et familles de réfugiés et d'apatrides. En revanche, les entrées de familles de Français étaient en légère augmentation après la chute importante observée en 1994. Ce type d'immigration recouvre essentiellement des conjoints seuls et non plus des familles constituées.

Mariages : un sursaut passager ?

En 1996, 279 000 mariages ont été célébrés, soit une progression de 10 % par rapport à 1995 ou 24 000 unions supplémentaires. De plus de 416 000 en 1972, le nombre de mariages était tombé à moins de 254 000 en 1994, son niveau le plus bas depuis le début du siècle si on excepte les années de guerre. Après une stabilisation à ce niveau en 1995 (255 000 mariages), la tendance s'est inversée à la fin du premier trimestre de l'année 1996.

Si les comportements de nuptialité observés en 1996 devaient persister, plus de 55 % des femmes concluraient un premier mariage avant 50 ans contre moins de 50 % sur les trois années précédentes. Un tel niveau n'a pas été enregistré depuis plus de dix ans (1984), si on excepte la hausse de 1990 qui ne fut pas confirmée les années suivantes.

En 1995, les mariages entre étrangers avaient continué de diminuer mais dans de moindres proportions : – 10 % contre – 17 % en 1993 et 1994, soit moins de 5 200 mariages en 1995 contre près de 9 000 en 1991. En revanche, le nombre d'unions mixtes, environ 23 000, avait très légèrement augmenté (+ 2 %).

Le taux de nuptialité s'élève à 4,8 mariages pour 1 000 contre 4,4 de 1993 à 1995. Pour l'ensemble des pays européens, la baisse de la nuptialité s'est poursuivie en 1995. La Suède reste le pays ayant le nombre de mariages pour 1 000 habitants le plus faible. Toutefois, la reprise constatée en Norvège en 1994 s'est confirmée et une augmentation a été également observée en Grèce pour l'année 1995.

Le retour en force du mariage n'est peut-être que passager et lié à de nouvelles dispositions fiscales. D'après la loi de finances de 1996, les couples cohabitants non mariés avec enfants ne peuvent plus bénéficier d'une demi-part supplémentaire lors du calcul de l'impôt sur le revenu. Dorénavant, seuls les parents isolés vivant seuls avec au moins une personne à charge peuvent prétendre à cette demi-part supplémentaire.

Depuis quelques années déjà, bien que la vie en couple marié reste le modèle dominant, l'union de fait concurrence l'union légale. En 1995, 24 % des femmes de 35 ans ne s'étaient jamais mariées, soit deux fois plus que dix ans auparavant. La part des naissances hors mariage ne cesse de monter : 10 % en 1979, 20 % en 1985, 30 % en 1990 et 38 % en 1995. Mais les cohabitants vieillissent et face au décès, le statut de marié est plus protecteur que celui de concubin : droits de succession inférieurs de 40 %, pension de réversion à laquelle seul le conjoint survivant peut prétendre, etc.

Par ailleurs, l'âge au premier mariage continue d'augmenter. Il est retardé d'un peu plus de 3 mois chaque année : en 1995, les femmes célibataires se mariaient, en moyenne, à 27 ans contre 25,6 ans en 1990.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1995.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56 625 026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56 577 000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA. La colonne « Autres cas » comprend des conjoints de Français, les parents d'enfants français, les familles de réfugiés et apatrides (ici à partir des enregistrements bruts de l'OMI), les actifs non salariés et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g,* l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et de mort-nés.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « mort-nés ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré,

— la statistique des mort-nés comprenait seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables;

— la statistique des mort-nés couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants mort-nés après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux mort-nés étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de mort-nés à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotien *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);

— Institut national d'études démographiques (INED);

— Office des migrations internationales (0MI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier) : « Bilan démographique de 19.. », numéros de mars, juin, septembre et décembre « Statistiques trimestrielles de l'état civil ».

Données sociales, 1996, INSEE.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « La situation démographique » (annuel);

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995;

— « Données de démographie régionale en 1990 », n° 45-46, décembre 1995.

— « Un siècle de démographie française », n° 47-48, janvier 1996;

INSEE-Première :

— « L'espérance de vie selon les régions en 1989-1990 », n° 197, mai 1992;

— « La fécondité des étrangères en France se rapproche de celle des Françaises, n° 231, novembre 1992;

— « Un parent seul dans une famille sur huit », n° 293, janvier 1994;

— « Les projets de migration DOM-métropole », n° 311, avril 1994;

— « Mariages en 1994 », n° 438, mars 1996;

— « La population de la France », n° 444, avril 1996;

— « La population immigrée », n° 458, mai 1996;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996.

— « Recul de la mortalité en France en 1994 », n° 497, novembre 1996.

— « La fécondité s'est stabilisée en 1994 », n° 503, décembre 1996.

— « Bilan démographique 1996 », n° 508, février 1997.

Autres publications :

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	**Population au 1er janvier**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,3	44,0	297,2
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1991	**56 893,2**	280,2	108,1	**759,1**	517,4	**524,7**	5,5	4,4	234,4	90,0	324,4
1992	**57 217,6**	271,4	108,0	**743,7**	496,8	**521,5**	5,1	4,1	222,2	90,0	312,2
1993	**57 529,7**	255,2	110,8	**711,6**	463,3	**532,3**	4,6	3,8	179,3	70,0	249,3
1994	**57 779,1**	253,7	115,7	**711,0**	454,3	**520,0**	4,2	3,6	191,0	50,0	241,0
1995 *r*.....	**58 020,1**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996 *p*.....	**58 258,1**	279,0	...	**734,0**	...	**536,0**	3,6	...	198,0	40,0	238,0

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) À partir de 1975, la statistique des mort-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	**Population moyenne (1)**	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (2)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité néonatale (3)	Mortalité post-néonatale (4)
1975.....	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980.....	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985.....	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990.....	**56 735 103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,7
1991	**57 055 392**	4,9	13,3	9,2	+ 4,1	**7,3**	3,5	3,8
1992.....	**57 373 641**	4,7	13,0	9,1	+ 3,9	**6,8**	3,3	3,5
1993.....	**57 654 379**	4,4	12,3	9,2	+ 3,1	**6,5**	3,1	3,4
1994 *r*.....	**57 899 566**	4,4	12,3	9,0	+ 3,3	**5,9**	3,2	2,7
1995 *r*.....	**58 139 076**	4,4	12,5	9,1	+ 3,4	**4,9**	2,9	2,0
1996 *p*.....	**58 374 880**	4,8	12,6	9,2	+ 3,4	**5,0**	...	..

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1991	53,8	54,8	33,2	176,6	86,1	84,8	72,9	81,1
1992	51,7	53,0	33,5	172,9	84,1	82,9	73,2	81,4
1993	48,2	49,6	34,8	165,4	80,6	79,5	73,3	81,4
1994	47,7	49,3	36,6	165,4	80,7	79,6	73,7	81,8
1995	47,7	49,3	38,2	170,2	83,1	82,0	73,9	81,9
1996 *p*	...	...	...	...	...	...	74,0	81,9

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité.
(7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	*dont* nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	mort-nés naturels
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1991	**759 056**	389 239	369 817	241 628	**4 364**	2 272	2 092	1 570
1992	**743 658**	381 744	361 914	246 867	**4 055**	2 112	1 943	1 513
1993	**711 610**	364 589	347 021	248 331	**3 791**	2 037	1 754	1 512
1994	**710 993**	364 277	346 716	256 653	**3 633**	1 927	1 706	1 524
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1992		1993		1994		1995	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**16 846**	13 110	**15 163**	12 022	**13 426**	11 024	**12 915**	10 812
20 à 24 ans	**142 353**	69 656	**130 045**	67 171	**122 285**	66 271	**116 722**	67 047
25 à 29 ans	**289 283**	83 404	**274 969**	84 507	**272 647**	88 397	**277 153**	94 804
30 à 34 ans	**198 469**	52 807	**196 619**	55 662	**204 139**	59 524	**218 531**	66 671
35 à 39 ans	**79 463**	22 529	**77 570**	23 388	**80 902**	25 500	**85 891**	28 473
40 à 44 ans	**16 377**	5 127	**16 387**	5 321	**16 720**	5 698	**17 461**	6 163
45 ans ou plus	**867**	234	**857**	260	**874**	239	**936**	240
Total	**743 658**	**246 867**	**711 610**	**248 331**	**710 993**	**256 653**	**729 609**	**274 210**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1975	**681 636**	328 838	211 137	76 755	64 906
1980	**709 261**	313 401	245 376	103 410	47 074
1985	**617 939**	260 490	215 546	91 860	50 043
1990	**533 300**	228 868	176 791	82 110	45 531
1991	**517 428**	229 311	169 625	76 362	42 130
1992	**496 791**	222 192	164 275	71 281	39 043
1993	**463 279**	209 905	154 446	63 975	34 953
1994	**454 340**	204 633	153 814	62 793	33 100
1995	**455 399**	200 243	159 020	64 004	32 132

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	4 043	87,9	2,5	9,5
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	6 223	87,3	2,8	9,9
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	9 470	85,8	3,3	10,8
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	13 386	84,7	4,3	11,1
1991	**517 428**	435 909	9 691	14 505	57 323	14 064	84,2	4,7	11,1
1992	**496 791**	415 544	10 788	14 832	55 627	14 103	83,6	5,2	11,2
1993	**463 279**	384 149	11 185	14 827	53 118	14 307	82,9	5,6	11,5
1994	**454 340**	377 847	11 577	15 086	49 830	13 843	83,2	5,9	11,0
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	14 303	83,6	6,1	10,3

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe 15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	Âge moyen des mères à la maternité
1975	**192,66**	12,67	63,76	63,55	33,47	14,70	4,51	26,7
1980	**194,46**	8,94	60,79	72,03	37,02	12,71	2,97	26,8
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1991	**176,64**	4,36	35,87	68,64	45,60	18,27	3,90	28,4
1992	**172,85**	4,13	33,38	66,98	45,85	18,51	4,00	28,5
1993	**165,36**	3,91	30,26	64,11	45,04	18,02	4,02	28,7
1994 *r*	**165,42**	3,61	28,55	64,03	46,45	18,68	4,10	28,8
1995 *r*	**170,21**	3,50	27,68	65,30	49,69	19,76	4,28	29,0
1996 *p*	**171,94**	...	...	...	...	...	...	...

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1995

Source : INSEE

Âge (1)	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**429**	429	—	—	**3 646**	3 643	1	2
20-24 ans	**32 428**	32 374	3	51	**67 287**	66 867	17	403
25-29 ans	**99 661**	98 165	44	1 452	**93 668**	90 059	161	3 448
30-34 ans	**54 980**	49 141	138	5 701	**40 424**	32 025	351	8 048
35-39 ans	**25 612**	17 246	235	8 131	**20 449**	11 118	482	8 849
40-44 ans	**15 478**	6 321	360	8 797	**12 485**	4 227	543	7 715
45-49 ans	**11 400**	2 593	488	8 319	**8 472**	1 816	622	6 034
50-54 ans	**5 854**	942	484	4 428	**3 902**	619	444	2 839
55-59 ans	**3 617**	578	525	2 514	**1 978**	339	312	1 327
60 ans et plus	**5 192**	782	1 830	2 580	**2 340**	466	792	1 082
Total	**254 651**	**208 571**	**4 107**	**41 973**	**254 651**	**211 179**	**3 725**	**39 747**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes Époux français	Couples mixtes Époux étrangers	Hommes	Femmes
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1991	**280 175**	233 327	46 848	235 392	44 783	238 284	8 947	13 727	19 217	**28,0**	**26,0**
1992	**271 427**	225 190	46 237	227 834	43 593	231 991	8 469	13 310	17 657	**28,3**	**26,3**
1993	**255 190**	210 694	44 496	213 260	41 930	220 928	6 997	12 027	15 238	**28,7**	**26,6**
1994	**253 746**	208 584	45 162	211 826	41 920	224 562	5 848	10 495	12 841	**29,0**	**27,0**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	85,80	19,07	48,47	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	70,64	12,36	40,31	12,53	3,36	1,21	0,52	0,35
1985	53,70	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990	56,30	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1991	54,82	1,99	23,42	20,05	6,16	2,04	0,74	0,42
1992	53,00	1,63	21,12	20,50	6,42	2,11	0,79	0,43
1993	49,57	1,30	18,23	20,03	6,56	2,18	0,83	0,44
1994	49,25	1,06	16,58	20,93	7,01	2,34	0,88	0,45
1995 r	49,30	1,00	15,80	21,20	7,30	2,50	1,00	0,50
1996 p	55,45	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âge (1) et état matrimonial

Année 1995

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1995-1994	moins d'1 an	**3 545**	**2 002**	2 002	—	—	—	**1 543**	1 543	—	—	—
1994-1990	1 à 4	**872**	**479**	479	—	—	—	**393**	393	—	—	—
1990-1986	5 à 9	**544**	**321**	321	—	—	—	**223**	223	—	—	—
1985-1981	10 à 14	**676**	**398**	398	—	—	—	**278**	278	—	—	—
1980-1976	15 à 19	**1 816**	**1 276**	1 273	2	1	—	**540**	536	3	—	1
1975-1971	20 à 24	**3 508**	**2 605**	2 538	65	1	1	**903**	828	67	7	1
1970-1966	25 à 29	**4 291**	**3 188**	2 716	416	15	41	**1 103**	771	276	18	38
1965-1961	30 à 34	**5 745**	**4 148**	2 835	1 089	16	208	**1 597**	792	647	36	122
1960-1956	35 à 39	**7 229**	**5 137**	2 616	1 895	61	565	**2 092**	654	1 086	62	290
1955-1951	40 à 44	**10 180**	**7 112**	2 377	3 395	124	1 216	**3 068**	633	1 837	112	486
1950-1946	45 à 49	**14 684**	**10 356**	2 396	5 798	245	1 917	**4 328**	643	2 669	258	758
1945-1941	50 à 54	**14 043**	**9 965**	1 807	6 221	307	1 630	**4 078**	480	2 633	366	599
1940-1936	55 à 59	**19 340**	**13 759**	2 402	9 124	641	1 592	**5 581**	575	3 646	823	537
1935-1931	60 à 64	**30 184**	**21 269**	3 263	14 818	1 322	1 866	**8 915**	900	5 322	1 984	709
1930-1926	65 à 69	**42 856**	**29 151**	3 901	20 969	2 572	1 709	**13 705**	1 354	7 226	4 266	859
1925-1921	70 à 74	**57 252**	**36 087**	3 907	26 045	4 553	1 582	**21 165**	1 953	9 088	9 061	1 063
1920-1916	75 à 79	**49 867**	**28 518**	2 494	20 130	4 921	973	**21 349**	1 825	6 719	11 682	1 123
1915-1911	80 à 84	**84 772**	**40 540**	3 165	25 833	10 590	952	**44 232**	3 714	8 772	29 968	1 778
1910-1906	85 à 89	**94 247**	**36 007**	2 536	18 748	14 038	685	**58 240**	5 087	6 267	44 780	2 106
1905-1901	90 à 94	**61 730**	**18 062**	1 063	6 941	9 753	305	**43 668**	4 123	2 273	35 881	1 391
1900 et av	95 et plus	**24 237**	**4 726**	232	1 103	3 321	70	**19 511**	2 028	402	16 541	540
Total		**531 618**	**275 106**	**44 721**	**162 592**	**52 481**	**15 312**	**256 512**	**29 333**	**58 933**	**155 845**	**12 401**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à l'article 3 du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1991	2,5	3,5	3,8	7,3	8,2	12,9	5,7
1992	2,3	3,3	3,5	6,8	7,7	12,2	5,4
1993	2,2	3,1	3,3	6,5	7,5	11,7	5,3
1994 *r*	2,3	3,2	2,7	5,9	7,4	11,0	5,1
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1975	10,6	13,8	0,67	0,36	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,33	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1991	9,2	7,3	0,39	0,20	0,20	0,55	0,98	1,12	1,32
1992	9,1	6,8	0,34	0,18	0,18	0,53	0,92	1,09	1,35
1993	9,2	6,5	0,34	0,18	0,18	0,52	0,93	1,06	1,35
1994	9,0	5,9	0,29	0,17	0,19	0,48	0,87	1,04	1,33
1995	9,1	4,9	0,30	0,16	0,17	0,47	0,84	1,00	1,31
Sexe masculin									
1975	11,3	15,5	0,75	0,44	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,65	0,39	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1991	9,8	8,3	0,42	0,22	0,23	0,77	1,49	1,67	1,96
1992	9,7	7,9	0,40	0,20	0,21	0,74	1,40	1,63	1,96
1993	9,8	7,5	0,38	0,20	0,21	0,71	1,39	1,57	1,98
1994	9,6	6,7	0,33	0,19	0,23	0,68	1,32	1,54	1,96
1995	9,7	5,4	0,32	0,18	0,20	0,65	1,23	1,48	1,89
Sexe féminin									
1975	10,0	12,0	0,60	0,28	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,53	0,26	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1991	8,6	6,1	0,35	0,17	0,16	0,32	0,45	0,57	0,68
1992	8,5	5,7	0,28	0,16	0,15	0,31	0,43	0,56	0,74
1993	8,7	5,4	0,28	0,16	0,14	0,32	0,45	0,56	0,73
1994	8,4	5,0	0,25	0,14	0,16	0,27	0,42	0,53	0,71
1995	8,6	4,3	0,28	0,13	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	136
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	126
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1991	1,67	2,41	3,45	5,10	7,6	11,4	16,1	31,7	107
1992	1,72	2,38	3,43	5,03	7,4	11,0	16,0	30,2	105
1993	1,73	2,41	3,42	4,92	7,4	11,0	15,9	29,2	107
1994	1,72	2,35	3,43	4,93	7,1	10,5	15,5	27,7	102
1995	1,68	2,39	3,41	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	106
Sexe masculin									
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	164
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	149
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1991	2,41	3,40	4,83	7,24	11,2	17,0	24,1	44,8	128
1992	2,45	3,39	4,83	7,15	10,8	16,5	23,9	43,1	124
1993	2,52	3,40	4,78	6,91	10,7	16,4	23,5	41,7	127
1994	2,45	3,35	4,83	6,95	10,3	15,6	22,9	39,7	122
1995	2,40	3,36	4,78	6,83	10,0	15,5	23,2	40,2	126
Sexe féminin									
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	126
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	116
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1991	0,94	1,39	2,04	2,96	4,3	6,3	9,6	22,5	98
1992	1,00	1,36	2,00	2,89	4,2	6,1	9,4	21,1	96
1993	0,94	1,42	2,04	2,91	4,2	6,2	9,5	20,3	97
1994	1,00	1,35	2,01	2,88	4,1	5,9	9,2	19,1	93
1995	0,96	1,44	2,02	2,83	3,9	5,9	9,2	19,2	97

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9.884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990	10 000	9 916	9 909	9 904	9 901	9 898	9 888	9 876	9 833	9 758	9 679
1991	10 000	9 916	9 910	9 905	9 902	9 900	9 888	9 876	9 835	9 760	9 677
1992	10 000	9 921	9 915	9 911	9 908	9 905	9 896	9 884	9 845	9 774	9 694
1993	10 000	9 925	9 919	9 915	9 912	9 910	9 900	9 889	9 850	9 781	9 702
1994	10 000	9 933	9 927	9 924	9 922	9 919	9 910	9 898	9 860	9 794	9 717
1995	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 815	9 741
Sexe féminin											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 892	9 870	9 843
1991	10 000	9 938	9 933	9 929	9 926	9 924	9 916	9 908	9 891	9 868	9 840
1992	10 000	9 943	9 938	9 936	9 934	9 932	9 924	9 916	9 900	9 878	9 850
1993	10 000	9 947	9 942	9 939	9 937	9 935	9 927	9 920	9 903	9 881	9 852
1994	10 000	9 949	9 945	9 942	9 941	9 939	9 932	9 924	9 910	9 889	9 862
1995	10 000	9 956	9 952	9 949	9 947	9 945	9 939	9 931	9 915	9 894	9 867
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1991	72,9	72,5	71,6	70,6	69,6	68,6	63,7	58,8	54,0	49,4	44,8
1992	73,2	72,8	71,8	70,8	69,9	68,9	63,9	59,0	54,2	49,6	45,0
1993	73,3	72,8	71,9	70,9	69,9	69,0	64,0	59,1	54,3	49,7	45,1
1994	73,7	73,2	72,3	71,3	70,3	69,3	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1995	73,9	73,3	72,4	71,4	70,4	69,4	64,5	59,5	54,7	50,1	45,4
Sexe féminin											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990	80,9	80,4	79,5	78,6	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1991	81,1	80,6	79,7	78,7	77,7	76,7	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3
1992	81,4	80,9	79,9	78,9	78,0	77,0	72,0	67,1	62,2	57,3	52,5
1993	81,4	80,8	79,9	78,9	77,9	76,9	72,0	67,1	62,2	57,3	52,6
1994	81,6	81,0	80,0	79,0	78,0	77,0	72,1	67,2	62,3	57,4	52,6
1995	81,9	81,2	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,4	62,5	57,6	52,8

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Sexe masculin											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9.033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1.867
1990	9 588	9 471	9 310	9 076	8 730	8 222	7 516	6 629	5 457	4 000	2 356
1991	9 582	9 463	9 299	9 067	8 731	8 238	7 540	6 651	5 509	4 063	2 426
1992	9 597	9 477	9 312	9 079	8 748	8 270	7 587	6 700	5 557	4 131	2 511
1993	9 605	9 482	9 318	9 085	8 762	8 288	7 608	6 728	5 601	4 171	2 520
1994	9 621	9 501	9 337	9 103	8 779	8 321	7 670	6 805	5 701	4 289	2 659
1995	9 648	9 529	9 365	9 135	8 819	8 370	7 719	6 840	5 722	4 287	2 660
Sexe féminin											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8.796	8.286	7 465	6 104	4 134
1990	9 809	9 760	9 691	9 588	9 439	9 226	8 927	8 490	7 768	6 587	4 744
1991	9 805	9 758	9 688	9 585	9 440	9 234	8 935	8 495	7 800	6 652	4 843
1992	9 813	9 763	9 694	9 593	9 449	9 246	8 955	8 525	7 843	6 724	4 958
1993	9 816	9 768	9 696	9 593	9 450	9 244	8 952	8 519	7 851	6 731	4 969
1994	9 826	9 776	9 708	9 605	9 462	9 265	8 984	8 559	7 905	6 821	5 129
1995	9 831	9 781	9 709	9 607	9 468	9 277	8 997	8 572	7 915	6 822	5 124
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1991	40,2	35,7	31,3	27,0	23,0	19,2	15,7	12,5	9,5	7,0	5,0
1992	40,4	35,9	31,5	27,2	23,2	19,4	15,9	12,6	9,7	7,1	5,1
1993	40,5	36,0	31,6	27,3	23,2	19,4	15,9	12,6	9,6	7,1	5,0
1994	40,8	36,3	31,9	27,6	23,6	19,7	16,2	12,9	9,9	7,3	5,2
1995	40,9	36,3	31,9	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
Sexe féminin											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1991	47,4	42,6	37,9	33,3	28,8	24,4	20,1	16,1	12,2	8,8	6,1
1992	47,7	42,9	38,2	33,6	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,3
1993	47,7	42,9	38,2	33,5	29,0	24,6	20,3	16,2	12,4	9,0	6,2
1994	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1995	48,0	43,2	38,5	33,9	29,4	24,9	20,6	16,5	12,6	9,2	6,4

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1993-1995

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	657	73,64	100 000	494	81,70	**100 000**	**577**	**77,57**
1	99 343	53	73,12	99 506	46	81,10	**99 423**	**50**	**77,02**
2	99 290	34	72,16	99 460	27	80,14	**99 373**	**31**	**76,06**
3	99 256	26	71,19	99 433	19	79,16	**99 342**	**22**	**75,08**
4	99 230	24	70,20	99 414	16	78,17	**99 320**	**20**	**74,10**
5	99 206	21	69,22	99 398	17	77,18	**99 300**	**19**	**73,11**
6	99 185	19	68,24	99 381	14	76,20	**99 281**	**17**	**72,12**
7	99 166	18	67,25	99 367	14	75,21	**99 264**	**16**	**71,14**
8	99 148	18	66,26	99 353	14	74,22	**99 248**	**16**	**70,15**
9	99 130	17	65,27	99 339	13	73,23	**99 232**	**15**	**69,16**
10	99 113	17	64,28	99 326	13	72,24	**99 217**	**15**	**68,17**
11	99 096	19	63,29	99 313	15	71,25	**99 202**	**17**	**67,18**
12	99 077	21	62,31	99 298	15	70,26	**99 185**	**18**	**66,19**
13	99 056	24	61,32	99 283	16	69,27	**99 167**	**20**	**65,20**
14	99 032	32	60,33	99 267	17	68,28	**99 147**	**25**	**64,22**
15	99 000	43	59,35	99 250	21	67,29	**99 122**	**32**	**63,23**
16	98 957	56	58,38	99 229	28	66,31	**99 090**	**42**	**62,25**
17	98 902	71	57,41	99 201	33	65,32	**99 048**	**52**	**61,28**
18	98 832	97	56,45	99 168	35	64,35	**98 996**	**68**	**60,31**
19	98 736	113	55,51	99 133	41	63,37	**98 929**	**77**	**59,35**
20	98 624	124	54,57	99 092	43	62,39	**98 853**	**85**	**58,40**
21	98 502	135	53,64	99 049	42	61,42	**98 769**	**90**	**57,45**
22	98 369	137	52,71	99 007	43	60,45	**98 680**	**90**	**56,50**
23	98 234	133	51,78	98 964	43	59,47	**98 591**	**90**	**55,55**
24	98 103	139	50,85	98 921	44	58,50	**98 502**	**92**	**54,60**
25	97 967	145	49,92	98 877	50	57,53	**98 411**	**98**	**53,65**
26	97 825	146	48,99	98 828	53	56,55	**98 315**	**101**	**52,70**
27	97 682	149	48,06	98 776	55	55,58	**98 216**	**103**	**51,75**
28	97 536	164	47,13	98 722	58	54,61	**98 115**	**112**	**50,81**
29	97 376	182	46,21	98 665	61	53,64	**98 005**	**121**	**49,86**
30	97 199	184	45,29	98 605	65	52,68	**97 886**	**127**	**48,92**
31	97 020	189	44,37	98 541	71	51,71	**97 762**	**131**	**47,98**
32	96 837	193	43,46	98 471	74	50,75	**97 634**	**134**	**47,04**
33	96 650	203	42,54	98 398	78	49,78	**97 503**	**142**	**46,11**
34	96 454	218	41,62	98 321	79	48,82	**97 365**	**149**	**45,17**
35	96 244	229	40,71	98 243	84	47,86	**97 220**	**158**	**44,24**
36	96 024	242	39,81	98 160	91	46,90	**97 066**	**166**	**43,31**
37	95 792	251	38,90	98 071	99	45,94	**96 905**	**176**	**42,38**
38	95 552	260	38,00	97 974	109	44,99	**96 734**	**185**	**41,45**
39	95 304	278	37,10	97 867	120	44,04	**96 555**	**200**	**40,53**
40	95 039	295	36,20	97 750	125	43,09	**96 362**	**211**	**39,61**
41	94 759	318	35,30	97 628	132	42,14	**96 159**	**226**	**38,69**
42	94 458	348	34,41	97 499	144	41,20	**95 942**	**247**	**37,78**
43	94 129	379	33,53	97 359	158	40,26	**95 705**	**269**	**36,87**
44	93 772	399	32,66	97 205	167	39,32	**95 448**	**284**	**35,97**
45	93 398	422	31,79	97 043	177	38,38	**95 177**	**300**	**35,07**
46	93 004	454	30,92	96 871	190	37,45	**94 891**	**322**	**34,17**
47	92 582	497	30,06	96 687	210	36,52	**94 585**	**353**	**33,28**
48	92 122	548	29,21	96 484	233	35,60	**94 251**	**392**	**32,40**
49	91 617	593	28,36	96 259	248	34,68	**93 882**	**420**	**31,52**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1993-1995

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			Les deux sexes		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	91 074	623	27,53	96 020	263	33,76	**93 488**	**443**	**30,66**
51	90 507	668	26,70	95 767	281	32,85	**93 074**	**474**	**29,79**
52	89 902	711	25,88	95 498	295	31,94	**92 633**	**502**	**28,93**
53	89 263	749	25,06	95 216	312	31,04	**92 168**	**528**	**28,07**
54	88 594	821	24,24	94 919	338	30,13	**91 681**	**577**	**27,22**
55	87 867	904	23,44	94 598	367	29,23	**91 152**	**632**	**26,37**
56	87 073	981	22,65	94 251	396	28,34	**90 576**	**683**	**25,54**
57	86 219	1 055	21,87	93 878	421	27,45	**89 957**	**733**	**24,71**
58	85 309	1 153	21,10	93 483	445	26,56	**89 298**	**792**	**23,89**
59	84 325	1 259	20,34	93 067	479	25,68	**88 591**	**859**	**23,08**
60	83 263	1 378	19,59	92 621	524	24,80	**87 830**	**938**	**22,27**
61	82 116	1 500	18,86	92 136	571	23,93	**87 006**	**1 021**	**21,48**
62	80 884	1 621	18,14	91 610	631	23,06	**86 118**	**1 107**	**20,69**
63	79 573	1 782	17,43	91 032	669	22,21	**85 165**	**1 201**	**19,92**
64	78 155	1 921	16,73	90 423	716	21,35	**84 142**	**1 288**	**19,16**
65	76 654	2 048	16,05	89 776	793	20,50	**83 058**	**1 387**	**18,40**
66	75 084	2 182	15,38	89 064	879	19,66	**81 906**	**1 491**	**17,65**
67	73 446	2 365	14,71	88 281	970	18,83	**80 685**	**1 620**	**16,91**
68	71 709	2 570	14,05	87 425	1 061	18,01	**79 378**	**1 759**	**16,18**
69	69 866	2 807	13,41	86 497	1 150	17,20	**77 982**	**1 909**	**15,46**
70	67 905	2 972	12,78	85 502	1 256	16,39	**76 493**	**2 037**	**14,75**
71	65 887	3 193	12,16	84 428	1 383	15,60	**74 935**	**2 199**	**14,05**
72	63 783	3 455	11,54	83 260	1 570	14,81	**73 287**	**2 408**	**13,35**
73	61 579	3 818	10,94	81 953	1 764	14,04	**71 522**	**2 671**	**12,67**
74	59 228	4 194	10,35	80 507	1 992	13,28	**69 612**	**2 951**	**12,00**
75	56 744	4 612	9,79	78 903	2 279	12,54	**67 558**	**3 283**	**11,35**
76	54 127	5 053	9,23	77 105	2 538	11,82	**65 340**	**3 604**	**10,72**
77	51 392	5 565	8,70	75 148	2 886	11,11	**62 985**	**4 006**	**10,11**
78	48 532	6 122	8,18	72 979	3 309	10,43	**60 462**	**4 466**	**9,51**
79	45 561	6 747	7,68	70 564	3 757	9,77	**57 762**	**4 963**	**8,93**
80	42 487	7 435	7,20	67 913	4 276	9,13	**54 895**	**5 529**	**8,37**
81	39 328	8 302	6,74	65 009	4 859	8,52	**51 860**	**6 196**	**7,83**
82	36 063	9 148	6,31	61 850	5 534	7,93	**48 647**	**6 907**	**7,31**
83	32 764	10 182	5,89	58 427	6 353	7,36	**45 287**	**7 770**	**6,82**
84	29 428	11 234	5,50	54 715	7 274	6,83	**41 768**	**8 703**	**6,35**
85	26 122	12 449	5,13	50 735	8 361	6,32	**38 133**	**9 795**	**5,91**
86	22 870	13 660	4,79	46 493	9 505	5,86	**34 398**	**10 919**	**5,49**
87	19 746	14 960	4,47	42 074	10 676	5,42	**30 642**	**12 088**	**5,11**
88	16 792	16 377	4,17	37 582	12 024	5,01	**26 938**	**13 416**	**4,74**
89	14 042	17 711	3,89	33 063	13 414	4,62	**23 324**	**14 740**	**4,40**
90	11 555	19 186	3,62	28 628	14 867	4,26	**19 886**	**16 152**	**4,07**
91	9 338	20 765	3,36	24 372	16 429	3,92	**16 674**	**17 668**	**3,76**
92	7 399	22 490	3,11	20 368	18 249	3,59	**13 728**	**19 420**	**3,46**
93	5 735	24 534	2,87	16 651	20 023	3,28	**11 062**	**21 217**	**3,17**
94	4 328	27 033	2,64	13 317	22 190	2,97	**8 715**	**23 419**	**2,89**
95	3 158	28 784	2,43	10 362	24 320	2,68	**6 674**	**25 397**	**2,62**
96	2 249	30 191	2,22	7 842	26 728	2,38	**4 979**	**27 536**	**2,34**
97	1 570	31 401	1,96	5 746	28 124	2,07	**3 608**	**28 853**	**2,04**
98	1 077	32 498	1,63	4 130	29 516	1,68	**2 567**	**30 152**	**1,67**
99	727	33 012	1,17	2 911	32 841	1,17	**1 793**	**32 906**	**1,17**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1995

Sources : EUROSTAT
US Bureau of the Census, International Programs Center
US National Center for Health Statistics
Japan Statistics bureau
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile	Espérance de vie à la naissance	
	Variation totale (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brut	Net	pour 1 000 naissances	Hommes	Femmes
Allemagne	3,4	9,4	10,6	5,3	2,1	0,61	0,60	5,3	73,3	79,7
Autriche	1,9	11,0	10,1	5,3	2,3	0,66	0,67	5,4	73,6	80,1
Belgique (2) *p*	1,2	11,3	10,3	5,1	3,6	0,75	0,74	6,1	73,4	80,2
Danemark	6,8	13,3	12,1	6,6	2,5	0,88	0,86	5,1	72,7	77,8
Espagne *p*	1,6	9,2	8,7	5,0	0,6	0,67	0,66	6,5	74,3	81,5
Finlande	3,5	12,3	9,6	4,6	2,7	0,88	0,87	3,9	72,8	80,2
France	**4,1**	**12,5**	**9,1**	**4,4**	**2,0**	**0,83**	**0,82**	**4,9**	**73,9**	**81,9**
Grèce	2,1	9,7	9,6	6,1	1,1	0,64	0,63	9,1	75,0	80,3
Irlande (3) *p*	5,8	13,5	8,5	4,3	—	0,90	0,89	6,4	73,0	78,6
Italie *p*	1,1	9,1	9,5	4,9	0,5	0,57	0,56	6,2	74,9	81,4
Luxembourg	15,1	13,2	9,3	5,1	1,8	0,82	0,81	5,5	73,0	80,2
Pays-Bas	4,5	12,3	8,8	5,3	2,2	0,75	0,74	5,5	74,6	80,4
Portugal	0,9	10,8	10,5	5,6	1,2	0,69	0,67	7,5	71,3	78,6
Royaume-Uni *p*	3,3	12,5	11,0	5,6	2,9	0,83	0,82	6,2	74,0	79,2
Suède	2,4	11,7	10,6	3,5	2,6	0,84	0,84	4,1	76,2	81,4
Europe des Quinze p	**2,9**	**10,7**	**10,0**	**5,1**	**1,8**	**0,70**	**0,68**	**5,6**	**74,0**	**80,4**
États-Unis	9,4	15,5	8,6	8,9	4,4	..	..	8,0	72,0	79,3
Japon	1,7	10,0	7,5	6,4	1,6	..	..	4,0	76,6	83,0
Fédération Russe	— 2,1	10,8	13,0	7,3	4,5	..	..	22,0	57,7	71,1

(1) La variation totale tient compte du solde migratoire.
(2) Données provisoires uniquement pour les taux de reproduction et les espérances de vie à la naissance.
(3) Chiffre rigoureusement nul, du fait de l'interdiction du divorce.

TABLEAU B.02-18A

Nombre d'immigrants par type de procédure

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Autres	**Total 1996**	**Total 1995**
Année 1996										
Européens	**7 717**	**2 698**	**1 843**	**176**	**1 268**	**357**	**55**	**140**	**14 254**	**15 959**
U E	7 183	—	—	—	—	—	—	—	7 183	7 917
Autres Européens	471	639	1 468	143	...	111	50	118	...	...
Turcs	63	2 059	375	33	...	246	5	22	...	...
Asiatiques	**864**	**1 387**	**1 355**	**124**	**2 059**	**301**	**58**	**156**	**6 304**	**6 857**
dont : Libanais	208	94	97	10	...	6	5	20	...	...
Sri Lankais	6	76	32	6	...	115	—	5	...	...
Vietnamiens	27	9	163	5	...	39	—	17	...	...
Africains	**1 661**	**8 429**	**7 130**	**2 106**	**898**	**159**	**176**	**814**	**21 373**	**21 969**
Maghreb	1 010	7 254	4 933	336	...	19	148	450	...	...
Algériens	569	2 852	2 347	—	...	11	127	181	...	...
Marocains	341	3 508	1 717	259	...	7	17	223	...	...
Tunisiens	100	894	869	77	...	1	4	46	...	...
Afrique hors Maghreb	651	1 175	2 197	1 770	...	140	28	364	...	...
Américains	**1 168**	**1 344**	**1 258**	**391**	**113**	**45**	**195**	**108**	**4 622**	**5 402**
Autres	**40**	**31**	**49**	**5**	**6**	**2**	**2**	**—**	**135**	**200**
Ensemble	**11 450**	**13 889**	**11 635**	**2 802**	**4 344**	**864**	**486**	**1 218**	**46 688**	**50 387**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.

TABLEAU B.02-18B

Nombre d'immigrants par type de procédure

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Autres	**Total 1995**	**Total 1994**
Année 1995										
Européens	**8 551**	**3 180**	**2 011**	**144**	**1 513**	**350**	**73**	**137**	**15 959**	**21 626**
U E	7 917	—	—	—	—	—	—	—	7 917	10 843
Autres Européens	559	805	1 671	112	...	127	71	112	...	6 128
Turcs	75	2 375	340	32	...	223	2	25	...	4 655
Asiatiques	**1 027**	**1 535**	**1 567**	**119**	**2 188**	**204**	**49**	**168**	**6 857**	**9 132**
dont : Libanais	283	127	116	5	...	2	1	38	...	860
Sri Lankais	12	135	39	3	...	29	—	3	...	1 708
Vietnamiens	23	13	165	5	...	27	—	13	...	792
Africains	**1 752**	**8 281**	**8 340**	**1 265**	**888**	**144**	**524**	**775**	**21 969**	**26 515**
Maghreb	1 036	6 938	6 022	256	...	19	495	484	...	18 771
Algériens	576	2 508	3 336	—	...	12	467	203	...	8 697
Marocains	359	3 628	1 843	192	...	3	21	240	...	7 883
Tunisiens	101	802	843	64	...	4	7	41	...	2 191
Afrique hors Maghreb	716	1 343	2 318	1 009	...	125	29	291	...	7 744
Américains	**1 735**	**1 315**	**1 406**	**386**	**115**	**50**	**309**	**86**	**5 402**	**6 551**
Autres	**41**	**49**	**63**	**7**	**38**	**1**	**1**	**—**	**200**	**278**
Ensemble	**13 106**	**14 360**	**13 387**	**1 921**	**4 742**	**749**	**956**	**1 166**	**50 387**	**64 102**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	Total des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Année 1996					
Moins de 20 ans	556	241	5	315	11
20 à 24 ans	2 257	1 145	115	1 112	111
25 à 29 ans	2 964	1 807	361	1 157	178
30 à 34 ans	2 344	1 626	698	718	229
35 à 39 ans	1 463	1 065	614	398	151
40 à 44 ans	864	625	426	239	110
45 ans ou plus	1 002	775	598	227	94
Total	11 450	7 284	2 817	4 166	884
Année 1995					
Moins de 20 ans	486	274	3	212	9
20 à 24 ans	2 443	1 346	122	1 097	101
25 à 29 ans	3 555	2 257	533	1 298	232
30 à 34 ans	2 851	1 958	829	893	284
35 à 39 ans	1 723	1 235	720	488	170
40 à 44 ans	928	683	466	245	116
45 ans ou plus	1 120	843	619	277	111
Total	13 106	8 596	3 292	4 510	1 023

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20A

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1996

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total 1996**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	3	23	4	289	1	13	2	3	36	**374**
Industries agricoles et alimentaires	6	8	11	14	2	2	2	—	83	**128**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	10	4	10	20	7	8	—	8	75	**142**
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	20	10	17	2	2	4	1	1	162	**219**
Fab. équipements électriques, électroniques	23	15	25	2	4	9	2	1	258	**339**
Construction	17	37	80	1 092	35	9	9	18	162	**1 459**
Commerce ; gros, détails, réparation	71	44	122	108	84	73	12	13	639	**1 166**
Hôtels, restaurants	54	83	186	160	69	22	2	6	462	**1 044**
Transports et communications	19	19	25	34	16	7	4	—	165	**289**
Activités financières	11	19	24	12	5	14	4	—	178	**267**
Immobilier, location, services aux entreprises	202	120	198	366	74	60	29	7	1 421	**2 477**
Éducation	50	38	31	6	60	33	17	3	463	**701**
Santé et action sociale	26	15	42	22	63	20	—	—	183	**371**
Services collectifs, sociaux, personnels	58	40	78	44	58	29	10	—	488	**805**
Services domestiques	17	49	32	489	52	17	4	—	308	**968**
Administration publique, activités extra-territoriales	5	4	7	3	18	4	—	—	28	**69**
Autres (3)	56	23	49	39	19	17	2	3	424	**632**
Total	**648**	**551**	**941**	**2 702**	**569**	**341**	**100**	**63**	**5 535**	**11 450**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	92	228	296	1 727	146	70	14	18	1 008	**3 599**
Ouvriers et employés qualifiés	149	120	299	935	318	168	43	30	1 568	**3 630**
Techniciens et agents de maîtrise	99	62	86	18	36	21	8	2	574	**906**
Cadres et ingénieurs	308	141	260	22	69	82	35	13	2 385	**3 315**
Total	**648**	**551**	**941**	**2 702**	**569**	**341**	**100**	**63**	**5 535**	**11 450**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-20B

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1995

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total 1995**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	8	16	1	360	2	19	2	2	60	**470**
Industries agricoles et alimentaires	4	6	6	17	7	6	—	1	68	**115**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	4	6	7	17	7	6	5	10	94	**156**
Ind. chimique, caoutchouc et plastiques	24	14	21	6	4	2	1	—	181	**253**
Fab. équipements électriques, électroniques	29	9	35	9	6	7	3	2	293	**393**
Construction	17	38	81	1 241	22	12	9	21	431	**1 872**
Commerce ; gros, détails, réparation	92	50	121	131	47	61	14	16	817	**1 349**
Hôtels, restaurants	69	65	169	164	49	27	3	9	594	**1 149**
Transports et communications	23	16	15	31	12	12	3	1	224	**337**
Activités financières	29	26	27	10	4	12	3	1	217	**329**
Immobilier. location. services aux entreprises	171	116	161	378	79	63	19	6	1 397	**2 390**
Éducation	63	50	31	5	172	63	22	1	552	**959**
Santé et action sociale	28	17	26	16	53	12	3	—	204	**359**
Services collectifs, sociaux, personnels	49	87	82	35	44	22	2	1	576	**898**
Services domestiques	10	64	18	533	30	17	2	1	498	**1 173**
Administration publique, activités extra-territoriales	2	3	7	1	24	5	5	—	54	**101**
Autres (3)	78	24	46	48	14	13	5	3	572	**803**
Total	**700**	**607**	**854**	**3 002**	**576**	**359**	**101**	**75**	**6 832**	**13 106**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	100	240	256	1 896	119	79	18	8	1 750	**4 466**
Ouvriers et employés qualifiés	174	158	273	1 078	288	184	37	57	1 780	**4 029**
Techniciens et agents de maîtrise	104	76	73	11	32	23	10	—	695	**1 024**
Cadres et ingénieurs	322	133	252	17	137	73	36	10	2 607	**3 587**
Total	**700**	**607**	**854**	**3 002**	**576**	**359**	**101**	**75**	**6 832**	**13 106**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980.*r*	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985.*r*	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990.*r*	389,5	2 021	518	7 569	110	2.331	75	5 238
1991.*r*	395,8	1 928	494	7 547	107	2 150	61	5 397
1992	402,5	1 932	488	7 309	73	2 293	76	5 016
1993 *r*	408,5	1 889	466	7 056	66	2 367	84	4 689
1994	413,9	1 911	633	7 249	80	2 328	57	4 921
1995	419,5	1 865	646	7 086	96	2 470	56	4 616
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990	118,5	463	99	3 609	72	597	64	3 012
1991	127,6	537	88	3 921	83	579	70	3 342
1992.*r*	133,8	712	174	4 045	54	570	59	3 475
1993.*r*	138,9	695	148	4 113	33	578	58	3 535
1994 *r*	145,1	600	120	4 235	65	627	81	3 608
1995	152,3	649	92	4264	...	549	76	3 715
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980.*r*	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985.*r*	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990.*r*	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1991	366,5	1 612	494	6 316	72	2 181	54	4 135
1992.*r*	371,5	1 650	402	6 310	65	2 182	40	4 128
1993.*r*	376,5	1 588	418	5 900	50	2 226	34	3 675
1994 *r*	381,1	1 494	556	5 698	55	2 216	47	3 482
1995	385,6	1 507	604	5 644	56	2 338	33	3 306
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990	601,7	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1991	613,4	3 818	736	14 117	147	3 412	102	10 705
1992	625,2	3 791	872	14 239	137	3 347	91	10 892
1993	636,8	.3 503	899	13 432	135	3 205	93	10 227
1994.*r*	647,9	3 284	928	13 327	101	3 089	120	10 238
1995	658,9	3 318	1435	13 077	95	3 499	96	9 578

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1974, 1982 et 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980 *r*	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985 *r*	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990 *r*	5,2	20,0	6,0	13,5	10
1991 *r*	4,9	19,0	5,4	13,8	8
1992 *r*	4,8	18,1	5,7	12,6	10
1993	4,6	17,3	5,8	11,5	12
1994	4,6	17,5	5,6	11,9	8
1995	4,4	16,7	5,9	10,8	8
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990	4,1	31,7	5,2	26,4	17
1991	4,4	32,3	4,8	27,5	17
1992	5,3	30,3	4,3	26,0	15
1993	5,0	29,6	4,2	25,5	14
1994	4,1	29,2	4,3	24,9	19
1995	4,3	28,0	3,6	24,4	18
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1991	4,4	17,4	6,0	11,3	8
1992	4,4	17,0	5,9	11,1	6
1993	4,2	15,7	5,9	9,8	6
1994	3,9	15,0	5,8	9,1	8
1995	4,0	14,6	6,0	8,6	6
REUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980	6,0	24,2	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1991	6,2	23,0	5,6	17,5	7
1992	6,1	22,8	5,4	17,4	6
1993	5,5	21,1	5,0	16,1	7
1994	5,1	20,6	4,8	15,8	9
1995	5,0	19,8	5,3	14,7	7

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre: Mariages	Nombre: Divorces prononcés	Nombre: Nés vivants	Nombre: Décédés au total	Nombre: Mortalité infantile	Nombre: Excédent naturel	Taux pour 1000: Nuptialité (2)	Taux pour 1000: Natalité (2)	Taux pour 1000: Mortalité (2)	Taux pour 1000: Excédent naturel (2)	Taux pour 1000: Mortalité infantile (3)
1975.....	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980.....	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985.....	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990.....	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1991.....	175,4	912	163	4 501	978	37	3 523	5,2	25,7	5,6	20,1	8,2
1992.....	179,8	824	165	4 405	931	38	3 474	4,6	24,5	5,2	19,3	8,6
1993	184,5	896	215	4 337	954	33	3 383	4,9	23,5	5,2	18,3	7,6
1994.....	189,5	898	214	4 267	1 060	43	3 207	4,7	22,5	5,6	16,9	10,1
1995.....	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1982, et 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre: Nés vivants	Nombre: Décédés au total	Nombre: Mortalité infantile	Nombre: Excédent naturel	Taux pour 1000: Natalité (2)	Taux pour 1000: Mortalité (2)	Taux pour 1000: Excédent naturel (2)	Taux pour 1000: Mortalité infantile (3)
1975.....	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980.....	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985.....	174,1	5 413	993	125	4 420	31,1	5,7	25,4	23,1
1990.....	197,0	5 565	982	64	4 583	28,2	5,0	23,3	11,5
1991.*r*.....	201,5	5 401	1 021	68	4 380	26,8	5,1	21,7	12,6
1992.*r*.....	205,8	5 310	1 057	67	4 353	25,8	5,1	20,7	12,6
1993 *r*	210,1	5 294	1 066	56	4 228	25,2	5,1	20,1	10,2
1994 *r*	214,2	5 109	1 082	50	4 027	23,9	5,1	18,8	9,8
1995.*p*....	218,1	4 885	1 126	50	3 759	22,4	5,2	17,4	10,2

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982 et 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	(1) Taux pour 1 000 Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1991	6,4	33	23	83	46	37	5,1	12,9	7,2	5,8
1992	6,4	27	7	96	38	58	4,2	14,9	5,9	9,0
1993	6,6	18	14	95	42	53	2,8	14,6	6,5	8,1
1994	6,6	24	13	81	48	33	3,7	12,3	7,3	5,0
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8

(1) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur les populations étrangères et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors Français par acquisition, par opposition aux Français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à une caractéristique invariable : le lieu de naissance. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1990, 3 596 602 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1 000 000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

Les immigrés sont au nombre de 4 166 000 en 1990, environ 2 858 000 d'entre eux sont étrangers, les 1 308 000 autres étant français par acquisition.

Les moins de 30 ans dans la population des immigrés représentent 25 % contre 40 % pour la France entière. Pour les âges les moins élevés, la différence est encore plus forte. Ceci est tout à fait logique et découle de la définition même de l'« immigration » qui est un flux alimenté uniquement par les naissances à l'étranger et non par les naissances en France d'enfants d'immigrés. À contrario, la part des 30-59 ans est beaucoup plus forte pour les immigrés que pour l'ensemble des individus résidant en France : 53 % contre 38 %.

L'écart entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes parmi les immigrés découle de l'histoire de l'immigration. En effet, durant les périodes où l'immigration était importante, elle était le fait de travailleurs qui partaient souvent seuls en laissant leur famille au pays.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les actes juridiques, la législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, a modifié les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant la réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concerne les jeunes étrangers nés en France relève du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

- Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

- Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)

Depuis le 1er janvier 1994, est créée une nouvelle procédure d'acquisition de la nationalité française : la manifestation de volonté. Elle s'applique aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art. 21.7 du Code civil).

● Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil).

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil.

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);

— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités »(1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

Publications :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires*, n°4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série INSEE-Résultats n°217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.

— « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection «Documents affaires sociales», décembre 1991, 117 pages.

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/20, *INSEE-Résultats,* n° 197, juillet 1992 et résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.

— « La politique de la nationalité en 1994 », ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, direction de la Population et des Migrations.

— « Les acquisitions de la nationalité française », *Chiffres clés 1994,* ministère de la Justice, ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration.

— « Immigration et présence étrangère en France 1995/1996 » Décembre 1996. Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de l'Intégration, direction de la Population et des Migrations.

— « Nationalité Française en 1995. Acquisitions et certificats traités par le ministère de la Justice » Etudes et Statistiques Justice 8. Ministère de la Justice - Janvier 1997.

— « La vie professionnelle des immigrés – les marques de l'histoire », *INSEE-Première,* n° 369, mars 1995.

— « Les jeunes d'origine portugaise », *INSEE-Première,* n° 427, février 1996.

— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », *INSEE-Première,* n° 457, mai 1996.

— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », *Données sociales 1996,* INSEE.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* INSEE, mai 1994.

— « Les immigrés en France », *Contours et caractères,* INSEE, février 1997.

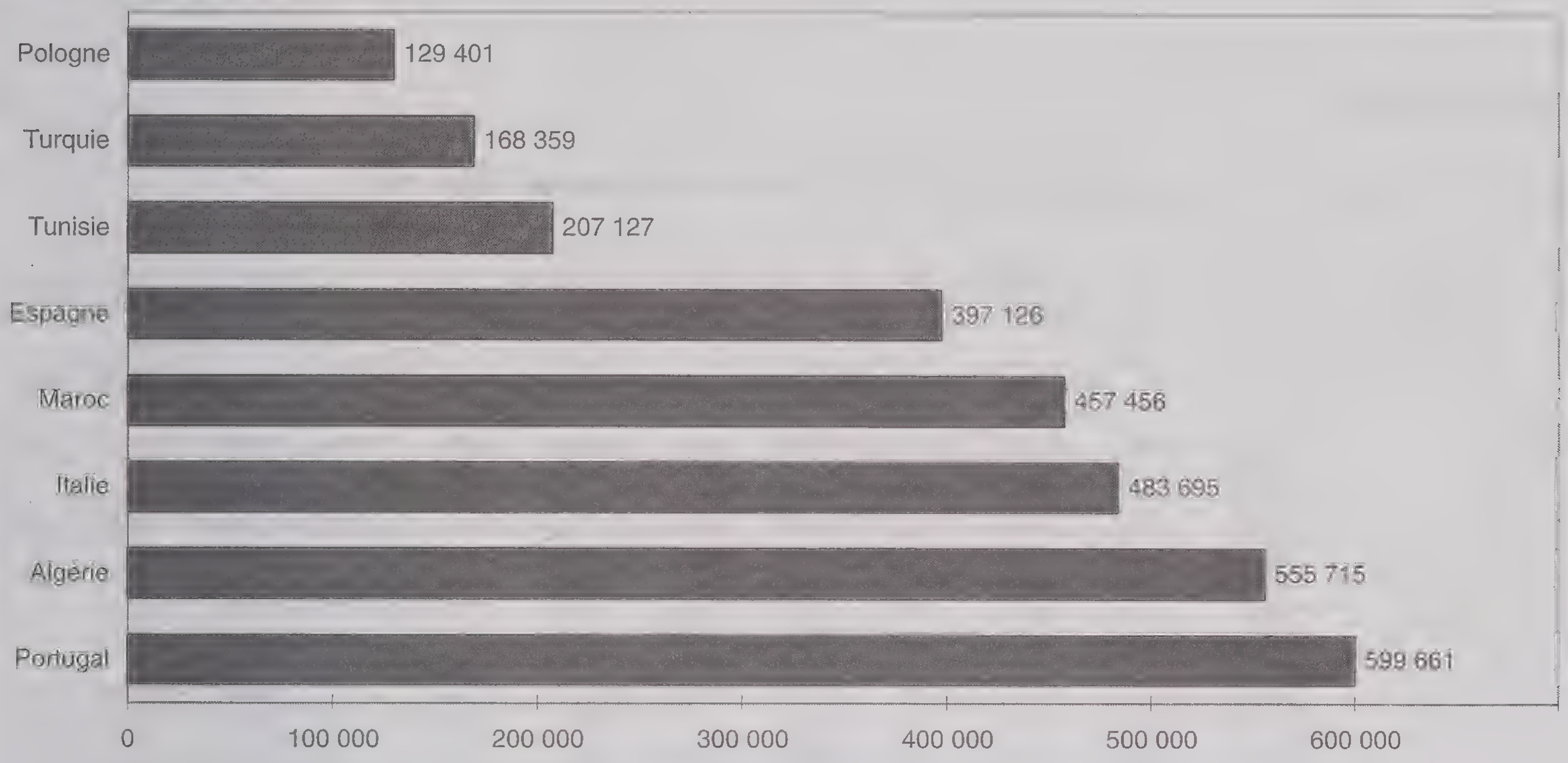
— « Les immigrés et leur famille », INSEE - Résultats n° 538-539, avril 1997.

— *OMISTATS (Annuaire des migrations),* Office des migrations internationales, 1996.

* * *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1990 suivant les principaux pays d'origine



Source : INSEE, recensement de la population de 1990

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39 848 182**	///	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///
Total étrangers	**1 743 619**	**100,0**	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1 547 286	88,7	2 090 235	60,7	1 768 176	47,6	1 459 113	40,6
dont : CEE	///	///	1 963 590	57,0	1 659 580	44,7	1 311 892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24 947	1,4	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5
Belges	153 299	8,8	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6
Espagnols	302 201	17,3	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0
Italiens	450 764	25,9	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0
Polonais	423 470	24,3	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3
Portugais	22 261	1,3	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1
Yougoslaves	20 858	1,2	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149 486	8,6	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7
Soviétiques, russes	50 934	2,9	12 450	0,4	7 452	0,2	4 661	0,1
Total nationalités d'Afrique	54 005	3,1	1 192 300	34,6	1 594 772	43,0	1 633 142	45,4
Algériens	22 114	1,3	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1
Marocains	16 458	0,9	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9
Tunisiens	1 916	0,1	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13 517	0,8	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7
Total nationalités d'Amérique	8 267	0,5	41 560	1,2	52 840	1,4	72 758	2,0
Total nationalités d'Asie	69 741	4,0	104 465	3,0	289 560	7,8	424 668	11,8
Turcs	7 770	0,4	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5
Autres nationalités	61 971	3,6	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13 386	0,8	1 405	0,1	1 400	∈	2 260	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité Grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes	**3 596 602**	**1 311 892**	**216 047**	**252 759**	**649 714**	**614 207**	**572 652**	**206 336**	**176 745**	**112 915**	**197 712**	**597 515**
0 à 14 ans	**758 980**	153 331	13 798	13 577	106 533	124 535	204 989	67 983	43 538	31 763	69 317	82 947
15 à 24 ans	**512 306**	173 161	17 537	14 701	117 705	72 837	93 375	26 159	30 360	21 750	43 997	73 885
25 à 34 ans	**636 876**	216 475	26 448	25 432	124 351	95 602	82 752	34 801	50 759	23 050	31 900	141 781
35 à 44 ans	**636 568**	224 893	25 236	32 837	132 764	109 513	101 608	41 160	34 719	16 760	32 542	109 429
45 à 54 ans	**469 017**	202 934	33 580	40 352	104 885	112 332	59 620	22 445	13 544	7 400	14 944	59 915
55 à 64 ans	**302 671**	161 999	43 392	51 568	48 056	71 592	24 168	10 168	3 168	5 536	3 368	41 655
65 ans et plus	**280 184**	179 099	56 056	74 292	15 420	27 796	6 140	3 620	657	6 656	1 644	87 903
Sexe masculin	**1 982 352**	**697 953**	**112 339**	**144 727**	**345 466**	**360 261**	**321 943**	**121 572**	**103 775**	**60 062**	**110 210**	**301 997**
0 à 14 ans	**389 070**	79 175	7 114	7 093	54 696	63 794	104 782	34 833	21 420	16 573	35 969	42 796
15 à 24 ans	**262 990**	88 979	9 177	8 165	62 662	37 193	48 657	13 481	14 678	12 070	23 495	33 412
25 à 34 ans	**328 550**	114 657	15 312	16 692	66 335	46 561	36 552	18 601	27 222	13 248	19 000	69 027
35 à 44 ans	**360 358**	120 949	13 560	21 661	69 316	54 645	62 800	26 720	25 391	9 343	19 014	57 908
45 à 54 ans	**305 341**	113 766	17 196	25 248	57 877	82 428	45 588	17 517	11 996	3 728	9 884	33 879
55 à 64 ans	**196 330**	92 798	23 032	31 204	27 112	55 332	19 400	8 396	2 720	2 508	2 144	24 482
65 ans et plus	**139 713**	87 629	26 948	34 664	7 468	20 308	4 164	2 024	348	2 592	704	40 493
Sexe féminin	**1 614 250**	**613 939**	**103 708**	**108 032**	**304 248**	**253 946**	**250 709**	**84 764**	**72 970**	**52 853**	**87 502**	**295 518**
0 à 14 ans	**369 910**	74 156	6 684	6 484	51 837	60 741	100 207	33 150	22 118	15 190	33 348	40 151
15 à 24 ans	**249 316**	84 182	8 360	6 536	55 043	35 644	44 718	12 678	15 682	9 680	20 502	40 473
25 à 34 ans	**308 326**	101 818	11 136	8 740	58 016	49 041	46 200	16 200	23 537	9 802	12 900	72 754
35 à 44 ans	**276 210**	103 944	11 676	11 176	63 448	54 868	38 808	14 440	9 328	7 417	13 528	51 521
45 à 54 ans	**163 676**	89 168	16 384	15 104	47 008	29 904	14 032	4 928	1 548	3 672	5 060	26 036
55 à 64 ans	**106 341**	69 201	20 360	20 364	20 944	16 260	4 768	1 772	448	3 028	1 224	17 173
65 ans et plus	**140 471**	91 470	29 108	39 628	7 952	7 488	1 976	1 596	309	4 064	940	47 410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	
				Total	dont CEE
Agriculteurs exploitants	**1 012 937**	992 525	11 748	8 664	6 200
Artisans	**850 464**	763 730	35 692	51 042	30 122
Commerçants	**795 706**	721 734	33 208	40 764	12 964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176 686**	163 422	6 676	6 588	3 772
Professions libérales	**311 110**	291 226	13 380	6 504	2 932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1 022 129**	949 108	33 329	39 692	12 656
Cadres d'entreprises	**1 359 823**	1 269 479	43 044	47 300	24 232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1 984 939**	1 901 796	45 225	37 918	13 745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1 392 225**	1 304 969	43 652	43 604	20 900
Techniciens	**762 430**	719 389	22 424	20 617	9 081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574 378**	528 714	21 252	24 412	16 696
Employés de la fonction publique	**2 411 670**	2 296 418	67 616	47 636	18 180
Employés administratifs d'entreprises	**2 343 544**	2 199 715	75 148	68 681	28 492
Employés de commerce	**968 749**	887 633	36 508	44 608	18 816
Personnel des services directs aux particuliers	**1 188 837**	993 272	52 852	142 713	77 825
Ouvriers qualifiés	**4 273 230**	3 697 190	153 258	422 782	188 555
Ouvriers non qualifiés	**3 068 065**	2 486 527	108 787	472 751	171 068
Ouvriers agricoles	**282 048**	232 000	7 144	42 904	15 576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276 266**	213 985	11 645	50 636	6 412
Inactifs divers	**231 475**	226 884	4 218	373	171
Total	**25 286 711**	22 839 716	826 806	1 620 189	678 395

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) (1) et le sexe

Année 1996

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1996)

Activité économique regroupée	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(2) %**	Effectif	(2) %	Effectif	(2) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**37 604**	**12,7**	33 101	14,9	4 503	6,0
Industries agricoles et alimentaires	**17 798**	**3,6**	11 282	3,7	6 516	3,4
Industrie des biens de consommation	**45 276**	**6,1**	22 760	6,4	22 516	5,9
Industrie automobile	**25 371**	**9,0**	24 568	10,3	803	1,9
Industrie des biens d'équipement	**32 209**	**4,2**	26 619	4,3	5 590	3,6
Industrie des biens intermédiaires	**104 435**	**7,4**	87 232	8,2	17 203	4,9
Énergie	**3 762**	**1,5**	3 762	1,9	–	–
Construction	**179 792**	**15,4**	175 552	16,3	4 240	4,4
Commerce	**120 412**	**4,9**	73 212	5,5	47 200	4,2
Transports	**37 526**	**4,4**	29 282	4,3	8 244	4,8
Activités financières	**10 860**	**1,6**	3 717	1,2	7 143	2,0
Activités immobilières	**35 448**	**15,4**	8 480	9,2	26 968	19,5
Services aux entreprises	**124 227**	**5,8**	75 402	6,2	48 825	5,2
Services aux particuliers	**159 598**	**11,2**	55 619	11,8	103 979	10,9
Éducation, santé, action sociale	**106 948**	**2,9**	36 399	3,6	70 549	2,7
Administrations	**47 686**	**1,8**	22 794	1,5	24 892	2,1
Activité indéterminée	**1 243**	**17,1**	816	28,2	427	9,8
Total	**1 090 195**	**5,6**	**690 597**	6,5	**399 598**	**4,5**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15 391 088**	**1 000 056**	**470 212**	**81 608**	**112 820**	**216 132**	**166 832**	**110 352**	**47 908**	**33 880**	**24 972**	**40 844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8 635 556**	405 576	250 396	54 372	76 352	82 204	49 264	21 744	10 140	6 996	7 916	7 496
1 enfant	**3 095 560**	205 524	103 620	13 904	17 668	61 752	32 400	16 316	8 704	7 376	4 948	8 032
2 enfants	**2 448 208**	172 912	81 312	9 196	12 880	50 928	28 464	16 404	9 168	6 184	4 452	8 512
3 enfants	**900 972**	106 500	28 064	3 344	4 744	17 184	24 140	19 748	9 692	5 008	3 900	8 548
4 enfants ou plus	**310 792**	108 544	6 820	792	1 176	4 064	32 564	36 140	8 316	8 316	3 756	8 256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12 089 972**	**1 391 440**	**379 788**	**45 808**	**62 732**	**232 588**	**318 308**	**280 460**	**103 440**	**78 976**	**43 580**	**88 092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de l'Intégration. Ministère de la Justice

	1985		1992		1993		1994		1995	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisition par décret	41 588	68,5	39 346	55,0	40 739	55,7	49 449	39,1	40 867	44,2
dont : enfants mineurs	11 978	19,7	12 349	17,2	13 157	18,0	15 567	12,3	12 041	13,0
Acquisition par déclaration (1)	19 089	31,5	32 249	45,0	32 425	44,3	43 633	34,5	21 017	22,7
Sous-total	**60 677**	100,0	**71 595**	100,0	**73 164**	100,0	**93 082**	73,7	**61 884**	67,0
Sans formalité à la majorité (estimations)		...	23 700	...	22 500					
Par manifestation de volonté							33 255	26,3	30 526	33,0
Total							**126 337**	100,0	**92 410**	100,0

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Ensemble des lieux de résidence (1) (2)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la Ville et de l'Intégration

Nationalités antérieures	1985	1993	1994	1995	1995 avec enfants mineurs (3)
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**14 445**	**3 963**	**4 694**	**4 245**	**5 660**
U E (à 12)	**12 044**	**2 375**	**2 701**	**2 532**	**3 363**
dont : Belges	284	81	90	77	102
Britanniques	190	37	58	89	92
Espagnols	3 840	337	332	287	341
Italiens	2 529	312	409	366	445
Portugais	4 891	1 549	1 721	1 630	2 290
Hors U E	**2 401**	**1 588**	**1 993**	**1 713**	**2 297**
dont : Polonais	828	443	477	438	618
Roumains	206	169	259	226	288
Yougoslaves	959	848	1 098	915	1 198
Nationalités d'Afrique	**6 809**	**15 082**	**19 415**	**16 313**	**22 703**
dont : Algériens	1 933	5 571	6 955	5 968	6 494
Marocains	1 997	5 690	7 486	6 063	9 734
Mauriciens	1 031	196	242	136	198
Togolais	270	206	198	144	196
Tunisiens	1 081	1 708	2 383	1 906	3 149
Nationalités d'Amérique	**1 013**	**908**	**1 009**	**1 005**	**1 548**
dont : Chiliens	205	188	182	142	192
Haïtiens	352	372	399	434	781
Nationalités d'Asie / Océanie	**7 135**	**7 568**	**8 605**	**7 046**	**10 664**
dont : Cambodgiens	1 434	1 477	1 675	1 377	2 249
Chinois	262	253	269	230	298
Iraniens	138	300	387	386	464
Laotiens	1 377	1 025	940	791	1 368
Libanais	621	1 120	1 368	1 040	1 403
Syriens	147	178	210	152	221
Turcs	462	953	1 241	1 118	1 875
Vietnamiens	2 241	1 474	1 589	1 231	1 715
Ex-Soviétiques	**106**	**35**	**35**	**55**	**69**
Diverses ou non précisées	**102**	**26**	**124**	**162**	**223**
Total	**29 610**	**27 582**	**33 882**	**28 826**	**40 867**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.
(2) Les enfants mineurs, donc devenus français par effet collectif, ne sont pas compris dans la ventilation par nationalité jusqu'en 1994.
(3) En 1995, pour la première fois, les effectifs d'acquisitions par des enfants mineurs sont connus par nationalité.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387 034**	**24 992**	**189 187**	**12 516**	**197 847**	**12 476**
0 à 14 ans	**96 353**	**5 116**	48 709	2 523	47 644	2 593
15 à 24 ans	**78 080**	**4 163**	39 130	1 915	38 950	2 248
25 à 39 ans	**95 151**	**10 839**	46 779	5 446	48 372	5 393
40 à 59 ans	**72 036**	**4 227**	34 697	2 303	37 339	1 924
60 ans ou plus	**45 414**	**647**	19 872	329	25 542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117 516**	**10 201**	68 258	6 403	49 258	3 798
Salariés	**93 809**	**8 174**	49 795	5 086	44 014	3 088
Non salariés	**23 707**	**2 027**	18 463	1 317	5 244	710
Chômeurs	**53 553**	**4 947**	24 325	2 203	29 228	2 744
GUYANE						
Population totale	**114 808**	**34 002**	**59 799**	**18 631**	**55 009**	**15 371**
0 à 14 ans	**38 311**	**8 769**	19 473	4 477	18 838	4 292
15 à 24 ans	**20 555**	**6 270**	10 593	3 275	9 962	2 995
25 à 39 ans	**30 303**	**11 395**	16 061	6 363	14 242	5 032
40 à 59 ans	**18 868**	**6 261**	10 348	3 746	8 520	2 515
60 ans ou plus	**6 771**	**1 307**	3 324	770	3 447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36 584**	**9 975**	23 430	7 692	13 154	2 283
Salariés	**30 173**	**7 560**	19 296	6 293	10 877	1 267
Non salariés	**6 411**	**2 415**	4 134	1 399	2 277	1 016
Chômeurs	**11 812**	**5 872**	6 333	3 446	5 479	2 426
MARTINIQUE						
Population totale	**359 579**	**3 133**	**173 878**	**1 613**	**185 701**	**1 520**
0 à 14 ans	**82 989**	**398**	42 113	203	40 876	195
15 à 24 ans	**69 794**	**413**	35 197	200	34 597	213
25 à 39 ans	**86 980**	**1 341**	42 033	672	44 947	669
40 à 59 ans	**69 509**	**823**	32 703	459	36 806	364
60 ans ou plus	**50 307**	**158**	21 832	79	28 475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110 117**	**1 328**	60 137	897	49 980	431
Salariés	**94 356**	**934**	48 054	610	46 302	324
Non salariés	**15 761**	**394**	12 083	287	3 678	107
Chômeurs	**52 967**	**627**	24 628	259	28 339	368
RÉUNION						
Population totale	**597 828**	**2 251**	**294 256**	**1 078**	**303 572**	**1 173**
0 à 14 ans	**176 608**	**270**	89 177	140	87 431	130
15 à 24 ans	**120 647**	**432**	60 085	197	60 562	235
25 à 39 ans	**146 174**	**894**	72 220	393	73 954	501
40 à 59 ans	**103 003**	**455**	51 076	248	51 927	207
60 ans ou plus	**51 396**	**200**	21 698	100	29 698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146 253**	**592**	90 526	431	55 727	161
Salariés	**124 044**	**462**	72 597	332	51 447	130
Non salariés	**22 209**	**130**	17 929	99	4 280	31
Chômeurs	**86 108**	**398**	45 889	177	40 219	221

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays d'origine en 1990

Source : INSEE

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale	**56 651 955**	**1 780 279**	**27 565 056**	**791 396**	**29 086 899**	**988 883**
Total immigrés	**4 165 952**	**1 307 926**	**2 168 271**	**570 693**	**1 997 681**	**737 233**
Total pays d'Europe	**2 080 608**	**869 558**	**988 304**	**353 586**	**1 092 304**	**515 972**
dont : U E	1 782 598*r*	703 983	861 504*r*	290 013	921 094	413 970
Allemagne (ex - RFA)	114 288	59 711	41 325	15 889	72 963	43 822
Belgique	91 629	40 644	36 379	10 848	55 250	29 796
Espagne	397 126	209 010	186 621	90 081	210 505	118 929
Italie	483 695	272 461	240 746	120 120	242 949	152 341
Pologne	129 401	87 458	48 180	31 810	81 221	55 648
Portugal	599 661	98 710	313 479	46 122	286 182	52 588
Yougoslavie	67 122	23 533	35 162	11 777	31 960	11 756
Autres pays d'Europe (sauf ex - URSS)	197 686	78 031	86 412	26 939	111 274	51 092
EX- URSS	**19 425**	**13 764**	**6 881**	**4 388**	**12 544**	**9 376**
Total pays d'Afrique	**1 495 480**	**270 022**	**875 394**	**139 824**	**620 086**	**130 198**
Algérie	555 715	77 886	331 631	41 511	224 084	36 375
Maroc	457 456	62 478	264 275	32 232	193 181	30 246
Tunisie	207 127	65 470	121 688	33 337	85 439	32 133
Autres pays d'Afrique	275 182	64 188	157 800	32 744	117 382	31 444
Total pays d'Amérique	**93 231**	**25 037**	**41 533**	**9 981**	**51 698**	**15 056**
Total pays d'Asie	**474 200**	**128 929**	**254 799**	**62 694**	**219 401**	**66 235**
Turquie	168 359	19 384	94 189	9 392	74 170	9 992
Cambodge, Laos, Viêt-nam	154 467	66 214	78 243	31 080	76 224	35 134
Autres pays d'Asie	151 374	43 331	82 367	22 222	69 007	21 109
Océanie	**3 008**	**616**	**1 360**	**220**	**1 648**	**396**

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1990 selon le pays d'origine

Source : INSEE

Âge atteint en 1990	**Total**	*dont* U E	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autre Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Les deux sexes	**4 165 952**	**1 782 598**	**397 126**	**483 695**	**599 661**	**555 715**	**457 456**	**207 127**	**275 182**	**154 467**	**168 359**	**867 164**
0 à 14 ans	**237 199**	32 930	2 737	2 520	13 743	32 403	52 178	9 786	29 410	9 758	23 104	61 560
15 à 24 ans	**448 089**	117 141	10 031	6 291	76 556	63 126	76 775	16 671	46 563	34 957	41 829	75 290
25 à 34 ans	**763 635**	277 460	49 161	30 709	152 841	88 404	94 138	42 245	91 476	37 047	33 812	143 802
35 à 44 ans	**861 967**	333 901	58 949	67 863	158 788	121 746	116 485	54 380	66 132	33 365	34 978	149 281
45 à 54 ans	**656 766**	303 591	63 520	76 540	120 941	127 320	70 676	34 761	26 272	15 800	15 968	104 968
55 à 64 ans	**503 690**	282 914	86 736	103 008	56 292	83 476	33 684	25 788	9 212	11 708	4 788	88 998
65 ans et plus	**694 606**	434 661	125 992	196 764	20 500	39 240	13 520	23 496	6 117	11 832	13 880	243 265
Sexe masculin	**2 168 271**	**861 504**	**186 621**	**240 746**	**313 479**	**331 631**	**264 275**	**121 688**	**157 800**	**78 243**	**94 189**	**379 599**
0 à 14 ans	**122 202**	17 174	1 421	1 340	7 114	16 507	27 598	5 125	14 209	5 053	12 232	31 603
15 à 24 ans	**225 563**	56 791	4 807	3 223	39 391	31 980	40 306	8 653	22 724	18 517	22 311	33 651
25 à 34 ans	**376 622**	134 850	24 532	16 409	76 565	41 394	41 998	22 393	48 675	19 449	20 100	65 107
35 à 44 ans	**465 083**	167 527	28 321	36 770	82 876	61 150	71 293	34 540	43 884	17 760	20 510	67 979
45 à 54 ans	**389 653**	153 338	28 528	41 580	66 153	91 516	51 480	24 009	19 648	8 192	10 488	48 059
55 à 64 ans	**286 166**	144 170	41 256	55 532	31 156	62 680	23 932	16 148	5 892	4 740	2 820	42 010
65 ans et plus	**302 982**	187 654	57 756	85 892	10 224	26 404	7 668	10 820	2 768	4 532	5 728	91 190
Sexe féminin	**1 997 681**	**921 094**	**210 505**	**242 949**	**286 182**	**224 084**	**193 181**	**85 439**	**117 382**	**76 224**	**74 170**	**487 565**
0 à 14 ans	**114 997**	15 756	1 316	1 180	6 629	15 896	24 580	4 661	15 201	4 705	10 872	29 957
15 à 24 ans	**222 526**	60 350	5 224	3 068	37 165	31 146	36 469	8 018	23 839	16 440	19 518	41 639
25 à 34 ans	**387 013**	142 610	24 629	14 300	76 276	47 010	52 140	19 852	42 801	17 598	13 712	78 695
35 à 44 ans	**396 884**	166 374	30 628	31 093	75 912	60 596	45 192	19 840	22 248	15 605	14 468	81 302
45 à 54 ans	**267 113**	150 253	34 992	34 960	54 788	35 804	19 196	10 752	6 624	7 608	5 480	56 909
55 à 64 ans	**217 524**	138 744	45 480	47 476	25 136	20 796	9 752	9 640	3 320	6 968	1 968	46 988
65 ans et plus	**391 624**	247 007	68 236	110 872	10 276	12 836	5 852	12 676	3 349	7 300	8 152	152 075

(1) Cambodge, Laos et Viêt-nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages au 1er janvier.
2. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
3. Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990. DOM.
7. Structure des ménages au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » et de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de familles à un seul parent est en progression. Le veuvage n'est plus la principale cause de création de familles monoparentales; il est remplacé par le divorce et les séparations. Ainsi, un jeune de moins de vingt ans sur dix vit aujourd'hui avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

Selon la projection réalisée en 1994, le nombre de ménages augmenterait d'un quart en trente ans, à partir de 1990, pour atteindre 27 millions en 2020. Mais sa progression se ralentirait sensiblement : 140 000 ménages supplémentaires par an, en moyenne, au terme de la projection, soit 100 000 de moins qu'entre 1982 et 1990.

Mouvements de générations, mortalité et migrations sont à l'origine de 216 000 ménages supplémentaires, en moyenne chaque année de 1990 à 1995, soit 87 % de l'accroissement total.

Plus que jamais la croissance démographique et les mouvements des générations rythmeront l'évolution du nombre de ménages. Dès maintenant, arrivent à l'âge adulte les enfants issus des générations de l'après-guerre, moins nombreux que leurs parents. Vers 2010, lorsque ces derniers atteindront l'âge de la retraite, seul augmentera donc le nombre des ménages les plus âgés.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou à défaut d'actif le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Projection de ménages

La projection repose, dans un premier temps, sur une extrapolation tendancielle des modes de cohabitation, à sexe et âge donné.

Ensuite les taux de personnes de référence, également différenciés selon le sexe, l'âge et le mode de cohabitation, sont eux aussi prolongés, puis appliqués à la projection des individus, qu'ils transforment en une répartition des personnes de référence selon les mêmes critères. Les projections du nombre de ménages sont réalisées après chaque recensement. Les données présentées ici sont issues de la projection élaborée à partir du recensement général de la population.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE Première :

— « Les étapes de la vie familiale », n° 278, septembre 1993;

— « Le mariage en déclin, la vie en couple aussi », n° 392, juillet 1995;

— « Femme au foyer : un modèle qui disparaît », n° 403, septembre 1995;

— « Mariage, divorce et union libre », n° 482, août 1996;

— « Vivre sous le même toit - Modèles familiaux dans l'Union européenne », n° 493, octobre 1996.

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », n° 34, juillet 1994.

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

Économie et statistique :

— « Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite », n° 267, juillet 1993.

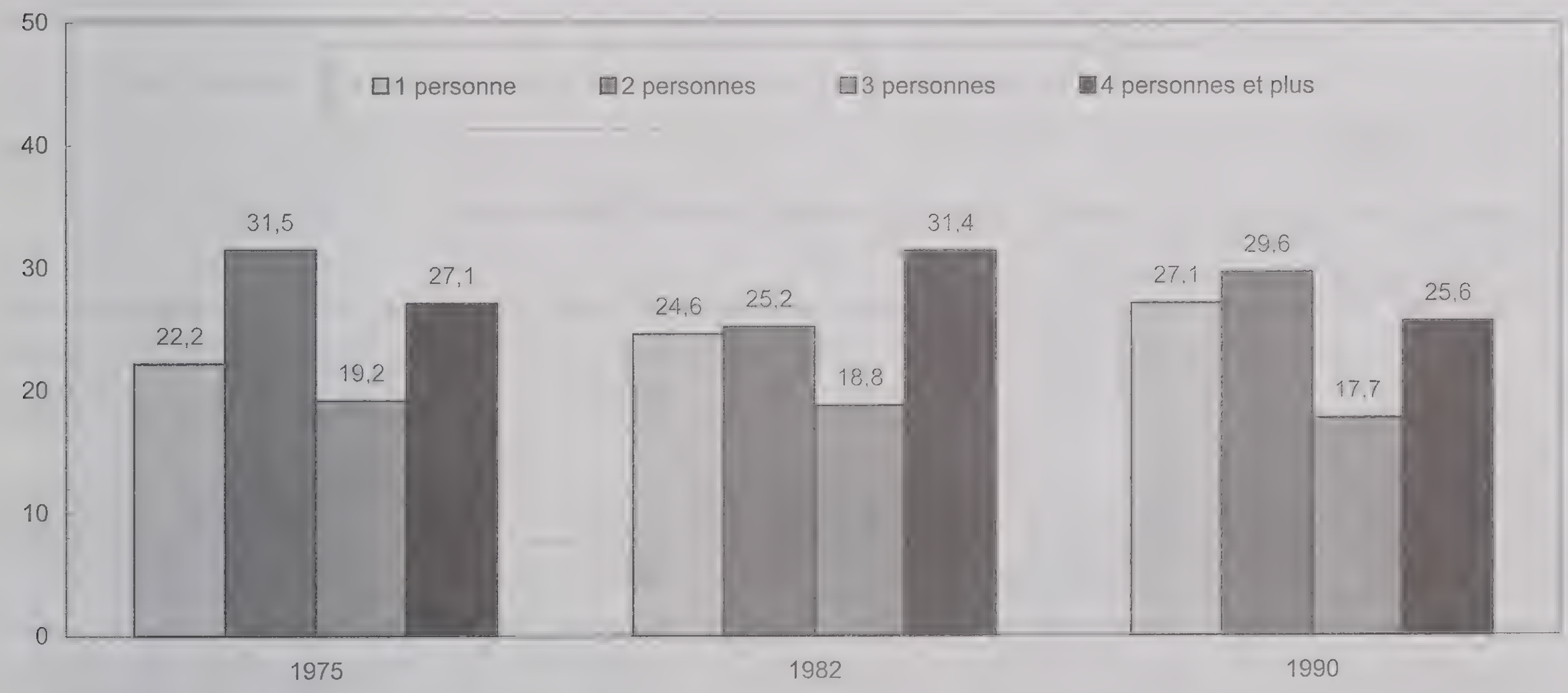
Données sociales 1996, INSEE, « La famille dans l'espace français »

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

En %



Source : INSEE (Recensements de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division «Logement») — *Unité* : millier

	(2) 1975	(2) 1982	(2) 1990	1994	1995	1996	1997	2000	2005	2010	2015	2020
Nombre de ménages.....	17 745	19 589	21 520	22 516	22 748	22 965	23 177	23 800	24 722	25 549	26 259	26 951

(1) Il s'agit de projections calculées à partir du recensement de 1990, «projections à taux variable» se basant sur une répartition des individus selon trois critères : le sexe, l'âge et le mode de cohabitation.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	1990
Ensemble des ménages	**17 744 985**	**19 588 924**	**21 542 152**
Nombre de personnes :			
1	3 935 260	4 811 476	5 845 140
2	5 591 208	4 937 025	6 368 948
3	3 401 060	3 679 188	3 821 700
4	2 729 820	3 172 216	3 371 484
5	1 452 770	1 440 324	1 439 144
6 ou plus.....	1 289 050	894 512	695 736
Nombre total de personnes	51 151 300	52 987 260	55 396 580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52 599 430**	**25 744 475**	**26 854 955**	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**
Population des ménages	51 151 300	24 942 370	26 208 930	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588
Population non réintégrée	50 150 270	24 228 820	25 921 450	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416
Population réintégrée	1 001 030	713 550	287 480	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172
dont : Elèves internes	642 910	383 060	259 850	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968
Militaires	307 450	298 950	8 500	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204
Population des collectivités	1 154 005	600 030	553 975	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972
Foyers de travailleurs	264 810	237 370	27 440	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127 520	69 580	57 940	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792
Maisons de retraite, hospices	356 965	121 350	235 615	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056
Hospitalisation longue durée	173 100	87 225	85 875	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832
Communautés religieuses	104 330	19 495	84 835	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324
Autres collectivités	127 280	65 010	62 270	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163 940	95 870	68 070	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960
Population non réintégrée des établissements	130 185	106 205	23 980	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21 542 152**	**874 036**	**1 811 904**	**4 410 532**	**4 050 376**	**3 293 588**	**4 410 584**	**2 691 132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2 171 364**	217 844	299 600	428 628	302 760	263 824	375 352	283 356
femme	**3 673 776**	250 252	244 384	283 872	218 624	334 980	1 074 292	1 267 372
Autre ménage sans famille	**443 148**	68 664	47 132	62 512	54 904	63 268	63 044	83 624
Famille principale monoparentale :	**1 551 824**	34 452	90 300	366 244	424 280	258 240	227 124	151 184
Homme avec enfant(s)	**225 924**	648	3 340	31 032	72 836	53 288	40 392	24 388
Femme avec enfant(s)	**1 325 900**	33 804	86 960	335 212	351 444	204 952	186 732	126 796
Famille principale comprenant un couple :	**13 702 040**	302 824	1 130 488	3 269 276	3 049 808	2 373 276	2 670 772	905 596
Homme et femme actifs	**6 935 276**	229 176	903 016	2 393 808	2 119 740	1 150 392	135 500	3 644
Homme actif et femme inactive	**2 924 320**	47 344	205 340	838 564	874 876	791 200	160 632	6 364
Homme inactif et femme active	**591 076**	11 224	14 008	22 512	30 512	155 260	344 352	13 208
Homme et femme inactifs	**3 251 368**	15 080	8 124	14 392	24 680	276 424	2 030 288	882 380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15 391 088**	**6 484 272**	**3 667 508**	**3 344 508**	**1 348 936**	**545 864**	**2 331 108**	**2 242 448**	**3 825 444**	**3 690 972**	**4 832 748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 601 704**	**426 260**	**683 788**	**336 080**	**107 868**	**47 708**	**159 212**	**185 292**	**368 696**	**433 336**	**751 312**
Homme actif	**159 804**	19 316	88 748	37 228	10 620	3 892	6 440	12 676	33 896	53 284	106 436
Homme inactif	**72 996**	51 432	15 812	3 920	1 040	792	416	564	1 708	4 220	23 592
Femme active	**907 952**	64 456	487 800	255 680	74 496	25 520	110 784	143 892	285 696	320 168	475 552
Femme inactive	**460 952**	291 056	91 428	39 252	21 712	17 504	41 572	28 160	47 396	55 664	145 732
Familles comprenant un couple :	**13 789 384**	**6 058 012**	**2 983 720**	**3 008 428**	**1 241 068**	**498 156**	**2 171 896**	**2 057 156**	**3 456 748**	**3 257 636**	**4 081 436**
Homme et femme actifs	**6 956 572**	1 940 296	2 087 528	2 149 012	630 360	149 376	1 363 556	1 268 696	2 088 596	1 980 736	2 228 284
Homme actif et femme inactive	**2 933 384**	683 240	599 660	762 260	571 620	316 604	774 232	756 112	1 297 240	1 150 632	1 349 512
Homme inactif et femme active	**599 312**	424 064	110 660	42 732	14 580	7 276	16 368	14 396	30 120	48 676	163 652
Homme et femme inactifs	**3 300 116**	3 010 412	185 872	54 424	24 508	24 900	17 740	17 952	40 792	77 592	339 988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480 860**	150 212	119 668	129 420	61 476	20 084	68 580	70 244	132 504	148 332	230 672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 094 644**	309 236	316 248	323 980	111 360	33 820	151 328	161 576	318 460	350 404	468 736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 611 408**	413 656	448 496	515 580	188 356	45 320	303 116	292 692	521 656	522 064	599 076
4. Professions intermédiaires	**2 203 768**	552 308	691 328	694 612	219 640	45 880	405 492	395 872	690 728	660 288	785 140
5. Employés	**1 476 544**	307 348	546 960	422 304	152 560	47 372	297 956	293 556	480 144	438 712	549 932
6. Ouvriers	**4 054 456**	964 100	1 128 892	1 111 600	550 120	299 744	1 016 176	958 204	1 550 876	1 376 036	1 516 392
7. Retraités	**3 886 448**	3 508 412	273 692	67 012	21 272	16 060	7 100	8 640	26 860	72 732	435 272
8. Autres sans activité professionnelle	**582 960**	279 000	142 224	80 000	44 152	37 584	81 360	61 664	104 216	122 404	247 528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76 752**	**85 629**	**112 478**	**15 647**	**21 063**	**33 285**	**76 135**	**82 265**	**106 536**	**103 962**	**120 861**	**157 853**
Nombre de personnes :												
1	16 202	17 746	22 265	4 186	5 138	7 300	16 230	16 982	22 790	14 325	13 874	20 481
2	12 315	14 775	22 077	2 829	4 399	6 701	11 342	14 932	21 293	15 420	17 954	26 477
3	9 561	12 511	19 987	2 233	3 431	5 731	9 618	12 635	18 572	14 776	20 037	30 229
4	9 264	12 374	19 238	2 043	2 902	5 153	8 999	12 868	18 070	14 561	21 979	32 171
5	7 562	9 502	12 807	1 449	1 914	3 422	7 611	9 673	11 423	11 916	16 611	21 817
6 ou plus	21 848	18 721	16 104	2 907	3 279	4 978	22 355	18 175	14 388	32 964	30 406	26 678
Nombre total de personnes	**320 678**	**323 400**	**383 627**	**54 415**	**70 241**	**112 953**	**321 323**	**321 811**	**355 498**	**475 532**	**509 232**	**593 684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112 478**	**106 536**	**33 285**	**157 853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22 265	22 790	7 300	20 481
Homme	12 165	12 375	4 888	11 044
Femme	10 100	10 415	2 412	9 437
Autre ménage sans famille	6 569	5 311	2 664	5 648
Famille principale monoparentale :	24 033	23 608	6 094	26 859
Homme + enfant(s)	3 589	3 185	1 274	4 192
Femme + enfant(s)	20 444	20 423	4 820	22 667
Famille principale comprenant un couple :	59 611	54 827	17 227	104 865
Homme et femme actifs	31 707	30 381	9 106	45 335
Homme actif et femme inactive	15 342	11 048	5 944	39 259
Homme inactif et femme active	2 660	2 899	461	4 070
Homme et femme inactifs	9 902	10 499	1 716	16 201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4 355	2 367	1 667	6 703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11 620	8 317	2 512	8 489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5 572	6 126	2 233	7 870
4. Professions intermédiaires	9 523	10 291	3 995	13 206
5. Employés	20 884	19 651	5 492	34 022
6. Ouvriers	25 220	23 696	9 761	47 906
7. Retraités	23 277	25 339	3 142	23 211
8. Autres sans activité professionnelle	12 027	10 749	4 483	26 446

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphiques. Pyramides des âges de la population au chômage en mars 1997 et mars 1996.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée, le statut et le type d'horaire de travail.

8B. Actifs à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des exploitants publics La Poste et France Télécom, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat, par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France Télécom par catégorie statutaire et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Exploitations des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Entre mars 1995 et mars 1997, selon l'enquête annuelle sur l'emploi (dont le champ concerne les ménages ordinaires), la population active a augmenté de 303 000 personnes, ce qui est conforme à la tendance observée depuis mars 1992.

La hausse du nombre d'actifs sur deux années concerne essentiellement la population des 50-54 ans : les générations nombreuses du « baby-boom » plus actives prennent la place de générations creuses plus âgées dont l'activité est plus faible. À l'inverse, l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) qui permet aux salariés âgés de 57 ans et demi ayant cotisé 40 ans de cesser leur activité par anticipation, renforce les retraits du marché du travail, plus particulièrement pour les hommes de 55 à 59 ans. Au-delà de 50 ans, le taux d'activité augmente depuis deux ans, passant de 20,6 % à 22,1 %.

Pour des raisons démographiques, le nombre d'actifs âgés de 20 à 24 ans diminue. Le taux d'activité des jeunes (15-24 ans), hommes et femmes, continue à baisser, en particulier celui des 20-24 ans, bien que l'accroissement du taux de scolarisation faiblisse. L'activité de la population des hommes et des femmes de 25 à 49 ans revient aux niveaux atteints en mars 1995, mais l'activité des femmes de plus de 35 ans continue d'augmenter.

De mars 1996 à mars 1997, selon l'enquête annuelle sur l'emploi, le nombre d'emplois a diminué de 62 000 personnes, alors qu'il avait augmenté de 148 000 entre mars 1995 et mars 1996. L'emploi masculin a davantage régressé (– 59 000) que l'emploi féminin (– 3 000). L'emploi non salarié poursuit son recul. Mais l'emploi salarié, contrairement aux années précédentes, a également baissé. La chute du nombre d'emplois a presque exclusivement concerné le secteur de la construction. En revanche, l'industrie et le secteur tertiaire ont été créateurs d'emplois entre mars 1996 et mars 1997. Le travail à temps partiel a augmenté deux fois plus vite que l'année dernière, retrouvant le rythme de croissance observé entre 1994 et 1995. Il concerne près de 17 % des emplois (31 % des emplois féminins). Mais 39,5 % des personnes qui travaillent à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

Le chômage au sens du BIT a augmenté de 53 000 chômeurs en un an; le taux de chômage atteint 12,3 % de la population active en mars 1997 contre 12,1 % l'année précédente. Parmi les jeunes de 20 à 24 ans, 14 % sont au chômage (ce chiffre qui est une part n'est pas comparable aux taux précédents).

Dans les départements d'outre-mer, les taux de chômage sont nettement plus élevés qu'en métropole : deux fois plus dans les Antilles et en Guyane, presque trois fois plus à la Réunion. On y entre plus jeune sur le marché du travail, on y reste plus tard. Chômage de longue durée, temps partiel, emplois temporaires sont courants dans un contexte où les emplois non qualifiés et de type artisanal sont particulièrement nombreux. Partout, le sous-emploi est important : plus de la moitié des actifs à temps partiel souhaiteraient travailler davantage.

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du dernier recensement de la population (soit mars 1990, pour la série 1990-1996).

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO); elles permettent d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice

établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;

— être disponible pour travailler;

— rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie.

La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont exploités par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Depuis le 1er janvier 1995, les relevés de contrats sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournira prochainement des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégories socio-professionnelles.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

- Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

- Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.
- Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM ont été créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administrations des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

  — catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;

  — catégorie B, chargée des fonctions d'application;

  — catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégories : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 249, décembre 1991, n° spécial : « Le marché du travail ».

N° 261, janvier 1993, n° spécial : « Activité professionnelle et emploi ».

N° 273, mars 1994 : « Emploi et chômage des « non-qualifiés » en France » (L. Bisault, V. Destival et D. Goux).

N° 282, février 1995 : « Chômage et salaires en France sur longue période » (P.Villa).

N° 298, octobre 1996 : « Le bilan de l'emploi en 1995 et au premier semestre 1996 ».

INSEE Première :

N° 307 : « Emploi et chômage dans les DOM en 1993 ».

N° 326 : « Générations et emploi depuis 1970 ».

N° 330 : « Chômage et emploi en mars 1994 ».

N° 342 : « Les salariés des collectivités territoriales en 1992 ».

N° 349 : « La métropolisation des emplois ».

N° 357 : « Chômage et marchés du travail régionaux ».

N° 389 : « Emploi et chômage en mars 1995 ».

N° 424 : « 45 ans de marché du travail dans les grands pays industrialisés ».

N° 431 : « Le chômage régional en 1994 ».

N° 434 : « L'évolution sociale de la population active ».

N° 452 : « Les jeunes en mars 1995, amélioration conjoncturelle sur le marché du travail ».

N° 455 : « Les ouvriers ».

N° 467 : « Chômage et emploi en mars 1996 ».

N° 477 : « Les employés ».

N° 502 : « Le chômage régional en 1995 ».

N° 530 : « Chômage et emploi en mars 1997 ».

INSEE-Résultats :

N° 370-371 : « Bilan formation-emploi 1993 ».

N° 415-416 : « Enquête sur l'emploi de 1994 ».

N° 423 : « Mouvement de Main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus, année 1994 ».

N° 424-425 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1991, 1992 et 1993 ».

N^{os} 448-449 : « Enquête sur l'emploi de 1995 ».

N° 454 : « Structure des emplois au 31 décembre 1993 ».

N^{os} 492-493 : « Enquête sur l'emploi de 1996 ».

N^{os} 494-495-496 : « L'emploi départemental et sectoriel de 1989 à 1994 ».

N^{os} 512-513 : « Les agents de l'Etat au 31 décembre 1991, 1992, 1993 ».

N^{os} 530-531 : « La fonction publique de l'Etat en 1993, 1994 et 1995 ».

N^{os} 542-543 : « L'emploi départemental et sectoriel en 1995 ».

N^{os} 567-568 : « Enquête sur l'emploi de 1997 ».

Données sociales, INSEE, édition 1996.

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières synthèses :

« Quinze ans de politique de l'emploi », n° 5, avril 1990 .

« Emploi, chômage et recrutement par famille professionnelle », n° 99, juillet 1995 .

« Le processus de création et de suppression d'emplois dans les établissements de plus de 50 salariés (1985-1994) », n° 117, novembre 1995 .

« Quand les entreprises réembauchent, le redémarrage de 1994 en regard de celui de 1988 », n° 123, février 1996 .

« De la mi-1994 à la mi-1995 : une embellie sur l'emploi », n° 129, mars 1996 .

Premières informations et premières synthèses :

« La population active devrait encore augmenter pendant une dizaine d'années », n° 07-1, février 1997.

« La dépense pour l'emploi en 1995 », n° 17-2, avril 1997 .

« 1996 : Premier bilan de l'emploi et du chômage », n° 24-2, juin 1997 .

« Les Français, le chômage et les mesures pour l'emploi au début 1997 », n° 25-1, juin 1997.

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1986-1996 », n° 29-2, juillet 1997.

- *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistiques du travail,* n^{os} 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^{os} 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^{os} 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Premières informations et premières synthèses :

« L'activité de l'intérim en 1995 », n° 34-3, août 1996 .

« Les mouvements de main-d'œuvre en 1995 : stabilisation de la part des embauches à durée indéterminée », n° 51-3, décembre 1996.

« Le travail intérimaire en 1995 », n° 13-2, mars 1997 .

« L'évolution de l'intérim de 1995 à 1996 », n° 22-1, mai 1997 .

Travail et Emploi, n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

- *Main-d'œuvre étrangère :*

Travail et Emploi, n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi ».

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 138, 4e trimestre 1995;

« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 5, octobre, 1996.

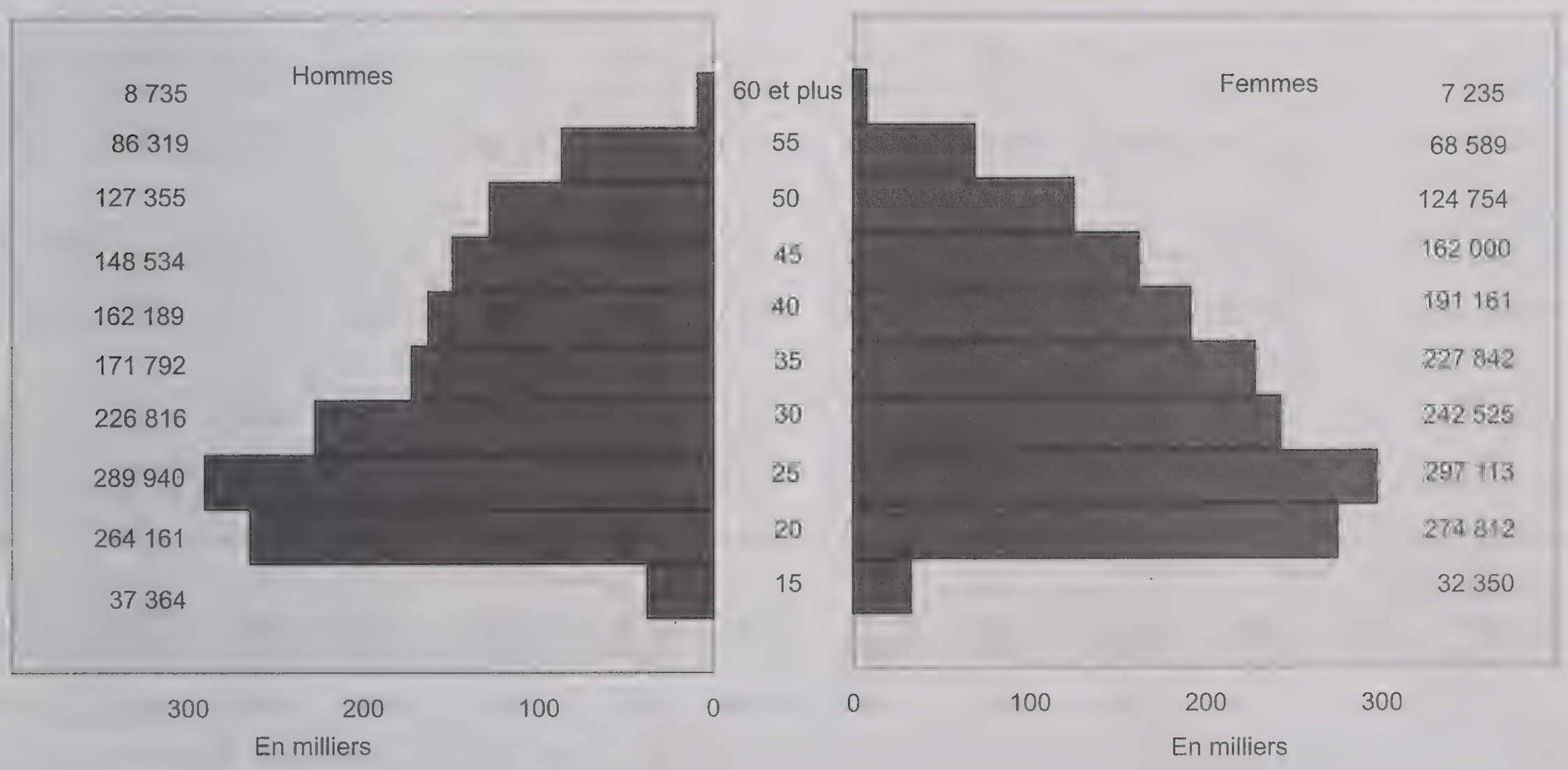
« Les aides à l'emploi marchand », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 7, août 1997.

« Bilan économique et social de la France », DARES, Direction de la Prévision, INSEE, septembre 1997.

* * *

Graphique C.01-1

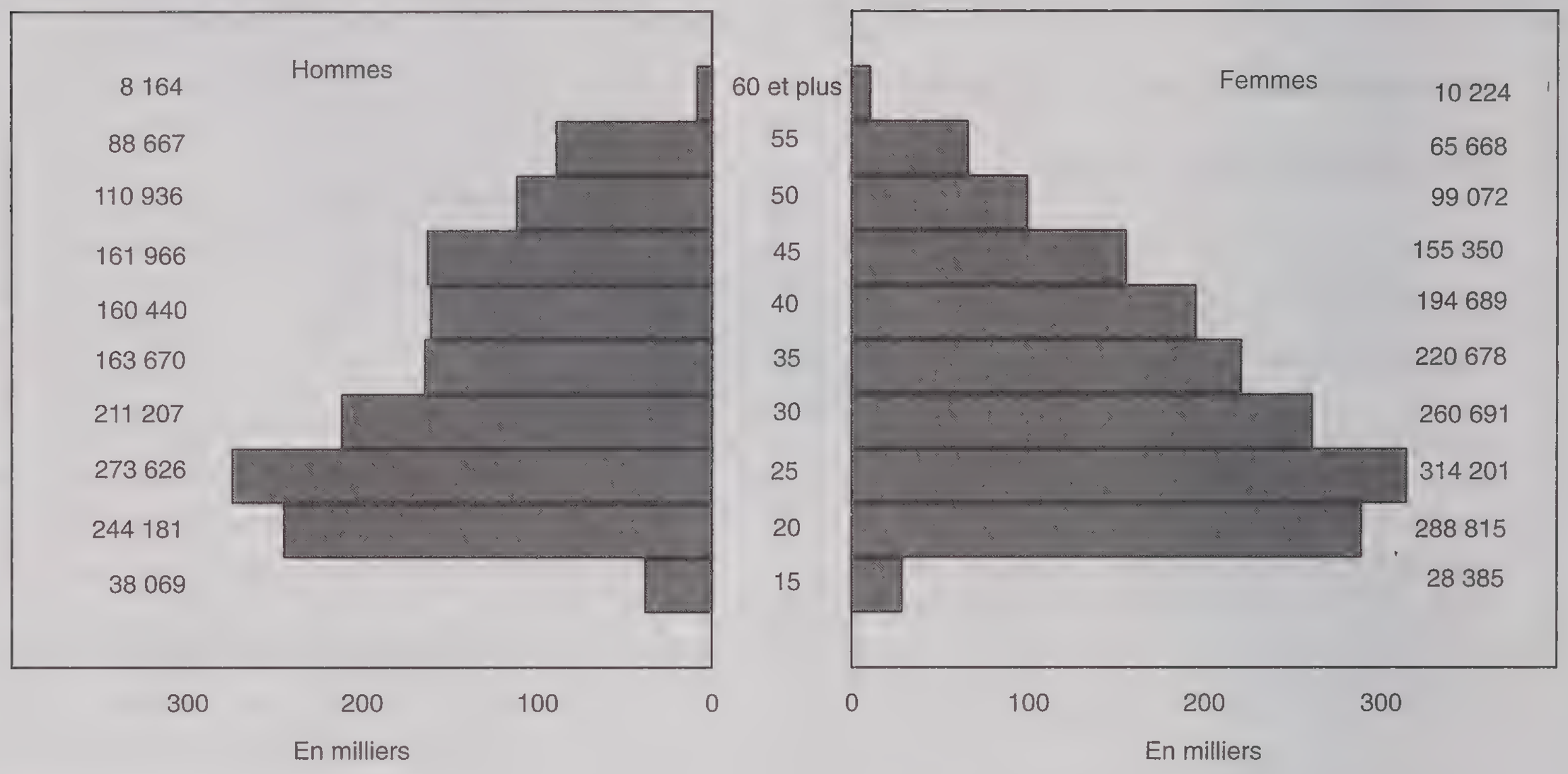
Pyramide des âges de la population au chômage en mars 1997



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

GRAPHIQUE C.01-2

Pyramide des âges de la population au chômage en mars 1996



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent (1)

En moyenne annuelle

Source : INSEE — *Unité :* Millier

	1986	1987	1988	1989	1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Salariés :											
Sexe masculin	10 554,6	10 566,6	10 672,3	10 857,9	10 987,2	10 972,1	10 841,9	10 641,9	10 606,0	10 745,1	10 718,8
Sexe féminin	7 865,0	7 971,7	8 105,1	8 295,0	8 481,2	8 609,3	8 680,0	8 729,1	8 799,9	8 941,3	9 036,1
Les deux sexes	**18 419,6**	**18 538,3**	**18 777,4**	**19 152,9**	**19 468,4**	**19 581,4**	**19 521,9**	**19 371,0**	**19 405,9**	**19 686,4**	**19 754,9**
Non salariés :											
Sexe masculin	1 983,0	1 962,2	1 931,5	1 907,0	1 882,3	1 850,1	1 797,9	1 756,8	1 744,6	1 727,9	1 695,3
Sexe féminin	1 148,0	1 130,9	1 120,7	1 086,5	1 045,8	1 010,5	968,3	912,0	858,6	827,5	804,5
Les deux sexes	**3 131,0**	**3 093,1**	**3 052,2**	**2 993,5**	**2 928,1**	**2 860,6**	**2 766,2**	**2 668,8**	**2 603,2**	**2 555,4**	**2 499,8**
Chômeurs :											
Sexe masculin	1 190,5	1 169,3	1 092,5	998,9	947,8	1 031,9	1 168,3	1 401,0	1 486,9	1 371,4	1 502,2
Sexe féminin	1 329,9	1 398,0	1 363,5	1 324,1	1 257,0	1 317,2	1 422,5	1 528,4	1 616,0	1 559,5	1 635,0
Les deux sexes	**2 520,3**	**2 567,2**	**2 456,0**	**2 323,0**	**2 204,9**	**2 349,1**	**2 590,8**	**2 929,4**	**3 102,9**	**2 930,9**	**3 137,2**
Militaires du contingent	**250,3**	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**240,5**	**225,1**	**219,9**	**212,4**	**206,1**	**199,9**
Population active totale :											
Sexe masculin	13 978,4	13 949,2	13 957,2	14 017,8	14 068,8	14 094,6	14 033,2	14 019,6	14 049,9	14 050,5	14 116,2
Sexe féminin	10 342,9	10 500,6	10 589,3	10 705,6	10 784,1	10 937,0	11 070,8	11 169,5	11 274,5	11 328,3	11 475,6
Les deux sexes	**24 321,2**	**24 449,7**	**24 546,5**	**24 723,4**	**24 852,9**	**25 031,6**	**25 104,0**	**25 189,1**	**25 324,4**	**25 378,8**	**25 591,8**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries ont été révisées sur la période 1986 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1975		1982		1990		1994		1995		1996		1997	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	8,7	4,7	8,8	4,4	9,5	4,4	9,4	4,3
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	55,9	47,9	55,3	46,9	55,4	46,8	54,3	44,9
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	93,4	79,1	92,5	78,9	92,5	77,8	92,0	77,7
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,8	77,0	96,7	78,4	96,6	78,6	96,1	77,0
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	96,6	77,0	96,5	77,6	97,1	78,4	97,0	77,7
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	96,3	79,0	96,3	79,4	96,8	80,4	96,3	80,3
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	95,1	76,9	95,1	77,1	95,1	78,2	95,1	78,1
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	91,0	68,3	90,8	69,9	92,0	71,5	91,9	72,1
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	66,4	46,3	66,1	48,5	67,9	49,1	68,3	50,0
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	18,0	14,9	17,0	14,4	17,2	14,8	16,1	14,4
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	5,1	3,6	4,6	2,9	4,6	3,6	4,0	2,5
De 70 à 74 ans (2)	7,6	4,0	4,6	2,1	1,6	0,7	2,5	0,7	2,4	0,8	2,6	0,6	2,2	0,9
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	0,8	0,3	0,6	0,3	0,8	0,2	0,6	0,2
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,7**	**47,0**	**62,3**	**47,2**	**62,7**	**47,6**	**62,3**	**47,2**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Le chiffre concerne les 70 ans et plus pour le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division emploi) — *Unité :* Millier

	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	250	283	335	330	283	309
25 à 49 ans	555	710	886	971	903	983
50 ans et plus	143	175	180	187	186	210
Total	**948**	**1 168**	**1 401**	**1 488**	**1 371**	**1 502**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	337	352	367	376	349	348
25 à 49 ans	775	916	1 015	1 092	1 059	1 117
50 ans et plus	145	155	146	148	152	170
Total	**1 257**	**1 423**	**1 528**	**1 616**	**1 560**	**1 635**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	587	635	702	706	631	657
25 à 49 ans	1 330	1 625	1 902	2 062	1 962	2 099
50 ans et plus	288	331	325	336	338	381
Total	**2 205**	**2 591**	**2 929**	**3 104**	**2 931**	**3 137**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Division emploi)

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Sexe masculin :						
15 à 24 ans	12,8	16,0	19,7	20,8	18,9	20,8
25 à 49 ans	5,8	7,2	8,9	9,6	8,9	9,7
50 ans et plus	5,7	7,2	7,6 *r*	7,9	7,9	8,8
Ensemble	**6,7**	**8,3**	**10,0**	**10,6**	**9,8**	**10,7**
Sexe féminin :						
15 à 24 ans	21,1	23,9	26,4	28,6 *r*	28,4	29,6
25 à 49 ans	10,5	11,7	12,6	13,3	12,7	13,3
50 ans et plus	7,9	8,9	8,4	8,5	8,4	9,1
Ensemble	**11,7**	**12,8**	**13,7**	**14,3** *r*	**13,7**	**14,3**
Les deux sexes :						
15 à 24 ans	16,5	19,6	22,7	24,4	23,2	24,7
25 à 49 ans	7,8	9,2	10,6 *r*	11,3	10,6	11,3
50 ans et plus	6,6	7,9	7,9	8,1 *r*	8,1	8,9
Ensemble	**8,9**	**10,3**	**11,6**	**12,3**	**11,5**	**12,3**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : OCDE (« Perspectives économiques » décembre 1996), INSEE

	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Pays de l'Union européenne :													
Autriche	1,6	4,2	4,5	4,9	4,7	4,3	4,7	5,2	5,3	6,1	5,9	5,9	6,2
Belgique	8,0	12,4	11,8	11,5	10,4	9,4	8,8	9,4	10,4	12,1	13,1	13,0	12,9
Danemark	7,0	9,0	7,8	7,8	8,6	9,3	9,6	10,5	11,3	12,3	12,2	10,3	8,9
Espagne	11,5	21,5	21,0	20,5	19,5	17,3	16,3	16,3	18,4	22,7	24,2	23,3	22,7
Finlande	4,7	5,0	5,4	5,1	4,5	3,5	3,5	7,6	13,1	17,9	18,4	17,2	16,4
France	**6,2**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,3**	**8,9**	**9,4**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**
Grèce	2,8	7,8	7,4	7,4	7,7	7,5	7,0	7,7	8,7	9,7	9,6	10,0	10,1
Irlande	7,3	17,0	17,0	16,8	16,1	14,6	13,2	14,7	15,5	15,6	14,1	12,2	12,0
Italie	5,6	8,6	9,9	10,2	10,5	10,2	9,1	8,6	8,8	10,2	11,3	12,0	12,2
Luxembourg	0,7	1,7	1,5	1,7	1,6	1,4	1,3	1,4	1,6	2,1	2,8	3,0	3,1
Pays-Bas	4,0	9,2	8,4	8,0	7,8	6,9	6,0	5,5	5,4	6,5	7,6	7,1	6,6
Portugal	8,0	8,7	8,6	7,1	5,8	5,1	4,7	4,1	4,2	5,6	6,9	7,2	7,2
Allemagne	3,2	8,0	7,7	7,6	7,6	6,9	6,2	6,7	7,7	8,9	9,6	9,4	10,3
Royaume-Uni	5,3	11,0	11,0	9,8	7,8	6,0	5,8	8,2	9,9	10,2	9,2	8,2	7,6
Suède	2,0	2,9	2,5	2,1	1,7	1,5	1,6	3,0	5,3	8,2	8,0	7,7	7,9
Total U.E	**5,6**	**10,2**	**10,3**	**10,0**	**9,4**	**8,5**	**7,9**	**8,5**	**9,6**	**11,1**	**11,6**	**11,2**	**11,4**
Autres pays de l'OCDE :													
Canada	7,5	10,5	9,6	8,8	7,8	7,5	8,1	10,4	11,3	11,2	10,4	9,5	9,6
États-Unis	7,2	7,2	7,0	6,2	5,5	5,3	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4
Japon	2,0	2,6	2,8	2,9	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,2	3,3

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1992		1993		*r* 1994		1995	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 147,5	273,7	1 089,9	270,0	1 053,1	269,9	1 023,5	275,9
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	607,5	534,2	599,5	530,2	592,4	526,1	589,0	523,7
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	235,6	223,3	217,2	206,3	207,9	197,4	197,1	187,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	240,3	225,2	233,1	217,0	232,8	217,3	229,3	215,1
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	150,1	149,7	148,3	147,9	148,4	148,1	150,6	150,3
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	266,4	242,9	252,7	231,4	247,9	226,3	245,8	224,3
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	304,5	303,3	293,9	292,8	287,1	286,2	290,9	289,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	179,9	178,8	170,7	169,7	164,6	163,7	161,9	160,9
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	463,6	447,5	435,7	420,4	437,4	421,9	439,9	424,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	249,2	240,4	227,4	219,0	227,2	218,5	225,8	215,9
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	208,1	200,9	197,6	191,1	195,0	188,8	194,3	187,4
Industrie textile	F2	165,1	161,7	148,6	144,6	137,2	133,4	133,6	130,8	130,4	127,5
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	215,8	205,3	205,9	195,7	205,7	194,9	202,9	192,4
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	368,0	365,2	351,8	348,9	351,6	348,2	352,4	348,8
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	489,5	467,5	455,0	435,4	454,6	434,5	462,5	442,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	176,8	174,9	174,6	172,5	179,2	176,7	184,0	181,3
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	57,3	57,3	55,1	55,1	51,4	51,4	49,8	49,8
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	203,9	203,6	204,6	204,3	208,2	207,9	207,4	207,2
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 523,1	1 246,0	1 438,7	1 180,6	1 447,6	1 186,7	1 428,0	1 162,4
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	431,3	365,6	426,4	365,8	431,6	372,9	439,8	377,3
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	955,1	903,0	929,0	879,1	927,4	877,2	934,9	884,3
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 566,8	1 204,0	1 570,6	1 210,0	1 590,1	1 229,6	1 593,2	1 243,7
Transports	K0	960,5	894,3	962,4	896,8	949,5	885,1	955,7	890,8	976,4	908,1
Activités financières	L0	720,7	690,4	697,5	671,7	692,6	667,0	696,5	671,0	695,8	670,4
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	331,0	296,3	333,3	300,3	331,1	303,2	328,7	298,8
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	482,6	481,4	477,3	475,8	469,7	467,9	463,5	462,0
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	954,5	831,0	977,3	848,6	999,9	873,3	1 023,1	896,8
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	692,2	638,5	686,4	630,7	760,1	706,1	782,2	729,6
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	128,7	128,5	130,0	129,8	131,3	131,1	131,6	131,4
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	749,0	557,1	763,2	570,5	774,5	583,7	774,2	595,2
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	331,2	274,1	345,2	287,4	353,6	298,9	374,1	314,5
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	463,2	391,7	485,9	409,4	503,4	427,3	538,7	466,4
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 653,0	1 634,9	1 685,4	1 666,9	1 711,0	1 691,9	1 725,0	1 707,1
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 177,3	1 946,7	2 228,9	1 997,5	2 272,0	2 038,8	2 302,5	2 067,9
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 037,1	2 035,6	2 053,0	2 051,4	2 071,8	2 070,0	2 079,5	2 077,8
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	237,1	234,8	243,9	241,7	253,0	251,0	262,6	260,7
Total	TT	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 086,0**	**19 376,2**	**21 866,5**	**19 238,6**	**22 058,3**	**19 479,6**	**22 191,3**	**19 659,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 16 (1)	1990		1992		1993		*r* 1994		1995	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 147,5	273,7	1 089,9	270,0	1 053,1	269,9	1 023,5	275,9
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	607,5	534,2	599,5	530,2	592,4	526,1	589,0	523,7
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	892,4	841,2	851,3	802,6	837,1	789,0	822,8	777,2
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	304,5	303,3	293,9	292,8	287,1	286,2	290,9	289,9
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	892,7	866,7	833,8	809,0	829,1	804,1	827,6	801,5
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 606,9	1 558,4	1 522,0	1 477,0	1 519,7	1 473,8	1 526,5	1 479,8
Énergie	EG	268,8	268,5	261,2	261,0	259,6	259,4	259,6	259,3	257,2	257,0
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 523,1	1 246,0	1 438,7	1 180,6	1 447,6	1 186,7	1 428,0	1 162,4
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 953,3	2 472,6	2 926,0	2 454,8	2 949,0	2 479,7	2 967,9	2 505,3
Transports	EK	960,5	894,3	962,4	896,8	949,5	885,1	955,7	890,8	976,4	908,1
Activités financières	EL	720,7	690,4	697,5	671,7	692,6	667,0	696,5	671,0	695,8	670,4
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	331,0	296,3	333,3	300,3	331,1	303,2	328,7	298,8
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 258,1	2 079,5	2 271,0	2 084,9	2 361,0	2 178,4	2 400,4	2 219,8
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 543,5	1 222,9	1 594,3	1 267,3	1 631,5	1 309,8	1 686,9	1 376,2
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	3 830,3	3 581,6	3 914,3	3 664,3	3 983,1	3 730,7	4 027,5	3 774,9
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 274,2	2 270,3	2 296,9	2 293,1	2 324,8	2 321,1	2 342,0	2 338,4
Total	TT	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 086,1**	**19 376,2**	**21 866,5**	**19 238,6**	**22 058,4**	**19 479,8**	**22 191,1**	**19 659,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.01-6

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1992		1993		*r* 1994		1995	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	210,4	63,3	207,4	62,6	207,2	62,6	211,8	64,1
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	333,0	201,2	329,3	200,9	326,4	199,7	325,2	198,6
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	56,2	167,2	52,9	153,4	51,5	145,8	49,3	138,3
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	135,8	89,4	130,4	86,6	130,5	86,8	129,2	85,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	69,5	80,3	68,7	79,3	68,2	80,0	69,5	80,8
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	149,6	93,3	142,7	88,7	140,1	86,1	138,8	85,5
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	251,4	51,9	243,0	49,8	238,5	47,7	242,0	47,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	151,8	27,0	144,6	25,1	139,3	24,4	136,9	24,0
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	381,0	66,6	357,6	62,8	358,9	63,0	361,3	63,3
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	163,2	77,3	148,4	70,6	148,4	70,1	146,8	69,1
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	165,5	35,4	157,0	34,1	155,1	33,7	154,0	33,4
Industrie textile	F2	82,5	79,3	74,0	70,7	68,6	64,9	67,8	63,0	66,5	61,1
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	155,9	49,4	148,8	46,9	149,2	45,7	147,8	44,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	271,7	93,5	261,0	87,9	260,7	87,4	261,2	87,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	386,1	81,4	359,8	75,7	358,1	76,3	365,1	77,4
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	109,4	65,5	107,8	64,7	110,7	66,0	114,3	67,0
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	48,6	8,7	46,4	8,7	43,2	8,2	41,8	8,0
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	162,6	41,0	163,3	41,0	166,2	41,7	165,4	41,8
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 135,3	110,7	1 075,4	105,2	1 082,1	104,6	1 059,1	103,3
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	293,2	72,4	293,4	72,4	298,8	74,1	301,9	75,4
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	596,4	306,5	579,8	299,3	578,7	298,5	584,7	299,7
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	442,7	761,3	446,0	764,0	456,5	773,1	465,0	778,7
Transports	K0	718,8	175,4	716,6	180,2	706,6	178,5	710,9	179,9	723,6	184,5
Activités financières	L0	309,8	380,7	298,8	372,9	296,0	371,1	299,5	371,5	301,4	368,9
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	127,5	168,8	127,7	172,6	129,3	173,9	126,1	172,7
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	273,3	208,1	270,0	205,9	265,6	202,3	262,7	199,3
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	440,0	390,9	451,4	397,2	466,8	406,5	485,6	411,1
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	368,6	269,9	359,8	270,9	416,3	289,8	426,3	303,2
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	74,9	53,6	75,9	53,8	76,2	55,0	76,3	55,1
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	276,9	280,2	284,5	286,0	293,0	290,6	298,9	296,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	145,0	129,0	151,9	135,6	157,1	141,8	164,5	150,0
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	48,0	343,7	47,7	361,7	49,4	377,9	50,8	415,6
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	563,9	1 070,9	573,2	1 093,7	580,5	1 111,4	585,0	1 122,1
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	453,6	1 493,1	466,1	1 531,4	477,6	1 561,2	485,0	1 582,9
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 076,6	959,0	1 076,0	975,4	1 082,6	987,4	1 078,3	999,5
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	94,8	140,0	97,3	144,5	102,2	148,9	106,5	154,1
Total	TT	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 701,9**	**8 674,3**	**10 516,0**	**8 722,9**	**10 643,1**	**8 836,6**	**10 708,6**	**8 950,7**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE (estimations annuelles d'emploi) — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	NES 16	1990		1992		1993		*r* 1994		1995	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	210,4	63,3	207,4	62,6	207,2	62,6	211,8	64,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	333,0	201,2	329,3	200,9	326,4	199,7	325,2	198,6
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	411,0	430,1	394,7	407,9	390,3	398,7	386,7	390,5
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	251,4	51,9	243,0	49,8	238,5	47,7	242,0	47,9
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	695,9	170,8	650,5	158,5	646,5	157,6	645,1	156,3
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 162,6	395,8	1 102,9	374,1	1 101,7	372,2	1 109,0	370,8
Énergie	EG	217,7	50,8	211,2	49,8	209,6	49,7	209,5	49,9	207,2	49,8
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 135,3	110,7	1 075,4	105,2	1 082,1	104,6	1 059,1	103,3
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 332,4	1 140,3	1 319,1	1 135,7	1 334,1	1 145,6	1 351,5	1 153,8
Transports	EK	718,8	175,4	716,6	180,2	706,6	178,5	710,9	179,9	723,6	184,5
Activités financières	EL	309,8	380,7	298,8	372,9	296,0	371,1	299,5	371,5	301,4	368,9
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	127,5	168,8	127,7	172,6	129,3	173,9	126,1	172,7
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 156,8	922,6	1 157,0	927,8	1 224,8	953,6	1 251,0	968,8
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	469,9	752,9	484,0	783,3	499,5	810,3	514,2	862,0
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 017,5	2 564,0	1 039,2	2 625,1	1 058,1	2 672,6	1 070,0	2 705,0
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 171,4	1 099,0	1 173,3	1 119,8	1 184,8	1 136,2	1 184,8	1 153,6
Total	TT	10 961,5	8 514,7	10 701,9	8 674,3	10 516,0	8 722,6	10 643,1	8 836,6	10 708,5	8 950,7

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

%

Taille de l'établissement	1990	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Ensemble						
1 à 9 salariés	24,2	24,4	25,2	25,9	26,0	25,9
10 à 49 salariés	28,7	28,9	29,0	29,0	28,8	28,9
50 à 199 salariés	22,9	22,8	22,5	22,5	22,6	22,6
200 à 499 salariés	11,6	11,6	11,4	11,3	11,5	11,6
500 salariés et plus	12,6	12,3	11,9	11,3	11,1	11,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 728,2**	**13 590,8**	**13 392,1**	**13 615,4**	**13 737,3**
dont :						
Industrie (1) (2)						
1 à 9 salariés	10,7	10,9	11,1	11,6	11,7	11,6
10 à 49 salariés	22,5	22,8	22,9	23,1	23,2	23,2
50 à 199 salariés	24,8	24,7	24,6	25,0	25,2	25,1
200 à 499 salariés	17,4	17,5	17,6	17,4	17,5	17,7
500 salariés et plus	24,6	24,1	23,8	22,9	22,4	22,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**4 263,7**	**4 089,9**	**3 900,5**	**3 865,4**	**3 863,3**
Bâtiment, génie civil et agricole (2)						
1 à 9 salariés	31,0	30,9	31,4	32,7	33,7	34,4
10 à 49 salariés	35,8	35,7	36,5	37,1	37,1	37,2
50 à 199 salariés	20,7	20,4	20,5	20,3	19,6	19,0
200 à 499 salariés	7,4	7,9	7,0	6,4	6,1	5,9
500 salariés et plus	5,1	5,1	4,6	3,6	3,5	3,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 318,2**	**1 249,3**	**1 186,0**	**1 191,3**	**1 167,5**
Tertiaire (2)						
1 à 9 salariés	30,4	30,4	31,2	31,7	31,4	31,1
10 à 49 salariés	30,9	30,9	30,9	30,7	30,1	30,3
50 à 199 salariés	22,2	22,3	21,7	21,6	21,9	22,0
200 à 499 salariés	9,2	9,1	9,1	9,1	9,6	9,6
500 salariés et plus	7,3	7,3	7,1	6,9	7,0	7,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 125,1**	**8 234,2**	**8 293,5**	**8 547,6**	**8 694,6**

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole (BGCA) devenu construction en 1993.
(2) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars) — *Unité :* Millier

	Non salariés						Salariés					
	1996			1997			1996			1997		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	502,0	39,8	7,9	481,4	33,7	7,0	221,8	20,8	9,4	217,0	14,7	6,8
Industries agricoles et alimentaires	55,7	0,7	1,3	61,3	0,8	1,3	306,7	11,1	3,6	320,8	11,5	3,6
Industries des biens de consommation	47,4	2,2	4,7	44,6	2,5	5,6	356,1	10,6	3,0	384,4	14,7	3,8
Industrie automobile	1,2	–	–	1,2	–	–	238,6	2,5	1,1	248,6	1,2	0,5
Industries des biens d'équipement	34,2	0,7	2,1	35,8	1,4	4,0	622,4	15,5	2,5	607,6	11,7	1,9
Industries des biens intermédiaires	50,8	0,8	1,6	44,0	1,9	4,2	1 066,9	23,1	2,2	1 064,7	24,7	2,3
Énergie	1,6	0,2	12,0	1,4	0,5	37,0	194,3	2,7	1,4	186,5	1,9	1,0
Construction	287,6	5,7	2,0	288,5	3,1	1,1	1 074,3	20,3	1,9	1 015,5	15,3	1,5
Commerce	345,8	11,2	3,2	341,2	10,7	3,1	1 332,7	54,2	4,1	1 313,8	67,6	5,1
Transports	59,2	1,0	1,7	64,8	2,0	3,0	684,9	24,5	3,6	690,5	19,3	2,8
Activités financières	25,2	0,4	1,4	26,8	–	–	308,6	5,8	1,9	308,7	9,0	2,9
Activités immobilières	28,4	1,4	5,1	24,0	1,3	5,4	92,5	4,0	4,3	99,6	5,9	5,9
Services aux entreprises	155,2	6,2	4,0	156,0	5,7	3,6	1 213,4	70,9	5,8	1 252,5	82,9	6,6
Services aux particuliers	181,2	16,6	9,2	170,5	15,6	9,2	472,3	80,0	16,9	498,4	94,4	19,0
Éducation, santé, action sociale	164,8	7,4	4,5	160,1	5,1	3,2	1 000,6	118,9	11,9	1 008,7	120,4	11,9
Administration	1,5	0,4	25,5	2,2	1,0	45,7	1 477,3	91,8	6,2	1 426,6	93,7	6,6
Activité indéterminée	0,8	–	–	0,4	–	–	2,9	0,2	7,0	3,8	0,3	7,1
Total	**1 943,4**	**94,8**	**4,9**	**1 904,1**	**85,3**	**4,5**	**10 666,2**	**556,8**	**5,2**	**10 647,7**	**589,4**	**5,5**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	274,9	93,4	34,0	255,7	83,0	32,5	75,1	24,8	33,1	77,7	29,8	38,4
Industries agricoles et alimentaires	37,9	2,4	6,2	37,0	1,8	4,9	190,2	40,6	21,3	204,0	48,3	23,7
Industries des biens de consommation	18,1	3,2	17,4	18,8	7,3	39,0	381,3	47,3	12,4	369,9	44,6	12,0
Industrie automobile	–	–	–	–	–	–	42,8	2,4	5,6	46,1	2,2	4,7
Industries des biens d'équipement	3,9	1,2	31,3	4,3	2,3	52,9	153,5	22,8	14,9	153,2	27,2	17,7
Industries des biens intermédiaires	14,5	4,4	30,2	11,8	3,9	33,6	352,2	43,0	12,2	340,0	39,1	11,5
Énergie	0,3	–	–	0,3	0,3	100,0	52,9	6,5	12,2	53,4	7,4	13,9
Construction	39,1	26,4	67,5	38,5	23,9	62,2	96,6	30,0	31,0	96,0	27,8	29,0
Commerce	210,0	27,6	13,1	199,3	30,9	15,5	1 133,9	370,7	32,7	1 114,7	387,2	34,7
Transports	10,1	3,3	32,3	12,1	4,1	33,7	173,0	40,6	23,5	164,2	36,1	22,0
Activités financières	9,2	3,1	33,8	12,4	2,8	22,7	364,6	60,3	16,5	344,5	67,4	19,6
Activités immobilières	9,2	2,9	31,3	9,9	1,9	19,6	138,0	36,0	26,1	147,7	42,8	29,0
Services aux entreprises	57,8	11,4	19,8	61,9	12,9	20,8	931,8	267,5	28,7	960,4	290,8	30,3
Services aux particuliers	172,3	24,0	13,9	165,4	25,0	15,1	956,0	494,1	51,7	981,1	528,7	53,9
Éducation, santé, action sociale	127,6	38,9	30,5	129,0	38,0	29,5	2 661,2	790,0	29,7	2 695,1	835,8	31,0
Administration	3,1	1,7	55,2	2,9	1,3	45,3	1 186,5	388,8	32,8	1 167,9	397,1	34,0
Activité indéterminée	–	–	–	0,4	–	–	4,4	1,0	23,9	2,8	0,3	11,8
Total	**987,9**	**243,7**	**24,7**	**959,7**	**239,6**	**25,0**	**8 894,0**	**2 666,6**	**30,0**	**8 918,7**	**2 812,7**	**31,5**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	776,9	133,2	17,2	737,2	116,8	15,8	297,0	45,6	15,4	294,6	44,5	15,1
Industries agricoles et alimentaires	93,6	3,1	3,3	98,3	2,6	2,7	497,0	51,7	10,4	524,7	59,8	11,4
Industries des biens de consommation	65,5	5,4	8,2	63,3	9,8	15,5	737,4	58,0	7,9	754,3	59,3	7,9
Industrie automobile	1,2	–	–	1,2	–	–	281,4	4,9	1,7	294,7	3,4	1,2
Industries des biens d'équipement	38,2	1,9	5,1	40,1	3,7	9,2	775,9	38,3	4,9	760,8	38,9	5,1
Industries des biens intermédiaires	65,3	5,2	7,9	55,7	5,8	10,4	1 419,1	66,1	4,7	1 404,7	63,8	4,5
Énergie	2,0	0,2	10,1	1,7	0,8	48,9	247,2	9,2	3,7	239,9	9,3	3,9
Construction	326,6	32,1	9,8	327,0	27,1	8,3	1 170,9	50,3	4,3	1 111,6	43,1	3,9
Commerce	555,8	38,9	7,0	540,5	41,6	7,7	2 466,5	424,9	17,2	2 428,5	454,8	18,7
Transports	69,3	4,3	6,2	76,9	6,0	7,8	858,0	65,1	7,6	854,7	55,4	6,5
Activités financières	34,4	3,5	10,0	39,2	2,8	7,2	673,2	66,1	9,8	653,1	76,3	11,7
Activités immobilières	37,6	4,3	11,5	33,9	3,2	9,5	230,5	40,0	17,4	247,4	48,7	19,7
Services aux entreprises	213,7	17,6	8,3	217,9	18,5	8,5	2 145,1	338,4	15,8	2 212,9	373,7	16,9
Services aux particuliers	353,5	40,6	11,5	335,9	40,7	12,1	1 428,3	574,1	40,2	1 479,5	623,2	42,1
Éducation, santé, action sociale	292,4	46,3	15,8	289,1	43,1	14,9	3 661,8	908,9	24,8	3 703,7	956,3	25,8
Administration	4,6	2,1	45,4	5,1	2,3	45,5	2 663,9	480,6	18,0	2 594,6	490,8	18,9
Activité indéterminée	0,8	–	–	0,8	–	–	7,3	1,2	17,1	6,7	0,6	9,1
Total	**2 931,3**	**338,6**	**11,5**	**2 863,8**	**324,9**	**11,3**	**19 560,2**	**3 223,4**	**16,5**	**19 566,4**	**3 402,1**	**17,4**

TABLEAU C.01-8B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité* : Millier

	Sexe masculin		Sexe féminin		Les deux sexes	
	1996		1997		1996	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	63,2	3,4	59,6	3,2	114,0	17,5
Aides familiaux	31,6	39,4	25,7	37,3	129,7	38,5
Salariés des services domestiques	6,2	36,4	12,8	54,2	298,8	66,0
Autres salariés du secteur privé	345,5	4,2	362,9	4,4	1 417,2	26,6
Salariés de l'État	26,4	2,5	33,6	3,2	212,0	26,7
Salariés des collectivités locales	66,2	6,3	76,3	7,2	510,9	25,1
Stagiaires et contrats aidés	112,1	64,9	103,8	64,7	227,7	81,9
Total	**651,2**	**5,3**	**674,7**	**5,5**	**2 910,3**	**29,5**

	1997		1996		1997	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	115,8	18,1	177,2	7,0	175,4	7,0
Aides familiaux	123,8	38,9	161,3	38,7	149,5	38,7
Salariés des services domestiques	325,3	68,5	305,0	64,9	338,1	67,9
Autres salariés du secteur privé	1 532,8	28,5	1 762,7	13,1	1 895,7	14,0
Salariés de l'État	206,7	27,3	238,4	12,8	240,3	13,4
Salariés des collectivités locales	534,1	25,9	577,1	18,7	610,4	19,7
Stagiaires et contrats aidés	213,8	83,7	339,8	75,4	317,6	76,4
Total	**3 052,3**	**30,9**	**3 561,5**	**16,0**	**3 727,0**	16,7

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1990	1992	1993	*r* 1994	1995
Nombre d'établissements	4 723	5 080	4 570	4 586	4 883
Effectifs salariés (1) en milliers :					
Hommes	207,3	167,0	167,2	213,6	210,2
Femmes	84,2	72,7	54,8	79,6	82,5
Ensemble	**291,5**	**239,7**	**222,0**	**293,3**	**292,7**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Unité : millier

	1995			1996			1997		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	59,8	101,0	999,1	64,5	101,0	966,7	64,9	105,6	898,6
25 à 39 ans	102,5	204,3	4 847,1	99,2	197,6	4 830,5	126,2	209,9	4 804,0
40 ans et plus	41,2	69,7	4 748,8	38,1	81,2	4 869,0	45,7	91,1	4 945,1
Total	**203,5**	**375,0**	**10 595,0**	**201,8**	**379,8**	**10 666,2**	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**
Femmes : Moins de 25 ans	23,6	108,1	690,2	22,1	110,5	669,2	27,5	120,4	619,5
25 à 39 ans	45,5	182,1	3 971,0	34,1	208,6	3 958,1	48,0	223,9	3 953,9
40 ans et plus	14,4	86,4	4 082,9	15,4	91,9	4 266,7	17,9	98,4	4 345,3
Total	**83,5**	**376,6**	**8 744,1**	**71,6**	**411,0**	**8 894,0**	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**
Ensemble : Moins de 25 ans	83,4	209,1	1 689,4	86,6	211,6	1 635,9	92,4	226,0	1 518,1
25 à 39 ans	148,0	386,4	8 818,1	133,3	406,2	8 788,6	174,2	433,8	8 757,9
40 ans et plus	55,6	156,1	8 831,6	53,5	173,1	9 135,7	63,6	189,5	9 290,4
Total	**287,0**	**751,6**	**19 339,1**	**273,4**	**790,9**	**19 560,2**	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	9,1	99,2	4 165,4	12,7	104,8	4 162,0	17,6	108,1	4 209,4
Employés	4,6	50,1	1 507,4	8,9	52,9	1 493,0	6,4	63,9	1 521,3
Ouvriers	189,8	225,7	4 700,1	180,2	222,2	4 780,7	212,8	234,6	4 717,7
Militaires du contingent	—	—	222,1	—	—	230,5	—	—	199,3
Total	**203,5**	**375,0**	**10 595,0**	**201,8**	**379,9**	**10 666,2**	**236,8**	**406,6**	**10 647,7**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	7,8	93,1	2 824,9	8,7	98,3	2 867,9	11,1	107,4	2 904,6
Employés	29,3	189,0	4 772,8	25,1	220,7	4 895,4	32,5	232,6	4 887,6
Ouvriers	46,4	94,5	1 144,6	37,8	92,0	1 129,2	49,8	102,7	1 123,9
Militaires du contingent	—	—	1,8	—	—	1,5	—	—	2,6
Total	**83,5**	**376,6**	**8 744,1**	**71,6**	**411,0**	**8 894,0**	**93,4**	**442,7**	**8 918,7**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires	16,9	192,3	6 990,3	21,4	203,1	7 029,9	28,7	215,5	7 114,0
Employés	33,9	239,1	6 280,2	34,0	273,6	6 388,4	38,9	296,5	6 408,9
Ouvriers	236,2	320,2	5 844,7	218,0	314,2	5 909,9	262,6	337,3	5 841,6
Militaires du contingent	—	—	223,9	—	—	232,0	—	—	201,9
Total	**287,0**	**751,6**	**19 339,1**	**273,4**	**790,9**	**19 560,2**	**330,2**	**849,3**	**19 566,4**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité :* Millier

	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Chômage BIT :					
Hommes	1 168,3	1 401,0	1 487,8 *r*	1 371,4	1 502,2
Femmes	1 422,4	1 528,4	1 616,2 *r*	1 559,5	1 635,0
Total	**2 590,7**	**2 929,4**	**3 104,0** *r*	**2 930,9**	**3 137,2**
Demandes d'emploi en fin de mois (1) :					
Hommes	1 404,6	1 603,9	1 664,5	1 599,8	1 682,7
Femmes	1 506,6	1 568,1	1 664,7	1 649,5	1 702,3
Total	**2 911,2**	**3 172,0**	**3 329,2**	**3 249,3**	**3 385,0**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive (2)	///	1 987,8	1 923,3	1 756,9	1 796,5
Allocation d'insertion	56,6	24,2	19,8	19,0	16,1
Allocation de solidarité spécifique	348,0	368,5	428,5	471,5	501,1
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 155,3 (3)**	**2 380,5**	**2 371,6**	**2 247,4**	**2 313,7**
Garanties de ressources	36,2	13,4	8,3	6,1	4,0
Allocation spéciale du FNE	166,8	170,3	178,3	164,3	141,6
Allocation spécifique de conversion	46,0	79,3	72,3	54,3	62,6
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (4)	13,3	12,4	13,0	14,6	15,0
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (4)	33,1	31,4	38,3	39,5	38,9
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	167,5	362,0	...	158,6	169,1
Journées indemnisables	891,8	2 013,8	1 294,3	806,7	981,7
Offres d'emploi de types A+B+C enregistrées au cours de l'année	1 191,8	1 190,6	1 595,5	2 012,6	2 262,4
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 308,2	4 219,9	4 130,3	4 250,3	4 546,9
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	542,9	598,4	390,5	329,2	345,0
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (5)	3 944,0	3 794,6	3 953,7	...	4 287,9
dont : reprises d'emploi	1 593,0	1 543,2	1 664,2	...	1 504,9
autres motifs de sortie	2 351,0	2 251,4	2 289,5	...	2 783,0

(1) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(2) L'allocation unique dégressive (AUD) a remplacé depuis janvier 1993 l'allocation de base, l'allocation de base exceptionnelle, l'allocation de fin de droits et l'allocation de base dégressive.Les bénéficiaires résiduels de ces anciennes allocations sont comptés sur cette ligne avec les bénéficiaires de l'AUD à compter de 1993.
(3) Total incluant les bénéficiaires des anciennes allocations citées dans la note (2).
(4) D'après l'enquête sur l'emploi.
(5) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe

Moyennes annuelles (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité :* Millier

	1993	1994	1995	1996
Manœuvres	121,8	120,6	112,7	105,0
Ouvriers spécialisés	360,7	358,2	329,5	323,0
Ouvriers qualifiés	570,6	576,1	527,3	539,7
Employés non qualifiés	506,7	540,1	530,2	535,2
Employés qualifiés	1 038,8	1 092,7	1 078,0	1 129,7
Agents de maîtrise, techniciens	169,7	185,5	190,4	214,3
Cadres	176,0	179,5	178,8	185,9
Non précisé	35,8	32,3	27,7	23,0
Total	**2 980,1**	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**
Hommes	1 506,2	1 535,6	1 456,7	1 515,6
Femmes	1 473,9	1 549,4	1 517,9	1 540,2
Total	**2 980,1**	**3 085,0**	**2 974,6**	**3 055,8**

(1) Depuis juin 1995, les catégories des demandes d'emploi de fin de mois sont modifiées. L'ancienne catégorie 1 (personnes immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée déterminée) a été éclatée entre les nouvelles catégories 1 et 6. La nouvelle catégorie regroupe les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée qui ont travaillé plus de 78 heures au cours du mois et de ce fait ne peuvent plus être déclarés immédiatement disponibles (décision du Conseil d'État du 13 mai 1994 et en application d'un arrêté du 5 mai 1995).

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des exploitants publics « La Poste » et « France-Télécom », des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat, par statut.

Situation au 31 décembre 1995 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	dont militaires	**Total**	dont ouvriers d'État	dont militaires (1)	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :								
11. Ministères civils :								
Métropole	**1 552 550**	716	**193 767**	12 900	45	**1 746 317**	207 289	26 699
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 616 408**	2 553	**210 897**	13 212	1 897	**1 827 305**	210 822	27 381
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger).	**304 027**	272 761	**83 062**	56 358	18 361	**387 089**	7 076	95
Tous ministères :								
Métropole	**1 832 476**	250 029	**269 429**	67 946	13 990	**2 101 905**	214 232	26 789
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 920 435**	275 314	**293 959**	69 570	20 258	**2 214 394**	217 898	27 476
2. Exploitants publics (2) :								
Métropole	**397 551**	1	**55 262**	—	—	**452 813**	60 873	19 033
Métropole, DOM-TOM, étranger	**404 036**	1	**56 283**	—	—	**460 319**	61 608	19 268
3. Établissements publics nationaux (3) :								
Métropole	**74 029**	104	**172 774**	1 931	43	**246 803**	75 587	16 304
Métropole, DOM-TOM, étranger	**81 491**	114	**181 220**	1 933	647	**262 711**	77 392	16 974
4. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :								
Métropole	**1 284**	—	**138 502**	—	—	**139 786**	24 055	4 567
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 306**	—	**143 164**	—	—	**144 472**	24 396	4 636
Ensemble :								
Métropole	**2 305 340**	250 134	**635 967**	70 237	14 033	**2 941 307**	374 747	66 693
DOM-TOM	**70 274**	7 559	**19 824**	1 222	1 055	**90 098**	5 468	1 116
Étranger	**31 654**	17 736	**18 837**	44	5 819	**50 491**	1 079	545
Total	**2 407 268**	**275 429**	**674 628**	**71 503**	**20 907**	**3 081 896**	**381 294**	**68 354**

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) La Poste et France-Télécom sont séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » depuis le 1er janvier 1991.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse , ports autonomes, INA et huit établissements divers.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Éducation nationale : enseignement scolaire	891 884	907 631	920 563	928 424	1 001 532	1 011 333	1 016 694	1 019 639
Éducation nationale : enseignement supérieur	97 942	101 975	104 929	109 212	114 187	119 010	122 296	125 464
Jeunesse et Sports (1)	6 446	6 623	6 556	6 516	7 697	7 737	7 805	7 769
Total	**996 272**	**1 016 229**	**1 032 048**	**1 044 152**	**1 123 416**	**1 138 080**	**1 146 795**	**1 152 872**
dont : Enseignements 1er degré (2)	315 379	317 757	321 515	322 588	317 733	319 714	322 904	323 492
Enseignements 2ème degré (2)	504 088	516 624	526 729	533 931	602 314	605 019	609 278	612 278
Enseignements supérieurs (2)	93 915	97 537	100 381	104 677	109 758	114 351	117 522	120 681
Économie, Finances et Budget	184 744	185 518	185 841	186 113	198 470	194 653	195 504	195 674
dont : Services extérieurs du Trésor	60 110	60 494	60 549	60 509	61 722	61 725	62 502	62 136
Services extérieurs des Impôts	85 813	85 642	84 619	84 980	92 490	89 806	88 538	89 075
Services extérieurs des Douanes	18 413	19 173	20 371	20 359	18 636	19 848	21 165	21 173
INSEE	7 069	7 148	7 158	7 142	7 657	7 640	7 661	7 644
Intérieur et DOM-TOM	161 718	162 742	163 010	163 323	167 156	168 451	168 628	168 994
dont : Services des préfectures	25 284	28 760	29 012	28 908	27 123	30 761	30 986	30 894
Police nationale	125 031	125 588	125 692	126 270	127 210	127 893	128 006	128 605
DOM-TOM	2 364	2 413	2 403	2 393	2 985	2 933	2 918	2 909
Équipement, Transports	99 864	97 847	98 163	98 796	121 615	118 727	118 796	119 200
Équipement. et logement	97 012	87 207	87 311	87 744	106 045	106 149	106 032	106 289
Transports, Mer	12 852	10 640	10 852	11 052	15 570	12 578	12 764	12 911
Justice	56 036	56 944	58 081	58 967	57 826	58 862	60 242	61 266
dont : Services judiciaires	24 086	24 338	24 672	24 871	24 830	25 166	25 646	25 954
Services pénitentiaires	22 771	23 333	23 986	24 416	23 079	23 759	24 423	24 909
Protection judiciaire de la jeunesse	5 677	5 708	5 736	5 909	5 900	5 857	5 951	6 134
Agriculture	26 200	27 283	27 488	27 825	32 044	32 444	32 569	32 905
dont : Services extérieurs	11 913	12 809	12 848	12 976	14 829	14 986	14 909	15 023
Enseignement agricole	12 559	12 740	12 909	13 109	15 094	15 352	15 582	15 794
Santé et Travail	20 810	21 893	22 195	22 365	24 349	25 213	25 586	26 022
dont : Services extérieurs Santé	10 194	10 996	11 129	11 229	11 900	12 788	12 959	13 136
Services extérieurs Travai, Emploi	8 183	8 384	8 443	8 517	9 317	9 157	9 251	9 492
Relations extérieures	12 010	10 499	10 040	9 984	21 236	19 342	18 654	18 450
Affaires étrangères	7 516	7 363	7 219	7 163	14 325	14 015	13 714	13 510
Coopération	4 494	3 136	2 821	2 821	6 911	5 327	4 940	4 940
Culture	10 351	9 831	10 000	10 347	12 567	11 900	12 062	12 413
Industrie, Commerce, Recherche	5 230	5 926	5 967	6 027	14 858	15 994	15 659	15 285
Anciens combattants	2 759	2 425	2 352	2 261	3 170	2 752	2 678	2 584
Services du Premier ministre	1 239	1 282	1 223	1 228	2 752	2 856	2 751	2 771
Total ministères civils	**1 577 233**	**1 598 419**	**1 616 408**	**1 631 388**	**1 779 459**	**1 789 274**	**1 799 924**	**1 808 436**
Défense	305 641	303 878	304 027	...	393 323	387 677	386 994	...
Tous ministères	**1 882 874**	**1 902 297**	**1 920 435**	**...**	**2 172 782**	**2 176 951**	**2 186 918**	**...**
Poste et Télécommunications (3)	416 379	409 414	404 036	...	463 382	450 730	441 051	...
dont : Poste	266 051	259 572	255 556	...	303 503	291 338	283 158	...
Télécommunications	150 328	149 842	148 480	...	159 879	159 392	157 893	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Les exploitants publics sont séparés de l'État depuis le 1er janvier 1991.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État, de La Poste et France-Télécom par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1992	1994	*p* 1995	1992	1994	*p* 1995	1992	1994	*p* 1995
Tous agents	**2 627 997**	**2 627 681**	**2 627 969**	**1 402 914**	**1 389 981**	**1 387 217**	**1 225 083**	**1 237 700**	**1 240 752**
A	764 963	834 541	859 024	422 460	443 136	449 033	342 503	391 405	409 991
B	882 699	893 812	895 773	457 239	459 408	461 387	425 460	434 404	434 386
C et D	970 558	888 271	858 093	518 819	483 054	470 728	451 739	405 217	387 365
***dont :* personnels enseignants (2)**	**911 230**	**938 258**	**945 265**	**364 039**	**371 007**	**371 862**	**547 191**	**567 251**	**573 403**
A	553 335	614 324	635 823	265 955	283 171	287 945	287 380	331 153	347 878
B	357 893	323 934	309 442	98 084	87 836	83 917	259 809	236 098	225 525
C et D	2	—	—	—	—	—	2	—	—
***dont :* personnels non enseignants**	**1 716 767**	**1 689 423**	**1 682 704**	**1 038 875**	**1 018 974**	**1 015 355**	**677 892**	**670 449**	**667 349**
A	211 628	220 217	223 201	156 505	159 965	161 088	55 123	60 252	62 113
B	524 806	569 878	586 331	359 155	371 572	377 470	165 651	198 306	208 861
C et D	970 556	888 271	858 093	518 819	483 054	470 728	451 737	405 217	387 365
***dont :* titulaires civils**	**2 011 151**	**2 036 659**	**2 049 156**	**961 193**	**962 639**	**963 986**	**1 049 958**	**1 074 020**	**1 085 170**
A	647 484	714 284	744 076	341 655	360 474	368 511	305 829	353 810	375 565
B	599 933	617 876	619 649	229 246	235 646	237 311	370 687	382 230	382 338
C et D	763 733	704 499	685 425	390 291	366 519	358 159	373 442	337 980	327 266
***dont :* militaires**	**299 841**	**294 997**	**295 573**	**278 528**	**273 546**	**274 069**	**21 313**	**21 451**	**21 504**
officiers	43 807	43 421	43 698	42 148	41 632	41 879	1 659	1 789	1 819
sous-officiers	205 155	206 657	206 781	189 595	190 630	190 720	15 560	16 027	16 061
hommes du rang	48 814	43 047	43 210	44 778	39 474	39 641	4 036	3 573	3 569

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État, de La Poste et France-Télécom : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1992	*r* 1994	*p* 1995	1992	*r* 1994	*p* 1995	1992	*r* 1994	*p* 1995
Statuts :									
Titulaires civils	52,2	52,7	53,0	15,7	16,4	16,7	91,0	89,6	88,8
Non-titulaires civils (1)	48,5	48,0	47,3	30,8	33,0	36,9	68,9	65,2	65,8
Tous personnels civils	**51,7**	**52,1**	**52,3**	**17,6**	**18,3**	**18,9**	**84,9**	**83,0**	**82,6**
Militaires	7,1	7,3	7,3	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**46,6**	**47,1**	**47,2**	**17,3**	18,0	18,6	**84,9**	83,0	82,6
Catégories statutaires (civils) :									
A	47,3	49,2	50,1	12,7	12,4	12,1	74,9	72,2	72,6
B	60,5	60,9	60,7	15,0	17,1	17,9	84,1	85,1	84,8
C et D	48,6	47,5	47,1	23,3	24,5	26,1	90,7	88,4	87,8
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,4	62,6	62,7	12,4	12,8	12,9	81,4	79,8	80,0
PTT (2)	41,9	41,6	41,3	23,3	24,0	27,4	84,5	83,5	81,0
Économie, Finances et Budget	61,8	62,1	62,0	30,9	32,9	33,7	95,3	94,9	94,4
Intérieur, DOM-TOM	24,6	26,0	26,3	18,9	20,1	20,6	95,4	89,4	89,0
Équipement, logement et transports	25,8	26,5	26,7	25,8	26,5	27,0	86,8	71,1	70,6
Justice	49,0	49,3	49,5	21,9	23,0	23,6	95,6	95,5	95,6
Agriculture	45,6	46,9	47,3	24,1	25,1	25,2	76,2	78,6	77,7
Santé	74,6	72,7	71,9	33,8	35,5	36,4	95,4	94,5	93,7
Culture	52,5	52,4	52,6	18,4	18,1	17,8	82,0	83,5	82,8
Ensemble des ministères civils	**52,4**	**52,8**	**52,9**	**17,7**	**18,3**	**18,9**	**84,8**	**82,9**	**82,5**
Défense	14,4	14,3	14,2	9,3	11,3	11,2	87,8	87,5	87,4

(1) Y compris ouvriers d'État.
(2) Y compris La Poste et France-Télécom jusqu'en 1992.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage suivant la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			1996			1997			Structure de la population active 1997		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,7	0,2	0,5	3,4	2,2	2,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	2,0	2,4	4,3	3,0	4,2	4,6	4,3	4,9	4,4	4,7	8,3	4,6	6,6
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	3,6	2,9	4,5	3,6	5,5	7,0	6,1	5,6	7,2	6,3	34,1	29,1	31,8
Cadres (2)	2,3	3,2	2,5	2,3	3,5	2,6	4,3	5,1	4,6	4,6	6,1	5,1	14,7	9,0	12,1
Professions intermédiaires	3,6	4,8	4,1	3,4	4,9	4,1	6,3	7,8	7,0	6,4	7,7	7,0	19,4	20,1	19,7
Employés	5,5	10,1	8,9	9,6	12,6	11,9	13,2	15,2	14,8	12,9	14,9	14,4	12,4	49,9	29,3
Employés administratifs y.c. fonction publique	3,5	7,6	6,4	7,8	10,0	9,5	10,8	13,5	12,8	10,4	13,3	12,6	9,2	31,8	19,4
Employés des commerces et des services	13,1	15,2	14,9	15,6	17,9	17,5	20,4	18,5	18,8	20,0	17,6	18,0	3,2	18,1	9,9
Ouvriers (3)	8,0	15,8	9,6	10,1	19,8	12,2	14,1	20,4	15,3	14,6	20,4	15,8	39,3	12,3	27,1
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	6,9	7,1	13,5	7,8	10,7	16,3	11,3	10,7	18,3	11,6	27,5	4,3	17,1
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	13,3	16,1	21,7	18,3	23,0	22,3	22,7	24,8	21,4	23,5	10,3	7,3	8,9
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**10,4**	**14,2**	**12,1**	**10,8**	**14,2**	**12,3**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie «cadres» comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) *Unité :* Million de francs

	r 1990	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Dépenses passives :	**124 483,5**	**134 424,9**	**143 988,5**	**151 276,0**	**147 208,2**	**140 905,6**
Indemnisation du chômage	87 374,2	101 771,7	115 109,1	123 288,9	118 296,1	112 558,9
Incitation au retrait d'activité	37 109,3	32 653,2	28 879,4	27 987,1	28 912,1	28 346,7
Dépenses actives :	**94 850,5**	**107 529,5**	**121 225,3**	**143 252,4**	**146 919,4**	**150 241,5**
Formation professionnelle	67 371,0	73 888,0 *r*	80 604,0 *r*	89 663,4	86 647,7	83 417,1
Promotion de l'emploi	14 675,0	18 290,5	22 731,0 *r*	30 207,1	34 775,8	40 612,7
Exonérations non compensées	1 048,0	3 202,0	4 653,0	7 218,5	9 363,0	10 494,0
Autres	11 755,9	12 149,0	13 237,2	16 163,4	16 132,9	15 717,7
Incitation à l'activité	4 504,4	4 432,3 *r*	4 440,7	4 928,7	5 009,2	5 478,5
Maintien de l'emploi	3 467,0	3 482,7	4 056,7	6 224,4	5 725,2	4 748,4
Fonctionnement du marché du travail	3 784,5	4 234,0	4 739,8	5 010,3	5 398,5	5 490,8
Total de la dépense pour l'emploi	**219 334,0**	**241 955,0**	**265 213,8**	**294 528,3**	**294 127,6**	**291 147,2**
Variation annuelle en % du PIB	3,37	3,57 *r*	3,79 *r*	4,16	3,98	3,79

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	r 1993	1994	1995
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	207 865	211 599	216 068
Régions	6 743	7 243	8 134
Départements	162 848	164 486	166 031
Établissements publics	38 274	39 870	41 903
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 170 298	1 195 666	1 215 276
Communes	975 776	994 911	1 007 483
Organismes communaux	94 532	97 067	99 898
Organismes intercommunaux	99 990	103 688	107 895
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	94 531	101 785	108 238
4. Établissements publics administratifs divers (4)	32 757	31 818	29 963
dont : office d'HLM	26 237	25 668	23 864
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	29 536	30 293	32 148
dont : offices publics d'aménagement et de construction	17 395	17 950	19 780
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 534 987**	**1 571 161**	**1 601 693**
***dont :* métropole**	**1 469 791**	**1 504 248**	**1 533 416**
emplois principaux	1 434 865	1 471 575	1 502 152
titulaires	912 542	921 534	945 482
non titulaires	438 445	449 578	446 320
assistantes maternelles à domicile	57 007	58 406	56 340
contrats « emploi solidarité » (CES)	126 993	141 643	153 551
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 252 427**	**1 276 131**	**1 298 117**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (6)	**1 472 694**	**1 509 050**	**1 539 582**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (7)	**1 410 920**	**1 439 083**	**1 461 307**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'état : agences de l'eau, centres de la propriété forestière...
(2) Y compris les syndicats mixtes entres des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(7) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387 034**	96 353	42 455	71 582	59 194	42 037	29 999	45 414
dont : Actifs	**172 442**	///	6 583	56 776	50 346	34 247	19 619	4 871
Sexe masculin :								
Population totale	**189 187**	48 709	21 600	35 392	28 917	20 331	14 366	19 872
dont : Actifs	**93 949**	///	3 954	29 789	27 093	18 810	11 376	3 027
Sexe féminin :								
Population totale	**197 847**	47 644	20 855	36 190	30 277	21 706	15 633	25 542
dont : Actifs	**78 493**	///	2 629	26 987	23 253	15 437	8 243	1 944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114 808**	38 311	10 662	20 676	19 520	12 291	6 577	6 771
dont : Actifs	**48 803**	///	1 786	15 397	15 811	9 915	4 593	1 301
Sexe masculin :								
Population totale	**59 799**	19 473	5 363	10 975	10 316	6 776	3 572	3 324
dont : Actifs	**30 169**	///	1 030	9 279	9 652	6 355	2 990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55 009**	18 838	5 299	9 701	9 204	5 515	3 005	3 447
dont : Actifs	**18 634**	///	756	6 118	6 159	3 560	1 603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359 579**	82 989	35 549	68 421	52 804	38 134	31 375	50 347
dont : Actifs	**164 877**	///	4 579	54 834	46 511	32 474	21 311	5 168
Sexe masculin :								
Population totale	**173 878**	42 113	18 145	33 859	25 226	17 952	14 751	21 837
dont : Actifs	**86 553**	///	2 928	28 665	23 610	16 692	11 659	2 999
Sexe féminin :								
Population totale	**185 701**	40 876	17 404	34 562	27 578	20 182	16 624	28 475
dont : Actifs	**78 324**	///	1 651	26 169	22 901	15 792	99 652	2 169

(1) La population active comprend: les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Les deux sexes :								
Population totale	**597 828**	176 608	62 092	116 227	88 502	59 391	43 612	51 396
dont : Actifs	**233 622**	///	10 622	87 503	67 830	42 300	22 600	2 867
Sexe masculin :								
Population totale	**294 256**	89 177	31 431	57 245	43 629	29 826	21 250	21 698
dont : Actifs	**137 658**	///	6 151	48 585	40 124	26 238	14 723	1 937
Sexe féminin :								
Population totale	**303 572**	87 431	30 661	58 982	44 873	29 565	22 362	29 698
dont : Actifs	**95 964**	///	4 471	38 918	27 706	16 162	7 777	930

(1) La population active comprend: les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Score des syndicats pour l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle et selon le travail le samedi.

6. Les expositions aux contraintes physiques dans le travail.
7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.

12A. Climat social dans des établissements selon les employeurs.

12B. Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel.

13. Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
15 Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution selon la taille des établissements.
16. Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel.
17. Établissements ayant au moins un délégué syndicale et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
18. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
19. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.
20. Délégués syndicaux et CHSCT.
21. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
22. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre des maladies indemnisées a augmenté de 84,8 % entre 1989 et 1995 et de 15 % de 1994 à 1995. Ce chiffre global a une signification relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application.

De 1990 à 1995, le nombre total d'accidents du travail avec arrêt baisse régulièrement.

Les salariés sont exposés à diverses nuisances pendant leur travail. L'enquête sur la surveillance médicale des risques professionnels (SUMER 1994) donne les résultats sur les expositions au poste de travail et non sur les risques. SUMER permet d'étudier les cumuls de contraintes organisationnelles avec des expositions physiques, chimiques ou biologiques. Ces cumuls peuvent, en effet, être des facteurs aggravants pour certaines pathologies. SUMER montre que les contraintes physiques sont toujours d'actualité puisque pendant leur travail, 28 % des salariés subissent des contraintes articulaires (répétition d'un même geste à cadence élevée, position forcée d'une ou plusieurs articulations), 27 % sont exposés au bruit (bruit supérieur à 85 dbA, chocs et impulsions supérieurs à 135 dbA, bruit gênant), 19 % aux nuisances thermiques (intempéries, températures inférieures à 15°C ou supérieures à 24°C, milieu humide), 9 % utilisent des machines-outils vibrantes. Faire de la manutention manuelle de charges, travailler sur écran, rester debout sont aussi des contraintes très répandues.

De 1990 à 1994, l'importance des conflits généralisés, évaluée en nombre de jours de grève, n'a pratiquement pas cessé de décroître. Après la pointe de 1995, due aux grèves de décembre, les conflits généralisés chutent très sensiblement en 1996.

Les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques de personnel ont subi certaines évolutions. Les scores atteints par la CFDT restent supérieurs à 20 % de l'ensemble des suffrages exprimés. Les suffrages recueillis par la CFTC continuent de progresser tandis que ceux des autres syndicats se stabilisent, FO progressant légèrement. La CGT qui avait connu une perte d'influence depuis 1980 voit ses résultats se stabiliser depuis 1993. En 1994 et en 1995, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Dans les entreprises de moins de 200 salariés, la faculté a été ouverte de mettre en place une délégation unique du personnel qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans les entreprises où, auparavant, il n'existait pas de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquettes, il est donc nécessaire de cumuler, en 1994 et en 1995, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

De 1989 à 1993, le nombre d'établissements de 50 salariés à 99 salariés ayant au moins un délégué syndical est passé de 18 317 à 17 354 (soit – 5,3 %), et pour la totalité des établissements de 50 salariés et plus, de 35 169 à 33 970 (soit – 3,4 %). En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 41 460 à 39 450; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales. La proportion d'établissements pourvus d'au moins un délégué du personnel passe de 43 % en 1988 à 38 % en 1994. L'implantation des délégués du personnel est beaucoup plus forte dans les grands établissements que dans les petits. Malgré une assez forte baisse, la CGT est le syndicat qui recouvre le plus d'élus.

De 1989 à 1993, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 65 % à 64 % et le pourcentage de salariés couverts par l'institution de 80 % à 77 %. Cette diminution est due à l'effet structurel des nouvelles dispositions réglementaires issues de la loi du 31 décembre 1991. En supprimant la dérogation touchant les petites entreprises du bâtiment, elle provoque l'entrée d'un grand nombre de petits établissements, dont la couverture par les CHSCT est relativement faible. À réglementation constante, c'est-à-dire sans modification du statut particulier du bâtiment, le pourcentage d'établissements couverts (64, 9 %) serait resté pratiquement stable depuis 1989 et la diminution du pourcentage de salariés couverts aurait été un peu moindre.

En 1996, les demandes de licenciement de salariés protégés augmentent. Les demandes relevant de motifs économiques représentent 80 %. Une très forte partie de ces demandes fait l'objet d'une autorisation. Les décisions prises sur recours hiérarchiques contestant les décisions des inspecteurs du travail augmentent à l'exception de celles qui ne sont pas d'ordre économique.

En 1993, pour la première fois en France, a été réalisée par le ministère du Travail, une enquête statistique en entreprise sur la réalité des relations professionnelles et des processus formels et informels de négociation. Des enquêtes officielles du même genre existent en Grande-Bretagne (« Workplace Industrial Relations Survey », WIRS), en Irlande, en Nouvelle-Zélande ainsi qu'au Canada; dans d'autres pays, ce sont les chercheurs en relations industrielles qui doivent, s'ils veulent travailler sur données statistiques, organiser eux-mêmes, souvent avec l'appui de syndicats ou d'associations d'employeurs la constitution d'échantillons, généralement de taille réduite.

2. MÉTHODOLOGIE

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;

— les accidents de salariés des DOM-TOM;

— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;

— les accidents de titulaires de l'État;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères du Travail, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques — EDF et la SNCF — ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère du Travail recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM -TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF. L'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du Code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées depuis 1982 par la Direction générale de la fonction publique.

Délégués du personnel

Les résultats présentés proviennent d'une enquête par voie postale réalisée au second semestre 1994 auprès d'un échantillon de près de 19 000 établissements. Cet échantillon a été tiré du fichier SIRENE et portait sur l'ensemble du champ des établissements assujettis. Afin de pouvoir comparer les résultats de cette enquête à ceux des enquêtes précédentes, cet échantillon se composait de deux sous-ensembles : l'un regroupant les établissements du champ de l'enquête ACEMO (activités et conditions d'emploi de la main-d'œuvre), l'autre, complémentaire couvrant le reste du champ. Les résultats présentés dans ce chapitre portent uniquement sur le champ ACEMO.

Délégués syndicaux

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, du ministère des Transports et du ministère de l'Agriculture. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au ministère des Transports et de l'Agriculture. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues. Ces procès-verbaux sont ensuite codifiés par les cellules statistiques des directions régionales et traités à l'Administration centrale. La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés et plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé. La loi du 20 décembre 1993 ouvre, aux entreprises de moins de 200 salariés, la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques* de la DARES.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

Les résultats présentés ici sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991 et de la deuxième enquête sur les techniques et l'organisation du travail réalisée en mars 1993. Organisées et exploitées par la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail, ces enquêtes sont réalisées en complément de l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.

Le champ des enquêtes est celui de l'enquête sur l'emploi. Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi dans un ménage sur trois de l'échantillon de l'enquête sur l'emploi, soit environ 21 000 personnes,

salariés et non-salariés. Un travailleur sur 900 environ a été interrogé.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

L'enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise RÉPONSE a été réalisée auprès d'employeurs et de représentants du personnel en 1993. Les résultats présentés dans ce chapitre portent sur le climat social du point de vue des employeurs et des représentants du personnel. Cette enquête a été menée par BVA auprès de 3 000 établissements appartenant à des entreprises de 50 salariés ou plus pour le compte de la DARES. Cet échantillon a été tiré des 12 293 établissements faisant partie de l'enquête de l'INSEE « coûts salariaux et structure des salaires en 1992 » (hors administrations publiques) et correspondant au champ de l'enquête RÉPONSE. Les établissements ont été interviewés suivant la méthode des quotas respectant la structure des 12 293 établissements par taille (6 tranches), secteur (5 grands secteurs) et région (9 « régions BVA »). Le choix de la méthode des quotas plutôt que celui d'un sondage aléatoire a été retenu en raison de l'incertitude sur le taux de réponse que pouvait avoir une telle enquête. Au total, les résultats de cette enquête ont été exploités à partir de 2 660 questionnaires « employeurs » et 1 669 questionnaires « représentants du personnel ».

Enquête SUMER (surveillance des risques professionnels)

Les résultats présentés ici sont issus de la deuxième enquête sur la surveillance médicale des risques professionnels SUMER 1994. Elle s'est déroulée sur le terrain entre juin 1994 et juin 1995. 1 200 médecins du travail ont enquêté près de 50 000 salariés. Le champ de l'enquête est l'ensemble des salariés couverts par le Code du travail et surveillés par la médecine du travail auxquels ont été ajoutés les salariés agricoles. Sont exclus : SEITA, Charbonnages de France, EDF-GDF, les Régies de distribution et chauffage, Mines et potasses d'Alsace, Artisanat du machinisme agricole, Directions techniques du ministère de la Défense, Scieries fixes, Imprimerie nationale, Coopératives agricoles, RATP, Air-France, Aéroports de Paris, Ports et Aéroports de commerce, PTT, HLM (promotion et administration, location), Banque de France, CEPME, CNCA, État, Collectivités locales, CEA, CNES, CNEXO, employés de maison, Transfusion sanguine publique, crèches et maisons de retraite publiques, artistes.

L'enquête poursuit trois objectifs :

— fournir un panorama des salariés exposés à des nuisances ou à des situations de travail susceptibles d'être néfastes pour la santé.

— permettre au législateur de confronter la réglementation sur la prévention avec une observation des expositions sur le terrain.

— offrir aux professionnels de la prévention et aux acteurs sociaux une connaissance des probabilités d'exposition, en fonction du secteur d'activité de l'entreprise ou de la profession, afin d'établir des priorités d'études.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM -TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM -TS, Mines et SNCF), le T46 réglemente celle des salariés agricoles.

Représentants du personnel

Le ministère du Travail procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agréées par le service statistique du ministère du Travail (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et les techniciens et un troisième collège pour les cadres. Sous réserve du respect de ces principes, les conventions collectives et accords préélectoraux peuvent aller au-delà du 3e collège par l'éclatement, par exemple, du premier collège en deux : ouvriers d'une part, employés d'autre part.

Enfin, dans un nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc maintenant tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a modifié certaines règles concernant les institutions représentatives du personnel. De nouvelles dispositions permettent, dans les entreprises de moins de 200 salariés, de n'élire qu'une seule délégation qui reçoit les attributions des délégués du personnel et du comité d'entreprise ou d'établissement. Le nombre de délégués est alors augmenté, mais le nombre global d'heures de délégation se trouve réduit.

Délégués du personnel

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Ils sont élus directement par les salariés, dont ils sont les porte-parole auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail. Leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail (présenter les réclamations des salariés à l'employeur, saisir l'employeur en cas d'atteinte aux droits des personnes et aux libertés individuelles dans l'entreprise, intervenir auprès de l'inspecteur du travail). Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise. Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire des délégués du personnel à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de 1 à 2 ans alignant ainsi sa durée sur celle du comité d'entreprise.

Le nombre de délégués à élire varie selon la taille de l'établissement et est fixé par le Code du travail mais il peut être modifié par accord collectif. Il est élu autant de suppléants que de titulaires.

Les élections s'effectuent par un scrutin de liste avec répartition des sièges à la proportionnelle. Il est prévu la possibilité de deux tours de scrutin. Le second tour est organisé dans un délai de quinze jours après le premier si le nombre de votants est inférieur à la moitié du nombre d'électeurs inscrits ou s'il y a carence de candidatures. Au premier tour, chaque liste est établie par les organisations syndicales représentatives. Au second tour, les électeurs peuvent voter pour des listes autres que celles présentées par les organisations syndicales.

Les élections ont lieu par collège. Les collèges prévus par le Code du travail sont les ouvriers et les employés d'une part, puis les ingénieurs, chefs de service, techniciens, agents de maîtrise et assimilés. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les premiers résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre du Travail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques;

— INSEE - division « Emploi »;

— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM -TS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« Les activités des comités d'entreprise vues par leurs secrétaires », n° 96-10, 41-1.

« Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) à la mi-1993 », n° 97-02, 09-2.

« Les licenciements des représentants du personnel en 1995 », n° 97-04, 15-2.

« Les comités d'entreprise et l'emploi », n° 97-04, 18-1.

« Les contraintes articulaires pendant le travail », n° 97-06, 24-4.

« La durée du travail en 1994 », n° 97-07, 27-3.

« Les élections aux comités d'entreprise en 1995 », n° 97-08, 33-3.

« En 1996, recul des conflits du travail à un niveau proche de celui de 1994 », n° 98-01, 01-1.

Publications de l'INSEE :

Données sociales, 1996;

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats.*

« La durée du travail à temps complet », *INSEE-Première,* n° 545, septembre 1997.

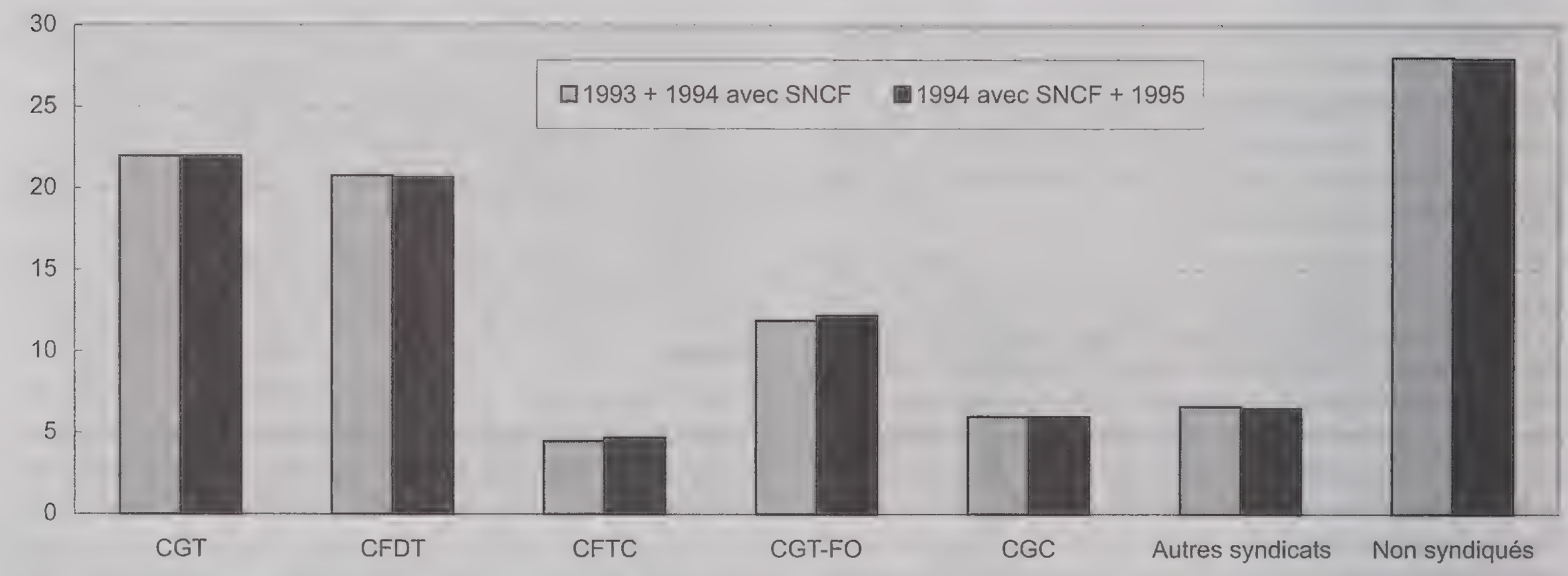
France, Portrait Social, INSEE, 1997 : « Les sociétés britannique et française depuis vingt-cinq ans : durée et conditions de travail - relations professionnelles. ».

* * *

GRAPHIQUE C.02

Score des syndicats dans l'ensemble des collèges des comités d'entreprises

En %



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso-modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.
Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1992		1993		1994		*r* 1995		1996	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U01	1 748	1 528	1 761	1 510	1 774	1 504	1 724	1 480	1 734	1 492
INDUSTRIE (hors BGCA)	U02 à U06	1 764	1 618	1 757	1 604	1 756	1 601	1 757	1 610	1 761	1 612
dont : Autres produits agricoles et alimentaires	T03	1 767	1 618	1 761	1 611	1 761	1 606	1 761	1 606	1 767	1 609
Combustibles minéraux solides et cokes	T04	1 727	1 531	1 722	1 523	1 722	1 517	1 713	1 504	1 727	1 503
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T05	1 734	1 632	1 724	1 621	1 724	1 621	1 711	1 611	1 730	1 627
Électricité, gaz et eau	T06	1 722	1 623	1 717	1 618	1 717	1 621	1 708	1 611	1 722	1 623
Minerais et métaux ferreux	T07	1 743	1 593	1 733	1 586	1 729	1 581	1 733	1 583	1 734	1 582
Minerais et métaux non ferreux	T08	1 742	1 586	1 737	1 582	1 732	1 574	1 737	1 580	1 737	1 579
Matériaux de construction	T09	1 780	1 642	1 775	1 633	1 775	1 634	1 770	1 627	1 780	1 635
Verre	T10	1 760	1 609	1 750	1 598	1 754	1 601	1 750	1 597	1 760	1 604
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T11	1 721	1 577	1 715	1 570	1 711	1 564	1 711	1 564	1 716	1 568
Parachimie et pharmacie	T12	1 742	1 576	1 737	1 568	1 737	1 568	1 741	1 576	1 742	1 578
Fonderie et travail des métaux	T13	1 779	1 641	1 774	1 635	1 769	1 633	1 769	1 633	1 775	1 637
Mécanique	T14	1 772	1 646	1 766	1 641	1 766	1 638	1 766	1 639	1 772	1 640
Matériels électriques et électroniques professionnels	T15A	1 758	1 603	1 748	1 598	1 748	1 598	1 752	1 598	1 753	1 594
Biens d'équipement ménager	T15B	1 749	1 588	1 743	1 589	1 743	1 589	1 743	1 583	1 749	1 583
Matériels de transport terrestre	T16	1 767	1 617	1 762	1 611	1 757	1 608	1 762	1 609	1 763	1 607
Construction navale et aéronautique, armement	T17	1 744	1 595	1 739	1 589	1 734	1 586	1 743	1 589	1 739	1 582
Textiles et habillement	T18	1 782	1 607	1 777	1 514	1 777	1 500	1 781	1 605	1 782	1 606
Cuirs et chaussures	T19	1 787	1 617	1 777	1 606	1 777	1 602	1 781	1 611	1 782	1 613
Bois, meubles et industries diverses	T20	1 785	1 642	1 775	1 631	1 775	1 628	1 779	1 637	1 780	1 639
Papier, carton	T21	1 761	1 621	1 755	1 617	1 755	1 617	1 755	1 613	1 761	1 617
Presse et édition	T22	1 753	1 615	1 747	1 609	1 747	1 603	1 752	1 608	1 753	1 612
Caoutchouc et matières plastiques	T23	1 773	1 625	1 767	1 619	1 767	1 618	1 763	1 613	1 773	1 620
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U07	1 786	1 679	1 775	1 667	1 767	1 658	1 770	1 664	1 779	1 673
COMMERCE	U08	1 767	1 566	1 761	1 554	1 761	1 571	1 761	1 567	1 767	1 571
TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	U09										
dont : Transports	T31	1 799	1 676	1 789	1 662	1 794	1 668	1 780	1 657	1 799	1 674
Télécommunications et postes	T32	1 741	1 540	1 736	1 534	1 736	1 536	1 731	1 506	1 741	1 512
SERVICES MARCHANDS (1)	U10										
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T29	1 794	1 704	1 784	1 693	1 784	1 691	1 784	1 695	1 790	1 700
Hôtels, cafés, restaurants	T30	1 827	1 575	1 826	1 545	1 826	1 540	1 844	1 586	1 832	1 580
Services marchands aux entreprises	T33	1 765	1 643	1 759	1 637	1 759	1 635	1 764	1 639	1 765	1 641
Services marchands aux particuliers	T34	1 759	1 462	1 753	1 452	1 753	1 450	1 771	1 495	1 759	1 489
SERVICES D'ASSURANCE	U12	1 725	1 553	1 715	1 541	1 715	1 537	1 719	1 541	1 720	1 543
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U13	1 756	1 597	1 751	1 590	1 751	1 592	1 751	1 593	1 756	1 599
SERVICES NON MARCHANDS	U14	1 602	1 376	1 592	1 364	1 597	1 363	1 588	1 359	1 598	1 372
Ensemble		**1 720**	**1 536**	**1 710**	**1 521**	**1 711**	**1 520**	**1 709**	**1 523**	**1 714**	**1 529**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES et DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1983	333 000	1 483 500	**1 816 500**	82
1984	974 900	1 357 000	**2 331 900**	58
1985	341 000	884 900	**1 225 900**	72
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit de la Fonction publique d'État, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1988 ne comprennent donc pas la grève des infirmières). Les chiffres de 1996 ne comprennent pas les données sur la Poste et les Télécommunications indisponibles.
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-Inter.

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1991	1992	1993	1994	1995 (1)	1996
Conflits localisés							
Conflits observés	Nombre	1 572	1 494	1 472	1 671	2 066	1 439
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	225,6	195,1	238,7	215,0	521,8	136,4
Journées individuelles non travaillées	Millier	497,3	395,2	510,9	500,5	783,8	444,1
Conflits généralisés							
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	183,0	123,1	18,4	25,5	1 141,4	4,9
Journées individuelles non travaillées	Millier	168,2	131,3	22,3	20,5	1 336,8	3,7

(1) À partir de 1995, les DOM-TOM sont comptabilisés dans les effectifs.

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi) %

Catégories socio-professionnelles	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
Cadres			
1997	53,9	0,7	45,4
1995	52,8	0,7	46,6
1990	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
1997	63,5	6,6	29,9
1995	61,5	6,7	31,8
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
1997	66,0	7,4	26,5
1995	66,4	7,0	26,6
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
1997	66,5	16,4	17,1
1995	67,9	15,5	16,6
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
1997	**64,0**	**9,1**	**27,0**
1995	**63,9**	**8,7**	**27,4**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi) %

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Ne travaille jamais le dimanche
Cadres			
1997	3,9	28,8	67,2
1995	4,2	28,8	67,0
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
1997	4,7	23,2	72,1
1995	4,8	22,7	72,5
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
1997	8,3	18,8	72,9
1995	7,7	18,9	73,5
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
1997	4,4	12,2	83,4
1995	4,4	12,1	83,5
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
1997	5,7	19,2	**75,1**
1995	**5,6**	**19,0**	**75,5**
1990	5,5	15,4	79,1

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquêtes sur l'emploi) %

Catégories socio-professionnelles	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Ne travaille jamais le samedi
Cadres			
1997	12,2	39,2	48,6
1995	13,1	40,1	46,8
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
1997	16,8	32,6	50,6
1995	17,3	33,2	49,4
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
1997	28,2	23,7	48,1
1995	28,1	23,8	48,1
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
1997	13,9	28,2	57,9
1995	14,1	28,8	57,1
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
1997	19,1	29,2	51,7
1995	19,3	29,7	51,0
1990	21,3	27,4	51,3

TABLEAU C.02-6

Les expositions aux contraintes physiques dans le travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes SUMER 1994)

	Station debout plus de 20 h par semaine	Gestes répétitifs à cadence élevée	Manutention manuelle de charges	Nuisances sonores	Nuisances thermiques	Travail sur écran
Secteurs d'activité économique						
Industrie	33,9	24,0	38,2	42,9	16,4	33,0
Construction	35,0	28,9	58,5	46,3	43,1	16,6
Tertiaire	25,4	15,7	33,1	16,5	13,2	41,6
Agriculture	24,0	41,5	55,8	46,9	70,4	10,0
Catégorie socioprofessionnelle						
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,0	2,3	8,2	10,4	5,6	66,6
Professions intermédiaires	19,2	6,8	26,9	22,0	13,7	50,6
Employés	25,2	17,2	27,8	12,8	8,1	49,2
Ouvriers	42,3	35,3	59,8	46,7	35,3	8,1
Taille de l'établissement						
1 à 9 salariés	32,5	20,4	39,7	23,0	22,7	28,5
10 à 49 salariés	26,8	19,3	38,4	25,6	20,3	34,8
50 à 199 salariés	28,7	21,6	38,7	30,8	19,5	35,9
200 à 499 salariés	28,6	22,1	35,7	30,9	16,1	42,4
500 salariés et plus	21,7	17,7	30,3	31,1	11,6	48,4
Ensemble des salariés	**28,3**	**20,3**	**37,6**	**27,4**	**19,3**	**35,7**

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail) %

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993	1991	1993
Terminal relié à un ordinateur	35	38	28	30	24	24	7	9	3	4	20	22
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	37	45	26	33	6	8	3	4	35	31
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	—	47	—	36	—	10	—	5	—	32	—
Minitel	44	56	32	44	25	34	4	7	1	2	21	30
Vidéo	17	24	13	20	3	7	2	4	1	2	7	11
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	2	—	—	3	4	2	3	1	2
Machine à commande numérique	1	1	1	2	—	—	4	7	2	5	1	3
Instruments de mesure	—	12	—	11	—	4	—	10	—	5	—	8
Instruments médicaux	—	2	—	3	—	1	—	—	—	—	—	1
Autres outils	—	4	—	3	—	2	—	2	—	1	—	2
Appareil à télécopie (fax)	—	68	—	48	—	34	—	10	—	4	—	34

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Affections provoquées par le bruit :							
Total	**846**	**884**	**865**	**954**	**791**	**776**	**835**
T. 42a (1)	820	871	836	925	763	751	809
T. 46 b (1)	26	13	29	29	28	25	26
Affections périarticulaires :							
Total	**1 102**	**1 175**	**1 541**	**2 613**	**3 432**	**4 426**	**5 402**
T. 57a	986	1 057	1 360	2 413	3 165	3 963	4 773
T. 39b	116	118	181	200	267	463	629
Silicoses :							
Total	**776**	**752**	**654**	**289**	**226**	**247**	**274**
T. 25a	776	752	654	288	226	247	274
T. 22b	–	–	1	1	–	–	–
Ciment :							
Total	**365**	**367**	**360**	**365**	**273**	**235**	**251**
T. 8a	359	365	358	361	270	232	251
T. 14b	6	2	2	4	3	3	–
Amiante :							
Total	**369**	**411**	**504**	**507**	**544**	**727**	**777**
T. 30a	369	411	504	507	544	727	777
T. 47b	–	–	–	–	–	–	–
Hépatites virales :							
Total	**78**	**64**	**73**	**76**	**56**	**40**	**34**
T. 45a	77	63	73	76	56	40	34
T. 33b	1	1	–	–	–	–	–
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :							
Total	**217**	**255**	**339**	**293**	**343**	**406**	**371**
T. 65a	182	220	306	259	317	361	324
T. 44b	35	35	33	34	26	45	47
Bois :							
Total	**94**	**98**	**113**	**109**	**102**	**94**	**84**
T. 47a	89	85	108	105	92	88	81
T. 36b (bois exotiques)	5	13	5	4	10	6	3
Affections respiratoires de mécanisme allergique :							
Total	**155**	**187**	**207**	**166**	**216**	**226**	**239**
T. 66a	108	144	171	139	188	182	193
T. 45b	47	43	36	27	28	44	46
Vibrations et chocs d'outils :							
Total	**138**	**132**	**137**	**143**	**156**	**146**	**161**
T. 35 + 48, T. 69a	123	115	116	120	132	134	145
T. 29b	15	17	21	23	24	12	16
Brucelloses :							
Total	**86**	**87**	**66**	**38**	**43**	**33**	**28**
T. 24a	38	62	40	5	19	12	21
T. 6b	48	25	26	33	24	21	7
Dermatoses dues aux lubrifiants :							
Total	**110**	**91**	**115**	**106**	**–**	**71**	**85**
T. 36a	110	91	115	106	–	71	84
T. 25b	–	–	–	–	–	–	1
Isocyanates organiques :							
Total	**72**	**77**	**88**	**110**	**89**	**83**	**86**
T. 62a	72	77	88	110	89	83	86
T. 43b	–	–	–	–	–	–	–
Amines aromatiques :							
T. 15a	54	52	72	68	60	48	55
Acides chromiques, chromates :							
Total	**33**	**63**	**47**	**44**	**37**	**41**	**38**
T. 10a	32	63	47	44	37	39	38
T. 34b	1	–	–	–	1	2	–

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Dérivés halogénés de l'éthylène :							
T. 12a	29	35	42	29	29	29	23
Benzolisme :							
Total	**22**	**29**	**27**	**32**	**26**	**24**	**29**
T. 4a	21	29	27	29	26	24	29
T. 19b	1	–	–	3	–	–	–
Aldéhyde formique et polymères :							
Total	**43**	**41**	**52**	**46**	**38**	**31**	**31**
T. 43a	41	40	52	46	37	29	30
T. 28b	2	1	–	–	1	2	1
Sidérose (oxyde de fer) :							
T. 44a	47	55	27	30	18	14	21
Résines époxydiques :							
Total	**61**	**72**	**115**	**73**	**82**	**54**	**60**
T. 51a	61	72	115	73	81	54	60
T. 37b	–	–	–	–	1	–	–
Amines aliphatiques et alicycliques :							
T. 49a	23	16	14	21	19	18	16
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :							
T. 76a	30	21	33	27	21	15	10
Kératoconjonctivites virales :							
T. 80a	15	2	8	22	11	5	9
Total des maladies listées	**4 773**	**4 975**	**5 508**	**6 161**	**6 613**	**7 789**	**...**
a	**4 470**	**4 707**	**5 174**	**5 803**	**6 200**	**7 166**	**...**
b	**303**	**268**	**334**	**358**	**413**	**623**	**776**
Total des maladies indemnisées	**5 073**	**5 318**	**5 923**	**6 466**	**7 051**	**8 150**	**9 374**
a	**4 738**	**5 029**	**5 564**	**6 079**	**6 598**	**7 500**	**8 556**
b	**335**	**289**	**359**	**387**	**453**	**650**	**818**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés							
CNAMTS	53	53	54	52	48	46	46
Régime agricole	39	39	38	37	35	33	33
Nombre de morts							
CNAMTS	1 177	1 213	1 082	1 024	855	837	712
Régime agricole	81	72	95	84	97	100	93
Total	**1 258**	**1 285**	**1 177**	**1 108**	**952**	**937**	**805**

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Bâtiment, travaux publics (3)	72	71	67	64	64
Industrie du bois	51	50	45	44	52
Pierres et terre à feux	48	47	41	40	39
Transports et manutention	47	45	42	42	41
Alimentation	39	39	36	35	34
Caoutchouc et papier-carton	34	33	30	29	32
Métallurgie	34	32	29	28	27
Industries textiles	28	28	24	24	26
Ensemble du régime général	**29**	**28**	**26**	**26**	**25**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Bâtiment, travaux publics (3)	3,19	3,27	3,20	3,03	3,05
Industrie du bois	1,55	1,53	1,43	1,38	1,74
Pierres et terre à feux	1,79	1,76	1,62	1,60	1,56
Transports et manutention	2,14	2,09	1,97	1,93	1,88
Alimentation	1,18	1,21	1,13	1,12	1,13
Caoutchouc et papier-carton	1,11	1,09	1,00	1,02	1,03
Métallurgie	0,99	0,99	0,91	0,89	0,86
Industries textiles	0,89	0,89	0,81	0,78	0,88
Ensemble du régime général	**1,07**	**1,06**	**1,00**	**0,98**	**0,90**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000 .
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris

TABLEAU C.02-12A

Climat social dans des établissements selon les employeurs

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) *Unité* : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	Non réponses	**Total**
Secteurs d'activité :						
Industries agro-alimentaires	66,0	29,2	2,9	1,9	–	**100,0**
Énergie et industries des biens intermédiaires	63,1	23,5	9,2	3,6	0,6	**100,0**
Industries des biens d'équipement	58,5	25,6	11,5	4,4	–	**100,0**
Industries des biens de consommation	67,3	25,2	5,1	1,8	0,6	**100,0**
BTP	71,3	20,3	4,2	4,2	–	**100,0**
Commerce	68,2	22,3	7,8	1,7	–	**100,0**
Transports et télécommunications	53,1	29,3	13,1	4,5	–	**100,0**
Services hors santé	59,2	30,0	7,4	3,3	0,1	**100,0**
Services santé	59,4	28,7	9,2	2,7	–	**100,0**
Banques-assurances	54,5	34,2	10,6	0,7	–	**100,0**
Tous secteurs	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**
Taille de l'établissement :						
1 à 19	64,8	25,0	7,0	3,2	–	**100,0**
20 à 49	62,8	25,8	8,5	2,8	0,1	**100,0**
50 à 99	62,8	25,6	9,6	2,0	–	**100,0**
100 à 199	56,2	33,3	6,9	2,9	0,7	**100,0**
200 à 499	51,5	33,7	12,1	2,7	–	**100,0**
500 à 999	42,0	37,3	18,3	2,3	0,1	**100,0**
1 000 et plus	29,5	44,9	19,7	5,9	–	**100,0**
Toutes tailles	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**
Selon la représentation du personnel dans l'établissement :						
Délégués syndicaux	49,8	35,4	11,4	3,2	0,2	**100,0**
Comités d'entreprise	68,4	23,6	6,1	1,9	–	**100,0**
Délégués du personnel	71,7	15,5	8,5	4,1	0,2	**100,0**
Pas de représentation du personnel	66,4	24,0	7,0	2,6	–	**100,0**
Tous établissements	**61,6**	**27,0**	**8,4**	**2,8**	**0,2**	**100,0**

TABLEAU C.02-12B

Climat social dans des établissements selon les représentants du personnel

« Comment qualifieriez-vous à ce jour le climat social dans votre établissement ? »

En 1993 (champ : tous les établissements, sans les non réponses)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) *Unité* : %

	Calme	Plutôt calme	Plutôt tendu	Tendu	**Total**
Type de représentants du personnel :					
Délégués syndicaux	20,1	20,5	34,6	24,9	**100,0**
Comités d'entreprise	32,4	26,8	25,6	15,2	**100,0**
Délégués du personnel	33,2	23,2	30,7	12,9	**100,0**
Tous représentants du personnel	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Taille de l'établissement :					
Moins de 50	28,8	18,9	32,9	19,3	**100,0**
Entre 50 et 99	25,5	26,1	30,5	17,9	**100,0**
Entre 100 et 199	32,6	23,3	24,5	19,5	**100,0**
Entre 200 et 499	16,5	25,2	37,4	21,0	**100,0**
Entre 500 et 999	14,6	21,4	37,2	26,9	**100,0**
Plus de 1 000	8,7	18,2	32,0	41,1	**100,0**
Toutes tailles	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**
Secteur d'activité :					
Industries agro-alimentaires	38,2	33,4	22,9	5,5	**100,0**
Énergie et industries des biens intermédiaires	24,8	19,0	31,5	24,7	**100,0**
Industries des biens d'équipement	24,2	16,6	34,9	24,3	**100,0**
Industries des biens de consommation	27,8	25,1	27,1	19,9	**100,0**
BTP	31,3	22,6	31,8	14,3	**100,0**
Commerce	36,3	21,2	27,3	15,3	**100,0**
Transports et télécommunications	23,9	24,0	28,3	23,9	**100,0**
Services hors santé	25,6	27,9	27,3	19,2	**100,0**
Services de santé	21,1	24,8	35,1	19,1	**100,0**
Banques-assurances	16,0	18,2	45,3	20,6	**100,0**
Tous secteurs	**26,7**	**23,0**	**31,1**	**19,3**	**100,0**

TABLEAU C.02-13

Opinions des employeurs sur la représentation des salariés et le rôle des syndicats (1)

Année 1993

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise) %

	Ensemble des établissements			*Dont :* établissements avec délégué syndical			*Dont :* établissements sans délégué syndical		
	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse	D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas ou non réponse
« Mon établissement a besoin d'interlocuteurs qui représentent les salariés »	75,0	22,0	3,0	92,0	8,0	—	66,0	31,0	3,0
« Les représentants du personnel dans mon établissement traduisent bien les aspirations et les revendications des salariés »	56,0	21,0	23,0	68,0	30,0	2,0	49,0	16,0	35,0
« Dans les négociations, les représentants des salariés prennent en considération les possibilités économiques de l'entreprise »	59,0	22,0	19,0	62,0	34,0	4,0	57,0	15,0	28,0
« Chez nous les salariés sont en mesure de défendre leurs intérêts »	83,0	14,0	3,0	80,0	19,0	1,0	84,0	12,0	4,0
« Les syndicats jouent un rôle irremplaçable dans la représentation des salariés »	46,0	51,0	3,0	56,0	43,0	1,0	40,0	56,0	4,0
« Les syndicats gênent le déroulement des activités de l'entreprise »	33,0	62,0	5,0	22,0	77,0	1,0	38,0	54,0	8,0
« L'action syndicale est un stimulant dans la vie de l'entreprise »	45,0	50,0	5,0	51,0	47,0	2,0	42,0	52,0	6,0

(1) Quatre items étaient proposés : « tout à fait d'accord », « plutôt d'accord » , « plutôt pas d'accord », « pas du tout d'accord », ainsi qu'un item « ne sait pas ». Des regroupements ont été opérés dans ce tableau.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité *Unité :* % des suffrages exprimés

	(1) 1991		1992	1993	1994	1995
	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF
Ensemble des salariés :						
CGT	20,4	24,3	22,7	19,7	22,4	19,7
CFDT	20,5	20,4	19,6	20,8	20,3	20,5
CFTC	4,5	4,2	4,0	4,7	4,1	5,1
FO	11,7	12,2	12,7	11,6	12,7	12,3
CGC	6,5	5,8	6,2	6,5	6,0	6,4
Autres syndicats	5,6	6,7	6,0	6,3	6,2	6,2
Non syndiqués	30,9	26,4	28,9	30,3	28,4	29,9
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :						
CGT	25,2	27,9	29,7	24,3	29,3	24,1
CFDT	20,7	19,9	20,8	21,0	21,2	20,8
CFTC	4,3	4,0	4,2	4,6	4,2	5,1
FO	12,3	13,2	12,7	12,4	12,8	13,3
CGC	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	1,1
Autres syndicats	5,3	5,5	5,4	6,1	5,6	5,4
Non syndiqués	31,3	28,7	26,3	30,7	26,4	30,3
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :						
CGT	10,8	10,5	11,6	10,0	13,1	10,4
CFDT	20,6	18,8	19,3	20,4	20,1	20,0
CFTC	5,0	4,1	4,3	5,1	4,5	5,0
FO	9,8	11,5	10,9	9,9	11,0	10,3
CGC	17,7	18,8	17,7	18,4	16,4	17,6
Autres syndicats	8,9	7,1	9,5	6,7	9,4	7,8
Non syndiqués	27,2	29,1	26,8	29,5	25,4	28,9

(1) Les élections SNCF prévues en 1991 ont été reportées en 1992.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Proportion d'établissements et salariés couverts par l'institution (1) selon la taille des établissements

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité : %*

Taille des établissements	1985		1988		1994	
	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution	Proportion d'établissements ayant au moins un délégué du personnel	Proportion de salariés couverts par l'institution
11 à 49 salariés	39,5	45,3	36,1	44,5	29,6	33,8
50 à 99 salariés	63,4	63,6	55,3	55,3	58,9	59,6
100 à 499 salariés	82,0	85,7	78,1	84,4	74,8	79,1
500 à 999 salariés	96,9	97,1	95,4	95,9	90,5	90,8
1 000 salariés et plus	97,3	98,1	98,8	98,7	95,5	96,7
Ensemble	**47,6**	**73,9**	**43,3**	**69,7**	**37,8**	**65,8**

(1) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-16

Répartition selon l'appartenance syndicale des délégués du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité. DARES (Enquêtes délégués du personnel) — *Unité : %*

Syndicats	1985	1988	1994	Écart 85/94 (en points)	Écart 88/94 (en points)
CGT	24,8	22,7	18,1	– 6,7	– 4,6
CFDT	15,5	16,4	16,2	0,7	– 0,2
CFTC	2,5	2,8	4,0	1,5	1,2
CGT-FO	10,1	10,9	9,1	– 1,0	– 1,8
CFE-CGC	5,1	5,4	4,1	– 1,0	– 1,3
Autres syndicats	3,4	4,5	4,6	1,2	0,1
Non syndiqués	38,6	36,4	41,0	2,4	4,6
Non déclarés	–	1,0	2,9	2,9	1,9

TABLEAU C.02-17

Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Établissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectif des établissements avec délégués (en %)	
	1989	1993	1989	1993	1989	1993	1989	1993
50 à 99 salariés	18 317	17 354	35,7	34,9	1 284 803	1 225 375	37,0	35,9
100 à 199 salariés	9 601	9 677	58,4	54,3	1 328 717	1 337 782	59,5	55,5
200 à 499 salariés	5 127	5 253	78,1	74,9	1 532 029	1 559 637	79,5	76,4
500 à 999 salariés	1 230	1 181	89,9	88,0	832 713	803 786	90,0	88,5
1 000 salariés et plus	498	505	94,6	92,5	1 161 418	1 094 189	93,8	93,7
Total	**35 169**	**33 970**	**50,9**	**49,3**	**6 260 498**	**6 020 769**	**70,1**	**68,3**

TABLEAU C.02-18

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Syndicats	1989		1993	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	11 651	28,1	10 866	27,5
CFDT	9 949	24,0	9 808	24,9
CGT-FO	7 436	17,9	7 336	18,6
CFE-CGC	5 512	13,3	4 996	12,7
CFTC	3 057	7,4	3 087	7,8
Autres syndicats	2 883	7,0	3 151	8,0
Total	**41 460**	**100,0**	**39 450**	**100,0**

TABLEAU C.02-19

Établissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements (2)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Établissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	r 1989	1993	*r* 1989	1993	*r* 1989	1993	*r* 1989	1993
Moins de 300 salariés	29 095	29 988	61,5	61,3	3 164,8	3 312,4	69,2	67,4
De 300 à 499 salariés	2 127	2 097	88,8	84,2	804,7	794,7	88,9	83,9
500 salariés et plus	1 727	1 682	92,4	90,2	1 994,9	1 879,9	92,6	90,2
Total	**32 949**	**33 767**	**64,8**	**64,1**	**5 964,4**	**5 987,0**	**79,7**	**76,8**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Hors EDF, SNCF, et établissements publics.

TABLEAU C.02-20

Délégués syndicaux et CHST

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	r 1989	1990	1991	1992	*r* 1993	1994	1995
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	50,9	///	///	///	///	49,3	///
Effectif correspondant (millier)	6 260,5	///	///	///	///	6 020,8	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	64,8	///	///	///	64,1	///	///
Effectif correspondant (millier)	5 964,4	///	///	///	5 987,8	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-21

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1994	(3) 1995	1996	1994	(3) 1995	1996	1994	(3) 1995	1996
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	11 750	10 788	11 184	3 002	2 730	2 882	14 752	13 518	14 066
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	− 28	− 10	+ 4	+ 21	− 11	+ 6	− 22	− 8	+ 4
Nombre d'autorisations	10 313	9 458	9 748	2 185	1 851	2 093	12 498	11 309	11 841
Pourcentage d'autorisations par rapport aux demandes	88	88	87	73	68	73	85	84	84

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).
(3) À partir de 1995, les chiffres des DOM sont inclus.

TABLEAU C.02-22

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1994	1995	1996	1994	1995	1996	1994	1995	1996
Nombres de décisions prises (1)	650	329	376	380	380	362	1 030	709	738
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	- 15	- 49	+ 14	+ 4	—	− 5	− 9	− 31	+ 4

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux).
7. Distribution par décile des salaires annuels dans les entreprises privées et publiques.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.
10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet.
11. Gains bruts moyens mensuels selon l'activité économique de l'établissement (en NES), le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement.

13. Évolution annuelle de l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers selon l'activité économique.
14. Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire des ouvriers selon la qualification.
15. Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire mensuel des salariés selon l'activité économique.
16. Évolution annuelle du taux de salaire mensuel des salariés selon la qualification.
17. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État et des exploitants publics par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
18. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut.
19. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
20. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements de la Fonction publique d'État.
21. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
22. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
23. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne pour les ouvriers et les employés.
24. Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus et patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Dans le secteur privé et les entreprises publiques, le salaire offert en 1996 pour un travail à temps complet s'est établi en moyenne à 13 550 F par mois en brut et à 10 685 F net de prélèvements à la source (cotisations sociales, CSG et CRDS). La moitié des salaires nets offerts sont inférieurs à 8 600 F, un quart à 6 770 F pour un travail à temps complet. Entre 1995 et 1996, malgré la hausse du SMIC de 1,6 % en francs constants, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen est resté inchangé, notamment du fait d'une diminution des primes. Le salaire brut a diminué de 0,3 % à structure constante, c'est-à-dire en éliminant les effets de structure provenant essentiellement de l'augmentation des qualifications. Depuis 1995, ces modifications de la structure des emplois contribuent de manière moins importante que durant la période 1991-1994 à l'augmentation du salaire moyen. Du fait du relèvement des prélèvements obligatoires, le salaire net recule de 1,3 % en moyenne et de 1,6 % à structure constante.

Entre 1995 et 1996, le salaire brut moyen par tête des agents des services civils de l'État a augmenté de 0,6 % en francs constants. Le salaire moyen net de prélèvements, (cotisations sociales, CSG et CRDS) recule de 0,1 % en francs constants (c'est-à-dire en pouvoir d'achat). À corps, grade et échelon identiques, le salaire moyen a diminué, en francs constants, de 0,3 % en brut et de 1,0 % en net. En ajoutant l'effet des avancements et promotions, le salaire net de prélèvements des seules personnes en place s'est accru de 1,2 %, toujours en francs constants.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans. Cette enquête fournit des structures de revenus imposables par catégorie, qui sont utilisées pour répartir les divers montants du compte de revenu de la comptabilité nationale entre les différentes catégories socioprofessionnelles. Elle fournit également les répartitions par catégorie des prestations sociales, non imposables mais calculées sur barème, telles que les prestations familiales, le minimum vieillesse ou le revenu minimum d'insertion. Pour certains types de revenus, la somme des montants issus des déclarations fiscales est très inférieure aux évaluations issues des comptes nationaux. C'est, en particulier, le cas des revenus d'entreprises individuelles. On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

Le champ des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur le patrimoine des ménages.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les comptes présentés sont issus d'une actualisation, pour l'année 1993, des résultats d'exploitation de données fiscales portant sur les revenus de 1990.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de la première vague de collecte de la partie française du panel européen de ménages, réalisée en 1994. Ce panel porte sur un échantillon d'environ 7 400 ménages, représentatifs de l'ensemble des ménages ordinaires résidant en France, interrogés chaque année pendant trois ans. Les revenus déclarés à l'enquête portent sur l'ensemble de l'année 1993.

Lors de cette enquête, les ménages ont été interrogés sur l'ensemble de leurs revenus monétaires. Les revenus d'activités recouvrent l'activité principale, salariée ou indépendante, ainsi que les activités secondaires ou occasionnelles. Les revenus sociaux comprennent, outre les retraites et minima vieillesse, les prestations et indemnités liées au chômage, à la famille, à l'invalidité, à la formation ou au service national, ainsi que les aides monétaires et pensions alimentaires versées par d'autres ménages. Enfin, les ménages sont interrogés sur leurs revenus de placements mobiliers ou immobiliers. Ces montants sont, pour certains, soumis à des erreurs de déclarations. Ainsi, la masse des montants de revenus de placements déclarés est nettement inférieure à celle évaluée par les comptes nationaux. C'est également le cas pour les revenus d'activités indépendantes.

Les salaires et les gains

L'exploitation des DADS est exprimée à compter de l'année 1993 dans la nomenclature économique de synthèse (NES 36).

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des

employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. ***L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre)*** qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de plus de 10 salariés : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil.

Depuis octobre 1988, ***l'enquête sur les gains des salariés,*** poursuit en l'améliorant la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés; soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés.

Les données collectées concernant le salaire de base excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire de la fonction publique va d'un minimum (226) à un maximum (818), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est 1 317 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Au traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 et, à partir de 1988, est réalisée tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. La dernière enquête date de 1992.

L'enquête effectuée pour la France couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. Depuis 1988, certains secteurs des services sont également enquêtés.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles

et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie "Les salaires et les gains".

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;
— Direction générale des Impôts;
— *Journal officiel;*
— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité;
— Eurostat.

Publications :

Articles d'*Économie et Statistique :*

« Le patrimoine des français : comportements et disparités », n^{os} 296-297, juin-juillet 1996;

« Aux sources des carrières salariales et de l'emploi : les firmes et les salariés », décembre 1996;

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :
— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :
— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

« Le patrimoine de rapport des ménages et ses performances », n° 281, janvier 1995;

Autres publications :

« Rencontre européenne sur les salaires :

— quelques manifestations de flexibilité salariale;

— le déplacement du niveau de la négociation salariale;

— les déterminants du salaire;

— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;

— le rôle normatif de la négociation salariale de branche, Travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226, décembre 1992;

« Évolution récente des grandes catégories de revenus perçus par les ménages (année 1993) », *INSEE-Résultats,* n° 373-374, février 1995;

« L'éventail des salaires et ses déterminants », « La négociation salariale en France : des marges de manœuvre réduites au début des années 1990 », « Les revenus des ménages », « Le patrimoine des ménages : répartition et concentration », *Données sociales,* 1996, *INSEE.*

« Les primes et compléments de salaires dans le secteur privé », *INSEE-Première,* n° 406, octobre 1995;

« Les primes de performance en 1992 », Dares, *Premières synthèses,* n° 122, janvier 1996;

« L'éventail des salaires par profession », *INSEE-Première,* n° 366, mars 1996.

« Le coût salarial », *INSEE-Première,* n° 462, juin 1996;

« Coûts de la main-d'œuvre, résultats principaux 1992 », *Document statistique Eurostat,* Thème « Population et conditions sociales », Série 3C, Comptes et Enquêtes;

« Séries longues sur les salaires », *INSEE-Résultats,* n° 457, avril 1996;

« Salaires et coûts salariaux, 45 ans d'évolution », *INSEE-Première,* n° 449, mai 1996;

« La hiérarchie des salaires », *INSEE-Première,* n° 487, septembre 1996;

« Évolution du rapport salarial 1984-1994 », *Les Dossiers de la Dares,* n° 1, janvier 1996;

« Activité et Pauvreté », *INSEE-Première,* n° 450, mai 1996;

« Le patrimoine des ménages se diversifie », *INSEE-Première,* n° 454, mai 1996.

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1995 », *INSEE-Première,* n° 471, juillet 1996;

« Les salaires des agents de l'État en 1995 », *INSEE-Première,* n° 492, octobre 1996;

« Les salaires dans le secteur privé en 1996 », *INSEE-Première,* n° 550, octobre 1997;

« Les salaires des agents de l'État en 1996 », *INSEE-Première,* n° 555, novembre 1997;

« Les salaires des agents de l'État en 1993-1994 », *INSEE-Résultats,* n° 474, mai 1996;

« Les salaires des agents de l'État en 1994 », *INSEE-Résultats,* n°s 518-519, février 1997;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1993 », *INSEE-Résultats*, n° 522, février 1997;

« La structure des salaires en 1992 », *INSEE-Résultats*, n° 534, avril 1997 »;

« Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1994 », *INSEE-Résultats*, n° 574, 1997;

« Négociations salariales et salaires à la mi 1996 », *Premières informations et Premières synthèses,* Dares, n° 96-10.43-1;

« Les gains des salariés en octobre 1996 dans les établissements de 10 salariés et plus » *Premières informations et Premières Synthèses,* Dares, n° 97.05-20.1;

« Les salariés au SMIC au 1er juillet 1996 » *Premières informations et Premières synthèses,* Dares, n° 97.06-24.3;

« Les rémunérations et l'emploi dans les petits établissements en octobre 1996 », *Premières informations et Premières synthèses*, Dares, n° 97.07-29.1;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er juillet 1997 », *Premières informations et Premières synthèses,* Dares, n° 97.10-40.1;

« Les gains des salariés en avril 1997 dans les établissements de 10 salariés et plus », *Premières informations* et *Premières synthèses*, Dares, n° 97.10-42.1;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er octobre 1996 », *Premières informations et Premières synthèses,* Dares, n° 96.12-52.1;

« Résultats provisoires de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er octobre 1997 », *Premières informations et Premières synthèses,* Dares, n° 97.11-47.1;

« Les revenus sociaux, 1981-1995 », *Synthèses, Statistique publique,* n° 6, novembre 1996;

« Revenus et patrimoine des ménages », *Synthèses, Statistique publique,* n° 11, septembre 1997;

« L'évolution des salaires jusqu'en 1996 », *Synthèses, Statistique publique* (à paraître);

« Politiques de rémunération », Les dossiers thématiques, *INSEE, Liaisons sociales,* Dares, n° 8, 1997.

* * *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE — *Unité* : Millier de Francs

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	182	319	283	178	117	119	26	24	120
Travail salarié	25	101	274	174	114	116	22	21	98
Entreprise individuelle	157	218	9	4	3	3	4	3	22
Revenu de la production des ménages « purs »	19	7	3	6	6	7	12	13	8
Revenu de la propriété	21	45	38	15	8	6	30	34	22
Revenu primaire net	**222**	**371**	**324**	**199**	**131**	**132**	**68**	**71**	**150**
Prestations sociales	49	37	48	44	44	56	118	129	74
dont : Vieillesse/Survie	5	6	5	5	5	3	87	98	36
Transferts divers	1	5	2	2	1	1	1	1	2
Revenu disponible avant impôts	**272**	**413**	**374**	**245**	**176**	**189**	**187**	**201**	**226**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	22	74	54	22	13	10	14	15	22
dont : Impôt sur le revenu	18	66	44	15	7	5	9	10	16
Revenu disponible net	**250**	**339**	**320**	**223**	**163**	**179**	**173**	**186**	**204**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994) — %

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Agriculteurs exploitants	502	160 786	77,6	17,6	59,4	4,0	10,3	8,1
Artisans, commerçants	1 125	227 651	85,8	35,9	48,9	1,5	5,4	7,3
Chefs d'entreprise :								
dont : Artisans	569	204 123	86,4	28,5	56,9	2,3	5,9	5,4
Commerçants	422	205 984	86,8	28,7	56,9	1,0	6,5	5,7
Professions libérales	193	515 767	91,3	17,8	72,7	1,0	1,6	6,1
Cadres	2 015	311 169	89,8	83,7	5,2	1,4	3,4	5,4
Professions intermédiaires	3 186	199 931	88,6	83,2	4,7	0,9	6,3	4,2
Employés	2 293	141 252	82,3	80,8	1,0	3,0	10,4	4,3
Ouvriers qualifiés	3 234	155 517	81,7	79,6	1,5	1,0	14,8	2,5
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1 130	127 586	73,5	71,3	1,5	1,3	22,5	2,7
Retraités :	6 996	138 780	13,7	10,8	2,5	73,9	3,8	8,6
dont : Anciens agriculteurs	779	93 584	18,5	5,6	12,1	63,6	4,2	13,7
Anciens indépendants non agricoles	772	159 426	14,9	9,2	4,6	64,2	1,8	19,1
Anciens cadres et professions intermédiaires	1 957	204 652	13,1	11,6	1,2	76,9	2,2	7,8
Autres anciens salariés	3 487	107 333	13,0	11,5	1,3	76,0	5,9	5,1
Autres inactifs	1 300	75 755	21,1	17,9	1,2	30,7	32,0	16,2
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,3**	**55,2**	**9,3**	**21,0**	**7,8**	**5,9**

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994)

%

Âge de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	*dont :* Activités secondaires	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
29 ans et moins	2 696	123 063	83,1	78,4	3,8	0,9	0,4	11,1	5,4
30 à 39 ans	4 347	186 280	85,0	73,3	11,1	0,6	0,6	10,7	3,7
40 à 49 ans	4 467	218 870	86,0	72,8	12,3	0,8	1,1	8,4	4,5
50 à 59 ans	3 293	199 176	75,0	60,7	13,7	0,9	9,6	8,5	6,6
60 à 69 ans	3 365	153 793	21,0	15,3	5,2	0,6	66,5	4,0	8,5
70 à 79 ans	2 411	125 635	8,0	6,1	1,6	0,4	80,5	2,6	8,9
80 ans et plus	1 420	105 134	6,7	4,7	2,0	—	79,7	3,1	10,5
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,2**	**55,2**	**9,3**	**0,7**	**21,0**	**7,9**	**5,9**

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1993

Source : INSEE (panel européen des ménages de 1994)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu moyen avant impôt (=100%)	Revenus d'activité	*dont :* Salaires	*dont :* Revenus d'indépendants	*dont :* Activités secondaires	Retraites	Autres revenus sociaux	Autres
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 191	207 253	90,5	77,5	12,5	0,5	0,7	4,5	4,3
Couple de 2 actifs, 1 enfant (1)	2 086	231 933	91,2	78,4	12,1	0,7	0,8	4,7	3,3
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 029	246 007	85,7	72,7	12,3	0,7	0,6	9,7	4,0
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 080	190 242	68,9	51,1	16,4	1,4	17,1	7,9	6,1
Couple avec 1 actif, 1 enfant	667	187 067	80,4	60,5	19,4	0,5	4,4	8,4	6,8
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 491	204 187	76,9	65,1	10,8	0,9	1,7	17,3	4,1
Couple d'inactifs	3 753	168 079	13,9	11,2	2,1	0,6	72,5	4,4	9,2
Famille monoparentale	1 006	133 972	67,0	61,8	4,6	0,6	5,0	19,9	8,1
Personnes seules actives	2 462	110 854	86,2	76,7	8,8	0,7	1,1	7,0	5,7
Personnes seules inactives	3 531	79 263	4,2	3,7	0,1	0,4	79,0	6,0	10,8
Autres ménages	703	154 731	45,8	39,9	5,7	0,2	38,8	8,2	7,2
Ensemble	**21 998**	**170 228**	**65,2**	**55,2**	**9,3**	**0,7**	**21,0**	**7,9**	**5,9**

(1) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5A

Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires

Année 1995

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établis-sements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31- 12	Masse des salaires bruts (en milliers)
Agriculture, sylviculture et pêche (1)	A0	1 545	10 925	6 592	871,5
Industries agricoles et alimentaires	B0	56 234	680 476	491 826	60 281,3
Habillement, cuir	C1	9 400	209 865	163 806	18 466,2
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 464	250 958	195 088	33 073,0
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 864	162 128	133 082	25 410,9
Industries des équipements du foyer	C4	14 714	251 668	203 520	25 904,7
Industrie automobile	D0	2 016	303 446	272 800	40 653,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 715	137 155	121 114	22 914,3
Industries des équipements mécaniques	E2	19 988	500 576	399 975	61 973,2
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 391	294 829	220 304	44 397,0
Industries des produits minéraux	F1	10 160	205 982	172 142	24 893,0
Industries du textile	F2	4 805	152 943	125 699	15 359,0
Industries du bois et du papier	F3	8 278	211 962	173 854	23 918,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 297	387 875	324 039	51 966,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 742	509 879	415 357	60 930,1
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 499	202 667	167 707	25 944,0
Production de combustibles et de carburants	G1	235	54 872	48 299	10 613,1
Eau, gaz, électricité	G2	2 084	225 453	198 041	35 650,3
Construction	H0	168 502	1 403 416	1 064 567	123 029,9
Commerce et réparation automobile	J1	61 431	469 828	367 236	45 411,6
Commerce de gros	J2	102 065	1 111 384	844 432	138 260,0
Commerce de détail, réparations	J3	230 199	1 655 726	1 157 681	120 284,6
Transports	K0	50 305	1 045 459	835 346	118 630,1
Activités financières	L0	43 698	787 646	618 024	120 283,6
Activités immobilières	M0	76 340	288 361	191 091	28 038,6
Postes et télécommunications	N1	1 507	530 342	480 757	72 918,0
Conseils et assistance	N2	113 798	1 135 220	860 132	170 211,9
Services opérationnels	N3	58 652	1 780 970	650 287	95 602,0
Recherche et développement	N4	2 003	134 616	109 359	22 477,9
Hôtels et restaurants	P1	135 598	967 709	539 031	55 160,0
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	45 983	359 345	206 416	29 933,8
Services personnels et domestiques	P3	54 586	190 274	138 539	11 439,6
Éducation	Q1	24 396	326 285	223 997	25 087,9
Santé, action sociale	Q2	106 605	2 292 654	1 860 911	222 631,9
Administration publique	R1	4 061	339 798	292 977	43 118,2
Activités associatives et extra-territoriales	R2	49 076	339 592	214 070	25 164,4
Non renseigné		2 049	9 166	6 281	583,0
Total		**1 523 285**	**19 921 450**	**14 494 379**	**2 051 486,8**

(1) L'augmentation de la pêche provient d'une amélioration de la source en codification du code APE il y a moins de poste APE non trouvé.

TABLEAU C.03-5B

Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires

Année 1994

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établis-sements actifs au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31- 12	Masse des salaires bruts (en milliers)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	893	7 297	4 683	512,7
Industries agricoles et alimentaires	B0	57 722	753 317	538 026	63 975,2
Habillement, cuir	C1	11 075	239 709	185 775	19 932,6
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 566	275 838	208 846	33 957,8
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	2 087	180 068	147 434	28 146,8
Industries des équipements du foyer	C4	15 375	273 695	216 511	26 502,8
Industrie automobile	D0	2 284	330 470	289 434	43 350,2
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 843	148 259	130 425	23 909,0
Industries des équipements mécaniques	E2	20 504	516 607	415 114	62 221,8
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 909	324 096	262 323	49 859,6
Industries des produits minéraux	F1	10 704	217 640	180 608	25 187,0
Industries du textile	F2	5 382	166 047	135 788	15 633,3
Industries du bois et du papier	F3	8 438	219 345	178 744	23 454,6
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 969	412 198	346 411	54 329,0
Métallurgie et transformation des métaux	F5	20 159	509 563	418 623	58 453,6
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 877	218 847	166 764	24 625,2
Production de combustibles et de carburants	G1	423	63 922	56 930	12 465,6
Eau, gaz, électricité	G2	2 164	236 554	204 756	35 873,9
Construction	H0	168 574	1 489 856	1 127 033	136 031,1
Commerce et réparation automobile	J1	60 316	455 618	348 808	41 667,4
Commerce de gros	J2	101 615	1 163 273	867 338	133 174,6
Commerce de détail, réparations	J3	224 990	1 800 079	1 205 699	119 172,7
Transports	K0	48 851	1 040 164	818 802	143 972,5
Activités financières	L0	43 441	851 850	674 184	124 125,2
Activités immobilières	M0	66 489	276 608	197 190	26 065,5
Postes et télécommunications	N1	1 344	566 944	368 871	71 205,8
Conseils et assistance	N2	106 990	1 049 277	776 581	134 429,8
Services opérationnels	N3	56 284	1 832 279	746 393	84 482,3
Recherche et développement	N4	1 937	137 452	110 795	21 604,8
Hôtels et restaurants	P1	130 075	1 064 129	560 678	52 197,9
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	41 452	402 778	214 930	27 943,6
Services personnels et domestiques	P3	53 612	206 502	145 110	11 579,6
Éducation	Q1	23 316	353 601	231 320	22 425,0
Santé, action sociale	Q2	106 718	2 421 255	1 905 140	209 993,1
Administration publique	R1	4 245	369 531	310 377	43 993,6
Activités associatives et extra-territoriales	R2	49 275	587 193	381 809	30 778,9
Non renseigné		7 417	42 020	28 939	2 073,5
Total		**1 497 315**	**21 203 881**	**15 107 192**	**2 039 307,6**

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, entreprises privées, publiques et les hôpitaux)

Année 1995

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique	NES 36 (1)	Effectifs toutes catég. (2)	Par sexe			Par catégories socioprofessionnelles			
			Les deux sexes (3)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs (4)	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	6,0	127 500	131 200	84 800	240 700	108 200	96 300	123 800
Industries agricoles et alimentaires	B0	414,7	104 100	113 200	85 100	236 000	141 700	82 500	88 600
Habillement, cuir	C1	144,4	91 500	127 400	78 400	249 100	143 700	88 100	72 300
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	168,0	145 300	158 500	122 300	241 000	160 300	106 200	111 300
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	121,0	154 900	180 100	131 700	283 500	162 200	113 000	103 400
Industries des équipements du foyer	C4	182,9	103 800	112 800	87 300	226 700	133 700	93 400	83 700
Industrie automobile	D0	258,4	119 900	123 200	101 200	256 600	141 500	110 400	99 400
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	96,6	146 200	150 400	119 800	253 800	147 800	113 300	108 200
Industries des équipements mécaniques	E2	38,4	121 500	124 100	103 300	240 000	138 700	100 800	96 000
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	220,5	150 000	165 700	110 200	253 000	136 000	106 000	94 100
Industries des produits minéraux	F1	162,9	114 800	118 200	97 000	244 600	146 200	99 400	95 200
Industries du textile	F2	115,2	97 600	112 400	79 000	255 900	133 000	88 700	78 800
Industries du bois et du papier	F3	162,3	109 700	114 200	92 800	249 000	149 100	97 400	89 400
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	309,9	125 900	133 900	99 200	273 800	149 200	105 100	97 100
Métallurgie et transformation des métaux	F5	390,5	116 900	120 600	96 300	252 000	145 900	102 200	96 800
Industries des composants électriques et électroniques	F6	157,1	122 300	139 900	92 000	247 700	137 800	101 100	91 300
Production de combustibles et de carburants	G1	47,9	169 700	172 900	147 500	300 800	169 700	125 800	126 600
Eau, gaz, électricité	G2	187,1	153 100	158 100	131 900	259 800	151 200	109 400	116 900
Construction	H0	964,9	96 200	96 300	94 600	199 700	127 000	85 800	80 700
Commerce et réparation automobile	J1	315,3	107 100	109 700	93 700	192 200	135 600	90 900	85 600
Commerce de gros	J2	764,4	135 100	145 700	109 600	256 100	141 900	94 900	87 600
Commerce de détail, réparations	J3	785,5	96 200	108 900	84 500	172 800	109 800	76 600	83 900
Transports	K0	748,4	120 400	122 800	108 000	249 300	144 100	102 300	100 600
Activités financières	L0	553,5	161 800	196 700	128 700	260 700	140 800	116 400	119 100
Activités immobilières	M0	152,9	125 900	144 200	106 300	238 300	137 100	93 400	86 000
Postes et télécommunications	N1	396,0	130 000	135 900	119 600	198 000	128 600	109 600	104 400
Conseils et assistance	N2	727,3	169 900	201 900	126 200	263 400	137 500	101 400	122 800
Services opérationnels	N3	463,9	105 900	110 000	97 400	241 200	126 100	85 100	87 000
Recherche et développement	N4	96,7	173 200	192 100	143 300	223 000	133 600	110 900	116 300
Hôtels et restaurants	P1	370,7	91 400	97 800	81 700	147 800	109 000	77 800	84 600
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	119,2	147 300	160 900	126 600	228 100	148 500	96 400	106 100
Services personnels et domestiques	P3	86,1	80 800	99 800	73 000	137 300	104 000	71 100	74 800
Éducation	Q1	110,4	121 200	140 200	103 800	189 400	119 900	87 800	92 700
Santé, action sociale	Q2	1 290,2	115 000	124 900	111 200	204 400	135 300	95 100	74 300
Administration publique	R1	247,6	122 500	137 200	114 300	184 300	122 900	100 300	89 900
Activités associatives et extra-territoriales	R2	111,4	125 000	145 300	110 000	199 600	125 100	96 300	83 800
Non renseigné		3,7	101 900	111 600	86 200	208 600	122 800	81 400	91 200
Ensemble (5)		**11 837,0**	**121 900**	**130 800**	**106 100**	**233 100**	**135 800**	**94 000**	**90 700**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(4) Y compris les dirigeants d'entreprises.
(5) Y compris les télécommunications et postes.

TABLEAU C.03-7A

Distribution par décile des salaires annuels dans les entreprises privées et publiques (1) (2)

Année 1996 : Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Sources : INSEE, actualisation des DADS 1995 d'après l'enquête trimestrielle ACEMO et l'enquête primes du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Unité : Francs courants

Déciles	Sexe masculin		Sexe féminin		Ensemble	
	Salaire brut	Salaire (3) net de prélèvement	Salaire brut	Salaire (3) net de prélèvement	Salaire brut	Salaire (3) net de prélèvement
D 1	90 620	71 620	82 290	64 490	87 380	68 890
D 2	102 130	80 800	90 910	71 130	98 000	76 990
D 3	113 040	89 150	99 220	77 400	108 470	85 400
D 4	123 570	97 530	108 270	84 490	118 890	93 460
D 5	136 440	107 510	118 880	92 790	131 240	103 150
D 6	152 150	119 780	132 210	102 980	146 160	114 680
D 7	175 280	138 370	149 660	116 670	167 060	131 240
D 8	212 020	167 520	174 900	136 250	198 870	156 540
D 9	284 370	223 650	212 590	166 700	263 200	207 070
D 9/D 1	3,14	3,12	2,58	2,58	3,01	3,01
Salaire moyen	172 540	136 430	139 090	108 920	162 560	128 220

(1) Non compris les hôpitaux publics, La Poste et France Telecom. La rémunération moyenne est estimée d'après l'enquête trimestrielle ACEMO et d'après les résultats de l'enquête «Primes» du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
(2) Ce tableau n'est pas directement comparable au tableau C03-7B; les champs sont différents, il s'agit ici d'estimations (actualisation des DADS 1995).
(3) Les prélèvements sont : les cotisations sociales, la CSG et le RDS.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1994,1995

Unité : Francs courants

Déciles	1994			*r* 1995		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D 1	64 900	58 100	**62 600**	66 600	61 600	**64 400**
D 2	74 200	66 800	**71 400**	75 900	69 500	**73 300**
D 3	82 800	74 600	**79 700**	84 700	77 200	**81 800**
D 4	92 000	83 000	**88 500**	94 100	85 500	**90 900**
D 5	102 000	91 600	**97 900**	104 500	94 500	**100 700**
D 6	113 800	101 100	**108 600**	116 800	104 500	**111 800**
D 7	130 500	112 100	**122 600**	134 000	116 000	**126 300**
D 8	156 900	127 500	**144 900**	161 100	132 200	**149 300**
D 9	213 000	155 800	**189 500**	218 500	161 600	**195 100**
D 9/D 1	3,28	2,68	**3,03**	3,28	2,62	**3,03**

(1) Cotisations sociales et, pour 1995, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A et les champs sont différents.

TABLEAU C.03-8A

Prélévements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG (1)

Source : INSEE — % du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire... ...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	....comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en F)
1985	14,4	15,2	11,3	5,6	8 895
1986	14,9	15,7	11,6	5,6	9 350
1987	15,6	16,5	11,9	5,8	9 735
1988	16,0	17,0	12,3	9,3	10 030
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	10 440
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	10 920
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	11 480
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	12 010
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	12 485
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	12 760
1995	20,1 *r*	20,9	18,1	14,2	12 995
1996	20,8	21,6	19,1	15,2	13 435

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic et la CSG.

TABLEAU C.03-8B

Prélévements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE — % du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire... ...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1985	39,7	39,7	26,9	15,2
1986	39,9	39,9	27,3	15,2
1987	40,0	40,0	27,6	15,3
1988	40,1	40,1	27,7	15,3
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1992	1993	1994	1995	1996
Métropole :					
SMIC brut (1)	33,58	34,45	35,20	36,27	37,57
Minimum garanti brut	16,74	17,02	17,30	17,56	17,95
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	29,00	30,79	31,46	33,53	37,57
Métropole :					
SMIC net (2)	27,44	27,80	28,08	28,85	29,44

(1) Au 1er juillet 1997, le montant horaire brut est de 39,43F.
(2) Au 1er juillet 1997, le montant horaire net est de 32,47F, ce montant ne tient pas compte de la CSG et du RDS.

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Activités économiques Secteurs non agricoles, hors administration et travail temporaire		NES (1) 16, 36 et 114	1995 1 à 10 salariés	 11 salariés et plus	 Ensemble	1996 1 à 9 salariés	 10 salariés et plus	 Ensemble
Ensemble des secteurs non-agricoles			**20,6**	**7,6**	**11,2**	**21,4**	**7,3**	**11,0**
Industries agricoles et alimentaires	EB		25,0	12,1	15,7	28,8	11,9	16,4
dont : Industries de la viande et du lait		RB01	26,1	14,1	15,8	28,7	13,1	15,0
Industries alimentaires autres que la viande et le lait		RB03	24,8	10,3	15,7	28,8	10,9	17,3
Industries des biens de consommation	EC		16,7	11,6	12,3	18,3	9,8	11,0
Habillement , cuir		C1	31,1	29,3	29,5	35,3	25,8	27,0
dont : Habillement		C11	30,3	34,7	34,0	37,2	31,3	32,1
Cuir, chaussures		C12	34,8	16,8	18,2	25,7	13,3	14,1
Édition, imprimerie, reproduction		C2	7,8	2,4	3,6	8,7	2,9	4,1
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	n.s (2)	1,2	1,5	n.s (2)	1,6	1,9
Industries des équipements du foyer		C4	18,4	10,7	11,9	19,6	7,7	9,4
dont : Fabrication de meubles		C41	19,6	13,0	14,3	21,5	9,9	12,2
Industrie automobile	ED		n.s	1,0	1,1	n.s	0,8	1,0
Industries des biens d'équipement	EE		11,0	2,6	3,5	11,3	1,9	2,8
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	n.s	1,4	1,6	n.s	0,6	0,9
Industries des équipements mécaniques		E2	10,8	2,9	3,9	10,4	2,4	3,3
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	11,4	3,0	4,0	12,5	1,8	3,0
Industries des biens intermédiaires	EF		17,6	7,2	8,2	15,5	6,0	6,8
Industries des produits minéraux		F1	16,5	5,6	7,4	14,4	5,5	6,8
Industrie textile		F2	30,5	15,4	16,5	32,5	13,0	14,4
Industries du bois et du papier		F3	n.s	9,8	11,6	21,3	8,3	9,4
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	29,8	18,0	20,4	23,2	14,9	16,1
Industries du papier et du carton		RF32	16,4	4,7	5,1	13,1	2,8	3,1
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	16,7	5,5	6,0	13,9	4,3	4,7
dont : Chimie, parachimie		RF41	9,2	1,2	1,5	11,9	1,0	1,4
Industrie du caoutchouc		F45	n.s (2)	1,6	2,0	n.s (2)	1,3	1,5
Transformation des matières plastiques		F46	21,0	12,0	12,6	15,6	9,0	9,4
Métallurgie et transformation des métaux		F5	11,7	6,2	6,8	10,7	5,0	5,6
Industries des composants électriques et électroniques		F6	24,0	6,1	6,9	19,7	4,8	5,3
Énergie	EG		n.s (2)	0,2	0,3	n.s (2)	0,4	0,2
Production de combustibles et de carburants		G1	n.s (2)	0,3	0,3	n.s (2)	0,1	0,1
Eau, gaz, électricité		G2	n.s (2)	0,1	0,3	n.s (2)	0,2	0,3
Construction	EH		12,6	4,4	7,2	13,1	4,4	7,3
Commerce	EJ		21,0	12,8	16,0	21,8	11,4	15,3
Commerce et réparations automobiles		J1	18,5	6,2	11,9	19,5	6,7	12,3
Commerce de gros		J2	13,1	6,6	8,6	14,3	6,0	8,4
Commerce de détail, réparations		J3	25,6	20,2	22,6	26,1	17,4	21,1
Transports	EK		13,7	3,9	5,2	17,4	4,2	5,8
Activités financières	EL		8,6	0,9	1,9	8,6	1,3	2,4
dont : Intermédiation financière		L01	3,5	0,6	0,8	4,7	1,0	1,3
Assurance		L02	9,0	1,2	1,9	6,3	1,6	2,0
Activités immobilières	EM		14,9	10,0	12,9	15,5	7,7	12,4
Services aux entreprises	EN		11,0	5,5	7,1	11,3	5,9	7,4
Postes et télécommunications		N1 (2)	n.s (2)	n.s (2)	n.s (2)	n.s (2)	n.s (2)	n.s
Conseils et assistance		N2	6,7	2,6	4,1	7,2	3,8	4,9
Services opérationnels		N3	21,7	9,0	11,4	21,3	8,7	10,9
Recherche et développement		N4	n.s	0,6	1,4	n.s	1,0	1,7
Services aux particuliers	EP		41,6	20,9	32,3	42,4	25,1	34,1
Hôtels et restaurants		P1	49,2	25,2	37,8	50,9	31,7	41,1
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	28,4	9,2	17,7	28,2	9,7	17,1
Services personnels		P3	31,8	22,6	29,9	31,3	23,0	29,4
Éducation, santé	EQ		21,9	6,9	12,5	20,7	5,3	10,5
Éducation		Q1	15,0	7,0	11,1	14,9	4,2	8,3
Santé		Q2	24,8	6,9	12,9	23,0	5,7	11,2
Activités associatives	ER		5,5	11,4	9,3	17,1	7,1	13,1

N.B— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.03-10 (suite et fin)

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique et la taille de l'établissement au 1er juillet

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

Activités économiques Secteurs non agricoles, hors administration et travail temporaire		1995			1996		
	NES (1) 16, 36 et 114	1 à 10 salariés	11 salariés et plus	Ensemble	1 à 9 salariés	10 salariés et plus	Ensemble
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG	18,5	6,7	8,2	19,7	5,8	7,3
dont : Industrie textile et habillement	17, 18	30,4	24,8	25,4	35,6	21,8	23,2
Industrie chimique	24	10,8	1,2	1,5	14,4	1,3	1,7
Caoutchouc et matières plastiques	25	20,2	8,5	9,2	14,8	6,5	6,9
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	15,7	6,3	7,9	16,6	5,5	7,3
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à EN EP à ER	22,3	8,7	13,4	23,0	8,8	13,5
dont : Ensemble des services	EL à EN EP à ER	23,8	7,6	13,5	24,3	12,4	14,0

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage; les codes précédés d'un «R» sont des regroupements spécifiques.
(2) n.s = non significatif.

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon l'activité économique de l'établissement (en NES), le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Situation en octobre 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête gains et enquête sur les petits établissements) — *Unité :* Franc

Activité économique	NES (1) 16 et 36	Établissements de moins de 10 salariés			Établissements de 10 salariés et plus		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	8 931	7 541	8 742	9 645	7 713	9 167
Construction	HO	8 609	7 682	8 603	8 822	8 224	8 812
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	8 730	7 551	8 660	9 423	7 721	9 090
Transports (y compris SNCF)	KO	8 898	7 730	8 860	9 634	9 358	9 614
Commerce	J1 à J3	8 607	7 599	8 491	8 735	7 276	8 442
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	8 554	7 719	8 185	8 575	7 438	8 088
Ensemble		**8 693**	**7 656**	**8 552**	**9 286**	**7 630**	**8 921**
Gains mensuels des employés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	9 472	8 057	8 465	10 976	9 846	20 294
Construction	HO	9 286	8 207	8 632	11 402	9 456	10 296
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	9 421	8 086	8 502	11 014	9 799	10 294
Transports (y compris SNCF)	KO	9 003	8 554	8 775	10 244	9 133	9 698
Commerce	J1 à J3	9 084	8 367	8 602	8 947	8 151	8 585
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	9 397	8 926	9 060	10 055	9 695	9 863
Ensemble		**9 277**	**8 654**	**8 845**	**9 897**	**9 266**	**9 568**
Gains mensuels des agents de maîtrise, techniciens :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	12 415	10 978	12 123	13 681	12 341	13 427
Construction	HO	12 224	10 370	11 913	12 592	10 786	12 418
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	12 342	10 778	12 045	13 506	12 280	13 275
Transports (y compris SNCF)	KO	12 076	11 280	11 636	13 555	12 168	13 321
Commerce	J1 à J3	12 209	11 289	11 920	12 702	11 412	12 468
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	12 411	11 770	12 044	13 038	11 979	12 548
Ensemble		**12 331**	**11 610**	**12 007**	**13 349**	**12 052**	**13 029**
Gains mensuels des cadres :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	16 961	14 158	16 492	24 239	19 745	23 551
Construction	HO	14 496	11 875	14 301	21 899	16 896	21 483
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	15 920	13 642	15 623	23 945	19 522	23 308
Transports (y compris SNCF)	KO	16 318	13 683	15 722	20 949	18 053	20 464
Commerce	J1 à J3	17 398	14 168	16 385	23 019	17 963	21 961
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	21 709	16 156	20 081	24 097	19 296	22 721
Ensemble		**18 901**	**15 323**	**17 907**	**23 693**	**19 113**	**22 691**
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :							
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	10 832	8 625	10 167	12 610	9 813	11 803
Construction	HO	9 428	8 821	9 387	10 487	10 242	10 484
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	10 046	8 659	9 786	12 143	9 840	11 565
Transports (y compris SNCF)	KO	10 395	9 700	10 228	11 524	10 760	11 383
Commerce	J1 à J3	11 573	9 437	10 636	11 915	9 172	10 775
Ensemble des services	EL à EN, EP à EQ	14 053	10 026	11 727	14 864	11 221	13 041
Ensemble		**11 715**	**9 688**	**10 855**	**12 650**	**10 346**	**11 859**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.03-12A

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes gains ACEMO d'octobre 1996 et complément annuel 1996) %

Activité économique	NES (1) 16 et 36	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	**Total**
Gains mensuels des ouvriers :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	81,4	1,9	9,5	7,3	**100,0**
Construction	HO	89,1	2,1	5,9	2,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	83,1	2,0	8,7	6,3	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	KO	82,5	6,7	6,7	4,1	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,7	2,1	5,8	5,4	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	88,1	2,0	5,4	4,5	**100,0**
Ensemble		**84,1**	**2,4**	**7,7**	**5,7**	100,0
Gains mensuels des employés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	84,7	0,8	6,8	7,8	**100,0**
Construction	HO	91,6	0,9	2,2	5,3	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	85,5	0,8	6,3	7,5	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	KO	84,5	2,3	5,3	7,9	**100,0**
Commerce	J1 à J3	86,3	1,1	6,2	6,4	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,1	0,5	6,1	8,3	**100,0**
Ensemble		**85,5**	**0,8**	**6,1**	**7,5**	100,0
Gains mensuels des agents de maîtrise, techniciens :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	80,8	1,1	9,0	9,2	**100,0**
Construction	HO	90,5	0,7	2,8	6,0	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	82,3	1,1	8,0	8,7	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	KO	85,2	1,8	5,7	7,3	**100,0**
Commerce	J1 à J3	83,2	0,5	8,8	7,5	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,0	0,8	6,1	8,1	**100,0**
Ensemble		**83,2**	**1,0**	**7,5**	**8,3**	100,0
Gains mensuels des cadres :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	88,1	0,2	2,8	8,9	**100,0**
Construction	HO	89,6	0,2	1,4	8,9	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	88,3	0,2	2,7	8,9	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	KO	86,7	0,2	4,2	8,9	**100,0**
Commerce	J1 à J3	84,5	0,1	4,8	10,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	85,2	0,2	4,2	10,4	**100,0**
Ensemble		**86,2**	**0,2**	**3,8**	**9,9**	100,0
Gains mensuels de l'ensemble des salariés :						
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	83,9	1,2	7,9	7,0	**100,0**
Construction	HO	89,6	1,5	4,5	4,5	**100,0**
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	85,0	1,3	7,3	6,5	**100,0**
Transports (y compris SNCF)	KO	84,2	2,9	6,2	6,7	**100,0**
Commerce	J1 à J3	85,9	0,9	5,7	7,6	**100,0**
Ensemble des services	EL à EQ	84,7	0,8	6,2	8,2	**100,0**
Ensemble		**85,0**	**1,2**	**6,6**	**7,2**	100,0

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.03-12B

Structure du gain brut moyen selon l'activité économique de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (complément annuel à l'enquête ACEMO semestrielle sur les gains des salariés «enquête primes 1996»)

%

Activités économiques	NES (1) 16 et 36	NES (1) 114	Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes mensuelles	Primes non mensuelles	Total
Industries agricoles et alimentaires ..... EB			83,0	1,7	7,4	7,9	**100,0**
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	83,3	1,6	7,2	7,9	**100,0**
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait		B03 à B06	82,7	1,8	7,5	8,0	**100,0**
Industries des biens de consommation ..... EC			86,8	1,0	5,4	6,7	**100,0**
Habillement , cuir	C1		92,0	0,7	3,7	3,6	**100,0**
dont : Habillement		C11	92,4	0,8	3,7	3,1	**100,0**
Cuir, chaussures		C12	91,2	0,6	3,6	4,7	**100,0**
Édition, imprimerie, reproduction	C2		83,7	2,1	4,4	9,8	**100,0**
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		84,8	0,6	6,6	8,1	**100,0**
Industries des équipements du foyer	C4		86,4	0,7	7,1	5,8	**100,0**
dont : Fabrication de meubles		C41	87,3	1,1	6,6	5,0	**100,0**
Industrie automobile ..... ED			80,7	1,1	9,9	8,2	**100,0**
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile ..... EE			84,2	1,3	7,7	6,8	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		83,2	1,2	9,0	6,6	**100,0**
Industries des équipements mécaniques	E2		84,4	1,6	7,4	6,6	**100,0**
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		84,7	0,7	7,4	7,3	**100,0**
Industries des biens intermédiaires ..... EF			83,2	1,0	8,4	7,3	**100,0**
Industries des produits minéraux	F1		82,8	0,9	9,5	6,9	**100,0**
Industrie textile	F2		88,3	1,0	5,3	5,5	**100,0**
Industries du bois et du papier	F3		83,7	1,4	8,0	7,0	**100,0**
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	87,9	1,2	6,4	4,6	**100,0**
Industries du papier et du carton		F32 et F33	80,2	1,5	9,3	9,0	**100,0**
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4		80,5	1,0	10,4	8,1	**100,0**
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	76,9	1,1	11,3	10,7	**100,0**
Industrie du caoutchouc		F45	78,1	0,6	13,9	7,4	**100,0**
Transformation des matières plastiques		F46	85,2	1,0	7,8	6,0	**100,0**
Métallurgie et transformation des métaux	F5		82,9	1,1	8,4	7,6	**100,0**
Industries des composants électriques et électroniques	F6		85,1	0,8	6,8	7,4	**100,0**
Énergie ..... EG			84,7	1,8	10,9	2,6	**100,0**
Production de combustibles et de carburants	G1		82,1	0,7	10,5	6,7	**100,0**
Eau, gaz, électricité	G2		85,0	1,9	11,0	2,2	**100,0**
Construction ..... EH			89,6	1,5	4,5	4,5	**100,0**
Commerce ..... EJ			85,9	0,9	5,7	7,6	**100,0**
Commerce et réparations automobiles	J1		85,3	1,0	8,4	5,2	**100,0**
Commerce de gros	J2		83,6	0,8	7,6	8,1	**100,0**
Commerce de détail, réparations	J3		88,0	0,9	3,3	7,8	**100,0**
Transports ..... EK			84,2	2,9	6,2	6,7	**100,0**
Activités financières ..... EL			77,6	,	9,1	13,1	**100,0**
dont : Intermédiation financière		L01	77,9	0,2	8,4	13,5	**100,0**
Assurance		L02	77,4	0,2	11,2	11,2	**100,0**
Activités immobilières ..... EM			83,8	0,3	5,4	10,5	**100,0**
Services aux entreprises ..... EN			85,3	1,2	5,8	7,8	**100,0**
Conseils et assistance	N2		85,0	0,5	5,8	8,8	**100,0**
Services opérationnels	N3		85,6	2,0	5,8	6,6	**100,0**
Recherche et développement	N4		84,3	0,6	5,0	10,0	**100,0**
Services aux particuliers ..... EP			87,8	0,5	5,4	6,4	**100,0**
Hôtels et restaurants	P1		88,1	0,2	5,4	6,3	**100,0**
Éducation, santé	Q1 et Q2		88,1	1,4	6,7	3,9	**100,0**
Santé	Q2		84,5	1,7	9,7	4,1	**100,0**
Regroupements spéciaux							
Industries de transformation non compris la construction ..... EB à EG			83,9	1,2	7,9	7,0	**100,0**
dont : Industrie textile et habillement		C11et F2	90,3	0,9	4,5	4,4	**100,0**
Industrie chimique		C3, F41 à F44	81,0	0,8	8,9	9,4	**100,0**
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	82,9	0,9	9,8	6,4	**100,0**
Industries de transformation, y compris la construction ..... EB à EH			85,0	1,3	7,3	6,5	**100,0**
Tertiaire (commerces, transports, services) ..... EJ à ER			85,0	1,1	6,1	7,8	**100,0**
dont : Ensemble des services ..... EL à ER			84,7	0,8	6,2	8,2	**100,0**
Ensemble des secteurs **ENS**			**85,0**	**1,2**	**6,6**	**7,2**	100,0

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle de l'indice des taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon l'activité économique

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES (1) 16 et 36	NES (1) 114	1996/1995	1997/1996
Industries agricoles et alimentaires	EB		2,9	3,1
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	2,7	3,0
Industries alimentaires, autres que la viande et le lait		B03 à B06	3,0	3,1
Industries des biens de consommation	EC		2,5	3,0
Habillement , cuir	C1		2,8	3,2
dont : Habillement		C11	3,1	3,3
Cuir, chaussures		C12	2,1	3,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2		n.s. (2)	n.s. (2)
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		2,9	2,9
Industries des équipements du foyer	C4		2,5	3,1
dont : Fabrication de meubles		C41	n.s. (2)	n.s. (2)
Industrie automobile	ED		2,7	3,1
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile	EE		2,2	2,7
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		1,5	2,2
Industries des équipements mécaniques	E2		2,6	2,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		1,5	3,2
Industries des biens intermédiaires	EF		2,6	3,0
Industries des produits minéraux	F1		2,4	3,3
Industrie textile	F2		3,2	2,5
Industries du bois et du papier	F3		2,3	3,2
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	n.s. (2)	n.s. (2)
Industries du papier et du carton		F32 et F33	2,2	2,7
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4		2,6	3,1
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	2,5	2,4
Industrie du caoutchouc		F45	2,5	3,7
Transformation des matières plastiques		F46	2,9	3,3
Métallurgie et transformation des métaux	F5		2,5	3,3
Industries des composants électriques et électroniques	F6		2,5	2,1
Énergie	EG		n.s. (2)	0,7
Production de combustibles et de carburants	G1		1,5	0,1
Eau, gaz, électricité	G2		n.s (2)	0,8
Construction	EH		2,5	4,2
Commerce	EJ		2,8	2,7
Commerce et réparations automobiles	J1		2,4	3,8
Commerce de gros	J2		3,0	2,3
Commerce de détail, réparations	J3		2,7	2,7
Transports	EK		1,8	1,9
Activités financières	EL		n.s (2)	n.s. (2)
dont : Intermédiation financière		L01	n.s. (2)	n.s. (2)
Assurance		L02	n.s. (2)	n.s (2)
Activités immobilières	EM		2,9	1,9
Services aux entreprises	EN		n.s. (2)	n.s. (2)
Postes et télécommunications	N1		n.s. (2)	n.s. (2)
Conseils et assistance	N2		2,3	4,2
Services opérationnels	N3		n.s. (2)	n.s. (2)
Recherche et développement	N4		n.s. (2)	n.s. (2)
Services aux particuliers	EP		1,4	2,2
Hôtels et restaurants	P1		n.s. (2)	n.s. (2)
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2		n.s. (2)	n.s. (2)
Services personnels	P3		n.s. (2)	n.s. (2)
Éducation, santé	EQ'(3)		n.s. (2)	n.s. (2)
Éducation	Q1		n.s. (2)	n.s. (2)
Santé	Q2		n.s. (2)	n.s. (2)
Activités associatives	ER'(3)		n.s. (2)	n.s. (2)
Regroupements spéciaux				
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG		2,6	2,9
dont : Industrie textile et habillement		C11 et F2	3,1	2,9
Industrie chimique		C3, F41 à F44	2,6	2,6
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	2,7	3,4
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,6	3,2
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à EN, EP, EQ (3), ER (3)		1,7	2,3
dont : Ensemble des services	EL à EN, EP, EQ (3), ER (3)		n.s. (2)	n.s. (2)
Ensemble des secteurs du champ ACEMO (EB à EH, EJ à EN, EP à ER (3))	ENS		**2,3**	**2,9**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) n.s = non significatif.
(3) Partie de EQ et ER respectivement.

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire horaire (TSH) des ouvriers selon la qualification

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)
(enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre)

%

Toutes activités économiques	Code	1996/1995	1997/1996
Indice des taux de salaire horaire selon la qualification			
Ouvriers non qualifiés :			
Niveau 1	H01	2,2	2,8
Niveau 2	H02	1,8	2,5
Niveau 3	H03	2,5	3,0
Niveaux 1 à 3	H01-3	2,3	3,0
Ouvriers qualifiés :			
Niveau 4	H04	2,4	3,0
Niveau 5	H05	2,3	3,2
Niveau 6	H06	2,4	3,0
Niveau 7	H07	2,4	2,8
Niveaux 4 à 7	H04-7	2,3	2,5
Ensemble des ouvriers (niveaux 1 à 7)	**H01-7**	**2,3**	**2,9**

TABLEAU C.03-15

Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire mensuel (TSM) des salariés selon l'activité économique

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES (1) 16 et 36	NES (1) 114	1996/1995	1997/1996
Industries agricoles et alimentaires	EB		2,6	2,6
dont : Industries de la viande et du lait		B01 et B02	2,7	2,6
Industries alimentaires,autres que la viande et le lait		B03 à B06	2,6	2,5
Industries des biens de consommation	EC		2,4	2,2
Habillement , cuir	C1		2,7	3,1
dont : Habillement		C11	2,8	3,1
Cuir, chaussures		C12	2,3	3,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2		2,4	1,3
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3		2,2	2,0
Industries des équipements du foyer	C4		2,3	2,4
dont : Fabrication de meubles		C41	2,0	3,0
Industrie automobile	ED		2,6	2,4
Industries des biens d'équipement autres que l'automobile	EE		1,6	2,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1		1,7	2,2
Industries des équipements mécaniques	E2		2,6	2,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3		n.s. (2)	2,1
Industries des biens intermédiaires	EF		2,6	2,4
Industries des produits minéraux	F1		2,5	2,7
Industrie textile	F2		3,0	2,1
Industries du bois et du papier	F3		2,3	2,7
dont : Travail du bois et fabrication d'articles en bois		F31	2,4	3,1
Industries du papier et du carton		F32 et F33	2,3	2,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4		2,5	2,5
dont : Chimie, parachimie		F41 à F44	2,4	2,3
Industrie du caoutchouc		F45	2,6	2,5
Transformation des matières plastiques		F46	2,7	2,7
Métallurgie et transformation des métaux	F5		2,6	2,8
Industries des composants électriques et électroniques	F6		2,7	1,0
Énergie	EG		n.s. (2)	1,9
Production de combustibles et de carburants	G1		1,5	2,9
Eau, gaz, électricité	G2		n.s. (2)	1,7
Construction	EH		2,5	3,2
Commerce	EJ		2,7	2,7
Commerce et réparations automobiles	J1		2,7	3,1
Commerce de gros	J2		3,1	2,4
Commerce de détail, réparations	J3		2,4	2,8
Transports	EK		1,0	2,0
Activités financières	EL		2,4	2,5
dont : Intermédiation financière		L01	2,0	2,3
Assurance		L02	2,1	2,8
Activités immobilières	EM		1,3	2,2
Services aux entreprises	EN		1,8	1,6
Postes et télécommunications	N1		n.s. (2)	n.s. (2)
Conseils et assistance	N2		2,9	1,7
Services opérationnels	N3		0,8	1,4
Recherche et développement	N4		3,5	3,3
Services aux particuliers	EP		1,5	1,4
Hôtels et restaurants	P1		1,2	1,2
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2		1,2	1,8
Services personnels	P3		3,8	1,9
Éducation, santé	EQ (3)		3,8	1,5
Éducation	Q1		n.s. (2)	1,6
Santé	Q2		2,4	1,5
Activités associatives	ER (3)		n.s. (2)	n.s. (2)
Regroupements spéciaux				
Industries de transformation non compris la construction	EB à EG		2,7	2,3
dont : Industrie textile et habillement		C11et F2	2,9	2,6
Industrie chimique		C3, F41 à F44	2,3	2,1
Caoutchouc et matières plastiques		F45 et F46	2,6	2,6
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,6	2,5
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à EN, EP, EQ (3), ER (3)		1,7	2,2
dont : Ensemble des services	EL à EN, EP, EQ (3), ER (3)		1,3	2,0
Ensemble des secteurs du champ ACEMO (EB à EH, EJ à EN, EP à ER (3))	ENS		**2,2**	**2,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) n.s = non significatif.
(3) Partie de EQ et ER respectivement.

TABLEAU C.03-16

Évolution annuelle de l'indice du taux de salaire mensuel (TSM) des salariés selon la qualification

De janvier à janvier pour les établissements de 10 salariés et plus

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

	Code	1996/1995	1997/1996
Ouvriers (niveaux 1 à 7)	MOUVR	2,3	2,9
Ouvriers non qualifiés (niveaux 1 à 3)	MONQ	2,3	2,8
Ouvriers qualifiés (niveaux 4 à 7)	MOQ	2,4	2,8
Non ouvriers	MNOUV	2,1	1,9
Employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM)	METAM	2,0	2,2
Employés (niveaux 1 à 3)	MEMPL	1,6	2,2
Employés peu qualifiés (niveau 1)	ME1	1,0	2,3
Employés qualifiés (niveau 2)	ME2	1,7	2,3
Maîtrise administrative et commerciale (niveau 3)	ME3	1,9	1,9
Techniciens, agents de maîtrise (TAM)	MTAM	2,6	2,1
Techniciens (niveaux 1 et 2)	MTECH	2,7	2,2
Techniciens (niveau 1)	MT1	2,7	2,4
Techniciens (niveau 2)	MT2	2,7	2,0
Agents de maîtrise (niveaux 1 et 2)	MAM1 (1)	n.s. (1)	ns
Agents de maîtrise (niveau 1)	MAM1	2,5	2,3
Agents de maîtrise (niveau 2)	MAM2 (1)	n.s. (1)	n.s.
Ingénieurs et cadres (niveaux 1 et 2)	MCADR	2,2	1,0
Ingénieurs et cadres débutants (niveau 1)	MC1	1,2	0,8
Ingénieurs et cadres confirmés (niveau 2)	MC2	2,3	1,0
Ensemble des non-ouvriers	**ENS**	**2,2**	**2,3**

(1) n.s = non significatif.

TABLEAU C.03-17A

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État et des exploitants publics (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense, La Poste et France-Télécom, France entière

Année 1994 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**628 556**	**193,7**	**210,8**	**169,9**	**195,5**	**212,9**	**171,6**	**164,3**	**179,6**	**136,6**
Cadres	202 103	218,0	227,3	187,7	218,9	227,8	189,0	207,9	220,6	176,4
Personnels de direction (3)	9 136	391,6	398,4	347,7	329,5	399,3	348,3	354,6	359,5	330,7
Magistrats	5 554	268,7	281,3	254,2	268,9	281,7	254,2	223,7	224,5	220,7
Cadres administratifs	116 070	198,3	207,5	178,0	198,5	207,1	178,9	195,9	212,1	169,7
Cadres techniques	31 295	217,4	224,2	186,5	217,1	224,1	185,3	218,6	224,4	190,5
Officiers (non généraux)	40 047	229,0	231,0	180,8	229,0	231,0	180,8	–	–	–
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**426 453**	**182,2**	**198,7**	**166,0**	**184,9**	**202,3**	**168,1**	**123,9**	**133,1**	**111,0**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	58 274	215,2	227,9	184,0	237,5	248,9	207,1	118,3	124,3	107,4
Personnels de direction du secondaire (4)	27 458	197,5	210,1	178,2	198,1	210,2	179,2	100,5	110,9	98,4
Professeurs agrégés et certifiés (5)	329 633	175,3	189,2	164,0	175,5	189,3	164,3	146,2	166,2	128,8
Professions intermédiaires	**978 156**	**131,0**	**134,1**	**127,0**	**133,7**	**136,4**	**130,4**	**105,2**	**114,0**	**92,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	405 552	131,2	133,9	130,0	138,4	144,6	135,7	89,2	91,2	87,5
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	125 917	141,4	144,8	138,5	153,6	158,2	149,9	104,4	106,8	102,3
Instituteurs et assimilés	253 092	132,4	135,2	131,4	132,8	135,6	131,8	89,3	93,1	88,2
Professions de la santé et du travail social, clergé	13 300	120,2	119,9	120,4	121,5	122,2	121,2	99,1	95,4	102,7
Professions intermédiaires administratives, police	244 870	130,1	136,6	123,3	130,2	136,6	123,3	128,5	134,8	123,1
Professions intermédiaires techniques	48 691	140,2	142,2	125,3	139,3	141,1	125,6	144,2	146,7	123,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	56 957	116,3	117,6	105,8	109,2	110,2	100,3	128,7	130,4	114,7
Sous-officiers	208 786	133,9	135,5	115,7	133,9	135,5	115,7	–	–	–
Employés et ouvriers	**708 449**	**102,5**	**108,3**	**94,2**	**105,1**	**111,1**	**96,5**	**87,8**	**92,9**	**78,9**
Employés et agents de service	445 648	98,7	104,8	94,4	101,0	106,6	96,7	76,2	78,9	75,0
dont : Employés	359 010	103,3	108,8	99,1	105,5	110,2	101,6	78,6	82,4	77,1
Personnels de service	85 057	79,9	84,6	77,4	81,4	86,4	78,6	67,7	69,3	66,9
Personnels de la police et des prisons	111 200	129,9	131,0	112,8	129,9	131,0	112,8	90,2	94,8	85,7
Ouvriers	109 917	95,9	97,8	87,4	91,2	92,6	84,0	102,7	105,8	91,1
Toutes catégories	**2 315 162**	**139,3**	**147,0**	**128,8**	**143,0**	**150,9**	**132,4**	**106,6**	**115,0**	**93,0**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG déduite), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17B

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, La Poste et France-Télécom, France entière

Année 1996 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**620 756**	**194,0**	**214,9**	**172,2**	**195,0**	**216,4**	**173,4**	**169,4**	**187,9**	**138,3**
Cadres	110 160	241,8	257,0	207,9	244,3	259,3	211,1	218,9	236,8	179,0
Personnels de direction (3)	7 577	415,2	426,6	366,4	416,5	428,1	367,5	375,3	384,5	331,7
Magistrats	5 227	287,2	300,5	273,0	287,3	300,7	273,1	256,7	266,3	232,3
Cadres administratifs	72 804	223,4	238,4	195,7	225,1	239,7	198,1	209,8	228,2	177,6
Cadres techniques	24 833	233,6	244,1	191,6	233,7	244,1	193,2	233,2	243,6	172,6
Officiers (non généraux)	719	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**509 596**	**183,5**	**201,4**	**167,7**	**185,1**	**203,6**	**168,9**	**133,2**	**145,4**	**116,5**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	61 789	221,8	235,5	189,2	243,8	255,9	212,7	119,8	126,7	108,4
Personnels de direction du secondaire (4)	28 855	204,5	219,1	184,1	205,2	219,3	185,3	102,6	105,7	102,2
Professeurs agrégés et certifiés (5)	410 781	175,6	189,9	165,0	175,6	190,0	165,0	164,5	184,5	145,1
Professions intermédiaires	**494 782**	**135,8**	**138,8**	**133,8**	**141,1**	**144,7**	**138,8**	**97,4**	**104,5**	**90,5**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés	326 959	134,7	136,5	133,9	142,9	149,1	140,4	89,0	91,0	87,5
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	83 073	146,3	149,8	143,5	161,1	165,5	157,6	107,8	110,5	105,5
Instituteurs et assimilés	217 213	137,7	140,7	136,8	138,0	140,9	137,0	97,3	103,0	95,3
Professions de la santé et du travail social, clergé	12 384	125,9	127,9	124,8	127,3	130,2	125,8	93,9	95,8	91,6
Professions intermédiaires administratives, police	95 633	145,9	156,8	137,0	146,3	157,1	137,3	136,5	147,8	128,0
Professions intermédiaires techniques	30 307	141,0	143,0	129,8	141,1	143,0	131,0	139,3	143,0	116,6
Contremaîtres et agents de maîtrise	28 476	113,3	114,7	102,6	108,3	109,2	101,9	147,0	148,3	116,8
Sous-officiers	1 023	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Employés et ouvriers	**434 853**	**108,8**	**117,8**	**98,5**	**110,5**	**118,9**	**100,4**	**87,6**	**100,0**	**78,1**
Employés et agents de service	252 850	99,9	104,2	98,3	102,1	106,9	100,3	78,1	80,2	77,3
dont : Employés	170 282	108,0	115,8	105,6	110,7	119,2	108,0	81,0	83,3	80,2
Personnels de service	80 420	83,4	88,1	80,9	84,3	89,2	81,7	72,3	74,8	71,0
Personnels de la police et des prisons	113 093	136,5	137,7	116,7	136,5	137,8	119,8	93,4	96,7	90,0
Ouvriers	68 910	96,3	98,0	87,1	93,7	95,1	86,8	116,4	120,2	90,7
Toutes catégories	**1 550 391**	**151,5**	**164,4**	**139,5**	**154,8**	**167,6**	**143,0**	**110,9**	**126,5**	**94,9**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-18A

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État par profession et sexe ou statut

Agents à temps complet (y compris Défense, La Poste et France-Télécom), en métropole

Année 1994 (Résultats définitifs)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	602 676	**189,0**	**19,9**	**20,4**	**11,4**	**23,5**	**14,4**
dont : Personnels de direction	8 700	378,9	**38,5**	39,4	8,9	39,6	31,2
Magistrats	5 345	262,3	**35,0**	35,0	27,4	36,3	33,4
Cadres administratifs	111 866	191,0	**26,7**	28,3	10,6	27,8	24,2
Cadres techniques	29 820	210,2	**33,9**	39,9	18,8	35,5	26,0
Officiers (non généraux)	36 060	228,3	**46,1**	46,1	—	46,7	31,5
Enseignants du supérieur ou chercheurs	57 608	213,5	**11,5**	12,2	5,9	12,0	9,8
Directeurs et inspecteurs du secondaire	26 329	193,2	**9,2**	9,2	4,5	10,0	7,8
Professeurs agrégés et certifiés (2)	318 375	172,0	**15,1**	15,1	10,1	18,2	12,4
Professions intermédiaires	929 807	**128,5**	**18,0**	**18,4**	14,0	**22,5**	**12,6**
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	116 955	136,3	**15,9**	15,3	18,4	17,0	14,9
Instituteurs et assimilés	239 864	129,0	**9,0**	9,0	5,6	9,1	9,0
Santé, travail social, clergé	12 843	118,2	**11,2**	11,0	15,4	14,3	9,7
Professions intermédiaires administratives, police	238 347	127,7	**19,0**	19,1	11,8	20,8	17,0
Professions intermédiaires techniques	47 474	138,8	**21,0**	22,9	13,9	21,1	20,4
Contremaîtres et agents de maîtrise	55 671	115,6	**15,7**	13,8	18,4	16,2	11,1
Sous-officiers	192 653	133,8	**33,8**	33,8	—	34,7	22,8
Employés et ouvriers	679 109	**100,7**	**19,8**	**19,9**	18,9	**22,9**	**15,0**
dont : Employés	344 842	100,5	**19,0**	19,2	17,0	21,2	17,3
Personnels de service	81 999	78,5	**6,8**	6,8	6,2	9,9	5,1
Personnels de la police et des prisons	108 926	128,5	**31,2**	31,2	—	31,0	34,0
Ouvriers	106 723	95,1	**13,8**	10,3	18,3	14,9	8,8
Ensemble	2 211 592	**136,5**	**19,1**	**19,5**	15,1	**23,0**	**13,7**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-18B

Taux des rémunérations annexes des agents de l'État (1) par profession et sexe ou statut

Agents à temps complet (non compris Défense, La Poste et France-Télécom), en métropole

Année 1996 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité :* Millier de francs

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**595 041**	**188,8**	**17,1**	**17,4**	**10,5**	**20,3**	**13,4**
dont : Personnels de direction	7 134	392,8	**37,2**	38,2	11,1	38,4	32,0
Magistrats	5 019	280,1	**38,3**	38,2	—	39,4	37,0
Cadres administratifs	69 125	211,7	**31,9**	34,5	12,4	34,4	27,8
Cadres techniques	23 463	224,7	**39,1**	42,2	16,1	41,0	31,1
Officiers (non généraux)	182	...	...	...	...	...	...
Enseignants du supérieur ou chercheurs	61 071	220,1	**10,9**	11,4	6,5	11,4	9,4
Directeurs et inspecteurs du secondaire	27 649	199,8	**9,0**	9,0	5,8	9,9	7,6
Professeurs agrégés et certifiés (2)	395 832	172,3	**14,0**	14,0	9,8	17,0	11,6
Professions intermédiaires	**467 744**	**131,5**	**13,8**	**14,0**	**11,1**	**16,8**	**11,8**
dont : Professeurs de collèges et maîtres auxiliaires	75 515	139,6	**15,4**	15,3	15,8	16,3	14,7
Instituteurs et assimilés	205 645	134,0	**8,7**	8,7	9,0	9,0	8,6
Santé, travail social, clergé	11 893	123,2	**10,9**	10,9	10,8	13,9	9,3
Professions intermédiaires administratives, police	91 305	140,4	**24,1**	24,5	11,4	27,4	21,3
Professions intermédiaires techniques	29 392	139,0	**22,3**	24,0	8,0	22,8	19,6
Contremaîtres et agents de maîtrise	27 771	112,1	**14,7**	12,9	24,3	15,4	9,6
Sous-officiers	139	...	...	...	...	...	...
Employés et ouvriers	**415 972**	**106,0**	**20,3**	**20,7**	**14,5**	**24,9**	**14,5**
dont : Employés	159 870	102,9	**19,1**	19,9	8,4	24,8	17,4
Personnels de service	77 358	81,7	**6,5**	6,5	7,4	9,8	4,9
Personnels de la police et des prisons	110 337	134,9	**33,2**	33,2	—	33,0	35,7
Ouvriers	66 349	94,7	**12,3**	10,3	26,7	13,6	5,6
Ensemble	**1 478 757**	**147,4**	**16,8**	**17,1**	**11,6**	**20,5**	**13,0**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-19

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

En moyenne annuelle

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Minimun mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence 0% (1)	5 265	5 686	5 782	5 938	6 130	6 350
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence 0% (1)	19 463	20 351	20 905	21 144	21 685	21 980
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3% (3)	33 429	35 004	35 956	36 367	37 229	37 806

(1) À la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC.
(2) Indice majoré à partir d'août 1990 = 818.
(3) Indice majoré à partir d'août 1990 = 1 366.

TABLEAU C.03-20

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État)

Déciles	1990			*r* 1995			1996		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
D1	74 770	67 470	**69 990**	89 180	81 270	**84 470**	89 560	82 490	**85 230**
D2	87 170	77 830	**81 730**	103 550	95 430	**98 470**	104 860	96 850	**99 990**
D3	100 070	87 560	**92 250**	115 750	104 470	**108 200**	117 400	106 350	**110 140**
D4	111 040	96 750	**102 240**	128 220	112 850	**118 060**	130 850	115 130	**120 380**
D5	120 880	105 320	**111 800**	140 070	121 790	**128 560**	142 040	124 100	**131 330**
D6	130 720	114 290	**121 420**	152 510	131 290	**139 640**	155 130	134 330	**141 990**
D7	141 170	123 460	**131 470**	168 670	141 780	**152 730**	171 850	145 110	**155 720**
D8	159 030	134 200	**143 070**	193 160	156 640	**171 860**	196 330	160 190	**175 350**
D9	196 460	150 880	**172 880**	231 180	184 380	**206 730**	235 950	188 280	**210 410**
D9/D1	2,63	2,24	**2,47**	2,59	2,27	**2,45**	2,63	2,28	**2,47**
Salaire net moyen	**129 040**	**107 810**	**117 260**	**152 820**	**128 990**	**139 370**	**155 510**	**131 590**	**141 970**

TABLEAU C.03-21

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État (1)

Moyennes annuelles

Base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

Source : INSEE

	1990	Ancien Indice (2) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1993	1994	1995	1996
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	104,3	105,5	108,2	109,7
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	104,7	106,2	109,1	110,6
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	105,6	107,6	110,6	112,2
Indice brut d'ensemble	570,0	603,8	101,6	104,6	106,2	109,0	110,6
Indice net d'ensemble (3)	527,7	562,8	101,6	104,6	106,2	109,0	110,6

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992, il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Hors CSG et CRDS.

TABLEAU C.03-22

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre) %

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment			Commerce, Banques, Assurances		
	1984	1988	1992	1984	1988	1992
Salaire et primes	57,5	57,6	58,4	57,9	57,8	59,9
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,7	8,6	7,6
Sécurité sociale légale	19,4	19,1	18,7	18,5	18,0	18,6
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	12,5	12,3	13,4
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	4,6	4,5	4,2
Autres charges conventionnelles	2,1	2,1	1,3	1,4	1,3	1,0
Sécurité sociale conventionnelle	8,7	8,9	9,2	8,3	9,1	9,0
dont : ASSEDICS	2,8	3,0	3,1	2,8	3,0	3,1
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,6	4,8	5,0
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	0,8	1,3	0,9
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	6,6	6,5	4,9
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	11 913	15 047	17 620	12 510	15 781	18 305

TABLEAU C.03-23

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne pour les ouvriers et les employés

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre — % du coût total

	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération pour journées non ouvrées	Avantages en nature	Coût direct (1)	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	Coût indirect (1)
DANEMARK										
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	94,4	2,6	1,2	1,6	0,1	5,5
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	92,4	4,6	1,1	1,9	0,1	7,7
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	96,2	1,9	1,1	2,3	– 1,5	3,8
1992	79,8	1,4	11,4	0,7	93,2	2,1	1,3	2,5	1,1	7,0
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	77,6	16,6	3,6	1,5	0,7	22,4
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	76,7	16,4	4,6	1,6	0,7	23,3
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	76,4	16,9	4,6	1,6	0,6	23,7
1992	56,8	8,6	11,0	0,1	76,5	14,3	7,2	1,4	0,7	23,5
FRANCE										
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	70,0	18,9	7,6	1,5	2,0	30,0
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	68,1	19,4	8,7	1,6	2,2	31,9
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	68,0	19,1	9,4	1,8	1,7	32,0
1992	49,7	9,7	9,0	0,2	68,6	18,7	9,8	1,5	1,5	31,5
IRLANDE										
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	84,1	7,0	5,6	2,1	1,2	15,9
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	82,6	8,6	6,1	1,3	1,4	17,4
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	82,2	8,1	7,0	1,1	1,6	17,8
1992	73,3	1,5	7,3	0,7	82,8	6,3	6,3	1,5	1,5	17,4
PORTUGAL										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	75,8	16,2	2,0	2,0	4,0	24,2
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	74,5	16,3	2,1	2,0	5,1	25,5
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	74,2	18,9	2,8	2,8	1,3	25,8
1992	57,2	11,2	5,4	0,3	74,1	17,7	3,0	2,6	2,6	25,9
ROYAUME-UNI										
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	81,1	9,4	6,8	2,0	0,7	18,9
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	83,0	7,6	7,0	1,5	0,9	17,0
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	85,5	7,3	4,6	1,5	1,1	14,5
1992	73,3	1,1	7,9	2,3	84,6	7,6	4,8	1,6	1,5	15,5
ESPAGNE										
1988	55,3	7,0	12,4	0,2	74,9	22,9	1,7	1,4	1,2	27,2
1992	62,2	11,2	—	0,2	73,6	20,6	1,9	0,3	3,8	26,6
PAYS-BAS										
1988	54,6	7,2	11,0	0,1	72,9	16,2	7,5	2,8	0,8	27,3
1992	55,8	7,5	11,6	0,1	74,9	15,8	6,8	0,8	1,8	25,2
EUROPE DES 12 (2)										
1992	59,4	7,3	9,1	0,5	76,3	15,3	5,8	1,4	1,4	23,9

(1) La somme des coûts directs et indirects ne fait pas exactement 100 pour des raisons d'arrondis.
(2) Ensemble de l'Europe des 12, non compris l'Italie.

TABLEAU C.03-24A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1992

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1 (2)	Coût horaire Indice (Industrie = 100)								
		B	DK	D	E	F	IRL	NL	P	UK
Industries extractives	C	103,3	107,8	. . .	101,7	128,5	106,2	86,5	140,9	95,5
Industrie manufacturière	D	96,2	98,9	100,5	100,4	101,6	96,0	99,9	97,5	95,9
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	89,4	97,0	78,0	88,3	91,1	95,3	99,5	99,8	82,5
Industrie textile	17	72,4	87,5	74,5	74,3	77,9	76,3	87,3	76,4	72,2
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	60,8	76,7	63,7	60,4	69,3	53,1	68,5	65,4	53,2
Industrie du cuir et de la chaussure	19	68,8	82,1	65,7	58,7	79,2	54,9	. . .	73,2	66,6
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	79,7	87,4	79,0	65,1	75,2	75,7	82,5	78,4	72,8
Industrie du papier carton	21	101,5	102,5	91,2	100,5	99,8	101,0	105,7	158,7	104,6
Édition, imprimerie	22	99,5	121,4	101,9	110,0	114,1	112,3	107,2	137,1	101,1
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	163,0	122,1	154,9	202,9	152,4	–	153,9	287,7	177,7
Industrie chimique	24	124,1	114,8	125,5	131,0	133,7	118,4	121,9	176,9	123,9
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	89,4	96,0	85,7	107,1	90,7	92,7	89,9	96,6	86,9
Métallurgie	27	115,0	94,5	106,0	124,1	107,1	112,7	112,8	128,6	99,8
Travail des métaux	28	86,6	93,2	89,3	95,7	94,0	82,2	86,7	94,6	92,8
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	93,4	97,9	103,3	111,4	97,3	85,9	92,5	112,8	100,6
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	141,1	124,7	155,3	222,6	161,7	120,5	107,2	. . .	122,3
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	97,5	100,7	109,8	105,1	99,8	86,1	92,6	130,6	95,3
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	113,4	106,0	107,7	125,5	116,8	93,8	. . .	145,0	96,3
Fabrication d'instruments de précision	33	112,7	100,2	95,2	123,9	103,8	98,3	93,4	116,9	97,9
Industrie automobile	34	112,6	90,1	123,0	119,5	99,4	69,1	97,7	136,2	120,1
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	. . .	120,3	131,2	166,6	110,7	150,9	110,5	207,0	144,2
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	. . .	. . .	133,7	181,9	123,4	150,9	112,4	267,2	150,7
Construction	F	89,7	103,3	88,4	88,0	88,9	102,8	97,1	88,8	97,3

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), E = Espagne, F = France, IRL = Irlande, NL = Pays-Bas, P = Portugal, UK = Royaume Uni.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU C.03-24B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 9 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1992

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1 (2)	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année								
		B	DK	D	E	F	IRL	NL	P	UK
Industries extractives	C	1 521	1 729	1 512	1 455	1 582	1 993	1 701	1 789	2 064
Industrie manufacturière	D	1 565	1 660	1 604	1 659	1 609	1 922	1 610	1 791	1 933
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 595	1 674	1 681	1 676	1 656	1 965	1 591	1 825	2 056
Industrie textile	17	1 402	1 651	1 606	1 674	1 598	1 819	1 609	1 771	1 836
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 340	1 612	1 598	1 698	1 535	1 799	1 600	1 792	1 796
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 396	1 642	1 628	1 702	1 564	1 760	...	1 819	1 839
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 542	1 656	1 657	1 673	1 618	1 974	1 602	1 814	2 017
Industrie du papier carton	21	1 591	1 606	1 607	1 688	1 608	2 057	1 603	1 793	1 893
Édition, imprimerie	22	1 634	1 660	1 630	1 683	1 646	1 890	1 584	1 766	1 885
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 604	1 665	1 631	1 640	1 655	...	1 653	1 737	1 893
Industrie chimique	24	1 646	1 662	1 616	1 679	1 571	1 999	1 648	1 749	1 935
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 621	1 662	1 615	1 644	1 580	1 903	1 622	1 806	1 968
Métallurgie	27	1 595	1 656	1 537	1 590	1 607	2 117	1 611	1 814	1 889
Travail des métaux	28	1 583	1 676	1 627	1 658	1 625	1 956	1 619	1 796	1 999
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 646	1 660	1 607	1 637	1 637	1 929	1 662	1 791	1 962
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 787	1 672	1 585	1 654	1 600	1 946	1 670	...	1 901
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 587	1 640	1 577	1 666	1 656	1 845	1 631	1 798	1 860
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 786	1 658	1 550	1 657	1 636	1 906	...	1 788	1 921
Fabrication d'instruments de précision	33	1 623	1 634	1 628	1 689	1 621	1 870	1 662	1 784	1 896
Industrie automobile	34	1 473	1 653	1 523	1 605	1 542	2 046	1 575	1 794	1 836
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	...	1 658	1 598	1 627	1 638	1 763	1 613	1 692	1 824
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	...	...	1 597	1 621	1 597	1 763	1 618	1 684	1 821
Construction	F	1 430	1 670	1 640	1 705	1 633	2 206	1 549	1 838	2 065

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), E = Espagne, F = France, IRL = Irlande, NL = Pays-Bas, P = Portugal, UK = Royaume Uni.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB aux prix du marché en 1994 dans les pays de l'Union européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Prestations totales versées par régime.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation.
16. Montant mensuel global moyen des retraites selon le sexe et la durée d'assurance.
17. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité.
18. Nombre de bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité.
19. Minimum vieillesse.
20. Signataires de contrat d'insertion.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire.
23. Bénéficiaires du RMI payés en décembre.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, service des statistiques, des études et des systèmes d'information.

1. PRÉSENTATION

Sept catégories de régimes, cinq grands risques, un peu plus de 2 300 milliards de dépenses, soit 30 % du PIB. Ces quelques chiffres illustrent l'importance et la diversité du système de prévoyance collective français.

La protection sociale se définit autant par les risques qu'elle couvre que par les institutions qui la mettent en œuvre.

Les individus ou les ménages sont confrontés dans leur existence quotidienne à des situations telles que la maladie, le chômage, la vieillesse qui, soit accroissent leurs besoins, soit diminuent leurs ressources. La prise en charge de ces risques est assurée dans la plupart des cas par des institutions de protection sociale qui en répartissent le poids sur une collectivité plus ou moins large. La notion de risque restreint le champ aux bénéficiaires directs, excluant les mesures de prévention.

L'analyse des comptes de la Protection sociale fait ressortir l'extrême complexité du domaine et le poids respectif des différents intervenants. L'État joue un rôle fondamental soit en versant directement des prestations, soit en garantissant l'équilibre financier des divers régimes.

Les « assurances sociales » regroupent les régimes de sécurité sociale organisés par la loi et les régimes complémentaires dont l'origine se trouve dans les conventions entre employeurs et salariés. À côté des assurances sociales, une part importante des dépenses est assurée par les mutuelles, les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics ou les œuvres de bienfaisance, voire directement par les employeurs (régimes directs). En 1996, 84 % des Français sont couverts par une assurance complémentaire maladie, souscrite par l'intermédiaire d'une mutuelle, d'une compagnie d'assurances ou d'une institution. Ils n'étaient que 69 % en 1980.

Les régimes de protection sociale

Les régimes de protection sociale se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations anticipées d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'entretien des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Un cinquième risque, représenté par le poste **« risque divers »**, correspond essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population (délinquants, drogués, victimes de catastrophes naturelles, etc.). Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite

En 1993, le SESI a mené, en collaboration avec les caisses de retraite, une opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France. Les organismes de sécurité sociale qui versent des avantages vieillesse ont fourni des informations sur la nature et le montant des prestations servies à un échantillon de personnes âgées tiré du répertoire national d'identification des personnes physiques. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus.

Cinq générations nées en 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926 sont représentées dans l'échantillon. La population étudiée comprend environ 26 000 personnes qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse; cette population est approximativement représentative de la population globale des retraités. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (1) ».

Cette aide a pour fondement le besoin de la personne aidée. Cette notion est individuelle et relative. Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission ». L'aide sociale est donc un droit mais un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État.

Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

- Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

- L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

- L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

- L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis dans l'exercice de leurs professions par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce, ceux du secteur public et diverses catégories non salariées (membres des professions médicales et paramédicales conventionnées, artistes peintres et sculpteurs, étudiants et invalides de guerre);

— les régimes agricoles : exploitants et salariés;

— le régime des non-salariés non agricoles (CANAM);

— enfin, les régimes des mines, de la SNCF, des militaires, des marins, de la RATP, de la Banque de France, des clercs de notaires...

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

- le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);
- les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC);

- les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF,

---

(1) Droit de la Sécurité sociale. Dalloz,1989.

EDF,...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et le fonds national de solidarité

Institué par la loi du 30 juin 1956, le fonds national de solidarité (FNS) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pension de vieillesse ou d'invalidité, dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le « minimum vieillesse ».

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...);

— second étage : l'allocation du fonds national de solidarité.

Depuis le 1er janvier 1994, un « Fonds de solidarité vieillesse » prend en charge les avantages de vieillesse non contributifs relevant de la solidarité nationale.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

La situation des préretraités est régie par deux dispositifs : les garanties de ressources et les préretraites-État.

Les garanties de ressources-licenciement et les garanties de ressources-démission sont en cours d'extinction.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 55 ans à 60 ans, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État;

— la préretraite progressive qui permet pour ces mêmes classes d'âge le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant.

À compter du 1er janvier 1995, l'âge d'accès aux AS-FNE est reculé de 56 ans et 2 mois à 57 ans, sauf dérogations particulières.

Un nouveau dispositif est mis en place fin 1995 : l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés concernés, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Les prestations familiales

- Allocations familiales.

Cette prestation, versée sans condition de ressources, jusqu'en août 1997 est due dès lors que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge.

- Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

- Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

- Allocation d'adoption

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sans condition de ressources, pendant six mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui acccueillent un enfant en vue de son adoption.

- Allocation pour jeune enfant.

Elle est versée sans condition de ressources aux familles qui élèvent un enfant de moins de trois mois, elle est versée sous conditions de ressources de trois mois à trois ans. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans. À compter du 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources, du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant.

- Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

- Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

- Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à des conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

- Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

- Allocation de logement familiale.

Depuis 1973, elle concerne les ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi que les ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

- Allocation de logement sociale.

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

- Aide personnalisée au logement.

À une « aide à la pierre » se substitue une aide à la personne. La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est fixée à 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

- Les honoraires privés comprennent :

– les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

- Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux);

— des versements au secteur privé (frais de séjour et dépenses forfaitaires).

- Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires. Les actes utilisant un marqueur enzymatique sont cotés en BM depuis 1985; ceux qui utilisent un marqueur isotopique sont cotés en BR depuis 1990;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations.

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

- Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

- Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

- Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

- Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

- Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde

pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants nés ou à naître ainsi que les étrangers, titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour. Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 402,99 F par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 1997, majoré de 50% pour la seconde personne au foyer, 30% pour chacune des personnes suivantes et 40% à partir du 3e enfant.

En décembre 1996, 903 804 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 106 668 dans les DOM; au total, 1 945 160 personnes sont concernées y compris les conjoints et les enfants à charge (1 715 000 en métropole et 230 160 dans les DOM).

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel).
- *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).
- *Solidarité-santé. Études statistiques.*
- *Cahiers statistiques solidarité-santé.*
- *Comptes nationaux de la santé* (annuel).

« Les comptes de la protection sociale 1981-1990 ». *Documents statistiques,* n° 125, septembre 1991.

« Les comptes de la protection sociale 1990-1995 ». La Documentation française.

« La protection sociale : entre partage des risques et partage des revenus ». *Économie et statistique,* n° 291-292, 1996.

« La protection sociale », *INSEE-Première*, n° 461, juin 1996.

« L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », *INSEE-Première*, n° 523, juin 1997.

« Les dépenses de protection sociale dans l'Union européenne », *INSEE-Première*, n° 526, juin 1997.

« La pauvreté en France et en Europe », *INSEE-Première*, n° 533, juillet 1997.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

« La sécurité sociale en France : les retraites, 1993 ». Direction de la Sécurité sociale.

« Les retraites représentent 78 % du salaire en moyenne pour les salariés de la génération 1926 », *Informations rapides*, n° 71, février 1996.

« Le régime général en 1994 », n° 84, *Carnets statistiques.*

« Statistiques des régimes d'assurance maladie en 1994 », n° 89, *Carnets statistiques.*

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

Données sociales, INSEE, édition 1996.

« L'évolution des prestations familiales depuis vingt ans : un reflet des mutations de la société française », *Etudes statistiques*, n°·4, 1993.

« Le guide de l'aide sociale à l'enfance », Bayard éditions, 1993.

« L'aide sociale aujourd'hui après la décentralisation», Éditions ESF, 1994.

« Aide-sociale et action sociale. Une subsidiarité est nécessaire », *Études statistiques*, n° 2, 1995.

« Profil des signataires et nature des contrats d'insertion du RMI. Enquête sur les signataires de premier contrat en 1994 », *Documents statistiques,* n° 242, novembre 1995.

« Dépenses et bénéficiaires d'aide sociale. Résultats 1993 », *Documents statistiques*, n° 248, février 1996.

« Les bénéficiaires de l'aide sociale », Résultats 1994, *Documents statistiques*, n° 272, novembre 1996.

« La clientèle des établissements d'hébergement pour personnes âgées. Situation au 31 décembre 1994 », *Documents statistiques*, n° 250, mars 1996.

« Les établissements d'hébergement pour personnes âgées, EHPA 94 », *Documents statistiques,* n° 259, août 1996.

« Les prestations familiales des régimes spéciaux en métropole, comparaisons avec le régime général, année 1995 », *Documents statistiques.*

« Le Fonds national de Solidarité au 1er janvier 1996. Allocations et effectifs de 1956 à 1995. Bénéficiaires au 31 décembre 1995 », *Documents statistiques,* n° 271, novembre 1996.

« Suivi annuel des retraites. Résultats 1995 », *Synthèses*, n° 9, mars 1997.

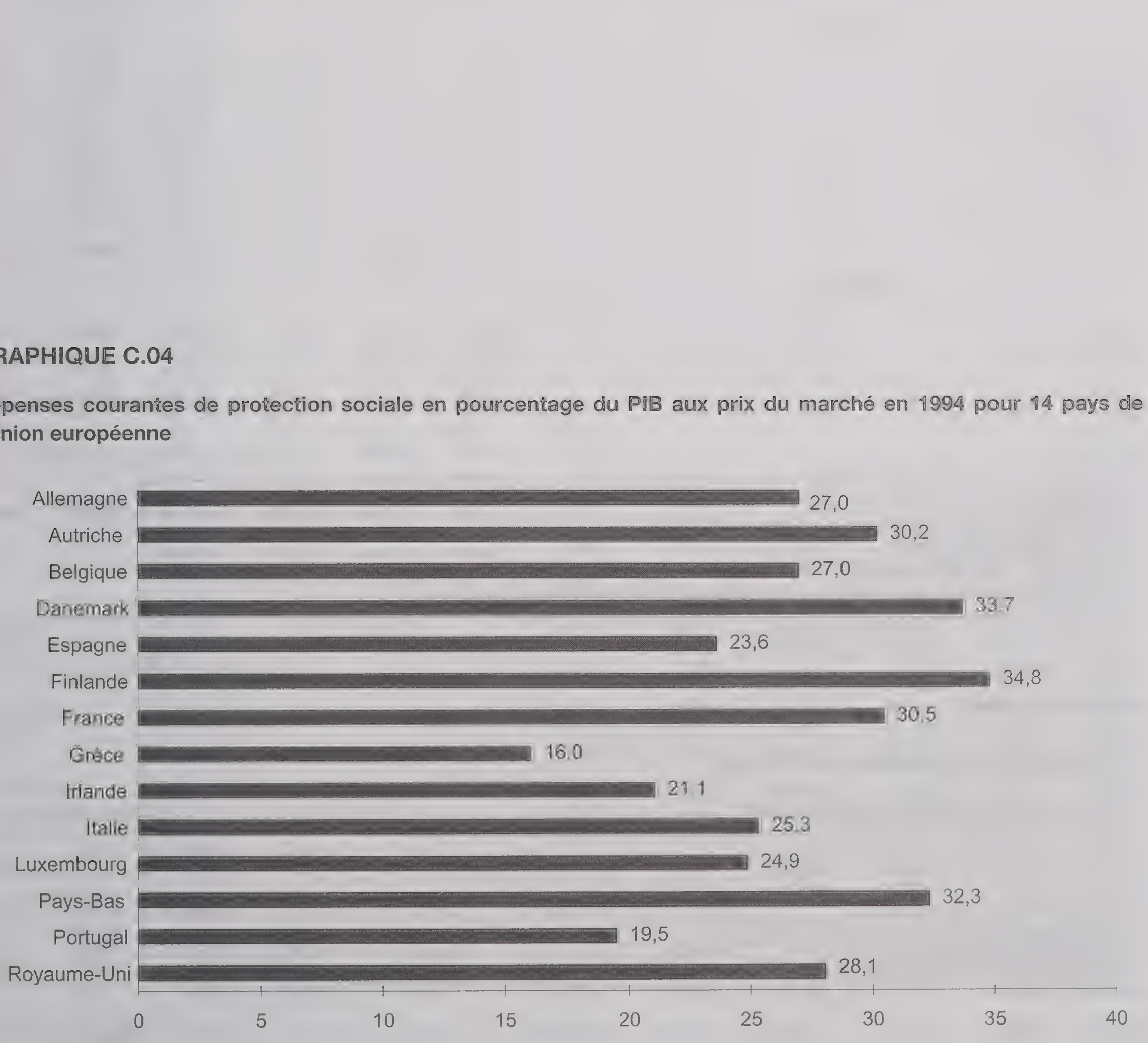
« Les revenus sociaux », 1981-1995, *Synthèses,* INSEE, novembre 1997.

« Protection sociale : l'année de la réforme », « Dépenses de santé et réforme de l'assurance maladie », France, Portrait Social, édition 1997-1998, INSEE, novembre 1997.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB aux prix du marché en 1994 pour 14 pays de l'Union européenne



Source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
EMPLOIS						
Prestations sociales	1 127 439	1 504 777	1 703 299	1 811 251	1 864 538	1 932 982
Prestations de services sociaux	155 317	211 291	239 669	257 414	267 209	280 917
Prestations fiscales	42 550	57 750	64 900	67 700	70 500	73 563
Frais de gestion	58 580	72 398	80 359	85 408	87 913	90 405
Transferts entre régimes	133 034	222 023	251 312	273 113	330 306	323 233
Frais financiers	2 312	1 672	5 096	10 672	10 195	14 380
Autres dépenses	7 117	5 603	12 755	12 344	9 733	12 632
Solde des opérations des DOM	3 819	4 113	8 131	9 764	10 280	8 899
Total des emplois (1)	**1 530 168**	**2 079 627**	**2 365 521**	**2 527 666**	**2 650 674**	**2 737 011**
RESSOURCES						
Cotisations	1 071 934	1 472 691	1 607 577	1 646 258	1 685 316	1 760 923
Impôts et taxes affectés	43 877	63 827	95 438	120 976	170 324	179 438
Transferts	133 034	222 023	251 313	273 114	330 306	323 233
Contributions publiques	226 921	240 598	275 979	297 820	303 601	302 658
Contrepartie des prestations fiscales	42 550	57 750	64 900	67 700	70 500	73 563
Recours contre tiers	3 958	4 515	4 204	4 497	4 476	4 686
Revenus des capitaux	26 036	20 688	21 404	20 489	16 293	17 155
Autres recettes	13 645	20 129	22 576	24 346	22 113	24 080
Total des ressources	**1 561 955**	**2 102 221**	**2 343 391**	**2 455 200**	**2 602 929**	**2 685 736**
Solde opérations courantes (1)	**31 787**	**22 594**	**– 22 130**	**– 72 466**	**– 47 745**	**– 51 275**

(1) Du fait des arrondis, les lignes «total» ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque article.

TABLEAU C.04-2

Prestations totales (1) versées par régime

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Régimes d'assurances sociales	1 083 557	1 453 846	1 648 483	1 743 827	1 781 858	1 849 418
Régimes d'employeurs	32 862	42 603	46 920	48 295	50 463	52 012
Régimes des sociétés mutualistes	19 571	34 600	39 400	42 900	47 104	51 386
Pouvoirs publics	186 564	239 029	269 043	297 357	318 752	330 423
Administrations privées	2 752	3 740	4 022	3 986	4 070	4 223
Total	**1 325 306**	**1 773 818**	**2 007 868**	**2 136 365**	**2 202 247**	**2 287 462**

(1) Il s'agit de l'ensemble des prestations, y compris les prestations fiscales et les prestations de services sociaux.

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1985	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Santé	**308 855**	**423 455**	**473 262**	**492 776**	**508 760**	**522 979**
Maladie	201 277	282 453	321 760	335 756	343 403	357 540
Invalidité, infirmité	77 006	105 157	113 881	120 191	123 571	129 008
Accidents du travail, maladies professionnelles	30 572	35 845	37 621	36 829	36 786	36 431
Vieillesse-survie	**583 426**	**762 069**	**851 772**	**897 544**	**927 927**	**973 933**
Vieillesse	481 005	645 103	722 053	761 416	789 954	829 197
Survie	102 421	116 966	129 719	136 128	137 973	144 736
Maternité-famille	**157 570**	**196 413**	**212 485**	**232 344**	**240 819**	**250 606**
Maternité	16 420	19 132	20 807	20 850	21 383	21 941
Famille	141 150	177 281	191 678	211 494	219 436	228 665
Emploi	**74 426**	**109 252**	**149 033**	**167 306**	**167 842**	**159 359**
Inadaptation professionnelle	11 060	17 542	27 892	37 771	42 671	38 219
Chômage	63 366	91 710	121 141	129 535	125 171	121 140
Divers	**3 162**	**13 588**	**16 747**	**21 281**	**24 190**	**26 105**
Total	**1 127 439**	**1 504 777**	**1 703 299**	**1 811 251**	**1 864 538**	**1 932 982**
Prestations à des résidents	**1 117 525**	**1 492 203**	**1 688 963**	**1 796 158**	**1 848 903**	**1 917 999**
Prestations à des non-résidents	**9 914**	**12 574**	**14 336**	**15 093**	**15 635**	**14 983**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Maladie					
Belgique	8 975	9 888	10 988	10 985	12 285
Danemark	5 779	6 189	6 477	6 999	7 060
Allemagne	...	108 368	124 169	129 404	137 761
Grece	944	1 017	1 249	1 570	1 820
Espagne	20 309	23 785	26 022	24 534	23 974
France	**65 788**	**69 411**	**75 755**	**82 205**	**84 957**
Irlande	1 906	2 096	2 355	2 448	2 593
Italie	47 912	53 180	53 304	45 932	43 534
Luxembourg	432	482	538	635	676
Pays-Bas	14 791	15 700	17 391	18 920	18 988
Portugal	2 147	2 749	3 833	3 851	4 606
Royaume-Uni	34 376	42 398	43 884	41 410	...
Europe des Douze	...	**335 264**	**365 965**	**368 893**	...
Invalidité; infirmité					
Belgique	3 538	3 745	3 449	4 063	4 350
Danemark	2 572	2 720	2 872	3 136	3 585
Allemagne	...	33 704	36 796	42 360	45 868
Grèce	1 134	1 101	1 047	1 170	1 163
Espagne	6 053	6 962	7 554	7 392	7 444
France	**15 236**	**15 661**	**16 702**	**18 152**	**18 968**
Irlande	449	492	543	570	621
Italie	13 898	14 365	14 786	13 997	14 064
Luxembourg	217	236	260	288	319
Pays-Bas	15 724	16 734	17 745	18 924	19 015
Portugal	996	1 227	1 446	1 465	1 512
Royaume-Uni	19 012	24 123	23 566	25 256	...
Europe des Douze	...	**121 070**	**126 765**	**136 774**	...
Accidents de travail; maladie professionnelle					
Belgique	834	896	921	929	980
Danemark	237	250	255	350	297
Allemagne	...	11 453	13 041	13 926	14 491
Grece	10	9	9	10	11
Espagne	1 828	2 061	2 182	2 036	1 993
France	**5 523**	**5 626**	**5 835**	**5 974**	**6 042**
Irlande	39	43	42	41	43
Italie	4 510	4 952	5 185	4 357	4 669
Luxembourg	56	62	70	84	83
Pays-Bas	(1)	(1)	(1)	(1)	(1)
Portugal	176	297	305	265	333
Royaume-Uni	1 495	772	748	769	...
Europe des Douze	...	...	...	...	...
Vieillesse					
Belgique	12 525	13 792	15 204	15 494	16 643
Danemark	10 745	11 208	11 816	12 660	14 836
Allemagne	...	115 311	131 906	148 142	157 907
Grèce	5 721	5 722	5 915	6 319	6 880
Espagne	25 191	28 309	30 542	29 571	30 059
France	**93 417**	**98 245**	**105 493**	**115 123**	**120 354**
Irlande	1 561	1 672	1 792	1 806	1 894
Italie	96 473	108 120	118 347	107 362	109 772
Luxembourg	564	653	724	815	901
Pays-Bas	21 839	22 988	24 720	26 871	27 277
Portugal	2 640	3 243	3 897	4 175	4 436
Royaume-Uni	69 900	80 081	84 091	86 282	...
Europe des Douze	...	**489 344**	**534 445**	**554 620**	...

(1) Inclus dans « invalidité, infirmité »

TABLEAU C.04-4 (suite 2)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Survie					
Belgique	4 465	4 552	4 408	5 021	5 346
Danemark	24	25	23	26	26
Allemagne	...	41 181	45 134	49 253	52 141
Grèce	1 073	1 114	1 156	1 247	1 298
Espagne	7 645	8 738	9 566	9 172	9 256
France	**16 917**	**17 279**	**18 971**	**20 467**	**21 017**
Irlande	447	475	510	510	538
Italie	21 054	23 235	25 120	23 135	23 558
Luxembourg	261	326	344	385	403
Pays-Bas	3 691	3 912	4 237	4 597	4 757
Portugal	547	711	876	918	972
Royaume-Uni	1 896	2 097	2 435	2 692	...
Europe des Douze	...	**103 646**	112 780	**117 422**	...
Maternité					
Belgique	298	378	351	345	377
Danemark	536	550	600	633	637
Allemagne	...	2 895	3 220	3 572	3 627
Grèce	57	65	65	60	65
Espagne	733	840	902	845	821
France	**3 792**	**3 948**	**4 155**	**4 382**	**4 553**
Irlande	139	155	170	174	185
Italie	888	1 091	1 171	1 006	921
Luxembourg	27	30	31	37	41
Pays-Bas	276	290	436	492	479
Portugal	69	90	106	107	104
Royaume-Uni	1 620	2 386	2 463	2 692	...
Europe des Douze	...	**12 717**	13 669	**14 345**	...
Famille					
Belgique	3 166	3 186	3 454	3 525	3 649
Danemark	3 030	3 192	3 458	3 762	4 059
Allemagne	...	30 280	33 402	35 284	35 312
Grèce	76	61	64	97	84
Espagne	603	643	885	764	762
France	**21 012**	**21 302**	**22 582**	**25 570**	**26 421**
Irlande	704	767	854	870	975
Italie	8 779	8 016	7 945	6 583	6 474
Luxembourg	170	193	216	287	345
Pays-Bas	3 795	3 861	3 867	4 114	4 194
Portugal	434	502	712	570	594
Royaume-Uni	16 464	18 996	20 222	21 923	...
Europe des Douze	...	**90 999**	97 660	**103 348**	...
Emploi; placement, orientation, mobilité					
Belgique	626	621	665	775	803
Danemark	1 263	1 507	2 140	2 352	2 206
Allemagne	...	9 373	13 703	14 366	11 928
Grèce	...	...	...	...	...
Espagne	666	752	663	619	644
France	**2 537**	**3 118**	**4 073**	**5 694**	**6 482**
Irlande	146	158	168	208	348
Italie	148	159	159	137	141
Luxembourg	4	5	3	4	30
Pays-Bas	1	...	...	...	...
Portugal	49	254	226	209	70
Royaume-Uni	3 035	2 717	2 308	2 436	...
Europe des Douze	...	...	...	...	...

(1) Inclus dans « invalidité, infirmité »

TABLEAU C.04-4 (suite et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992	*p* 1993	*p* 1994
Chômage					
Belgique	3 646	4 031	4 172	4 514	4 674
Danemark	3 241	3 652	4 066	4 707	4 601
Allemagne	...	20 967	22 773	32 375	34 941
Grèce	289	376	361	382	329
Espagne	12 335	15 697	18 035	19 486	16 034
France	**13 785**	**16 056**	**18 240**	**20 068**	**19 691**
Irlande	809	964	1 156	1 194	1 174
Italie	3 224	3 649	4 285	4 710	5 082
Luxembourg	10	15	16	22	34
Pays-Bas	5 742	6 043	6 583	7 791	9 072
Portugal	154	236	405	609	709
Royaume-Uni	6 591	11 866	13 733	13 205	...
Europe des Douze	**...**	**83 551**	**93 825**	**109 063**	**...**
Logement					
Belgique	...	...	...	...	...
Danemark	689	772	857	957	998
Allemagne	...	2 733	3 904	3 890	3 517
Grèce	74	76	58	68	82
Espagne	445	459	372	335	316
France	**7 132**	**7 461**	**8 198**	**9 491**	**10 183**
Irlande	231	241	252	255	285
Italie	32	34	32	28	27
Luxembourg	4	4	5	6	5
Pays-Bas	761	833	844	889	910
Portugal	2	3	3	2	2
Royaume-Uni	10 120	10 386	12 638	15 128	...
Europe des Douze	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
Divers					
Belgique	591	625	503	625	672
Danemark	1 281	1 448	1 551	1 727	2 277
Allemagne	...	8 523	9 708	11 571	12 524
Grèce	188	500	514	440	505
Espagne	856	1 149	1 206	1 026	979
France	**3 064**	**3 782**	**3 723**	**4 703**	**5 168**
Irlande	119	137	170	173	194
Italie	39	37	45	51	53
Luxembourg	20	6	4	2	2
Pays-Bas	466	449	489	507	574
Portugal	270	746	608	338	107
Royaume-Uni	2 393	2 875	3 233	3 462	...
Europe des Douze	**...**	**20 276**	**21 753**	**24 624**	**...**
Total des prestations					
Belgique	38 663	41 713	44 113	46 275	49 778
Danemark	29 398	31 513	34 114	37 308	40 582
Allemagne	...	384 790	437 756	484 144	510 017
Grèce	9 566	10 041	10 438	11 363	12 237
Espagne	76 664	89 397	97 928	95 778	92 281
France	**248 202**	**261 887**	**283 728**	**311 828**	**323 826**
Irlande	6 550	7 199	8 012	8 248	8 849
Italie	196 956	216 839	230 379	207 299	208 295
Luxembourg	1 765	2 010	2 210	2 565	2 838
Pays-Bas	68 838	72 652	78 156	84 954	87 106
Portugal	7 484	10 096	12 455	12 537	13 479
Royaume-Uni	166 902	198 698	209 321	215 256	231 959
Europe des Douze	**...**	**1 326 834**	**1 448 610**	**1 517 555**	**1 581 248**

(1) Inclus dans «invalidité, infirmité»

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) %

	1990	*r* 1991	*r* 1992	*p* 1993	*p* 1994
Belgique	25,6	27,4	27,0	26,9	27,0
Danemark	28,9	30,9	32,1	33,3	33,7
Allemagne	...	28,7	30,0	31,0	30,7
Grèce	14,8	15,3	14,9	15,8	16,0
Espagne	19,8	21,8	23,0	24,5	23,6
France	**26,4**	**28,4**	**29,2**	**30,9**	**30,5**
Irlande	18,5	20,5	21,3	21,5	21,1
Italie	22,8	24,1	25,5	25,7	25,3
Luxembourg	21,6	23,6	24,0	24,6	24,9
Pays-Bas	30,8	32,3	32,9	33,4	32,3
Portugal	14,1	17,3	18,1	18,5	19,5
Royaume-Uni	21,7	25,3	27,0	27,8	28,1
Autriche	...	...	...	...	30,2
Finlande	24,5	30,1	34,2	35,2	34,8

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992	1993	1994
Cotisations sociales d'employeurs					
Belgique	18 148	20 258	22 165	22 162	24 743
Danemark	2 612	2 523	2 599	2 825	4 256
Allemagne	140 131	168 981	185 740	200 590	210 762
Grèce	5 091	5 462	5 519	6 205	6 475
Espagne	42 926	48 388	53 966	51 118	47 258
France	**137 660**	**141 741**	**150 971**	**159 167**	**164 225**
Irlande	1 670	1 807	1 918	2 029	2 119
Italie	111 972	121 000	124 147	110 279	108 985
Luxembourg	656	706	786	871	926
Pays-Bas	16 565	17 818	19 101	20 746	20 789
Portugal	3 902	4 589	5 189	4 955	4 817
Royaume-Uni	57 907	61 257	62 649	64 231	...
Europe des Douze	**539 238**	**594 530**	**634 750**	**645 178**	**595 355**
Cotisations sociales de personnes protégées					
Belgique	11 647	11 909	13 677	13 991	15 240
Danemark	1 752	1 731	1 917	2 132	4 706
Allemagne	103 110	129 871	145 212	162 808	175 812
Grèce	2 754	3 103	3 273	3 683	3 775
Espagne	14 041	15 560	17 090	17 021	16 925
France	**75 609**	**76 479**	**83 780**	**88 998**	**91 786**
Irlande	1 055	1 132	1 270	1 287	1 394
Italie	31 706	36 724	38 616	38 982	37 573
Luxembourg	463	497	559	627	688
Pays-Bas	32 156	35 594	39 320	42 564	49 463
Portugal	1 819	2 216	2 588	2 691	2 982
Royaume-Uni	34 109	37 924	37 394	38 462	...
Europe des Douze	**310 221**	**352 740**	**384 696**	**413 246**	**...**
Contributions publiques courantes					
Belgique	10 829	10 278	10 781	11 747	11 823
Danemark	26 674	28 679	31 075	33 776	35 109
Allemagne	84 131	108 764	122 309	143 798	146 502
Grèce	1 755	1 900	2 098	2 493	2 713
Espagne	21 547	24 093	27 984	31 537	27 834
France	**44 029**	**48 930**	**54 237**	**63 129**	**71 992**
Irlande	4 014	4 534	5 098	5 225	5 615
Italie	61 175	71 244	79 172	71 196	80 380
Luxembourg	826	895	1 046	1 188	1 339
Pays-Bas	20 656	21 089	21 135	21 900	16 823
Portugal	2 419	2 804	4 018	4 571	5 237
Royaume-Uni	83 499	97 994	105 146	107 949	...
Europe des Douze	**361 554**	**421 204**	**464 099**	**498 509**	**...**
Autres recettes courantes					
Belgique	4 076	4 090	4 800	4 983	5 613
Danemark	2 248	2 321	2 383	2 852	2 348
Allemagne	12 303	14 729	16 281	17 325	16 367
Grèce	1 049	879	913	1 083	1 200
Espagne	1 882	2 179	2 331	2 075	1 987
France	**6 560**	**6 763**	**7 038**	**7 436**	**6 514**
Irlande	72	76	101	75	75
Italie	6 339	7 061	5 483	6 312	5 008
Luxembourg	173	172	185	209	191
Pays-Bas	13 156	13 893	14 899	15 935	16 310
Portugal	462	517	622	1 080	962
Royaume-Uni	36 383	33 847	34 617	35 513	...
Europe des Douze	**84 705**	**86 527**	**89 653**	**94 878**	**56 575**

TABLEAU C.04-6 (suite et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* Million d'ÉCU

	1990	1991	1992	1993	1994
Total des recettes courantes					
Belgique	44 700	46 534	51 423	52 882	57 419
Danemark	33 285	35 254	37 975	41 585	46 418
Allemagne	339 675	422 345	469 541	524 520	549 443
Grèce	10 649	11 345	11 803	13 464	14 162
Espagne	80 397	90 200	101 371	101 751	94 002
France	**263 858**	**275 913**	**296 025**	**318 720**	**334 517**
Irlande	6 811	7 548	8 387	8 616	9 203
Italie	211 192	236 028	247 417	225 769	229 946
Luxembourg	2 118	2 270	2 576	2 896	3 144
Pays-Bas	82 532	88 384	94 454	101 145	103 385
Portugal	8 602	10 125	12 416	13 296	13 998
Royaume-Uni	211 898	231 023	239 806	246 154	...
Europe des Douze	**1 295 717**	**1 456 969**	**1 573 194**	**1 650 798**	...

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon le risque et le type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs ; %

	1980	1985	*r* 1990	1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	Évolution annuelle moyenne 1980-1995
Assurance maladie :								
Soins de santé	147 272	276 872	394 326	445 760	471 122	484 121	506 876	8,6
Indemnités journalières	11 883	18 366	20 694	23 964	23 938	23 757	24 209	4,9
Total maladie	**159 155**	**295 238**	**415 020**	**469 724**	**495 060**	**507 878**	**531 085**	**8,4**
Assurance maternité :								
Soins de santé	4 946	8 245	10 086	10 830	10 912	11 430	12 285	6,3
Indemnités journalières	4 024	7 077	8 925	10 315	10 336	10 480	11 203	7,1
Total maternité	**8 970**	**15 322**	**19 011**	**21 145**	**21 248**	**21 910**	**23 488**	**6,6**
Assurance invalidité	**8 232**	**14 530**	**16 175**	**16 624**	**17 123**	**17 429**	**17 828**	**5,3**
Assurance décès	**746**	**952**	**961**	**1 032**	**974**	**925**	**899**	**1,3**
Assurances AT et MP (1) :								
Soins de santé	2 869	4 175	5 590	6 100	5 679	5 688	5 961	5,0
Prestations en espèces	3 214	4 763	6 693	7 642	7 365	7 153	7 338	5,7
Incapacité permanente (2)	13 540	22 316	24 131	24 569	24 630	24 807	24 898	4,1
Total AT + MP (1)	**19 623**	**31 254**	**36 414**	**38 311**	**37 674**	**37 648**	**38 197**	**4,5**
Total général	**196 726**	**357 296**	**487 581**	**546 836**	**572 079**	**585 790**	**611 497**	**7,9**

(1) AT : accidents du travail; MP : maladies professionnelles.
(2) Rentes et autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1995 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	24 162	1 226	714	850	1 107	28 059
Visites	5 707	640	253	331	331	7 262
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE]	14 771	987	456	893	917	18 024
Radiologie [Z, ZB]	7 257	427	213	394	439	8 730
Autres	3 089	280	108	184	797	4 458
Total honoraires médicaux	**54 986**	**3 560**	**1 744**	**2 652**	**3 591**	**66 533**
Total honoraires dentaires	**10 776**	**485**	**308**	**421**	**584**	**12 574**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**65 762**	**4 045**	**2 052**	**3 073**	**4 175**	**79 107**
Versements aux établissements du secteur public	211 379	14 015	6 693	11 243	12 888	256 218
Versements aux établissements du secteur privé	31 000	3 634	2 149	1 927	2 729	41 439
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**242 379**	**17 898 (1)**	**8 994 (1)**	**13 170**	**15 726**	**298 167**
Pharmacie	59 529	5 480	2 171	3 249	4 723	75 152
Actes en AM et SFI (2)	18 435	2 180	773	1 240	1 201	23 829
Actes en B, BP, BM, BR, KB et PB (3)	9 621	687	313	547	763	11 931
Optique et orthopédie	5 526	634	218	375	386	7 139
Total prescriptions	**93 111**	**8 981**	**3 475**	**5 411**	**7 073**	**118 051**
Autres prestations	**9 033**	**802**	**349**	**478**	**889**	**11 551**
Prestations en espèces	**23 123**	**...**	**853**	**...**	**233**	**24 209**
Total maladie	**433 408**	**31 726**	**15 723**	**22 132**	**28 096**	**531 085**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) AM, SFI : actes des auxiliaires médicaux, y compris les frais de déplacement.
(3) B, BP, BM, BR, KB et PB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1984	1990	1992	1993	1994	*dont* DOM
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT						
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 935,8**	**3 925,3**	**4 477,1**	**4 768,4**	**5 028,3**	**54,3**
Centres d'aide par le travail	2 721,6	3 833,8	4 400,2	4 704,7	4 971,3	**54,3**
Centres de rééducation professionnelle	55,2	4,6	0,2	0,2	0,1	–
Allocation différentielle	159,0	86,9	76,7	63,5	56,9	–
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**1 580,0**	**1 937,7**	**2 098,9**	**2 297,7**	**2 292,2**	**4,9**
Sans domicile fixe	**1 177,7**	**1 083,3**	**1 171,1**	**1 124,2**	**1 182,2**	**85,3**
Aide médicale	752,7	687,7	750,0	749,7	794,8	85,2
Autres formes d'aide sociale	425,0	395,6	421,1	374,5	387,4	0,1
Aide médicale (1)	**2 384,3**	**5,4**	**5,8**	**6,3**	**6,5**	**0,2**
Interruption volontaire de grossesse	9,1	5,4	5,8	6,3	6,5	0,2
Aide sociale aux personnes âgées	**91,7**	**99,8**	**116,0**	**55,6**	**24,8**	**4,9**
Allocation simple	91,7	99,8	116,0	55,6	24,8	4,9
Divers	**275,2**	**351,1**	**365,4**	**312,9**	**327,0**	**9,7**
Allocation supplémentaire du FNS	224,3	117,1	121,7	56,1	14,3	5,6
Tutelle	–	125,7	192,1	233,4	288,6	3,9
Autres (2)	50,9	108,3	51,6	23,4	24,1	0,2
Sous-total prestations versées	**8 444,7**	**7 402,6**	**8 234,3**	**8 565,1**	**8 861,0**	**159,3**
Frais d'administration et de contrôle	**605,8**	///	///	///	///	///
Total	**9 050,5**	**7 402,6**	**8 234,3**	**8 565,1**	**8 861,0**	**159,3**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT (3)						
Aide sociale à l'enfance	**15 527,2**	**18 198,8**	**21 109,7**	**22 584,2**	**23 752,1**	**717,1**
Aide sociale aux personnes handicapées	**8 077,2**	**12 537,6**	**15 314,4**	**16 976,2**	**18 246,8**	**442,1**
À domicile (4)	4 413,7	6 661,0	8 116,9	8 640,7	9 061,3	323,4
Hébergement	3 409,5	5 785,4	7 130,7	8 239,3	9 098,7	110,5
Éducation spéciale (5)	254,0	91,2	///	///	///	///
Autres dépenses (6)	///	///	66,8	96,2	86,8	8,2
Aide sociale aux personnes âgées	**6 681,7**	**6 419,3**	**6 639,3**	**6 772,1**	**7 085,3**	**285,0**
À domicile	1 843,8	1 507,1	1 497,7	1 486,5	1 397,9	67,7
Hébergement	4 837,9	4 912,2	5 059,6	5 188,8	5 597,6	204,7
Autres dépenses (6)	///	///	82,0	96,8	89,8	12,6
Aide médicale	**3 049,7**	**4 030,0**	**4 463,1**	**5 003,6**	**6 330,8**	**888,4**
Aide médicale générale	2 677,3	3 846,2	4 288,8	4 832,3	6 144,5	861,7
À domicile	923,5	1 090,1	1 001,1	1 159,6	2 071,9	236,8
Hospitalière	1 753,8	1 111,1	1 039,2	989,8	1 028,0	213,0
Cotisations d'assurance personnelle (7)	///	1 645,0	2 208,4	2 641,6	2 969,5	399,0
Autres dépenses (6)	///	///	40,1	41,3	75,0	12,9
Aide médicale aux malades mentaux	324,0	175,0	165,7	163,3	174,6	25,5
Aide médicale aux tuberculeux	48,4	8,8	8,5	8,0	11,7	1,2
Aide sociale à la famille	**6,8**	**5,0**	**7,3**	**8,3**	**4,9**	///
Sous-total prestations versées	**33 342,6**	**41 190,7**	**47 533,8**	**51 344,4**	**55 420,0**	**2 337,6**
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI (8)	///	. . .	1 954,8	2 407,1	2 942,6	227,7
Service départemental d'action sociale	1 901,7	2 756,8	3 217,2	3 631,6	3 666,5	96,1
Frais communs	380,5	1 684,7	2 351,1	2 432,7	2 425,8	469,5
Total	**35 624,8**	**45 632,2**	**55 056,9**	**59 815,8**	**64 454,9**	**3 130,9**

(1) Les cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés sont prises en charge par la Sécurité sociale depuis 1986. Les cotisations d'assurance personnelle sont à la charge des départements depuis 1987.
(2) Prévention et réadaptation sociale, insertion par l'économique (jusqu'en 1990), allocation loyer, allocation militaire et allocation exceptionnelle (créée en 1994) de protection sociale des français de la zone franc.
(3) Dépenses brutes en 1984, dépenses nettes depuis 1987.
(4) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(5) Dépenses incluses dans celles afférentes à l'hébergement à partir de 1992.
(6) À partir de 1992, les autres dépenses se dissocient de celles se rapportant aux frais d'aide à domicile et d'hébergement.
(7) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(8) Données disponibles seulement à partir de 1992.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1984	1990	1992	1993	1994	dont DOM
Aide relevant de l'État						
Aide médicale :						
Interruption volontaire de grossesse	12 174	7 300	7 420	8 310	9 370	300
Aide sociale aux personnes âgées :						
Allocation simple	12 334	6 500	6 030	1 480	1 030	330
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Allocation différentielle	8 803	5 000	3 610	3 320	3 000	–
Sans domicile fixe :						
Aide médicale à domicile (1)	33 000	46 000	42 760	...	...	...
Aide médicale hospitalière (1)	44 000	52 000	52 430	...	...	...
Aide sociale aux personnes âgées	4 696	3 700	3 440	3 400	3 250	50
Aide sociale aux personnes handicapées	1 686	800	1 090	1 080	1 040	–
Allocations diverses :						
Allocation militaire	5 819	700	410	260	260	120
Allocation supplémentaire du FNS	13 643	5 400	4 890	690	690	510
Aide relevant du département						
Aide sociale à l'enfance :						
Enfants confiés à l'ASE	134 241	112 800	112 610	110 580	112 120	3 880
Pupilles	13 438	6 100	4 710	4 230	4 000	250
Décisions judiciaires confiées à l' ASE	68 813	70 000	72 690	73 370	76 880	2 110
Accueil provisoire	51 990	36 700	35 210	32 980	31 240	1 520
Enfants sous protection conjointe	...	25 400	30 130	30 470	34 010	770
Enfants AEMO judiciaire et action éducative administrative	101 198	116 800	118 060	114 200	126 730	1 870
Aide sociale aux personnes handicapées :						
Accueil (2)	66 509	72 500	75 970	77 900	80 660	890
En établissement	64 129	69 800	70 060	71 240	72 450	870
En milieu familial	2 380	2 700	1 940	1 900	2 070	10
Aide à domicile :						
Aide ménagère	5 413	8 100	6 660	7 300	7 330	160
Allocation compensatrice	150 538	211 100	248 780	266 740	279 110	9 420
Aide sociale aux personnes âgées :						
Accueil (3)	163 144	143 800	136 520	138 060	139 090	2 580
En établissement	162 652	143 300	135 940	137 250	138 220	2 460
En milieu familial	492	500	540	780	810	120
Aide ménagère	144 900	113 100	106 910	100 600	96 020	3 880
Aide médicale :						
Aide médicale générale :						
À domicile (4)	555 800	...	...	...	...	...
Hospitalière (4)	440 200	376 000	456 580	...	...	...
Assurance personnelle (5)	69 000	262 400	267 700	288 470	306 780	59 360
Aide médicale aux tuberculeux (6)	2 254	700	///	///	///	///
Aide médicale aux malades mentaux (6)	26 562	22 000	///	///	///	///

(1) Nombre d'admissions dans l'année.
(2) À partir de 1992 comprend : l'accueil en établissement, l'accueil par des particuliers, l'accueil de jour et l'hébergement lié à l'éducation spéciale et à l'amendement Creton.
(3) À partir de 1992 comprend : l'accueil en établissement, l'accueil par les particuliers et l'accueil de jour.
(4) Nombre d'admissions dans l'année. Une même personne peut être prise en charge plusieurs fois dans l'année.
(5) Prestation relevant de la compétence du département depuis 1987. Y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI à partir de 1989.
(6) Nombre d'admissions en 1984. Nombre de bénéficiaires au cours de l'année depuis 1987. Forme incluse dans l'aide médicale générale à partir de 1992.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1980	1985	1990	1992	1993	*r* 1994	*p* 1995
Tous régimes (1)	64 374	110 770	134 038	143 471	155 475	160 676	167 001
Hors contribution au FNH (2)	63 813	104 185	120 236	127 679	138 851	143 397	148 516
Régime général	50 773	91 382	114 449	125 575	136 818	143 049	149 902
Hors contribution au FNH (2)	50 332	84 795	101 909 *r*	110 094 *r*	120 557 *r*	125 665	131 208

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales pour les familles allocataires et les enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Millier de bénéficiaires

	1980	1985	1990	*r* 1992	1993	*r* 1994	*p* 1995
Familles allocataires :							
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 828	5 849	5 845	5 854
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	4 914	4 949	4 988	5 036
Enfants bénéficiaires :							
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 359	12 387	12 330	12 296
dont : régime général	9 626	9 972	10 259 *r*	10 351	10 400 *r*	10 442	10 496

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes : montants versés par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995
Prestations complément de revenu :					
Allocations familiales	62 834	65 745	67 130	68 374	68 778
Complément familial	8 364	9 030	9 459	9 732	9 812
Allocation de parent isolé	3 756	3 998	4 279	4 487	4 528
Prestations liées à la maternité :					
Allocation pour jeune enfant	19 295	20 339	20 543	20 690	19 861
Allocation parentale d'éducation	5 971	5 777	5 602	5 755	8 170
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	282	440	522	936
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	...	1 804	3 161	4 180	5 639
Aide d'adoption	...	...	...	...	9
Prestations spécifiques :					
Allocation de soutien familial	3 515	3 727	3 910	4 209	4 432
Allocation d'éducation spéciale	1 244	1 407	1 569	1 625	1 702
Allocation de rentrée scolaire	1 935	2 047	7 958	8 171	8 221
Aide à la scolarité	...	...	...	...	740
Logement :					
Allocation de logement à caractère familial	11 901	12 634	13 466	14 036	14 479
Prime de déménagement	25	20	26	18	22
Dépenses diverses :					
Prestations versées à l'étranger et accords U.E.	321	282	257	217	193
Allocation différentielle	167	186	183	155	172
Dépenses techniques	530	623	672	746	821
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	20	26	11	...
Total des prestations familiales (1)	**120 218**	**127 921**	**138 681**	**142 928**	**148 516**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :					
Allocation de logement à caractère social	9 327	12 821	16 631	18 813	19 739
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :					
Aide personnalisée au logement	27 568	31 162	32 506	34 074	35 690
Prime de déménagement	31	23	21	24	26

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants versés et bénéficiaires (1) par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unités : Millier de bénéficiaires
Million de francs

	1993			1994			1995		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	56 264	3 704	9 312	57 516	3 727	9 350	58 395	3 759	9 397
Complément familial	7 942	794	2 691	8 254	803	2 719	8 406	804	2 716
Allocation de parent isolé	4 239	144	237	4 443	150	247	4 483	147	242
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	18 407	1 633	2 780	18 547	1 595	2 677	17 944	1 497	2 465
Allocation parentale d'éducation	4 911	136	461	5 138	158	515	7 385	275	762
Allocation de garde d'enfant à domicile	432	21	45	513	25	53	923	46	99
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistance maternelle	3 051	218	344	4 037	268	309	5 444	321	507
Allocation d'adoption	...	...	....	...	...	....	5	1	2
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	3 589	438	737	3 890	458	775	4 099	468	794
Allocation d'éducation spéciale	1 317	82	203	1 392	84	89	1 465	86	209
Allocation de rentrée scolaire	6 929	2 372	5 942	7 170	2 462	4 620	7 265	2 521	...
Aide à la scolarité	...	...	....	...	...	...	652	626	1 890
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	12 385	958	1 778	13 082	986	1 822	13 595	1 018	1 887
Prime de déménagement	19	...	///	18	...	///	22	...	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords U.E	218	72	244	181	65	211	161	179	179
Allocation différentielle	183	14	29	153	12	29	172	25	25
Dépenses techniques	644	///	///	715	///	///	792	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	26	///	///	11	///	///	///	///	///
Total des prestations familiales	**120 556**	///	///	**125 060**	///	///	**131 208**	5 036	10 496
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] :									
Allocation de logement à caractère social	15 172	1 626	—	17 298	1 787	3	18 205	1 892	4
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat(FNH) :									
Aide personnalisée au logement	30 979	2 521	3 576	32 499	2 618	3 585	34 086	2 684	3 583
Prime de déménagement	21	///	///	24	///	///	///	///	///

(1) Hors allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-15

Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation (1)

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance
(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Montant mensuel en francs

Régimes de base versant des droits directs	1991			1993		
	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
Un seul régime d'affiliation :						
Régime général (RG)	9 424	5 639	**7 917**	10 322	6 034	**8 459**
Cadres 15 ans et plus (2)	15 045	10 750	**14 473**	15 729	11 079	**14 972**
Cadres moins de 15 ans (2)	9 488	8 236	**9 159**	10 725	8 710	**10 192**
Autres (3)	6 890	5 142	**6 051**	7 446	5 451	**6 395**
Exploitants agricoles	2 350	1 442	**1 883**	2 501	1 500	**1 935**
Fonctionnaires	11 306	9 421	**10 713**	12 175	9 997	**11 230**
dont : Fonctionnaires civils	11 437	9 478	**10 680**	12 171	10 003	**11 135**
Agents de catégories A	14 552	12 167	**13 961**	15 423	12 879	**14 588**
Agents de catégories B	9 124	9 093	**9 106**	9 660	9 771	**9 730**
Agents de catégories C	6 103	6 378	**6 213**	6 793	6 899	**6 858**
Artisans ou commerçants	3 228	2 855	**3 152**	3 427	3 108	**3 366**
Salariés agricoles	4 069	3 027	**3 873**	4 655	4 429	**4 612**
Autres régimes de base (mines, marins, EDF, SNCF)	8 857	3 998	**7 866**	9 984	5 311	**8 789**
Plusieurs régimes d'affiliation :						
RG + salariés agricoles	6 268	4 254	**5 449**	7 062	5 002	**6 690**
RG + exploitants agricoles	5 413	2 848	**3 823**	6 480	4 885	**6 194**
RG + salariés agricoles + exploitants agricoles	4 853	3 355	**4 564**	5 764	3 130	**4 156**
Salariés agricoles + exploitants agricoles	3 470	2 189	**3 043**	11 745	7 911	**10 790**
RG +artisans ou commerçants	6 033	4 198	**5 286**	8 979	6 757	**9 074**
RG + fonctionnaires	10 682	7 006	**9.543**	3 673	2 589	**3 490**
RG + un autre régime de base	8 905	5 570	**7 626**	5 108	3 358	**4 722**
RG + deux ou trois autres régimes de base (sauf salariés agricoles et exploitants agricoles)	6 891	4 292	**6 177**	7 470	5 311	**7 234**
Autres situations	6 737	4 795	**6 168**	7 504	5 180	**7 305**
Ensemble des régimes	**7 402**	**4 275**	**5 982**	**8 070**	**5 014**	**6 987**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires - hors avantages accessoires.
(2) Sont considérés ici comme cadres, les salariés du régime général qui ont été affiliés à l'AGIRC au cours de leur carrière. On a, d'autre part, opéré une distinction entre les durées d'affiliation à cet organisme (plus de 15 ans, moins de 15 ans).
(3) La rubrique « autres » regroupe les non-cadres du privé ainsi que les agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel global moyen des retraites selon le sexe et la durée d'assurance

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Franc

	1991				1993			
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**
Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance								
Hommes	7 402	460	19	**7 881**	8 071	453	28	**8 552**
Femmes	4 702	253	343	**5 298**	5 014	262	490	**5 766**
Ensemble	**6 562**	**396**	**120**	7 078	**6 987**	**386**	**192**	**7 565**
Retraités totalisant un nombre quelconque de trimestres d'assurance								
Hommes	–	–	–	–	7 462	467	31	**7 960**
Femmes	–	–	–	–	3 217	285	828	**4 330**
Ensemble	–	–	–	–	**5 094**	**366**	**476**	**5 936**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS.

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct perçues selon l'âge et le sexe du retraité (1)

(échantillon interrégimes des retraités)

Année 1993

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Franc

	Année de naissance du retraité					
	1906 (86 ans)	1912 (80 ans)	1918 (74 ans)	1922 (70 ans)	1926 (66 ans)	**Ensemble**
Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance						
Hommes	6 538	7 422	8 262	8 381	8 270	**8 070**
Femmes	3 970	4 402	5 224	5 246	5 362	**5 041**
Ensemble	**5 352**	**6 281**	**7 244**	**7 304**	**7 294**	6 987
Retraités totalisant un nombre quelconque de trimestres d'assurance						
Hommes	5 764	6 717	7 738	7 884	7 833	**7 462**
Femmes	2 754	2 865	3 320	3 359	3 496	**3 217**
Ensemble	**3 835**	**4 429**	**5 307**	**5 447**	**5 563**	5 094

(1) Avantages principaux de base et complémentaires, hors avantages accessoires et réversion.

TABLEAU C.04-18

Nombre de bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations

Effectifs : Millier
Montant : Million de F

	1985	1990	1992	1993	1994	*dont* DOM
Fonds national de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	1 098,5	1 061,7	1 040,9	75,0
Montants versés	20 675	17 827	16 440	15 920	15 357	1 304
Fonds national de solidarité invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	113,5	110,5	109,3	1,3
Montants versés	1 542	1 633	1 551	1 526	1 512	41

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

Unité : Franc

	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	12 990	14.990	15 800	16 010	16 330	16 610	16 943
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS)	17 480	19 500	21 280	21 560	21 990	23 259	23 764
Minimum vieillesse :							
Personne seule	30 470	33 990	37 080	37 570	38 320	39 870	40 707
Couple	55 220	60 990	66 520	67 400	68 750	71 525	73 028

TABLEAU C.04-20

Signataires de contrat d'insertion (1)

France entière

Année 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Hommes	Femmes	Ensemble
			%
Selon le statut d'occupation du logement (2)			
Propriétaire (y compris accédant)	–	–	8,3
Locataire d'un particulier	–	–	50,2
Locataire d'un meublé loué à un professionnel ou d'une chambre d'hôtel	–	–	0,9
Logé gratuitement ou hébergé dans la famille ou chez des amis	–	–	34,9
Hébergé en centre d'hébergement de longue durée	–	–	2,3
Habitant en hébergement mobile	–	–	1,8
Hébergé dans un hébergement d'urgence, une habitation précaire ou sans abri	–	–	1,6
Total	–	–	**100,0**
Selon le niveau de formation			
Niveau baccalauréat, brevet de technicien, brevet professionnel ou enseignement supérieur	15,5	12,7	14,1
Niveau CAP, BEP, apprentissage complet, première ou seconde	29,1	24,6	26,8
Obtention du certificat d'études primaires, niveau troisième, début de formation professionnelle	17,2	21,6	19,5
Études primaires (sans certificat d'études), niveau inférieur à la 3ème, formation pré-professionnelle, enseignement spécialisé	32,3	35,9	34,1
Aucune scolarisation	5,9	5,2	5,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la qualification			
Ouvrier sans qualification, O.S, manœuvre, manutentionnaire, ouvrier agricole non qualifié	30,7	11,9	21,2
Ouvrier qualifié, conducteur d'engin ou de véhicule	27,9	4,5	16,1
Agent de service, femme de ménage, gardien, gardienne d'enfants, employé hôtellerie-restauration	7,0	25,4	16,3
Vendeur, employés de commerce	4,5	9,5	7,0
Employé sans qualification, agent de bureau, planton	2,5	5,7	4,1
Employé qualifié (secrétaire, sténo-dactylo, aide-comptable, dactylo-codeur, pupitreur etc.)	3,1	8,6	5,9
Technicien, dessinateur, agent de maîtrise, cadre, profession intellectuelle, artistique, sociale	7,2	3,7	5,4
Artisan, commerçant, travailleur indépendant, aide familial de travailleur indépendant	6,7	2,7	4,7
Agriculteur exploitant, aide familial agricole	2,4	1,5	2,0
N'a jamais travaillé	8,0	26,5	17,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon la situation professionnelle			
Travaille à son compte ou comme aide familial	3,2	1,9	2,5
Salarié sous contrat à durée indéterminée (y compris intermittent)	2,0	2,9	2,5
Salarié sous contrat à durée déterminée, intérimaire, saisonnier ou excerce des emplois occasionnels	3,7	3,2	3,4
Salarié sous contrat aidé (CRE, CES, contrat d'adaptation, contrat de qualification, emploi dans une entreprise d'insertion ou une association intermédiaire etc.)	13,5	12,6	13,0
A une activité d'insertion	1,6	1,7	1,7
Suit un stage de formation (AIF, stage modulaire etc.)	3,0	2,7	2,8
Chômeur inscrit à l'ANPE	56,3	44,6	50,4
Chômeur non inscrit à l'ANPE	10,1	10,8	10,5
Inactif (y compris étudiant)	6,6	19,6	13,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Les bénéficiaires du RMI peuvent signer plusieurs contrats dans l'année. C'est la situation lors du dernier contrat qui est indiquée.
(2) Répartition par famille (1couple = 1 unité).

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 30 juin 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	511 218	59,3	1 821	53 340	49,0	1 601
Avec un enfant	107 071	12,4	1 994	14 951	13,7	1 621
Avec deux enfants	50 505	5,9	1 953	9 418	8,6	1 421
Avec trois enfants et plus	23 422	2,7	1 620	5 817	5,3	1 445
Couple :						
Sans enfant	37 394	4,3	2 036	3 381	3,1	1 860
Avec un enfant	44 082	5,1	2 134	6 258	5,7	1 851
Avec deux enfants	41 070	4,8	2 206	7 541	6,9	1 863
Avec trois enfants et plus	47 924	5,6	2 115	8 197	7,5	1 945
Total	**862 686**	**100,0**	**1 905**	**108 903**	**100,0**	**1 646**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire (1)

France entière

Situation en juin 1996

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	31 068	3,6	5 754	5,3
De 25 à 29 ans	226 705	26,3	25 475	23,4
De 30 à 39 ans	270 467	31,4	35 760	32,8
De 40 à 49 ans	197 179	22,9	21 468	19,7
De 50 à 59 ans	106 297	12,3	16 275	14,9
60 ans et plus	30 970	3,6	4 171	3,8
Total	**862 686**	**100,0**	**108 903**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre de bénéficiaires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Bénéficiaires du RMI

payés en décembre

France entière

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole) — *Unité :* Franc

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Métropole	422 102	488 422	575 035	696 592	803 303	840 839	903 804
D.O.M.	88 044	93 939	96 208	96 355	105 033	105 171	106 668
Total	**510 146**	**582 361**	**671 243**	**792 947**	**908 336**	**946 010**	**1 010 472**

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité* : Million de f

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgéta	
		1980	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	1994	*r* 1995
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	34 657	119 323	121 481	128 635	133 179	2,7	2,8
Appareils et matériels thérapeutiques	52	3 720	17 160	18 293	18 458	19 376	0,4	0,4
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	53 227	193 816	197 113	202 750	208 272	4,4	4,4
Soins des hôpitaux et assimilés	54	29 280	86 459	91 475	94 731	98 151	2,1	2,1
Assurances maladie et accident	55	6 400	23 841	27 312	28 084	30 625	0,6	0,6
Services médicaux et de santé	5	127 284	440 599	455 674	472 658	489 603	10,3	10,3
Achats d'automobiles	611	59 286	131 373	150 423	147 398	164 547	3,4	3,2
Caravanes, cycles et motocycles	612	7 054	10 736	9 960	11 808	12 617	0,2	0,3
Achats de véhicules	61	66 340	142 109	160 383	159 206	177 164	3,6	3,5
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	58 567	176 224	190 665	210 164	216 058	4,3	4,6
Carburants, lubrifiants	622	72 503	146 897	153 140	157 726	168 074	3,4	3,4
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14 472	48 913	52 929	52 418	54 643	1,2	1,1
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	145 542	372 034	396 734	420 308	438 775	8,9	9,2
Achats de services de transport	63	36 735	91 744	93 896	92 371	100 129	2,1	2,0
Télécommunications et postes	64	25 025	73 114	74 301	76 543	79 445	1,7	1,7
Transports et communications	6	273 642	679 001	725 314	748 428	795 513	16,3	16,3
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17 141	35 234	34 793	34 812	33 851	0,8	0,8
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6 475	9 831	9 727	9 732	9 486	0,2	0,2
Autres articles récréatifs	713	34 540	95 651	99 561	102 164	106 272	2,2	2,2
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	71	58 156	140 716	144 081	146 708	149 609	3,2	3,2
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	31 491	98 035	102 217	105 676	110 613	2,3	2,3
Livres, quotidiens et périodiques	73	24 194	62 790	63 949	64 618	65 748	1,4	1,4
Enseignement	74	6 115	24 191	26 167	25 650	26 242	0,6	0,6
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	7	119 956	325 732	336 414	342 652	352 212	7,6	7,5
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	11 841	38 532	38 528	38 858	38 107	0,9	0,8
Articles pour les soins personnels	812	12 997	46 922	48 481	49 356	51 345	1,1	1,1
Soins et effets personnels	81	24 838	85 454	87 009	88 214	89 452	2,0	1,9
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	19 193	29 362	29 964	30 948	31 118	0,7	0,7
Autres articles personnels	822	7 083	14 709	14 915	15 263	15 703	0,3	0,3
Matériel et fournitures de papeterie	823	4 506	9 291	9 342	9 849	10 246	0,2	0,2
Autres articles non désignés ailleurs	82	30 782	53 362	54 221	56 060	57 067	1,2	1,2
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	105 639	314 691	324 317	331 216	340 783	7,3	7,2
Services financiers non désignés ailleurs	85	10 839	32 205	36 239	36 811	37 664	0,8	0,8
Action sociale	861	24 996	77 452	80 825	84 337	86 716	1,8	1,8
Services divers	862	10 290	749	2 148	6 520	10 071	0,1	0,1
Autres services non désignés ailleurs	86	35 286	78 201	82 973	90 857	96 787	1,9	2,0
Autres biens et services	8	207 384	563 913	584 759	603 158	621 753	13,2	13,2
Consommation nationale (y compris non marchande)		1 645 072	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 767 964	100,0	100,0

TABLEAU D.01-1B

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indice de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	De 1980 à 1990	De 1991 à 1996
Pain et céréales	111	100,6	99,2	100,7	100,9	101,8	0,5	0,7
Viandes	112	102,5	99,5	99,1	100,9	98,1	1,4	– 0,4
Poissons	113	100,5	104,3	100,0	102,9	101,8	– 2,7	2,1
Lait, fromages et œufs	114	104,2	101,0	101,4	101,9	100,9	2,4	1,2
Huiles et graisses	115	99,0	98,3	99,5	97,6	100,4	– 0,1	– 1,1
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	101,1	101,2	100,3	98,1	1,1	0,1
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	102,5	95,5	101,3	99,5	– 1,9	0,3
Sucre	118	101,0	92,0	96,1	99,4	98,3	– 2,9	– 1,9
Café, thé	119	103,1	101,7	99,4	97,8	109,4	0,5	1,1
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	102,6	104,0	102,7	102,9	3,6	2,6
Produits alimentaires	11	101,5	100,5	100,5	101,1	100,2	1,4	0,5
Boissons non alcoolisées	12	100,2	103,8	104,1	107,1	104,2	6,1	3,6
Boissons alcoolisées	13	102,7	106,9	98,6	101,2	99,9	0,6	0,9
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	101,3	100,4	101,3	100,3	1,4	0,7
Tabac	14	102,5	95,5	97,4	98,4	98,3	2,0	– 1,5
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**101,0**	**100,2**	**101,1**	**100,1**	**1,4**	**0,5**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	97,2	96,8	97,2	99,3	0,9	– 2,0
Chaussures	221	100,4	99,5	100,1	99,4	100,5	0,8	– 0,3
Réparation de chaussures	222	93,8	98,5	100,0	100,0	101,0	– 1,3	– 1,5
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	99,5	100,1	99,4	100,5	0,7	– 0,4
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**97,6**	**97,4**	**97,6**	**99,6**	**0,9**	**– 1,7**
Logement	311	104,6	102,8	102,8	103,4	103,1	3,7	3,1
Charges de distribution d'eau	312	100,7	99,1	98,3	100,5	100,3	1,2	0,1
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	102,6	102,6	103,3	103,0	3,6	2,9
Électricité	321	105,8	100,2	98,4	103,4	104,9	4,0	2,9
Gaz	322	106,5	103,9	94,0	104,7	109,5	1,4	3,7
Combustibles liquides	323	92,6	96,6	92,5	102,8	104,7	– 4,9	0,1
Autres combustibles	324	89,9	93,3	101,4	99,7	102,7	– 3,1	– 1,3
Chauffage et éclairage	32	100,2	100,2	96,5	103,5	105,9	0,5	2,5
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**102,2**	**101,5**	**103,3**	**103,4**	**2,8**	**2,8**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y.c. réparation	41	103,8	96,9	100,6	100,1	100,2	0,6	– 1,9
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	100,0	95,7	97,5	98,3	– 1,3	– 2,7
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y.c.réparation	43	102,9	99,9	102,2	102,2	99,9	2,0	0,8
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	98,9	99,1	99,1	99,6	0,4	– 1,4
Articles de ménage non durables	451	103,0	100,2	100,5	102,9	102,3	2,2	1,5
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	98,9	98,0	99,2	99,4	– 0,4	– 0,7
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	100,0	100,1	102,2	101,7	1,8	1,1
Services domestiques	46	93,3	104,3	104,8	104,2	105,7	– 0,3	5,0
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**99,5**	**100,8**	**101,3**	**101,2**	**0,8**	**0,1**

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	De 1980 à 1990	De 1991 à 1996
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	106,2	101,6	105,0	102,7	8,1	4,6
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	101,6	104,7	99,5	103,3	6,6	3,6
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	103,5	100,2	99,7	101,5	7,2	2,4
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	102,8	103,2	100,8	100,7	2,6	2,5
Assurances maladie et accident	55	106,3	101,5	97,8	90,0	102,8	1,4	– 1,1
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**103,9**	**101,2**	**100,7**	**101,8**	**6,2**	**2,9**
Achats d'automobiles	611	96,3	84,8	114,7	96,7	111,6	4,1	– 0,6
Caravanes, cycles et motocycles	612	97,5	99,1	90,6	117,4	105,4	– 1,9	0,4
Achats de véhicules	61	96,4	85,7	112,9	98,0	111,2	3,6	– 0,6
Pneus, accessoires, frais de réparations	621	99,7	99,0	104,4	107,1	99,6	1,7	2,0
Carburants, lubrifiants	622	101,0	99,9	100,1	99,3	99,3	1,9	0,1
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	102,2	98,6	106,0	102,9	1,6	2,9
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	99,7	101,9	104,0	99,9	1,8	1,4
Achats de services de transport	63	101,1	97,1	101,4	96,6	107,5	1,9	0,3
Télécommunications et postes	64	115,7	102,6	100,4	103,7	105,4	6,7	3,9
Transports et communications	**6**	**100,8**	**96,4**	**104,0**	**101,7**	**103,8**	**2,7**	**1,0**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	99,7	104,3	104,6	102,2	10,6	2,1
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	95,9	98,9	99,9	97,1	0,5	– 2,8
Autres articles récréatifs	713	99,9	98,6	104,2	102,5	102,9	4,0	1,6
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparations	71	103,8	98,7	103,8	102,9	102,3	5,6	1,4
Services de loisirs, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	101,6	101,1	101,2	101,4	1,9	3,2
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	98,4	100,5	99,2	100,0	1,3	– 0,6
Enseignement	74	105,8	98,7	105,4	96,1	100,8	4,7	0,3
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**99,5**	**102,5**	**101,1**	**101,5**	**3,7**	**1,4**
Services des salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	98,2	97,5	98,7	96,1	2,0	– 1,2
Articles pour les soins personnels	812	99,8	100,1	102,4	101,4	101,5	4,9	1,5
Soins et effets personnels	81	100,6	99,3	100,2	100,2	99,1	3,5	0,3
Bijouterie, horlogerie, y compris réparations	821	71,5	99,7	100,9	103,8	100,5	0,1	2,2
Autres articles personnels	822	97,5	90,3	100,5	101,9	102,3	2,0	– 1,3
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	99,6	99,3	101,5	101,7	– 0,2	0,3
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	97,0	100,5	102,9	101,2	0,5	0,9
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	98,9	100,7	99,7	100,7	1,8	0,2
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	102,1	104,3	103,8	100,1	6,6	2,1
Action sociale	861	103,7	102,3	102,9	102,0	101,4	3,4	3,1
Services divers	862	91,7	25,6	300,4	293,5	139,1	– 8,3	– 38,6
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	101,0	104,7	106,9	104,1	0,7	1,7
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**99,2**	**101,4**	**101,3**	**101,0**	**2,0**	**0,6**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**100,1**	**101,4**	**101,5**	**101,9**	**2,4**	**1,2**

TABLEAU D.01-2A

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité* : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants					Coefficients budgétaires %			
		1980	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	1980	1994	*r* 1995	*p* 1996
Automobiles neuves	111	49 823	106 031	127 303	122 961	139 928	3,03	2,9	2,7	2,9
Automobiles autres	112	9 463	25 342	23 120	24 437	24 619	0,58	0,5	0,5	0,5
Automobiles	11	59 286	131 373	150 423	147 398	164 547	3,60	3,4	3,2	3,5
Téléviseurs	12	9 126	11 934	11 956	11 798	11 408	0,55	0,3	0,3	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	13	3 702	6 422	6 687	6 812	6 743	0,23	0,2	0,1	0,1
Machines à laver	14	3 684	7 436	7 713	7 642	7 495	0,22	0,2	0,2	0,2
Meubles	15	39 622	69 267	70 685	72 400	74 116	2,41	1,6	1,6	1,6
Autres biens durables importants	16	31 642	65 677	64 446	67 119	67 858	1,92	1,4	1,5	1,4
Biens durables importants	1	147 062	292 109	311 910	313 169	332 167	8,94	7,0	6,8	7,0
Textiles et cuirs	21	139 541	290 273	284 365	279 133	280 695	8,48	6,4	6,1	5,9
Autres biens semi-durables	22	135 624	303 363	315 703	334 340	341 669	8,24	7,1	7,3	7,2
Biens semi-durables	2	275 165	593 636	600 068	613 473	622 364	16,73	13,5	13,4	13,1
Energie, y compris sylviculture	311	168 981	342 741	346 176	359 255	386 409	10,27	7,8	7,8	8,1
Autres biens non durables non alimentaires	312	116 271	363 545	377 307	394 516	409 840	7,07	8,5	8,6	8,6
Biens non durables non alimentaires	31	285.252	706 286	723 483	753 771	796 249	17,34	16,3	16,4	16,7
Alimentation, y compris animale	32	335.739	746 505	756 685	776 073	788 141	20,41	17,0	16,9	16,5
Biens non durables	3	620 991	1 452 791	1 480 168	1 529 844	1 584 390	37,75	33,3	33,4	33,2
Logement, y compris entretien	41	183 212	688 268	729 504	771 751	813 469	11,14	16,4	16,8	17,1
Services de santé, y compris vétérinaires	42	82 841	281 794	290 152	299 096	308 119	5,04	6,5	6,5	6,5
Transports en commun, postes et télécommunications	43	66 873	186 837	191 612	193 838	205 785	4,07	4,3	4,2	4,3
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	104 327	310 163	319 536	326 355	335 711	6,34	7,2	7,1	7,0
Action sociale, y compris services domestiques	451	41 925	123 308	130 328	137 920	145 498	2,55	2,9	3,0	3,1
Autres services divers	452	122 676	361 835	389 057	401 202	420 461	7,5	8,8	8,7	8,8
Autres services	45	164 601	485 143	519 385	539 122	565 959	10.01	11,7	11,8	11,9
Services	4	601 854	1 952 205	2 050 189	2 130 162	2 229 043	36.59	46,2	46,4	46,8
Consommation nationale (y compris non marchande)		1 645 072	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 767 964	100,00	100,0	100,0	100,0

TABLEAU D.01-2B

Consommation des ménages par catégorie de produits selon leur durabilité (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente					Taux de variation annuel moyen (%)	
		1980	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996	De 1980 à 1990	De 1991 à 1996
Automobiles neuves	111	94,4	83,1	120,1	95,5	113,9	4,1	– 0,6
Automobiles autres	112	107,9	92,9	92,3	103,8	100,2	3,7	– 1,0
Automobiles	11	96,3	84,8	114,7	96,7	111,6	4,1	– 0,6
Téléviseurs	12	109,0	100,1	105,9	102,4	101,1	4,7	1,2
Réfrigérateurs, congélateurs	13	102,8	94,6	107,0	102,5	98,4	1,9	– 0,4
Machines à laver	14	104,3	98,7	105,5	99,8	98,0	3,8	0,8
Meubles	15	103,6	96,7	100,9	100,8	100,2	0,1	– 1,9
Autres biens durables importants	16	104,3	100,6	100,3	106,4	103,0	5,5	2,1
Biens durables importants	**1**	**101,1**	**91,9**	**107,4**	**100,1**	**106,1**	**3,3**	**– 0,2**
Textiles et cuirs	21	99,1	97,5	97,5	97,7	99,6	0,7	– 1,8
Autres biens semi-durables	22	96,2	97,8	102,7	104,7	100,5	1,5	1,0
Biens semi-durables	**2**	**97,7**	**97,6**	**100,2**	**101,4**	**100,1**	**1,1**	**– 0,3**
Energie, combustibles et carburants	311	100,6	100,0	98,2	101,3	102,4	1,2	1,2
Autres biens non durables non alimentaires	312	103,0	101,3	100,8	102,3	101,4	4,6	1,8
Biens non durables non alimentaires	31	101,6	100,7	99,6	101,8	101,9	2,7	1,5
Alimentation, y compris animale	32	101,7	101,4	100,5	101,3	100,3	1,4	0,7
Biens non durables	**3**	**101,7**	**101,0**	**100,1**	**101,6**	**101,1**	**2,0**	**1,1**
Logements, combustibles entretien	41	104,4	103,0	103,0	103,1	103,1	3,8	3,0
Services de santé, y compris vétérinaires	42	103,9	103,3	101,1	100,0	101,2	5,7	2,5
Transports en commun, postes et télécommunications	43	106,5	99,8	101,0	100,1	105,7	4,0	1,9
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,7	99,0	100,6	99,7	100,6	1,8	0,1
Action sociale, y compris services domestiques	451	99,3	103,0	103,6	102,8	103,0	2,0	3,8
Autres services divers	452	101,5	100,1	101,0	102,2	101,3	1,5	1,1
Autres services	45	100,9	100,8	101,7	102,4	101,8	1,6	1,7
Services	**4**	**103,0**	**101,5**	**101,8**	**101,7**	**102,3**	**3,2**	**2,1**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**100,1**	**101,4**	**101,5**	**101,9**	**2,4**	**1,2**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1992	1993	1994	*p*1995
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)						
Population intérieure moyenne	10^6	**53,90**	**57,40**	**57,70**	**57,90**	**58,10**
Semoule de blé dur	kg	0,84	0,97	1,03	1,11	1,26
Farine de froment	"	5,20	5,23	4,91	4,43	4,32
Riz	"	3,39	4,11	3,90	3,60	3,74
Biscottes	"	2,12	1,74	1,80	1,67	1,68
Biscuits et pains d'épices	"	5,91	9,12	9,01	9,24	9,66
Farines diététiques de l'enfance	"	0,18	0,15	0,14	0,13	0,13
Entremets et desserts instantanés	"	0,56	*c*	*c*	*c*	*c*
Pâtes alimentaires	"	6,20	6,70	6,73	6,94	7,16
Pain, préemballé non compris	"	70,64	62,50	60,48	60,25	59,59
Pommes de terre (1)	"	89,01	64,87	68,16	63,74	64,10
Légumes frais (1)	"	88,41	89,98	90,26	90,92	89,68
Légumes surgelés	"	1,89	6,49	6,38	6,43	6,44
Légumes secs (1)	"	1,89	1,49	1,56	1,59	1,56
Conserves de légumes	"	17,63	22,89	22,53	22,68	22,72
Avocats	"	0,42	1,04	1,09	1,17	1,33
Bananes	"	7,07	7,10	6,99	6,17	7,98
Agrumes	"	16,03	15,34 *r*	14,08 *r*	14,12 *r*	13,49
Autres fruits frais (1)	"	43,37	43,90 *r*	44,69 *r*	45,92 *r*	46,24
Fruits surgelés	"	0,12	0,05	0,04	0,04	0,04
Fruits secs (1)	"	1,18	1,33	1,36	1,39	1,40
Fruits au sirop	"	2,70	2,77	2,77	2,63	1,73
Confitures et gelées	"	1,86	2,48	2,51	2,60	2,58
Compote de fruits	"	0,94	1,89	1,79	1,90	1,88
Porc frais (1)	"	9,25	10,09	10,08	10,08	10,13
Jambon (1)	"	5,09	5,47	5,34	5,38	5,48
Autres charcuteries et conserves de viande (1)	"	11,59	14,62	14,59	14,72	14,76
Triperie (1)	"	5,15	4,49	4,09	3,83	3,96
Bœuf (1)	"	19,25	17,66	17,13	16,46	16,67
Veau (1)	"	5,43	4,43	4,26	4,07	4,07
Mouton, agneau (1)	"	2,91	3,75	3,63	3,58	3,55
Cheval (1)	"	1,09	0,54	0,60	0,38	0,37
Volailles (1)	"	19,29	22,14	22,17	22,27	22,60
Produits carnés surgelés	"	1,43	2,77	*c*	*c*	*c*
Lapin, gibier (1)	"	5,49	4,26	4,35	4,01	3,95
Œufs (1)	"	14,25	14,34	14,17	14,65 *r*	15,50
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	12,85	15,11	15,83	15,83	16,44
Poissons et crustacés surgelés	"	2,48	4,11	4,20	4,15	4,16
Conserves de poisson (rupture de série en 1988)	"	2,75	5,89	5,56	5,14	4,82
Laits liquides (1)	litre	74,03	75,03	73,87	71,71	74,42
Crème fraîche (1)	kg	1,65	3,66	3,57	3,70	4,06
Yaourts	"	8,71	17,25	17,35	17,72	17,36
Desserts lactés frais	"	3,04	6,44	6,76	7,16	7,40
Fromages frais	"	4,19	6,66	6,57	6,84	6,89
Fromages (1)	"	15,25	17,21	17,66	17,72	18,44
Beurre (1)	"	9,42	8,23	7,71	8,07	7,81
Huile (1)	"	10,84	12,20	11,01	11,74	12,85
Margarine	"	2,31	2,17	2,06	1,79	1,63
Sucre	"	14,98	10,24	9,35	8,94	8,88
Chocolat (poudre et tablettes)	"	2,92	3,86	3,80	3,97 *r*	3,88
Confiserie de sucre	"	2,79	2,82	3,07	3,11 *r*	3,28
Confiserie de chocolat	"	1,50	1,85	1,70	1,61 *r*	1,56
Miel (1)	"	0,36	0,40	0,41	0,42	0,43
Crèmes glacées	litre	3,51	6,40	6,29	6,76	6,83
Plats cuisinés surgelés	kg	0,40	1,92	2,00	2,09	2,11
Vins courants (1)	litre	77,07	43,35 *r*	43,16 *r*	40,71 *r*	40,59
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (1)	"	14,92	22,55 *r*	25,22 *r*	25,49 *r*	25,48
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	"	1,87	1,54	1,48	1,52	1,36
Champagne	"	1,69	1,84	1,99	2,04	2,06
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	4,03	3,36	*c*	*c*	*c*
Eaux de vie et liqueurs (1)	"	3,12	3,53	*c*	*c*	*c*
Bière	"	44,22	38,79	37,88	37,76	37,45

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	1992	1993	1994	1995
Cidre (1)	litre	7,51	6,47	6,80	6,62	6,79
Eaux minérales et de source	"	54,68	97,50	95,29	103,06	108,19
Boissons gazeuses	"	23,70	32,70	34,78	35,71	37,52
Jus de fruits, y compris nectars	"	2,60	8,56	9,12	9,59	10,77
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (2)	kg	4,71	4,58	4,75	4,57	4,32
Thé et maté (2)	"	0,16	0,21	0,23	0,22	0,22
Infusions (1)	g	59,80	67,98	68,25	66,52	65,59
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)						
Biens durables :						
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	1500	1 772	1 736	1 831	1 902
Machines à laver	"	1530	1 884	1 884	1 997	1 957
Lave-vaisselle	"	475	712	703	740	758
Récepteurs de télévision	"	2440	3 656	3 619	3 690	3 666
dont : télévision couleur	"	1720	3 485	3 554	3 618	3 546
Automobiles (3)	"	1873	2 106	1 721	1 931	1 973
Chauffage et éclairage :						
Electricité	10^9 kWh	61,60	109,80	110,02	108,25	109,08
Gaz de ville	10^9 kWh	97,10	145,21	148,68 *r*	138,56 *r*	146,53
Butane, propane	10^6 KWh	25,80	21,90	22,11	21,16	21,48
Charbon (y. c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	5,00	2,07	2,02	1,61	1,44
Fioul domestique (4)	10^3 m^3	33,70	21,18	20,47	19,00	19,53
Transports :						
Carburants (5)	10^3 m^3	18806	20 095	19 538	18 943 *r*	18 048
Chemins de fer (6) :						
Grandes lignes	10^6 voyag.-km	46,88	52,93	48,58	49,45	47,08
Banlieue de Paris	"	7,61	9,94	9,85 ▪	9,48 ▪	8,48
Régie autonome des transports parisiens :						
Réseau ferré :						
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyageurs	1095	1 201	1 177	1 170	1 029
Réseau express régional	"	205	367	361	364	323
Réseau autobus	"	754	849	848	824	761
Tramway	"	///	4	15	17	23
Autres biens et services :						
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	37,00	19,40	20,4	17,7	13,9
Savons de toilette, etc.	"	32,90	27,40	25,4	24,1	24,0
Poudres à laver le linge ménagères	"	418,70	481,40	504,4	508,2	538,6
Cinéma	10^6 spectateurs	175,40	116,00	132,7	124,4	130,2
Cigarettes	10^6	85 650	96 310	93 617	90 113	88 336
Cigares et cigarillos	"	1 927	1 377	1 369	1 408	1 460
Scaferlatis	tonne	7 037	4 969	5 534	6 196	6 444

(1) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(2) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(3) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(4) En acquitté total des factures des distributeurs.
(5) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Source : Comité Professionnel du Pétrole.
(6) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes conditions de Vie - mai 1995, 1996, 1997) %

Nature de l'équipement	Date (1)	Agriculteurs exploitants	Artisants commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996-1997	27	58	64	61	58	55	49	36	54
Congélateur	1996-1997	84	54	40	43	42	52	48	13	47
Lave-vaisselle	1995-1997	51	59	59	45	28	26	28	7	35
Micro-ondes	1996	36	63	65	60	50	48	33	32	47
Sèche-linge ou lave linge séchant	1995-1997	30	42	40	34	23	26	11	5	24
Télévision couleur	1995-1997	91	93	88	91	91	93	96	73	92
Magnétoscope	1996	56	74	72	73	65	70	39	23	59
Chaîne hi-fi	1996	49	73	85	79	67	64	30	30	58
Camescope	1995-1997	11	27	27	20	13	15	8	4	15
Répondeur téléphonique	1995-1997	18	39	54	41	34	22	10	23	27
Minitel	1995-1996	35	35	43	29	15	10	13	7	20
Téléphone portable	1997	15	28	29	18	14	10	11	7	15
Micro-ordinateur	1995-1997	14	21	42	27	14	9	4	17	15
dont portable	1996-1997	1	2	7	3	1	1	1	3	2
non-portable	1996-1997	12	20	39	25	14	9	4	15	14
1ère voiture	1996-1997	91	92	89	90	73	81	68	42	78
2ème voiture	1996-1997	55	44	44	40	22	30	15	4	28
Nombre de ménages (en millions)	**1997**	**0,5**	**1,2**	**2,3**	**3,1**	**3,4**	**5,4**	**7,2**	**0,6**	**23,7**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1997**	**119**	**295**	**537**	**765**	**815**	**1 272**	**1 745**	**135**	**5 683**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux ou trois années.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1996 et 1997) %

Nature de l'équipement	Date (1)	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996-1997	53	64	56	51	50	52	45	54
Congélateur	1996-1997	20	43	57	58	55	45	28	47
Lave-vaisselle	1996-1997	10	37	48	47	36	27	13	35
Micro-ondes	1996	46	60	57	53	43	29	14	47
Sèche-linge ou lave linge séchant	1996-1997	15	36	37	27	14	10	5	24
Télévision couleur	1996-1997	80	91	93	93	95	96	95	92
Magnétoscope	1996	55	76	76	69	51	34	13	59
Chaîne hi-fi	1996	71	79	77	62	40	25	13	58
Camescope	1997	8	23	19	18	12	6	1	15
Répondeur téléphonique	1997	51	48	38	33	18	9	1	32
Minitel	1996	9	21	27	23	17	9	4	18
Téléphone portable	1997	16	17	16	18	13	10	5	15
Micro-ordinateur	1996-1997	20	21	25	17	7	2	1	15
dont portable	1996-1997	3	3	3	2	1	–	–	2
non-portable	1996-1997	17	19	24	16	7	2	1	14
1ère voiture	1996-1997	72	87	89	86	80	61	33	78
2ème voiture	1996-1997	16	34	42	40	24	9	3	28
Nombre de ménages (en millions)	**1997**	**2,7**	**4,6**	**4,9**	**3,7**	**3,4**	**3**	**1,4**	**23,7**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1997**	**568**	**1 097**	**1 214**	**948**	**833**	**708**	**320**	**5 688**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux années.

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de Vie - mai 1995, 1996, 1997) %

Nature de l'équipement	Date (1)	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1996-1997	45	55	61	62	57	67	54
Congélateur	1996-1997	24	51	54	63	70	65	47
Lave-vaisselle	1995-1997	13	35	43	56	56	40	35
Micro-ondes	1996	28	45	60	70	62	49	47
Sèche-linge ou lave linge sèchant	1995-1997	7	18	34	45	49	43	24
Télévision couleur	1995-1997	84	94	95	97	97	96	92
Magnétoscope	1996	30	58	78	86	84	78	59
Chaîne hi-fi	1996	38	54	74	82	79	72	58
Camescope	1995-1997	4	13	21	28	27	20	15
Répondeur téléphonique	1995-1997	24	25	32	31	26	22	27
Minitel	1995-1997	11	18	24	29	29	23	20
Téléphone portable	1997	9	15	19	19	17	15	14
Micro-ordinateur	1995-1997	7	15	20	26	28	20	15
dont portable	1996-1997	1	2	3	2	3	2	2
non-portable	1996-1997	7	11	19	26	28	21	14
1ère voiture	1996-1997	51	84	93	95	92	87	78
2ème voiture	1996-1997	1	27	47	53	50	39	28
Nombre de ménages (en millions)	**1997**	**7,1**	**7,5**	**3,9**	**3,4**	**1,3**	**0,5**	**23,7**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**1997**	**1 527**	**1 849**	**965**	**852**	**348**	**147**	**5 688**

(1) Le cas échéant, moyenne sur deux ou trois années.

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Annee 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) — *Unité* : francs

Categorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	34 714	4 855	14,0
UU de moins de 20 000 habitants (1)	34 522	4 930	14,3
UU de 20 000 à 100 000 habitants	32 660	5 105	15,6
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	33 557	6 089	18,1
Agglomération parisienne hors Paris	40 692	10 106	24,8
Ville de Paris	36 723	12 467	33,9
Ensemble	**34 931**	**6 273**	**18,0**

(1) UU : Unite urbaine

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1994 provisoire

Source : Eurostat : (panel europeen sur l'équipement des mènages) — %

	Automobile	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone	Résidence secondaire
Belgique	78	32	63	96	43	93	6
Danemark	58	26	56	95	28	95	10
Allemagne	74	35	54	96	43	90	5
Grece	56	17	40	87	5	86	14
Espagne	69	16	61	98	27	84	13
France	**78**	**34**	**54**	**92**	**41**	**96**	**11**
Irlande	65	18	64	95	46	77	5
Italie	76	25	51	95	11	91	13
Luxembourg	83	51	62	97	29	98	13
Pays-Bas	56	16	64	97	43	98	3
Portugal	55	17	45	84	11	74	9
Royaume-Uni	70	19	76	96	66	91	6

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

%

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	Total (1)
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	100,0
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	100,0
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	100,0
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	100,0
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	100,0
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	100,0
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	100,0
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	100,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	100,0
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	100,0
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	100,0
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	100,0
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	100,0
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	100,0
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	100,0
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	100,0
de 65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	100,0
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	100,0
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	100,0
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	100,0
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	100,0
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	100,0
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	100,0
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	100,0
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	100,0
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	100,0
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	100,0
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	100,0
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	100,0
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus.	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	100,0
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	100,0
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	100,0
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	100,0
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	100,0
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	100,0
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	100,0
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	100,0
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	100,0
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	100,0
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	100,0
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	100,0
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	100,0
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	100,0
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	100,0
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	100,0
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	100,0
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	100,0
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	100,0

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Catégorie de logement par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
5. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
6. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Fin 1996, le nombre de résidences principales est de 23,3 millions, soit une augmentation de 290 000 unités par an depuis fin 1992. Cette forte évolution ne s'explique pas seulement par la croissance démographique mais aussi par des modifications de la composition des ménages : autonomie des étudiants grâce à l'allocation logement, multiplication des séparations de conjoints, vie en couple plus tardive, possibilités pour les ménages âgés de rester plus longtemps autonomes. Les ménages âgés dont la personne de référence a plus de 65 ans représentent le quart des ménages (26 %) soit une augmentation d'un tiers en douze ans; le nombre de ménages ordinaires dont la personne de référence a plus de 84 ans a augmenté de 17 % en quatre ans.

Le taux de ménages propriétaires de leur résidence principale est de 54,3 % en 1996, soit une quasi-stabilité depuis 1988, alors qu'il montait de 50,7 % à 53,6 % entre 1984 et 1988. Cependant, du fait de l'augmentation du nombre des ménages, le nombre de ménages propriétaires croît de façon non négligeable : 730 000 de plus en quatre ans, contre 526 000 sur les quatre années précédentes, mais 1 064 000 entre 1984 et 1988. Près du tiers des ménages sont propriétaires sans emprunt en cours, contre un quart en 1984. À 65 ans, les trois quarts des ménages sont propriétaires.

Fin 1996, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles. L'habitat individuel n'a pratiquement pas progressé depuis 1992. Le logement « moyen » compte quatre pièces, sur une surface proche de 88 m^2 (2 m^2 de plus qu'en novembre 1992). Mais, si les maisons individuelles continuent de s'agrandir (102 m^2 en 1992, 105 m^2 en 1996), la surface moyenne des appartements ne dépasse pas les 66 m^2. Dans l'habitat individuel, la surface disponible par personne augmente de 5 % en quatre ans, atteignant aujourd'hui 39 m^2. Dans le parc collectif, chaque personne dispose en moyenne de 30 m^2 comme en 1992.

Le confort des résidences principales continue de s'améliorer. Actuellement moins de 4 % des logements, pour la plupart construits avant 1949, ne disposent pas du minimum de confort, c'est-à-dire de W-C intérieurs et d'au moins une douche ou une baignoire. Cette proportion, qui était de 15 % en 1984 et de 10 % en 1988, ne cesse de se restreindre sous l'effet de la construction neuve d'une part, de la destruction des logements les plus vétustes ou de leur rénovation d'autre part.

Parallèlement à la généralisation du confort sanitaire, le « tout confort », défini de façon normative par l'existence de W-C intérieurs , d'au moins une salle de bains et du chauffage central, est de plus en plus répandu : fin 1996, plus de huit logements sur dix possèdent tous ces équipements, contre sept logements sur dix en 1992. Alors qu'il augmentait depuis les années soixante-dix, le nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels baisse. La part des logements vacants est de 7,9 % à la fin de 1996, ce qui est assez stable. Le tiers de ces logements se situe en zone rurale (contre un quart des résidences principales).

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes « Logement »

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984, 1988, 1992. Une onzième enquête a été effectuée en 1996-1997. Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été faites auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête. Cet échantillon (40 000 logements en 1996) a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le précédent recensement de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

Ces enquêtes comportent des questions :

— sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort, environnement) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— sur la mobilité des ménages au cours des quatre dernières années et sur leurs souhaits éventuels de déménagement;

— sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété, travaux de gros entretien et d'amélioration) et sur le patrimoine-logement des ménages.

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

Pour la première fois, la précision des résultats a pu être évaluée. C'est sur les résidences principales que la précision est la meilleure : elles sont connues à 100 000 près. Le taux de sondage des autres logements est moins élevé. Le nombre des résidences secondaires est ainsi connu à 90 000 près, celui des logements vacants à 80 000 près. Les logements occasionnels sont estimés à 30 000 près. Le taux de propriétaires est quant à lui, connu à 0,6 % près, c'est-à-dire qu'il a 95 % de chances d'être compris en 53,7 et 54,3.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les enquêtes « Logement » étudient de façon détaillée la résidence principale des ménages. Elles répertorient néanmoins les autres catégories de logement sans toutefois collecter d'information fine à leur sujet. Quatre catégories de logement sont ainsi repérées :

— les résidences principales (logements ou pièces indépendantes où le ménage vit habituellement);

— les logements ou pièces indépendantes utilisés occasionnellement pour des raisons professionnelles (par exemple, un pied-à-terre professionnel d'une personne qui ne rentre que le week-end auprès de sa famille);

— les résidences secondaires (logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances et qui ne sont pas des logements occasionnels);

— les logements vacants, sans occupant à la date d'enquête, qu'ils soient disponibles ou non pour la vente ou la location.

Nombre de pièces

On comptabilise le nombre de pièces principales à usage d'habitation.

Sont exclus :

— les pièces à usage exclusivement professionnel (réservées complètement et en permanence à l'activité professionnelle d'un membre du ménage);

— les entrées, couloirs, salles de bains, penderies, alcôves, W.C., offices, vérandas,...

Sont incluses :

— les pièces principales « classiques » (salon, salle à manger, chambre,...);

— les pièces annexes utilisées par le titulaire du logement;

— la cuisine lorsqu'elle mesure plus de 12 m^2.

Indice de peuplement

L'indice de peuplement dit « norme INSEE » est basé sur la comparaison du nombre effectif de pièces composant le logement et d'un nombre normatif de pièces dites « nécessaires » au ménage. Cette norme de « pièces nécessaires » au ménage est calculée en fonction de sa taille, mais aussi de l'âge et de la situation familiale de ses membres.

Schématiquement, on compte :

— une pièce de séjour pour le ménage,

— une pièce pour chaque personne de référence d'une famille,

— une pièce pour les personnes hors famille non célibataires ou les célibataires de 19 ans et plus,

— et, pour les célibataires de moins de 19 ans, une pièce pour deux enfants s'ils sont de même sexe ou s'ils ont moins de 7 ans,

— sinon une pièce par enfant.

Si le nombre de pièces nécessaires au ménage ainsi déterminé est :

— inférieur d'une unité, deux ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de sous-peuplement modéré, prononcé ou très accentué;

— égal au nombre de pièces du logement occupé, il s'agit d'un peuplement normal;

— supérieur d'une unité ou plus au nombre de pièces du logement occupé, on parle respectivement de surpeuplement modéré ou accentué.

Selon cette norme, une personne seule doit pouvoir disposer de deux pièces. En conséquence, tous les studios sont par construction surpeuplés : le surpeuplement est modéré lorsque le ménage est constitué par une personne seule ou un couple, accentué s'il est composé de plus de deux personnes.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Projection du nombre de ménages à l'horizon 2020 », *INSEE-Résultats,* n° 315, juillet 1994;

« Habitat et occupation du parc de logement en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* nos 392-393, mai 1995;

« Dépenses de logement et comportements résidentiels en 1988 et 1992 - Enquêtes sur le logement », *INSEE-Résultats,* n° 77-78, décembre 1995.

« Le logement locatif de 1992 à 1996 », *INSEE-Résultats,* nos 575-576, octobre 1997.

« Tassement de la propriété et redressement du locatif privé », *INSEE-Première,* n° 313, mai 1994.

« De 1988 à 1992, les conditions de logement s'améliorent encore », *INSEE-Première,* n° 343, septembre 1994;

« De moindres hausses de loyer en 1994 », *INSEE-Première,* n° 375, mai 1995;

« La demande potentielle de logements neufs à moyen terme », *INSEE-Première*, n° 518, avril 1997.

« Les ménages et leurs logements » *INSEE-Première*, n° 562, décembre 1997.

Articles d'*Économie et Statistique* :

Dossier « Spécial logement », n° 240, février 1991;

« De la location à la propriété : le parc de logements se redistribue » « Un ménage sur six perçoit une aide au logement », n° 251, février 1992;

« Le nombre de ménages augmentera de moins en moins vite – une projection à l'horizon 2020 », n° 267, juillet 1993;

Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », nos 288-289, août-septembre 1995.

Autres publications :

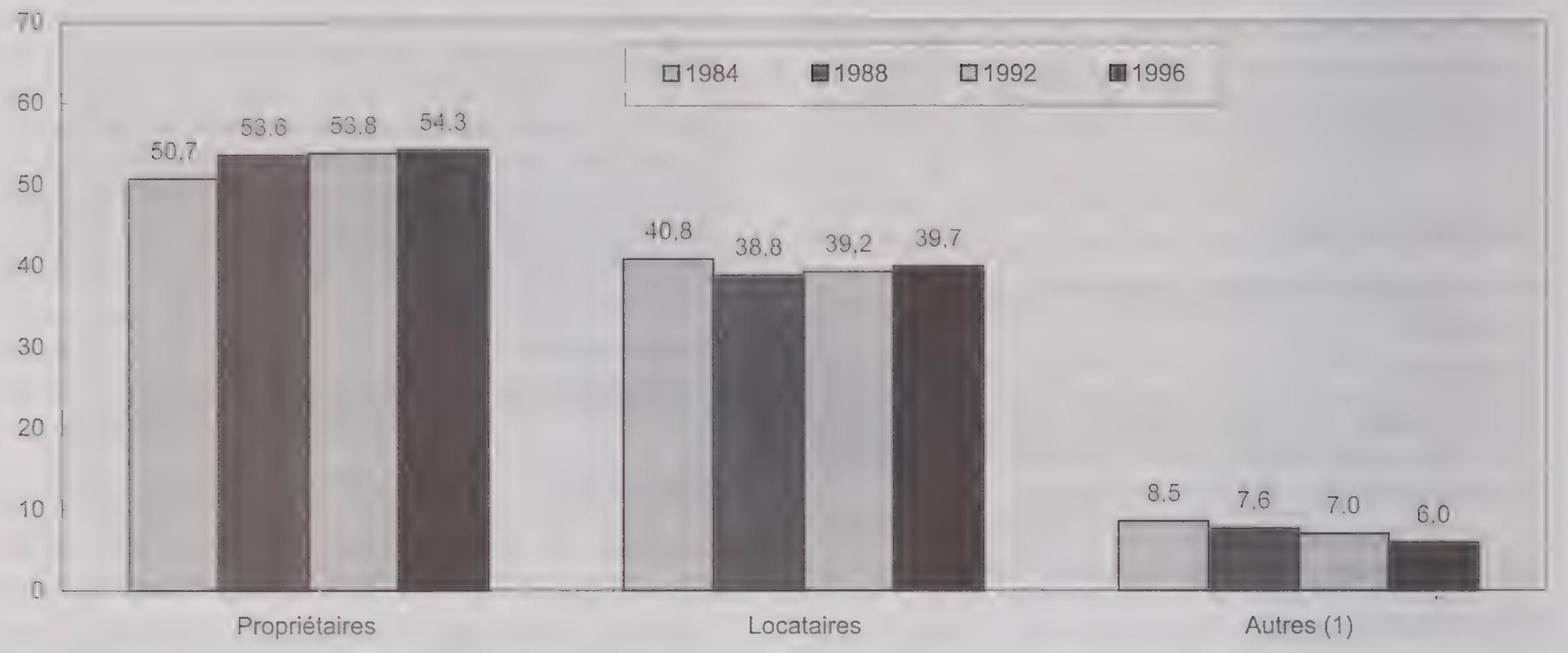
Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

*
* *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation

En %



(1) Fermiers, métayers et logés gratuitement

Source : INSEE (Enquêtes logement)

TABLEAU D.02-1

Catégorie de logement par catégorie de commune

Source : INSEE (Enquêtes logement) — *Unité :* Millier

	(1) 1984	(1) 1988	(1) 1992	(1) 1996
Résidences principales :				
Communes rurales	5 081,8	5 447,3	5 339,2	5 615,6
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	5 893,7	6 149,7	6 493,2	6 867,9
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	5 777,3	5 952,7	6 422,2	6 790,1
Agglomération parisienne	3 611,3	3 706,3	3 876,1	4 012,0
Total	**20 364,1**	**21 256,0**	**22 130,7**	**23 285,6**
Logements vacants (2) :				
Communes rurales	683,7	726,3	654,8	724,0
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	555,1	670,2	584,9	636,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	429,5	517,3	487,9	555,7
Agglomération parisienne	250,6	241,9	269,3	314,9
Total	**1 918,9**	**2 155,7**	**1 996,9**	**2 231,1**
Résidences secondaires (2) :				
Communes rurales	1 335,7	1 353,0	1 511,3	1 447,5
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	635,0	634,0	882,0	839,2
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	235,7	243,5	320,7	299,4
Agglomération parisienne	87,0	66,3	134,4	118,0
Total	**2 293,4**	**2 296,8**	**2 848,4**	**2 704,1**
Tous logements :				
Communes rurales	7 101,2	7 526,5	7 505,3	7 787,1
Unités urbaines de moins de 100 000 habitants	7 083,8	7 454,0	7 960,2	8 343,5
Unités urbaines de plus de 100 000 habitants	6 442,5	6 713,5	7 230,9	7 645,3
Agglomération parisienne	3 948,9	4 014,6	4 279,8	4 444,9
Total	**24 576,4**	**25 708,5**	**26 976,2**	**28 220,8**

(1) La catégorie de commune retenue pour 1984 et 1988 repose sur le découpage du territoire établi à la suite du recensement de 1982 alors que 1992 et 1996 utilisent le découpage consécutif au recensement de 1990. L'actualisation du zonage géographique réalisée en 1990 explique, pour une part, l'augmentation du nombre de logements en milieu urbain.

(2) L'introduction de la catégorie des logements occasionnels et les progrès du repérage des logements autres que principaux au recensement de 1990 (pourvoyeur de l'échantillon principal de l'enquête logement 1992/93 et 1996/97) perturbent les comparaisons avec les données antérieures.

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996) *Unité :* Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	301,2	1 974,0	2 838,9	2 314,1	3 729,7	1 486,8	**12 644,7**
Locataire HLM	561,7	991,4	752,0	474,1	580,5	296,9	**3 656,6**
Locataire non HLM	1 516,9	1 350,9	873,4	468,9	595,6	414,8	**5 220,5**
Locataire d'un meublé ou sous-locataire	237,2	45,6	27,4	23,5	14,7	21,4	**369,8**
Fermiers métayers	1,9	10,3	9,9	13,6	5,9	1,9	**43,5**
Logé gratuit	208,8	200,4	209,2	148,6	251,3	332,2	**1 350,5**
Ensemble	**2 827,7**	**4 572,6**	**4 710,8**	**3 442,8**	**5 177,7**	**2 554,0**	**23 285,6**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996) *Unité :* millier

	Agri-culteurs	Artisants Commer-çants chefs d'entre-prises	Cadres	Profes-sions intermé-diaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans acti-vité profes-sionnelle	**Total**
Logement sans eau ou eau seule	12,2	5,4	1,9	4,0	24,8	73,8	212,3	53,5	**387,9**
Logement avec eau, WC sans installation sanitaire	4,1	2,9	1,8	3,5	12,5	25,6	209,0	42,2	**301,6**
Logement avec eau, installation sanitaire sans WC	6,5	10,8	5,7	14,2	14,1	57,1	97,3	39,0	**244,7**
Installation sanitaire, sans chauffage central	97,2	146,1	218,0	375,8	365,5	907,0	1 145,9	320,2	**3 575,7**
Installation sanitaire, avec chauffage central	253,7	926,5	1 912,0	2 668,9	2 351,2	3 801,4	5 505,1	1 357,0	**18 775,8**
Total	**373,7**	**1 091,7**	**2 139,4**	**3 066,4**	**2 768,1**	**4 864,9**	**7 169,6**	**1 811,9**	**23 285,7**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Enquête logement 1996) *Unité :* Millier

Année d'achèvement	Type d'immeuble			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3 426,3	1 739,8	**5 166,1**	4,04
De 1915 à 1948	1 986,9	1 143,2	**3 130,1**	3,91
De 1949 à 1967	1 725,3	2 542,6	**4 267,9**	3,83
De 1968 à 1974	1 418,6	1 959,2	**3 377,8**	3,94
De 1975 à 1981	1 870,6	1 198,0	**3 068,6**	4,18
De 1982 à 1989	1 618,0	772,9	**2 390,9**	4,25
1990 et après	1 036,8	847,4	**1 884,2**	3,86
Total	**13 082,5**	**10 203,1**	**23 285,6**	**4,00**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1996) *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	921,9	2 314,3	680,9	514,2	172,8	58,8	4 662,9
Sous-peuplement prononcé	1 113,1	1 860,1	781,5	705,4	222,5	56,1	4 738,7
Sous-peuplement modéré	1 583,7	1 814,4	1 109,4	1 027,7	401,7	102,1	6 039,0
Peuplement normal	1 742,7	1 164,9	909,0	897,7	401,2	140,6	5 256,1
Surpeuplement modéré	1 172,1	320,2	231,9	268,9	189,4	147,8	2 330,3
Surpeuplement accentué	–	35,5	40,2	44,0	44,1	94,7	258,5
Total	**6 533,5**	**7 509,4**	**3 752,9**	**3 457,9**	**1 431,7**	**600,1**	**23 285,5**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Enquête logement 1996) *Unité :* Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2 827,7	1,95	0,84
30 à moins de 40 ans	4 572,6	3,16	0,84
40 à moins de 50 ans	4 710,8	3,30	0,77
50 à moins de 60 ans	3 442,8	2,55	0,62
60 à moins de 75 ans	5 177,7	1,85	0,49
75 ans ou plus	2 554,0	1,48	0,47
Total	**23 285,6**	**2,48**	**0,67**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part des services de santé dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne.

Graphique. La dépense courante de santé en 1996.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépense courante de santé.
3. Structure de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Quelques professions sociales par secteur d'activité.

9A. Établissements d'hospitalisation.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.
11. Équipement et activité des établissements hospitaliers.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI).

1. PRÉSENTATION

Au cours des vingt dernières années, la consommation de soins et de biens médicaux a progressé à un rythme soutenu, plus rapide que celui du PIB.

En 1996, les Français ont dépensé pour se soigner 717 milliards de F, soit environ 12 300 F par habitant.

Depuis 1970, la progression de la consommation médicale totale n'avait cessé de ralentir; en 1996, le taux de croissance en valeur est de 2,9 %, taux le plus faible observé sur la période. Cette évolution traduit notamment les effets d'un freinage significatif de la hausse des prix depuis le début des années 1980 ; le ralentissement est net depuis le milieu de l'année 1995 et s'est poursuivi en 1996.

En 1996, la consommation de soins et de biens médicaux a progressé de 2,9 % en valeur contre 4,5 % en 1995. Cette modération est liée à plusieurs facteurs :

— un taux de croissance faible des soins hospitaliers publics;

— une augmentation modérée de la consommation pharmaceutique : 2,4 % en 1996 contre 6,0 % en 1995;

— en revanche, pour les soins ambulatoires, les hausses de prix ont été beaucoup plus faibles et résultent surtout d'effet report de revalorisations accordées en 1995. Par contre, l'évolution des volumes a été plus forte qu'en 1995, en particulier pour les médecins.

Les soins hospitaliers privés et les prothèses connaissent une augmentation plus forte qu'en 1995.

La part des dépenses de soins et de biens médicaux financée par la Sécurité sociale est de 73,6 % en 1996 (contre 76,5 % en 1980) et celle de l'État et des collectivités locales est de 0,9 % (contre 2,9 % en 1980). En contrepartie, la part des dépenses financée par les ménages et les mutuelles passe respectivement de 15,6 % et 5 % en 1980 à 18,5 % et 7 % en 1996.

En 1996, la France est au 2^{e} rang de l'Union européenne (9,8 %), derrière l'Allemagne (10,5 %), pour la part des dépenses de santé dans le PIB. Les États-Unis et le Canada ont des taux qui s'élèvent respectivement à 14,2 % et 9,2 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé décrivent l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Ils fournissent, d'autre part, une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées dans ces domaines par le système de protection sociale, par les collectivités publiques ou privées, ainsi que par les particuliers eux-mêmes.

La dépense courante de santé

Elle mesure l'effort consacré au cours d'une année au titre de la fonction santé par l'ensemble des agents. En d'autres termes, c'est la somme des dépenses qu'engagent les financeurs de l'ensemble du système. Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, la prévention collective, les subventions reçues par le système de santé, le fonctionnement de la recherche, de l'enseignement et de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur fondé sur des principes libéraux. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

Le système hospitalier français englobe des établissements dont les différents statuts juridiques, établissements publics, privés à caractère commercial, privés à

but non lucratif, fondent la distinction entre le secteur public et le secteur privé.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet.

Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

Le SESI exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE) : elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit pour l'ensemble du territoire des données homogènes pour les établissements de santé sur l'équipement, l'activité et le personnel médical et non médical des établissements.

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés à une date donnée. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement elles représentent la somme des entrées directes dans cette discipline et des entrées par mutation.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées et le nombre d'entrées. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales

— pour le secteur privé :

(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par le SESI, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 9e révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les maladies sont classées selon la CIM 9e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux va-

riations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades:

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie):

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

- Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  - Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),
  - Les soins aux collectivités (armées, prisons),
  - Les médicaments.
  - Les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins;

- Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

- Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément;

— attribution de la carte d'invalidité:

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible.

- Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé;

— les structures de réinsertion professionnelle;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6% de personnes handicapées.

Professions de santé

- Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, com-

pétents, compétents exclusifs et spécialistes; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés). L'activité de ces médecins est celle définie par la CNAMTS comme celle des praticiens « actifs à part entière ». Ces praticiens ont les caractéristiques suivantes :

— ils sont conventionnés;

— ils ne se sont pas installés dans l'année;

— ils ne sont pas hospitaliers à temps plein;

— ils ont moins de 65 ans;

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière de médecine spécialisée se divise en six disciplines :

— spécialités médicales;

— spécialités chirurgicales;

— psychiatrie;

— santé publique;

— médecine du travail;

— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

- Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).
- Annuaire des statistiques sanitaires et sociales (annuel).
- *Solidarité - Santé. – Études statistiques :*

— N° 1, 1993 : « Masseurs-kinésithérapeutes : une profession largement tournée vers l'activité libérale. Les infirmiers : incidence démographique des réformes en cours »;

— N° 2, 1993 : « La fréquentation hospitalière régionale. La prise en charge de l'urgence. Évolution du partage de la clientèle entre hôpital et clinique »;

— N° 1, 1994 : « Les Français et leur santé, enquête santé 1991-1992. – La consommation de soins médicaux selon le type de famille. – Deux décennies d'évolution des consommations médicales »;

— N° 3, 1994 : « Sida : évolution et prise en charge ».

— N° 1, 1995 : Les professions de santé *(dossier).*

— N° 2, 1995 : La formation aux professions de santé.

— N° 3, 1995 : Le secteur de la santé crée toujours des emplois.

— N° 4, octobre - décembre 1996 : « Disparité de recours aux soins de ville entre hommes et femmes »,

- *Documents statistiques :*

— N° 224, avril 1995 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1995. Résultats synthétiques France, par interrégion »;

— N° 243, novembre 1995 : Les établissements pour adultes handicapés. Activité et personnel. Série chronologique 1985 à 1994.

— N° 244, novembre 1995 : Les établissements pour enfants et adolescents handicapés. Activité et personnel. Série chronologique 1985 à 1994.

— N° 248, février 1996 : Dépenses et bénéficiaires de l'aide sociale. Résultats 1993.

— N° 252, juin 1996 : La population infirmière au 1er janvier 1993.

— N° 256, juin 1996 : Les médecins en activité au 1er janvier 1996. Résultats synthétiques.

— N° 257, juin 1996 : « Les médecins par département au 1er janvier 1996 ».

— N° 267, octobre 1996 : « Les professions de santé au 1er janvier 1995 par département ».

— N° 268, octobre 1996 : « La formation aux professions sociales en 1995-1996 ».

— N° 269, octobre 1996 : « La formation aux professions de la santé en 1995-1996 »;

— N° 270, octobre 1996 : « Les commissions départementales d'éducation spéciale ». Enquête annuelle 1994-1995.

— N° 272, novembre 1996 : « Bénéficiaires de l'Aide sociale. Résultats 1994 ».

- *Informations rapides :*

— N° 47, décembre 1993 : « Perspectives démographiques du corps médical »;

— N° 48, décembre 1993 : « Horizon 2010 : plus de spécialistes médicaux moins de chirurgiens »;

— N° 57, juillet 1994 : « Les médecins de la thèse à l'exercice »:

— N° 68, décembre 1995 : « Établissements de santé : la qualification des personnels s'est accrue en 10 ans ».

— N° 83, décembre 1996 : « Le pouvoir d'achat des omnipraticiens libéraux progresse de 2,5 % par an de 1990 à 1993 ».

INSEE :

- *INSEE-Première* :

— « La consommation régulière des psychotropes », n° 310, avril 1994.

— « Mourir avant de vieillir », n° 429, février 1996.

— « L'assurance complémentaire maladie : une diffusion encore inégale », n° 523, juin 1997.

- *Données sociales,* INSEE, 1996.

- *Économie et statistique (INSEE) :*

– « Les dépenses de santé des Français », n° 265, 1993;

— « Les médecins de demain », n° 274, 1994-4.

- INSEE-Résultats :

— « Enquête sur la santé et les soins médicaux 1991-1992 » (consommation, modes de vie), n° 64-65-66, novembre 1994.

AUTRES PUBLICATIONS OU SOURCES :

- *Statistiques en bref,* EUROSTAT

— Série population et conditions sociales, « Données statistiques sur les systèmes de santé dans l'Union européenne (1980-1993) », n° 4, septembre 1996.

— « La santé en France en 1996 », Haut comité de la santé publique, la Documentation française.

- *Base de données Eco-santé, OCDE 1997.*

* * *

GRAPHIQUE D.03-1

Part des services de santé (1) dans la consommation finale des ménages dans l'Union européenne

En %

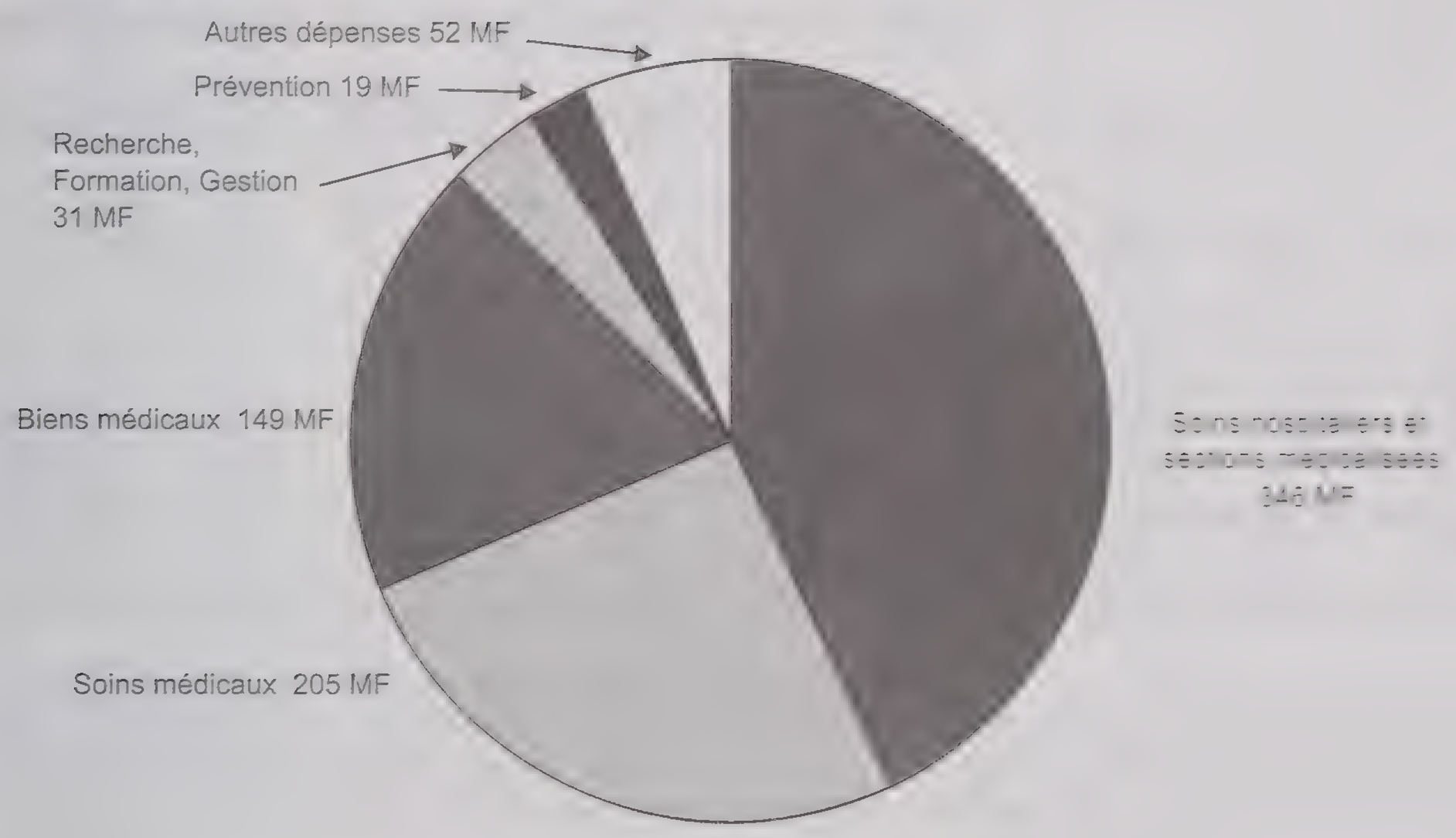


(1) Services de santé : services médicaux et dépenses de santé

Source : Eurostat

GRAPHIQUE D.03-2

La dépense courante de santé en 1996



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	p 1996
Dépense courante de santé :							
En valeur (en millions)	606 227	646 413	689 183	726 295	747 184	780 671	801 821
Taux d'évolution en %	7,8	6,6	6,6	5,4	2,9	4,5	2,7
En % du produit intérieur brut	9,3	9,5	9,6	10,3	10,1	10,2	10,2
Consommation médicale totale :							
En valeur (en millions)	540 035	575 408	612 552	647 169	666 457	696 560	716 603
Taux d'évolution en %	7,6	6,6	6,5	5,7	3,0	4,5	2,9
En % du produit intérieur brut	8,3	8,5	8,6	9,1	9,0	9,1	9,1

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Dépenses de soins et biens médicaux	**528 407**	**561 384**	**598 136**	**632 337**	**651 584**	**681 106**	**700 446**
Soins aux particuliers	418 213	443 020	472 013	497 500	513 157	535 379	550 834
Soins hospitaliers et en sections médicalisées	255 647	269 364	288 238	306 789	320 241	336 166	346 158
Soins ambulatoires	155 114	165 275	174 658	181 286	182 950	188 888	194 142
Transports de malades	7 452	8 381	9 117	9 425	9 966	10 325	10 534
Soins aux collectivités (armées, prisons)	807	811	879	952	971	958	1 008
Médicaments	96 125	102 530	108 885	116 725	119 175	126 325	129 355
Prothèses	13 262	15 023	16 359	17 160	18 281	18 444	19 249
Aide aux malades	**36 480**	**39 789**	**41 953**	**41 898**	**41 674**	**42 998**	**42 917**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**5 544**	**7 084**	**8 393**	**9 487**	**9 467**	**9 650**	**9 357**
Dépenses pour les malades	**570 431**	**608 257**	**648 482**	**683 722**	**702 725**	**733 754**	**752 720**
Dépenses de médecine préventive	11 634	12 285	12 996	13 536	14 117	14 716	15 202
Dépenses de prévention collective et contrôle sanitaire	2 364	2 805	3 051	3 271	3 521	3 547	3 737
Dépenses de prévention	**13 998**	**15 090**	**16 047**	**16 807**	**17 638**	**18 263**	**18 939**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	19 077	20 435	22 367	23 600	24 328	26 371	27 729
Dépenses de formation	2 934	3 023	3 010	3 141	3 144 *r*	3 247	3 294
Dépenses en faveur du système de soins	**22 011**	**23 458**	**25 377**	**26 741**	**27 472**	**29 618**	**31 023**
Gestion générale	8 807	9 388	9 849	10 485	11 267	12 134	12 796
Double compte : recherche pharmaceutique	- 9 020	– 9 780	– 10 572	– 11 460	– 11 918	– 13 098	– 13 857
Total général de dépenses courantes de santé	**606 227**	**646 413**	**689 183**	**726 295**	**747 184 r**	**780 671**	**801 621**

TABLEAU D.03-3

Structure de la dépense courante de soins et de biens médicaux.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI) — %

	r 1980	*r* 1990	*r* 1993		*r* 1994		*r* 1995		*p* 1996	
		T.A.N(1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)	Effectif	T.A.N (1)
Sécurité sociale	86,8	89,7	89,7	89,7	89,6	89,6	89,7	89,7	88,9	88,9
Etat et collectivités locales	4,6	1,4	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Mutuelles	1,7	1,8	2,0	2,0	2,1	2,0	2,1	2,1	2,3	2,3
Sociétés d'assurances (2)	...	...	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Institutions de prévoyance	6,9	7,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Ménages	...	...	5,9	5,9	5,8	5,9	5,8	5,8	6,4	6,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Taux en année normale.
(2) Y compris acceptations en provenance des institutions de prévoyance. À titre d'indication, la part des cotisations de ces organismes rétrocédées aux réassureurs est de l'ordre de 42%.

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Millier

	1985	1990	1992	1993	1994	*p* 1995
Consultations	168 003	212 610	234 194	242 956	249 934	257 433
Visites	58 567	60 515	62 635	63 862	60 298	58 663
Total	**226 570**	**273 125**	**296 829**	**306 818**	**310 232**	**316 096**
Spécialités (K, KC et KE) (1)	705 793	1 022 004	1 202 030	1 235 460	1 283 690	1 279 857
Radiologie (Z et ZB) (1) (2)	624 031	807 498	797 322	824 685	835 025	833 038
Auxiliaires (AM, SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 279 756	1 323 972	1 363 391	1 373 729
Analyses (B, BP, KB et PB) (1)	4 469 339	6 611 548	7 441 931	7 550 777	6 915 945	6 900 663
Indemnités journalières	172 248	162 216	170 782	166 538	162 552	162 968
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	100 654	96 779	94 938	95 720
plus de 3 mois	58 678	53 684	63 086	62 876	60 868	60 563

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1992	1993	1994	1995	Densité (1)
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	148 089	155 896	158 968	160 235	169 554	290,7
Chirurgiens-dentistes	37 931	38 451	38 868	39 284	39 714	68,1
Sages-femmes	10 705	11 205	11 479	11 957	12 218	83,1
Pharmaciens	51 367	51 613	52 673	53 085	53 810	92,3
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	242 953	253 514	261 525	272 722	281 764	483,1
Infirmiers de secteur psychiatrique	61 527	59 960	58 980	58 221	58 853 (2)	100,9
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	40 254	41 858	43 968	45 783 (2)	78,5
Orthophonistes	10 000	10 460	10 986	11 359	12 056	20,7
Orthoptistes	1 445	1 536	1 582	1 606	1 814	3,1

(1) Densité pour 100 000 habitants ou pour 100 000 femmes de 15 à 49 ans (sages-femmes).
(2) Données corrigées.

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1995

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	729	208	662	1 205
Pharmaciens	220	50	230	299
Chirurgiens-dentistes	129	38	123	292
Sages-femmes	138	37	147	155
Infirmiers diplômés	1 500	510	1 700	2 304
Infirmiers psychiatriques	290	4	260	380
Masseurs-kinésithérapeutes	134	31	141	282
Orthophonistes	53	7	48	95
Orthoptistes	5	4	4	10
Nombre de médecins pour 100 000 habitants	175	143	173	184

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) %

	r 1980	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Allemagne (1)	9,0	9,5	8,2	10,1	10,3	10,4	10,5
Autriche	7,9	6,7	7,1	7,9	7,8	7,9	7,9
Belgique	6,6	7,4	7,6	8,2	8,1	8,0	7,9
Danemark	6,8	6,3	6,5	6,8	6,6	6,4	6,4
Espagne	5,7	5,7	6,9	7,3	7,3	7,6	7,7
Finlande	6,5	7,3	8,0	8,4	7,9	7,7	7,5
France	**7,6**	**8,5**	**8,9**	**9,8**	**9,7**	**9,8**	**9,8**
Grèce	3,6	4,0	4,3	5,0	5,5	5,8	5,9
Irlande	8,8	7,8	6,6	7,1	7,6	8,4	4,9
Italie	7,0	7,0	8,1	8,6	8,4	7,7	7,6
Luxembourg	6,2	6,1	6,6	6,7	6,5	7,0	...
Pays-Bas	7,9	7,9	8,3	8,9	8,8	8,8 *r*	8,6
Portugal	5,8	6,3	6,5	7,7	7,8	8,2	8,2
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	6,9	6,9	6,9
Suède	9,4	9,0	8,8	7,9	7,6	7,2	7,3
Canada	7,3	8,4	9,2	10,2	9,9	9,7	9,2
Etats-Unis	9,1	10,7	12,7	14,3	14,1	14,2	14,2
Japon	6,4	6,7	6,0	6,6	6,9	7,2	...

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**76 583**	31 266	**68 176**	15 943	**144 759**	**47 209**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 211**	...	**1 870**	...	**20 081**	...

(1) Y compris les Faisant Fonction d'interne (FFI) et les Diplomés interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 1996

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Personnel d'administration, personnel de direction, personnel des écoles para-médicales	**74 476**	59 257	**35 629**	26 476	**110 105**	**85 733**
Personnels soignants, éducatifs et sociaux (1)	**478 397**	403 180	**166 650**	128 323	**645 047**	**531 503**
dont : Sages-femmes	**6 573**	4 911	**3 217**	2 229	**9 790**	**7 140**
Personnel encadrement infirmier	**25 909**	24 389	**7 432**	6 733	**33 341**	**31 122**
Infirmiers	**165 261**	133 600	**53 665**	40 839	**218 926**	**174 439**
Aides-soignants	**161 427**	140 452	**47 195**	38 701	**208 622**	**179 153**
Agents des services hospitaliers	**79 443**	71 869	**34 081**	27 613	**113 524**	**99 482**
Personnel médico-technique	**33 587**	26 836	**8 716**	6 136	**42 303**	**32 972**
Personnel technique, informatique, et ouvriers	**90 235**	84 519	**34 712**	27 074	**124 947**	**111 593**
Total des personnels	**676 695**	**573 792**	**245 707**	**188 009**	**922 402**	**761 801**

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Quelques professions sociales par secteur d'activité

France entière

Situation au 1er janvier 1994

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Éducateur spécialisé (1)	Moniteur éducateur (1)	Éducateur de jeunes enfants	Éducateur technique spécialisé	Éducateur technique	Aide médico-psychologique (1)	Animateur socio-culturel
Hôpitaux	2 665	1 106	981	122	378	959	258
Etablissements sociaux (2) et d'hébergement pour personnes âgées (3)	34 357	16 100	1 862	13 016	3 147	11 148	2 185
DDASS, Etat et départements (4)	3 166	98	128	—	—	—	—

(1) Y compris le personnel non diplômé faisant fonction dans les «établissements sociaux».
(2) Établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté au 1er janvier 1992.
(3) Au 1er janvier 1993.
(4) Y compris services conventionnés. DDASS : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

TABLEAU D.03-9A

Établissements d'hospitalisation

Equipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1996 *(p)*

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (SESI)

Catégorie d'établissement	Établissements (1) ou entités juridiques	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	Total des lits et places
Public							
Centre hospitalier régional	29	89 715	3 939	4 832	469	1 054	100 009
Centre hospitalier	574	177 667	64 051	7 063	352	270	249 403
Hôpital local	345	22 658	32 983	50	—	—	55 691
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	96	41 145	1 424	14 282	—	191	57 042
Autres établissements	27	2 285	997	13	6	10	3 311
Total public	1 071	333 470	103 394	26 240	827	1 525	465 456
Privé							
Etablissement de soins de courte durée	1 151	103 980	1 267	2 228	5 563	41	113 079
Etablissement d'enfants à caractère sanitaire	91	5 234	96	159	—	—	5 489
Etablissement de soins de suite et réadaptation, de soins de longue durée	724	48 612	1 720	2 575	17	—	52 924
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	19	9 250	89	2 002	—	—	11 341
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	322	15 840	—	2 998	13	—	18 851
Traitements et soins à domicile, dialyse ambulatoire	410	113	—	—	—	12 110	12 223
Autres établissements (2)	294	—		—	—	—	—
Total privé	3 011	183 029	3 172	9 962	5 593	12 151	213 907
Total public et privé	4 082	516 499	106 566	36 202	6 420	13 676	679 363

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1992	1994
Établissements			
Hébergement pour personnes âgées			
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 326
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853
Autres établissements autonomes	315	196	179
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12
Hospitalisation en services de soins de longue durée			
Hôpitaux publics	736	786	820
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107
Hospices et maisons de retraite publics	–	–	–
Capacité d'accueil (en lits ou logements)			
Hébergement pour personnes âgées			
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	108 774	100 079
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848
Hospices et maisons de retraite privés (1)	189 797	162 196	179 600
Logements-foyers	142 150	148 422	158 050
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**
Hospitalisation en services de soins de longue durée			
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 496	6 051
Hospices et maisons de retraite publics	337	81	–
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**
Total général	**569 610**	**601 139**	**628 198**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants

Situation au 31 décembre.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	1990	1991	1992	r 1993	r 1994	p 1995
Crèches collectives	112 400	115 800	122 200	126 800	131 100	134 800
Crèches familiales	61 500	65 000	65 900	65 300	64 900	64 400
Jardins d'enfants	12 300	12 000	11 700	11 600	12 200	11 600
Haltes-garderies	52 900	55 700	58 400	60 100	63 400	64 700
Assistantes maternelles agréées à la journée (1)	246 000	250 500	340 000	411 000	466 700	557 100

(1) Non compris l'aide sociale à l'enfance et les crèches familiales.

TABLEAU D.03-11A

Équipement des établissements hospitaliers

Situation au 1er janvier 1996 *(p)*

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Public	Privé	**Total**
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales	99 413	26 974	**126 387**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	52 654	60 419	**113 073**
Obstétrique	15 840	10 841	**26 681**
Total soins de courte durée (1)	**167 907**	**98 234**	**266 141**
Soins de suite ou de réadaptation	39 149	53 548	**92 697**
Soins de longue durée	73 118	6 450	**79 568**
Psychiatrie	52 215	23 700	**75 915**
Toxicomanie et alcoolisme	1 081	1 097	**2 178**
Total	**333 470**	**183 029**	**516 499**

(1) Les services d'urgence en hospitalisation complète ne sont plus inclus dans les disciplines «soins de courte durée» depuis 1994.

TABLEAU D.03-11B

Activité des établissements hospitaliers

Année 1995 *(p)*

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Journées			Entrées		
	Public	Privé	**Total**	Public	Privé	**Total**
Entrées						
Médecine et spécialités médicales	27 456 461	8 585 046	**36 041 507**	4 036 623	1 053 184	**5 089 807**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	12 254 753	18 569 043	**30 823 796**	2 296 173	3 137 346	**5 433 519**
Obstétrique	3 755 835	3 280 615	**7 036 450**	779 124	516 180	**1 295 304**
Total soins de courte durée (1)	**43 467 049**	**30 434 704**	**73 901 753**	**7 111 920**	**4 706 710**	**11 818 630**
Soins de suite et de réadaptation	11 333 877	16 262 170	**27 596 047**	350 738	452 152	**802 890**
Soins de longue durée	25 676 544	2 251 117	**27 927 661**	50 617	4 030	**54 647**
Psychiatrie	14 518 134	7 693 770	**22 211 904**	389 232	159 764	**548 996**
Toximanie et alcoolisme	282 260	347 675	**629 935**	14 115	8 752	**22 867**
Total	**95 277 864**	**56 989 436**	**152 267 300**	**7 916 622**	**5 331 408**	**13 248 030**

(1) Les services d'urgence en hospitalisation complète ne sont plus inclus dans les disciplines «soins de courte durée» depuis 1994.

TABLEAU D.03-12

Établissements pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (SESI)

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	1992	1994	1996	1992	1994	1996
Établissement pour enfants déficients mentaux et polyhandicapés	1 304	1 300	1 301	81 915	81 679	78 969
Instituts de rééducation	266	285	327	13 715	14 804	16 195
Établissement pour enfants déficients moteurs	123	125	129	7 439	7 826	8 034
Établissement pour enfants déficients sensoriels	155	156	146	12 600	13 301	12 367
Établissement et service d'hébergement pour enfants handicapés	92	86	91	2 143	1 876	2 002
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 940**	**1 952**	**1 994**	**117 812**	**119 486**	**117 567**
Centre médico-psycho-pédagogique	543	557	554	91 159	97 681	106 212
Centre d'action médico-sociale précoce	187	197	208	13 610	12 013	14 162
Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (1)	466	583	739	9 735	12 611	15 837
Total des services à domicile ou ambulatoires pour enfants handicapés	**1 196**	**1 337**	**1 501**	**114 504**	**122 305**	**136 211**
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	1 096	1 152	1 210	35 005	36 589	38 607
Maison d'accueil spécialisée	190	208	249	7 534	8 469	10 193
Foyer de vie pour handicapés	606	718	831	20 752	24 422	27 500
Foyer à double tarification pour adultes handicapés lourds	///	102	149	///	3 312	4 860
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**1 892**	**2 180**	**2 439**	**63 291**	**72 792**	**81 160**
Centre d'aide par le travail (CAT)	1 123	1 216	1 284	73 576	78 849	83 666
Atelier protégé	268	306	382	9 813	11 433	13 446
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	83	85	9 459	9 266	9 546
Centre de pré-orientation	8	12	13	///	///	///
Équipe de préparation et de suite du reclassement	16	18	32	///	///	///
Total des établissements de rééducation et de réinsertion professionnelle pour adultes handicapés	**1 499**	**1 635**	**1 796**	**92 848**	**99 548**	**106 658**

(1) Comprend à la fois les SESSAD autonomes et les établissements faisant de l'éducation spéciale et des soins à domicile.

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Tuberculose évolutive	8 851	8 473	7 221	6 917	7 457	6 247
Lèpre	106	89	93	103	75	56
Bilharziose compliquée	80	74	51	40	54	29
Tumeurs malignes	143 262	143 109	126 499	124 736	147 975	140 033
Diabète	60 848	59 403	50 928	50 282	66 564	64 299
Hémophilie	400	386	343	361	445	458
Maladies mentales	102 523	82 031	88 585	84 726	94 332	87 436
Accident vasculaire cérébral	26 393	29 122	19 932	18 569	22 337	19 841
Sclérose en plaques	2 525	2 569	2 401	2 390	2 736	2 543
Maladie de Parkinson	6 282	6 630	4 578	4 480	6 216	5 750
Paraplégie	4 205	2 030	3 640	3 380	3 657	3 356
Infarctus aigu du myocarde	13 848	15 081	12 189	11 723	13 181	11 493
Hypertension artérielle	52 644	51 683	37 387	35 234	51 237	46 558
Néphropathie chronique grave	4 816	4 614	3 980	3 827	4 741	4 381
Spondylarthrite ankylosante	2 430	2 538	2 318	2 213	2 484	2 445
Polyarthrite chronique évolutive	8 453	8 394	7 299	6 790	8 299	7 677
Troubles neuro-musculaires	5 481	2 392	4 831	4 830	5 719	5 236
Mucoviscidose	263	252	223	205	195	203
Artériopathies chroniques évolutives	65 920	62 141	48 547	45 576	59 965	54 330
Cardiopathie congénitale	34 677	31 426	27 884	26 998	35 126	31 899
Insuffisance respiratoire	23 615	12 321	19 208	18 064	23 615	22 154
Aplasie médullaire	1 123	586	1 021	994	1 185	1 125
Cirrhose du foie décompensée	9 662	10 119	9 192	10 169	12 540	13 316
Déficit immunitaire primitif	.	.	252	304	268	181
Syndrome immunitaire acquis	7 319	9 180	8 914	12 076	10 895	9 022
Hémoglobinopathies homozygotes	566	564	563	502	538	559
Maladies métaboliques héréditaires	3 600	1 241	3 266	3 214	3 963	3 521
Périarthrite	2 130	2 095	1 974	1 929	2 402	2 342
Rectocolites hémorragiques	4 574	4 896	4 966	5 185	6 322	6 000
Scoliose structurée évolutive	2 674	2 886	2 350	2 310	2 443	2 093
Suite de transplantation d'organes	242	203	154	126	195	159
Total	**599 512**	**556 528**	**500 789**	**488 273**	**597 161**	**554 742**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1992			1993			1994		
	deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	11 160	6 857	4 303	11 803	7 209	4 594	12 321	7 604	4 717
Tumeurs	144 475	87 716	56 759	146 464	88 683	57 781	144 746	87 608	57 138
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	5 501	4 762	739	5 332	4 658	674	5 059	4 369	690
Tumeurs malignes de l'oesophage	4 803	4 142	661	4 684	4 055	629	4 689	4 019	670
Tumeurs malignes de l'estomac	6 315	3 709	2 606	9 935	3 667	2 601	5 986	3 585	2 401
Tumeurs malignes de l'intestin	16 324	8 448	7 876	16 555	8 584	7 971	16 027	8 285	7 742
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	22 590	7 079	4 209	11 302	7 104	4 198	11 123	7 063	4 060
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	22 635	19 580	3 055	23 270	20 013	3 257	23 131	19 797	3 334
Tumeurs malignes du sein	10 532	97	10 435	10 813	122	10 691	10 911	128	10 783
Tumeurs malignes de l'utérus	3 102	///	3 102	3 177	///	3 177	3 086	///	3 086
Tumeurs malignes de la prostate	9 129	9 129	///	9 241	9 241	///	9 274	9 274	///
Leucémies	4 607	2 514	2 093	4 754	2 533	2 221	4 691	2 546	2 145
Maladies endocriniennes	13 029	4 894	8 135	13 538	5 082	8 456	13 454	5 223	8 231
dont : Diabète sucré	12 606	2 431	3 601	6 574	2 663	3 911	6 357	2 595	3 762
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2 472	1 177	1 295	2 725	1 236	1 489	2 625	1 232	1 393
Troubles mentaux	12 194	5 204	6 990	12 919	5 361	7 558	13 111	5 507	7 604
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	2 496	1 996	500	2 614	2 075	539	2 597	2 035	562
Maladies du système nerveux et des organes des sens	11 220	5 354	5 866	11 593	5 417	6 176	12 041	5 630	6 411
Maladies de l'appareil circulatoire	171 073	78 112	92 961	174 121	79 614	94 507	167 535	76 854	90 681
dont : Cardiopathies ischémiques	48 094	26 297	21 797	48 898	26 608	22 290	46 407	25 521	20 886
Maladies vasculaires cérébrales	91 981	18 908	27 309	45 764	18 869	26 895	43 386	17 890	25 496
Maladies de l'appareil respiratoire	37 772	19 741	18 031	40 377	20 832	19 545	37 174	19 518	17 656
Maladies de l'appareil digestif	26 091	13 739	12 352	26 153	13 713	12 440	25 545	13 462	12 083
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	8 671	6 070	2 601	8 790	6 088	2 702	8 602	6 010	2 592
Maladies des organes génito-urinaires	6 881	3 504	3 377	7 333	3 590	3 743	7 209	3 606	3 603
Complications grossesse-accouchement	96	///	96	66	///	66	83	///	83
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	2 303	683	1 620	2 245	663	1 582	2 446	718	1 728
Maladies du système ostéo-articulaire	2 399	763	1 636	2 663	841	1 822	2 580	847	1 733
Anomalies congénitales	1 522	834	688	1 670	922	748	1 613	855	758
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	2 529	732	489	1 308	781	527	1 350	766	584
Symptômes, signes et états morbides mal définis	61 660	13 936	17 155	30 569	13 451	17 118	31 075	13 822	17 253
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	46 531	28 260	18 271	46 716	28 282	18 434	45 057	27 497	17 560
dont : Accidents de la circulation	8 820	6 467	2 353	8 773	6 346	2 427	8 297	5 937	2 360
Suicides	11 644	8 442	3 202	12 251	8 861	3 390	12 041	8 872	3 169
Total (toutes causes)	521 530	271 506	250 024	532 263	275 677	256 586	519 965	270 749	249 216

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (SESI)

Groupes de transmission	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Homo-bisexuels	2 113	2 182	2 318	2 211	2 285	1 807
%	49,1	47,1	45,2	40,7	41,2	38,5
Toxicomanes	1 077	1 214	1 335	1 473	1 336	1 189
%	25,0	26,2	26,0	27,1	24,1	25,3
Homo-bisexuels et toxicomanes	52	58	56	41	46	39
%	1,2	1,3	1,1	0,8	0,9	0,8
Hémophiles et troubles de la coagulation	41	64	61	61	70	43
%	1,0	1,4	1,2	1,1	1,3	0,9
Hétérosexuels	613	686	882	1 051	1 258	1 170
%	14,2	14,8	17,2	19,4	22,7	24,9
Transfusés	189	164	181	165	125	86
%	4,4	3,5	3,5	3,0	2,3	1,8
Transmissions mère-foetale	59	54	43	47	44	29
%	1,4	1,2	0,8	0,9	0,8	0,6
Inconnus	159	207	253	381	383	334
%	3,7	4,5	4,9	7,0	6,9	7,1
Total	4 303	4 628	5 129	5 430	5 549	4 697
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	2 431	3 049	3 461	3 741	4 087	3 620

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1992			1993			1994		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	69	43	**112**	56	51	**107**	51	37	**88**
dont : Maladies infectieuses intestinales	26	12	**38**	26	19	**45**	15	11	**26**
Infections à méningocoques	1	1	**2**	2	—	**2**	—	—	**—**
Septicémie	10	5	**15**	7	4	**11**	7	4	**11**
Sida et infections par le V.I.H.	4	5	**9**	4	2	**6**	2	1	**3**
Tumeurs	26	21	**47**	18	22	**40**	19	18	**37**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	6	5	**11**	4	3	**7**	5	6	**11**
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	47	30	**77**	30	24	**54**	31	27	**58**
dont : Maladies des glandes endocrines	4	1	**5**	—	—	**—**	2	—	**2**
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	4	5	**9**	7	5	**12**	10	4	**14**
dont : Anomalies de la coagulation	1	2	**3**	3	—	**3**	2	4	**6**
Maladies du système nerveux et des organes des sens	106	70	**176**	104	67	**171**	113	82	**195**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	24	17	**41**	24	13	**37**	25	14	**39**
Maladies de l'appareil circulatoire	38	35	**73**	35	44	**79**	27	27	**54**
Maladies de l'appareil respiratoire	77	50	**127**	89	45	**134**	61	27	**88**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	38	21	**59**	56	23	**79**	33	10	**43**
Pneumonie et grippe	23	18	**41**	17	11	**28**	19	11	**30**
Maladies de l'appareil digestif	26	20	**46**	56	19	**75**	45	24	**69**
Maladies des organes génito-urinaires	8	4	**12**	8	3	**11**	12	3	**15**
Anomalies congénitales	536	393	**929**	572	436	**1 008**	499	436	**935**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	62	49	**111**	79	49	**128**	63	55	**118**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	311	209	**520**	291	233	**524**	244	230	**474**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	731	489	**1 220**	781	527	**1 308**	763	582	**1 345**
dont : Prématurité	46	19	**65**	55	36	**91**	64	49	**113**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	119	83	**202**	122	97	**219**	142	110	**252**
Syndrome de détresse respiratoire	137	88	**225**	154	105	**259**	110	81	**191**
Autres affections respiratoires du nouveau-né	135	85	**220**	120	72	**192**	121	79	**200**
Infections spécifiques de la période périnatale	69	37	**106**	81	48	**129**	74	40	**114**
Hémorragie néonatale	79	62	**141**	78	54	**132**	80	60	**140**
Symptômes, signes et états morbides mal définis (1)	1 197	777	**1 974**	870	548	**1 418**	707	412	**1 119**
dont : Syndrôme de la mort subite chez le nourisson	828	463	**1 291**	717	416	**1 133**	569	311	**880**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées (1)	321	292	**613**	103	104	**207**	102	80	**182**
Traumatismes et empoisonnements	147	126	**273**	105	80	**185**	107	69	**176**
dont : Accidents de la circulation	15	11	**26**	8	11	**19**	12	9	**21**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant obstruction des voies respiratoires ou suffocation	83	70	**153**	48	37	**85**	55	29	**84**
Total	**3 012**	**2 063**	**5 075**	**2 732**	**1 872**	**4 604**	**2 445**	**1 748**	**4 193**

(1) Dont 94 faux mort-nés correspondant à la période du 1er janvier au 3 mars 1993, date de la circulaire d'application de la loi relative à la déclaration des nouveau-nés décédés avant leur enregistrement à l'état civil.

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'Outre-mer

Année 1993 (p)

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	754	32,1	135	25,4	721	33,2	1 080	31,2
Tumeurs	481	20,5	97	18,2	530	24,4	635	18,4
Traumatismes et empoisonnements	282	12,0	88	16,5	200	9,2	413	11,9
Maladies de l'appareil digestif	126	5,3	11	2,1	96	4,4	213	6,2
Maladies de l'appareil respiratoire	119	5,1	21	4,0	116	5,3	263	7,6
Maladies endocriniennes	105	4,5	13	2,4	103	4,7	142	4,1
Troubles mentaux	70	3,0	9	1,7	81	3,7	202	5,8
Maladies infectieuses	111	4,7	72	13,5	85	3,9	94	2,7
Autres	301	12,8	86	16,2	243	11,2	418	12,1
Total	**2 349**	**100,0**	**532**	**100,0**	**2 175**	**100,0**	**3 460**	**100,0**

Communication, culture et loisirs

Chapitre E.01

Communication

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés.
6. Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances).
7. Dépenses publicitaires des entreprises.
8. Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair.
9. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France.
10. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore produite par Radio-France internationale.
11. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision.
12. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication.

1. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM - TOM).

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par catégorie de presse, le tirage, la répartition de la diffusion, le chiffre d'affaires et la consommation de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels ou parution périodique. Ces publications sont classées suivant cinq catégories : « presse nationale d'information générale et politique », « presse locale d'information générale et politique », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant la durée d'écoute par individu sont établies par Médiamétrie sur la base d'un échantillon de population âgée de 15 ans et plus et selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews assistées par ordinateur menées dans le cadre de quatre enquêtes annuelles.

— pour la télévision, elles sont fournies chaque mois à l'aide d'un système audiométrique donnant une mesure quantitative de l'audience des individus constituant un panel de 4 820 personnes.

2. DÉFINITIONS

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération ou autre contrepartie par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'oeuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Culture et de la Communication.

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

— Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication (SJTI) : bureau de la statistique.

— Sous-direction de la Communication audiovisuelle.

— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

— Télédiffusion de France.

— Radio-France.

— Radio-France internationale.

---

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1980.

— TF1.

— France 2.

— France 3.

— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).

— La Sept/Arte.

— La Cinquième.

— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).

— Service de la Redevance radio-télévision.

— Médiamétrie.

— Institut national de l'audiovisuel (INA).

Publications :

« Chiffres-Clés de la Presse », Résultats provisoires pour la presse, édition SJTI (annuel).

Tableaux statistiques de la Presse. Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTI (Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication) [annuel].

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première*, n° 355, janvier 1995.

« Les comptes du petit écran », *INSEE-Première,* n° 358, janvier 1995.

« Audiovisuel croissance ralentie », *INSEE-Première,* n° 422, janvier 1996.

« Les entreprises de presse », *INSEE-Première*, n° 547, septembre 1997.

Indicateurs statistiques de l'audiovisuel–cinéma, télévision, vidéo. Données 1995. Service juridique et technique de l'information, Centre national de la cinématographie, Conseil supérieur de l'audiovisuel, Institut national de l'audiovisuel. La Documentation française.

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	1985	1989	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	24,11	29,12	29,98	31,65	32,93	33,65	33,93	35,15	35,67
Publicité	16,75	25,34	27,18	25,16	23,96	21,98	22,79	23,92	23,99
Total	**40,86**	**54,46**	**57,16**	**56,81**	**56,89**	**55,63**	**56,72**	**59,07**	**59,66**
Tirage total annuel (2) :									
Total	**7,80**	**7,99**	**8,08**	**8,12**	**8,28**	**8,17**	**8,21**	**8,21**	**8,20**
Hors gratuits d'annonces	6,33	6,43	6,42	6,45	6,57	6,40	6,45	6,41	6,36
Diffusion totale annuelle (2) :									
Total	**6,61**	**6,83**	**6,93**	**6,91**	**7,05**	**7,01**	**6,98**	**7,02**	.
Hors gratuits d'annonces	5,21	5,26	5,27	5,25	5,33	5,23	5,22	5,22	.
Consommation de papier (3)	1 162	1 384	1 396	1 377	1 321	1 298	1 297	1 308	.
Charges de fabrication (1) (4)	14,18	17,18	17,52	16,65	15,91	15,09	15,01	15,93	.

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par type de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication — Évolution en %

	1990	%	1993	%	*r* 1994	%	*r* 1995	%	*p* 1996	%
Presse nationale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	5,30	3,5	5,98	2,6	5,98	—	6,23	4,1	6,13	— 1,8
Publicité	5,71	7,1	3,65	— 14,5	4,00	9,7	4,06	1,6	3,87	— 4,6
Total	**11,01**	**5,4**	**9,63**	**— 4,6**	**9,98**	**3,6**	**10,29**	**3,1**	**10,00**	**— 2,9**
Tirage total annuel (2)	1,09	— 0,6	1,03	— 2,6	1,08	4,7	1,07	— 1,4	1,04	— 2,3
Diffusion totale annuelle (2)	0,81	— 1,3	0,78	— 1,3	0,80	2,3	0,81	1,9	...	///
Consommation de papier (3)	294,20	0,6	238,00	— 9,4	227,40	— 4,4	216,50	— 4,8	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	3,12	— 1,8	2,48	— 9,2	2,56	3,2	2,87	12,1	...	///
Presse locale d'information générale et politique										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	8,27	2,1	8,96	1,3	9,12	1,8	9,43	3,4	9,61	1,8
Publicité	6,91	4,7	5,88	— 4,5	6,08	3,5	6,48	6,5	6,61	2,1
Total	**15,18**	**3,2**	**14,84**	**— 1,1**	**15,20**	**2,4**	**15,91**	**4,7**	**16,22**	**1,9**
Tirage total annuel (2)	2,58	— 0,9	2,53	— 3,3	2,50	— 1,0	2,49	— 0,6	2,46	— 1,1
Diffusion totale annuelle (2)	2,31	— 0,6	2,26	— 2,9	2,23	— 1,1	2,21	— 0,9	...	///
Consommation de papier (3)	396,50	0,4	372,40	— 1,3	371,60	— 0,2	366,80	— 1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	5,07	2,1	4,15	— 3,5	4,09	— 1,4	4,34	6,1	...	///
Presse spécialisée grand public										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	13,77	2,2	15,91	2,2	15,95	0,3	16,50	3,5	16,80	1,8
Publicité	6,25	7,5	5,43	— 9,4	5,60	3,1	6,05	7,9	6,19	2,5
Total	**20,02**	**3,7**	**21,34**	**— 1,0**	**21,55**	**1,0**	**22,55**	**4,6**	**22,99**	**2,0**
Tirage total annuel (2)	2,39	0,7	2,52	— 1,6	2,55	1,0	2,54	— 0,1	2,55	0,1
Diffusion totale annuelle (2)	1,82	1,3	1,90	— 0,9	1,89	— 0,2	1,82	— 3,8	...	///
Consommation de papier (3)	492,90	1,0	494,00	1,2	501,00	1,4	519,00	3,6	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	6,16	0,5	5,82	— 5,4	5,77	— 0,8	6,08	5,4	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle										
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	2,64	8,9	2,79	3,8	2,88	2,9	2,98	3,3	3,15	5,5
Publicité	4,46	8,3	3,29	— 12,9	3,31	0,6	3,42	3,2	3,44	0,9
Total	**7,10**	**8,5**	**6,08**	**— 6,0**	**6,19**	**1,7**	**6,40**	**3,2**	**6,59**	**3,1**
Tirage total annuel (2)	0,36	2,7	0,32	— 1,8	0,32	— 0,6	0,32	— 0,4	0,31	— 2,5
Diffusion totale annuelle (2)	0,33	1,0	0,29	— 1,5	0,29	— 0,8	0,29	— 0,8	...	///
Consommation de papier (3)	71,20	5,3	60,00	— 4,5	60,20	0,3	61,00	1,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,77	5,6	1,44	— 6,5	1,39	— 3,5	1,41	1,4	...	///
Presse gratuite d'annonces										
Chiffre d'affaires (1) :										
Total	**3,85**	**11,1**	**3,73**	**— 1,3**	**3,80**	**2,0**	**3,91**	**2,9**	**3,86**	**— 1,4**
Diffusion totale annuelle (2)	1,66	5,8	1,77	3,4	1,76	— 0,4	1,80	1,8	1,84	2,6
Consommation de papier (3)	141,70	0,2	133,90	3,1	137,30	2,5	144,20	5,0	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	1,40	12,9	1,19	0,4	1,20	0,8	1,23	2,5	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1995

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdo-madaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	**(1) Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**75**	**10**	**31**	18	**811 698**	**10 292 594**
Information générale et politique	24	10	5	6	593 598	**6 326 846**
Presse d'opinion	40	—	17	10	44 599	**461 230**
Magazine	11	—	9	2	173 501	**3 504 518**
Presse locale d'information générale et politique	**422**	**64**	**294**	**23**	**2 214 838**	**15 912 296**
Information générale et politique	321	64	224	10	2 182 557	**15 484 491**
Magazine	33	—	2	13	4 021	**59 286**
Annonces judiciaires et légales	68	—	68	—	28 260	**368 519**
Presse spécialisée grand public	**974**	**13**	**80**	**515**	**1 907 533**	**22 545 309**
Journaux d'annonces	38	—	8	21	14 916	**614 212**
Presse culturelle	45	—	—	29	26 029	**514 421**
Maison et décoration	36	—	1	12	37 357	**819 168**
Économie	18	2	6	7	90 777	**1 358 677**
Presse féminine	78	—	8	37	294 901	**4 127 727**
Presse des jeunes	86	1	6	56	91 422	**1 328 078**
Loisirs	434	—	6	224	149 522	**3 312 534**
Sport	116	7	15	66	278 133	**2 717 271**
Science et technique	12	—	—	10	13 987	**327 942**
Télévision-Spectacle	27	—	21	6	628 468	**4 321 895**
Sensation-Évasion	38	3	6	20	208 465	**1 841 217**
Famille-Société	46	—	3	27	73 556	**1 262 167**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1 312**	**8**	**154**	**638**	**288 047**	**6 398 632**
Presse agricole	155	—	70	67	59 145	**665 460**
Bâtiment-travaux publics	57	—	4	32	10 161	**437 435**
Commerce	78	—	3	55	9 512	**366 140**
Presse médicale	325	3	22	143	89 206	**1 139 325**
Biens d'équipements	42	—	4	18	3 824	**160 069**
Finances-activité boursière	16	1	2	5	2 993	**86 890**
Agro-alimentaire	39	1	5	21	6 421	**116 441**
Biens intermédiaires	39	—	1	26	1 131	**88 789**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	14	—	—	11	1 670	**28 809**
Services marchands	314	2	30	170	86 758	**2 649 147**
Services non marchands	138	—	2	40	6 855	**226 983**
Production-Distribution d'énergie	11	—	—	8	268	**20 479**
Assurance	11	—	2	7	1 428	**50 772**
Transport et Télécommunication	24	1	4	13	4 909	**168 633**
Biens de consommation	49	—	5	22	3 766	**193 260**
Journaux gratuits d'annonces	**387**	**—**	**363**	**24**	**1 796 297**	**3 914 750**
Total	**3 170**	**95**	**922**	**1 218**	**7 018 413**	**59 063 581**

(1) Diffusion et chiffre d'affaires, en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1995

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	Chiffre d'affaires total
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	**Diffusion totale**	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique.	**565 617**	54,5	16,6	2,8	**73,9**	26,1	3 327 724	2 694 474	6 022 198
Presse locale d'information générale et politique...	**2 054 053**	59,5	26,6	3,0	**89,2**	10,8	8 816 343	5 510 946	14 327 289
dont : 7 eme jour	**172 657**	74,2	12,3	1,8	**88,3**	11,7	843 073	364 030	1 207 103
Presse spécialisée grand public	**277 211**	53,3	8,5	2,5	**64,3**	35,7	1 353 759	422 566	1 776 325
Presse spécialisée, technique et professionnelle...	**54 825**	0,2	61,2	36,6	**98,1**	1,9	119 335	302 596	421 931
Total	**2 951 706**	**56,8**	**22,8**	**3,4**	**83,0**	**17,0**	**13 617 161**	**8 930 582**	22 547 743

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés

Source : Service de la Redevance

	1982	1992	1994	1995	1996	1997
Nombre de comptes [en milliers] (1) :						
Télévision noir et blanc	7 682	1 687	1 074	860	687	578
Télévision couleur	8 815	18 001	18 830	19 233	19 602	19 945
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (2)						
Télévision noir et blanc	280	373	405	430	449	449
Télévision couleur	424	580	631	670	700	700

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Budget du secteur public de la communication audiovisuelle (lois de finances) (1)

Source : Service Juridique et Technique de l'Information et de la Communication

Unité : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Redevance (2)	8 577,0	8 718,5	9 431,9	10 239,5	10 743,6	10 922,0
Concours du budget de l'État (3)	1 373,6	2 045,3	1 697,8	2 099,6	1 799,4	1 116,0
Services rendus aux administrations	60,5	42,8	36,1	27,6	26,7	26,6
Publicité	2 257,3	2 675,7	2 785,4	3 145,0	3 171,8	4 000,0
Parrainage	106,5	195,0	172,8	202,4	274,1	248,0
Autres ressources propres (4)	572,2	624,0	763,5	828,2	793,2	887,4
Total	**12 947,1**	**14 301,3**	**14 887,5**	**16 542,3**	**16 808,8**	**17 200,0**

(1) Recettes des organismes suivants : de 1992 à 1994, INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI. Depuis 1995, INA, F2, F3, Sept / ARTE, RFO, Radio France, RFI et la Cinquième.
(2) Exploitation et équipement.
(3) La compensation par le budget de l'État des exonérations de redevance a été prise en compte de la manière suivante : à partir de 1992, ces crédits sont inscrits sous la ligne « concours du budget de l'État ». La compensation par le budget de l'État des exonérations de redevance s'est élevé à 362,6 MFen 1992, 370,8 MF en 1993, 1 216,7 MF en 1994, 1 471,4 MF en 1995, et 1 413,3 MF en 1996.
(4) En 1997, avec filière production éxécutive de France 3.

TABLEAU E.01-7

Dépenses publicitaires des entreprises

Source : Institut d'études et de recherches publicitaires (IREP) — *Unité* : Million de francs

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Télévision	2 127	4 625	12 600	13 364	14 309	14 450	15 505	16 700	17 452
Cinéma	220	475	409	311	320	272	280	302	332
Total	**2 347**	**5 100**	**13 009**	**13 675**	**14 629**	**14 722**	**15 785**	**17 002**	**17 784**
Indice	100	217,3	554,3	582,7	623,3	627,3	672,6	724,4	757,7

TABLEAU E.01-8

Évolution des genres de programmes des chaînes hertziennes nationales en clair (1)

Source : Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Volume horaire (en heures) r	**42 120**	**43 229**	**32 392**	**34 599**	**34 981**	**40 478**
Répartition en % :						
Information	12,4	12,9	12,0	11,6	12,4	12,0
Documentaire	16,2	16,3	17,1	20,3	18,0	23,0
Fiction	44,0	41,3	35,5	35,4	35,2	34,0
Musique et divertissement	15,6	17,5	20,0	18,3	18,9	17,2
Sport	3,6	3,9	5,6	3,8	4,3	3,0
Autres émissions (2)	5,5	5,7	6,9	7,0	7,7	7,6
Autres éléments (3)	2,6	2,4	2,7	3,5	3,5	3,3

(1) Sont comptabilisés les programmes de TF1, France 2, France 3, La Cinq et M6 en 1990 et 1991. En 1992, La Cinq disparaît. Puis sont intégrés à partir de leur apparition, les programmes d'Arte en 1993 et de La Cinquième en 1995. Pour France 3, il s'agit du programme national, ce qui exclut les décrochages régionaux.
(2) Publicité, téléachat, loto, etc.
(3) Bandes annonces, indicatifs, etc.

TABLEAU E.01-9

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (hors Radio France Sorbonne et émissions universitaires)

Source : Radio-France — *Unité :* heure

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
France-Inter GO (1)	8 869	8 705	8 582	8 554	8 560	8 558
France-Inter MF	8 760	8 760	8 784	8 760	8 760	8 760
France-Culture MF	8 760	8 760	8 784	8 760	8 760	8 760
France-Musique MF	8 760	8 760	8 784	8 760	8 760	8 760
Radio-Bleue (2)	4 153	4 390	4 432	4 410	4 410	4 410
Radio-Bleue en FM à Paris (3)	///	///	///	///	///	8 253
FIP Paris FM (4)	5 395	8 711	8 784	8 760	8 760	8 253
France-Info (5)	8 760	8 760	8 784	8 760	8 760	8 760
Décrochages locaux de France-Info	///	///	///	///	///	21
Stations décentralisées de Radio-France (6)	413 303	413 349	414 998	422 970	414 282	414 279
107.7 FM - Radio autoroute (Senlis) (7)	///	///	///	///	3 732	8 760
Urgences OM/Paris (8)	///	///	///	///	439	1 101
Satellites						
Hector (9)	///	///	///	///	8 760	8 760
France Culture Europe (10)	///	///	///	///	8 760	8 760
France Inter (10)	///	///	///	///	8 760	8 760
France Info (10)	///	///	///	///	8 760	8 760

(1) En GO, le programme France Inter est diffusé 24 h sur 24, sauf le mardi de 1h 05 à 4h 55.
(2) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 19 h.
(3) Une fréquence en FM sur Paris a été attribuée à Radio Bleue au début de l'année 1995.
(4) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF 24 h sur 24 et en OM (ondes moyennes) de 7 h à 16 h (hiver) et jusqu'à 17 h l'été.
(5) Fin 1995, le programme France Info était relayé dans 215 agglomérations de plus de 20 000 habitants.
(6) Ce volume se décompose comme suit : Radios locales : 344 199 h - FIP Régions : 70 080 heures.
(7) Radio de service installée à Senlis pour desservir l'autoroute du Nord et exploitée depuis le 27 juillet 1994, en liaison avec La Sanel et Eurotunnel. Le programme constitué d'informations de service et d'un fil musical original est diffusé 24 h sur 24. Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français, il est diffusé 24 h sur 24 h.
(8) Programme diffusé sur Paris 2 h par jour et depuis le 22 mai 1995, 1 h par jour sur Lille. aux personnes en voie d'exclusion et aux associations. 2 heures par jour en hiver et 1 h en été en 1994.
(9) Satellite TDF 1 / TDF 2.
(10) Satellite Eutelsat.

TABLEAU E.01-10

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore produite par Radio-France internationale (1)

Source : Radio-France internationale — *Unité :* heure

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
ÉMISSIONS DESTINEES AUX AUDITEURS À L'ÉTRANGER						
Durée totale des émissions	**19 613**	**21 410**	**21 703**	**22 258**	**24 372**	**24 992**
En français (2)	10 324	11 158	11 366	11 158	12 987	13 182
En anglais (3)	912	912	912	1 095	1 125	1 277
En portugais lusophone (4)	365	365	365	365	456	730
En portugais brésilien	730	730	730	730	743	743
En espagnol	2 190	2 190	2 190	2 190	2 190	2 190
En allemand	730	730	730	730	730	730
En polonais	821	821	821	821	821	821
En russe	730	730	730	730	730	730
En roumain	730	730	730	730	730	730
En créole	26	26	26	26	26	26
En serbo-croate	730	730	730	730	730	730
En arabe	515	730	730	730	730	730
En mandarin	540	730	730	730	730	730
En vietnamien	270	548	548	548	548	548
En persan	34	280	365	365	365	365
En albanais (5)	—	—	—	30	—	—
En laotien (6)	—	—	—	275	365	365
En cambodgien (7)	—	—	—	275	365	365
ÉMISSIONS SPÉCIFIQUES DESTINÉES AUX AUDITEURS ÉTRANGERS EN FRANCE						
Durée totale des émissions	**530**	**560**	**554**	**79 (7)**	**117**	**156**
ÉMISSIONS DE SERVICE POUR LES RADIOS AFRICAINES ET AUSTRALIENNES						
Durée totale des émissions	**679**	**395**	**395**	**395**	**395**	**395**
Programmes spécifiques distribués à des radiodiffuseurs étrangers						
Volume de production spécifique	970	966	737	709	717	899
Volume de multicopies distribuées aux radios partenaires	40 481	52 995	47 882	50 587	50 606	74 193
Programmes spécifiques destinés à une radio japonaise	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

(1) Les émissions produites par Radio-France internationale peuvent être diffusées à plusieurs reprises et dans différents pays.
(2) En cours d'année 1994, création d'émissions en français spécifiques pour l'Europe et extension des émissions pour l'Afrique.
(3) Une demi-heure supplémentaire à compter de novembre 1994.
(4) Une heure supplémentaire à compter d'octobre 1994.
(5) Du 1er juin au 31 décembre 1993, supprimé en janvier 1994.
(6) À compter du 1er avril 1993.
(7) Suite à une réorganisation de l'activité dans ce domaine au 1er janvier 1993, les émissions en langues étrangères destinées aux auditeurs étrangers en France ont été fusionnées avec les émissions pour les auditeurs à l'étranger. RFI est par ailleurs fournisseur de programmes en français pour le compte de l'EPRA (agence sonore pour les radios communautaires en France).

TABLEAU E.01-11

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision

Source : Médiamétrie

	Part d'audience en %				Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes			
	1993	1994	*r* 1995	1996	1993	1994	1995	1996
RADIODIFFUSION (1)	///	///	///	///	**148**	**151**	**151**	**152**
Stations de Radio-France	21,6	21,8	23,7	23,6	32	33	36	36
dont : France-Inter	9,2	9,8	10,6	10,3	14	15	16	16
France-Info	4,6	4,6	5,3	5,1	7	7	8	8
Stations périphériques (2)	///	///	///	///	///	///	///	///
dont : Europe 1	9,5	8,5	7,7	6,4	14	13	11	10
RTL	19,3	19,6	19,2	18,8	29	30	29	29
RMC	3,4	3,1	3,1	3,0	5	5	5	5
Radios locales privées (2)	///	///	///	///	///	///	///	///
dont : Europe 2	3,8	3,7	4,0	4,3	6	6	6	6
Fun Radio	4,6	6,7	5,1	4,2	7	10	8	6
Nostalgie	4,3	4,0	4,5	4,1	6	6	6	6
NRJ	7,8	6,9	7,0	7,5	12	11	10	11
Sky Rock	3,1	2,6	2,9	3,1	5	4	4	5
TÉLÉVISION (1)	///	///	///	///	**187**	**190**	**191**	**192**
TF1	39,8	38,4	37,0	34,9	74	73	71	67
France 2	25,7	26,1	24,6	25,1	48	50	47	48
France 3	15,0	15,9	17,8	17,8	28	30	34	34
Canal +	4,9	4,7	4,3	4,5	9	9	8	9
Arte	0,9	1,0	1,3	1,4	2	2	3	3
La Cinquième	///	///	1,1	1,6	///	///	2	3
M 6	11,0	11,2	11,1	11,4	21	21	21	22
Autres stations	2,7	2,7	2,8	3,3	5	5	5	6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**				

(1) Du lundi au dimanche, cible : 15 ans et plus.
(2) Les données n'existent plus pour ces agrégats.

TABLEAU E.01-12

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Sources : Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et Centre National de la Cinématographie — *Unités :* Film et %

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Chaînes non cryptées :								
TOTAL	901	933	933	841	918	983	1 034	1 064
TF 1	170	170	170	170	170	170	170	170
dont : Europe (60 %)	75,3	75,3	70,6	74,1	61,2	60,0	60,0	60,0
dont : EOF (40 %)	70,0	68,2	67,3	62,3	55,9	51,2	51,2	52,9
France 2 (2)	164	186	193	188	187	185	190	180
dont : Europe (60 %)	68,9	66,1	60,1	64,4	64,2	69,2	62,1	67,2
dont : EOF (40 %)	61,6	55,9	52,8	49,5	54,5	60,0	56,8	62,2
France 3 (2)	192	110	192	192	190	192	192	210
dont : Europe (60 %)	60,0	60,1	60,9	59,9	60,5	63,5	64,1	64,3
dont : EOF (40 %)	50,0	50,2	50,5	50,0	49,5	47,4	50,5	51,9
La 5 (3)	184	114	186	56	///	///	///	///
dont : Europe (60 %)	63,0	60,4	61,8	69,6	///	///	///	///
dont : EOF (40 %)	52,2	53,1	57,5	66,1	///	///	///	///
Arte (4)	///	///	///	44	179	244	240	262
dont : Europe (60 %)	///	///	///	77,3	69,3	76,6	68,3	71,6
dont : EOF (40 %)	///	///	///	...	...	33,6	34,6	42,0
La Cinquième	///	///	///	///	///	///	53	53
dont : Europe (60 %)	///	///	///	///	///	///	77,4	66,0
dont : EOF (40 %)	///	///	///	///	///	///	77,4	58,5
M 6	191	192	192	191	192	192	189	189
dont : Europe (60 %)	70,1	66,7	70,3	64,9	61,5	61,5	60,3	60,3
dont : EOF (40 %)	47,6	50,5	49,5	46,1	41,1	40,6	41,8	41,3
Chaînes cryptées :								
TOTAL	388	429	441	450	453	451	453	449
Canal Plus	388	429	441	450	453	451	453	449
dont : Europe (60 %)	61,0	60,0	62,0	61,0	61,2	60,7	61,2	60,8
dont : EOF (40 %)	49,7	45,7	44,7	43,3	43,5	43,2	46,6	47,0

(1) La diffusion de films est soumise à des quotas de nationalité. Depuis 1992, la réglementation impose 60 % de films européens et 40 % de films d'expression originale française (EOF). Avant 1992, les quotas étaient de 60 % de films de la communauté européenne et 50 % d'EOF.
(2) Nouveau logo France 2 et France 3 à compter du 18 mars 1993.
(3) Émissions interrompues depuis le 7 avril 1992.
(4) Arte est soumise à l'obligation de diffusion d'une part majoritaire d'œuvres télévisuelles et cinématographiques d'origine européenne.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Protection des monuments historiques.
2 Répartition du patrimoine immobilier protégé.
3. Entrées dans les monuments nationaux.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie.
11. Opérations de fouilles terrestres autorisées.
12 Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
13. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
14. Production de livres par catégorie.
15. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
16. Bibliothèques municipales.
17. Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
18. Ventes de phonogrammes.
19. Activités cinématographiques.
20. Panorama du cinéma mondial.
21. Activités de spectacles.
22. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
23. Commerce extérieur des biens culturels.
24. Pratiques culturelles des Français.
25. Pratiques culturelles amateur.
26. Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1996, par profession et statut.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture et de la Communication : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture et de la Communication sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 32 conservatoires nationaux de région (CNR), des 104 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 225). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique dont les effectifs (environ 1 700 élèves) ne sont pas repris dans le tableau.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

52 écoles d'art de statut national ou municipal (8 écoles nationales et 44 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles (environ 16 000 élèves concernés).

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène; comptabilisé en général en « prix de cession », il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer avec exactitude. Une enquête a été menée en 1990 par le département des études et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture auprès de 3 900 établissements.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit, à partir d'une enquête auprès des distributeurs, des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

Les données sur les pratiques culturelles des Français sont extraites des enquêtes portant sur ce thème réalisées par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication.

L'échantillon de l'enquête portait sur 2 000 individus en 1973, 4 000 en 1981 et 5 000 en 1989.

Par ailleurs, en 1992, une enquête sur le cirque a permis de mettre à jour les taux de pratique des différents modes culturels.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre et spectacles

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1988 (INSEE) recense 4 708 communes ayant au moins une troupe de théâtre (y compris le théâtre amateur) et 2 732 communes équipées d'au moins une salle de spectacle.

Seule la fréquentation de certains types d'établissement est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication, des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture et de la Communication par un contrat de décentralisation et des scènes nationales (historiquement appelées, maison de la culture, centre d'action culturelle ou centre de développement culturel). En 1996, il existe 33 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ) et 61 scènes nationales.

Par ailleurs, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture et de la Communication délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;

— le sauvetage;

— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui regroupe quatre éléments distincts : la Bibliothèque publique d'information (BPI), le Musée national d'art moderne (MNAM), l'Institut de recherche et de coordination acoustique - musique (IRCAM), le Centre de création industrielle (CCI).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.

— Ministère de la Culture et de la Communication, département des études et de la prospective.

— Syndicat national de l'édition.

— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Communication : Département des études et de la prospective.

« Les dépenses culturelles des collectivités territoriales en 1993 », *Développement culturel,* hors série, 1996.

« Les amateurs. Enquête sur les activités artistiques des Français », Olivier Donnat, La Documentation française, 1996.

Chiffres clés, 1996, Statistiques de la culture, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1997.

INSEE :

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* INSEE, n° 233, juin 1990.

« Le cinéma des années quatre-vingt », *INSEE-Première,* n° 174, décembre 1991.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* n° 306, mars 1994.

« La dépense des ménages en programmes audiovisuels », *INSEE-Première,* n° 355, janvier 1995.

« L'année 1994 du cinéma », *INSEE-Première,* n° 379, juin 1995.

« Les sorties culturelles des 12-25 ans », Jean-Michel Guy et Romuald Ripon; « L'essor des activités artistiques amateur », Olivier Donnat, *Données sociales,* 1996.

Autres organismes :

CNC Info, Centre national de la cinématographie, bimestriel.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

TABLEAU E.02-1

Protection des monuments historiques

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1993	1994	1995
Monuments protégés :			
Classés	13 365	13 486	13 660
Inscrits	24 444	24 749	25 192
Total	**37 809**	**38 235**	**38 852**
Arrêtés de protection pris au cours de l'année :			
Classements	166	188	204
Inscriptions	643	600	638
Total	**809**	**788**	**842**

TABLEAU E.02-2

Répartition du patrimoine immobilier protégé (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	%
	1994
Types d'édifice :	
Édifices religieux et funéraires	41
Habitations	26
Châteaux, manoirs	15
Architecture publique	6
Architecture militaire	4
Architecture liée à l'activité économique	3
Génie civil	2
Urbanisme	1
Non ventilé	2
Propriétaires :	
Communes	44
État	4
Autres propriétaires publics	2
Propriétaires privés	47
Autres non ventilés	3

(1) Concerne les édifices classés et inscrits.

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments nationaux (1)

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité* : Millier

	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Total	**7 490**	**8 418**	**8 080**	**8 076**	**7 957**	**7 994**
dont : Arc de Triomphe de l' Étoile	736	775	787	880	870	953
Abbaye du Mont Saint-Michel	653	826	844	850	828	834
Château de Chambord	589	730	743	770	747	754
Sainte-Chapelle	638	696	635	641	582	605
Château du Haut-Koenigsbourg	528	591	600	596	590	577
Château d'Azay-le-Rideau	359	425	378	354	347	331
Cité de Carcassonne	234	272	251	270	262	247
Conciergerie	232	251	229	236	185	235
Tours de Notre-Dame	631	452	318	234	184	150
Panthéon	155	220	184	208	296	292
Entrées payantes	6 833	7 545	6 977	6 979	6 415	6 401
Entrées gratuites	657	873	1 103	1 097	1 542	1 593

(1) Concernent les 93 monuments nationaux dont le droit d'entrée est géré par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité* : Millier

	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Total	**4 369**	**5 699**	**5 537**	**5 419**	**5 213**	**5 530**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité* : Millier

	1990	1993	1994	1995	1996
Total	**16 025**	**13 985**	**14 942**	**12 667**	**12 639**
dont : Arts africains et océaniens	297	323	284	243	269
Chagall (Nice)	132	140	147	143	135
Cluny	194	280	273	244	260
Compiègne	215	235	219	176	174
Les Eyzies-de-Tayac	158	108	89	80	85
Fontainebleau	419	403	424	416	438
Louvre	5 338	4 919	6 165	4 696	4 632
Orangerie	332	446	474	430	440
Orsay	3 000	2 516	2 248	2 083	2 135
Picasso	509	442	415	427	457
Versailles	4 339	3 262	3 282	2 983	2 922
Entrées payantes	10 096	9 644	10 242	8 748	8 569
Entrées gratuites	5 929	4 341	4 700	3 919	4 070

(1) Concernent les 29 musées nationaux gérés directement par la Direction des musées de France.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
De Cézanne à Matisse	1993	1 147 977	11 480
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505 929	9 199
Renoir	1985	793 544	8 625
Manet	1983	735 197	8 079
Monet	1980	504 422	7 760
Toutankhamon	1967	1 240 975	7 343
Gauguin	1989	623 739	7 253
Toulouse-Lautrec	1992	654 714	7 116
Turner	1983	548 496	6 943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430 760	6 627
Cézanne	1995	583 186	6 480
Picasso (œuvres reçues en dation)	1979	457 326	6 098
Picasso	1966	403 819	5 609
Les portraits de Picasso	1996	380 769	4 760
Vermeer	1966	317 702	5 574
Degas	1988	439 886	5 431
Van Gogh	1972	493 237	5 304
Watteau	1984	432 803	5 278
Aménophis III	1993	387 698	5 239
Goya	1970	311 636	5 109
Pissaro	1981	369 462	4 993
Impressionnisme, les origines	1994	447 321	4 862
Cézanne	1978	385 740	4 822
Les Portraits de Picasso	1996	380 769	4 760
Le Titien	1993	359 612	4 495
Chardin	1979	341 479	4 493
Corot	1996	325 522	4 399
Or des Scythes	1975	359 596	4 385
Van Gogh	1988	364 287	4 286
Fragonard	1987	344 999	4 012
Le Douanier Rousseau	1984	396 016	4 000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4 000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1996.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris — *Unité* : Millier d'entrées

	1985	1990	1993	1994	1995	1996	dont expositions
Total	**1 367,7**	**1 168,0**	**1 423,2**	**1 048,6**	**1 582,8**	**1 462,2**	**1 100,6**
dont : Art moderne	485,1	272,9	420,9	331,4	663,6	456,9	418,9
Carnavalet	254,3	258,5	248,1	201,6	220,8	258,9	161,6
Mode et costume	92,7	92,1	94,2	53,3	73,9	69,2	69,2
Petit-Palais	203,4	289,5	374,4	227,2	358,9	373,3	327,1
Victor-Hugo	155,7	109,9	91,7	57,7	75,7	87,1	2,7

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — .. *Unité* : Millier

	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Fréquentation générale	7 367	8 263	7 996	6 927	6 312	5 886
Bibliothèque publique d'information	4 252	3 938	3 814	3 802	3 679	3 688
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1 096	989	948	788	825
Expositions temporaires	2 285	1 012	1 236	757	998	869

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Da[illegible]	1979-1980	840 662	8 083
Balthus	1983	288 093	4 175
Bonnard	1984	488 093	6 341
Kandinsky	1984-1985	349 656	4 351
Vienne	1986	450 000	6 429
Arp, Hans	1990	306 958	4 323
Matisse	1993	734 896	7 349

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4 000 entrées par jour en moyenne depuis 1980.

TABLEAU E.02-10

Entrées à la cité des Sciences et de l'Industrie

Source : Cité des Sciences et de l'Industrie — *Unité* : Millier

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Fréquentation générale	3 150	3 738	3 710	3 731	3 543	3 903
Dont : expositions	1 562	1 603	1 649	1 559	1 594	1 702
Géode	1 071	1 042	950	872	777	846
Médiathèque (gratuit)	901	1 183	1 229	1 089	1 059	1 143
Total des entrées payantes (1)	**2 742**	**2 966**	**3 011**	**2 826**	**2 777**	**3 013**

(1) Aux expositions, Géode, Cinaxe (depuis le 18 mai 1991) et centre de congrès.

TABLEAU E.02-11

Opérations de fouilles terrestres autorisées

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unité* : Opération de fouilles

	1992	1993	1994	1995	1996
Archéologie programmée					
Fouilles programmées	252	262	285	277	263
Prospections thématiques	70	105	88	97	89
Relevés d'art rupestre	27	20	14	15	20
Archéologie préventive					
Sondages	943	1 127	1 155	1 543	1 721
Fouilles préventives (sauvetages)	1 047	1 090	1 293	811	837
Prospections inventaire	522	615	599	549	574

TABLEAU E.02-12

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1990	1993	1994	1995	1996
Total	**41 982**	**44 064**	**47 486**	**42 304 (1)**	**50 003**

(1) Sur 10 mois, auparavant les titres étaient comptabilisés sur une période allant de mars à fin février.

TABLEAU E.02-13

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1992	1993	1994	1995
250 millions et plus	13	16	16	15	12
De 100 à moins de 250 millions	12	17	17	19	10
De 50 à moins de 100 millions	28	29	26	21	17
De 20 à moins de 50 millions	44	34	38	36	39
De 10 à moins de 20 millions	47	42	42	30	31
De 1 à moins de 10 millions	183	174	172	177	161
Moins de 1 million	85	76	64	57	59
Total	**412**	**388**	**375**	**355**	**329**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200 000 F (hors taxes).

TABLEAU E.02-14

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1994	1995	dont nouveautés
Titres produits :			
Livres sociaires	6 358	5 872	6 358
Livres scientifiques, professionnels et techniques	3 267	3 361	3 267
Sciences humaines et sociales	4 062	4 441	2 564
Droit et sciences économiques	1 426	1 628	1 168
Religion	1 290	1 196	711
Ésotérisme, occultisme	292	314	116
Littérature	10 165	10 590	3 501
Actualité	718	838	510
Encyclopédies et dictionnaires	573	623	197
Livres d'art	1 098	1 139	750
Livres pour la jeunesse	5 299	6 029	2 372
Bandes dessinées	1 147	1 170	418
Ouvrages de documentation	58	60	25
Livres pratiques (1)	5 807	5 734	1 537
Total	**41 560**	**42 997**	**17 564**
Exemplaires produits (en milliers) :			
Livres sociaires	72 687	64 525	24 641
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7 362	7 744	4 444
Sciences humaines et sociales	17 855	24 230	14 198
Droit et sciences économiques	4 356	4 601	2 500
Religion	6 027	7 029	3 860
Ésotérisme, occultisme	1 559	1 981	806
Littérature	128 017	130 603	52 536
Actualité	8 162	6 063	4 583
Encyclopédies et dictionnaires	10 650	11 999	3 330
Livres d'art	6 787	6 162	4 268
Livres pour la jeunesse	43 474	54 569	24 575
Bandes dessinées	12 179	12 608	4 395
Ouvrages de documentation	976	2 218	255
Livres pratiques (1)	56 813	51 829	12 290
Total	**376 904**	**386 161**	**156 681**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité* : Million de francs

	1994	1995	dont % à l'export
Livres sociaires	2 095,1	2 075,1	10,7
Livres scientifiques, professionnels et techniques	772,2	699,2	11,2
Livres de sciences humaines et sociales	827,6	800,2	16,0
Droit et sciences économiques	658,0	688,6	9,9
Religion	254,4	227,8	14,1
Ésotérisme, occultisme	49,7	52,7	18,4
Littérature	2 282,4	2 338,2	9,7
Actualité	359,6	273,3	7,9
Encyclopédies et dictionnaires	2 807,8	2 575,7	9,2
Livres d'art	736,0	697,3	6,7
Livres pour la jeunesse	997,7	963,1	12,0
Bandes dessinées	291,5	310,7	7,2
Ouvrages de documentation	72,4	127,7	35,5
Livres pratiques (1)	1 812,0	1 765,5	16,2
Divers non ventilés	50,5	40,2	6,3
Total des ventes de livres	**14 066,9**	**13 635,3**	**11,3**
Cessions de droits	499,3	494,0	35,4
Total	**14 566,2**	**14 129,3**	**14,4**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990	1992	1993	1994	1995
Nombre de bibliothèques municipales	**1 614**	**1 968**	**2 064**	**2 133**	**2 315**
Ayant une discothèque de prêt	576	749	842	916	1 039
Ayant une vidéothèque de prêt	104	249	338	407	512
Collections pour 100 habitants :					
Livres	228	240	240	250	270
Phonogrammes	16,0	18,2	20,2	20,7	21,9
Cassettes vidéo	...	1,3	1,6	1,9	2,2
Prêts :					
Nombre d'emprunteurs (en milliers)	4 605	5 479	5 866	6 023	6 251
soit en % de la population desservie	16	17	18	18	18
Prêts de livres pour 100 habitants	325	360	370	390	400
Prêts de phonogrammes pour 100 habitants	63	73	75	78	80
Prêts de cassettes vidéo pour 100 habitants	8	16	21	22	27

TABLEAU E.02-17

Nombre de titres déposés au Département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale de France

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Phonogrammes	**17 213**	**17 357**	**18 560**	**14 466**	**15 573**	**15 964**
Disques 45 tours	1 490	812	233	37	8	48
Disques 33 tours	3 196	948	1 011	774	1 249	1 040
Disques compacts	8 040	10 761	12 651	10 259	11 464	12 158
Cassettes	4 487	4 836	4 618	3 352	2 841	2 715
Minidiscs	///	///	47	44	11	3
Vidéogrammes	**4 079**	**9 100**	**6 950**	**7 042**	**9 506**	**8 187**
Multimédias	**1 916**	**2 539**	**1 753**	**1 521**	**1 827**	**2 968**

TABLEAU E.02-18

Ventes de phonogrammes

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Vente en France	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Quantité (1)	**131 511**	**120 744**	**127 672**	**129 826**	**142 477**	**145 418**
Disques 45 tours	26 622	5 602	448	327	279	228
Disques 33 tours	6 708	208	138	62	84	74
Disques compacts	56 220	77 079	92 916	102 869	114 513	127 582
Cassettes	41 961	37 107	33 757	26 206	27 112	17 265
Tous supports et livres	///	748	413	362	489	269
Facturation (2)	**5 343**	**5 820**	**6 073**	**6 494**	**6 783**	**6 785**
Disques 45 tours	349	80	11	7	7	6
Disques 33 tours	204	5	2	2	3	2
Disques compacts	3 177	4 370	4 862	5 451	5 847	6 061
Cassettes	1 613	1 344	1 186	1 022	905	705
Tous supports et livres	///	21	12	12	21	11

1) Quantités retours déduits.
2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).

TABLEAU E.02-19

Activités cinématographiques

Source : Centre national de la cinématographie

	1990	1993	1994	*r* 1995	1996
Production cinématographique					
Films de long métrage produits(1)	**146**	**152**	**115**	**141**	**134**
Films d'initiative française	106	101	89	97	104
Integralement français	81	67	61	63	74
De coproduction	25	34	28	34	30
Films de coproduction à majorité étrangère	37	36	22	32	27
Films bénéficiaires de l'aide du Fonds ECO (2)	3	15	4	12	3
Montant des investissements (million de F)	**3 289**	**3 116**	**2 879**	**3 596**	**3 287**
Français	2 296	2 238	2 233	2 665	2 534
Étrangers	993	878	646	931	753
Coût médian des films d'initiative française produits (million de F)	16	18	18	21	17
Distribution cinématographique					
Sociétés de distribution autorisées	391	425	422	413	408
dont : ayant enregistré des résultats	162	163	155	164	163
Chiffre d'affaires (million de F)	1 547,2	1 749,2	1 640,0	1 810,0	1 912,0
Films distribués	4 086	3 644	4 514	4 185	3 877
Films sortis pour la première fois	370	396*r*	407	397	391
dont : films français	129	154*r*	145	144	160
Exploitation cinématographique					
Salles standard au 31-12 (3)	4 518	4 243*r*	4 295*r*	4 635	4 519
Fauteuils des salles standard (millier)	1 007	917*r*	910*r*	919	952
Complexes cinématographiques	860	824	839	828	833
Salles de complexes	3 078	2 950	3 018	3 082	3 213
Fauteuils des complexes (millier)	584	556	585	561	...
Spectateurs (million)	121,9	132,7	124,4	130,2	136,3*p*
Recette (million de F) (4)	3 826,1	4 519,0	4 286,8	4 526,9	4 750,2*p*
Pourcentage du film français dans la recette guichet	37,4	34,8	28,3	35,2	37,3*p*

(1) Long métrage : film de longueur égale ou supérieure à 1 600 m pour un format de 35 mm.
(2) Aide aux coproductions avec les pays d'Europe centrale et orientale.
(3) Salles autorisées jusqu'en 1992, salles actives à partir de 1993.
(4) Recette totale guichet, y compris la taxe spéciale additionnelle (TSA).

TABLEAU E.02-20

Panorama du cinéma mondial

Année 1995

Source : Centre National de la Cinématographie (C.N.C.)

	Union Européenne	Espagne	**France**	Italie	Allemagne	Royaune-Uni	États-Unis	Japon
Production								
Longs métrages (y compris les films de coproduction)	510 (1)	59	**141**	75	63	73	...	289
Exploitation - Distribution								
Écrans	20 140	2 042	**4 614**	3 816	3 814	2 010	27 086	1 776
Nombre de films distribués	3 510	...	**371**	343	260	269	410	610
Spectateurs (en millions)	660	89,9	**130,2**	90,7	124,5	114,9	1 220,0	127.0
Fréquentation moyenne par habitant	1,9	2,3	**2,2**	1,6	1,5	2,0	4,7	1.0
Nombre d'entrées par salle	32 720	44 000	**28 100**	23 800	32 600	57 200	45 000	71 500
Recettes guichet (en millions d'unités locales) (2)	3 020 (3)	46 019	**4 526,9**	797,4	1 183,4	382,6	5 354,0	157.9
Recettes (en millions de FF)	19 680	1 795	**4 526,9**	2 630	3 988	3 447	30 410	7 263
Recettes réalisées par les films nationaux (en %)	16	11,9	**35,2**	21,1	6,3	..	98,0	37.0
Recettes réalisées par les films américains (en %)	72	72,1	**53,9**	63,2	87,1	...	98,0	59.8
Vidéo								
Taux de pénétration des foyers (en %) (4)	58,0	64,0	**58,0**	67,1	47,0	71,0	82,0	78,0
Câble								
Taux de pénétration des foyers (en %) (4)	24,9	52,2	**0,9**	7,2	...	1,9	62.4	22,7

(1) Estimations hors coproductions franco-européennes minoritaires.
(2) En milliards pour l'Italie et le Japon.
(3) En ECU.
(4) Chiffres 1994.

TABLEAU E.02-21

Activités de spectacles

Source : Ministère de la Culture et de la Communication — *Unités* : Spectateurs : millier

	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Opéra de Paris (1) (4)					
Représentations	322	370	361	249	289
Spectateurs	534	649	698	453	592
Théâtres nationaux (1)					
Comédie française :					
Représentations	382	450	525	472	568
Spectateurs	295	302	279	244	303
Théâtre national de l'Odéon :					
Representations	323	339	277	300	313
Spectateurs	103	145	117	89	113
Théâtre national de Chaillot :					
Representations	428	295	379	337	257
Spectateurs	210	180	221	161	130
Théâtre de la Colline :					
Représentations	332	393	421	345	343
Spectateurs	119	132	128	103	105
Théâtre national de Strasbourg :					
Représentations	152	104	106	161	137
Spectateurs	51	32	38	54	32
Centres dramatiques nationaux (2)					
Représentations r	7 167	7 395	6 552	7 310	6 924
Spectateurs	2 086	1 782	1 814	1 864	1 619
Scènes nationales (2)					
Représentations	23 047	23 995	24 625	24 249	28 589
Spectateurs	2 114	2 028	2 188	2 398	2 538
Théâtres privés parisiens (3)					
Representations	11 501	11 109	10 068	11 773	11 202
Spectateurs	3 093	2 773	2 536	2 434	2 337

(1) Non compris les tournées.
(2) Tous spectacles, spectateurs payants.
(3) Résultats de l'année civile de théâtres privés soumis à la taxe parafiscale au taux de 3,5 % pour les spectacles du répertoire protégé de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.
(4) Spectateurs payants et gratuits du Palais Garnier et de l'Opéra Bastille; en 1994-1995 l'Opéra Garnier a été fermé pour travaux.

TABLEAU E.02-22

Élèves des établissements d'enseignement artistique (1)

Source : Ministère de la Culture et de la Communication

	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996
Musique et danse					
Conservatoire national supérieur de Paris	...	1 211	1 135	1 358	1 191
Conservatoire national supérieur de Lyon	382	426	440	442	502
Centre national de danse contemporaine	27	26	25	24	33
Conservatoires nationaux de région (CNR)	46 647	45 842	46 980	47 262 *r*	47 443
École nationales de musique (ENM)	88 521	88 377	90 332	91 458	91 656
Art dramatique					
Conservatoire national supérieur	73	92	91	91	90
École du théâtre national de Strasbourg	41	35	43	37	39
École supérieure des arts du cirque	38	28	25	32	32
École nationale supérieure des arts de la marionnette	12	12	15	14	14
Cours d'art dramatique des CNR et ENM	...	1 612	1 632	1 688 *r*	1 753
Audiovisuel					
Fondation européenne pour les métiers de l'image et du son	108	117	119	117	116
Arts plastiques					
École nationale supérieure des beaux-arts	858	591	513	544	534
École nationale supérieure des arts décoratifs	761	656	635	631	616
École nationale supérieure de création industrielle (2)	167	189	196	177	187
Institut français de restauration des œuvres d'art	39	52	54	60	47
Écoles nationales d'art	1 108	1 097	1 061	1 102	1 166
Écoles régionales et municipales d'art	7 104	6 936	7 021	7 160	7 436
Patrimoine					
École du Louvre (3)	2 958	2 811	2 972	2 171	1 885
École du patrimoine	32	67	66	70	87

(1) Établissements dépendant du ou contrôlés par le ministère de la Culture.
(2) Non compris les stagiaires.
(3) Non compris les auditeurs et les élèves des cours du soir.

TABLEAU E.02-23

Commerce extérieur des biens culturels

Source : Douanes — *Unité* : Million de francs

	1990	1993	1994	1995	1996
Exportations					
Total	**12 400**	**8 615**	**9 140**	**9 607**	**9 822**
Livres	2 979	2 771	3 036	3 129	3 040
Presse	2 111	2 195	2 142	2 740	2 468
Phono-vidéogrammes	899	978	1 045	1 109	1 280
Partitions musicales	20	33	39	39	47
Instruments de musique	420	493	510	515	545
Objets d'art (1)	5 971	2 145	2 368	2 075	2 442
Importations					
Total	**12 338**	**8 742** *r*	**8 932**	**9 676**	**9 223**
Livres	3 262	2 938	3 216	3 557	3 475
Presse	2 311	1 740	1 893	2 225	2 015
Phono-vidéogrammes	1 433	1 651	1 742	2 095	1 806
Partitions musicales	32	47	58	60	59
Instruments de musique	1 107	1 049 *r*	1 028	886	999
Objets d'art (1)	4 196	1 317	995	853	869

(1) Y.compris collections et spécimens.

TABLEAU E.02-24

Pratiques culturelles des Français

Année 1992

Source : Ministère de la Culture et de la Communication %

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui déclarent avoir fréquenté :	Au cours des 12 derniers mois	Déjà, mais non au cours des 12 derniers mois	Jamais
Opéra	3	14	83
Concert jazz	7	14	79
Opérette	2	20	78
Danse professionnelle	5	20	75
Concert rock	12	15	73
Concert classique	8	24	68
Parc d'attractions	14	26	60
Galerie d'art	15	27	58
Music-hall, variétés	9	33	58
Danse contemporaine	11	35	54
Théâtre professionnel	12	38	50
Spectacle d'amateurs	16	37	47
Exposition temporaire (peinture, sculpture)	23	34	43
Monument historique	30	49	21
Musée	28	53	19
Cirque	14	73	13
Cinéma	49	42	9

TABLEAU E.02-25

Pratiques culturelles amateur

Année 1994

Source : Ministère de la Culture et de la Communication %

Proportion des Français âgés de 15 ans et plus qui ont pratiqué au cours de leur vie les activités suivantes :	Hommes	Femmes	Total
Guitare	9	7	8
Piano	8	15	11
Flûte à bec	6	6	6
Autre instrument	13	8	10
Chant choral	10	15	13
Théâtre	7	9	8
Danse	5	17	11
Écriture poème	5	16	10
Écrire des poèmes	6	9	8
Écrire des articles	6	3	5
Peinture	8	11	10
Sculpture	2	1	2
Dessin	12	14	13
Activité d'artisanat	5	9	7
Fouilles archéologiques	2	1	2
Travail sur archives	4	5	5
Caméscope, caméra	25	17	21
Photo 24 x 36	49	44	46

TABLEAU E.02-26

Répartition de la population active ayant un emploi en mars 1996, par profession et statut

Source : INSEE (enquête sur l'emploi 1996) — *Unité* : Millier

	TOTAL	Non salariés	Salariés
Professions de l'audiovisuel et du spectacle vivant			
Artistes des spectacles	40 100	6 000	34 100
Cadres, techniciens et ouvriers des spectacles	36 700	3 400	33 300
Professions des arts plastiques et des métiers d'art			
Artistes plasticiens	25 100	22 000	3 100
Stylistes/décorateurs	34 500	11 400	23 100
Photographes	15 000	8 700	6 300
Métiers d'art	37 700	16 000	21 700
Professions littéraires			
Journalistes et cadres de l'édition	44 700	3 800	40 900
Auteurs littéraires	10 500	8 500	2 000
Cadres et techniciens de la documentation et de la conservation	51 100	–	51 100
Professeurs d'art (hors établissements scolaires)	27 200	4 200	23 000
Architectes	36 900	24 800	12 100
Indépendants gestionnaires de spectacle ou de service récréatif	7 400	7 400	–

Chapitre E.03

Tourisme

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3).
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie.
3. Autres hébergements : établissements et lits.
4. Les vacances sur l'ensemble de l'année.
5. Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ.
6. Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination.
7. Les vacances d'été.
8. Les vacances d'hiver.
9. Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage.
10. Bilan financier du tourisme avec l'étranger.
11. Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

1. MÉTHODOLOGIE

1.1. L'offre

Agences de voyages

Dans ce chapitre sont donnés les résultats de l'enquête annuelle d'entreprise auprès des agences de voyages. (NAP 7409).

Hôtellerie

De nouvelles normes de classement touristique ont été définies par arrêté du 14 février 1986. Tous les nouveaux hôtels doivent y satisfaire. Les hôtels existants ont cinq ans pour se mettre en conformité. Le parc recensé comprend donc jusqu'en 1991 à la fois des établissements classés en cinq catégories selon l'ancien arrêté du 16 décembre 1964 modifié et des établissements correspondant aux six nouvelles catégories (de sans étoiles à 4 étoiles luxe).

Les résidences de tourisme ne sont pas incluses dans ces statistiques.

Autres hébergements

Les terrains de camping-caravaning aménagés sont classés en quatre catégories selon des normes décrites dans l'arrêté du 11 janvier 1993 (*JO* du 13 janvier 1993) complété par la circulaire du 12 février 1993.

Les statistiques ne comprennent pas les aires naturelles de camping, ni les parcs résidentiels de loisirs.

1.2. La demande

Les départs en vacances des Français

Les départs en vacances sont saisis à partir d'une enquête couplée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée auprès d'un échantillon d'environ 7 000 ménages.

L'enquête de mai étudie tous les séjours de vacances dites d'hiver, ayant débuté entre le 1er octobre de l'année ($n-1$) et le 30 avril de l'année n.

Celle d'octobre étudie les séjours de vacances dites d'été, ayant commencé entre le 1er mai de l'année n et le 30 septembre de la même année.

Lorsqu'on parlera de l'année n, il s'agira de la période écoulée entre le 1er octobre de l'année ($n-1$) et le 30 septembre de l'année n.

1.3. La fréquentation étrangère

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

On trouvera dans cette statistique les résultats du poste « voyages » de la balance générale des paiements en termes de transactions (1); d'autre part, les résultats de ce même poste en termes de règlements (1) avec les principaux pays. Ces résultats sont certes relatifs aux échanges touristiques (y compris : voyages d'affaires, voyages officiels et séjours prolongés tels que cures, scolarité...) entre la France et l'extérieur, mais incluent d'autres transactions créées, par exemple par les travailleurs frontaliers ou immigrés, etc. Par ailleurs, les règlements en devises effectués par les voyageurs sont ventilés soit selon la nationalité de la monnaie utilisée, soit selon le pays de résidence des titulaires de comptes « étranger » débités ou crédités, faute de renseignements suffisants quant à la nationalité des voyageurs.

2. DÉFINITIONS

Auberges de jeunesse

Ce sont des établissements d'accueil offrant à des jeunes gens et jeunes filles, sur présentation d'une carte d'adhérent et pour un prix modéré, un hébergement minimal et la possibilité de préparer et de prendre des repas; elles sont groupées en France en associations départementales et deux fédérations nationales.

Français

Il s'agit non pas des personnes de nationalité française, mais de tous les membres de ménages ordinaires résidant en France métropolitaine, quelle que soit leur nationalité.

Hôtellerie

Les hôtels homologués de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement classés, qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Les hôtels, non homologués de tourisme, sont dits de préfecture. Ils sont classés selon des normes de confort inférieures à celles des hôtels de tourisme et des hôtels « rattachés tourisme » déterminées par arrêté n° A73/P du 31 janvier 1977.

Maisons familiales de vacances

Ce sont des établissements sans but lucratif, destinés à des familles ayant un niveau de vie réduit. Ils offrent des conditions d'hébergement comparables à celles des hôtels ou pensions de famille voisins et des services collectifs adaptés aux besoins des familles; ils doivent demander des prix de journée notablement inférieurs. Ces établissements sont régis par un arrêté ministériel du 26 février 1954 modifié le 4 avril 1958.

Taux de départ

C'est le nombre de personnes parties au moins une fois dans l'année en vacances, rapporté à la population totale, estimée d'après l'enquête.

---

(1) Cf. au chapitre O.02. Balance des paiements, les définitions relatives aux transactions et aux règlements.

Touriste

En mars 1993, la Commission de statistique des Nations Unies a adopté une série de recommandations sur les statistiques du tourisme préparées par l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) comme suite à la conférence internationale sur les statistiques des voyages et du tourisme, organisée conjointement par l'OMT et le Gouvernement du Canada et qui s'est tenue à Ottawa en juin 1991; les notions de tourisme, visiteur, touriste et excursionniste sont précisées.

Le tourisme comprend « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ». Dans un pays donné, différentes formes de tourisme peuvent être distinguées : le tourisme interne qui comprend les résidents du pays donné qui voyagent uniquement à l'intérieur de ce pays, le tourisme récepteur qui comprend les non-résidents qui voyagent dans le pays donné et le tourisme émetteur comprenant les résidents du pays qui voyagent dans un autre pays.

Tous les voyageurs qui intéressent le tourisme sont désignés par le terme visiteur. Celui-ci est le concept de base de l'ensemble du système de statistique du tourisme. Il désigne toute personne qui se rend dans un lieu (ville, département, région ou pays) autre que celui où elle a sa résidence habituelle pour une période non supérieure à 12 mois, et dont le motif principal de visite est autre que celui d'exercer une activité rémunérée dans le lieu visité. Si ce lieu est un pays autre que celui de résidence habituelle du visiteur, ce dernier sera dit « international ». Les visiteurs se classent en deux catégories : les touristes et les excursionnistes. Le touriste est un visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé dans le lieu visité, les autres visiteurs (visiteurs de la journée) étant des excursionnistes.

Enfin, les travailleurs frontaliers, les immigrants temporaires et permanents, les nomades, les passagers en transit, les réfugiés, les membres des forces armées, les représentants consulaires, les diplomates ne sont pas inclus dans les statistiques du tourisme international.

Vacances

Ce sont des séjours de quatre jours consécutifs ou davantage passés hors du domicile pour des motifs autres que professionnels, d'étude ou de santé. Une même personne peut effectuer plusieurs séjours de vacances dans l'année. Chacun des séjours est pris en compte.

Villages de vacances

Est considéré comme village de vacances tout ensemble d'hébergement faisant l'objet d'une exploitation globale de caractère commercial ou non, destiné à assurer des séjours de vacances et de loisirs, selon un prix forfaitaire comportant la fourniture de repas ou de moyens individuels pour les préparer et l'usage d'équipements collectifs permettant des activités de loisirs sportifs et culturels (décret n° 68-476 du 25 mai 1968, art. 1er modifié).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, direction du Tourisme, bureau de la « Statistique touristique ».

— INSEE.

Publications :

La *Revue de la direction du Tourisme :*

— de 1985 à 1994 : *Collection de l'économie du tourisme.*

— depuis 1995 : *Données économiques du Tourisme.*

Statistiques du tourisme et *Regards sur l'économie du tourisme* (n° 1 à 29). Les n° 4 (décembre 1982), n° 8 (décembre 1983) et n° 12 (décembre 1984) de *L'Économie du tourisme* contiennent un index analytique de toutes les études ou statistiques parues depuis 1974 (n° 1 de *Statistiques du tourisme*). Les numéros les plus récents peuvent être consultés à la librairie de la Documentation française.

Annuaire statistique du tourisme (la Documentation française, une édition en 1983) contient la totalité des données disponibles par région et département sur dix ans.

Mémento du tourisme 1996, direction des Industries touristiques. Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme.

INSEE :

« Les vacances d'hiver 1992-1993 », *INSEE-Première,* n° 299, février 1994.

« Les vacances de l'été 1993 », *INSEE-Première,* n° 333, juillet 1994.

« Les vacances de l'été 1994 », *INSEE-Première,* n° 396, juillet 1995.

« Les vacances à la maison », *INSEE-Première,* n° 402, septembre 1995.

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1989 », Christine (M.), Filipowski (V.), Monteiro (S.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 32-33, janvier 1992.

« Les vacances des Français. Résultats détaillés de 1990 à 1992 », Monteiro (S.), Rowenezyk (C.), *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 52-53, juillet 1993.

« Les vacances des Français », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-modes de vie », n° 80-81, mars 1996.

« Partir en vacances », Marceline Bodier et Emmanuelle Crenner, *Données sociales,* 1996, INSEE.

* * *

TABLEAU E.03-1

Agences de voyages, données sur le secteur d'entreprise (NAF 63.3)

Année 1995

Source : INSEE. Enquête annuelle d'entreprise dans les services — *Unité* : Million de Francs

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31 décembre	Personnel occupé annuel	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Investissements totaux
Total du secteur	**2 279**	**28 405**	**30 698**	**44 798,8**	**6 664,6**	**463,6**
hors tranche (1)	204	349	543	1 026,5	– 27,2	5,2
0 à 5 salariés	1 449	3 106	4 751	4 284,4	663,1	40,4
6 à 19 salariés	426	4 088	4 551	6 131,9	962,7	37,3
20 à 49 salariés	139	4 319	4 522	7 368,8	1 140,6	53,3
50 à 99 salariés	30	1 991	2 042	4 668,6	543,8	23,4
100 salariés et plus	31	14 552	14 289	21 318,6	3 381,6	304,0

(1) Hors tranche : entreprises en création ou en cessation dans l'année, ou à effectif occupé nul, ou encore ayant une valeur ajoutée négative ou une valeur ajoutée par personne extrêmement élevée.

TABLEAU E.03-2

Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Sans étoile (1) :						
Hôtels	495	...	...	2 483	2 603	2 660
Chambres	3 554	...	...	47 355	55 859	58 579
1 étoile :						
Hôtels	7 472	6 197	4 751	3 341	3 126	2 766
Chambres	121 566	105 867	80 124	60 972	57 846	52 035
2 étoiles :						
Hôtels	9 176	10 309	10 602	10 490	10 586	10 549
Chambres	264 907	298 559	302 854	299 995	302 530	300 651
3 étoiles :						
Hôtels	2 825	3 163	3 267	3 293	3 342	3 361
Chambres	132 499	147 725	148 334	151 448	157 057	154 675
4 étoiles et 4 étoiles-luxe						
Hôtels	415	505	527	540	555	576
Chambres	28 320	37 065	36 090	36 900	38 245	42 413
Total :						
Hôtels	**20 383**	**20 174**	**19 147 (2)**	**20 147**	**20 212**	**19 912**
Chambres	**550 846**	**589 216**	**567 402 (2)**	**596 670**	**611 537**	**608 353**

(1) Norme 1986.
(2) Non compris les sans étoiles.

TABLEAU E.03-3

Autres hébergements : établissements et lits

Parc au 31 décembre

Source : Direction du Tourisme et sources régionales

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Nombre d'établissements :						
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles	8 527	8 662	8 422	8 693	8 195	8 137
Villages de vacances agréés	•	502	511	515	...	825
Auberges de jeunesse	303	271	185	188	191	230
Maisons familiales de vacances	128	...	...	...	..	
Gîtes ruraux et communaux (1)	37 827	39 238	39 694	41 229	41 286	42 052
Chambres d'hôtes (1)	11 168	14 004	15 698	17 920	17 659	18 898
Places disponibles (ou lits) en milliers :						
Terrains de camping homologués 1 à 4 étoiles (2)	889,9	932,9	922,8	942,7	913,0	940,5
Villages de vacances agréés	•	171,8	173,2	173,6	...	246,6
Auberges de jeunesse	17,6	18,2	12,2	12,3	12,9	15,0
Maisons familiales de vacances	13,7	...	...	...	...	...

(1) Ce type d'hébergement répond à des normes précises de confort et d'hygiène.
(2) Nombre d'emplacements (un emplacement étant égal à trois places).

TABLEAU E.03-4

Les vacances sur l'ensemble de l'année

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1990	1991	1992	1993	1994
Effectif de la population des ménages ordinaires d'après l'enquête (1)	55,4	55,1	57,7	55,3	56,1
Nombre de personnes parties en vacances	32,7	32,9	34,6	33,7	34,8
Taux de départ [%] (2)	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0
NOMBRE DE SÉJOURS DE VACANCES	63,1	64,0	67,1	66,3	69,2
En France	**52,0**	**53,7**	**56,4**	**55,6**	**57,3**
A l'étranger	11,1	10,3	10,7	10,7	11,9
NOMBRE DE JOURNÉES DE VACANCES	913	899	922,0	905,0	948,0
En France	**725**	**727**	**742,0**	**725,0**	**742,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	3,5	4,6	4,4	4,2	3,6
Mer	43,6	38,2	40,8	36,9	41,4
Montagne	17,6	21,0	19,1	22,0	19,3
Campagne	26,0	26,1	26,3	25,4	26,7
Ville	9,3	10,0	9,4	11,4	9,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	5,2	5,1	5,4	7,7	5,0
Location	17,1	17,9	16,7	16,9	17,2
Résidence secondaire	15,4	14,5	13,7	10,3	16,1
Résidence principale de parents et amis	30,9	31,8	30,3	34,2	31,4
Résidence secondaire de parents et amis	10,4	10,8	12,7	12,0	10,0
Tente ou caravane	14,4	13,8	13,6	11,2	13,8
Village de vacances	4,4	3,1	4,3	5,1	3,9
Autres (3)	2,2	3,0	3,3	2,7	2,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
A l'étranger	188	172	180,0	180,0	206,0
Selon le genre de séjour :					
Circuit	19,3	16,7	18,6	22,4	16,1
Mer	33,8	33,7	33,5	32,0	34,8
Montagne	6,0	6,5	6,2	8,6	8,9
Campagne	20,0	18,1	17,6	17,6	17,1
Ville	20,9	25,0	24,1	19,4	23,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	22,9	17,6	22,5	37,7	22,2
Location	9,6	6,9	5,8	5,9	7,2
Résidence secondaire	6,6	9,4	10,2	6,2	12,4
Résidence principale de parents et amis	43,5	52,5	45,1	34,0	41,5
Résidence secondaire de parents et amis	4,9	5,0	3,7	3,7	5,2
Tente ou caravane	5,3	4,0	5,3	4,5	5,4
Village de vacances	1,8	1,0	1,9	2,2	1,4
Autres (3)	5,4	3,6	5,5	5,8	4,6
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Population des ménages ordinaires d'après l'enquête : cette estimation, obtenue à partir de l'échantillon nécessairement différent de la population réelle, assure la cohérence des taux de départ.
(2) Pourcentage de personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre de l'année (n - 1) et le 30 septembre de l'année (n).
(3) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-5

Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ

Source : INSEE

%

	1990	1991	1992	1993	1994
TAUX DE DÉPART POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION DES MÉNAGES ORDINAIRES	59,1	59,8	60,0	60,9	62,0
Suivant l'âge :					
0-13 ans	65,1	67,7	67,4	68,9	70,6
14-19 ans	65,2	64,0	65,4	67,7	69,2
20-24 ans	55,3	58,4	57,7	56,4	58,1
25-29 ans	61,1	62,1	60,2	64,0	65,0
30-39 ans	63,2	65,0	66,3	67,5	67,9
40-49 ans	67,1	65,7	63,7	64,6	63,1
50-54 ans	56,2	62,6	60,9	60,5	61,9
55-59 ans	50,6	55,6	54,7	55,0	58,4
60-64 ans	53,9	51,0	55,7	52,2	55,7
65-69 ans	50,4	48,5	48,9	52,0	53,9
70 ans et plus	32,6	33,1	37,2	38,6	39,3
Suivant la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage :					
Exploitants et salariés agricoles	36,3	31,8	30,6	37,0	38,2
Patrons de l'industrie et du commerce	58,2	58,9	62,5	64,3	64,9
Cadres supérieurs, professions libérales	88,2	89,6	89,0	91,7	85,4
Cadres moyens	82,5	81,1	79,8	83,3	83,4
Employés	68,6	67,1	66,2	62,0	66,1
Ouvriers	52,1	55,4	55,8	56,0	56,6
Personnels de service	54,4	52,8	50,8	53,5	56,0
Autres actifs	76,2	72,4	71,4	70,9	74,2
Inactifs	44,0	43,2	45,2	45,6	48,4
Retraités	44,0	43,2	46,3	45,5	48,5
Autres inactifs	43,9	43,6	40,6	46,3	47,6
Suivant la catégorie de commune de résidence principale (1) :					
Communes rurales	45,9	46,7	42,2	47,9	46,5
Agglomérations de moins de 20.000 habitants	55,0	55,3	52,3	55,9	55,8
Agglomérations de 20.000 à 100.000 habitants	61,1	63,3	59,3	56,9	61,0
Agglomérations de + de 100.000 habitants (sauf agglomération parisienne)	64,1	64,3	66,1	67,6	69,1
Agglomération parisienne (sauf ville de Paris)	75,7	79,8	78,7	77,0	79,9
Paris	81,3	79,5	86,1	80,1	83,1
Nombre moyen de journbée pour l'ensemble de la population des ménages ordinaires	27,9	27,3	26,7	26,9	27,3

(1) Selon les délimitations du recensement de 1982 pour les résultats de 1990 et 1991.

TABLEAU E.03-6

Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours et journées à l'étranger selon le pays de destination

Source : INSEE

Pays de destination	1990	1991	1992	1993	1994
Séjours de vacances (millier) :					
Espagne (1)	2 056	1 914	1 968	1 894	2 443
Portugal	1 280	1 018	941	1 115	1 018
Italie	1 037	974	943	824	972
Suisse	317	341	323	317	304
Allemagne, Autriche (2)	763	786	798	753	849
Benelux, Scandinavie	373	508	893	843	773
Îles britanniques	779	743	691	639	538
Grèce	306	360	260	340	277
Autres pays méditerranéens (3)	711	250	399	377	377
Pays de l'Est	249	313	324	310	266
Algérie	229	348	307	300	283
Maroc	745	530	534	544	599
Tunisie	319	278	295	379	557
Autres pays d'Afrique	181	235	290	229	318
Etats-Unis d'Amérique	241	326	311	327	326
Autres pays d'Amérique	269	300	253	377	413
Asie, Océanie	312	494	359	423	393
Total (4)	**10 167**	**9 718**	**9 889**	**9 991**	**10 706**
Journées de vacances (million) :					
Espagne (1)	28,3	27,9	30,6	28,8	37,4
Portugal	28,1	23,8	23,1	26,3	25,2
Italie	16,6	13,0	11,8	10,8	12,3
Suisse	3,4	4,5	3,3	3,1	2,4
Allemagne , Autriche (2)	8,4	8,1	8,0	8,7	9,2
Bénélux, Scandinavie	4,8	6,1	12,6	12,4	8,9
Îles britanniques	10,4	8,1	8,6	7,5	6,0
Grèce	4,4	5,3	3,0	5,1	4,1
Autres pays méditerranéens (3)	13,6	5,4	7,7	7,9	6,6
Pays de l'Est	4,0	4,7	4,6	4,1	5,0
Algérie	7,1	12,5	11,2	10,2	11,0
Maroc	19,8	13,2	14,5	15,8	16,6
Tunisie	4,3	6,6	6,0	8,3	13,6
Autres pays d'Afrique	3,0	4,6	6,1	4,6	8,6
États-Unis d'Amérique	6,1	6,0	6,2	5,7	7,0
Autres pays d'Amérique	4,7	5,7	5,2	6,0	6,7
Asie, Océanie	5,6	7,7	6,2	5,9	7,6
Total	**172,6**	**163,2**	**168,7**	**171,1**	**188,2**

(1) Y compris Andorre.
(2) République fédérale d'Allemagne jusqu'en 1990 inclus.
(3) Autres pays méditerranéens : Monaco, Yougoslavie, Turquie, Liban, Israël.
(4) La différence constatée entre ce total et le nombre de séjours à l'étranger donné au tableau 4 est due aux séjours (à l'étranger) à destination non précisée.

TABLEAU E.03-7

Les vacances d'été

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1990	1991	1992	1993	1994
Nombre de personnes parties en vacances d'été	30,5	30,6	31,9	31,3	32,6
Taux de départ en été [%] (1)	55,4	55,6	55,3	56,7	58,1
NOMBRE DE SÉJOURS DE VACANCES	41,5	42,5	44,0	43,2	44,0
En France	**33,7**	**35,1**	**36,5**	**35,8**	**35,7**
Selon le mode de transport :					
Train	10,1	8,8	8,7	9,4	9,5
Auto	82,9	85,1	84,7	84,0	84,2
Car	2,4	2,5	2,5	2,5	2,1
Avion	3,2	2,2	2,8	2,6	2,7
Autres	1,4	1,4	1,3	1,6	1,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	4,7	5,7	5,5	5,5	4,8
Mer	48,9	45,1	45,4	46,7	46,7
Montagne	14,9	16,1	16,4	15,3	15,7
Campagne	23,5	26,0	24,5	23,9	25,0
Ville	8,0	7,1	8,2	8,6	7,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	7,2	7,7	7,9	7,7	7,4
Location	18,4	16,9	17,7	17,3	17,8
Résidence secondaire	10,0	11,2	9,7	9,6	9,9
Résidence principale de parents et amis	28,9	27,4	27,5	28,3	29,4
Résidence secondaire de parents et amis	10,5	11,6	12,1	12,2	10,7
Tente ou caravane	17,5	17,2	16,4	16,5	17,3
Village de vacances	5,0	4,6	0,7	5,5	4,3
Autres (2)	2,5	3,4	8,0	2,9	3,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
À l'étranger	7,8	7,4	7,5	7,4	8,3
NOMBRE DE JOURNÉES DE VACANCES	711	693	705	686	716
Selon le mois de départ :					
Mai	5,5	6,1	5,7	4,8	5,0
Juin	9,8	6,6	7,2	8,8	8,9
Juillet	44,2	43,9	40,1	41,8	43,7
Août	35,8	38,2	42,5	39,9	37,9
Septembre	4,7	5,2	4,5	4,7	4,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
En France	**560**	**553**	**561**	**543**	**552**
À l'étranger	151	140	144	143	164

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er mai et le 30 septembre de l'année (n).
(2) Y compris auberge de jeunesse.

TABLEAU E.03-8

Les vacances d'hiver

Source : INSEE

Unités : Million
%

	1989-1990	1990-1991	1991-1992	1992-1993	1993-1994
Nombre de personnes parties en vacances d'hiver	14,9	14,9	15,7	15,8	16,7
Taux de départ en hiver [en %] (1)	26,7	26,3	28,9	28,0	29,5
NOMBRE DE SÉJOURS DE VACANCES	21,6	21,5	23,0	23,1	25,2
En France	**18,3**	**18,6**	**19,9**	**19,8**	**21,7**
Selon le mode de transport :					
Train	16,3	16,7	16,4	13,9	14,0
Auto	78,4	77,2	76,5	79,7	79,3
Car	2,3	1,9	2,6	2,7	2,4
Avion	2,9	3,9	3,7	3,2	3,9
Autres	0,1	0,3	0,8	0,5	0,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le genre de séjour :					
Circuit	2,0	2,2	1,8	2,0	1,9
Mer	19,6	18,2	19,4	19,1	19,0
Montagne	31,7	33,6	33,6	34,2	36,6
Campagne	29,8	28,9	28,8	28,2	26,4
Ville	16,9	17,1	16,3	16,5	16,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Selon le mode d'hébergement :					
Hôtel	8,9	7,1	7,5	7,6	7,1
Location	14,2	17,7	13,9	16,2	16,4
Résidence secondaire	13,4	12,9	11,0	11,6	14,5
Résidence principale de parents et amis	44,1	45,1	45,6	45,0	41,9
Résidence secondaire de parents et amis	11,1	10,8	13,7	11,6	11,8
Tente ou caravane	...	...	...	...	1,1
Village de vacances	3,9	3,3	4,0	4,3	4,6
Autres (2)	4,4	3,1	4,3	3,7	2,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
À l'étranger	3,4	2,9	3,1	3,3	3,5
NOMBRE DE JOURNÉES DE VACANCES	202	206	218	219	231
En France	**165**	**174**	**181**	**182**	**192**
A l'étranger	37	32	37	37	39

(1) Pourcentage des personnes parties au moins une fois entre le 1er octobre et le 30 avril.
(2) Y compris auberge de jeunesse, tente et caravane.

TABLEAU E.03-9

Taux d'équipement de loisir par groupe socioprofessionnel du chef de ménage

Année 1994

Source : INSEE. Enquête de conjoncture auprès des ménages — %

Nature de l'équipement	Ensemble des ménages	Agri-culteurs exploitants	Patrons de l'industrie et du commerce	Profes-sions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (1)	Autres actifs	Retraités	Autres inactifs
Résidence secondaire :											
Propriétaire	9,3	4,9	14,9	18,6	9,7	4,5	4,1	5,0	9,9	11,5	4,6
Locataire (à l'année)	0,3	0,3	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,2	–
Disposant à titre gratuit (prêt)	5,2	4,4	6,7	12,5	8,1	6,4	4,1	2,3	9,3	1,6	7,1
Tente	14,6	8,8	15,3	24,6	28,0	17,4	18,1	11,4	24,3	3,7	12,2
Caravane	5,7	3,6	7,9	5,4	7,1	4,9	7,7	3,1	7,7	4,6	2,5
Bateau de plaisance	1,9	–	4,1	5,1	3,1	1,1	1,0	0,9	1,4	1,2	1,4
Ski	12,7	12,6	19,2	33,8	25,8	12,4	9,8	7,9	15,9	3,4	8,3
Planche à voile	3,5	3,0	4,0	13,2	6,5	2,7	1,8	0,8	4,8	0,6	3,4

(1) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.

TABLEAU E.03-10

Bilan financier du tourisme avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Recettes	109 924	133 361	133 417	137 010	137 389	145 076
Dépenses	66 756	73 659	72 675	76 468	81 495	90 789
Soldes	**43 168**	**59 702**	**60 742**	**60 542**	**55 894**	**54 287**

TABLEAU E.03-11

Dépenses des touristes étrangers en France par grande zone

Source : Balance des paiements — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
OCDE	100 573	123 365	123 020	127 095	124 381	130 188
dont : UE	47 610	60 378	58 847	58 642	61 645	65 637
dont : Allemagne (1)	12 393	16 414	16 690	16 544	17 089	17 232
Royaume-Uni	11 300	13 772	13 472	13 173	12 553	14 121
UEBL	5 447	7 561	8 627	9 526	10 539	11 508
Italie	6 627	9 951	7 711	7 886	7 323	7 681
Pays-Bas	4 125	4 379	5 117	4 742	5 027	5 155
Espagne	6 703	6 929	5 689	4 818	4 692	4 879
Portugal	238	405	477	491	519	753
Grèce	146	159	183	271	181	257
Danemark	497	658	643	833	771	966
Irlande	135	144	149	250	203	306
États-Unis-Canada	17 736	18 259	19 511	19 445	18 923	20 622
Hors OCDE	9 351	9 996	10 397	9 915	13 008	14 888
Total	**109 924**	**133 361**	**133 417**	**137 010**	**137 389**	**145 076**

(1) À partir de 1990 y compris ex-RDA.

Chapitre E.04

Jeunesse et sports

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Les vingt premiers sports français en 1995.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs.
2. Centres de vacances d'été, effectifs déclarés à l'accueil.
3. Centres de vacances « Petites vacances »; effectifs déclarés à l'accueil.
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances.
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement.
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations.
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement.
8. Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés.
9. Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés.
10. Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés.
11. Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés.
12. Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés.
13. Licences sportives toutes pratiques confondues.
14. Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs.
15. Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau.
16. Sportifs de haut niveau.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Jeunesse et des Sports.

1. PRÉSENTATION

Jeunesse et vie associative (CVL et CLSH)

Les centres de vacances et de loisirs (CVL) se distinguent en deux types :

— les centres de vacances (CV), qui fonctionnent essentiellement pendant les vacances scolaires et principalement durant l'été, puisque les trois quarts des jeunes sont accueillis dans des séjours d'été (en particulier en juillet). Les effectifs accueillis dépassent le million en 1995 (1 162 100) dont 55 % représentent la tranche d'âges des 6 - 12 ans (636 545).

— les centres de loisirs sans hébergement (CLSH) fonctionnent au fil de l'an (en particulier le mercredi). Bien que l'on ait constaté en 1991 et 1994 deux baisses d'affluence, l'activité d'accueil de ces centres est en croissance (en 1995 : de l'ordre de 4,2 millions dont près 2 millions durant l'été) ce qui montre l'importance du dispositif en France.

Sport

Le premier million de licenciés fut atteint en France en 1945. Depuis cette date, la création d'institutions non olympiques, élargies aux activités non compétitives, le développement du mouvement associatif sportif et du bénévolat couplés avec le décompte des scolaires ont permis d'observer un accroissement considérable du nombre de licenciés. En 1958, les licenciés atteignent les 2,5 millions. De 1960 à 1964, ils dépassent 3,5 millions et 12 millions en 1985, passent le cap des 13 millions en 1991 (13,2 millions) et atteignent 14,5 millions en 1995. Les fédérations olympiques représentent l'essentiel 46,5 % en 1995 et les scolaires 18,3 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données sur les centres de vacances et de loisirs, les différentes formations d'animateurs, etc. sont issues des services déconcentrés (du ministère de la Jeunesse et des Sports) et des services gestionnaires associatifs. Ils font l'objet d'une enquête annuelle.

Les données portant sur les clubs et licences sportifs proviennent de fédérations. Pour l'année 1995, ont été recensés 114 fédérations ou groupements : 29 olympiques, 20 agréés par le ministre chargé des sports mais non olympiques (dont 44 délégataires, 16 non délégataires et 20 groupements multisports et affinitaires), 5 scolaires et universitaires.

3. DÉFINITIONS

Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA)

Pour devenir animateur en centre de vacances il faut suivre une session de formation théorique de 8 jours, un stage pratique (en centre) puis une session de perfectionnement (6 jours).

Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD)

Brevet qui permet de devenir directeur de centre de vacances.

Brevet d'État technicien de l'éducation populaire (BEATEP)

Diplôme de niveau 4, créé en 1988.

Centres de loisirs sans hébergement (CLSH)

Les CLSH sont une structure d'accueil à la journée et sont en général situés sur la commune de résidence du jeune. Ils fonctionnent en particulier le mercredi.

Centres de vacances (CV)

Les CV sont une structure d'accueil des jeunes de 4 à 18 ans, entraînant un hébergement pour la durée du séjour, souvent hors du département.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports apporte une aide aux associations nationales agréées, ainsi qu'aux collectivités locales qui proposent des activités de loisirs et de vacances notamment en direction des jeunes, telles que les séjours en centres de vacances.

Diplôme d'État relatif aux fonctions d'animateur (DEFA)

Diplôme de niveau 3 : il se prépare en cycle continu de 3 ans dans un centre de formation agréé ou en sessions discontinues sur une durée de 3 ans et plus.

Fédération non olympique agréée et délégataire

C'est une association qui passe avec l'État un contrat permanent autorisant l'organisation de championnats et compétitions tout en ne faisant pas partie du programme olympique.

Fédération olympique

Obligatoirement agréée et délégataire, et dont la discipline sportive est incluse au programme des jeux olympiques. Ce programme est international et est réactualisé par le Comité international olympique.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— Ministère de la Jeunesse et des Sports :
Bureau de la coordination et de la modernisation administrative : DAG/8 (section des statistiques).

Sources :

— statistiques annuelles des centres de vacances et de loisirs, ministère de la Jeunesse et des Sports;

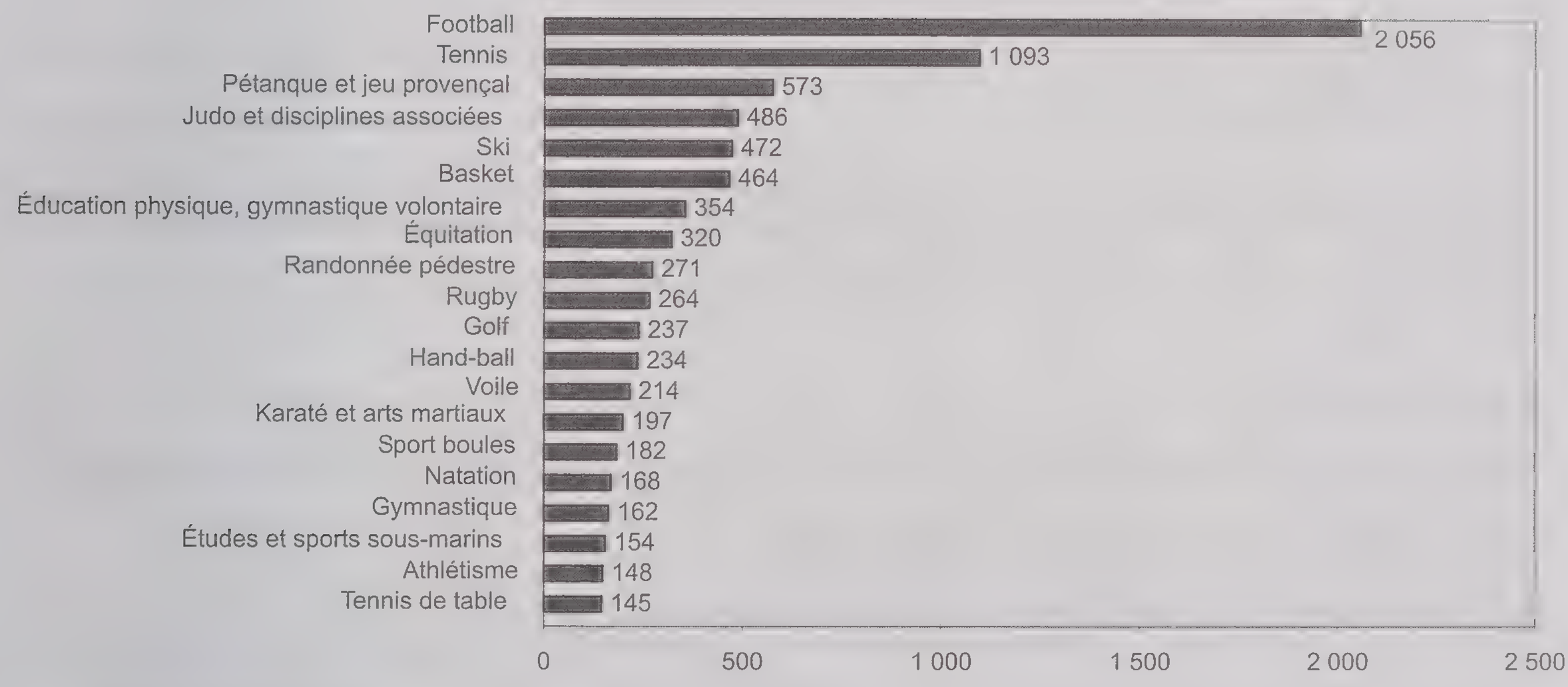
— statistiques annuelles des clubs et licences sportifs, ministère de la Jeunesse et des Sports.

* * *

GRAPHIQUE E.04

Les vingt premiers sports français en 1995

En milliers de licences



Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports

TABLEAU E.04-1

Diplômes d'animateurs socio-éducatifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

Nature du diplôme	Année scolaire					
	1990	1991	1992	1993	1994	1995
D.E.F.A (1)						
Diplômes délivrés	197	222	228	241	278	348
B.E.A.T.E.P (2)						
Diplômes délivrés	44	196	522	672	689	768

(1) D.E.F.A : diplôme relatif aux fonctions d'animateur.
(2) B.E.A.T.E.P : brevet d'État d'animateur technicien de l'éducation populaire.

TABLEAU E.04-2

Centres de vacances d'été (juillet, août, septembre) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports
(Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	20,1	21,1	22,0	22,4	24,2	38,4
Centres de vacances (6-12 ans)	492,9	503,9	514,8	525,4	532,6	636,5
Centres de vacances (12-18 ans)	266,7	269,1	271,5	266,6	265,4	375,1
Camps de scoutisme (6-12, 12-18 ans)	84,0	86,7	89,3	93,2	94,6	112,1
Total	**863,7**	**880,8**	**897,6**	**907,6**	**916,8**	**1 162,1**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances).

TABLEAU E.04-3

Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Printemps et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil (1)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Unité : Millier d'enfants

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Centres de vacances maternels (4-6 ans)	4,8	5,0	5,2	6,2	7,8	9,2
Centres de vacances (6-12 ans)	167,1	174,3	181,5	188,0	201,5	212,3
Centres de vacances (12-18 ans)	87,6	93,1	98,5	99,8	109,4	158,9
Camps de scoutisme (6-12 ; 12-18 ans)	9,0	9,1	9,1	9,2	11,2	12,8
Total	**268,5**	**281,5**	**294,3**	**303,2**	**329,9**	**393,2**

(1) Statistique établie à partir des effectifs présents et contrôlés dans les départements d'accueil (non compris les placements familiaux, ces derniers n'appartenant pas aux centres de vacances). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont participé à un séjour, au cours de la même année.

TABLEAU E.04-4

Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Nature du diplôme	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (B.A.F.D)	2 117	2 028	2 235	4 636	5 607	6 602
Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (B.A.F.A)	38 567	43 263	43 637	44 483	47 982	48 512

TABLEAU E.04-5

Centres de loisirs sans hébergement : encadrement

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre d'unités de direction	27 889	29 430	33 213	35 706	56 016	57 506
DIRECTEURS :						
Diplômes B.A.F.A (1) + B.A.F.D (2)	17 977	18 792	22 460	25 371	35 662	38 587
Stagiaires	9 992	10 741	11 873	14 237	17 129	19 742
Exerçants par dérogation	1 629	1 473	1 810	1 999	3 225	2 810
ANIMATEURS :						
B.A.F.A	89 083	96 672	112 354	128 675	179 945	180 045
Stagiaires	60 218	64 946	76 777	94 082	106 097	106 111
Sans diplôme	51 212	51 105	58 052	66 219	77 327	78 485

(1) B.A.F.A : Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs.
(2) B.A.F.D : Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs.

TABLEAU E.04-6

Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
ORGANISMES DE TUTELLE :						
Municipalités	2 657	2 716	3 316	3 232	3 176	3 336
Associations privées	6 857	6 935	8 732	8 368	7 790	8 808
Comités d'entreprises	307	326	327	289	337	342
Total	**9 821**	**9 977**	**12 375**	**11 889**	**11 303**	**12 486**
IMPLANTATIONS :						
Locaux spécifiques	3 690	3 646	4 843	5 143	5 663	5 721
Locaux scolaires	6 490	7 018	7 588	7 888	6 740	6 896
Autres implantations	5 531	5 590	6 777	6 877	5 551	6 602
Total	**15 711**	**16 254**	**19 208**	**19 908**	**17 954**	**19 219**

TABLEAU E.04-7

Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction de la Jeunesse et de la Vie associative)

Période	Effectifs d'enfants					
	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Mercredi	454 870	411 072	474 916	890 151	594 280	598 820
Semaine sauf mercredi	198 893	209 741	242 316	499 127	202 884	182 035
Février	309 758	337 087	389 440	440 894	413 044	444 121
Printemps	332 808	328 474	379 489	464 413	435 046	432 123
Vacances d'été	1 430 640	1 411 029	1 630 176	1 972 993	1 827 888	1 965 426
Toussaint	283 519	276 793	319 782	369 608	371 714	372 813
Noël	208 307	198 738	229 604	293 047	254 770	278 653
Total (1)	**3 218 795**	**3 172 934**	**3 665 723**	**4 930 233**	**4 099 626**	**4 273 991**

(1) Les totaux correspondent à des effectifs d'enfants accueillis (les entrées-inscriptions). Les enfants sont comptabilisés autant de fois qu'ils ont passé de séjours dans les centres.

TABLEAU E.04-8

Fédérations olympiques : sections de clubs et licenciés

France entière

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Fédération française d'athlétisme	1 819	1 798	1 798	1 743	2 068	135 181	139 311	139 296	142 853	147 931
Fédération française de badminton	587	588	588	712	738	18 550	24 185	31 283	34 101	36 839
Fédération française de base-ball, softball et cricket	235	245	245	252	364	11 342	12 122	13 596	13 300	12 734
Fédération française de basket	4 555	4 556	4 556	4 625	4 697	386 214	432 588	442 281	454 729	464 022
Fédération française de boxe	499	503	503	534	542	13 114	13 974	15 039	15 242	15 435
Fédération française de canoë-kayak	779	705	705	871	757	115 544	112 877	97 612	89 188	94 850
Fédération française de cyclisme	2 607	2 597	2 597	2 634	2 741	91 034	94 230	95 511	98 814	98 945
Fédération française d'équitation	4 066	4 193	4 193	5 201	4 561	225 662	249 869	286 047	299 003	320 029
Fédération française d'escrime	709	705	705	708	710	76 249	90 373	98 686	105 092	106 584
Fédération française de football	21 393	21 588	22 340	22 682	20 529	1 891 199	1 868 360	1 823 922	1 927 242	2 055 610
Fédération française de gymnastique	1 381	1 420	1 420	1 347	1 431	157 583	158 050	168 736	167 200	162 186
Fédération française d'haltérophilie et musculation	586	595	595	500	503	22 251	23 364	22 129	22 938	20 766
Fédération française de handball	2 336	2 297	2 297	2 318	2 316	183 457	183 619	196 434	205 241	233 732
Fédération française de hockey sur gazon	149	155	155	114	114	9 742	10 543	8 396	8 164	8 090
Fédération française de judo et disciplines associées	5 141	5 060	5 164	5 024	5 285	424 391	419 056	450 123	450 067	485 804
Fédération française de lutte	231	228	228	226	219	10 291	9 285	9 588	9 780	10 520
Fédération française de natation	1 238	1 246	1 246	1 251	1 255	143 071	150 122	154 886	159 767	167 929
Fédération française de pentathlon moderne	9	9	9	11	11	222	244	185	235	296
Fédération française de ski	2 239	2 240	2 040	2 063	2 095	561 105	625 683	578 541	531 399	471 536
Fédération française des sociétés d'aviron	269	293	293	303	311	46 602	43 770	43 254	44 135	45 277
Fédération française des sports de glace	236	252	252	256	270	24 570	29 307	34 763	34 776	39 106
Fédération française de taekwondo	236	252	342	406	424	14 570	14 307	19 763	19 776	20 539
Fédération française de tennis	10 024	10 111	10 111	10 000	9 900	1 339 409	1 317 319	1 238 287	1 148 683	1 093 398
Fédération française de tennis de table	4 658	4 589	4 589	4 487	4 503	126 522	132 666	142 557	144 559	145 429
Fédération française de tir	2 168	1 954	1 954	1 965	2 057	125 632	128 392	133 722	137 059	141 532
Fédération française de tir à l'arc	1 484	1 608	1 608	1 546	1 541	34 492	36 800	43 680	48 375	50 073
Fédération française de triathlon	236	352	408	452	480	14 570	14 307	14 763	14 776	14 123
Fédération française de voile	1 339	1 298	1 298	1 236	1 201	169 242	177 254	184 199	203 296	214 254
Fédération française de volley-ball	1 789	1 763	1 763	1 743	1 811	95 515	93 405	89 059	90 431	101 634
Total	**72 998**	**73 200**	**74 002**	**75 210**	**73 434**	**6 467 326**	**6 605 382**	**6 576 338**	**6 620 221**	**6 779 203**

TABLEAU E.04-9

Fédérations non olympiques agréées et délégataires : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Fédération française d'aéromodélisme	541	544	568	557	587	16 349	17 696	18 186	18 458	19 087
Fédération nationale aéronautique	556	555	559	586	602	50 730	49 902	49 366	48 759	47 397
Fédération française d'aérostation	62	65	76	73	73	510	545	558	576	571
Fédération française de ballon au poing	40	40	39	40	40	970	1 015	1 292	1 370	1 484
Fédération française de ball-trap et de tir à balle	553	538	514	539	562	11 180	13 278	14 689	14 596	14 369
Fédération française de billard	553	584	610	652	677	17 393	17 549	18 223	17 601	18 156
Fédération française de boxe française et savate	591	603	615	615	632	30 563	24 605	23 273	24 615	24 500
Fédération française de char à voile	79	72	81	79	83	3 505	4 026	4 726	4 572	7 941
Fédération française de course d'orientation	210	233	236	232	237	48 754	39 110	42 031	29 722	30 975
Fédération française de danse	658	602	600	627	906	35 593	32 475	33 226	36 587	41 242
Fédération française des études et sports sous-marins	1 701	1 782	1 857	1 929	1 931	130 647	147 727	149 250	161 940	154 084
Fédération française de football américain	109	80	155	326	74	4 604	5 010	4 230	4 781	4 685
Fédération française de giraviation	19	15	25	26	32	381	234	341	327	328
Fédération française de golf	878	970	1 038	1 113	1 177	195 194	207 651	216 540	228 066	236 864
Fédération française du jeu de balle au tambourin	50	48	50	51	71	2 011	3 475	3 634	3 874	4 114
Fédération française du jeu de paume	23	22	31	33	35	1 321	1 624	1 931	2 292	2 346
Fédération française de karaté et arts martiaux	3 337	3 308	3 558	3 406	3 280	163 469	168 479	167 030	177 956	196 912
Fédération française de longue paume	44	44	43	42	48	1 550	1 460	1 482	1 481	1 882
Fédération française de la montagne et de l'escalade	771	829	888	897	936	138 730	140 801	138 597	44 230	52 850
Fédération française de motocyclisme	1 047	1 041	1 028	1 039	1 052	31 306	33 227	24 055	25 720	26 399
Fédération française motonautique	155	172	276	276	109	2 574	4 062	3 194	3 194	3 203
Fédération française de parachutisme	328	312	415	404	393	25 284	25 360	30 143	24 956	24 543
Fédération française de pêche au coup	680	724	767	786	785	6 717	6 978	7 905	7 824	8 026
Fédération française des pêcheurs en mer	221	225	214	211	222	13 651	13 785	12 037	12 206	11 727
Fédération française des pêcheurs sportifs	62	66	64	71	83	1 370	1 394	1 562	2 217	2 319
Fédération française de pelote basque	292	300	300	304	305	15 244	15 372	15 750	16 844	18 025
Fédération française de pétanque et jeu provençal	7 788	7 872	7 714	7 765	7 546	486 618	476 840	542 186	581 460	572 665
Fédération française de planeur U.L.M.	257	287	281	316	387	5 802	5 130	5 516	5 816	5 227
Fédération française de «France-Racquetball»	10	7	8	15	12	282	325	397	455	422
Fédération française de roller-skating	314	323	329	323	342	15 585	15 735	15 221	16 217	17 719
Fédération française de rugby à XIII	311	310	308	308	308	30 300	30 100	28 000	26 700	27 550
Fédération française de rugby	1 765	1 859	1 822	1 746	1 754	238 632	244 013	245 771	248 079	264 097
Fédération française de sambo	123	241	298	310	322	7 258	10 233	13 572	15 339	15 850
Fédération française de sauvetage et secourisme	197	225	147	162	189	19 304	19 850	20 094	20 450	20 516
Fédération française de ski nautique	211	214	222	226	223	12 602	12 692	11 908	11 790	10 939
Fédération française du sport automobile	218	215	215	215	212	24 411	24 089	24 993	25 020	25 261
Fédération française du sport boules	3 240	3 279	3 093	3 142	3 534	122 832	113 705	114 760	112 015	182 242
Fédération française de bowling et des sports de quilles	702	792	845	735	754	21 497	23 524	25 288	23 036	23 059
Fédération française de squash	360	336	363	480	418	24 404	21 149	17 153	16 191	16 145
Fédération française de surf	103	113	131	134	127	5 557	5 853	6 660	7 326	6 196
Fédération française de trampoline et sports acrobatiques	111	121	120	120	126	9 212	9 443	10 028	9 886	9 962
Fédération française de twirling bâton	432	412	400	373	371	9 852	9 484	9 443	8 458	8 884
Fédération française de vol libre	436	474	708	747	842	23 524	27 169	31 397	29 467	31 751
Fédération française de vol à voile	176	168	168	169	169	25 137	26 391	26 753	31 791	32 409
Total général	**30 314**	**31 022**	**31 779**	**32 200**	**32 568**	**2 032 409**	**2 052 565**	**2 132 391**	**2 104 260**	**2 224 923**

TABLEAU E.04-10

Fédérations non olympiques agréées : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Fédération française d'Aikibudo et disciplines affinitaires	588	597	640	349	630	19 298	19 100	19 971	21 511	23 145
Fédération française d'Aikido et de budo	723	701	707	682	738	21 439	22 180	22 473	23 691	25 512
Club alpin français	98	102	140	140	159	38 654	70 159	89 561	89 561	91 728
Comité national de skateboard	12	13	25	42	54	208	323	412	816	936
Fédération française de course camarguaise	214	237	288	200	200	1 511	2 031	2 107	1 421	1 385
Fédération française de course landaise	283	331	354	55	59	2 069	3 469	3 637	1 577	1 762
Fédération française de cyclotourisme	2 875	2 943	3 006	2 881	3 077	108 739	111 308	112 715	117 216	117 877
Fédération française de javelot, tir sur cible	118	89	118	119	122	2 727	2 328	2 379	2 457	2 274
Fédération de joutes et sauvetage nautique	73	65	72	75	80	3 168	3 200	3 332	3 471	3 519
Fédération française de randonnée pédestre	1 265	1 068	1 121	1 304	1 514	291 615	257 246	261 009	265 462	271 006
Fédération française de la retraite sportive	177	502	369	572	639	12 523	16 380	16 812	19 249	21 961
Fédération française de shorinjI-kempo	7	11	14	18	20	1 508	2 184	2 916	3 452	3 817
Fédération française de spéléologie	561	586	582	508	874	8 602	7 862	7 791	7 718	7 728
Fédération française des sports de traîneau et ski-pulka	31	38	—	57	85	128	254	—	762	838
Fédération française de Tchouk-ball	49	57	70	57	74	5 816	5 914	2 299	2 299	2 446
Fédération française des arts martiaux Viet-Vo-Dao	177	197	206	104	103	5 785	5 868	6 061	3 443	4 014
Total	**7 251**	**7 537**	**7 712**	**7 163**	**8 428**	**523 790**	**529 806**	**553 475**	**564 106**	**579 948**

TABLEAU E.04-11

Groupements multisports et affinitaires : sections de clubs et licenciés

France entière (TOM et collectrivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Association nationale des centres de ski de fond	6	18	27	27	39	450	1 810	7 342	18 700	24 060
Fédération française du sport adapté	281	412	442	434	505	20 111	19 054	20 564	21 763	25 954
Ligue nationale de crosse-golf du Nord	10	13	14	22	15	265	321	380	442	370
Fédération française de darts	12	97	158	199	204	827	1 211	1 807	2 128	2 405
Fédération française d'éducation physique et de gymnastique volontaire	5 676	5 995	6 078	6 060	6 305	321 306	333 020	312 963	317 597	354 133
Fédération française d'entraînement physique dans le monde moderne	2 220	2 836	2 221	2 592	2 513	138 228	140 387	137 391	151 369	152 215
Fédération de handisport	344	376	325	375	375	11 174	11 306	10 577	11 828	12 135
Fédération françaide de padel	12	20	20	35	38	827	907	1 800	2 000	2 405
Fédération sportive des sourds de France	50	63	62	55	70	2 124	3 521	2 016	2 756	2 690
Fédération française du sport travailliste	256	1 077	253	250	339	30 725	33 375	32 919	31 419	28 520
Fédération nationale du sport en milieu rural	1 299	2 233	1 390	1 365	1 378	65 418	99 171	54 685	98 050	98 230
Fédération sportive et culturelle de France	2 042	1 927	1 946	1 942	2 148	189 879	191 174	193 119	193 595	198 803
Fédération sportive et culturelle Maccabi	47	52	69	67	84	3 235	3 463	1 277	3 388	3 454
Fédération française sportive et gymnique du travail	5 752	4 070	3 723	3 723	3 923	287 605	287 428	233 690	273 724	276 098
Fédération sportive de la Police française	327	352	345	361	360	25 444	27 763	27 144	31 358	27 115
Union des associations d'Archers du Nord	41	27	75	78	78	947	1 541	3 376	3 417	3 456
Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP)	12 503	12 230	10 536	10 167	10 729	444 772	434 398	430 044	356 891	449 138
Unon fédérale du sport en entreprises	564	908	1 114	4 523	4 725	112 051	102 549	147 835	293 129	329 159
Union sportive française de la Fédération de l'Éducation nationale et de la Fonction publique	541	541	555	581	626	23 234	22 637	23 222	23 616	22 543
Fédération française des Clubs omnisports	507	1 211	2 800	2 752	2 770	74 102	212 000	352 270	321 447	322 052
Total	**32 490**	**34 458**	**32 153**	**35 608**	**37 224**	**1 752 724**	**1 927 036**	**1 994 421**	**2 158 617**	**2 334 935**

TABLEAU E.04-12

Fédérations du sport scolaire et universitaire : sections de clubs et licenciés

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	Sections de clubs					Licenciés				
	1991	1992	1993	1994	1995	1991	1992	1993	1994	1995
Fédération nationale du sport universitaire	528	428	572	563	581	59 919	64 198	90 408	94 584	96 256
Union générale sportive de l'enseignement libre	2 429	2 739	3 008	3 038	3 036	681 713	695 300	723 183	723 164	707 133
Union nationale des clubs universitaires	32	42	44	42	42	57 956	42 649	72 348	71 177	73 358
Union nationale du sport scolaire	9 410	8 992	9 455	9 451	9 378	779 443	774 689	862 024	853 401	873 146
Union du sport de l'enseignement du premier degré	13 775	12 964	13 579	13 621	13 855	896 648	877 264	913 183	910 090	922 791
Total	**26 174**	**25 165**	**26 658**	**26 715**	**26 892**	**2 475 679**	**2 454 100**	**2 661 146**	**2 652 416**	**2 672 684**

TABLEAU E.04-13

Licences sportives toutes pratiques confondues

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Fédérations sportives

	1990	*r* 1991	*r* 1992	1993	1994	1995
Fédérations olympiques	6 220 078	6 467 326	6 605 382	6 576 338	6 620 221	6 779 203
Fédérations non olympiques (délégataires ou non)	2 746 804	2 556 199	2 582 371	2 685 866	2 668 366	2 804 871
Groupements multisports et affinitaires	1 360 333	1 752 724	1 927 036	1 994 421	2 158 617	2 334 935
Fédérations du sport scolaire et universitaire	2 500 208	2 475 679	2 454 100	2 661 146	2 652 416	2 672 684
Total	**12 827 423**	**13 251 928**	**13 568 889**	**13 917 771**	**14 099 620**	**14 591 693**

TABLEAU E.04-14

Brevets d'État d'éducateurs sportifs et de cadres sportifs

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Délégation aux formations)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
1 er degré	4 869	6 515	5 940	6 404	6 712	8 002
2 eme degré	263	341	359	824	932	967
3 eme degré	3	3	4	3	5	4
Total	**5 135**	**6 859**	**6 303**	**7 231**	**7 649**	**8 973**

TABLEAU E.04-15

Centres permanents d'entraînement et de formation pour le sport de haut niveau (CREPS - écoles et instituts)

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sections « jeunesse et sports » (et effectif)	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Sections sportives	1 025	1 036	1 192	1 694	1 708	1 748
Centres permanents d'entraînement et de formation	108	150	160	172	181	197
Nombre de spécialités sportives	40	40	41	41	42	42
Effectif	23 012	23 507	29 782	29 837	29 991	33 728

TABLEAU E.04-16

Sportifs de haut niveau

France entière (y compris TOM et collectivités territoriales)

Source : Ministère de la Jeunesse et des Sports (Direction des sports)

Sportifs classés	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Élite A et Espoirs internationaux	3 912	4 385	5 067	5 483	5 618	5 321

Chapitre E.05

Loisirs divers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux.
2. Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux.
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés.
4. Répartition des chiffres d'affaires des produits de la « Française des jeux ».
5. Produit des jeux de casinos.
6. Flotte de plaisance.
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes.
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer.
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.
10. Chasse et pêche fluviale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des Haras, des Courses et de l'Équitation), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et de la Française des jeux.

1. MÉTHODOLOGIE

Courses de chevaux, pari mutuel

Les paris et les jeux d'argent ne peuvent être organisés collectivement qu'avec l'autorisation de la loi.

Les paris sur les courses de chevaux ont été institués sur les hippodromes (PMH) par la loi du 2 juin 1891 modifiée par la loi du 16 avril 1930 relative à l'extension du pari mutuel hors des hippodromes (pari mutuel urbain ou PMU).

Seul le pari mutuel est licite en France.

Les courses de chevaux ont pour but exclusif l'amélioration de la race chevaline. Elles sont organisées par l'intermédiaire de sociétés, qui prennent obligatoirement la forme d'associations sans but lucratif.

Placées sous la tutelle de l'État (ministère de l'Agriculture et de la Pêche) elles doivent, pour fonctionner, obtenir annuellement une autorisation d'ouverture de leurs hippodromes et d'organisation du pari mutuel.

Elles sont régies par le décret n° 83-878 du 4 octobre 1983 et les différentes formes de pari par l'arrêté du 13 septembre 1985, modifié par les arrêtés des 3 novembre 1986, 26 mars 1987, 6 avril 1987, 26 juin 1987, 26 septembre 1988, 31 mai 1989, du 31 août 1990, du 7 mai 1993, du 24 janvier 1994 et du 27 avril 1995.

Loterie

La loi de finances du 31 mai 1933 autorise l'organisation d'une loterie nationale dont les bénéfices seront affectés au soutien de grandes causes (anciens combattants...).

En 1976, il y a eu la création du Loto national.

En janvier 1979, l'État décide la création de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), société anonyme d'économie mixte, devenue le 13 janvier 1989 France Loto et le 12 septembre 1991 La Française des Jeux.

Navigation maritime de plaisance

Les données statistiques de la navigation maritime de plaisance sont établies par le Bureau de la Plaisance du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

En ce qui concerne l'effectif de la flotte, chaque direction des Affaires maritimes a procédé, au cours de l'année 1969, à une mise à jour de ses fichiers des navires de plaisance effectuant une navigation maritime; seules les fiches de navires existants ont été conservées, ce qui a permis de présenter une situation exacte de la flotte de plaisance au 1er janvier 1970, mise à jour chaque année à l'aide des immatriculations constatées, des mutations de propriétés, destructions, ...

D'autre part, la production des bateaux de plaisance est donnée au chapitre K.07 « Construction navale, aéronautique et ferroviaire ».

Pêche en eau douce

Tout pêcheur en eau douce doit, préalablement à toute pratique de la pêche, adhérer à :

— une association agréée de pêche et de pisciculture, s'il pêche à la ligne (pêche de loisir);

— une association agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur le domaine public, s'il pêche aux engins et aux filets dans un but de loisir;

— une association agréée de pêcheurs professionnels, s'il pêche dans un but commercial;

et acquitter auprès de celle-ci un (ou plusieurs timbres-vignettes) correspondant au mode de pêche pratiqué, qu'il apposera sur sa carte de membre de l'association. Ce (ou ces timbres) lui permettent de justifier du fait qu'il a acquitté la taxe piscicole, qui est une taxe annuelle. Cette taxe est reversée au Conseil supérieur de la pêche, dont elle représente l'essentiel des ressources.

Les données qui figurent dans ce chapitre correspondent donc au nombre de timbres vendus au cours de l'année, pour chacune des catégories de pêcheurs citées.

2. DÉFINITIONS

Types de jeux :

• Jeux instantanés

Depuis 1990, La Française des Jeux a procédé au lancement des jeux instantanés suivants :

— Jackpot du 8 janvier 1990 au 30 avril 1991 (10 F);

— Banco le 28 mai 1990 (5 F);

— Coup double du 4 mars 1991 au 30 novembre 1991 (10 F);

— Millionnaire le 30 septembre 1991 (10 F);

— Poker et Black Jack le 15 juin 1992 (10 F);

— Nouveau Tac O Tac le 19 février 1993 (20 F);

— Bingo le 7 juin 1993 (10 F);

— Morpion le 2 mai 1994 (5 F);

— Poker Plus remplace Poker le 6 juin 1994 (10 F);

— Nouvelle formule de Bingo le 19 septembre 1994 (10 F);

— Morpion (10 F) du 13 février 1995 au 11 août 1996;

— La Carte Jeux du 17 octobre 1994 au 18 novembre 1995 (50 F);

— Tac O Tac 4 Jeux le 26 juin 1995 (20 F);

— Goal le 16 octobre 1995 (5 F);

— Solitaire le 6 novembre 1995 (10 F);

— Nouveau Millionnaire le 25 mars 1996 (10 F);

— Vatoo le 23 septembre 1996 (10 F);

— Monopoly le 25 novembre 1996 (20 F);

— Astro le 12 mai 1997 (10 F);

— Nouveau Goal le 30 juin 1997 (5 F);

— Nouveau Millionnaire le 8 septembre 1997 (10 F);

— France 98 le 1er décembre 1997 (20 F).

Astro

Lancé le 12 mai 1997, Astro est un jeu instantané relié à l'univers de l'astrologie. Sa particularité réside dans sa déclinaison en douze tickets de jeux différents, reprenant chacun un des douze signes du zodiaque.

La zone de jeu est identique sur chacun des 12 tickets Astro; elle se compose de cinq étoiles à gratter et d'une case gain. Pour gagner, le joueur doit retrouver deux symboles identiques parmi les cinq découverts sous les cinq étoiles. Il remporte alors la somme indiquée dans la case gain (de 10 F à 70 000 F).

Son prix est de 10 F.

Banco

BANCO a été lancé le 28 mai 1990. Le joueur doit gratter une case sous laquelle apparaît une somme pouvant aller de 5 F à 5 000 F.

Banco est le premier jeu instantané dont les tickets changent régulièrement de couleurs et de motifs. Le prix de vente est de 5 F.

Bingo

BINGO a été lancé le 7 juin 1993. Le 19 septembre 1994, il a fait l'objet d'un second lancement sous une nouvelle formule de jeu. Le joueur doit gratter ses deux séries de 4 jetons, qui sont chacune associées à une grille dans laquelle figurent 7 numéros. Pour gagner, le joueur doit retrouver un des numéros découverts sous les jetons dans la grille correspondante.

Bingo est le premier jeu instantané à proposer un premier gain de 25 F pour un prix de vente de 10 F. Les gains vont de 25 F à 25 000 F.

Black Jack

Black Jack a été lancé le 15 juin 1992. C'est le premier jeu instantané associant le principe d'un score à battre et d'une case gain.

Le joueur doit gratter la surface « VOS JEUX » et la « BANQUE ». Si l'un de ses jeux dans la surface « VOS JEUX » est supérieur à celui de la « BANQUE », il gagne la somme inscrite sous la case « GAIN ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 100 000 F.

Bookmatch

Ce jeu consiste à établir un pronostic sur le nombre de buts marqués au cours de la rencontre par chacune des deux équipes. Il a été créé en 1990, à l'occasion de la Coupe du monde de football.

Un numéro « pactole » permet de doubler les gains. La mise minimum est de 10 F. Bookmatch a été supprimé en 1991.

France 98

Lancé le 1er décembre 1997, le jeu FRANCE 98 présente une caractéristique majeure et tout à fait **novatrice dans la stratégie** de la Française des Jeux. Il s'agit d'un jeu à **caractère événementiel**. En effet, sa durée de vie est limitée aux 8 mois précédant la finale de la Coupe du Monde de football.

Les trois premiers jeux intitulés « MATCH 1, MATCH 2 et MATCH 3 » sont basés sur le principe du score à battre. Si le score de l'équipe du joueur est supérieur à celui adverse, il gagne la somme indiquée dans la case « GAIN » correspondant au match, symbolisée par un ballon.

Dans le quatrième jeu, le joueur doit gratter 5 cases correspondant à la série de tirs au but de son équipe et 5 cases correspondant à la série de tirs au but de l'équipe adverse. Si au total, son équipe a marqué davantage de tirs au but que l'équipe adverse, il gagne la somme inscrite dans la case « GAIN ».

Enfin, le dernier jeu consiste pour le joueur, à découvrir sous une zone grattable représentant un gardien de but dans sa cage, le dessin au trait d'un gardien de but et d'un ballon. Si le but est marqué, c'est-à-dire si le ballon n'est pas entre les mains du gardien de but, le joueur double ses gains acquis aux jeux précédents.

Son prix est de 20 F.

Goal

Lancé le 16 octobre 1995, GOAL est le premier jeu instantané rattaché à un univers sportif. En effet, GOAL se décline en 22 tickets de jeux différents, reprenant chacun le logo et les couleurs du maillot d'une grande équipe de football française. Pour gagner, le joueur doit gratter six ballons sous lesquels il doit découvrir trois sommes identiques.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Le 24 mars 1997, GOAL est relancé sous une deuxième version simplifiée, laissant au joueur le choix entre 4 tickets symbolisant les maillots de quatre équipes différentes. Le 1er juin 1997, la présentation graphique et la mécanique de jeu restent identiques à la seconde version du jeu. En revanche, un nouveau tableau de lots introduit des gains de 5 F jusqu'à 10 000 F dans cette troisième et ultime version.

Keno

KENO a été lancé le 10 septembre 1993. Il s'agit d'un jeu « actif » où le joueur peut choisir ses gains et ses chances de gagner. Toutes ces informations sont disponibles sur le bulletin de jeu. Les tirages KENO sont quotidiens depuis le 19 janvier 1996.

Le 3 mars 1997, le tableau de lot a été modifié afin d'offrir encore plus de choix : pour une mise de 10 F ou de 20 F, le jeu consiste à jouer de 2 à 10 numéros sur une grille qui en comporte 70. Le bulletin de jeu comporte cinq grilles, on joue au choix de 1 à 5 grilles. À chaque tirage, 20 numéros sont tirés au sort. En fonction du montant initial de la mise, du nombre de numéros joués et du nombre de numéros trouvés, le joueur connaît instantanément le montant de ses gains. Il peut ainsi gagner de 20 F à 4 000 000 F.

Le Numéro Jackpot :

Avec le relancement de KENO le 3 mars 1997, le Numéro Jackpot a remplacé le Top KENO.

Chaque grille jouée à 10 F donne droit à un Numéro Jackpot;

Chaque grille jouée à 20 F donne droit à 2 Numéros Jackpot.

Un numéro Jackpot est composé de quatre nombres.

⇨ Si un joueur a les quatre nombres dans l'ordre, il gagne le Jackpot : 100 000 F mis en jeu chaque jour;

⇨ Les trois derniers nombres dans l'ordre permettent de gagner 20 000 F. Dans le désordre, ils rapportent 5 000 F.

La Carte Jeux

La Carte Jeux a été lancée le 17 octobre 1994. C'est un jeu instantané sur lequel plusieurs jeux de la gamme Loterie sont imprimés. Les règles de jeu et les rangs de lots de chacun de ces jeux sont respectés. Toutes les Cartes Jeux sont gagnantes, et il est possible de gagner simultanément sur différents jeux.

L'extérieur de la Carte Jeux est habillé par des illustrations qui changent régulièrement.

Le prix de la Carte Jeux est de 50 F et les gains vont de 10 F à 200 000 F au grattage et de 100 000 F à 1 million à la télévision lorsque le jeu Millionnaire est gagnant « 3 TV » sur la Carte Jeux.

La Carte Jeux a été supprimée le 18 novembre 1995.

Loto 6/49

Lancé en mai 1976 avec un tirage hebdomadaire le mercredi, le Loto a bénéficié dès mars 1984 d'un deuxième tirage hebdomadaire le samedi.

Depuis septembre 1990, il propose à ses joueurs quatre rendez-vous par semaine, avec 2 tirages le mercredi et 2 le samedi. Chaque tirage est effectué par extraction de 6 boules plus une 7e, au hasard d'une sphère contenant 49 boules numérotées de 1 à 49.

Pour participer aux tirages du Loto, il existe 2 types de bulletins de Loto : simple et multiple. Le joueur coche pour le bulletin simple 6 numéros par grille sur 2, 4, 6 ou 8 grilles et pour le bulletin multiple 7, 8, 9 ou 10 numéros. Depuis le 12 octobre 1997, le joueur peut choisir de participer aux deux tirages d'un événement d'une semaine et/ou aux 2 tirages de l'événement suivant sur un même bulletin. La mise minimum est de 8 F pour 2 grilles simples de 6 numéros participants à 2 tirages. Le joueur peut également s'abonner pour 2, 3, 4 ou 5 semaines consécutives ainsi qu'au Système Flash.

Le joueur fait enregistrer son bulletin dans un point de validation informatisé, agréé par La Française des Jeux. Un reçu lui est alors remis contre versement de la mise. Depuis septembre 1992, le joueur a également la possibilité de jouer au Loto sans cocher de bulletin grâce à Système Flash.

Il existe 7 rangs de gain : 3 bons numéros, 3 bons numéros plus le numéro complémentaire, 4 bons numéros, 4 bons numéros + le numéro complémentaire, 5 bons numéros, 5 bons numéros + le numéro complémentaire, 6 bons numéros.

Pronostics sportifs

Afin de contribuer au développement du sport, l'article 42 de la loi de finances du 29 décembre 1984 autorise la création d'un nouveau jeu : le Loto sportif faisant appel à la combinaison du hasard et des résultats d'événements sportifs.

Le 22 avril 1985, a eu lieu le lancement d'un Loto sportif multisports.

Le 27 septembre 1985, le football devient le support exclusif du jeu avec un pronostic sur 16 rencontres.

Depuis le 16 juillet 1988, le jeu consiste à prévoir les résultats de 13 rencontres, dont la liste est communiquée pour chaque événement au *Journal Officiel*. Le joueur coche sur un bulletin, pour chaque rencontre, une des trois cases correspondant au résultat qu'il prévoit (1 : équipe locale gagnante, N : match nul, 2 : équipe visiteur gagnante).

La mise minimum est de 5 F pour un jeu simple. Les bulletins comportant 13, 12 ou 11 bons résultats sont gagnants. Les gains sont doublés si le bulletin comporte le numéro « pactole » compris entre 0 et 9, numéro attribué aléatoirement par le terminal de prise de jeux lors de la validation des bulletins.

Les Matchs du jour viennent compléter les Pronostics Sportifs le 21 juillet 1989 avec une première formule comprenant 1 match du jour, puis 3 matchs du jour à partir du 4 février 1990.

Les joueurs ont la possibilité d'établir un pronostic sur le résultat d'un match ou de plusieurs matchs. Ce pronostic consiste à indiquer le nombre exact de buts marqués par chacune des équipes du match du jour. La mise de base de ce jeu est de 5 F. Les bulletins comportant le numéro « pactole » voient leurs gains doubler.

Loto Foot

Le 2 août 1997, le Loto Sportif est remplacé par le Loto Foot, avec 2 jeux distincts : Loto Foot « Matches » et Loto Foot « Scores » et 3 bulletins différents.

* Loto Foot Matches

Avec des bulletins simples et multiples, les joueurs pronostiquent les résultats des rencontres sur le principe du 1N2 (case 1 : victoire de la 1ère équipe, case N : match nul, case 2 : victoire de la seconde équipe).

Deux possibilités de jeu sont offertes aux joueurs : 1 jeu simple à 5 francs avec une seule case par rencontre; et un jeu multiple de 10 à 1 920 F combinant des doubles/et ou des triples.

* Loto Foot Scores

Sur le bulletin Scores, le joueur pronostique les scores de 5 rencontres et détermine le nombre de buts marqués par chaque équipe (de 0 à 2 buts et plus).

Le joueur a la possibilité de miser 5 ou 10 F.

La mise de 10 F permet de doubler les gains.

Lors de la validation Loto Foot, un numéro compris entre 0 et 9 est attribué de manière aléatoire par le terminal de prise de jeu.

Les gagnants dont le reçu comporte le numéro « pactole » doublent leur gain.

Millionnaire

Lancé le 30 septembre 1991, Millionnaire a fait l'objet de deux relancements : le premier le 25 mars 1996, puis le deuxième le 8 septembre 1997. Désormais de forme rectangulaire et arrondie sur le bord supérieur, le ticket présente en son centre un écran de télévision à gratter et une roue multicolore en contreplan. C'est aussi le premier jeu instantané français qui associe le principe d'un jeu instantané à une émission de télévision.

En grattant l'écran, le joueur découvre six sommes ou symboles. S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 50 000 F). S'il découvre trois symboles TV, il gagne le droit de participer à une émission télévisée au cours de laquelle il détermine son gain (de 100 000 F à 1 000 000 F) en actionnant une roue, qui se compose d'un grand et d'un petit plateau, dans chacun desquels circulent respectivement une boule blanche et une boule jaune. Si la boule blanche détermine le gain (100 000 F, 300 000 F, 500 000 F, 700 000 F et 1 000 000 F), la boule jaune permet pour les sommes de 100 000 F à 700 000 F, de gagner un bonus de 100 000 F supplémentaires, quand elle se stabilise sur l'une des 12 branches de l'étoile.

Son prix est de 10 F.

Monopoly

Lancé le 25 novembre 1996, Monopoly est le premier jeu instantané adapté d'un jeu de société en France.

Il convient pour le joueur de découvrir les lancers de dés et de parcourir en parallèle le plateau de jeu.

Après s'être placé sur la case « Départ », le joueur gratte les dés du « Lancer n°1 ». En suivant le sens de la flèche, il avance du nombre de case(s) indiqué par ce lancer de dés. Il gratte alors la case atteinte et découvre un symbole.

Il renouvelle cette succession de grattages jusqu'au « Lancer n°9 » inclus, au terme duquel 9 symboles sont découverts.

Si le joueur tombe sur l'une des cases « Chance » ou « Caisse de Communauté », il gratte la carte correspondante située au milieu du ticket et suit les instructions. Il continue à jouer à partir de la dernière case grattée sur le parcours.

Quand le joueur découvre une ou plusieurs combinaisons de symboles indiquées dans le tableau de lots, il gagne le ou les gains correspondants.

Son prix est de 20 F.

Morpion 5 F

Morpion à 5 F a été lancé le 2 mai 1994. Comme son nom l'indique, ce jeu est basé sur la mécanique du jeu de morpion. Le ticket comporte une grille de 9 cases (3 × 3) qui constitue la surface de jeu. Pour gagner, le joueur doit découvrir 3 « X » ou 3 « O » sur une ligne horizontale, verticale ou diagonale. Dans ce cas, il gagne la somme indiquée par la flèche correspondant au début de la ligne ou de la diagonale.

Le prix de vente est de 5 F, les gains vont de 5 F à 5 000 F.

Morpion est le premier jeu instantané utilisant une mascotte dans sa campagne de communication, mascotte que l'on retrouve également sur les tickets de jeu depuis le 29 janvier 1996.

Morpion 10 F

Morpion à 10 F a été lancé le 13 février 1995. C'est une déclinaison du jeu Morpion à 5 F sous une formule de jeu à 10 F. Ainsi, l'idée est d'offrir au joueur deux grilles de Morpion pour un prix et un nombre de lots multipliés par deux.

Les tickets de Morpion à 10 F sont imprimés en série limitée, les mascottes figurant sur les tickets changeant régulièrement d'attitude.

Sur les tickets de Morpion à 10 F, il est possible de gagner simultanément.

Morpion 10 F a été supprimé le 2 octobre 1996.

Poker Plus

Poker a été lancé le 15 juin 1992 et est devenu Poker Plus le 6 juin 1994. Pour jouer à Poker Plus le joueur a 6 cartes à gratter. S'il découvre 3 cartes identiques n'importe où sous la surface à gratter, il gagne la somme correspondante inscrite dans le tableau de lots situé sur le ticket. S'il découvre 4 cartes identiques, il double son gain.

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 200 000 F.

Poker Plus a été retiré du marché le 12 mai 1997.

Solitaire

Lancé le 6 novembre 1995 sous une forme octogonale, SOLITAIRE est le premier instantané découpé en France.

Le ticket comporte deux « numéros gagnants » et une zone de jeu qui se compose de 12 billes à gratter. Sous chaque bille apparaissent un numéro et une somme. Les numéros peuvent aller de 1 à 37 inclus.

Si le joueur retrouve au moins l'un des « numéros gagnants » parmi les 12 numéros découverts, il gagne la somme inscrite sous ce numéro.

Il est possible de gagner jusqu'à 4 fois sur un même ticket, en retrouvant plusieurs fois les « numéros gagnants ».

Le prix de vente est de 10 F, les gains vont de 10 F à 50 000 F.

Tac O Tac

Les derniers billets de la loterie traditionnelle ont été vendus fin 1990.

Depuis le 25 janvier 1984, existe un deuxième type de loterie : le Tac O Tac. Le billet de Tac O Tac (10 F) se présente en deux parties : une partie « grattage » qui permet de savoir instantanément si l'on a gagné de 10 à 30 000 F pour un billet de 10 F et une partie avec un

numéro à six chiffres qui fait l'objet d'un tirage hebdomadaire à la télévision (gains de 10 à 400 000 F).

Le 19 février 1993, le tirage est supprimé et Tac O Tac devient un jeu instantané pur.

La quatrième génération de Tac O Tac a vu le jour le 26 juin 1995. Le ticket se présente plié, annonçant sur la couverture ce qu'il propose à l'intérieur : 4 jeux, donc 4 chances de gagner.

— 1er jeu : le joueur doit découvrir 5 numéros et les comparer avec les 5 numéros qui figurent au-dessus. Il gagne lorsqu'il découvre les 2 derniers, les 3 derniers, les 4 derniers ou les 5 mêmes numéros, dans l'ordre ou dans le désordre.

— 2e jeu : si le joueur retrouve 2 sommes identiques parmi les 4 découvertes, il gagne cette somme.

— 3e jeu : identique au 2e jeu.

— 4e jeu : le joueur doit additionner les trois chiffres apparus, et essayer d'atteindre 7, 13 ou 21, ou découvrir trois « 7 ».

Un ticket peut présenter plusieurs jeux gagnants.

Le prix de vente est de 20 F, les gains vont de 20 F à 2 000 000 F.

● Vatoo

Vatoo a été lancé le 23 septembre 1996. Il a rejoint Millionnaire sur le segment des jeux instantanés associés à une émission de télévision.

Pour jouer, il suffit de gratter six billes sous lesquelles le joueur découvre des sommes ou des symboles.

S'il découvre trois fois la même somme, il gagne cette somme (de 10 F à 5 000 F). S'il découvre trois symboles « étoiles », il gagne le droit de participer à une émission télévisée appelée « 55 pour Vatoo » et diffusée sur M6, au cours de laquelle il peut remporter de 10 000 F à 565 000 F et un voyage surprise.

L'émission télévisée associée au jeu n'est plus diffusée depuis le 12 avril 1997.

Son prix est de 10 F.

Prélèvements sur les enjeux

En remplacement de l'ancienne taxe sur les spectacles, les sociétés sont assujetties depuis 1971 à la TVA sur le produit des billets d'entrée (au taux de 20,60 %).

Les enjeux recueillis sur les courses font l'objet :

— de prélèvements proportionnels non fiscaux en faveur de différents attributaires publics et de la société organisatrice, dont les taux ont été fixés, en dernier lieu, par le décret nº 94-1232 du 30 décembre 1995;

— d'un droit de timbre de 4 %;

— d'une taxe additionnelle au droit de timbre de 0,30 %;

— d'un taux de TVA de 20,60 % appliqué sur la part proportionnelle revenant à la société de courses organisatrice.

Des prélèvements supplémentaires progressifs sont opérés sur les rapports dépassant 30 fois la mise. Leurs taux sont fixés par le décret nº 86-357 du 12 mars 1986.

En outre, le produit de l'arrondissement des rapports au décime inférieur sur les réunions des sociétés parisiennes doit être versé au Trésor (art. 18-II de la loi de finances pour 1967).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service des Haras, des Courses et de l'Équitation.

— La Française des Jeux.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction de la Comptabilité publique.

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

  — Centre administratif des Affaires maritimes;

  — Bureau de la plaisance.

Publications :

« La plaisance en quelques chiffres », ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des transports maritimes, des ports et du littoral, bureau de la plaisance et des activités nautiques (annuel).

INSEE :

« Au cœur du monde associatif : les multiadhérents », Heran (F.), *Économie et Statistique,* nº 208, mars 1988.

« Les pratiques de loisirs 20 ans après 1967/1987-1988 », Dumontier (F.), Valdelièvre (H.), *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, nº 3, 1989.

« Les Français font leurs jeux », *INSEE-Première,* nº 270, juillet 1993.

« Les dépenses pour les loisirs depuis 1960 », *INSEE-Première,* nº 306, avril 1994.

« Le milieu associatif de 1983 à 1996 - Plus ouvert et tourné vers l'intérêt individuel », *INSEE-Première,* nº 542, septembre 1997.

Autres publications :

« Les sorties culturelles des 12-25 ans », Guy (J.-M.), Ripon (R.), « L'essor des activités artistiques amateur », Donnat (O.), *Données sociales,* 1996.

* * *

TABLEAU E.05-1

Prélèvements proportionnels applicables sur les courses de chevaux

À compter du 1er janvier 1996

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : en pourcentage des enjeux

Désignation des attributaires	PMH				PMU		
	Départements métropolitains			DOM	Départements métropolitains		
	Paris et Région parisienne (1)		Autres hippodromes	Guadeloupe Martinique	Paris et Région parisienne (1)	Autres hippodromes	
						Plus du quart du réseau PMU	Moins du du quart du réseau PMH
	Paris simples et reports	Autres paris	Tous les paris	Tous les paris	Paris ordinaires	Autres paris	Tous paris
1. Prélèvements non fiscaux fixés par décret (2)							
Sociétés de courses (HT)	9,550	13,600	15,400	15,400	9,550	13,600	15,400
Budget général (3)	—	—	—	—	—	—	—
Comptes spéciaux du Trésor :							
Fonds national des haras et des activités hippiques	2,830	2,480	0,680	0,680	2,830	2,480	0,680
Fonds national pour le développement des adductions d'eau	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260	1,260
Fonds national pour le développement du sport	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090	0,090
Fonds national pour le développement de la vie associative	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070	0,070
Total	**13,800**	17,500	**17,500**	**17,500**	13,800	17,500	17,500
2. Prélèvements fiscaux							
Timbre	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800	3,800
TVA sur prélèvements sociétés (4)	1,967	2,802	3,172	1,463	1,967	2,802	3,172
Total	**5,767**	**6,602**	**6,972**	**5,263**	5,767	6,602	6,972
Total des prélèvements proportionnels	19,567	24,102	24,472	22,763	19,567	24,102	24,472
CRDS (5)	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350	0,350
Total	**19,917**	**24,452**	**24,822**	**23,113**	19,917	24,452	24,822

(1) Paris (Auteuil, Longchamp, Vincennes), Région parisienne (Enghien, Evry, Maisons-Laffitte, Saint-Cloud).
(2) Décret n° 94-1232 du 30 décembre 1995.
(3) À partir de 1995, les prélèvements non fiscaux du Budget général ont été intégrés dans les Comptes spéciaux du Trésor (Fonds national des haras et des activités hippiques).
(4) Décret n° 95-858 du 28 juillet 1995.
(5) Ordonnance n° 99.50 du 24 janvier 1996, art 18.II et 19 (le taux de la CRDS est de 0,5% sur 70% des enjeux, soit 0,35% des enjeux, applicable depuis le 01/02/1996).

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU)	2 685,4	2 416,6	2 418,9	2 321,3	2 241,3	1 958,4

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : million de francs

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Montant des entrées	///	///	66	61	58	55
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	3 510	3 197	2 514	2 280	2 151	1 957
Sommes engagées au pari mutuel urbain	34 851	34 900	34 199	33 866	33 377	34 746
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4 (1)	19 331	19 689	18 856	20 775	20 227 *r*	21 147

(1) En 1991 et 1992, tiercé, quarté + et quinté +. Depuis 1993, tiercé, quarté +, quinté + et 2 sur 4. Depuis 1995, grand 7.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1991	1992	1993	1994	1995	1996
TAC O TAC (1)							
Nombre de tranches	Tranche	52	53	7	///	///	///
Nombre de billets placés	Millier	17 934	21 334	12 731	///	///	///
Placements nets	Million de F	1 650	1 331	117	///	///	///
Lots à payer	»	1 076	798	76	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	286	388	38	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	52	38	3	///	///	///
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO (2) :							
Nombre de bulletins	Millier	615 312	564 460	486 932	496 100	557 000	504 900
Montant des mises	Million de F	14 950	13 848	12 848	12 308	12 418	12 010
Lots à payer	»	7 681	7 108	6 602	6 309	6 427	6 268
Prélèvements non fiscaux	»	6 989	5 442	5 027	4 822	4 840	4 817
dont : Mouvement sportif	»	373	344	445	281	295	273
Prélèvements fiscaux	»	1 141	1 051	980	938	910	925
dont : TVA	»	529	488	382	366	331	334
Prélèvements progressifs	Million de F	174	173	158	155	161	88
Produit des arrondis	»	105	93	82	84	80	61
LOTO SPORTIF :							
Nombre de bulletins	Millier	39 598	36 654	37 456	30 200	33 800	21 300
Montant des mises	Million de F	603	588	581	464	515	450
Lots à payer	»	292	282	305	242	274	246
Prélèvements non fiscaux	»	260	253	220	176	194	169
dont : Mouvement sportif	»	18	176	145	11	12	10
Prélèvements fiscaux	»	42	41	41	33	38	35
dont : TVA	»	17	17	14	11	14	12
Prélèvements progressifs	Million de F	9	12	14	13	8	10
Produit des arrondis	»	0,5	0,3	0,6	0,3	1	—
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :							
Nombre de bulletins	Millier	10 701	8 301	7 091	5 300	5 100	4 300
Montant des mises	Million de F	76	57	47	35	37	30
Lots à payer	»	45	34	28	21	22	18
Prélèvements non fiscaux	»	25	19	16	11	12	10
dont : Mouvement sportif	»	15	11	9	1	1	1
Prélèvements fiscaux	»	5	4	3	2	3	2
dont : TVA	»	2	2	1	1	1	1
Prélèvements progressifs	Million de F	///	—	—	—	—	—
Produit des arrondis	»	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	—
TAPIS VERT (3) :							
Nombre de bulletins	Millier	96 414	96 545	55 699	///	///	///
Montant des mises	Million de F	721	694	393	///	///	///
Lots à payer	»	421	407	264	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	268	257	112	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	31	30	18	///	///	///
dont : TVA	»	25	24	11	///	///	///
JEUX INSTANTANÉS (4) :							
Nombre de tickets placés	Millier	369 715	1 562 197	1 820 270	2 108 859	2 226 410	2 311 000
Montant des placements	Million de F	3 107	13 655	16 585	17 038	18 609	19 282
Lots à payer	»	1 890	8 291	10 142	10 536	11 497	11 839
Prélèvements non fiscaux	»	1 065	4 697	5 629	5 666	6 243	6 484
Dont : mouvement sportif	»	—	—	—	392	446	450
Prélèvements fiscaux	»	151	666	814	836	870	959
Dont : TVA	»	124	543	555	564	572	618
KÉNO (5)							
Nombre de bulletins	Millier	o	o	12 955	28 800	38 300	66 600
Montant des mises	Million de F	o	o	564	1 346	1 473	1 929
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	o	o	353	805	852	1 152
Prélèvements non fiscaux	»	o	o	198	509	582	719
Dont : mouvement sportif	»	—	—	—	31	35	43
Prélèvements fiscaux	»	o	o	13	32	39	58
Dont T.V.A	»	o	o	13	32	39	52

(1) Dernier tirage ancien TAC O TAC le 18/02/1993.
(2) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/94, dernier tirage le 15/06/96, tirage du SUPERLOTO le 15/05/96.
(3) Jeu TAPIS VERT dernier tirage 15/09/1993.
(4) Nouveau TAC O TAC intégré aux jeux instantanés à partir du 05/03/1993. Ancien TAC O TAC arrêté le 18/02/93.
(5) Jeu KENO premier tirage le 16/09/1993.

TABLEAU E.05-2

Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Montant total des prélèvements supplémentaires progressifs (PMH)-(PMU)	2 685,4	2 416,6	2 418,9	2 321,3	2 241,3	1 958,4

(1) Barèmes du décret n° 78-1292 du 29 décembre 1978, modifié par le décret n° 95-1405 du 30 décembre 1995.

TABLEAU E.05-3

Recettes des hippodromes et montant des paris engagés

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service des haras) — *Unité* : million de francs

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Montant des entrées	///	///	66	61	58	55
Sommes engagées au pari mutuel (sur l'hippodrome)	3 510	3 197	2 514	2 280	2 151	1 957
Sommes engagées au pari mutuel urbain	34 851	34 900	34 199	33 866	33 377	34 746
dont : tiercé, quarté +, quinté +, 2 sur 4 (1)	19 331	19 689	18 856	20 775	20 227 *r*	21 147

(1) En 1991 et 1992, tiercé, quarté + et quinté +. Depuis 1993, tiercé, quarté +, quinté + et 2 sur 4. Depuis 1995, grand 7.

TABLEAU E.05-4

Répartition des chiffres d'affaires des produits de « La Française des jeux »

Source : La Française des Jeux

	Unités	1991	1992	1993	1994	1995	1996
TAC O TAC (1)							
Nombre de tranches	Tranche	52	53	7	///	///	///
Nombre de billets placés	Millier	17 934	21 334	12 731	///	///	///
Placements nets	Million de F	1 650	1 331	117	///	///	///
Lots à payer	»	1 076	798	76	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	286	388	38	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	52	38	3	///	///	///
LOTO NATIONAL + LOTO 7 + SUPERLOTO (2) :							
Nombre de bulletins	Millier	615 312	564 460	486 932	496 100	557 000	504 900
Montant des mises	Million de F	14 950	13 848	12 848	12 308	12 418	12 010
Lots à payer	»	7 681	7 108	6 602	6 309	6 427	6 268
Prélèvements non fiscaux	»	6 989	5 442	5 027	4 822	4 840	4 817
dont : Mouvement sportif	»	373	344	445	281	295	273
Prélèvements fiscaux	»	1 141	1 051	980	938	910	925
dont : TVA	»	529	488	382	366	331	334
Prélèvements progressifs	Million de F	174	173	158	155	161	88
Produit des arrondis	»	105	93	82	84	80	61
LOTO SPORTIF :							
Nombre de bulletins	Millier	39 598	36 654	37 456	30 200	33 800	21 300
Montant des mises	Million de F	603	588	581	464	515	450
Lots à payer	»	292	282	305	242	274	246
Prélèvements non fiscaux	»	260	253	220	176	194	169
dont : Mouvement sportif	»	18	176	145	11	12	10
Prélèvements fiscaux	»	42	41	41	33	38	35
dont : TVA	»	17	17	14	11	14	12
Prélèvements progressifs	Million de F	9	12	14	13	8	10
Produit des arrondis	»	0,5	0,3	0,6	0,3	1	–
MATCHES DU JOUR/BOOKMATCHES :							
Nombre de bulletins	Millier	10 701	8 301	7 091	5 300	5 100	4 300
Montant des mises	Million de F	76	57	47	35	37	30
Lots à payer	»	45	34	28	21	22	18
Prélèvements non fiscaux	»	25	19	16	11	12	10
dont : Mouvement sportif	»	15	11	9	1	1	1
Prélèvements fiscaux	»	5	4	3	2	3	2
dont : TVA	»	2	2	1	1	1	1
Prélèvements progressifs	Million de F	///	–	–	–	–	–
Produit des arrondis	»	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	–
TAPIS VERT (3) :							
Nombre de bulletins	Millier	96 414	96 545	55 699	///	///	///
Montant des mises	Million de F	721	694	393	///	///	///
Lots à payer	»	421	407	264	///	///	///
Prélèvements non fiscaux	»	268	257	112	///	///	///
Prélèvements fiscaux	»	31	30	18	///	///	///
dont : TVA	»	25	24	11	///	///	///
JEUX INSTANTANÉS (4) :							
Nombre de tickets placés	Millier	369 715	1 562 197	1 820 270	2 108 859	2 226 410	2 311 000
Montant des placements	Million de F	3 107	13 655	16 585	17 038	18 609	19 282
Lots à payer	»	1 890	8 291	10 142	10 536	11 497	11 839
Prélèvements non fiscaux	»	1 065	4 697	5 629	5 666	6 243	6 484
Dont : mouvement sportif	»	–	–	–	392	446	450
Prélèvements fiscaux	»	151	666	814	836	870	959
Dont : TVA	»	124	543	555	564	572	618
KÉNO (5) :							
Nombre de bulletins	Millier	o	o	12 955	28 800	38 300	66 600
Montant des mises	Million de F	o	o	564	1 346	1 473	1 929
Lots à payer (dont TOP KENO)	»	o	o	353	805	852	1 152
Prélèvements non fiscaux	»	o	o	198	509	582	719
Dont : mouvement sportif	»	–	–	–	31	35	43
Prélèvements fiscaux	»	o	o	13	32	39	58
Dont T.V.A	»	o	o	13	32	39	52

(1) Dernier tirage ancien TAC O TAC le 18/02/1993.
(2) Jeu LOTO 7 premier tirage le 29/03/94, dernier tirage le 15/06/96, tirage du SUPERLOTO le 15/05/96.
(3) Jeu TAPIS VERT dernier tirage 15/09/1993.
(4) Nouveau TAC O TAC intégré aux jeux instantanés à partir du 05/03/1993. Ancien TAC O TAC arrêté le 18/02/93.
(5) Jeu KENO premier tirage le 16/09/1993.

TABLEAU E.05-5

Produit des jeux de casinos (1)

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Millier de francs

	1990/91	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96
Produit brut total	2 400 764,2	3 995 248,5	5 023 602,7	6 068 028,4	7 153 593,5
dont : Casinos autorisés à avoir des machines à sous	1 666 255,3	3 560 128,1	4 651 556,0	5 753 849,0	6 812 832,9
dont : Produit des machines à sous seulement	1 087 606,3	2 875 746,6	3 922 051,9	5 036 098,2	6 136 066,0
dont : Prélèvements des communes	74 333,8	464 663,2	594 116,0	727 014,6	862 161,6

(1) La saison de l'année (n) s'étend du 1er novembre de l'année (n-1) au 31 octobre de l'année (n).

TABLEAU E.05-6

Flotte de plaisance

Situation au 31 août

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Métropole :						
Voiliers	**234 732**	**237 445**	**239 976**	**242 379**	**245 031**	**247 531**
2 tonneaux et moins	129 782	130 847	131 800	132 764	133 907	135 003
Plus de 2 tonneaux	104 950	106 598	108 176	109 615	111 124	112 528
Navires à moteurs	**540 719**	**556 568**	**571 513**	**585 666**	**604 804**	**618 661**
2 tonneaux et moins	432 910	443 157	452 882	462 142	476 148	485 182
Plus de 2 tonneaux	107 809	113 411	118 631	123 524	128 656	133 479
Total des navires	**775 451**	**794 013**	**811 489**	**828 045**	**849 835**	**859 965**
2 tonneaux et moins	**562 692**	**574 004**	**584 682**	**594 906**	**610 055**	**620 185**
Plus de 2 tonneaux	**212 759**	**220 009**	**226 807**	**233 139**	**239 780**	**246 007**
Départements d'outre-mer (1) :						
Voiliers	**2 164**	**2 365**	**2 466**	**2 512**	**2 459**	**2 588**
2 tonneaux et moins	514	357	367	381	403	418
Plus de 2 tonneaux	1 650	2 008	2 099	2 131	2 056	2 170
Navires à moteurs	**8 536**	**10 219**	**10 869**	**11 218**	**12 562**	**13 305**
2 tonneaux et moins	5 938	7 529	7 974	8 170	9 289	9 820
Plus de 2 tonneaux	2 598	2 690	2 895	3 048	3 273	3 485
Total des navires	**10 700**	**12 584**	**13 335**	**13 730**	**15 021**	**15 893**
Territoires d'outre-mer (2) :						
Voiliers	**886**	**944**	**1 021**	**1 086**	**1 148**	**1 204**
2 tonneaux et moins	102	102	102	102	104	104
Plus de 2 tonneaux	784	842	919	984	1 044	1 100
Navires à moteurs	**10 012**	**10 864**	**12 010**	**12 905**	**13 746**	**14 857**
2 tonneaux et moins	7 206	7 764	8 461	9 076	9 702	10 407
Plus de 2 tonneaux	2 806	3 100	3 549	3 829	4 044	4 350
Total des navires	**10 898**	**11 808**	**13 031**	**13 991**	**14 894**	**16 061**

(1) Y compris Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

TABLEAU E.05-7

Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes

Période du 1er septembre au 31 août

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Jauge brute des navires	Voiliers						Navires à moteur					
	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**	Le Havre	Rennes	Nantes	Bordeaux	Marseille	**Total**
1990-1991												
Moins de 2 tonneaux	96	406	120	144	291	**1 057**	1 827	2 058	943	1 425	5 222	**11 475**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	139	49	57	185	**424**	505	556	392	608	1 910	**3 971**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	62	123	75	66	168	**494**	39	108	45	96	450	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	61	88	76	72	294	**591**	27	31	40	41	296	**435**
25 tonneaux et plus	7	6	13	9	40	**75**	2	3	6	10	67	**88**
Total	**270**	**762**	**333**	**348**	**928**	**2 641**	**2 400**	**2 756**	**1 426**	**2 180**	**7 945**	**16 707**
1991-1992												
Moins de 2 tonneaux	89	527	89	71	289	**1 065**	1 898	2 041	966	1 294	4 888	**11 087**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	174	50	54	130	**448**	580	597	362	634	2 014	**4 187**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	53	183	89	61	175	**561**	71	134	82	111	500	**898**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	54	80	72	77	255	**538**	39	31	22	39	289	**420**
25 tonneaux et plus	8	7	19	27	40	**101**	5	8	4	10	70	**97**
Total	**244**	**971**	**319**	**290**	**889**	**2 713**	**2 593**	**2 811**	**1 436**	**2 088**	**7 761**	**16 689**
1992-1993												
Moins de 2 tonneaux	70	508	94	89	192	**953**	1 540	2 001	899	1 104	4 181	**9 725**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	67	199	78	76	115	**535**	527	616	339	639	1 858	**3 979**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	33	86	72	75	154	**420**	69	90	66	99	476	**800**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	50	104	52	74	277	**557**	30	39	22	26	249	**366**
25 tonneaux et plus	7	9	8	13	29	**66**	4	5	2	10	54	**75**
Total	**227**	**906**	**304**	**327**	**767**	**2 531**	**2 170**	**2 751**	**1 328**	**1 878**	**6 818**	**14 945**
1993-1994												
Moins de 2 tonneaux	110	392	147	78	237	**964**	1 349	1 818	806	1 147	4 140	**9 260**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	82	183	76	106	118	**565**	506	620	328	652	1 652	**3 758**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	80	51	42	103	**319**	67	79	61	106	402	**715**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	48	85	60	72	225	**490**	21	41	20	35	203	**320**
25 tonneaux et plus	9	3	12	16	25	**65**	3	3	6	18	70	**100**
Total	**292**	**743**	**346**	**314**	**708**	**2 403**	**1 946**	**2 561**	**1 221**	**1 958**	**6 467**	**14 153**
1994-1995												
Moins de 2 tonneaux	175	315	222	106	325	**1 143**	1 200	1 550	791	936	3 649	**8 126**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	44	171	63	112	104	**494**	533	712	354	653	1 546	**3 798**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	43	89	83	64	147	**426**	68	97	47	95	431	**738**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	49	73	62	70	253	**507**	29	26	16	24	209	**304**
25 tonneaux et plus	10	7	6	15	44	**82**	3	4	3	21	58	**89**
Total	**321**	**655**	**436**	**367**	**873**	**2 652**	**1 833**	**2 389**	**1 211**	**1 729**	**5 893**	**13 055**
1995-1996												
Moins de 2 tonneaux	154	373	124	121	324	**1 096**	1 092	1 551	624	860	3 014	**7 141**
2 tonneaux à moins de 5 tonneaux	40	145	63	112	99	**459**	505	647	300	609	1 579	**3 640**
5 tonneaux à moins de 10 tonneaux	39	103	50	53	136	**381**	63	97	71	112	409	**752**
10 tonneaux à moins de 25 tonneaux	38	74	57	76	251	**496**	24	20	16	24	214	**298**
25 tonneaux et plus	5	9	8	21	25	**68**	4	2	3	19	83	**111**
Total	**276**	**704**	**302**	**383**	**835**	**2 500**	**1 688**	**2 317**	**1 014**	**1 624**	**5 299**	**11 942**

TABLEAU E.05-8

Immatriculation des navires de plaisance (1). Départements et territoires d'outre-mer

Période annuelle du 1er septembre 1995 au 31 août 1996

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

	Moins de deux tonneaux			Plus de deux tonneaux			Total
	Voiliers	Moteurs	**Total**	Voiliers	Moteurs	**Total**	**général**
DOM							
Martinique	11	206	**217**	49	74	**123**	**340**
Guadeloupe	3	231	**234**	64	71	**135**	**369**
Guyane	—	44	**44**	1	17	**18**	**62**
Réunion	1	37	**38**	—	34	**34**	**72**
Saint-Pierre-et-Miquelon (2)	—	13	**13**	—	16	**16**	**29**
Total	**15**	**531**	**546**	**114**	**212**	**326**	**872**
TOM							
Nouvelle-Calédonie	—	697	**697**	30	115	**145**	**842**
Polynésie française	—	8	**8**	26	91	**117**	**125**
Total	**—**	**705**	**705**	**56**	**206**	**262**	**967**

(1) Non compris embarcations locales : canots à rame pour la Guadeloupe, pirogues pour la Guyane, yoles et gommiers pour la Martinique, barques locales pour la Réunion, doris pour Saint-Pierre-et-Miquelon.
(2) Collectivité territoriale.

TABLEAU E.05-9

Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions.

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Nature des événements	1990		1993		1994		1995		1996	
	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues	Nombre d'événements	Nombre de personnes mortes ou disparues
Abordages	29	4	34	2	25	1	25	4	19	—
Échouements	—	—	411	2	395	3	401	1	380	—
Heurts	335	—	32	4	19	—	26	—	25	—
Chavirements	163	18	166	15	160	12	190	24	175	21
Incendies, explosions	46	—	61	—	67	—	47	—	42	—
Voies d'eau (envahies par l'eau)	139	—	180	1	158	—	113	—	142	5
Disparitions inexpliquées	14	29	15	26	23	17	27	12	19	23
Pannes et avaries	995	3	1 651	2	1 941	4	1 866	5	1 835	—
Hommes à la mer	53	27	45	26	59	30	79	34	69	31

TABLEAU E.05-10

Chasse et pêche fluviale

Sources : Office national de la chasse.
Conseil supérieur de la pêche

	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996
CHASSE (1)							
Permis délivrés [en milliers] (2)	2 016,5	1 689,2	1 628,3	1 602,8	1 576,4	1 534,2	1 524,5
PÊCHE FLUVIALE							
Pêcheurs aux engins et aux filets sur le domaine public :							
Amateurs	15 045	11 609	8 187	8 263	7 975	8 056	7 859
Professionnels	///	962	751	727	730	728	717
Pêcheurs à la ligne :							
Associations agréées	4 110	4 000	4 061	4 050	4 058	4 073	4 084
Permis délivrés [en milliers] (3)	2 359,4	1 875,0	1 797,1	1 765,0	1 772,4	1 804,1	1 755,5

(1) Campagnes sur deux années.
(2) Permis départementaux et nationaux. Validations et validations complémentaires ; période de juillet de l'année n - 1 à juin de l'année n.
(3) Timbres piscicoles (taxe de base, complète, jeunes, vacances, plan d'eau).

F

Enseignement, formation, recherche

Chapitre F.01

Enseignement et formation

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Schéma, graphique et tableaux.

Schéma, graphique et liste des tableaux :

Schéma du système éducatif.

Graphique. Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement.

1. Effectifs d'élèves d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1996.
2. Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé).
3. Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1996.
4. Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1996.
5. Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe.
6. Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1996.
7. Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1996.
8. Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe.
9. Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe.

(Suite au verso).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, Direction de l'Évaluation et de la Prospective, du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

10. Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe.

11. Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1990-1996.

12. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1996.

13A. Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1986-1994.

13B. Candidats présentés et admis aux baccalauréats en 1994, 1995 et 1996.

14. Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1996.

15. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole.

16. Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité : nombre d'écoles, effectifs et diplômes.

17A. Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan des formations.

17B. Dépense globale de formation professionnelle continue (y compris apprentissage).

18. Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe.

19. Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif.

20. Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1996.

21 Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe.

22. Effectifs des classes supérieures par niveau et par sexe.

23. Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé).

24. Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

25. Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille.

26. Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur.

27. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves.

28. Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

29. Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés.

30. La dépense globale d'éducation.

31. La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1996.

1. PRÉSENTATION

Les élèves et les étudiants

La population des élèves, des apprentis et des étudiants, en 1996-1997 en France métropolitaine, représente 25,3 % de la population totale et près de 91,5 % des jeunes de 2 à 22 ans.

Globalement pendant la dernière décennie, la population scolaire et universitaire s'est accrue de 680 000 élèves, apprentis ou étudiants (Agriculture et Santé comprises), alors que la population des 2-22 ans diminuait de plus d'un million d'individus. C'est ainsi que le poids des scolaires par rapport aux 2-22 ans, pendant cette période, a augmenté de près de 10 points.

La combinaison de l'évolution démographique et de l'augmentation de la fréquentation scolaire, au-delà de l'âge de 16 ans, aboutit à des variations de population scolaire par degré ou type d'enseignement assez contrastées :

— diminution dans les écoles, dans les collèges et les lycées professionnels;

— augmentation très sensible dans les lycées d'enseignement général et technologique et surtout dans l'enseignement supérieur.

Ces mouvements ont eu lieu dans le contexte de :

— l'extension de la préscolarisation;

— la diminution des redoublements principalement dans l'élémentaire;

— le renforcement de l'accès en classes terminales entraînant des poursuites plus fréquentes dans l'enseignement supérieur.

Ces phénomènes, caractérisant les dix dernières années, laissent place actuellement plutôt à la stabilité.

Les personnels de l'Éducation nationale

Les personnels enseignants (enseignement privé compris) et les personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de services forment environ 6 % de la population active totale.

De 1990 à 1996, le nombre d'enseignants de l'enseignement public a augmenté de 7,3 %.

Au 1er janvier 1996, près de 1 073 500 personnes (hors personnels de la Recherche) sont rémunérées par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie. Cet effectif a progressé de 0,4 % en un an. Les établissements du second degré emploient 55 % des agents.

Un peu moins des trois quarts de ces personnels sont des enseignants. Leur effectif s'est accru de 0,7 % en un an. 49 % de ces derniers exercent dans le second degré et 39 % dans le premier degré. Les non-enseignants – hors ceux dans le premier degré qui sont rémunérés par les communes – se répartissent principalement dans les établissements du second degré (72 %), puis de façon équivalente entre les établissements du supérieur (15 %) et l'administration centrale ou les services extérieurs (12 %).

Le budget et le compte de l'éducation

Le budget de l'Éducation nationale en 1996 représentait 20,5 % du budget de l'État et 4 % du produit intérieur brut (PIB).

En 1996, la dépense intérieure d'éducation - 578,4 milliards de F- qui totalise la contribution des divers agents économiques – État, collectivités territoriales, autres administrations publiques, entreprises et ménages – représentait 7,4 % du PIB.

Le compte économique de la formation professionnelle continue

La dépense totale consacrée à la formation professionnelle par l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les ménages a atteint 130,6 milliards de F en 1995 soit 1,7 % du PIB. Cette dépense peut se ventiler comme suit : 62,4 milliards de F (48 %) vont aux coûts de fonctionnement, 8,1 milliards de F aux activités annexes, 58,1 milliards de F aux coûts induits (45 %) qui concernent la rémunération des stagiaires ainsi que les exonérations de charges sociales, 2 milliards de F à l'équipement. La part de l'État représente 42,8 %, celle des entreprises, 38,9 %. Les régions deviennent le troisième financeur avec 8,1 % devant l'UNEDIC (5,7 %). Les parts des autres administrations publiques et des ménages s'élèvent respectivement à 2,8 % et 1,7 %.

Les examens et les sorties du système éducatif

En 1996, le taux de succès global aux baccalauréats (admis/présentés) a été de 76,2 % et près de 61,3 % d'une génération sont devenus bacheliers.

La part d'une génération accédant au niveau des classes terminales de lycées de l'Éducation nationale était de 34 % en 1980-1981 et de 63,6 % en 1996-1997 (68,3 % toutes voies de scolarisation confondues).

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les jeunes sortant sans diplôme sont deux fois moins nombreux au début des années quatre-vingt-dix qu'à la fin des années soixante-dix.

Dans le même temps, les jeunes obtiennent des diplômes professionnels et technologiques plus élevés : moins de sortants diplômés des CAP et BEP et davantage de diplômés des baccalauréats technologiques et professionnels ainsi que des BTS et DUT.

Parallèlement, les sortants diplômés de l'enseignement supérieur long sont en 1995 deux fois et demie plus nombreux (138 000) qu'à la fin des années soixante-dix (53 000).

L'insertion professionnelle des jeunes

En début de carrière, l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif. Ainsi, en 1997, les jeunes sortis du système éducatif depuis 1 à 4 ans sans diplôme sont 32 % à occuper un emploi, 38 % à être chômeurs et 30 % à être inactifs ou au service militaire; pour les jeunes sortis avec un diplôme d'une école supérieure ces pourcentages sont respectivement de 72 %, 14 % et 14 %. Après une période qui va de 5 à 10 ans, pour les sans diplôme la répartition est 54 %, 25 % et 21 % et pour les diplômés d'une école supérieure 92 %, 4 % et 4 %.

Pour les jeunes ayant un emploi, leur situation professionnelle est aussi fortement dépendante du niveau de leur formation et du temps écoulé depuis leur sortie du système éducatif.

On sait par ailleurs que les probabilités d'accès à un poste de cadre, d'enseignant, de chef d'entreprise ou à

une profession intermédiaire restent, cependant, marquées par le milieu social d'origine : par exemple, parmi les titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur long, un enfant de cadre ou d'enseignant a une probabilité d'accéder à un tel poste supérieure de dix points à celle d'un enfant d'ouvrier. Les disparités d'insertion entre jeunes hommes et jeunes femmes sont à peu près aussi importantes que celles associées à l'origine sociale.

En 1995, sur 217 000 stagiaires en actions de formation alternée, 132 000 environ étaient pris en charge par les conseils régionaux, soit 61 % de l'effectif total. Les actions de formation préqualifiantes représentent près de 57 % des effectifs, en baisse de 10 % par rapport à 1994, tandis que les actions qualifiantes s'accroissent de 15 % en raison de la hausse du niveau des entrants, élargissant le champ des bénéficiaires.

L'ensemble de ces actions représente, en 1995, un coût global de 5,3 milliards de F, pour l'État et les Régions, incluant la dotation de décentralisation de 2,4 milliards de F versées aux conseils régionaux. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 2,3 milliards de F, la rémunération à 1,9 milliard de F et l'accompagnement à 1,1 milliard de F.

2. MÉTHODOLOGIE

Les élèves et les étudiants

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves, d'apprentis ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la gestion de la scolarité (c'est le cas particulièrement pour les établissements publics d'enseignement) ou par enquêtes statistiques exhaustives (pour les autres établissements). Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées quelques jours après la rentrée, dès que la situation s'est stabilisée; pour les étudiants, l'observation est plus tardive car les inscriptions se déroulent en partie après la rentrée universitaire.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Les données figurant dans les tableaux sur les personnels résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paie.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1996. Ne sont pas compris les enseignants des établissements privés, ni les personnels appartenant à certains établissements publics sous tutelle du ministère (ONISEP, CEREQ, INRP, CNED...). Les rubriques budgétaires prises en compte ici sont celles présentes sur la nomenclature d'exécution de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Les enseignants : instituteurs, professeurs des écoles et autres enseignants du premier degré chargés de classe, directeurs d'écoles et psychologues déchargés de classe; enseignants du second degré, non compris le personnel de direction et d'éducation (chefs d'établissement, conseillers d'éducation, maîtres d'internat, surveillants d'externat); enseignants du supérieur (hors IUFM); enseignants et élèves-enseignants des établissements de formation (y compris IUFM).

Les non-enseignants : personnels exerçant des fonctions d'inspection, de direction, d'éducation, de surveillance, d'orientation, ATOSS (personnels administratifs, techniques, ouvriers, de services et de santé).

Les établissements : le personnel des établissements de formation du supérieur (Écoles normales supérieures, École nationale des chartes, École nationale des bibliothécaires, Instituts universitaires de formation des maîtres) est compté dans la rubrique « Établissements de formation ». La rubrique « Administration centrale et services extérieurs » comprend le personnel de l'administration centrale, des rectorats et des inspections d'académie, les inspecteurs généraux, les personnels d'inspection et conseillers d'administration scolaire et universitaire en stage à l'administration centrale et les personnels en fonction au ministère de la Jeunesse et des Sports et rémunérés au titre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte de l'éducation

Le compte de l'éducation est le résultat de traitements d'un nombre important d'informations selon la méthodologie générale des « comptes satellites » de la comptabilité nationale. Les sources sont : les documents budgétaires, les comptes financiers des établissements et des collectivités territoriales, les résultats d'enquêtes exhaustives (sur la taxe d'apprentissage) ou par échantillon (dépenses des ménages), pour ne citer que les principales.

Le compte économique de la formation professionnelle

Le compte économique est élaboré annuellement (depuis 1987) suivant une méthodologie qui tend vers celle des comptes satellites de la comptabilité nationale. Il présente de façon détaillée l'ensemble des flux financiers relatifs à la formation professionnelle. L'approche retenue est celle du financeur final qui permet de restituer une image des circuits financiers où le décideur ultime de l'affectation des ressources apparaît.

Les données financières « Dépense globale de formation professionnelle contine » (tableau F01-18) sont issues du compte économique de la formation professionnelle. Quelques révisions ont abouti à des modifications dans toute la série longue 1987-1994 de l'édition précédente.

En raison d'approfondissements méthodologiques actuellement en cours , le compte devrait être stabilisé dans le courant de l'année 1998.

Les examens et les sorties

Les données sur les examens du second degré (brevet de technicien également) sont issues des jurys d'examens; pour les diplômes du supérieur l'information est recueillie auprès des universités et établissements habilités à les délivrer.

En ce qui concerne les sorties du système éducatif, les estimations de flux de sortie publiées dans les éditions précédentes dénombraient des interruptions d'inscription à la fin de chaque année scolaire. Or environ 150 000 jeunes reprennent une formation chaque année depuis 1991; ceux-ci ont, par le passé, quitté une première fois le système éducatif et ils en sortiront une seconde fois à l'issue de cette reprise de formation. Pour pouvoir comparer les flux de sortie aux emplois existants, il importe de compter une seule fois chaque personne.

L'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de calculer des sorties sans doubles comptes, et de les répartir par diplôme ou niveau de formation.

Ces calculs sont faits par niveau de formation suivant la nomenclature en six postes (cf. définitions).

La formation professionnelle continue (FPC)

L'organisation de la formation professionnelle continue découle d'une série de lois, en particulier de celles du 16 juillet 1971 (texte fondateur), du 7 janvier 1983 (loi de décentralisation) et du 24 février 1984 (réforme du congé individuel, et formation des jeunes en alternance) et les lois du 31 décembre 1991 et du 17 juillet 1992.

Le système comporte trois types d'intervenants principaux : les régions, ayant depuis 1983 compétence de droit commun en matière de FPC, l'État conservant des attributions réduites aux priorités nationales et les entreprises consacrant l'essentiel de leurs moyens financiers à la formation de leurs salariés.

La formation professionnelle continue financée par l'État

L'État finance tout ou partie d'une série de formations, les financements correspondants étant inscrits pour la plus grande part au budget des ministères du Travail et des Affaires sociales (Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale, Fonds national de l'emploi pour partie) et de l'Éducation nationale. Ces crédits ne comprennent pas ceux inscrits aux budgets des différents ministères pour la formation de leur propre personnel.

Les principaux moyens budgétaires d'intervention de l'État sont les suivants :

— fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS);

— le fonds national de l'emploi (FNE);

— l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA);

— le conservatoire national des arts et métiers (CNAM);

— le centre national d'enseignement à distance (CNED).

La formation professionnelle continue financée par les entreprises

La loi du 16 juillet 1971 fait obligation à toutes les entreprises de 10 salariés et plus de consacrer au moins 1,1 % de leur masse salariale à la formation continue. La loi du 31 décembre 1991 a étendu cette obligation à l'ensemble des entreprises. Les entreprises sont donc aujourd'hui tenues d'honorer un certain nombre d'obligations financières : 1,5 % pour les entreprises de 10 salariés et plus (2 % pour les entreprises de travail temporaire); 0,15 % pour les entreprises de moins de 10 salariés; 0,10 % pour le financement des contrats en alternance des entreprises de moins de 10 salariés, 1 % pour le financement du congé individuel de formation des salariés sous contrat à durée indéterminée; 0,15 % pour les travailleurs indépendants, membres des professions non salariées ou professions libérales.
Les entreprises peuvent s'acquitter de cette participation en finançant directement des formations au bénéfice de leur personnel (dans le cadre du plan de formation, d'un engagement de développement de la formation professionnelle avec l'État, du congé individuel de formation) ou par des versements libératoires obligatoires ou facultatifs (cotisations versées par l'entreprise aux organismes collecteurs agréés au titre de l'alternance, au titre du congé individuel de formation, au titre du plan de formation ou à un fonds d'assurance formation non salariée).

La formation professionnelle continue financée par les conseils régionaux

La loi du 7 janvier 1983 portant transfert de compétences aux collectivités territoriales a prévu le transfert aux régions d'une compétence de droit commun en matière de formation professionnelle et d'apprentissage. Ce transfert a été réalisé le 1er juin 1983.

Dès lors, une grande partie des actions de formation professionnelle continue, autrefois prises en charge par l'État, sont passées dans le champ de compétence des régions, sous la forme de conventions de formation professionnelle (ouvrant droit ou non à rémunération des stagiaires).

Par la loi du 20 décembre 1993 (décentralisation de la formation professionnelle des jeunes), l'État transfère aux régions, durant la période quinquennale de la loi, les moyens qu'il consacre aux actions de formation professionnelle des jeunes sortis du système scolaire sans qualification.

L'enseignement dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

L'enseignement technique agricole comprend des formations générales, technologiques et professionnelles, qui sont mises en place dans des lycées d'enseignement général et technologiques agricoles (LEGTA) et dans des lycées professionnels agricoles (LPA) pour le secteur public. Des formations semblables existent dans des établissements d'enseignement agricole privés sous contrat.

La plupart des diplômes peuvent être préparés par :

— la formation scolaire;

— l'apprentissage;

— la formation professionnelle continue;

— l'enseignement à distance.

Pour de nombreux diplômes et lorsque les textes réglementaires le permettent, la préparation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage peut se faire par unités capitalisables.

La voie professionnelle

L'enseignement se prépare principalement dans des lycées professionnels agricoles publics et dans des établissements privés de même niveau.

Les classes de 4e et 3e préparatoires sont destinées à orienter les élèves vers un CAPA ou un BEPA. Les classes de 4e et 3e technologiques sont destinées aux élèves qui souhaitent bénéficier d'un enseignement général et technologique ou professionnel permettant une poursuite d'études soit vers une seconde générale et technologique soit vers une seconde professionnelle conduisant au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA) soit vers un CAPA.

Les classes de BEPA ont deux finalités :

— l'une de qualification professionnelle et d'insertion professionnelle;

— l'autre de poursuites d'études au niveau IV soit vers un BAC professionnel, un brevet de technicien agricole (BTA) ou un BAC technologique.

Le baccalauréat professionnel se prépare en deux ans pour les titulaires du BEPA et du CAPA. Ce diplôme permet l'insertion professionnelle mais aussi une poursuite d'études vers le BTSA.

● **Les voies générale et technologique**

Préparées principalement dans les lycées d'enseignement général et technologique agricoles ainsi que dans les établissements privés d'enseignement agricole habilités, ces formations conduisent en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges ou en deux ans après un BEPA ou une seconde générale et technologique :

— soit vers le brevet de technicien agricole (BTA);

— soit vers le baccalauréat technologique de la série STAE (sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement) ou STPA (sciences et technologies du produit agroalimentaire).

La voie générale complète peut conduire en trois ans les jeunes issus du cycle d'orientation des collèges vers le baccalauréat général de la série scientifique.

Les lycées d'enseignement général et technologique agricoles et les établissements privés de même niveau permettent aussi l'accès aux formations du premier cycle d'enseignement supérieur.

Peuvent être admis en classe préparatoire au brevet de technicien supérieur agricole (deux ans d'études) :

— les titulaires du brevet de technicien agricole, du baccalauréat technologique et du baccalauréat professionnel de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série scientifique de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole;

— les titulaires du baccalauréat général de la série ES (économique et sociale) et des baccalauréats technologiques de l'éducation nationale pour entrer dans certaines options du BTS agricole.

Des arrêtés précisent la liste des baccalauréats et des brevets de technicien du ministère de l'éducation nationale donnant accès aux formations du brevet de technicien supérieur agricole (BTSA).

Les classes préparatoires aux écoles nationales supérieures agronomiques et agroalimentaires et aux écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles (deux ans de préparation), sont accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Les classes préparatoires aux écoles nationales vétérinaires (un an de préparation), sont de la même façon accessibles aux titulaires du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence.

Peuvent être admis en classe préparatoire aux ENITA, ENSA, ENV (en un an), les titulaires d'un BTSA, de certains BTS ou de certains DUT dont biologie appliquée.

L'insertion professionnelle des jeunes

Les informations sur l'insertion professionnelle des jeunes (tableau F.01-19) sont tirées des enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE. La définition du chômage est celle du « Bureau international du travail ».

3. DÉFINITIONS

Apprentissage

Il a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA)

Cette association, régie par la loi de 1901, subventionnée par l'État, organise principalement des formations longues (en général six mois à temps plein) pour des demandeurs d'emploi, au niveau CAP, mais aussi des stages en faveur de salariés, au titre du congé individuel de formation ou du plan de formation d'entreprise.

Centre national d'enseignement à distance (CNED)

Dépendant du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le CNED est un établissement principalement chargé d'assurer un enseignement par correspondance à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qui s'étend aux formations universitaires ainsi qu'à la présentation des concours administratifs.

Ces formations intéressent non seulement des personnes en situation de formation initiale mais également un grand nombre de personnes engagées dans la vie active.

Champ géographique

Le champ géographique pris en compte est celui de la France métropolitaine, sauf indication contraire.

CIPPA-MOREA

Cycle d'insertion professionnelle par alternance et module de représentation d'examen par alternance.

Classe

Le terme « classe », dans le premier degré, correspond normalement à un groupe d'élèves scolarisés au même niveau pendant une année scolaire. Dans l'enseignement élémentaire, la classe s'identifie au cours (cours préparatoire, cours élémentaire 1re ou 2e année, cours moyen 1re ou 2e année); ces classes peuvent être appelées « classes à cours unique ». Toutefois, dans certaines écoles, les effectifs sont tels que des élèves de niveaux différents sont regroupés dans une même classe, on a alors une « *classe à plusieurs cours* ». Certaines écoles ne comportent qu'une seule classe, regroupant aussi plusieurs niveaux; on parle alors de « *classe unique* ».

Classe d'adaptation

Dans le cycle élémentaire, il s'agit de classe à petits effectifs dont le but est d'éviter un redoublement aux élèves les plus faibles en favorisant une remise à niveau. Dans le premier cycle du second degré, ce sont des classes d'accueil pour les élèves étrangers qui sont comptabilisées avec les 6e et 5e ordinaires.

Classe d'initiation

Classe groupant à temps complet ou partiel les enfants non francophones en vue d'un apprentissage plus rapide du français et d'une meilleure intégration dans la scolarité normale.

Classes supérieures de lycée

Sections de techniciens supérieurs, classes préparatoires aux grandes écoles.

Congé individuel de formation

L'aide de l'État au titre du congé individuel de formation (CIF) s'inscrit dans le cadre d'une politique conventionnelle avec les organismes paritaires agréés au titre du CIF (les OPACIFS). L'aide de l'État est égale à 50 % du coût global de chaque action de formation prise en charge par ces organismes paritaires. En 1994, 3 500 nouveaux congés de formation d'une durée moyenne de 1 270 heures ont bénéficié de l'aide de l'État pour un montant de 177 millions de F.

Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM)

Il est financé par le ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie; ses enseignements comprennent des cours de promotion sociale, dispensés le soir et le samedi, généralement publics et gratuits, conduisant à la délivrance d'unités de valeur et de diplômes du CNAM, ou préparant à des examens et titres à caractère professionnel.

Contrats d'adaptation

Ils doivent faciliter l'embauche des jeunes de 16 à 25 ans susceptibles d'occuper rapidement un emploi. Les contrats sont, soit de durée déterminée de 6 mois au minimum, soit de durée indéterminée. La formation doit être de 200 heures et peut se dérouler dans l'entreprise.

Contrats de qualification

Ils doivent permettre à un jeune d'acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme technique ou professionnel, ou par un titre. Ils concernent les jeunes de 16 à 25 ans sans qualification ou ayant une qualification ne permettant pas l'accès à l'emploi. Leur durée est de 6 mois à 2 ans. La formation doit représenter 1/4 du temps et se dérouler en organisme de formation.

Conventions de formation professionnelle comportant une aide de l'État (FFPPS)

Elles sont financées par le Fonds de formation professionnelle et de la promotion sociale (FFPPS). Elles sont passées entre une préfecture de région et un organisme public ou privé de formation.

Conversion (dispositifs)

Les conventions de conversion sont conçues pour prévenir le chômage de longue durée; elles consistent en la prise en charge individualisée et immédiate des salariés licenciés pour motif économique et ce durant une période de six mois. Les entreprises, quelle que soit leur taille, doivent proposer aux salariés concernés la possibilité d'adhérer à une convention de conversion afin de les aider à se reclasser.

Dépense intérieure d'éducation

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Dépense intérieure d'enseignement

Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'enseignement.

Deuxième cycle général et technologique

Classes de seconde, première et terminale préparant au baccalauréat, au baccalauréat de technicien, au brevet de technicien et dans la première période au brevet d'enseignement industriel, au brevet d'enseignement commercial.

Division ou classe

Dans les établissements du second degré, elle est constituée par un groupe d'élèves de même niveau qui suivent ensemble les cours d'une même section.

Autres écoles

Elles constituent un groupe non homogène. On y trouve notamment les écoles vétérinaires, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratique des hautes études, l'Institut d'études des relations internationales, l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, les Écoles nationales de la marine marchande, des écoles dépendant du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.

Écoles de commerce, gestion et de comptabilité

Ce sont des écoles privées d'enseignement supérieur.

Enseignement de type extra-scolaire

Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières, télévision scolaire.

Enseignement de type scolaire

Enseignement à plein temps sur un cycle annuel.

Écoles d'ingénieurs

Écoles publiques ou privées assurant une formation d'ingénieur diplômé reconnu par la commission des titres (École polytechnique, etc., les ingénieurs universitaires sont compris).

Écoles juridiques et administratives

Écoles de notariat, instituts régionaux d'administration (IRA), école nationale d'administration (ENA), etc.

Écoles paramédicales et sociales

Écoles recrutant principalement au niveau du baccalauréat. Les auxiliaires de puériculture, les moniteurs éducateurs et les aides médico-psychologiques n'y figurent pas.

Écoles supérieures d'art

On y trouve aussi les écoles à caractère littéraire : journalisme, attachés de presse, interprétariat, etc.

Enseignement spécial du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Il est assuré, pour le niveau du premier degré, dans des établissements spécifiques ou dans des classes d'éta-

blissements ordinaires; ces classes dites « de perfectionnement » sont maintenant appelées « classes d'intégration scolaire spécialisées ».

Au niveau du second degré, il est assuré par les établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ou dans les sections d'éducation spécialisée et sections d'enseignement général et professionnel adapté (SES/SEGPA) annexées à un certain nombre de collèges.

Autres établissements d'enseignement supérieur

Il s'agit ici, des facultés privées, des écoles normales d'instituteurs, des écoles normales supérieures, des écoles juridiques et administratives, des écoles supérieures d'art et d'architecture, ainsi que d'un groupe hétérogène d'autres écoles.

Financeur final

Dernier financeur. Par exemple, lorsqu'une collectivité locale est maître d'ouvrage d'une construction scolaire, elle peut recevoir une subvention de l'État. La totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur. Les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention.

Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur, État ou collectivités locales, et le financeur ménage. Elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.

Fonds national pour l'emploi (FNE)

Les actions d'insertion et de formation du FNE (AIF) sont des formations destinées aux chômeurs de longue durée (ayant connu 12 mois de chômage au cours des 18 mois précédant l'entrée en stage). Les AIF visent prioritairement les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 3 ans à l'ANPE, les personnes âgées de plus de 50 ans et les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (RMI).

Ce dispositif fait suite à l'ensemble des actions relevant en 1989 du programme FNE-chômeurs de longue durée, de celui des stages modulaires de l'ANPE et de celui des stages de réinsertion en alternance du FFPPS.

Mention complémentaire

Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.

Niveau VI

Effectifs sortant du 1er cycle du second degré et des EREA (6e à 4e, CPA et CPPN), des formations professionnelles en un an (CEP) et des quatre premières années de SES/SEGPA.

Niveau V *bis*

Effectifs sortant de 3e et des classes de second cycle court professionnel CAP ou BEP avant l'année terminale, des 5e et 6e années de SES/SEGPA et de la formation professionnelle en EREA.

Niveau V

Effectifs sortant de l'année terminale des cycles courts professionnels (baccalauréat professionnel non compris) ou abandonnant les classes préparant aux baccalauréats avant la classe terminale.

Niveau IV

Effectifs sortant des classes terminales préparant aux baccalauréats et effectifs abandonnant des scolarisations post-baccalauréat avant d'atteindre le niveau III.

Niveau III

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles de santé...).

Niveaux II et I

Effectifs d'étudiants sortant avec un diplôme de 2e ou 3e cycle ou des grandes écoles.

Les personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Ces données résultent de l'exploitation statistique des fichiers de paye pour la France métropolitaine.

Le personnel recensé est le personnel en activité, rémunéré au titre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur (hors personnels de la Recherche) au 1er janvier 1996 (cf. 2. MÉTHODOLOGIE).

Population 2-22 ans

Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés par l'INSEE dans le *Bulletin mensuel de statistique* (BMS).

Population scolarisable

Population totale par âge évaluée à partir des recensements de 1982 et 1990. Les données postérieures à 1990 sont reprises des bilans démographiques publiés dans le BMS.

Population scolarisée

Le champ est élargi au-delà de la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (Agriculture [niveau second degré] ainsi que l'enseignement supérieur non universitaire, Santé).

Premier degré

Élèves de l'enseignement préscolaire et élémentaire, y compris les élèves des classes ordinaires des établissements d'enseignement spécial.

Première d'adaptation

Elle accueille les élèves titulaires d'un BEP ou d'un CAP préparé en deux ans.

Premier cycle (niveau)

Sixième à troisième, CPPN, CPA.

Préparations intégrées

On y trouve, d'une part, les « prépas ESCA », d'autre part, les cycles préparatoires intégrés à certaines écoles d'ingénieurs indépendantes des universités.

Produit intérieur brut (PIB)

Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentée de la TVA sur les produits et des droits de douane.

Professions et catégories sociales (PCS)

La nomenclature est celle adoptée par l'INSEE « Professions et catégories sociales » (PCS).

Second cycle général et technologique des lycées

Il regroupe les classes de secondes, premières et terminales permettant d'accéder à un baccalauréat général (sections L, ES ou S) ou technologique ainsi qu'à un brevet de technicien (BT).

Second cycle professionnel

Essentiellement assuré dans les lycées professionnels (LP), regroupe des enseignements sanctionnés par des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) en trois ans (après la 5e), en un ou deux ans (après la 3e) ou par le brevet d'enseignement professionnel (BEP) en deux ans. Ces diplômes peuvent déboucher sur la préparation en deux ans d'un bac professionnel.

Second degré

Élèves des collèges, des lycées et des lycées professionnels (LP), formations complémentaires comprises; SES et classes supérieures non comprises.

Seconde spéciale

Elle accueille les élèves titulaires d'un CAP préparé en trois ans pour faciliter leur intégration au second cycle technologique.

Sections de terminale

L : littéraire (A avant 1995);

ES : économiques et sociales (B avant 1995);

S : scientifique (C, D ou E avant 1995);

STI : sciences et technologies industrielles (F1 à F4, F9 et F10A avant 1995);

STL : sciences et technologies de laboratoire (F5 à F7 avant 1995);

STT : sciences et technologies tertiaires (G ou H avant 1995);

SMS : sciences médico-sociales (F8 avant 1995);

STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement;

STPA : sciences et technologies du produit alimentaire;

F11 et F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; hôtellerie;

BT : brevet de technicien;

BTA : brevet de technicien agricole.

Stage d'accès à l'entreprise (SAE)

Ce stage, mis en oeuvre par l'ANPE en concertation avec les entreprises, reprend intégralement la formule du stage d'accès à l'emploi utilisé de 1991 à 1993. Il a pour objectif de satisfaire une offre d'emploi, en donnant aux demandeurs d'emploi un complément de formation permettant d'atteindre les compétences requises pour les offres concernées.

Dotés d'une dimension d'aide à la gestion de l'emploi et utilisable par les salariés en place dans l'entreprise, les SAE favorisent la mobilité interne des salariés.

Stages cadres privés d'emploi

Ces stages reposent sur une formation alternée, cycles de formation continue comportant des périodes d'enseignement et des stages en entreprise.

Ils permettent à des cadres éprouvant des difficultés de réinsertion sur le marché du travail, d'actualiser ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Stage d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE)

Ce stage, créé par la loi du 20 décembre 1993, regroupe les actions d'insertion et de formation (AIF), les stages de reclassement professionnel (SRP) et les stages « FNE-femmes isolées ». Les SIFE, organisés en fonction des besoins du marché du travail, sont adaptés afin de prendre en compte les spécificités des demandeurs d'emploi et en particulier les cadres.

Taux d'accès au niveau du baccalauréat (niveau IV de formation)

Il rapporte les entrées en classe terminale et 2e année de bac professionnel à l'effectif des générations concernées. L'accès au niveau du baccalauréat intervient en fait de 16 à 20 ans, selon les enfants, si bien que l'on doit distinguer des taux élémentaires d'accès, par âge : celui, par exemple, de la génération 1978 au moment de la rentrée 1996, à 18 ans. De tels taux élémentaires sont susceptibles de deux types de sommation : pour une génération, ou pour une année scolaire.

Universités

Ensemble des unités de formation et recherche (UFR), écoles d'ingénieurs rattachées et instituts intégrés, instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), instituts nationaux polytechniques (INP), institut d'études politiques de Paris (IEP), Observatoire de Paris et institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de l'Évaluation et de la Prospective.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction générale de l'Enseignement et de la Recherche.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, service des Statistiques, des Études et des Systèmes d'information (SESI), direction de l'Animation de la Recherche et des Études et des Statistiques (DARES).

— INSEE.

Publications :

« *Repères et références statistiques, sur les enseignements et la formation* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1997;

« *L'état de l'école* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1997;

« *Géographie de l'École* », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1997;

« Le compte économique de l'éducation », ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, direction de l'Évaluation et de la Prospective, édition 1997.

« Le compte économique de la formation professionnelle », DARES.

INSEE-Résultats (INSEE) :

« RP 90 Formation : résultats du sondage au quart », nos 30-31, janvier 1994.

« Enquête sur l'emploi de 1997 », nos 567-568, septembre 1997.

INSEE-Première (INSEE) :

« Les diplômes des Français », n° 305, mars 1994.

« La formation professionnelle continue », n° 314, mai 1994.

« Les 16-25 ans : plus nombreux à l'école que sur le marché du travail », n° 323, juin 1994.

« De l'école à l'emploi », n° 365, mars 1995.

« Les inégalités devant l'école », n° 400, septembre 1995.

« Des études supérieures inégalement rentables selon les milieux sociaux », n° 469, juillet 1996.

« La hausse du niveau de formation - la durée des études a doublé en 50 ans », n° 488, septembre 1996.

« Apprendre sa vie durant - la formation continue dans les entreprises », n° 512, mars 1997.

« Adéquation entre formation et emploi : ce qu'en pensent les salariés », n° 525, juin 1997.

« En 1996, plus d'un jeune homme adulte sur dix a des problèmes en lecture », n° 541, septembre 1997.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE (INSEE) :

« L'école, les élèves et les parents », n° 293, mars 1996.

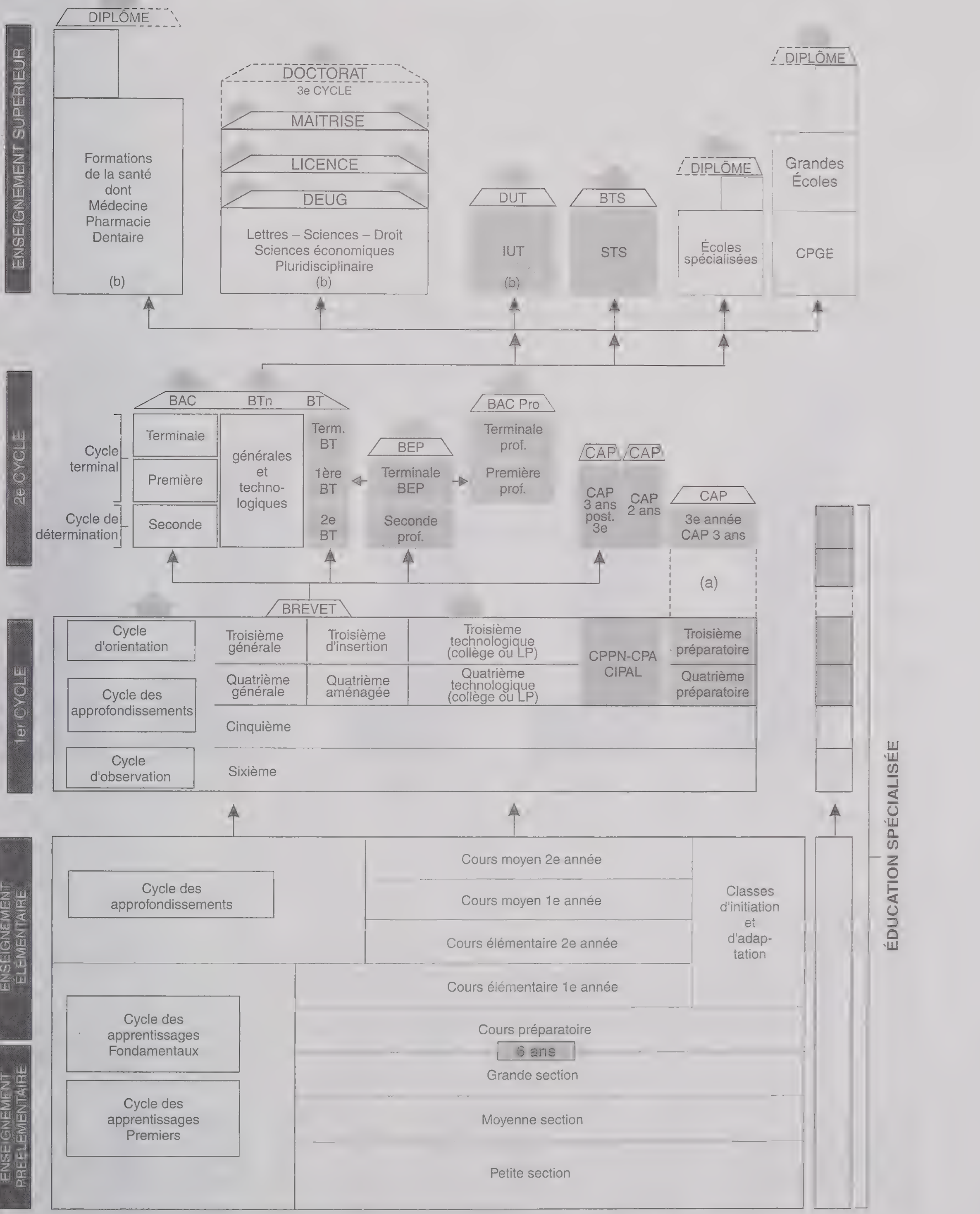
« La formation continue dans les entreprises et son retour sur investissement », n° 303, 1997.

« Les entreprises, les salariés et la formation continue », n° 306, 1997.

Données sociales 1996, INSEE, « Éducation, formation ».

* * *

SCHÉMA DU SYSTÈME ÉDUCATIF



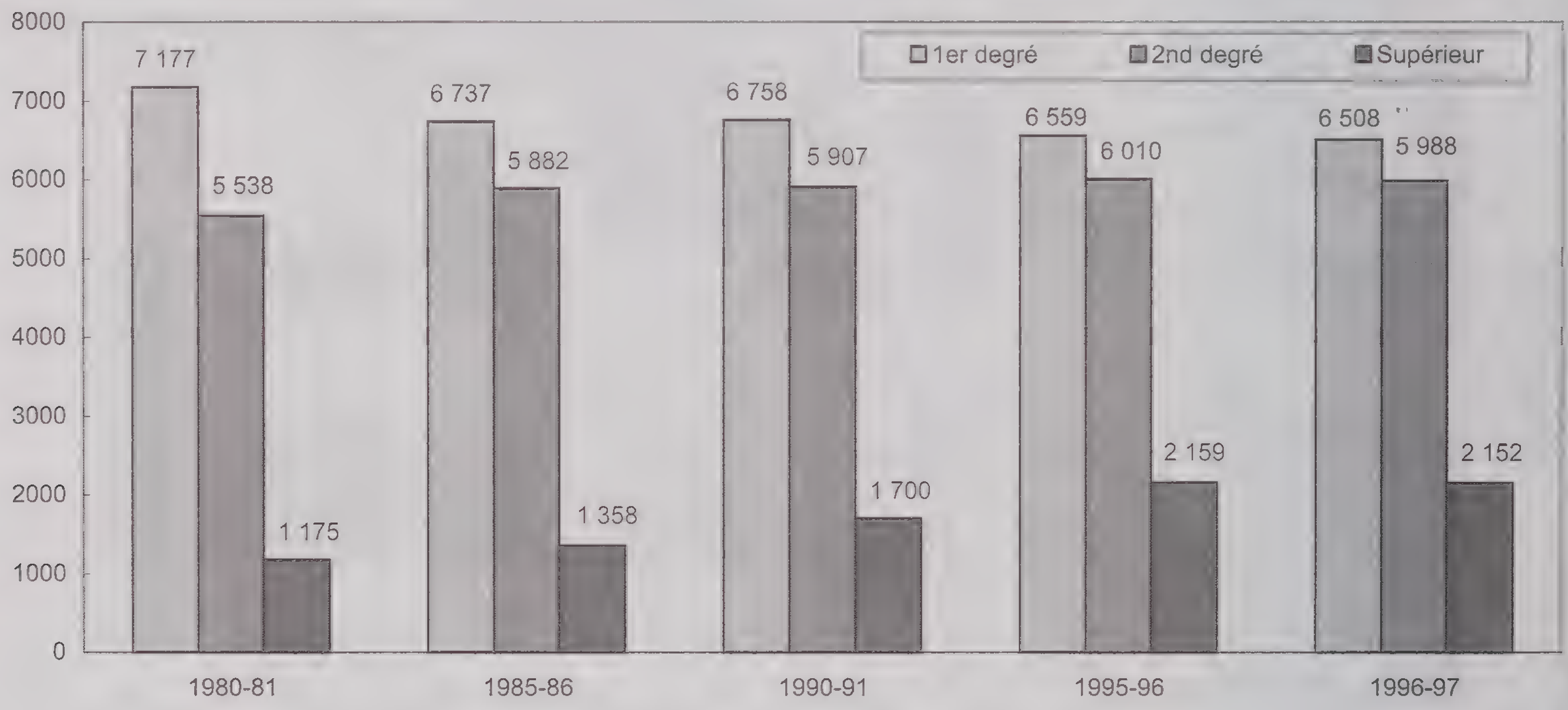
(a) CAP 3 ans Post. 5e, en voie d'extinction.

(b) Formations universitaires

GRAPHIQUE F.01

Évolution des effectifs d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par degré d'enseignement

En milliers



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

TABLEAU F.01-1

Effectifs d'élèves, d'apprentis et d'étudiants (public et privé). Évolution 1980-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE) — *Unité* : Millier

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-*r* 1996	1996-1997
Total 1er degré	7 124,3	6 686,3	6 704,8	6 610,0	6 561,7	6 543,4	6 506,9 (1)	6 455,9
Total 2e degré (2)	5 252,5	5 607,2	5 637,0	5 692,8	5 737,4	5 719,6	5 688,3	5 667,8
Apprentis (3)	241,6	222,1	221,7	217,7	232,6	268,9	297,4	320,7
Spécial santé	94,7	88,6	86,8	84,1	86,9	85,0	84,9	83,9
Total enseignement supérieur	1 174,9	1 357,9	1 698,7	1 945,0	2 067,6	2 108,4	2 141,0	2 126,5
Autres (4)	1,8	15,2	15,8	12,5	11,9	13,1	5,5	5,1
Total général	**13 889,8**	**13 977,3**	**14 364,8**	**14 562,1**	**14 698,1**	**14 738,4**	**14 724,0**	**14 659,9**
Population 2-22 ans (5)	17 407,0	17 131,5	16 711,6	16 571,4	16 566,6	16 458,9	16 164,5	16 019,5
Total/population 2-22 ans en %	79,8	81,6	86,0	87,9	88,7	89,5	91,1	91,5

(1) Les effectifs d'élèves des écoles publiques n'étant pas connus de façon exhaustive en 1995-1996 et 1996-1997, ils ont été estimés.
(2) Y compris Agriculture .
(3) Y compris CFA sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Pêche à partir de 1992-1993.
(4) Préparations diverses et formations complémentaires.
(5) Population totale des enfants et des jeunes ayant de 2 à 22 ans compris.

TABLEAU F.01-2

Population scolaire et universitaire par âge et taux de scolarisation (public et privé) (1)

Année 1995-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Année de naissance	Âge	Population totale	1er degré y compris spécialisé	2e degré y compris spécialisé	Autres formations 2e degré	Apprentis	Classes supérieures	Université	Autre enseignement supérieur	Population scolarisée	Taux de scolarisation (2)
1995	0	718,2	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1994	1	694,6	///	///	///	///	///	///	///	///	///
1993	2	699,2	35,6	///	///	///	///	///	///	249,2	35,6
1992	3	732,0	99,7	///	///	///	///	///	///	730,1	99,7
1991	4	750,0	101,0	///	///	///	///	///	///	757,3	100,0
1990	5	756,4	101,5	///	0,2	///	///	///	///	769,0	100,0
1989	6	760,6	101,1	///	0,2	///	///	///	///	770,4	100,0
1988	7	767,5	100,6	///	0,4	///	///	///	///	774,8	100,0
1987	8	768,8	99,5	///	0,5	///	///	///	///	769,3	100,0
1986	9	779,8	99,3	0,1	0,6	///	///	///	///	779,7	100,0
1985	10	769,8	96,5	3,4	0,8	///	///	///	///	774,5	100,0
1984	11	758,6	21,5	76,2	0,8	///	///	///	///	746,8	100,0
1983	12	748,3	2,0	96,5	0,9	///	///	///	///	743,7	100,0
1982	13	800,4	0,3	97,7	1,2	///	///	///	///	793,3	100,0
1981	14	808,3	///	97,0	2,4	///	///	///	///	803,2	100,0
1980	15	813,2	///	92,6	5,1	///	///	///	///	794,8	100,0
1979	16	771,2	///	83,9	5,0	7,5	///	∈	∈	743,6	96,4
1978	17	754,4	///	76,6	4,8	8,8	0,7	1,2	0,2	696,7	92,3
1977	18	760,5	///	47,7	3,7	7,0	7,1	17,0	1,7	640,2	84,2
1976	19	737,8	///	26,7	2,4	4,8	9,5	24,7	3,4	527,2	71,5
1975	20	761,7	///	11,2	1,2	3,3	9,3	26,1	5,9	434,2	57,0
1974	21	808,9	///	3,6	0,5	2,3	6,7	23,1	8,0	357,3	44,2
1973	22	857,1	///	0,9	0,2	1,5	3,4	18,3	8,3	280,0	32,7
1972	23	877,0	///	0,2	0,1	0,9	1,3	13,6	6,4	197,7	22,5
1971	24	879,1	///	0,1	—	0,6	0,4	9,0	3,8	121,3	13,8
1970	25	861,3	///	—	—	0,5	0,1	6,4	2,5	82,3	9,6
1969	26	854,3	///	0,1	—	///	0,1	4,6	1,6	55,1	6,4
1968	27	844,7	///	///	///	///	—	3,5	1,1	38,6	4,6
1967	28	844,2	///	///	///	///	///	2,8	0,8	30,2	3,6
1966	29	868,8	///	///	///	///	///	2,3	0,6	25,3	2,9
1965 et avant (3)	30 et +	34 658,9	///	///	///	///	///	0,4	0,1	175,6	0,5
Total (milliers)		**58 265,4**	**6 506,9**	**5 554,2**	**241,4**	**287,0**	**301,3**	**1 377,6**	**392,8**	**14 661,2**	///
% de la population totale		///	11,2	9,5	0,4	0,5	0,5	2,4	0,7	25,1	25,2

(1) Pour chaque catégorie d'enseignement, les premier et dernier chiffres de la colonne comprennent les élèves d'âge inférieur et les élèves d'âge supérieur.
(2) On a ramené à 100 % les taux qui, pour des raisons techniques, en différent légèrement.
(3) Y compris âge indéterminé.

TABLEAU F.01-3

Effectifs d'élèves du premier degré. Évolution 1980-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche (DEP-SDESE) et de la Technologie

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Enseignement préélementaire public	2 070,5	2 234,0	2 241,0	2 232,5	2 231,0	2 217,3	2 192,9 (1)	2 145,6 (1)
Enseignement préélémentaire privé	313,4	329,5	314,7	317,1	317,5	313,5	307,9	302,1
Total	**2 383,9**	**2 563,5**	**2 555,7**	**2 549,6**	**2 548,5**	**2 530,8**	**2 500,8**	**2 447,7**
CP-CM2 public	3 946,2	3 413,1	3 455,7	3 391,5	3 358,6	3 365,7	3 366,7 (1)	3 369,4 (1)
CP-CM2 privé	668,9	614,2	606,5	592,7	584,6	581,8	578,5	577,5
Total	**4 615,1**	**4 027,3**	**4 062,2**	**3 984,2**	**3 943,2**	**3 947,5**	**3 945,2**	**3 946,9**
Initiation, adaptation public	27,7	19,7	19,7	16,1	15,8	14,6	...	...
Initiation, adaptation privé	2,1	2,0	1,6	1,7	1,9	2,0	2,1	2,0
Total	**29,8**	**21,7**	**21,3**	**17,8**	**17,7**	**16,6**	**2,1**	**2,0**
Élémentaire public	3 973,9	3 432,8	3 475,4	3 407,6	3 374,4	3 380,3	...	...
Élémentaire privé	671,0	616,2	608,1	594,4	586,5	583,8	580,7	579,5
Total	**4 644,9**	**4 049,0**	**4 083,5**	**4 002,0**	**3 960,9**	**3 964,1**	**...**	**...**
Enseignement spécial public	90,1	69,3	61,7	55,2	49,4	45,8	...	...
Enseignement spécial privé	5,4	4,5	3,9	3,2	2,9	2,7	2,4	2,6
Total (1)	**95,5**	**73,8**	**65,6**	**58,4**	**52,3**	**48,5**	**...**	**...**
Premier degré sans enseignement spécial :								
Enseignement public	6 044,4	5 666,8	5 716,4	5 640,1	5 605,4	5 597,6	...	...
Enseignement privé	984,4	945,7	922,8	911,5	904,0	897,3	888,6	881,6
Total	**7 028,8**	**6 612,5**	**6 639,2**	**6 551,6**	**6 509,4**	**6 494,9**	**888,6**	**881,6**
Premier degré avec enseignement spécial :								
Enseignement public	6 134,5	5 736,1	5 778,1	5 695,3	5 654,8	5 643,4	5 615,9 (1)	5 571,7 (1)
Enseignement privé	989,8	950,2	926,7	914,7	906,9	900,0	891,0	884,2
Total	**7 124,3**	**6 686,3**	**6 704,8**	**6 610,0**	**6 561,7**	**6 543,4**	**6 506,9** (1)	**6 455,9** (1)

(1) L'effectif d'élèves des écoles publiques n'étant pas connu en 1995-1996, et 1996-1997, ce sont les prévisions réalisées en 1996 et 1997 qui sont utilisées.

TABLEAU F.01-4

Écoles, classes et nombre moyen d'élèves par classe du premier degré. Évolution 1980-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
ÉCOLES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	15 721	17 394	18 436	18 646	18 660	18 646	18 524	18 461
Écoles primaires	44 848	41 655	38 227	36 489	35 974	35 618	35 426	35 019
dont : à classe unique	11 433	9 608	7 657	6 748	6 522	6 375	...	..
Écoles d'enseignement spécial	133	1 048	...	...	..	..	...	...
Total	**60 702**	**60 097**	**56 663**	**55 135**	**54 634**	**54 264**	**53 950**	**53 480**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	359	382	414	395	368	343	320	307
Écoles primaires	6 600	6 150	5 904	5 746	5 682	5 626	5 574	5 523
dont : à classe unique	343	274	215	203	197	196	182	183
Écoles d'enseignement spécial	19	14	...	...	...	...	...	...
Total...	**6 978**	**6 546**	**6 318**	**6 141**	**6 050**	**5 969**	**5 894**	**5 830**
Total enseignement public + privé	**67 680**	**66 643**	**62 981**	**61 276**	**60 684**	**60 233**	**59 844**	**59 310**
CLASSES								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	58 402	66 091	68 301	68 997	69 220	69 354	...	...
Écoles primaires	185 977	175 467	171 868	168 518	167 208	166 874	...	...
dont : classes uniques	11 433	9 608	7 657	6 748	6 522	6 375	..	.
Écoles d'enseignement spécial	749	558	...	...	...	...	..	...
Total	**245 128**	**242 116**	**240 169**	**237 515**	**236 428**	**236 228**	**...**	**...**
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	1.067	1 237	1 363	1 348	1 258	1 187	1 115	1 074
Écoles primaires	36 513	36 214	36 337	36 091	35 953	35 885	35 813	35 646
dont : classes uniques	343	274	215	203	197	196	182	183
Écoles d'enseignement spécial	59	46	..	...	...	...	.	..
Total	**37 639**	**37 497**	**37 700**	**37 439**	**37 211**	**37 072**	**36 928**	**36 720**
Total enseignement public + privé	**282 767**	**279 613**	**277 869**	**274 954**	**273 639**	**273 300**	**...**	**...**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
Écoles maternelles	30,0	28,6	27,9	27,5	27,4	27,1	...	.
Écoles primaires	23,5	21,9	22,5	22,5	22,5	22,6	.	—
Écoles d'enseignement spécial	14,6	12,9	...	..	..	...		..
Enseignement privé :								
Écoles maternelles	29,9	28,8	27,2	27,3	27,0	26,7	26,3	25,8
Écoles primaires	26,2	25,2	24,5	24,3	24,3	24,2	24,1	24,0
Écoles d'enseignement spécial	12,4	9,2	...	...	—	..	—	—

TABLEAU F.01-5

Effectifs d'élèves du premier degré par niveau et par sexe

Année 1994-1995 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Enseignement préélémentaire :									
En école maternelle	960 373	916 107	**1 876 480**	16 093	15 462	**31 555**	976 466	931 569	**1 908 035**
En école primaire	174 865	165 988	**340 853**	143 784	138 184	**281 968**	318 649	304 172	**622 821**
Total	**1 135 238**	**1 082 095**	2 217 333	**159 877**	**153 646**	313 523	**1 295 115**	**1 235 741**	2 530 856
Enseignement élémentaire :									
CP	363 650	341 206	**704 856**	57 770	54 284	**112 054**	421 420	395 490	**816 910**
dont : en école maternelle	...	...	**958**	...	...		...	...	**958**
CE1	359 149	339 523	**698 672**	58 771	55 320	**114 091**	417 920	394 843	**812 763**
CE2	340 303	325 592	**665 895**	59 402	56 442	**115 844**	399 705	382 034	**781 739**
CM1	333 366	319 771	**653 137**	60 884	56 906	**117 790**	394 250	376 677	**770 927**
CM2	327 645	315 511	**643 156**	63 447	58 609	**122 056**	391 092	374 120	**765 212**
Total	**1 724 113**	**1 641 603**	3 365 716	**300 274**	**281 561**	581 835	**2 024 387**	**1 923 164**	3 947 551
Classe d'initiation	1 240	1 079	**2 319**	82	80	**162**	1 322	1 159	**2 481**
Classe d'adaptation	7 293	4 949	**12 242**	1 138	724	**1 862**	8 431	5 673	**14 104**
Total enseignement élémentaire	**1 732 646**	**1 647 631**	3 380 277	**301 494**	**282 365**	583 859	**2 034 140**	**1 929 996**	3 964 136
Enseignement spécial 1er degré	27 688	18 153	**45 841**	1 528	1 068	**2 596**	29 216	19 221	**48 437**
Enseignement premier degré :									
Avec l'enseignement spécial	**2 895 572**	**2 747 879**	5 643 451	**462 899**	**437 079**	899 978	**3 358 471**	**3 184 958**	6 543 429
Sans l'enseignement spécial	**2 867 884**	**2 729 726**	5 597 610	**461 371**	**436 011**	897 382	**3 329 255**	**3 165 737**	6 494 992

(1) Les données 1995-1996 et 1996-1997 des écoles publiques sont indisponibles.

TABLEAU F.01-6

Effectifs d'élèves du second degré par niveau (public et privé). Évolution 1960-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche (DEP-SDESE) et de la Technologie — *Unité* : Millier

	1960-1961	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Premier cycle du second degré :								
Enseignement public	1 860,5	2 532,5	2 665,9	2 485,2	2 607,2	2 612,7	2 593,3	2 561,0
Enseignement privé	492,6	605,4	681,0	649,4	677,5	672,7	668,3	662,0
Total	**2 353,1**	**3 137,9**	**3 346,9**	**3 134,6**	**3 284,7**	**3 285,4**	**3 261,6**	**3 223,5**
6e à 3e	1 453,2	2 950,4	3 204,8	3 078,4	3 275,9	3 277,5	3 253,8	3 216,1
dont : 4e et 3e technologiques	///	///	///	159,7	153,5	153,3	153,4	151,8
CPPN, CPA, autres niveaux	899,8	187,4	142,1	56,2	8,7	7,9	7,8	7,4
Second cycle professionnel :								
Enseignement public	256,2	601,2	619,5	534,2	530,6	534,2	540,1	547,4
Enseignement privé	127,0	172,0	186,3	162,6	151,7	149,8	148,5	152,8
Total	**383,2**	**773,2**	**805,8**	**696,8**	**682,3**	**684,0**	**688,6**	**700,2**
dont : 1e et 2e années bac professionnel	///	///	1,3	93,7	142,7	149,9	156,4	160,2
Second cycle général et technologique :								
Enseignement public	326,3	850,0	925,9	1 243,5	1 203,9	1 180,3	1 165,9	1 167,1
Enseignement privé	95,6	252,6	281,7	327,4	325,6	319,5	316,2	317,0
Total	**421,9**	**1 102,6**	**1 207,6**	**1 570,9**	**1 529,5**	**1 499,8**	**1 482,1**	**1 484,1**
Enseignement spécial du second degré :								
Enseignement public	...	122,1	127,1	118,6	117,7	118,1	116,0	114,3
Enseignement privé	...	0,9	1,7	2,5	3,0	3,2	3,2	3,3
Total	**...**	**123,0**	**128,8**	**121,1**	**120,7**	**121,3**	**119,2**	**117,6**
Enseignement public	2 443,0	3 983,7	4 211,3	4 262,9	4 341,7	4 327,2	4 299,3	4 276,0
Enseignement privé	715,2	1 030,0	1 149,0	1 139,4	1 154,8	1 142,0	1 133,0	1 131,8
Total (sans enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 013,7**	**5 360,3**	**5 402,3**	**5 496,5**	**5 469,2**	**5 432,3**	**5 407,8**
Enseignement public	2 443,0	4 105,8	4 338,4	4 381,5	4 459,4	4 445,3	4 415,3	4 390,3
Enseignement privé	715,2	1 030,9	1 150,7	1 141,9	1 157,8	1 145,2	1 136,2	1 135,1
Total (avec enseignement spécial)	**3 158,2**	**5 136,7**	**5 489,1**	**5 523,4**	**5 617,2**	**5 590,5**	**5 551,5**	**5 525,4**

TABLEAU F.01-7

Établissements, classes et nombre moyen d'élèves par classe du second degré. Évolution 1970-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1970-1971	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
ÉTABLISSEMENTS								
Enseignement public :								
Collèges	4 017	4 751	4 795	4 868	4 897	4 916	4 924	4 932
Lycées professionnels	1 136	1 311	1 351	1 318	1 191	1 166	1 141	1 126
Lycées d'enseignement général et technologique	1 159	1 119	1 139	1 269	1 389	1 419	1 429	1 429
Total	**6 312**	**7 181**	**7 285**	**7 455**	**7 477**	**7 501**	**7 494**	**7 487**
Enseignement privé :								
Collèges	1 274	1 743	1 854	1 803	1 792	1 784	1 782	1 783
Lycées professionnels	1 626	958	865	798	717	707	673	662
Lycées d'enseignement général et technologique	1 663	1 181	1 191	1 269	1 249	1 220	1 205	1 171
Total	**4 563**	**3 882**	**3 910**	**3 870**	**3 758**	**3 711**	**3 660**	**3 616**
Total public + privé	**10 875**	**11 063**	**11 195**	**11 325**	**11 235**	**11 212**	**11 154**	**11 103**
CLASSES ET DIVISIONS								
Enseignement public :								
1er cycle (1)	85 534	108 080	109 121	102 100	105 853	106 402	105 692	104 851
2e cycle professionnel	20 003	29 792	25 767	23 157	24 615	24 586	24 822	25 182
2e cycle général et technologique	22 839	24 702	30 962	40 139	40 602	39 923	39 558	39 792
Total	**128 376**	**162 574**	**165 850**	**165 396**	**171 070**	**170 911**	**170 072**	**169 825**
Enseignement privé :								
1er cycle (1)	20 399	25 250	26 782	26 691	27 188	27 084	27 045	26 892
2e cycle professionnel	8 199	10 892	8 192	7 574	7 244	7 081	7 010	7 120
2e cycle général et technologique	7 801	8 202	11 424	12 764	12 888	12 402	12 382	12 364
Total	**36 399**	**44 344**	**46 398**	**47 029**	**47 320**	**46 567**	**46 437**	**46 376**
Total public + privé	**164 775**	**206 918**	**212 248**	**212 425**	**218 390**	**217 478**	**216 509**	**216 201**
NOMBRE MOYEN D'ÉLÈVES PAR CLASSE								
Enseignement public :								
1er cycle (1)	26,4	23,4	24,3	24,3	24,6	24,6	24,5	24,4
2e cycle professionnel	24,0	24,4	24,5	23,1	21,6	21,7	21,8	21,7
2e cycle général et technologique	28,1	28,5	29,9	31,0	29,7	29,6	29,5	29,3
Enseignement privé :								
1er cycle (1)	25,1	24,0	25,5	24,3	24,9	24,8	24,7	24,6
2e cycle professionnel	20,7	20,8	22,8	21,4	20,9	21,2	21,2	21,3
2e cycle général et technologique	25,0	23,2	24,7	25,6	25,3	25,8	25,5	25,6

(1) Y compris classe pré-professionnelle de niveau (CPPN) et classe préparatoire à l'apprentissage (CPA) et non compris l'enseignement spécial.

TABLEAU F.01-8

Effectifs d'élèves du premier cycle du second degré par niveau et par sexe

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Sixième à troisième :									
Sixième	340 489	316 529	**657 018**	87 409	76 499	**163 908**	427 898	393 028	**820 926**
Cinquième	336 965	318 190	**655 155**	86 874	75 705	**162 579**	423 839	393 895	**817 734**
Quatrième :									
Aménagée	10 468	8 257	**18 725**	2 521	1 724	**4 245**	12 989	9 981	**22 970**
Générale	256 435	280 648	**537 083**	72 729	70 683	**143 412**	329 164	351 331	**680 495**
Technologique	39 563	18 314	**57 877**	12 078	6 475	**18 553**	51 641	24 789	**76 430**
Troisième :									
D'insertion	7 242	5 302	**12 544**	1 207	670	**1 877**	8 449	5 972	**14 421**
Générale	261 332	298 216	**559 548**	73 780	74 382	**148 162**	335 112	372 598	**707 710**
Technologique	38 240	18 507	**56 747**	11 630	7 034	**18 664**	49 870	25 541	**75 411**
Total	**1 290 734**	**1 263 963**	**2 554 697**	**348 228**	**313 172**	**661 400**	**1 638 962**	**1 577 135**	**3 216 097**
Autres niveaux 1er cycle :									
Classe préprofessionnelle de niveau (CPPN)	///	///	///	///	///	///	///	///	///
Classe préparatoire à l'apprentissage (CPA)	4 712	1 881	**6 593**	244	103	**347**	4 956	1 984	**6 940**
Classe d'initiation préprofessionnelle par alternance (CIPAL)	152	51	**203**	201	38	**239**	353	89	**442**
Total	**4 864**	**1 932**	**6 796**	**445**	**141**	**586**	**5 309**	**2 073**	**7 382**
Enseignement spécial :									
SEGPA 1re et 2e années (1)	25 843	16 745	**42 588**	1 018	640	**1 658**	26 861	17 385	**44 246**
SEGPA Formation professionnelle (1)	35 515	24 097	**59 612**	916	686	**1 602**	36 431	24 783	**61 214**
Total	**61 358**	**40 842**	**102 200**	**1 934**	**1 326**	**3 260**	**63 292**	**42 168**	**105 460**
École régionale d'enseignement adapté (EREA)	8 812	3 306	**12 118**	///	///	///	8 812	3 306	**12 118**
Total enseignement spécial	**70 170**	**44 148**	**114 318**	**1 934**	**1 326**	**3 260**	**72 104**	**45 474**	**117 578**
Total premier cycle avec l'enseignement spécial	**1 365 768**	**1 310 043**	**2 675 811**	**350 607**	**314 639**	**665 246**	**1 716 375**	**1 624 682**	**3 341 057**
Total premier cycle sans l'enseignement spécial	**1 295 598**	**1 265 895**	**2 561 493**	**348 673**	**313 313**	**661 986**	**1 644 271**	**1 579 208**	**3 223 479**

(1) SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté.

TABLEAU F.01-9

Effectifs d'élèves du second cycle professionnel par niveau et par sexe

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Certificat d'aptitude professionnelle en trois ans :									
4e préparatoire	4 080	1 829	**5 909**	1 090	797	**1 887**	5 170	2 626	**7 796**
3e préparatoire	3 632	1 765	**5 397**	982	712	**1 694**	4 614	2 477	**7 091**
Troisième année	3 471	1 796	**5 267**	821	635	**1 456**	4 292	2 431	**6 723**
Total	**11 183**	**5 390**	**16 573**	**2 893**	**2 144**	**5 037**	**14 076**	**7 534**	**21 610**
CAP en deux ans :									
Première année	9 327	8 055	**17 382**	1 840	3 893	**5 733**	11 167	11 948	**23 115**
Deuxième année	7 902	7 237	**15 139**	1 589	3 326	**4 915**	9 491	10 563	**20 054**
Total	**17 229**	**15 292**	**32 521**	**3 429**	**7 219**	**10 648**	**20 658**	**22 511**	**43 169**
CAP en un an	1 130	497	**1 627**	420	1 866	**2 286**	1 550	2 363	**3 913**
Brevet d'enseignement professionnel :									
Première année (1)	107 308	81 376	**188 684**	24 896	25 243	**50 139**	132 204	106 619	**238 823**
Deuxième année (1)	101 380	77 030	**178 410**	22 097	22 954	**45 051**	123 477	99 984	**223 461**
Total	**208 688**	**158 406**	**367 094**	**46 993**	**48 197**	**95 190**	**255 681**	**206 603**	**462 284**
Brevet d'enseignement professionnel en un an	310	317	**627**	104	137	**241**	414	454	**868**
Mentions complémentaires (2)	3 620	1 176	**4 796**	486	521	**1 007**	4 106	1 697	**5 803**
Baccalauréat professionnel :									
Première année (3)	37 192	28 165	**65 357**	10 039	9 544	**19 583**	47 231	37 709	**84 940**
Deuxième année (3)	32 976	24 978	**57 954**	8 589	8 764	**17 353**	41 565	33 742	**75 307**
Total	**70 168**	**53 143**	**123 311**	**18 628**	**18 308**	**36 936**	**88 796**	**71 451**	**160 247**
Total second cycle professionnel	**312 328**	**234 221**	**546 549**	**72 953**	**78 392**	**151 345**	**385 281**	**312 613**	**697 894**
Formations complémentaires post CAP - BEP	353	381	**734**	281	571	**852**	634	952	**1 586**
Formations complémentaires post BT et BAC	67	43	**110**	125	442	**567**	192	485	**677**

(1) Première année : seconde professionnelle ; deuxième année : terminale BEP.
(2) Année supplémentaire de spécialisation possible à partir de certains CAP et BEP et qui est sanctionnée par un diplôme.
(3) Première année : première professionnelle ; deuxième année : terminale professionnelle.

TABLEAU F.01-10

Effectifs d'élèves du second cycle général et technologique par niveau et par sexe

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + Privé		
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**
Seconde :									
Sciences de la vie et de la terre (SVT)	139 378	212 948	**352 326**	43 048	51 206	**94 254**	182 426	264 154	**446 580**
Technologie des systèmes automatisés (TSA)	40 081	3 185	**43 266**	4 696	428	**5 124**	44 777	3 613	**48 390**
Autres	2 668	10 062	**12 730**	1 017	5 482	**6 499**	3 685	15 544	**19 229**
Autres secondes (Spéciale, B.T, Technologique.)	1 411	1 229	**2 640**	375	448	**823**	1 786	1 677	**3 463**
Total	**183 538**	**227 424**	**410 962**	**49 136**	**57 564**	**106 700**	**232 674**	**284 988**	**517 662**
Première :									
L (Littéraire)	9 760	45 500	**55 260**	3 100	11 194	**14 294**	12 860	56 694	**69 554**
ES (Économique et sociale)	23 108	38 847	**61 955**	8 821	11 870	**20 691**	31 929	50 717	**82 646**
S (Scientifique)	68 219	51 287	**119 506**	20 646	13 919	**34 565**	88 865	65 206	**154 071**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 898	2 853	**5 751**	759	808	**1 567**	3 657	3 661	**7 318**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	19 503	36 702	**56 205**	5 741	7 367	**13 108**	25 244	44 069	**69 313**
STI (Sciences et technologies industrielles)	27 465	1 436	**28 901**	4 502	219	**4 721**	31 967	1 655	**33 622**
SMS (Sciences médico-sociales)	413	8 126	**8 539**	331	5 176	**5 507**	744	13 302	**14 046**
Brevet de technicien	1 308	583	**1 891**	193	460	**653**	1 501	1 043	**2 544**
D'adaptation	13 301	13 038	**26 339**	2 967	4 722	**7 689**	16 268	17 760	**34 028**
Hôtellerie	858	592	**1 450**	258	174	**432**	1 116	766	**1 882**
TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués)	485	884	**1 369**	160	264	**424**	645	1 148	**1 793**
Total	**167 318**	**199 848**	**367 166**	**47 478**	**56 173**	**103 651**	**214 796**	**256 021**	**470 817**
Terminale :									
L (Littéraire)	12 210	55 000	**67 210**	3 695	13 552	**17 247**	15 905	68 552	**84 457**
ES (Économique et sociale)	26 711	42 435	**69 146**	9 532	12 714	**22 246**	36 243	55 149	**91 392**
S (Scientifique)	69 680	50 850	**120 530**	20 417	14 033	**34 450**	90 097	64 883	**154 980**
STL (Sciences et technologies de laboratoire)	2 933	2 837	**5 770**	687	771	**1 458**	3 620	3 608	**7 228**
STT (Sciences et technologies, tertiaires)	24 127	44 497	**68 624**	6 937	9 297	**16 234**	31 064	53 794	**84 858**
STI (Sciences et technologies industrielles)	37 227	2 415	**39 642**	5 542	275	**5 817**	42 769	2 690	**45 459**
SMS (Sciences médico-sociales)	506	11 269	**11 775**	402	7 037	**7 439**	908	18 306	**19 214**
Brevet de technicien	1 804	828	**2 632**	248	521	**769**	2 052	1 349	**3 401**
Hôtellerie	1 331	1 015	**2 346**	380	250	**630**	1 711	1 265	**2 976**
TDM (Musique et Danse), AA (Arts Appliqués)	432	875	**1 307**	151	230	**381**	583	1 105	**1 688**
Total	**176 961**	**212 021**	**388 982**	**47 991**	**58 680**	**106 671**	**224 952**	**270 701**	**495 653**
Total cycle général et technologique	**527 817**	**639 293**	**1 167 110**	**144 605**	**172 417**	**317 022**	**672 422**	**811 710**	**1 484 132**

TABLEAU F.01-11

Taux d'accès au niveau du baccalauréat suivant l'année de naissance du candidat. Évolution 1990-1996 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Année de naissance	Année scolaire						Total entrants
	1990-1991	1991-1992	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	
1971 (893 000) :							
Entrants	88 400	43 000	–	–	–	–	453 000 (2)
%	9,9	4,8					50,7
1972 (889 000) :							
Entrants	146 300	95 000	20 500	–	–	–	484 100 (2)
%	16,5	10,7	2,3				54,6
1973 (867 000) :							
Entrants	173 600	147 900	46 300	21 200	–	–	500 400
%	20,1	17,1	5,3	2,5			57,9
1974 (814 000) :							
Entrants	14 000	178 100	90 900	46 000	19 400	–	486 900
%	1,7	21,9	11,2	5,7	2,4		59,9
1975 (765 000) :							
Entrants	–	14 600	130 600	89 800	38 400	17 000	467 800
%		1,9	17,1	11,7	5,0	2,2	61,1
1976 (739 000) :							
Entrants	–	–	182 700	135 000	76 600	35 500	459 600 (3)
%			24,8	18,3	10,4	4,8	62,2
1977 (760 000) :							
Entrants	–	–	14 600	204 000	130 300	78 800	478 900 (3)
%			1,9	26,8	17,1	10,4	63,0
1978 (755 000) :							
Entrants	–	–	–	15 800	201 900	132 200	///
%				2,1	26,8	17,5	///
1979 (772 000) :							
Entrants	–	–	–	–	15 200	206 400	///
%					2,0	26,8	///
1980 (813 000) :							
Entrants	–	–	–	–	–	15 500	///
%						1,9	///
Total entrants	**472 800 (4)**	**494 100 (4)**	**485 600**	**511 800**	**481 800**	**485 400**	///
Taux d'accès	**54,0**	**58,2**	**62,6**	**67,1**	**63,7**	**63,6**	///

(1) Note de lecture : sur les 814 000 enfants de la génération 1974, 14 000 (soit 1,7%) sont entrés en 1990-1991 dans une classe préparant au baccalauréat. Au total, de 1990 à 1995, c'est-à-dire de 16 à 21 ans, ce sont 486 900 jeunes de cette génération, soit 59,9%, qui auront accédé au niveau du baccalauréat. Quant aux flux d'entrées enregistrées en 1996-1997 (485 400), ils concernent les générations 1975 à 1980, dans des proportions variables, dont la somme s'établit à 63,6% (dernière colonne annuelle du tableau).
(2) Total, compte tenu des "entrants" avant 1990-1991.
(3) Total estimé, compte tenu des élèves qui devraient accéder au niveau du baccalauréat lors des prochaines années.
(4) Total, compte tenu des élèves nés avant 1971.

TABLEAU F.01-12

Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré. Évolution 1980-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE) — *Unité* : Diplôme

Diplômes	1980	1985	1990	1994	1995 (1)	1996	dont série (1)
Diplômes du 2e cycle court (2) :							
Certificats d'aptitude professionnelle	235 046	268 064	274 243	240 800	252 418	197 137	
Brevets d'études professionnelles	78 905	109 162	156 543	178 119	182 641	192 043	
Diplômes du 2e cycle long :							
Brevets de technicien	4 521	6998	8 348	3 882	2 863 *r*	2 486	
Baccalauréat général	158 938	170 564	247 213	273 096	281 004 *r*	258 943	
Série A	40 391	46704	63 727	69 578	69 490	65 178	L
Série B	31 521	40381	60 092	63 021	74 961	68 109	ES
Série C	32 658	33516	56 812	63 345			
Série D et D1M	48 545	44536	58 672	66 761	136 553 *r*	125 656	S
Série E	5 823	5427	7 910	10 391			
Baccalauréat expérimental (3)	831	///	///	///	///	///	
Baccalauréat de technicien	62 217	82 486	112 621	126 744	134 498	132 300	
					34 429	36 933	STI
					4 802	5 441	STL
Secteur industriel (F) et autres (4)	26 612	33179	41 948	51 271	12 969	15 304	SMS
					1 395	1 432	F11, F11', F12
					32	33	F10B
Secteur économique (G)	35 605	48025	70 249	73 451	76 373	67 971	STT
Secteur informatique (H)	443	1282	424	119			
Série hôtellière	///	///	///	1 903	2 269	2 040	Hôtellerie
	///	///	///	///	2 229	3 146	STAE, STPA
Baccalauréat professionnel	///	///	24 116	59 514	65 152	72 156	

(1) La classification des bacccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification pour les années 1995 et 1996.
L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro- alimentaire.
Les correspondances sont les suivantes : L = A ; ES = B ; S = C, D, D' et E ; STI = F1 à F4, F9, F10A ; STL = F5 à F7 ; STT = G et H ; SMS = F8.
(2) À ce niveau, l'addition pure et simple des CAP et BEP produit des doubles comptes qui ne permettent pas de considérer le total de ces diplômes comme une mesure exacte du nombre réel d'individus diplômés.
(3) Baccalauréat supprimé en 1985.
(4) Les séries paramédicales (F8) et artistiques (F11, F11', F12) sont aussi comptabilisées dans cette rubrique.

TABLEAU F.01-13A

Candidats présentés et admis aux baccalauréats. Évolution 1986-1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Séries (1)	P : présentés A : admis	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Baccalauréat général :										
	P	67 544	69 003	73 600	77 373	84 991	93 831	99 366	92 356	96 982
A	A	48 420	48 627	55 441	58 057	63 727	70 174	71 533	72 272	69 578
	%	71,7	70,5	75,3	75,0	75,0	74,8	72,0	73,5	71,7
	P	69 041	72 262	77 644	83 612	87 132	85 114	100 552	98 254	93 529
B	A	44 431	46 261	52 971	59 057	60 092	65 408	66 716	67 108	63 021
	%	64,4	64,0	68,2	70,6	69,0	76,8	66,3	68,3	67,4
	P	44 357	45 358	49 807	50 616	66 457	72 654	76 421	78 851	73 760
C	A	34 750	36 259	41 645	48 173	56 812	61 278	62 971	65 358	63 345
	%	78,3	79,9	83,6	85,1	85,5	84,3	82,4	82,9	85,9
	P	63 318	66 351	67 316	70 711	76 696	81 193	82 883	83 010	85 400
D	A	44 511	47 746	49 989	53 379	57 311	60 232	61 048	61 665	64 991
	%	70,3	72,0	74,3	75,5	74,7	74,2	73,7	74,3	76,1
	P	1 806	2 009	2.221	2 040	2 032	2 230	2 410	2 472	2 626
D'	A	1 126	1 224	1 454	1 390	1 361	1 403	1 609	1 592	1 770
	%	62,3	60,9	65,5	68,1	67,0	62,9	66,8	64,4	67,4
	P	7 821	7 783	8 329	9 134	10 176	11 310	12 019	13 027	13 653
E	A	5 680	5 465	.6 116	6 845	7 910	8 616	8 489	9 468	10 391
	%	72,6	70,2	73,4	74,9	77,7	76,2	70,6	72,7	76,1
	P	253 887	262 766	278 917	293 486	327 484	356 332	373 651	373 970	365 950
Total	A	178 918	185 582	207 616	226 901	247 213	267 111	272 366	277 463	273 096
	%	70,5	70,6	74,4	75,8	75,5	75,0	72,9	74,2	74,6
Baccalauréat technologique :										
	P	36 960	38 945	39 556	42 163	44 041	45 898	48 163	51 082	54 204
F1 à F7, F9, F10	A	24 459	25 906	27 134	29 377	30 843	32 186	31 655	34 602	37 938
	%	66,2	66,5	68,6	69,7	70,0	70,1	65,7	67,7	70,0
	P	12 011	12 587	12 973	13 258	14 041	14 732	15 110	15 677	16 739
F8	A	8 604	8 783	9 791	9 826	10 140	10 872	10 691	10 165	12 142
	%	71,6	69,8	75,5	74,1	72,2	73,8	70,8	64,8	72,5
	P	80 046	86 314	91 185	98 088	103 704	106 928	109 328	106 270	102 175
G1, G2, G3	A	50 920	55 154	59 937	65 897	70 249	70 368	74 793	70 939	73 451
	%	63,6	63,9	65,7	67,2	67,7	65,8	68,4	66,8	71,9
	P	683	772	845	995	1 125	1 179	1 356	1 475	1 597
F11, F'11, F12	A	587	684	719	820	965	987	1 150	1 175	1 191
	%	85,9	88,6	85,1	82,4	85,8	83,7	84,8	79,7	74,6
	P	2 094	1 875	1 262	961	694	547	323	197	153
H	A	1 501	1 235	910	634	424	337	212	142	119
	%	71,7	65,9	72,1	66,0	61,1	61,6	65,6	72,1	77,8
	P	///	///	///	///	///	///	///	///	2 349
Hôtellerie	A	///	///	///	///	///	///	///	///	1 903
	%	///	///	///	///	///	///	///	///	81,0
	P	131 794	140 493	145 821	155 465	163 565	169 284	174 280	174 701	177 217
Total	A	86 071	91 762	98 491	106 554	112 621	114 750	118 501	117 023	126 744
	%	65,3	65,3	67,5	68,5	68,9	67,8	68,0	67,0	71,5
Baccalauréat professionnel :										
	P	///	1 157	8 607	19 587	32 382	46 397	58 835	70 988	80 024
	A	///	880	6 529	14 315	24 116	34 385	44 933	51 196	59 154
	%	///	76,0	75,9	73,1	74,5	74,1	76,4	72,1	74,4

(1) A : lettres; B : économique et social; C : mathématiques et sciences physiques; D : mathématiques et sciences de la nature; D' : sciences agronomiques et techniques; E : sciences et techniques; F : technologique et industriel, sciences médico-sociales; G : secrétariat, comptabilité, commerce; F11, F'11, F12 : enseignements artistiques et arts appliqués; H : informatique.

TABLEAU F.01-13B

Candidats présentés et admis aux baccalauréats en 1994, 1995 et 1996 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Séries (2) (3)	P : présentés A : admis	1994	1995	1996
Baccalauréat général :				
L	P	96 982	96 957	90 057
	A	69 578	69 490	65 178
	%	71,7	71,7	72,4
ES	P	93 529	102 189	95 180
	A	63 021	74 961	68 109
	%	67,4	73,4	71,6
S	P	175 439	173 473	160 889
	A	140 497	136 553	125 656
	%	80,1	78,7	78,1
Total	P	365 950	372 619	346 126
	A	**273 096**	**281 004**	**258 943**
	%	74,6	75,4	74,8
Baccalauréat technologique :				
STI	P	48 638	51 128	50 562
	A	33 755	34 429	36 933
	%	69,4	67,3	73,0
STL	P	5 481	6 406	6 921
	A	4 124	4 802	5 441
	%	75,2	75,0	78,6
F10B	P	85	43	53
	A	59	32	33
	%	69,4	74,4	62,3
STT	P	102 328	94 447	84 638
	A	73 570	76 373	67 971
	%	71,9	80,9	80,3
SMS	P	16 739	17 499	19 117
	A	12 142	12 969	15 304
	%	72,5	74,1	80,1
F11, F'11, F12	P	1 597	1 742	1 737
	A	1 191	1 395	1 432
	%	74,6	80,1	82,4
STAE, ST	P	///	3 226	4 557
	A	///	2 229	3 146
	%	///	69,1	69,0
Hôtellerie	P	2 349	2 777	2 450
	A	1 903	2 269	2 040
	%	81,0	81,7	83,3
Total	P	177 217	177 268	170 035
	A	**126 744**	**134 498**	**132 300**
	%	71,5	75,9	77,8
Baccalauréat professionnel :				
	P	80 024	89 120	92 270
	A	59 514	65 152	72 156
	%	74,4	73,1	78,2

(1) La classification des baccalauréats a été modifiée en 1995. Les chiffres de ce tableau tiennent compte de la nouvelle classification.
(2) L : lettres; ES : économiques et sociales; S : scientifiques; STI : sciences et technologies industrielles; STL : sciences et technologies de laboratoire; STT : sciences et technologies tertiaires; SMS : sciences médico-sociales; STAE : sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement; STPA : sciences et technologies du produit agro-alimentaire.
(3) Correspondances : L = A; ES = B; S = C, D, D' et E; STI = F1 à F4, F9, F10A; STL = F5 à F7; STT = G et H; SMS = F8.

TABLEAU F.01-14

Effectifs des centres de formation d'apprentis. Évolution 1985-1996 (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

Préparation	1985-1986	1990-1991	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	*dont* : Filles
Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (2)	///	194 331	157 104	157 593	168 923	176 072	177 153	47 570
Brevet d'étude professionnelle (BEP)	///	6 712	14 614	19 392	26 822	32 269	38 109	9 798
Mention complémentaire	///	///	4 599	5 067	6 042	6 311	7 131	3 382
Total niveau V	**208 739**	**201 043**	**176 317**	**182 052**	**201 787**	**214 652**	**222 393**	**60 750**
Brevet professionnel (BP) (2)	///	8 802	12 673	14 735	18 316	22 066	25 275	10 356
Baccalauréat professionnel (Bac pro)	///	4 223	6 843	8 653	12 241	15 242	17 875	4 798
Total niveau IV	**///**	**13 025**	**19 516**	**23 388**	**30 557**	**37 308**	**43 150**	**15 154**
Brevet de technicien supérieur (BTS)	///	///	3 243	4 575	7 274	10 566	14 312	6 379
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	///	///	506	969	1 544	2 067	1 917	853
Autres de niveau III (2)	///	///	183	307	360	621	1 140	529
Total niveau III	**///**	**1 299**	**3 932**	**5 851**	**9 178**	**13 254**	**17 369**	**7 761**
Diplômes d'ingénieurs	///	///	465	795	1 196	1 734	1 998	195
Autres de niveaux I et II	///	///	363	1 137	2 090	3 043	4 313	2 076
Total niveaux I et II	**///**	**///**	**828**	**1 932**	**3 286**	**4 777**	**6 311**	**2 271**
Total apprentis	**208 739**	**215 367**	**200 593**	**213 223**	**244 808**	**269 991**	**289 223**	**85 936**
Classe préparatoire à l'apprentissage et classe d'initiation professionnelle en alternance	13 390	6 367	6 470	7 669	9 312	10 156	10 111	1 678
Total	**222 129**	**221 734**	**207 063**	**220 892**	**254 120**	**280 147**	**299 334**	**87 614**

(1) Centre de formations d'apprentis agricoles non compris.
(2) Y compris titres homologués.

TABLEAU F.01-15

Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole

France entière

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Unités : Établissement
Élève

Nature des établissements	Nombre d'établissements					Effectifs					
	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	*dont :* filles
ENSEIGNEMENT PUBLIC :											
Lycées d'enseignement général et technologique agricoles (LEGTA)	117	117	118	118	125	41 790	43 604	45 935	47 667	51 773	15 640
Lycées professionnels agricoles (LPA)	107	107	103	103	90	16 859	18 207	18 474	18 523	16 680	6 718
Centres de formation professionnelle agricole pour jeunes (CFPAJ)	12	7	4	2	2	755	451	334	128	147	54
Établissements d'enseignement supérieur ayant des BTSA (1)	2	2	1	1	1	112	76	58	59	51	27
Total	**238**	**233**	**226**	**224**	**218**	**59 516**	**62 338**	**64 801**	**66 377**	**68 651**	**22 439**
ENSEIGNEMENT PRIVÉ :											
Technique	689	665	///	644	638	75 974	80 706	///	93 577	100 132	51 737
Établissements fonctionnant selon l'un des deux rythmes suivants :											
Temps plein (2)	///	///	241	239	234	///	///	48 736	51 052	54 109	28 843
Rythme approprié (3)	///	///	411	405	404	///	///	39 254	42 525	46 023	22 894
Total	**///**	**///**	**652**	**644**	**638**	**///**	**///**	**87 990**	**93 577**	**100 132**	**51 737**
Total public et privé	**927**	**898**	**878**	**868**	**856**	**135 490**	**143 044**	**152 791**	**159 954**	**168 783**	**74 176**

1) Il existe des classes préparant au BTSA dans quelques établissements d'enseignement supérieur en plus des formations d'ingénieurs non comptabilisées dans ce tableau.
2) Établissements privés assurant une formation à temps plein, définis par l'article L 813-8 du code rural.
3) Établissements privés qui offrent des formations à temps plein en conjuguant, selon un rythme approprié, les enseignements théoriques et pratiques dispensés d'une part dans l'établissement même et d'autre part dans le milieu agricole et rural. Le groupe d'établissements relève de l'article L 813-9 du code rural.

TABLEAU F.01-16

Écoles dépendant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Nombre d'écoles, effectifs et diplômes

Source : Service des statistiques des études et des systèmes d'information (SESI)

Formation	Année scolaire 1994-1995			Année scolaire 1995-1996			Année scolaire 1996-1997		
	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1994	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1995	Nombre d'écoles	Effectif	Diplômes 1996
Écoles de santé :									
NIVEAU V									
Aides-soignants	505	14 820	15 019	484	13 805	13 705	473	13 353	13 712
Auxiliaires de puériculture	84	2 776	2 676	84	2 587	2 417	82	2 405	2 403
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Techniciens en analyses biomédicales	11	580	285	10	464	235	9	347	200
Formation en trois ans :									
Ergothérapeutes	8	821	232	8	864	231	8	879	272
Infirmiers diplômés d'Etat	351	52 103	13 368	348	53 362	13 457	346	52 429	15 173
Infirmiers de secteur psychiatrique	—	—	1 269	—	—	—	—	—	—
Manipulateurs d'électroradiologie médicale	18	1 515	487	18	1 475	507	18	1 457	476
Masseurs-kinésithérapeutes	35	5 027	1 581	35	5 077	1 537	35	5 089	1 496
Pédicures-podologues	10	1 161	332	10	1 256	310	10	1 402	276
Psychomotriciens	6	902	249	6	951	272	6	933	259
Formation en quatre ans :									
Sages-femmes	32	2 555	550	32	2 565	585	32	2 573	579
Formation complémentaire :									
Infirmiers-anesthésistes	26	977	496	26	957	476	26	950	477
Infirmiers de bloc opératoire	21	428	361	22	498	502	22	468	483
Puéricultrices	34	806	760	29	722	770	32	821	635
Cadres sages-femmes	1	20	20	1	21	19	1	20	20
Cadres de santé (1)	—	—	—	22	716	—	37	1 349	1 127
Cadres infirmiers diplômés d'État	29	886	793	18	420	828	—	—	75
Autres cadres paramédicaux	34	354	358	19	170	313	—	—	7
Total écoles de la santé	**1 205**	**85 731**	**38 836**	**1 172**	**85 910**	**36 164**	**1 137**	**84 475**	**37 670**
Écoles sociales :									
NIVEAU VI									
Aides à domicile (CAFAD)	89	3 036	2 616	80	3 077	2 366	88	2 722	2 181
Travailleuses familiales	8	277	221	7	230	220	8	213	168
NIVEAU V									
Aides médico-psychologiques	54	4 509	1 989	59	4 816	2 448	57	4 919	2 253
NIVEAU IV									
Moniteurs-éducateurs	50	3 401	1 475	48	3 400	1 566	46	3 523	1 579
NIVEAU III									
Formation en deux ans :									
Éducateurs de jeunes enfants	25	2 138	952	25	2 945	927	25	3 055	970
Formation en trois ans :									
Assistants de service social	52	5 741	1 537	52	5 741	1 679	51	5 761	1 623
Éducateurs spécialisés	53	7 199	2 295	51	7 361	2 180	51	7 782	2 384
Éducateurs techniques spécialisés	30	824	257	29	829	255	29	847	260
Formation complémentaire :									
Conseillers en économie-sociale familiale	41	834	603	42	864	592	45	919	608
Total écoles sociales	**402**	**27 959**	**11 945**	**393**	**29 263**	**12 233**	**400**	**29 741**	**12 026**

(1) Cette nouvelle formation vient en remplacement des diverses formations antérieures de cadres des professions paramédicales.

TABLEAU F.01-17A

Formation professionnelle continue et apprentissage : bilan des formations (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Sources de financement	Unités	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Formation continue : Stagiaires en formation (2)						
ntreprises de plus de 10 salariés	Millier	3 390	3 585	3 590	3 490	3 590
dont						
Prise en charge directe	»	2 560	2 622	2 658	2 590	2 670
Fonds d'assurance-formation	»	597	772	813	820	850
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	26	31	29	28	27
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	207	161	89	52	46
tat	»	3 591	3 960	4 115	4 215	4 200
dont agents de l'état	»	2 160	2 437	2 520	2 740	2 800
égions (3)	»	426	439	422	485	526
otal (4)	»	**7 115**	**7 759**	**8 000**	**8 008**	**8 040**
Apprentissage						
ffectifs d'apprentis.(5)	»	242	220	220	259	290
Formation continue : heures stagiaires						
ntreprises	Million	252	300	255	214	224
dont						
Prise en charge directe	»	116	129	126	124	137
Fonds d'assurance-formation	»	30	38	45	33	34
Organismes paritaires agréés au titre de congé individuel de formation	»	18	28	25	19	19
Organismes de mutualisation agréés au titre des formations professionnelles en alternance	»	89	105	59	38	34
tat	»	456	520	570	532	407
dont agents de l'état	»	108	111	112	114	117
égions (3)	»	124	126	123	138	193
otal (4)	»	**760**	**919**	**920**	**878**	**820**

1) Les bénéficiaires des dispositifs SIVP, CRE, CES ne sont pas comptabilisés.
2) Stagiaires ayant suivi un stage ou une partie de stage au cours de l'année.
3) À partir de 1994; prise en compte de la formation des jeunes, suite à la loi du 20 décembre 1993.
4) Certaines actions étant co-financées par plusieurs financeurs, l'effectif d'ensemble peut être inférieur à la simple addition des effectifs afférents à chaque financeur.
5) Salariés présents fin décembre. France métropolitaine.

TABLEAU F.01-17B

Dépense globale de formation professionnelle continue (y compris apprentissage)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Million de francs

Sources de financement	1987	1991	1992	1993	1994	1995
Dépense par financeur final (hors investissement)						
Administrations publiques.(1)	40 434	59 942	66 824	71 732	70 031	69 089
dont État	34 421	51 792	57 088	61 021	58 294	54 913
Régions	4 197	5 243	6 470	7 051	8 076	10 367
UNÉDIC	259	3 317	5 446	9 257	8 864	7 264
Entreprises	28 695	45 605	48 468	51 731	50 929	50 062
Ménages	1 089	1 646	1 907	2 064	2 210	2 219
Total (hors investissement)	**70 477**	**110 510**	**122 645**	**134 784**	**132 034**	**128 634**
Dépense par public bénéficiaire						
Formation de première insertion (jeunes < 26 ans)	14 012	20 627	22 910	24 307	22 136	22 618
Formation des actifs occupés (1)	41 364	63 641	69 251	73 089	73 099	71 733
Formation des demandeurs d'emploi	10 422	18 639	22 399	28 526	27 865	26 132
Activités annexes.(2)	4 679	7 603	8 085	8 862	8 934	8 151
Total fonctionnement et rémunération des stagiaires	**70 477**	**110 510**	**122 645**	**134 784**	**132 034**	**128 634**
Investissements	886	1 811	1 839	1 937	1 990	1 950
Total général	**71 363**	**112 321**	**124 484**	**136 721**	**134 024**	**130 584**
Part dans le produit intérieur brut (en %)	1,10	1,66	1,78	1,93	1,81	1,70

(1) Y compris dépenses de formation des agents de la fonction publique.
(2) Activités accompagnant la formation telles que l'administration générale, le conseil, l'information ainsi que les indemnités de transport et restauration versées aux stagiaires.

TABLEAU F.01-18

Formation professionnelle continue dans les entreprises : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Millier de stagiaires / %

Catégorie professionnelle	1990	1992	1993	1994	1995
Ingénieurs et cadres (1)	566	612	655	709	734
%	19,5	20,0	21,0	21,0	21,0
Techniciens (1)	799	826	843	911	944
%	27,5	27,0	27,0	27,0	27,0
Ouvriers et employés (1)	1 540	1 621	1 623	1 754	1 818
%	53,0	53,0	52,0	52,0	52,0
Total	**2 905**	**3 058**	**3 121**	**3 374**	**3 496**
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Homme	1 975	2 018	2 029	2 193	2 272
%	68,0	66,0	65,0	65,0	65,0
Femme	930	1 040	1 092	1 181	1 224
%	32,0	34,0	35,0	35,0	35,0

(1) Y compris les travailleurs indépendants de qualification équivalente.

TABLEAU F.01-19

Situation sociale et formation professionnelle des jeunes sortis du système éducatif

Année scolaire 1996-1997

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 1997)

	Ecoles supérieures (1)	Licence et plus	DUT BTS	Paramédical et social	DEUG	Autres diplômes supérieurs (2)	Baccalauréat	CAP BEP	Brevet	Sans diplôme
Depuis 1 à 4 ans (sortis de 1993 à 1996)										
Ensemble (nombre moyen de sortants) . .	**34 000**	**93 000**	**79 000**	**16 000**	**16 000**	**29 000**	**140 000**	**120 000**	**38 000**	**84 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	3%	18%	0%	1%	10%	1%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	51%	22%	4%	3%	5%	3%	1%	0%	0%	0%
Autres prof. intermédiaires	10%	16%	26%	83%	14%	22%	10%	3%	4%	2%
Agriculteurs, artisans	1%	1%	1%	0%	2%	2%	2%	2%	1%	1%
Prof. supérieures, interméd.et indépendantes	65%	56%	32%	86%	31%	28%	13%	6%	6%	3%
Employés, ouvriers qualifiés (3)	6%	10%	30%	4%	18%	31%	29%	29%	16%	12%
Employés, ouvriers non qualifiés	1%	2%	9%	0%	10%	10%	14%	22%	17%	18%
Ensemble des emplois	72%	69%	71%	90%	59%	68%	56%	57%	38%	32%
Chômeurs	14%	17%	17%	4%	19%	20%	25%	28%	31%	38%
Contingent	11%	5%	8%	3%	9%	5%	8%	7%	9%	5%
Inactifs	3%	9%	4%	3%	13%	7%	11%	8%	22%	25%
Depuis 5 à 10 ans (sortis de 1987 à 1992)										
Ensemble (nombre moyen de sortants) . .	**35 000**	**85 000**	**72 000**	**22 000**	**20 000**	**37 000**	**125 000**	**219 000**	**46 000**	**136 000**
Employeurs	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Enseignants	3%	20%	3%	1%	23%	2%	0%	0%	0%	0%
Autres prof. supérieures	73%	40%	9%	3%	8%	7%	4%	0%	0%	0%
Autres prof. intermédiaires	9%	17%	42%	83%	24%	23%	18%	5%	8%	3%
Agriculteurs, artisans	2%	1%	4%	1%	3%	7%	3%	4%	3%	2%
Prof. supérieures, interméd. et indépendantes	88%	78%	58%	87%	58%	38%	26%	10%	12%	6%
Employés, ouvriers qualifiés (2)	3%	6%	26%	3%	16%	36%	43%	44%	33%	21%
Employés, ouvriers non qualifiés	1%	1%	2%	1%	2%	9%	9%	21%	19%	27%
Ensemble des emplois	92%	85%	86%	91%	76%	83%	78%	75%	64%	54%
Chômeurs	4%	8%	9%	2%	11%	9%	10%	14%	19%	25%
Inactifs	4%	7%	5%	7%	13%	8%	12%	11%	17%	21%

(1) Écoles supérieures délivrant des diplômes de niveau Bac + 5 : écoles d'ingénieur, d'architecture, de commerce, de notariat, d'arts etc.
(2) Diplômes équivalents aux BTS, notamment.
(3) Définition de l'Emploi qualifié réalisée pour les Comptes de la Nation (1996).

TABLEAU F.01-20

Effectifs d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur (public et privé). Évolution 1980-1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1980-1981	1985-1986	1990-1991	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997
Universités	**852 837**	**960 084**	**1 171 852**	**1 395 103**	**1 434 426**	**1 465 467**	**1 449 129**
dont : Ingénieurs, disciplines générales et de santé	799 170	898 179	1 097 559	1 302 302	1 336 103	1 362 514	1 340 731
Instituts universitaires de technologie (IUT)	53 667	61 905	74 293	92 801	98 323	102 953	108 398
Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM)	///	///	///	**73 076**	**81 374**	**84 245**	**83 935**
Section de techniciens supérieurs (1)	**67 315**	**117 766**	**199 084**	**232 844**	**228 168**	**225 233**	**230 346**
Enseignement public	43 104	67 011	116 720	151 742	155 690	157 793	161 597
Enseignement privé	24 211	50 755	82 364	81 102	72 478	67 440	68 749
Classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE)	**40 123**	**47 334**	**67 465**	**72 573**	**71 271**	**76 030**	**78 343**
Enseignement public	35 429	39 904	56 344	59 532	58 839	63 161	64 644
Enseignement privé	4 694	7 430	11 121	13 041	12 432	12 869	13 699
Préparations intégrées	**2 788**	**2 790**	**3 965**	**2 297**	**2 151**	**2 209**	**2 445**
Écoles d'ingénieurs	**36 952**	**45 365**	**57 653**	**71 273**	**73 803**	**75 640**	**76 841**
dont : Enseignement public, dépendantes des universités	8 330	12 424	17 325	22 264	23 257	24 186	24 839
Enseignement public, indépendantes des universités	20 132	22 616	26 326	31 349	32 085	32 765	33 009
Enseignement privé	8 490	10 325	14 002	17 660	18 461	18 689	18 993
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	15 824	26 628	46 006	57 208	54 293	50 416	47 062
Établissements universitaires privés	16 256	18 435	19 971	20 989	21 867	22 129	22 327
Écoles normales d'instituteurs (post-bac),	12 597	17 493	16 098	///	///	///	///
Écoles normales supérieures	2 840	2 705	2 675	2 794	2 970	3 051	3 065
Écoles d'architecture	17 000	14 900	15 702	18 304	18 582	18 970	18 762
Écoles supérieures artistiques et culturelles	15 320	18 370	23 323	30 209	30 767	31 187	28 326
Écoles paramédicales hors université	74 006	61 359	55 866	66 658	67 584	68 943	68 689
Écoles préparant aux fonctions sociales	17 735	16 801	14 519	15 499	15 633	16 629	16 757
Autres écoles de spécialités diverses	11 678	20 291	21 862	31 026	28 753	24 992	25 265
dont : Écoles juridiques et administratives	6 653	6 805	7 328	7 982	7 186	6 509	6 918
Écoles de journalisme et écoles littéraires	680	2 230	2 923	2 501	2 653	2 444	2 494
Écoles vétérinaires	1 932	2 372	2 073	1 974	1 868	1 985	2 080
Total enseignement supérieur (1)	**1 145 563**	**1 350 030**	**1 698 716**	**2 067 589**	**2 108 385**	**2 140 955**	**2 126 453**

(1) Sans double compte des écoles d'ingénieurs dépendantes des universités.

TABLEAU F.01-21

Effectifs d'étudiants des universités par discipline et par cycle selon le sexe

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1er cycle et niveau 1er cycle (1)			2e cycle et niveau 2e cycle (2)			3e cycle et niveau 3e cycle			Total
	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	Garçons	Filles	**Total**	
Droit, sciences politiques	38 804	61 567	**100 371**	22 571	37 817	**60 388**	11 616	15 883	**27 499**	188 258
Sciences économiques, gestion (hors AES)	19 501	16 963	**36 464**	21 605	20 977	**42 582**	11 730	9 379	**21 109**	100 155
Administration économique et sociale (AES)	12 758	18 738	**31 496**	8 014	13 296	**21 310**	90	213	**303**	53 109
Lettres, sciences du langage, arts	17 648	52 070	**69 718**	10 739	36 001	**46 740**	4 469	7 651	**12 120**	128 578
Langues	19 351	66 569	**85 920**	10 542	48 115	**58 657**	1 997	4 078	**6 075**	150 652
Sciences humaines et sociales	36 731	71 368	**108 099**	32 877	65 269	**98 146**	12 590	16 401	**28 991**	235 236
Sciences et structure de la matière	54 685	27 377	**82 062**	25 411	16 058	**41 469**	9 288	4 912	**14 200**	137 731
Sciences et technologie, sciences pour l'ingénieur	8 887	2 065	**10 952**	40 001	10 779	**50 780**	13 091	4 006	**17 097**	78 829
Sciences de la nature et de la vie	21 213	26 410	**47 623**	12 572	18 299	**30 871**	7 653	7 977	**15 630**	94 124
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	12 759	6 037	**18 796**	4 737	3 070	**7 807**	358	231	**589**	27 192
Médecine	14 708	23 335	**38 043**	10 649	11 807	**22 456**	27 751	23 867	**51 618**	112 117
Odontologie	494	445	**939**	1 959	1 820	**3 779**	1 466	943	**2 409**	7 127
Pharmacie	3 968	8 250	**12 218**	1 589	3 613	**5 202**	3 347	6 856	**10 203**	27 623
Instituts universitaires de technologie	67 800	40 598	**108 398**	///	///	///	///	///	///	108 398
Total	**329 307**	**421 792**	**751 099**	**203 266**	**286 921**	**490 187**	**105 446**	**102 397**	**207 843**	**1 449 129**

(1) Y compris capacité en droit.
(2) Y compris les préparations aux concours d'enseignants.

TABLEAU F.01-22

Effectifs des classes supérieures, par niveau et par sexe

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Public			Privé			Public + privé		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Classe préparatoire aux grandes écoles :	**37 901**	**23 488**	**61 389**	**7 615**	**3 332**	**10 947**	**45 329**	**26 801**	**72 336**
Éducation nationale	**36 440**	**23 171**	**59 611**	**7 605**	**3 317**	**10 922**	**44 045**	**26 488**	**70 533**
Préparations scientifiques	29 597	10 511	40 108	5 481	1 390	6 871	35 078	11 901	46 979
Première année	13 924	5 614	19 538	2 705	769	3 474	16 629	6 383	23 012
Deuxième année	15 673	4 897	20 570	2 776	621	3 397	18 449	5 518	23 967
Préparations économiques	4 447	5 411	9 858	1 887	1 446	3 333	6 334	6 857	13 191
Première année	2 500	3 092	5 592	1 057	841	1 898	3 557	3 933	7 490
Deuxième année	1 947	2 319	4 266	830	605	1 435	2 777	2 924	5 701
Préparations littéraires	2 396	7 249	9 645	237	481	718	2 633	7 730	10 363
Première année	1 301	4 429	5 730	165	337	502	1 466	4 766	6 232
Deuxième année	1 095	2 820	3 915	72	144	216	1 167	2 964	4 131
Autres ministères	**1 461**	**317**	**1 778**	**10**	**15**	**25**	**1 284**	**313**	**1 803**
Préparations scientifiques	908	165	1 073	—	—	—	908	165	1 073
Première année	389	47	436	—	—	—	389	47	436
Deuxième année	519	118	637	—	—	—	519	118	637
Préparations économiques	182	9	191	10	15	25	84	9	216
Première année	106	5	111	2	10	12	108	15	123
'Deuxième année	76	4	80	8	5	13	84	9	93
Préparations littéraires	182	9	191	—	—	—	103	5	191
Première année	79	4	83	—	—	—	79	4	83
Deuxième année	103	5	108	—	—	—	103	5	108
Préparations sup. BTS (1)	189	134	323	—	—	—	189	134	323
Diplôme d'études comptables et financières.	**1 294**	**1 961**	**3 255**	**1 323**	**1 429**	**2 752**	**2 617**	**3 390**	**6 007**
Éducation nationale	1 294	1 961	3 255	1 262	1 361	2 623	2 556	3 322	5 878
Autres ministères	—	—	—	61	68	129	61	68	129
Section de techniciens supérieurs	**85 871**	**75 726**	**161 597**	**29 791**	**38 958**	**68 749**	**115 662**	**114 684**	**230 346**
Éducation nationale	**76 918**	**71 467**	**148 385**	**24 462**	**35 716**	**60 178**	**101 380**	**107 183**	**208 563**
Classes de mise à niveau	500	1 064	1 564	476	547	1 023	976	1 611	2 587
DPECF (2)	382	457	839	365	255	620	747	712	1 459
STS en 1 an (loi quinquennale)	150	110	260	—	3	3	150	113	263
STS en 2 ans	74 715	67 959	142 674	23 000	33 781	56 781	97 715	101 740	199 455
STS en 3 ans	313	1 222	1 535	78	500	578	391	1 722	2 113
DMA (3)	172	251	423	65	39	104	237	290	527
DSAA (4)	153	184	337	—	—	—	153	184	337
DNTS (5)	310	69	379	22	11	33	332	80	412
Formations complémentaires (post-BTS)	223	151	374	456	580	1 036	679	731	1 410
Agriculture	**8 953**	**4 259**	**13 212**	**4 450**	**2 210**	**6 660**	**13 403**	**6 469**	**19 872**
STS en 1 an	99	28	127	73	26	99	172	54	226
STS en 2 ans	8 854	4 231	13 085	4 377	2 184	6 561	13 231	6 415	19 646
Autres ministères	**—**	**—**	**—**	**879**	**1 032**	**1 911**	**879**	**1 032**	**1 911**
Classe de mise à niveau	—	—	—	56	70	126	56	70	126
DPECF (2)	—	—	—	13	23	36	13	23	36
STS en 1 an	—	—	—	7	17	24	7	17	24
STS en 2 ans	—	—	—	769	842	1 611	769	842	1 611
STS en 3 ans	—	—	—	—	70	70	—	70	70
Formations complémentaires (post-BTS)	—	—	—	34	10	44	34	10	44
Total général	**125 066**	**101 175**	**226 241**	**38 729**	**43 719**	**82 448**	**163 608**	**144 875**	**308 689**

(1) Préparation à l'entrée aux grandes écoles après un BTS, organisée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) DPECF : Diplôme préparatoire aux études comptables et financières.
(3) DMA : Diplôme des métiers d'art.
(4) DSAA : Diplôme supérieur d'arts appliqués.
(5) DNTS : Diplôme national de technologie spécialisée.

TABLEAU F.01-23

Effectifs d'étudiants des autres écoles supérieures selon le sexe (public et privé)

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Garçons	Filles	Total
Écoles d'ingénieurs	59 509	17 332	76 841
dont : Écoles dépendantes des universités (1)	18 541	6 298	24 839
Préparations intégrées	1 799	646	2 445
Écoles de commerce, gestion et comptabilité	25 928	21 134	47 062
Établissements privés d'enseignement universitaire	7 044	15 283	22 327
Écoles normales supérieures	1 992	1 073	3 065
Instituts universitaires de formation des maîtres	21 655	62 280	83 935
Écoles d'architecture	10 763	7 999	18 762
Écoles supérieures artistiques et culturelles	11 897	16 429	28 326
Écoles paramédicales hors universités	12 639	56 050	68 689
Écoles préparant aux fonctions sociales	3 167	13 590	16 757
Écoles juridiques et administratives	3 181	3 737	6 918
Écoles de journalisme, et littéraires	828	1 666	2 494
Écoles vétérinaires	940	1 140	2 080
Autres écoles de spécialités diverses	8 460	5 313	13 773
Total	**169 802**	**223 672**	**393 474**

(1) Y compris dans les effectifs universitaires en «sciences».

TABLEAU F.01-24

Répartition des étudiants français dans l'enseignement supérieur par discipline et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE) %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	Droit	Économie	Lettres	Sciences STAPS (1)	Santé	IUT	Ensemble université	CPGE	STS	Autres enseignements
Agriculteurs exploitants	2,2	3,0	2,7	3,1	2,6	4,0	2,8	2,4	3,2	4,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,4	10,4	8,5	7,9	8,1	9,6	8,9	7,4	9,5	14,3
Professions libérales et cadres supérieurs	39,2	33,6	30,2	37,9	54,0	25,7	35,2	50,8	13,9	44,5
Professions intermédiaires	16,3	17,4	20,7	21,2	16,3	22,1	19,6	16,0	17,1	16,3
Employés	12,9	13,1	14,0	11,9	7,1	14,2	12,7	8,9	16,2	10,1
Ouvriers	10,5	13,7	14,2	11,9	6,7	18,2	12,8	6,9	26,0	5,2
Retraités, inactifs	8,5	8,9	9,7	6,2	5,2	6,2	8,0	7,6	14,1	5,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des étudiants français	172 840	136 896	467 433	313 977	128 292	104 486	1 323 924	61 488	142 365	355 844

(1) Sciences et techniques des activités physiques et sportives.

TABLEAU F.01-25

Répartition des étudiants français dans les universités, par cycle, par sexe et selon l'origine socioprofessionnelle du chef de famille

Année 1996-1997

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE) %

Profession et catégorie socioprofessionnelle du chef de famille	1er cycle		2e cycle		3e cycle		**Tous cycles**	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	**Homme**	**Femme**
Agriculteurs exploitants	2,2	3,3	2,4	3,4	2,2	2,9	**2,2**	**3,3**
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	8,9	9,1	8,6	9,0	8,0	8,6	**8,7**	**9,0**
Professions libérales et cadres supérieurs	35,0	30,6	38,2	34,6	47,0	46,7	**37,4**	**33,6**
Professions intermédiaires	20,2	20,0	19,7	19,9	16,2	16,6	**19,6**	**19,6**
Employés	13,5	14,3	11,7	12,1	8,7	8,5	**12,4**	**12,9**
Ouvriers	13,5	15,4	11,0	12,3	6,7	6,8	**11,9**	**13,5**
Retraités	3,9	4,0	5,7	5,7	7,5	6,5	**4,9**	**4,8**
Inactifs	2,9	3,4	2,8	3,1	3,7	3,5	**2,9**	**3,3**
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectif des élèves français	310 239	397 531	184 373	267 056	78 353	86 372	**572 965**	**750 959**

TABLEAU F.01-26

Principaux diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Capacité en droit	1 174	1 073	1 100	1 113	1 618	1 145
Diplôme universitaire de technologie (DUT)	27 815	28 977	31 204	32 821	35 819	37 380
Brevet de technicien supérieur (BTS)	52 667	57 171	62 171	72 456	76 504	76 715
Diplôme d'ingénieur	16 080	16 589	17 847	18 521	20 562	21 851
Diplôme (visé) des écoles de commerce et gestion	5 617	6 352	6 559	8 200	8 411	8 166
DIPLÔMES D'ÉTUDES UNIVERSITAIRES GÉNÉRALES (1) :						
Droit	12 184	13 941	15 068	16 461	16 329	17 896
Sciences économiques	7 561	8 443	9 241	10 120	10 365	9 920
Administration économique et sociale	6 080	6 490	6 468	7 145	7 856	7 820
Lettres	38 732	41 521	42 428	47 851	52 422	58 141
Sciences	19 645	22 616	27 338	33 352	33 819	32 332
Mathématiques appliquées et sciences sociales	1 013	1 067	1 121	1 188	1 319	1 303
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 948	1 849	2 050	2 159	2 372	3 324
LICENCE (2) :						
Droit	11 284	12 204	14 080	15 177	16 224	16 087
Sciences économiques	5 248	5 624	6 540	7 840	8 900	9 071
Administration économique et sociale	4 502	5 383	5 992	6 093	6 842	7 475
Lettres	31 445	35 948	41 058	47 098	52 635	57 942
Sciences	16 423	18 591	21 259	25 288	29 310	31 999
Mathématiques appliquées et sciences sociales	271	335	285	350	405	421
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	1 567	1 759	1 813	2 068	1 930	2 584
MAÎTRISE ET MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES (2) :						
Droit	9 642	10 711	11 433	12 964	13 896	14 237
Sciences économiques	6 991	7 269	7 932	9 229	10 478	10 866
Administration économique et sociale	3 397	3 622	4 039	4 639	4 570	4 737
Lettres	16 279	18 091	19 796	22 265	23 013	25 866
Sciences	14 131	15 663	17 638	19 239	21 686	23 596
Mathématiques appliquées et sciences sociales	189	213	233	234	269	315
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	369	382	516	636	645	778
DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (3) :						
Droit	2 794	3 077	3 587	3 876	4 412	4 407
Sciences économiques	4 765	5 508	6 288	7 114	7 227	7 133
Lettres	2 562	2 875	3 623	4 092	4 427	4 881
Sciences	2 495	2 852	3 524	4 123	4 159	4 541
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	—	4	29	46	77	91
DIPLÔME D'ÉTUDES APPROFONDIES (3) :						
Droit	3 040	3 220	3 636	3 943	4 257	4 341
Sciences économiques	1 557	1 603	1 898	2 062	2 201	2 020
Lettres	5 843	6 541	7 326	7 489	7 718	7 652
Sciences	9 466	9 754	10 745	11 066	11 456	11 195
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	111	102	96	117	143	117
DOCTORAT ET DIPLÔME DE DOCTEUR INGÉNIEUR :						
Droit	521	421	434	516	573	474
Sciences économiques	411	300	313	396	464	352
Lettres	1 513	1 755	1 816	1 864	2 277	2 186
Sciences	4 705	4 837	5 224	5 482	5 884	5 934
Sciences et techniques des activités physiques et sportives	11	14	17	17	25	17
DIPLÔMES DE SANTÉ :						
Diplôme d'état de docteur en médecine	5 339	5 384	5 403	4 879	4 844	4 654
Diplôme d'état de docteur en pharmacie	2 272	2 199	2 337	2 319	2 272	2 162
Diplôme d'état de docteur en chirurgie dentaire	1 186	1 081	993	1 050	984	901

(1) Diplômes de premier cycle, y compris diplôme d'études universitaires en sciences et techniques (DEUST).
(2) Diplômes de second cycle.
(3) Diplômes de troisième cycle.

TABLEAU F.01-27

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1993 *r*		1994 *r*		1995	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Niveau premier degré : sortie d'institutions spécialisées, etc	5 000	0,8	5 000	0,7	3 000	0,4
Niveau VI et V bis : sortie de second degré avant le niveau V	60 000	9,3	53 000	7,9	53 000	7,5
Niveau V: niveau CAP, BEP ou abandon avant le niveau IV	168 000	26,1	162 000	24,3	172 000	24,4
Niveau IV : niveau du BAC ou abandon avant le niveau III	197 000	30,6	205 000	30,7	203 000	28,8
Niveau III : bac + 2 années d'études avec le diplôme de ce niveau	108 000	16,8	114 000	17,1	135 000	19,2
Niveaux II et I : diplômés de 2e ou 3e cycle supérieur ou équivalent	105 000	16,3	128 000	19,2	138 000	19,6
Total niveaux	643 000	100,0	667 000	100,0	704 000	100,0

TABLEAU F.01-28

Évolution des effectifs des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1990		1993		1994		1995		1996	
	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes	Effectifs	% de femmes
Enseignants dans le 1er degré public (1)	298 128	74,0	301 347	75,2	301 699	75,6	302 209	76,1	302 348	76,6
Enseignants dans le 2e degré public (2)	351 461	55,1	371 435	55,9	377 166	56,1	381 435	56,3	384 219	56,5
Enseignants dans le supérieur	46 338	26,8	52 663	28,3	56 339	29,1	59 743	29,8	61 501	30,1
Enseignants dans les établissements de formation du personnel (3)	34 684	60,6	30 745	62,9	32 944	63,6	35 438	62,1	36 188	62,3
Non enseignants	275 299	63,3	287 792	64,9	290 346	64,8	290 533	64,8	289 256	64,9
Total	**1 005 910**	**61,9**	**1 043 982**	**62,7**	**1 058 494**	**62,9**	**1 069 358**	**62,9**	**1 073 512**	**63,1**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplacants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnel de direction.
(3) Enseignants formateurs et élèves enseignants y compris les enseignants et élèves des établissements de formation du supérieur (dont les instituts universitaires de formation des maîtres).

TABLEAU F.01-29

Les enseignants exerçant dans les établissements publics des premier et second degrés

Situation au 1er janvier 1996

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	Effectifs	Âge moyen	% de femmes	% de temps partiel
PREMIER DEGRÉ				
Professeurs des écoles	72 746	42,3	74,0	2,4
Instituteurs spécialisés	12 625	41,9	65,3	2,2
Instituteurs	215 496	40,5	78,2	6,6
Stagiaires				
Autres titulaires	716	44,2	46,2	1,0
Total titulaires	**301 583**	**41,0**	**76,6**	**5,4**
Total non-titulaires	**765**	**31,9**	**79,1**	**2,6**
Total premier degré(1)	**302 348**	**41,0**	**76,6**	**5,4**
SECOND DEGRÉ				
Agrégés et chaires supérieures	37 463	42,8	49,3	7,0
Certifiés et assimilés	194 356	42,1	60,5	10,6
Chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement	15 730	43,2	61,4	11,3
Professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.)	46 347	49,1	59,3	16,1
Professeurs de LP	55 972	44,9	45,1	8,4
Professeurs des écoles	3 490	43,9	49,5	4,3
Instituteurs spécialisés	4 179	42,3	45,8	2,8
Instituteurs	1 132	35,7	51,3	4,1
Autres enseignants titulaires	197	49,8	48,7	12,2
Total titulaires	**358 866**	**43,6**	**56,5**	**10,4**
Maîtres auxiliaires	24 488	33,7	56,4	27,0
Autres non-titulaires	865	41,1	38,5	27,9
Total non-titulaires	**25 353**	**33,9**	**55,8**	**27,1**
Total second degré (2)	**384 219**	**42,9**	**56,5**	**11,5**

(1) Y compris les directeurs, les instituteurs ou professeurs des écoles chargés de rééducation en psychopédagogie ou psychomotricité, les psychologues scolaires et les titulaires remplaçants.
(2) Y compris les documentalistes et les personnels de remplacement, hors personnels de direction.

TABLEAU F.01-30

La dépense globale d'éducation

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE)

	1975	1980	1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Dépense globale d'éducation	100,1	189,8	445,5	544,2	566,1	588,2	603,8
dont : Dépense intérieure :							
En milliards de francs courants	95,9	180,8	425,5	521,5	542,2	563,4	578,4
En milliards de francs, aux prix de 1996 *r*	325,4	374,0	479,4	543,6	556,6	569,4	578,4
Part du Produit Intérieur Brut (%)	6,5	6,4	6,5	7,4	7,3	7,4	7,4
Dépense intérieure par habitant :							
En francs courants	1 800	3 400	7 500	9 100	9 400	9 700	9 900
En francs, aux prix de 1996 *r*	6 200	6 900	8 500	9 400	9 600	9 800	9 900
Dépense intérieure (1) par élève ou étudiant :							
En francs courants	6 200	11 600	26 400	31 500	32 500	33 900	34 900
En francs, aux prix de 1996 *r*	21 200	23 900	29 800	32 900	33 400	34 200	34 900
Structure du financement initial (%) :							
État	70,0	69,1	64,2	64,9	64,9	64,9	65,0
Collectivités territoriales	14,1	14,3	18,9	20,0	20,1	20,2	20,3
Autres administrations publiques et caisses d'allocations familiales	0,3	0,4	0,7	2,3	2,4	2,4	1,8
Entreprises	4,9	5,5	6,2	5,8	5,6	5,6	5,6
Ménages	10,7	10,7	10,0	7,0	7,0	6,9	7,3

(1) Hors dépense pour l'enseignement artistique et l'enseignement extra-scolaire (enseignement à distance, formation professionnelle continue et autre extra-scolaire).

TABLEAU F.01-31

La dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1996

Dépenses totales (courantes plus capital) des financeurs finals (1)

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (DEP-SDESE) — *Unité* : Million de francs

	Financeur final (2)							
	État			Collectivités territoriales	Autres administrations	Entreprises	Ménages	Total
	Éducation nationale	Autres ministères	Total					
ENSEIGNEMENT								
Enseignement de type scolaire (3) :								
1er degré	74 136	—	**74 136**	48 157	—	27	1 506	**123 826**
2e degré	146 053	9 383	**155 436**	31 824	277	1 985	4 526	**194 048**
Enseignement supérieur	53 647	7 376	**61 023**	4 627	2 277	3 425	6 718	**78 070**
Enseignement artistique	—	982	**982**	5 083	—	11	48	**6 124**
Apprentissage	12	50	**62**	4 350	230	2 353	150	**7 145**
Non ventilé	—	—	**—**	—	—	—	—	**—**
Enseignement de type extra-scolaire (4)	3 409	20 083	**23 492**	5 539	1 346	24 507	8 785	**63 669**
Total des activités d'enseignement [dépense intérieure d'enseignement] (5)	**277 257**	**37 874**	**315 131**	**99 580**	**4 130**	**32 308**	**21 733**	**472 882**
ACTIVITÉS ANNEXES								
Administration générale	7 965	1 253	**9 218**	218	47	—	—	**9 483**
Cantine, internat	12 128	1 370	**13 498**	10 816	21	65	20 182	**44 582**
Autres	4 790	13	**4 803**	1 415	95	138	117	**6 568**
ACHATS DE BIENS ET SERVICE								
Transport scolaire	522	—	**522**	10 007	—	—	319	**10 848**
Fournitures et livres scolaires	292	—	**292**	1 456	—	—	14 871	**16 619**
Habillement, loisirs scolaires	—	—	**—**	—	—	—	5 294	**5 294**
RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL D'ÉDUCATION EN FORMATION	12 143	—	**12 143**	—	—	—	—	**12 143**
Total [dépense intérieure d'éducation] (6)	**315 097**	**40 510**	**355 607**	**123 492**	**4 293**	**32 511**	**62 516**	**578 419**

(1) Compte économique de l'éducation : compte satellite de la comptabilité nationale (chap. G-01) décrivant les flux financiers dans le domaine de l'éducation. Évaluations provisoires.
(2) Financeur final : dernier financeur. Exemple, une collectivité locale maître d'ouvrage d'une construction peut recevoir une subvention de l'État : la totalité de la dépense est affectée aux collectivités locales, dernier financeur et les dépenses de l'État ne comprennent pas la subvention. Les bourses d'études versées aux ménages sont traitées comme un transfert entre le financeur État ou collectivités locales, et le financeur ménage; elles n'apparaissent pas comme dépense de l'État.
(3) Enseignement à plein temps sur un cyle annuel.
(4) Formation continue, enseignement par correspondance, stages, cours du soir, leçons particulières.
(5) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour les activités d'enseignement.
(6) Total des dépenses effectuées en France métropolitaine pour des activités d'éducation et pour l'achat de biens et services liés à l'éducation.

Chapitre F.02

Recherche et développement expérimental

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Liste des tableaux :

Graphique : Dépense intérieure de recherche et de développement en 1995.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement.
2. Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur.
3. Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental.
4. L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays.
5. Concentration de la recherche dans les entreprises.
6. La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement.
7. Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations.
8. Chercheurs et effectifs de la R-D des entreprises et administrations en équivalent temps plein.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (direction générale de la Recherche et de la Technologie, sous-direction du Budget civil, de la Recherche et des Études).

1. PRÉSENTATION

Après une croissance soutenue dans les années 1980 : + 6 % par an en volume entre 1980 et 1985 puis + 4,6 % entre 1985 et 1990, la dépense intérieure de R-D (DIRD) plafonne en volume depuis 1990. Entre 1990 et 1995, son taux de croissance est en moyenne d'un demi-point par an et sa part dans le PIB a légèrement diminué, passant de 2,42 % à 2,34 %. Les bouleversements intervenus dans les équilibres mondiaux, l'arrivée à terme de certains grands programmes militaires ou aéronautiques ainsi que les restructurations entre le secteur public et celui des entreprises ont modifié la répartition des efforts de R et D et leur mesure statistique.

En 1995, d'après les résultats provisoires, les administrations ont financé moins de 50 % des travaux et les entreprises ont éxécuté près de 62 % des 180 milliards de Francs de travaux de R et D.

En 1994, la dépense intérieure de recherche et de développement expérimental de la France s'élève à plus de 175 milliards de Francs, dont plus de 108 milliards de travaux de recherche exécutés dans les entreprises; la dépense nationale de recherche et de développement expérimental (DNRD) atteint 177 milliards de Francs, la moitié étant financée par les entreprises.

Sur la base d'un équivalent temps plein, 315 000 personnes participent aux travaux de R et D dont 149 000 chercheurs ou ingénieurs de recherche, répartis à raison de 82 500 dans les laboratoires des établissements publics ou des administrations et 66 700 dans ceux des entreprises.

Les implantations de la recherche sont relativement concentrées : trois régions sur les vingt-deux, l'Île-de-France (46,7 %), Rhône-Alpes (10,5 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (6,5 %) rassemblent près des deux tiers des effectifs de la recherche française.

La recherche publique

Les universités et les établissements publics scientifiques et technologiques – EPST – comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), assurent les deux tiers de la recherche fondamentale française. Cependant, des établissements publics industriels et commerciaux, tels que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) réalisent aussi des travaux de recherche appliquée ou de développement expérimental de type industriel; des unités de recherche des EPST et des laboratoires universitaires prennent des contrats de recherche industriels ou agronomiques (CNRS, INRA,...).

Le financement de la recherche publique est assuré, pour l'essentiel, par le budget civil de recherche et de développement technologique (BCRD), par le budget de l'enseignement supérieur et par celui du ministère de la défense.

Le secteur des entreprises

Depuis une quinzaine d'années, le nombre d'entreprises qui exécutent des travaux de R-D de façon permanente et organisée – au sens de conventions internationales c'est-à-dire qui emploient au moins un chercheur à temps plein – a plus que triplé. Ce mouvement s'est accéléré à partir de 1983 avec la mise en place de mesures fiscales en faveur de la recherche des entreprises (crédit d'impôt recherche : CIR). Les 5 000 unités qui répondent aux conditions ci-dessus, tiennent une place importante dans le tissu industriel : elles occupent plus de 40 % des effectifs et assurent plus de 50 % de la production nationale. La R-D dans les entreprises se caractérise par une forte concentration, repérable en termes de taille comme d'activité économique :

— plus de 180 unités (3,9 %), la plupart de grande taille ou filiales de groupes industriels, emploient 50 chercheurs ou plus. Elles effectuent près des trois quarts de l'effort de R-D des entreprises et reçoivent plus de 90 % des financements publics pour la recherche des entreprises. A l'opposé, 4 100 unités (85 %) emploient chacune moins de 10 chercheurs, interviennent pour moins de 12 % dans l'effort total et bénéficient de moins de 4 % des financements publics;

— en termes d'activité économique, l'électronique, l'aéronautique, la construction automobile, la chimie, la pharmacie et la mécanique réalisent près des trois quarts des dépenses intérieures de R-D des entreprises.

Dans les activités traditionnelles où prédominent souvent les PME, une part appréciable de la recherche est exécutée par les centres techniques professionnels;

Évalué à environ 2,6 milliards de francs en 1995, le coût des mesures fiscales du crédit d'impôt recherche n'est pas compris dans le recensement des financements publics vers les entreprises. Ces financements publics représentent globalement un sixième des dépenses intérieures de R-D des entreprises. Ce sont des subventions ou des avances remboursables et surtout des contrats de recherche des administrations et organismes publics de recherche; près des deux tiers de ces contrats proviennent du ministère de la Défense et les financements publics se trouvent ainsi concentrés à 78 % sur la construction aéronautique et sur l'électronique.

Les entreprises françaises financent elles-mêmes près des trois quarts de leurs recherches, soit sur ressources internes, soit par des contrats de recherche d'entreprise à entreprise, la dernière partie de ces financements provient essentiellement du secteur de l'étranger, qui comprend des opérateurs internationaux comme l'Agence spatiale européenne.

La place dans le monde

L'effort français de recherche (DIRD) avec 2,38 % du PIB se situe en 1994 au troisième rang parmi les principaux pays de l'OCDE, après le Japon (2,64 %) et les États-Unis (2,53 %). L'Allemagne arrive en quatrième position (2,33 %).

2. MÉTHODOLOGIE

Les travaux de recherche et de développement expérimental sont mesurés par les moyens humains et matériels (coûts) qui leur sont consacrés car les résultats de ces travaux, bien que très importants pour l'économie, sont difficilement quantifiables. Les définitions et les méthodes de mesure de la R-D ont été établies au niveau

international, principalement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour permettre les comparaisons et l'observation économique des pays membres de l'organisation.

Les deux agrégats essentiels pour la mesure de la R-D sont la dépense nationale de R-D (DNRD) et la dépense intérieure de R-D (DIRD).

AVERTISSEMENT

• Modifications de la méthodologie

D'importantes modifications sont intervenues dans l'élaboration des statistiques de la recherche et du développement expérimental et, plus particulièrement, dans celles des entreprises à partir de 1992. Elle rendent délicates les comparaisons avec les années antérieures :

— d'importants services administratifs ont changé de nature et ont été reclassés et interrogés avec les entreprises;

— l'enquête auprès des entreprises comporte maintenant une interrogation par sondage des petites entreprises;

— la nouvelle nomenclature NAF a été introduite dès le 1er janvier 1992;

— la couverture de l'enquête auprès des institutions sans but lucratif (ISBL) a été améliorée.

— la construction de la nouvelle base 1990 des comptes nationaux amène d'importantes modifications dans la prise en considération des activités de recherche et dans la définition de la branche recherche pour les comptes et pour le compte satellite de la recherche.

En attendant l'application de la nouvelle base au compte de la recherche, les dépenses et les effectifs de R-D, présentés respectivement dans les tableaux F02-7 et F02-8, sont ici classés par « branche de recherche », c'est-à-dire selon l'industrie directement bénéficiaire des travaux (comme dans les publications statistiques de la recherche), et non plus par « branche d'activité » de l'unité qui a exécuté les travaux.

L'effort national de recherche et développement expérimental

Les agents économiques

Les agents économiques qui financent et/ou exécutent ces dépenses sont regroupés en deux secteurs :

— les administrations publiques et privées, c'est-à-dire l'État, les universités, les institutions sans but lucratif (ISBL);

— les entreprises publiques et privées et les centres techniques professionnels.

L'analyse de l'effort national de R-D et de son évolution s'appuie sur :

— la mesure de l'effort global fournie par le ratio DIRD/PIB (part de la dépense intérieure de R-D dans le produit intérieur brut);

— la part prise par chaque secteur (administrations, entreprises) dans le financement et dans l'exécution de la R-D;

— l'évaluation des effectifs occupés dans la R-D, dont le nombre de chercheurs. Cette évaluation est faite, à partir des effectifs travaillant sur le territoire français, en « équivalent temps plein ».

Les moyens que les agents économiques consacrent aux activités de recherche-développement font l'objet d'enquêtes annuelles réalisées par la direction générale de la Recherche et de la Technologie (DGRT) du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie.

Le compte satellite de la recherche

La Comptabilité nationale appréhende les activités de R-D de deux manières dans le système élargi des comptes :

— dans les flux de services du tableau « entrées-sorties », où sa description est soumise aux contraintes générales du cadre central, classements des agents économiques et classements des opérations effectuées;

— dans le compte satellite, qui présente l'ensemble des aspects spécifiques du domaine, y compris la recherche pour compte propre; il décrit l'exécution de la recherche et ses circuits de financement dans une approche compatible avec le cadre central de comptabilité nationale, et selon les principes de mesure proposés par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Articulé sur l'analyse des secteurs institutionnels de production et de financement, il propose quatre descriptions croisant le financement et l'exécution de la R-D ainsi que les dépenses intérieures et les effectifs de R-D avec, respectivement, les secteurs institutionnels et les branches d'activité.

Il utilise les mêmes classements, par secteur institutionnel, que la Comptabilité nationale.

L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays

Les principaux ratios utilisés pour cette comparaison entre la France et les plus importants pays de l'OCDE sont les suivants :

— DIRD/PIB par pays (en %);

— indice de la DIRD des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100);

— indice de la DIRD par habitant des principaux pays par rapport à celui de la France (base 100).

3. DÉFINITIONS

La dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)

Elle totalise l'ensemble des travaux de R-D (recherche et développement) exécutés sur le territoire national (salaires, charges courantes et investissements), quelle que soit l'origine des financements.

La dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)

Elle représente la somme des financements consacrés à la recherche-développement par les agents économiques nationaux sur ou hors du territoire national.

La relation avec la DIRD est la suivante :

DNRD = DIRD + financements nationaux des recherches exécutées à l'étranger – financements étrangers des recherches exécutées en France.

Les travaux de recherche et développement (R-D)

Ils ont été définis et codifiés au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), chargée d'assurer la comparabilité des informations entre les pays membres de l'organisation.

Ils « englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications »(1).

Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes :

— la recherche fondamentale (acquisition de nouvelles connaissances sans souci d'application ou d'utilisation particulière);

— la recherche appliquée (acquisition de connaissances nouvelles dirigées vers un but ou un objectif déterminé);

— le développement expérimental (travaux systématiques basés sur des connaissances obtenues par la recherche en vue de lancer de nouveaux produits, d'établir de nouveaux procédés ou d'améliorer ceux qui existent déjà).

(1) Cf. « La mesure des activités scientifiques et techniques », *Manuel de Frascati,* 1993, OCDE.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, sous-direction du Budget civil, de la Recherche et des Études;

— INSEE, OCDE.

Publications :

— « Le compte de la recherche », série *INSEE-Méthodes,* n° 1, 1989, ministère de la Recherche et de la Technologie et INSEE;

— « La mesure des activités scientifiques et techniques, *Manuel de Frascati* 1993 », OCDE 1994;

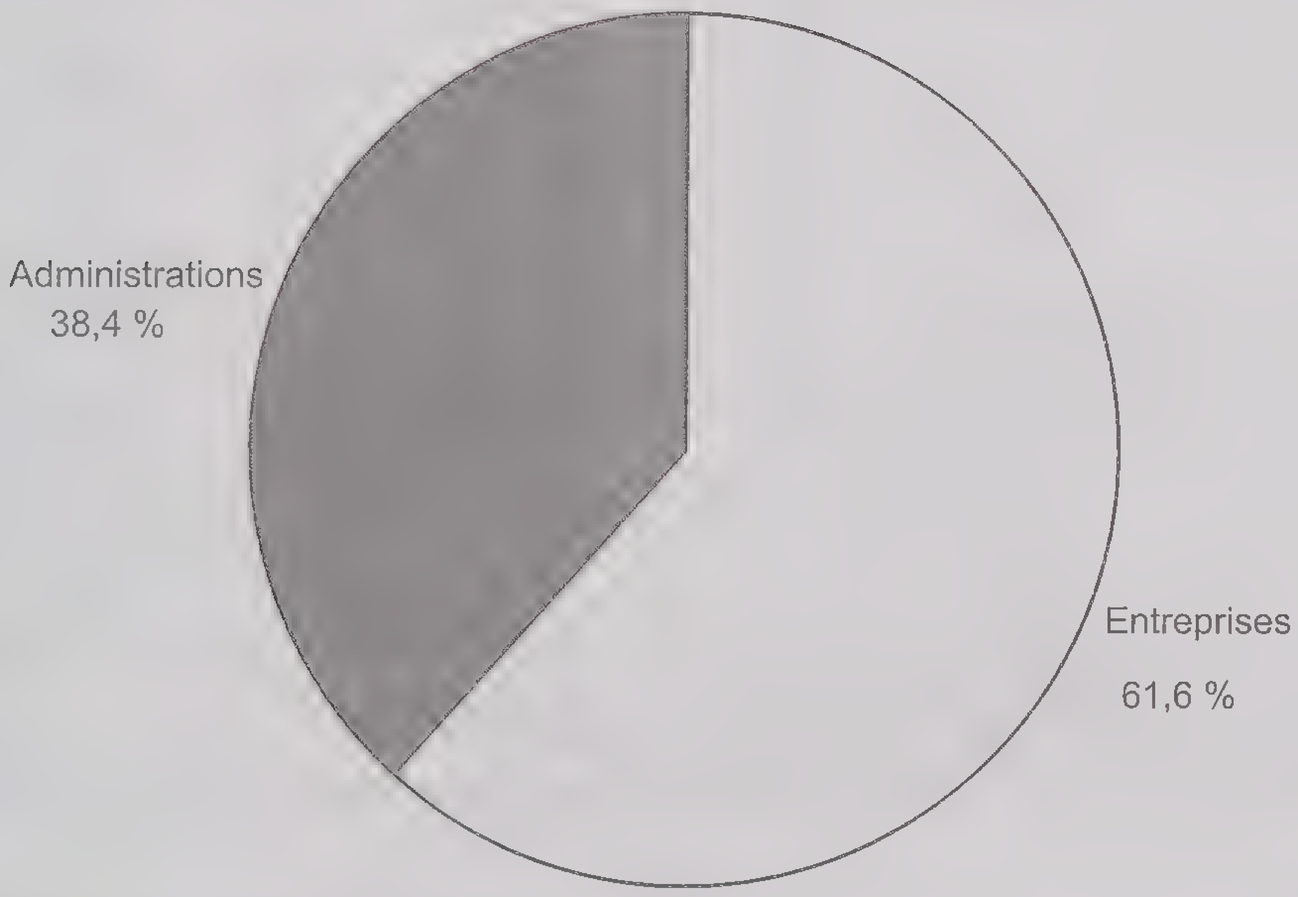
— « Recherche et développement, l'effort croissant des entreprises », *INSEE-Première,* n° 373, avril 1995;

— *La recherche et le développement dans les entreprises,* résultats 1994, MESR, novembre 1996;

— *Recherche et développement dans les organismes publics,* résultats 1994, MESR, janvier 1997.

GRAPHIQUE F.02

Dépense intérieure de recherche et de développement en 1995



Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

TABLEAU F.02-1

Évolution de l'effort national de recherche et de développement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — %

	1990	1991	(1) ◘ 1992	1993	1994	*p* 1995
Effort global (DIRD/PIB en %) (2)	2,42	2,41	2,42	2,45	2,38	2,34
Part de la dépense nationale financée par les administrations (DNRD)	53	53	51	51	50	50
Part de la dépense intérieure exécutée par les entreprises (DIRD)	60	62	63	62	62	62

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) Part de la dépense intérieure de recherche et de développement dans le PIB.

TABLEAU F.02-2

Financement et exécution de la recherche et du développement expérimental par secteur

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Unités : Million de francs
Variation : %

	1990	(1) ◘ 1992	1993	*r* 1994	*p* 1995
Dépense nationale de recherche et de développement (DNRD)	**156 784**	**172 049**	**177 125**	**177 074**	**180 009**
Variation annuelle en volume (2)	6,4	3,5	0,5	– 1,6	–
Financement par les administrations (3)	83 402	88 293	89 835	88 730	89 429
Variation annuelle en volume (2)	6,6	– 0,4	– 0,7	– 2,7	– 0,9
Financement par les entreprises	73 440	83 756	87 290	88 344	90 580
Variation annuelle en volume (2)	6,3	8,0	1,7	– 0,3	0,8
Dépense intérieure de recherche et de développement (DIRD)	**157 204**	**169 377**	**173 721**	**175 562**	**179 405**
Variation annuelle en volume (2)	6,2	1,7	0,1	– 0,5	0,5
Exécution par les administrations (3)	62 206	63 544	66 539	66 994	68 811
Variation annuelle en volume (2)	6,0	– 0,9	2,2	– 0,9	1,0
Exécution par les entreprises	94 998	105 833	107 182	108 568	110 594
Variation annuelle en volume (2)	6,4	3,4	– 1,2	– 0,3	0,2

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

TABLEAU F.02-3

Effectifs occupés dans la recherche et le développement expérimental

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

Unité : Millier (1)

	1992	1993	1994
Effectif total de Recherche et Développement (y compris les boursiers de l'enseignement supérieur)	**311,2**	**314,2**	**315,2**
Entreprises	164,4	164,4	162,0
en %	52,8	52,3	51,4
Administrations (Etat et institutions sans but lucratif)	74,2	74,9	78,1
Enseignement (2)	72,6	74,9	75,1
Effectif des seuls chercheurs et ingénieurs de Recherche et Développement	**141,7**	**145,9**	**149,2**
Entreprises	64,7	66,5	66,7
en %	45,7	45,6	44,7
Etat et institutions sans but lucratif (ISBL)	28,8	29,5	30,4
Enseignement (2)	48,2	49,9	52,1

(1) Les chiffres sont arrondis à la centaine la plus proche.
(2) Comprend outre les universités et établissements assimilés, les grandes écoles ainsi que le CNRS et ses deux instituts.

TABLEAU F.02-4

L'effort de recherche et de développement technologique de la France comparé à celui des principaux pays

Sources : OCDE et Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

	DIRD/PIB en %			(1) DIRD (France base 100)			(1) DIRD/habitant (France base 100)		
	1984	1989	1994	1984	1989	1994	1984	1989	1994
États-Unis	2,74	2,76	2,53	701	670	636	163	153	142
Japon	2,43	2,77	2,64	225	259	263	103	119	122
Allemagne (2)	2,51	2,87	2,33	132	141	141	119	129	101
France	**2,21**	**2,33**	**2,38**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Royaume-Uni (3)	2,19	2,20	2,19	93	89	85	90	88	85
Italie	1,01	1,24	1,16	43	50	47	42	49	47

(1) Indice de conversion des monnaies établi à partir des parités de pouvoir d'achat (source OCDE).
(2) 1994 : Allemagne réunifiée.
(3) 1983 pour le Royaume Uni.

TABLEAU F.02-5

Concentration de la recherche dans les entreprises

Année 1994

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

	Entreprises et centres techniques professionnels dont le nombre de chercheurs est :						
	inférieur à 5	compris entre 6 et 9	compris entre 10 et 19	compris entre 20 et 49	compris entre 50 et 99	égal ou supérieur à 100	**Total**
Nombre d'entreprises et centres techniques	3 478	600	317	226	96	90	**4 807**
%	72,3	12,5	6,6	4,7	2,0	1,9	**100,0**
Chercheurs en équivalent plein temps	6 781	4 056	4 363	6 752	6 707	38 055	**66 714**
%	10,2	6,1	6,5	10,1	10,1	57,0	**100,0**
Effectif de R & D en équivalent plein temps	16 233	9 452	10 853	16 910	16 164	92 343	**161 955**
%	10,0	5,8	6,7	10,5	10,0	57,0	**100,0**
Dépenses intérieures de R & D (million de francs)	7 587	4 737	5 990	10 099	10 691	69 464	**108 568**
%	7,0	4,4	5,5	9,3	9,8	64,0	**100,0**
Financement public (million de francs)	440	215	430	547	999	14 921	**17 552**
%	2,5	1,2	2,5	3,1	5,7	85,0	**100,0**

TABLEAU F.02-6

La dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) des entreprises et son financement

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité* : Million de francs

	r 1990	1991	(1) ▫ 1992	1993	*r* 1994	*p* 1995
DIRD des entreprises : montant total	**94 998**	**100 271**	**105 833**	**107 182**	**108 568**	**110 594**
en % du PIB	1,46	1,48	1,51	1,51	1,47	1,44
Variation annuelle en volume (en %) (2)	6,4	2,2	3,4	– 1,2	– 0,3	0,2
Financement de la DIRD des entreprises :						
Sur fonds des entreprises	65 631	67 338	73 615	77 212	79 588	81 771
en % du total	69	67	70	72	73	74
Variation annuelle en volume (en %) (2)	5,2	– 0,6	7,1	2,4	1,5	1,0
Sur fonds publics	18 775	21 432	19 442	17 853	16 761	16 252
en % du total	20	21	18	17	15	15
Variation annuelle en volume (en %) (2)	9,1	10,5	– 11,2	– 10,4	– 7,6	– 4,7
Sur autres fonds (3)	10 592	11 501	12 776	12 117	12 219	12 571
en % du total	11	11	12	11	11	11

(1) Cette rupture de série est expliquée dans la méthodologie de ce chapitre.
(2) La variation annuelle en volume est obtenue en déflatant la variation en valeur par la variation du prix implicite du PIB.
(3) Principalement fonds provenant de l'étranger. Compte tenu de l'irrégularité des flux annuels correspondant à cette rubrique, le calcul d'une variation annuelle en volume (et même en valeur) n'est pas significatif.

TABLEAU F.02-7

Dépenses intérieures de recherche et développement expérimental des entreprises et administrations

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité :* Milliard de francs

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1993		1994	
	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises	Dépenses intérieures de R & D	Financement public reçu par les entreprises
Construction aéronautique et spatiale	15,8	8,7	14,4	7,6
Industrie automobile	12,8	0,2	14,2	0,2
Fab. d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie médicaux (1)	11,7	4,1	11,8	4,1
Industrie pharmaceutique (2)	11,6	0,1	12,4	0,2
Fab. d'équipement de radio, télévision et communication (3)	11,2	2,1	12,4	1,9
Industrie chimique (4)	6,5	0,5	6,4	0,4
Fab. de machines et équipements (5)	5,9	1,4	5,7	1,2
Energie et extraction produits énergétiques	4,2	0,2	4,2	0,2
Fab. machines et appareils électriques	3,5		3,8	
Fab. machines de bureau et matériel informatique	3,6	0,8	3,2	0,8
Autres activités marchandes	20,4	0,9	20,1	1,0
Administrations	66,5	///	67,0	///
Ensemble	**173,7**	**19,0**	**175,6**	**17,6**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

TABLEAU F.02-8

Chercheurs et effectifs de la R & D des entreprises et administrations en équivalent temps plein

Source : Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie — *Unité* : en milliers

Branches (branches de recherche pour les activités marchandes)	1993		1994	
	Effectifs de R & D	Dont chercheurs	Effectifs de R & D	Dont chercheurs
Construction aéronautique et spatiale	20,0	7,4	18,6	7,0
Industrie automobile	17,0	3,8	18,0	4,4
Fab. d'instruments de mesure, d'optique, d'horlogerie médicaux (1)	17,6	9,8	17,8	10,2
Industrie pharmaceutique (2)	16,5	5,6	17,3	6,0
Fab. d'équipement de radio, télévision et communication (3)	14,9	7,0	14,6	7,1
Industrie chimique (4)	11,4	3,8	11,1	3,8
Fab. de machines et équipements (5)	10,4	3,7	10,2	3,3
Énergie et extraction produits énergétiques	5,2	2,3	5,0	2,4
Fab. machines et appareils électriques	6,9	2,6	6,5	2,4
Fab. machines de bureau et matériel informatique	6,0	4,1	5,3	3,5
Autres activités marchandes	38,5	16,4	37,6	16,6
Administrations	149,8	79,4	153,2	82,5
Ensemble	**314,2**	**145,9**	**315,2**	**149,2**

(1) Y compris instruments de précision, de contrôle et de navigation.
(2) Y compris la fabrication des principes actifs.
(3) Y compris composants.
(4) Y compris fibres artificielles et synthétiques.
(5) Y compris armement et appareils domestiques.

Chapitre F.03

Propriété industrielle

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France.

Graphique. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1996.

1. Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France.
2. Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant.
3. Répartition par domaine technologique des demandes de brevets déposées par la voie nationale.
4. Dépôts de marques pour une protection en France.
5. Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France.
6. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger.
7. Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut national de la propriété industrielle.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1978, année de création de l'Office européen des brevets et de l'Office mondial de la propriété intellectuelle, les dépôts de brevets pour une protection sur le territoire français sont en progression significative. Tandis que les dépôts effectués par les résidents français sont globalement stables, les dépôts effectués par les non-résidents français connaissent une augmentation importante.

Les dépôts de brevets pour une protection en France poursuivent leur progression continue (+ 9,7% entre 1995 et 1996; + 58% entre 1986 et 1996), sous l'effet notamment des dépôts d'origine américaine (30% des dépôts; + 13,5% entre 1995 et 1996). Les dépôts d'origine française ne représentent que 17,5% des dépôts.

On note que la voie de dépôt la plus utilisée est désormais la voie internationale, utilisée pour 46% des dépôts.

Les dépôts de marques ont connu une très forte hausse entre 1995 et 1996 (+ 54%) avec la possibilité depuis le 1er janvier 1996 de déposer des marques par la voie communautaire. Contrairement aux marques internationales, les marques communautaires peuvent être déposées par des ressortissants des États-Unis, du Royaume-Uni ou du Japon. Les résidents français représentent 49% des dépôts (contre 67% en 1995), viennent ensuite les résidents des États-Unis (14% des dépôts) et les résidents allemands (10% des dépôts).

On doit noter la création de l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), qui enregistre des marques ayant un effet global au niveau de l'Union européenne. L'OHMI ne reçoit toutefois des dépôts que depuis le 1er janvier 1996, si bien que le tableau F.03-3 ne tient pas compte de cette nouvelle voie de dépôt.

La forte augmentation du nombre de dessins et modèles (+ 22% entre 1995 et 1996) s'explique en partie par la mise en place de la procédure dite de dépôt simplifié au cours de l'année 1994. Cette procédure favorise en effet un nombre élevé de dessins ou modèles dans chaque dépôt; le nombre des dépôts n'a d'ailleurs augmenté que de 4,6% entre 1995 et 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Généralités

Les généralités, ci-dessous, concernent les bases juridiques des titres de propriété industrielle. Tous les textes ont été codifiés depuis le 1er juillet 1992 dans le code de la propriété intellectuelle.

Brevets d'invention (1)

Jusqu'en 1978, la protection sur le territoire français ne pouvait s'obtenir que par le dépôt en France d'une demande de brevet nationale. Depuis cette date, il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale, la matière est régie par la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 qui a été plusieurs fois modifiée.
Tel a été l'objet de :

- la loi n° 78-742 du 13 juillet 1978 dictée essentiellement par des considérations d'harmonisation avec le droit européen en matière de conditions de brevetabilité, et à l'occasion de laquelle a été instauré un statut des inventions de salariés;
- la loi n° 84-500 du 27 juin 1984 concernant notamment certains compléments à l'action en contrefaçon, et prévoyant une assistance gratuite en faveur des inventeurs démunis de ressource;
- la loi n° 90-510 du 25 juin 1990 « tendant à rendre identique, pour les médicaments et les autres produits, la durée effective de la protection assurée par les brevets »; cette loi est remplacée par le règlement communautaire (CEE) n° 1768/92 du 18 juin 1992.
- la loi n° 90-1052 du 26 novembre 1990 qui apporte, en particulier, des correctifs à la procédure de délivrance ainsi qu'à la sanction des contrefaçons.
- la loi n° 94-102 du 5 février 1994, durcissant la sanction des contrefaçons.

Tous ces textes sont désormais codifiés dans le livre VI du code de la propriété intellectuelle.

Le dépôt d'une demande de brevet doit être effectué soit à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au siège de Paris ou dans un de ses 10 centres régionaux. Dans ce dernier cas, les pièces sont immédiatement transmises à l'Institut.

La demande doit notamment comprendre :

- une description de l'invention;
- une ou plusieurs revendications, qui définissent l'objet de la protection demandée;
- un abrégé du contenu technique de l'invention;
- la justification du paiement des redevances prescrites.

La demande est publiée d'office à l'expiration d'un délai de dix-huit mois qui court de la date de dépôt (ou de la date de priorité, si une priorité est revendiquée).

Selon l'article L. 612-14 du code de la propriété intellectuelle, l'Institut national de la propriété industrielle annexe au brevet délivré un « rapport de recherche ». Ce rapport de recherche cite les antériorités (y compris les documents étrangers) susceptibles d'affecter la brevetabilité de l'invention.

La protection conférée par le brevet consiste dans le droit exclusif d'exploiter l'invention. Toute atteinte constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur.

— la voie européenne.

La Convention sur la délivrance de brevets européens (dite Convention de Munich) du 5 octobre 1973 permet d'obtenir, par une seule formalité de dépôt et après un examen complet de brevetabilité, la délivrance d'un titre unique appelé « brevet européen », pouvant avoir dans dix-sept États d'Europe les mêmes effets qu'un brevet national.

Par ailleurs, le « brevet communautaire » issu de la procédure de délivrance des brevets européens sera soumis, y compris en ce qui concerne ses effets, à un même corps de règles définies dans la « Convention relative au brevet européen pour le marché commun » (signée à Luxembourg le 15 décembre 1975).

---

(1) L'obtention d'un brevet n'est pas automatique. La demande de brevet fait l'objet d'un examen qui permet d'effectuer la délivrance du brevet si le demandeur poursuit la procédure et paye les redevances exigées. La validité du brevet est subordonnée au paiement de redevances annuelles.

— la voie internationale dite PCT (Patent Cooperation Treaty).

Grâce au Traité de coopération en matière de brevets (dit PCT), signé à Washington le 19 juin 1970, il est possible par une seule démarche de déposer une demande de brevet dans plus de quarante pays. Un délai de trente mois est ouvert pour l'entrée dans les phases nationales, indispensable pour la délivrance des brevets nationaux recherchés. Le dépôt est suivi d'un rapport de recherche internationale, voire d'un examen préliminaire international, facilitant le déroulement des phases nationales.

Marques de fabrique, de commerce ou de service

Il existe trois moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Le droit des marques a été entièrement réformé par la loi nº 91-7 du 4 janvier 1991 : codifiée dans le livre VII du code de la propriété intellectuelle.

Les principes du droit français en la matière subsistent : seul le dépôt, suivi de l'enregistrement, et non le simple usage crée le droit exclusif. L'INPI procède d'office à l'examen de marque sous l'aspect de sa distinctivité, de sa licéité et de son éventuel caractère trompeur, l'enregistrement produit ses effets à compter de la date de dépôt de la demande pour une période de dix ans indéfiniment renouvelable.

La principale nouveauté est sans doute l'introduction, en France, de la procédure d'opposition. Dans un délai de deux mois suivant la publication de la demande d'enregistrement, le propriétaire d'une marque antérieure, ou le bénéficiaire d'un droit exclusif d'exploitation sur une telle marque peuvent former opposition auprès de l'INPI à l'enregistrement d'une marque postérieure.

L'atteinte aux droits de la marque constitue une contrefaçon engageant la responsabilité civile de son auteur.

— la voie communautaire.

Cette voie, ouverte depuis le 1er janvier 1996, permet d'obtenir une protection unique sur l'ensemble des pays formant l'Union européenne, avec une procédure d'enregistrement unique.

Le dépôt d'une marque communautaire s'effectue à l'Office pour l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), situé à Alicante, ou par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la proprieté intellectuelle. La durée de la protection est de 10 ans, indéfiniment renouvelable.

— la voie internationale.

Il faut en principe effectuer autant de formalités que de pays étrangers où l'on entend être protégé.

L'arrangement de Madrid, regroupant une trentaine d'États, permet par une seule et même formalité d'étendre à tous les pays membres, ou à certains d'entre eux seulement, les effets d'un dépôt effectué en France. Le dépôt international s'effectue au Bureau international de l'organisation (OMPI) situé à Genève par l'intermédiaire, en France, de l'Institut national de la propriété industrielle. La durée de la protection obtenue à l'étranger grâce à ce dépôt est de vingt ans, également renouvelable indéfiniment.

Dessins et modèles industriels

Il existe deux moyens d'obtenir cette protection :

— la voie nationale.

Notre droit est dominé par le principe dit de « l'unité de l'art » en vertu duquel le créateur peut prétendre au bénéfice, cumulativement ou alternativement selon son intérêt :

- de la loi nº 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ou artistique codifiée dans le livre I du code de la propriété intellectuelle, applicable à toutes les créations quelle que soit leur destination, sans que soit exigée aucune formalité;
- de la loi du 14 juillet 1909 spécifique aux dessins et modèles industriels, sous réserve de l'accomplissement d'une formalité de dépôt auprès de l'INPI ou des greffes des tribunaux de commerce.

La loi nº 90-1052 du 26 novembre 1990 a modifié les dispositions de la loi du 14 juillet 1909 afférentes à la procédure de dépôt pour les moderniser et les simplifier : ces textes figurent dans le livre V du code de la propriété intellectuelle.

Désormais, il n'est plus possible de procéder à un dépôt en nature. Le dépôt doit simplement comporter l'identification du déposant et une reproduction du ou des dessins ou modèles concernés.

La loi modifiée ne prévoit plus le secret du dépôt. Dès qu'il est reconnu conforme, le dépôt est publié à moins que le déposant n'ait requis l'ajournement de cette publication à trois ans.

La durée de protection est de vingt-cinq ans à compter de la date de dépôt, et peut être prorogée pour une période de vingt-cinq ans sur déclaration du titulaire.

De plus, la loi nº 94-102 du 5 février 1994 et le décret nº 94-836 du 27 septembre 1994 ont institué une procédure de dépôt simplifié autorisant les déposants appartenant à des domaines renouvelant fréquemment l'aspect de leurs créations (notamment les professionnels de la mode) à effectuer un dépôt avec des contraintes de présentation allégées.

— la voie internationale.

Une protection à l'étranger peut être demandée pour les dessins et modèles, en se conformant aux prescriptions des différentes législations nationales. Les droits varient notablement d'un pays à l'autre et prennent souvent en considération, au contraire du droit français, la nature et la destination de l'objet.

L'arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 permet d'obtenir une protection dans les 19 pays membres au moyen d'un dépôt unique auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Genève, à moins d'un refus de protection notifié dans les 6 mois par les États qui prévoient un tel refus.

2.2. Méthodologie des tableaux

Les tableaux de statistiques de propriété industrielle sont établis sur la base des enregistrements de titres de propriété industrielle désignant la France. Ces enregistrements sont comptabilisés par l'INPI et par les offices récepteurs de demandes de titres de protection internationale.

Les domaines technologiques pris en compte dans le tableau F.03-3 sont basés sur la Classification Internationale des Brevets (CIB) issue de la convention européenne du 19 septembre 1954. Cette classification ne trouve pas de correspondance directe avec les nomenclatures usuelles telles que la NAP, et est revue tous les cinq ans pour tenir compte des évolutions dans les techniques de pointe: la dernière mise à jour date du 1er janvier 1995. De ce fait, les comparaisons avec d'autres indicateurs industriels sont à prendre avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Brevets d'invention

Ils concernent :

— les produits nouveaux, considérés dans leur structure (ex. : le sabot de Denver), leur composition (ex. : une nouvelle molécule pharmaceutique), leur configuration fonctionnelle (ex. : une selle de bicyclette);

— les procédés nouveaux de fabrication (ex. : un procédé de moulage) remplissant par ailleurs les autres conditions prévues par la loi.

Le brevet n'est pas réservé aux grandes innovations. Il peut également s'appliquer à des réalisations relativement modestes (ex. : planche à voile, à roulettes et à skis), qui pour autant, n'en sont pas moins commercialement intéressantes.

Dessins et modèles

La protection des dessins et modèles s'applique à la forme ou à l'aspect extérieur donné à un produit industriel ou artisanal (ex. : un hublot de poêle à mazout).

Si la forme ou l'aspect sont inséparables de la fonction de l'objet, la protection ne relève que du brevet (ex. : une selle de bicyclette).

Marques de fabrique, de commerce ou de service

La marque est le signe quelconque (nom, emblème, dessin) qui permet à une entreprise de distinguer ses produits de ceux des autres entreprises. C'est le signe de ralliement de la clientèle.

Non-résidents

Personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile ou leur siège en France.

Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle a pour objet la protection des droits de propriété industrielle et des droits d'auteur.

Les principaux droits de propriété industrielle sont les brevets d'invention, les marques de fabrique, de commerce ou de service, et les dessins et modèles industriels.

Ces titres de propriété industrielle présentent toutefois le caractère commun de conférer un monopole d'exploitation (énergiquement sanctionné par l'action en contrefaçon), et de constituer par là même un atout irremplaçable dans la stratégie des entreprises.

Ce sont des armes défensives et offensives.

Pour tous ces titres de propriété il existe deux moyens d'obtenir cette protection, la voie nationale et la voie internationale, cette dernière a deux aspects en ce qui concerne les brevets (la voie européenne et la voie internationale dite PCT) et les marques (la voie communautaire, depuis 1996, et la voie internationale).

Résidents en France

Personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou leur siège en France.

Voie nationale

Demande de protection en France par la procédure nationale.

Voie communautaire

Depuis 1996, demande de protection des marques dans les pays de l'Union européenne auprès de l'Office pour l'harmonisation sur le marché intérieur.

Voie européenne

Demande de protection en France par la procédure européenne de délivrance des brevets (Convention de Munich).

Voie internationale

Demande de protection en France par une autre voie internationale : traité de Washington (PCT) pour les brevets, arrangement de Madrid pour les marques, arrangement de La Haye pour les dessins et modèles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la propriété industrielle.
— INSEE.

Publications :

Législation :

— *Droit pénal propriété industrielle,* Chavanne A., Burst J.-J. Paris, Dalloz, 1993.

— *Traité des dessins et modèles,* Greffe P., Greffe F. Paris, Librairies techniques, 1988.

— *Brevets, savoir-faire et droit communautaire,* Burst J., Kovar R. Paris, Librairies techniques, 1986.

— *Fiscalité de la recherche, de la propriété industrielle et des logiciels,* Pierre J.L., Paris, édition formation entreprise, 1993.

— *Le droit français des signes distinctifs,* Mathely P., Librairie du journal des notaires et des avocats, 1984.
— *Traité des brevets 1844-1968-1978. Washington, Munich, Luxembourg : l'obtention des brevets,* Musseron J.-M. Paris, Librairies techniques, 1984.
— *Le droit des brevets,* Foyer J., Vivant M., Paris, PUF, 1990.
— *Protection et défense des marques de fabrique et concurrence déloyale : droit français et droits étrangers,* Saint-Gal Y., Paris, Delmas, 1991.
— *Le nouveau droit français des brevets d'invention,* Mathely P., Paris, Librairie du journal des notaires et des avocats,1992.
— *Brevets d'invention : France-étranger, brevet européen,* Phélip B. Paris, Delmas J., 1989 (encyclopédie Delmas pour la vie des affaires).

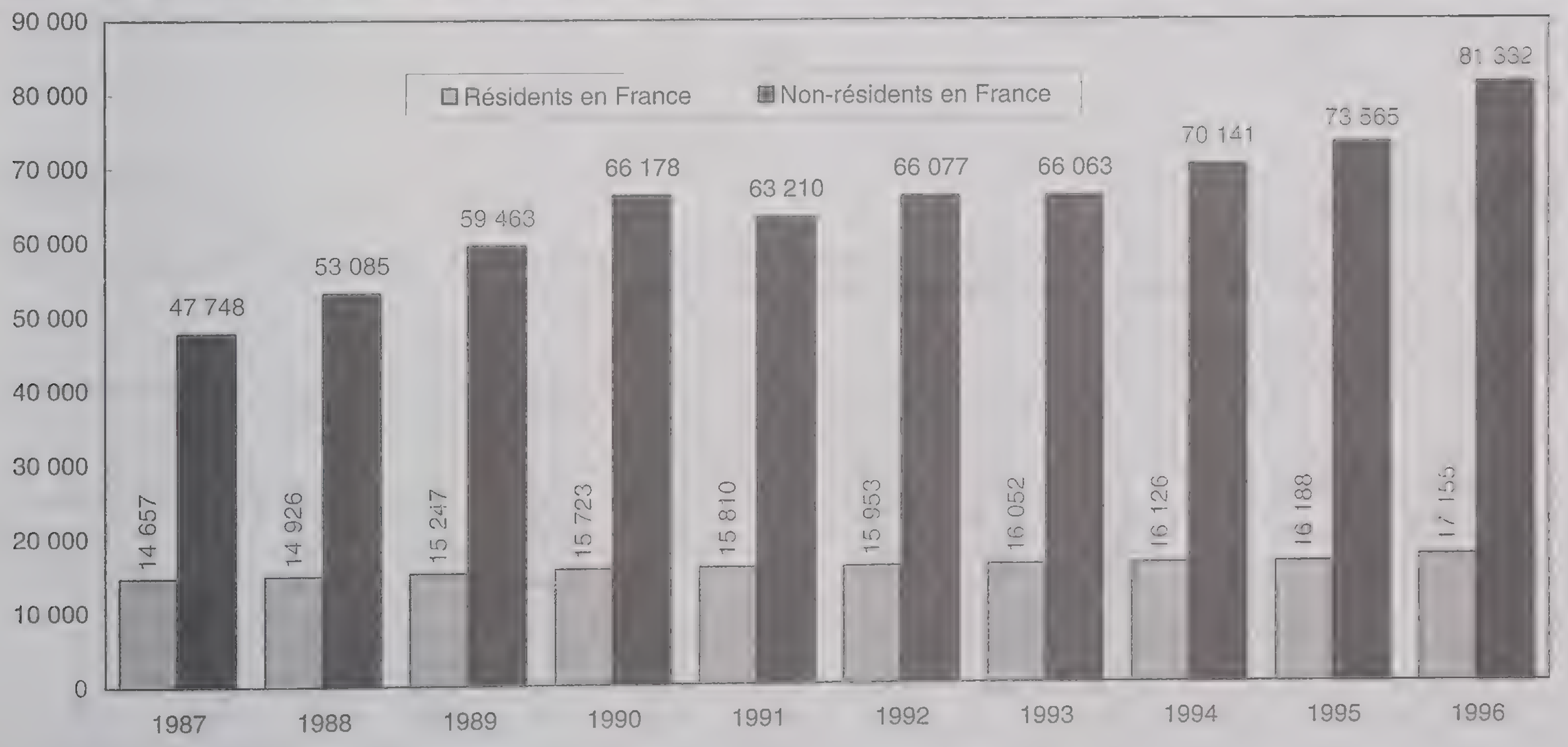
Statistiques :

— *Bulletin officiel de la propriété industrielle,* Institut national de la propriété industrielle (annuel).
— *Statistiques annuelles de la propriété industrielle,* partie I : *brevets*; partie II : *marques.*
— « Ten years of the European Patent Office ». *World Patent information*, vol. 10, n° 2, 1988.
— *Statistiques annuelles des échanges techniques entre la France et l'étranger,* Institut national de la propriété industrielle.
— *Économie et statistique,* dossier : « Les brevets», n° 275-276, 1994.

* * *

GRAPHIQUE F.03-1

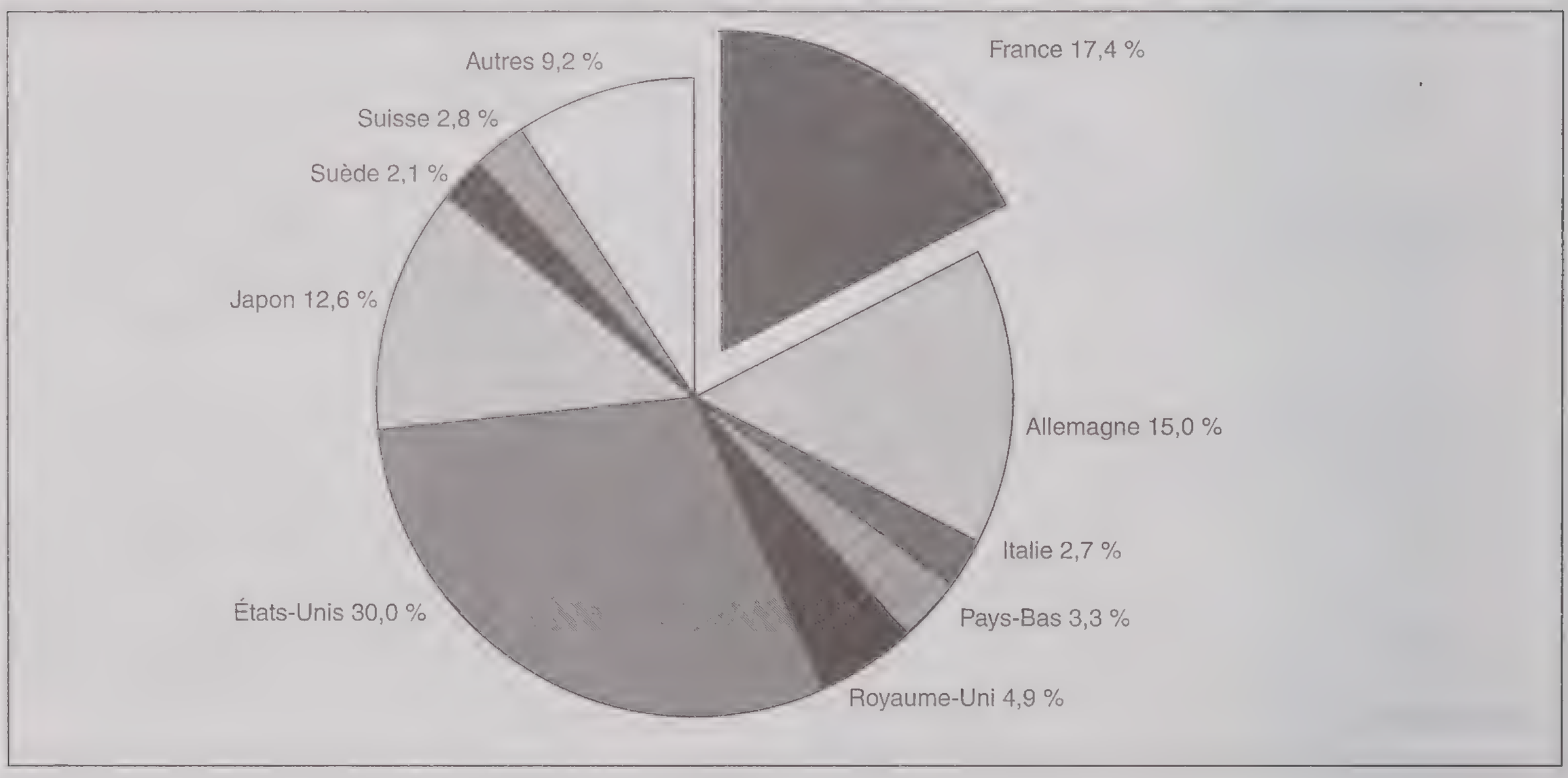
Évolution des dépôts de demandes de brevets pour une protection en France



Source : Institut national de la propriété industrielle

GRAPHIQUE F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France par pays de résidence du déposant en 1996



Source : Institut national de la propriété industrielle

TABLEAU F.03-1

Dépôts de demandes de brevets d'invention pour une protection en France

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Résidents en France	**13 520**	**14 657**	**14 926**	**15 247**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**
Voie nationale	12 050	12 695	12 437	12 592	12 378	12 597	12 539	12 638	12 514	12 419	12 916
Voie européenne	1 271	1 646	2 027	2 154	2 551	2 249	2 298	1 987	2 075	2 039	2 074
Voie internationale	199	316	462	501	794	964	1 116	1 427	1 537	1 730	2 165
Non-résidents	**42 602**	**47 748**	**53 085**	**59 463**	**66 178**	**63 210**	**66 077**	**66 063**	**70 141**	**73 565**	**81 332**
Voie nationale	7 543	5 875	5 194	4 986	4 260	3 908	3 547	3 402	3 525	3 477	3 484
Voie européenne	29 398	34 321	37 765	41 731	44 812	39 086	39 009	36 568	35 339	34 282	34 553
Voie internationale	5 661	7 552	10 126	12 746	17 106	20 216	23 521	26 093	31 277	35 806	43 295
Total	**56 122**	**62 405**	**68 011**	**74 710**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**

TABLEAU F.03-2

Dépôts de demandes de brevets pour une protection en France, par pays de résidence du déposant

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

Pays de résidence	1985	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
France	**13 520**	**14 657**	**14 926**	**15 247**	**15 723**	**15 810**	**15 953**	**16 052**	**16 126**	**16 188**	**17 155**
Allemagne (ex-RFA)	10 015	11 305	12 588	13 461	14 223	12 057	12 858	13 040	13 602	14 449	14 786
Italie	1 706	2 092	2 340	2 336	2 554	2 350	2 579	2 311	2 390	2 440	2 656
Pays-Bas	1 272	1 415	1 680	1 871	2 085	2 092	2 339	2 164	2 574	2 835	3 276
Royaume-Uni	3 122	3 776	3 830	4 461	4 876	4 488	4 458	4 512	4 779	4 893	4 863
États-Unis	12 327	13 697	15 305	17 477	20 094	20 199	22 468	22 821	24 491	25 971	29 481
Japon	7 094	7 887	9 339	10 770	12 471	12 335	11 264	10 413	10 531	10 557	12 392
Suède	1 041	1 084	1 178	1 196	1 214	1 255	1 249	1 376	1 494	1 792	2 085
Suisse	2 084	2 105	2 324	2 433	2 553	2 322	2 423	2 438	2 259	2 458	2 766
Autres	3 941	4 387	4 501	5 458	6 108	6 112	6 439	6 988	8 021	8 170	9 027
Total	**56 122**	**62 405**	**68 011**	**74 710**	**81 901**	**79 020**	**82 030**	**82 115**	**86 267**	**89 753**	**98 487**

TABLEAU F.03-3

Répartition par domaine technologique des demandes de brevet déposées par la voie nationale

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1986	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Électronique-Électricité	**2 454**	**2 468**	**2 557**	**2 600**	**2 441**	**2 419**	**2 522**	**2 628**	**2 649**	**2 869**
Composants électriques, électrotechnique	1 154	1 082	1 076	1 029	1 058	1 080	1 072	1 158	1 194	1 237
Audiovisuel	481	464	493	488	394	353	382	369	383	403
Télécommunications	393	444	431	513	454	441	579	574	587	680
Informatique	290	333	400	407	376	402	377	379	365	405
Semiconducteurs	136	145	157	163	159	143	112	148	120	144
Instrumentation	**2 175**	**1 981**	**2 053**	**1 991**	**1 950**	**1 853**	**1 904**	**2 086**	**1 906**	**1 985**
Optique	343	316	366	380	376	339	317	375	383	409
Analyse, mesure et contrôle	1 265	1 092	1 114	1 041	1 022	897	938	951	904	953
Ingénierie médicale	567	573	573	570	552	617	649	760	619	623
Chimie, Pharmacie	**1 804**	**1 752**	**1 815**	**1 688**	**1 616**	**1 498**	**1 545**	**1 633**	**1 661**	**1 632**
Chimie organique fine	544	499	497	506	496	474	470	476	484	429
Chimie macromoléculaire	235	250	265	216	164	193	172	205	233	243
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	273	345	369	283	269	245	339	396	438	439
Biotechnologies	149	129	121	113	148	140	113	145	131	118
Matériaux, métallurgie	412	360	391	433	409	319	320	298	281	297
Produits pour l'agriculture et l'alimentation	191	169	172	137	130	127	131	113	94	106
Procédés industriels	**2 206**	**1 925**	**1 949**	**1 830**	**1 744**	**1 633**	**1 753**	**1 678**	**1 643**	**1 615**
Procédés technologiques généraux	500	485	481	468	458	408	486	476	440	424
Traitement de surface - Revêtement	231	194	195	166	169	178	173	164	150	143
Travail des matériaux	692	544	581	576	517	399	410	398	431	399
Procédés thermiques et appareillages	418	358	358	311	313	298	352	305	267	326
Industrie chimique et pétrolière	273	233	206	210	161	180	177	177	219	193
Environnement - Pollution	92	111	128	99	126	170	155	158	136	130
Machines, Mécanique	**5 703**	**5 408**	**5 273**	**4 927**	**4 806**	**4 821**	**5 025**	**4 857**	**4 886**	**4 995**
Machines-outils	530	498	471	448	478	435	466	363	322	394
Moteurs, pompes, turbines	568	436	490	464	436	368	408	419	444	468
Composants mécaniques	1 283	1 227	1 179	1 128	1 082	1 100	1 140	1 022	1 121	1 033
Manutention, imprimerie	1 234	1 229	1 128	1 069	1 049	1 120	1 116	1 079	1 079	1 086
Machines et appareils pour l'agriculture et l'alimentation	567	504	480	443	372	395	417	418	362	428
Transport	1 246	1 223	1 210	1 091	1 114	1 164	1 244	1 280	1 322	1 393
Technologie nucléaire	131	161	163	117	115	101	93	105	104	60
Spatial - Armement	144	130	152	167	160	138	141	171	132	133
Consommation des ménages - BTP	**2 687**	**2 705**	**2 636**	**2 474**	**2 485**	**2 253**	**2 441**	**2 559**	**2 631**	**2 798**
Equipements et produits de consommation	1 530	1 617	1 496	1 387	1 330	1 264	1 442	1 472	1 516	1 714
Bâtiment - Travaux publics	1 157	1 088	1 140	1 087	1 155	989	999	1 087	1 115	1 084
Demandes non classées	**1 495**	**1 392**	**1 295**	**1 128**	**1 463**	**1 609**	**850**	**598**	**520**	**506**
Total des demandes	18 524	17 631	17 578	16 638	16 505	16 086	16 040	16 039	15 896	16 400

TABLEAU F.03-4

Dépôts de marques pour une protection en France (premiers dépôts et renouvellements)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Résidents en France	**56 462**	**65 614**	**67 092**	**67 805**	**59 955**	**50 407**	**52 025**	**54 012**	**56 845**	**63 423**
Voie nationale	56 423	65 583	67 057	67 771	59 920	50 359	51 991	53 984	56 845	61 808
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	1 610
Voie internationale	39	31	35	34	35	48	34	28	—	5
Non résidents	**18 291**	**25 512**	**23 218**	**27 320**	**24 528**	**24 112**	**24 277**	**24 684**	**26 049**	**65 553**
Voie nationale	9 629	14 365	10 534	13 368	11 414	10 525	11 373	11 777	12 636	10 790
Voie communautaire	///	///	///	///	///	///	///	///	///	41 383
Voie internationale	8 662	11 147	12 684	13 952	13 114	13 587	12 904	12 907	13 413	13 380
Total	74 753	91 126	90 310	95 125	84 483	74 519	76 302	78 696	82 894	128 976

TABLEAU F.03-5

Dépôts de dessins et modèles pour une protection en France (en nombre de modèles)

Source : Institut National de la Propriété Industrielle

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Résidents en France	**20 249**	**24 155**	**24 106**	**24 540**	**27 967**	**25 220**	**22 970**	**23 540**	**35 850**	**46 046**
Voie nationale	19 262	22 450	22 930	23 050	26 711	23 400	21 000	21 600	33 969	44 061
Voie internationale	987	1 705	1 176	1 490	1 256	1 820	1 970	1 940	1 881	1 985
Non-résidents	**8 013**	**9 129**	**11 964**	**12 155**	**13 619**	**13 851**	**14 656**	**14 609**	**13 771**	**14 617**
Voie nationale	2 599	2 363	2 366	2 245	2 087	2 200	2 000	2 200	2 667	3 093
Voie internationale	5 414	6 766	9 598	9 910	11 532	11 651	12 656	12 409	11 104	11 524
Total	**28 262**	**33 284**	**36 070**	**36 695**	**41 586**	**39 071**	**37 626**	**38 149**	**49 621**	**60 663**

TABLEAU F.03-6

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication avec l'étranger

Source : Banque de France (Balance des paiements) — *Unité* : Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Recettes	5 365	6 802	6 615	7 501	8 670	9 401	9 420	10 209	11 528	9 639
Dépenses	9 549	13 286	11 457	11 265	12 538	13 861	13 338	13 651	15 061	13 569
Soldes	**– 4 184**	**– 6 484**	**– 4 842**	**– 3 764**	**– 3 868**	**– 4 460**	**– 3 918**	**– 3 442**	**– 3 533**	**– 3 930**

TABLEAU F.03-7

Bilan financier des brevets et des redevances de fabrication par pays

Balance par pays des règlements avec l'étranger

Source : Banque de France — *Unité* : Million de francs

Pays	1994 Recettes	1994 Dépenses	1994 Soldes	1995 Recettes	1995 Dépenses	1995 Soldes	1996 Recettes	1996 Dépenses	1996 Soldes
UE	5 080	3 905	1 175	5 422	5 980	– 558	5 620	6 189	– 569
dont : Royaume-Uni	974	1 129	– 115	1 133	1 401	– 268	1 076	1 535	– 460
Pays-Bas	470	725	– 255	676	1 375	– 699	604	1 208	– 604
U.E.B.L	539	445	94	589	491	98	684	386	298
Allemagne	1 353	1 014	339	1 237	1 212	25	1 335	1 066	289
Italie	678	312	366	586	325	261	617	493	124
Espagne	754	131	623	841	150	691	820	109	711
États-Unis	2 372	6 553	4 181	2 851	6 899	– 4 048	3 227	7 427	– 4 200
Canada	156	110	46	150	108	42	177	158	19
Japon	1 150	435	715	1 412	347	1 065	1 375	357	1 018
Suisse	564	1 124	– 560	796	1 312	– 516	644	1 294	– 650

G

Données économiques générales

Chapitre G.01

Comptabilité nationale

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants.
2. Ressources et emplois de biens et services : indices de volume.
3. Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche.
4. Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche.
5. Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel.
6. Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel.
7. Principaux agrégats par secteur institutionnel.
8. Principaux agrégats par habitant.
9. Quelques ratios sur les comptes nationaux.
10. Ressources et emplois de biens et services aux prix courants. Départements d'outre-mer.
11. Principaux agrégats par habitant aux prix courants. Départements d'outre-mer.
12. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA).
13. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi.
14. Comparaisons internationales : taux de croissance du PIB.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la Division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1996, le PIB affiche un taux de croissance annuel moyen aux prix de 1995 de 1,2 %, en retrait par rapport à l'année précédente (2,0 %). Ce recul apparent masque un redémarrage de la croissance en cours d'année après une stagnation pendant l'année 1995.

Sur le plan mondial, l'année 1996 est marquée par une accélération de l'activité en cours d'année, par une forte baisse des taux d'intérêt, en particulier à court terme, par une croissance des prix toujours sage et par l'appréciation du dollar, de la lire et de la livre. Dans ce contexte, les exportations françaises redeviennent dynamiques. Grâce à une baisse du taux d'épargne, la consommation des ménages progresse en moyenne annuelle de + 1,9 % alors que le pouvoir d'achat du revenu stagne. Les investissements des entreprises sont en repli (– 1,5 % en volume). Le déficit des administrations publiques se réduit : le ratio de déficit public au sens de Maastricht rapporté au PIB passe de 5,0 % en 1995 à 4,2 % en 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

Généralités

La comptabilité nationale est une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale. Les comptes nationaux français sont établis selon le système élargi de comptabilité nationale (SECN). Ce système, mis au point au début des années soixante-dix (1) a été utilisé pendant une dizaine d'années pour élaborer les comptes de la France métropolitaine et ceux des quatre départements d'outre-mer. En 1987, l'INSEE a publié une nouvelle série de comptes pour la métropole — la « base 1980 » – qui utilise un cadre légèrement rénové (1). L'un comme l'autre s'articulent aux systèmes internationaux de l'ONU et de l'Union européenne (1). Le système « base 1980 » anticipe sur certaines révisions, qui ont été apportées au système de l'ONU (SCN 1993). Les résultats détaillés sont présentés chaque année dans le « Rapport sur les comptes de la Nation », pour ce qui concerne les comptes de la France métropolitaine, et dans des documents spécifiques pour les comptes de chacun des quatre départements d'outre-mer.

Principales notions

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur leur territoire qualifié de « territoire économique ». Jusqu'à présent, les territoires économiques considérés ont été les suivants :

— pour la France métropolitaine : le territoire géographique correspondant, y compris les ambassades, bases militaires et scientifiques françaises situées hors de ce territoire mais à l'exclusion des ambassades étrangères en France. Par ailleurs, pour des raisons statistiques, le territoire de la principauté de Monaco a été inclus dans le territoire économique.

— pour chacun des quatre départements français d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion, le territoire géographique de chacun de ces départements.

Pour chacune de ces économies, les concepts principaux — qui sous-tendent toute la description que font les comptes nationaux – sont ceux de production, de revenu et d'épargne. En effet, la production mesure la création de biens et services sur le territoire économique et donc l'essentiel de l'offre de biens et services permettant de satisfaire la demande, sous toutes ses formes : consommation, investissement, exportations. Dans le même temps, la production est la source principale des revenus dont bénéficient les unités résidentes, celles qui ont leur centre d'intérêt économique sur le territoire économique. Pour présenter de façon détaillée l'analyse de la production, on utilise trois types de regroupements :

— les secteurs institutionnels regroupent des unités institutionnelles (entreprises, administrations, ménages,...) qui sont des unités élémentaires disposant à la fois d'une autonomie de gestion – matérialisée par l'existence ou la possibilité de tenir une comptabilité complète – et d'une autonomie de décision;

— les branches sont constituées des unités de production homogène impliquées dans les diverses activités de l'économie nationale définies dans une nomenclature d'activité;

— les produits, enfin, sont définis en référence à une nomenclature de produits.

À l'heure actuelle, les comptes nationaux français utilisent des nomenclatures dérivées de la Nomenclature d'activités et de produits (NAP).

Dans une analyse plus globale, la mesure de l'activité productrice s'effectue par le produit intérieur net (PIN) ou le produit intérieur brut (PIB), selon que l'on déduit ou non la consommation de capital fixe (cf. définitions).

Le produit intérieur brut est plus faible que la valeur totale de tous les produits (intermédiaires ou finals) élaborés au cours de l'année dans l'économie nationale, mais est plus significatif puisque sans double compte. Ceci impose de prendre quelques précautions lorsqu'on veut situer une unité de production (ou un groupe d'unités) dans l'ensemble de l'activité productrice nationale en utilisant comme référence le produit intérieur brut : il ne saurait être question d'y rapporter la production totale, voire le chiffre d'affaires, de l'unité concernée; il est indispensable d'utiliser alors la contribution de cette unité au produit intérieur brut, c'est-à-dire sa valeur ajoutée (différence entre la valeur des produits fabriqués et la valeur des produits consommés au cours de la fabrication).

Si, pour l'ensemble d'une économie, la production génère l'essentiel du revenu, il n'en va pas de même dès lors que l'on s'intéresse à chacun des secteurs institutionnels précédemment définis. En effet, bon nombre de transferts s'opèrent entre unités institutionnelles, les uns directement liés à l'activité économique – c'est le cas de la rémunération des salariés, de certains impôts et des subventions d'exploitation, d'autres pour diverses raisons : rémunérations d'actifs incorporels ou financiers, impôts sur les bénéfices et sur le revenu, cotisations et prestations sociales.

---

(1) Cf. sources de documentation.

Le revenu disponible est ainsi constitué des revenus issus de la production et de revenus de transferts. Pour l'ensemble de l'économie, on parle de revenu national disponible, brut ou net selon les cas, défini comme la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels.

L'épargne, enfin, mesure la part du revenu de la période considérée consacrée à l'augmentation du patrimoine des unités résidentes. Pour bon nombre d'entre elles, l'épargne équivaut au revenu. Pour les ménages, par contre, une part importante du revenu est consacrée à la consommation finale, c'est-à-dire à des utilisations finales non productives. De même, par convention, les administrations publiques et privées sont censées consommer les services non marchands qu'elles ont fournis gratuitement à la collectivité : leur épargne est donc la partie de leur revenu consacrée à d'autres utilisations. Il en résulte une capacité ou un besoin de financement suivant que l'écart entre l'épargne et l'investissement est positif ou négatif. Le détail est décrit dans le compte financier.

La consommation de capital fixe, à laquelle il a été fait allusion à plusieurs reprises, est une mesure du coût d'utilisation des biens de capital fixe, c'est-à-dire des biens qui ont été affectés à une utilisation étalée sur plusieurs années dans le cadre du processus de production. Du fait de leur usure ou de leur obsolescence, ces biens ne peuvent être utilisés indéfiniment. Afin de rendre compte du coût que représente l'utilisation de ces biens, on définit la consommation de capital fixe comme la valeur de la part des biens qui devrait être remplacée pour maintenir l'appareil de production en l'état.

Les éléments présentés ici ne constituent qu'une petite partie de ce qu'il est convenu d'appeler le cadre central des comptes nationaux. À côté de ce cadre central, et en complément, le système élargi de comptabilité nationale prévoit l'élaboration de comptes satellites et de systèmes intermédiaires. Ceux-ci présentent des informations plus spécifiques de chacun des domaines étudiés et présentées selon une forme adaptée aux besoins d'analyse. Ils font l'objet de publications séparées.

Les résultats

Les comptes nationaux font l'objet, pour chaque année, de plusieurs évaluations successives. Les versions provisoires reposent largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles sources statistiques, les comptes sont révisés. Pour la métropole, les révisions conduisent à deux versions semi-définitives puis à un compte définitif qui ne peut être révisé que lors d'un changement de base ultérieur. Il en résulte que les trois dernières années font l'objet d'évaluations révisables.

Pour les départements d'outre-mer, la situation est plus variable. On distingue également des versions définitives et des versions non définitives, pour les comptes des années les plus récentes.

Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

— l'évolution des prix, censée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans l'espace et le temps;

— les variations de volume, qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité.

3. DÉFINITIONS

Administrations privées

Le secteur « administrations privées » regroupe les unités institutionnelles résidentes constituées par les organismes privés qui produisent principalement des services non marchands destinés à des groupes particuliers de ménages et/ou à produire sans but lucratif des services marchands réservés aux ménages.

Leurs ressources principales sont constituées des :

— contributions volontaires des ménages;

— revenus de la propriété;

— produits de la vente des services marchands.

Le secteur comprend des unités telles que : cultes, syndicats de travailleurs, comités d'entreprise, partis politiques, fondations à caractère humanitaire.

Les organismes professionnels et le CNPF, bien qu'à but non lucratif, sont au service des entreprises : ils sont classés dans le secteur des sociétés et quasi-sociétés.

Administrations publiques

Le secteur « Administrations publiques » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale est de produire des services non marchands destinés à toutes les unités ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu ou du patrimoine national.

Leurs ressources principales proviennent de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales obligatoires).

La production des administrations publiques est principalement non marchande. Mais les administrations publiques peuvent comporter aussi des unités de production homogène marchande qui n'ont pas de véritable autonomie de décision. Ces unités de production homogène sont en général de petite taille, ou sinon leur production est principalement destinée à d'autres unités du secteur « Administrations publiques ».

Le secteur « Administrations publiques » comprend l'État et tous les organismes à compétence générale qui en dépendent, les collectivités locales et les divers organismes qui en émanent, les organismes avec comptabilité complète et personnalité juridique, produisant des services non marchands et financés par l'État ou les collectivités locales, les régimes d'assurances sociales et les organismes en dépendant (Hôpitaux publics, oeuvres sociales).

Capacité de financement

C'est le solde du compte de capital. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente l'excédent des ressources non financières sur les emplois correspondants. S'il apparaît une insuffisance de ressources, la capacité de

financement est négative; on utilise alors parfois le terme de besoin de financement.

Comptes à prix constants

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié.

Actuellement, les comptes à prix constants sont établis aux prix de l'année précédente et aux prix de 1980.

Consommation de capital fixe

L'usage productif des biens d'équipement s'étend sur plusieurs périodes, mais chaque année, ils perdent de leur valeur du fait de leur usure et de leur obsolescence. Une partie de la valeur des biens et services produits dans l'année doit être affectée au financement de cette consommation de capital fixe pour maintenir à l'identique l'appareil productif. C'est ce qu'indique l'emploi du terme « brut » dans les expressions « Produit intérieur brut », « Valeur ajoutée brute », « Formation brute de capital fixe », etc. Quand on soustrait la consommation de capital fixe de ces grandeurs, leur valeur est alors dite « nette ».

Compte tenu de la grande difficulté de mesurer la consommation de capital fixe, celle-ci apparaît au pied des comptes qui sont présentés en termes bruts.

On utilise couramment l'expression amortissement à la place de consommation de capital fixe. Dans ce cas, c'est d'amortissement économique qu'il s'agit et non de l'amortissement comptable ou des dotations aux amortissements enregistrés dans les comptes des entreprises et que celles-ci calculent en fonction de règles fiscales. Ces différentes grandeurs ont des significations différentes et l'une ne peut servir à mesurer l'autre.

Consommation finale

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs.

Consommation finale des ménages

La consommation finale (nationale) retrace l'ensemble de la consommation finale des ménages résidents, qu'elle soit effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde. Elle exclut par contre la consommation finale des ménages non résidents sur le territoire économique.

Elle est calculée au prix d'acquisition (TVA comprise) pour les produits achetés sur le marché. Prix départ-usine des produits similaires pour l'auto-consommation agricole et alimentaire.

Consommation finale de services non marchands par les administrations publiques et privées

Elle représente la valeur des services non marchands produits par leurs branches non marchandes, déduction faite des paiements partiels effectués par les ménages pour la fourniture de ces services.

Consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des biens, autre que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés au cours de la période, dans le processus courant de production.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible.

Cotisations sociales effectives

Elles comprennent tous les versements que les personnes assurées ou leurs employeurs font à des institutions octroyant des prestations sociales afin d'acquérir et de maintenir le droit à ces prestations.

Les cotisations sociales effectives reçues par les organismes d'assurance sociale sont partagées en :

— Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs.

— Cotisations sociales à la charge des salariés.

— Cotisations sociales des non-salariés.

Entreprises d'assurance

Le secteur « entreprises d'assurance » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale consiste à assurer, c'est-à-dire transformer des risques individuels en risques collectifs en garantissant le paiement d'une somme (indemnité ou prestation) en cas de réalisation d'un risque. Leurs ressources principales proviennent de primes contractuelles ou de cotisations sociales volontaires.

Elles se différencient des organismes de sécurité sociale par le fait que les contrats d'assurance sont librement souscrits, ou que, si l'assurance est obligatoire, le choix de l'assureur est libre.

Les deux catégories d'unités de ce secteur sont les organismes d'assurance et de capitalisation et les mutuelles.

Épargne brute

C'est le solde du compte d'utilisation du revenu. Pour chaque secteur ou sous-secteur, elle représente la part des ressources courantes qui reste disponible pour accumuler des actifs physiques ou financiers.

L'épargne nationale représente la valeur accumulée par l'économie. Elle équivaut à la formation de capital et aux acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels.

Excédent brut d'exploitation

C'est le solde du compte d'exploitation. Pour chaque secteur ou sous-secteur et branche, il montre ce qui reste de la valeur nouvelle créée par la production (valeur ajoutée) après rémunération du travail salarié et prélèvement fiscal au stade de la production (impôts liés à la production nets de subventions). Il est indépendant de l'origine et de la rémunération des capitaux mis en œuvre.

Exportations (prix FAB)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes. Elles incluent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire économique.

Elles sont mesurées FAB (franco à bord) c'est-à-dire qu'elles comprennent les frais d'acheminement du lieu de production jusqu'à la frontière française, mais sans les frais relatifs au transport à l'étranger.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisées pendant au moins un an dans leur processus de production.

La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages (en dehors des achats de biens d'équipement par les entreprises individuelles) sont traités en consommation finale.

Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les biens achetés et au prix départ-usine pour les biens produits pour leur propre compte.

Importations (prix CAF)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes. Elles comprennent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les résidents dans le reste du monde.

Elles sont mesurées CAF (coût, assurance, fret) c'est-à-dire au coût d'entrée des marchandises à leur point d'entrée en France, assurance et fret compris.

Impôts

On distingue trois grandes catégories d'impôts :

● Les impôts liés à la production et à l'importation sont des prélèvements obligatoires frappant les biens et services échangés ou les unités productrices, perçus par les administrations publiques ou les institutions communautaires européennes. Prélevés sur les biens et services, sur leur production et leur importation, ou sur l'emploi de facteurs de production, ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation ou de la perception consécutive de revenus. Ils sont subdivisés en :

— TVA et prélèvements au profit de la Communauté économique européenne.

— Autres impôts liés à la production.

— Droits de douane et assimilés.

● Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine sont tous les versements obligatoires perçus annuellement et prélevés par les administrations publiques sur le revenu et le patrimoine des unités institutionnelles. On distingue :

— Impôts sur le bénéfice des sociétés.

Seuls sont pris en compte les bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées en France ainsi que ceux dont l'imposition est attribuée à la France par une convention internationale relative aux doubles impositions.

L'impôt sur le bénéfice des sociétés est comptabilisé pour une valeur nette de l'avoir fiscal utilisé par les ménages pour payer l'impôt sur le revenu.

— Impôts sur le revenu.

Il frappe le revenu net global des personnes physiques. Son montant, dans les comptes, est supérieur à celui enregistré dans les statistiques fiscales; la différence est constituée par l'avoir fiscal utilisé pour s'acquitter de l'impôt sur le revenu.

— Autres impôts sur le revenu et le patrimoine.

Il s'agit par exemple d'impôts tels que :

— retenue à la source et prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers;

— vignette automobile payée par les ménages (quand elle est payée par les entreprises, elle est traitée en impôts liés à la production);

— contribution foncière des propriétés bâties et non bâties;

— taxe d'habitation.

● Les impôts en capital sont tous les versements obligatoires perçus par les administrations publiques de manière non périodique sur le capital ou le patrimoine des unités institutionnelles.

Institutions financières

Ce sont des unités institutionnelles résidentes dont la fonction principale est de financer, c'est-à-dire de collecter, transformer et répartir des moyens de financement et/ou de gérer des actifs financiers.

Leurs ressources principales proviennent des engagements financiers contractés : dépôts à vue, bons de caisse, obligations...

Outre les établissements de crédit (dont les sociétés de crédit-bail), le secteur comprend des gestionnaires de portefeuilles (maisons de titre), les agents de change, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (SICAV, Fonds communs de placement, sociétés d'investissement), des institutions financières spécialisées (Comptoir des entrepreneurs, Crédit foncier, Crédit national, etc.).

Ménages (y compris entreprises individuelles)

Le secteur « Ménages » regroupe les unités institutionnelles dont la fonction économique principale consiste à consommer et éventuellement à produire dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Les entreprises individuelles sont des entreprises non financières qui n'ont pas la forme juridique de sociétés.

Elles ne sont pas dissociées des ménages qui les possèdent. Leurs opérations sont donc retracées dans les comptes du secteur « Ménages ».

Les unités institutionnelles du secteur « Ménages » sont des ensembles de personnes physiques disposant d'une autonomie de comportement en tant que consommateurs ou producteurs.

Il s'agit de chaque ménage ordinaire (occupants d'une même habitation privée), chaque ensemble d'occupants d'une même habitation mobile et chaque personne physique non comprise dans les catégories précédentes (personnes âgées vivant dans les maisons de retraite, travailleurs logés en foyers, militaires du contingent...).

Leurs ressources principales proviennent de :

— la rémunération des facteurs de production;

— les transferts versés par d'autres secteurs;

— la vente de biens et services marchands non financiers produits par les entrepreneurs individuels ainsi que la production résultant de certaines activités exercées sans constitution d'entreprises individuelles : production de services du logement ou de location d'immeubles à usages industriels et commerciaux, production de bâtiment pour compte propre liée au logement, production des jardins familiaux, production de services domestiques.

Population

Les tableaux des comptes nationaux utilisent plusieurs notions liées à la population :

— la population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité; est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier...); par rapport à la population légale métropolitaine des recensements, la population totale résidente comprend, en plus, les diplomates et militaires français et leurs familles qui n'ont pas de résidence habituelle sur le territoire métropolitain, et, en moins, les diplomates et militaires étrangers et leurs familles qui ont leur résidence habituelle sur le territoire métropolitain;

— la population active résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes de 14 ans et plus qui ont un emploi ou qui sont au chômage (au sens du BIT);

— les personnes qui ont un emploi constituent la population active résidente occupée; ce sont les personnes qui ont une activité, salariée ou non, y compris comme employeur, comme personne à son propre compte, ou comme aide dans l'exploitation familiale (pour autant que l'activité dépasse 15 heures par semaine); on y inclut les personnes absentes de leur travail pour cause de maladie, accident, conflit du travail, congé, absence volontaire, empêchement temporaire de travailler par suite de conditions climatiques ou d'accidents techniques;

— la population active occupée intérieure (emploi intérieur) est constituée de l'ensemble des personnes ayant un emploi dans une unité de production résidente. Elle est constituée des actifs résidents occupés ayant un emploi sur le territoire économique. Elle ne comprend pas les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde.

Production (prix départ - usine hors TVA facturée)

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché.

La production marchande : la production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise au moins à couvrir les coûts de production.

Tous les biens sont considérés comme marchands.

Les services marchands sont tous les services pouvant faire l'objet de vente et d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

La production de services non marchands comprend les services fournis par les administrations publiques et privées à la collectivité dans son ensemble ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit ainsi que les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique.

Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur élaboration.

Reste du monde (comptes du)

C'est l'ensemble des comptes qui retracent les flux entre les unités institutionnelles résidentes et les unités non résidentes.

Revenu national disponible brut

Le revenu national disponible brut est la somme des revenus disponibles des secteurs institutionnels. C'est le solde du compte de revenu.

Pour les sociétés et quasi-sociétés non financières, les entreprises d'assurances et les institutions financières, il est identique à l'épargne brute.

Pour les ménages, il représente le revenu courant après impôt qui peut être partagé entre consommation finale et épargne. Pour les administrations publiques et privées, il est égal au revenu courant effectif après impôt, majoré de la valeur des services non marchands fournis à titre gratuit; cette valeur doit être retranchée du revenu disponible

pour mettre en évidence l'épargne des administrations : c'est ce qui est fait au compte d'utilisation du revenu, sur la ligne « consommation finale ».

Il est aussi égal au produit intérieur, augmenté des transferts courants reçus du reste du monde et diminué de ceux qui sont versés au reste du monde.

Revenu national disponible net

C'est le revenu disponible brut diminué de la consommation de capital fixe.

Sociétés et quasi-sociétés non financières

Ce secteur comprend :

— des sociétés privées qui revêtent des formes juridiques variées mais ne comprennent pas des entreprises individuelles;

— des quasi-sociétés privées (unités résidentes fictives telles que les succursales établies, en France, d'entreprises étrangères);

— des organismes privés sans but lucratif au service des entreprises (syndicats patronaux...);

— des organismes privés sans but lucratif dont les ventes de biens et services constituent au moins 50% de leurs ressources totales (sociétés de course, associations de tourisme social, d'enseignement marchand, hôpitaux privés non lucratifs, etc.);

— des sociétés publiques (établissements publics, sociétés d'économie mixte, sociétés à statut spécial);

— les offices publics d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte.

Valeur ajoutée brute

C'est le solde du compte de production. Égal à l'excédent de la valeur des biens ou services produits sur la valeur des biens et services consommés pour produire, ce solde représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée totale de l'économie nationale, telle qu'elle apparaît au total de la ligne « Valeur ajoutée » du tableau « Entrées-sorties », est l'élément essentiel du produit intérieur brut.

Variation de stocks

Les stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de production.

Elle est calculée au prix de production pour les variations de stocks de produits finis ou en cours chez les producteurs, ou au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les variations de stock chez les utilisateurs et les commerçants.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office national statistique des Communautés européennes (OSCE).

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Publications :

« Système élargi de comptabilité nationale – méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, nº 44-45.

« Système élargi de comptabilité nationale, base 80 – Méthodes », *Collections de l'INSEE,* série C, nos 140-141.

« Système de comptes nationaux », Bureau de statistiques des Nations Unies, *Études méthodologiques,* série F, nº 2, rev. 3.

« System of National Accounts 1993 », publication commune des Nations Unies, de la Banque Mondiale, du FMI, de l'OCDE et de la Commission des communautés européennes.

Système européen de comptes économiques intégrés, SEC 2e édition, EUROSTAT.

Nomenclature d'activités et de produits 1973, NAP, réimpression 1988.

« Les comptes nationaux trimestriels, séries longues 1971 - 1996 en base 1980 », *INSEE-Résultats,* nos 572-573, novembre 1996.

« Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 471 à 473, juin 1996.

« Comptes et indicateurs économiques : rapport sur les comptes de la Nation 1996 », *INSEE-Résultats*, nos 547 à 549, juin 1997.

« ETC 1996 - Extraits et tableaux des comptes de la Nation 1996 », *INSEE-Résultats*, nos 552, août 1997.

« 25 ans de comptes économiques des départements d'Outre-Mer. 1970-1994 - Tomes 1 et 2. Tableaux économiques d'ensemble », *INSEE-Résultats*, nos 557 à 561, octobre 1997.

« Un demi-siècle de croissance », *INSEE-Première*, nº 486, septembre 1996.

« Les comptes de la Nation en 1996 », *INSEE-Première,* nº 520, juin 1997.

« Les prélèvements obligatoires dans l'Union européenne », *INSEE-Première*, nº 552, octobre 1997.

* * *

TABLEAU G.01-1

Ressources et emplois de biens et services: aux prix courants

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	**6 509 488**	**6 776 231**	**6 999 546**	**7 077 087**	**7 389 654**	**7 662 391**	**7 860 517**
Produit intérieur brut marchand	5 493 954	5 699 430	5 853 302	5 865 739	6 128 185	6 342 081	6 489 009
Produit intérieur brut non marchand	1 015 534	1 076 801	1 146 244	1 211 348	1 261 469	1 320 310	1 371 508
Importations	**1 469 802**	**1 514 461**	**1 493 531**	**1 404 767**	**1 523 075**	**1 621 458**	**1 681 226**
Total ressources	**7 979 290**	**8 290 692**	**8 493 077**	**8 481 854**	**8 912 729**	**9 283 849**	**9 541 743**
EMPLOIS							
Consommation finale :							
Des ménages	3 861 322	4 037 525	4 189 535	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 767 964
Des administrations publiques (1)	1 170 435	1 238 998	1 320 450	1 402 898	1 438 634	1 476 381	1 524 578
Des administrations privées (2)	17 258	18 124	18 552	18 387	18 752	19 262	19 772
Total consommation finale	**5 049 015**	**5 294 647**	**5 528 537**	**5 712 026**	**5 899 721**	**6 082 291**	**6 312 314**
Formation brute de capital fixe :							
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	766 255	789 095	781 905	715 562	730 372	758 339	750 054
Des administrations publiques (3)	212 033	230 440	242 317	241 521	241 442	242 092	240 399
Des administrations privées	4 340	4 563	4 673	4 631	4 728	4 857	4 986
Des institutions financières (4)	23 844	29 645	9 315	8 411	10 900	6 103	6 757
Des entreprises d'assurances (5)	15 680	14 374	11 621	9 232	4 014	12 312	12 169
Des ménages [hors EI] (6)	369 206	368 805	355 578	332 036	340 645	351 132	353 160
Total formation brute de capital fixe	**1 391 358**	**1 436 922**	**1 405 409**	**1 311 393**	**1 332 101**	**1 374 835**	**1 367 525**
Variation des stocks	70 945	21 061	– 28 972	– 97 333	– 3 223	23 749	– 23 704
Exportations	1 467 972	1 538 062	1 588 103	1 556 368	1 684 130	1 802 974	1 885 608
Total emplois	**7 979 290**	**8 290 692**	**8 493 077**	**8 482 454**	**8 912 729**	**9 283 849**	**9 541 743**

(1) Les administrations publiques comprennent l'État, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale [y compris les hôpitaux publics et les hôpitaux privés participant au service public hospitalier], ainsi que divers établissements à compétence générale ou spécifique qui sont l'émanation directe de l'État ou des collectivités locales [ODAC et ODAL].

(2) Les administrations privées comprennent, pour l'essentiel, les comités de bienfaisance. Comme pour les administrations publiques, leur consommation finale mesure le coût que représente pour elles la fourniture gratuite de services à la collectivité (ou à des groupes particuliers au sein de cette collectivité).

(3) Les achats et biens durables à usage militaire par les administrations publiques sont, par convention, traités en consommation intermédiaire de ces administrations : ils ne figurent donc pas dans leur formation brute de capital fixe.

(4) Les institutions financières comprennent les établissements de crédits bancaires et assimilés : Banque de France et Fonds de stabilisation des changes, banques et autres établissements de crédit de caractère bancaire, Caisse des dépôts et consignations et les autres institutions financières [établissements de crédit non bancaires, autres institutions financières non bancaires et organismes de placements collectifs en valeurs mobilières]. L'investissement financé par le crédit-bail est comptabilisé chez l'utilisateur et non plus chez le financeur.

(5) Les entreprises d'assurances comprennent les organismes d'assurances-dommages, d'assurance-vie et capitalisation.

(6) La formation brute de capital fixe des ménages, hors entreprises individuelles, correspond à leurs investissements en logements.

TABLEAU G.01-2

Ressources et emplois de biens et services : indices de volume

Source : INSEE

Base 100 de l'année précédente

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
RESSOURCES							
Produit intérieur brut	102,4	100,8	101,0	98,7	102,6	102,0	101,2
Produit intérieur brut marchand	102,6	100,4	100,7	98,0	102,7	102,1	101,1
Produit intérieur brut non marchand	101,4	102,6	102,5	102,3	102,4	101,6	101,9
Importations	106,2	102,8	101,3	96,6	106,9	105,1	103,0
Ensemble ressources	**103,1**	**101,1**	**101,1**	**98,3**	**103,3**	**102,5**	**101,5**
EMPLOIS							
Consommation finale totale	102,4	101,5	101,8	100,9	101,3	101,2	101,8
Des ménages	102,4	101,2	101,3	100,1	101,4	101,5	101,9
Des administrations publiques	102,0	102,7	103,3	103,4	101,1	100,2	101,7
Des administrations privées	105,7	102,6	99,8	96,9	100,9	100,5	101,2
Formation brute de capital fixe	102,9	99,9	96,8	93,1	101,0	102,5	98,9
Des sociétés et quasi-sociétés non financières et des entreprises individuelles	104,4	99,9	97,9	91,6	101,3	103,1	98,5
Des administrations publiques	100,8	105,3	103,7	99,1	99,7	99,4	98,5
Des administrations privées	105,9	101,5	101,4	98,6	102,0	102,2	101,5
Des institutions financières	104,3	120,4	34,5	94,2	133,7	57,4	120,7
Des entreprises d'assurances	121,2	87,7	80,5	78,6	44,1	304,7	98,0
Des ménages [hors EI]	100,3	95,8	95,7	92,6	102,1	102,4	99,8
Exportations	105,1	104,2	105,0	98,8	106,5	105,8	104,8
Ensemble emplois	**103,1**	**101,1**	**101,1**	**98,3**	**103,3**	**102,5**	**101,5**

TABLEAU G.01-3

Valeur ajoutée : répartition du PIB par branche

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Agriculture, sylviculture, pêche	221 865	204 699	197 741	165 859	177 863	181 919	182 056
Industries agro-alimentaires	178 907	184 029	190 634	205 436	205 600	208 319	217 230
Énergie	243 507	267 594	273 491	286 778	289 158	299 167	307 896
Industries des biens intermédiaires	396 012	392 843	380 963	352 322	371 089	399 845	387 139
Industries des biens d'équipement professionnel	331 597	335 599	329 967	314 553	314 618	328 963	331 083
Industries des biens d'équipement ménager	11 708	12 233	12 081	11 543	10 545	10 368	10 196
Industries des matériels de transport terrestre	110 364	105 169	108 480	100 630	118 771	122 695	120 443
Industries des biens de consommation	290 901	297 305	305 177	312 316	318 625	322 206	327 564
Bâtiment, génie civil et agricole	335 812	357 518	363 316	357 982	342 298	347 188	338 804
Commerce	696 204	720 015	733 034	746 830	757 787	794 348	800 634
Transports et Télécommunications	378 473	397 426	414 513	414 197	427 443	435 607	442 273
Services marchands	1 241 276	1 310 428	1 377 898	1 403 214	1 449 864	1 513 367	1 557 671
Location immobilière	519 490	560 183	604 952	649 501	687 601	727 040	764 502
Assurances	41 953	48 870	41 966	42 916	55 793	44 139	44 757
Organismes financiers	245 401	248 090	262 230	251 553	312 194	293 601	313 243
Branches non marchandes	1 015 534	1 076 801	1 146 244	1 211 348	1 261 469	1 320 310	1 371 508
Ajustement pour services bancaires imputés	– 278 020	– 269 336	– 274 663	– 275 227	– 263 132	– 271 846	– 278 225
Total des valeurs ajoutées	**5 980 984**	**6 249 466**	**6 468 024**	**6 551 751**	**6 837 586**	**7 077 236**	**7 238 774**
TVA	**517 561**	**514 827**	**520 879**	**515 065**	**542 410**	**575 229**	**613 196**
Droits de douane	**10 946**	**11 954**	**10 644**	**10 271**	**9 658**	**9 926**	**8 547**
Subventions à l'importation	**– 3**	**– 16**	**– 1**	**–**	**–**	**–**	**–**
Produit intérieur brut	**6 509 488**	**6 776 231**	**6 999 546**	**7 077 087**	**7 389 654**	**7 662 391**	**7 860 517**

TABLEAU G.01-4

Valeur ajoutée : taux d'évolution en volume par branche

Source : INSEE — Base 100 de l'année précédente

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Agriculture, sylviculture, pêche	103,3	93,9	111,6	93,1	101,5	102,1	105,3
Industries agricoles et alimentaires	99,9	101,5	96,9	104,7	100,4	101,8	100,8
Énergie	100,4	105,8	99,5	101,3	99,2	103,0	101,8
Industries des biens intermédiaires	102,7	98,2	98,0	93,3	106,2	103,3	99,3
Industries des biens d'équipement professionnel	102,8	99,1	98,4	94,9	102,9	106,7	101,7
Industries des biens d'équipement ménager	104,1	107,8	100,4	97,0	104,5	107,8	98,5
Industries des matériels de transport terrestre	98,4	92,1	100,5	86,5	110,5	104,2	100,1
Industries des biens de consommation	102,8	97,8	97,9	98,3	103,6	101,5	99,1
Bâtiment , génie civil et agricole	102,4	100,2	97,7	94,5	96,8	100,5	97,1
Commerce	103,2	100,2	99,7	98,5	99,6	101,8	100,5
Transports et télécommunications	104,5	102,7	102,2	99,5	102,9	102,5	102,7
Services marchands	103,4	101,0	101,4	98,8	101,0	101,9	100,8
Location immobilière	103,6	102,8	102,9	103,1	103,2	103,3	103,0
Assurances	104,3	121,5	111,3	87,2	104,3	101,4	100,3
Organismes financiers	90,9	96,8	101,2	94,8	112,1	96,0	104,4
Branches non marchandes	101,4	102,6	102,5	102,3	102,4	101,6	101,9
Ajustement pour services bancaires imputés	94,7	93,2	98,0	96,3	91,9	102,0	100,1
Ensemble des valeurs ajoutées	**102,5**	**101,1**	**101,1**	**98,8**	**102,6**	**102,0**	**101,3**
TVA	101,6	97,3	99,5	97,7	102,8	101,8	99,8
Droits de douane	106,6	105,2	101,7	99,2	106,2	108,7	104,7
Subventions à l'importation	94,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Produit intérieur brut	102,4	100,8	101,0	98,7	102,6	102,0	101,2

TABLEAU G.01-5

Revenu disponible brut : répartition par secteur institutionnel

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Sociétés et quasi-sociétés non financières	596 019	654 281	664 534	678 450	743 522	773 392	743 440
Institutions financières	105 749	73 873	113 015	92 034	142 839	121 845	135 762
Entreprises d'assurances	− 26 682	− 25 267	− 30 362	− 28 751	− 22 472	− 32 124	− 38 297
Administrations publiques	1 331 172	1 331 585	1 281 145	1 224 697	1 261 239	1 333 045	1 429 682
Administrations privées	29 837	31 218	34 163	34 712	35 560	35 596	35 885
Ménages	4 412 886	4 649 725	4 850 770	4 995 613	5 140 285	5 364 201	5 475 684
Total	**6 448 981**	**6 715 415**	**6 913 265**	**6 996 935**	**7 300 973**	**7 595 955**	**7 782 156**

TABLEAU G.01-6

Revenu disponible brut : évolution par secteur institutionnel

Source : INSEE — Base 100 de l'année précédente

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Sociétés et quasi-sociétés non financières	99,2	109,8	101,6	102,1	109,6	104,0	96,1
Institutions financières	105,8	69,9	153,0	81,4	155,2	85,3	111,4
Entreprises d'assurances	765,6	94,7	120,2	94,1	78,7	143,0	119,2
Administrations publiques	106,0	100,0	96,2	95,6	103,0	105,7	107,2
Administrations privées	109,3	104,6	109,4	101,6	102,4	100,1	100,8
Ménages	106,6	105,4	104,3	103,0	102,9	104,4	102,1
Ensemble	**105,4**	**104,1**	**102,9**	**101,2**	**104,3**	**104,0**	102,5

TABLEAU G.01-7

Principaux agrégats par secteur institutionnel

Source : INSEE — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Valeur ajoutée brute	5 980 984	6 249 466	6 468 024	6 551 751	6 837 586	7 077 236	7 238 774
Excédent brut d'exploitation	2 290 749	2 393 336	2 469 473	2 472 827	2 629 888	2 705 330	2 750 887
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	1 143 430	1 206 989	1 224 061	1 228 518	1 266 925	1 320 703	1 319 505
Ménages	1 177 393	1 210 751	1 256 878	1 266 171	1 310 139	1 364 782	1 402 379
Revenu disponible brut	6 448 981	6 715 415	6 913 265	6 996 935	7 300 973	7 595 955	7 782 156
dont : Administrations publiques	1 331 172	1 331 585	1 281 145	1 224 697	1 261 239	1 333 045	1 429 682
Ménages	4 412 886	4 649 725	4 850 770	4 995 613	5 140 285	5 364 201	5 475 684
Consommation finale	5 049 015	5 294 647	5 528 537	5 712 026	5 899 721	6 082 291	6 312 314
dont : Administrations publiques	1 170 435	1 238 998	1 320 450	1 402 898	1 438 634	1 476 381	1 524 578
Ménages	3 861 322	4 037 525	4 189 535	4 290 741	4 442 335	4 586 648	4 767 964
Épargne brute	1 399 966	1 420 768	1 384 728	1 284 909	1 401 252	1 513 664	1 469 842
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	596 019	654 281	664 534	678 450	743 522	773 392	743 440
Institutions financières	105 749	73 873	113 015	92 034	142 839	121 845	135 762
Entreprises d'assurances	– 26 682	– 25 267	– 30 362	– 28 571	– 22 472	– 32 124	– 38 297
Administrations publiques	160 737	92 587	– 39 305	– 178 201	– 177 395	– 143 336	– 94 896
Administrations privées	12 579	13 094	15 611	16 325	16 808	16 334	16 113
Ménages	551 564	612 200	661 235	704 872	697 950	777 553	707 720
Formation brute de capital fixe	1 391 358	1 436 922	1 405 409	1 311 393	1 332 101	1 374 835	1 367 525
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	666 971	694 316	700 775	639 598	650 509	673 082	666 459
Institutions financières	23 844	29 645	9 317	8 411	10 900	6 103	6 757
Entreprises d'assurances	15 680	14 374	11 621	9 232	4 014	12 312	12 169
Administrations publiques	212 033	230 440	242 317	241 521	241 442	242 092	240 399
Administrations privées	4 340	4 563	4 673	4 631	4 728	4 857	4 986
Ménages	468 490	463 584	436 708	408 000	420 508	436 389	436 755
Capacité de financement	– 83 544	– 40 511	9 847	69 604	41 121	106 083	119 301
dont : Sociétés et quasi-sociétés non financières	– 149 296	– 96 016	– 41 844	106 700	79 721	101 670	134 758
Institutions financières	64 948	5 568	58 633	32 288	52 470	14 115	31 126
Entreprises d'assurances	– 44 012	– 40 993	– 44 381	– 38 542	– 26 499	– 45 663	– 51 667
Administrations publiques	– 101 089	– 147 078	– 286 815	– 430 650	– 441 198	– 412 817	– 356 434
Administrations privées	11 152	12 286	14 866	15 745	16 611	16 379	16 127
Ménages	134 753	225 722	309 388	384 063	360 016	432 399	345 391

TABLEAU G.01-8

Principaux agrégats par habitant

Source : INSEE — *Unité :* Franc

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
PIB (prix courants)	114 735	118 766	121 999	122 750	127 628	131 797	134 656
PIB (prix de 1980)	62 485	62 619	62 996	61 856	63 334	64 388	65 090
Revenu national disponible brut	113 668	117 700	120 495	121 360	126 097	130 654	133 313
Revenu disponible brut des ménages	77 781	81 495	84 547	86 648	88 779	92 267	93 802
Consommation des ménages (prix courants)	68 059	70 765	73 022	74 422	76 725	78 892	81 678
Consommation des ménages (prix de 1980)	37 366	37 659	37 956	37 837	38 196	38 672	39 308
Épargne brute des ménages	9 722	10 730	11 525	12 226	12 054	13 374	12 124
Capacité de financement des ménages	2 375	3 956	5 393	6 661	6 218	7 437	5 917

TABLEAU G.01-9

Quelques ratios sur les comptes nationaux

Évaluations de base 1980

Source : INSEE

%

	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Taux d'épargne des ménages	12,5	13,2	13,6	14,1	13,6	14,5	12,9
Taux d'épargne financière des ménages	3,1	4,9	6,4	7,7	7,0	8,1	6,3
Taux d'investissement des sociétés non financières	18,9	18,8	18,5	16,7	16,4	16,3	15,9
Taux d'autofinancement des sociétés non financières	80,8	87,8	94,4	116,8	110,8	113,2	118,8
Taux des prélèvements obligatoires	43,7	43,9	43,7	43,9	44,1	44,5	45,7
Taux des prélèvements fiscaux	24,4	24,7	24,2	24,3	24,9	25,2	26,1
Taux des prélèvements sociaux	19,3	19,2	19,4	19,6	19,1	19,3	19,6
Besoin de financement des administrations publiques / PIB	1,6	2,2	4,1	6,1	6,0	5,4	4,5
Capacité de financement de la nation / PIB	– 1,3	– 0,6	0,1	1,0	0,6	1,4	1,5

TABLEAU G.01-10

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) — *Unité :* Million de francs

	r 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993	1994
GUADELOUPE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	14 062	15 200	16 415	17 972	18 984	19 751
Importations de biens et services	8 077	9 651	9 580	8 447	8 548	9 040
Total	**22 139**	**24 851**	**25 995**	**26 419**	**27 532**	**28 791**
EMPLOIS						
Consommation finale	**17 134**	**18 792**	**19 417**	**20 384**	**21 497**	**22 500**
Ménages	12 580	13 996	14 227	14 999	15 713	16 639
Administrations publiques	4 450	4 680	5 085	5 263	5 641	5 721
Administrations privées	104	116	105	122	143	140
Formation brute de capital fixe	**4 109**	**5 155**	**5 414**	**5 004**	**4 812**	**5 218**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	841	1 081	1 057	949	841	823
des autres secteurs	3 268	4 074	4 357	4 055	3 971	4 395
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 108	2 561	2 596	2 595	2 534	2 856
Administrations publiques	1 066	1 410	1 645	1 332	1 283	1 362
Administrations privées	6	7	7	7	8	8
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	88	96	109	121	146	169
Variations de stocks	**112**	**161**	**166**	**227**	**130**	**161**
Exportations de biens et services	**784**	**744**	**998**	**804**	**1 093**	**912**
Total	**22 139**	**24 852**	**25 995**	**26 419**	**27 532**	**28 791**
MARTINIQUE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	18 086	19 320	20 786	22 093	22 969	24 506
Importations de biens et services	8 459	9 728	9 798	9 390	8 812	9 150
Total	**26 545**	**29 048**	**30 584**	**31 483**	**31 781**	**33 656**
EMPLOIS						
Consommation finale	**20 549**	**21 889**	**23 438**	**24 980**	**25 662**	**27 095**
Ménages	15 106	16 083	17 398	18 590	19 059	20 067
Administrations publiques	5 404	5 742	5 976	6 351	6 558	6 962
Administrations privées	39	64	64	39	45	66
Formation brute de capital fixe	**4 267**	**5 157**	**5 328**	**5 212**	**4 777**	**5 102**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	770	815	791	771	864	963
des autres secteurs	3 497	4 342	4 537	4 441	3 913	4 139
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 474	3 053	2 944	2 707	2 807	2 826
Administrations publiques	977	1 238	1 526	1 667	1 039	1 248
Administrations privées	7	8	8	8	9	10
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	39	43	59	59	58	55
Variations de stocks	**297**	**372**	**289**	**– 205**	**56**	**20**
Exportations de biens et services	**1 432**	**1 630**	**1 529**	**1 496**	**1 286**	**1 439**
Total	**26 545**	**29 048**	**30 584**	**31 483**	**31 781**	**33 656**

TABLEAU G.01-10 (suite et fin)

Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) — *Unité :* Million de francs

	r 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	1993	1994
GUYANE						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	5 684	6 526	7 404	7 976	7 989	8 231
Importations de biens et services	6 834	7 461	8 707	7 246	6 926	7 818
Total	**12 518**	**13 987**	**16 111**	**15 222**	**14 915**	**16 049**
EMPLOIS						
Consommation finale	**5 864**	**6 486**	**6 995**	**7 427**	**7 713**	**7 869**
Ménages	3 811	4 169	4 403	4 647	4 637	4 768
Administrations publiques	2 027	2 285	2 548	2 728	3 015	3 041
Administrations privées....	26	32	44	52	61	60
Formation brute de capital fixe	**2 530**	**3 122**	**2 997**	**2 457**	**2 273**	**2 829**
des ménages (y compris entreprises individuelles)	355	494	427	342	284	346
des autres secteurs	2 175	2 628	2 570	2 115	1 989	2 483
Sociétés, quasi-sociétés non financières	1 353	1 705	1 468	990	1 000	1 375
Administrations publiques	812	911	1 091	1 111	974	1 091
Administrations privées	—	—	—	—	1	2
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	10	12	11	14	14	15
Variation de stocks	**90**	**– 12**	**114**	**118**	**70**	**177**
Exportations de biens et services	**4 034**	**4 391**	**6 005**	**5 220**	**4 859**	**5 174**
Total	**12 518**	**13 987**	**16 111**	**15 222**	**14 915**	**16 049**
RÉUNION						
RESSOURCES						
Produit intérieur brut	25 614	28 374	31 339	33 787	33 711	...
Importations de biens et services	11 348	11 557	11 647	13 043	12 216	...
Total	**36 962**	**39 931**	**42 986**	**46 830**	**45 927**	...
EMPLOIS						
Consommation finale	**28 323**	**30 677**	**32 431**	**35 318**	**36 638**	...
Ménages	20 953	22 674	23 486	25 722	26 734	...
Administrations publiques	7 142	7 699	8 637	9 267	9 602	...
Administrations privées	228	304	308	329	302	...
Formation brute de capital fixe	**7 124**	**8 263**	**9 310**	**9 664**	**8 646**	...
des ménages (y compris entreprises individuelles)	2 000	2 162	2 309	2 734	2 305	...
des autres secteurs	5 124	6 101	7 001	6 930	6 341	...
Sociétés, quasi-sociétés non financières	2 865	3 333	3 376	3 763	3 593	...
Administrations publiques	2 227	2 696	3 409	3 074	2 645	...
Administrations privées	17	20	20	22	21	...
Institutions de crédit et entreprises d'assurances	15	52	196	71	82	...
Variations de stocks	**467**	**– 72**	**362**	**703**	**– 393**	...
Exportations de biens et services	**1 048**	**1 064**	**883**	**1 145**	**1 036**	...
Total	**36 962**	**39 932**	**42 986**	**46 830**	**45 927**	...

TABLEAU G.01-11

Principaux agrégats par habitant : aux prix courants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Les comptes économiques) — *Unité :* Franc

Année	Guadeloupe			Martinique			Guyane			Réunion		
	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)	Produit intérieur brut	Revenu disponible brut (ménages)	Consommation finale (ménages)
1989 *r.*	36 918	34 108	33 027	50 818	44 240	42 445	51 161	39 477	34 302	43 377	38 534	35 484
1990 *r.*	38 905	36 485	35 823	53 385	48 320	44 441	55 072	42 245	35 181	47 755	40 827	37 683
1991 *r.*	41 536	39 068	36 000	56 730	50 031	47 484	58 762	42 918	34 944	51 082	46 226	38 282
1992 *r.*	44 651	43 029	37 265	59 310	53 267	49 906	59 656	43 733	34 757	54 042	48 026	41 142
1993	46 484	46 693	38 475	60 861	55 301	50 501	57 516	44 992	33 384	52 946	48 641	41 988
1994	47 719	46 987	40 201	64 286	55 965	52 642	57 160	43 995	33 111	...	...	...

TABLEAU G.01-12

Comparaisons internationales : principaux agrégats en standard de pouvoir d'achat (SPA)

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1995

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE) — *Unité :* Milliard de SPA

	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national net disponible *e*	Consommation finale nationale	Épargne nationale nette *e*	Formation brute de capital	Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la nation
UE (à 15)	**6 434,3**	...	**5 063,2**	...	**1 253,2**	...
Allemagne	1 556,7	1 321,5	1 193,2	128,3	350,2	– 20,1
Autriche	150,2	129,0	115,5	12,4	35,9	– 3,3
Belgique	196,0	175,4	151,2	24,2	35,3	8,7
Danemark	104,7	85,4	82,3	3,1	18,0	0,6
Espagne	518,8	459,7	407,5	52,2	109,3	7,7
Finlande	84,5	67,4	64,3	3,2	13,9	3,8
France	**1 078,2**	**931,1**	**856,7**	**74,4**	**195,8**	**15,9**
Grèce	118,4	117,6	104,9	12,7	25,8	– 1,1
Irlande	57,4	45,9	40,0	6,0	8,8	3,2
Italie	1 036,7	889,9	805,5	84,4	187,7	26,1
Luxembourg	11,9	11,1	8,0	3,1	2,6	2,1
Pays-Bas	285,5	249,1	212,0	37,1	55,4	13,8
Portugal	114,9	...	96,5	...	29,5	...
Royaume-Uni	968,1	856,2	824,1	32,1	151,6	– 18,4
Suède	153,5	126,0	120,0	6,0	23,8	1,6
Japon	2 531,7 *e*	...	1 770,1 *e*	..	723,8 *e*	
États-Unis	6 691,5 *e*	...	5 591,0 *e*	..	1 187,3 *e*	

TABLEAU G.01-13

Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi

Aux prix et parités de pouvoir d'achat courants

Année 1995

Source : Office statistique des Communautés européennes (OSCE) — *Unité :* SPA

				Par habitant	Par salarié
	Produit intérieur brut (aux prix du marché)	Revenu national disponible net *e*	Consommation finale nationale	Consommation privée nationale	Rémunération des salariés
UE (à 15)	**17 242,9**	**. . .**	**13 568,5**	**10 674,7 *e***	**26 647,9**
Allemagne	19 063,2	16 183,0	14 611,6	12 315,2	27 048,4
Autriche	18 661,2	16 035,3	14 346,8	10 494,9	27 119,0
Belgique	19 337,5	17 300,8	14 911,5	12 053,7	34 288,3
Danemark	20 022,7	16 339,0	15 740,4	10 724,5	24 493,5
Espagne	13 230,5	11 723,9	10 393,1	8 195,4	24 493,3
France	**18 544,1**	**16 014,5**	**14 735,0**	**11 156,8**	**28 275,7**
Finlande	16 542,4	13 199,2	12 579,6	8 968,0	25 737,2
Grèce	11 322,4	11 252,1	10 037,8	8 436,0	18 903,7
Irlande	16 021,6	12 818,4	11 152,2	8 803,7	26 001,0
Italie	17 763,5	15 246,9	13 801,0	10 907,6	27 963,2
Luxembourg	29 134,1	27 024,5	19 489,0	15 661,4	33 609,8
Pays-Bas	18 472,9	16 113,0	13 713,9	11 069,3	31 373,6
Portugal	11 585,3	. . .	9 728,0	7 633,9	15 472,6
Royaume-Uni	16 516,1	14 606,8	14 059,3	10 526,9	23 662,7
Suède	17 386,0	14 279,0	13 594,8	9 104,3	23 435,1
Japon	20 222,4 *e*	. . .	14 138,9 *e*	12 167,4 *e*	. .
États-Unis	25 373,6 *e*	. . .	21 200,5 *e*	17 225,3 *e*	. .

TABLEAU G.01-14

Comparaisons internationales : taux de croissance du P.I.B.

Sources : « Perspectives économiques » de l'O.C.D.E., décembre 1996; INSEE %

	1970	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Union Européenne à 15	...	...	**3,0**	**0,9**	**– 0,5**	**2,9**	**2,5**	**1,6**
Allemagne	5,0	1,0	5,7	2,2	– 1,1	2,9	1,9	1,1
Autriche	6,4	2,9	4,2	2,0	0,4	3,0	1,8	1,1
Belgique	6,4	4,3	3,7	1,7	– 1,4	2,3	1,9	1,3
Danemark	2,0	– 0,4	1,4	0,2	1,5	4,4	2,8	1,9
Espagne	4,2	1,3	3,7	0,7	– 1,2	2,1	2,8	2,1
Finlande	7,5	5,3	–	– 3,6	– 1,2	4,4	4,2	2,5
France	**5,7**	**1,6**	**2,5**	**1,2**	**– 1,3**	**2,8**	**2,2**	**1,3**
Grèce	8,0	1,8	–	0,4	– 1,0	1,5	2,0	2,2
Irlande	2,7	3,1	7,8	4,0	3,1	6,5	10,3	7,0
Italie	5,3	3,5	2,2	0,6	– 1,2	2,1	3,0	0,8
Luxembourg	1,7	0,8	2,2	4,5	8,7	4,2	3,7	2,4
Pays-Bas	5,7	1,2	4,1	2,0	0,8	3,4	2,1	2,7
Portugal	9,1	4,6	4,3	1,1	– 1,2	0,8	2,4	2,6
Royaume-Uni	2,3	– 2,2	0,4	– 0,5	2,1	3,8	2,4	2,4
Suède	6,5	1,7	1,4	– 1,4	– 2,2	3,3	3,6	1,7
Norvège	2,0	4,2	1,6	3,4	2,1	5,0	3,3	5,1
Suisse	6,4	4,4	2,3	– 0,3	– 0,8	1,0	0,1	– 0,3
Total O.C.D.E - Europe	...	...	**3,2**	**1,2**	**– 0,1**	**2,6**	**2,8**	**2,0**
Canada	2,6	1,5	– 0,2	0,8	2,2	4,1	2,3	1,5
États-Unis	–	– 0,3	1,3	2,7	2,3	3,5	2,0	2,4
Japon	10,3	2,8	5,1	1,1	0,1	0,5	0,9	3,6
Total O.C.D.E	...	...	**2,7**	**1,8**	**1,0**	**2,7**	**2,0**	**2,4**

Chapitre G.02

L'appareil productif

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre d'agents productifs par taille.
2. Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
3. Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
4. Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
5. Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
6. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS).
7. Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique.
8. Défaillances d'entreprises.
9. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et la forme juridique.
10. Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité.
11. Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches.
12. Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux.
13. Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux.
14. La concentration des entreprises.

15A. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction.

15B. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services.

16. Répartition sectorielle des groupes, « contour élargi » des groupes et « noyau dur ».
17. Importance des groupes en fonction de leur taille.
18. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes.
19. Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Administration du répertoire Sirène et démographie des entreprises », « Synthèses des statistiques d'entreprises » et « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Entre fin 1980 et fin 1995, le nombre de groupes d'entreprises est passé de 1 300 à 6 700. Cette augmentation est due en particulier aux micro-groupes de moins de 500 salariés dont le nombre a été multiplié par huit. Chaque micro-groupe draine en moyenne trois ou quatre entreprises. À l'autre bout de l'échelle, les grands groupes, de plus de 10 000 salariés, ont accru le nombre de leurs filiales : elles étaient 3 000 en 1980, 10 300 fin 1995. Au total, le nombre d'entreprises françaises contrôlées a presque quintuplé en quinze ans, atteignant 44 700 fin 1995 contre 9 200 en 1980. Parmi elles, on trouve de plus en plus de petites et moyennes entreprises; désormais, plus d'un emploi sur trois dans les PME dépend d'un groupe.

En 1995, la demande étrangère et l'aide apportée au secteur automobile ont soutenu la croissance de l'activité des entreprises. Sélective, cette croissance a d'abord profité aux secteurs de l'industrie automobile, des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Les autres secteurs, et notamment ceux liés à la demande des ménages, n'ont pas toujours maintenu leur activité au niveau de 1994. La croissance a bénéficié surtout aux grandes et moyennes entreprises ainsi qu'aux entreprises exportatrices.

Depuis dix ans, chaque année, environ 50 000 déclarations de reprises d'entreprises sont enregistrées. La moitié provient du départ en retraite de l'ancien exploitant. Ces reprises renouvellent le tissu des entreprises par l'arrivée d'un nouveau dirigeant. Les reprises concernent deux fois sur trois des fonds de commerce de très petite taille. Seules 4 % d'entre-elles concernent des PME (10 à 499 salariés); elles représentent par contre la moitié des emplois repris. Cinq ans après leur reprise, le cinquième seulement de ces entreprises ferme définitivement alors que, dans le même temps, c'est la moitié des créations ex-nihilo, trois fois plus nombreuses, qui ferme définitivement.

2. MÉTHODOLOGIE

Agents productifs et entreprises

L'appareil productif est constitué d'un ensemble d'agents économiques produisant des biens ou des services.

Cette population est analysée en distinguant les entreprises qui produisent des biens ou des services marchands, c'est-à-dire destinés à être vendus sur le marché, des organismes produisant des services non marchands. Ces organismes sont qualifiés de publics ou de privés selon qu'ils sont financés par des prélèvements obligatoires, ou par des contributions volontaires.

Au sein des entreprises on peut distinguer, en fonction de leur activité principale, les entreprises agricoles (agriculture, pêche et sylviculture mais à l'exclusion de la vinification), les entreprises financières (organismes financiers, assurances et auxiliaires financiers et d'assurance) et les entreprises de « l'industrie, du commerce et des services » dénommées ICS.

Il est apparu intéressant de dénombrer les entreprises qui relèvent du champ de l'économie sociale, c'est-à-dire les mutuelles, coopératives et associations diverses qui, tout en produisant principalement pour le marché, ont des formes d'organisation ne relevant pas de la stricte logique de l'appropriation particulière : leurs instances de direction sont élues par l'ensemble de leurs membres, indépendamment de leur participation au capital, selon la règle un homme égale une voix.

Les agents productifs, entreprises et organismes publics ou privés, selon les définitions retenues par la Communauté européenne, « correspondent à la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production jouissant d'une certaine autonomie de décision en particulier pour l'affectation de ses ressources courantes ».

En 1993, de nouvelles séries ont été mises en place à la suite du changement de nomenclature. Les chiffres présentés concernent les stocks d'entreprises au 1er janvier 1993, 1994, 1995, 1996 et 1997. Ces données n'ont pas pour l'instant fait l'objet de correction pour tenir compte du retard avec lequel sont connues les cessations d'entreprises.

Établissements de l'industrie du commerce et des services

Il s'agit de tous les établissements ayant une activité à caractère marchand et relevant de l'industrie, du commerce et des services.

La création d'entreprise

De nouvelles séries de créations d'entreprises ont été mises en place à partir du 1er janvier 1993. Les données concernant les années antérieures ont été rétropolées pour tenir compte des nouveaux concepts. On inclut dorénavant dans les créations d'entreprises tous les mouvements donnant lieu à une prise d'activité. Cette dernière peut intervenir à diverses occasions : la création, l'activation économique ou la réactivation de l'unité.

La création de l'entreprise se matérialise par l'immatriculation de l'unité au répertoire SIRENE. Elle correspond à la création du premier établissement économiquement actif.

L'activation économique est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui n'avait jusque-là aucune activité économique et qui entreprend d'en exercer une. C'est la transformation d'une « pseudo-entreprise » en entreprise ayant une réalité économique.

La réactivation est le fait d'une unité inscrite au répertoire qui avait cessé son activité et qui la reprend. Ce mouvement concerne plus particulièrement les personnes physiques (artisans, commerçants...).

En outre, les mouvements de création et d'activation économique peuvent être scindés en deux mouvements distincts : les créations nouvelles et les reprises.

La création nouvelle ou création ex nihilo résulte de la création d'un établissement jusqu'alors inexistant.

La reprise se produit quand une unité reprend totalement ou partiellement l'activité de l'établissement d'une autre unité.

La distinction entre création nouvelle et reprise est opérée sur une base déclarative. L'expérience montre que

cette déclaration est entachée d'un biais qui conduit à sous-estimer les reprises. Par ailleurs, cette distinction ne permet pas de cerner les changements de forme d'exploitation. Une étude menée sur les entreprises nées en 1990-1991 (hors réactivations) montre que les reprises et les changements de forme juridique représentent respectivement 28 % et 2,5 % de l'ensemble des créations (hors réactivations).

Les données présentées ici surestiment donc les créations nouvelles d'environ 10 %. Elles n'ont pas été corrigées du biais calculé dans l'étude des créateurs de 1990-1991.

Les sources d'information

Elles sont de trois sortes :

— les répertoires : le répertoire SIRENE (Système informatique pour le répertoire des entreprises et de leurs établissements) et le Répertoire informatique des métiers (RIM), gérés par l'INSEE, recensent les entreprises et les établissements du système productif;

— les enquêtes : EAE (Enquête annuelle d'entreprise) pour l'étude des entreprises, enquête sur les « liaisons financières entre sociétés » pour la définition des groupes;

— les sources administratives : les déclarations fiscales des BIC (bénéfices industriels et commerciaux), des BNC (bénéfices non commerciaux) et des BA (bénéfices agricoles), le *BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales)*; l'appariement des données des BIC avec celles des EAE est à la base du Système unifié de statistique d'entreprises (SUSE) et du Système intermédiaire des entreprises (pour l'élaboration du compte des « sociétés et quasi-sociétés non financières » dans les Comptes de la Nation).

Le répertoire SIRENE, géré par l'INSEE, est fondamentalement un outil d'identification des entreprises et des établissements à vocation interadministrative. Il est mis à jour en permanence à partir des déclarations de création, modification, cessation d'entreprises et d'établissements recueillies par les Centres de formalités d'entreprises (CFE). L'INSEE attribue ainsi des numéros SIREN à 9 chiffres qui caractérisent les entreprises, des numéros SIRET à 14 chiffres (les neuf premiers chiffres reprenant le SIREN de l'entreprise) qui caractérisent les établissements, et des codes d'« activité principale exercée » à 4 chiffres (dits numéros de code APE) qui sont déterminés par référence à la nomenclature officielle d'activités et de produits.

Parmi les autres informations portées au répertoire, il faut citer :

— pour les entreprises (unités SIREN) :
  — leur nom ou raison sociale;
  — leur catégorie juridique;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — le nombre de leurs établissements.
— pour les établissements (unités SIRET) :
  — leur adresse complète;
  — leur tranche d'effectif salarié;
  — leur statut qui est soit « siège ou établissement principal », soit « établissement secondaire ».

L'état d'activité des unités SIREN et SIRET est apprécié au travers d'indicateurs spécifiques. On distingue, par ailleurs, les unités SIRET « ordinaires » (celles qui exploitent des moyens de production en vue de produire des biens ou des services et qui répondent donc à la définition habituelle de l'établissement) des unités SIRET « singulières » (qui ne répondent pas à la définition précédente mais sont néanmoins immatriculées dans SIRENE pour les besoins de la coordination interadministrative).

Le répertoire SIRENE comprend la totalité des entreprises et des établissements du système productif. Il oublie en revanche une partie des établissements secondaires des administrations publiques, et ne peut pas couvrir en totalité les organismes privés.

Il faut préciser que SIRENE surestime d'environ 12 % les nombres d'entreprises et d'établissements du système productif, car le circuit interadministratif de mise à jour du répertoire est sujet à de nombreuses défaillances s'agissant de l'enregistrement des cessations. Toutefois, l'INSEE procède à de nombreuses opérations d'amélioration de la qualité du répertoire SIRENE qui ont pour conséquence de diminuer le taux d'unités répertoriées, à tort, en état d'activité.

Le Répertoire informatique des métiers (RIM) qui est, comme SIRENE, un registre administratif, répertorie quant à lui les entreprises artisanales et les artisans immatriculés par les chambres de métiers. Son contenu informatif est sensiblement le même que celui de SIRENE. Il s'y ajoute le code APRM (activité principale au Répertoire des métiers) qui caractérise l'activité au titre de laquelle l'unité a été immatriculée au registre des métiers.

Les sources administratives

Les entreprises réalisant des bénéfices en France sont imposées selon la catégorie des revenus; on distingue quatre catégories principales :

— les bénéfices industriels et commerciaux (BIC);
— les bénéfices agricoles (BA);
— les bénéfices non commerciaux (BNC);
— les régimes micro.

L'ensemble de ces sources, à l'exception des régimes micro, fait actuellement l'objet d'une exploitation statistique. Les sources fiscales BIC, BNC et BA couvrent ainsi l'ensemble du système productif marchand, de manière quasi exhaustive. Seules les unités exonérées d'impôt en sont exclues. De plus, il y a structurellement un pourcentage élevé d'entreprises absentes (environ 5 %) : unités ne remettant pas de déclarations et taxées d'office ou celles remettant des déclarations tardives non saisies.

On distingue, dans les BIC, deux grands régimes d'imposition :

- Le régime du forfait, en usage pour les entreprises réalisant moins de 500 000 F de chiffre d'affaires TTC (ou moins de 150 000 F pour les prestataires de services) et pour celles n'ayant pas opté pour le régime réel. Les informations saisies sont en nombre limité;
- Le régime du bénéfice réel « simplifié » ou « normal » :

— le régime réel simplifié (RSI) s'applique à toute entreprise ayant un chiffre d'affaires annuel compris entre la

limite du forfait (500 000 F) et 3 800 000 F (ces seuils sont fixés à 150 000 F et 1 100 000 F pour les prestataires de services) et à toute unité non soumise au bénéfice réel normal,

— le régime réel normal (BRN) est obligatoire pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 3 800 000 F (soit 1 100 000 F pour les prestataires de services). Certaines entreprises assujetties normalement au RSI peuvent opter pour le BRN.

Les unités soumises au bénéfice réel fournissent une comptabilité plus complète (compte de résultat, bilan et cadres annexes tels que le détail des immobilisations et la détermination du résultat fiscal...).

La répartition des entreprises pour chacun de ces régimes évolue au cours du temps. Elle s'oriente vers une plus grande proportion d'unités au régime simplifié d'imposition du fait de la stabilité du seuil limite des forfaits.

— le régime micro s'applique aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes n'excède pas 70 000 F, qui relèvent de la franchise de TVA et qui relèvent du forfait.

Les BNC concernent les professions libérales, lesquelles n'interviennent de manière significative que dans quelques secteurs du tertiaire : activités d'étude, de conseil et d'assistance, enseignement, santé. On distingue de même un régime forfaitaire (évaluation administrative) et un régime réel (déclaration contrôlée). Les fichiers couvrent environ 420 000 unités.

Enfin, les BA s'appliquent aux exploitants agricoles. Comme pour les BIC, les BA recouvrent trois régimes d'imposition, le régime réel normal, le régime réel simplifié et le régime du forfait. L'exploitation des BA est récente, et ne concerne que les deux régimes réels d'imposition, soit environ 200 000 unités.

Le système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE)

Il a été mis en place à partir des déclarations fiscales des unités relevant des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) et des enquêtes annuelles d'entreprises (EAE) effectuées par l'INSEE et les différents ministères techniques. Ces deux ensembles de données constituent la source fondamentale pour l'élaboration de la Comptabilité nationale en ce qui concerne les entreprises (comptes de secteurs, comptes de branches, comptes intermédiaires et comptabilité régionale).

Afin d'assurer au maximum la comparabilité et l'homogénéité de ces deux sources, les déclarations des entreprises de 20 salariés ou plus sont mises en cohérence par une série de traitements qui ont pour conséquence de modifier considérablement l'image donnée du système productif par les fichiers bruts.

Ces traitements complexes expliquent que les chiffres relatifs à un exercice comptable *n* ne sont disponibles qu'en juillet *n* + 2.

Les indices annuels de chiffres d'affaires

Ces indices sont calculés par l'INSEE à partir d'un échantillon d'environ 80 000 entreprises appartenant au champ de l'industrie, du commerce, des services et des transports.

Cet échantillon est renouvelé chaque année afin de tenir compte de la démographie des entreprises. Il est tiré parmi la population des entreprises imposées au bénéfice réel normal qui remplissent mensuellement le formulaire fiscal CA3 servant à déterminer le montant de la TVA qu'elles doivent verser.

Les indices annuels de chiffres d'affaires sont des indices chaînes, c'est-à-dire que l'indice de l'année *n* est obtenu en multipliant l'indice de l'année *n* – 1 par le rapport des sommes des chiffres d'affaires réalisés respectivement les deux années. Ils sont en base 100 en 1990.

Pour certains secteurs du commerce de détail et des services, cette source d'informations est complétée par une enquête postale mensuelle auprès d'un panel glissant d'entreprises non assujetties au régime réel normal.

Les groupes de sociétés

Les données présentées sur les groupes sont le produit du rapprochement des fichiers de SUSE (et plus spécialement du fichier BIC) et du fichier du contour des groupes de sociétés. Sont présentées ici :

— l'influence, dans l'ensemble de l'économie, des groupes; elle est mesurée par plusieurs variables et selon les différentes définitions, plus ou moins restrictives, des groupes;

— une ventilation de l'importance des groupes par tranche de taille;

— la ventilation sectorielle de leur poids mesuré en effectifs salariés, en distinguant les groupes « publics », les groupes privés français et les groupes étrangers.

La sous-catégorie des groupes publics est constituée à partir des têtes de groupe qui sont sous le contrôle direct ou indirect de l'État. Cet ensemble ne définit pas, *stricto sensu,* le « secteur public », mais il en est suffisamment proche, principalement dans les secteurs de l'industrie, de l'énergie, des transports et du bâtiment et génie civil et agricole pour refléter l'importance de celui-ci dans l'économie française.

3. DÉFINITIONS

L'entreprise

On définit comme entreprise toute unité légale, personne physique ou personne morale, qui jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands.

L'établissement

Une entreprise exerce ses activités dans un ou plusieurs lieux géographiquement distincts : son ou ses établissements.

Celui de ces établissements qui abrite l'essentiel du pouvoir décisionnel de l'entreprise est déclaré siège.

Le groupe de sociétés

Il est constitué par l'ensemble des sociétés (entreprises, personnes morales), dépendant d'un même centre de décision, la société tête du groupe; le lien de dépendance est mesuré par la part du capital détenu.

On définit :

— le contour restreint ou « noyau dur » du groupe comme l'ensemble des entreprises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par une société mère, tête de groupe; la société mère n'est détenue majoritairement, ni directement ni indirectement, par aucune autre société. Dans cette définition, les groupes forment des ensembles disjoints deux à deux;

— le contour « élargi » du groupe, comme l'ensemble de toutes les entreprises dépendant du groupe, quel que soit leur degré de dépendance vis-à-vis du centre de décision. Au niveau statistique, le contour élargi des groupes est formé de l'ensemble des entreprises appartenant au contour élargi d'au moins un groupe, sans pouvoir associer une entreprise à un groupe plutôt qu'à un autre;

— le recensement des liaisons de détention du capital entre entreprises montre en outre que certaines sont ainsi liées à d'autres sans pouvoir être rattachées, même de façon ténue, à aucun groupe. La réunion de ces entreprises avec celles du contour élargi définit la « mouvance » des groupes, soit l'ensemble le plus large des entreprises entretenant des liens de dépendance en capital avec d'autres entreprises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

« Le répertoire SIRENE : objectif qualité », *Courrier des statistiques,* n° 46, avril 1988;

« La situation de l'industrie - Enquête annuelle d'entreprise », Chiffres-Clés (annuel), ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« Tableaux de financement des sociétés, 1986 », série *INSEE-Méthodes;*

« Observer et représenter un monde de plus en plus complexe - Un défi pour la statistique d'entreprises », *INSEE-Méthodes,* n° 54, juin 1996;

« Place des groupes dans l'économie française en 1987 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 138-139, juin 1991;

« La France des entreprises », numéro spécial, *INSEE-L'Entreprise*, novembre 1991;

« Petites entreprises de l'artisanat, du commerce et des services », *INSEE-Résultats*, n^{os} 185-186, mai 1992;

« Les industries agro-alimentaires en 1994 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 413 - 414, septembre 1995;

« Les industries agro-alimentaires en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 514, janvier 1997;

« Les entreprises de services en 1994 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 479 - 481, août 1996;

« Les entreprises de services en 1995 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 554 - 546, juillet 1997;

« Les entreprises du commerce en 1994 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 509 - 511, décembre 1996;

« Les entreprises du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 562 - 564, septembre 1997;

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1995 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 497 - 504, janvier 1997;.

« Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État du 31 décembre 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 517, janvier 1997;

« Création et devenir des entreprises de 1987 à 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 535 à 537, mai 1997;

« La France des services », édition 1996, *INSEE.*

INSEE-Première :

« Les restructurations industrielles de 1979 à 1991 », n° 318, mai 1994;

« Les mouvements de l'emploi au sein des entreprises » n° 412, octobre 1995;

« 1994 : l'année des grandes entreprises », n° 445, avril 1996;

« Les repreneurs d'entreprises », n° 509, février 1997;

« La restructuration des grands établissements industriels », n° 513, mars 1997;

« 1995 : une croissance sélective de l'activité des entreprises », n° 539, août 1997;

« Les groupes et la déformation du système statistique », V. Thollon-Pommerol, *Économie et Statistique*, n° 229, INSEE, 1990;

« Les entreprises petites et moyennes : croissance et atouts », *Économie et Statistique*, n° 271 - 272, numéro spécial, INSEE, 1994.

Autres publications :

Enquête implantations, DREE-Résultats, août 1997;

« Mythes et réalités sur l'emploi et la croissance des PME : le rôle des groupes (1984-1992) », F. Boccara, Document de travail, E9702, INSEE, 1997.

« Inscription territoriale des groupes et identité des systèmes productifs locaux », V. Hecquet et F. Lainé, Document de travail, E9705/H9701, INSEE, 1997.

* * *

TABLEAU G.02-1

Nombre d'agents productifs par taille (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* millier

Typologie des agents productifs	Taille en nombre de salariés 0	1 à 9	10 à 499	500 et +	Total
Situation au 1er janvier 1995					
Organismes publics	56	36	13	1	106
Organismes privés	101	93	22	–	216
Entreprises	1 881	1 058	174	2	3 114
dont : Entreprises agricoles	698	54	2	–	754
Entreprises financières	25	18	2	–	45
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 158	986	169	2	2 315
Total	**2 038**	**1 187**	**208**	**3**	**3 436**
Situation au 1er janvier 1996					
Organismes publics	59	36	12	1	108
Organismes privés	106	102	23	–	231
Entreprises	1 870	1 086	170	2	3 128
dont : Entreprises agricoles	702	54	2	–	758
Entreprises financières	25	18	2	–	45
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 143	1 016	166	2	2 327
Total	**2 035**	**1 224**	**205**	**3**	**3 467**
Situation au 1er janvier 1997					
Organismes publics	58	29	14	1	102
Organismes privés	108	110	23	–	241
Entreprises	1 848	1 113	168	2	3 131
dont : Entreprises agricoles	685	41	2	–	728
Entreprises financières	25	19	2	–	46
Entreprises I.C.S (Industrie, Commerce et Services)	1 138	1 053	164	2	2 357
Total	**2 014**	**1 252**	**205**	**3**	**3 474**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque tranche de taille d'entreprises.

TABLEAU G.02-2

Structure de la population des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Au 1er janvier

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

	1993	1994	1995	1996	1997
Employeurs	1 148	1 129	1 157	1 184	1 219
Non-employeurs	1 168	1 151	1 157	1 143	1 138
Mono-établissements	2 166	2 134	2 167	2 178	2 201
Pluri-établissements	150	146	147	149	156
Monorégionales	2 273	2 237	2 270	2 282	2 309
Quasi monorégionales	10	10	10	10	11
Plurirégionales	33	33	34	35	37
Ensemble	**2 316**	**2 280**	**2 314**	**2 327**	**2 357**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises».

TABLEAU G.02-3

Taille et activité des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1) (2)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

Activités	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1 999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	20,20	45,70	6,00	1,20	0,20	0,12	0,01	**73,43**
Autres industries	71,80	85,10	31,60	7,40	1,60	0,73	0,14	**198,37**
Construction	145,30	148,70	20,80	2,10	0,30	0,12	0,02	**317,34**
Commerce	307,10	296,40	38,80	4,80	0,60	0,23	0,06	**647,99**
Transports	53,00	28,70	7,70	1,50	0,30	0,08	0,02	**91,30**
Hôtellerie	91,50	101,30	8,40	0,70	0,10	0,04	0,02	**202,06**
Services aux entreprises	201,50	138,00	19,90	3,20	0,70	0,29	0,06	**363,65**
Services aux particuliers	267,30	142,00	9,20	1,40	0,20	0,06	0,01	**420,17**
Total	**1 157,70**	**985,90**	**142,40**	**22,30**	**4,00**	**1,67**	**0,34**	**2 314,31**
Situation au 1er janvier 1996								
Industries agricoles et alimentaires	19,10	45,70	6,00	1,10	0,20	0,12	0,01	**72,23**
Autres industries	69,60	86,20	31,00	7,40	1,60	0,71	0,14	**196,65**
Construction	138,20	152,30	20,30	2,00	0,30	0,11	0,02	**313,23**
Commerce	297,00	301,60	37,90	4,80	0,60	0,22	0,06	**642,18**
Transports	52,50	29,70	7,80	1,50	0,30	0,09	0,02	**91,91**
Hôtellerie	85,70	106,50	8,20	0,70	0,07	0,04	0,02	**201,23**
Services aux entreprises	207,00	147,30	20,60	3,20	0,70	0,29	0,06	**379,15**
Services aux particuliers	273,60	146,90	8,50	1,40	0,20	0,05	0,01	**430,66**
Total	**1 142,70**	**1 016,20**	**140,30**	**22,10**	**3,97**	**1,63**	**0,34**	**2 327,24**
Situation au 1er janvier 1997								
Industries agricoles et alimentaires	17,82	46,74	5,93	1,11	0,25	0,10	0,01	**71,96**
Autres industries	68,07	87,93	30,85	7,18	1,64	0,69	0,14	**196,50**
Construction	133,31	158,12	19,75	1,94	0,25	0,11	0,02	**313,50**
Commerce	290,86	309,64	37,19	4,60	0,63	0,22	0,06	**643,20**
Transports	51,81	30,88	7,83	1,56	0,29	0,08	0,02	**92,47**
Hôtellerie	82,09	112,40	8,18	0,69	0,08	0,04	0,02	**203,50**
Services aux entreprises	212,68	154,99	20,41	3,17	0,67	0,32	0,06	**392,30**
Services aux particuliers	281,16	152,04	8,34	1,35	0,20	0,06	0,01	**443,16**
Total	**1 137,80**	**1 052,74**	**138,48**	**21,60**	**4,01**	**1,62**	**0,34**	**2 356,59**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque taille ou activité.

TABLEAU G.02-4

Taille et activité des établissements de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Millier

	Taille en nombre de salariés							
	0	1 à 9	10 à 49	50 à 199	200 à 499	500 à 1999	2 000 et plus	**Total**
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	23,20	50,10	6,40	1,50	0,30	0,07	—	**81,57**
Autres industries	91,20	98,60	37,40	9,20	2,10	0,85	0,07	**239,42**
Construction	150,40	152,90	22,90	2,80	0,29	0,06	—	**329,35**
Commerce	352,50	369,00	46,60	5,80	0,70	0,11	—	**774,71**
Transports	59,40	39,60	12,10	2,50	0,40	0,13	0,01	**114,14**
Hôtellerie	102,00	117,60	13,00	1,20	0,07	0,02	—	**233,89**
Services aux entreprises	236,70	167,00	27,50	5,60	1,00	0,23	0,05	**438,08**
Services aux particuliers	289,00	178,10	17,90	3,90	0,37	0,05	—	**489,32**
Total	**1 304,40**	**1 172,90**	**183,80**	**32,50**	**5,23**	**1,52**	**0,13**	**2 700,48**
Situation au 1er janvier 1996								
Industries agricoles et alimentaires	22,10	50,50	6,30	1,50	0,30	0,07	—	**80,77**
Autres industries	89,90	100,30	36,60	9,10	2,10	0,80	0,07	**238,87**
Construction	143,40	156,90	22,40	2,70	0,27	0,05	—	**325,72**
Commerce	341,30	378,00	45,80	5,80	0,70	0,10	—	**771,70**
Transports	59,10	41,00	12,00	2,50	0,40	0,13	0,01	**115,14**
Hôtellerie	96,40	123,50	12,90	1,10	0,06	0,02	—	**233,98**
Services aux entreprises	242,50	174,80	27,20	5,50	0,90	0,22	0,05	**451,17**
Services aux particuliers	296,40	189,20	18,10	3,90	0,40	0,05	—	**508,05**
Total	**1 291,10**	**1 214,20**	**181,30**	**32,10**	**5,13**	**1,44**	**0,13**	**2 725,40**
Situation au 1er janvier 1997								
Industries agricoles et alimentaires	20,76	51,70	6,24	1,43	0,31	0,07	—	**80,51**
Autres industries	86,61	102,24	36,33	8,93	2,08	0,80	0,07	**237,06**
Construction	138,62	162,87	21,80	2,62	0,23	0,05	—	**326,19**
Commerce	335,07	387,37	45,27	5,55	0,67	0,11	—	**774,04**
Transports	58,36	42,72	12,11	2,64	0,41	0,12	0,01	**116,37**
Hôtellerie	93,11	130,19	12,71	1,08	0,07	0,02	—	**237,18**
Services aux entreprises	248,69	184,29	27,12	5,37	1,10	0,28	0,02	**466,87**
Services aux particuliers	305,11	202,08	18,53	4,00	0,40	0,06	—	**530,18**
Total	**1 286,33**	**1 263,46**	**180,11**	**31,62**	**5,27**	**1,51**	**0,10**	**2 768,40**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».

TABLEAU G.02-5

Activité et forme juridique des entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) (1)

Source : INSEE (SIRENE)

Unité : Millier

Activités	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	**Total**
	Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Situation au 1er janvier 1995								
Industries agricoles et alimentaires	44,00	2,20	3,70	0,30	20,50	2,20	0,70	**73,60**
Autres industries	22,80	5,20	48,40	2,00	117,90	0,40	1,60	**198,30**
Construction	35,80	3,60	181,90	1,20	88,90	0,30	5,70	**317,40**
Commerce	83,50	234,40	20,40	25,00	276,40	2,90	5,30	**647,90**
Transports	5,30	26,80	24,00	1,30	32,80	0,60	0,30	**91,10**
Hôtellerie	9,70	119,50	0,20	1,40	68,20	0,10	3,10	**202,20**
Services aux entreprises	5,80	26,80	13,00	107,40	188,30	18,50	3,80	**363,60**
Services aux particuliers	40,60	16,10	26,40	271,90	49,80	7,40	8,00	**420,20**
Total	**247,50**	**434,60**	**318,00**	**410,50**	**842,80**	**32,40**	**28,50**	**2 314,30**
Situation au 1er janvier 1996								
Industries agricoles et alimentaires	42,50	2,20	3,70	0,30	21,00	2,00	0,60	**72,30**
Autres industries	21,40	5,00	47,80	2,20	118,30	0,40	1,50	**196,60**
Construction	32,70	3,10	179,80	1,00	91,20	0,30	5,10	**313,20**
Commerce	80,40	226,30	20,00	25,60	282,20	2,90	4,90	**642,30**
Transports	5,20	26,70	24,10	1,30	33,70	0,60	0,30	**91,90**
Hôtellerie	9,50	115,40	0,20	1,50	71,60	0,10	2,90	**201,20**
Services aux entreprises	5,70	26,00	13,10	112,40	199,20	19,00	3,80	**379,20**
Services aux particuliers	39,50	15,60	27,10	280,20	52,40	7,60	8,10	**430,50**
Total	**236,90**	**420,30**	**315,80**	**424,50**	**869,60**	**32,90**	**27,20**	**2 327,20**
Situation au 1er janvier 1997								
Industries agricoles et alimentaires	41,65	2,22	3,71	0,31	21,51	1,97	0,61	**71,98**
Autres industries	20,69	4,80	47,54	2,36	119,33	0,39	1,37	**196,48**
Construction	30,84	2,87	179,71	0,98	94,11	0,24	4,75	**313,50**
Commerce	78,92	221,97	19,76	26,05	289,22	2,75	4,54	**643,21**
Transports	5,19	26,38	24,03	1,22	34,73	0,63	0,29	**92,47**
Hôtellerie	9,66	114,28	0,14	1,76	74,77	0,09	2,80	**203,50**
Services aux entreprises	5;60	25,61	13,14	117,39	207,53	19,22	3,81	**392,30**
Services aux particuliers	39,37	15,68	27,69	289,41	55,09	7,75	8,17	**443,16**
Total	**231,92**	**413,81**	**315,72**	**439,48**	**896,29**	**33,04**	**26,34**	**2 356,60**

(1) Voir dans la méthodologie le dernier paragraphe « agents productifs et entreprises ».
(2) Du fait des arrondis, les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celle relative à chaque activité ou forme juridique.

TABLEAU G.02-6

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS)

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Créations totales						
Industries agricoles et alimentaires	7 273	6 353	6 570	7 359	7 190	7 277
Autres industries	23 629	20 120	18 629	19 691	18 662	17 286
Construction	43 565	36 700	33 587	37 745	36 823	35 106
Commerce	91 813	83 500	87 801	93 977	88 337	83 833
Transports	12 827	11 454	10 392	11 143	10 513	9 659
Hôtellerie	34 037	31 127	31 043	32 147	31 484	31 430
Services aux entreprises	56 335	48 703	47 962	51 626	52 104	50 877
Services aux particuliers	39 416	36 685	37 582	40 497	39 803	39 863
Total	**308 895**	**274 642**	**273 566**	**294 185**	**284 916**	**275 331**
Créations nouvelles						
Industries agricoles et alimentaires	2 491	2 178	2 203	2 485	2 434	2 263
Autres industries	17 087	13 955	12 638	13 583	13 053	11 898
Construction	31 233	23 982	20 797	23 605	23 753	22 600
Commerce	55 134	49 300	53 736	57 614	53 865	50 503
Transports	9 863	8 335	7 352	7 979	7 553	6 851
Hôtellerie	8 310	8 107	8 724	8 628	8 361	8 331
Services aux entreprises	48 843	41 041	39 511	42 359	42 747	41 929
Services aux particuliers	28 330	25 798	26 036	27 569	27 223	27 311
Total	**201 291**	**172 696**	**170 997**	**183 822**	**178 989**	**171 686**
Reprises						
Industries agricoles et alimentaires	3 248	2 761	2 883	3 145	3 119	3 273
Autres industries	3 559	3 184	3 109	2 994	2 561	2 549
Construction	3 921	4 099	3 804	3 642	3 222	3 284
Commerce	20 460	17 527	16 544	17 094	15 435	14 918
Transports	1 017	930	918	850	850	796
Hôtellerie	17 623	15 213	14 472	15 298	14 958	14 999
Services aux entreprises	1 781	1 845	1 965	1 912	1 901	1 816
Services aux particuliers	4 663	4 394	4 422	4 728	4 491	4 399
Total	**56 272**	**49 953**	**48 117**	**49 663**	**46 537**	**46 034**
Réactivations						
Industries agricoles et alimentaires	1 595	1 414	1 484	1 729	1 637	1 741
Autres industries	2 983	2 981	2 866	3 114	3 048	2 839
Construction	8 411	8 619	8 971	10 498	9 848	9 222
Commerce	16 219	16 673	17 517	19 269	19 037	18 412
Transports	1 947	2 189	2 122	2 314	2 110	2 012
Hôtellerie	8 104	7 807	7 846	8 221	8 165	8 100
Services aux entreprises	5 711	5 817	6 479	7 355	7 456	7 132
Services aux particuliers	6 423	6 493	7 122	8 200	8 089	8 153
Total	**51 393**	**51 993**	**54 407**	**60 700**	**59 390**	**57 611**

TABLEAU G.02-7

Créations d'entreprises de l'industrie, du commerce et des services (ICS) par activité et forme juridique

Année 1996

Source : INSEE (SIRENE) — *Unité :* Entreprise

Activité	Personnes physiques				Personnes morales		Sociétés de fait	Total
	Artisans Commerçants	Commerçants	Artisans	Autres	Commerciales	Non commerciales		
Industries agricoles et alimentaires	3 719	622	959	21	1 838	30	88	**7 277**
Autres industries	1 164	690	5 958	436	8 887	64	87	**17 286**
Construction	967	291	22 782	62	10 662	24	318	**35 106**
Commerce	5 361	38 043	2 341	7 089	30 430	193	376	**83 833**
Transports	156	4 484	1 423	170	3 345	52	29	**9 659**
Hôtellerie	1 117	19 965	—	287	9 571	43	447	**31 430**
Services aux entreprises	455	5 071	2 374	18 179	23 389	1 103	306	**50 877**
Services aux particuliers	1 986	3 376	3 315	24 174	6 154	346	512	**39 863**
Total	**14 925**	**72 542**	**39 152**	**50 418**	**94 276**	**1 855**	**2 163**	**275 331**

TABLEAU G.02-8

Défaillances d'entreprises

Nombre d'entreprises suivant la date du jugement

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Secteur d'activité	Code NES (1)	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Industrie	EB à EG	7 428	8 282	9 444	10 083	8 756	7 698	7 577
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 438	1 384	1 479	1 451	1 511	1 471	1 296
Industries des biens intermédiaires et énergie	EF + EG	1 854	2 210	2 584	2 823	2 178	1 781	1 886
Industrie automobile et biens d'équipements	ED + EE	1 329	1 540	1 861	2 231	1 778	1 474	1 369
Biens de consommation	EC	2 807	3 148	3 520	3 578	3 289	2 972	3 026
Construction	EH	10 186	10 767	11 507	11 695	10 312	10 410	10 361
Commerce (2)	EJ	15 014	15 921	16 747	16 802	16 204	15 660	15 673
Transports	EK	2 127	2 312	2 398	2 618	2 390	1 970	2 113
Services aux entreprises et activités financières	EN + EL	4 848	5 825	6 965	7 393	6 836	6 419	6 474
Services aux particuliers (sauf services personnels et domestiques)	EP	6 685	7 407	7 874	8 665	8 770	8 520	8 633
Total		**46 288**	**50 514**	**54 935**	**57 256**	**53 268**	**50 677**	**50 831**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Voir tableau détaillé chapitre M.01 (Commerce intérieur).

TABLEAU G.02-9

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition (1) et la forme juridique

Année 1995

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* million de francs

Régime d'imposition et forme juridique	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	CAHT (2)
Bénéfice réel normal :			
Personnes physiques	109 248	325 472	303 126
Sociétés en participation	3 456	4 632	50 425
Sociétés en nom collectif	18 349	414 462	831 026
SARL	326 286	2 222 558	1 724 883
SA	155 238	7 006 384	10 140 543
Autres formes juridiques	44 543	1 470 465	1 375 972
Régime simplifié :			
Personnes physiques	761 626	546 878	417 340
Sociétés en participation	847	604	371
Sociétés en nom collectif	10 273	9 557	7 776
SARL	212 769	423 449	194 821
SA	4 518	9 713	4 499
Autres formes juridiques	32 407	20 739	16 112
Forfaits	132 504	...	21 326
Total BIC (3)	**1 812 064**	**12 454 913**	**15 088 220**
Bénéfices non commerciaux :			
Personnes physiques	412 532	70 053	217 932
Sociétés civiles	17 418	28 899	48 062
Autres formes juridiques	12 669	5 586	8 588
Total BNC (3)	**442 619**	**104 538**	**274 582**

(1) Sauf pour les bénéfices agricoles réels.
(2) Chiffre d'affaires hors taxes.
(3) Bénéfice industriel et commercial et bénéfice non commercial : effectif salarié non disponible pour les entreprises imposées au forfait.

TABLEAU G.02-10A

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1995 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE)

Secteur	Code NES 16 (2)	Nombre d'entreprises				Effectif total (1)			
		Régime d'imposition			**Total**	Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (3)	EA	8 302	24 054	4 551	**36 907**	90 133	43 748	4 551	**138 432**
Industries agricoles et alimentaires	EB	16 046	44 852	2 902	**63 800**	469 256	128 629	2 902	**600 787**
Industries des biens de consommation	EC	25 594	31 326	3 545	**60 465**	717 803	56 122	3 545	**777 470**
Industrie automobile	ED	1 367	578	20	**1 965**	296 665	1 298	20	**297 983**
Industries des biens d'équipement	EE	19 171	17 244	827	**37 242**	784 544	36 373	827	**821 744**
Industries des biens intermédiaires	EF	34 631	22 514	2 868	**60 013**	1 427 821	47 023	2 868	**1 477 712**
Eau, Gaz, Électricité	EG	1 031	648	22	**1 701**	260 081	584	22	**260 687**
Construction	EH	57 735	191 126	21 633	**270 494**	947 629	418 503	21 633	**1 387 765**
Commerce	EJ	207 766	263 983	43 918	**515 667**	2 245 087	395 720	43 918	**2 684 725**
Transports	EK	26 683	48 412	5 320	**80 415**	826 994	62 697	5 320	**895 011**
Activités financières	EL	16 348	5 677	107	**22 132**	550 445	5 737	107	**556 289**
Activités immobilières	EM	78 052	106 440	11 459	**195 951**	208 300	110 417	11 459	**330 176**
Services aux entreprises	EN	93 058	59 952	1 443	**154 453**	1 916 745	84 179	1 443	**2 002 367**
Services aux particuliers	EP	51 492	189 800	33 709	**275 001**	550 112	368 085	33 709	**951 906**
Éducation, santé, action sociale	EQ	9 359	5 498	81	**14 938**	224 067	16 090	81	**240 238**
Non déterminé		10 485	10 336	99	**20 920**	41 778	14 525	99	**56 402**
Total		**657 120**	**1 022 440**	**132 504**	**1 812 064**	**11 557 460**	**1 789 730**	**132 504**	**13 479 694**

(1) Effectif total = salariés + entrepreneurs individuels (effectif salarié non disponible pour les forfaits).
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(3) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.

TABLEAU G.02-10B

Répartition des entreprises selon le régime d'imposition et l'activité

Année 1995 - champ BIC

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* million de francs

Secteur	Code NES 16 (1)	Chiffre d'affaires (HT)			
		Régime d'imposition			**Total**
		BRN	RSI	FORF	
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	57 855	12 357	402	**70 614**
Industries agricoles et alimentaires	EB	806 947	44 966	639	**852 552**
Industries des biens de consommation	EC	727 084	17 609	515	**745 208**
Industrie automobile	ED	493 246	551	3	**493 800**
Industries des biens d'équipement	EE	803 660	14 906	137	**818 703**
Industries des biens intermédiaires	EF	1 453 420	17 369	425	**1 471 214**
Eau, Gaz, Électricité	EG	605 459	275	2	**605 736**
Construction	EH	599 339	129 012	4 111	**732 462**
Commerce	EJ	4 468 553	221 935	7 866	**4 698 354**
Transports	EK	566 425	17 526	592	**584 543**
Activités financières	EL	1 920 334	1 589	5	**1 921 928**
Activités immobilières	EM	322 061	23 681	608	**346 350**
Services aux entreprises	EN	1 163 801	26 840	141	**1 190 782**
Services aux particuliers	EP	321 835	104 215	5 851	**431 901**
Éducation, santé, action sociale	EQ	81 432	3 964	17	**85 413**
Non déterminé		34 523	4 123	12	**38 658**
Total		**14 425 974**	**640 918**	**21 326**	**15 088 218**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Hors entreprises imposées aux bénéfices agricoles.

TABLEAU G.02-11

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches (1)

Année 1995

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* million de francs

	Nombre d' entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investis-sement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche d'effectifs							
0	158 299	–	563 220	148 284	59 090	4 626 196	1 082 637
1	64 923	64 923	135 272	8 552	14 507	333 629	90 231
2 à 4	150 693	438 235	521 850	19 076	39 375	904 141	131 649
5 à 9	136 133	918 585	919 899	28 588	67 086	1 132 290	128 493
10 à 19	65 769	899 964	901 764	30 041	87 017	1 040 600	144 041
20 à 49	54 407	1 693 857	1 855 215	75 961	186 954	2 728 574	238 441
50 à 99	13 524	941 309	1 064 835	65 042	115 440	1 923 077	132 318
100 à 199	7 298	1 009 898	1 272 980	67 237	172 396	2 617 451	166 979
200 à 499	3 975	1 198 325	1 429 745	79 606	255 256	2 453 959	197 933
500 à 999	1 223	848 688	1 107 320	62 797	216 043	3 344 306	141 526
1 000 à 1 999	531	734 587	1 023 613	67 809	202 790	3 162 512	140 873
2 000 à 4 999	255	772 060	1 150 484	62 405	172 028	4 359 131	101 968
5 000 à 9 999	55	387 922	554 477	29 108	79 122	2 017 744	66 483
10 000 à 19 999	15	202 612	204 147	11 508	62 803	992 878	31 430
20 000 à 49 999	14	467 133	1 128 738	28 507	143 042	2 890 060	30 600
50 000 et plus	6	865 875	592 416	89 366	83 982	1 402 302	214 316
Total	**657 120**	**11 443 973**	**14 425 975**	**873 885**	**1 956 932**	**35 928 850**	**3 039 918**
Tranche de chiffre d'affaires							
< 1 MILLION DE F	194 006	181 351	66 713	45 097	1 822	4 764 725	950 631
1 à 1,9 M	102 253	297 324	149 857	11 343	3 731	423 014	68 897
2 à 4,9 M	152 168	866 648	497 982	25 044	14 970	749 265	119 363
5 à 9,9 M	89 823	915 192	629 113	25 607	25 641	815 433	125 867
10 à 19 M	51 632	969 938	721 352	29 188	42 510	1 129 572	139 730
20 à 49 M	37 024	1 273 650	1 150 451	50 866	94 561	3 368 413	223 413
50 à 99 M	14 702	948 181	1 022 663	47 466	101 998	1 682 254	165 596
100 à 199 M	7 853	893 675	1 087 515	62 254	133 947	2 267 919	162 303
200 à 499 M	4 618	1 069 143	1 407 937	92 920	229 576	2 915 685	198 203
500 à 999 M	1 598	733 398	1 105 167	70 311	191 615	2 365 359	169 310
1 à 1,9 MILLIARD	754	607 229	1 058 266	76 980	200 759	3 299 045	136 592
2 à 4,9 MILLIARDS	468	664 992	1 433 972	109 976	291 253	3 122 557	163 389
5 à 9,9 MILLIARDS	135	458 746	902 394	45 798	179 654	1 549 487	70 334
10 à 19 MILLIARDS	49	377 872	661 235	40 184	92 433	2 359 411	52 840
20 à 49 MILLIARDS	23	400 073	760 191	54 788	188 574	1 723 462	104 608
50 MILLIARDS et plus	14	786 561	1 771 167	86 062	163 888	3 393 247	188 842
Total	**657 120**	**11 443 973**	**14 425 975**	**873 885**	**195 932**	**35 928 850**	**3 039 918**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-11 (suite et fin)

Répartition des entreprises au bénéfice réel normal suivant différents critères de tranches

Année 1995

Source : INSEE (SUSE)

Unité : million de francs

	Nombre d' entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires	Investissement	Chiffre d'affaires exportation	Total de bilan	Capital social
Tranche de « total bilan »							
< 1 MILLION DE F	237 204	596 963	418 047	33 670	17 723	108 447	22 858
1 à 4,9 M	260 535	1 675 127	1 148 287	31 749	47 099	614 096	75 265
5 à 9,9 M	66 675	927 505	780 599	21 753	44 819	466 497	55 698
10 à 99 M	76 773	2 840 964	2 976 591	101 367	302 965	2 124 125	304 439
100 à 499 M	11 280	1 561 145	2 169 667	107 028	383 929	2 419 919	443 776
500 à 999 M	1 989	620 246	1 033 692	64 494	195 132	1 383 364	260 663
1000 à 1999 M.	1 129	475 866	958 078	70 004	197 033	1 581 896	291 575
2000 à 4999 M.	769	617 771	1 102 803	105 964	217 986	2 402 930	404 114
5000 à 9999 M.	305	324 047	539 541	57 266	109 025	2 113 963	265 225
10 à 19,9 MILLIARD	206	321 299	569 641	67 581	83 405	2 941 665	253 601
20 à 49,9 MILLIARDS	175	360 379	735 169	49 459	219 178	5 093 782	230 039
50 à 99,9 MILLIARDS	41	456 721	430 788	42 831	51 910	2 775 434	158 808
100 à 299 MILLIARDS	30	439 038	549 279	82 124	68 319	4 632 341	203 872
300 MILLIARDS et plus	9	226 902	1 013 794	38 593	18 408	7 270 391	69 987
Total	**657 120**	**11 443 973**	**14 425 975**	**873 885**	**1 956 932**	**35 928 850**	**3 039 918**
Tranche de capital social							
< 1 MILLION DE F	564 188	4 038 985	3 815 162	167 093	285 071	3 931 081	81 937
1 à 1,9 M	37 909	880 621	910 570	29 713	80 614	721 965	47 926
2 à 4,9 M	24 849	841 312	954 274	32 761	110 730	753 454	73 540
5 à 9,9 M	11 069	613 786	718 392	39 172	111 511	746 058	73 028
10 à 19 M	7 349	656 929	896 581	40 232	135 108	1 132 615	97 694
20 à 49 M	5 491	793 292	1 069 373	66 817	203 643	1 527 866	164 696
50 à 99 M	2 463	630 502	881 461	61 315	158 547	1 659 289	167 443
100 à 199 M	1 632	523 449	873 748	81 202	163 578	2 556 448	221 451
200 à 499 M	1 241	656 576	977 977	118 366	190 118	4 722 702	372 971
500 à 999 M	495	297 038	609 597	38 833	128 654	3 630 281	335 161
1 à 1,9 MILLIARD	221	240 244	590 617	47 958	124 261	2 958 141	300 426
2 à 4,9 MILLIARDS	157	388 734	1 383 769	47 709	152 135	6 641 386	461 434
5 MILLIARDS et plus	56	882 505	744 454	102 713	112 960	4 947 564	642 212
Total	**657 120**	**11 443 973**	**14 425 975**	**873 885**	**1 956 932**	**35 928 850**	**3 039 918**

(1) Du fait des arrondis les lignes « Total » ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque critère.

TABLEAU G.02-12

Compte de résultat des entreprises imposées au régime réel normal des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1995

Source : INSEE (SUSE) — *Unité :* Million de Francs

	Exportation	Total
COMPTE D'EXPLOITATION		
Produits		
Ventes de marchandises	473 184	5 021 389
Production vendue de biens	1 126 983	4 392 415
Production vendue de services	356 765	5 003 255
Chiffre d'affaires net	**1 956 932**	**14 417 059**
Production stockée		10 433
Production immobilisée		67 016
Subventions d'exploitation		83 539
Reprises et transferts de charges		580 717
Autres produits		290 099
Total des produits d'exploitation		**15 448 863**
Charges		
Achats de marchandises		3 991 313
Variations de stock (marchandises)		— 5 806
Achats de matières premières, autres approvisionnements		2 195 196
Variations de stock (mat. premières, autres)		— 11 556
Autres achats et charges externes		3 539 622
Impôts, taxes et versements assimilés		394 455
Salaires et traitements		1 745 130
Charges sociales		772 414
Immobilisations : dotation aux amortissements		554 932
Immobilisations : dotation aux provisions		30 871
Actif circulant : dotation aux provisions		147 918
Risques, charges : dotation aux provisions		761 656
Autres charges		277 024
Total des charges d'exploitation		**14 393 169**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**1 055 694**
OPERATIONS EN COMMUN		
Bénéfice attribué ou perte transférée		22 380
Perte supportée ou bénéfice transféré		24 770

	Total
COMPTE FINANCIER	
Produits	
Produits financiers de participations	315 316
Produits des autres valeurs	864 369
Autres intérêts et produits assimilés	750 898
Reprises de provisions, transferts de charges	138 919
Différences positives de change	74 564
Produits nets sur cessions de valeurs	90 745
Total des produits financiers	**2 234 811**
Charges	
Dotations : amortissements et provisions	294 147
Intérêts et charges assimilées	2 525 654
Différences négatives de change	90 737
Charges nettes sur cessions de valeurs	65 091
Total des charges financières	**2 975 629**
RÉSULTAT FINANCIER	— 740 818
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	313 486
COMPTE EXCEPTIONNEL	
Produits	
Produits exceptionnels sur opération de gestion	136 556
Produits exceptionnels sur opération en capital	524 083
Reprises de provisions, transferts de charges	165 850
Total des produits exceptionnels	**826 489**
Charges	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	141 723
Charges exceptionnelles sur opération en capital	462 177
Dotations aux amortissements, provisions	201 532
Total des charges exceptionnelles	**805 432**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	**21 057**
Participation des salariés	21 447
Impôts sur les bénéfices	153 517
Total des produits	**18 533 543**
Total des charges	**18 373 964**
BÉNÉFICE OU PERTE	**159 579**

TABLEAU G.02-13

Bilan des entreprises imposées au régime réel des bénéfices industriels et commerciaux

Année 1995

Source : INSEE (SUSE)

Unité : Million de francs

ACTIF	Montant brut	Amortissement provisoire
Capital souscrit non appelé	**17 568**	
IMMOBILISATIONS		
Fond commercial	303 070	19 391
Autres incorporelles	313 949	168 386
Immobilisations corporelles	7 493 083	3 145 992
Immobilisations financières	18 369 228	925 904
Total	**26 479 330**	**4 259 673**
ACTIF CIRCULANT		
STOCKS :		
Matières premières, approvisionnements et en cours	1 151 746	97 109
Stocks marchandises	595 032	40 514
Avances, acomptes sur commandes	87 854	277
Clients et comptes rattachés	2 752 180	141 524
Autres créances	2 991 545	52 281
Valeurs mobilières de placement	2 718 490	18 833
Disponibilités	2 654 129	413
COMPTE DE RÉGULARISATION		
Charges constatées d'avance	871 643	888
Total	**13 822 619**	**351 839**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	152 062	
Primes de remboursement des obligations	25 440	
Écart de conversion actif	43 484	
Total actif brut	**40 540 503**	
Total général (actif net)	**35 928 991**	

PASSIF	
CAPITAUX PROPRES	
Capital social (individuel)	3 020 887
Primes émission, fusion	1 423 456
Écarts de réévaluation	74 195
Réserves	1 749 659
Report à nouveau	– 382 306
Résultat de l'exercice	159 579
Subventions investissement	115 909
Provisions réglementées	187 291
Total	**6 348 670**
Autres fonds propres	354 352
Provisions pour risques, charges	3 734 950
DETTES	
Emprunts, dettes assimilées	18 785 701
dont : concours bancaires courants, soldes créditeurs	2 929 432
Avances, acomptes sur commandes	509 007
Dettes fournisseurs	2 088 271
Autres dettes	2 986 519
COMPTE DE RÉGULARISATION	
Produits constatés d'avance	1 073 353
Total	**25 442 851**
Écarts de conversion passif	**48 168**
Total général	**35 928 991**

TABLEAU G.02-14A

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1996

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114 (2)	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Activités industrielles				
Industrie des viandes	B01	14 294	143 189	195 662
Industrie du lait	B02	1 181	62 655	150 750
Industrie des boissons	B03	1 793	46 257	98 036
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	1 429	32 855	83 304
Industries alimentaires diverses	B05	45 097	264 793	268 745
Industrie du tabac	B06	5	5 545	55 660
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	10 218	123 572	79 883
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	2 474	51 460	29 058
Édition, imprimerie, reproduction	C20	21 238	209 524	197 240
Industrie pharmaceutique	C31	668	91 707	170 754
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	1 041	53 218	92 960
Fabrication de meubles	C41	15 771	100 113	65 499
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	3 263	14 705	11 091
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	3 939	36 415	26 854
Fabrication d'appareils domestiques	C44	287	31 611	28 624
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	430	15 752	25 664
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	1 132	21 939	14 315
Construction automobile	D01	1 218	209 805	390 872
Fabrication d'équipements automobiles	D02	747	87 706	102 901
Construction navale	E11	1 581	18 068	17 616
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	62	16 115	12 699
Construction aéronautique et spatiale	E13	347	84 901	131 248
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	226	9 285	7 702
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	3 077	46 146	36 548
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	5 298	89 703	60 342
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	1 234	68 098	66 235
Fabrication de machines d'usage général	E24	4 067	90 816	79 118
Fabrication de machines agricoles	E25	4 762	23 526	27 491
Fabrication de machines-outils	E26	785	16 687	13 948
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	2 936	66 410	65 147
Fabrication d'armes et de munitions	E28	152	17 628	13 644
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	459	42 159	84 622
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	1 147	27 339	21 455
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	1 158	68 653	75 065
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	6 730	36 681	28 875
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	3 220	84 967	75 906
Extraction de minerais métalliques	F11	51	1 048	588
Autres industries extractives	F12	2 327	33 481	30 069
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	1 136	53 895	42 378
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	6 490	97 686	95 041
Filature et tissage	F21	1 874	61 622	53 284
Fabrication de produits textiles	F22	2 443	46 460	35 846
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	1 036	28 974	16 295
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	10 094	83 795	63 068
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	204	30 898	53 530
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	1 398	67 039	69 390
Industrie chimique minérale	F41	378	22 423	43 967
Industrie chimique organique	F42	480	56 158	144 476
Parachimie	F43	1 066	62 222	91 600
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	29	2 831	3 730
Industries du caoutchouc	F45	604	70 437	50 496
Transformation des matières plastiques	F46	4 093	134 420	115 028

NB. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14B

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1996

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114 (2)	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en %		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Activités industrielles					
Industrie des viandes	B01	8	39	4	19
Industrie du lait	B02	15	70	16	59
Industrie des boissons	B03	19	69	20	60
Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux	B04	19	56	18	42
Industries alimentaires diverses	B05	12	38	6	13
Industrie du tabac	B06	99	99	99	99
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	8	21	4	8
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	18	52	9	44
Édition, imprimerie, reproduction	C20	6	20	4	11
Industrie pharmaceutique	C31	11	68	11	65
Fabrication de de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	20	81	20	70
Fabrication de meubles	C41	11	41	9	28
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	17	50	15	41
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	17	49	11	42
Fabrication d'appareils domestiques	C44	41	91	45	91
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image)	C45	75	92	57	88
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	29	67	27	69
Construction automobile	D01	76	92	69	87
Fabrication d'équipements automobiles	D02	34	81	23	77
Construction navale	E11	56	74	36	68
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	79	96	72	97
Construction aéronautique et spatiale	E13	69	93	61	93
Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport	E14	52	88	47	84
Fabrication d'élément en métal pour la construction	E21	10	30	5	20
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	23	42	11	27
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	27	67	19	60
Fabrication de machines d'usage général	E24	11	41	13	36
Fabrication de machines agricoles	E25	32	46	13	34
Fabrication de machines-outils	E26	20	67	17	66
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	22	48	11	29
Fabrication d'armes et de munitions	E28	80	98	89	97
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	74	93	65	88
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	30	70	26	63
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	41	82	37	73
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	30	54	13	34
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	24	52	19	44
Extraction de minerais métalliques	F11	74	99	54	97
Autres industries extractives	F12	14	38	16	33
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	34	80	31	79
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	15	47	9	35
Filature et tissage	F21	10	33	8	25
Fabrication de produits textiles	F22	12	48	10	36
Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	F23	29	64	29	60
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	8	15	4	6
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	21	86	18	86
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	14	50	11	39
Industrie chimique minérale	F41	34	81	36	80
Industrie chimique organique	F42	41	89	51	91
Parachimie	F43	19	63	19	55
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	71	100	62	98
Industries du caoutchouc	F45	50	84	52	82
Transformation des matières plastiques	F46	6	23	6	17

NB. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-14A (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1996

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114 (2)	Nombre d'entreprises	Effectif moyen	Chiffre d'affaires hors taxes (millions de F)
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	271	69 956	105 868
Production de métaux non ferreux	F52	276	26 216	56 299
Fonderie	F53	477	34 991	20 707
Services industriels du travail des métaux	F54	13 835	168 930	104 157
Fabrication de produits métalliques	F55	4 751	101 634	75 264
Récupération	F56	3 505	19 963	30 297
Fabrication de matériel électrique	F61	2 320	137 399	127 583
Fabrication de composants électroniques	F62	871	44 274	40 293
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	45	15 566	4 553
Extraction d'hydrocarbures; services annexes	G12	72	8 747	15 781
Extraction de minerais d'uranium	G13	5	271	243
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	17	11 975	29 407
Raffinage de pétrole	G15	111	21 601	225 662
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	1 216	168 174	279 419
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	235	34 041	50 614
Bâtiment	H01	251 008	959 299	542 436
Travaux publics	H02	19 466	234 026	172 021
Commerce et réparation automobile	J10	71 617	354 954	584 153
Commerce de gros , intermédiaires	J20	103 020	874 451	2 536 703
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	4 934	387 612	711 820
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	75 209	109 174	131 643
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	260 859	668 008	715 223
Transports ferroviaires	K01	28	183 514	45 416
Transport routier de voyageurs	K02	32 785	141 901	45 528
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	37 100	237 531	150 942
Transports par eau	K04	2 315	13 432	28 616
Transports aériens	K05	332	60 123	76 382
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	2 106	77 525	71 717
Agences de voyage	K08	2 886	32 037	50 065
Organisation du transport de fret	K09	2 853	95 934	102 189
Intermédiation financière	L01	10 111	371 882	1 113 208
Assurance	L02	774	128 007	749 755
Activités de poste et de courrier	N11	751	288 863	82 361
Télécommunications	N12	541	165 471	157 111
Activités informatiques	N21	14 794	167 964	122 332
Services professionnels	N22	26 640	176 320	108 335
Administration d'entreprises	N23	18 007	64 432	126 232
Publicité et études de marché	N24	14 491	90 891	107 146
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	19 850	159 182	130 919
Location sans opérateur	N31	16 593	51 734	78 699
Sélection et fourniture de personnel	N32	1 848	334 292	67 265
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	38 840	408 265	160 171
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	1 189	40 520	25 800
Recherche et développement	N40	907	20 894	18 824
Hôtels et restaurants	P10	174 480	496 513	224 339
Activités audiovisuelles	P21	5 308	56 482	73 622
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	17 704	80 221	77 980
Services personnels	P31	77 423	131 445	35 392

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU G.02-14B (suite et fin)

La concentration des entreprises (1)

Situation au 1er janvier 1996

Source : INSEE SUSE (Système unifié de statistiques d'entreprises)

Activités	Codes de la NES 114 (2)	Chiffre d'affaires hors taxes cumulé en%		Effectif cumulé en %	
		des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises	des 4 premières entreprises	des 50 premières entreprises
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	47	88	42	86
Production de métaux non ferreux	F52	51	88	42	87
Fonderie	F53	18	72	17	65
Services industriels du travail des métaux	F54	5	13	4	4
Fabrication de produits métalliques	F55	11	31	9	25
Récupération	F56	9	39	5	18
Fabrication de matériel électrique	F61	26	68	20	58
Fabrication de composants électroniques	F62	45	73	27	66
Extraction de houille, de lignite et de tourbe	G11	91	97	98	98
Extraction d'hydrocarbure; services annexes	G12	94	99	96	98
Extraction de minerais d'uranium	G13	100	100	100	100
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	93	100	88	99
Raffinage de pétrole	G15	72	99	64	94
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	88	93	89	92
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	57	92	58	89
Bâtiment	H01	5	6	5	5
Tavaux publics	H02	8	19	7	13
Commerce et réparation automobile	J10	9	14	3	3
Commerce de gros , intermédiaires	J20	2	2	1	1
Grandes surfaces à prédominance alimentaire	J31	25	49	23	48
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	4	6	6	10
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	4	11	4	10
Tansports ferrovières	K01	99	99	99	99
Transport routier de voyageurs	K02	23	31	35	42
Transport routier (ou par conduites) de marchandises	K03	2	2	3	3
Transports par eau	K04	36	85	39	80
Transports aériens	K05	84	93	89	98
Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	K07	31	61	20	46
Agences de voyage	K08	25	47	26	41
Organisation du transport de fret	K09	16	49	15	49
Intermédiation financière	L01	74	78	27	54
Assurance	L02	20	79	23	81
Activités de poste et de courrier	N11	98	98	99	99
Télécommunications	N12	93	97	95	96
Activités informatiques	N21	4	22	4	21
Services professionnels	N22	5	13	6	6
Administration d'entreprises	N23	36	51	6	17
Publicité et études de marché	N24	17	38	9	22
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	10	26	5	18
Location sans opérateur	N31	10	42	11	37
Sélection et fourniture de personnel	N32	48	61	52	70
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	5	11	6	15
Assainissement, voirie et gestion des déchets	N34	8	58	15	68
Recherche et développement	N40	31	80	31	74
Hôtels et restaurants	P10	5	13	5	13
Activités audiovisuelles	P21	34	54	19	37
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	P22	50	51	16	26
Services personnels	P31	5	8	4	5

(1) Entreprises soumises aux bénéfices industriels et commerciaux.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU G.02-15A

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans l'industrie et la construction

Séries CVS-CJO

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Base 100 en 1990

Secteur d'activité	NES (1) 16 et 36		1991	1992	1993	1994	1995	1996
Industries agricoles et alimentaires	**EB BO**		**102**	**105**	**105**	**105**	**109**	**113**
Industries des biens de consommation	**EC**		**101**	**104**	**104**	**107**	**111**	**115**
Habillement, cuir		C1	96	95	93	92	89	85
Édition, imprimerie, reproduction		C2	99	100	96	99	102	104
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	106	111	116	120	127	134
Industries des équipements du foyer		C4	100	101	98	103	109	114
Industrie automobile	**ED DO**		**99**	**104**	**95**	**108**	**109**	**113**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**100**	**96**	**88**	**90**	**94**	**98**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	111	101	102	99	93	96
Industries des équipements mécaniques		E2	95	92	88	92	101	105
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	97	96	79	82	87	91
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**98**	**96**	**93**	**99**	**107**	**104**
Industries des produits minéraux		F1	101	97	94	99	102	100
Industrie textile		F2	97	95	92	96	97	94
Industries du bois et du papier		F3	99	97	92	99	110	103
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	100	100	98	103	112	108
Métallurgie, et transformation des métaux		F5	94	90	83	92	102	98
Industries des composants électriques et électroniques		F6	98	95	101	107	117	120
Énergie	**EG**		**108**	**108**	**114**	**115**	**116**	**125**
Production de combustibles et de carburants		G1	102	94	94	93	94	103
Eau, gaz, électricité		G2	113	121	131	135	136	144
Construction	**EH HO**		**102**	**100**	**96**	**95**	**97**	**98**
Ensemble industrie			**101**	**101**	**99**	**103**	**107**	**110**
Ensemble industrie et construction (2)			**101**	**101**	**98**	**102**	**106**	**///**
Ensemble hors énergie et IAA (2)			**100**	**99**	**95**	**100**	**105**	**106**

(1) C.f. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Par souci de cohérence avec les publications de l'indice de la production industrielle, une nouvelle série agrégée est désormais publiée sous la dénomination « Industrie hors énergie et IAA ». La série « Industrie manufacturière » est conservée mais prend la dénomination « Ensemble de l'industrie ». La série « Industrie et construction » n'est plus publiée (BMS n° 11 de novembre 1996).

TABLEAU G.02-15B

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Secteur d'activité	NES 36 ou 114	Champ NAF	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	1996
Commerce et réparation automobile	**J1**	**50**	**99,2**	**101,9**	**98,1**	**109,1**	**113,3**	**119,8**
Commerce de véhicules automobiles		50.1Z	98,1	101,0	95,3	108,4	112,7	120,4
Entretien et réparation de véhicules automobiles		50.2Z	103,7	104,1	106,1	111,9	113,4	115,1
Commerce de gros d'équipements automobiles		50.3A	102,5	108,6	110,4	115,6	123,0	123,4
Commerce de détail d'équipements automobiles		50.3B	105,1	110,1	116,2	124,7	130,9	132,4
Commerce et réparation de motocycles		50.4Z	100,3	102,0	100,7	99,2	104,2	118,9
Commerce de détail de carburants		50.5Z	101,5	97,8	99,3	100,9	102,9	104,7
Commerce de gros	**J2 (2)**	**51 (2)**	**100,3**	**99,8**	**99,3**	**102,7**	**107,2**	**108,5**
Commerce de gros de produits agricoles bruts		51.2	100,0	102,5	99,5	92,7	95,0	95,8
Commerce de gros de produits alimentaires		51.3	103,0	103,5	101,9	105,5	108,1	108,7
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires		51.4	102,5	104,6	106,3	109,9	113,9	114,6
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles		51.5	99,1	95,9	97,0	102,7	108,2	110,2
Commerce de gros d'équipement professionnel		51.6	96,6	94,4	92,4	98,9	106,2	108,6
Autres commerces de gros		51.7	100,1	90,2	97,9	99,9	110,8	125,7
Commerce de détail	**J3**	**52**	**103,2**	**104,9**	**107,2**	**108,7**	**112,2**	**114,9**
Grandes surfaces à prédominance alimentaires	J31	52.1 (D, E, F)	104,4	109,1	112,5	118,0	122,2	126,4
dont : Supermarchés		52.1D	103,0	106,2	110,0	113,5	118,5	124,1
Hypermarchés		52.1F	105,6	111,8	115,2	122,4	126,3	130,1
Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	J32	52.1 (A, B, C) et 52.2	102,7	102,4	97,0	94,5	93,0	92,2
Commerce de détail d'alimentation générale de petites surfaces et de produits surgelés		52.1 (A, B, C)	101,4	97,8	97,2	95,3	94,2	94,3
Bouchers, volaillers, tripiers		52.2C	99,1	95,4	92,9	88,4	86,1	84,2
Commerce de détail spécialisé en produits autres que les viandes ou à base de viandes		52.2 (A, E, G, J, N, P, L)	101,1	100,7	100,8	99,8	98,6	97,8
Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	J33	52.1 (H, J) et 52.2 à 52.7	102,1	101,6	104,7	105,6	107,4	109,5
dont : Grands magasins et autres magasins non spécialisés		52.1 (H, J)	100,8	102,0	98,6	97,2	95,8	96,6
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et articles médicaux et d'orthopédie		52.3 (A,C)	105,6	108,5	117,8	118,9	124,7	126,8
Commerce de détail d'équipement de la personne		52,4 (C, E, F)	102,2	101,6	100,1	98,3	96,4	96,8
Commerce de détail d'équipement du foyer		52,4 (H, J, L)	99,3	97,5	96,3	96,9	98,8	100,3
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat		52,4 (A,N, P, U, X)	102,6	103,3	106,6	111,2	115,7	120,5
Commerce de détail d'hygiène, culture, loisirs, sports		52.3E et 52.4 (R, T, W)	105,3	107,9	112,6	117,0	120,5	123,9
Commerce de détail de produits divers (y compris les biens d'occasion)		52.4 (V, Y, Z) et 52.5Z	101,6	95,4	94,4	93,2	94,6	99,3
Vente par correspondance		52.6 (A, B)	105,7	111,5	117,0	120,8	119,6	120,4
Boulangeries, pâtisseries artisanales		**15.8C et 15.8D**	**103,1**	**104,4**	**102,8**	**99,6**	...	...
Transports	**EK**	**60 (3) à 63**	**100,5**	**104,9**	**108,3**	**114,2**	**117,4**	**121,0**
dont : Transport routier de voyageurs	K02	60.2 (A, B, C, E, G)	106,2	114,2	116,3	116,7	120,7	126,5
Transport routier de marchandises	K03 (3)	60.2 (L,M, N, P)	103,6	105,8	105,9	109,8	116,4	120,4
Transport par eau	K04	61.1 et 61.2	101,0	98,1	88,5	86,4	86,8	84,1
Transport aérien	K05 (4)	62.1Z et 62.2Z	103,4	105,2	104,9	112,1	115,0	117,4
Gestion des infrastructures des transports	K07	63.1 et 63.2	113,2	119,5	123,6	129,3	131,9	137,1
Agences de voyage	K08	63.3Z	98,2	102,4	107,3	110,6	113,8	106,0
Organisation et transport de frêt	K09	63.4	87,9	92,3	87,1	102,9	109,6	112,0
Activités immobilières	**M0**	**70**	**96,3**	**89,5**	**91,9**	**98,3**	**100,0**	**102,3**
Promotion, gestion immobilière	M01	70.1 et 70.3	96,7	91,2	94,0	100,8	102,6	104,6
Location immobilière	M02	70.2	95,4	86,0	87,6	93,1	94,8	97,8

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU G.02-15B (suite et fin)

Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires dans le commerce et les services (1)

Sources : INSEE
Direction générale des impôts

Secteur d'activité	NES (1) 36 ou 114	Champ NAF	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Services aux entreprises	**EN (5)**		**103,2**	**104,8**	**104,7**	**109,5**	**115,0**	**119,3**
Conseils et assistances	N2	72 et 74 (1 à 4)	102,4	103,0	103,1	106,3	109,9	113,6
Activités informatiques....	N21	72	105,7	107,7	106,7	112,9	117,2	124,5
Services professionnels..	N22	74.1 (A, C, G)	102,6	105,4	107,0	113,8	115,6	121,8
Administration d'entreprises	N23	74.1J	98,8	97,7	105,4	108,5	113,9	109,4
Publicité et études de marchés	N24	74.1E et 74.4 (A, B)	100,7	101,1	94,0	95,6	99,5	103,2
Architecture, ingénierie, contrôle	N25	74.2 et 74.3	103,1	101,1	104,3	103,0	106,6	108,5
Services opérationnels	N3	71, 74(5 à 8) et 90	104,3	107,1	105,8	111,6	120,6	123,7
Location sans opérateur	N31	71	108,0	117,9	119,0	123,5	127,4	132,9
Sélection et fourniture de personnel	N32	75	96,4	95,7	85,5	98,6	123,9	121,7
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	N33	74.6 à 74,8	106,2	107,1	108,7	111,8	115,8	120,2
Assainissement, voirie et gestion de déchets	N34	90	112,2	127,2	142,3	157,1	169,4	182,2
Services aux particuliers	**EP (6)**	**55, 92, 93**	**104,3**	**106,6**	**106,5**	**107,6**	**108,1**	**108,5**
Hôtels et restaurants	P1 (7)	55.1, 55.3 à 55.5	103,5	104,0	101,7	100,9	99,0	97,5
dont : Hôtels		55.1	102,6	102,4	96,0	95,4	94,1	92,8
Restaurants		55.3	103,0	102,2	101,2	98,8	96,3	92,7
Cafés		55.4	103,3	106,1	104,6	104,6	102,8	101,3
Cantines et traiteurs		55.5	109,6	115,5	121,1	126,3	125,5	133,3
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	92	108,5	117,1	126,2	137,8	150,3	160,6
Services personnels	P3	93	103,4	107,9	108,4	107,7	105,7	104,9
dont : Blanchisserie, teinturerie		93.0A et 93.0B	107,1	111,5	114,2	113,1	108,3	112,3
Coiffure		93.0D	103,3	108,7	108,2	107,7	106,3	102,3
Soins de beauté et entretien corporel		93.0 (E, K, L)	104,8	108,1	108,9	107,4	104,5	103,0
Services funéraires		93.0 (G, H)	99,5	99,9	101,0	97,6	97,9	103,5

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Hors groupe 51.1, relatif aux intermédiaires de commerce.
(3) Hors transport par conduites 60.3Z.
(4) Hors transport spatial 62.3Z.
(5) Hors N1 et N4.
(6) Hors services domestiques (P32).
(7) Hors groupe 55.2 (autres moyens d'hébergement de courte durée).

TABLEAU G.02-16

Répartition sectorielle des groupes , « contour élargi » des groupes et « noyau dur »

Source : INSEE

Secteur	Codes de la NES (1)	Le « contour élargi » des groupes: Nombre d'entreprises	Le « contour élargi » des groupes: Effectif salarié en milliers	Le « noyau dur » des groupes: Nombre d'entreprises	Le « noyau dur » des groupes: Effectif salarié en milliers	Le « noyau dur » des groupes: Nombre de groupes implantés dans le secteur	Effectif salarié en milliers: Nombre de groupes ayant pour activité dominante le secteur: Total	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers	Groupes publics français	Groupes privés français	Groupes étrangers
Année 1994													
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	523	28	370	25	209	**49**	1	42	6	13	11	1
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 673	275	1 328	256	491	**352**	1	295	56	7	186	63
Industries des biens de consommation	EC	2 196	374	1 852	355	831	**571**	1	451	119	4	244	107
Industrie automobile	ED	227	265	189	252	105	**66**	1	30	35	83	122	47
Industries des biens d'équipement	EE	2 009	509	1 692	491	789	**466**	8	310	148	136	184	171
Industries des biens intermédiaires	EF	4 700	852	3 880	817	1 505	**1 090**	7	784	299	91	490	236
Énergie	EG	345	252	264	248	64	**26**	3	15	8	173	64	11
Construction	EH	1 919	309	1 756	300	374	**213**	—	198	15	1	286	13
Commerce	EJ	7 931	786	6 777	750	2 484	**1 385**	2	1 147	236	9	605	136
Transports	EK	2 379	525	1 921	504	503	**253**	7	210	36	318	165	20
Activités financières	EL	5 144	510	4 268	503	1 569	**421**	16	302	103	118	359	26
Activités immobilières	EM	6 298	52	5 011	40	1 713	**256**	3	220	33	5	33	2
Services aux entreprises	EN	11 131	1 168	9 320	1 132	3 712	**735**	13	594	128	521	478	133
Services aux particuliers	EP	1 973	184	1 542	170	503	**273**	9	235	29	19	121	30
Éducation, santé, action sociale	EQ	421	35	359	33	187	**108**	—	107	1	1	32	—
Administration	ER	50	3	36	3	34	**4**	1	3	—	1	2	—
Activité non déclarée		964	—	696	—	377	**21**	—	15	6	—	—	—
Total		**49 883**	**6 127**	**41 261**	**5 879**	**15 450**	**6 289**	**73**	**4 958**	**1 258**	**1 500**	**3 382**	**996**
Année 1995 (provisoire)													
Agriculture, sylviculture, pêche (2)	EA	514	27	382	25	208	**51**	1	45	5	12	11	2
Industries agricoles et alimentaires	EB	1 745	284	1 367	263	515	**371**	—	308	63	2	197	65
Industries des biens de consommation	EC	2 349	383	1 974	365	867	**590**	1	459	130	6	243	116
Industrie automobile	ED	234	269	199	256	115	**67**	1	34	32	83	128	46
Industries des biens d'équipement	EE	2 034	504	1 707	486	826	**493**	8	326	159	131	184	171
Industries des biens intermédiaires	EF	4 999	878	4 146	844	1 579	**1 132**	5	807	320	28	564	252
Énergie	EG	370	253	290	249	70	**27**	3	15	9	172	68	9
Construction	EH	2 111	303	1 897	295	412	**234**	—	218	16	2	279	14
Commerce	EJ	8 817	845	7 604	808	2 755	**1 565**	4	1 247	314	7	642	159
Transports	EK	2 489	529	2 044	509	538	**263**	7	221	35	310	177	22
Activités financières	EL	5 278	526	4 400	519	1 595	**396**	14	270	112	116	375	28
Activités immobilières	EM	6 565	55	5 225	40	1 735	**252**	3	216	33	5	32	3
Services aux entreprises	EN	12 072	1 250	10 199	1 213	3 962	**783**	13	642	128	516	546	152
Services aux particuliers	EP	2 130	191	1 658	176	552	**299**	11	257	31	24	120	33
Éducation, santé, action sociale	EQ	497	40	410	35	196	**118**	—	117	1	1	34	1
Administration	ER	54	3	38	3	36	**5**	1	4	—	1	3	—
Activité non déclarée		1 607	—	1 146	—	596	**35**	—	24	11	—	—	—
Total		**53 865**	**6 340**	**44 686**	**6 086**	**16 557**	**6 681**	**72**	**5 210**	**1 399**	**1 416**	**3 603**	**1 073**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) La faible représentativité de ces secteurs dans l'enquête « Liaisons financières » et dans les fichiers BIC ne permet pas une interprétation économique des résultats dans ces secteurs.

TABLEAU G.02-17

Importance des groupes en fonction de leur taille

Source : INSEE

	Nombre de groupes	Effectif salarié (en milliers)	Ressources élargies (en milliards de francs) (1)	Capitaux propres et autres fonds propres (en milliards de francs)
Année 1994				
Micro-groupes (2) : 0 à 499 salariés	4 909	627	962	672
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 006	968	1 445	1 025
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	291	1 106	1 835	1 879
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	80	3 179	4 116	4 959
Total	**6 286**	**5 880**	**8 358**	**8 535**
Année 1995 (provisoire)				
Micro-groupes (2) : 0 à 499 salariés	5 271	686	1 206	738
Petits groupes : 500 à 1 999 salariés	1 025	995	1 474	731
Moyens groupes : 2 000 à 9 999 salariés	293	1 108	2 021	2 372
Grands groupes : 10 000 salariés et plus	84	3 297	4 846	5 472
Total	**6 673**	**6 086**	**9 547**	**9 313**

(1) Les ressources élargies sont la somme du chiffre d'affaires hors taxes et des produits financiers.
(2) L'augmentation des micro-groupes est toujours importante : + 35% par rapport à 1993 (et de l'ordre de 7 % de 1994 à 1995).

TABLEAU G.02-18

Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes

Source : INSEE

	Le « noyau dur » des groupes	Le « contour élargi » des groupes	Part du « noyau dur » dans le « contour élargi » en %
Année 1994			
Nombre d'entreprises	41 261	49 883	83
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	5 881	6 129	96
Ressources élargies :			
Valeur (en milliards de francs)	8 359	8 721	96
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	8 535	8 716	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 047	5 378	94
Année 1995 (provisoire)			
Nombre d'entreprises	44 686	53 865	83
Effectif salarié :			
Nombre (en milliers)	6 086	6 341	96
Ressources élargies :			
Valeur (en milliards de francs)	9 547	9 914	96
Capitaux propres et autres fonds propres :			
Valeur (en milliards de francs)	9 312	9 495	98
Immobilisations corporelles nettes :			
Valeur (en milliards de francs)	5 390	5 780	93

TABLEAU G.02-19

Répartition des entreprises artisanales par activité et forme juridique (1)

Source : INSEE (SIRENE) *Unité :* Millier

Activités	Personnes physiques		Personnes morales		Total
	Artisans commerçants	Artisans	Commerciales	Non commerciales	
Situation au 1er janvier 1995					
Industries agricoles et alimentaires	44,00	3,70	11,00	0,01	**58,71**
Autres industries	22,80	48,40	51,20	–	**122,40**
Construction	35,80	181,90	60,60	0,01	**278,31**
Commerce	83,50	20,40	48,20	0,01	**152,11**
Transports	5,30	24,00	2,50	–	**31,80**
Hôtellerie	9,70	0,20	5,40	–	**15,30**
Services aux entreprises	5,80	13,00	11,60	–	**30,40**
Services aux particuliers	40,60	26,40	14,20	0,01	**81,21**
Total	**247,50**	**318,00**	**204,70**	**0,04**	770,24
Situation au 1er janvier 1996					
Industries agricoles et alimentaires	42,50	3,70	11,80	0,01	**58,01**
Autres industries	21,40	47,80	55,20	–	**124,40**
Construction	32,70	179,80	66,40	0,01	**278,91**
Commerce	80,40	20,00	52,20	0,01	**152,61**
Transports	5,20	24,10	2,80	–	**32,10**
Hôtellerie	9,50	0,20	6,20	–	**15,90**
Services aux entreprises	5,70	13,10	13,30	0,01	**32,11**
Services aux particuliers	39,50	27,10	15,60	–	**82,20**
Total	**236,90**	**315,80**	**223,50**	**0,04**	776,24
Situation au 1er janvier 1997					
Industries agricoles et alimentaires	41,65	3,71	12,11	0,01	**57,48**
Autres industries	20,69	47,54	56,33	–	**124,56**
Construction	30,84	179,71	69,34	0,01	**279,90**
Commerce	78,92	19,76	53,60	0,01	**152,29**
Transports	5,19	24,03	2,91	–	**32,13**
Hôtellerie	9,66	0,14	6,55	–	**16,35**
Services aux entreprises	5,60	13,14	13,93	0,01	**32,68**
Services aux particuliers	39,37	27,69	16,42	–	**83,48**
Total	**231,92**	**315,72**	**231,19**	**0,04**	778,87

(1) Voir dans méthodologie le dernier paragraphe «agents productifs et entreprises»

Chapitre G.03

Le mouvement économique

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indicateurs économiques. Production et facteurs de production.
2. Contributions à la croissance du PIB.
3. Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production.
4. Les coûts, les prix.
5. Comptes des secteurs institutionnels.
6. Échanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité.
7. Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Ce chapitre a pour objectif de donner une vision d'ensemble des grandes évolutions macro-économiques sur une vingtaine d'années. On a rassemblé dans ce chapitre des données et ratios de la comptabilité nationale, en complément au chapitre G.01, ainsi que des indicateurs économiques et sociaux concernant notamment la population, l'emploi, les salaires, les prix, et quelques indicateurs financiers et monétaires. Nous avons choisi de rassembler des séries « classiques » qu'il est en principe possible de suivre sur longue période. En général, on trouve ces indicateurs dans d'autres chapitres dont nous indiquons la référence en note pour les lecteurs qui souhaitent une information plus importante sur la méthodologie et les définitions.

Ce chapitre constitue ainsi un très bref résumé du volume « Comptes et indicateurs économiques » du Rapport sur les comptes de la Nation 1996.

Toutes les données de ce chapitre ont l'année 1980 comme référence : c'est une année de base de la comptabilité nationale.

Nous ne rappelons pas dans ce chapitre la méthodologie de la Comptabilité nationale qui figure déjà au chapitre G.01. Pour les indices et indicateurs divers, on a indiqué les chapitres de l'Annuaire dans lesquels on peut trouver des précisions supplémentaires.

2. DÉFINITIONS

La définition des principaux agrégats et ratios est donnée dans le chapitre G.01. Les définitions qui suivent constituent un complément.

Contributions à la croissance du PIB

Dans le tableau « ressources-emplois », on a l'égalité : PIB = somme des emplois finals (consommations finales + FBCF + exportations) – importations.

La contribution d'une composante des emplois finals à l'évolution du PIB est le rapport, exprimé en %, de la variation en volume de cette composante entre les années $n-1$ et n à la valeur du PIB de l'année $n-1$. Par construction, la somme algébrique de ces contributions est égale au taux d'évolution du PIB entre les années $n-1$ et n.

Productivité

La production résulte de la mise en oeuvre de facteurs de production (travail des hommes, capital productif tels que bâtiments et machines). Les différentes mesures de la productivité visent à évaluer la contribution de ces facteurs dans l'accroissement de la production. On calcule plusieurs indicateurs de la productivité : productivité horaire apparente du travail, productivité du capital et productivité totale des facteurs.

On trouvera dans ce chapitre des données concernant la productivité horaire apparente pour l'ensemble de l'économie et par grande branche.

Productivité horaire apparente du travail

Son indice met en relation la variation en volume de la valeur ajoutée brute d'une année par rapport à la précédente et la variation sur la même période du volume d'heures travaillées (par référence à l'emploi intérieur). Ce dernier est évalué par la somme des heures travaillées par les salariés, les non-salariés, les inactifs, et les multi-actifs agricoles et le volume d'heures travaillées « au noir ».

La croissance de la productivité horaire apparente du travail résulte souvent d'une plus grande consommation de capital et le qualificatif « apparente » prévient qu'il ne faut pas en attribuer les causes à la seule productivité du travail.

Taux d'utilisation (TU) des facteurs de production

Les taux d'utilisation des capacités de production sont calculés à partir des enquêtes auprès des entreprises. Ils peuvent être interprétés comme un indicateur du degré effectif d'utilisation des équipements ou comme un indicateur de tension.

Ils sont calculés par la formule : TU = 1/ (1 + APAE/100) où APAE est la marge de capacité de production disponible avec embauche, évaluée par les entreprises.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

« 20 ans de comptes nationaux 1970-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 27-28.

« Les comptes nationaux trimestriels - séries longues 1970-1994 en base 1980 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 427-428, novembre 1995.

Rapport sur les comptes de la Nation 1996 :
« L'économie française » – édition 1997 – et « Comptes et indicateurs économiques » – *INSEE-Résultats,* n^{os} 547 à 549, juin 1997 (déjà cité au chapitre G.01);

INSEE-Résultats : ETC (Extraits et tableaux des comptes de la Nation); ETC 1993, n° 321, août 1994; ETC 1994, n° 410, août 1995; ETC 1995, n° 478, août 1996; ETC 1996, n° 552, août 1997.

TABLEAU G.03-1

Indicateurs économiques

Production et facteurs de production

Source : INSEE

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DU PIB (1)									
[prix de l'année précédente]									
PIB total	1,4	3,9	2,4	0,8	1,0	– 1,3	2,6	2,0	1,2
PIB marchand	1,4	4,5	2,6	0,4	0,7	– 2,0	2,7	2,1	1,1
PART DES GRANDES BRANCHES DANS LA VALEUR AJOUTÉE (2)									
[% par rapport au total, prix courants]									
Agriculture (U 01)	4,7	3,8	3,7	3,3	3,1	2,5	2,6	2,6	2,5
Industrie (total) [U 02 à U 06]	29,4	26,3	26,1	25,5	24,8	24,2	23,8	23,9	23,5
dont : industrie manufacturière (U 04 à U 06)	21,7	19,2	19,1	18,3	17,6	16,7	16,6	16,7	16,3
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	7,6	5,7	5,6	5,7	5,6	5,5	5,0	4,9	4,7
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	33,1	38,1	38,7	38,9	39,1	39,1	38,5 *r*	38,8	38,7
Locations immobilières (U 11)	7,1	8,5	8,7	9,0	9,4	9,9	10,1	10,3	10,6
Assurance et organismes financiers (U 12-U 13)	4,8	5,6	4,8	4,8	4,7	4,5	5,4	4,8	4,9
Services non marchands (U 14)	17,5	17,0	17,0	17,2	17,7	18,5	18,5	18,7	18,9
Branche unité fictive (3)	– 4,2	– 5,0	– 4,7	– 4,3	– 4,3	– 4,2	– 3,9	– 3,8	– 3,8
INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (4 (CVS)	///	98,5	100,0	98,8	97,6	93,9	97,6	99,6	100,0
FACTEURS DE PRODUCTION									
Population, emploi, chômage :									
Population totale résidente en millier (5)	53 731	56 270	56.577	56 893	57 218	57 530	57 779	58 020	58 256
Population active totale en millier (6)	23 504	24 723	24 853	25 032	25 121	25 189	25 324	25 378	25 613
Population active occupée en millier (7)	21 747	22 146	22 397	22 442	22 306	22 040	22 009	22 241	22 251
Chômeurs en millier	1 492	2 323	2 205	2 349	2 590	2 929	3 103	2 931	3 162
Taux de chômage au sens du BIT	6,4	9,4	8,9	9,4	10,3	11,6	12,3	11,6	12,4
Productivité horaire apparente du travail	1,6	2,9	2,1	1,2	2,6	1,0	3,0	0,8	1,1
Taux d'utilisation des capacités de production (ensemble de l'industrie)	85,8	88,1	87,3	84,1	82,5	79,8	82,0	83,8	82,5

(1) Le taux de croissance aux prix de l'année précédente (ou croissance en volume) est l'évolution en % de l'agrégat considéré entre l'année n et l'année n - 1.
(2) On trouvera les données en valeur absolue dans le chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(3) Branche unité fictive : il s'agit des services bancaires imputés qui ne peuvent être ventilés et qui sont déduits de la valeur ajoutée. Pour plus de précisions, se reporter au volume des méthodes du système élargi de la comptabilité nationale.
(4) On reprend ici la moyenne annuelle des indices trimestriels bruts (voir chapitre K.01; tableau K.01-3 : indice non compris la construction (NES EB à EG)).
(5) Il s'agit de la population totale résidente comprenant les personnes résidant habituellement en France et les militaires français hors métropole au 1 er janvier; évaluation fondée sur les résultats des recensements de 1954 à 1990.
(6) Y compris les militaires du contingent et les chômeurs.
(7) Population active occupée = population active totale - militaires du contingent - chômeurs. Les chômeurs sont comptabilisés « au sens du BIT ». On a donc des évaluations différentes de celles figurant au chapitre C.01 : Population active, emploi.

TABLEAU G.03-2

Contributions à la croissance du PIB

Prix de l'année précédente

Source : INSEE (Comptes nationaux) %

Contributions	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Consommation finale :									
des ménages	0,8	1,7	1,4	0,7	0,8	–	0,8	0,9	1,1
des administrations publiques	0,4	0,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,2	–	0,3
des administrations privées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Formation brute de capital fixe	**0,6**	**1,6**	**0,6**	–	**– 0,7**	**– 1,3**	**0,2**	**0,4**	**– 0,2**
dont : Sociétés et quasi-sociétés (SQS) et entreprises individuelles (EI) non financières	– 0,6	1,0	0,5	–	– 0,2	– 0,9	0,1	0,3	– 0,2
Variation des stocks	**– 0,2**	**0,2**	**0,2**	**– 0,7**	**– 0,5**	**– 1,0**	**1,3**	**0,4**	**– 0,5**
Échanges extérieurs de biens et services	**– 0,3**	**0,3**	**– 0,2**	**0,3**	**0,8**	**0,4**	**0,1**	**0,3**	**0,5**
dont : Exportations	0,6	2,2	1,2	0,9	1,1	– 0,3	1,5	1,3	1,1
- Importations	– 0,8	– 1,9	– 1,4	– 0,6	– 0,3	0,7	– 1,4	– 1,0	– 0,6
Produit intérieur brut (taux de croissance du PIB)	**1,4**	**3,9**	**2,4**	**0,8**	**1,0**	**– 1,3**	**2,6**	**2,0**	**1,2**

TABLEAU G.03-3

Les facteurs de production par grande branche : productivité et taux d'utilisation des capacités de production

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Productivité horaire apparente du travail par grande branche (évolution en % par rapport à l'année précédente)									
Valeur ajoutée en prix de 1980 par heure de travail									
Ensemble des branches (U 01 à U 14)	1,6	2,9	2,1	1,2	2,6	1,0	3,0	0,8	1,1
Agriculture, sylviculture, pêche (U 01)	0,6	8,5	8,0	3,1	18,8	– 4,2	6,2	3,7	9,3
Ensemble de l'industrie (U 02 à U 06)	0,8	4,2	1,7	0,6	1,6	2,9	6,9	3,8	2,0
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	1,0	4,7	1,7	– 0,7	1,7	0,8	9,3	4,1	2,4
Bâtiment, génie civil et agricole (U 07)	2,4	2,3	2,1	1,3	0,2	– 0,2	0,6	– 0,5	0,1
Commerce et services marchands (U 08 à U 10)	1,6	3,0	1,5	0,8	2,0	0,8	– 0,4	– 0,2	0,2
Assurances et organismes financiers (U 12 - U 13)	11,0	– 4,4	– 10,5	– 2,0	0,1	– 2,3	14,4	– 8,5	1,1
Services non marchands (U 14)	1,1	0,2	2,3	–	1,3	–	0,9	0,2	– 0,2
Taux d'utilisation des capacités de production (en %)									
Ensemble de l'industrie (U 02 à U 06)	85,8	88,1	87,3	84,1	82,5	79,8	82,0	83,8	82,5
dont : Industrie manufacturière (U 04 à U 06)	85,8	89,0	87,9	84,5	82,6	79,6	82,4	84,3	82,8
Industries agricoles et alimentaires (U 02)	85,7	84,1	85,0	83,3	82,3	81,0	79,7	81,4	80,6
Biens intermédiaires (U 04)	87,1	90,7	89,6	87,6	85,4	82,0	84,8	87,1	85,1
Biens d'équipement (U 05)	85,5	89,7	88,8	83,9	81,4	78,3	82,3	84,0	82,7
Biens de consommation (U 06)	84,6	85,0	84,2	81,3	80,8	79,0	80,0	81,6	80,4

TABLEAU G.03-4

Les coûts, les prix

Sources : INSEE
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
SALAIRES, RÉMUNÉRATIONS									
SMIC horaire (1)									
Valeur en francs du SMIC horaire brut	13,80	29,54	30,80	32,30	33,58	34,45	35,20	36,27	37,57
Évolution par rapport à l'année précédente en % (francs courants) :									
SMIC horaire brut	15,6	4,2	4,3	4,9	4,0	2,6	2,2	3,1	3,6
SMIC horaire net	...	3,0	4,3	6,5	3,3	2,1	1,8	2,8	2,6
Salaire net annuel moyen par salarié (en francs) (1) (r)	52 724	97 073	102 170	106 962	110 419	113 041	115 372	118 058	120 632
Indice moyen annuel du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés (base 100 en 1986)	...	113,1	118,9	124,0	128,6	131,7	134,0	137,0	140,0
Indice du taux de salaire horaire brut des ouvriers (secteurs non agricoles) (2) [base 100 au 1 er avril 1993]	...	...	...	...	...	...	102,3	104,8	107,4
PRIX									
Évolution annuelle en glissement de l'indice des prix à la consommation des ménages - France entière (3)	13,7 *r*	3,6	3,4	3,1 *r*	1,9 *r*	2,1	1,6 *r*	2,1	1,7
Indice des prix de vente industriels des biens intermédiaires [base 100 en 1990)	60,2	100,9	100,0	98,8	97,7	95,6	96,7	101,7	99,0
Indice des prix des matières premières importées [base 100 en 1990] (4)	78,9	126,2	100,0	92,7	82,6	81,2	97,4	102,7	94,7
Variation du prix des exportations (5) [par rapport à l'année précédente]	11,7	4,4	– 1,0	0,6	– 1,6	– 0,8	1,6	1,2	– 0,2
Variation du prix des importations (5) [par rapport à l'année précédente]	19,9	5,8	– 1,4	0,2	– 2,7	– 2,7	1,4	1,3	0,7

(1) Des précisions sur ces indicateurs sont données au chapitre C.03 : Revenus, salaires.
(2) Indices calculés à partir de données du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, l'indice moyen annuel est égal à la moyenne pondérée de 5 indices = 1/8 [1 x janvier (n) + 2 [(avril (n) + juillet (n) + octobre (n)] +1 x janvier (n+1)].
(3) Pour plus de précisions sur les indices se reporter aux chapitres H01 et H03. Cette évolution diffère de celle donnée au chapitre H03 qui concerne la variation de l'indice en glissement. À compter de 1991, le calcul est fait à partir de l'indice des prix rénové (265 postes) base 100.
(4) Indice des prix internationaux convertis en francs des matières premières importées par la France, de 1962 à 1977 : structure des importations de l'année 1968, depuis 1978 : structure des importations actualisée annuellement.
(5) Variation calculée pour les besoins de la comptabilité nationale en rapprochant les volumes des valeurs.

TABLEAU G.03-5

Comptes des secteurs institutionnels

Indicateurs et ratios divers (1)

Source : INSEE (Comptes nationaux)

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Ménages **Évolution en % par rapport à l'année précédente (prix courants)**									
Revenu disponible brut (RDB)	13,0	7,4	6,6	5,4	4,3	3,0	2,9	4,4	2,1
Salaires nets / RDB avant impôts	47,1	41,8	41,9	41,4	41,0	40,3	40,0	39,8	39,7
Prestations sociales / RDB avant impôts	26,9	31,1	31,0	31,1	31,7	32,7	32,6	32,3	32,6
Excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles / RDB avant impôts	16,5	15,3	15,2	14,2	13,7	12,8	12,6	12,4	12,1
Taux d'épargne des ménages (2)	17,6	11,7	12,5	13,2	13,6	14,1	13,6	14,5	12,9
Taux d'épargne financière des ménages (3)	5,1	1,9	3,1	4,9	6,4	7,7	7,0	8,1	6,3
Sociétés non financières (4)									
Taux de marge (5)	25,8	33,5	32,5	32,7	32,2	32,0	32,0	32,0	31,5
Taux d'investissement (6)	19,4	18,7	18,9	18,8	18,5	16,7	16,4	16,3	15,9
Taux d'autofinancement (7)	55,9	87,3	80,8	87,8	94,4	116,8	110,8	113,2	118,8
Administrations publiques									
Taux des prélèvements obligatoires (8)	41,7	43,7	43,7	43,9	43,7	43,9	44,1	44,5	45,7
dont : Taux des prélèvements fiscaux	...	24,5	24,4	24,7	24,2	24,3	24,9	25,2	26,1
Taux des prélèvements sociaux	...	19,2	19,3	19,2	19,4	19,6	19,1	19,3	19,6
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques (en millions de F) (9)	— 500	— 75 214	— 101 089	— 147 078	— 286 815	— 430 650	— 441 198	— 412 817	— 356 434
Capacité ou besoin de financement des administrations publiques / PIB	—	1,2	1,6	2,2	4,1	6,1	6,0	5,4	4,5

(1) On trouvera les définitions des agrégats de la comptabilité nationale et des secteurs institutionnels au chapitre G.01 : Comptabilité nationale.
(2) Taux d'épargne = épargne brute / revenu disponible brut.
(3) Taux d'épargne financière = capacité de financement / revenu disponible brut.
(4) Seulement sociétés et quasi-sociétés non financières, non compris les entreprises individuelles.
(5) Taux de marge = excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée.
(6) Taux d'investissement = FBCF / valeur ajoutée.
(7) Taux d'autofinancement (au sens large) = (épargne brute + transferts en capital) / (FBCF + variations de stocks + acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels).
(8) Taux de prélèvements obligatoires = (impôts sur la production, impôts sur le revenu, le patrimoine et le capital, cotisations sociales) / PIB.
(9) La capacité ou le besoin de financement des administrations publiques est le solde entre les dépenses et les recettes dans le compte de ces organismes.

TABLEAU G.03-6

Échanges extérieurs : taux de couverture et indicateurs de compétitivité

Sources : INSEE (Comptes nationaux)
OCDE
Direction de la Prévision

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Échanges extérieurs (% d'évolution par rapport à l'année précédente) [prix de 1980]									
Importations (1)	2,5	8,1	6,1	3,0	1,2	− 3,5	6,7	5,1	2,5
Exportations (1)	2,7	10,2	5,4	4,1	4,9	− 0,4	6,0	6,3	4,7
Importations / PIB marchand [en %] (1)	27,1	27,0	26,8	26,6	25,5	23,9 *r*	24,9	25,6	25,9
Exportations / PIB marchand [en %] (1)	25,6	27,1 *r*	26,7	27,0	27,1	26,5	27,5	28,4	29,1
Solde de la balance commerciale des biens et services (en million de francs aux prix courants)	− 34 369	8 035	− 1 830	23 601	94 572	151 601	161 055	181 516	204 382
Taux de couverture (2)									
Total des biens et services	94,6	100,6	99,9	101,6	106,3	110,8	110,6	111,2	112,2
dont : Total des biens (U 01 à U 06)	84,8	92,4	92,1	93,5	98,3	102,7	102,1	103,3	104,8
Total des services (U 09 à U 13)	185,5	158,9	150,5	151,0	151,8	151,7	156,2	157,2	153,0
Indicateurs de compétitivité									
Terme de l'échange (3)									
Ensemble des produits	...	109,9	109,9	110,6	111,9	113,3	113,5	112,8	112,9
Produits manufacturés	...	104,9	105,7	105,7	106,1	108,4	108,0	107,8	108,1
Taux de pénétration étrangère [produits manufacturés U 04 à U 06] (4)	...	136,7	140,9	144,9	147,4	148,7	153,2	159,6	162,6

(1) Pour l'ensemble des biens et services aux prix courants.
(2) Taux de couverture en volume = rapport entre l'indice de volume des exportations FAB et l'indice de volume des importations CAF.
(3) Terme de l'échange = indice des prix des exportations FAB / indice des prix des importations CAF, indice base 100 en 1980.
(4) Le taux de pénétration étrangère est le rapport entre le volume des importations CAF aux prix de 1980 et le volume de la demande intérieure aux prix de 1980 (importations + production de produits manufacturés aux prix de 1980 - exportations).

TABLEAU G.03-7

Indicateurs monétaires et financiers pour la France et différents pays

Source : OCDE

	1980	1989	1990	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Taux d'intérêt à long terme (1)									
Allemagne	8,4	7,0	8,8	8,5	7,9	6,5	6,9	6,8	6,1
États-Unis	10,8	8,6	8,7	8,2	7,5	6,5	7,4	6,9	6,8
France	**13,8**	**9,2**	**10,4**	**9,5**	**9,0**	**7,0**	**7,5**	**7,7**	**6,5**
Italie	15,3	11,6	11,9	11,4	11,9	9,6	10,6	11,8	8,9
Japon	9,2	5,1	7,4	6,5	5,2	4,3	4,2	3,2	3,0
Royaume-Uni	13,8	9,6	11,1	9,9	9,1	7,9	8,0	8,3	8,1
Taux du marché monétaire à trois mois									
Allemagne	9,5	7,1	8,5	9,2	9,5	7,3	5,4	4,5	3,3
États-Unis	11,4	8,1	7,5	5,8	3,4	3,0	4,6	5,9	5,4
France	**12,2**	**9,4**	**10,3**	**9,6**	**10,3**	**8,6**	**5,9**	**6,6**	**3,9**
Italie	17,1	12,6	12,2	12,2	14,0	10,2	8,5	10,5	8,8
Japon	10,9	5,4	7,7	7,4	4,5	3,0	2,2	1,2	0,6
Royaume-Uni	16,6	13,9	14,8	11,5	9,6	5,9	5,5	6,7	6,0

(1) Les taux d'intérêt publiés par l'OCDE se réfèrent au rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire. Les données annuelles sont des moyennes des taux mensuels. Pour la France, il s'agit des obligations du secteur public et semi-public.

H

Prix

1. PRÉSENTATION

En glissement sur l'année, les prix à la consommation de l'ensemble des ménages ont augmenté de 1,7 % en 1996 après 2,1 % en 1995. En moyenne annuelle, l'évolution est de 2,0 %.

Alors que les prix avaient accéléré en 1995 sous l'effet du relèvement du taux normal de la TVA en août, l'évolution des prix fin 1996 a rejoint celle de fin 1994 et de début 1995.

Au sein de l'Union européenne, les prix ont décéléré en 1996. L'évolution moyenne en décembre, selon les indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH) destinés aux comparaisons internationales et publiés à partir de mars 1997, est de 2,1 %. La Suède a le taux d'inflation le plus bas (0,5 %) et la Grèce le plus élevé (6,9 %). En France, l'évolution des prix sur la base de l'IPCH est de 1,8 %, très proche de l'indice de référence national.

En 1996, les prix de l'énergie ont fortement augmenté (6,6 % après 3,6 % en 1995) sous l'effet à la fois de l'augmentation de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en janvier, de la hausse des prix des matières premières et de l'appréciation du dollar.

Les prix de l'alimentation hors produits frais ont également plus fortement augmenté (1,2 % après 0,9 % en 1995); l'année 1996 a été marquée par la crise touchant la viande de boeuf d'origine britannique (maladie de la vache folle). Les prix des huiles se sont également relevés.

Le prix des produits manufacturés ont décéléré en 1996 (0,5 %) après la hausse de 1995 due essentiellement au relèvement du taux normal de la TVA. Les prix des automobiles ont subi de fortes baisses (- 1,2 % en décembre) en raison de la prime qualité du 1er octobre 1995 au 30 septembre 1996 et des promotions associées des constructeurs. Les prix de l'habillement et des chaussures augmentent, comme en 1995, de 0,9 %.

Les prix des services du secteur privé ont également décéléré de 3,1 % en 1995 à 1,9 % en 1996; ce sont les secteurs affectés par la hausse de la TVA en 1995 qui ont décéléré fortement et souvent au delà de l'effet « pur » de repli. Le développement de promotions dans ce secteur contribue à la décélération globale.

Les prix des services publics sont restés stables (après 1,0 % en 1995) grâce aux baisses importantes dans les télécommunications et les transports aériens. En revanche, le tabac a augmenté de 7,1 %.

Le prix des loyers a continué de décélérer fortement (1,7 % après 2,5 %) et les prix de l'eau et du chauffage urbain, bien qu'en hausse forte (5,6 %) ralentissent.

Les prix des services de santé n'ont augmenté que de 1,1 % après 2,2 % en raison de moindres revalorisations tarifaires dans tous les secteurs sauf pour les dentistes et les transports sanitaires.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Indice des prix à la consommation (1)

(Base 100 : année 1990)

L'indice base 100 en 1990 prend la suite de l'indice « des 296 postes » mis en service en 1971, d'abord avec la référence (1970 = 100), puis en juillet 1983 avec la référence (1980 = 100). Se proposant de décrire encore plus fidèlement l'évolution des prix à la consommation, et d'autre part de se rapprocher des pratiques internationales, le nouvel indice apporte par rapport à son prédécesseur les aménagements suivants:

1° Calcul de deux indices, l'un (nouveau) correspondant à la population de référence « tous ménages », l'autre correspondant à la population de référence traditionnelle « ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ».

2° Pour l'indice « tous ménages », mise en service d'une nouvelle nomenclature en 265 postes, récapitulée selon plusieurs grilles de lecture nouvelles.

3° Modifications de traitement sur plusieurs sous-ensembles de l'indice général:

— nouveau traitement des produits frais;

— mensualisation des relevés de prix pour les vêtements de dessus et les loyers;

— prise en compte des soldes dans le suivi des prix des vêtements de dessus.

4° Élargissement du champ suivi à 6 nouveaux postes « services ».

Un indice « tous ménages »

La population de référence de l'indice base 1980 (les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé) ne représente qu'une part faible et décroissante de l'ensemble des ménages résidents en France (25 % au recensement de 1990). Ceci affaiblissait la comparabilité de l'indice des prix français par rapport aux indices des prix étrangers.

L'indice base 1990 consacre la distinction définitive entre un indice servant à l'information publique, aux comparaisons internationales et aux travaux scientifiques d'une part, et un indice destiné à la revalorisation du SMIC et des contrats privés d'autre part (tableau 1). Deux indices parfaitement cohérents sont publiés chaque mois qui se rapportent l'un à l'ensemble des ménages, l'autre aux ménages urbains ouvriers et employés.

(1) Pour plus d'information voir le BMS de février 1993.

Tableau 1. – **Utilisation des indices des prix à la consommation base 1990**

Population de référence	Couverture en termes de produits	Utilisations
Ensemble des ménages.	Y compris tabac.	Information publique. Comparaisons internationales. Travaux scientifiques.
	Hors tabac.	Revalorisation des contrats privés.
Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé.	Hors tabac.	Revalorisation du SMIC. Revalorisation des contrats privés.

Quelles sont les principales différences de structure entre la consommation de l'ensemble des ménages et celle des seuls ménages urbains ouvriers et employés ?

Par grand poste budgétaire, la réponse est fournie dans le tableau 2 : les ménages urbains ouvriers et employés consomment proportionnellement un peu plus pour leur alimentation, pour leur logement... et un peu moins pour leurs dépenses de santé, de transports, de vacances... En fait, les pondérations ne diffèrent significativement entre les deux populations de référence que pour une vingtaine de postes sur 265. De fait on constate des différences très faibles entre les évolutions des indices d'ensemble afférents aux deux populations de référence.

Tableau 2. – **Les grands postes budgétaires**

Pondération en %

Postes budgétaires	Tous ménages		Ménages urbains ouvriers et employés	
	1995	1996	1995	1996
1. Alimentation, boissons, tabac	22,50	22,11	24,37	23.97
dont tabac (1-4)	(1,94)	(1.94)	(3.00)	(2.99)
2. Habillement et chaussures	7,22	6,87	7,26	6,91
3. Logement, chauffage, éclairage	11,13	11.06	13.33	13,32
4. Meubles, matériel de ménage, entretien de la maison	8,28	8.29	7.53	7.52
5. Santé	9.51	9,51	8.48	8.47
6. Transports et communications	18,62	19,32	17,72	18.37
7. Loisirs, spectacles, enseignement, culture	8,11	8,37	7.82	8.05
8. Autres biens et services	14,63	14.47	13.49	13.39
dont restaurants, cafés (8-31)	(6,74)	(6.66)	(6,65)	(6.58)
dont hôtels, voyages, hébergement vacances (8-32 + 8-4)	(1,98)	(3,15)	(1,33)	(1.33)
	100,00	100,00	100,00	100,00

● Le traitement des prix des produits frais

Comme c'est le cas de plusieurs postes de l'indice, les prix des produits frais (légumes, fruits, produits de la mer, fleurs) sont sujets à des variations saisonnières. En revanche, une chose est propre à ces produits frais : les quantités consommées par les ménages varient beaucoup d'un mois à l'autre; en outre, certaines variétés disparaissent des points de vente pendant plusieurs mois de l'année (fraises, abricots, poires).

Comme la plupart de leurs homologues étrangers, les statisticiens français suivent les évolutions des prix de ces produits frais selon une technique adaptée à ce problème particulier, celle du « panier mensuel variable ». Ils appliquaient aux indices « produits frais » un lissage par moyenne mobile sur douze mois, ce qui était une particularité de l'indice français (1980 = 100).

Le nouveau traitement des prix des produits frais dans l'indice (1990 = 100) consiste à aller jusqu'au bout de la logique du panier variable et à abandonner le lissage sur douze mois. Il donne les résultats suivants :

— en glissement sur douze mois, les nouveaux indices des prix des produits frais fournissent presque exactement les mêmes indications que les anciens indices;

— les nouveaux indices des prix des produits frais (1990 = 100) comportent des variations mensuelles nettement plus fortes que les anciens indices des prix des mêmes produits frais.

Mensualisation de l'indice des loyers et des relevés de prix des vêtements. Prise en compte des soldes

L'indice des loyers est alimenté par une enquête trimestrielle « loyers et charges » de l'INSEE auprès d'un échantillon (élargi en 1990-1991) de 6 500 ménages. L'introduction brutale, le premier mois de chaque trimestre, de l'évolution du trimestre précédent induit des « marches d'escalier » dans le rythme de l'indice d'ensemble, qui ne traduisent pas l'évolution réelle des prix du mois. Le nouvel indice comporte, non pas une mensualisation de l'enquête « loyers », ce qui aurait été très coûteux, mais une quasi-mensualisation de l'indice des loyers, obtenue en estimant l'évolution des loyers pendant deux mois, puis en attribuant au troisième mois la différence entre la hausse trimestrielle tirée de l'enquête et les deux estimations mensuelles précédentes.

Dans l'indice (1980 = 100), les vêtements «de dessus» (c'est-à-dire hors bonneterie, chemiserie et sous-vêtements) faisaient partie des variétés dites « trimestrielles », dont l'INSEE ne relève les prix que pour 1/3 de l'échantillon par roulement chaque mois (de la sorte, chaque point de vente est visité une fois par trimestre).

Dans l'indice (1990 = 100), les relevés de prix des vêtements de dessus sont effectués tous les mois pour tout l'échantillon. Cela permet une correspondance plus claire entre les dates de changement de collection et l'impact indiciaire des évolutions de prix qui les accompagnent. Le suivi mensuel permet en outre de prendre en compte le phénomène des soldes, chose impossible avec l'ancien suivi trimestriel. L'introduction des soldes dans l'indice permet là encore de mieux faire «coller» les variations mensuelles de ce dernier aux mouvements de prix observés chaque mois par les consommateurs. Si les réductions pour soldes varient d'une année sur l'autre, ce phénomène pourra être pris en compte dans l'évolution de l'indice des prix annuel.

Après les deux mensualisations – loyers et vêtements de dessus – , les variétés trimestrielles ne représentent plus que 17 % de la pondération de l'indice (ameublement, électroménager, livres, hôtels...), contre près de 30 % dans l'indice (1980 = 100).

Champ théorique de l'indice des prix à la consommation

Les biens et services qui ont un prix et qui relèvent du champ théorique de l'indice des prix «à la consommation» ne constituent qu'un sous-ensemble des dépenses figurant dans le budget des ménages français.

Sont exclues du champ théorique de l'indice, des dépenses telles l'achat de logements ou de valeurs mobilières (opérations d'investissement), les annuités de remboursement accompagnant les acquisitions de logements ou de biens durables (opérations financières), les versements pour la retraite (opérations d'épargne), les impôts directs, les cotisations sociales, les intérêts versés, ainsi que les dons ou pensions versées à d'autres ménages (opérations de répartition).

Le champ théorique de l'indice des prix est constitué par la « consommation des ménages au sens des comptes nationaux », concept autour duquel arrivent à peu près à se rejoindre la plupart des pays développés. Cette référence est en pratique délimitée par de nombreuses conventions : exclusion des achats de biens d'occasion, prise en compte des primes nettes des indemnités reçues en ce qui concerne les assurances, des paris nets des gains en ce qui concerne les jeux de hasard, etc. L'autoconsommation par les ménages de produits alimentaires (jardins familiaux) ou de services de logements (rendus par les propriétaires à eux-mêmes) ne relève pas non plus du champ théorique de l'indice, car les prix de tels services sont bien évidemment fictifs.

Ce champ théorique étant acquis, il restait dans l'indice (1980 = 100) un défaut de couverture, parce que le suivi des prix de certains services pose de difficiles problèmes conceptuels (qu'est-ce que l'évolution des prix des services d'assurances ?), ou d'ordre organisationnel (certains organismes ou professions ne rentrent pas aisément dans le dispositif de suivi des prix), ou encore d'ordre économique (la collecte a toujours un coût). Dans l'indice (1980 = 100), ce défaut représentait un peu moins de 9% de la consommation totale des ménages.

En 1993, dans l'indice (1990 = 100) celui-ci représente moins de 8 %; il est composé de la façon suivante :

Services juridiques (notaires, avocats, conseils...)	0,5%
Jeux de hasard (primes moins gains)	0,3%
Services des assurances (primes moins indemnités)	1,8%
Services domestiques	0,9%
Hôpitaux et cliniques privées, cures	1,3%
Établissements pour personnes âgées	0,9%
Paiements partiels de services non marchands (crèches, enseignement, santé...)	1,6%
Services divers	0,4%
	7,7%

6 nouveaux postes « services »

Sur les 265 postes de la nomenclature rénovée de l'indice (1990 = 100), six accueillent des postes nouvellement couverts : transports aériens, transports maritimes et côtiers, locations de voiture, transports par ambulance, services funéraires et services vétérinaires. La pondération de ces six postes est de l'ordre de 1,2 %, ce qui a fait passer le taux de couverture de l'indice de 91,1 % à 92,3 %.

Des séries depuis 1990 pour les nouveaux indices « tous ménages »

Les indices « tous ménages », avec leurs nouvelles nomenclatures et les nouveaux traitements qu'ils incorporent n'ont pas été publiés avant janvier 1993 : l'INSEE présente des séries rétrospectives depuis le mois de janvier 1990, le premier de la nouvelle année de référence.

En fait, cet objectif n'est pas entièrement accessible, car le dispositif de collecte des prix et de calcul des indices n'a pas été organisé dès 1990 pour accueillir les nouveaux traitements.

Les indices de prix « tous ménages » en 265 postes ont été recalculés rétroactivement depuis janvier 1990.

La mensualisation de l'indice des loyers a été reconstituée *a posteriori* depuis janvier 1990.

Le nouveau traitement des produits frais a été appliqué depuis janvier 1990 aux relevés de prix « produits frais » effectués depuis cette date.

En revanche, la mensualisation des relevés de l'habillement n'a commencé sur le terrain qu'en janvier 1992, de même que le relevé des prix soldés des vêtements de dessus et la collecte des prix des 6 nouveaux postes «services».

● **Sur 1992, les indices (1990 = 100) pour les ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé sont recalculés** :

— L'indice des prix à la consommation des ménages urbains ouvriers et employés a été publié dans le BMS jusqu'en janvier 1993 (indice de décembre 1992), en base 100 en 1980, à traitement constant, c'est-à-dire en ne prenant en compte pratiquement aucune des innovations de la base 1990.

La seule exception concerne la prise en compte, dès janvier 1992, dans l'indice (1980 = 100) de la *mensualisation des relevés de l'habillement* (vêtements de dessus et chaussures), car l'accueil mensuel des enquêteurs par les commerçants avait besoin d'être vérifié et rodé sans attendre janvier 1993.

— À partir de janvier 1993, l'indice (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés prend en compte les mêmes innovations que l'indice « tous ménages » : outre la mensualisation des relevés des vêtements de dessus et chaussures déjà effective depuis janvier 1992, il incorpore les soldes, la mensualisation des loyers, le nouveau traitement des produits frais et les indices des nouveaux postes « services ».

L'évolution de l'indice des prix (1990 = 100) des ménages urbains ouvriers et employés au cours de l'année 1992 ne respecte pas exactement le profil 1992 de l'indice (1980 = 100) qui aura constitué l'indice « officiel » pendant l'année 1992. Des écarts peuvent être constatés certains mois, notamment en périodes de soldes sur les vêtements de dessus, ou encore des variations brutales de prix des produits frais.

● **Raccordements des séries (1990 = 100) avec les séries (1980 = 100) antérieurement publiées pour l'indice des ménages urbains ouvriers et employés**

L'utilisation du « coefficient de raccordement » a pour seul intérêt de continuer à faire vivre la référence juridique constituée par l'indice (1980 = 100) après l'abandon de cet indice par l'INSEE, dans le cas sans doute fréquent où les contractants n'éprouveront pas l'envie de remplacer dans leur contrat la référence à l'indice (1980 = 100) par une référence à l'indice (1990 = 100).

On notera que ce « coefficient de raccordement » peut faire l'objet d'estimations légèrement différentes si on compare les niveaux des indices (1980 = 100) et (1990 = 100) à des dates différentes de la date anniversaire des contrats. Une période de comparaison fréquemment invoquée est l'année 1990. En effet, sur cette année, le niveau de l'indice (1990 = 100) est 100,0 et le coefficient de raccordement se déduit immédiatement du niveau moyen en 1990 de l'indice (1980 = 100) :

$$\frac{\text{indice 1990 (1980 = 100)}}{\text{indice 1990 (1990 = 100)}} = \frac{183,6}{100,0} = 1,836$$

Ce coefficient de raccordement commode diffère légèrement de celui calculé en juillet 1992 parce que les évolutions mensuelles de 1990 à 1992 ne sont pas strictement identiques entre l'indice (1980 = 100) et l'indice (1990 = 100).

Des coefficients de raccordement entre indices (1980 = 100) et indices (1990 = 100) peuvent être calculés, soit sur l'année 1990, soit sur un mois quelconque de 1992, pour n'importe quel regroupement (ex. : produits alimentaires, produits manufacturés), à l'image de ce qui a été exposé pour l'indice d'ensemble.

22. Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

(Base 100 en 1990)

L'INSEE calcule divers indices de prix des spécialités pharmaceutiques choisies parmi celles qui donnent lieu aux dépenses les plus importantes.

On a retenu les prix à l'officine, c'est-à-dire sans déduire les remboursements de la Sécurité sociale.

L'élaboration des indices de prix à la consommation (1990 = 100) repose sur le suivi d'un échantillon de produits périodiquement réactualisé. Cet échantillon se compose d'environ 800 produits (grand public, remboursable à 100 %, 70 % et 40 %).

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 au 1er janvier 1970 s'effectuera en prenant pour coefficient 1,195 pour les spécialités remboursables et 2,085 pour les spécialités non remboursables.

23. Indices des prix des véhicules

(Base 100 en 1990)

Depuis février 1993 l'INSEE publie un indice mensuel des prix d'achat de véhicules, base 100 en 1990, qui comprend 5 rubriques :

— automobiles;

— motocycles;

— cycles;

— caravanes;

— ensemble.

L'observation couvre les achats d'automobiles des ménages vivant en France métropolitaine. Les prix observés sont les prix TTC incluant le transport et la préparation du véhicule.

L'indice est calculé sur la base d'un échantillon représentatif de modèles. Le principe de calcul retenu est celui d'un indice chaîné avec mise à jour régulière des pondérations.

On a stratifié l'ensemble des modèles vendus en une année suivant la marque et le type de carburant. Chaque strate reçoit un coefficient de pondération proportionnel à sa part dans la valeur totale de la consommation des ménages en voitures neuves. Puis à l'intérieur de chaque classe, les modèles de l'échantillon ont été désignés par tirage aléatoire systématique.

L'évolution des prix est calculée à qualité constante pour chaque modèle.

Le raccord avec les séries anciennement publiées sur la base 100 en 1980 s'effectue en prenant le coefficient 1,783 pour les automobiles.

24. Départements et territoires d'outre-mer

Les indices des prix des départements d'outre-mer ont fait l'objet d'une rénovation simultanément à celle de l'indice métropolitain. Désormais, ils sont complètement harmonisés avec ce dernier et possèdent :

— la même population de référence (ensemble des ménages);

— une couverture de la consommation identique;

— la même nomenclature de produits;

— la même date de diffusion (année 1990);

— une méthodologie générale et des traitements particuliers (produits frais par exemple) identiques.

Le lecteur peut donc se reporter au texte relatif à l'indice national des prix en métropole.

Les pondérations de chacun des indices ont été calculées à partir des résultats actualisés des enquêtes « Budget de famille » réalisées au milieu des années 1980.

En plus des indices d'ensemble avec ou sans tabac, les séries publiées sont celles des regroupements de produits servant à l'analyse conjoncturelle.

Le lecteur qui souhaite poursuivre la série des indices d'ensemble dans leur ancienne base doit multiplier les nouveaux indices publiés par les coefficients de raccordement suivants :

— Guadeloupe : 2,256;

— Martinique : 2,200;

— Guyane : 1,997;

— Réunion : 2,209.

L'indice des prix de détail à la consommation en Nouvelle-Calédonie a été mis en place en août 1975 par la Direction territoriale des statistiques et des études économiques (DTSEE), celui de la Polynésie française en novembre 1972 (nouvelle base 100 en décembre 1988, base 100 précédente en décembre 1980) par l'Institut territorial de la statistique et des études économiques (ITSTAT).

25. Prix à la consommation dans l'Union européenne

Depuis mars 1997, des indices de prix à la consommation harmonisés dans l'ensemble des quinze pays de l'Union européenne sont publiés chaque mois. Cet indice servira pour le calcul de convergence sur les prix du traité de Maastricht. Il est défini sur un champ commun avec des méthodes de calcul harmonisées. En France, il couvre 83,9 % de l'ensemble de la consommation des ménages (indice national 90,2 %). Y sont intégrés les assurances, les services juridiques et domestiques, les formalités administratives et les véhicules d'occasion qui seront ajoutés à l'indice national, lors du prochain changement de base de 1998, et qui sera publié en 1999.

L'indice des prix harmonisé (IPCH) a fait l'objet d'une publication « Informations rapides » spéciale le 7 mars 1997 n° 73.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Chaque mois, le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE* publie :

- pour la France entière : la série d'ensemble, les principaux sous-groupes et les postes les plus intéressants;
- pour l'agglomération parisienne, les séries principales calculées dans le cadre de l'indice national.

Pour une présentation générale de l'indice des prix :

— Plaquette de présentation de l'indice des prix (16 pages), janvier 1997.

— « Pour comprendre l'indice des prix INSEE », INSEE 1987.

Pour une présentation générale de la rénovation :

— Un nouvel indice des prix à la consommation (1990 = 100). Les *Notes bleues de Bercy,* n° 2, 1-15 novembre 1992.

— Le *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, février 1993.

Pour une présentation détaillée des innovations introduites dans le nouvel indice des prix (1990 = 100), 5 notes techniques sont disponibles dans les directions régionales de l'INSEE ou auprès de la division « Prix à la consommation » de l'institut.

Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988, INSEE, 1990.

Note méthodologique concernant l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages urbains dont le chef est employé ou ouvrier. – Extrait de *Economie et statistique,* n° 21, mars 1971, INSEE; *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1971, INSEE.

Note méthodologique concernant l'indice des « 259 articles ». – Extrait de *Études statistiques,* n° 2, avril-juin 1964 (supplément trimestriel au *Bulletin mensuel de statistique*). – Supplément méthodologique au *Bulletin mensuel de statistique,* décembre 1965.

Note méthodologique concernant l'indice des « 250 articles ». – Extrait de *Études statistiques,* n° 4, 1957. *Bulletin hebdomadaire de statistique* du 24 août 1957.

Note méthodologique concernant l'indice des « 213 articles ». – Extrait du *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, supplément octobre-décembre 1950.

« L'indice des prix de la Martinique : méthodes, bilan (1979-1984) et perspectives », *Les Dossiers Antilles-Guyane,* n° 10, 1985.

« L'indice des prix à la consommation des ménages urbains de condition moyenne. Base 100 en 1978 », *Documents,* n° 33, 1980 (Réunion).

« Prix à la consommation : présentation et précision du nouvel indice », *Économie et statistique,* n° 267, juillet 1993.

« La comparaison France-Allemagne », *Économie et statistique,* n°s 275-276, 1994.

« L'indice des prix à la consommation surestime-t'-il l'inflation ? », *Économie et Statistique,* n° 303,1997.

« Les prix à la consommation en 1995 », *INSEE-Première,* n° 433, mars 1996.

« Faible hausse des prix en 1996 », *INSEE-première,* n° 538, août 1997.

« Indice des prix à la consommation des 265 postes ». Série rétrospective, 1990-1995, *INSEE Résultats,* n°s 476-477, juin 1996.

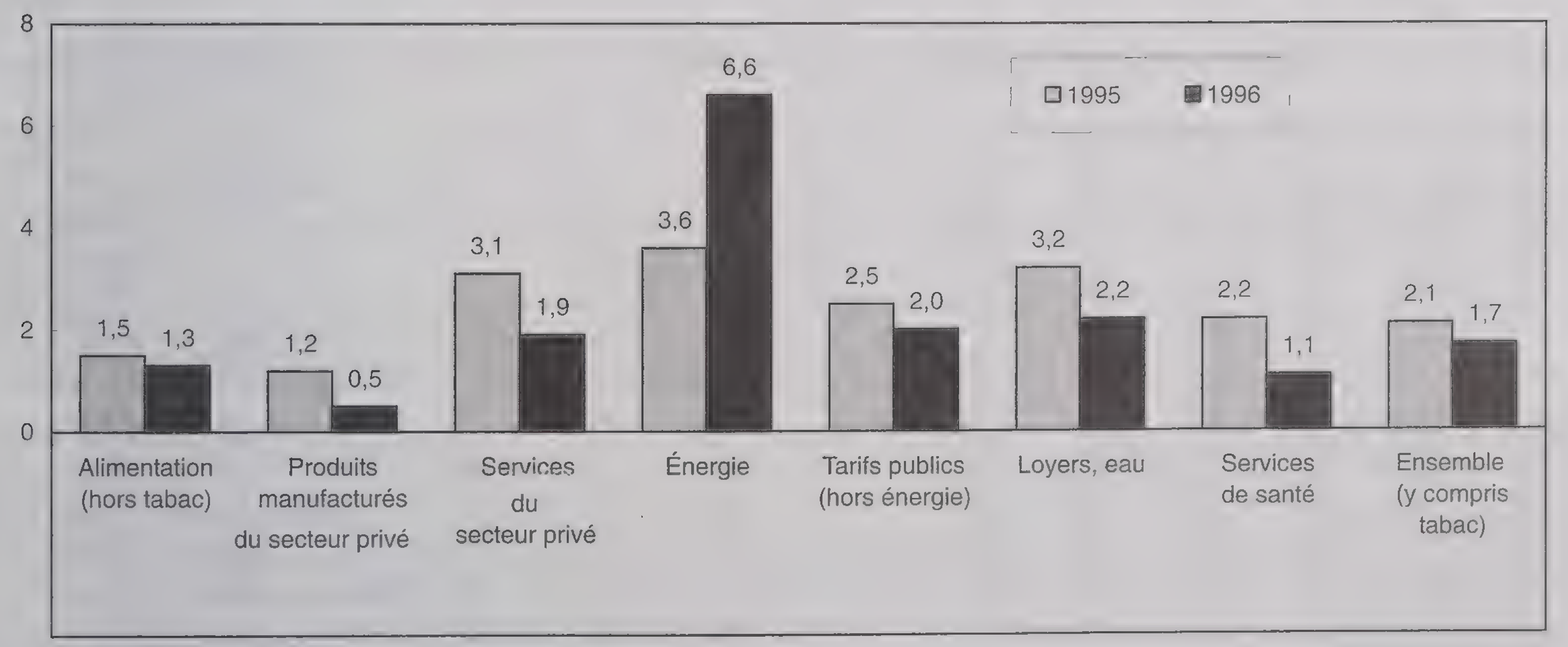
« Informations rapides » n° 179, juin 1996, sur l'indice CVS et l'inflation sous jacente.

* * *

GRAPHIQUE H.01

Évolution des principaux groupes de l'indice des prix à la consommation (en 265 postes)

Glissements annuels en % (1)



(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n

Source : INSEE

TABLEAU H.01-1

Évolution des indices de prix à la consommation en Europe, aux États-Unis d'Amérique et au Japon

Glissements annuels (1)

Sources : Services statistiques nationaux et Eurostat — %

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Union européenne (à 12) (2)	**5,2**	**5,7**	**4,8**	**3,6**	**3,4**	**3,1**	**3,0**	**2,2**
Allemagne (ex République fédérale d')	3,0	2,8	4,2	3,7	3,7	2,5	1,8	1,4
Belgique	3,6	3,5	2,8	2,4	2,7	1,9	1,5	2.5
Espagne	6,9	6,5	5,6	5,3	4,9	4,3	4,3	3,2
France (3)	**3,6**	**3,4**	**3,1**	**1,9**	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**
Italie	6,5	6,4	6,0	4,7	4,3	4,0	5,6 *r*	2,7
Pays-Bas	1,3	2,6	4,9	2,6	2,6	2,6	1,7 *r*	2,5
Royaume-Uni	7,7	9,3	4,5	2,6	1,9	2,9	3,2	2,5
États-Unis d'Amérique	4,6	6,1	3,1	2,9	2,7	2,7	2,5	3,3
Japon	2,6	3,8	2,7	1,2	1,0	0,6 *r*	- 0,3 *r*	0,2

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.
(2) Union européenne (à 15) à partir de 1994.
(3) À partir de 1991, indice des prix à la consommation des ménages en 265 postes.

TABLEAU H.01-2

Évolution des principaux regroupements de l'indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Glissements annuels (1)

Source : INSEE — %

	Indice en 296 postes Base 100 en 1980		Indice en 265 postes Base 100 en 1990				
	1989	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Alimentation (hors tabac)	5,0	3,0	—	0,4	1,0	1,5	1,3
Produits manufacturés du secteur privé	2,0	2,0	1,4	1,1	0,3	1,2	0,5
Services du secteur privé	4,9	5,4	4,8	3,5	2,5	3,1	1,9
Énergie	5,5	6,4	— 1,8	3,8	— 0,2	3,6	6,6
Tarifs publics (hors énergie)	1,1	1,0	3,9	6,6	6,4	2,5	2,0
Loyers, eau	5,3	4,5	5,7	4,1	3,8	3,2	2,2
Services de santé	— 1,6	2,1	1,8	0,5	2,8	2,2	1,1
Ensemble (y compris tabac)	**3,6**	**3,4**	**1,9**	**2,1**	**1,6**	**2,1**	**1,7**
Ensemble hors énergie	**3,4**	**3,1**	**2,2**	**2,0**	**1,7**	**2,0**	**1,2**

(1) Variation des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU H.01-3

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense).

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1992	1993	1994	1995	1996	Pondération
INDICE D'ENSEMBLE Y COMPRIS TABAC	**105,7**	**107,9**	**109,7**	**111,6**	**113,8**	**10 000**
ENSEMBLE HORS TABAC	105,6	107,5	109,0	110,8	112,9	9 806
1. ALIMENTATION, BOISSONS, TABAC	**104,2**	**105,4**	**107,5**	**109,5**	**111,5**	**2 211**
Produits alimentaires	**103,0**	**102,8**	**103,7**	**105,0**	**106,2**	**1 721**
Pains et céréales	106,8	109,2	110,4	111,6	113,3	223
dont : Pain	107,1	110,2	112,3	114,5	116,8	72
Viandes	103,5	103,5	103,8	104,3	105,8	536
dont : Bœuf à rôtir	103,4	105,0	106,4	107,0	107,1	101
Poissons	103,7	101,2	100,0	98,8	100,6	101
dont : Poisson frais	104,8	100,2	98,3	96,6	98,9	48
Laits, fromages et œufs	101,6	102,2	101,8	101,6	102,3	251
dont : Laits	102,3	103,2	104,1	104,6	105,1	55
Yaourts	99,6	98,7	95,8	94,5	94,6	35
Œufs	102,7	103,5	104,4	104,6	106,3	21
Huiles et graisses	102,3	102,9	104,7	106,7	108,7	62
dont : Beurres	101,5	102,2	101,5	101,4	102,1	36
Légumes	95,0	95,9	97,9	100,5	102,7	146
dont : Légumes frais	93,0	95,0	97,9	101,2	103,9	114
Fruits	107,5	99,3	103,1	105,8	106,0	104
dont : Fruits frais	107,6	98,7	102,5	105,5	105,6	97
Sucre	105,6	108,7	110,8	113,2	115,7	10
Café, thé, cacao	93,3	91,4	101,7	122,3	117,6	50
Autres produits alimentaires	104,9	106,1	106,2	106,7	107,6	238
Boissons non alcoolisées	**108,1**	**109,8**	**109,3**	**109,4**	**110,6**	**63**
dont : Eaux minérales et de source	110,3	113,3	113,7	114,5	116,1	32
Boissons alcoolisées	**108,3**	**108,6**	**109,5**	**111,2**	**113,7**	**233**
dont : Vins de consommation courante	107,1	106,4	105,8	109,8	114,9	25
Vins supérieurs	111,3	110,4	110,3	113,6	117,4	86
Tabacs	**112,1**	**133,7**	**155,9**	**169,1**	**182,0**	**194**
2. HABILLEMENT ET CHAUSSURES	**105,3**	**106,4**	**106,9**	**107,3**	**108,3**	**687**
Habillement	**105,2**	**106,5**	**106,9**	**107,3**	**108,2**	**550**
Vêtements de dessus pour hommes	103,9	103,6	103,4	103,8	104,9	82
Vêtements de dessus pour femmes	102,9	103,5	104,3	104,2	104,7	142
Vêtements de dessus pour enfants	103,4	104,8	103,9	103,7	104,3	42
Lingerie, bonneterie pour hommes	106,2	107,7	108,0	108,0	109,2	64
Lingerie, bonneterie pour femmes	108,0	110,3	111,3	112,3	113,6	107
Lingerie, bonneterie pour enfants	106,1	108,3	108,4	108,7	109,5	57
Vêtements de travail, accessoires du vêtement, tissus	106,9	109,0	110,2	111,2	112,5	56
Chaussures	**105,6**	**105,9**	**106,3**	**106,9**	**107,9**	**130**
Réparation d'articles d'habillement et de chaussures	**108,6**	**112,4**	**115,0**	**119,6**	**122,6**	**7**
3. LOGEMENT, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE	**108,0**	**111,3**	**113,7**	**116,0**	**119,2**	**1 106**
Logement et eau	**111,2**	**116,6**	**121,2**	**125,2**	**128,6**	**686**
Logement	110,3	115,1	118,4	121,5	124,2	584
dont : Loyers des résidences principales	110,3	115,1	118,4	121,5	124,1	553
Chauffage, éclairage	**103,2**	**103,8**	**103,4**	**103,6**	**106,5**	**420**
Électricité	105,1	106,5	107,1	108,0	109,2	252
Gaz	107,6	106,0	105,1	105,2	106,6	102
dont : Gaz de ville	104,9	102,4	101,1	100,3	100,5	76
Fiouls domestiques	91,1	92,0	88,8	86,8	97,8	60
4. MEUBLES, MATÉRIELS ET ARTICLES DE MÉNAGE, ENTRETIEN DE LA MAISON	**106,3**	**108,3**	**109,4**	**111,1**	**113,7**	**829**
Meubles, tapis, revêtements de sols	**106,0**	**107,7**	**108,7**	**110,3**	**112,5**	**196**
Articles de ménage en textiles, autres articles d'ameublement	**107,7**	**109,6**	**111,4**	**113,3**	**116,4**	**89**
Gros appareils ménagers	**100,5**	**99,9**	**98,4**	**97,5**	**97,7**	**111**
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	**110,0**	**113,3**	**115,0**	**117,4**	**120,8**	**97**
Entretien courant de la maison	**107,2**	**110,0**	**111,9**	**114,4**	**117,8**	**336**
Articles de ménage non-durables	103,9	104,8	105,1	106,8	109,2	131
dont : Petits articles pour l'entretien du logement	103,1	104,1	104,5	108,4	111,6	42
Services pour l'habitation	110,4	114,7	117,9	121,0	125,1	205
dont : Services d'entretien du logement	110,8	114,9	118,0	121,3	125,5	154

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 1)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1992	1993	1994	1995	1996	Pondération
5. SANTÉ	**102,4**	**103,5**	**104,6**	**107,0**	**108,1**	**951**
Produits pharmaceutiques	**101,0**	**102,0**	**102,3**	**103,2**	**104,1**	**336**
dont : Spécialités pharmaceutiques	100,2	100,9	101,1	102,0	102,7	315
Appareils thérapeutiques	**109,2**	**113,0**	**115,0**	**116,7**	**118,5**	**51**
Médecins, auxiliaires médicaux	**102,7**	**103,5**	**105,1**	**108,5**	**109,8**	**564**
dont : Services des médecins	104,9	106,5	108,7	112,8	114,0	295
Dentistes	100,0	100,0	100,6	103,7	104,7	118
6. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	**105,4**	**108,9**	**111,3**	**114,0**	**117,1**	**1 932**
Achats de véhicules	**103,9**	**106,3**	**106,3**	**107,6**	**107,6**	**397**
dont : Automobiles	103,6	106,0	105,9	107,2	107,1	375
Utilisation des véhicules	**106,2**	**110,6**	**114,5**	**118,4**	**124,1**	**1 081**
Pneus, pièces et accessoires, réparations des véhicules	111,7	116,9	120,8	124,7	128,9	558
Essences, lubrifiants	98,7	102,2	105,9	110,0	117,7	435
dont : Essences	98,3	101,9	105,6	109,9	117,9	405
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	112,2	116,2	120,7	123,6	127,7	88
dont : Péages, parkings	114,4	119,0	125,1	129,1	134,5	57
Services de transport	**108,9**	**113,1**	**114,8**	**117,3**	**118,7**	**263**
dont : Transports ferroviaires	107,1	110,2	111,1	113,1	114,9	70
Transports aériens	113,9	115,8	114,4	115,3	110,8	56
Communications	**100,8**	**101,4**	**102,9**	**102,3**	**101,1**	**191**
dont : Services de télécommunications	99,6	99,2	99,9	99,0	96,7	162
Services postaux	106,8	112,8	118,7	120,0	126,3	29
7. LOISIRS, SPECTACLES, ENSEIGNEMENT, CULTURE	**105,2**	**106,5**	**106,9**	**107,7**	**108,9**	**837**
Appareils et accessoires de loisirs	**102,0**	**101,5**	**100,4**	**99,5**	**99,2**	**397**
Radio, télévision	91,5	87,5	82,8	79,2	74,8	81
Photographie, musique, autres biens durables	97,1	96,5	96,9	97,0	97,3	35
Autres articles récréatifs	107,1	107,8	107,5	107,3	108,1	251
dont : Disques, bandes et cassettes enregistrées	108,4	111,5	112,5	113,2	114,7	60
Loisirs, spectacles, culture	**107,4**	**111,2**	**113,4**	**116,5**	**120,2**	**215**
Livres, quotidiens, périodiques	**109,3**	**111,9**	**113,4**	**115,4**	**117,4**	**177**
Enseignement	**110,2**	**114,6**	**118,1**	**120,6**	**122,3**	**48**
8. AUTRES BIENS ET SERVICES	**108,5**	**111,9**	**114,2**	**116,3**	**118,8**	**1 447**
Soins et produits personnels	**108,4**	**111,6**	**113,0**	**114,3**	**116,5**	**291**
Coiffure, beauté	109,6	113,9	116,8	119,3	121,8	107
Articles pour les soins personnels	107,6	110,2	110,8	111,4	113,5	184
Autres articles personnels	**101,7**	**101,7**	**102,8**	**103,4**	**104,0**	**158**
Horlogerie, bijouterie	95,8	93,4	94,4	93,8	93,7	78
Maroquinerie, autres	107,3	109,1	109,9	110,7	111,6	53
Papeterie, autres fournitures	107,1	110,2	112,3	116,6	119,1	27
Restaurants, cafés, hôtels	**109,8**	**113,8**	**116,4**	**119,3**	**122,0**	**851**
Restaurants et cafés	109,3	113,3	116,1	118,9	121,6	666
dont : Repas traditionnel dans un restaurant	108,9	111,9	113,8	115,7	117,9	303
Hôtels, services de logement analogues	111,5	115,7	117,8	120,7	123,5	185
dont : Location de chambres d'hôtel	112,2	115,8	117,3	120,3	122,4	80
Voyages organisés	**109,7**	**112,8**	**114,6**	**117,3**	**117,9**	**13**
Services financiers	**108,9**	**115,7**	**119,3**	**120,8**	**123,9**	**63**
Autres services aux ménages	**112,8**	**116,8**	**120,7**	**123,3**	**127,5**	**71**
dont : Services funéraires	109,8	114,3	119,5	122,8	128,8	33
ANALYSE CONJONCTURELLE						
Alimentation (hors tabac)	103,7	103,6	104,5	105,8	107,1	2 017
Produits manufacturés du secteur privé	104,8	106,1	106,6	107,4	108,5	3 305
Services du secteur privé	110,5	114,9	118,1	121,3	124,6	1 976
Energie	100,8	102,8	104,4	106,4	111,8	825
dont : produits pétroliers	98,1	101,1	103,6	106,8	115,1	491
Tarifs publics hors énergie	106,3	113,3	119,7	123,7	127,0	658
dont : services publics	104,4	107,1	108,8	110,3	110,9	464
Loyers, eau	111,2	116,6	121,3	125,2	128,7	655

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU H.01-3 (suite 2 et fin)

Indice mensuel des prix à la consommation de l'ensemble des ménages

Série France entière (265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Classification par fonctions de consommation	1992	1993	1994	1995	1996	Pondération
REGROUPEMENTS PARTICULIERS						
Ensemble hors tabac et alcools	105,5	107,4	108,9	110,7	112,8	9 504
Ensemble hors énergie	106,1	108,3	110,1	112,1	114,0	9 175
Ensemble hors produits frais	105,8	108,2	110,0	112,0	114,2	9 726
Ensemble non alimentaire	106,2	109,1	111,1	113,3	115,7	7 983
Ensemble des produits vendus par le commerce de détail	104,3	104,8	105,4	106,3	107,5	4 149
Alimentation plus restaurants, cantines, cafés	105,0	105,9	107,1	108,8	110,4	2 683
Alimentation hors produits frais	104,1	104,7	105,3	106,5	107,7	1 743
Produits manufacturés, hors tabac et eau	104,0	105,5	106,2	107,3	109,2	4 130
Services hors loyers	108,5	112,1	115,1	118,2	120,8	3 106
Services y compris eau	108,8	112,6	115,6	118,7	121,4	3 659
INDICES DIVERS :						
Ensemble y compris loyers fictifs	106,1	108,5	110,5	112,6	114,8	10 000
Supercarburant avec plomb	98,8	102,4	106,0	110,6	117,3	///
Supercarburant sans plomb, indice d'octane 98	96,1	98,9	102,7	108,9	115,6	///
Gazole	97,8	103,5	109,6	109,7	121,9	///
Fioul domestique (10.000 l)	91,3	92,0	88,6	86,3	97,5	///

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-4

Indice mensuel des prix à la consommation des ménages dont le chef est employé ou ouvrier

(265 postes de dépense)

Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Groupe et sous-groupe	Ménages urbains				Ménages parisiens			
	1994	1995	1996	Pondération	1994	1995	1996	Pondération
Ensemble hors tabac	**109,1**	**110,9**	**113,0**	**9 701**	**109,4**	**111,2**	**113,1**	**9 691**
Ensemble y compris tabac	110,0	112,1	114,4	10 000	110,4	112,4	114,6	10 000
Alimentation	104,3	105,5	106,8	2 098	105,0	106,2	107,2	1 968
Pains et céréales	110,3	111,4	113,1	200	111,5	112,8	114,6	194
Viandes et poissons	103,2	103,5	105,1	679	104,3	104,5	106,0	624
Œufs, laits, corps gras	102,4	102,6	103,6	338	103,6	103,8	104,2	301
Légumes et fruits	99,7	102,2	103,5	256	99,7	102,4	103,5	266
Autres produits alimentaires	105,3	108,5	108,8	341	106,5	109,3	109,1	303
Boissons	110,1	111,3	113,3	284	110,3	111,6	113,1	280
Produits manufacturés	106,2	107,3	109,3	4 042	106,0	106,9	108,6	3 749
Habillement et textiles	106,9	107,6	108,7	726	107,7	108,4	109,6	663
Autres produits manufacturés	106,0	107,2	109,4	3 316	105,5	106,4	108,2	3 086
Services	116,1	119,3	122,1	3 561	115,9	118,9	121,6	3 974
Services relatifs au logement	120,3	124,0	127,4	1 032	120,4	123,8	127,2	1 064
dont : Loyers, eau	120,6	124,3	127,6	964	120,5	123,9	127,3	999
Soins personnels et de l'habillement	116,9	119,4	121,9	111	116,1	118,5	120,6	136
Services de santé	105,2	108,6	109,9	535	104,9	108,2	109,6	538
Transports publics	116,1	119,1	121,6	231	117,5	121,3	124,4	364
Services d'utilisation de véhicules privés	126,4	132,1	138,0	298	127,5	132,8	138,4	300
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	116,5	119,4	122,1	758	115,8	118,5	120,7	943
Autres services	112,4	114,1	116,2	596	110,4	112,1	113,9	629

(1) Les indices mensuels sont publiés notamment dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.01-5

Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques

Situation en décembre

Source : INSEE — Base 100 en 1990

Spécialités pharmaceutiques	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Remboursables par la Sécurité sociale	98,0	98,0	98,2	98,0	98,9	99,2
Non remboursables par la Sécurité sociale	121,5	132,8	138,9	144,0	146,9	150,0

TABLEAU H.01-6

Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

(Moyennes annuelles)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

	1992	1993	1994	1995	1996	Pondération
Guadeloupe						
Alimentation (hors tabac)	103,6	105,9	108,0	111,3	112,6	3 241
Produits manufacturés du secteur privé	107,0	109,5	109,7	110,8	111,6	2 974
Services du secteur privé	107,8	109,9	112,7	115,5	119,1	1 633
Énergie	103,9	102,8	105,2	106,6	110,7	745
Tarifs publics	119,7	118,7	119,6	119,6	114,7	335
Loyers, eau	109,5	113,9	117,9	120,9	122,8	834
Services de santé	107,2	108,8	110,9	115,6	117,2	238
Ensemble	**106,3**	**108,3**	**110,1**	**112,4**	**114,0**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**106,3**	**108,3**	**110,1**	**112,4**	**113,9**	**9 926**
Martinique						
Alimentation (hors tabac)	106,4	109,0	110,9	112,8	113,5	3 097
Produits manufacturés du secteur privé	105,9	108,1	107,7	108,4	108,6	2 881
Services du secteur privé	111,2	117,2	125,2	130,1	135,5	1 814
Énergie	101,9	104,7	108,8	113,0	116,2	821
Tarifs publics	113,9	114,2	121,0	122,9	117,3	322
Loyers, eau	108,2	114,3	117,8	120,2	123,9	776
Services de santé	106,8	116,5	117,6	122,3	123,4	289
Ensemble	**107,0**	**110,7**	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**107,0**	**110,7**	**113,3**	**115,6**	**117,2**	**9 923**
Guyane						
Alimentation (hors tabac)	102,4	103,6	105,2	107,0	107,6	2 884
Produits manufacturés du secteur privé	106,2	107,7	107,4	107,5	107,0	2 532
Services du secteur privé	112,0	118,5	121,9	125,7	128,9	1 733
Énergie	102,1	104,2	107,1	111,4	116,3	760
Tarifs publics	109,6	113,4	115,6	115,7	109,9	481
Loyers, eau	105,9	110,9	113,9	116,2	117,8	1 334
Services de santé	113,1	119,9	122,0	128,8	130,8	276
Ensemble	**104,9**	**107,3**	**108,9**	**110,9**	**111,8**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**104,8**	**107,2**	**108,8**	**110,7**	**111,5**	**9 874**
Réunion						
Alimentation (hors tabac)	106,9	110,8	111,7	112,6	114,7	2 272
Produits manufacturés du secteur privé	107,0	109,9	111,4	113,0	114,5	3 389
Services du secteur privé	108,5	113,5	118,5	122,6	127,5	1 397
Énergie	105,0	106,1	109,6	109,5	111,1	732
Tarifs publics	108,2	111,6	114,9	120,7	123,7	475
Loyers, eau	111,6	121,7	125,7	128,0	130,4	1 008
Services de santé	104,8	107,8	110,0	115,4	117,3	227
Ensemble	**107,3**	**111,3**	**113,5**	**115,5**	**117,7**	**10 000**
Ensemble hors tabac	**107,2**	**111,2**	**113,4**	**115,1**	**117,3**	**9 863**

TABLEAU H.01-7

Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages

Moyennes annuelles

Source : Services territoriaux de statistique

	1990	1991	1992	(1) 1993	1994	1995	1996	Pondération
Nouvelle-Calédonie : Base 100 en août 1975								
Ensemble	**269,7**	**279,5**	**287,4**	**101,9**	**104,9**	**106,3**	. . .	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	253,7	261,8	268,8	102,9	106,2	. . .	. . .	///
Habillement-Textiles	251,9	248,3	250,1	99,9	99,7	. . .	. . .	///
Autres produits manufacturés	283,1	294,7	298,4	100,6	102,2	. . .	. . .	///
Services	281,9	295,4	310,2	102,1	106,2	. . .	. . .	///
Polynésie française : Base 100 en décembre 1988								
Ensemble	**103,0**	**103,7**	**105,5**	**107,1**	**108,7**	**110,0**	**111,2**	**10 000**
dont : Alimentation-Boissons	104,2	103,5	104,5	106,5	. . .	111,2	112,8	3 208
Habillement-Textiles	99,5	99,5	99,9	99,8	. . .	97,9	95,8	629
Autres produits manufacturés	103,2	105,1	106,7	108,3	. . .	110,5	110,7	3 035
Services	102,4	103,4	106,3	107,9	. . .	110,8	113,3	3 128

(1) Nouvelle base décembre 1992 pour la Nouvelle-Calédonie.

Chapitre H.02

Prix à la consommation

1. Méthodologie.
2. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Prix moyens de vente au détail en métropole.
2. Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros.
3. Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris.
4. Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier.
5. Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique.
6. Tarifs des taxis à Paris.
7. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Prix à la consommation » de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Prix moyens en métropole

Les séries de prix moyen de vente au détail présentées dans le tableau 1 sont des moyennes annuelles de relevés effectués par les enquêteurs spécialisés de l'INSEE auprès d'un échantillon de points de vente couvrant le territoire de la métropole. Les prix moyens portent sur une partie des produits suivis pour établir l'indice des prix.

12. Tarifs publics

Les tarifs publics occupent une part relativement importante dans l'indice des prix, qu'ils concernent l'énergie (EDF, gaz,...), les services (péages, transports publics, poste, eau,...), la santé (médecins, transports sanitaires,...), etc.

Les tableaux 2 à 7 présentent les prix de tarifs publics parmi les plus répandus.

* * *

TABLEAU H.02-1

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1995	1996
Pains et céréales			
Pain de campagne fabrication maison	kg	17,52	17,88
Pain baguette	»	15,33	15,66
Pain parisien	»	11,70	11,97
Éclair individuel	pièce	6,63	6,80
Pain au chocolat	pièce	3,71	3,88
Croissant ordinaire	pièce	3,25	3,32
Farine de blé type 45	kg	5,25	5,20
Pâtes supérieures	500 g	4,90	4,89
Pâtes aux œufs	250 g	4,29	4,32
Riz long pré-traité ou étuvé	kg	14,10	14,07
Viandes			
Bœuf			
Filet	kg	155,56	155,03
Faux-filet	»	97,77	98,13
Rumsteck	»	96,20	96,48
Entrecôte	»	87,73	88,04
Bifteck dans la bavette	»	89,58	90,07
Côte avec os	»	78,60	79,38
Macreuse à braiser	»	49,65	48,80
Bifteck haché	»	61,29	62,40
Veau			
Côtes premières avec os	kg	84,21	84,62
Escalope	»	105,80	106,72
Rôti noix, sous -noix ou noix pâtissière	»	95,47	95,65
Agneau			
Épaule avec os	kg	51,44	53,05
Côtes premières	»	76,92	80,36
Côtes découvertes	»	72,64	74,17
Gigot racourci	»	67,65	69,47
Cheval	»		
Bifteck 1ère catégorie ou dans la bavette	kg	84,73	84,15
Porc			
Rôti dans le filet	kg	49,96	51,80
Côtes premières	»	41,37	42,60
Échine avec os	»	39,17	40,99
Jambon choix vendu sous plastique de 2 à 6 tranches	»	69,32	72,62
Volailles, lapins			
Poulet industriel sans label	kg	17,25	17,44
Lapin entier	»	42,55	43,41
Triperie			
Foie de veau frais	kg	142,90	130,00
Foie de génisse frais	»	36,17	34,95
Rognons de porc	»	29,31	29,08
Poissons			
Poissons frais			
Baudroie (lotte) en tranche	kg	112,00	114,10
Cabillaud en tranche	»	64,45	63,14
Filet de cabillaud	»	64,31	63,68
Filet de merlan	»	67,48	70,02
Lieu noir en tranche	»	42,61	41,91
Limande-sole	»	57,51	58,32
Merluchon ou colinot	»	59,20	65,85
Roussette	»	54,07	54,30
Saumon d'élevage	»	55,45	51,71
Sole n° 3 ou 4	»	97,99	109,09
Thon rouge	»	66,15	67,57
Truite grise ou rose ou saumonée	»	41,58	41,24
Poissons en boîte et surgelés			
Cabillaud pané surgelé	400 g	20,63	20,63
Thon au naturel en boîte	160 g	7,60	7,63
Crustacés et mollusques frais			
Coquilles Saint-Jacques entières	kg	44,61	45,89
Crevettes grises	»	97,90	99,85
Crevettes roses de Norvège	»	71,84	73,68
Crevettes roses d'Afrique	»	121,07	115,14
Huîtres creuses de claires cat. 3-4	douzaine	28,49	28,45
Langoustines crues	kg	86,26	86,59
Moules de bouchot	»	18,34	18,70
Tourteaux	»	37,76	39,58
Lait, fromages et œufs			
Lait pasteurisé entier	litre	5,61	5,69
Lait U.H.T. demi-écrémé	»	3,85	3,85
Yaourts nature	les 4	4,82	4,90
Yaourts aromatisés	les 8	8,13	8,08
Petits suisses nature 40% M.G.	180 g	3,75	3,78
Camembert pasteurisé 45% M.G. fabriqué en Normandie	250 g	9,84	9,88
Rocquefort	kg	102,01	101,99
Saint-Paulin	»	37,36	37,01
Emmental français	»	47,89	47,22
Fromage fondu pour tartine	170 g	7,53	7,77
Œufs en boîte de 12, calibre 60-65	la boîte	13,04	13,32
Corps gras			
Huile d'olive vierge extra	litre	28,94	35,16
Huile 100% arachide	»	14,16	14,04
Huile de tournesol	»	9,93	9,85
Margarine au tournesol	250 g	5,09	5,32
Beurre extra-fin	»	8,65	8,67
Légumes			
Légumes frais			
Ail	kg	32,90	33,62
Artichauts	»	15,56	14,43
Asperges	»	32,00	34,02
Carottes	»	5,80	6,13
Champignons de Paris	»	24,45	24,46
Concombres		11,74	11,05
Courgettes	»	10,41	10,95
Endives	»	11,41	13,67
Haricots verts extra-fins	»	29,33	30,54
Oignons	»	7,31	6,71
Poireaux	»	9,47	10,92
Poivrons verts	»	15,76	14,94
Pommes de terre anciennes à chair ferme	»	7,50	7,10
Pommes de terre anciennes Bintjes ou ordinaires	»	4,71	4,07
Pommes de terre nouvelles	»	7,66	6,62
Radis roses	botte	5,53	5,66
Tomates	kg	11,52	13,08
Choux-fleur	pièce	10,92	10,14
Batavia	»	4,93	5,14
Chicorée frisée	»	8,85	9,21
Laitue	»	4,49	4,71
Scarole	»	8,24	8,86
Légumes en conserve			
Petits pois extra-fins en boîte	560 g	6,28	6,24
Champignons de Paris entiers en boîte	115 g	4,91	5,04
Concentré de tomates 28% en boîte	70 g	1,07	1,08
Haricots verts extra-fins en boîte	460 g	10,03	9,79
Maïs doux en grains en boîte	285 g	5,00	4,89
Fruits frais			
Abricots	kg	19,72	15,71
Avocat	pièce	4,68	4,44
Bananes	kg	10,77	10,00
Brugnons	»	16,32	15,73

TABLEAU H.02-1 (suite et fin)

Prix moyens de vente au détail en métropole

Source : INSEE — *Unité :* Franc

Produits en moyenne annuelle	Unités	1995	1996
Cerises	kg	26,34	24,72
Citrons	»	13,47	14,62
Clémentines	»	12,74	13,75
Fraises	»	29,35	31,89
Melons	»	14,03	13,57
Oranges Navel	»	9,63	10,33
Autres oranges	»	10,16	10,08
Pamplemousses	»	11,48	11,26
Pêches chair blanche	»	15,07	14,90
Pêches chair jaune	»	14,11	13,64
Poires	»	10,98	11,07
Pommes Golden	»	9,95	10,38
Pommes reinettes	»	11,41	11,78
Pommes rouges	»	11,14	11,88
Prunes	»	14,33	12,43
Raisins Chasselas	»	16,98	15,11
Raisins Italia ou Idéal	»	12,54	11,17
Raisins Muscat Hambourg	»	17,10	15,79
Produits alimentaires divers			
Sucre en morceaux	kg	7,69	7,84
Café moulu non décaféiné	250 g	10,14	9,29
Café moulu 100% arabica	»	15,67	14,79
Confiture de fraises extra en pot	450 g	8,20	///(1)
Chocolat au lait en tablette	100 g	4,53	4,80
Chocolat noir en tablette	»	3,72	3,65
Sel fin iodé fluoré ou non	500 g	3,78	3,50
Petit pot de légumes et viande pour bébé	200g	5,27	5,27
Boissons			
Eau minérale non gazeuse	1,5 l	3,06	3,07
Vin rouge de table 12°	litre	8,22	8,64
Vin rouge de table 11°	»	7,22	7,60
Bière blonde de luxe en pack (6x33 cl)	le pack	16,26	16,20
Apéritifs anisés 45°	litre	90,20	91,29
Whisky	75 cl	85,36	85,69
Cognac trois étoiles	70 cl	92,40	92,11
Habillement, chaussures			
Costume homme en pure laine vierge	2 pièces	2 042,80	///(1)
Jupe pure laine de forme droite ou avec quelques plis	pièce	540,94	537,56
Pantalon jean pour enfant en coton	»	160,10	158,95
Chemise de ville pour homme en coton	»	255,49	265,31
Slip pour homme en coton, imprimé ou rayé	»	47,62	49,87
Mi-chaussettes homme en acrylique et polyamide «style Jacquard»	la paire	30,46	30,92
Collant voile avec élasthanne		22,33	23,51
Chaussures ville homme basses, en cuir, semelle cuir	»	557,78	545,56
Escarpins classiques femme, en cuir,semelle cuir	»	510,15	511,03
Ressemelage complet en synthétique de chaussures pour homme	»	141,51	///(1)
Logement, chauffage, éclairage			
Eau distribuée, abonnement inclus,T.T.C	les 120 m^3	1 685,31	1 787,62

Produits	Unités	1995	1996
Gaz butane comprimé, sans consigne	13 kg	95,31	99,39
Fioul domestique (à domicile)	1 000 l	1 941,012	180,21
Entretien de la maison			
Pile ronde alcaline type LR20	pièce	11,76	11,52
Ampoule électrique ordinaire de 75 W	»	5,30	5,40
Papier aluminium en rouleau	20 m	13,36	13,83
Lessive en poudre non concentrée	5 kg	56;25	56,06
Poudre de lavage pour lave-vaisselle	3 kg	50,67	50,77
Eau de Javel concentrée en berlingot	pièce	1,62	1,54
Travaux de plomberie T.T.C	heure	186,66	194,49
Travaux d'électricité (heure de main-d'œuvre T.T.C)	heure	178,62	187,2
Blanchissage d'un drap blanc	pièce	12,38	13,04
Nettoyage d'un pantalon pour homme	»	28,82	28,96
Utilisation de véhicules			
Pneumatique pour auto : tubeless 165 X 13	pièce	482,97	478,94
Mécanique automobile : main d'œuvre T.T.C	heure	204,21	215,68
Carrosserie automobile : main d'œuvre T.T.C	»	209,46	226,00
Contrôle technique : pour un véhicule de plus de 5 ans.	forfait	308,15	332,27
Essence super avec plomb	litre	5,93	6,28
Gazole	»	3,89	4,31
Essence super sans plomb : octane 98	»	5,69	6,04
Leçon d'auto-école pour permis B	heure	154,06	160,00
Biens et services de loisirs			
Cassette vidéo vierge V.H.S. standard 180 mm	pièce	38,14	36,48
Film négatif couleur, format 24 x 36, 24 poses, sur papier	»	31,52	31,73
Premier tirage d'un film couleur 24 x 36, 24 poses, sur papier, format 10 x 15	»	80,18	78,99
Tatouage d'un chien au dermographe, avec anesthésie.	»	297,94	306,48
Fleurs et plantes			
Azalée diamètre 35 cm environ	le pot	77,42	76,86
Bégonia diamètre 25 cm environ	»	63,52	64,00
Cyclamens 6 à 8 fleurs	»	65,14	63,68
Œuillets en bouquet	la tige	3,30	3,22
Rose à l'unité	»	14,52	14,44
Roses en bouquet	la fleur	4,81	4,88
Tulipes en bouquet	»	4,22	4,27
Soins et produits personnels			
Shampooing et coupe mode pour homme	pièce	97,52	99,49
Shampooing supérieur, coloration tenace et brushing pour femme	»	198,00	202,33
Shampooing, coupe, permanente traitante et brushing pour femme	»	326,58	322,16
Dentifrice au fluor en tube de 75 ml	»	10,39	9,99
Mouchoirs en papier blanc en boîte	les 100	6,09	5,87
Cahier d'écolier 200 pages, format 17 x 22, couverture cartonnée rigide	pièce	16,70	///(1)
Cartouches de stylo petit format	les 6	3,28	3,44
Restaurants, cafés, hôtels			
Repas dans un restaurant universitaire	pièce	12,86	13,41
Tasse de café au comptoir	»	5,73	5,90
Bière blonde spéciale en salle	25 cl	15,12	15,62
Apéritif anisé au comptoir	2 cl	9,58	9,98

(1) Série supprimée en 1996.

TABLEAU H.02-2

Tarifs du gaz à usage domestique à Paris intra-muros (1)

Aux dates de changement de tarif

Source : Gaz de France — *Unité :* Franc par kWh

Tranche de consommation mensuelle (en kWh)	1991 15 février	1991 2 août	1992 13 avril	1992 2 octobre	1994 1er mai (2)	1995 2 mars (3)	1995 1er août (4)	1996 1er avril	1996 15 novembre
Tarif « B0 » :									
Prix de l'énergie	0,2755	0,2798	0,2715	0,2653	0,2588	0,2555	0,2598	0,2571	0,2629
Prime fixe annuelle (5)	210,41	210,41	210,41	210,41	206,48	206,51	209,99	208,11	212,59
Tarif « B1 » niveau 2 :									
Prix de l'énergie	0,1815	0,1862	0,1817	0,1783	0,1754	0,1733	0,1762	0,1744	0,1782
Prime fixe annuelle (5)	848,47	848,47	794,29	772,77	747,45	747,45	760,07	753,56	769,62
Tarif « B2 » niveau 2 :									
Prix de l'énergie	0,1701	0,1749	0,1758	0,1677	0,1647	0,1630	0,1657	0,1640	0,1676
Prime fixe annuelle (5)	1 152,19	1 152,19	1 104,08	1 082,56	1 056,60	1 056,60	1 074,40	1 067,31	1 090,03

(1) Taxes comprises.
(2) Y compris TVA : 5% sur prime fixe et 18,6% sur l'énergie.
(3) Y compris TVA : 18,6% sur prime fixe et énergie.
(4) Augmentation de la TVA qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.
(5) Y compris redevance et location-entretien de compteur.

TABLEAU H.02-3

Tarifs de l'électricité à usage domestique à Paris (Taxes comprises)

Aux dates de changement de tarif

Source : Électricité de France

Unités : Abonnements : en francs par mois
Énergie : en francs par kWh

	1992 25 février	1993 20 février	1994 10 mars	(1) 1995 1er août	1996 28 février	1997 20 avril
ABONNEMENTS						
Option de base :						
3 KVA	14,12	14,19	14,27	14,51	14,33	14,33
6 KVA	36,48	36,03	36,25	36,86	36,43	36,43
9 KVA	70,50	72,00	73,36	74,60	73,72	73,72
12 KVA	104,03	107,37	109,87	111,72	110,40	107,76
15 KVA	137,56	142,74	146,37	148,84	147,08	141,80
18 KVA	171,09	178,11	182,88	185,96	183,76	175,84
Option « Heures creuses » :						
6 KVA	68,61	68,05	68,02	69,17	68,35	66,73
9 KVA	114,87	117,13	118,46	120,46	119,04	118,60
12 KVA	162,25	166,91	169,45	172,31	170,28	170,64
15 KVA	209,62	216,69	220,43	224,15	221,52	222,68
18 KVA	257,00	266,48	271,42	276,00	272,76	274,72
24 KVA	394,45	404,42	408,52	415,41	410,53	442,64
30 KVA	531,90	542,37	545,61	554,81	548,29	610,57
36 KVA	669,35	680,31	682,71	694,22	686,05	778,49
Option « Effacement jours de pointe » :						
12 KVA	68,61	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35
15 KVA	68,61	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35
18 KVA	68,61	68,05	68,02	69,17	68,35	68,35
36 KVA	257,00	266,48	271,42	276,00	272,76	272,76
ÉNERGIE						
Option de base (simple tarif) :						
3 KVA	0,87	0,88	0,88	0,90	0,90	0,87
Option « Heures creuses » (double tarif) :						
Heures pleines	0,75	0,76	0,76	0,77	0,77	0,73
Heures creuses	0,42	0,43	0,43	0,44	0,44	0,44
Option « Effacement jours de pointe » :						
Heures normales	0,47	0,48	0,48	0,49	0,49	0,49
Pointe mobile	3,98	3,93	3,86	3,93	3,93	3,93

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.

TABLEAU H.02-4

Extrait des tarifs de La Poste : service postal, service financier

Aux dates de changement de tarif

Source : La Poste — *Unité :* Franc

Nature du service	10 août 1992	5 juillet 1993	1er août 1994	1er août 1995	18 mars 1996	1997
Service postal						
Lettre missive :						
Jusqu'à 20 grammes :						
- courrier normal	2,20	2,40	2,40	2,40	2,70	2,70
- courrier urgent	2,50	2,80	2,80	2,80	3,00	3,00
De 500 g à 1 kg urgent	20,00	21,00	21,00	21,00	21,00	21,00
Carte postale illustree simple tarif normal (1)	2,20	2,40	2,40	2,40	2,70	2,70
Colléco de 1 kg recommande R1(2)	29,50	32,00	32,00	32,00	34,50	34,50
Colissimo (3) :						
Départemental :						
- jusqu'à 250 g	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
- jusqu'à 500 g	17,00	18,00	18,00	18,00	19,00	19,00
Extra-départemental :						
- jusqu'à 250 g	17,00	17,00	17,00	17,00	19,00	19,00
- jusqu'à 500 g	25,00	25,00	25,00	25,00	27,00	27,00
Droit de recommandation (en plus de la taxe d'affranchissement) :						
- lettre R1	15,00	16,00	16,00	16,00	15,50	15,50
- paquet R1	9,50	10,00	10,00	10,00	10,50	10,50
Lettre, carte postale, pour les pays de la CEE et Saint-Marin (service rapide)	2,50	2,80	2,80	2,80	3,00	3,00
	1992	1993	(4) 1994	(4) 1995	(4) 1996	(4) 1997
Service financier						
Chèques postaux						
Droit annuel de tenue de compte	5,00	5,00	5,50	6,00	6,50	7,00
Dépôt d'espèces sur le compte d'un tiers (5) :						
- jusqu'à 1 000 F	12,00	13,50	13,50	14,00	16,00	18,00
- de 1 000 F à 10 000 F	12,00	13,50	20,00	20,00	23,00	///
Cartes de paiement						
Carte bleue nationale à débit immédiat	90,00	95,00	100,00	100,00	105,00	110,00
Carte bleue internationale Visa à débit immédiat	140,00	145,00	150,00	155,00	160,00	155,00
Mandats						
Mandat-lettre jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	15,00	17,00	20,00	22,00	26,00	30,00
Mandat-carte jusqu'à 1 000 F (régime intérieur)	19,50	22,00	26,00	28,00	32,00	34,00

(1) Quel que soit le nombre de mots.
(2) Uniquement extra-départemental.
(3) Prestation créée le 22 mai 1989.
(4) Date d'effet le 1er août.
(5) Remplace «Mandats ordinaires de versement sur un autre compte» figurant dans l'édition de 1993.

TABLEAU H.02-5

Extrait des tarifs de France Télécom : service téléphonique

Source : France Télécom

Nature du service	Unité	Ancienne date d'effet	Valeur (1)	Nouvelle date d'effet	Valeur	Nouvelle date d'effet	Valeur
Abonnement principal annuel :							
Circonscription de Paris	Franc	1/08/95	549,12	02/03/96	633,6	09/07/96	633,6
Abonnement automatique autres circonscriptions	»	1/08/95	549,12	02/03/96	633,6	09/07/96	633,6
Communication :							
Unité télécom	»	1/08/95	0,742	02/03/96	0,742	09/07/96	0,742
Conversation locale à partir des postes publics cabines à prépaiement :							
1ere impulsion	»	1/08/95	1,017	02/03/96	1,017	09/07/96	0,187
Les suivantes	»	1/08/95	0,813	02/03/96	0,813	09/07/96	0,813
Conversation locale à partir d'un poste privé : durée de l'impulsion (2)	Seconde	1/08/95	180	02/03/96	180	09/07/96	180
Communication à grande distance plus de 100 km : durée de l'impulsion (2)	»	1/08/95	21	02/03/96	22,5	09/07/96	26
Minitel :							
Kiosque grand public 36.15 (Télétel 3) :							
Tarif 32 par minute TTC	Franc	1/08/95	0,85	02/03/96	0,85	09/07/96	0,85(3)
Tarif 34 par minute TTC	»	1/08/95	1,01	02/03/96	1,01	09/07/96	1,01(3)
Tarif 36 par minute TTC	»	1/08/95	1,29	02/03/96	1,29	09/07/96	1,29(3)

(1) Augmentation de la TVA, qui passe de 18,6% à 20,6% à compter du 1er août 1995.
(2) Durée d'une impulsion en seconde facturée à une unité télécom en tarif rouge. La durée est majorée de 50 % au tarif blanc, elle est double au tarif bleu et triple au tarif bleu nuit.
(3) Ajouter 0,12F à la connexion.

TABLEAU H.02-6

Tarifs des taxis à Paris

Aux dates de changement de tarif

Source : Préfecture de Paris — *Unité :* Franc

	1990 12 février	1991 15 janvier	1992 13 janvier	1993 15 janvier	1994 7 février	1995 06 janvier	1996 06 janvier	1997 12 janvier
Jour :								
Prise en charge	10,00	11,00	11,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00
Le kilomètre	2,62	2,62	2,79	3,01	3,23	3,29	3,36	3,45
Nuit :								
Prise en charge	10,00	11,00	11,00	12,00	12,00	12,00	13,00	13,00
Le kilomètre	4,08	4,08	4,35	4,68	5,10	5,19	5,45	5,70

TABLEAU H.02-7

Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne

Aux dates de changement de tarif

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP) — *Unité :* Franc

	1992 1er août	1993 1er mai	1994 1er août	1995 1er août	1996 1er juillet	1997 1er août
Métro et autobus (plein tarif)						
Tickets pour trajets simples :						
- a l'unité	6,00	6,50	7,00	7,50	8,00	8,00
- au carnet	3,65	3,90	4,10	4,40	4,70	4,80
Carte orange mensuelle	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)	(1)/(2)
Coupon valable dans les zones 1 et 2	302 201	312/208	329/219	345/230	365/243	383/255
Coupon valable dans les zones 1 à 3	426/263	458/281	483/296	507/311	547/334	573/350
Coupon valable dans les zones 1 à 4	620/360	656/380	681/395	713/414	743/432	767/447
Coupon valable dans les zones 1 à 5	784/442	818/461	865/487	907/511	927/524	961/544
Coupon valable dans les zones 1 à 6	818/459	888/496	943/526	987/551	1 063/592	1 107/617
Coupon valable dans les zones 1 à 7	928/514	1 008/556	1 081/595	1 133/624	1 209/665	1 259/693
Coupon valable dans les zones 1 à 8	1 042/571	1 136/620	1 211/660	1 269/692	1 361/741	1 413/770

(1) 1ere classe.
(2) 2eme classe.

Chapitre H.03

Indices de prix de gros
Indices de prix de vente industriels
Indice du coût de la construction

1. Méthodologie.
2. Sources de documentation.
3. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Indices annuels des prix des produits agricoles à la production.
2. Indices annuels des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens.
3. Indices annuels bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA).

4A. Indices agrégés de prix de vente industriels : IAA.

4B. Indices de prix de vente industriels hors IAA.

5. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la direction des Statistiques d'entreprises de l'INSEE.

1. MÉTHODOLOGIE

Indice des prix des produits agricoles à la production [IPPAP] (base 100 en 1990)

L'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) base 100 en 1990 prend la suite de l'indice base 100 en 1980 calculé jusqu'en décembre 1993. Ce changement de base est coordonné au niveau de l'Union européenne.

Ce passage traduit trois changements majeurs :

— refonte du système d'information;

— changement de l'année de référence;

— changement du jeu de pondérations.

Le système d'information

Contrairement à la plupart des indices calculés par l'INSEE, l'IPPAP ne s'appuie pas sur un système homogène d'enquêtes réalisées à son intention. Il nécessite le rassemblement d'une multitude de données de nature variée :

— constatation de prix par les commissions de cotation;

— relevés de prix sur les marchés;

— interrogation de professionnels;

— consultation de tarifs;

— réalisation d'enquêtes statistiques;

— enregistrement de transactions.

Elles proviennent d'horizons divers :

— organisations professionnelles;

— offices par produits;

— ministère de l'Agriculture et de la Pêche;

Par rapport à la base 1980, on observe une meilleure couverture des transactions en produits agricoles par les organisations professionnelles. L'INSEE a tiré profit de ce surcroît d'information. Des progrès substantiels ont notamment été réalisés dans les domaines suivants :

Céréales. – Mise en place par l'ONIC d'un dispositif d'enquêtes qui relèvent à présent les prix à l'entrée des organismes stockeurs. Introduction dans le calcul de l'indice du prix du triticale. L'indice des céréales qui repose sur une enquête mensuelle et une enquête trimestrielle fait l'objet d'une révision tous les trois mois.

Pommes de terre. – Introduction dans l'indice de séries relatives aux pommes de terre livrées à l'industrie de transformation et aux variétés à chair ferme.

Vins. – Couverture presque complète des prix à la production des vins AOC commercialisés en vrac et des vins de consommation courante, ainsi que des vins doux naturels. Introduction, dans l'indice, des vins destinés à la fabrication du cognac.

Oléagineux. – L'indice des graines oléagineuses, précédemment regroupées avec les « autres produits végétaux » a été isolé pour tenir compte de l'importance acquise par ces cultures depuis dix ans.

Produits de l'horticulture. – Ce nouveau regroupement est constitué des postes suivants :

— *fleurs coupées* dont la base de données a été renforcée;

— *plants de pépinières* également améliorés et isolés du regroupement « semences et plants » auquel ils participaient dans la base précédente;

— *plantes en pot* absentes de la base précédente;

— *plantes à massif* absentes de la base précédente.

Semences, plants et fourrages. – On a regroupé ici les produits végétaux essentiellement intraconsommés par la branche agriculture. Leur coefficient de pondération est représentatif des livraisons aux non-agriculteurs ou des exportations.

Bovins. – Création d'un indice relatif aux gros bovins maigres.

Ovins. – Recentrage du système d'information sur les cotations couvrant les principales aires de production.

Lait. – Rénovation par le SCEES (Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture et de la Pêche) de l'échantillon de l'enquête sur le prix du lait de vache. Adjonction d'un indice du prix du lait de brebis.

Volailles. – Adaptation de la nomenclature de produits et de l'échantillon servant de base à l'enquête sur le prix des volailles de boucherie réalisée par le SCEES.

Les mutations qui touchent l'économie agricole se traduisent au niveau des circuits de commercialisation par un relatif déclin des marchés physiques au profit des filières contractuelles, moins ouvertes à l'observation des prix. Ce phénomène ne peut manquer d'affecter les conditions de réalisation d'un indice de prix et rend nécessaire la mise en place d'enquêtes spécifiques.

Pour la plupart d'entre eux, les prix sont suivis au stade de la production. Toutefois, dans certains secteurs (pommes de terre de conservation, oléagineux, protéagineux, plantes en pot et à massif), l'absence d'information sur le prix perçu par les agriculteurs a rendu nécessaire le suivi de prix au stade expédition (prix au départ de la zone de production) ou même au stade de gros.

L'année de référence

La confection de l'IPPAP nécessite le suivi de près de 3000 séries de prix dont environ 2000 pour le seul indice des fruits et légumes réalisé par le SCEES à partir des relevés du Service des nouvelles des marchés (SNM) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Dans la plupart des cas, ces prix sont eux-mêmes le résultat de synthèses à divers niveaux d'agrégation, de relevés de prix de transactions plus ou moins nombreuses, ces synthèses étant réalisées par les organismes auprès desquels l'INSEE recueille l'information.

Le prix moyen de chaque poste homogène est rapporté au prix moyen correspondant de l'année 1990. Le prix annuel comme l'indice annuel sont calculés par moyenne arithmétique des valeurs mensuelles, pondérées si nécessaire par la part représentative de chaque mois dans la valeur des livraisons de l'année de référence. Toutefois, dans le cas des produits dont le prix est fixé pour la durée de la campagne, le prix annuel moyen est celui de la seule partie de l'année où le produit est effectivement commercialisé. Cependant, pour assurer tout au long de

l'année l'homogénéité de l'indice d'ensemble, chaque indice élémentaire est maintenu durant le restant de la campagne au niveau atteint pendant la période de commercialisation.

Le jeu de pondération

Dans la structure, l'IPPAP est conforme à la Nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973). Toutefois, les fruits et légumes dont les prix sont affectés de mouvements brusques ont été isolés, de façon à permettre le suivi de tendances plus régulières. L'indice des regroupements est calculé par moyenne arithmétique pondérée des indices élémentaires. Le jeu de pondération a été déduit des Comptes de l'agriculture définitifs de l'année 1990.

Les coefficients de pondération sont proportionnels aux livraisons de la branche agriculture, déduction faite de l'autoconsommation et des taxes liées aux produits.

Les produits tels que semences et plants, et animaux maigres, vendus pour l'essentiel au sein de la branche agriculture pour être réintroduits dans le système de production, participent au calcul de l'indice général pour autant qu'ils sortent de la branche. Leur pondération est représentative des ventes à des non-agriculteurs et des exportations.

Les postes pour lesquels les Comptes de l'agriculture ne sont pas assez détaillés, ont été décontractés au prorata d'une production en valeur calculée au moyen des informations disponibles. La pondération des produits pour lesquels aucune donnée de prix n'a pu être trouvée est répartie entre les autres postes participant au même regroupement. Les coefficients de pondération affectés à chaque poste et chaque regroupement sont valables tout le long de l'année. Dans les quatre secteurs suivants :

— pommes de terre;

— fleurs coupées;

— fruits;

— légumes frais.

La forte saisonnalité des arrivages nous a conduits à utiliser la technique du panier variable. Celle-ci consiste, à l'intérieur de chacun de ces regroupements, à appliquer chaque mois un schéma de pondération différent, représentatif du calendrier de commercialisation. Toutefois, le coefficient affecté à chacun de ces quatre regroupements dans le calcul de l'indice général demeure identique tout au long de l'année.

Indice des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens (base 100 en 1962)

Les pondérations sont fixes (formule de Laspeyres) et proportionnelles à la valeur des ventes sur les marchés publics en 1962, année de base de l'indice. Dans le cas des fruits et légumes frais et des poissons, des « paniers » de référence – de composition variable pour les différents mois de l'année – ont été constitués, mais la pondération d'ensemble de ces groupes reste constante pour tous les mois de l'année. Les indices mensuels, publiés dans le *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE,* représentent le niveau moyen des prix pendant l'ensemble du mois par rapport à la moyenne de l'année 1962 : ils sont corrigés des variations saisonnières. Les indices annuels publiés ici ne sont donc pas, en général, les moyennes arithmétiques simples des indices mensuels (1).

Indice des prix d'achat des moyens de production agricole [IPAMPA] (base 100 en 1990)

Cet indice remplace l'IPPINEA, la composition de ces deux indices est très proche. Plus complet que l'IPPINEA français, l'IPAMPA couvre un champ plus large. Le nouvel indice reprend le nom de l'indice européen IPAMPA. Il est à présent harmonisé avec ceux des autres pays membres de l'Union européenne et permet les comparaisons internationales. Il est composé de deux parties :

— Indice des prix des consommations intermédiaires de l'agriculture (IPCIA).

— Indice des prix des biens d'investissement de l'agriculture (IPBIA).

L'enquête réalisée par le Scees a été refondue. On relève les prix de 4 500 articles auprès de 250 points de vente. L'échantillon de produits a été recentré.

Le champ de l'enquête a été élargi. Elle portait jusqu'à présent sur les engrais, les produits phytosanitaires et les aliments du bétail. Elle a été étendue aux produits et services vétérinaires, aux semences et au petit matériel. Des secteurs dont la couverture était incomplète, font à présent l'objet d'une collecte d'informations portant sur une nomenclature détaillée et offrant des garanties renforcées de fiabilité. De plus, les prix qui étaient relevés chaque trimestre en trois vagues mensuelles, sont désormais observées chaque mois. La nouvelle enquête ayant démarré fin 1996, la rétropolation des séries a été réalisée à l'aide des sources disponibles.

L'IPAMPA est un indice de Laspeyres. Les indices des postes élémentaires sont le rapport d'une moyenne de prix calculée un mois donné, avec celle relative à l'année de base. Les indices des regroupements sont obtenus à partir des indices élémentaires, par moyenne arithmétique pondérée. Le poids attribué à chaque poste dans le regroupement auquel il appartient, est proportionnel à la valeur du poste de dépenses correspondant au cours de l'année de base. Pour l'IPPINEA calculé jusqu'à présent, c'était l'année 1975. Ce sera dorénavant l'année 1990. L'année de base changera tous les cinq ans comme pour l'IPPAP.

Au total, l'indice sera calculé pour 240 postes élémentaires dont 210 pour le champ couvert par l'enquête du Scees. Toutefois, l'indice de certains postes reposant sur un nombre réduit de séries, la diffusion se fera sur une nomenclature plus agrégée.

---

(1) La présentation de cet indice a été faite dans le n° 4 d'Études statistiques de 1964.

Indices de prix de vente industriels

On distingue les :

Industries agro-alimentaires

La mise en place des indices de prix de vente industriels dans les industries agro-alimentaires a débuté en 1977, l'année de base retenue alors était 1976 pour la plupart des branches couvertes, exceptionnellement 1977 ou 1978. L'ensemble des indices a ensuite été publié avec une année de base commune : 1982. En septembre 1987, tous les indices ont été calculés en année de référence 1985. À l'occasion de ce changement de référence, de nouvelles séries d'indices (viande fraîche, viande de poulet et de lapin, pains divers et viennoiserie industriels) ont été introduites, permettant la publication d'un indice synthétique de l'ensemble des produits des industries alimentaires. De plus, il a été procédé alors à une réactualisation des pondérations correspondant aux ventes réalisées par les producteurs français sur le marché intérieur.

Par contre, les pondérations relatives aux entreprises à l'intérieur de l'échantillon (pour chaque produit) ne sont actualisées qu'à l'occasion de changements de base effectués à des dates différentes selon les branches.

La démarche adoptée pour le choix de produits-témoins et l'observation de leurs prix est analogue à celle qui est utilisée pour l'élaboration des indices de prix à la production dans les autres branches industrielles décrites ci-après.

Industries hors champ agro-alimentaire

La mise sur pied d'indices de prix de vente industriels se heurte à deux difficultés majeures :

— d'une part, la stabilité des produits industriels est parfois de courte durée alors que le calcul d'indices impose de disposer d'informations comparables dans le temps. Comme lors de l'observation des prix à la consommation, on retrouve les phénomènes liés à la mode (industries de l'habillement, chaussures, etc.), phénomènes qui se répercutent très en amont. À cela vient s'ajouter l'existence de produits fabriqués à la demande et vendus sur devis ou réservés à un acheteur unique. Tous les produits industriels ne sont pas catalogués;

— d'autre part, le prix d'un produit s'établit généralement en fonction de l'importance de la commande, de la fidélité du client, éventuellement de sa situation conjoncturelle. Même s'il existe un tarif, un prix industriel est quasiment toujours négociable et des écarts de prix de 1 à 2 entre acheteurs différents le même jour et pour un même produit peuvent être observés.

Les problèmes complexes posés par la réalisation de cette opération ont conduit à renoncer aux formules traditionnelles comme l'enquête par correspondance ou le recours aux enquêteurs habituels de l'INSEE et à mettre au point une démarche tout à fait originale pour la statistique d'entreprise.

La mise en place des indices se fait progressivement, branche professionnelle par branche professionnelle. Dans chacune d'elles, un échantillon d'entreprises est choisi en fonction de leur importance sur les différents marchés intérieurs. Au terme de l'opération, quelque 4 000 entreprises auront été concernées.

Les enquêtes sont lancées le plus souvent avec la collaboration active des organismes professionnels. Cette collaboration porte sur le choix de l'échantillon d'entreprises et sur l'analyse des produits de la branche et des pratiques commerciales dominantes.

Chaque entreprise est visitée au départ par un ingénieur-enquêteur. Une discussion avec le directeur général ou le directeur commercial permet de cerner la diversité des fabrications, l'originalité des méthodes commerciales de l'entreprise. Le choix de produits témoins et d'indicateurs de prix adaptés s'effectue alors dans de bonnes conditions. On dispose ainsi des éléments essentiels pour l'élaboration des indices. Un long travail d'amélioration s'engage ensuite à partir des dossiers constitués lors de cette visite.

La phase de mise au point des indices d'une branche donnée tient compte généralement de l'avis des organisations professionnelles sur la liste des indices à diffuser et les destinataires de ces informations. Deux modalités de diffusion sont prévues : à destination des entreprises de la branche et de leur organisme professionnel d'une part, dans un niveau très détaillé, par le canal du *Bulletin mensuel de statistique,* d'autre part, et suivant plusieurs niveaux d'agrégation (Nomenclature économique de synthèse – NES –, niveaux 3 chiffres, 2 chiffres de la Classification des produits française – CPF – pour les indices les plus agrégés, et niveau 4 chiffres de la CPF et par famille de produits pour les indices plus détaillés).

Le calcul des indices des prix de vente industriels dans les industries hors champ agro-alimentaire est fait selon la formule de Laspeyres : la comparaison dans le temps porte sur le prix d'un panier de produits représentatifs de la production française vendue sur le marché intérieur au cours de l'année de référence. Pour certains produits toutefois, la part des constructeurs français dans le marché intérieur est insuffisamment représentative de celui-ci , des prix à l'importation sont alors observés.

En ce qui concerne les taxes, on se conforme aux recommandations de l'OSCE qui préconise de suivre des prix hors TVA mais y compris les taxes spécifiques. En pratique, le problème ne se pose que pour les prix du gaz distribué (hors ventes aux ménages), qui incluent la taxe intérieure sur le gaz naturel (TIGN), lorsqu'elle s'applique, ce qui est effectif depuis 1986, et pour les prix du fioul lourd, base 1979, qui incluent la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Les pondérations sont en valeurs et restent fixes plusieurs années. Les années de base pour le calcul des pondérations sont diverses, dans la mesure où les indices ont été mis sur pied les uns après les autres. En revanche, l'année de référence (moyenne des indices = 100) est maintenant commune (1990) pour tous les indices de base antérieure à 1991. Des précisions sur le changement d'année de référence de 1985 en 1990 figurent au BMS n° 3 de 1995. En particulier, les coefficients de raccord à appliquer aux anciennes valeurs des indices pour obtenir des séries cohérentes se trouvent p. 133 à 143 de ce numéro.

Les indices sont calculés mensuellement pour l'essentiel.

La mise en place de ces nouveaux indices a commencé en 1977 et devrait se terminer fin des années 1990.

Dans ce chapitre ne sont présentées que des données agrégées; le tableau sur les indices de prix de vente industriels hors IAA est exprimé selon la nomenclature économique de synthèse niveau 114. Vous trouverez la totalité des indices dans le *Bulletin mensuel de statistique*

de l'INSEE : les indices y sont présentés en NES et CPF depuis le n° 11 de novembre 1995. Vous trouverez dans ce même numéro une table de correspondance entre l'ancienne nomenclature NAP et la nouvelle nomenclature CPF selon les identifiants du *BMS*.

Indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (base 100 : 4e trimestre 1953)

Cet indice est calculé chaque trimestre par l'INSEE en collaboration avec le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Il mesure l'évolution du prix global de la construction d'immeubles à usage d'habitation (depuis les fondations jusqu'à la finition). Il fait appel à l'observation des prix effectivement payés pour des immeubles réellement construits. Cette observation tient compte du genre de la construction (individuelle ou collective), du mode de financement (HLM-location, HLM-accession, avec prime, assortie ou non de prêt, construction non aidée) et de l'importance des chantiers.

Cet indice reflète non seulement les variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux) mais aussi celle des frais financiers engagés éventuellement par les promoteurs et qui sont susceptibles de les affecter (taxe professionnelle et autres impôts, loyer de l'argent etc.), de même que les variations des taxes diverses (dont TVA) et des marges bénéficiaires des différents corps de métiers. L'indice s'applique à l'ensemble du territoire national. C'est la référence explicite du prix des loyers dans le secteur libre.

Il ne prend pas en considération le prix des terrains et les frais d'aménagement de ces derniers (frais de voirie, raccordements, etc.). Il ne tient pas compte non plus des frais d'études (honoraires d'architecte). Enfin, il ne s'applique qu'à la construction des locaux à usage d'habitation et non à celle des bâtiments industriels, scolaires, hospitaliers etc. Il ne peut être utilisé non plus pour mesurer le coût des réparations d'immeubles ou de leur entretien.

Pour mesurer les seules variations du coût des facteurs physiques (main-d'oeuvre et matériaux), divers organismes, publics ou privés, calculent des indices particuliers. Tels sont les indices pondérés départementaux calculés par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Tels sont également l'indice de l'Académie d'architecture (AA) [anciennement Société centrale des architectes] ou l'indice de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) qui, d'une part, ne font pas appel à l'observation des prix réellement payés pour des constructions effectivement réalisées et qui, d'autre part, ne sont applicables que dans la région parisienne. L'indice AA est utilisé pour la révision du prix des réparations d'immeubles. L'indice FNB, établi à la demande des compagnies d'assurances, est utilisé pour le règlement des primes ou des indemnités à la suite de sinistres.

2. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE, direction des Statistiques d'entreprises.

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE.

« Indices de prix à la production des industries agricoles et alimentaires », *Archives et Documents,* n° 129, 1985.

« Les indices des prix d'achat des moyens de production agricole. Méthodologie base 1975 », *Archives et Documents,* n° 39, 1982.

« L'indice des prix des produits agricoles à la production », *Archives et Documents,* n° 222, 1987.

« Méthodologie des indices de prix à la production », supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* 1986.

« Indice sensible des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens, base 100 en 1962 », *Études statistiques,* n° 4, octobre-décembre 1964.

« Indices des prix de vente à la production », Méthodologie-résultats. Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* février 1987.

« Base et référence d'un indice : l'exemple des indices de prix de vente à la production des industries agricoles et alimentaires », *Courrier des statistiques,* n° 44, octobre 1987.

« Indice des prix des produits agricoles à la production : présentation de la base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 2, 1994.

« Les indices de prix de vente industriels : nouvelle nomenclature », *Bulletin mensuel de statistique,* n° 11, novembre 1995.

« Un nouvel indice dés prix pour l'agriculture », *Bulletin mensuel de statistique*, n° 5, mai 1997.

TABLEAU H.03-1

Indices annuels bruts des prix des produits agricoles à la production (1)

Source : INSEE — Base 100 en 1990

	Pondération	1992	1993	1994	1995	1996
INDICE GÉNÉRAL	**100 000**	**93,4**	**88,6**	**88,6**	**89,5**	**89,3**
INDICE GÉNÉRAL SANS FRUITS ET LÉGUMES	**91 210**	**93,8**	**88,3**	**88,3**	**88,9**	**88,2**
o Produits végétaux sans fruits et légumes	**44 161**	**89,8**	**81,8**	**82,2**	**85,2**	**84,8**
Céréales	15 774	97,8	89,5	77,8	78,1	78,3
dont : Blé tendre	9 336	100,1	91,3	79,5	78,0	78,8
Orge de mouture	1 714	101,2	93,2	85,2	85,1	82,6
Maïs	3 043	91,7	83,9	72,0	77,3	77,2
Pommes de terre	1 089	71,8	68,5	117,9	137,8	94,6
Vins	16 606	89,0	78,3	86,8	93,8	94,3
Vins de consommation courante	2 257	97,3	89,3	95,8	101,8	103,0
Vins de qualité	13 137	85,2	73,7	83,0	90,8	91,2
Produits de l'horticulture	2 575	98,1	98,9	96,2	98,4	99,8
Oléagineux	3 571	43,0	52,5	55,2	52,3	52,4
o Produits animaux	**47 049**	**97,6**	**94,4**	**94,0**	**92,4**	**91,4**
Bétail sur pieds	22 082	96,9	91,1	92,1	89,3	85,5
dont : Gros bovins	10 871	93,7	96,9	97,6	89,6	78,4
Veaux de boucherie	2 987	96,8	98,9	97,9	100,4	91,8
Porcs	6 342	101,6	74,9	76,6	81,4	90,7
Ovins	1 263	100,6	97,0	101,1	97,5	110,3
Lait	15 585	99,3	100,4	100,1	100,3	100,1
Volailles et lapins	8 418	96,0	91,5	87,2	85,1	90,3
Poulets	3 854	97,3	93,1	91,1	88,1	90,9
Dindes et dindons	1 624	97,3	91,0	90,1	88,3	91,1
Lapins	1 104	94,6	83,3	80,2	85,3	86,5
Œufs	1 694	94,9	93,6	82,3	77,1	93,7
FRUITS ET LEGUMES	**8 790**	**88,9**	**91,5**	**92,2**	**95,8**	**100,7**
Légumes	4 547	92,9	98,6	96,9	98,9	110,1
Fruits	4 243	84,6	83,8	87,1	92,4	90,7

(1) La méthodologie de ces indices est publiée dans le Bulletin mensuel de statistique de février 1994 (BMS 94-2).

TABLEAU H.03-2

Indices annuels (1) des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens

Source : INSEE — Base 100 en 1962

	Pondération	1992	1993	1994	1995	1996
Indice général	**1 000**	**502,2**	**478,9**	**489,9**	**499,8**	**500,6**
Viandes et abats	318	426,8	423,5	408,8	396,9	372,2
dont : Bœuf	121	466,1	493,5	461,7	420,8	383,5
Veau	70	489,5	466,1	449,7	463,2	426,3
Mouton	38	271,7	267,3	270,9	250,3	279,6
Porc	67	351,9	309,7	318,9	341,7	385,7
Lapins et volailles	25	198,2	200,5	214,8	209,8	230,0
Œufs	17	196,9	201,5	166,9	157,8	200,6
Produits laitiers	147	541,2	541,5	546,2	556,0	562,8
Pommes de terre	8	397,1	354,5	455,1	549,5	364,5

(1) Les indices mensuels sont publiés dans le Bulletin mensuel de statistique.

TABLEAU H.03-3

Indices annuel bruts des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) (1)

Source : INSEE

Base 100 en 1990

	Pondération	1992	1993	1994	1995	1996
Indice général	**100 000**	**102,3**	**102,4**	**103,0**	**104,8**	**108,5**
1. Biens de consommation courante de l'agriculture	81 518	101,4	101,1	101,4	103,0	107,0
dont : Énergie et lubrifiants	7 101	96,3	97,6	96,5	96,4	105,4
Semences	8 312	103,2	103,6	103,3	104,0	105,2
Engrais et amendements	12 161	96,5	92,8	94,7	102,0	106,6
dont : Engrais azotés	4 412	94,8	90,5	92,3	103,6	110,7
Engrais binaires	2 340	96,9	92,5	96,0	102,4	105,2
Engrais ternaires	3 447	96,2	92,5	93,1	99,6	104,0
Produits de protection des cultures	8 414	103,7	103,8	103,1	102,4	103,8
Aliments des animaux	24 996	98,8	96,3	94,3	92,7	97,4
dont : Aliments pour gros bovins	4 542	97,0	95,9	95,2	93,3	98,4
Aliments pour porcins	7 157	98,4	94,8	92,9	90,4	94,4
Aliments pour volailles	7 427	98,3	95,4	93,4	92,5	95,9
2. Biens et services d'investissement de l'agriculture	18 482	106,2	108,3	110,3	112,4	115,1
dont : Machines et biens d'équipement	12 732	106,5	108,6	110,9	113,4	116,6
dont : Tracteurs	4 060	109,1	110,8	114,4	116,4	121,0
Machines et matériel de récolte	2 156	104,6	106,6	107,8	110,4	112,9
Machines et matériel de culture	2 057	108,1	110,5	111,5	114,2	117,8

(1) L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) remplace l'indice des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

TABLEAU H.03-4A

Indices agrégés de prix de vente industriels (hors taxes) (1)

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Sources : INSEE et Service des nouvelles du marché du ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Référence 100 en 1985

Intitulé du produit	N° de CPF	Pondération	1992	1993	1994	1995	1996
Produits des industries agricoles et alimentaires	**DA 00**	**1 000**	**102,0**	**99,8**	**100,2**	**100,9**	**101,7**
Produits des industries alimentaires	15 00	977	101,7	99,3	99,2	99,7	100,4
Viandes et produits à base de viande	15 10	267	101,1	96,2	92,5	90,6	92,6
Poissons et produits de la pêche préparés	15 20	16	108,6	102,6	100,0	102,0	102,8
Produits à base de fruits et légumes	15 30	39	101,3	99,6	100,2	100,2	98,7
Huiles, tourteaux et corps gras	15 40	13	98,6	102,6	117,4	114,8	117,0
Produits laitiers et glaces	15 50	221	99,8	99,2	98,8	100,4	100,5
Farine, céréales transformées et produits amylacés	15 60	37	102,8	98,5	94,2	92,7	91,1
Aliments pour animaux	15 70	94	101,6	98,7	98,6	97,5	99,1
Autres produits alimentaires	15 80	115	103,1	105,4	109,5	112,7	111,3
Boissons	15 90	175	104,7	100,2	102,3	103,6	104,4
Produits à base de tabac	16 00	23	114,1	123,3	140,1	149,0	155,6

(1) L'année de référence est celle pour laquelle tous les indices sont égaux à 100. Les pondérations publiées ici sont fixées pour une période de 5 ans.

TABLEAU H.03-4B

Indices de prix de vente industriels (hors taxes)

Industries hors IAA

Source : INSEE

Intitulé du produit	NES 16 ou 36 (1)	Pondération	Référence 100 en 1990				
			1992	1993	1994	1995	1996
Biens de consommation							
Savons parfums et produits d'entretien	C32	107	107,9	110,3	110,7	110,0	111,4
Fabrication de meubles	C41	239	106,8	109,1	109,8	112,1	113,4
Produits de l'industrie automobile							
Équipements pour automobiles	D02	211	102,1	101,7	101,6	101,1	100,9
Biens d'équipement							
Équipements mécaniques	E23	162	106,7	108,2	108,4	109,3	110,8
Machines d'usage général	E24	276	104,9	101,8	98,1	99,3	99,8
Machines agricoles	E25	54	105,9	107,1	109,3	112,1	114,9
Machines outils	E26	56	103,9	103,9	104,4	105,5	107,7
Moteurs génératrices et transformateurs électriques	E32	209	100,4	99,3	98,4	99,5	102,5
Biens intermédiaires	**EF**	**1 000**	**97,7**	**95,6**	**96,7**	**101,7**	**99,0**
Produits minéraux	F1	142	104,4	105,6	106,4	108,2	108,6
Produits divers des industries extractives	F12	29	107,0	109,8	110,2	111,3	113,0
Verre et articles en verre	F13	27	99,7	98,4	97,6	100,5	99,6
Produits céramiques et matériaux de construction	F14	86	105,1	106,6	107,9	109,6	109,9
Produits de l'industrie textile	F2	87	100,3	98,1	100,5	102,4	101,1
Produits filés, tissés ou ennoblis	F21	44	95,3	90,6	94,4	96,6	94,3
Étoffes et articles à maille	F23	18	103,2	104,0	104,3	105,4	105,1
Produits en bois, papier ou carton	F3	156	98,1	94,2	94,9	104,5	99,9
Produits du travail du bois	F31	63	102,4	100,7	102,1	105,9	105,1
Pâte à papier, papiers et carton	F32	30	87,5	78,2	83,3	102,9	89,8
Articles en papier ou en carton	F33	63	99,3	95,6	93,5	103,8	99,8
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastiques	F4	250	97,6	94,5	94,5	100,8	97,9
Produits de la chimie minérale	F41	38	97,6	90,5	89,6	95,4	97,3
Produits de la chimie organique	F42	45	81,6	76,5	82,7	101,8	87,9
Produits de la parachimie	F43	50	102,7	102,6	102,2	103,2	104,2
Fibres artificielles ou synthétiques	F44	3	91,7	84,2	83,3	90,1	84,2
Produit en caoutchouc	F45	28	107,5	106,8	101,6	100,2	100,2
Produits en matieres plastiques	F46	86	99,8	97,3	96,3	101,7	99,4
Métaux ou produits métallurgiques	F50	283	93,2	90,6	93,3	97,8	94,0
Produits de la sidérurgie et de la 1ère transformation de l'acier	F51	104	88,5	85,2	89,6	95,4	89,2
Métaux non ferreux	F52	41	84,2	79,1	87,4	96,7	88,8
Pièces de fonderie	F53	34	...	...	...	99,9	99,2
Composants électriques et électroniques	F6	82	98,7	98,3	98,2	100,6	99,3
Matériel électrique	F61	73	100,3	100,1	100,1	103,3	102,9
Composants électroniques	F62	9	84,6	83,2	82,4	77,1	68,3
Produits énergétiques tous usages série C.V.S	**EG**	**1 000**	**100,6**	**102,9**	**105,1**	**106,6**	**112,0**
Combustibles et carburants	G1	535	96,0	98,8	101,4	102,9	106,9
Eau, gaz, électricité	G2	465	106,0	107,7	109,5	111,0	111,7
Électricité, gaz, chaleur	G21	406	103,8	104,0	103,6	103,7	112,5
Eau potable distribuée à usage domestique (hors assainissement)	G22	59	...	...	...	100,9	104,7

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU H.03-5

Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation

Source : INSEE — Base 100 : 4ème trimestre 1953

	1992	1993	1994	1995	1996
1er trimestre	1 006	1 022	1 016	1 011	1 038
2ème trimestre	1 002	1 012	1 018	1 023	1 029
3ème trimestre	1 008	1 017	1 020	1 024	1 030
4ème trimestre	1 005	1 016	1 019	1 013	1 046
Moyenne annuelle	**1 005,3**	**1 016,8**	**1 018,3**	**1 017,8**	**1 035,8**

Agriculture et industries agricoles et alimentaires

Chapitre I.01

Agriculture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique. Nombre et surface des exploitations agricoles en 1995 selon leur taille.

1. Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie.
2. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans l'Union Européenne.
3. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique.
4. Actifs agricoles selon leur statut.
5. Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation.
6. Utilisation du territoire et des terres arables.
7. Valeur vénale de certaines terres.
8. Acquisitions de gros matériels neufs.
9. Livraisons d'engrais.
10. Superficies remembrées.
11. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC).
12. Opérations des caisses régionales de Crédit agricole.
13. Concours publics à l'agriculture.
14. Cheptel et production agricole de l'Union Européenne.
15. Production de céréales.
16. Production des cultures industrielles et de pommes de terre.
17. Production de vin.
18. Production de légumes frais.
19. Production fruitière.
20. Cheptel.
21. Principales productions animales.
22. Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles.
23. Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants.
24. Comptes de la branche agriculture : livraisons aux prix courants.
25. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille.
26. Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables.
27. Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques.

1. MÉTHODOLOGIE

11. Enquêtes

Une grande partie des tableaux de ce chapitre est extraite de la « Statistique agricole annuelle (SAA) » publiée par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques). Cette SAA est un document de synthèse réalisé à partir d'états établis en début d'année par les services statistiques des directions départementales de l'Agriculture et de la Forêt, pour l'année civile précédente.

Ceux-ci disposent, d'une part, de différentes sources de renseignements traditionnellement utilisées : évaluations des correspondants et experts agricoles, données chiffrées fournies par les organismes administratifs ou techniques professionnels, et, d'autre part, de résultats d'investigations statistiques : citons notamment les enquêtes par sondage sur la structure des cheptels bovin, caprin, porcin et ovin, sur la structure des vergers, sur la production des terres labourables. L'enquête dite « Utilisation du territoire », réalisée par contrôle au sol de points d'observation matérialisés sur un échantillon de photos aériennes, donne des informations dans tous les départements sur la destination des sols, qu'ils soient à usage agricole ou non agricole.

La plupart de ces enquêtes couvrent l'ensemble du territoire métropolitain.

Périodiquement sont réalisés des recensements ou des enquêtes par sondage sur la structure des exploitations; recensements en 1955, 1970, 1979 et 1988, enquêtes par sondage au 1/10 environ en 1963, en 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1993, 1995.

Recensements et enquêtes structure donnent toute une série de renseignements sur :

— l'utilisation du sol, les cultures, le mode de faire-valoir;

— le cheptel;

— le matériel;

— les personnes vivant avec le chef d'exploitation ou travaillant sur l'exploitation;

— l'existence de comptabilité, d'activités para-agricoles, etc.

Aucun renseignement n'est relevé en termes monétaires.

Le caractère exhaustif des recensements permet d'assurer la diffusion des principales données au niveau géographique le plus fin, canton ou région agricole voire commune.

12. Structure des exploitations (France et CE)

Depuis 1967, la CE s'est dotée d'une information économique propre à accompagner la politique de structures agricoles de la Communauté. Des règlements successifs assurent la cohérence des concepts utilisés ainsi que l'harmonisation des nomenclatures et des périodes de réalisation des enquêtes dans chaque pays membre.

Certains résultats des enquêtes structures sont publiés dans la classification européenne des exploitations agricoles. La procédure générale consiste à valoriser chaque rubrique de surface ou de cheptel d'une exploitation par un coefficient de valeur standard s'appuyant sur le concept de marge brute. On calcule ainsi une valeur globale dont l'importance caractérise la dimension de l'exploitation [taille exprimée en MBS (1)]. La structure au regard des différents pôles de spéculation agricoles permet de déterminer l'orientation principale de l'exploitation en fonction d'une grille de classification définie *a priori,* l'orientation technico-économique des exploitations agricoles (OTEX).

13. Moyens de production

131. Actifs agricoles

Les effectifs des actifs familiaux et des salariés permanents agricoles sont tirés des enquêtes et recensements du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Il s'agit, dans ce cas, de toutes les personnes ayant travaillé de manière régulière sur une exploitation agricole, quelle que soit par ailleurs leur catégorie socioprofessionnelle.

132. Répartition des terres selon l'utilisation

Les données portant sur la répartition du territoire selon l'utilisation qui en est faite et la répartition des terres arables selon les cultures, sont issues de la « Statistique agricole annuelle », document établi chaque année par les services départementaux de statistique agricole.

133. Valeur des terres agricoles

La valeur vénale des terres agricoles est obtenue annuellement par une enquête « à dire d'experts » réalisée par les services statistiques des directions départementales du ministère de l'Agriculture et de la Pêche et exploitée par le Service central des enquêtes et études statistiques. Les résultats complets par petite région agricole, accompagnés de commentaires détaillés par département, paraissent dans *Agreste-Données chiffrées.*

134. Financement (Crédit agricole)

La Caisse nationale de crédit agricole, les caisses régionales de crédit agricole mutuel et leurs caisses locales affiliées assurent l'essentiel des prêts accordés à l'agriculture.

14. Production végétale

Les données portant sur les productions végétales sont issues de la statistique agricole annuelle. Le concept de production est celui de production récoltée, le rendement qui sert à calculer cette production est dit « en récolte », il exclut :

(1) Marge brute standard.

— les pertes sur le champ;

— les pertes en cours de transfert jusqu'à la ferme;

— les parties de produits inutilisables;

— les produits fatals.

15. Production animale (France et CE)

La production de viande (production indigène brute ou PIB) est évaluée sur le plan national à partir des abattages contrôlés, redressés pour tenir compte des animaux non contrôlés, auxquels on ajoute le solde du commerce extérieur net d'animaux de boucherie vivants.

16. Commerce extérieur

Le commerce extérieur agro-alimentaire est étudié selon la nomenclature d'activités et de produits – NAP 1973 – déjà utilisée pour les comptes en base 1971.

17. Comptes de l'agriculture

Les comptes de l'agriculture sont désormais évalués selon les méthodes définies pour la base 1980. L'année de référence des prix, qui sert de base aux évaluations à prix constants, est l'année 1980. Les comptes des années écoulées antérieures à *n* – 3 sont définitifs.

Ces résultats concernent l'agriculture au sens strict et non pas l'ensemble « agriculture - sylviculture - pêche », le plus souvent présenté dans les comptes nationaux.

18. Départements d'outre-mer

En raison de sa création récente sous sa forme actuelle, la statistique agricole des DOM est encore loin d'être aussi complète que celle de la France métropolitaine.

Bien que s'inspirant des travaux métropolitains, les concepts et définitions ont été adaptés au contexte particulier de ces départements.

2. DÉFINITIONS

Artisans ruraux

Chefs d'entreprises immatriculés au Répertoire des métiers, travaillant en milieu rural et consacrant la majeure partie de leur activité à la satisfaction des besoins de l'agriculture.

Concours publics à l'agriculture

Il s'agit de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture :

— dépenses inscrites au budget général (budget du ministère de l'Agriculture et de la Pêche), certaines parties du budget des charges communes et du budget des services généraux du Premier ministre;

— dépenses de l'État non inscrites au budget général : comptes spéciaux du Trésor (fonds national de développement des adductions d'eau et le fonds forestier national); budget annexe des prestations sociales agricoles sans les cotisations professionnelles, versements de ressources propres à la CE.

Exploitation agricole

L'exploitation agricole au sens du recensement est une unité économique qui participe, même pour une faible part, à la production agricole. Est recensée toute unité de production qui répond à l'un des critères suivants :

— 1 hectare et plus de superficie agricole utilisée (superficie totale diminuée des bois, du territoire non agricole, des landes et friches improductives, des sols des bâtiments et cours);

— 20 ares et plus de cultures spécialisées (houblon, tabac, vigne...);

— 5 ares et plus de cultures particulières (maraîchage, vigne AOC...);

— des effectifs minima ou des productions minima de certaines espèces d'animaux (1 vache laitière ou 1 truie mère ou production de 500 poulets de chair...).

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Les GAEC sont des sociétés civiles de personnes, régies en particulier par la loi n° 62-917 du 8 août 1962 et les décrets n^{os} 64-1193 et 1194 du 3 décembre 1964, qui ont pour objet de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial.

Ils peuvent bénéficier de certaines dispositions fiscales pour leur constitution à condition d'être agréés.

Remembrement

Le remembrement (article L 123-1 du Code rural) est un des moyens de l'aménagement foncier. S'appliquant aux propriétés rurales non bâties, il se traduit par une nouvelle distribution des parcelles morcelées et dispersées.

Son but principal est d'améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis par la constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées.

Il doit également avoir pour objet l'aménagement rural du périmètre dans lequel il est mis en œuvre.

Les opérations de remembrement sont conduites par une commission communale d'aménagement foncier instituée par arrêté du préfet après que des propriétaires ou des exploitants ou des services intéressés aient signalé l'utilité d'un aménagement foncier.

Lorsque la construction d'une autoroute ou d'un grand ouvrage public est envisagée, les préfets des départements intéressés constituent d'office, dans chaque commune concernée, la commission communale d'aménagement foncier, laquelle se prononce sur l'opportunité de procéder ou non à des opérations de remembrement.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

— INSEE.

Publications :

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques).

Depuis 1990, sous le nom générique *Agreste, La statistique agricole* :

— Agreste-primeur : les premiers résultats des enquêtes en 4 pages;

— *Les cahiers :* études portant sur l'ensemble du monde rural (4 numéros simples par an, et 3 à 5 numéros doubles portant sur un thème spécifique);

— *Données chiffrées :* résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA (Série Données Chiffrées IAA) et de l'Agriculture (Série Données Chiffrées Agriculture);

— *Annuaire de statistique agricole :* présenté sous forme de 4 tomes par ailleurs publiés dans les sous-familles Données Chiffrées Agriculture ou IAA :

Statistiques générales sur l'agriculture (Données chiffrées agriculture);

Production des IAA en 19.. – Enquêtes de branches (Données chiffrées IAA);

Statistique agricole annuelle (Données chiffrées agriculture);

Statistiques forestières (Données chiffrées agriculture);

— *Conjoncture* : chaque mois, une analyse approfondie de conjoncture générale (productions végétales et animales, coûts de production, IAA).

— *Le Bulletin :* un bulletin mensuel de statistiques qui complète *Conjoncture*, avec plus de 3 000 séries sur la production, les prix, les indices, les IAA.

— *Notes de conjoncture spécialisée :* une série de publications spécialisées et adaptées à chaque domaine :

Commerce extérieur agro-alimentaire (mensuel);

Grandes cultures (mensuel sauf janvier et mars);

Légumes (mensuel);

Fruits (mensuel de mai à novembre);

Viticulture (mensuel de juillet à novembre);

Productions animales (apériodique – 10 numéros par an);

Lait et produits laitiers (mensuel);

Aviculture (mensuel);

Commerce extérieur bois et dérivés (trimestriel);

Animaux hebdo (hebdomadaire).

— Collection *Graph Agri.*

Chaque volume *Graph Agri* présente, au travers d'une succession de thèmes, l'essentiel des informations : analyse, derniers chiffres disponibles, graphiques et cartes :

Graph Agri France (annuel);

Graph Agri Europe (apériodique);

Graph Agri régions (apériodique);

Graph forêt bois.

Publications *Agreste* sous timbre multiple :

SCEES-INSEE : les résultats du recensement agricole de 1988 :

Principaux résultats (*Études* n° 1, 1990);

La viticulture française (*Études* n° 3, 1990);

Tableaux « Prosper » (*Données chiffrées,* 1989-1990);

9 fascicules nationaux :

— 1. Principaux résultats régionaux et départementaux,

— 2. Résultats régionaux complets,

— 3 à 6. Résultats départementaux complets (4 tomes),

— 7. Viticulture,

— 8. Zone de montagne,

— 9. Exploitation à temps complet;

93 fascicules départementaux.

Dispositif analogue pour le recensement 1988-1989 réalisé dans les DOM.

SCEES-INSEE-INRA : résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA).

SCEES-FNIE : les livraisons d'engrais en France.

Banque de données Agristat :

Agristat est une banque de données agricoles socio-économiques et statistiques gérée par le SCEES.

Agristat contient actuellement 600 000 séries chronologiques portant sur divers thèmes,

dont :

— la production agricole depuis 1969;

— les comptes départementaux de l'agriculture depuis 1970;

— le réseau d'information comptable agricole depuis 1968;

— la valeur vénale des terres depuis 1950;

— la conjoncture : séries mensuelles qui peuvent remonter jusqu'à 1949.

Publications de l'INSEE :

Indices des prix agricoles, prix des produits nécessaires aux exploitations agricoles. Voir chapitre H.03 de cet annuaire et *Bulletin mensuel de statistique.*

« Les agriculteurs : un groupe social en mutation », *INSEE-Première,* n° 272, juillet 1993.

« L'agriculture en 1993 », *INSEE-Première,* n° 316, mai 1994.

« Le vin en 1993 », *INSEE-Première,* n° 334, juillet 1994.

« L'agriculture en 1994 », *INSEE-Première,* n° 387, juin 1995;

« L'agriculture n'est plus un état mais une profession », *INSEE-Première,* n° 420, janvier 1996;

« L'agriculture depuis 1949 », *INSEE-Première,* n° 430, février 1996;

« L'agriculture en 1995 », *INSEE-Première,* n° 457, juin 1996;

« Un demi-siècle d'agriculture », *INSEE-Première,* n° 466, juin 1996;

« Quinze années de grandes cultures : baisse des prix et réduction des coûts », *INSEE-Première,* n° 473, juillet 1996;

« Les comptes prévisionnels de l'agriculture en 1996 », n° 500, décembre 1996;

« L'agriculture en 1996 en France et en Europe », *INSEE-Première,* n° 527, juin 1997;

« Les comptes de l'agriculture de 1970 à 1988, séries de comptabilité nationale », *INSEE-Résultats,* n° 18, série Système productif n° 7;

« Les comptes de l'agriculture française en 19.. », *INSEE-Résultats,* série Économie générale (annuel);

« L'agriculture dans la comptabilité nationale de 1959 à 1983 », *Archives et Documents,* n° 108;

« Les agriculteurs », *Contours et caractères,* INSEE, mars 1993.

Inventaire communal de 1988 :

Communoscope :

— 96 fascicules départementaux (métropole et DOM),

— 1 fascicule « France métropolitaine et régions »;

Cartovision : 95 fascicules départementaux (métropole et DOM);

INSEE-Cadrage n° 1 : l'inventaire communal 1988;

INSEE-Résultats, démographie-société : l'équipement des départements :

— tome 1 : les commerces et les services,

— tome 2 : les équipements de santé, d'enseignement, sportifs, culturels, etc.;

Fiches communales : tous les équipements de la commune en neuf pages;

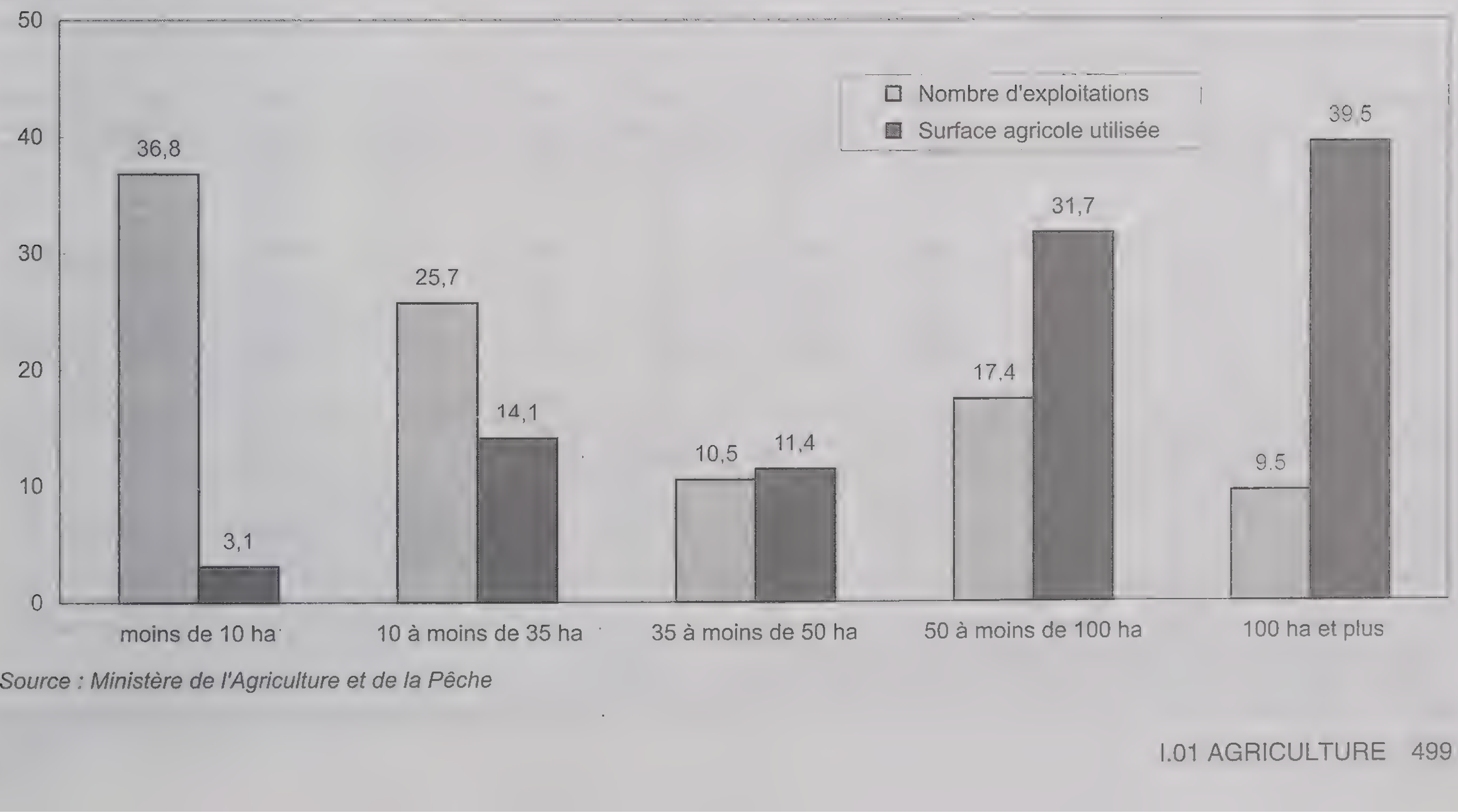
Listes de communes : listes disponibles à la demande, pour connaître les zones d'attraction.

* * *

GRAPHIQUE I.01

Nombre et surface des exploitations agricoles en 1995 selon leur taille

En % de l'ensemble



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

TABLEAU I.01-1

Répartition des exploitations agricoles selon leur superficie (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : SAU : Millier d'hectares
Exploitations : Millier

Classe de superficie	Nombre d'exploitations							(2) SAU
	1955	(3) 1963	1970	1979	1988	1993	1995	1995
Moins de 10 ha	1 299	930	702	524	390	299	270	903
10 à moins de 35 ha	831	775	639	475	345	223	189	3 991
35 à moins de 50 ha	83	104	115	116	110	86	77	3 230
50 à moins de 100 ha	75	85	101	114	128	132	128	8 969
100 ha et plus	20	24	30	35	44	61	70	11 174
Ensemble	**2 307**	**1 917**	**1 588**	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**	**28 267**

(1) Voir définitions en début de chapitre.
(2) Surface agricole utilisée.
(3) Évaluation tenant compte du fait que le département de la Seine avait été exclu du champ de l'enquête.

TABLEAU I.01-2

Nombre et superficie des exploitations agricoles (1) dans l'Union Européenne (UE)

Source : EUROSTAT (données nationales harmonisées)

Pays	Nombre d'exploitations agricoles (1) (en milliers)				Surface agricole utilisée (en milliers d'hectares)			
	r 1980	*r* 1985	*r* 1990	1995	1980	*r* 1985	*r* 1990	1995
Allemagne (2)	849,9	740,5	653,6	566,9	12 212,3	11 844,0	17 048,1	17 156,9
France	**1 255,3**	**1 056,9**	**923,6**	**734,8**	**29 277,7**	**28 486,8**	**28 186,4**	**28 267,2**
Italie	2 832,4	2 801,1	2 664,6	2 482,1	15 857,8	15 600,7	14 946,7	14 685,4
Pays-Bas	148,7	135,9	124,8	113,2	2 037,1	2 026,2	2 011,3	1 998,9
Belgique	115,1	97,8	85,0	71,0	1 421,0	1 381,2	1 344,5	1 337,4
Luxembourg	5,2	4,4	4,0	3,2	130,1	126,1	126,7	126,9
Royaume-Uni	268,6	258,5	243,1	234,6	17 098,4	16 829,8	16 498,7	16 449,4
Irlande	223,5	220,2	170,6	153,4	5 048,5	4 995,6	4 441,8	4 325,4
Danemark	122,7	92,4	81,3	68,8	2 920,3	2 834,6	2 779,1	2 726,6
Grèce	998,9	951,6	850,1	773,8	3 549,8	4 116,3	3 661,2	3 464,8
Europe des 10	**6 820,3**	**6 359,3**	**5 800,7**	**5 201,8**	**89 553,0**	**88 241,3**	**91 044,5**	**90 538,9**
Espagne	...	...	1 593,6	1 277,6	...	...	24 531,1	25 230,3
Portugal	769,4	...	598,7	450,6	3 314,0	...	4 005,6	3 924,6
Europe des 12	...	...	**7 993,0**	**6 930,0**	...	...	**119 581,2**	**119 693,8**
Autriche	308,2	...	278,0	221,8	3 675,4	...	3 458,1	3 425,1
Finlande	224,7	200,5	199,4	101,0	2 607,0	2 552,0	2 666,5	2 191,7
Suède	117,9	109,0	96,6	88,8	3 699,0	3 508,0	3 489,0	3 059,7
Europe des 15	...	...	**8 567,0**	**7 341,5**	...	...	**129 194,8**	**128 370,3**

(1) Exploitations d'un hectare SAU et plus, sauf pour la Suède (deux hectares et plus).
(2) Ancien territoire fédéral jusqu'aux données 1985 incluses. Nouveau territoire fédéral à compter des données 1990.

TABLEAU I.01-3

Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche , (SCEES)
Recensements agricoles et enquêtes de structures 1993 et 1995

Unité : millier d'exploitations

Orientation technico-économique	1979	1988	1993	1995
1 Grandes cultures (1)	160	184	154	140
28 Maraîchage	19	19	16	14
29 Fleurs et horticulture diverse	11	10	8	7
37 Vins de qualité	68	64	57	54
38 Autre viticulture	76	53	38	33
39 Fruits et autres cultures permanentes	42	33	29	26
41 Bovins lait	250	148	92	85
42 Bovins élevage et viande	81	97	89	86
43 Bovins lait, élevage et viande	48	26	23	21
44 Ovins, caprins et autres herbivores	116	115	96	92
50 Granivores	16	16	13	13
60 Polyculture	107	67	50	43
71 Polyélevage à orientation herbivores	93	51	36	32
72 Polyélevage à orientation granivores	21	13	12	10
81 Grandes cultures et herbivores	117	84	63	55
82 Autres combinaisons cultures-élevages	39	37	26	23
Total	**1 263**	**1 017**	**801**	**735**

(1) Ce poste regroupe les anciens niveaux 11 et 12, soit les céréales et les grandes cultures.

TABLEAU I.01-4

Actifs agricoles selon leur statut

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)

Unité : Millier de personnes

Statut	1955	1963	1970	1979	1988	1993	1995
Chefs d'exploitation	2 284	1 899	1 588	1 263	1 017	801	735
Aides familiaux	3 223	2 522	1 924	1 192	853	671	635
Ensemble actifs familiaux	**5 507**	**4 421**	**3 512**	**2 455**	**1 870**	**1 472**	**1 370**
Salariés permanents	628	471	335	211	156	136	137
Ensemble actifs agricoles	**6 136**	**4 892**	**3 847**	**2 666**	**2 026**	**1 608**	**1 507**

TABLEAU I.01-5

Population agricole familiale selon le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation

Situation en fin d'année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES). Enquête structure des exploitations agricoles 1995 — *Unité* : Millier de personnes

	Moins de 15 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	65 ans et plus	**Total**
Hommes								
Chefs d'exploitation	—	5,2	79,8	147,6	150,5	118,3	80,5	**581,9**
Conjoints	—	∈	3,7	14,4	17,4	40,7	36,4	**112,6**
Autres membres	195,5	166,6	66,2	25,0	15,6	37,0	71,3	**577,2**
Total de la population agricole familiale masculine	**195,5**	**171,8**	**149,7**	**187,0**	**183,5**	**196,0**	**188,2**	**1 271,7**
Femmes								
Chefs d'exploitation	—	0,5	9,3	21,5	31,6	59,0	30,9	**152,8**
Conjoints	—	5,2	70,1	120,2	121,2	71,1	47,3	**435,1**
Autres membres	183,6	138,5	35,2	14,3	15,0	42,1	84,2	**512,9**
Total de la population agricole familiale féminine	**183,6**	**144,2**	**114,6**	**156,0**	**167,8**	**172,2**	**162,4**	**1 100,8**
Ensemble								
Chefs d'exploitation	—	5,7	89,9	169,1	182,1	177,3	111,5	**734,7**
Conjoints	—	5,2	73,8	134,5	138,6	111,7	83,7	**547,5**
Autres membres	379,1	305,1	101,3	39,2	30,6	79,1	155,5	**1 089,9**
Total de la population agricole familiale	**379,1**	**316,0**	**265,0**	**342,8**	**351,3**	**368,1**	**350,7**	**2 372,1**

TABLEAU I.01-6

Utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier d'hectares

	1980	*r* 1990	1993	1994	*r* 1995	1996
I. Répartition du territoire						
Terres arables (1)	17 472	18 037	18 179	18 242	18 302	18 291
Surfaces toujours couvertes d'herbe (2)	12 850	11 363	10 753	10 612	10 577	10 538
Vignes	1 157	957	940	933	927	917
Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies et noyeraies)	243	234	244	242	235	231
Pépinières et autres cultures permanentes	22	21	20	20	20	20
Superficie agricole utilisée (3)	**31 744**	**30 612**	**30 136**	**30 049**	**30 061**	**29 997**
Peupleraies	215	231	233	231	231	229
Superficies boisées (4)	14 399	14 598	14 711	14 784	14 812	14 839
Territoire agricole non cultivé	2 757	2 931	3 005	3 011	2 996	2 985
Étangs en rapport	118	134	136	138	139	145
Territoire non agricole	5 686	5 413	6 697	6 705	6 680	6 726
Surface totale (5)	**54 919**	**53 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**	**54 919**
II. Répartition des terres arables						
Céréales	9 892	9 058	8 540	8 164	8 291	8 838
Oléagineux	506	1 954	1 407	1 794	1 945	1 861
Betteraves industrielles	549	475	441	437	458	457
Plantes à fibres	53	62	42	56	60	52
Cultures industrielles diverses	24	15	17	15	14	14
Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	30	22	26	26	27	28
Pommes de terre, légumes frais et secs	567	1 162	1 181	1 117	1 020	990
Cultures florales	6	7	7	7	7	7
Racines et tubercules fourragers	324	89	71	64	61	60
Fourrages annuels	1 410	1 849	1 547	1 536	1 619	1 641
Prairies artificielles et temporaires	3 560	2 839	2 799	2 826	2 812	2 784
Semences et plants divers	80	52	58	51	53	53
Jardins familiaux	251	230	223	222	218	213
Jachères	221	224	1 818	1 928	1 717	1 293
Total des terres arables	**17 473**	**18 037**	**18 179**	**18 243**	**18 302**	**18 291**

(1) Par terres arables, il faut entendre les superficies consacrées aux cultures entrant dans l'assolement, c'est-à-dire normalement soumises à la rotation annuelle des cultures : céréales, plantes sarclées, etc., y compris jachères.
(2) Prés naturels, herbages, pacages et parcours. Elles comprennent aussi les alpages et les landes productives.
(3) Cette définition de la superficie agricole utilisée est conforme à celle retenue pour les recensements agricoles.
(4) Elles comprennent les « bois et forêts proprement dits » ainsi que les « superficies boisées hors forêts » à l'exception des peupleraies et des châtaigneraies pour le fruit.
(5) C'est la surface totale du territoire calculée par l'Institut géographique national.

TABLEAU I.01-7

Valeur vénale de certaines terres

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : franc par hectare

Nature des terres	1970	1980	1990	1993	1994	*r* 1995	1996
Ensemble	**7 200**	**20 700**	**19 900**	**18 300**	**18 000**	**18 300**	**18 400**
Terres labourables	7 600	22 300	22 100	20 300	20 100	20 500	20 700
Prairies naturelles	6 700	18 800	16 100	14 600	14 400	14 500	14 500
Ensemble : Indice 100 en 1970							
En franc courant	100	287	275	253	249	254	255
En franc constant	100	112	58	50	48	48	48

TABLEAU I.01-8

Acquisitions de gros matériels neufs

Sources : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et forêts (CEMAGREF)

Type de matériel	1980	1990	1993	1994	1995	1996
Immatriculations de tracteurs neufs agricoles et autres que routiers	58 784	37 232	23 064	27 634	32 235	37 571
Ventes de moissonneuses-batteuses neuves (1)	4 773	2 976	1 169	1 155	1 442	1 997
Ventes de ramasseuses-presses neuves (1)	14 041	7 706	6 243	6 234	6 066	5 236

(1) Les chiffres concernent la saison de vente aux concessionnaires qui va du 1er septembre de l'année précédente au 31 août de l'année indiquée.

TABLEAU I.01-9

Livraisons d'engrais (1)

Éléments fertilisants

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Syndicat national de l'Industrie des Engrais

Unité : Millier de tonnes

Nature des produits	1979 / 80	1989 / 90	1992 / 93	1993 / 94	1994 / 95	1995 / 96
a. Dans les engrais simples :						
Azote	1 549,5	2 040,6	1 685,3	1 742,8	1 825,3	1 892,7
Anhydride phosphorique	495,6	320,7	176,7	142,8	175,8	168,5
Potasse	399,6	606,9	439,9	464,9	444,5	549,9
Total	**2 444,7**	**2 968,2**	**2 301,9**	**2 350,5**	**2 445,6**	**2 611,1**
b. Dans les engrais composés :						
Azote	671,9	619,4	468,9	478,7	483,1	499,0
Anhydride phosphorique	1 488,3	1 174,0	852,6	871,4	854,6	862,8
Potasse	1 386,3	1 341,8	907,8	910,5	929,0	941,2
Total	**3 546,5**	**3 135,1**	**2 229,3**	**2 260,6**	**2 266,7**	**2 303,0**
c. Ensemble des livraisons d'engrais :						
Azote	2 221,4	2 660,0	2 154,2	2 221,6	2 308,4	2 391,7
Anhydride phosphorique	1 983,9	1 494,7	1 029,3	1 014,1	1 030,4	1 031,3
Potasse	1 785,9	1 948,7	1 347,7	1 375,4	1 373,5	1 491,1
Poids total	**5 991,2**	**6 103,3**	**4 531,2**	**4 611,1**	**4 712,3**	**4 914,1**

(1) Campagne du 1er juin au 31 mai pour les engrais azotés et du 1er mai au 30 avril pour les autres.

TABLEAU I.01-10

Superficies remembrées

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction de l'Espace rural et de la Forêt)

Unité : Millier d'hectares

	1980	1990	1992	1993	1994	1995
Opérations du remembrement autoroutes et grands ouvrages publics :						
- En cours	214	268	318	286	241	239
- Terminées	458	960	1 027	1 162	1 285	1 367
Opérations du remembrement normal :						
- En cours	785	806	796	769	658	569
- Terminées	10 484	12 758	13 253	13 496	13 757	13 969
Ensemble des opérations de remembrement :						
- En cours	**999**	**1 074**	**1 114**	**1 055**	**898**	**808**
- Terminées	**10 942**	**13 718**	**14 280**	**14 658**	**15 042**	**15 336**

TABLEAU I.01-11

Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des Exploitations, de la Politique sociale et de l'Emploi

	1980	1990	1992	1993	1994	1995	1996
GAEC agréés dans l'année							
Nombre de GAEC agréés dans l'année (1)	2 791	4 065	2 517	2 351	2 449	2 566	2 497
Superficies exploitées (milliers d'hectares)	199	301	198	195	226	239	222
GAEC en fonctionnement							
Nombre de GAEC en fonctionnement (2)	18 593	46 136	48 347	47 497	47 447	47 777	47 509
Superficie exploitée totale (milliers d'hectares)	1 397	3 340	3 556	3 532	3 593	3 655	

(1) Année décomptée du 11 décembre du millésime précédent au 10 décembre du millésime considéré.
(2) GAEC agréés depuis 1966, en fonctionnement au 31 décembre de l'année indiquée en tête de colonne.

TABLEAU I.01-12

Opérations des caisses régionales de Crédit agricole (1)

Situation au 31 décembre

Source : Caisse nationale de Crédit agricole — Unité : Million de francs

Nature des opérations	1988	(2) 1989	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Ressources collectées dans le public								
Dépôts de fonds :								
Dépôts à vue et comptes courants créditeurs	223 351	244 189	259 548	255 556	266 742	278 735	302 426	327 969
Autres dépôts	346 813	381 089	489 649	618 281	674 328	733 241	815 027	1 086 368
Emprunts	256 675	282 340	274 981	272 622	277 457	272 341	261 215	249 436
Prêts en cours (3)								
Court terme	138 373	169 454	178 535	187 941	990 198	987 416	985 365	1 181 962
Moyen et long termes	559 989	649 919	738 223	802 203				
Total	698 362	819 373	916 758	990 144	990 198	987 416	985 365	1 181 962
Ensemble des encours par agent économique								
Sociétés agricoles	65 727	70 016	74 552	79 554	69 523	68 346	68 184	71 531
Entrepreneurs individuels agricoles	148 284	149 985	153 151	145 341	135 649	133 099	130 520	129 610
Sociétés non agricoles	59 918	86 784	119 447	153 385	156 586	150 206	161 586	276 771
Entrepreneurs individuels non agricoles	80 048	92 462	103 053	106 855	108 261	107 223	106 596	107 324
Collectivités publiques	39 386	46 085	56 799	67 640	64 119	74 955	79 356	87 605
Particuliers	267 206	300 010	330 034	350 617	364 570	357 783	366 644	390 203
Divers (prêts CNCA, CR)	16 891	24 999	28 700	30 456	22 212	21 126	21 641	45 576
Total hors filiales	677 460	772 361	865 736	939 031	917 942	922 736	927 366	1 105 519
Autres prêts	53 088	64 323	71 629	72 266	94 932	86 166	87 361	99 831
Total Crédit agricole	730 548	836 684	937 365	1 011 297	1 012 874	1 008 906	1 014 769	1 205 350

(1) Ce tableau fait état des prêts bonifiés et non bonifiés accordés par les caisses régionales.
(2) Les données 1989 ne sont pas comparables aux données des années précédentes, les comptes annuels étant consolidés en 1989 pour la première fois.
(3) Encours consolidés au 31 décembre. À partir de 1993 , le détail entre court, moyen et long termes n'est plus possible.

TABLEAU I.01-13

Concours publics à l'agriculture

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Direction des affaires financières et économiques) — *Unité* : Million de francs

Affectation de la dépense	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Activités agricoles productives	**51 814,2**	**63 582,8**	**84 035,7**	**71 492,9**	**71 446,8**	**75 502,2**
Installation et modernisation des exploitations	6 670,6	5 553,0	5 804,7	5 688,1	4 532,8	5 328,8
Régularisation des marchés et orientation des productions (1)	37 411,4	51 830,8	67 301,1	52 984,3	55 366,1	59 416,6
Maîtrise de l'offre	2 549,6	4 153,8	5 764,6	7 580,1	6 472,3	5 334,5
Compensation de handicaps ou de contraintes spécifiques	2 146,7	2 292,9	3 734,2	3 907,4	3 902,0	4 575,3
Aides transitoires non liées aux produits	462,2	597,7	570,8	500,5	314,8	221,3
Calamités agricoles	1 265,8	878,0	478,6	403,2	370,0	346,6
Lutte contre les maladies des végétaux et des animaux	261,9	294,7	339,8	274,0	267,2	568,9
Autres financements en faveur de l'activité agricole productive	1 046,0	345,5	314,0	318,1	256,7	242,2
Industries agroalimentaires	**1 008,6**	**1 003,3**	**1 064,1**	**825,9**	**807,8**	**802,3**
Activités hippiques	**576,2**	**636,8**	**899,1**	**767,9**	**873,4**	**886,3**
Forêt productive	**1 473,2**	**1 517,6**	**1 512,3**	**1 350,7**	**1 410,0**	**1 228,6**
Espace rural et forestier	**1 711,1**	**2 583,0**	**2 900,6**	**3 009,4**	**2 406,1**	**2 441,9**
Recherche et enseignement	**6 850,1**	**8 111,5**	**8 651,1**	**9 053,0**	**9 615,6**	**10 087,6**
Services généraux	**5 340,6**	**5 848,4**	**6 128,6**	**6 390,3**	**6 470,6**	**6 791,5**
Protection sociale et solidarité	**69 884,2**	**69 884,2**	**73 733,3**	**74 213,0**	**74 177,6**	**73 150,9**
Total	**132 864,5**	**153 167,5**	**178 925,0**	**167 102,9**	**167 207,9**	**170 891,2**

(1) Concours nets de taxes de co-responsabilité céréalière et laitière (taxes supprimées en 1994).

TABLEAU I.01-14

Cheptel et production agricole de l'Union Européenne

Année 1996

Source : Eurostat

Pays	Principales espèces du cheptel								
	Bovins		Porcs	Ovins	Céréales	Oléagineux	Légumes frais	Fruits frais	Vin
	Ensemble	dt vaches laitières							
Allemagne	15 760	5 195	24 283	2 263	42 136	3 206 (2)	2 777	3 466	8 361
Belgique	3 074	645	7 225	116	2 537	19	1 438 (2)	707 (2)	2
Danemark	2 052	697	11 079	93	9 118	379 (1)	196 (3)	58 (3)	—
Espagne	5 906	1 279	18 573	23 936	22 570	700 (1)	10 327 (1)	3 369 (1)	22 381
France	20 563	4 562	14 968	10 126	62 577	5 067 (1)	6 114	3 797 (2)	55 610
Grèce	550 (1)	185 (1)	904	9 108	4 374	546 (4)	4 151 (2)	2 618 (2)	3 875
Irlande (5)	6 757	1 272	1 665	5 391	2 142	10	225 (4)	16 (2)	—
Italie	7 390	2 125	8 090	10 920	21 114	1 345	12 485 (2)	7 407 (2)	56 202
Luxembourg	209	48	77	7	176	6 (1)	2	11	150
Pays-Bas	4 366	1 646	14 253	1 650	1 711	3	3 621 (1)	775 (1)	—
Portugal	1 311	362	2 344	3 380	1 624	34	1 800 (4)	538 (2)	7 255
Royaume-Uni	11 312	2 510	7 600	27 896	24 507	1 449 (2)	3 039	368	13
Europe des 12	**79 249**	**20 526**	**111 061**	**94 886**	**194 586**	**...**	**...**	**...**	**153 849**
Autriche	2 272	698	3 663	381	4 498	352 (1)	395	486	2 229
Finlande	1 150	396	1 413	111	3 700	108 (2)	228	17	—
Suède (6)	1 747	478	2 323	469	5 954	195 (2)	227	32	—
Europe des 15	**84 449**	**22 098**	**118 460**	**95 847**	**208 738**	**...**	**...**	**...**	**156 078**

(1) 1995.
(2) 1994.
(3) 1993.
(4) 1992.
(5) Seuls fruits de table comptés; différence très minime avec l'ensemble « fruits frais ».
(6) Recensement de juin pour les cheptels.

TABLEAU I.01-15

Production de céréales (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		1980	*r* 1990	*r* 1993	1994	*r* 1995	1996
Blé :							
Blé tendre	(2)	4 473,9	4 748,6	4 289,7	4 340,4	4 516,0	4 770,1
	(3)	5,2	6,6	6,6	6,8	6,6	7,3
	(4)	23 356,9	31 356,2	28 320,0	29 462,5	29 850,0	34 695,0
Blé dur	(2)	116,0	397,4	222,6	234,3	228,6	270,2
	(3)	3,7	5,0	4,0	4,4	4,5	4,6
	(4)	424,1	1 983,6	888,9	1 038,0	1 029,6	1 253,9
Ensemble	(2)	4 590,0	5 146,0	4 512,3	4 574,7	4 744,6	5 040,3
	(3)	5,2	6,5	6,5	6,7	6,5	7,1
	(4)	23 781,0	33 339,8	29 209,0	30 500,6	30 879,6	35 948,9
Seigle	(2)	128,9	64,7	44,6	44,4	46,4	48,6
	(3)	3,2	3,6	3,9	3,9	4,1	4,5
	(4)	408,5	235,8	176,0	174,4	190,8	220,8
Orge (5)	(2)	2 646,8	1 757,8	1 621,7	1 405,0	1 386,2	1 534,3
	(3)	4,4	5,7	5,5	5,4	5,5	6,2
	(4)	11 692,3	9 991,1	8 985,0	7 649,0	7 683,2	9 496,8
Avoine	(2)	531,7	218,2	175,0	166,0	148,8	139,6
	(3)	3,6	3,9	4,2	4,1	4,0	4,5
	(4)	1 923,7	843,9	731,5	684,9	601,2	621,9
Maïs	(2)	1 753,6	1 561,9	1 849,4	1 662,8	1 650,8	1 733,5
	(3)	5,3	6,0	8,0	7,8	7,7	8,4
	(4)	9 323,4	9 400,5	14 877,0	12 958,4	12 739,6	14 529,7
Riz	(2)	6,6	20,4	25,7	27,2	25,2	22,0
	(3)	3,8	5,9	5,0	4,6	4,9	5,2
	(4)	25,2	121,3	127,7	124,2	122,4	115,1

(1) Céréales : y compris les données relatives aux semences.
(2) Surface.
(3) Rendement à l'hectare.
(4) Production.
(5) Y compris orge de brasserie.

TABLEAU I.01-16

Production des cultures industrielles et de pommes de terre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unités : Surface : millier d'hectares
Rendement à l'hectare : tonne
Production : millier de tonnes

Produit		r 1980	r 1990	r 1993	r 1994	r 1995	1996
Colza	(1)	390,3	689,0	550,0	671,0	864,0	875,0
	(2)	2,8	2,9	2,8	2,6	3,2	3,3
	(3)	1 092,9	2 002,9	1 561,4	1 770,6	2 788,6	2 901,8
Tournesol	(1)	102,9	1 145,0	786,0	986,0	963,0	891,0
	(2)	2,4	2,1	2,1	2,1	2,1	2,2
	(3)	245,4	2 381,8	1 642,9	2 051,8	1 987,4	1 994,7
Betteraves industrielles	(1)	549,3	475,0	441,4	437,0	458,2	456,8
	(2)	51,8	66,8	72,0	66,5	66,7	67,7
	(3)	28 442,4	31 717,5	31 776,0	29 084,3	30 571,6	30 943,5
Lin textile (4)	(1)	46,2	58,7	36,5	49,5	54,0	44,2
	(2)	6,6	6,2	6,1	6,3	6,0	6,4
	(3)	304,5	364,1	222,1	309,3	326,6	283,9
Tabac	(1)	18,6	10,8	10,8	10,3	9,7	9,3
	(2)	2,5	2,6	2,4	2,6	2,7	3,0
	(3)	46,3	27,6	25,8	27,2	26,3	27,6
Pommes de terre							
Primeurs (5)	(1)	31,5	21,4	24,1	22,5	22,7	23,3
	(2)	19,1	20,4	20,5	19,0	22,5	22,7
	(3)	600,7	436,9	492,2	428,5	510,1	528,9
De conservation	(1)	158,0	97,2	92,3	97,7	103,1	104,9
	(2)	31,4	30,1	38,5	35,3	36,6	38,7
	(3)	4 960,4	2 931,2	3 549,9	3 449,8	3 773,9	4 056,2

(1) Surface.
(2) Rendement à l'hectare.
(3) Production.
(4) Lin textile : en paille roulé non battue.
(5) Y compris pommes de terre de demi-saison.

TABLEAU I.01-17

Production de vin

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Produit	Unités	r 1980	r 1990	r 1993	r 1994	r 1995	1996
Raisins de cuve							
Surface (1)	10^3 hectares	1 081,2	891,1	886,6	884,2	880,4	871,0
Rendement à l'hectare	Quintal	80	90	74	77	80	87
Production	10^3 quintaux	86 762,5	80 578,6	65 350,3	68 500,3	70 832,2	75 753,5
Vins :							
Vins d'appellation d'origine contrôlée (AOC)	10^3 hectolitres	13 318	23 104	22 675	22 412	24 386	24 763
Vins délimités de qualité supérieure (VDQS)	»	1 918	856	594	539	553	570
Vins pour eaux de vie AOC	»	8 350	8 593	6 762	7 163	9 459	11 121
Vins de pays et autres vins	»	46 125	31 207	21 984	23 275	21 794	23 582
Total	»	**69 711**	**63 560**	**52 015**	**53 389**	**56 192**	**60 037**

(1) Surface en production et non compris les surfaces non encore productives ou à l'abandon.

TABLEAU I.01-18

Production de légumes frais (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Légumes frais	*r* 1980	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Légumes feuillus et à tige :						
Choux-fleurs	467	446	555	522	526	523
Autres choux	269	230	261	260	251	241
Endives	144	247	262	234	236	244
Poireaux	211	200	214	220	217	209
Salades	432	493	510	526	513	505
Légumes cultivés pour le fruit :						
Melons	188	307	304	332	329	315
Tomates	851	838	757	800	804	763
Racines, bulbes et tubercules :						
Carottes	468	548	568	581	629	635
Oignons	138	237	253	266	297	337
Légumes à cosse :						
Haricots verts	168	199	273	309	326	355
Petits pois (grains)	165	205	180	195	243	248

(1) Production des exploitations agricoles hors jardins par campagne de récolte du 1er mai de l'année indiquée en tête de colonne au 30 avril de l'année suivante.

TABLEAU I.01-19

Production fruitière (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de tonnes

Fruits	1980	*r* 1990	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Fruit à noyau :						
Abricots	81	110	78	154	101	175
Cerises	113	83	70	77	63	76
Pêches et nectarines	460	488	410	526	526	468
Pêches	402	352	276	330	325	287
Nectarines et brugnons	58	136	134	196	201	181
Prunes	154	189	186	221	299	364
Fruits à pépins :						
Poires de table	414	329	250	342	320	354
Pommes de table	1 769	1 886	2 095	2 201	2 079	2 020
Pommes à cidre	1 100	466	394	486	426	426
Baies :						
Kiwis (ou actinidias)	4	54	83	75	74	73
Cassis	4	6	11	8	10	12
Framboises	7	6	9	9	7	8
Autres fruits :						
Clémentines	21	20	29	22	27	21
Fraises	82	89	83	83	81	81
Noix	31	25	18	27	21	21
Raisin de table	185	123	95	69	108	95

(1) Production récoltée hors jardins familiaux.

TABLEAU I.01-20

Cheptel (principales espèces)

Situation au 1er décembre

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
(Service central des enquêtes et études statistiques)

Unité : Millier de têtes

Espèce	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Espèce bovine	21 278	20 595	20 415	20 434	20 676	20 655
dont : Veaux et élèves de moins d'un an	5 548	5 226	5 166	5 141	5 288	5 226
Vaches laitières	5 323	4 797	4 694	4 687	4 613	4 540
Vaches nourrices	3 700	3 971	4 004	4 031	4 108	4 174
Espèce porcine	12 244	12 996	13 389	13 670	13 783	14 283
dont : Truies de plus de 50 kg	1 210	1 315	1 326	1 349	1 369	1 405
Espèce caprine	1 234	1 181	1 163	1 151	1 188	1 202
Espèce ovine	11 438	10 883	10 680	10 619	10 550	10 458
dont : Brebis mères	7 415	7 030	6 987	6 971	6 965	6 925
Espèces chevaline et asine	339	341	345	344	351	351
Poules et poulets (en millions)	200	210	217	219	223	231
dont : Poules pondeuses d'œufs de consommation (en millions)	47	48	48	49	50	49
Lapins	16 668	17 434	17 329	15 306	14 531	14 439
dont : Lapines reproductrices	2 231	2 271	2 150	1 971	1 861	1 835

TABLEAU I.01-21

Principales productions animales

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	1994	1995	1996
A. PRODUCTION INDIGÈNE BRUTE DE VIANDE [en milliers de tonnes de viande nette]						
Espèce bovine						
Adultes	1 599	1 763	1 565	1 482	1 564	1 642
Veaux de boucherie	313	316	344	339	336	336
Espèces ovine et caprine	177	156	155	147	146	145
Espèce porcine	1 727	1 859	2 017	2 116	2 140	2 171
Espèce chevaline	10	10	9	8	9	9
B. PRODUCTION DE LAIT ET D' OEUFS						
Production de lait (en milliers d'hectolitres) :						
Vaches laitières	257 130	245 839	242 197	245 275	246 169	243 539
Brebis laitières	1 871	2 009	1 989	2 039	2 168	2 340
Chèvres laitières	4 411	4 252	4 094	4 074	4 317	4 574
Œufs						
Œufs de consommation [en millions d'œufs] (1)	10 257	10 985	11 238	11 691	12 014	12 083

(1) Œufs de poule en élevage professionnel.

TABLEAU I.01-22

Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	Numéro de la NAP	Importations (CAF)				Exportations (FAB)			
		1993	1994	*p* 1995	*p* 1996	1993	1994	*p* 1995	*p* 1996
TOTAL AGRICULTURE (Classes 00 et 01)		**38 205**	**43 828**	**45 398**	**44 222**	**74 739**	**67 026**	**70 932**	**74 098**
Produits agricoles exclusivement importés	**00**	**9 238**	**11 915**	**12 629**	**11 211**	**1 280**	**1 656**	**1 546**	**1 436**
Fruits tropicaux, café, cacao	0015	7 185	9 198	9 572	8 345	1 019	1 337	1 263	1 213
Oléagineux tropicaux	0025	211	313	316	256	64	91	108	62
Plantes textiles tropicales	0026	869	1 211	1 183	1 093	136	181	130	66
Caoutchouc naturel brut	0027	946	1 165	1 534	1 491	51	37	35	85
Produits animaux importés/exportés divers	0099	27	28	24	26	10	10	10	10
Céréales	**0100**	**1 379**	**1 319**	**1 095**	**1 267**	**32 972**	**24 098**	**26 442**	**27 194**
Blé tendre	0101	286	266	250	216	16 605	10 659	13 794	14 050
Blé dur	0102	186	292	73	265	1 217	450	980	816
Orge	0103	160	72	113	124	4 410	2 986	2 873	3 281
Avoine	0104	9	34	2	15	115	149	86	96
Maïs	0105	620	544	546	526	10 135	9 309	8 269	8 471
Autres céréales	0106	118	111	111	121	490	545	440	480
Fruits et légumes frais et secs	**0110**	**14 109**	**15 065**	**15 882**	**16 168**	**10 418**	**10 611**	**11 008**	**11 673**
Pommes de terre	0111	429	637	1 076	609	703	1 027	1 194	876
Légumes frais	0112	4 847	4 924	5 080	5 442	3 380	3 384	3 119	3 449
Légumes secs	0113	453	491	566	531	1 974	1 051	1 209	1 173
Fruits	0114	8 380	9 013	9 160	9 586	4 361	5 149	5 486	6 175
Plantes industrielles	**0120**	**2 099**	**2 995**	**2 432**	**2 727**	**3 018**	**2 816**	**3 341**	**4 182**
Oléagineux autres que tropicaux	0122	1 151	1 997	1 532	1 835	2 460	2 315	2 764	3 775
Tabac	0123	648	733	606	595	324	314	349	382
Autres plantes industrielles	0124	300	265	294	297	234	187	228	25
Vins	**0130**	**2 041**	**2 297**	**2 558**	**2 617**	**14 753**	**15 083**	**16 122**	**17 739**
Vins de consommation courante	0131	474	991	1 305	1 217	2 826	3 006	3 552	4 376
Vins de qualité produits dans des régions déterminées	0132	1 567	1 306	1 253	1 400	11 927	12 077	12 570	13 363
Autres produits végétaux	**0140**	**4 508**	**4 426**	**5 123**	**5 532**	**1 652**	**1 684**	**1 835**	**2 061**
Plants de pépinières	0141	397	375	441	474	216	213	208	305
Fleurs et plantes	0142	2 884	2 886	3 447	3 687	370	403	447	414
Autres produits végétaux	0143	1 227	1 165	1 235	1 371	1 066	1 068	1 180	1 342
Animaux vivants	**0150-0160**	**2 883**	**3 225**	**3 054**	**2 508**	**9 880**	**10 247**	**9 752**	**8 901**
Gros bovins	0151	833	1 205	1 082	677	4 971	5 139	4 849	4 665
Veaux	0152	449	484	514	228	3 296	3 559	3 305	2 568
Porcins	0153	439	356	347	428	256	253	268	228
Équins	0154	203	246	233	236	237	302	351	330
Ovins caprins	0155	563	524	415	462	351	304	317	377
Volailles	0161	96	99	110	125	459	540	531	605
Animaux divers	0162	300	311	353	352	310	150	131	128
Produits animaux divers	**0170**	**1 702**	**2 586**	**2 625**	**2 392**	**766**	**831**	**886**	**912**
Œufs	0172	246	238	241	409	404	347	392	464
Produits animaux divers	0173	1 702	2 348	2 384	1 983	362	484	494	448

TABLEAU I.01-23

Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
COMPTE DE PRODUCTION						
Livraisons de la branche	**329 706**	**308 989**	**280 822**	**286 214**	**296 491**	**300 562**
Consommations intermédiaires (1)	136 576	135 367	130 976	133 106	137 800	144 647
Valeur ajoutée brute des livraisons	193 130	173 622	149 846	153 108	158 691	155 915
Valeur ajoutée brute de la production	199 351	177 345	148 783	157 743	161 278	161 080
COMPTE D'EXPLOITATION						
Valeur ajoutée brute des livraisons	193 130	173 622	149 846	153 108	158 691	155 915
Subventions d'exploitation	13 375	18 176	37 522	44 468	50 100	53 203
dont aides nouvelles	—	6 993	27 046	34 347	39 841	42 006
Autres	—	11 183	10 476	10 121	10 259	11 197
Total des ressources	**206 505**	**191 798**	**187 368**	**197 576**	**208 791**	**209 118**
Salaires	20 012	21 354	21 802	21 950	22 275	22 721
Cotisations sociales (2)	6 555	6 889	7 093	6 713	7 252	7 405
Impôts liés à la production	7 864	4 693	2 661	2 215	2 000	1 618
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172 074	158 862	155 812	166 698	177 264	177 374
Total des emplois	**206 505**	**191 798**	**187 368**	**197 576**	**208 791**	**209 118**
Excédent brut d'exploitation de la production	178 295	162 585	154 749	171 333	179 851	182 539
COMPTE DE REVENU (optique livraisons)						
Excédent brut d'exploitation des livraisons (3)	172 074	158 862	155 812	166 698	177 264	177 374
Indemnités d'assurances	3 984	4 478	4 808	4 254	5 108	4 988
Prestations sociales (4)	18 226	19 186	19 973	20 093	20 173	19 689
Transferts courants divers reçus	32	—	—	—	—	300
Total des ressources	**194 316**	**182 526**	**180 593**	**191 045**	**202 545**	**202 351**
Intérêts	12 731	13 505	13 373	12 707	12 052	11 898
Primes d'assurances	6 228	7 066	7 350	7 188	8 026	8 323
Charges locatives (5)	10 395	9 865	10 121	10 218	10 253	10 304
Impôts fonciers sur terres exploitées en faire-valoir direct	3 694	3 121	3 087	2 987	2 739	2 720
Cotisations sociales au profit des exploitants	15 805	17 005	17 498	16 616	16 998	18 282
Transferts courants divers versés	207	322	202	102	123	726
Revenu brut agricole	145 256	131 642	128 962	141 227	152 354	150 098
Total des emplois	**194 316**	**182 526**	**180 593**	**191 045**	**202 545**	**202 351**

(1) Hors TVA déductible.
(2) Les cotisations sociales du compte d'exploitation comprennent la part patronale des versements aux assurances sociales et aux caisses de prestations familiales effectuées par les exploitants employant une main-d'œuvre salariée.
(3) L'excédent brut d'exploitation des livraisons s'obtient en retranchant du solde du compte d'exploitation la production de biens d'investissements agricoles (plantation de nouveaux vergers et vignobles) et la variation des stocks à la propriété.
(4) Les prestations et cotisations sociales du compte de revenu représentent les transferts sociaux qui concernent les exploitants agricoles au titre de l'assurance maladie, du régime vieillesse et des prestations familiales.
(5) Fermages et métayages proprement dits et partie récupérable des impôts fonciers payés par les propriétaires bailleurs.

TABLEAU I.01-24

Comptes de la branche agriculture : livraisons (1) aux prix courants

Évaluations de base 1980

Source : INSEE — *Unité* : Million de francs

Produits	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Blé tendre	31 976	28 824	21 668	20 137	21 579	23 335
Blé dur	3 136	2 893	1 254	968	1 187	1 097
Orge	7 393	7 792	5 245	4 129	4 333	5 178
Avoine	295	235	199	170	155	175
Maïs	10 342	13 813	10 352	8 483	8 779	8 958
Autres céréales	783	999	800	610	645	743
Céréales	**53 925**	**54 556**	**39 518**	**34 497**	**36 678**	**39 486**
Pommes de terre	4 151	3 345	3 393	5 475	6 308	4 530
Légumes frais	18 363	18 304	18 439	18 948	18 610	19 855
Légumes secs (y compris protéagineux)	5 645	5 536	3 121	2 651	2 275	2 308
Fruits	15 042	11 997	10 775	12 882	13 582	13 463
Fruits et légumes	**43 201**	**39 182**	**35 728**	**39 956**	**41 774**	**40 157**
Betteraves industrielles	8 339	8 181	8 298	8 027	8 160	8 168
Oléagineux	11 613	4 847	4 595	5 578	6 586	6 975
Tabac	680	668	630	649	666	678
Autres plantes industrielles	555	391	479	677	563	519
Plantes industrielles	**21 187**	**14 087**	**14 002**	**14 931**	**15 975**	**16 340**
Vins courants	11 771	9 200	9 566	9 000	9 837	9 717
Vins de qualité	42 380	32 283	30 401	35 933	39 564	38 971
Vins	**54 151**	**41 483**	**39 967**	**44 933**	**49 401**	**48 688**
Plants de pépinières	2 385	2 581	2 608	2 584	2 636	2 676
Fleurs et plantes	5 790	5 891	6 005	6 034	6 117	6 238
Autres produits végétaux	450	1 006	740	797	780	645
Produits végétaux divers	**8 625**	**9 478**	**9 353**	**9 415**	**9 533**	**9 559**
Total des livraisons végétales	**181 089**	**158 786**	**138 568**	**143 732**	**152 361**	**154 230**
Gros bovins	34 440	35 636	33 672	32 381	31 218	28 675
Veaux	11 029	10 644	10 286	9 934	10 070	9 155
Porcins	20 127	21 877	17 581	18 882	20 289	22 924
Équins	391	296	269	225	229	238
Ovins, caprins	4 001	3 450	3 285	3 241	3 117	3 704
Bétail	**69 988**	**71 903**	**65 093**	**64 663**	**64 923**	**64 696**
Volailles	17 778	19 656	19 225	20 298	20 879	22 600
Animaux divers	3 493	3 621	3 225	2 954	3 049	3 092
Autres animaux	**21 271**	**23 277**	**22 450**	**23 252**	**23 928**	**25 692**
Lait	52 295	50 145	49 944	50 188	50 942	50 891
Œufs	5 360	5 337	5 247	4 856	4 768	5 515
Produits animaux divers	742	671	663	677	723	723
Autres produits animaux	**58 397**	**56 153**	**55 854**	**55 721**	**56 433**	**57 129**
Total des livraisons animales	**149 656**	**151 333**	**143 397**	**143 636**	**145 284**	**147 517**
TOTAL	**330 745**	**310 119**	**281 965**	**287 368**	**297 646**	**301 747**

(1) Les livraisons de la branche agriculture comprennent l'ensemble des ventes de produits agricoles hors de la branche, l'autoconsommation des ménages d'agriculteurs et les produits agricoles cédés aux salariés. La production totale de la branche comprend en outre la production consommée à l'intérieur de la branche, la variation des stocks de produits agricoles et la formation brute de capital fixe en cheptel de souche et de trait et en plantations.

TABLEAU I.01-25

Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Enquête structures DOM 1995

Unité : Superficie en hectare

	Taille des exploitations selon leur superficie agricole utilisée									
	Moins de 0,25	De 0,25 à moins de 1	De 1 à moins de 2	De 2 à moins de 3	De 3 à moins de 4	De 4 à moins de 5	De 5 à moins de 10	De 10 à moins de 20	20 et plus	**Total**
Guadeloupe										
Nombre d'exploitations	1 340	2 828	3 018	2 005	1 092	720	1 178	297	114	**12 592**
Superficie agricole utilisée	160	1 611	4 156	4 693	3 711	3 111	8 279	4 024	7 681	**37 426**
Guyane										
Nombre d'exploitations	45	720	1 741	848	300	180	219	83	127	**4 263**
Superficie agricole utilisée	3	456	2 130	1 871	973	777	1 465	1 115	13 528	**22 318**
Martinique										
Nombre d'exploitations	793	2 170	1 535	892	786	368	586	243	218	**7 591**
Superficie agricole utilisée	80	1 272	2 066	1 988	2 539	1 567	3 852	3 092	13 849	**30 305**
Réunion										
Nombre d'exploitations	2 033	2 179	1 674	1 479	1 034	647	1 866	460	216	**11 588**
Superficie agricole utilisée	113	1 100	2 236	3 369	3 451	2 788	12 181	5 967	13 250	**44 455**

TABLEAU I.01-26

Départements d'outre-mer : utilisation du territoire et des terres arables

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques) — *Unité* : Hectare

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	1995 *r*	1996	1995 *r*	1996	1995 *r*	1996	1995 *r*	1996
I. Répartition du territoire								
Terres arables (1)	27 238	24 468	17 579	18 762	10 347	10 751	38 235	37 578
Surfaces toujours couvertes d'herbe	24 500	25 100	12 080	12 080	1 150	11 150	12 840	12 840
Cultures fruitières (2)	488	572	702	648	1 936	1 936	3 868	3 921
Vigne	—	—	10	—	—	—	20	20
Cultures florales	141	141	316	293	26	26	230	230
Jardins familiaux	320	320	1 630	1 630	321	321	320	320
Pépinières	15	15	19	19	12	12	—	—
Superficie agricole utilisée	**52 702**	**50 616**	**32 336**	**33 432**	**23 792**	**24 196**	**55 513**	**54 909**
Territoire agricole non cultivé	24 576	24 000	16 694	15 598	6 800	6 800	63 642	63 856
Superficies boisées	66 300	66 300	47 500	47 500	7 511 150	7 511 150	89 341	89 341
Territoire non agricole	26 922	29 584	13 470	13 470	811 658	811 254	43 504	43 894
Surface totale (3)	**170 500**	**170 500**	**110 000**	**110 000**	**8 353 400**	**8 353 400**	**252 000**	**252 000**
II. Répartition des terres arables								
Cultures industrielles	15 018	13 432	3 070	3 046	140	155	27 145	26 815
dont : Canne à sucre	14 868	13 282	3 027	3 000	70	85	25 780	25 630
Cultures fruitières semi-permanentes	6 083	6 115	10 464	11 564	783	783	1 630	1 625
dont : Banane (4)	5 760	5 760	9 800	10 900	625	625	800	745
Ananas	310	350	660	660	100	100	800	800
Cultures légumières	3 837	3 621	3 342	3 449	4 033	4 013	5 490	5 397
Céréales	—	—	—	—	4 121	4 530	2 170	2 111
Cultures fourragères	300	300	70	70	210	210	—	—
Jachères	2 000	1 000	632	632	1 055	1 055	1 800	1 630
Autres	—	—	1	1	5	5	—	—
Total des terres arables	**27 238**	**24 468**	**17 579**	**18 762**	**10 347**	**10 751**	**38 235**	**37 578**

(1) La définition des terres arables dans les départements d'outre-mer est plus extensive qu'en métropole. Elle ne se réfère pas uniquement à un assolement annuel, les cultures semi-permanentes comme la canne à sucre et la banane sont prises en compte.
(2) Vergers purs et mixtes recensés lors des enquêtes de structure.
(3) La surface totale de la Guyane a été modifiée d'après de nouvelles estimations de l'IGN.
(4) Banane fruit exclusivement, comprenant aux Antilles la variété d'exportation et la variété dessert ou figue.

TABLEAU I.01-27

Caractéristiques principales de l'agriculture dans les départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)

	Guadeloupe		Martinique		Guyane		Réunion	
	1995 *r*	1996	1995 *r*	1996	1995 *r*	1996	1995	1996
PRODUCTION D'ORIGINE VÉGÉTALE								
Cultures industrielles et fruitières								
Canne à sucre								
Cannes récoltées (tonnes)	447 047	602 678	211 875	213 800	1 888	4 912	1 816 545	1 806 999
Sucre produit (tonnes)	32 563	48 896	8 086	7 722	–	–	195 185	204 608
Rhum (hl d'alcool pur)	36 167	66 483	65 286	64 985	802	2 600	71 155	72 181
Banane d'exportation								
Production (tonnes)	88 403	85 970	207 438	287 344	–	4 495	–	–
Exportation (tonnes nettes)	63 207	61 233	190 438	249 844	–	–	–	–
Cultures vivrières et maraîchères (tonnes)								
Igname	4 470	7 600	4 000	4 000	1 031	1 031	–	–
Malanga	990	1 320	180	100	48	48	–	–
Madère	900	1 530	9 500	11 000	3 064	3 064	–	–
Manioc	1 361	1 593	250	250	10 375	10 375	2 000	2 000
Patate douce	2 900	4 940	970	970	540	540	125	125
Aubergine	66	180	120	120	442	442	3 000	3 000
Banane légume	3 600	5 981	12 000	12 000	3 364	3 164	–	–
Carotte	400	458	500	500	–	–	1 600	1 600
Chou pommé	1 215	2 430	1 350	1 050	2 646	2 646	8 826	8 826
Concombre	3 390	4 290	3 000	3 000	3 410	3 410	550	550
Haricot vert	861	1 010	896	885	3 266	3 266	1 800	1 800
Salade	2 066	3 130	7 800	7 800	1 120	1 120	3 760	3 760
EFFECTIFS DU CHEPTEL								
Bovins	79 757	80 410	29 300	28 300	8 070	8 852	25 960	25 960
Porcins	36 534	30 947	12 300	12 300	9 300	10 361	81 680	81 680
Ovins	3 250	3 250	19 500	18 000	2 800	2 800	1 880	1 880
Caprins	40 000	40 000	15 200	15 200	984	984	31 520	31 520
PRODUCTION D'ORIGINE ANIMALE								
Viandes (tonnes nettes) :								
Bovins	3 341	3 217	2 250	2 572	236	265	1 182	1 125
Porcins	1 175	1 017	1 500	1 500	1 130	1 140	10 314	12 140
Ovins - Caprins	317	274	320	325	29	29	59	60
Volailles	532	307	559	946	474	447	15 620	16 403
Lait de vache (hl)	1 770	1 211	20 000	20 000	1 475	2 103	115 292	130 498
Œufs de consommation (milliers d'unités)	28 550	30 377	30 000	30 000	8 465	8 803	76 113	77 773
IMPORTATIONS D'ENGRAIS								
Engrais naturels	226	367	4 521	1 449	6	1	23	1
Engrais simples	2 460	2 956	27 360	27 952	1 161	2 047	11 065	9 381
Azotés	2 133	2 432	11 563	4 231	731	1 438	5 955	6 002
Phosphatés	107	11	325	47	251	165	463	146
Potassiques	220	513	15 472	23 674	179	444	4 647	3 233
Engrais composés	8 851	11 832	11 018	14 279	1 995	2 586	21 560	23 628
PARC DES TRACTEURS								
Tracteurs agricoles au 31 décembre	810	810	968	1 371	362	362	1 750	1 750

Chapitre I.02

Forêt, bois

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Taux de boisement par département en 1996.

1. Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire.
2. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires.
3. Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires : départements d'outre-mer.
4. Incendies de forêts.
5. Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national.
6. Production annuelle des pépinières particulières.
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts.
8. Exploitation forestière et scierie.
9. Exploitation forestière : production de la branche.
10. Exploitation forestière : production de bois d'oeuvre dans les départements d'outre-mer.
11. Scierie : production de la branche.
12. Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur.
13. Bilan de la matière bois.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques, bureau des statistiques végétales et forestières)

1. PRÉSENTATION

La branche d'activité exploitation forestière a récolté 36 millions de m^3 de bois ronds en 1995; ce chiffre en progression de 2,9 %, confirme l'amélioration amorcée en 1994. La récolte de grumes, en augmentation de 3,6 % par rapport à 1994, représente 21,7 millions de m^3. La récolte de bois d'industrie progresse quant à elle de 3,4 %. Seul le bois de feu commercialisé régresse de 4,5 % avec 2,5 millions de m^3 vendus.

La production totale des sciages, bois sous rail et merrains, s'élève à 10,2 millions de m^3 de sciages. La hausse minime de 1 % par rapport à 1994 masque une augmentation de 2,4 % pour les essences locales alors que les tropicales sont en diminution de 10,1 % . Bien que représentant de faibles quantités, 34 000 m^3, la hausse de 68,2 % de la production de merrains traduit le retour de l'utilisation des tonneaux dans le vignoble français.

En 1996, le volume des échanges du commerce extérieur diminue de 8 %. Le déficit global s'améliore et passe de 16,3 milliards de francs à 13,2 milliards de francs. Ce chiffre représente 16,5 % du montant des échanges contre 18,5 % en 1995.

2. MÉTHODOLOGIE

Répartition de la superficie forestière

Les résultats de l'enquête sur l'utilisation du territoire servent de base aux évaluations de la superficie forestière du présent chapitre. Entre 1991 et 1992 des contraintes techniques ont imposé au SCEES un changement d'échantillon et donc une rupture de série. Dans la nouvelle série la rubrique feuillus en voie d'enrésinement, posant des problèmes de classement, a été supprimée.

— Les *bois et forêts* proprement dits sont répartis en trois catégories : feuillus, conifères et mixtes (mélange feuillus et conifères).

— Les surfaces boisées hors forêt comprennent les bosquets de moins de 0,5 hectare, les arbres d'alignement et les arbres épars.

— Les peupleraies sont constituées de peupliers cultivés qu'ils soient associés ou non avec une culture agricole. Les peupliers en alignement sont inclus dans cette catégorie.

La propriété forestière se classe en deux groupes selon qu'elle est ou non soumise au *régime forestier*. En dehors du régime forestier proprement dit (forêts gérées par l'Office national des forêts) il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées. Le plus connu est le Plan simple de gestion applicable à toutes les propriétés forestières privées de plus de 25 hectares d'un seul tenant. Celles ci sont au nombre de 32 148 et couvrent une surface de 3,36 millions d'hectares soit 30 % de la forêt privée.

Des informations sur la structure de la forêt privée et son mode de gestion ont été données par l'enquête sur les structures économiques de la sylviculture (ESSES) réalisée de 1975 à 1984. L'inventaire forestier national (IFN) renseigne sur la répartition par essence, par type de peuplement et par type de forêt. Il renseigne aussi sur la ressource, quantité de bois disponible, et sur la production biologique des forêts. Cet inventaire est permanent, chaque département est visité tous les 10 à 12 ans.

Récolte de bois

Aucune statistique d'ensemble n'existe sur les ventes de bois sur pied, qui constituent la production de la branche « sylviculture ».

On trouvera toutefois, dans ce chapitre, un état des ventes de bois réalisées par l'Office national des forêts pour l'ensemble des départements métropolitains. Les volumes indiqués sont le résultat d'une estimation sur pied et sur écorce qui entraîne une erreur difficilement appréciable sur le volume global, et sur la répartition en catégories de produits.

En revanche, l'accroissement courant annuel des forêts, qui se trouve à l'origine de cette production (sans qu'en aucune façon il puisse lui être assimilé), est appréhendé par l'Inventaire forestier national, dans tous les départements.

Commerce extérieur

Les résultats du commerce extérieur, en valeur, relatifs à la *filière* bois (bois ronds, autres produits de l'exploitation forestière et produits dérivés) résultent d'un traitement des données de base de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Bilan de la matière bois

Le bilan de la matière bois constitue une tentative de confrontation entre la récolte française de bois brut (à la sortie de la forêt) et les échanges extérieurs de bois bruts et de produits dérivés du bois brut, en vue d'évaluer la consommation apparente de cette matière.

Quelques remarques sont nécessaires afin de préciser les limites d'un tel essai et de mettre en garde contre une interprétation trop littérale :

— la récolte est évaluée par l'enquête exhaustive sur la production de la branche « exploitation forestière » [en mètre cubes de bois ronds : m^3 (r)]. Il faut noter que la récolte autoconsommée de bois de feu n'est pas appréhendée par cette enquête. Elle est estimée à 15 millions de m^3 (r);

— le mode de calcul en équivalent bois ronds, qui revient à introduire, surtout pour les bois transformés, des importations et des exportations fictives non négligeables de déchets, interdit d'inclure dans ce bilan les échanges extérieurs réels de déchets de scieries notamment, destinés principalement aux usines de trituration, pour lesquels notre balance du commerce extérieur est excédentaire;

— il n'est pas tenu compte des stockages aux différents stades de la transformation.

3. DÉFINITIONS

Bois rond

Tout bois abattu et façonné - grume, bille, rondin ou bûche - avant la première transformation industrielle.

La filière bois

Elle peut être définie comme l'ensemble des activités économiques transformant du bois en produits plus ou moins élaborés. Parmi ces activités, quatre nous intéressent plus particulièrement :

— la sylviculture, ensemble des actions effectuées afin de produire du bois sur pied (non abattu) NAF 02.OA;

— l'exploitation forestière, ensemble des opérations de récolte conduisant à la production de bois brut sous forme de grumes, rondins ou éventuellement de plaquettes (NAF 02.OB);

— la scierie, fournissant des bois sciés, rabotés, poncés ou imprégnés et des déchets (délignures, sciures, ...) éventuellement commercialisés (NAF 20.1A et 20.1B);

— la carbonisation hors usine fixe, qui se pratique en forêt et fournit du charbon de bois.

Le régime forestier

C'est l'ensemble des règles de gestion définies par le Code forestier et mises en oeuvre par l'Office national des forêts. Il est applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités locales, (départements, communes et sections de communes) ou à des établissements publics et d'utilité publique. Par ailleurs, il concerne un certain nombre de terrains non boisés tels que les zones de restauration de terrains en montagne ou les zones de dunes du littoral (landais par exemple). Il existe des exceptions à la règle de soumission à ce régime, en particulier pour les forêts communales et sectionales du Sud-Ouest de la France.

Surface boisée

Est considéré comme boisé tout terrain d'au moins 5 ares, peuplé par des espèces forestières et où le taux de couvert de ces arbres est au moins de 10 %. Ces surfaces sont réparties en bois et forêts proprement dits (50 ares et plus) et bosquets (5 ares à 50 ares). Ces derniers avec les arbres d'alignements et les arbres épars constituent les surfaces boisées hors forêt. Les peupliers dont la culture se rapproche plus d'une production agricole, bien que classés à part, participent à la superficie boisée.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques, bureau « Statistiques végétales et forestières » (SCEES-BSVF);

— Direction de l'Espace rural et de la Forêt (DERF);

— Office national des Forêts (ONF);

— Inventaire forestier national (IFN).

Publications :

Service central des enquêtes et études statistiques :

— Agreste, données chiffrées (annuel) :

Statistiques forestières

Récoltes de bois et production de sciages (résultats de l'enquête annuelle de branche)

Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries

L'utilisation du territoire.

— Agreste, Conjoncture (trimestriel)

Commerce extérieur « Bois et dérivés »

— GraphAgri Forêt - Bois (bisannuel)

La forêt et les industries du bois 1996 (Edition bilingue français - anglais)

Direction de l'espace rural et de la forêt :

— *Fonds forestier national* (rapport annuel)

— *Bilan sur les incendies de forêts* (annuel)

Office national des forêts :

— *Rapport annuel de gestion*

Inventaire forestier national :

— *Rapport annuel de gestion*

— *Atlas forestier de la France : Nord-Est, Sud-Est et Sud-Ouest.*

CARTE I.02

Taux de boisement par département en 1996



Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES - Enquête Utilisation du territoire 1996

TABLEAU I.02-1

Superficies forestières par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Millier d'hectares

Type de peuplement	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Bois et forêts de plus de 0,50 ha	13 985,5	14 407,2	14 591,2	14 721,1	14 809,4	14 887,1
Feuillus	8 547,6	9 090,1	9 228,1	9 335,2	9 377,3	9 415,3
Conifères	4 109,5	4 047,7	4 057,9	4 093,1	4 118,9	4 125,9
Feuillus en voie d'enrésinement	50,5	. . .	. . .	. .	. .	. . .
Mixte	1 277,9	1 269,4	1 305,2	1 292,8	1 313,2	1 345,9
Surfaces boisées hors forêts	929,9	1 184,6	1 307,4	1 483,9	1 478,9	1 432,2
Peupleraies	280,0	232,1	239,9	244,2	245,6	244,6
Total	**15 195,4**	**15 823,9**	**16 138,5**	**16 449,2**	**16 533,9**	**16 563,9**

TABLEAU I.02-2

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Situation au 31 décembre

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1980	1992	1993	1994	1995	1996
ÉTAT :						
Superficies domaniales ou indivises (1) [y compris les terrains domaniaux non boisés dans les périmètres de restauration et de reboisement en montagne]	1 717	1 747	1 747	1 752	1 753	1 753
Forêts d'État affectées à divers services publics de l'État	20	33	33	33	43	63
Total (2)	**1 737**	**1 780**	**1 780**	**1 785**	**1 796**	**1 816**
DÉPARTEMENTS :						
Forêts départementales (2)	21	27	27	28	28	31
COMMUNES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS :						
Forêts communales et sectionales	2 426	2 519	2 534	2 542	2 550	2 556
Forêts d'établissements publics et d'utilité publique et forêts appartenant à des caisses d'épargne	60	78	82	86	87	87
Total (2)	**2 486**	**2 597**	**2 616**	**2 628**	**2 637**	**2 643**
FORÊTS PARTICULIÈRES SOUS CONTRAT (art. 148 du code forestier) (3)	10	19	14	16	17	19
Total général au 31 décembre	**4 254**	**4 423**	**4 437**	**4 457**	**4 478**	**4 509**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.
(2) Y compris les terrains non boisés.
(3) En fait, ces forêts sont non soumises au régime forestier proprement dit ; il existe des régimes spéciaux de gestion ou de contrôle dont relèvent certaines forêts privées non soumises.

TABLEAU I.02-3

Superficies forestières bénéficiant du régime forestier par catégorie de propriétaires

Départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre 1996

Source : Office national des Forêts — *Unité* : Millier d'hectares

Catégorie de propriétaires	1995	1996	1995	1996	1995	1996	1995	1996
	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
Superficies domaniales	1,5	1,5	7 450,9	7 450,9	2,0	2,0	2,4	2,6
Forêts départementales et régionales	1,4	1,4	8,7	8,7	1,1	1,1	5,6	5,6
Forêts communales, sectionales et d'établissements publics	—	—	—	—	0,7	0,7	0,8	0,8
Forêts particulières sous contrat	—	—	48,5	48,5	—	—	—	—
Forêts gérées par l'ONF	7,5	7,5	—	—	1,8	1,8	0,4	—
Ancien domaine colonial (1)	27,8	27,8	—	—	9,7	9,7	89,7	89,7
Total	**38,2**	**38,2**	**7 508,1**	**7 508,1**	**15,3**	**15,3**	**98,9**	**98,9**

(1) Forêts sur lesquelles l'État a des droits de propriété indivis.

TABLEAU I.02-4

Incendies de forêts

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (Service central des enquêtes et études statistiques)
Ministère de l'Intérieur (Direction de la Sécurité civile)

	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Nombre d'incendies	5 881	3 888	4 008	4 765	4 635	6 545	6 050
Surface sinistrée (en hectares)	72 625	10 130	16 607	16 695	24 997	17 327	11 089

TABLEAU I.02-5

Surfaces mises en boisement par essence et par nature du boisement avec l'aide du Fonds forestier national

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1947 à 1971	1972 à 1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Type d'essence :								
Pins maritimes	o	116,9	6,9	9,1	5,1	0,6	4,8	3,4
Autres pins	o	84,6	4,4	5,3	3,5	1,0	2,3	2,1
Autres conifères	o	304,8	9,5	9,9	6,7	2,5	3,6	4,2
Peupliers	o	60,8	3,4	4,6	3,8	1,1	2,4	2,9
Autres feuillus	o	63,2	7,5	9,4	8,1	2,5	6,1	6,1
Total	o	**630,0**	**31,7**	**38,3**	**27,2**	**7,7**	**18,2**	**18,7**
Nature du boisement :								
Boisement	496,7	168,2	7,8	9,4	8,6	2,5	2,5	2,6
Reboisement et enrichissement (1)	834,0	407,7	20,5	23,9	14,9	4,1	10,6	10,8
Plantations hors forêts (2)	116,0	54,7	3,4	5,0	3,7	1,1	5,1	5,3
Total	**1 446,7**	**630,6**	**31,7**	**38,3**	**27,2**	**7,7**	**18,2**	**18,7**

(1) Reconstitution de forêts et introduction d'essences nouvelles dans les forêts pauvres pour augmenter leur productivité.
(2) Peupliers essentiellement.

TABLEAU I.02-6

Production annuelle des pépinières particulières (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt

	1985		1990		1991		1992		1994	
	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agréées	Total	Agrées	Total
Nombre	**403**	**609**	**392**	**597**	**373**	**535**	**368**	**531**	**373**	**502**
Superficie [en hectares] (2)	**1 201**	**1 301**	**1 352**	**1 441**	**1 397**	**1 523**	**1 398**	**1 532**	**1 431**	**1 540**
Plants de peupliers et de noyers	511	586	503	568	556	626	598	683	634	700
Autres plants	690	715	849	873	841	897	800	849	798	840
Plants produits (en millions)	**84,6**	**87,6**	**91,4**	**94,1**	**105,2**	**108,2**	**108,2**	**111,2**	**89,3**	**90,9**
Plants de peupliers et de noyers	1,2	1,4	1,8	1,9	2,1	2,3	2,3	2,6	1,9	2,1
Autres plants :										
— feuillus	18,4	18,5	33,4	34,3	41,9	42,8	41,0	42,1	38,3	38,8
— conifères	65,0	67,7	56,2	57,9	61,2	63,1	64,9	66,5	49,1	50,0

(1) Pépinières agréées et non agréées par le Fonds forestier national.
(2) Jachère non comprise.

TABLEAU I.02-7

Production ligneuse (1) de l'Office national des Forêts

Ventes de bois en France

Source : Office national des Forêts

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Volume vendus ou délivrés (1000 m^3)								
Feuillus (volume grume)	3 169	5 066	4 471	4 471	4 496	4 667	4 501	4 516
Conifères (volume grume)	4 280	4 936	4 725	4 707	5 193	5 566	5 136	5 287
Houppiers et taillis-bois enstéres (2)	3 027	3 743	3 876	3 867	3 697	3 850	3 733	3 573
Total	**10 476**	**13 745**	**13 072**	**13 045**	**13 386**	**14 093**	**13 740**	**13 376**
Valeur [million de francs] (3)	...	2 186	2 487	2 300	2 245	2 720	3 197	2 937

(1) Forêts domaniales et communales.
(2) Houppiers et taillis feuillus et houppiers conifères.
(3) Prix d'adjudication ou de cession ou valeur estimative, y compris les charges en argent.

TABLEAU I.02-8

Exploitation forestière et scierie

Enquête annuelle d'entreprise : résultats par secteur d'activité (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Activité	Numéro de NAF (2)	Nombre d'entreprises	Effectif salarié permanent (4)	Chiffre d'affaires net (3)	Exportations	Investissements corporels
				Million de francs		
Exploitation forestière	02.0B	190	3 751	3 929	663	132
Scierie	20.1A et 20.1B	947	19 456	14 947	2 492	612
Total		**1 137**	**23 207**	**18 876**	**3 155**	**744**

(1) Entreprises de six salariés permanents et plus.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(3) Somme des ventes de marchandises et de la production réalisées au cours de l'exercice.
(4) Sont exclues les personnes employées à temps partiel, soit moins de 20 heures hebdomadaires, et les travailleurs saisonniers.

TABLEAU I.02-9

Exploitation forestière (NAF 02.0B) : production de la branche (1)

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

Produit	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Bois d'œuvre (grumes)								
Chêne	3 446	3 169	3 120	3 151	3 073	2 680	2 677	2 850
Hêtre	1 987	2 047	2 582	2 289	2 056	1 886	1 914	1 912
Peuplier	1 770	1 862	3 409	3 237	2 857	2 477	2 599	2 560
Feuillus divers	1 186	846	1 046	1 047	1 057	990	940	968
Total feuillus	**8 389**	**7 925**	**10 157**	**9 724**	**9 043**	**8 033**	**8 130** ..	**8 290**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	4 862	5 135	6 495	5 801	5 519	5 400	6 185	6 363
Pin et autres conifères	5 678	5 653	7 693	7 325	6 932	6 262	6 629	7 044
Total conifères	**10 540**	**10 788**	**14 189**	**13 127**	**12 451**	**11 662**	**12 814**	**13 407**
Ensemble des bois d'œuvre (2)	**18 929**	**18 713**	**24 346**	**22 851**	**21 494**	**19 695**	**20 944**	**21 697**
Bois d'industrie								
Feuillus durs	4 652	3 860	3 678	3 756	3 774	3 093	3 611	3 655
Feuillus tendres	1 480	1 093	1 285	1 448	1 458	1 383	1 661	1 628
Sapin, épicéa, mélèze	478	1 021	1 228	1 256	1 356	1 375	1 787	1 886
Pin maritime	1 798	2 068	2 168	2 471	2 571	2 309	2 607	2 786
Autres conifères	779	1 118	1 399	1 438	1 472	1 117	1 346	1 451
Total trituration (3)	**9 187**	**9 160**	**9 757**	**10 369**	**10 631**	**9 277**	**11 012**	**11 406**
Mines feuillus	61	54	32	24	36	17	15	36
Mines conifères	260	159	70	63	45	35	35	25
Bois ronds divers feuillus	320	227	199	207	191	239	192	216
Bois ronds divers conifères	69	88	147	140	133	180	121	101
Poteaux (conifères)	149	76	82	100	88	123	120	104
Total autres bois d'industrie	**859**	**604**	**530**	**534**	**493**	**594**	**483**	**482**
Ensemble des bois d'industrie	**10 046**	**9 765**	**10 287**	**10 903**	**11 124**	**9 871**	**11 495**	**11 888**
Bois de feu commercialisé (4)								
Total bois de feu commercialisé (4)	**1 358**	**2 077**	**2 541**	**2 702**	**2 738**	**2 755**	**2 588**	**2 461**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Destinés principalement au sciage, ainsi qu'au tranchage ou au déroulage.
(3) Papeterie et fabrique de panneaux.
(4) Depuis 1989 : y compris bois de feu cédé à titre gratuit ou autoconsommé.

TABLEAU I.02-10

Exploitation forestière : production de bois d'œuvre dans les départements d'outre-mer (1)

Source : Office national des Forêts

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Guadeloupe	0,5	3,6	0,6	0,1	0,6	0,6	0,3	0,3	0,5
Guyane	120,0	94,4	91,0	92,8	68,0	50,0	51,0	65,0	65,7
Martinique	0,8	2,8	1,8	2,6	0,8	2,4	2,1	2,9	5,3
Réunion	3,0	4,4	5,0	5,5	5,7	8,7	7,2	5,0	6,1

(1) Forêts bénéficiant du régime forestier.

TABLEAU I.02-11

Scierie (NAF 20.1A) : production de la branche (1)

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Direction de l'Espace rural et de la Forêt, SCEES

Unité : Millier de m^3 de sciages (sauf indication contraire)

Produit	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Sciages (2)								
Chêne	1 124	1 057	1 051	1 026	985	887	904	957
Hêtre	856	738	966	907	802	727	714	707
Peuplier	488	572	923	878	804	714	695	709
Feuillus divers	582	362	363	354	335	315	335	316
Total feuillus	**3 050**	**2 729**	**3 303**	**3 165**	**2 926**	**2 643**	**2 648**	**2 689**
Sapin, épicéa, mélèze, douglas	3 009	3 166	3 656	3 561	3 434	3 382	3 665	3 744
Pin et autres conifères	2 672	2 532	3 299	3 206	3 126	2 784	2 983	3 083
Total conifères	**5 681**	**5 698**	**6 955**	**6 767**	**6 560**	**6 166**	**6 648**	**6 827**
Ensemble des sciages d'essences des régions tempérées...	**8 731**	**8 427**	**10 258**	**9 932**	**9 486**	**8 809**	**9 296**	**9 516**
Sciages d'essences des régions tropicales et exotiques	667	473	514	451	414	323	332	298
Autres produits de scierie								
Traverses :								
— chêne	183	100	137	160	152	...	...	...
— autres	62	46	51	69	46	...	...	...
Appareils de voie	76	42	33	45	42	...	...	...
Total bois sous rail	**321**	**188**	**221**	**274**	**240**	**168**	**167**	**223**
Merrains	18	12	33	31	27	19	20	34
Chutes de scierie commercialisées (millier de t.) :								
— pour trituration	2 376	2 714	3 617	3 743	3 784	3 624	3 903	3 932
— autres	388	412	353	348	350	343	416	430

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Ces produits sont tirés d'une partie des grumes dont il est fait état au tableau I.02-8.

TABLEAU I.02-12

Commerce extérieur des produits forestiers et des produits dérivés, en valeur

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES — *Unité* : Million de francs

	Exportations		Importations	
	r 1995	1996	*r* 1995	1996
Produits d'exploitation forestière, de carbonisation et de scierie (bois)				
Conifères (grumes + trituration)	157	153	174	124
Feuillus (grumes + trituration)	1 322	1 240	1 689	1 234
Sciages de conifères	484	464	2 178	2 093
Sciages de feuillus	1 286	1 156	1 586	1 288
Traverses	184	218	30	22
Plaquettes, particules et délignures	171	175	377	236
Autres produits (1)	279	245	183	169
Total	**3 883**	**3 651**	**6 217**	**5 166**
Produits des industries du bois, des pâtes et papier				
Placages	581	544	427	427
Panneaux contreplaqués	2 798	2 933	2 419	2 247
Autres produits du travail mécanique du bois	3 114	3 361	2 728	2 999
Meubles et sièges en bois	4 276	4 865	8 868	9 408
Pâtes et vieux papiers	2 685	1 333	9 002	5 857
Papiers et cartons	17 880	16 473	20 849	19 271
Total	**31 334**	**29 509**	**44 293**	**40 209**
Autres produits d'exploitation forestière et dérivés				
Extraits tannants, végétaux	86	86	18	16
Térébenthine, colophanes et dérivés	180	160	362	329
Liège et ouvrages en liège	114	139	1 012	1 042
Total	**380**	**385**	**1 392**	**1 387**
Ensemble des produits	**35 597**	**33 545**	**51 902**	**46 762**

(1) Comprend : bois de feu, sciures, charbon de bois, bois d'industrie sauf trituration, bois feuillards, échalas, pieux et piquets, bois pour cannes, manches d'outils, éclisses.

TABLEAU I.02-13

Bilan de la matière bois

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES

Unité : Millier de m^3 de bois ronds

	Feuillus	Conifères	Indéterminé	Total
PRODUCTION				
Bois d'œuvre	8 290	13 407	–	21 697
Bois d'industrie	5 535	6 351	–	11 886
Bois de trituration et dérivés	5 283	6 122	–	11 405
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	252	229	–	481
Bois de feu	–	–	2 461	2 461
Total de la production	**13 825**	**19 758**	2 461	36 044
IMPORTATIONS				
Bois d'œuvre	2 079	2 493	948	5 520
Bois d'industrie	3 482	6 260	19 689	29 431
Bois de trituration et dérivés	3 471	6 148	19 689	29 308
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	11	114	–	125
Bois de feu	–	–	6	6
Total des importations	**5 561**	**8 753**	20 643	34 957
EXPORTATIONS				
Bois d'œuvre	1 950	711	870	3 531
Bois d'industrie	1 645	1 779	14 214	17 638
Bois de trituration et dérivés	1 561	1 682	14 214	17 457
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	84	97	–	181
Bois de feu	–	–	501	501
Total des exportations	**3 595**	**2 490**	**15 585**	**21 670**
CONSOMMATION APPARENTE				
Bois d'œuvre	8 419	15 189	78	23 686
Bois d'industrie	7 372	10 832	5 475	23 679
Bois de trituration et dérivés	7 193	10 586	5 475	23 254
Autres bois d'industrie (poteaux, bois de mine et autres)	179	246	–	425
Bois de feu	–	–	1 966	1 966
Total de la consommation apparente	**15 791**	**26 021**	7 519	49 331

Chapitre I.03

Pêche maritime

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définition.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout.
2. Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche.
3. Produits frais de la mer : principales espèces débarquées.
4. Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées.
5. Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, direction des Pêches maritimes et des Cultures marines.

1. PRÉSENTATION

Le déficit du commerce extérieur des produits de la mer n'a cessé de croître au cours des années 1980. Après un maximum atteint en 1991, le déficit du commerce extérieur se poursuit; il augmente de 7,3 % en volume de 1994 à 1995 après avoir atteint son plancher bas en 1993. L'année 1995 est marquée par une diminution des exportations par rapport à 1994 de + 6 % en volume et de + 2 % en valeur. Le déficit de la balance commerciale des produits de la mer atteint près de 11 milliards de francs, en 1995.

2. MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre correspond aux numéros 0310 à 0320 de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 1973).

La flotte des navires de pêche est répertoriée suivant deux types de classification. Une classification « immatriculation » qui prend en compte l'ensemble des navires de pêche qui sont inscrits au fichier central du Centre administratif des Affaires maritimes. Une classification « armement » qui regroupe tous les navires qui sont effectivement en activité.

La situation des effectifs des marins-pêcheurs correspond au nombre de marins embarqués au 31 décembre de l'année.

Les données portant sur les produits de la mer débarqués par espèce se rapportent au poids de produits au moment du débarquement.

Souvent les captures sont vidées, éviscérées, filetées, salées,... à bord des bateaux de pêche ou de navires-usines. Les quantités débarquées désignent le poids des prises en mer.

3. DÉFINITION

Armement

Un navire de pêche est armé soit :

— à la grande pêche : durée du voyage supérieure à un mois;

— à la pêche au large : durée de la marée de 12 à 15 jours;

— à la pêche côtière : durée de la marée, 3 jours;

— à la petite pêche : durée de la marée, 24 heures.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines;

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM);

Comité national des Pêches maritimes (CNPM);

Comité interprofessionnel de la conchyliculture;

Laboratoires de l'IFREMER (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer);

CAAM (Centre administratif des Affaires maritimes de Saint-Malo).

Publications :

Annuaire des statistiques de la Pêche, Eurostat.

Rapport sur la production de l'industrie des Pêches maritimes en 1995, FIOM (annuel).

Le commerce extérieur des produits de la mer, FIOM (annuel).

Statistiques des Pêches, captures et quantités débarquées en 1995, FAO, édition 1997, volume 80.

Statistiques des Pêches. Produits en 1995, FAO, édition 1997, volume 81.

TABLEAU I.03-1

Nombre de navires de pêche suivant la longueur hors tout (1)

Situation au 31 décembre

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M.)

Unités : Tonnage : tonneau de jauge brute
Puissance : kilowatt
Nombre : navire

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Navires d'une longueur hors tout de :						
Moins de 12 mètres :						
Nombre	6 557	5 227	5 124	5 021	4 847	4 766
Puissance	405 908	350 162	346 301	344 447	339 342	339 299
Tonnage	27 479	22 904	22 629	22 541	22 007	21 943
De 12 à moins de 16 mètres :						
Nombre	850	745	740	691	652	630
Puissance	157 013	143 751	142 841	135 620	129 371	124 798
Tonnage	20 842	18 974	18 819	17 610	16 749	16 207
De 16 à moins de 25 mètres :						
Nombre	1 022	980	976	946	930	912
Puissance	338 054	333 776	332 404	325 127	321 865	317 142
Tonnage	58 599	59 329	59 400	58 308	57 635	57 032
De 25 à moins de 38 mètres :						
Nombre	122	98	99	93	89	90
Puissance	66 546	55 993	56 612	54 122	51 768	53 230
Tonnage	21 697	17 713	17 946	16 655	15 850	16 173
38 mètres et plus :						
Nombre	100	89	82	78	75	77
Puissance	172 793	165 745	155 847	151 331	148 163	152 827
Tonnage	71 154	68 276	65 026	63 859	62 886	64 607
Total :						
Nombre	**8 651**	**7 139**	**7 021**	**6 829**	**6 593**	**6 475**
Puissance	**1 140 314**	**1 049 427**	**1 034 005**	**1 010 647**	**990 509**	**987 626**
Tonnage	**199 772**	**187 196**	**183 820**	**178 973**	**175 127**	**175 962**

(1) Navires en activité ou armés au moins un jour pendant l'année indiquée en tête de colonne ou celle qui la précède.

TABLEAU I.03-2

Nombre de marins embarqués pour la pêche, par type de pêche

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Bureau Central des Statistiques

Unité : Marin

	1985	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Grande pêche	521	523	531	580	441	381	449	438	433	438
Pêche au large	3 296	3 301	3 323	3 385	2 915	2 730	2 310	1 955	2 041	1 955
Pêche côtière	2 067	2 340	2 558	2 603	2 502	2 326	2 158	1 938	1 979	1 938
Petite pêche (1)	12 514	12 315	11 938	13 201	10 630	10 401	9 624	9 660	9 590	9 660
Total	**18 398**	**18 479**	**18 350**	**19 769**	**16 488**	**15 838**	**14 541**	**13 991**	**14 043**	**13 991**

(1) Y compris conchyliculture.

TABLEAU I.03-3

Produits frais de la mer : principales espèces débarquées

Source : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Centre administratif des affaires maritimes (C.A.A.M)

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Espèces débarquées	1990		1992		1993		1994		*r* 1995	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Cabillaud	16 233	256 958	11 643	179 023	13 353	178 915	12 266	161 036	14 339	166 817
Églefin	3 330	34 860	2 369	21 144	3 481	19 123	3 600	20 405	3 590	19 577
Lieu noir	33 138	206 401	14 387	98 195	23 765	110 042	21 961	114 323	16 737	95 756
Lieu jaune	5 057	85 250	3 980	80 002	3 172	59 164	3 825	64 987	3 395	57 055
Merlan	22 602	202 183	20 375	165 577	22 199	151 857	25 394	160 584	24 379	153 364
Merlu	19 487	530 323	17 285	502 069	14 651	393 220	14 336	306 343	12 293	247 156
Chinchard	7 697	31 768	8 099	38 282	6 678	26 838	6 163	23 882	5 924	22 010
Maquereau	14 400	58 959	11 856	57 867	12 502	48 276	14 255	48 653	12 614	43 720
Plie	7 636	47 365	4 881	37 955	4 930	40 456	4 528	36 045	3 921	30 635
Sole	7 888	398 652	8 599	420 057	9 018	426 771	9 509	427 048	8 317	380 212
Cardine	5 115	108 429	4 702	110 644	4 232	87 999	3 683	69 294	4 383	73 603
Baudroie	16 309	442 712	11 755	371 862	10 972	289 480	12 505	297 657	14 820	331 719
Hareng	11 157	17 518	6 486	9 933	6 164	8 741	5 395	9 071	4 500	8 047
Anchois	14 887	112 930	18 635	157 996	25 650	295 135	22 071	192 792	11 257	106 373
Sardine	21 709	78 974	22 636	91 208	21 809	81 270	20 168	64 470	13 339	42 951
Limande	1 520	13 138	1 494	12 036	2 997	43 439	1 236	9 947	1 865	30 319
Bar	2 910	258 099	2 951	217 677	2 680	164 570	2 508	140 935	2 455	132 347
Sprat	224	255	95	147	35	48	283	570	36	44
Turbot	1 015	73 784	937	64 517	1 066	62 162	1 665	52 779	775	46 304
Langoustine	9 110	371 355	9 530	376 604	9 342	339 707	9 628	332 226	9 050	346 940
Langouste-homard	246	28 834	436	62 063	197	22 088	214	24 196	261	27 594
Crevette grise	252	21 454	1 124	18 912	506	21 449	531	21 552	245	12 033

TABLEAU I.03-4

Commerce extérieur : principales espèces de poissons de mer échangées

Année 1995

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : Millier de francs
Quantité : Tonne

Principales espèces	Importations		Exportations		Balance générale	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
Anchois	4 816	134 166	11 639	146 306	6 823	12 140
Baudroie	7 972	275 936	1 370	73 383	– 6 602	– 202 553
Cabillaud, morue	60 542	986 691	7 251	189 717	– 53 292	– 796 974
Cardine	161	3 805	2 050	47 881	1 889	44 076
Dorade	2 230	51 636	943	29 370	– 1 287	– 22 266
Églefin	3 162	54 613	309	6 655	– 2 853	– 47 958
Flétan	2 414	40 673	81	1 587	– 2 334	– 39 086
Hareng	16 547	97 425	23 786	52 652	7 239	– 44 773
Lieu Alaska, jaune	35 081	359 772	2 044	27 713	– 33 037	– 332 059
Lieu noir	22 035	233 170	1 449	23 235	– 20 586	– 209 935
Lingues	2 867	30 120	66	1 092	– 2 801	– 29 028
Maquereau	30 977	112 736	10 402	43 481	– 20 575	– 69 255
Merlan	5 617	77 560	2 121	20 940	– 3 496	– 56 620
Merlu	22 944	238 159	6 273	119 767	– 16 672	– 118 392
Plie	519	14 450	859	6 971	340	– 7 479
Sardine	19 798	168 261	3 189	30 730	– 16 610	– 137 531
Sole	6 990	307 764	1 903	94 866	– 5 087	– 212 898
Sprat	137	709	13	138	– 124	– 571
Thon	104 500	1 940 574	174 236	1 177 607	69 737	– 762 967

TABLEAU I.03-5

Évolution de la production, du commerce extérieur et de la consommation apparente des produits de la mer

Sources : Direction des Pêches maritimes et des Cultures marines
Comité national des pêches maritimes

Unités : Valeur : milliard de francs
Quantité : millier de tonnes

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Production nationale						
Quantité	808,4	790,2	801,4	834,8	868,0	827,7
Valeur	8,8	8,6	8,6	8,4	8,1	7,6
Commerce extérieur						
Importations :						
Quantité importée	863,2	853,3	876,4	838,1	877,2	885,3
Valeur importée	16,0	16,5	15,5	14,2	15,0	15,8
Exportations :						
Quantité exportée	341,2	334,4	363,5	397,5	411,6	385,7
Valeur exportée	5,4	5,2	5,0	4,7	4,9	4,8
Solde :						
Quantité	– 522,0	– 518,9	– 512,9	– 440,6	– 465,6	– 499,6
Valeur	– 10,6	– 11,3	– 10,5	– 9,5	– 10,1	– 10,9
Consommation apparente (1)						
Quantité	1 330,4	1 309,1	1 314,3	1 275,4	1 333,6	1 327,3
Valeur	19,4	19,9	19,1	17,9	18,2	18,6

(1) La consommation apparente est la somme de la production nationale et des importations moins les exportations.

Analysis

Chapitre I.04

Industries agricoles et alimentaires

(NAF groupes 15.1 à 16.0)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA.

1. Industrie des viandes : branche et secteur d'établissements.
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche.
3. Abattage de volailles : production de la branche.
4. Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche.
5. Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche.
6. Industrie du poisson : branche et secteur d'établissements.
7. Conserves de poisson : production de la branche.
8. Industrie des fruits et légumes : branche et secteur d'établissements.
9. Industrie des fruits et légumes : production des branches.
10. Industrie des corps gras : branche et secteur d'établissements.
11. Corps gras : production de la branche.
12. Industrie laitière : branche et secteur d'établissements.
13. Industrie laitière : production de la branche.
14. Glaces et sorbets : production de la branche.
15. Travail des grains; fabrication de produits amylacés : branche et secteur d'établissement.
16. Grains et produits amylacés : production de la branche.
17. Fabrication d'aliments pour animaux : branche et secteur d'établissements.
18. Aliments pour animaux : production de la branche.
19. Autres industries alimentaires : branche et secteur d'établissements.
20. Autres industries alimentaires : production des branches.
21. Industrie des boissons : branche et secteur d'établissements.
22. Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches.
23. Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche.
24. Malt : production de la branche.
25. Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche.
26. Tabac : production de la branche.
27. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

1. PRÉSENTATION

En 1996, la production des industries agro-alimentaires a augmenté, comme en 1995, de 1,8 % en volume. Ce résultat confirme la reprise amorcée en 1993, laquelle a permis de retrouver les rythmes enregistrés au début des années 80. La consommation des ménages a progressé moins rapidement et la croissance des exportations a été nettement plus faible qu'en 1995. Mais la baisse des importations en volume a favorisé les produits français et a permis d'atteindre un excédent commercial record de 33 milliards de francs. Comme en 1995, l'emploi a diminué de 1 %. Enfin, la baisse de la consommation de viande bovine en 1996, liée à « crise de la vache folle », s'est traduite par un stockage important qui pourrait créer des difficultés d'écoulement de la production dans les prochaines années.

2. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques industrielles s'articulent principalement autour de deux types d'enquêtes : une enquête annuelle d'entreprise (EAE) dite enquête de secteur et un ensemble d'enquêtes de production dites enquêtes de branches.

L'enquête annuelle d'entreprise auprès des industries agricoles et alimentaires (IAA) est réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques pour la totalité du champ de compétence du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Sont interrogées, essentiellement sur leurs données comptables, les entreprises dont l'activité principale ressortit à ce champ de compétence. Les résultats d'un secteur d'activité déterminé ne correspondent pas à cette seule activité mais à la totalité des activités exercées par les entreprises dont l'activité principale appartient à ce secteur.

L'enquête sur l'exercice 1993 inaugure la Nomenclature d'activités française (NAF) qui remplace l'ancienne nomenclature des activités et des produits (NAP) de 1973. Ce changement de nomenclature entre dans le cadre d'une harmonisation statistique engagée au niveau européen. La NAF s'emboîte parfaitement dans son modèle européen, la NACE. À terme, on disposera de résultats statistiques homogènes facilitant les comparaisons entre les pays européens.

Par rapport à la NAP, les principales modifications sont les suivantes :

— éclatement de l'industrie laitière en quatre classes :
  — inclusion de la vinification dans les IAA;
  — suppression de la classe sur les plats cuisinés, ceux-ci étant reclassés suivant le produit principal utilisé;
  — restructuration au niveau des regroupements d'activité avec, notamment, l'apparition de groupes sur les industries du poisson, des fruits et légumes, des corps gras, de l'alimentation animale et la modification des groupes sur le travail du grain et sur les industries alimentaires diverses.

Les enquêtes de branches ont trait à des données de fabrication, principalement en quantités physiques, voire aux quantités de matières premières utilisées. Ces enquêtes s'adressent généralement aux établissements (localisation géographique distincte où l'entreprise exerce tout ou partie de ses activités). Les résultats par branche se rapportent à chaque établissement ou chaque section d'établissement ayant une production propre dans le domaine des IAA, que cette activité soit l'activité principale ou secondaire de cet établissement ou de l'entreprise dont il fait partie. Il faut noter que le champ ainsi couvert dépasse sensiblement celui de l'enquête annuelle d'entreprise, qui ne porte que sur les entreprises entières dont l'activité principale est du domaine des IAA.

Les enquêtes de branches auprès des industries agricoles et alimentaires sont réalisées soit par le Service central des enquêtes et études statistiques, soit par d'autres administrations, soit par des organismes professionnels. Les organismes professionnels agréés pour l'exécution des enquêtes industrielles obligatoires réalisent ces enquêtes sous la coordination de l'Administration, notamment au niveau des questionnaires qui reçoivent un visa de l'INSEE et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Les résultats obtenus par branche sont très détaillés, mais les périodicités et le degré d'exhaustivité dans les divers domaines d'activité sont assez variables. La couverture statistique des enquêtes est parfois mal connue, soit que les organismes professionnels ne connaissent pas la totalité des établissements à interroger (en particulier parmi les non-adhérents), soit qu'ils éprouvent des difficultés pour évaluer la production des établissements n'ayant pas répondu.

Les informations mises dans ce chapitre sont une synthèse des résultats des enquêtes de branche réalisées dans les IAA sur l'activité de 1995. Ces résultats sont diffusés par le SCEES au niveau régional lorsque le secret statistique peut être respecté.

Les tableaux présentés permettent de comparer l'activité de 1995 à celle des quatre années précédentes. Par ailleurs, on a reclassé dans chaque catégorie de produits concernée les activités de surgélation-congélation et de déshydratation, considérées comme des techniques de conservation et non comme des branches d'activité au sens de la NAF.

À compter de 1993, en raison du changement de nomenclatures (passage de la NAP à la NAF), les résultats des enquêtes des branches sont donc désormais classés suivant les groupes à 3 chiffres et les classes à 3 chiffres plus 1 lettre de cette nouvelle nomenclature. Mais les tableaux restent sensiblement identiques à ceux des années précédentes.

3. DÉFINITIONS

Industries agricoles et alimentaires (IAA)

Elles transforment la matière première biologique, essentiellement d'origine agricole, en vue de satisfaire les besoins alimentaires des humains et des animaux. Une part sans cesse croissante de l'alimentation est assurée par ces industries.

Les caractéristiques particulières à la matière première agricole confèrent aux industries agricoles et alimentaires leur unité et leur originalité.

Les produits agricoles, de composition variable et complexe, sont très périssables. Leur récolte se fait en un temps limité imposant aux industries transformatrices un

approvisionnement saisonnier et une activité modulée sur la durée de la campagne agricole. Cette dernière peut s'étendre sur deux fractions d'années consécutives.

Secteurs et branches

Tous les établissements exerçant à titre principal une même activité, sont classés dans un ensemble appelé secteur d'établissement.

Les fractions d'établissement qui ont une même activité constituent la branche. Ainsi un même établissement relève d'autant de branches qu'il exerce d'activités, mais il n'appartient qu'à un seul secteur.

Industrie des viandes
(NAF groupe 15.1)

— Viande fraîche, congelée ou surgelée de bovins, d'ovins et de caprins, de porcins, d'équins; abats comestibles ou non; laines, cuirs et peaux bruts; graisses animales comestibles et sous-produits animaux non comestibles.

— Viande et abats de volaille, de lapin et de gibier, frais, congelés ou surgelés; plumes et duvets.

— Préparations industrielles à base de viandes : charcuterie et conserves à base de viandes : saucisses, saucissons secs, saucissons cuits, pâtés, jambons et épaules cuits, viandes et abats salés, en saumure séchés ou fumés; préparations de foie gras; plats préparés à base de viande; farines de viandes pour animaux.

Industrie du poisson
(NAF groupe 15.2)

— Poissons frais, congelés ou surgelés, séchés, salés ou fumés; coquillages, crustacés et mollusques surgelés ou en conserve; plats préparés à base de poissons, de crustacés et de mollusques; escargots et cuisses de grenouilles surgelés ou en conserve; farines de poissons pour animaux; déchets de l'industrie du poisson.

Industrie des fruits et légumes
(NAF groupe 15.3)

— Pommes de terre conservées par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; purée déshydratée; chips; frites; plats préparés à base de pomme de terre; produits apéritifs à base de pomme de terre; farines de pomme de terre.

— Jus de fruits et de légumes frais, surgelés ou concentrés.

— Légumes conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation, lyophilisation, dans l'huile, le vinaigre, la saumure; plats cuisinés et préparations à base de légumes.

— Fruits conservés par congélation, surgélation, déshydratation, appertisation; confitures, marmelades, compotes et gelées; fruits à coque grillés ou salés; conserves de fruits; fruits à l'alcool et à l'eau de vie.

Industrie des corps gras
(NAF groupe 15.4)

— Huiles végétales brutes et raffinées; tourteaux et farines oléagineuses; huiles et graisses animales non comestibles; huiles et graisses hydrogénées; cires végétales et résidus divers.

— Margarine; spécialités à tartiner (non compris celles à base de produits laitiers : groupe 15.5).

Industrie laitière
(NAF groupe 15.5)

— Laits liquides frais, pasteurisés, stérilisés, UHT, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris le lait utilisé à la ferme : groupe 01.2); crèmes de lait; produits laitiers frais : yaourts et autres laits fermentés, desserts lactés frais.

— Beurre, y compris concentré ou allégé; pâtes à tartiner à base de produits laitiers.

— Fromages frais, à pâte molle, persillée...; fromages fondus...

— Laits concentrés et laits secs sucrés et non sucrés, entiers ou écrémés, conditionnés ou non (non compris les laits pour nourrissons, groupe 15.8).

— Produits dérivés de l'industrie laitière : caséine, caséinates, lactose, lactosérum.

— Crèmes glacées, glaces et sorbets en vrac ou en conditionnement individuel (non compris les spécialités pâtissières glacées, groupe 15.8).

Travail des grains; fabrication de produits amylacés
(NAF groupe 15.6)

— Farines, y compris sons et résidus; farines préparées pour la boulangerie, la pâtisserie.

— Semoules; riz décortiqué ou transformé; céréales transformées (grillées, soufflées, en flocons) pour le petit déjeuner.

— Produits amylacés : amidons et fécules, maltodextrine, glucose; tapioca; huile de germe de maïs; résidus d'amidonnerie.

Fabrication d'aliments pour animaux
(NAF groupe 15.7)

— Aliments composés complets ou complémentaires pour animaux de ferme; aliments d'allaitement; composés minéraux et prémélanges; fourrages déshydratés.

— Aliments pour animaux de compagnie.

Autres industries alimentaires
(NAF groupe 15.8)

— Fabrication industrielle de pains, de viennoiseries et de pâtisseries (fraîches et surgelées); pâtes et pâtons précuits surgelés.

— Cuisson de produits de boulangerie.

— Produits de la boulangerie, de la boulangerie-pâtisserie et de la pâtisserie, artisanales.

— Biscottes et pains grillés; biscuits sucrés ou salés (y compris extrudés); pâtisserie industrielle de conservation; pain d'épices.

— Sucre de betterave et de canne : brut, raffiné ou conditionné; sucre cristallisé, en morceaux...; sucres vanillés et vanillinés; sirops de sucre et de mélasses; résidus de sucrerie (non compris édulcorants de synthèse, groupe 24.4).

— Chocolaterie, confiserie.

Chocolaterie : cacao en masse, en poudre sucré et non sucré, beurre de cacao, chocolat de couverture, chocolat en tablettes, confiserie de chocolat, autres produits de chocolaterie (notamment chocolat blanc et pâtes à tartiner contenant du cacao).

Confiserie de sucre : sucres cuits et autres bonbons, gommes à mâcher (chewing-gum), confiserie diverse (notamment dragées, nougats, pâtes de fruits), fruits confits (notamment marrons glacés); coquilles et pellicules de cacao.

— Pâtes alimentaires fraîches ou non, cuites ou farcies; couscous (y compris le couscous garni).

— Café torréfié en grain, moulu, soluble, concentré, décaféiné; thé conditionné (y compris en sachets); chicorée en grain, moulue, soluble et liquide; infusions.

— Condiments et assaisonnements : vinaigres, moutardes, sauces préparées (émulsionnées, non émulsionnées, cuisinées, ketchup...); épices conditionnées.

— Aliments adaptés à l'enfant et aliments diététiques : laits pour nourrissons, farines et aliments diversifiés pour bébés (notamment préparations élaborées, type « petit pot »); produits diététiques ou de régime (notamment aliments enrichis en fibres, à teneur particulière en vitamines, glucides, protides...).

— Préparations pour entremets et desserts (notamment préparations pour gâteaux de riz et de semoule, pour crème pâtissière; entremets et desserts préparés (notamment desserts lactés de conservation, gâteaux de riz) : petits déjeuners en poudre ou granulés; bouillons et potages : bouillons, potages déshydratés, liquides, surgelés, y compris arômes; œufs en conserve (notamment poudre d'œuf et œufs cuits); levures (notamment levure de panification, levure-aliment); poudres à lever; autres produits alimentaires divers (notamment extraits de malt); additifs et épaississants alimentaires.

Industrie des boissons
(NAF groupe 15.9)

— Eaux de vie naturelles : boissons alcooliques distillées (cognac, armagnac, calvados, rhum, whisky, eaux de vie de fruits ou de grains...); alcool éthylique pur non dénaturé < 80 % en volume.

— Spiritueux : liqueurs digestives et crèmes de cassis, spiritueux consommés à l'eau (amers, bitters, gentianes, anisés).

— Alcool éthylique non dénaturé > 80 % en volume et alcool dénaturé (non compris l'alcool éthylique de synthèse : groupe 24.1).

— Champagne et mousseux.

— Vins (non compris les vins issus de la transformation du raisin produit par la même exploitation : groupe 01.1); vins doux naturels et vins de liqueur; moûts de raisin; tartre et lie de vin.

— Cidre et autres boissons fermentées (poiré, hydromel, saké...).

— Vins aromatisés; vermouths.

— Bière, y compris bière sans alcool et panaché; résidus de brasserie et de distillerie.

— Malt.

— Eaux minérales et eaux de sources.

— Boissons rafraîchissantes sans alcool (notamment limonade, boissons aux extraits naturels : sodas, colas, tonics..., boissons aux fruits, nectars, sirops de consommation, apéritifs sans alcool, divers).

Industrie du tabac
(NAF groupe 16.0)

— Produits à base de tabac (notamment tabacs, cigarettes et cigares) y compris tabacs à mâcher, à priser; déchets de tabac.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche : Service central des enquêtes et études et statistiques, sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction générale des Douanes et Droits indirects.

— INSEE.

Fédérations et syndicats professionnels :

— Fédération nationale de la coopération bétail et viandes (FNCBV).

— Syndicat national du commerce de porcs.

— Fédération française des industries charcutières.

— Conseil national du cuir.

— CHASYCA-SYNAVOL.

— Fédération nationale de l'Industrie laitière.

— Fédération nationale des coopératives laitières.

— Syndifrais.

— Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées.

— Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés.

— Fédération nationale des syndicats de confituriers et des conserveurs de fruits.

— Bureau national interprofessionnel du pruneau.

— Confédération française de la conserve.

— Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche.

— Société nationale interprofessionnelle de la tomate.
— Groupement interprofessionnel de la pomme de terre industrielle et des industries de transformation.
— Office national interprofessionnel des céréales.
— Association nationale de la meunerie française.
— L'Alliance 7.
— Comité français de la semoulerie industrielle.
— Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France.
— Union des semouliers de maïs.
— Syndicat de la rizerie française.
— Chambre syndicale de la malterie française.
— Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA).
— Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA).
— Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC).
— Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA).
— Syndicat national des déshydrateurs de France.
— FACCO.
— Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement.
— Syndicat général des fabricants d'huile et de tourteaux de France.
— Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires.
— Fédération nationale des huileries métropolitaines.
— Syndicat des protéines et corps gras animaux.
— Syndicat national des fabricants de sucre de France.
— Chambre syndicale des raffineurs et conditionneurs de sucre de France.
— Syndicat des fabricants de sucre de l'île de la Réunion.
— Union des sociétés d'intérêt collectif agricole de la transformation des pulpes de betteraves (USICA).
— Chambre syndicale des torréfacteurs de cafés de France.
— Syndicat des fabricants de chicorée de France.
— Syndicat national des triturateurs conditionneurs de poivres et épices.
— Fédération des industries condimentaires de France.
— Syndicat national des fabricants de vinaigres.
— Syndicat national des fabricants de bouillons et potages.
— Syndicat des producteurs de levure - aliment de France.
— Bureau national interprofessionnel du cognac.
— Bureau national interprofessionnel des calvados, eaux-de-vie de cidre et de poiré.
— Bureau national interprofessionnel de l'armagnac.
— Syndicat national des fabricants de liqueurs.
— Fédération nationale des producteurs de rhum.
— Union des producteurs français de spiritueux.
— Conseil national des vins aromatisés.
— Comité interprofessionnel du vin de Champagne.
— Association des brasseurs de France.
— Syndicat national des industries cidricoles.
— Union nationale des producteurs et distributeurs de jus de fruits et de légumes, de nectars et de boissons aux fruits.
— Fédération nationale des boissons.
— Syndicat national des boissons rafraîchissantes.
— Syndicat national des fabricants de sirops.
— Chambre syndicale des eaux minérales.
— Syndicat des eaux de source.
— SEITA.

Publications :

● Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

« Enquête annuelle d'entreprise. Industries agricoles et alimentaires », Agreste, séries données chiffrées IAA (annuel);

« Production des industries agricoles et alimentaires en... Enquêtes de branches », Agreste, série données chiffrées IAA (annuel);

« Industries agricoles et alimentaires », partie du *Bulletin mensuel* du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

● INSEE :

« Les industries agro-alimentaires en... », *INSEE-Résultats* (annuel).

« Trente ans d'échanges agro-alimentaires français », *INSEE-Première,* n° 383, juin 1995.

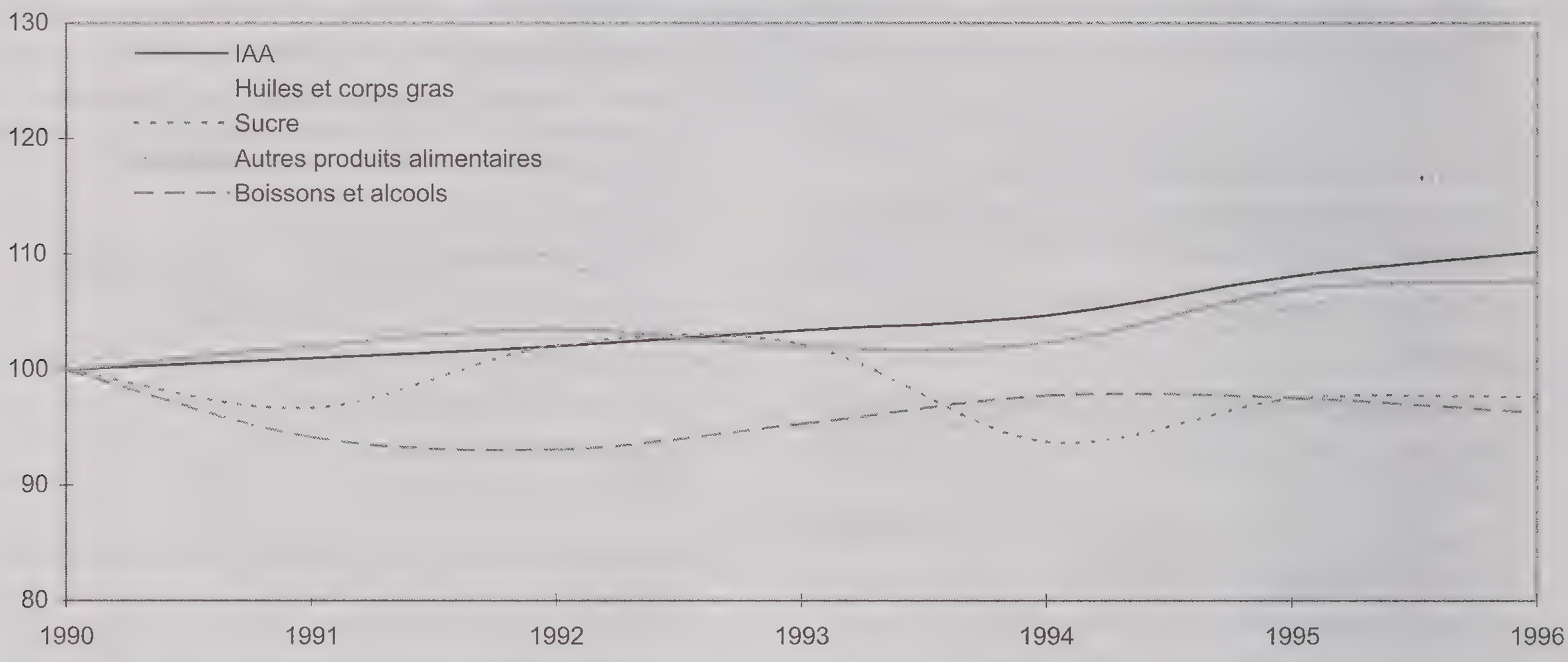
« Les industries agro-alimentaires en ... », *INSEE-Première* (annuel).

Cf. autres publications au chapitre I.01.

* * *

GRAPHIQUE I.04

Évolution des principaux groupes de l'indice de la production des IAA :
moyenne annuelle de l'indice trimestriel (1)



(1) Base 100 en 1990

Source : Insee

TABLEAU I.04-1

Industrie des viandes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF (3)	Branche (2) Effectif salarié total (4)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (4)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Production de viandes de boucherie	15.1A	38 748	78 952,8	42 209	4 752,2	957,2
Production de viandes de volailles	15.1C	26 911	27 882,3	27 380	2 729,8	659,6
Préparation industrielle de produits à base de viandes	15.1E	47 308	52 971,8	45 053	5 362,7	1 785,5
Total		**112 967**	**159 446,9**	**114 642**	**12 844,7**	**3 402,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-2

Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche .SCEES - AGRESTE
Direction des services vétérinaires.
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Catégorie d'animaux	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Production de viandes de boucherie	**15.1A**					
Abattage de :						
Gros bovins		1 543,2	1 556,7	1 402,7	1 334,7	1 400,9
Veaux		275,6	274,9	258,9	252,5	246,2
Ovins-caprins		148,6	137,6	130,6	123,6	118,7
Porcins		1 665,1	1 734,1	1 771,5	1 853,8	1 871,8
Equidés		14,0	13,0	11,7	10,2	9,9
Total		**3 646,5**	**3 716,3**	**3 575,4**	**3 574,8**	**3 647,5**
Viandes et abats surgelés et congelés :						
– destinés à la consommation directe		171,1	195,0	164,8	...	...
– destinés à une transformation ultérieure		156,0	230,2	240,6	...	...
Total		**327,1**	**425,2**	**405,4**	...	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-3

Abattage de volailles (1) : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés

Unité : Millier de tonnes

Volailles	N° NAF (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Production de viandes de volailles	**15.1C**					
Abattage de :						
Poussins, poulets, poules, coqs		932,8	976,3	1 044,2	1 030,4	1 040,1
Dindes		449,2	519,3	509,7	563,2	626,8
Pintades, canards, oies		132,2	141,0	147,9	167,4	188,9
Lapins		54,7	59,4	63,4	61,0	59,9
Total		**1 568,9**	**1 696,0**	**1 765,2**	**1 822,0**	**1 915,7**
Viandes surgelées et congelées de volailles, lapins, gibier :						
– destinées à la consommation directe		466,9	532,4	335,9	...	...
– destinées à une transformation ultérieure		34,5	51,3	259,6	...	...
Total		**501,4**	**583,7**	**595,5**	...	...

(1) Y compris lapins.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-4

Charcuterie et conserves de viandes : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Viande salée, en saumure, séchée, fumée		107,8	110,3	117,1	120,2	124,8
Jambons cuits		202,5	200,6	206,5	218,8	223,0
Épaules cuites et charcuteries cuites diverses		55,0	58,0	56,7	57,2	56,0
Saucissons secs		87,5	89,0	92,6	93,8	95,5
Saucissons cuits et similaires		56,7	57,4	63,9	56,4	58,0
Saucisses et similaires		137,7	140,6	148,4	154,9	159,2
Pâtés		135,1	131,4	127,5	133,4	133,2
Conserves et préparations diverses de viande		87,2	85,1	85,8	92,5	59,5
Total		**869,5**	**872,4**	**898,5**	**927,2**	**968,9**
Conserves de volailles et de gibier		18,6	17,6	21,6	22,7	20,0

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-5

Plats préparés appertisés et surgelés : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Préparation industrielle de produits à base de viandes	**15.1E**					
Plats préparés		324,6	314,5	314,2	303,3	324,6
Pâtes alimentaires cuisinées		94,5	96,9	94,9	95,7	95,8
Autres plats préparés		230,1	217,6	219,3	207,6	228,7
Plats préparés surgelés et congelés (2)		134,4	123,8	115,9	...	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température «à cœur» égale ou inférieure à - 18°C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température «à cœur» égale ou inférieure à - 12°C.

TABLEAU I.04-6

Industrie du poisson : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et invrestissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF (3)	Branche (2) Effectif salarié total (4)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2 Effectif salarié total (4)	Secteur d'établissements (2 Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2 [illegible] (en millions de francs)
Industrie du poisson	15.2					
Industrie du poisson	15.2Z	11 525	11 340,0	11 540	1 321,0	485,1
Total		**11 525**	**11 340,0**	**11 540**	**1 321,0**	**485,1**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-7

Conserves de poisson : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
Confédération Française de la Conserve

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° NAF (1)	Unité	1991	1992	1993	1994	1995
Industrie du poisson	15.2Z						
Conserves de poisson		$10m^3$ tonnes demi-brutes	111,3	104,1	108,6	114,5	112,9
Poissons de mer surgelés et congelés (2)		$10m^3$ tonnes	95,9	75,6	78,6		

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) Surgelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température "à cœur" égale ou inférieure à - 18°C. Congelé : produit soumis dès sa préparation à un traitement par le froid qui maintient sa température "à cœur" égale ou inférieure à - 12°C.

TABLEAU I.04-8

Industries des fruits et légumes : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES 'Enquête annuelle d'entreprise' - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF (3)	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (4)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des fruits et légumes	15.3					
Transformation et conservation de pommes de terre	15.3A	2 719	2 491,5	2 284	371,4	185,1
Préparation de jus de fruits et légumes	15.3D	2 356	1 678,5	2 266	332,8	174,1
Transformation et conservation de légumes	15.3E	12 679	14 259,3	11 128	1 444,6	684,1
Transformation et conservation de fruits	15.3F	3 855	5 969,8	3 276	430,4	125,7
Total		21 819	26 939,4	19 174	2 555,2	1 148,9

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans le mémorandum et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-10

Industrie des corps gras : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF(3)	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (4)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des corps gras	**15.4**					
Fabrication d'huiles et graisses brutes	15.4A	1 434	1 636,9	1 265	193,6	87,8
Fabrication d'huiles et graisses raffinées	15.4C	2 022	6 890,5	2 236	445,9	69,8
Fabrication de margarine	15.4E	391	532,3	391	68,0	31,8
Total		**3 847**	**9 059,7**	**3 892**	**707,5**	**189,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-11

Corps gras : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° NAF (1)	1991	1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Huiles et graisses brutes et raffinées	**15.4A/15.4C**					
Huiles raffinées (2)		599	624	551	501	485
Arachide		70	66	69	55	53
Colza		112	105	92	92	91
Soja		28	25	27	26	19
Tournesol		332	373	320	290	304
Autres		57	55	43	38	18
Tourteaux		1 409	1 477	1 310	1 430	1 724
dont : Arachide		—	—	—	6	7
Colza		561	466	301	517	495
Soja		125	189	302	295	526
Tournesol		719	820	706	607	691
Margarine	**15.4E**	**143**	**143**	**138**	**131**	**130**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) Y compris huiles de maïs et de pépins de raisin.

TABLEAU I.04-12

Industrie laitière : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF(3)	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (4)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie laitière	**15.5**					
Fabrication de lait liquide et de produits frais	15.5A	15 054	35 617,1	14 783	2 071,3	1 050,3
Fabrication de beurre	15.5B	2 993	13 620,8	3 004	397,0	266,4
Fabrication de fromage	15.5C	25 793	48 935,6	27 323	3 347,6	1 174,7
Fabrication d'autres produits laitiers	15.5D	5 096	19 503,2	4 310	607,5	283,3
Fabrication de glaces et sorbets	15.5F	4 495	5 564,7	5 496	891,3	260,0
Total		**53 431**	**123 241,4**	**54 916**	**7 314,7**	**3 034,7**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-13

Industrie laitière : production de la branche

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE

	N° NAF (1)	Unités	1991	1992	1993	1994	1995
Commerce de gros de produits laitiers : collecte	**51.36**						
Lait de vache		10^6 litres	22 652	22 374	22 188	22 600	22 731
Lait de chèvre		»	266	262	246	245	274
Lait de brebis		»	182	185	187	189	208
Lait liquide et produits frais	**15.5A**						
◦ Laits liquides.							
Lait cru		10^6 litres	2	1	1	1	/ / /
Lait pasteurisé		»	601	590	583	582	316
Lait stérilisé (sauf aromatisé)		»	373	360	348	275	260
Lait UHT (sauf aromatisé)		»	3 210	3 191	3 287	3 390	3 359
Lait aromatisé		»	50	49	50	48	46
◦ Produits frais.							
Crème		10^3 tonnes	224	244	255	265	245
Laits fermentés (yaourts et autres)		»	976	1 028	1 045	1 079	1 111
Desserts lactés frais		»	366	369	390	414	421
Beurre	**15.5B**	»	**414**	**392**	**377**	**376**	**381**
Fromages	**15.5C**						
Fromage de vache		10^3 tonnes	1 400	1 413	1 442	1 474	1 498
— à pâte molle		»	454	450	458	462	460
— à pâte pressée non cuite		»	192	193	204	207	215
— à pâte pressée cuite		»	252	263	271	275	284
— à pâte persillée		»	31	31	32	31	32
— frais		»	471	476	477	499	507
Fromage de chèvre et mi-chèvre		»	33	35	38	41	41
Fromage de brebis		»	37	36	39	40	45
Fromage fondu		»	101	106	116	119	127
Autres produits laitiers	**15.6D**						
◦ **Laits concentrés.**							
— sucré		10^3 tonnes	32	32	33	24	34
— non sucré		»	38	45	31	27	33
◦ **Laits secs.**							
Lait en poudre petit boitage		»	135	114	80	103	72
Lait en poudre industriel vrac entier et partiellement écrémé		»	197	184	211	212	215
Lait en poudre industriel vrac écrémé (y c. réengraissé)		»	407	355	346	346	463
— écrémé		»	258	221	243	251	364
— réengraissé (matière grasse déduite)		»	149	134	103	95	99
◦ **Produits dérivés de l'industrie laitière.**							
Poudre de babeurre		10^3 litres	26	25	29	33	31
Poudre de lactosérum		»	444	474	479	497	540
Lactose		»	14	17	16	17	31
Caséine et caséinates		»	32	41	31	30	38

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-14

Glaces et sorbets : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES- AGRESTE
Syndicat des fabricants industriels de glaces, sorbets et crèmes glacées

Unité : Million de litres

Produit	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Glaces et sorbets	**15.5F**					
Glaces, crèmes et sorbets en conditionnement individuel		53	55	62	72	62
Glaces, crèmes et sorbets en vrac ou en conditionnement familial		234	247	262	284	276
Total		287	302	324	356	338

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-15

Travail des grains; fabrication de produits amylacées : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF (3)	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Travail des grains; fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A	5 247	10 977,0	5 764	877,0	353,7
Autres activités de travail des grains	15.6B	1 788	4 181,8	1 952	281,1	153,3
Fabrication de produits amylacés	15.6D	3 984	6 298,7	3 889	702,4	1 011,3
Total		**11 019**	**21 457,5**	**11 605**	**1 860,5**	**1 518,3**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-16

Grains et produits amylacées : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES - AGRESTE
ONIC et Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Travail des grains, fabrication de produits amylacés	**15.6**					
Meunerie	15.6A					
Farine de blé tendre		5 391	5 123	5 354	5 186	5 189
Autres activités de travail des grains	15.6B					
Semoule		477	475	479	469	504
Produits amylacés	15.6D					
Amidons et fécules		1 556	1 638	1 701	1 705	1 726
Malto-dextrine, glucose		817	829	897	945	986
Amidons et fécules transformés divers		305	327	350	357	372

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-17

Fabrication d'aliments pour animaux : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche . SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

		Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
Activité	Numéros de la NAF (3)	Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (4)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Fabrication d'aliments pour animaux	**15.7**					
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	15.7A	12 713	33 952,2	13 954	2 022,1	596,4
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	15.7C	3 984	11 180,5	3 768	747,0	246,0
Total		**16 697**	**45 132,7**	**17 722**	**2 769,1**	**842,4**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-18

Aliments pour animaux : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Aliments pour animaux de ferme	**15.7A**					
Aliments composés pour animaux de ferme		18 983	19 383	20 270	20 797	21 230
dont : bovins		3 997	3 739	3 839	3 984	4 037
porcins		5 493	5 904	6 373	6 417	6 381
volailles		7 398	7 675	7 999	8 366	8 775
aliments d'allaitement		666	609	584	600	555
Aliments pour animaux de compagnie	**15.7C**	1 300	1 365	1 507	1 550	1 600

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-19

Autres industries alimentaires : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF(3)	Branche (2)		Secteur d'établissements (2)		
		Effectif salarié total (4)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Effectif salarié total (4)	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements corporels (en millions de francs)
Autres industries alimentaires	**15.8**					
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	15.8A	20 377	14 012,4	21 029	2 302,1	749,9
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	15.8F	16 250	15 446,0	16 586	2 306,7	629,2
Fabrication de sucre	15.8H	8 357	21 202,5	7 758	1 445,3	927,5
Chocolaterie, confiserie	15.8K	16 598	23 672,9	15 281	2 299,6	951,6
Fabrication de pâtes alimentaires	15.8M	3 866	5 889,3	4 000	573,1	282,1
Transformation du thé et du café	15.8P	5 480	13 339,2	7 253	1 450,0	407,2
Fabrication de condiments et assaisonnements	15.8R	3 055	4 676,5	2 755	424,9	122,1
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques	15.8T	3 920	4 968,9	4 312	644,7	198,8
Industries alimentaires n.c.a	15.8V	8 016	17 357,3	8 724	1 266,4	462,4
Total		**85 919**	**120 565,0**	**87 698**	**12 712,8**	**4 730,8**

(1) Entreprises de plus de 10 salariés.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-20

Autres industries alimentaires : production des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier de tonnes (sauf vinaigres)

Produits	N° de NAF	1991	1992	1993	*r* 1994	1995
Biscuiterie, biscotterie, pâtisserie de conservation	**15.8F**	**590**	**594**	**589**	**586**	**602**
Biscuiterie		477	477	472	468	487
Biscuits salés		28	28	30	31	35
Biscuits secs		99	97	92	91	91
Biscuits divers		216	216	214	217	222
Pâtisseries de conservation, pain d'épice		134	136	136	129	140
Biscotterie		113	117	117	118	115
Sucre	**15.8H**					
Sucreries, raffineries de sucre						
Sucre de betterave (2)		4 357	4 068	4 345	4 346	4 014
Sucre de canne		273	272	254	242	236
Chocolaterie, confiserie	**15.8K**					
Chocolaterie ensemble		490,1	496,0	544,3	554,0	561,0
Produits demi-finis		168,9	163,7	205,8	198,6	198,0
dont : Cacao en masse		51,4	47,0	59,6	31,0	24,7
Beurre de cacao		15,1	14,1	c	c	c
Couverture (3)		74,3	78,5	105,6	117,7	118,9
Produits finis		321,3	332,4	338,5	355,4	363,5
dont : Cacao sucré ou granulé		49,2	52,6	48,4	52,0	51,0
Chocolat en tablettes		110,6	107,1	109,5	101,9	110,2
Confiserie de chocolat		133,4	143,9	154,3	156,0	153,0
Confiserie de sucre		174,5	178,1	190,5	196,3	199,7
dont : Sucres cuits et autres bonbons		67,0	66,5	68,9	68,6	67,8
Gommes à mâcher		36,2	36,8	40,9	44,7	46,6
Fruits confits		16,9	16,2	15,3	15,2	15,4
Pâtes alimentaires et couscous	**15.8M**	**364,0**	**351,0**	**347,0**	**342,0**	**354,0**
Condiments et assaisonnements	**15.8P**					
Condiments, vinaigres, sauces préparées						
Moutardes		69,3	63,6	67,7	70,7	75,8
Vinaigres : livraisons (millier de quintaux d'acide pur)		116,3	108,6	102,3	102,4	106,6
Sauces préparées		112,3	113,7	117,2	135,2	140,0
dont : Mayonnaise et sauces émulsionnées		61,2	64,3	65,3	80,6	83,3
Sauces apéritives		40,0	38,3	40,6	40,3	34,2
Transformation et conservation de légumes	**15.3E**					
Fruits et légumes condimentaires		**28,8**	**29,9**	**32,5**	**36,3**	**37,4**
Aliments adaptés à l'enfant et diététiques	**15.8T**					
Aliments diététiques de l'enfance		71,2	70,6	69,7	70,5	79,7
Aliments diététiques pour adultes (ventes) (4)		34,0	34,9	34,3	36,8	39,3
Industries alimentaires n.c.a.	**15.8V**					
Entremets, desserts ménagers et petits déjeuners (5)		111,8	119,5	118,3	130,1	...
Bouillons et potages						
Bouillons secs		10,1	9,2	9,7	8,5	8,4
Potages déshydratés		23,3	22,6	21,1	24,9	24,7
Soupes et potages surgelés et congelés		3,3	2,8	3,6	...	...
Produits alimentaires divers						
Ovoproduits		71,8	85,3	...	...	90,4

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) L'année indiquée en tête de colonne est celle de la fin de la campagne.
(3) Y compris imitation du chocolat.
(4) Non compris les pâtes à tartiner allégées qui ne sont plus considérées comme aliments diététiques.
(5) Y compris les desserts lactés de conserve.

TABLEAU I.04-21

Industrie des boissons : effectif et chiffre d'affaires de la branche; effectif, rémunérations et investissements du secteur d'établissements (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES (Enquête annuelle d'entreprise) - AGRESTE

Activité	Numéros de la NAF (3)	Branche (2) Effectif salarié total (4)	Branche (2) Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Effectif salarié total (4)	Secteur d'établissements (2) Rémunérations (en millions de francs)	Secteur d'établissements (2) Investissements corporels (en millions de francs)
Industrie des boissons	**15.9**					
Production d'eaux de vie naturelles	15.9A	4 202	11 240,0	4 378	811,7	337,1
Fabrication de spiritueux	15.9B	4 213	7 972,1	4 465	804,1	302,6
Production d'alcool éthylique de fermentation	15.9D	1 063	2 684,6	1 029	135,5	103,8
Champagnisation	15.9F	6 752	15 879,7	6 633	1 344,4	317,0
Vinification	15.9G	3 359	7 230,2	3 938	536,8	331,4
Cidrerie	15.9J	378	586,2	367	49,5	29,3
Production d'autres boissons fermentées	15.9L	265	518,5	415	75,0	8,9
Brasserie	15.9N	5 595	11 961,6	5 594	1 075,9	744,1
Malterie	15.9Q	541	2 469,1	574	91,3	42,1
Industrie des eaux de table	15.9S	8 438	13 430,6	8 580	1 418,0	1 040,3
Production de boissons rafraichissantes	15.9T	4 242	12 392,7	4 226	785,0	400,2
Total		**39 048**	**86 365,3**	**40 199**	**7 127,2**	**3 656,8**

(1) Entreprises de 10 salariés et plus.
(2) Pour les définitions branche et secteur, voir le chapitre K.01.
(3) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(4) L'effectif total comprend les effectifs permanent et saisonnier.

TABLEAU I.04-22

Eaux de vie naturelles et alcool de synthèse : production ou expéditions des branches

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - Direction générale des douanes et droits indirects
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres d'alcool pur

	N° de la NAF (1)	P ou E (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Eaux de vie naturelles	15.9A						
Production d'alcool par les distillateurs de profession							
Betteraves et mélasses		P	3 599	3 571	4 008	4 239	3 989
Vins (cognac, armagnac, autres)		»	843	316	967	647	593
Sous-produits d'origine vinicole (lies et marcs)		»	548	377	460	468	466
Fruits (pommes, poires, marcs, cidres et poirés, lies, autres fruits)		»	49	31	112	31	36
Produits agricoles divers (3)		»	143	62	170	181	376
Total alcool agricole			**5 182**	**4 357**	**5 717**	**5 566**	**5 460**
Cognac		E	428	414	380	413	408
Autres produits chimiques organiques de base	24.1G						
Alcool de synthèse		P	1 074	1 439	1 383	1 315	1 574

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) P = Production ; E = Expéditions
(3) Comprend notamment les substances farineuses, les céréales, le genièvre et la gentiane.

TABLEAU I.04-23

Autres boissons alcoolisées : production ou expéditions de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF (1)	P ou E (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Spiritueux	**15.9B**	P					
Liqueurs autres que cassis		»	377	374	390	384	453
Crème de cassis		»	138	131	141	139	124
Spiritueux consiommés à l'eau			1 618	1 625	1 679	1 544	1 586
Champagnisation	**15.9F**	E					
Champagne (million de bouteilles)		»	214	214	229	242	247
Cidrerie	**15.9J**	P					
Cidre		»	1 116	941	862	1 043	1 173*p*
Autres boissons fermentées	**15.9L**	P					
Apéritifs à base de vin		»	460	467	426	362	337
Brasserie	**15.9N**						
Bière		P	18 654	18 512	18 291	17 668	18 311

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) P = Production ; E = Expéditions.

TABLEAU I.04-24

Malt : production de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Chambre syndicale de la Malterie Française

Unité : Millier de tonnes

Produit	N° de la NAF (1)	1991	1992	1993	1994	1995
Malt d'orge de brasserie	15.9Q	1 286	1 257	1 198	1 140	1 185

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-25

Boissons sans alcool : production ou ventes de la branche

Sources : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. SCEES - AGRESTE
Organisations professionnelles

Unité : Millier d'hectolitres (sauf indication contraire)

	N° de la NAF (1)	P ou V (2)	1991	1992	1993	1994	1995
Industrie des eaux de table	**15.9S**	V					
Eaux minérales naturelles (million de litres)		»	5 192	5 300	5 100	5 300	5 537
Eaux de source		»	11 400	12 770	13 400	16 500	17 800
Boissons rafraichissantes	**15.9T**						
Boissons gazeuses :		P	13 700	14 870	15 810	16 930	20 404
Limonades, sodas		»	4 405	4 480	4 630	4 740	. . .
Colas, tonics, bitters		»	9 295	10 390	11 180	12 190	. . .
Boissons aux fruits		V	5 560	5 116	4 543	4 382	4 535
dont : Orange		»	4 167	3 869	3 513	3 307	3 416
Nectars de fruits		V	1 186	1 523	1 848	1 876	2 044
dont : Abricot		»	184	197	181	181	167
Orange		»	554	772	940	1 142	1 298
Sirops		P	1 634	1 616	1 575	1 668	1 649

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.
(2) P = Production ; V = Vente.

TABLEAU I.04-26

Tabac : production de la branche

Source : SEITA

Produits	N° de la NAF (1)	Unités	1991	1992	1993	1994	1995
Industrie du tabac	**16.0Z**						
Cigares et cigarillos		Million	677	718	712	580	615
Cigarettes		»	50 311	53 312	47 912	48 188	46 361
Cigarettes à filtre		»	32 752	35 879	31 622	33 780	32 916
Cigarettes sans filtre		»	17 559	17 433	16 290	14 408	13 446
Scaferlatis		Tonne	3 555	3 729	3 600	4 101	4 076
Tabacs à priser		»	3	1	3	—	1
Rôles et carottes (tabacs à mâcher)		»	16	17	15	11	9

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage et dans la méthodologie et les définitions du présent chapitre.

TABLEAU I.04-27A

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Importations (CAF)

Source : INSEE - Comptes Nationaux — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAP	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Viandes et conserves de viandes	**35**	**23 465**	**24 112**	**23 024**	**23 707**	**23 389**	**20 925**
Viandes fraîches	3502	18 384	18 673	18 266	18 233	17 750	15 088
Cuirots et peaux brutes	3503	950	1 005	677	1 006	1 037	1 005
Charcuterie et conserves de viandes	3504	2 738	2 921	2 583	2 598	2 754	2 885
Viandes de volaille et gibier	3505	1 393	1 513	1 498	1 870	1 848	1 947
Laits et produits laitiers	**36**	**8 259**	**10 143**	**10 362**	**10 755**	**11 818**	**10 950**
Laits liquides	3611	592	868	1 058	1 275	1 446	1 172
Produits laitiers frais	3612	583	742	971	844	955	1 146
Beurre	3613	1 847	2 179	2 476	2 414	2 878	2 242
Fromages	3614	2 887	3 147	3 243	3 385	3 554	3 694
Laits concentrés, laits secs	3615	1 303	1 970	1 664	1 729	1 773	1 596
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	509	654	372	475	533	425
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	538	583	578	633	679	675
Conserves (sauf viandes)	**37**	**15 819**	**14 705**	**13 701**	**14 625**	**15 919**	**15 754**
Conserves de fruits et confitures	3701	3 264	3 311	3 128	3 288	3 371	3 458
Conserves de légumes, surgelés	3702	3 170	2 959	2 989	3 517	4 004	3 792
Conserves de poissons, surgelés	3703	9 093	8 163	7 296	7 519	8 149	8 041
Plats cuisinés, surgelés	3704	292	272	288	301	395	463
Produits du travail du grain	**39**	**11 369**	**11 851**	**11 559**	**11 634**	**12 031**	**12 676**
Farine	3901	219	239	231	247	253	232
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	4 100	4 301	4 241	4 053	4 543	4 944
Semoule	3903	74	83	93	102	114	139
Pâtes alimentaires	3904	704	721	700	745	710	864
Céréales secondaires	3905	2 054	2 182	2 139	2 252	2 183	2 326
Malt	3906	70	78	55	63	91	125
Produits amylacés	3907	1 314	1 248	1 246	1 360	1 375	1 316
Aliments pour animaux	3908	2 834	2 999	2 854	2 812	2 762	2 730
Corps gras	**401**	**9 119**	**8 730**	**9 278**	**10 424**	**10 026**	**11 519**
Sucre	**402**	**1 890**	**1 667**	**1 791**	**1 697**	**1 941**	**2 336**
Produits alimentaires divers	**403**	**11 923**	**12 352**	**12 816**	**14 600**	**16 279**	**16 646**
Chocolaterie, confiserie	4031	5 056	5 290	5 479	6 646	7 677	7 900
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	1 911	1 895	2 026	2 358	2 770	2 588
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	1 803	1 852	1 906	2 086	2 154	2 326
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	1 014	1 051	998	1 002	1 066	1 121
Bouillons et potages	4036	161	103	95	131	139	167
Produits alimentaires divers	4037	1 978	2 161	2 312	2 377	2 473	2 544
Boissons et alcools	**41**	**7 304**	**7 817**	**7 402**	**8 050**	**8 904**	**9 598**
Alcool	4101	340	435	363	505	413	471
Eau-de-vie naturelle	4102	2 672	2 782	2 660	2 445	2 551	2 857
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	130	143	124	160	184	194
Apéritifs à base de vin	4104	61	83	77	79	108	123
Champagne et mousseux	4105	68	48	60	44	57	37
Bière	4106	938	930	922	1 057	1 242	1 535
Cidre	4107	59	54	64	60	75	63
Jus de fruits et légumes	4108	2 133	2 393	2 270	2 674	2 958	2 962
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	845	886	784	937	1 235	1 278
Eaux minérales naturelles	4110	58	63	78	89	81	78
Produits à base de tabac	**42**	**6 023**	**6 034**	**7 258**	**7 208**	**7 983**	**8 664**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**95 171**	**97 411**	**97 191**	**102 700**	**108 290**	**109 068**

(1) Y compris les produits de la classe 38, pain et pâtisserie.

TABLEAU I.04-27B

Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires

Exportations (FAB)

Source : INSEE - Comptes nationaux — *Unité* : Million de francs

Produit	N° de NAP	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Viandes et conserves de viandes	**35**	**20 543**	**22 894**	**23 966**	**25 561**	**26 114**	**26 327**
Viandes fraîches	3502	10 568	12 193	12 517	12 732	12 800	11 337
Cuirots et peaux brutes	3503	1 931	2 068	2 011	2 533	2 370	2 532
Charcuterie et conserves de viandes	3504	2 162	2 249	2 579	3 025	3 489	3 788
Viandes de volaille et gibier	3505	5 882	6 384	6 859	7 271	7 455	8 670
Laits et produits laitiers	**36**	**19 859**	**21 103**	**22 612**	**23 687**	**25 002**	**24 363**
Laits liquides	3611	1 505	1 759	1 844	2 211	2 112	1 947
Produits laitiers frais	3612	1 035	1 159	1 224	1 288	1 330	1 384
Beurre	3613	1 847	1 375	1 543	1 473	1 658	1 367
Fromages	3614	9 123	9 635	10 371	10 690	11 099	11 711
Laits concentrés, laits secs	3615	4 342	4 570	4 873	5 983	6 868	5 920
Produits dérivés de l'industrie laitière	3616	1 496	1 938	1 705	730	942	1 026
Crèmes glacées, glaces et sorbets	3620	511	667	1 052	1 312	993	1 008
Conserves (sauf viandes)	**37**	**5 713**	**5 752**	**6 060**	**6 461**	**7 110**	**7 575**
Conserves de fruits et confitures	3701	1 053	1 123	1 265	1 582	1 617	1 692
Conserves de légumes, surgelés	3702	3 108	3 148	3 272	3 218	3 522	3 750
Conserves de poissons, surgelés	3703	1 427	1 331	1 379	1 539	1 804	1 984
Plats cuisinés, surgelés	3704	125	150	144	122	167	149
Produits du travail du grain	**39**	**16 384**	**17 867**	**18 103**	**17 532**	**20 131**	**22 105**
Farine	3901	2 043	2 091	2 270	2 010	2 263	2 734
Biscuits, biscottes, pâtisserie industrielle	3902	2 898	3 371	3 582	3 283	4 801	5 371
Semoule	3903	123	126	147	137	171	179
Pâtes alimentaires	3904	202	205	189	233	266	349
Céréales secondaires	3905	1 133	1 307	1 362	1 532	1 522	1 795
Malt	3906	2 070	2 062	1 860	1 615	1 761	1 978
Produits amylacés	3907	2 282	2 419	2 554	2 655	2 904	3 073
Aliments pour animaux	3908	5 633	6 286	6 139	6 067	6 443	6 626
Corps gras	**401**	**2 714**	**2 753**	**2 590**	**3 320**	**3 720**	**3 488**
Sucre	**402**	**7 686**	**7 647**	**7 312**	**7 914**	**9 447**	**8 157**
Produits alimentaires divers	**403**	**12 773**	**13 691**	**15 025**	**17 738**	**21 001**	**22 284**
Chocolaterie, confiserie	4031	3 796	3 908	4 503	5 974	7 717	7 447
Café, thé, chicorée, infusions, épices et herbes aromatiques	4032	886	863	1 837	1 500	1 690	1 724
Condiments, vinaigres, sauces préparées	4033	620	638	767	871	916	956
Aliments diététiques, aliments pour bébés, et produits de régime	4034	1 812	1 868	1 953	2 047	2 021	1 975
Bouillons et potages	4036	114	105	119	215	229	319
Produits alimentaires divers	4037	5 545	6 309	5 846	7 131	8 428	9 863
Boissons et alcools	**41**	**24 753**	**24 571**	**24 744**	**26 375**	**26 327**	**26 405**
Alcool	4101	976	1 147	1 226	1 182	1 258	1 192
Eau-de-vie naturelle	4102	10 361	10 337	10 410	11 098	10 292	10 205
Liqueurs et apéritifs alcoolisés	4103	1 378	1 475	1 451	1 580	1 817	1 864
Apéritifs à base de vin	4104	187	196	212	196	186	156
Champagne et mousseux	4105	6 967	6 335	6 643	6 874	6 990	7 306
Bière	4106	595	617	597	645	777	972
Cidre	4107	226	221	75	237	101	94
Jus de fruits et légumes	4108	513	526	467	478	596	559
Boissons non alcoolisées élaborées	4109	1 509	1 584	1 579	1 667	1 725	1 372
Eaux minérales naturelles	4110	2 041	2 133	2 084	2 418	2 585	2 685
Produits à base de tabac	**42**	**921**	**1 010**	**806**	**910**	**996**	**1 167**
Ensemble des industries agricoles et alimentaires (1)		**111 346**	**117 288**	**121 218**	**129 498**	**139 848**	**141 871**

(1) Y compris les produits de la classe 38 : pain et pâtisserie.

J

Énergie

Chapitre J.01

Bilan de l'énergie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Répartition par type d'énergie de la consommation française de 1973 à 1996.

1. Bilan de l'énergie.
2. Énergie : grandeurs caractéristiques.
3. Production nationale d'énergie primaire.
4. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie.
5. Taux d'indépendance énergétique nationale.
6. Consommation finale énergétique par secteur.
7. Répartition par secteur des économies d'énergie.
8 Production d'énergie primaire dans le monde.
9. Consommation d'énergie primaire dans le monde.
10. Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde.
11. Taux d'indépendance énergétique de quelques pays.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Au cours de la période 1960-1973, la croissance de la demande d'énergie apparaît étroitement liée à la croissance économique. Le pétrole, alors en plein essor, permet de faire face à la fois au développement industriel et au déclin du charbon auquel il se substitue.

Depuis 1973, l'évolution des prix de l'énergie conduit toutefois à faire des choix sur les sources d'énergie, sur le système productif et sur la maîtrise de la *consommation.*

Ainsi, la mise en place du programme nucléaire permet un sensible accroissement de la production nationale d'*énergie primaire,* qui passe de 42 Mtep (dont 8 % de nucléaire) en 1973 à 118 Mtep (dont 74,8 % de nucléaire) en 1996, alors même que la production de charbon, de pétrole et de gaz naturel poursuit son déclin.

Parallèlement, les efforts de maîtrise de l'énergie sont couronnés de succès et ont permis, par exemple en 1994, d'économiser au moins 2 Mtep par rapport à 1986.

Cette plus grande efficacité énergétique, alliée à la modification de structure de l'appareil productif (recul de certains secteurs gros consommateurs d'énergie, comme la sidérurgie, et développement des activités tertiaires), a eu un grand impact sur le niveau de la consommation d'énergie. De 1960 à 1973, la consommation augmentait en moyenne de + 5,7 % par an; de 1973 à 1996, elle n'a crû que de + 1,4 % par an (avec + 0,9 % seulement entre 1980 et 1995). De même, l'intensité énergétique du PIB (énergie finale consommée par franc de PIB), à peu près constante sur la décennie 1960, a chuté de 20 % environ entre 1973 et 1996.

Ces évolutions ont ainsi contribué à accroître sensiblement le taux d'indépendance énergétique de la France, qui est passé de 22,5 % en 1973 à 50,1 % en 1996.

Dans le même temps, la structure de la consommation française d'énergie primaire a évolué, avec une forte réduction de la part du pétrole (69 % en 1973, 40,5 % en 1996) et, dans une moindre mesure, de celle du charbon (15 % en 1973, 6,6 % en 1996), au profit du gaz naturel (7,3 % en 1973, 13,6 % en 1996) et surtout de l'électricité primaire (7,3 % en 1973, 37,5 % en 1996), du fait essentiellement de l'énergie nucléaire qui représente les trois quarts de la production d'électricité.

En ce qui concerne la *consommation finale énergétique,* les différents secteurs économiques ont eu des comportements contrastés.

Ainsi, le secteur industriel a connu de fortes mutations structurelles dont les effets sur la consommation d'énergie sont tangibles. Représentant environ la moitié de la consommation finale énergétique en 1960, l'industrie (y compris la sidérurgie) n'en couvre plus que 38 % en 1973 et 28 % en 1996. Parallèlement, le secteur résidentiel-tertiaire voit sa part augmenter de moins de 30 % en 1960 à 38 % en 1973, puis à 44 % en 1996. Les transports connaissent également une forte expansion, avec une part qui passe de 18 % en 1960 à 21 % en 1973 et 26 % en 1996.

2. MÉTHODOLOGIE

Cadre comptable

Le bilan de l'énergie rapproche, dans un cadre comptable cohérent et concis, d'une part les disponibilités énergétiques, d'autre part leurs emplois jusqu'à leur utilisation finale.

Le bilan global annuel de l'énergie présenté dans ce chapitre correspond à un compte d'approvisionnement et d'utilisation en quantités physiques. Il indique les origines et les utilisations spécifiques à chacune des sources d'énergie (1).

Il comprend donc deux parties principales :

— une partie approvisionnement où sont comptabilisés les flux énergétiques, depuis la production jusqu'à l'approvisionnement total correspondant à la « consommation apparente » (total des disponibilités). En rapportant la production nationale à la quantité d'énergie consommée, on détermine le degré d'indépendance de notre pays, globalement et par source d'énergie;

— une partie emplois où les flux énergétiques sont comptabilisés dans leur utilisation pour des usages « intermédiaires » (transformations dans les industries de la branche énergie), ou pour des usages « finals ».

Les bilans énergétiques annuels sont établis depuis 1982 par l'observatoire de l'énergie, ce sont les bilans officiels français en quantités physiques.

Équivalences entre formes d'énergie

Pour établir un bilan, il faut pouvoir additionner des énergies de formes différentes. Ce bilan d'autre part, doit permettre d'apprécier les capacités de substitution d'une énergie à une autre. On est ainsi conduit à rechercher des coefficients d'équivalence entre les différentes formes d'énergie.

Pour des raisons de simplification, il est usuel de retenir de manière conventionnelle une source d'énergie étalon, de pouvoir calorifique fixé. Les statistiques présentées dans ce chapitre sont exprimées en « tep » (tonne d'équivalent pétrole, ce qui revient à prendre une tonne de pétrole brut comme unité de référence). Afin de mieux tenir compte des pouvoirs calorifiques spécifiques des différentes énergies et du fait que la même énergie générique recouvre des produits de qualité et de nature différentes, des coefficients d'équivalence ont été définis par l'Observatoire de l'énergie, après concertation d'experts appartenant aux différentes entreprises du secteur de l'énergie. Ces coefficients prennent pour base le pouvoir calorifique inférieur [PCI] (2) exprimé en gigagoules (GJ = 1 milliard de joules) ou en tep.

---

(1) Pour une information plus détaillée concernant ces sources, voir chapitres J.02 Charbon; J.03 Pétrole; J.04 Électricité; J.05 Gaz.

(2) La quantité de chaleur pouvant être produite par une unité physique d'énergie sans prendre en compte la chaleur latente de condensation de la vapeur d'eau produite pendant la combustion donne le pouvoir calorifique inférieur (PCI). La prise en compte de cette dernière colonne donne le pouvoir calorifique supérieur (PCS).

Correspondance entre les différentes unités

	Unité physique	Unité de compte énergétique	
		PCI en GJ	tep
CHARBON			
Houille	1 t	26	0.619
Coke de houille	»	28	0.667
Agglomérés et briquettes de lignite	»	32	0.762
Lignites et produits cendreux de récupération	»	17	0.405
PRODUITS PÉTROLIERS			
Pétrole brut, gazole, fioul domestique, produits à usage non énergétique	1 t	42	1.000
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	»	46	1.095
Essences moteur et carburéacteur	»	44	1.048
Fiouls lourds	»	40	0.952
Coke de pétrole	»	32	0.762
ÉLECTRICITÉ	1 MWh	9.33	0.222
GAZ NATUREL	1 MWh	3.24	0.077

Mwh = million de wattheures.

PCS = pouvoir calorifique supérieur

PCI = pouvoir calorifique inférieur.

Corrections de climat

Ces corrections sont fondées sur le principe que la consommation de chauffage est liée au coefficient de rigueur de l'hiver, obtenu en faisant le rapport entre un indicateur de climat observé et un indicateur de climat de référence (période trentenaire 1961-1990); cet indicateur est constitué par des « degrés-jours » (écart moyen journalier entre la température observée et 18 °C jusqu'en 1982, 16 °C à partir de 1983). La part des consommations sensibles à la température est estimée ainsi, en 1995-1996 :

— dans l'industrie : 20 % environ de l'ensemble des produits pétroliers;

— dans le secteur résidentiel-tertiaire : 75 % pour les combustibles minéraux solides et les produits pétroliers; 70 % pour le gaz naturel, 27 % pour l'électricité.

3. DÉFINITIONS

Consommation

La consommation apparente est égale à :

production + importations

– exportations – stockage + déstockage.

La mesure des stocks doit couvrir à la fois ceux des producteurs d'énergie, ceux des importateurs, des distributeurs, des transformateurs et des utilisateurs finals, lorsqu'ils sont connus.

La consommation finale énergétique correspond à l'énergie livrée aux consommateurs finals, quelle qu'en soit la provenance et à toutes fins énergétiques.

La consommation finale non énergétique comptabilise les utilisations d'énergie comme matière première, pour des usages non énergétiques. Ces types d'usage sont surtout répandus dans l'industrie chimique : pétrochimie, carbochimie et l'industrie des engrais.

Énergie primaire

L'énergie primaire est l'énergie brute, c'est-à-dire n'ayant subi aucune transformation après extraction (houille, lignite, pétrole brut, gaz naturel, électricité d'origine hydraulique ou nucléaire).

Énergie secondaire

L'énergie secondaire est celle qui est obtenue par la transformation d'une énergie primaire ou d'une autre énergie secondaire (en particulier électricité d'origine thermique).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Direction générale de l'Énergie et des Matières premières, Observatoire de l'Énergie.

— Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

— Centre d'études et de recherche économique sur l'énergie (CEREN).

Publications :

— Publications annuelles :

Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Dunod.

Tableaux des consommations d'énergie en France, Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Statistiques énergétiques France, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Prix des énergies, dépliant mémento, Observatoire de l'Énergie.

Statistiques énergétiques Europe, dépliant mémento, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie.

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les consommations d'énergie dans l'industrie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. SESSI.

— Publications non périodiques :

Méthodes de comptabilité de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie, Documentation française.

Les perspectives énergétiques de la France à l'horizon 2010 - 2020, rapport du Groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat général au plan (à paraître), ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

La politique énergétique de la France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie

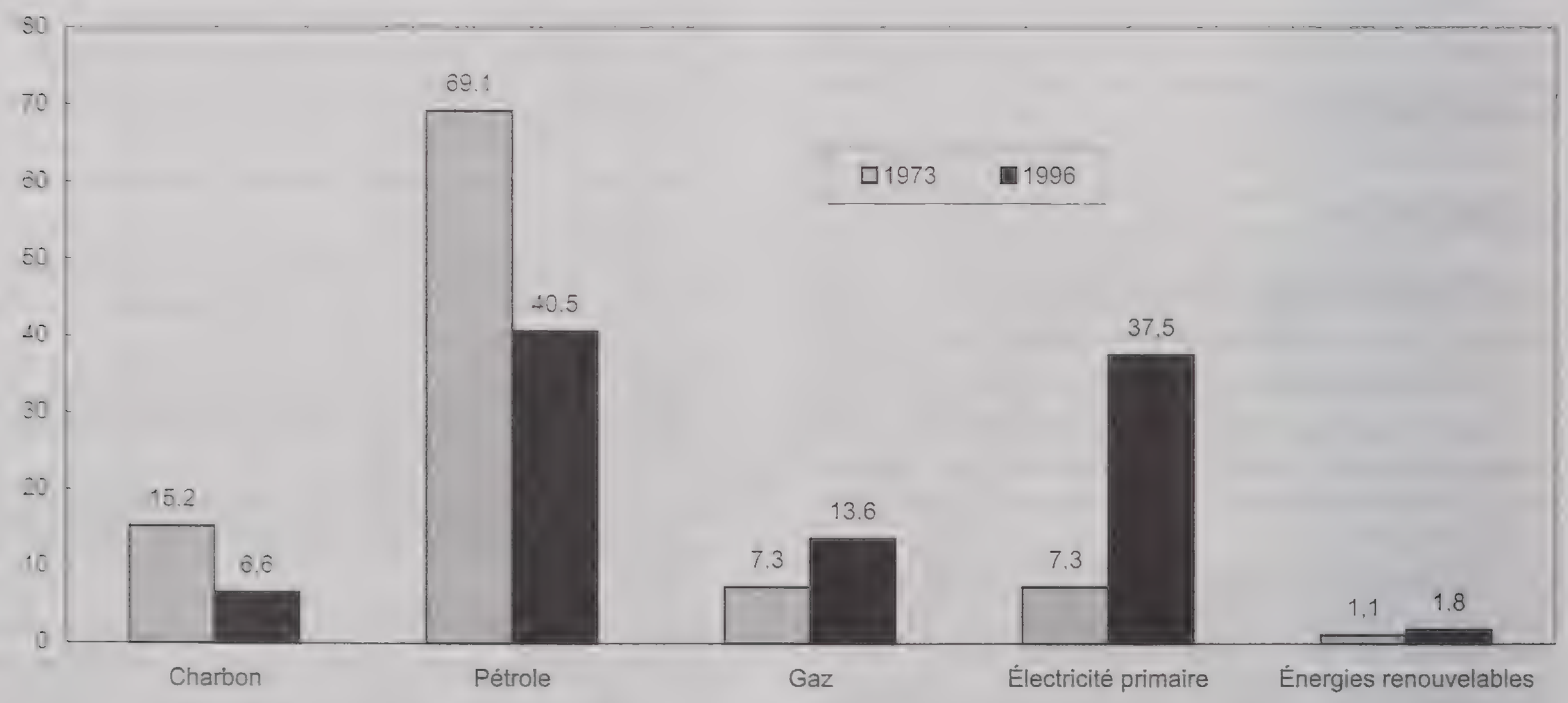
— Minitel : 36-14 code ENERSTAT, Observatoire de l'Énergie.

*
* *

GRAPHIQUE J.01

Répartition par type d'énergie de la consommation française

En %



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.01-1

Bilan de l'énergie

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997)

Unité : Million de tep

	Charbon		Pétrole		Gaz		Électricité		Énergies renouvelables	Total
	Houille Lignite PR (1)	Coke Agglomérés	Brut	Raffiné	Naturel	Industriel	Production	Consommation		
ANNÉE 1995										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	5,11	///	2,49	0,61	2,78	///	100,78	///	4,20	**115,97**
Importations	8,34	0,66	78,02	27,42	27,97	///	0,63	///	///	143,04
Exportations	– 0,27	– 0,24	///	– 14,48	– 0,61	///	– 16,14	///	///	– 31,74
Variation de stocks	1,15	– 0,08	–	– 0,25	– 0,62	///	–	///	///	0,20
Total disponibilités	**14,33**	**0,34**	**80,51**	**13,30**	**29,52**	///	**85,27**	///	**4,20**	**227,47**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	79,96	– 74,70	///	///	– 0,41	0,78	///	**5,63**
Production d'électricité thermique	5,60	///	///	– 1,12	0,54	0,77	– 8,30	///	0,10	**– 0,17**
Usages internes de la branche	4,93	– 4,17	– 0,10	0,24	0,28	– 0,72	///	10,32	///	**10,78**
Pertes et ajustement	0,19	– 0,12	0,65	– 0,20	0,77	0,20	///	6,53	///	**8,02**
Total (A)	**10,72**	**– 4,29**	**80,51**	**– 73,54**	**1,59**	**0,25**	**– 8,71**	**17,63**	**0,10**	**24,26**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,34	3,65	///	0,12	0,57	– 0,44	///	2,31	///	**7,55**
Industrie	1,71	0,45	///	8,22	9,92	0,11	///	25,33	0,60	**46,34**
Résidentiel Tertiaire	0,60	0,37	///	17,23	15,93	0,04	///	47,18	3,50	**84,85**
Agriculture	///	///	///	2,55	0,20	///	///	0,55	///	**3,30**
Transports	///	///	///	46,72	///	///	///	1,91	///	**48,63**
Total (B)	**3,65**	**4,47**	///	**74,84**	**26,62**	**– 0,29**	///	**77,28**	**4,10**	**190,67**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**13,04**	**2,11**	**0,05**	///	///	///	**15,38**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**14,37**	**0,36**	**80,51**	**14,34**	**30,32**	///	///	**86,20**	**4,20**	**230,31**
dont : correct. climat. (2)	0,06		///	1,04	0,81	///	///	0,93	///	**2,84**
ANNÉE1996(provisoire)										
APPROVISIONNEMENT										
Production d'énergie primaire	5,03	///	2,11	0,60	2,38	///	103,67	///	4,20	**117,99**
Importations	9,64	0,63	83,72	25,88	30,16	///	0,80	///	///	**150,83**
Exportations	– 0,18	– 0,25	///	– 16,92	– 0,69	///	– 16,12	///	///	**– 34,16**
Variation de stocks	0,61	0,01	– 0,36	0,30	0,45	///	–	///	///	**1,01**
Total disponibilités	**15,10**	**0,39**	**85,47**	**9,86**	**32,30**	///	**88,35**	///	**4,20**	**235,67**
EMPLOIS										
Consommation de la branche énergie :										
Raffinage	///	///	84,24	– 78,83	///	///	– 0,44	0,80	///	**5,77**
Production d'électricité thermique	6,36	///	///	1,21	0,60	0,82	– 9,37	///	0,10	**– 0,28**
Usages internes de la branche	4,90	– 4,02	– 0,10	0,21	0,28	– 0,71	///	11,63	///	**12,19**
Pertes et ajustement	///	– 0,04	1,33	– 1,10	1,05	0,18	///	6,88	///	**8,30**
Total (A)	**11,26**	**– 4,06**	**85,47**	**– 78,51**	**1,93**	**0,29**	**– 9,81**	**19,31**	**0,10**	**25,98**
Consommation finale énergétique (corrigée du climat) :										
Sidérurgie	1,32	3,34	///	0,10	0,55	– 0,48	///	2,24	///	**7,07**
Industrie	1,89	0,58	///	8,23	10,41	0,11	///	25,64	0,60	**47,46**
Résidentiel Tertiaire	0,61	0,34	///	16,47	16,76	0,03	///	47,93	3,50	**85,64**
Agriculture	///	///	///	2,53	0,20	///	///	0,60	///	**3,33**
Transports	///	///	///	47,70	///	///	///	2,06	///	**49,46**
Total (B)	**3,82**	**4,26**	///	**74,73**	**27,92**	**– 0,34**	///	**78,47**	**4,10**	**192,96**
Consommation finale non énergétique :										
Total (C)	///	**0,18**	///	**13,23**	**2,11**	**0,05**	///	///	///	**15,57**
Consommation totale d'énergie primaire (corrigée du climat) :										
Total corrigé (A+B+C)	**15,08**	**0,38**	**85,47**	**9,45**	**31,96**	///	///	**87,97**	**4,20**	**234,51**
dont : correction climatique (2)	– 0,03	–	///	– 0,41	– 0,34	///	///	– 0,38	///	**– 1,16**

(1) PR = produits de récupération.
(2) L'indice de rigueur climatique était de : 0,93 en 1995 et 1,03 en 1996.

TABLEAU J.01-2

Énergie : grandeurs caractéristiques

Année 1995

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI-Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	N° de la NAF	Résultats branche		Résultats secteur d'entreprises				
		Effectif employé (1)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectif employé (2)	Rémunérations / effectif (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Nombre d'entreprises
Extraction de produits énergétiques	**101Z à 120Z**	18 965	8 477	21 016	211	1 020	17 456	19
Cokéfaction ; élaboration et transformation de matières nucléaires	**231Z, 233Z**	12 799	31 585	12 222	216	4 684	32 601	11
Raffinage de pétrole	**232Z**	17 120	191 308	19 282	255	4 456	220 194	53
Production et distribution d'électricité	**401Z**	121 958	197 800	124 628	194	35 348	204 858	33
Production et distribution de combustibles gazeux	**402Z**	26 739	51 677	26 766	187	5 806	50 846	5
Production et distribution de chaleur	**403Z**	14 612	13 709	16 295	163	835	16 157	66
Total		**212 193**	**494 556**	**220 209**	**199,0**	**52 149**	**542 112**	**187**

(1) Effectifs contribuant directement à l'activité considérée.
(2) Entreprises employant 20 personnes et plus.

TABLEAU J.01-3

Production nationale d'énergie primaire

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997)

Unité : Million de tep

	1973	1979	1985	1989	*r* 1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Charbon	17,3	13,3	10,9	8,3	7,7	6,8	6,2	5,4	5,1	5,0
Pétrole	2,2	2,2	3,4	3,7	3,5	3,4	3,3	3,4	3,1	2,7
Gaz naturel	6,3	6,5	4,5	2,6	2,5	2,8	2,9	2,9	2,8	2,4
Hydraulique	10,7	15,0	14,3	11,4	13,0	16,2	15,2	18,1	17,0	15,5
Nucléaire	3,3	8,9	49,7	67,5	69,6	75,1	81,7	79,9	83,8	88,2
Énergies renouvelables	2,0	3,0	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Total	**41,8**	**48,9**	**86,7**	**97,7**	**100,5**	**108,5**	**113,5**	**114,0**	**116,0**	**118,0**
Consommation réelle (1) d'énergie primaire	185,5	200,6	197,3	206,7	210,1	225,1	224,0	222,6	227,5	235,7

(1) Non corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-4

Consommation d'énergie primaire par type d'énergie (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997)

Unité : Million de tep

Énergie	1973		1979		1985	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Charbon	27,8	15,2	31,8	15,9	24,1	19,1	14,6	14,5	14,7	15,5	6,6
Pétrole	126,6	69,1	118,9	59,5	84,3	91,3	93,5	94,8	94,9	94,9	40,5
Gaz	13,3	7,3	21,0	10,5	23,3	26,4	29,2	29,6	30,3	32,0	13,6
Électricité primaire	13,3	7,3	25,1	12,6	58,0	73,9	83,7	86,2	86,2	88,0	37,5
Énergies renouvelables	2,0	1,1	3,0	1,5	3,9	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	1,8
Total	**183,0**	**100,0**	**199,8**	**100,0**	**193,6**	**214,9**	**225,2**	**229,3**	**230,3**	**234,5**	**100,0**
dont : Usages non énergétiques	10,9	6,0	12,0	6,0	11,7	12,4	14,5	15,5	15,4	15,6	6,6

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques.

TABLEAU J.01-5

Taux d'indépendance énergétique nationale (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997) — *Unité* : %

Énergie	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Charbon	61,5	41,8	44,7	40,7	38,3	42,3	37,9	34,8	32,5
Pétrole	1,7	1,8	3,9	3,9	3,5	3,5	3,7	3,3	2,8
Gaz	46,4	30,7	18,7	9,9	9,9	10,0	10,4	9,4	7,4
Électricité	105,0	95,0	108,8	114,0	115,0	116,4	116,7	118,2	117,3
Énergies renouvelables	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ensemble	**22,5**	**24,4**	**43,9**	**47,8**	**48,2**	**50,7**	**51,2**	**51,0**	**50,1**

(1) (Production d'énergie primaire / Disponibilités totales d'énergie primaire) x 100.

TABLEAU J.01-6

Consommation finale énergétique par secteur (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997) — *Unité* : Million de tep

Secteur	1973		1979		1980	1985	1990	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995		*p* 1996
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Sidérurgie	14,1	9,3	13,1	7,9	12,5	9,3	8,4	7,5	6,9	7,8	7,6	7,1	3,7
Industrie	44,2	29,0	46,4	28,0	43,1	40,6	44,8	45,8	44,8	45,5	46,3	47,5	24,6
Résidentiel-Tertiaire	58,6	38,5	65,8	39,7	66,3	68,5	78,1	83,2	83,6	87,1	84,9	85,6	44,4
Agriculture	3,1	2,0	3,4	2,1	3,2	3,1	3,3	3,5	3,2	3,1	3,3	3,3	1,7
Transports	32,4	21,3	37,1	22,4	36,9	37,1	45,3	47,5	47,9	48,1	48,6	49,5	25,6
Total	**152,4**	**100,0**	**165,8**	**100,0**	**162,0**	**158,6**	**179,9**	**187,4**	**186,3**	**191,6**	**190,7**	**193,0**	**100,0**

(1) Consommation corrigée des aléas climatiques. Usages non énergétiques exclus.

TABLEAU J.01-7

Répartition par secteur des économies d'énergie (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) — *Unité* : Million de tep cumulées

Secteur	de 1986 à 1994	1994/1993
Industrie	– 1,70	– 1,38
Résidentiel (chauffage seul)	– 0,94	– 0,11
Tertiaire (hors électricité)	– 1,51	– 0,13
Transports (2)	+1,55	– 0,69
Total	**– 2,60**	**– 2,31**

(1) Sont indiquées pour chacun des secteurs sur la période et avec les limitations spécifiées, les économies d'énergie cumulées (positives et négatives) réalisées depuis l'année de référence, soit 1986 (alors qu'il s'agissait de 1973 dans les versions de l'Annuaire, antérieures à l'édition 1997). Le coefficient d'équivalence de l'électricité ici utilisé est de 0,086 tep/MWh, contre 0,222tep/MWh dans les bilans officiels. Les économies d'énergie apparaissent avec le signe "-", les "déséconomies" avec le signe "+".
(2) Calcul sur la consommation finale des transports hors soutes.

TABLEAU J.01-8

Production d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1 693,2**	**1 845,0**	**1 998,3**	**2 110,8**	**2 132,6**	**2 111,5**	**2 198,0**	**2 208,2**
dont : États-Unis	1 445,9	1 519,0	1 563,1	1 642,0	1 637,4	1 591,7	1 655,3	1 655,6
Canada	198,0	210,1	241,1	274,1	293,5	315,1	337,6	350,6
Mexique	49,3	115,8	194,1	194,6	201,7	204,7	205,2	202,0
Amérique latine (1)	**283,0**	**256,0**	**279,0**	**334,0**	**363,0**	**365,0**	**399,0**	**441,0**
Europe de l'Ouest	**521,2**	**695,8**	**882,4**	**917,8**	**940,8**	**953,9**	**981,7**	**1 009,5**
dont : Union Européenne	440,2	569,7	721,6	709,2	708,3	714,3	728,6	745,0
France (2)	**36,3**	**41,2**	**86,1**	**110,7**	**118,5**	**125,1**	**123,1**	**126,9**
Allemagne (3)	171,6	181,2	207,9	184,8	160,8	149,7	143,0	142,7
Royaume-Uni	108,5	192,9	236,8	207,7	213,2	221,5	241,8	255,0
Italie	21,8	20,7	22,9	24,8	26,7	27,8	29,1	28,6
Espagne	11,4	15,7	26,5	34,1	33,7	32,9	32,2	31,4
Europe de l'Est (1)	**1 138,6**	**1 504,0**	**1 711,5**	**1 783,0**	**1 576,1**	**1 490,1**	**1 369,9**	**1 338,9**
dont : URSS (ex-) (1)	970,0	1 297,0	1 493,0	1 606,0	1 414,0	1 329,0	1 212,0	1 179,0
Afrique (1)	**347,0**	**429,0**	**422,0**	**498,0**	**518,0**	**521,0**	**524,0**	**541,0**
Asie (1)	**1 581,5**	**1 884,5**	**1 591,1**	**2 183,3**	**2 307,2**	**2 408,0**	**2 516,9**	**2 641,8**
dont : Chine (1)	267,0	436,0	573,0	694,0	716,0	745,0	803,0	867,0
Japon	29,5	39,3	67,7	75,6	80,5	88,1	91,5	99,5
Moyen-Orient (1)	1 105,0	1 152,0	598,0	949,0	1 005,0	1 057,0	1 082,0	1 101,0
Océanie	**72,0**	**90,6**	**134,2**	**169,2**	**182,7**	**186,5**	**185,6**	**199,1**
Monde (1)	**5 636,5**	**6 704,9**	**7 018,5**	**7 994,1**	**8 020,4**	**8 035,9**	**8 175,3**	**8 380,6**

(1) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays non OCDE.
(2) Les écarts avec la série officielle française (voir tableaux J.01-1 et J.01-3) tiennent aux différences de coefficients d'équivalence.
(3) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.01-9

Consommation d'énergie primaire dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1 939,8**	**2 148,4**	**2 076,7**	**2 249,2**	**2 268,0**	**2 311,6**	**2 364,8**	**2 411,3**	**2 445,0**
dont : États-Unis	1 723,7	1 870,1	1 772,2	1 915,0	1 929,3	1 965,8	2 012,0	2 045,8	2 078,3
Canada	161,0	190,8	193,2	210,0	209,5	213,8	220,5	228,4	233,3
Mexique	55,2	87,5	111,2	124,2	129,2	132,1	132,3	137,1	133,4
Amérique latine	**166,0**	**217,0**	**229,0**	**269,0**	**283,6**	**288,4**	**296,3**	**310,5**	**326,8**
Europe de l'Ouest	**1 284,8**	**1 403,9**	**1 396,6**	**1 501,8**	**1 528,8**	**1 516,4**	**1 516,2**	**1 519,1**	**1 554,3**
dont : Union Européenne	1 161,0	1 260,3	1 237,0	1 325,6	1 356,9	1 344,3	1 342,5	1 347,3	1 377,0
France	**176,8**	**190,3**	**200,7**	**226,8**	**239,9**	**235,5**	**240,2**	**232,2**	**241,3**
Allemagne (1)	338,2	372,4	359,8	354,9	347,0	340,5	337,7	336,3	339,3
Royaume-Uni	220,8	219,9	203,0	212,1	217,7	217,9	218,7	220,0	221,9
Italie	130,5	141,3	136,5	153,3	157,6	157,9	155,4	153,5	161,4
Espagne	52,4	66,9	71,9	90,6	94,3	96,6	93,5	98,6	103,5
Europe de l'Est (2)	**1 046,3**	**1 357,5**	**1 538,6**	**1 583,9**	**1 553,6**	**1 439,4**	**1 336,5**	**1 176,7**	**1 153,6**
dont : URSS (ex-)	850,0	1 088,6	1 252,2	1 328,7	1 322,1	1 224,3	1 122,4	974,7	942,6
Afrique	**86,6**	**124,4**	**177,6**	**201,5**	**211,5**	**207,9**	**204,5**	**219,5**	**225,8**
Asie	**844,4**	**1 180,6**	**1 458,5**	**1 889,0**	**1 966,2**	**2 051,1**	**2 161,4**	**2 278,4**	**2 405,3**
dont : Chine	264,0	419,0	517,0	656,0	681,0	699,0	745,0	795,0	851,0
Japon	323,6	354,8	367,0	438,8	448,6	456,6	460,8	483,3	497,2
Moyen-Orient	66,0	127,5	190,4	236,2	240,3	260,5	278,3	285,5	294,8
Océanie	**65,7**	**77,6**	**85,3**	**101,0**	**100,5**	**102,4**	**107,2**	**107,5**	**109,6**
Soutes maritimes	**130,5**	**115,4**	**95,8**	**118,6**	**124,5**	**125,9**	**126,5**	**126,8**	**129,0**
Monde.(3)	**5 564,0**	**6 624,8**	**7 057,9**	**7 914,1**	**8 036,6**	**8 043,1**	**8 113,4**	**8 149,9**	**8 349,4**

(1) Y compris les nouveaux Länder.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).
(3) Non compris les énergies renouvelables et les déchets pour les pays hors OCDE.

TABLEAU J.01-10

Consommation d'énergie primaire par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*p* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**6,67**	**6,78**	**6,07**	**6,18**	**6,19**	**6,25**	**6,30**	**6,31**
dont : États-Unis	8,13	8,31	7,43	7,66	7,70	7,79	7,85	7,90
Canada	7,14	7,86	7,45	7,56	7,49	7,62	7,81	7,68
Mexique	0,98	1,30	1,43	1,44	1,48	1,45	1,47	1,41
Amérique latine	**0,67**	**0,77**	**0,72**	**0,76**	**0,79**	**0,80**	**0,82**	**0,85**
Europe de l'Ouest	**3,09**	**3,27**	**3,17**	**3,32**	**3,31**	**3,29**	**3,28**	**3,34**
dont : Union Européenne	3,56	3,78	3,66	3,64	3,65	3,63	3,63	3,70
France	**3,39**	**3,55**	**3,63**	**4,00**	**4,11**	**4,17**	**4,01**	**4,15**
Allemagne (1)	4,28	4,77	4,64	4,47	4,22	4,16	4,13	4,15
Royaume-Uni	3,93	3,91	3,58	3,68	3,76	3,76	3,77	3,79
Italie	2,38	2,51	2,41	2,70	2,78	2,72	2,68	2,82
Espagne	1,51	1,80	1,87	2,33	2,48	2,39	2,52	2,64
Europe de l'Est (2)	**3,07**	**3,76**	**4,06**	**4,04**	**3,65**	**3,39**	**2,99**	**2,92**
dont : URSS (ex-)	3,40	4,12	4,50	4,60	4,19	3,84	3,34	3,22
Afrique	**0,22**	**0,27**	**0,33**	**0,32**	**0,32**	**0,31**	**0,32**	**0,32**
Asie	**0,38**	**0,48**	**0,53**	**0,62**	**0,65**	**0,68**	**0,70**	**0,73**
dont : Chine	0,30	0,43	0,49	0,58	0,60	0,63	0,67	0,71
Japon	2,98	3,06	3,04	3,55	3,67	3,70	3,87	3,96
Moyen-Orient	0,92	1,45	1,70	1,79	1,85	1,92	1,90	1,91
Océanie	**3,99**	**4,40**	**4,47**	**4,94**	**4,89**	**5,07**	**5,03**	**5,07**
Monde	**1,43**	**1,53**	**1,47**	**1,51**	**1,49**	**1,48**	**1,46**	**1,48**

(1) Y compris les nouveaux Länder.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.01-11

Taux d'indépendance énergétique de quelques pays

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — %

Pays	1973	1979	1985	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Allemagne .(1)	50,8	48,7	57,8	52,1	47,9	47,2	44,3	42,5	42,1
Canada	122,9	110,0	124,6	130,5	136,1	137,3	142,9	147,8	150,3
États-Unis d'Amérique	84,0	81,3	88,4	85,7	84,5	83,3	79,1	80,9	79,7
France (2)	**20,5**	**21,7**	**42,9**	**48,8**	**49,0**	**50,3**	**52,1**	**53,0**	**52,6**
Italie	16,7	14,6	16,8	16,2	16,2	16,9	17,9	18,9	17,8
Japon	9,1	11,1	17,2	17,2	17,7	17,6	19,1	18,9	20,0
Royaume-Uni	49,2	87,7	116,6	98,0	98,1	97,9	101,3	109,9	114,9
Union Européenne	37,9	45,2	58,3	53,5	52,5	52,7	53,2	54,1	54,1

(1) Y compris les nouveaux Länder.
(2) L'écart avec la série officielle française tient aux différences de conventions d'équivalence et à la non-prise en compte des soutes maritimes.

Chapitre J.02

Charbon

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de combustibles minéraux solides.

1. Bilan des combustibles minéraux solides.
2. Extraction nette de houille et de lignite.
3. Importation de produits charbonniers.
4. Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation.
5. Effectifs des houillères et des charbonnages de France.
6. Production et réserves mondiales de charbon.
7. Consommation de charbon dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de charbon par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

En France, la suprématie du charbon sur les autres énergies est indiscutable jusqu'en 1960, où il se trouve à son apogée.

Après avoir subi, dans les années soixante, la concurrence du pétrole, alors d'un coût compétitif, le charbon a dû, à la suite du premier choc pétrolier de 1973, faire face aux mutations intervenues dans l'industrie lourde et dans la production d'électricité.

La consommation totale de charbon est passée de 57,5 Mt en 1970 à 25,7 Mt en 1996, soit une baisse de plus de 55 % en 26 ans. Toutefois, cette baisse n'a pas été constante sur la période. En recul jusqu'en 1975 (41,2 Mt), la demande remonte à 52,9 Mt en 1979, pour redescendre de façon régulière à moins de 30 Mt en 1988. En fait, le profil de la consommation totale est largement défini par la consommation des centrales électriques.

Celle-ci a crû de 15 Mt en 1975 à 28,3 Mt en 1979, pour chuter ensuite à 10,7 Mt en 1988. Le charbon a donc permis de faire face à la demande d'électricité dans les années 1970, alors que se mettait en place le programme électro-nucléaire. Dans les années 80, avec la montée en puissance du nucléaire, le charbon a régressé dans la production d'électricité, dont il demeure cependant l'énergie de bouclage. Ainsi, la consommation de charbon des centrales est remontée en 1989 (13,5 Mt), en 1990 (13,1 Mt) et en 1991 (15,7 Mt) pour faire face aux problèmes rencontrés dans la production nucléaire et à la sécheresse qui a réduit la production hydro-électrique. En 1992, en revanche, la demande des centrales a reflué à 13 Mt, du fait du retour à la normale de la production hydraulique grâce à une bonne pluviométrie. Depuis 1993, la consommation des centrales a stagné en dessous de 10 Mt, pour remonter à 10,9 Mt en 1996.

Quant à la consommation finale, son déclin est quasiment constant depuis 1960, où elle culminait à 51,4 Mt pour descendre ensuite régulièrement : 35,6 Mt en 1970; 20,7 Mt en 1980 et 12,8 Mt en 1996, soit une chute de 64 % en 26 ans.

La consommation finale a surtout été affectée par les restructurations de la sidérurgie, dont la demande est passée de près de 15 Mt en 1970 à 71 Mt en 1996. Les autres industries, après un certain redémarrage au début des années 1980, ont vu leur consommation à nouveau régresser depuis le début des années 1990. Le marché du résidentiel tertiaire ne cesse de se rétrécir : il est égal à 1,5 Mt en 1996 contre 12 Mt en 1970. Dans ce secteur, il est surtout utilisé dans les grandes chaufferies, notamment à travers les réseaux de chaleur. Enfin, le charbon n'a plus de débouchés dans les transports depuis 1970, alors qu'en 1960, il fournissait plus de 3 Mt.

La production nationale de charbon (houille, lignite et produits récupérés) qui culminait à 58,3 Mt en 1960 a régulièrement diminué jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, avec 29,1 Mt. Après une stabilisation à 26 Mt jusqu'en 1977, le déclin reprend, en s'accélérant à partir de 1984, la production tombant sous la barre des 10 Mt à partir de 1994, suite aux fermetures de mines non compétitives.

Les importations de charbon, qui atteignaient 16 Mt en 1960, sont restées stables jusqu'au premier choc pétrolier. Ensuite, elles n'ont cessé d'augmenter, pour culminer à 32,7 Mt en 1980. En décroissance depuis, elles ont cependant enregistré une remontée conjoncturelle de 1989 à 1992 pour pallier les difficultés rencontrées dans la production d'électricité. Elles ont reculé à 13,3 Mt en 1994 pour atteindre 16,5 Mt en 1996.

En ce qui concerne l'origine géographique des importations, l'Allemagne (ex-RFA) fut notre premier fournisseur au cours des années 1960. Pour faire face à la montée de la demande jusqu'en 1980, on fit massivement appel aux importations plus compétitives en provenance de l'Afrique du Sud et des États-Unis. Les importations d'Afrique du Sud furent interrompues en 1986, en application des mesures d'embargo prises par la France, mais ont repris officiellement début 1992. En 1996, les États-Unis sont notre premier fournisseur (4,3 Mt), suivi de l'Australie (2,5 Mt), de l'Afrique du Sud (2,4 Mt).

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du charbon en France

La production

L'Établissement public des charbonnages de France, créé par la loi du 17 mai 1946, coordonne l'exploitation et la commercialisation de la totalité du charbon français.

La production nationale provient de deux gisements principaux dont l'exploitation est assurée par les houillères de bassin (1) :

- Les Houillères du bassin de Lorraine (HBL), qui exploitent le bassin lorrain. Ce gisement dispose de la plus grande partie des réserves charbonnières françaises. Il est constitué essentiellement de charbon gras, destiné à la *cokéfaction,* et de flambants.
- Les Houillères du bassin du Centre et du Midi (HBCM) exploitent sept gisements situés sur le pourtour du Massif Central, dans le Dauphiné et en Provence.

Pour faire face à sa situation financière difficile, Charbonnages de France a engagé une restructuration qui passe par la fermeture des exploitations déficitaires et la réduction des effectifs.

Les importations

Pour répondre aux besoins de sa consommation, la France a recours aux importations.

L'ATIC (Association technique de l'importation charbonnière) a perdu, par décret du 9 mai 1995, le monopole d'importation qu'elle détenait depuis sa création en 1944. La France s'est ainsi mise en conformité avec les règles de l'Union européenne.

(1) Les Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC) ont cessé l'extraction à la fin de l'année 1990.

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Les diverses activités du secteur correspondent aux étapes successives de l'*extraction*, du *traitement* et éventuellement de la transformation du minerai avant son utilisation finale, c'est-à-dire l'*agglomération* et la *carbonisation*.

Extraction

Activité de base, l'extraction consiste à dégager le minerai des autres couches géologiques et à le transporter à la surface. Exceptionnellement, l'exploitation se fait à ciel ouvert.

Traitement et classification des charbons

Afin de donner au charbon les caractéristiques exigées pour son utilisation, le traitement comprend les trois opérations successives du lavage, du concassage et du criblage.

Le charbon peut se définir en fonction de sa formation géologique (tourbe, lignite, houille et anthracite), par la catégorie à laquelle il appartient (huit selon la norme française), par son calibre et par son pouvoir calorifique.

Agglomération

L'agglomération est destinée à revaloriser les «fines» c'est-à-dire le charbon réduit à l'état de particules obtenues inévitablement au cours de la préparation de la houille, en les mélangeant avec un liant particulier (brai de houille ou bitume).

Carbonisation ou cokéfaction

Le coke issu de la carbonisation dans les cokeries est utilisé pour la production de la fonte dans les hauts fourneaux où il joue à la fois le rôle d'agent de chauffage, d'agent de réduction et de carburation et d'élément perméabilisant de la charge.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Charbonnages de France (CDF).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  Direction générale des douanes et droits indirects.

  Observatoire de l'Énergie.

  Service des statistiques industrielles (SESSI).

— Association technique de l'importation charbonnière (ATIC).

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

Publications :

Statistique annuelle, Charbonnages de France.

Les chiffres clés de l'énergie. Observatoire de l'Énergie.

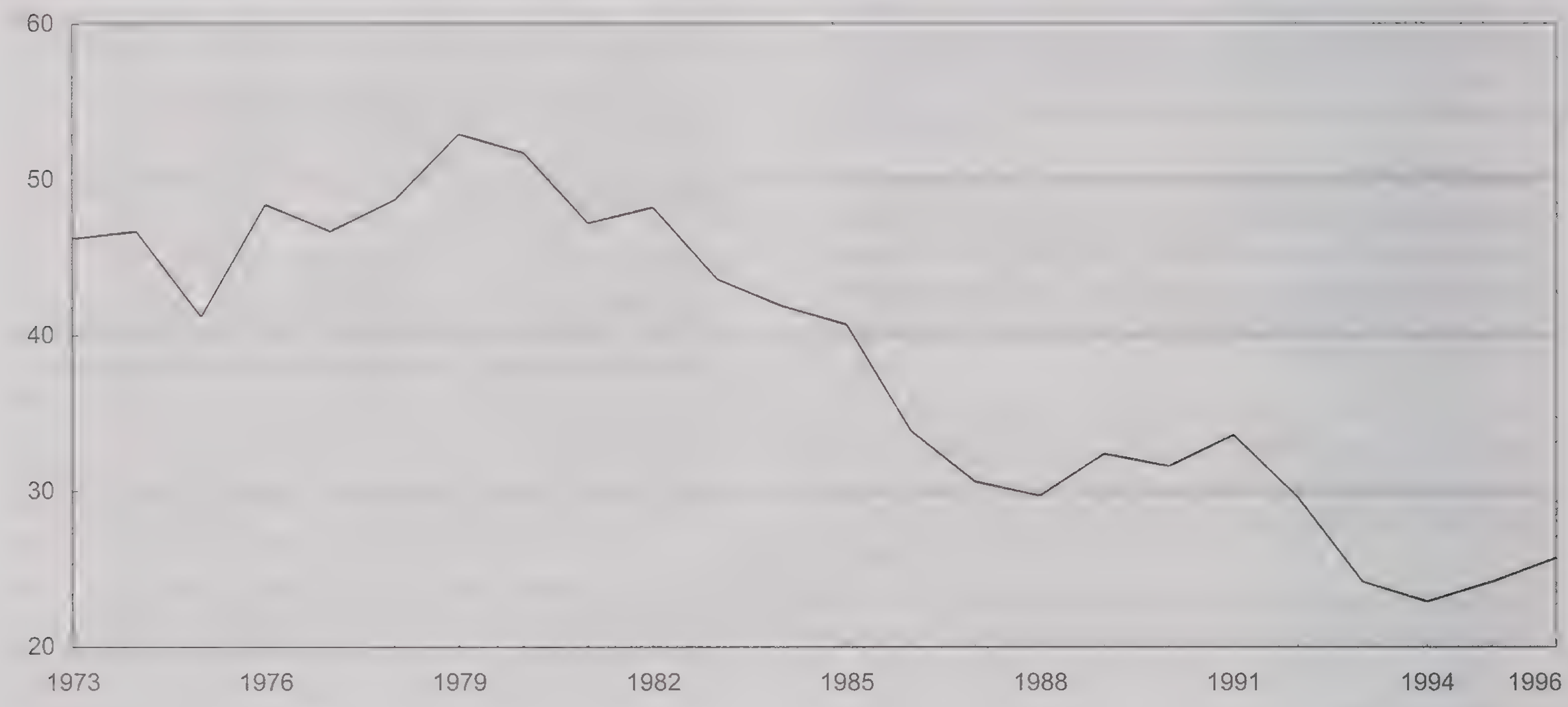
Bilans de l'énergie, Observatoire de l'Énergie (annuel).

* * *

GRAPHIQUE J.02

Consommation française de combustibles minéraux solides

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.02-1

Bilan des combustibles minéraux solides (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	*r* 1990	*r* 1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Production primaire (2)	29 114	23 077	18 942	13 532	11 827	10 669	9 428	8 918	8 552
Importations	16 467	29 960	21 278	20 745	22 732	15 027	13 271	14 472	16 508
Exportations	1 958	2 143	1 698	982	938	1 137	991	803	664
Stockage = (+) ; Déstockage = (-)	– 2 605	– 1 992	– 2 218	1 732	4 075	363	– 1 933	– 1 827	– 1 262
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 135	15 614	14 834	11 393	10 000	11 678	12 839
Consommation finale	27 350	21 397	19 605	15 949	14 712	12 803	13 641	12 736	12 819
Consommation totale (3)	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**29 546**	**24 196**	**23 641**	**24 414**	**25 658**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris produits de récupération.
(3) Non corrigée du climat.

TABLEAU J.02-2

Extraction nette de houille et de lignite

Ensemble des houillères

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997), d'après CDF — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1980	1985	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Houillères de bassin :									
Nord et Pas-de-Calais	10 404	4 468	2 386	232	–	–	–	–	–
Lorraine	10 111	9 809	9 813	8 359	8 085	7 412	6 347	5 825	6 166
Centre-Midi	6 621	5 438	4 149	3 656	2 846	2 839	2 612	2 590	1 944
Autres mines	1 321	1 005	615	573	125	–	–	–	–
Total	**28 457**	**20 720**	**16 963**	**12 820**	**11 056**	**10 251**	**8 959**	**8 415**	**8 110**

TABLEAU J.02-3

Importation de produits charbonniers

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997), d'après ATIC et Douanes — *Unité* : Millier de tonnes

Pays	1985	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Total	**21 278**	**20 745**	**22 732**	**15 027**	**13 271**	**14 472**	**16 508**
dont : Pays membres de l'Union Européenne	5 838	3 283	1 224	885	1 119	1 025	1 317
dont : Allemagne (1)	4 559	2 216	618	351	283	200	297
Royaume-Uni	280	311	223	128	77	150	182
Afrique du Sud	6 304	864	2 669	2 229	1 732	1 714	2 357
Australie	2 799	3 552	4 739	2 800	2 978	3 026	2 541
États-Unis	4 028	6 605	8 561	4 688	3 218	3 998	4 293
Pologne	1 068	395	558	1 168	828	656	1 171
URSS (ex-)	163	777	825	318	323	100	52

(1) À partir de 1991, la série donne les résultats pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.02-4

Consommation de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation (1)

Source : Observatoire de l'Énergie (avril 1997) — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	*r* 1990	*r* 1992	1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Consommation branche énergie	18 878	31 489	21 135	15 614	14 834	11 393	10 000	11 678	12 839
dont : centrales électriques	14 730	28 265	18 509	13 092	12 954	8 596	8 471	9 749	10 948
centrales CDF	7 787	8 991	8 128	5 002	3 537	4 536	4 008	4 125	3 627
centrales EDF	6 448	19 011	10 152	7 783	9 059	3 698	4 101	5 029	6 329
Consommation finale	**27 350**	**21 397**	**19 605**	**15 949**	**14 712**	**12 803**	**13 641**	**12 736**	**12 819**
dont : consommation énergétique par secteur									
Sidérurgie	14 349	12 602	9 621	8 394	7 540	7 013	8 142	7 629	7 141
Industrie (2)	4 124	2 743	5 569	4 713	4 730	3 552	3 683	3 501	3 995
Résidentiel -Tertiaire	8 664	5 807	4 204	2 576	2 202	2 022	1 605	1 407	1 487
Transports	52	18	–	–	–	–	–	–	–
Total énergétique	27 189	21 170	19 394	15 683	14 472	12 587	13 430	12 537	12 623
Total	**46 228**	**52 886**	**40 740**	**31 563**	**29 546**	**24 196**	**23 641**	**24 414**	**25 658**

(1) Consommation non corrigée du climat.
(2) Non compris les centrales électriques industrielles.

TABLEAU J.02-5

Effectifs des houillères et des charbonnages de France (1)

Situation en fin d'année

Source : Observatoire de l'Energie, d'après Charbonnage de France — *Unité* : Millier de personnes

	1973	1985	1990	1992	1993	1994	1995	*p* 1996
Effectifs des houillères de bassins CDF (1)	94,3	47,3	22,5	17,9	16,2	15,4	14,7	13,3
Effectifs des autres mines (2)	0,5	0,6	0,2	—	—	—	—	—
Ensemble de la France	**94,8**	**47,8**	**22,7**	**17,9**	**16,2**	**15,4**	**14,7**	**13,3**

(1) Effectifs miniers et non - miniers.
(2) Mines exploitées par EDF, y compris autres mines en 1973.

TABLEAU J.02-6

Production et réserves mondiales de charbon

Sources : AIE (production)
Conseil mondial de l'Énergie (réserves) : «BP Statistical Review of World Energy (juin 1995)» — *Unité* : million de tonnes

Pays	Production								Réserves prouvées à la fin 1994
	Houille («hard coal»)				Lignite («brown coal»)				
	r 1973	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	*r* 1973	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	
Amérique du Nord	**544,9**	813,5	**896,4**	**898,9**	**21,2**	**119,8**	**122,9**	**121,6**	**250 392**
dont : Etats-Unis	530,1	776,4	875,7	858,6	12,9	81,2	79,9	78,5	240 558
Amérique latine	**7,1**	**31,3**	**35,9**	**38,9**	**0,1**	—	—	—	**10 197**
Europe de l'Ouest	**317,5**	**169,4**	**143,4**	**146,3**	**502,7**	**431,7**	**411,9**	**398,4**	**95 134**
dont : Union Européenne	281,2	158,6	132,5	136,1	390,3	293,9	278,3	—	...
Royaume-Uni	130,2	67,5	49,0	52,6	—	—	—	—	2 500
Allemagne (1)	104,4	64,2	57,6	58,9	366,4	221,8	207,1	192,8	80 069
France	25,7	8,6	7,5	7,0	2,8	1,7	1,5	1,4	139
Europe de l'Est	**675,3**	**549,5**	**508,5**	**479,9**	**278,8**	**343,3**	**311,6**	**301,0**	**315 330**
dont : URSS (ex)	510,6	417,8	373,7	342,2	157,0	141,3	121,9	109,2	241 000
Pologne	156,6	130,0	133,1	136,2	39,2	68,1	66,8	63,5	42 100
Afrique	**68,0**	**195,8**	**203,8**	**214,1**	—	—	—	—	**61 129**
dont : Afrique du Sud	62,4	182,2	195,8	206,2	—	—	—	—	55 333
Asie	**572,7**	**1 488,5**	**1 584,6**	**1 726,3**	**10,8**	**43,7**	**45,7**	**49,1**	**220 625**
dont : Chine	417,0	1 150,7	1 239,9	1 360,7	—	—	—	—	114 500
Inde	78,2	248,7	257,8	273,4	3,3	18,1	19,3	22,2	69 947
Océanie	**57,8**	**179,9**	**179,7**	**192,7**	**24,2**	**47,8**	**49,1**	**51,0**	**91 057**
dont : Australie	55,5	177,0	176,7	191,1	24,1	47,6	48,8	50,8	90 940
Monde	**2 243,2**	**3 427,9**	**3 552,0**	**3 698,3**	**837,8**	**986,7**	**941,5**	**921,6**	**1 043 864**

(1) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.02-7

Consommation de charbon (1) dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Million de tep

Pays	*r* 1973		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994		*p* 1995
	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**328,14**	**16,9**	**454,54**	**484,32**	**482,63**	**503,30**	**503,02**	**506,15**	**20,7**
dont : États-Unis	311,05	18,0	425,66	456,66	452,92	475,19	473,37	475,36	22,9
Canada	15,26	9,5	25,84	24,48	26,15	24,08	24,85	25,39	10,9
Mexique	1,82	3,3	3,04	3,18	3,57	4,04	4,80	5,40	4,0
Amérique latine	**6,82**	**4,1**	**15,46**	**17,63**	**18,60**	**17,29**	**18,85**	**19,81**	**6,1**
Europe de l'Ouest	**339,63**	**26,4**	**368,50**	**354,20**	**314,83**	**291,58**	**288,23**	**282,38**	**18,2**
dont : Union Européenne	292,93	25,2	314,77	299,49	262,35	246,18	244,81	239,48	17,4
France	**29,24**	**16,5**	**25,15**	**20,21**	**18,60**	**14,95**	**14,89**	**16,06**	**6,7**
Allemagne (2)	139,37	41,2	145,23	128,53	104,44	98,19	95,70	91,52	27,0
Royaume-Uni	76,43	34,6	61,98	64,03	56,05	52,26	49,15	47,56	21,4
Italie	8,10	6,2	15,28	14,63	12,19	10,66	11,36	12,18	7,5
Espagne	9,03	17,2	19,54	19,42	20,44	19,04	18,99	19,51	18,9
Europe de l'Est	**422,25**	**40,4**	**464,25**	**412,72**	**358,83**	**342,15**	**308,94**	**300,20**	**26,0**
dont : URSS (ex-)	304,29	35,8	294,60	288,80	246,50	228,71	205,57	195,27	20,7
Afrique	**39,90**	**46,1**	**77,84**	**87,70**	**82,70**	**82,50**	**78,47**	**81,64**	**36,2**
Asie	**336,90**	**39,9**	**639,77**	**789,11**	**835,49**	**871,55**	**923,36**	**976,04**	**40,6**
dont : Chine	204,02	77,3	414,41	515,40	540,90	573,76	614,74	658,14	77,3
Japon	57,86	17,9	72,98	73,91	75,19	76,83	78,76	82,59	16,6
Moyen-Orient	0,70	1,1	2,46	3,40	4,40	4,48	4,67	5,39	1,8
Océanie	**23,84**	**36,3**	**31,20**	**36,10**	**38,12**	**38,65**	**38,16**	**38,70**	**35,3**
Monde	**1 497,48**	**26,9**	**2 051,56**	**2 181,78**	**2 131,20**	**2 147,02**	**2 159,03**	**2 204,92**	**26,4**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris les nouveaux Länder.

TABLEAU J.02-8

Consommation de charbon (1) par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : Tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**1,128**	**1,328**	**1,331**	**1,292**	**1,330**	**1,314**	**1,306**
dont : États-Unis	1,468	1,785	1,827	1,773	1,841	1,816	1,807
Canada	0,676	0,996	0,881	0,916	0,832	0,850	0,857
Mexique	0,032	0,039	0,037	0,040	0,044	0,052	0,057
Amérique latine	**0,028**	**0,048**	**0,050**	**0,051**	**0,047**	**0,050**	**0,052**
Europe de l'Ouest	**0,817**	**0,836**	**0,782**	**0,687**	**0,632**	**0,622**	**0,606**
dont : Union Européenne	0,898	0,931	0,822	0,713	0,666	0,660	0,644
France	**0,561**	**0,455**	**0,356**	**0,324**	**0,259**	**0,257**	**0,276**
Allemagne (2)	1,765	1,871	1,620	1,296	1,210	1,175	1,121
Royaume-Uni	1,359	1,093	1,112	0,966	0,898	0,842	0,811
Italie	0,148	0,270	0,258	0,214	0,187	0,199	0,213
Espagne	0,259	0,509	0,500	0,524	0,487	0,485	0,498
Europe de l'Est	**1,237**	**1,225**	**1,052**	**0,910**	**0,868**	**0,784**	**0,759**
dont : URSS (ex-)	1,217	1,060	0,999	0,844	0,783	0,704	0,666
Afrique	**0,102**	**0,144**	**0,141**	**0,126**	**0,123**	**0,114**	**0,116**
Asie	**0,153**	**0,231**	**0,260**	**0,266**	**0,273**	**0,285**	**0,297**
dont : Chine	0,231	0,394	0,454	0,464	0,487	0,516	0,548
Japon	0,532	0,604	0,598	0,605	0,616	0,630	0,658
Moyen-Orient	0,010	0,022	0,026	0,031	0,031	0,031	0,035
Océanie	**1,447**	**1,637**	**1,767**	**1,821**	**1,828**	**1,787**	**1,789**
Monde	**0,384**	**0,426**	**0,416**	**0,394**	**0,391**	**0,388**	**0,391**

(1) Houille, lignite, coke et agglomérés.
(2) Y compris les nouveaux Länder.

Chapitre J.03

Pétrole

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de pétrole.

1. Bilan pétrolier.
2. Importations de produits à distiller.
3. Activité des raffineries pétrolières.
4. Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits.
5. Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation.
6. Production et réserves mondiales de pétrole brut.
7. Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire.
8. Consommation de pétrole par habitant dans le monde.
9. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Le pétrole connaît son âge d'or en France dans les années 1960. Face aux besoins énergétiques du pays, l'abondance et les prix attractifs de cette énergie au niveau international favorisent sa pénétration, au détriment du charbon national qui accuse, à cette époque, une forte perte de rentabilité.

Ainsi de 1960 à 1973, la consommation française de pétrole basée, pour sa quasi-totalité, sur les importations, croît au rythme annuel moyen très élevé de + 12 %, pour culminer, en 1973, à 127 Mtep.

Le premier choc pétrolier de 1973 où les prix du pétrole flambent, donne un coup d'arrêt à cette formidable expansion; mais, après une courte période de recul, la consommation reprend dès 1976. Le deuxième choc pétrolier de 1979 inaugure une plus longue période de baisse où la consommation pétrolière chute de 119 Mtep en 1979 à 84 Mtep en 1985, soit un recul de 30 % en 6 ans.

Pendant toute cette période, une substitution massive du pétrole se produit. L'énergie nucléaire est utilisée pour produire de l'électricité et la demande de pétrole baisse très sensiblement (15 Mtep en 1973 à 1,3 Mtep en 1985). Ensuite, au niveau de la consommation finale, le gaz et l'électricité concurrencent le pétrole dans l'industrie (sa part chute de 49 % en 1973 à moins de 24 % en 1985) et dans le résidentiel-tertiaire (56 % en 1973; 28 % en 1985).

En revanche, la demande de pétrole poursuit sa croissance dans le secteur des transports ; ce dernier représente, en 1985, 42 % de la consommation totale de pétrole contre moins de 25 % en 1973.

Au total, la contribution du pétrole dans la consommation d'énergie primaire chute de 69 % en 1973 à 43,5 % en 1985.

Dans le même temps, on assiste à une sensible diversification géographique des importations de pétrole brut, avec la très forte diminution de la part du Proche-Orient (71 % en 1973; 29 % en 1985), l'apparition des pays de la *mer du Nord* (0 % en 1973; 26 % en 1985) et les contributions accrues de l'Afrique Noire et de l'ex-URSS.

Le contre-choc pétrolier de 1986, avec une réduction de moitié des prix du pétrole importé, ainsi que la reprise de la croissance économique relancent, mais de manière modérée, la consommation de pétrole. Cette évolution ne remet pas en cause la baisse des parts de marché du pétrole, mais contribue à en ralentir le rythme.

La crise du Golfe, qui a éclaté en août 1990, n'a pas fondamentalement changé la situation, en raison de sa courte durée.

En 1996, le pétrole représente 40 % de la consommation d'énergie primaire, 17 % de la consommation d'énergie de l'industrie (hors sidérurgie) et 19 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le secteur des transports recouvre, à lui seul, 50 % de la demande de pétrole. Si l'on en retire les usages de matières premières (bases pétrochimiques et produits non énergétiques), les usages «captifs» atteignent 62 % de la consommation française de pétrole.

En ce qui concerne les approvisionnements de produits à distiller, la part du Proche-Orient est descendue à 37 %, celle de la mer du Nord est montée à 33 % (contre 29 % en 1995 et 24 % en 1994). Néanmoins, à terme, la part du Proche-Orient devrait remonter en raison de la forte concentration des réserves de pétrole brut dans cette région du monde.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du pétrole en France

Le régime pétrolier en France

Historiquement, les pouvoirs publics sont intervenus très tôt pour doter la France d'une industrie pétrolière solide : création de la Compagnie française des pétroles en 1924, vote de la loi de 1928 qui a permis la création d'une industrie du raffinage sur le territoire national et la constitution de stocks de réserve, création progressive du groupe Elf-Aquitaine à partir de la deuxième guerre mondiale, soutien à la constitution de la deuxième industrie parapétrolière mondiale, encouragement à l'exploration sur le territoire national.

Depuis 1985, la France a considérablement libéralisé sa réglementation pétrolière. Désormais les prix sont libres et des opérateurs nombreux et divers peuvent librement importer. Le marché français est un des plus concurrentiels : c'est en France que la part des grandes surfaces dans la distribution de carburants est la plus élevée (45 % pour les carburants - auto -) et les prix des supercarburants hors taxes sont les plus faibles d'Europe.

Aujourd'hui, les fondements du régime pétrolier en France, ont été adaptés compte tenu de la mise en place du marché communautaire unique le 1er janvier 1993.

Le Conseil des communautés européennes a arrêté en 1992 une directive harmonisant les règles de circulation des produits pétroliers soumis à accises. Ce projet a fait l'objet d'une transposition en droit interne (loi du 17 juillet 1992).

La loi du 31 décembre 1992, qui abroge et remplace la loi du 30 mars 1928, fixe un nouveau régime pétrolier en France. Elle libéralise l'ensemble des opérations pétrolières réalisées sur le territoire national avec, en particulier, la suppression du principe des autorisations préalables d'importation qui avait caractérisé le régime de la loi de 1928.

La loi de 1992 maintient cependant, sous des formes adaptées, un ensemble de dispositions visant à assurer la pérennité des approvisionnements de la France, parmi lesquelles on peut citer l'obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques.

Les sociétés pétrolières françaises

Par leurs activités d'exploration, de production et de raffinage en France comme à l'étranger, ainsi que les différentes actions de coopération technique et industrielle qu'elles mènent auprès d'un grand nombre de pays, les sociétés pétrolières françaises possèdent une envergure internationale.

Ainsi, Elf Aquitaine et Total se classent dans les dix premiers rangs mondiaux parmi l'ensemble des compagnies

pétrolières, en fonction des critères retenus (chiffre d'affaires, résultats, effectifs...).

Dans le domaine de l'exploration-production à l'étranger, Elf Aquitaine est implantée surtout en mer du Nord (Frigg, Ekofisk...) et en Afrique, notamment dans le golfe de Guinée (Gabon, Congo, Nigéria, Cameroun, Angola) et Total plus particulièrement au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Oman), en Indonésie et en Amérique latine. Les deux grands groupes continuent cependant à mener des travaux de recherche un peu partout dans le monde.

En aval, les groupes français figurent en bonne place dans le raffinage européen et africain, ainsi que dans la distribution européenne.

Sur le marché français, on trouve dans le raffinage et la distribution, outre Elf et Total, des filiales de groupes étrangers (Esso, Mobil, BP, Shell, ...).

La distribution des carburants est également assurée par de nombreux opérateurs (grandes surfaces, indépendants). Le réseau de distribution comporte à la fin 1996 environ 18 000 points de vente (– 2% par rapport à 1995).

Description des activités

Exploration – Production

En l'état actuel des techniques, il n'est pas possible de détecter directement la présence d'*hydrocarbures* dans le sous-sol. L'objet de la recherche est donc de repérer les terrains qui, par leur nature et leur disposition, paraissent les plus propices à leur formation et leur accumulation en gisements. Après une étude géologique de surface, intervient l'analyse géophysique, véritable auscultation de l'écorce terrestre. Elle s'appuie sur l'interprétation de certains effets physiques produits par les roches du sous-sol et perceptibles depuis la surface à l'aide d'instruments de mesure particulièrement sensibles. Mais la géologie et la géophysique ne permettent pas à elles seules de déceler la présence d'hydrocarbures. Ce n'est qu'en forant un puits qu'on peut passer des présomptions à une connaissance plus assurée de l'existence d'un gisement. Un forage sur sept, en moyenne, dans le monde, découvre des traces d'hydrocarbures. Mais une partie seulement de ces gisements est économiquement exploitable.

Transport

Environ 40 % de la quantité totale de pétrole brut produite dans le monde fait l'objet d'échanges internationaux. Le pétrole brut est acheminé par pipeline (ou oléoduc) ou à bord de navires pétroliers (ou tankers) dont la capacité peut atteindre 350 000 tonnes, voire 550 000 tonnes.

Raffinage du pétrole

Le raffinage du pétrole brut constitue le maillon industriel dans la chaîne des opérations pétrolières : c'est dans la raffinerie que des pétroles bruts de qualités ou de provenances différentes sont traités et transformés en vue d'obtenir des produits finis.

On sait par le jeu de procédés physiques de séparation (distillation, adsorption, absorption, extraction, etc.) isoler des coupes plus ou moins étroites du brut de base.

Les unités de conversion (reformage, craquage, désalphaltage, alkylation, polymérisation, isomérisation, etc.) permettent ensuite d'obtenir les produits finis qui doivent obéir aux spécifications commerciales.

Ces opérations sont effectuées en continu dans de grandes unités de production intégrées ne nécessitant en fonctionnement normal qu'un faible personnel n'exerçant essentiellement qu'un travail de surveillance.

Distribution

Le mode de distribution varie en fonction de l'importance du consommateur.

D'une manière générale, les raffineries approvisionnent directement les consommateurs qui utilisent des quantités importantes de produits pétroliers. C'est le cas, notamment, des centrales électriques, d'usines, d'entreprises de travaux routiers, des aéroports. Ainsi, pratiquement tous les achats massifs de fioul lourd, de bitume et de carburéacteur parviennent directement à leur destinataire par des moyens de transport, généralement peu coûteux, adaptés à chaque cas. La gamme est vaste : pipelines, trains de wagons-citernes, caboteurs, transport fluvial et, éventuellement, de très gros camions-citernes en semi-remorques de 35 tonnes.

Pour répondre, en revanche, aux demandes de livraisons de quantités plus faibles, les produits pétroliers vont transiter par des dépôts. Unités de stockage situées à proximité des zones de consommation, les dépôts constituent un relais indispensable entre la raffinerie et l'utilisateur des produits pétroliers.

Du dépôt jusqu'à l'utilisateur final, la distribution des produits pétroliers se fait uniquement par véhicules routiers. Ainsi, ce sont des camions-citernes qui approvisionnent en carburant les stations-service et assurent les livraisons de fioul domestique, destiné au chauffage des particuliers.

3. DÉFINITIONS

Hydrocarbures

Composés complexes de carbone et d'hydrogène, les hydrocarbures liquides sont des combustibles fossiles constitués au cours des âges géologiques lors du tassement de sédiments terrestres ou marins d'origine organique.

OPEP

Organisation des pays producteurs de pétrole. Créée en 1960, elle regroupe l'Algérie, l'Arabie Séoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigéria, le Qatar et le Vénézuela.

Pays de la mer du Nord

Ce sont le Royaume-Uni, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Réserves prouvées

Quantité de pétrole brut qu'on estime pouvoir extraire des gisements connus dans l'avenir, et d'après les renseignements géologiques et techniques disponibles. Les chiffres publiés sont à utiliser avec précaution.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- Direction des Hydrocarbures (DHYCA).
- Observatoire de l'Énergie.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des Douanes et des Droits Indirects.
— Union française de l'industrie pétrolière (UFIP).
— Comité professionnel du pétrole (CPDP).
— Institut français du pétrole (IFP).
— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).
— Centre professionnel des lubrifiants.

Publications :

L'industrie pétrolière en 1996, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des hydrocarbures;

Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bulletin mensuel, Comité professionnel du pétrole;

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel);

La note DGEMP, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (mensuel);

Serveur minitel : 3614 PETROLINFO, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction des Hydrocarbures.

* * *

GRAPHIQUE J.03

Consommation française de pétrole

Millions de tonnes



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.03-1

Bilan pétrolier

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

	r 1973	*r* 1979	1985	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Ressources									
Production primaire :									
Pétrole brut (PB)	1 320	1 190	2 642	3 024	2 868	2 752	2 769	2 486	2 107
Produits raffinés (PR)	900	900	659	413	503	514	628	588	580
Importations :									
Pétrole brut (PB)	134 920	127 120	73 896	73 310	74 362	78 278	76 543	78 017	83 721
Produits raffinés (PR)	6 350	10 210	18 460	26 709	32 336	26 544	28 278	27 480	26 593
Déstockage :									
Pétrole brut (PB)	—	—	463	—	164	413	—	—	—
Produits raffinés (PR)	—	—	1 897	765	501	27	424	—	321
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**110 734**	**108 528**	**108 642**	**108 571**	**113 322**
Emplois									
Consommation :	**128 450**	**119 230**	**86 123**	**89 385**	**95 736**	**93 087**	**92 663**	**94 113**	**96 317**
Branche énergie	26 970	22 120	8 959	8 070	9 736	7 909	7 341	7 930	8 518
Finale	101 480	97 110	77 164	81 315	86 000	85 178	85 322	86 183	87 799
Exportations :									
Pétrole brut (PB)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Produits raffinés (PR)	12 970	16 460	11 894	14 417	14 998	15 441	15 630	14 218	16 646
Stockage :									
Pétrole brut (PB)	1 140	750	—	419	—	—	349	—	359
Produits raffinés (PR)	930	2 980	—	—	—	—	—	240	—
Total	**143 490**	**139 420**	**98 017**	**104 221**	**110 734**	**108 528**	**108 642**	**108 571**	**113 322**

TABLEAU J.03-2

Importations de produits à distiller (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Hydrocarbures) — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1973	1979	1985	*r* 1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Total des importations	**134,9**	**127,1**	**73,9**	**73,3**	**74,4**	**78,3**	**76,5**	**78,0**	**83,7**
dont : Moyen-Orient	96,4	94,5	22,1	31,7	34,4	39,2	34,8	34,8	30,7
dont : Arabie Séoudite	30,2	45,3	6,0	15,1	20,3	22,0	22,5	20,4	18,3
Irak	18,7	24,2	6,4	3,0	—	—	—	—	—
Iran	10,8	6,8	4,1	9,0	7,5	11,9	7,5	10,5	8,6
Afrique du Nord	17,9	9,7	8,6	7,2	7,1	4,9	4,8	5,1	5,5
dont : Algérie	11,1	5,1	3,6	3,1	2,2	1,3	2,1	2,6	3,0
Libye	6,5	4,1	3,1	3,0	3,1	2,2	2,0	1,7	2,0
Afrique noire	15,0	11,0	14,1	13,8	12,0	9,8	11,6	8,3	10,4
dont : Nigéria	12,6	9,7	8,1	3,1	4,5	5,5	8,2	5,7	8,4
Mer du Nord (2)	0,2	4,1	19,1	10,4	10,4	14,9	18,5	22,9	28,0
URSS (ex-)	3,4	5,1	4,1	6,3	7,1	7,2	5,3	6,3	8,7
Mexique	—	—	2,7	2,5	1,6	1,3	0,6	—	—

(1) Pétrole brut, condensats et autres produits à distiller.
(2) Royaume-Uni et Norvège.

TABLEAU J.03-3

Activité des raffineries pétrolières

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	*p* 1996
Nombre de raffineries au 31 décembre	23	22	15	13	13	13	13	13
Capacité de distillation atmosphérique	153 885	166 840	108 772	84 595	83 985	84 496	86 044	87 315
Brut traité (1)	134 958	127 642	76 878	75 350	80 698	78595	79 777	84 213
Taux d'utilisation des raffineries (en %)	87,7	76,5	70,7	89,1	96,1	93,0	92,7	96,4
Production nette de produits finis (total) (2)	127 505	120 788	75 118	72 851	75 181	73 686	75 431	79 704

(1) Y compris le façonnage.
(2) Marché intérieur, soutes, forces armées, exportations.

TABLEAU J.03-4

Livraisons de produits pétroliers raffinés par nature de produits

Économie civile : marché intérieur acquitté et sous douane, soutes françaises et étrangères

Source : Comité professionnel du pétrole (CPDP) — *Unité* : Millier de tonnes

Produit	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	*p* 1996
Produits pétroliers raffinés	**117 332**	**110 649**	**77 581**	**82 250**	**85 270**	**85 259**	**86 575**	**88 327**
dont : Carburant-auto	15 772	17 701	18 006	18 231	17 069	16 489	15 651	14 998
Carburéacteur	1 812	2 466	2 588	3 735	4 247	4 405	4 565	4 866
Gazole	6 533	9 233	10 906	17 461	20 711	21 735	22 869	23 489
Fioul domestique	37 217	30 592	20 712	17 052	17 293	16 015	16 503	17 282
Fioul lourd	34 131	28 984	8 155	6 238	5 253	4 656	4 985	5 102
GPL (1)	2 696	3 084	2 934	2 797	2 998	2 813	2 888	3 126
Bitumes	3 395	2 917	2 192	3 012	2 893	3 213	3 103	2 948
Matières premières pétrochimiques	5 423	7 014	7 121	7 911	9 582	10 381	10 366	10 684
Soutes	5 523	4 897	2 469	2 614	2 552	2 275	2 341	2 456

(1) GPL = Gaz de pétrole liquéfié = Butane + Propane.

TABLEAU J.03-5

Consommation finale de pétrole par secteur d'utilisation (sans correction climatique)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : Millier de tonnes

Secteur	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Sidérurgie	2 457	1 768	420	340	161	166	134	108
Industrie	23 509	20 747	10 234	9 129	8 263	8 538	8 437	8 806
Résidentiel-Tertiaire	33 655	27 186	20 079	16 328	17 099	15 854	16 162	16 870
Agriculture	2 845	2 920	2 659	2 690	2 424	2 322	2 518	2 579
Transports	30 434	34 957	34 563	42 525	45 078	45 268	45 841	46 193
Total énergétique	**92 900**	**87 578**	**67 955**	**71 012**	**73 025**	**72 148**	**73 092**	**74 556**
Total non énergétique	**9 130**	**9 450**	**9 209**	**10 303**	**12 153**	**13 174**	**13 091**	**13 243**
Total	**102 030**	**97 028**	**77 164**	**81 315**	**85 178**	**85 322**	**86 183**	**87 799**

TABLEAU J.03-6

Production et réserves mondiales de pétrole brut

Source : CPDP, notamment d'après Oil and Gas Journal (réserves)

Unité : Million de tonnes

Pays	Production (y compris condensats)								Réserves prouvées au 1er janvier 1997
	1973	1979	1985	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996	
Amérique du Nord	**631,6**	**633,1**	**725,5**	**646,9**	**640,1**	**634,0**	**630,9**	**638,2**	**10 374**
dont : États-Unis	514,3	470,3	493,0	410,5	399,0	388,6	386,1	383,2	3 049
Canada	94,1	82,8	84,3	79,3	82,7	86,5	89,6	91,4	668
Mexique	23,2	80,0	148,2	157,1	158,4	158,9	155,2	163,6	6 557
Amérique latine	**241,0**	**196,8**	**189,4**	**247,6**	**256,8**	**271,9**	**293,2**	**313,1**	**10 797**
dont : Vénézuela	175,4	123,9	90,8	129,6	134,0	142,0	152,4	162,4	8 851
Moyen-Orient	**1 051,7**	**1 073,3**	**512,5**	**912,8**	**945,4**	**960,4**	**972,3**	**986,7**	**92 272**
dont : Arabie séoudite (1) (2)	378,4	475,1	169,1	444,6	431,1	426,1	426,7	428,8	35 675
Iran (1)	293,9	159,5	110,3	174,7	182,7	183,1	183,3	183,8	12 688
Irak (1)	99,4	170,3	69,1	25,9	22,6	25,0	26,3	28,8	15 280
Koweït (1) (2)	151,9	125,1	49,6	54,7	96,0	104,0	104,4	107,2	13 165
Émirats arabes unis (1)	76,2	88,7	62,6	115,2	111,3	113,1	113,7	117,3	13 342
Afrique	**292,2**	**352,2**	**262,7**	**332,8**	**331,8**	**333,1**	**339,8**	**358,7**	**9 216**
dont : Nigeria (1)	101,3	113,6	74,6	96,7	97,8	97,6	98,1	106,0	2 117
Libye (1)	104,6	100,8	50,1	70,8	67,2	68,6	69,0	69,1	4 025
Algérie (1)	51,2	56,9	48,9	56,3	56,7	56,0	56,8	60,0	1 255
Égypte	13,5	26,0	45,1	46,0	47,5	46,5	46,6	45,2	529
Europe occidentale	**15,5**	**114,6**	**189,4**	**229,8**	**243,6**	**276,3**	**298,5**	**317,3**	**2 505**
dont : Royaume-Uni	0,1	77,9	127,6	94,3	100,1	126,7	130,3	131,3	616
Norvège	1,6	23,3	38,3	106,6	115,0	119,3	139,2	156,6	1 533
Asie/ Océanie (3)	**109,8**	**141,8**	**154,2**	**186,9**	**189,2**	**196,6**	**201,0**	**204,2**	**2 497**
dont : Indonésie (1)	66,4	78,1	61,1	74,1	74,3	74,3	73,9	77,2	679
Europe orientale	**450,0**	**608,3**	**616,6**	**460,4**	**404,4**	**373,7**	**367,0**	**363,1**	**8 062**
dont : URSS (ex-)	427,3	586,0	595,4	448,1	392,0	361,8	355,1	351,6	7 776
Chine	**53,0**	**106,1**	**124,8**	**141,6**	**144,0**	**146,1**	**149,0**	**158,5**	**3 274**
Monde	**2 844,8**	**3 199,2**	**2 775,1**	**3 158,8**	**3 153,3**	**3 192,1**	**3 251,7**	**3 339,8**	**138 997**
dont : OPEP	1 541,8	1 537,6	825,1	1 296,7	1 310,2	1 327,4	1 325,9	1 362,4	107 582

(1) Pays membres de l'OPEP. L'Équateur s'est retiré de l'OPEP le 1er janvier 1993 et le Gabon le 1er janvier 1995.
(2) Y compris la moitié de la production de la zone partagée (ex zone neutre).
(3) Non compris la Chine.

TABLEAU J.03-7

Consommation de pétrole dans le monde et part dans la consommation totale d'énergie primaire

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE)

Unité : Million de tep et %

Pays	*r* 1973		*r* 1979		*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995	
	Mtep	%	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord	**925,4**	**47,7**	**1 020,7**	**47,5**	**871,0**	**921,0**	**923,5**	**940,7**	**961,8**	**958,1**	**39,2**
dont : États-Unis	811,2	47,1	872,6	46,7	727,3	759,7	760,4	777,1	793,5	795,2	38,3
Canada	81,0	50,3	92,0	48,2	70,2	77,9	74,5	76,1	76,8	78,2	33,5
Mexique	33,1	60,0	56,1	64,2	73,5	83,3	88,7	87,4	91,5	84,7	63,5
Amérique latine	**128,0**	**77,1**	**159,0**	**73,3**	**143,0**	**166,0**	**181,0**	**182,0**	**188,0**	**197,0**	**60,3**
Europe de l'Ouest	**744,0**	**57,9**	**740,9**	**52,8**	**583,8**	**617,1**	**639,9**	**636,4**	**638,5**	**650,2**	**41,8**
dont : Union Européenne	689,3	59,4	679,4	53,9	523,9	553,9	577,6	572,0	575,3	584,4	42,4
France	**124,3**	**70,3**	**117,2**	**61,6**	**85,2**	**88,8**	**88,3**	**89,3**	**83,9**	**86,6**	**35,9**
Allemagne (1)	161,9	47,9	164,8	44,3	124,2	126,7	134,4	135,4	135,3	135,7	40,0
Royaume-Uni	111,6	50,5	94,8	43,1	78,2	81,6	84,5	83,2	84,7	83,2	37,5
Italie	100,1	76,7	99,9	70,7	83,1	91,0	94,5	92,3	91,0	94,5	58,5
Espagne	38,4	73,2	49,0	73,2	39,7	46,5	50,6	48,4	52,7	55,2	54,0
Europe de l'Est (2)	**375,8**	**35,9**	**499,7**	**36,8**	**496,0**	**473,1**	**415,5**	**346,6**	**277,7**	**274,6**	**23,8**
dont : URSS (ex-)	322,0	37,9	423,0	38,9	431,0	408,0	369,0	298,0	230,0	223,0	23,7
Afrique	**41,0**	**47,4**	**61,0**	**49,0**	**77,0**	**88,0**	**92,0**	**85,0**	**96,0**	**97,0**	**43,0**
Asie	**456,8**	**54,1**	**594,8**	**50,4**	**603,7**	**776,6**	**863,7**	**912,1**	**941,7**	**978,1**	**40,7**
dont : Chine	53,0	20,1	92,0	22,0	93,0	117,0	133,0	147,0	146,0	156,0	18,3
Japon	252,2	77,9	258,7	72,9	203,6	252,9	260,6	254,9	268,5	269,4	54,2
Moyen-Orient	46,0	69,7	90,0	70,6	135,0	151,0	171,0	183,0	182,0	183,0	62,1
Océanie	**31,4**	**47,7**	**36,2**	**46,7**	**31,4**	**36,2**	**35,6**	**38,5**	**39,0**	**39,3**	**35,9**
Soutes maritimes	**130,1**	**99,7**	**115,4**	**100,0**	**95,2**	**117,8**	**124,3**	**125,7**	**128,3**	**130,1**	**100,8**
Monde	**2 832,5**	**50,9**	**3 227,8**	**48,7**	**2 901,2**	**3 195,8**	**3 275,6**	**3 266,8**	**3 271,0**	**3 324,4**	**39,8**

(1) Y compris les nouveaux Länder.
(2) non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.03-8

Consommation de pétrole par habitant dans le monde

Source : Agence internationale de l'énergie (AIE) — *Unité* : tep par habitant

Pays	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**3,18**	**3,22**	**2,54**	**2,53**	**2,47**	**2,49**	**2,51**	**2,47**
dont : États-Unis	3,83	3,88	3,05	3,04	2,98	3,01	3,04	3,02
Canada	3,59	3,79	2,71	2,80	2,61	2,63	2,63	2,64
Mexique	0,59	0,83	0,94	0,97	0,99	0,96	0,98	0,89
Amérique latine	**0,52**	**0,56**	**0,45**	**0,47**	**0,50**	**0,49**	**0,50**	**0,51**
Europe de l'Ouest	**1,79**	**1,73**	**1,32**	**1,36**	**1,40**	**1,38**	**1,38**	**1,40**
dont : Union Européenne	2,11	2,04	1,55	1,52	1,57	1,55	1,55	1,57
France	**2,39**	**2,19**	**1,54**	**1,57**	**1,54**	**1,55**	**1,45**	**1,49**
Allemagne (1)	2,05	2,11	1,60	1,60	1,67	1,67	1,66	1,66
Royaume-Uni	1,98	1,69	1,38	1,42	1,46	1,43	1,45	1,42
Italie	1,83	1,77	1,47	1,60	1,66	1,62	1,59	1,65
Espagne	1,10	1,32	1,03	1,20	1,30	1,24	1,35	1,42
Europe de l'Est (2)	**1,10**	**1,39**	**1,31**	**1,21**	**1,05**	**0,88**	**0,70**	**0,69**
dont : URSS (ex-)	1,29	1,60	1,55	1,41	1,26	1,02	0,79	0,76
Afrique	**0,11**	**0,13**	**0,14**	**0,14**	**0,14**	**0,13**	**0,14**	**0,14**
Asie	**0,21**	**0,24**	**0,22**	**0,26**	**0,27**	**0,29**	**0,29**	**0,30**
dont : Chine	0,06	0,09	0,09	0,10	0,11	0,12	0,12	0,13
Japon	2,32	2,23	1,69	2,05	2,10	2,04	2,15	2,15
Moyen-Orient	0,64	1,02	1,21	1,14	1,21	1,26	1,21	1,19
Océanie	**1,90**	**2,05**	**1,65**	**1,77**	**1,70**	**1,82**	**1,82**	**1,82**
Monde	**0,73**	**0,74**	**0,60**	**0,61**	**0,61**	**0,60**	**0,59**	**0,59**

(1) Y compris les nouveaux Länder.
(2) Non compris la Hongrie et la République Tchèque (pays inclus dans l'Europe de l'Ouest).

TABLEAU J.03-9

Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole — *Unité* : Million de tonnes

Pays	1978	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Europe	**2,6**	**2,2**	**9,3**	**10,9**	**11,9**	**13,8**	**16,3**	**15,7**
dont : Norvège	2,3	1,3	3,0	4,9	5,1	5,9	7,0	7,4
Royaume-Uni	—	0,3	5,0	5,3	6,2	7,4	8,8	7,9
Afrique	**25,9**	**14,3**	**21,7**	**22,6**	**24,5**	**26,5**	**28,0**	**29,5**
dont : Algérie	11,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	1,2
Congo	1,4	3,7	4,7	4,6	4,8	4,6	4,8	4,6
Gabon	9,1	5,6	7,5	8,1	8,5	9,3	9,7	9,6
Nigéria	1,8	2,0	4,3	4,4	5,8	6,6	7,1	7,3
Moyen-Orient	**14,3**	**10,5**	**14,3**	**15,3**	**15,0**	**14,3**	**14,6**	**14,5**
dont : Abu Dhabi/Dubaï	13,2	9,5	12,9	13,6	13,1	12,3	12,0	11,8
Amérique	**2,1**	**0,7**	**2,5**	**3,0**	**2,2**	**1,9**	**2,5**	**3,0**
Océanie / Extrême-Orient	**2,9**	**1,7**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,3**	**1,2**	**1,2**
Total	**47,8**	**29,4**	**48,9**	**53,1**	**54,8**	**57,8**	**62,6**	**63,9**

Chapitre J.04

Électricité

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Consommation intérieure d'électricité en France.

1. Bilan de l'électricité.
2. Puissance des centrales électriques par type de centrale.
3. Production nette d'électricité par type de production.
4. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF.
5. Longueur des lignes électriques.
6. Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation.
7. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité.
8. Énergie électrique dans les DOM.
9. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs.
10. Consommation d'électricité par habitant dans le monde.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Entre 1973, année du premier choc pétrolier, et 1996, la consommation intérieure d'électricité s'est développée deux fois plus vite que l'ensemble de la consommation d'énergie. Elle a plus que doublé au cours de la période pour atteindre 415 TWh en 1996. L'électricité représente ainsi 41 % de la consommation finale énergétique; en 1973, cette part était de 22 %.

Les secteurs résidentiel et tertiaire ont connu les plus forts taux de progression de la demande depuis 1973, la France se singularisant, par rapport aux autres pays européens, par un développement substantiel du chauffage électrique. Ensemble, ils représentent 61 % de la consommation finale, tandis que l'industrie en représente 33 % (48 % en 1973).

La mise en place du programme électro-nucléaire, à partir de 1974, a permis une substitution massive de l'énergie nucléaire au fioul pour la production d'électricité, en même temps qu'elle contribuait à la satisfaction de la demande.

La montée en puissance de la production nucléaire, qui est passée de 14 TWh en 1973 à 378 TWh en 1996 s'est donc accompagnée d'une réduction de la production thermique classique. Celle-ci atteint 42 TWh en 1996, soit 37 % de son niveau de 1973 et repose essentiellement sur des centrales au charbon. En 1996, la production thermique classique représente 9 % de la production totale assurée pour l'essentiel (77 %) par les centrales nucléaires.

En ce qui concerne l'hydraulique, l'équipement des grands sites aménageables est maintenant quasiment achevé et la capacité de production (25 GW en 1996) est près d'atteindre son maximum, de sorte que la part de l'hydraulique dans la production totale d'électricité se réduit : elle est ainsi passée de 27 % à 14 % au cours des vingt dernières années.

Le parc national des équipements de production d'électricité a aujourd'hui une puissance maximale de l'ordre de 111 GW, dont 60 GW pour le parc nucléaire (57 tranches). À la suite du second choc pétrolier, la consommation d'électricité s'est développée moins vite que prévu, faisant apparaître une surcapacité nucléaire. Celle-ci s'est traduite par l'absence de nouvelles commandes de centrales entre 1987 et 1990, ainsi que par le développement des exportations qui atteignent 72 TWh en 1996 et contribuent au redressement de la balance commerciale. Actuellement, quatre tranches de 1 450 MW chacune sont en cours de construction (CHOOZ B1, CHOOZ B2, CIVAUX 1 et CIVAUX 2) pour être mises en service avant la fin du siècle ; celle de CHOOZ B1 a été couplée au réseau en août 1996.

Par ailleurs, la nécessité de réduire la sensibilité aux aléas climatiques du système électrique, caractérisé notamment par une forte demande en période de pointe, conduit à développer l'autoproduction, la cogénération et les contrats d'importation d'électricité en pointe.

Enfin, la substitution du nucléaire aux combustibles fossiles contribue à la réduction des émissions polluantes. Ainsi, par exemple, les émissions de dioxyde de carbone pour la production d'un kWh sont dix fois moindres aujourd'hui qu'en 1973.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie de l'électricité en France

La loi du 8 avril 1946 crée Électricité de France, entreprise nationale, industrielle et commerciale, dont la vocation est de subvenir aux besoins de la nation en énergie électrique « aux meilleures conditions de coût, de qualité de service et dans le souci de l'intérêt général ».

Dans le cadre de cette mission, EDF assure l'essentiel de la production d'électricité en France, son *transport* et sa *distribution* aux différents usagers.

EDF produit 94 % de l'électricité française, le complément étant essentiellement fourni par les centrales des charbonnages de France et de la sidérurgie. Avec 96 % des livraisons, elle domine par ailleurs le marché de la distribution qu'elle partage toutefois avec un certain nombre de petites régies municipales.

Actuellement, EDF exporte environ 16 % de sa production vers les pays voisins : Allemagne, Suisse, Espagne, Italie, Royaume-Uni... Maître d'ouvrage et exploitant, Électricité de France met son expérience au service des pays étrangers dans le domaine de la production, du transport et de la distribution d'électricité, en intervenant dans l'aménagement hydroélectrique, la construction de barrages, de *centrales thermiques ou nucléaires,* etc.

La France possède, par ailleurs, une compétence scientifique et technique qui couvre toute la filière nucléaire, avec notamment le CEA (recherche), la COGEMA (cycle du combustible) et FRAMATOME (construction de chaudières nucléaires).

3. DÉFINITIONS

Description des activités

Production

Les centrales hydrauliques

Dans ces centrales, les turbines sont actionnées par une chute d'eau. Pour amener l'eau dans les turbines, on construit généralement un barrage sur un cours d'eau, de façon à constituer une réserve. Selon le cas, la centrale est située au pied du barrage – ce sont les usines barrages – ou loin de celui-ci, pour les usines de dérivation.

Les usines hydrauliques se classent en quatre catégories, en fonction de l'importance de la réserve : les usines de lac, les usines d'éclusée, les usines au fil de l'eau, les usines de pompage.

Citons également l'usine marémotrice de la Rance, qui est la seule au monde capable de convertir en énergie électrique la force des marées.

La France, relativement favorisée par ses régions montagneuses qui offrent de nombreux sites hydrauliques, figure parmi les grands pays européens producteurs d'énergie hydro-électrique.

Les centrales nucléaires

Dans ces centrales, la chaleur est dégagée par la fission de l'uranium qui s'opère dans le coeur du réacteur.

La fission est le phénomène de rupture de certains noyaux atomiques qui présentent la propriété d'être fissiles. Lorsqu'un neutron entre en collision avec un noyau d'U 235, celui-ci se brise en deux noyaux plus petits, libérant une grande quantité d'énergie et émettant deux ou trois neutrons qui viendront à leur tour heurter un autre noyau d'U 235. Il s'engage ainsi une réaction en cascade.

Pour que cette réaction en chaîne s'établisse, il faut rassembler en un même volume une masse suffisante de noyaux fissiles, appelée masse critique. Dans le réacteur, celle-ci devra permettre de contrôler la réaction en chaîne pour obtenir un dégagement d'énergie continu et prédéterminé. Ce réglage fin pourra être assuré par des barres de contrôle faites de matériaux, comme le cadmium ou le bore, qui absorbent les neutrons.

Le coeur d'une chaudière nucléaire est composé de deux éléments indispensables :

— l'assemblage des combustibles nucléaires,

— le modérateur qui permet de ralentir les neutrons pour les mettre en équilibre thermodynamique avec la matière environnante.

En outre, pour récupérer la chaleur produite dans le combustible, on utilisera le fluide caloporteur qui, selon le cas, sera du gaz carbonique sous pression, de l'eau ordinaire à la pression atmosphérique, sous pression ou bouillante, de l'eau lourde, ou encore des métaux liquides, comme le sodium, ou des liquides organiques. Ce sont les caractéristiques de ces trois éléments qui déterminent les filières nucléaires, dont les principales sont :

— la filière uranium naturel - graphite - gaz (UNGG). Cette filière coûteuse et insuffisamment productive a été abandonnée par la France en 1969;

— la filière réacteur à eau pressurisée (REP).

Exploité à l'origine sous licence américaine, PWR (Pressurized Water Reactor), le système REP est devenu français à part entière depuis. Ce type de réacteurs, qui utilise l'uranium enrichi comme combustible et l'eau ordinaire comme modérateur et fluide de refroidissement, constitue aujourd'hui l'essentiel du parc nucléaire français. On commence à pouvoir utiliser depuis quelques années un combustible composé d'un mélange uranium-plutonium;

— la filière neutrons rapides.

Le réacteur à neutrons rapides produit plus de matière fissile qu'il n'en consomme. Son principe repose sur la transformation en plutonium, combustible nucléaire, de l'uranium 238. Alors que les réacteurs de la filière REP ne permettent de l'employer qu'à raison de 1 %, ce procédé rend possible l'utilisation intégrale d'uranium naturel transformé en plutonium fissile.

Ainsi, en partant de la même quantité d'uranium, on peut produire, grâce au surgénérateur, 50 à 100 fois plus d'énergie qu'avec les centrales nucléaires classiques.

La France possède aujourd'hui deux réacteurs à neutrons rapides : un prototype de 230 MW, Phénix, mis en service industriel en 1973 à Marcoule et une unité de grande puissance (1 140 MW), Superphénix, mis en service industriel en 1986 à Creys-Malville.

Les centrales thermiques

Elles comprennent les centrales nucléaires et les centrales thermiques classiques. Dans une centrale thermique, une chaudière chauffe de l'eau sous pression et la transforme en vapeur. Celle-ci met en marche une turbine dont le fonctionnement entraîne, à son tour, un alternateur qui produit l'électricité.

Les centrales thermiques classiques

Ces centrales peuvent brûler plusieurs types de combustibles, solides comme le charbon ou le lignite, liquides comme le fuel, gazeux, enfin, tels le gaz naturel ou le gaz des hauts fourneaux.

Transport et distribution

À la sortie des centrales, l'électricité est portée à très haute tension (400 000 et 225 000 volts), pour être transportée sur de grandes distances.

Ces lignes à très haute tension qui transportent l'électricité à travers toute la France sont reliées entre elles et forment un seul réseau interconnecté sur lequel se confondent les énergies produites par toutes les centrales.

Les lignes en haute tension (90 000 et 63 000 volts), constituent, avec celles en très haute tension, le réseau de transport.

À proximité des zones d'utilisation, la tension est abaissée dans des postes de transformation. De là, le courant est acheminé par des lignes à haute tension vers les centres de distribution d'EDF.

Les lignes moyenne et basse tension appartiennent au réseau de distribution.

Le réseau moyenne tension (entre 15 000 à 20 000 volts), irrigue l'ensemble du territoire à partir de chaque centre de distribution.

Le réseau basse tension (380 ou 220 volts) alimente 25 millions d'usagers qui représentent 40 % de la consommation d'électricité. Ce sont tous les particuliers, les petits commerçants ainsi que les exploitations artisanales et agricoles.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

- Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'énergie électrique et des grands barrages (STEEGB).
- Observatoire de l'Énergie.

— Électricité de France. Direction de la production et du transport.

— OCDE/Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Production et distribution de l'énergie électrique en France, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC), service technique de l'Énergie électrique et des grands barrages (STEEGB) [annuel];

Les chiffres clés de l'énergie, Observatoire de l'Énergie;

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Résultats techniques d'exploitation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport (annuel);

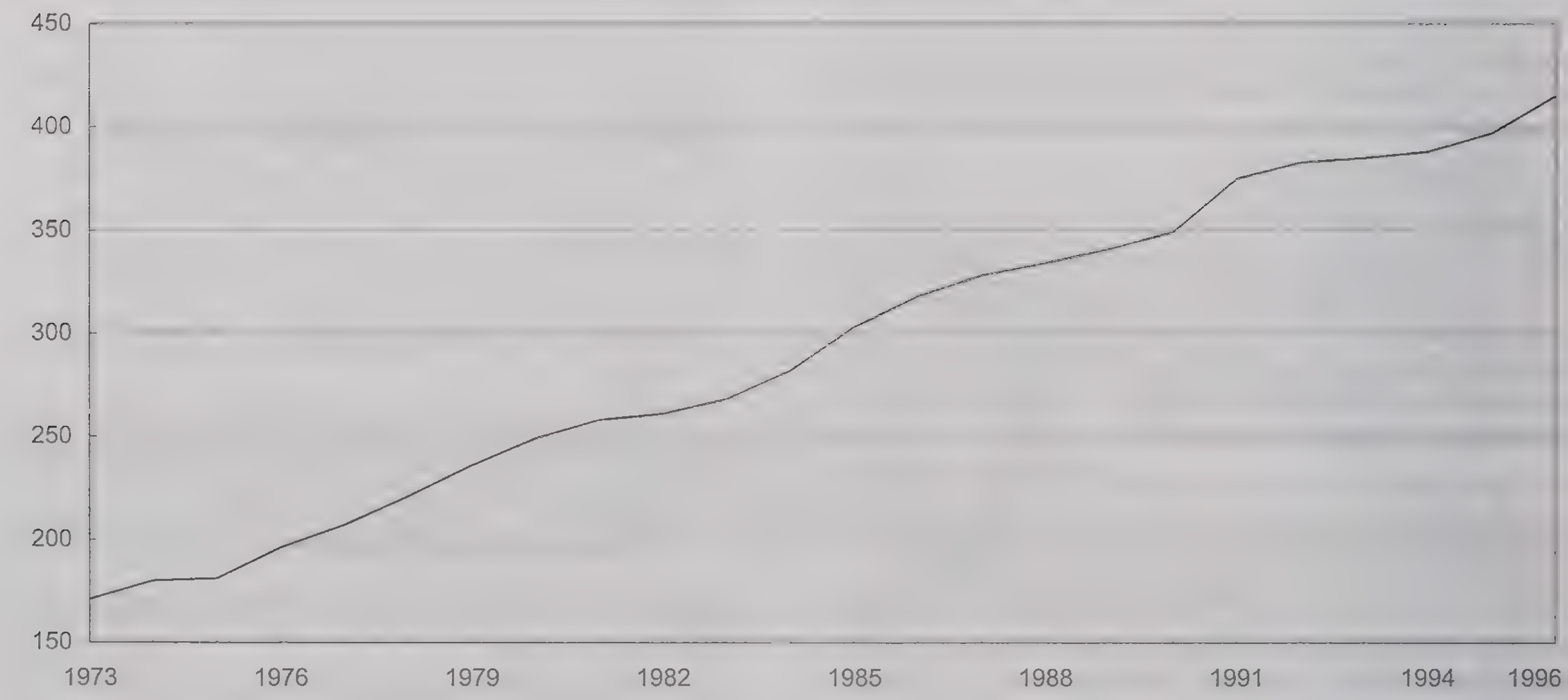
Statistiques de la production et de la consommation, Électricité de France (EDF), Direction de la production et du transport.

* * *

GRAPHIQUE J.04

Consommation intérieure d'électricité en France

En TWh



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.04-1

Bilan de l'électricité

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Ressources								
Production nette	**174 480**	**231 013**	**328 560**	**400 246**	**450 583**	**454 476**	**471 371**	**489 839**
dont : Thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	32 916	32 254	36 802	41 681
Thermique nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	350 046	341 616	358 779	378 225
Hydraulique (y compris pompage)	47 543	66 932	63 414	57 212	67 621	80 606	75 790	69 933
Importations	**4 654**	**16 431**	**5 520**	**6 674**	**3 663**	**3 718**	**2 860**	**3 617**
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**454 246**	**458 194**	**474 231**	**493 456**
Emplois								
Exportations	**7 620**	**10 774**	**28 878**	**52 427**	**65 093**	**66 886**	**72 701**	**72 428**
Énergie absorbée par le pompage	**224**	**1 032**	**2 495**	**4 942**	**4 187**	**3 102**	**4 230**	**5 836**
Consommation intérieure	**171 290**	**235 638**	**302 707**	**349 551**	**384 966**	**388 206**	**397 300**	**415 192**
dont : Consommation haute tension (2)	114 818	140 229	165 639	195 068	211 048	219 233	222 360	230 906
Consommation basse tension (3)	45 117	79 150	113 763	127 869	145 140	140 570	145 527	153 275
Pertes de transport et de transformation	11 355	16 259	23 305	26 614	28 778	28 403	29 413	31 011
Total	**179 134**	**247 444**	**334 080**	**406 920**	**454 246**	**458 194**	**474 231**	**493 456**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).
(2) Tarifs jaune et vert, à partir de 1986.
(3) Tarif bleu, à partir de 1986.

TABLEAU J.04-2

Puissance des centrales électriques par type de centrale

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : MW (1)

	Unités (1)	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	*p* 1996
Puissance maximale possible :									
Centrales nucléaires (2)	MW	2 888	8 034	37 487	55 750	59 020	58 515	58 515	59 970
Centrales thermiques classiques (2)	"	24 232	29 202	27 246	22 673	23 460	23 483	23 869	26 109
dont : EDF	"	17 107	21 972	20 135	16 126	17 133	17 044	17 426	17 562
Charbonnages de France	"	3 788	3 504	3 509	2 883	2 531	2 531	2 531	2 531
Industrie	"	3 309	3 698	3 574	3 628	3 587	3 613	3 555	5 410
Centrales hydrauliques (2)	"	15 967	19 141	21 829	24 987	25 165	25 231	25 227	25 314
dont : EDF	"	14 800	17 815	20 366	23 207	23 269	23 285	23 272	23 299
Productibilité annuelle moyenne des centrales hydrauliques	**GWh**	**57 795**	**62 588**	**67 730**	**69 720**	**70 529**	**69 297**	**69 503**	**69 719**
dont : EDF (3)	"	53 956	57 849	62 563	63 470	63 811	62 580	62 577	62 576

(1) MW = million de watts; GWh = milliard de wattheures.
(2) Caractéristiques au 31 décembre.
(3) Y compris les usines concédées à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-3

Production nette d'électricité par type de production (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)
EDF

Unité : GWh (2)

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Production nucléaire	13 969	37 898	213 087	297 949	350 046	341 616	358 779	378 225
Production thermique classique	112 968	126 123	52 059	45 085	32 916	32 254	36 802	41 681
EDF	83 183	96 016	28 129	25 266	12 604	13 108	17 517	21 215
	15 286	17 010	15 059	9 758	9 268	8 234	8 610	8 484
	14 406	13 068	8 820	9 973	10 624	10 346	10 101	11 265
	28 224	60 622	38 167	29 351	19 690	20 493	23 072	26 225
	67 557	50 155	5 271	7 205	4 173	3 603	4 372	5 393
	47 543	66 992	63 414	57 212	67 621	80 606	75 790	69 933
	44 464	61 688	58 296	52 063	61 343	72 966	68 594	62 907
	174 480	231 013	328 560	400 246	450 583	454 476	471 371	489 839

tion faite de la consommation des services auxiliaires.
tthneures).
à la Compagnie nationale du Rhône et exploitées par EDF.

TABLEAU J.04-4

Consommation de combustibles des centrales électriques EDF

Source : EDF

Unité : Million de tep (1)

Catégorie de combustible	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
	2,8	8,7	49,1	69,0	81,8	79,9	83,6	87,4
Charbon	3,5	10,5	5,7	4,6	2,4	2,7	3,3	4,2
Fioul	14,1	10,7	0,7	1,1	0,3	0,2	0,5	0,7
Gaz naturel	2,1	1,5	0,2	—	—	—	—	—
Divers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4
Total	22,9	32,0	56,0	75,0	84,8	83,1	87,9	92,7

tep = tonne équivalent pétrole

TABLEAU J.04-5

Longueur des lignes électriques

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

Unité : Kilomètre

Tension nominale	1970	1980	1985	1990	1993	1994	1995	*p* 1996
HAUTE TENSION								
3e catégorie								
400 kV	4 491	10 187	15 806	19 019	20 295	20 338	20 554	20 782
225 kV	20 569	24 448	24 848	25 493	25 851	26 021	26 063	26 075
150 kV	6 865	5 270	3 733	2 396	1 975	1 775	1 585	1 584
90 kV	9 549	12 146	13 219	15 713	16 775	16 907	17 200	17 178
63 kV	27 344	30 985	33 039	36 376	38 215	38 541	38 986	39 135
Total (1)	68 818	83 036	90 645	98 997	103 111	103 582	104 388	104 754
2e catégorie (moins de 57 kV) total	387 307	487 134	538 987	574 266	586 787	596 767	596 792	600 284
BASSE TENSION								
1re catégorie (1) total	558 616	625 656	645 757	656 967	665 999	662 125	663 297	664 732

1 hors comptage courant continu.

TABLEAU J.04-6

Consommation finale d'électricité par secteur d'utilisation

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unité* : GWh (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Sidérurgie	11 663	12 558	9 945	10 338	9 786	10 358	10 422	10 100
Industrie	72 328	82 613	86 555	105 204	109 860	111 461	114 104	115 500
Résidentiel-Tertiaire	59 226	102 554	147 920	176 153	202 397	202 329	208 301	217 600
Agriculture	1 129	1 542	1 425	2 050	2 235	2 339	2 494	2 700
Transports	6 399	6 861	7 381	8 003	8 321	8 661	8 599	9 300
Total	**150 745**	**206 128**	**253 226**	**301 748**	**332 599**	**335 148**	**343 920**	**355 200**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures).

TABLEAU J.04-7

Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité (1)

En fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du Gaz, de l'Électricité et du Charbon (DIGEC)

	1970	1980	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Total	**102 828**	**116 500**	**132 227**	**127 663**	**124 255**	**123 932**	**123 359**	**123 533**
dont : EDF	94 429	108 853	124 526	120 263	118 395	117 965	117 264	117 470

(1) Agents statutaires et temporaires à plein temps.

TABLEAU J.04-8

Énergie électrique dans les départements d'outre-mer

Source : Électricité de France (DOM)

Puissance et DOM ou collectivité territoriale	1979	1985	1990	1992	1993	1994	1995	*p* 1996
PUISSANCE INSTALLÉE en MW (1)								
Hydraulique :								
Réunion	26	94	123	123	123	124	124	124
Guyane (2)	—	—	—	—	—	—	116	116
Thermique :								
Guadeloupe (3)	83	246	328	336	368	389	389	394
Guyane	27	71	130	160	160	160	147	128
Martinique	74	214	258	279	322	321	342	396
Réunion (4)	60	97	152	249	249	249	310	315
Saint-Pierre-et-Miquelon	5	21	24	27	27	27	27	27
ÉNERGIE LIVRÉE AU RÉSEAU en GWh (5)								
Guadeloupe	282	474	747	901	960	1 011	1 216	1 128
Guyane	96	198	337	432	439	451	519	519
Martinique	258	429	657	761	819	865	976	976
Réunion	306	558	882	1 068	1 110	1 185	1 298	1 368
Saint-Pierre-et-Miquelon	15	35	43	45	43	41	38	38

(1) MW = million de watts.
(2) Centrale de Petit Saut à partir de 1995.
(3) Dont géothermie à partir de 1985.
(4) Centrales de Bois Rouge (60 MW) à partir de 1992 et du Gol (64 MW) à partir de 1995.
(5) GWh = milliard de wattheures.

TABLEAU J.04-9

Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays producteurs

Source : Commissariat à l'énergie atomique — *Unité* : TWh (1)

	1973	1979	1985	1990	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Production brute d'éléctricité nucléaire totale	**203,2**	**643,0**	**1 459,9**	**2 005,6**	**2 188,8**	**2 217,4**	**2 308,5**	**2 406,0**
dont : UE à 15	67,8	172,4	561,8	715,4	795,4	792,8	797,9	850,2
dont : Allemagne (RFA) (2)	12,2	42,3	126,0	147,2	153,5	151,2	154,1	161,7
Belgique	—	11,4	34,6	42,7	41,9	40,6	41,4	43,3
France	**14,7**	**39,9**	**224,1**	**314,1**	**368,2**	**360,0**	**377,3**	**397,3**
Royaume-Uni	28,3	38,6	60,7	66,4	90,7	89,5	76,8	93,8
Espagne	6,4	6,4	28,0	54,3	56,1	55,3	55,4	56,3
Suède	2,1	21,0	58,6	68,2	61,4	73,1	69,9	74,1
Canada	15,4	38,2	63,6	76,6	97,7	110,6	100,3	95,2
États-Unis d'Amérique	88,3	270,7	404,0	606,9	641,7	672,5	705,7	706,3
Japon	9,5	62,0	152,0	195,8	248,7	261,4	287,8	297,4
URSS (ex-)	12,0	54,3	143,6	215,0	210,4	178,5	185,8	195,4
Corée du Sud	—	3,2	16,7	52,9	58,1	58,3	65,8	73,9

(1) TWh = Terawattheure (milliard de kilowattheures).
(2) À partir de 1990, statistiques pour l'Allemagne réunifiée.

TABLEAU J.04-10

Consommation d'électricité par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — *Unité* : kWh par habitant

Pays ou zone	*r* 1973	*r* 1979	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*p* 1995
Amérique du Nord	**7 804**	**8 764**	**9 250**	**10 426**	**10 540**	**10 775**	**10 903**	**11 063**
dont : États-Unis	9 343	10 616	11 167	12 802	13 000	13 328	13 497	13 758
Canada	11 355	13 578	16 141	17 328	17 373	17 281	17 446	17 413
Mexique	612	861	1 094	1 310	1 347	1 486	1 576	1 601
Amérique latine	**672**	**968**	**1 222**	**1 394**	**1 453**	**1 510**	**1 554**	**1 615**
dont : Argentine	1 060	1 361	1 494	1 597	1 751	1 863	1 830	1 917
Brésil	628	1 069	1 446	1 685	1 740	1 801	1 857	1 953
Afrique	**294**	**392**	**487**	**506**	**508**	**513**	**519**	**517**
Asie	**391**	**513**	**633**	**823**	**891**	**939**	**1 000**	**1 049**
dont : Chine	189	291	392	549	650	717	778	835
Japon	4 328	5 088	5 565	6 939	7 201	7 273	7 717	7 884
Océanie	**5 058**	**6 404**	**7 780**	**9 140**	**9 122**	**9 320**	**9 510**	**9 703**
Europe de l'Est	**3 284**	**4 402**	**5 284**	**5 643**	**5 121**	**4 735**	**4 156**	**4 115**
dont : URSS (ex-)	3 804	4 886	5 897	6 366	5 767	5 253	4 494	4 380
Europe de l'Ouest	**3 778**	**4 444**	**5 033**	**5 536**	**5 609**	**5 610**	**5 671**	**5 805**
dont : UE à 15	3 914	4 736	5 388	5 991	6 101	6 088	6 162	6 303
Espagne	2 133	2 810	3 287	3 895	4 080	4 040	4 182	4 376
France	**3 447**	**4 611**	**5 809**	**6 605**	**7 129**	**7 131**	**7 145**	**7 293**
Italie	2 674	3 314	3 695	4 434	4 600	4 595	4 711	4 870
Pays-Bas	3 816	4 602	4 698	5 423	5 656	5 709	5 865	5 972
Allemagne (1)	4 908	6 029	6 762	6 938	6 599	6 487	6 521	6 636
Royaume-Uni	5 018	5 332	5 249	5 749	5 821	5 843	5 862	5 984
Suède	9 686	11 641	16 243	16 897	16 646	16 658	16 320	16 449
Monde	**1 589**	**1 869**	**2 067**	**2 291**	**2 288**	**2 301**	**2 304**	**2 349**

(1) Y compris les nouveaux Länder .

Chapitre J.05

Gaz

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Consommation française de gaz naturel.

1. Bilan du gaz naturel.
2. Canalisations de transport et distribution de gaz.
3. Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie).
4. Industrie gazière : effectif du personnel.
5. Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde.
6. Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie.
7. Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde.
8. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Observatoire de l'Énergie du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Avec une consommation de plus de 419 TWh en 1996, le gaz naturel représente aujourd'hui 12,3 % de la demande d'énergie primaire. Le marché du gaz s'est développé en France dans les années 1960. Principalement destiné à la *production* d'électricité, il représentait, alors, 3 % de la consommation d'énergie primaire, l'industrie étant le principal utilisateur final.

À la suite du lancement du programme électro-nucléaire, ses usages se sont orientés vers le marché final sur lequel il a connu une expansion rapide grâce à ses atouts en matière de prix, de performances énergétiques et d'environnement.

En 1996, le gaz représente 14,5 % de la consommation finale énergétique, 22,1 % de la demande d'énergie de l'industrie et 19,6 % de celle du résidentiel-tertiaire. Le gaz occupe dans ce dernier secteur une place moins importante que dans la plupart des autres pays européens. En effet, le développement du gaz sur le marché du résidentiel-tertiaire s'est heurté à la concurrence du chauffage électrique, mais aussi au problème de la rentabilité des réseaux en raison notamment d'une densité de population relativement faible.

Concernant la production, la France est passée d'une situation d'autosuffisance à une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des approvisionnements extérieurs (en 1996, plus de 90 % du gaz consommé est importé), en raison de la forte croissance de la demande et du déclin de la production nationale. En effet, si le gisement de Lacq a connu un développement important au cours de la période 1970-1980, la production chute régulièrement depuis (baisse de 61 % entre 1981 et 1996).

Le recours aux approvisionnements extérieurs s'est fortement développé au milieu des années 1970 et n'a cessé de croître depuis lors. Les Pays-Bas (avec l'énorme gisement de Groningue) et l'Algérie, pour une moindre part, ont été les premiers fournisseurs de gaz à la France. La politique d'approvisionnement s'est concrétisée par une plus grande diversification des provenances dès le début des années 1980. Elle se caractérise également par des contrats à long terme (25 ans en moyenne), qui assurent une sécurité des échanges. En 1996, environ un tiers du gaz importé par la France arrive de l'ex-URSS, 30 % de Norvège, 21 % d'Algérie et 15 % des Pays-Bas.

2. MÉTHODOLOGIE

L'industrie du gaz en France

La loi du 8 avril 1946 modifiée a nationalisé « la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de gaz combustible » et confié « la gestion des entreprises nationalisées à Gaz de France ».

Toutefois, ont été exclues du champ de la nationalisation, « les entreprises gazières dont la production annuelle moyenne de 1942 et 1943 est inférieure à 6 Mm^3/an » (par « production », il faut aussi entendre « *distribution* »).

Par la suite, la loi du 2 août 1949 a également exclu de la nationalisation la production et le transport du gaz naturel sous certaines réserves indiquées dans les paragraphes qui suivent. Elle a en outre fixé à 7 Mm^3/an le seuil au-delà duquel les entreprises de production exclues de la nationalisation par la loi du 8 avril 1946 seraient nationalisées. Ce seuil a été porté à 12 Mm^3/an par une loi du 30 juillet 1960 pour les concessions en cours.

Production

La loi a exclu de la nationalisation la production de gaz naturel, laquelle est actuellement développée sur le territoire national par la Société Elf-Aquitaine-Production, la Société Esso-Rep, la Société Eurafrep et la Société Coparex.

Des dispositions particulières s'appliquent à la production de gaz des houillères nationales (grisou et gaz de cokeries) : les services de production de gaz appartenant aux houillères nationales restent en effet leur propriété.

Les installations de production des gaz de cokeries sidérurgiques, de hauts fourneaux, de raffineries et de pétroles liquéfiés produits par les entreprises qui n'en font pas leur activité principale échappent à la nationalisation, à condition qu'elles ne présentent pour le service public qu'une utilité accessoire.

La loi a enfin laissé en dehors de la nationalisation certaines entreprises gazières.

Transport

La loi a exclu de la nationalisation le transport de gaz naturel; celui-ci ne peut cependant être assuré que par un établissement public ou une société nationale dans laquelle la majorité du capital est détenue par l'État ou par des établissements publics. C'est ainsi que Gaz du Sud-Ouest (GSO), constituée en 1945 et dont le capital est détenu à raison de 70 % par le groupe Elf-Aquitaine et 30 % par Gaz de France, est concessionnaire du réseau de transport de gaz naturel dans le sud-ouest de la France. En dehors de cette zone, Gaz de France est titulaire des concessions de transport. Une partie de son réseau est cependant affermée à la Compagnie Française du Méthane (CFM), filiale commune de Gaz de France (50 %), de Elf-Aquitaine-Production (40 %) et de Total (10 %).

Un texte particulier, prévoit par ailleurs, que sur le périmètre de leurs concessions de mines, les houillères de bassin peuvent être habilitées par voie de concession à transporter le gaz qu'elles ont produit.

Distribution

La distribution de gaz de réseau s'opère dans le cadre de concessions de distribution publique. La loi a prévu certaines exceptions à la nationalisation, rappelées ci-dessus.

D'autre part, la loi du 8 avril 1946 modifiée par celle du 2 août 1949 stipule que « les sociétés de *distribution* à économie mixte dans lesquelles l'État ou les collectivités publiques possèdent la majorité, les régies ou services analogues constitués par les collectivités locales sont maintenus dans leur situation actuelle, le statut de ces entreprises devant toujours conserver le caractère parti-

culier qui leur a donné naissance, d'après les lois et décrets en vigueur ou futurs ».

3. DÉFINITIONS

Distribution

Après un voyage de plusieurs dizaines, centaines, voire milliers de kilomètres, suivi parfois d'un temps de stockage, le gaz parvient aux portes de l'agglomération où se situent ses utilisateurs. Seuls quelques gros clients industriels sont directement raccordés au réseau de transport. Pour la livraison du gaz à tous les autres consommateurs, s'entame alors une dernière phase, celle de la distribution.

Les réseaux de distribution sont reliés à l'artère de transport par l'intermédiaire de postes de détente qui abaissent la pression du gaz pour l'amener d'abord à une pression moyenne (entre 50 mbars et 4 bars), puis basse (environ 20 mbars pour le gaz naturel).

Les nouveaux réseaux n'utilisent plus guère la basse pression : le gaz livré en moyenne pression est détendu chez le client au moyen d'un détendeur individuel ou collectif s'il s'agit d'un immeuble.

Exploration – Production

La prospection du gaz naturel relève des mêmes techniques d'exploration, de forage et de production que celle du pétrole (cf. chapitre J.03).

Stockage

Le stockage du gaz naturel en France relève de deux techniques bien particulières :

- la plus répandue est celle du stockage en nappe aquifère profonde, entre 400 et 1 200 m. Le gaz, injecté dans la roche poreuse, prend la place de l'eau et reste emprisonné entre l'eau stagnante et une couche supérieure de terrain imperméable;

- le stockage en cavité saline, entre 900 et 1 400 m de profondeur, est un procédé plus récent. Il consiste à dissoudre des gisements de sel afin de constituer des réservoirs étanches dans lesquels le gaz naturel est stocké sous une pression élevée et soutiré à la demande par simple détente.

Il n'est pas possible de retirer la totalité du gaz stocké dans un réservoir. Une moitié environ, le « gaz utile » est effectivement récupérable; l'autre, qui constitue le « gaz coussin », reste au fond du réservoir.

Transport

Une fois extrait du sous-sol et épuré, le gaz naturel est transporté par gazoduc terrestre ou sous-marin ou par navire méthanier. Le transport par méthanier exige la liquéfaction du gaz, opération qui réduit de 600 fois le volume du méthane par rapport à son état gazeux.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Gaz de France.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

  — Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC).

  — Observatoire de l'Énergie, Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP).

— Comité professionnel du pétrole.

— OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE).

— Organisation des Nations Unies (ONU).

Publications :

Statistiques de Gaz de France (annuel);

Données commerciales, Gaz de France, Direction des services économiques et commerciaux (annuel);

Statistiques de l'industrie gazière, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction du gaz, de l'électricité et du charbon (DIGEC) [annuel];

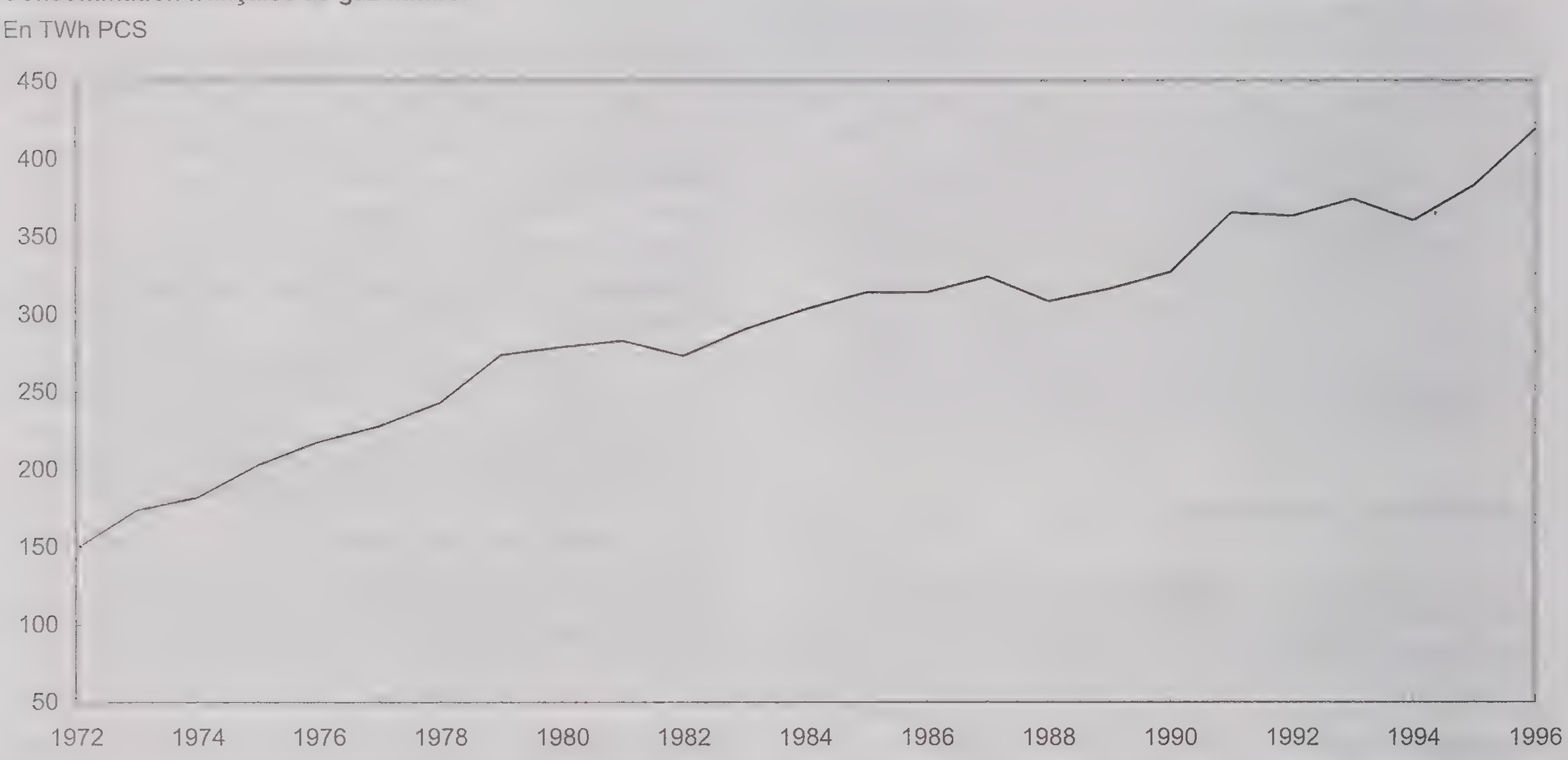
Les chiffres clés de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Bilans de l'énergie, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Observatoire de l'Énergie (annuel);

Éléments statistiques, pétrole, Comité professionnel du pétrole (annuel).

GRAPHIQUE J.05

Consommation française de gaz naturel



Source : Observatoire de l'Énergie

TABLEAU J.05-1

Bilan du gaz naturel

Source : Ministère de l'économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon (DIGEC) *Unités* : GWh; PCS (1)

	1973	1979	1985	1990	1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*p* 1996
Ressources									
Production brute (y compris grisou)	81 287	84 080	58 632	32 509	35 961	37 263	37 332	36 091	30 896
Importations	98 716	192 080	263 693	318 765	355 852	333 515	347 205	363 235	391 717
Déstockage	—	—	—	—	—	9 897	—	—	5 878
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**391 813**	**380 675**	**384 537**	**399 326**	**428 491**
Emplois									
Consommation (2)	174 453	274 045	313 643	326 608	362 672	374 218	359 543	383 331	419 479
dont : Usages domestiques individuels	37 686	69 316	85 942	85 138	105 391	104 223	106 908	101 399	114 070
Usages domestiques collectif et tertiaire	21 863	50 608	75 732	78 879	93 711	98 131	93 885	97 078	109 990
Usages industriels	97 924	145 270	146 282	154 411	161 484	162 413	161 943	171 143	178 160
Exportations	1 021	1 926	2 881	3 838	11 941	6 457	8 234	7 965	9 012
Stockage	4 529	189	5 801	20 828	17 200	—	16 760	8 030	—
Total	**180 003**	**276 160**	**322 325**	**351 274**	**391 813**	**380 675**	**384 537**	**399 326**	**428 491**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures); PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.
(2) Y compris la consommation finale du secteur «Énergie».

TABLEAU J.05-2

Canalisations de transport et de distribution de gaz

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon (DIGEC) — *Unité* : Kilomètre

	1973	1979	1985	1990	1992	1993	1994	1995
Canalisations de transport (1)	17 974	22 678	26 619	30 162	30 537	31 117	31 503	31 759
Canalisations de distribution	71 392	84 030	104 226	119 150	125 406	129 358	132 325	136 860

(1) Y compris les canalisations de transport dépendant des directions régionales de GDF.

TABLEAU J.05-3

Consommation finale de gaz naturel par secteur d'utilisation (hors énergie)

Source : Observatoire de l'Énergie — *Unités* : GWh ; PCS (1)

Secteur	1973	1979	1985	1990	1992	*r* 1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
Sidérurgie	8 766	12 741	8 906	8 615	7 898	5 949	7 151	7 423	7 201
Industrie	43 053	81 850	100 178	114 681	119 373	122 678	120 305	128 805	135 209
Résidentiel-Tertiaire	59 888	118 322	148 645	177 740	201 450	204 816	223 480	206 858	217 601
Agriculture	500	922	1 398	2 161	2 979	2 679	2 426	2 541	2 550
Transports	137	62	16	2	2	14	8	5	5
Total énergétique	**112 344**	**213 897**	**259 143**	**303 199**	**331 702**	**336 136**	**353 370**	**345 631**	**362 566**
Total non énergétique	**19 369**	**29 254**	**29 870**	**24 645**	**26 625**	**27 025**	**27 635**	**27 378**	**27 378**
Total	**131 713**	**243 151**	**289 013**	**327 844**	**358 327**	**363 161**	**381 005**	**373 009**	**389 944**

(1) GWh = Gigawattheure (milliard de wattheures) ; PCS = Pouvoir Calorifique Supérieur.

TABLEAU J.05-4

Industrie gazière : effectif du personnel

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Direction du Gaz, de l'Electricité et du Charbon (DIGEC)

	1973	1979	1985	1989	1990	1992	1993	1994	1995
Total (1)	**28 733**	**29 277**	**32 475**	**30 646**	**29 945**	**30 933**	**28 877**	**28 671**	**28 378**
dont : Gaz de France	26 951	27 720	29 025	27 649	26 743	27 885	27 599	26 902	26 614

(1) A partir de 1985, les chiffres intègrent le personnel de production de l'usine de Lacq.

TABLEAU J.05-5

Production commercialisée et réserves de gaz naturel dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Centre d'information sur le gaz naturel [CEDIGAZ (réserves)]

Pays	Production (million de tep)							Réserves prouvées au 1er janv. 1997 (milliard de m^3) (1)
	1973	1985	1990	1992	1993	1994	1995	
Amérique du Nord *r*	**575**	**480**	**530**	**544**	**561**	**590**	**592**	**8 456**
dont : États-Unis	503	386	419	419	424	441	436	4 707
Canada	61	70	88	102	112	124	132	1 942
Mexique	11	24	23	22	24	25	24	1 810
Amérique latine *r*	**23**	**43**	**52**	**53**	**57**	**62**	**67**	**6 244**
dont : Vénézuela *r*	12	18	20	19	21	23	25	4 049
Argentine	6	12	16	17	19	21	23	642
Europe de l'Ouest *r*	**120**	**162**	**161**	**177**	**187**	**191**	**199**	**6 388**
dont : Union Européenne *r*	116	133	133	147	158	160	167	3 362
Pays-Bas	54	61	55	62	63	60	60	1 765
Royaume-Uni	24	36	41	46	54	58	64	760
Allemagne (2) *r*	16	16	14	14	14	14	15	223
Italie	13	12	14	15	16	17	16	290
France	**6**	**4**	**3**	**3**	**3**	**3**	**3**	**14**
Norvège	—	23	24	26	25	28	28	3 000
Europe de l'Est (3) *r*	**226**	**559**	**684**	**640**	**637**	**593**	**585**	**57 308**
dont : URSS (ex-)	195	520	656	617	614	572	565	56 650
Afrique	**9**	**43**	**62**	**70**	**71**	**68**	**75**	**10 181**
dont : Algérie	4	31	44	50	50	46	52	3 700
Asie *r*	**42**	**133**	**199**	**221**	**232**	**250**	**273**	**59 980**
dont : Chine	5	11	13	14	16	16	17	1 100
Japon	2	2	2	2	2	2	2	31
Moyen-Orient *r*	25	54	84	86	92	101	110	49 481
Arabie Séoudite	2	16	25	28	29	31	33	5 410
Iran	16	12	20	20	22	26	29	23 000
Emirats arabes unis	1	11	16	18	19	21	24	5 940
Indonésie	—	29	45	53	55	60	64	3 590
Océanie	**4**	**14**	**21**	**24**	**25**	**27**	**29**	**3 323**
dont : Australie	3	11	17	19	21	22	25	3 260
Monde	**998**	**1 434**	**1 709**	**1 729**	**1 770**	**1 780**	**1 818**	**151 880**

(1) 1000 m^3 = 0,9 tep.
(2) À partir de 1990, série pour l'Allemagne réunifiée.
(3) Y compris l'ex-RDA jusqu'en 1990.

TABLEAU J.05-6

Consommation de gaz naturel et part du gaz naturel dans la consommation totale d'énergie

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

	1973		1985	1991	1993	1994	1995	
Pays	Mtep	%	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	Mtep	%
Amérique du Nord r.	**562**	**29,0**	**485**	**539**	**568**	**582**	**602**	**24,6**
dont : États-Unis	515	29,8	412	460	482	492	508	24,4
Canada *r*	37	23,2	50	55	61	65	68	29,2
Mexique	10	19,0	24	24	25	26	26	19,5
Amérique latine r	**19**	**11,4**	**43**	**56**	**54**	**59**	**67**	**20,4**
Argentine	7	19,7	13	18	21	21	22	41,8
Vénézuela	12	47,9	18	19	22	23	24	50,9
Europe de l'Ouest (1) r.	**127**	**9,9**	**213**	**261**	**275**	**278**	**301**	**19,4**
dont : Union Européenne *r.*	122	10,5	197	240	251	254	274	19,9
France.	**14**	**7,7**	**25**	**28**	**29**	**28**	**30**	**12,3**
Pays Bas	28	45,6	32	34	34	33	34	46,5
Allemagne *r*	29	8,5	49	58	60	61	66	19,6
Royaume-Uni	25	11,4	47	51	57	60	65	29,3
Italie	14	10,9	27	41	42	41	45	27,7
'Espagne	1	1,8	2	6	6	6	8	7,5
Europe de l'Est (2) r.	**232**	**22,2**	**531**	**569**	**518**	**510**	**498**	**43,2**
dont : URSS (ex-) *r.*	205	24,1	445	525	479	472	457	48,4
Afrique	**3**	**4,0**	**22**	**32**	**38**	**39**	**39**	**17,3**
Algérie	2	32,8	10	15	16	15	16	64,8
Asie	**33**	**3,9**	**125**	**204**	**245**	**267**	**282**	**11,7**
dont : Chine	5	1,9	11	13	15	16	16	1,9
Japon	5	1,6	35	47	48	51	52	10,5
Moyen-Orient	17	25,6	51	80	98	108	104	35,4
Emirats arabes unis	1	70,7	8	17	16	17	19	66,0
Iran	9	33,4	12	20	25	27	30	36,0
Océanie	**4**	**5,6**	**14**	**18**	**19**	**20**	**21**	**18,8**
Australie	3	5,9	11	14	15	16	17	17,8
Monde	**980**	**17,6**	**1 433**	**1 679**	**1 717**	**1 754**	**1 810**	**21,7**

(1) Y compris République Tchèque et Hongrie.
(2) Non compris République Tchèque et Hongrie.

TABLEAU J.05-7

Consommation de gaz naturel par habitant dans le monde

Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE)
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
Organisation des nations-unies (ONU)

Unité : Kg-équivalent pétrole par habitant

Pays	1973	1985	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995
Amérique du Nord r	**1 933**	**1 417**	**1 420**	**1 475**	**1 501**	**1 520**	**1 553**
dont : États-Unis.*r*	2 428	1 727	1 758	1 835	1 867	1 886	1 930
Canada *r*	1 652	1 923	1 954	2 031	2 113	2 209	2 302
Mexique *r*	186	303	268	271	270	276	274
Amérique latine.r	**77**	**133**	**154**	**156**	**145**	**156**	**174**
Argentine.*r*	262	434	513	555	618	604	639
Vénézuela.*r*	1 005	1 068	891	929	1 041	1 072	1 106
Europe de l'Ouest r (1)	**305**	**483**	**537**	**569**	**597**	**600**	**646**
dont : Union Européenne *r.*	351	550	611	648	680	684	737
France r	**260**	**445**	**445**	**489**	**502**	**481**	**510**
Pays Bas.*r*	2 120	2 233	2 060	2 198	2 241	2 168	2 206
Allemagne *r* (1)	363	627	693	705	736	751	813
Royaume-Uni *r*	447	823	820	882	983	1 030	1 109
Italie	260	480	687	723	735	709	779
Espagne	27	56	128	150	147	161	197
Europe de l'Est r (2)	**680**	**1 401**	**1 575**	**1 348**	**1 315**	**1 294**	**1 261**
dont : URSS (ex-) *r.*	820	1 601	1 956	1 691	1 640	1 618	1 558
Afrique r.	**9**	**41**	**49**	**52**	**57**	**56**	**56**
Asie r (3)	**15**	**45**	**64**	**69**	**77**	**82**	**86**
dont : Chine.*r*	6	10	11	12	13	13	13
Japon	47	290	350	380	383	409	414
Moyen - Orient *r.*	235	464	639	634	678	723	677
Océanie r	**222**	**747**	**915**	**901**	**914**	**922**	**955**
Monde	**252**	**298**	**320**	**309**	**313**	**315**	**321**

(1) Y compris République Tchèque et Hongrie.
(1) Non compris République Tchèque et Hongrie.
(3) Non compris le Viet-nam, pour 1973 et 1979, et la Corée du Nord sur toute la période.

TABLEAU J.05-8

Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Million de m^3

Pays	1973	1979	1985	1990	1993	1994	1995	1996
Europe	**804**	**14 404**	**18 151**	**13 544**	**13 627**	**15 423**	**15 863**	**17 034**
dont : Norvège	—	6 721	8 577	4 826	4 683	4 582	4 129	4 498
Royaume-Uni	—	5 336	6 998	4 810	4 646	6 846	7 289	7 871
Pays-Bas	413	1 752	2 176	3 307	3 975	3 704	4 193	4 422
Afrique	**55**	**75**	**86**	**275**	**422**	**461**	**506**	**532**
Amérique	**1 797**	**2 045**	**1 039**	**3 279**	**2 994**	**3 263**	**3 490**	**4 142**
Asie \ Océanie	**—**	**31**	**267**	**284**	**542**	**913**	**1 023**	**1 340**
Total	**2 656**	**16 555**	**19 543**	**17 382**	**17 585**	**20 060**	**20 882**	**23 048**

K

Industrie et construction

Chapitre K.01

Industrie : données générales

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche.
2. Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus.
3. Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels.
4. Indices de la production industrielle dans plusieurs pays (hors bâtiment).

5A. Résultats des entreprises industrielles par grands secteurs, en NES 16.

5B. Principales évolutions dans l'industrie manufacturière.

6. Place de l'investissement industriel par branche.
7. Évolution du taux d'investissement par secteur, en NES 36.
8. Évolution des différentes composantes de l'investissement total.
9. Comparaisons internationales de l'investissement productif.
10. Évolution de la sous-traitance confiée par les entreprises industrielles.
11. Évolution des soldes des investissements (en flux) par secteur économique.
12. Répartition des entreprises à participation étrangère selon le secteur d'activité.
13. Principales grandeurs des entreprises industrielles en 1995.
14. Évolution de la part des PMI dans l'industrie manufacturière.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La situation de l'industrie française

L'industrie française compte environ 200 000 entreprises qui emploient 3 800 000 personnes. On dénombre 22 630 entreprises industrielles de 20 salariés et plus (hors industries agro-alimentaires). Les PMI emploient plus de la moitié des effectifs de ces entreprises et réalisent 40 % du chiffre d'affaires de l'industrie. Elles sont particulièrement nombreuses dans les biens de consommation.

En 1996, le poids de l'industrie française dans l'économie représente 23,5 % en terme de valeur ajoutée. Depuis 1980, ce pourcentage a diminué de près de 6 points. La part de l'industrie manufacturière est de 16,2 %; au sein de cette industrie, les biens intermédiaires et les biens d'équipement ont diminué et, au contraire, les biens de consommation ont augmenté.

L'emploi industriel a perdu 1 510 000 emplois de 1980 à 1986, dont 92,7 % relèvent de l'industrie manufacturière. Toutefois, des gains de productivité importants ont contribué à rendre l'industrie française plus compétitive depuis 1987. La montée structurelle du poids des services pèse cependant sur l'industrie qui demeure éminemment essentielle au dynamisme de l'économie.

L'année 1995 a été marquée par de nombreuses restructurations d'entreprises. Dans des secteurs très exposés à la concurrence internationale (habillement, équipement mécanique, travail des métaux, composants électriques et électroniques), ou bien, peu concentrés (édition, produits minéraux), les PMI se regroupent , par voie de fusion ou d'absorption. En revanche, dans les grandes entreprises (production de combustibles et carburants, chimie), une tendance à la scission est observée; elle n'affecte cependant pas leur place dominante dans le tissu industriel français. Le nombre de salariés ayant changé d'employeur du fait des restructurations représente 2,8 % des effectifs de l'industrie.

En 1995, quatre entreprises de 100 salariés et plus ont recours à la sous-traitance industrielle. La France est le quatrième producteur industriel de l'OCDE, après les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, et le quatrième exportateur mondial. Les implantations françaises à l'étranger (un million de personnes employées) semblent être complémentaires des exportations. Les investissements dans l'Union européenne sont particulièrement élevés. Les entreprises françaises spécialisées dans l'ingénierie-industrie sont les plus dynamiques au niveau international; elles réalisent 30 % de leurs ventes, à l'étranger (Asie-Océanie et Europe).

2. MÉTHODOLOGIE

Les nomenclatures

Le mot « industrie » regroupe traditionnellement les industries manufacturières et les industries agro-alimentaires (IAA), parfois l'énergie. Le bâtiment et le génie civil et agricole (BGCA) en sont généralement exclus. Pour définir avec précision le champ de l'industrie en France, il faut se référer aux « nouvelles nomenclatures d'activités et de produits », officiellement entrées en vigueur en France à partir du 1er janvier 1993. Ces nomenclatures remplacent les « Nomenclatures d'activités et de produits » (NAP) de 1973.

Ces nouvelles nomenclatures ont été utilisées par le SESSI pour l'enquête annuelle d'entreprise et les enquêtes de branche depuis 1993.

Les correspondances entre les niveaux 16, 36 et 114 de la NES (nomenclature économique de synthèse) et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) sont présentées dans les pages chamois au début de l'ouvrage (point H).

Les données issues de la Comptabilité nationale seront publiées en NAP pendant encore quelque temps.

L'enquête annuelle d'entreprise

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) est la principale source statistique visant à une description complète des structures du système productif.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) assure la coordination sur le plan national de cette enquête réalisée par différents départements ministériels. Il définit le « tronc commun » d'informations qui doit obligatoirement figurer dans les formulaires d'enquête et gère un fichier commun de lancement d'enquête. L'INSEE utilise les résultats de ces enquêtes en particulier pour l'élaboration des comptes de la nation et des comptes régionaux.

Le Service des statistiques industrielles (SESSI) du Secrétariat d'État à l'Industrie réalise cette enquête auprès des entreprises industrielles, sauf celles des industries agroalimentaires, du bâtiment et des travaux publics interrogées respectivement par les ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Équipement, des Transports et du Logement.

Les entreprises employant 100 personnes ou plus reçoivent un questionnaire général. Celles employant de 20 à 99 personnes reçoivent un questionnaire simplifié :

— **le questionnaire général** comporte :

- des informations sur l'entreprise :

— ses caractéristiques générales : forme juridique, modifications de structure, existence de personnel travaillant à domicile, pris en location ou donné en location;

— le compte de résultat;

— la liste de ses établissements et, pour chacun d'eux, l'effectif annuel moyen;

— la répartition des ventes – totales et à l'exportation – par activité;

— la nature des investissements et des cessions au niveau de l'entreprise, le crédit-bail;

— des caractéristiques diverses (ventilation des achats par produits, opérations de sous-traitance, détail des modifications de structure, investissements anti-pollution, dépenses de publicité).

- des informations sur les établissements :

— le montant des investissements;

— les rémunérations;

— la répartition de l'effectif employé moyen par activité; cet effectif inclut le personnel pris en location et exclut le personnel prêté en location.

— **le questionnaire simplifié** fournit une information moins détaillée sur les établissements : la liste des établissements est complétée par une interrogation sur les effectifs salariés moyens et sur le montant des investissements relatifs à chacun d'entre eux (les rémunérations sont demandées globalement au niveau de l'entreprise).

Les activités déclarées par les entreprises dans l'EAE sont définies par référence à la Nomenclature des activités françaises (NAF) en vigueur depuis le 1er janvier 1993.

Les résultats de l'EAE sont établis suivant plusieurs niveaux de la NAF et de la NES :

— le niveau NAF 700, désigné par un code sur 4 positions (3 chiffres et 1 lettre) dont près de 280 rubriques correspondent aux secteurs relevant de l'EAE réalisée par le SESSI. Ce niveau n'est pas publié pour les résultats agrégés de l'EAE;

— le niveau NES 114, désigné par un code sur 3 positions (une lettre et 2 chiffres), s'emboîte sur les divisions, groupes ou classes de la NAF;

— le niveau NES 36, désigné par un code sur 2 positions (une lettre et un chiffre);

— le niveau NES 16, désigné par un code sur 2 positions (2 lettres).

Les enquêtes de branche

Le suivi de l'activité industrielle comporte dans tous les pays développés une observation de la production et des variables qui lui sont associées (livraisons, facturations, stocks et commandes) en quantités physiques et en valeur dans une nomenclature détaillée de produits.

La France a, pour des raisons historiques, une organisation très spécifique des statistiques industrielles. Le dispositif est organisé par branche d'activité. Une partie des branches est couverte par des enquêtes réalisées par des organisations professionnelles sous le contrôle de l'administration.

Ces organisations professionnelles agréées (OPA) sont actuellement une centaine; elles recouvrent les entreprises volontaires sur la base de la solidarité professionnelle. L'agrément est donné dans le cadre de la loi du 7 juin 1951 qui organise notamment cette collaboration et institue l'obligation de répondre aux enquêtes statistiques visées. Cette loi donne la faculté aux industriels qui ne désirent pas répondre aux syndicats professionnels compétents, d'opter pour une réponse directe à l'administration, c'est-à-dire au SESSI : ils sont alors communément appelés optants. Cependant, l'INSEE ne peut publier ces données en raison des règles sur le secret statistique; dans ce cas, la lettre c apparaît sur la ligne concernée afin de préciser la confidentialité de ces données.

Les enquêtes de branche reposent sur une organisation décentralisée qui est coordonnée par le SESSI.

3. DÉFINITIONS

Activité

Les activités prises en compte dans l'enquête de branche sont celles donnant lieu à facturation. Sont exclues les activités intégrées dans un cycle de fabrication propre à l'entreprise, sauf pour les activités « Industrie du verre » et « Industries chimiques de base ».

Activité principale

L'activité principale d'une entreprise industrielle est déterminée à partir des effectifs salariés les plus importants affectés à un niveau d'activité agrégé appelé classe ou niveau 100 de la NAP. Au sein de cette classe, l'activité semi-agrégée la plus importante par les effectifs permet de déterminer l'activité principale de l'entreprise (groupe ou niveau 600). Des règles particulières sont appliquées pour les entreprises ayant à la fois des activités de production industrielle et des activités de commerce ou de service.

Branche

Pour une entreprise déterminée, les effectifs et les ventes sont répartis selon les différentes activités qu'elle exerce. Les fractions d'entreprise, correspondant à une même activité, constituent la branche d'activité ou, plus brièvement, la branche.

Ainsi, une même entreprise relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités; il en va de même pour un établissement.

Capacité d'autofinancement (CAF)

La CAF représente les ressources restant à l'entreprise à l'issue de l'exercice. On la déduit de l'EBE par la prise en compte des opérations financières et exceptionnelles et de l'impôt sur les bénéfices.

Elle sert à financer en partie l'investissement et à rémunérer le capital permanent.

Champ reconstitué

La comparaison directe entre deux années consécutives des résultats « en niveau » se heurte à certaines difficultés d'interprétation. La population enquêtée peut être modifiée : certaines entreprises entrent dans le champ de l'enquête, d'autres en sortent. De plus, certaines changent de classe de taille, d'autres changent d'activité principale. Enfin, des modifications de structures (fusion, scission, tranfert partiel d'actifs) peuvent transformer notablement le contenu d'un secteur d'activité. Afin d'éliminer ces effets perturbateurs, les résultats sont présentés « en évolution », sous forme d'indices. Pour l'élaboration de tels indices, il est nécessaire, aux prix de certaines conventions de reconstituer d'une année sur l'autre des ensembles d'entreprises comparables.

Chiffre d'affaires hors taxes (CAHT)

Le chiffre d'affaires hors taxes est le montant global, au cours de l'exercice, des ventes des marchandises et des productions vendues de biens et de services mesurées par leur prix de cession (au niveau agrégé il n'est pas consolidé des facturations internes aux secteurs).

Commerce extérieur

Les données sur le commerce extérieur ne sont pas directement collectées par le ministère de l'Industrie. Les chapitres des statistiques douanières ont été éclatés et leurs constituants regroupés aussi exactement que possible dans les limites des définitions des produits considérés. Cependant, cette approche est assez grossière pour plusieurs raisons. Nous citerons :

— des divergences de nomenclature : la classification douanière est assez différente dans ses principes des classifications des producteurs, ces dernières s'appuyant sur des techniques de fabrication peu maniables pour les douaniers;

— des décalages dans les périodes de comptage;

— des divergences de champ. C'est ainsi que la statistique douanière totalise par exemple le matériel neuf et d'occasion:

— du poids de certains mouvements de caractère spéculatif.

Toutes ces divergences irréductibles doivent inciter le lecteur à interpréter avec prudence les résultats obtenus.

Effectif

Il est appréhendé de deux manières :

— un effectif salarié en fin de période (31 décembre);

— un effectif moyen employé, calculé pour les entreprises employant au moins 20 personnes; il est égal à l'effectif salarié moyen, corrigé pour les entreprises employant au moins 100 personnes du solde des effectifs pris en location et prêtés en location. La notion d'effectif moyen employé s'appuie sur la norme comptable adoptée dans le cadre du plan comptable de 1982 et modifié en 1986.

C'est l'effectif employé qui est utilisé pour l'élaboration des moyennes (valeur ajoutée ou chiffre d'affaires par personne).

Emploi intérieur

Il comprend toutes les personnes (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. Il s'agit d'un concept élaboré dans le cadre de la comptabilité nationale. Avec cette notion, on aboutit à une évaluation de la population active différente de celle de l'enquête emploi (voir chapitre C.01 : « Population active, emploi »).

Entreprise, établissement

Une entreprise peut avoir plusieurs activités distinctes et les exercer dans des établissements situés en différents lieux. De ce fait, l'unité statistique retenue est, selon le cas, l'entreprise dans son ensemble ou une unité de production qui est soit l'établissement, soit la fraction d'entreprise correspondant à une activité déterminée.

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Différence entre la VABCF (valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs) et les frais de personnel.

L'EBE mesure le flux dégagé par l'activité productrice et/ou commerciale de l'entreprise au cours de l'exercice. Il ne prend pas en considération le compte financier (produits et charges), les dotations aux amortissements et l'impôt sur les bénéfices.

Exportations

Ventes à l'exportation déclarées par les entreprises du secteur.

Ces exportations se différencient de celles recensées par les douanes. Elles correspondent aux seules exportations directes réalisées par les entreprises; leur ventilation est de plus présentée par secteurs d'entreprises et branches, non par produits.

Facturation

Les facturations exprimées en valeur hors taxes sont le reflet exact des livraisons. Des divergences existent, dues à des décalages dans la période de comptage.

On note, en particulier, une pointe saisonnière en fin d'année pour les facturations et ceci pour des raisons purement comptables, les livraisons s'étant effectuées à un rythme beaucoup plus régulier. De ce fait, les facturations sont une mesure plus indirecte de la production que les livraisons elles-mêmes.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Voir la définition dans le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » de ce présent annuaire.

Indices de la production industrielle

Jusqu'à présent - spécificité française - deux indices de la production industrielle étaient élaborés par l'INSEE. L'un, mensuel, couvrait environ 62 % de la valeur ajoutée industrielle, l'autre, trimestriel, sur un champ élargi (84 %). Désormais, afin d'améliorer le suivi conjoncturel et la lisibilité de l'indice et de faciliter les comparaisons internationales, un indice mensuel unique est élaboré sur l'ensemble du champ de l'ancien indice trimestriel. Il est publié dans le nouveau système de nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF). Par ailleurs, les séries ont fait l'objet d'un changement de base (l'année 1990 au lieu de 1985), accompagné d'une mise à niveau des pondérations.

Industrie manufacturière

L'industrie manufacturière regroupe les industries de biens de consommation, de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Investissement

L'investissement représente la somme des dépenses consacrées par les entreprises à l'acquisition ou à la création de moyens de production; bâtiments, terrains, ouvrages existants, matériel et outillage, matériel de transport, construction et génie civil. Le poste comprend les immobilisations en cours mais exclut les immobilisations incorporelles, les actifs provenant de modification de structure, les titres de participation et les équipements financés en crédit-bail.

Livraisons

Aux variations de stocks près, les livraisons correspondent approximativement aux productions commercialisables. Néanmoins, les comptages peuvent être effectués avec un certain décalage dans le temps, d'où des divergences sensibles surtout sur le plan mensuel.

Les livraisons sont comptabilisées en quantités physiques. Quand la production n'est pas recensée, les livraisons constituent une saisie indirecte du phénomène, qui est valable pour autant que le rôle des stocks ne soit pas prépondérant.

Dans certains cas, il est spécifié que les livraisons sont totales, c'est-à-dire qu'elles comportent la part des interlivraisons imputables à l'intégration des fabrications au sein d'une même entreprise.

Participation étrangère

Les entreprises dont le capital social est détenu à plus de 20 % par l'étranger sont considérées dans tous les cas sous contrôle étranger au sens large. Les entreprises sont dites à participation majoritaire pour une participation de l'étranger supérieure à 50 % de leur capital. Elles sont dites à participation minoritaire lorsque les participations sont comprises entre 20 et 50 %. Au-dessous de 20 %, on considère généralement que les participations étrangères constituent un simple placement financier et ne traduisent pas une volonté d'influencer la gestion de l'entreprise. Elles sont donc considérées comme à capitaux français.

Production

Elle est comptabilisée au stade de la fabrication en usine et exprimée en quantités physiques (tonnage ou autre unité spécifique).

Elle est dite production totale quand toute la production est recensée, y compris celle qui est intégrée et autoconsommée dans le processus de fabrication. C'est le cas essentiellement des industries de base telles que la sidérurgie ou la fonderie par exemple. On prendra soin de ne pas confondre cette terminologie avec celle de « total » (de la production) qui désigne le résultat d'une addition.

Elle est dite production commercialisable quand elle est destinée à la vente, ce qui est le cas le plus général.

Production propre

Somme des productions vendues de biens et de services, de la production stockée et de la production immobilisée.

Une première mesure de l'accroissement du potentiel de production possédé par l'entreprise s'obtient en déduisant les cessions courantes. De plus, les opérations de croissance externe, qui laissent invariantes les capacités de production sur le plan national, se traduisent pour l'entreprise soit par une augmentation (apport) soit par une diminution (cession) de ses capacités.

Rémunérations

C'est l'ensemble des salaires, charges sociales patronales exclues, des appointements et des congés payés, des indemnités de tous ordres, ainsi que des commissions et rémunérations des administrateurs ayant qualité d'assurés sociaux, versés par l'employeur au cours de l'année civile.

Résultat exceptionnel

C'est le solde des charges et des produits exceptionnels.

Résultat financier

Il représente le solde des charges financières et des produits financiers.

Résultat net comptable (RNC)

C'est la mesure de la rentablité de l'entreprise avant impôt. Il prend en compte la dépréciation du capital. Le résultat net comptable avant impôt est égal à la capacité d'autofinancement plus les impôts sur les bénéfices moins les dotations aux amortissements.

Secteur d'entreprise

Pour chaque entreprise on détermine, à partir de la ventilation de ses ventes et de ses effectifs, son activité principale. Toutes les entreprises de même activité principale relèvent d'un même secteur d'entreprise. Certaines informations, comme le compte de résultats, ne peuvent être appréhendées que pour l'ensemble de l'entreprise. La statistique ne peut donc les restituer que par secteur d'entreprise.

Secteur d'établissement

Pour chaque établissement, on détermine son activité à partir de la ventilation des effectifs. Les établissements exerçant à titre principal une même activité forment un secteur d'établissement.

Sous-traitance

C'est l'opération par laquelle une entreprise (donneur d'ordres) confie à une autre (preneur d'ordres) le soin d'éxécuter pour elle et selon un certain cahier des charges préétabli une partie des actes de production ou de services dont elle conserve la responsabilité économique finale.

Valeur ajoutée brute (VAB)

C'est la différence entre la valeur de la production (d'une entreprise, d'une branche) et celle des consommations intermédiaires. Si l'on déduit les amortissements pratiqués au cours de l'exercice, on obtient la valeur ajoutée nette.

Valeur ajoutée brute aux coûts des facteurs (VABCF)

Elle représente la valeur ajoutée hors taxes augmentée des subventions et diminuée des impôts et taxes.

Valeur ajoutée hors taxes (VAHT)

Elle représente le solde des opérations de production de l'entreprise.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de la construction;

— INSEE.

Publications :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

Le *Bulletin mensuel de statistique industrielle,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

« La situation de l'industrie », *Enquête annuelle d'entreprise,* Direction générale des stratégies industrielles, Service des statistiques industrielles (SESSI);

« L'industrie française », annuel, Chiffres-clés, SESSI;

« Les marchés de l'environnement », *SESSI-Études,* décembre 1994;

« La contrefaçon dans l'industrie », *SESSI-statistiques,* février 1995;

« La plasturgie », *SESSI-Études,* juin 1995;

« Les chiffres-clés des PMI », juin 1995;

« L'implantation étrangère dans l'industrie », *SESSI-statistiques,* octobre 1995;

« L'industrie dans les régions », SESSI, 1996-1997.

« Les échanges intragroupes dans la mondialisation industrielle », chiffres-clés, SESSI, 1996;

« L'innovation technologique dans l'industrie », Chiffres-clés, SESSI, 1996;

« Les investissements anti-pollution », Chiffres-clés, SESSI, 1996;

« Les consommations d'énergie dans l'industrie », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« La sous-traitance industrielle », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« Le crédit-bail dans l'industrie », Chiffres-clés, SESSI, 1997;

« La publicité dans l'industrie », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1997;

« L'ingénierie et les autres services aux entreprises », Chiffres-Clés, SESSI, édition 1997.

Le « 4 pages » du SESSI :

— « Les relations entre producteurs et distributeurs de biens de grande consommation », nº 75, mai 1997;

— « L'industrie française aux États-Unis », nº 76, juin 1997;

— « Connaître l'origine des produits industriels français », nº 77, juillet 1997;

— « Les premiers résultats de l'Enquête Annuelle d'Entreprise 1996. L'investissement plus dynamique que prévu », nº 79, juillet 1997;

— « L'automatisation et l'informatisation dans l'Industrie », nº 80, juillet 1997;

— « L'impact sectoriel du taux de change du dollar », nº 81, septembre 1997;

— « 1997 : l'état de l'industrie française s'améliore », nº 82, novembre 1997;

— « Les actions collectives au service des entreprises », nº 84, décembre 1997.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— *Statistique agricole*, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES);

— « Étude sur la structure des entreprises agricoles et alimentaires », enquête annuelle, Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

— *Statistique de la construction,* bulletin mensuel, Direction de la construction.

INSEE :

— « Numéro spécial sur les PME et les PMI », INSEE, *Économie et statistique,* nº 271-272 de janvier-février 1994;

— « Méthodologie des nouveaux indices de la production industrielle, base 1990 », *Bulletin mensuel de statistique,* INSEE, nº 5, mai 1996;

— « L'industrie française en 1996 », *INSEE-Résultats,* nº 555-556, septembre 1997;

— « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 578, décembre 1997.

INSEE-Première :

— « Les degrés d'utilisation des équipements industriels », n° 470, juillet 1996;

— « Les évolutions de la conjoncture industrielle », n° 480, août 1996;

— « Mondialisation industrielle », n° 485, septembre 1996;

— « L'industrie manufacturière en 1996 », n° 529, juin 1997.

* * *

TABLEAU K.01-1

Place de l'industrie dans l'économie : évolution par grande branche

Unités : Valeur ajoutée : milliard de francs courants
Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) Emploi : millier de personnes

Branche (en NAP)	1990	1991	1992	1993	(1) 1994	(1) *r* 1995	1996
VALEUR AJOUTÉE BRUTE							
Industrie	**1 140,6**	**1 143,1**	**1 136,8**	**1 091,2**	**1 133,6**	**1 184,1**	**1 176,4**
Biens intermédiaires	396,0	392,8	381,0	352,3	371,1	399,8	387,1
Biens d'équipement professionnel	331,6	335,6	330,0	314,5	314,6	329,0	331,1
Biens d'équipement ménager	11,7	12,2	12,1	11,5	10,5	10,4	10,2
Matériels de transport terrestre	110,4	105,2	108,5	100,6	118,8	122,7	120,4
Biens de consommation courante	290,9	297,3	305,2	312,3	318,6	322,2	327,6
Industries agricoles et alimentaires	178,9	184,0	190,6	205,4	205,6	208,3	217,2
Énergie	243,5	267,6	273,5	286,8	289,2	299,2	307,9
Bâtiment, génie civil et agricole	335,8	357,5	363,3	358,0	342,3	347,2	338,8
Agriculture, sylviculture et pêche	221,9	204,7	197,7	165,9	177,9	181,9	182,1
Transports et télécommunications	378,5	397,4	414,5	414,2	427,4	435,6	442,3
Autres (2)	3 759,9	3 964,4	4 166,3	4 305,2	4 524,8	4 692,7	4 852,2
Total (3)	**5 981,0**	**6 249,5**	**6 468,0**	**6 551,8**	**6 837,6**	**7 077,2**	**7 238,7**
EMPLOI INTÉRIEUR							
Industrie	**4 008,8**	**3 942,8**	**3 801,0**	**3 609,6**	**3 498,9**	**3 498,1**	**3 445,5**
Biens intermédiaires	1 260,7	1 241,5	1 190,7	1 127,8	1 095,1	1 100,8	1 088,7
Biens d'équipement professionnel	1 098,8	1 095,1	1 057,5	1 000,4	967,0	974,7	965,4
Biens d'équipement ménager	58,4	56,5	53,5	50,0	48,8	47,8	46,9
Matériels de transport terrestre	389,5	383,1	377,2	368,3	356,8	356,5	354,5
Biens de consommation courante	1 201,4	1 166,6	1 122,1	1 063,1	1 031,2	1 018,3	990,0
Industries agricoles et alimentaires	584,7	576,1	568,6	554,8	550,2	546,0	540,8
Énergie	239,5	233,2	228,6	224,5	224,3	223,3	221,3
Bâtiment, génie civil et agricole	1 662,2	1 651,4	1 597,3	1 517,8	1 472,3	1 473,9	1 426,5
Agriculture, sylviculture et pêche	1 262,1	1 208,6	1 158,2	1 107,7	1 062,7	1 029,6	997,5
Transports et télécommunications	1 292,0	1 300,3	1 292,1	1 276,7	1 272,9	1 280,3	1 294,8
Autres (2)	13 428,2	13 589,1	13 692,4	13 787,6	13 981,4	14 232,3	14 361,0
Total	22 477,5	22 501,5	22 338,2	22 078,7	22 062,7	22 283,5	22 287,4

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) Branches : commerce, locations immobilières, services marchands, services d'assurances, services des organismes financiers et services non marchands.
(3) Ce total inclut le montant de la branche «unité fictive», qui tient compte de l'affectation des doubles comptes au sein des différentes branches.

TABLEAU K.01-2

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1995

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N os de la NES 114 ou de la NAF (2)	Nombre d'entreprises	Effectif employé	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	1 715	108,3	67 011,7	16 544,5	1 215,6	2 443,5
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	470	46,9	26 155,9	7 399,4	623,4	1 608,1
Édition, imprimerie, reproduction	C20	2 012	149,7	150 903,2	9 960,4	4 008,6	7 153,4
Industrie pharmaceutique	C31	281	88,0	161 856,1	32 094,9	4 819,4	15 506,2
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	271	51,5	95 136,9	30 792,2	2 239,1	6 103,0
Fabrication de meubles	C41	750	76,2	51 846,0	7 590,5	1 528,5	2 109,3
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	126	9,4	6 668,4	2 272,5	125,8	406,8
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	333	28,5	21 989,1	8 898,0	827,4	1 509,1
Fabrication d'appareils domestiques	C44	78	31,8	27 464,9	9 675,9	1 314,9	1 128,0
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	53	15,9	24 644,5	11 023,4	953,6	– 369,7
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	170	19,2	11 787,7	4 502,5	459,9	712,2
Construction automobile	D01	300	211,8	386 795,9	154 340,0	19 242,1	462,1
Fabrication d'équipements automobiles	D02	241	90,4	101 137,2	34 982,6	4 576,0	5 245,1
Construction navale	E11	97	14,9	11 959,7	6 922,8	290,3	– 38,6
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	38	16,0	11 609,8	3 462,5	333,9	522,7
Construction aéronautique et spatiale (non compris ateliers de l'industrie de l'aéronautique)	E13	93	82,5	80 677,0	39 110,5	2 333,7	– 572,5
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	61	9,1	7 264,2	3 115,6	234,0	278,9
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	494	30,9	26 108,8	3 644,1	425,5	795,1
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	E22	983	70,7	48 312,8	8 651,4	996,6	2 302,5
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	369	64,2	59 977,9	28 880,6	1 938,1	2 940,1
Fabrication de machines d'usage général	E24	643	74,3	64 346,7	20 355,1	1 139,4	3 076,6
Fabrication de machines agricoles	E25	185	15,0	17 793,0	5 516,5	468,5	1 085,8
Fabrication de machines-outils	E26	162	13,8	11 474,5	3 803,3	223,3	456,0
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	699	58,3	57 908,5	30 189,5	1 477,6	2 318,3
Fabrication d'armes et munitions (non compris l'armement)	E28	10	0,7	449,4	155,1	17,7	20,3
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	88	41,7	83 392,0	35 114,8	2 597,7	5 131,4
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	182	24,7	18 912,3	5 928,5	673,2	890,4
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	221	62,7	67 937,8	20 363,2	2 266,8	1 444,6
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	219	21,3	20 808,5	8 643,7	649,2	951,3
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	534	73,1	67 475,1	20 609,2	1 450,5	1 992,0
Extraction de minerais métalliques	F11	5	0,5	420,7	248,5	60,3	14,0
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	354	24,3	22 107,3	2 527,8	1 991,4	1 236,2
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	197	51,0	40 236,3	13 645,8	2 227,3	3 138,1
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	F14	742	80,0	78 351,6	11 635,7	3 907,8	7 152,1
Filature et tissage	F21	730	58,9	48 940,5	18 031,1	1 854,8	1 586,1
Fabrication de produits textiles	F22	525	42,2	32 113,1	9 257,3	1 233,3	1 122,2
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	273	27,0	15 015,4	2 812,8	430,9	550,8
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (3)	F31	668	42,9	34 820,8	5 751,0	1 326,8	1 468,5
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	122	30,2	51 005,7	24 157,0	2 097,0	3 527,5
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	536	62,3	64 458,3	8 836,4	2 608,9	1 840,2
Industrie chimique minérale	F41	118	20,9	40 644,5	10 457,6	2 168,3	2 433,4
Industrie chimique organique	F42	154	54,9	143 273,3	67 380,5	5 152,5	11 041,3
Parachimie	F43	359	57,5	85 696,2	30 249,1	3 114,3	5 014,4
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	13	3,0	3 678,4	1 911,6	385,6	– 200,5
Industrie du caoutchouc	F45	168	69,9	48 034,2	20 339,4	2 001,5	2 593,7
Transformation des matières plastiques	F46	1 244	120,7	100 917,4	18 511,7	5 094,5	4 893,7
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	147	70,6	104 497,7	49 996,9	3 175,9	7 139,4
Production de métaux non ferreux	F52	94	26,1	54 385,5	25 514,9	1 166,3	878,1
Fonderie	F53	248	36,2	19 920,7	5 041,9	870,9	431,1
Services industriels du travail des métaux	F54	2 018	114,8	69 467,6	9 538,6	3 400,3	3 297,0
Fabrication de produits métalliques	F55	915	88,0	64 554,7	14 036,0	2 384,4	3 594,0
Fabrication de matériel électrique	F61	574	131,2	119 996,5	40 825,1	4 245,4	6 610,3
Fabrication de composants électroniques	F62	279	42,6	38 538,9	18 427,6	3 966,1	1 484,4
Total Industrie non compris Énergie, hors IAA		**22 361**	**2 857,2**	**3 070 881,1**	**983 677,7**	**114 314,6**	**138 458,0**

N.B.—Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU K.01-2 (suite et fin)

Les structures industrielles françaises : entreprises de 20 salariés et plus

Année 1995

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES)
Enquête annuelle d'entreprise (1)

Unités : Montants : Million de francs
Effectifs : Millier

Secteur d'activité	N os de la NES 114 ou de la NAF (2)	Nombre d'entreprises	Effectif employés	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires à l'exportation	Investissements corporels totaux	Résultat d'exploitation
Extraction de produits énergétiques (houille, lignite, tourbe, minerais d'uranium et d'hydrocarbures)	G11 à G13	19	21,0	17 455,8	4 582,1	1 020,4	– 2 088,2
Cokéfaction et industrie nucléaire	G14	11	12,2	32 601,1	9 965,4	4 684,0	1 545,4
Raffinage de pétrole	G15	53	19,3	220 193,7	16 653,2	4 456,3	– 1 619,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	G21	104	167,7	271 860,5	21 237,6	41 988,0	21 487,4
Captage, traitement et distribution d'eau	G22	74	32,4	47 458,1	312,9	3 778,5	3 091,3
Total Énergie		**261**	**252,6**	**589 569,2**	**52 751,2**	**55 927,2**	**22 416,8**
Industries alimentaires	**15**	**2 932**	**359,1**	**641 586,8**	**109 059,5**	**21 383,5**	**27 770,1**
Industrie des viandes	15.1	1 021	109,5	159 105,4	18 643,7	3 841,0	2 088,1
Industrie du poisson	15.2	121	10,7	12 767,0	1 626,1	473,1	243,8
Industrie des fruits et légumes	15.3	132	20,4	27 953,3	4 354,8	1 173,6	1 025,1
Industrie des corps gras	15.4	23	4,0	11 014,6	1 441,7	204,4	82,6
Industrie laitière	15.5	312	58,8	133 276,8	16 870,0	3 553,4	3 619,3
Travail des grains ; fabrication de produits amylacés	15.6	101	10,9	24 725,4	9 478,3	1 635,4	1 231,0
Fabrication d'aliments pour animaux	15.7	216	15,7	46 551,0	4 172,4	747,6	1 212,6
Autres industries alimentaires	15.8	728	90,3	140 607,3	27 172,8	5 722,1	10 888,4
Industrie des boissons	15.9	278	38,8	85 586,0	25 299,7	4 032,9	7 379,2
Exploitation forestière	02.0B	50	2,4	2 778,1	404,9	98,6	66,0
Sciage et rabotage du bois	20.1A	300	12,7	10 348,6	1 833,5	446,7	340,3
Entreposage frigorifique	63.1D	46	6,1	3 515,7	89,3	231,6	34,4
Total IAA		**3 328**	**380,3**	**658 229,2**	**111 387,2**	**22 160,4**	**28 210,8**
Total Industrie, y compris Énergie		**22 622**	**3 109,8**	**3 660 450,3**	**1 036 429,0**	**170 241,7**	**160 874,7**
Total Industrie, y compris Énergie et IAA		**25 950**	**3 490,1**	**4 318 679,5**	**1 147 816,2**	**192 402,1**	**189 085,5**

(1) Les résultats indiqués sont ici ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) où l'entreprise est classée selon son activité principale (secteur d'entreprise). L'enquête porte sur les entreprises dont les activités sont de la compétence du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Pour les IAA, la nomenclature est exprimée dans les niveaux 220 et 700 de la NAF.

TABLEAU K.01-3

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1990 de la branche

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1990

Intitulé de la branche		Numéros de la NES (1) 16 et 36	Pondération	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)		**I01**	**1 120 086**	**89,2** *r*	**89,7**	**90,8**	**95,0**	**98,5**	**100,0**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)		**I02**	**1 299 108**	**87,7**	**88,7**	**90,2**	**94,6**	**98,4**	**100,0**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)		**I03**	**873 379**	**89,1** *r*	**89,5** *r*	**90,2**	**94,9**	**98,8**	**100,0**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**		**114 162**	**88,9**	**89,7**	**92,1**	**94,8**	**97,0**	**100,0**
Industries agricoles et alimentaires		B0	114 162	88,9	89,7	92,1	94,8	97,0	100,0
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**		**150 631**	**91,6** *r*	**93,0** *r*	**92,8** *r*	**95,3** *r*	**98,4** *r*	**100,0**
Habillement, cuir		C1	33 816	130,4	129,2	120,4	108,0	103,2	100,0
Édition, imprimerie, reproduction		C2	42 445	77,0 *r*	79,3 *r*	83,1 *r*	92,4 *r*	97,3 *r*	100,0
Pharmacie, parfumerie, entretien		C3	38 654	77,3	78,7	81,4	87,9	95,9	100,0
Industries des équipements du foyer		C4	35 716	87,9	90,3	90,6	94,8	98,0	100,0
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**		**83 822**	**70,9**	**76,2**	**84,1**	**92,3**	**100,7**	**100,0**
Industrie automobile		D0	83 822	70,9	76,2	84,1	92,3	100,7	100,0
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**		**242 415**	**93,7**	**92,5**	**90,3**	**94,7**	**97,5**	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	48 446	110,6	108,4	94,9	99,0	104,2	100,0
Industries des équipements mécaniques		E2	118 274	87,6	85,7	85,8	92,4	96,4	100,0
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	75 695	92,3	93,0	94,3	95,7	94,7	100,0
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**		**396 511**	**89,2**	**89,1**	**90,5**	**95,5**	**99,4**	**100,0**
Industries des produits minéraux		F1	53 005	89,7	89,2	90,7	96,3	97,1	100,0
Industrie textile		F2	27 464	114,2	109,9	105,3	103,8	104,4	100,0
Industries du bois et du papier		F3	39 533	83,6	85,5	89,4	94,8	98,8	100,0
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	111 844	85,1	86,7	89,8	94,9	99,0	100,0
Métallurgie et transformation des métaux		F5	119 847	89,9	89,0	89,9	95,8	100,4	100,0
Industries des composants électriques et électroniques		F6	44 818	86,9	85,5	85,3	90,7	97,6	100,0
ÉNERGIE	**EG**		**132 545**	**89,8**	**91,6**	**93,8**	**95,6**	**98,0**	**100,0**
Production de combustibles et de carburants		G1	25 594	112,6	106,4	101,7	103,0	101,3	100,0
Eau, gaz, électricité		G2	106 951	84,4	88,1	91,9	93,9	97,2	100,0
CONSTRUCTION	**EH**		**179 022**	**78,7**	**82,3**	**86,2**	**92,3**	**97,3**	**100,0**
Construction		H0	179 022	78,7	82,3	86,2	92,3	97,3	100,0

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-3 (suite et fin)

Indices de la production industrielle : moyennes annuelles des indices mensuels

Pondération : valeur ajoutée 1990 de la branche

Source : INSEE

Unités : Pondération : million de francs
Indices base 100 : année 1990

Intitulé de la branche		Numéros de la NES (1) 16 et 36	Pondération	1991	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Industrie (non compris construction, NES EB à EG)		**I01**	**1 120 086**	**98,8** *r*	**97,6**	**93,9**	**97,6** *r*	**99,6**	**100,0**
Industrie (y compris construction, NES EB à EH)		**I02**	**1 299 108**	**99,1** *r*	**97,9**	**94,0**	**97,0** *r*	**98,6**	**98,4**
Industrie manufacturière (hors énergie et IAA, NES EC à EF)		**I03**	**873 379**	**97,2** *r*	**95,4**	**90,0** *r*	**94,7** *r*	**96,3**	**95,8**
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	**EB**		**114 162**	**101,0**	**102,0**	**103,4**	**104,7** *r*	**108,1**	**110,2**
Industries agricoles et alimentaires		B0	114 162	101,0	102,0	103,4	104,7 *r*	108,1	110,2
INDUSTRIE DES BIENS DE CONSOMMATION	**EC**		**150 631**	**98,8** *r*	**98,0** *r*	**95,5** *r*	**96,8** *r*	**98,4**	**96,5**
Habillement, cuir		C1	33 816	94,1	88,6	82,3	81,7	76,2	68,1
Édition, imprimerie, reproduction		C2	42 445	95,6 *r*	92,7 *r*	91,3 *r*	91,7 *r*	94,4	93,0
Pharmacie, parfumerie, entretien		C3	38 654	105,6	113,0	115,2	121,1 *r*	125,8	128,6
Industries des équipements du foyer		C4	35 716	99,7	96,8	91,7	91,1	94,7	92,7
INDUSTRIE AUTOMOBILE	**ED**		**83 822**	**96,5**	**98,3**	**85,9**	**98,5**	**103,5**	**104,9**
Industrie automobile		D0	83 822	96,5	98,3	85,9	98,5	103,5	104,9
INDUSTRIE DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	**EE**		**242 415**	**96,2**	**91,2**	**85,9**	**85,8** *r*	**85,4**	**85,5**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	48 446	102,3	92,8	89,6	87,4	74,3	75,7
Industries des équipements mécaniques		E2	118 274	93,1	88,5	81,3	82,3 *r*	86,5	84,8
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	75 695	97,2	94,3	90,7	90,4 *r*	90,8	92,9
INDUSTRIE DES BIENS INTERMÉDIAIRES	**EF**		**396 511**	**97,3**	**96,4**	**91,4** *r*	**98,5**	**100,6**	**99,9**
Industries des produits minéraux		F1	53 005	96,7	90,3	83,8	90,3	93,0	87,0
Industrie textile		F2	27 464	95,4	93,0	86,7	91,9	91,0	86,0
Industries du bois et du papier		F3	39 533	101,7	104,5	100,7	108,5	107,1	106,1
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	111 844	99,0	102,3	100,9	108,6 *r*	109,7	112,8
Métallurgie et transformation des métaux		F5	119 847	95,3 *r*	92,1 *r*	83,7 *r*	91,1 *r*	94,8	93,6
Industries des composants électriques et électroniques		F6	44 818	96,1	95,2	92,0	97,6 *r*	102,7	103,0
ÉNERGIE	**EG**		**132 545**	**107,9**	**108,6**	**110,9**	**110,4**	**114,0**	**118,4**
Production de combustibles et de carburants		G1	25 594	102,5	98,6	100,3	96,6	95,9	97,2
Eau, gaz, électricité		G2	106 951	109,2	111,0	113,4	113,7	118,3	123,4
CONSTRUCTION	**EH**		**179 022**	**100,9**	**99,3**	**94,7**	**93,4**	**92,7**	**88,9**
Construction		H0	179 022	100,9	99,3	94,7	93,4	92,7	88,9

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-4

Indices de la production industrielle dans plusieurs pays (hors bâtiment) (1)

Source : Eurostat

Base 100 en 1990

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Union Européenne à 15	**99,9**	**98,8**	**97,6**	**94,6**	**99,4**	**103,3**	**103,4**
Allemagne	100,0	100,0	97,7	90,5	93,9	95,9	96,0
Autriche	100,0	102,4	101,4	99,9	105,9	112,3	...
Belgique	100,2	98,2	98,1	93,0	94,7	100,9	102,4
Danemark	100,0	100,2	103,2	100,4	111,2	115,8	117,1
Espagne	100,0	99,2	96,0	91,8	98,7	103,2	102,2
Finlande	100,0	90,5	91,6	96,1	106,5	114,1	118,3
France	100,0	98,7	97,3	93,9	97,7	99,6	99,7
Grèce	100,0	98,6	97,7	94,8	95,7	97,4	98,4
Irlande	100,0	103,3	112,7	119,2	133,3	158,5	171,1
Italie	100,0	99,1	97,8	95,7	101,7	107,9	104,9
Luxembourg	99,8	100,0	99,3	95,0	100,5	101,0	100,6
Pays-Bas	100,0	101,7	101,5	100,2	103,2	106,7	110,2
Portugal	100,0	101,3	99,6	95,2	94,9	99,4	100,8
Royaume-Uni	99,5	96,1	96,2	98,5	103,8	106,2	107,1
Suède	100,0	94,9	93,5	93,3	103,8	113,5	116,3
Norvège	100,0	102,5	108,3	112,2	120,0	127,2	134,1
Suisse	100,0	100,5	99,5	97,7	101,8	103,9	103,6
États-Unis	100,0	98,0	101,2	104,6	109,8	113,4	116,5
Japon	100,0	101,9	95,8	92,0	93,1	96,3	98,6

(1) Données corrigées des jours ouvrables .

TABLEAU K.01-5A

Résultats des entreprises industrielles (1) par grands secteurs, en NES 16 (2)

(à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	Industries des biens intermédiaires **EF**	Industries des biens d'équipement **EE**	Industrie automobile **ED**	Industries des biens de consommation **EC**	Industrie **EF à EC**
Résultat net comptable / Chiffre d'affaires hors taxes					
RNC / CAHT :					
1996	2,3	1,9	0,1	3,6	2,1
1995 *r*	3,4	0,1	1,1	3,1	2,3
1994 *r*	2,6	– 0,4	1,5	4,2	2,1
1993 *r*	– 0,1	– 2,0	– 3,0	3,2	– 0,1
1992 *r*	0,4	– 1,1	– 0,2	3,0	0,6
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes					
EXPORT. / CAHT :					
1996	33,0	39,5	40,9	22,7	33,4
1995 *r*	31,8	37,3	38,7	21,6	31,8
1994 *r*	30,3	37,3	37,9	20,8	30,9
1993 *r*	30,2	42,4	37,8	20,8	32,4
1992 *r*	29,4	42,9	37,7	20,8	32,3
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes					
EBE / VAHT					
1995	29,3	18,0	27,0	29,1	26,4
1994	27,2	17,5	28,6	28,6	25,3
1993	21,7	13,5	18,9	27,7	20,8
1992	25,3	17,5	30,8	27,2	24,3
Frais financiers / Chiffre d'affaires hors taxes					
FRAIS FIN. / CAHT :					
1995	2,1	1,8	1,4	1,9	1,8
1994	2,1	1,9	1,5	1,7	1,9
1993	3,0	2,6	1,7	2,0	2,5
1992	3,2	2,5	1,6	2,2	2,5
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes					
INVEST. / VAHT :					
1995	8,6	24,1	7,6	13,0	11,9
1994 *r*	8,0	21,6	7,1	11,9	10,9
1993 *r*	9,6	22,3	7,9	12,5	11,8
1992 *r*	12,1	23,5	8,2	13,4	13,8

(1) Industrie hors énergie, entreprises de 20 salariés ou plus.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-5B

Principales évolutions dans l'industrie manufacturière

entre 1995 et 1996, (à champ reconstitué)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI, Enquête annuelle d'entreprise) — *Unité :* indices en base 100 en 1995

	Codes de la NES (1)	Effectif au 31-déc	Chiffre d'affaires		Investissement productif		Exportations directes		RNC / CA en %	
			en valeur	en volume	en valeur	en volume	en valeur	en volume	1995	1996
PAR GRANDS SECTEURS (Industrie hors énergie. Entreprises de 20 salariés et plus)										
Biens de consommation	EC	98,7	102,1	102,0	107,3	106,4	107,2	107,2	3,1	3,6
Industrie automobile	ED	98,4	102,8	103,8	104,4	103,2	108,7	109,7	1,1	0,1
Biens d'équipement	EE	98,4	101,3	103,0	105,2	104,8	107,2	108,2	0,1	1,9
Biens intermédiaires	EC	98,5	97,6	100,3	107,2	106,1	101,3	104,4	3,4	2,3
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	**EF à EC**	98,5	100,2	101,8	106,3	105,3	105,0	106,8	2,3	2,1
PAR TAILLE D'ENTREPRISES (Taille des entreprises en nombre de salariés)										
20 à 199 salariés	///	98,4	99,9	101,5	103,2	102,3	104,3	106,1	19,4	20,3
200 à 499 salariés	///	98,8	99,6	101,2	100,6	99,7	103,2	104,9	31,5	32,7
500 salariés et plus	///	98,5	99,8	101,4	102,2	101,3	103,7	105,5	23,7	24,7
PMI (20 à 499 salariés)	///	98,6	100,6	102,2	108,3	107,3	106,1	107,9	38,1	40,2
ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE	///	98,5	100,2	101,8	106,3	105,3	105,0	106,8	31,8	33,4

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-6

Place de l'investissement industriel par branche

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	*p* 1996
FBCF Totale (1)	**1 391,4**	**1 405,4**	**1 311,4**	**1 332,1**	**1 374,8**	**1 367,5**
FBCF Productive (2)	805,8	802,8	733,3	745,4	776,7	768,9
FBCF Industrielle (3)	224,7	200,3	158,2	167,5	173,0	172,9
Industries agro-alimentaires	32,6	35,2	28,8	28,7	24,4	22,9
Industries des biens intermédiaires	82,4	65,4	51,5	54,5	61,5	61,1
Industries des biens d'équipement	71,5	64,3	49,6	54,5	55,7	57,0
Industries des biens de consommation courante	38,2	35,4	28,3	29,8	31,4	31,9

(1) FBCF : Formation brute de capital fixe.
(2) FBCF productive = FBCF totale - FBCF (ménages hors Entreprises Individuelles, Administrations publiques et Administrations privées).
(3) Hors énergie.

TABLEAU K.01-7

Évolution du taux d'investissement (1) par secteur, en NES 36 (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	Numéros de la NES (2)	1990	*r* 1992	*r* 1993	1994	1995
Habillement, cuir	C1	6,2	6,2	5,7	4,9	6,0
Édition, imprimerie, reproduction	C2	9,3	6,9	6,2	6,8	7,1
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	12,4	11,8	11,5	9,8	9,1
Industrie des équipements du foyer	C4	11,7	11,1	9,4	9,0	11,2
Industrie automobile	D0	25,9	23,9	22,3	21,5	24,1
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	13,6	11,5	8,0	6,7	7,9
Industries des équipements mécaniques	E2	9,7	7,9	6,5	5,8	6,8
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	10,7	9,4	9,5	8,8	8,6
Industries des produits minéraux	F1	17,4	14,3	12,2	12,2	14,4
Industrie textile	F2	14,0	12,1	10,4	9,9	11,7
Industries du bois et du papier	F3	24,9	21,8	13,6	13,0	13,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	22,4	18,3	15,2	12,2	13,6
Métallurgie et transformation des métaux	F5	16,7	13,8	12,4	10,0	10,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	15,2	14,6	13,1	13,9	14,5
Ensemble		**17,1**	**13,6**	**11,7**	**10,9**	**11,9**

(1) Investissement / Valeur ajoutée hors taxes.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.01-8

Évolution des différentes composantes de l'investissement total (1)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

	Unités	1974	1980	1985	1990	1993	*r* 1994	1995
Investissement matériel	Milliard de francs courants	168	334	477	766	716	730	758
Investissement immatériel (2)		36	87	185	361	390 *r*	413	422
Investissement total (1)	»	204	421	663	1 127	1 106 *r*	1 143	1 180
Valeur ajoutée	»	928	1 928	3 139	4 450	4 699	4 828	5 004
Investissement matériel / valeur ajoutée	%	18,1	17,3	15,2	17,2	15,2	15,1	15,2
Investissement immatériel / valeur ajoutée	»	3,8	4,5	5,9	8,1	8,3 *r*	8,6	8,4
Investissement immatériel / investissement matériel	»	21,2	25,9	38,8	47,1	54,5 *r*	56,5	55,7
Recherche et développement / investissement matériel	»	8,0	9,2	13,0	12,4	15,0	14,9	14,6
Achat de brevets et licences / investissement matériel	»	1,0	1,3	1,8	1,5	2,0	1,9	2,0
Formation / investissement matériel	»	2,5	2,8	4,6	5,1	5,9	5,9	5,7
Dépenses de publicité / investissement matériel	»	5,8	6,1	8,4	15,6	17,5	19,4	19,5
Logiciels / investissement matériel	»	3,2	6,0	10,8	11,5	14,1	14,4	13,9

(1) Investissement total au sens large : investissement matériel + investissement immatériel. Champ : sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles
(2) La série des investissements immatériels n'est pas homogène. En 1992, une légère rupture de série est enregistrée dans les dépenses de recherche-développement. Plus important, le changement de méthode de calcul des dépenses de publicité en 1990 et en 1994 a fortement accru leur niveau.

TABLEAU K.01-9

Comparaisons internationales de l'investissement productif (1)

Indices de volume

Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) — Base 100 en 1980

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Allemagne (2)	114,4	122,9	135,3	145,5	145,5	130,9	131,8	133,7	132,6
États-Unis	122,8	127,7	127,0	118,8	121,1	128,9	141,5	155,2	164,7
France	**118,4**	**128,5**	**134,6**	**135,1**	**129,7**	**119,1**	**120,9**	**125,7**	**125,1**
Italie	112,6	118,9	125,3	125,0	123,6	100,8	104,6	114,3	115,7
Japon	170,0	194,6	215,8	229,4	216,6	194,5	182,8	188,1	204,5
Royaume-Uni	181,2	192,4	186,5	168,8	158,3	157,3	160,2	163,9	165,5

(1) Formation brute de capital fixe (FBCF) du secteur privé, hors logement.
(2) L'investissement productif est donné pour l'ex-Allemagne de l'Ouest .

TABLEAU K.01-10

Évolution de la sous-traitance (1) confiée par les entreprises industrielles (2)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Milliard de francs

	1974	1980	1985	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Sous-traitance	42,8	107,7	188,2	233,0	264,8	291,5	305,2	305,6	290,6	306,3	327,6
Sous-traitance / ventes (%)	5,1	6,4	7,1	7,9	8,2	8,7	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9

(1) Selon l'AFNOR, il s'agit des opérations concernant, pour un cycle de production déterminé, une ou plusieurs opérations de conception, d'élaboration, de fabrication, de mise en œuvre ou de maintenance du produit, dont une entreprise, dite «donneur d'ordres», confie la réalisation à une entreprise, dite «sous-traitant» ou «preneur d'ordres», tenue de se conformer exactement aux directives ou spécifications techniques que ce donneur d'ordres arrête en dernier ressort.
(2) Y compris l'énergie. Entreprises de 20 salariés et plus.

TABLEAU K.01-11

Évolution des soldes des investissements (en flux) (1) par secteur économique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Banque de France, Direction de la Balance des Paiements) — *Unité :* Million de francs

Secteur économique (2)	Investissements français à l'étranger				Investissements étrangers en France			
	1993	1994	1995	1996	1993	1994	1995	1996
Agriculture et pêche	– 29	39	– 7	– 41	126	124	26	108
Mines et carrières	– 6 611	– 5 632	– 4 154	– 185	212	– 34	181	– 170
Produits manufacturés	– 17 566	– 20 721	– 18 426	– 43 140	15 112	13 898	19 170	21 478
Électricité, gaz naturel et eau	– 1 000	– 2 781	– 3 943	– 4 369	–	– 25	– 1	956
Bâtiment et génie civil	– 2 118	– 1 624	– 1 133	– 3 587	132	202	109	3 531
Récupération, réparation, commerce	– 4 650	– 2 806	– 2 828	– 26 284	5 829	2 381	3 692	17 288
Restauration et hébergement	– 247	– 273	– 1 797	– 2 468	316	151	318	174
Transports et communications	– 647	– 1 735	– 889	– 2 518	719	1 025	1 213	4 502
Intermédiation financière	– 19 798	– 11 674	– 9 809	– 14 306	16 991	13 470	15 665	15 874
Opérations immobilières et commerciales	– 15 517	– 12 547	– 9 637	– 48 357	28 734	28 283	25 386	50 831
Autres services	– 90	– 8	– 16	– 1 001	25	– 21	87	206
Non ventilés	– 670	– 647	– 545	– 2 361	1 125	1 517	881	2 975
Total	**– 68 943**	**– 60 409**	**– 53 184**	**– 148 617**	**69 321**	**60 971**	**66 727**	**117 753**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France (base publiée dans le « Rapport annuel : la balance des paiements et la position extérieure de la France ».

TABLEAU K.01-12A

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1995

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114 (2)	Nombre	Effectifs (milliers de pers.)	% de l'industrie	CAHT (millions de francs)	% de l'industrie	Investissement (millions de francs)	% de l'industrie	VAHT (millions de francs)	% de l'industrie
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	66	8	7,2	6 129	9,4	88	8,5	1 647	7,7
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	20	4	8,6	1 928	7,3	43	8,3	723	7,0
Édition, imprimerie, reproduction	C20	103	12	8,2	23 594	16,2	382	10,1	8 650	15,7
Industrie pharmaceutique	C31	113	45	49,9	75 800	50,7	2 760	56,2	26 337	54,5
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	66	18	35,4	35 638	38,6	871	39,9	9 514	39,6
Fabrication de meubles	C41	47	11	14,1	7 355	14,4	161	12,1	2 435	13,4
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	12	1	10,4	849	13,2	11	11,6	298	11,7
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	34	5	17,8	4 230	18,8	167	20,8	1 769	21,0
Fabrication d'appareils domestiques	C44	22	12	40,0	13 262	50,7	508	52,1	3 650	42,8
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	15	10	62,4	18 001	80,4	415	65,7	2 972	73,2
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	23	3	16,3	1 681	15,4	74	20,4	807	16,3
Construction automobile	D01	20	7	3,2	11 044	3,0	183	1,1	2 056	2,9
Fabrication d'équipements automobiles	D02	98	56	64,6	68 037	70,6	2 558	67,7	18 720	66,2
Construction navale	E11	8	1	3,2	396	3,1	10	3,4	116	3,0
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	7	3	14,9	2 488	18,1	50	13,3	556	11,2
Construction aéronautique et spatiale	E13	5	1	1,6	894	1,0	16	0,8	368	1,2
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	9	3	38,6	2 543	38,8	67	35,8	724	35,1
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	27	3	10,0	2 541	10,2	115	23,9	832	10,2
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	38	9	12,6	7 162	13,8	275	24,0	2 773	13,2
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	98	29	45,1	26 866	46,2	788	50,7	9 424	44,8
Fabrication de machines d'usage général	E24	131	32	42,8	25 715	42,3	420	42,4	9 715	44,0
Fabrication de machines agricoles	E25	23	5	30,1	6 299	41,4	121	38,9	1 652	39,3
Fabrication de machines-outils	E26	26	3	23,9	2 784	27,3	46	23,8	831	21,8
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	74	17	30,0	20 848	40,3	353	34,5	5 814	32,5
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	17	26	60,7	55 610	75,8	2 416	87,7	16 280	69,7
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	19	4	15,8	2 861	16,9	65	14,4	1 051	16,4
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	18	6	11,7	7 641	13,1	340	18,9	2 505	12,1
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	40	10	47,1	12 525	62,5	443	64,2	3 941	54,5
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	77	15	19,0	13 353	20,6	387	23,2	4 839	18,3
Extraction de minerais métalliques	F11	3	c	81,8	173	51,3	143	97,5	114	61,8
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	42	5	19,6	5 503	25,3	480	29,3	2 083	23,9
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	34	8	15,4	5 998	15,4	213	10,5	2 243	13,8
Fabrication de matériaux de construction et de céramiques	F14	75	20	24,0	22 405	28,7	807	27,4	8 235	27,2
Filature et tissage	F21	41	5	9,0	4 706	9,7	138	8,9	1 506	9,8
Fabrication de produits textiles	F22	55	8	19,5	6 678	22,4	293	26,1	2 268	22,7
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	11	6	20,8	3 472	22,2	83	20,9	1 353	23,6
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	39	6	13,1	5 291	16,0	474	30,9	1 379	13,3
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	F32	35	14	45,6	20 420	47,0	830	51,0	5 359	46,2
Fabrication d'articles en papier ou en carton	F33	66	17	26,5	19 951	34,5	757	35,3	5 562	29,5
Industrie chimique minérale	F41	46	7	34,7	14 163	38,7	897	48,1	3 504	35,2
Industrie chimique organique	F42	58	18	33,2	51 946	43,1	1 780	41,6	12 815	39,9
Parachimie	F43	127	26	44,4	42 991	52,8	1 506	54,4	12 775	50,3
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	F44	1	c	3,4	72	2,2	c	c	17	2,4
Industrie du caoutchouc	F45	37	18	26,6	13 201	29,7	578	43,4	5 539	28,6
Transformation des matières plastiques	F46	164	28	23,5	26 083	27,6	1 211	28,2	9 249	27,3
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	19	5	7,3	7 777	8,5	146	5,3	1 825	7,0
Production de métaux non ferreux	F52	29	8	31,1	12 771	27,4	356	32,5	3 039	35,9
Fonderie	F53	15	4	10,2	1 815	10,2	57	8,4	809	10,6
Services industriels du travail des métaux	F54	72	6	6,0	4 269	7,2	198	8,0	1 644	6,3
Fabrication de produits métalliques	F55	88	13	14,9	10 362	17,2	373	16,9	3 743	15,9
Fabrication de matériel électrique	F61	97	33	25,1	30 790	27,1	1 184	29,4	10 451	24,8
Fabrication de composants électroniques	F62	25	13	33,4	15 879	48,8	2 369	67,6	5 466	45,4
Total (3)		**2 435**	**627**	**22,0**	**784 790**	**27,2**	**29 010**	**28,9**	**241 974**	**26,2**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(3) Le total pour les investissements et la VAHT comprennent les secrets statistiques.

TABLEAU K.01-12B

Répartition des entreprises (1) à participation étrangère selon le secteur d'activité

Au 1er janvier 1994

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor et SESSI)

Secteur	Numéros de la NES 114 (2)	Nombre	Effectifs (milliers de pers.)	% de l'industrie	CAHT (millions de francs)	% de l'industrie	Investissement (millions de francs)	% de l'industrie	VAHT (millions de francs)	% de l'industrie
Industrie de l'habillement et des fourrures	C11	73	9	7,6	6 636	10,1	175	13,9	1 860	8,2
Industrie du cuir et de la chaussure	C12	30	6	11,1	2 610	9,5	69	11,0	975	9,4
Édition, imprimerie, reproduction	C20	126	19	13,0	29 612	21,3	350	10,7	10 567	20,0
Industrie pharmaceutique	C31	132	55	59,8	93 256	62,8	3 651	61,8	31 336	65,1
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	C32	74	21	42,5	44 040	51,5	985	44,2	10 893	47,5
Fabrication de meubles	C41	65	17	22,5	12 085	24,6	332	23,2	4 223	23,5
Bijouterie et fabrication d'instruments de musique	C42	11	1	11,6	1 069	17,7	12	10,4	280	11,5
Fabrication d'articles de sport, de jeux et ind. diverses.	C43	34	6	19,3	4 486	19,7	152	20,3	1 841	21,8
Fabrication d'appareils domestiques	C44	24	13	40,8	12 471	49,5	603	51,3	3 483	41,4
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction (son et image)	C45	19	11	75,9	19 239	84,7	429	81,9	3 503	83,4
Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie	C46	28	4	22,0	2 398	22,0	119	31,8	1 092	22,2
Industrie automobile	D01, 02	137	71	23,3	76 883	18,6	2 969	15,7	19 969	23,7
Construction navale	E11	10	1	4,8	485	6,2	18	6,1	119	3,7
Construction de matériel ferroviaire roulant	E12	8	3	18,2	2 525	17,4	52	13,1	727	14,4
Construction aéronautique et spatiale	E13	12	14	16,3	11 380	13,0	236	10,2	4 929	16,3
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport (n.c.a.)	E14	11	4	48,5	2 871	48,9	99	44,8	822	45,0
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	E21	27	4	12,0	3 398	12,9	85	11,3	1 153	13,5
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières pour chauffage central	E22	39	9	10,9	6 234	12,6	239	18,3	2 316	11,3
Fabrication d'équipements mécaniques	E23	96	27	44,2	23 110	46,3	727	46,3	8 137	44,4
Fabrication de machines d'usage général	E24	149	41	48,3	31 779	49,0	563	49,4	12 248	51,2
Fabrication de machines agricoles	E25	24	5	31,1	5 304	39,3	112	32,7	1 487	39,0
Fabrication de machines-outils	E26	29	4	23,6	3 136	29,3	45	23,4	928	22,9
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	E27	91	20	33,2	20 555	42,9	321	33,9	6 320	36,9
Armes et munitions	E28	1	c	26,0	130	27,4	3	30,1	44	29,6
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	E31	19	29	62,2	51 980	74,5	2 632	85,5	14 956	69,6
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	E32	29	6	23,8	4 519	26,3	149	32,8	1 796	27.3
Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	E33	23	6	10,5	5 331	10,5	212	11,8	1 795	8,8
Fabrication de matériel médicochirurgical, d'orthopédie, de mesure et de contrôle	E34, 35	133	28	27,3	27 247	32,6	839	35,4	9 700	29,8
Extraction de minerais métalliques	F11	3	c	47,9	173	37,2	66	82,1	96	62,7
Extraction de produits de carrières et minéraux divers	F12	47	5	20,6	5 532	26,2	427	26,9	2 021	24,0
Fabrication de verre et d'articles en verre	F13	42	9	17,6	6 621	18,4	263	15,9	2 391	15,7
Fabrication de matériaux de construction et de céramiques	F14	100	24	28,2	25 243	33,7	1 069	34,4	9 233	31,9
Filature et tissage	F21	52	6	10,7	4 910	10,9	163	11,5	1 544	11,2
Fabrication de produits textiles	F22	63	9	21,9	6 735	24,4	349	29,6	2 326	24,7
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	F23	17	9	33,4	5 743	35,1	171	40,6	2 140	37.5
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	F31	49	7	16,0	5 652	18,2	176	17,6	1 615	15,9
Industrie du papier et du carton	F32, 33	123	40	41,9	46 516	48,9	2 203	51,7	13 235	46,1
Industrie chimique de base, fabrication de fibres artificielles et synthétiques	F41, 42, 44	111	29	36,3	64 785	45,2	2 956	40,6	13 665	40,7
Parachimie	F43	143	30	51,5	44 284	58,9	1 878	58,9	13 465	57,5
Industrie du caoutchouc	F45	41	18	25,7	12 672	29,3	671	42,7	5 309	28,0
Transformation des matières plastiques	F46	185	33	28,6	28 097	32,7	1 460	33,9	9 967	31,8
Sidérurgie et première transformation de l'acier	F51	24	7	10,3	8 686	10,5	292	8,3	2 101	10,0
Production de métaux non ferreux	F52	37	10	37,9	15 875	37,8	576	50,1	3 045	41,5
Fonderie	F53	21	6	16,5	2 664	16,5	102	18,5	1 187	16.6
Services industriels du travail des métaux	F54	71	6	6,2	3 634	7,0	236	9,2	1 447	6.2
Fabrication de produits métalliques	F55	114	19	21,6	12 984	22,5	563	25,1	4 829	21,6
Fabrication de matériel électrique	F61	117	47	36,7	39 147	36,6	1 890	44,0	14 274	36,4
Fabrication de composants électroniques	F62	36	14	37,7	15 259	54,5	1 552	68,3	5 182	48,0
Total (3)		**2 850**	**765**	**26,4**	**859 978**	**31,9**	**33 238**	**32,8**	**266 572**	**30,8**

(1) Entreprises de 20 salariés et plus.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(3) Le total pour le CAHT, les investissements et la VAHT comprennent les secrets statistiques.

TABLEAU K.01-13

Principales grandeurs des entreprises industrielles en 1995

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

	1993			1994			1995		
	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)	PMI (1)	500 salariés et plus	Ensemble (2)
Nombre d'entreprises	21 082	814	21 896	20 999	809	21 808	20 721	832	21 553
Effectif (en milliers)	1 511	1 358	2 869	1 497	1 318	2 815	1 502	1 320	2 821
Chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de francs)	1 104	1 518	2 622	1 169	1 630	2 799	1 252	1 731	2 983
Exportations / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	20,8	36,6	30,0	22,1	38,1	31,4	23,4	38,3	32,1
Investissements / Chiffre d'affaires hors taxes (%)	3,6	4,0	3,8	3,3	3,7	3,6	3,6	3,9	3,8
Valeur ajoutée hors taxes /Chiffre d'affaires hors taxes (%)	36,1	29,8	32,4	35,7	30,2	32,5	34,6	29,5	31,7
Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée hors taxes (%)	20,6	20,1	20,4	23,5	26,4	25,5	24,5	27,6	26,2
Charges financières / Valeur ajoutée hors taxes (%)	7,8	15,8	12,0	6,1	11,2	8,9	6,4	13,4	10,2
Investissements / Valeur ajoutée hors taxes (%)	10,1	13,3	11,8	7,4	12,3	10,8	10,4	13,3	12,0
Chiffre d'affaires / Valeur ajoutée hors taxes (%)	10,6	11,3	10,9	14,4	18,2	16,5	15,1	19,2	17,3

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés.
(2) Non compris les entreprises de taille non significative.

TABLEAU K.01-14

Évolution de la part des PMI (1) dans l'industrie manufacturière

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise) %

	1985	1990 (2)	1992	1993	1994	1995
Nombre	92,4	92,9	92,9	92,7	92,8	92,7
Effectif	46,0	51,4	51,8	52,1	52,5	52,6
Chiffre d'affaires hors taxes	36,6	40,1	40,2	40,9	40,5	40,8
Exportations	22,2	25,2	26,2	28,4	28,5	29,8
Investissements	29,4	38,5	38,4	39,2	38,7	39,4

(1) PMI : entreprises de 20 à 499 salariés.
(2) Changement de champ en 1990.

Chapitre K.02

Habillement, cuir

(NES : C11, C12)
(NAF : 18, 19)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1994.

1. Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques.
2. Articles d'habillement : production de la branche.
3. Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques.
4. Collecte de peaux brutes.
5. Cuirs marchands : production ou livraison de la branche.
6. Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche.
7. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Habillement et fourrures (NES C11, NAF 18)

Le secteur de l'habillement, avec 1 715 unités de plus de 20 salariés, est une industrie durement touchée par la faiblesse de la consommation, et plus encore par la concurrence étrangère.

Depuis 1990, ce secteur a perdu un cinquième de ses entreprises et un quart de ses effectifs. Il ne compte en 1995 que 12 entreprises de plus de 500 salariés contre 17 en 1990.

Cette diminution du nombre des grandes entreprises n'est qu'un des aspects de l'adaptation de cette industrie aux nouvelles conditions du marché. On assiste en effet à une structuration de plus en plus grande de la profession autour de la sous-traitance et à une internationalisation du processus de fabrication.

À partir de 1986, le nombre de donneurs d'ordres augmente. Ils concentrent leur activité sur la conception et la commercialisation des produits et représentent en 1995 plus du tiers des entreprises (contre un cinquième en 1986) et réalisent plus de la moitié du chiffre d'affaires (contre un tiers en 1986). Cet accroissement va de pair avec la chute du nombre des « structures mixtes », qui souffrent de plus en plus puisqu'elles ne représentent plus que 28 % du nombre des entreprises (contre 38 % en 1986). Les façonniers, qui assurent la fabrication industrielle pour le compte d'un tiers, n'ont pas profité de l'extension de la sous-traitance puisque leur nombre diminue de 28 % depuis 1986, même s'ils représentent toujours 40 % du nombre des entreprises et regroupent le tiers des effectifs de l'ensemble de l'activité. Face à la concurrence des entreprises étrangères au coût de main d'oeuvre très faible, ils s'orientent vers des produits haut de gamme et s'organisent en circuit court.

L'accroissement des exportations (+ 4 % entre 1995 et 1996) ne parvient pas à endiguer la baisse du taux de couverture, qui n'est plus que de 56,6 % en 1996 contre 62,1 % en 1990.

Cuirs et chaussures (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir et de la chaussure est constituée de près de 470 entreprises de vingt salariés et plus ayant des activités orientées principalement vers le produit « cuir », même si le textile, le caoutchouc, les matières plastiques sont également utilisés.

Ce secteur de PMI comprend différents intervenants assurant le lien entre les collecteurs de peaux et les fabricants de biens de consommation.

On distingue en amont les tanneries qui traitent les peaux de gros animaux (bovins, veaux) et les mégisseries tournées vers les peaux de plus petite superficie (ovins, caprins, reptiles). Le marché du cuir industriel représente à peu près 9 % du chiffre d'affaires de la filière. Les tanneries sont très concurrencées par l'Italie, l'Allemagne, le Brésil et l'Argentine, et les mégisseries par l'Italie, l'Inde et le Pakistan.

En aval, 417 entreprises produisent des articles de voyage, de maroquinerie et des chaussures pour un chiffre d'affaires de 24 milliards de francs.

La maroquinerie est un secteur relativement artisanal (73 % des entreprises ont un effectif de 20 à 49 salariés) mais dont le savoir-faire traditionnel et la qualité des produits sont recherchés dans le monde entier.

L'industrie de la chaussure représente à elle seule 57 % de l'ensemble de la filière en termes d'effectifs. Très ouverte sur l'extérieur, elle a souffert de la concurrence étrangère et de l'affaiblissement de la demande. Elle a perdu 20 % de ses entreprises et 22 % de ses effectifs salariés depuis 1990. Ce secteur peu diversifié intègre des activités commerciales : 10 % du chiffre d'affaires provient du négoce de produits souvent achetés à l'étranger en complément de gamme. Le taux d'investissement est beaucoup plus faible que celui de l'industrie des biens de consommation courante.

La balance commerciale de l'ensemble de la filière affiche un déficit de 6,9 milliards de francs avec un taux de couverture stable par rapport à 1995. La France a une place prédominante dans la maroquinerie avec un taux de couverture de 142 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11, NAF 18)

L'industrie de l'habillement regroupe la confection de tous les articles d'habillement, quelle que soit la matière première utilisée, ainsi que la fabrication d'accessoires du vêtement. Elle se décompose en :

— vêtements en cuir;

— vêtements de travail;

— vêtements sur mesure;

— vêtements de dessus pour hommes et garçonnets;

— vêtements de dessus pour femmes et fillettes;

— vêtements de dessous;

— autres vêtements et accessoires;

— fourrures.

La fabrication d'articles chaussants, pulls-overs et articles similaires relève de la bonneterie (secteur appartenant à l'industrie textile) tandis que celle de tous les autres vêtements en maille appartient aux industries de l'habillement.

Industrie du cuir et de la chaussure (NES C12, NAF 19)

L'industrie du cuir comprend les activités de tannage et de corroyage des peaux, la fabrication d'agglomérés de cuir, les opérateurs de finissage du cuir ainsi que la fabrication d'articles de maroquinerie, d'articles de voyage et articles divers en cuir ou en autres matières. Les gants et vêtements de cuir sont classés en habillement.

L'industrie de la chaussure regroupe la fabrication de tous les types de chaussures y compris les chaussures en bois, en caoutchouc, en matières plastiques et en textile, à l'exception toutefois des chaussures orthopédiques. Elle comprend également la fabrication de parties de chaussures (semelles, talons...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Comité de coordination des industries de la mode;
— Fédération des industries diverses de l'habillement;
— Conseil national du cuir.

Publications :

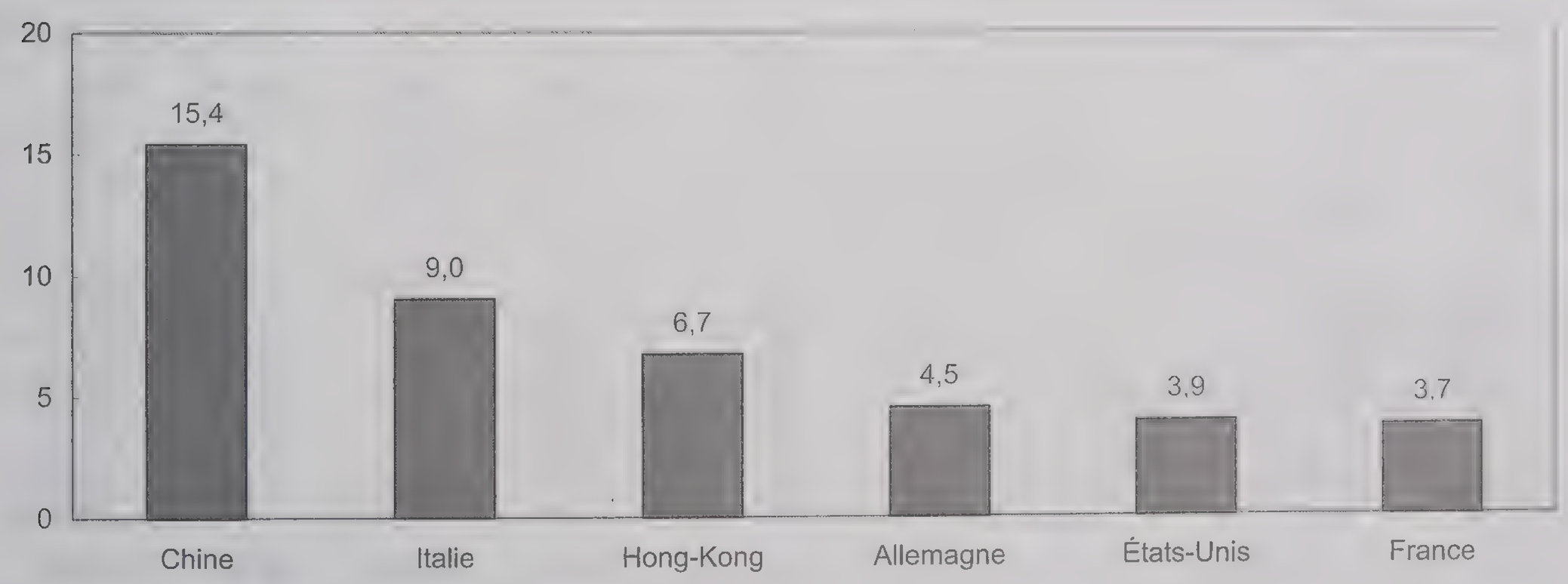
— *La situation de l'industrie, résultats détaillés,* Enquête annuelle d'entreprise, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, SESSI;
— « L'industrie de l'habillement », *Notes et études documentaires,* n° 4852, La Documentation française, 1988.
— « Textile et habillement en 1988 : des résultats contrastés », *INSEE-Première,* n° 24, juin 1989.
— *Industrie de l'habillement, chiffres-clés. Production industrielle,* Séries trimestrielles, SESSI.
— « L'industrie de l'habillement : une mutation obligée », *Le 4 pages,* SESSI, juin 1991.
— « L'industrie de l'habillement. Entre délocalisation et Sentier », Le « 4 pages », SESSI, n° 33, mai 1994.
— « Les industries de l'habillement », Françoise Marie Grau, Que sais-je ? n° 3130, septembre 1996.
— *Chaussure,* CECOD (Centre d'étude du commerce et de la distribution), Paris, 1987 (dossiers professionnels).
— *Les leaders de la chaussure en Europe,* collection « Analyse de stratégies et structures comparées », Paris DAFSA, novembre 1988.
— *L'industrie de la chaussure,* SESSI, décembre 1989.
— *Industrie de la chaussure en France,* Fédération nationale de la chaussure, février 1989.
— *Industrie du cuir et de la chaussure,* Chiffres-Clés, production industrielle, séries mensuelles, trimestrielles et annuelles, SESSI, Conseil national du cuir.
— « Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le « 4 pages », SESSI, n° 5 0, juin 1995.

*
* *

GRAPHIQUE K.02-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'habillement et des fourrures (NES C11) en 1994

En %

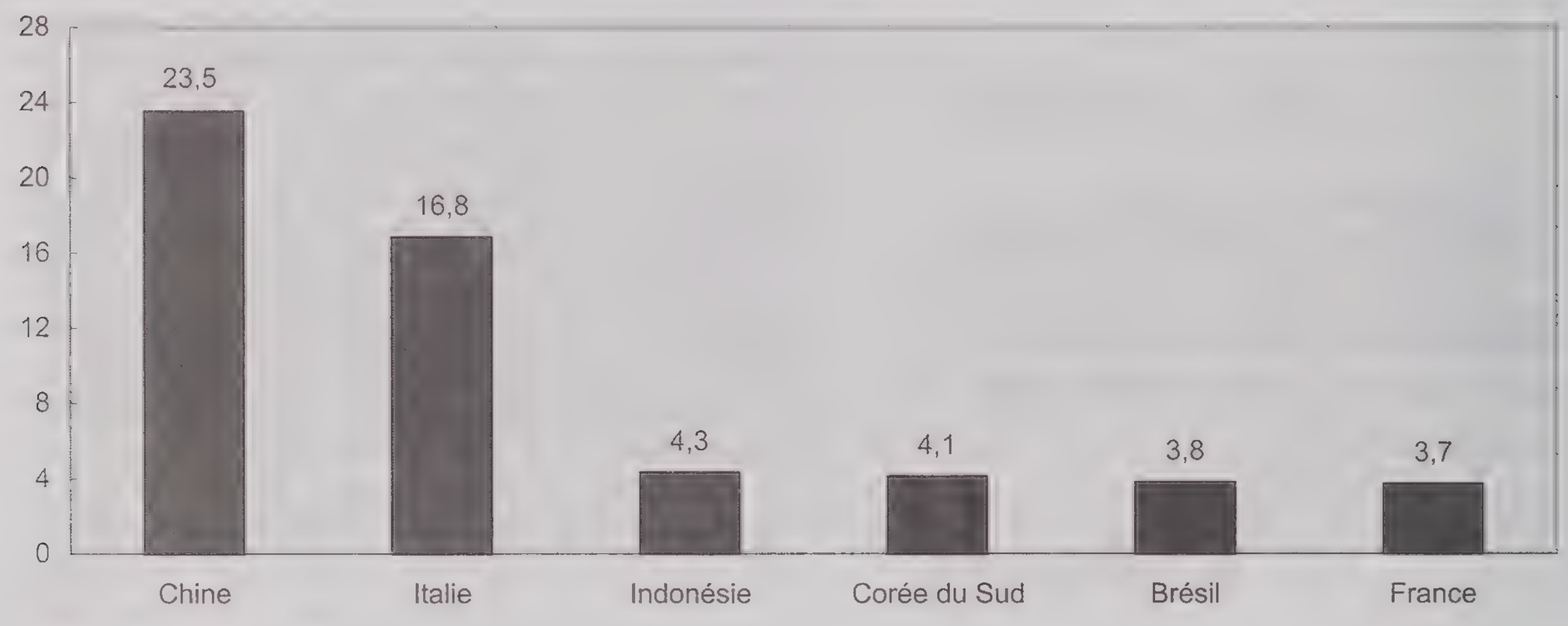


Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.02-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du cuir et de la chaussure (NES C12) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.02-1

Industrie de l'habillement et des fourrures : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche : Effectifs employés	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectifs employés	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de vêtements en cuir	181Z	458	391,0	386	45,8	2,3
Fabrication de vêtements de travail	182A	4 420	2 041,4	4 473	440,8	21,3
Fabrication de vêtements sur mesure	182C	1 606	572,1	2 544	547,6	68,4
Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets	182D	16 376	9 257,5	17 989	1 843,2	156,5
Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	182E	37 227	24 201,9	39 329	4 307,1	600,8
Fabrication de vêtements de dessous	182G	30 787	15 115,6	27 247	2 714,3	211,9
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	182J	15 076	9 079,5	15 851	1 660,1	143,3
Industrie des fourrures	183Z	694	542,6	672	85,4	4,3
Industrie de l'habillement et des fourrures	**C11**	**106 644**	**61 201,6**	**108 491**	**11 644,3**	**1 208,8**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-2

Articles d'habillement : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Produit	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL	**182A**			
Vêtements de travail (non compris ensembles pour femmes)		7 274	6 666	5 928
Blouses, tabliers à usage professionnel ou non		6 149	4 721	3 598
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS	**182D**			
Vêtements de dessus :				
Costumes, complets et ensembles		1 376	843	462
Vestes seules et blazers		2 775	2 150	1 523
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		17 707	16 576	14 611
Vêtements de sport et de loisirs :				
Shorts et bermudas		2 631	2 286	2 234
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 377	1 011	831
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		84	98	78
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSUS POUR FEMMES ET FILLETTES	**182E**			
Vêtements de dessus :				
Robes (y compris robes de plage)		8 360	8 209	7 204
Jupes (non compris jupes de sport)		14 749	14 608	11 747
Pantalons (ville et loisirs, jeans et salopettes)		13 037	12 740	14 864
Costumes et ensembles		*c*	2 231	1 784
Vestes seules et blazers		5 287	4 543	3 393
Manteaux		*c*	*c*	485
Vêtements de sport et de loisirs :				
Shorts et bermudas		*c*	2 226	1 540
Blousons et sahariennes, anoraks et blousons de sport d'hiver		1 195	814	369 (2)
Vêtements de pluie (en chaîne et trame)		310	312	145
FABRICATION DE VÊTEMENTS DE DESSOUS	**182G**			
Chemiserie, lingerie pour hommes et garçonnets :				
Chemises		12 502	8 904	7 686
Pyjamas		1 661	1 229	1 129
Chemiserie, lingerie pour femmes et fillettes :				
Chemisiers		12 200	10 976	9 572
Slips		42 274	44 767	34 065
Chemises de nuit		2 017	1 647	1 986
Pyjamas		1 764	1 218	1 107
Gaines		955	507	561
Soutiens-gorge		28 581	29 715	20 502
FABRICATION D'AUTRES VÊTEMENTS ET ACCESSOIRES	**182J**			
Maillots de bain		12 820	15 090	13 864
Survêtements de sport		5 361	4 628	3 541
Cravates, nœuds papillons, foulard-cravates		10 240	10 288	9 084
Écharpes et foulards		7 088	6 262	6 773
GANTS (10^3 paires)	**182J**			
Gants en cuir (autres que de protection et de sport)		432	406	396
Gants autres qu'en cuir (3)		16 000	17 943	16 542

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) En 1996, l'enquête sur les blousons et sahariennes est confidentielle, ce qui explique la baisse brutale de la série.
(3) Gants confectionnés seulement; ne sont pas comptés les gants entièrement moulés en caoutchouc ou en matières plastiques.

TABLEAU K.02-3

Industrie du cuir et de la chaussure : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Apprêt et tannage des cuirs	191Z	2 645	2 281,4	2 687	327,2	46,8
Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	192Z	11 994	6 143,5	12 925	1 490,6	168,8
Fabrication de chaussures	193Z	31 528	15 249,3	32 168	3 259,1	418,2
Industrie du cuir et de de la chaussure	**C12**	**46 167**	**23 674,2**	**47 780**	**5 076,9**	**633,8**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-4

Collecte de peaux brutes

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Tonne

Nature des peaux	Numéros de la NAF (1)	1993	1994	1995	1996
Bovins	512G	91 486	94 888	104 468	117 987
Veaux, vachettes	"	18 064	18 878	20 455	21 249
Équidés	"	704	814	891	975
Ovins	"	16 071	15 279	17 454	19 941
Caprins	"	66	63	64	83
Total		126 391	129 922	143 332	160 235

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-5

Cuirs marchands : production ou livraison de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Nature et qualité	Numéros de la NAF (1)	Unité	1993	1994	1995	1996
TANNERIE-CORROIERIE (Production)						
Bovins	191Z	tonne	9 605	9 371	8 499	7 883
Veaux (2)	»	10^3 m^2	1 924	1 861	1 869	1 849
Équidés (2)	»	»	11	14	9	5
MÉGISSERIE (Livraisons)						
Ovins	»	10^3 pièces	11 424	10 376	8 194	6 850
Caprins (3)	»	»	1 780	1 905	1 506	1 620
Porcins	»	»	682	595	921	464
Reptiles et autres peaux	»	»	744	602	622	561

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Pour les séries de production de tannerie-corroierie de veaux ou d'équidés, l'unité est 10^3 m^2 et non la tonne.
(3) Y compris les livraisons de la tannerie-corroierie.

TABLEAU K.02-6

Articles de voyage et de maroquinerie : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de pièces

Article	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE MAROQUINERIE				
Sacs à main	192Z	4 250	5 141	4 605
dont : en cuir	»	2 059	2 342	2 236
Petite maroquinerie	»	8 691	9 291	8 716
dont : en cuir	»	878	795	679
Malles, valises et vanity-cases	»	2 129	2 293	2 128
dont : en cuir	»	19	3	2
Serviettes, cartables, porte-documents	»	5 320	4 870	3 806
dont : en cuir	»	1 177	971	567
Articles de voyage et sacs de sport	»	3 481	4 754	3 034
Articles divers de maroquinerie	»	2 483	2 409	2 425
dont : en cuir	»	706	659	719
Articles de sellerie ou de bourrellerie pour animaux	»	5 236	3 487	3 157
dont : en cuir	»	3 442	1 678	1 342

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.02-7

Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Conseil national du cuir

Unité : Millier de paires

Article	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
FABRICATION DE CHAUSSURES ET AUTRES ARTICLES CHAUSSANTS	193Z	**154 898**	**151 704**	**139 442**
par matière dessus :				
Cuir		68 702	66 874	60 630
Matières synthétiques et caoutchouc		16 409	15 836	15 619
Matière textile		69 787	68 994	63 193
par usage				
Ville		82 622	80 321	73 391
Sport et détente		7 662	6 178	5 477
Travail		12 803	13 088	11 530
Usage intérieur		51 811	52 117	49 044

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.03

Édition, imprimerie, reproduction

(NES : C20)
(NAF : 22)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction, (NES C20), en 1994.

1. Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques.
2. Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Ces secteurs réalisent un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs en 1995. La presse et les industries graphiques y concourent à hauteur des trois quarts.

En 1995, le chiffre d'affaires de la presse écrite progresse de 3,5 %. Cette évolution résulte d'un meilleur niveau des ventes (+ 3,5 % en volume) mais aussi des recettes publicitaires (+ 4 %). Ce sont les magazines d'information (+ 5,5 %) et la presse féminine qui profitent de la plus forte poussée (+ 6,5 %).

L'édition du livre est confrontée à diverses formes de concurrence (photocopiage, multimédia) et la croissance de son chiffre d'affaires est proche de zéro en 1995. Face au processus de concentration amorcé autour des grands éditeurs tels que Hachette, les petites maisons d'édition se développent en se positionnant sur des créneaux spécifiques comme le tourisme ou le roman policier.

L'imprimerie de labeur est la principale composante des industries graphiques. Sa production, qui augmente de 2 % en 1995, montre que la demande en imprimés reste forte. Ce secteur a perdu plus de vingt mille emplois de 1990 à 1995. Confrontée à l'européanisation de son marché, cette industrie, jusqu'alors de proximité, est exposée au phénomène de délocalisation facilité par l'émergence des EDI (Échanges de Données Informatisées).

En 1996, le marché de l'édition phonographique est stable. Son chiffre d'affaires ne progresse pas en dépit d'une production de disques et CD qui évolue de 5,5 % en nombre d'unités. Cette situation s'explique par la forte croissance des formats courts (« singles ») dont l'évolution en volume et en valeur atteint 40 %. À l'inverse, le marché des albums recule de 2,5 % en valeur et stagne en volume.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Édition, imprimerie, reproduction (NES C20, NAF 22)

Cette activité comprend :

- l'édition de livres;
- l'édition de journaux;
- l'édition de revues et périodiques;
- l'édition d'enregistrements sonores;
- l'imprimerie de journaux;
- l'imprimerie de labeur, la papeterie scolaire;
- les reliures et finitions;
- la gravure, la photogravure;
- la reproduction d'enregistrements sonores;
- la reproduction d'enregistrements vidéo.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération française de l'imprimerie et des industries graphiques;

— Syndicat national de l'édition.

Publications :

Imprimerie et industries graphiques, séries mensuelles et annuelles, FICG (Fédération des Industries de la communication graphiques).

Édition, séries annuelles, SNE (Syndicat national de l'édition).

Édition de disques et cassettes, séries mensuelles, SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique).

Presse, séries annuelles, SJTI (Service juridique et technique de l'information).

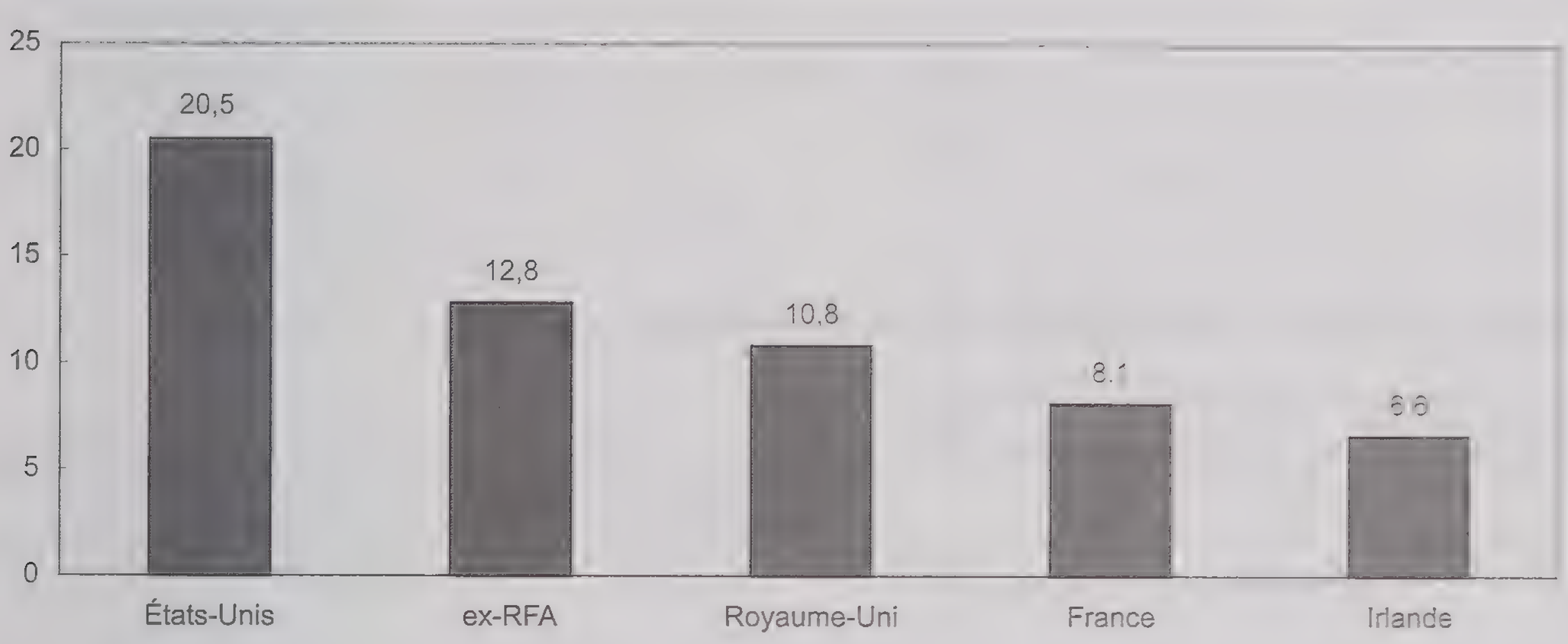
« L'industrie phonographique » S. THOMAS, le « 4 pages », n° 53, SESSI, septembre 1995.

« L'imprimerie. De l'écrit à l'écran », le « 4 pages », n° 83, SESSI, décembre 1997.

GRAPHIQUE K.03-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de l'édition, de l'imprimerie et de la reproduction (NES C20) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.03-1

Édition, imprimerie, reproduction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs	Investissements en millions de francs
EAE - Année 1995						
Édition de livres	221A	12 778	19 839,6	14 334	2 630,5	249,9
Édition de journaux	221C	29 576	26 683,0	30 366	6 054,7	564,3
Édition de revues et périodiques	221E	19 705	30 171,7	19 715	4 401,1	367,6
Édition d'enregistrements sonores	221G	2 562	6 850,0	2 795	626,9	124,6
Autres activités d'édition (2)	221J	933	901,6	849	125,5	12,1
Imprimerie de journaux	222A	2 867	1 882,0	2 498	521,7	82,3
Imprimerie de labeur à l'exclusion de l'impression de journaux	222C	59 368	46 015,5	59 447	9 193,8	1 923,6
Reliure et finition	222E	6 640	2 878,9	6 608	826,9	226,4
Composition et photogravure	222G	7 534	4 394,3	6 935	1 194,6	169,6
Autres activités graphiques (3)	222J	1 009	691,9	1 074	172,9	24,3
Reproduction d'enregistrements sonores	223A	1 453	1 107,3	1 500	165,5	149,6
Reproduction d'enregistrements vidéo et informatiques	223C et 223E	905	928,4	846	111,7	44,9
Édition, imprimerie, reproduction	**C20**	**145 330**	**142 344,2**	**146 989**	**26 026,0**	**3 958,9**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Cette classe comprend l'édition d'art (photographies, gravures, ...) autre que sous forme de livre, et aussi l'édition de calendriers et de cartes postales illustrées.
(3) Cette classe comprend la préparation et la production de feuilles pour rétroprojection et la réalisation de produits de communication graphique (peinture en lettres, ...) ou d'illustrations. La publicité et la conception graphique ne sont pas comprises.

TABLEAU K.03-2

Édition, imprimerie, reproduction : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unité	1994	1995	1996
Productions					
ÉDITION DE LIVRES	**221A**	10^3 livres			
Scolaire		»	72 687	64 525	...
Scientifique, technique, professionnel, sciences humaines et sociales		»	29 573	36 576	...
Litterature		»	128 017	130 603	...
Encyclopedie et d ctionnaires		»	10 650	11 999	...
Livres pour la jeunesse		»	43 474	54 569	...
Livres pratiques		»	56 813	51 829	...
ÉDITION DE JOURNAUX (tirage annuel)	**221C**	10^6 journaux			
Quotidiens nationaux d'information générale et politique		»	776	766	727
Quotidiens locaux d'information générale et politique		»	2 328	2 304	2 279
ÉDITION DE REVUES ET PÉRIODIQUES (tirage annuel)	**221E**	10^6 revues			
Magazine d'informations		»	103	93	103
Presse feminine		»	422	373	...
Presse TV		»	713	707	...
ÉDITION D'ENREGISTREMENTS SONORES (quantités vendues)	**221G**	10^3 pièces			
Compacts disques		»	102 869	114 513	127 622
Cassettes		»	26 206	27 112	17 266
IMPRIMERIE DE LABEUR (tonnages imprimés)	**222C**	10^3 tonnes			
Imprimes administratifs et commerciaux		»	101	97	...
Imprimes en continu		»	237	258	...
Imprimés techniques et publicitaires		»	589	669	...
Catalogues et brochures de VPC		»	209	197	...
Imprimes de conditionnement		»	255	264	...
Periodiques		»	785	787	...
Livres		»	202	199	...
Livraisons					
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS SONORES	**223A**	10^3 pièces			
Disques compacts		»	...	148 158	184 369
Cassettes		»	...	26 531	23 060
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS VIDÉO	**223C**	10^3 pièces			
Vidéocassettes et CD vidéo		»	...	56 409	70 370
REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS INFORMATIQUES	**223E**	10^3 pièces			
Disquettes et CD-ROM		»	...	42 250	64 611

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.04

Pharmacie, parfumerie et entretien

(NES : C31 et C32)
(NAF : 24.4 et 24.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et listes des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1994.

1. Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques.
2. Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche.
3. Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques.
4. Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Pharmacie (NES C31, NAF 24.4)

Le secteur de l'industrie pharmaceutique comprend des sites de production de matières premières relevant de la chimie fine (antibiotiques, hormones, alcaloïdes, vitamines, autres composés hétérocycliques) et des sites de transformation de ces matières en médicaments après l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché, délivrée par l'Agence du médicament.

Dépendante de l'intervention publique tant en France qu'à l'étranger (réglementations sanitaires, fixation des prix, organisation de la distribution, remboursement des médicaments), l'activité de l'industrie pharmaceutique n'est pas liée à l'évolution de la conjoncture. L'évolution de 6 % du chiffre d'affaires obtenue entre 1992 et 1993 s'amenuise cependant; elle atteint 4 % en 1996. Cette évolution repose sur deux facteurs conjoints : l'augmentation de la consommation des ménages et, surtout, des exportations qui représentent le quart de la production française, en progression de 16 % en 1996. La substitution de médicaments anciens par des spécialités nouvelles à prix élevés contribue également à cette croissance; elle rétribue également l'effort de recherche des entreprises. Celui-ci atteint 12 % du chiffre d'affaires sans aides publiques; ce taux est le troisième de l'industrie, derrière la construction aéronautique et le matériel électronique.

L'industrie pharmaceutique française est la quatrième du monde derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Cependant, 40 % seulement de la production sont réalisés par des groupes à capitaux français, dont les plus importants sont Rhône-Poulenc, Sanofi, Synthélabo, Servier et Pierre Fabre.

Depuis une décennie, l'industrie pharmaceutique se restructure régulièrement, elle procède maintenant à des méga-fusions telles celles de Glaxo Wellcome ou de Novartis (Ciba & Sandoz).

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Le secteur se caractérise par une forte concentration où la place des groupes est prépondérante : l'Oréal est leader mondial pour la parfumerie, Colgate Palmolive, Henkel, Lever et Procter et Gamble pour les produits savonniers et détergents. Le poids des dépenses de publicité est particulièrement élevé : 12 % du chiffre d'affaires, soit le quart du marché publicitaire de toute l'industrie manufacturière. Avec un taux de couverture dépassant les 600 %, le commerce extérieur de la parfumerie est structurellement excédentaire. La France conserve son leadership mondial des ventes de parfums et cosmétiques (1/3 du marché), conforte ses positions en Europe de l'Est, en Chine et en Inde, futur grand marché.

Les années 1995 - 1996 ont été marquées par l'ouverture de nombreuses parapharmacies venues accentuer la concurrence entre les différents modes de distribution : le « food » (ou grande distribution) le plus offensif, l'officine avec la présence du pharmacien et la parfumerie. Outre les efforts constants pour suivre ou devancer les goûts des consommateurs, la bataille se déroule principalement sur le terrain de l'innovation technologique (principes actifs inédits...) avec le relais des médias.

De conception récente, les « niches » de marché destinées à une population spécifique se multiplient devant le succès, telles les gammes « enfant » (P'tit Dop, produits Disney...) ou les produits destinés aux « seniors ».

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie pharmaceutique (NES C31, NAF 24.4)

Elle comprend la fabrication de spécialités pharmaceutiques à l'usage de la médecine humaine et à l'usage de la médecine vétérinaire, y compris d'autres produits pharmaceutiques; elle comprend aussi la fabrication des produits de base pour la pharmacie.

Par spécialité, on entend tout médicament préparé à l'avance, présenté sous un conditionnement particulier, vendu sous la marque du fabricant et, dans le cas de la médecine humaine, ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Savons, parfums et produits d'entretien (NES C32, NAF 24.5)

Ce secteur comprend essentiellement la transformation, le mélange et le conditionnement de produits issus de la chimie de base.

Il regroupe les fabrications de glycérines, d'agents de surface, de savons, de détergents ménagers ou industriels, de produits d'entretien (désodorisants, cires, cirages...).

Il comporte également les parfums, eaux de toilette, produits de maquillage et de soins, shampooings et produits capillaires, les produits de toilette (dentifrices, produits de rasage, déodorants, dépilatoires...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat national de l'industrie pharmaceutique;

— Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette;

— Association des industries des savons et des détergents.

Publications :

« L'industrie pharmaceutique : le prix de la recherche », Le 4 pages, SESSI, n° 6, juin 1992;

« *Industrie pharmaceutique* », Chiffres-clés. Production industrielle, séries mensuelles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« *Parachimie* », Chiffres-clés. Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles. SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

« Les comptes de la santé », SESSI, La Documentation française;

Les leaders de la parfumerie et de la cosmétologie, collection « Analyses de stratégies et structures comparées », Paris, DAFSA, janvier 1989;

« La parfumerie et les cosmétiques en 1991 : une industrie en beauté », Le 4 pages, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, septembre 1991;

« Les manufacturiers du luxe. Toutes griffes dehors », Le 4 pages, SESSI, n° 50, juin 1995.

*
* *

GRAPHIQUE K.04-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie pharmaceutique (NES C31) en 1994

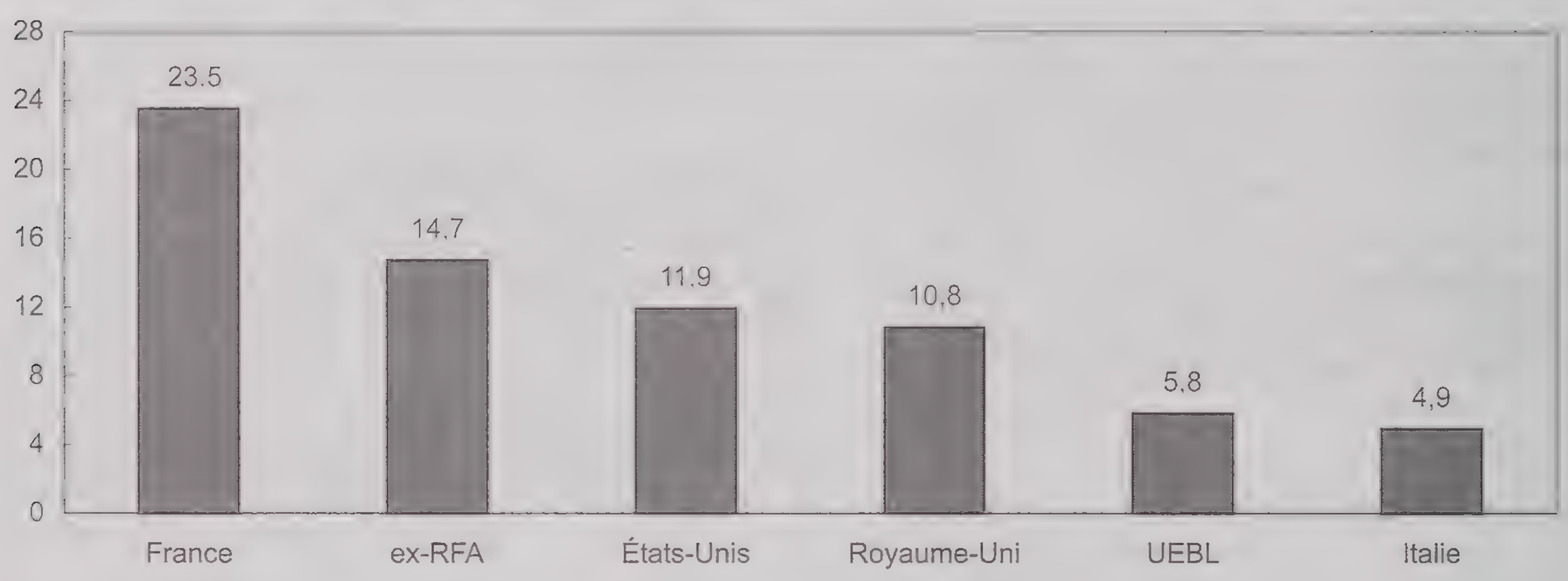
En %

Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.04-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie de la parfumerie et des produits d'entretien (NES C32) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.04-1

Industrie pharmaceutique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de produits pharmaceutiques de base	244A	9 468	15 041,6	10 092	2 411,1	1 257,6
Fabrication de médicaments	244C	66 359	117 706,6	71 855	14 713,7	3 274,2
Fabrication d'autres produits pharmaceutiques	244D	5 392	4 491,9	6 076	1 030,1	257,2
Industrie pharmaceutique	**C31**	**81 219**	**137 240,1**	**88 023**	**18 154,9**	**4 789,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.04-2

Produits pharmaceutiques : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF (1)	1990	1993	1994	1995	1996
PRODUITS DE BASE POUR LA PHARMACIE	244A					
Antibiotiques		...	1 502	1 514	1 556	1 571
Alcaloïdes		...	330	1 110	1 457	1 487
Hormones		...	980	1 380	1 480	1 514
Vitamines		...	1 750	1 717	1 816	1 886
SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES	244C	**86 490**	**108 596**	**110 817**	**117 054**	**123 278**
Médecine humaine		82 885	104 330	106 315	112 015	118 137
Médecine vétérinaire		3 605	4 266	4 502	5 039	5 141
AUTRES PRODUITS PHARMACEUTIQUES	244D	...	...	**2 375** *r*	**2 358**	**2 258**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.04-3

Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de savons, de détergents et de produits d'entretien	245A	10 754	20 665,1	13 646	2 601,3	520,0
Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	245C	34 417	54 046,7	36 657	6 563,2	1 669,1
Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	**C32**	**45 171**	**74 711,8**	**50 303**	**9 164,5**	**2 189,1**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.04-4

Savons, détergents et parfums : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1990	1992	1993	1994	1995	1996
PRODUITS SAVONNIERS ET PRODUITS DÉTERGENTS	**245A**							
dont : Savons de toilette et de parfumerie		10^3 tonnes	70	69	58	59	58	65
Savons de ménage et savons divers		»	48	39	44	46	48	40
Produits pour le lavage du linge ou de la vaisselle		»	1 132	1 171	1 132	1 035	1 075	1 175
Produits pour le lavage de sols ou des murs		»	251	340	357	345	335	361
Glycérine brute-100% de glycérol distillé		»	...	...	...	15	15	40
Agents de surface organiques		»	...	...	...	c	c	c
dont : Anioniques		»	...	...	...	c	c	c
PARFUMS ET PRODUITS DE TOILETTE	**245C**							
Parfums		10^3 litres	145	125	87	93	118	129
Eaux de toilette, de cologne, de lavande, lotions avant et après rasage		»	32 644	35 137	36 540	38 693	34 710	34 248
Produits pour le maquillage		10^3 unités	247 328	296 840	266 948	274 428	271 520	301 261
Autres produits de beauté et de soin		»	329 055	391 459	397 582	444 144	489 865	489 560
Shampooings		10^3 litres	62 369	74 974	68 265	92 249	91 164	100 207
Autres préparations capillaires		10^3 unités	250 459	292 247	282 910	324 704	326 651	311 434
Autres produits de parfumerie, de toilette, déodorants, dentifrices		»	411 480	403 718	443 606	566 465	639 213	680 944

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.05

Industries des équipements du foyer

(NES : C41 à C46)
(NAF : 29.7, 32.3, 33.4 et 33.5, 36)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la bijouterie et de la fabrication d'instruments de musique (NES C42), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses (NES C43), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction (son et image) (NES C45), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46), en 1994.

1. Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication de meubles : facturations de la branche.
3. Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques.
4. Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations et production des branches.
5. Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques.
6. Livraisons de matériel électroménager.
7. Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques.
8. Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

L'industrie de l'ameublement est située en aval de la filière bois pour 65 % de ses produits. Elle dépend pour 25 % des industries de la métallurgie (meubles métalliques) et de la chimie (meubles en matières plastiques). Elle se caractérise par une production relativement atomisée face à une distribution puissante, compétitive et spécialisée. Les groupements d'achat et discompteurs font pression sur les prix et obligent la profession à réduire ses marges.

Malgré un léger accroissement de son taux d'investissement entre 1994 et 1995 (7,3 % à 8,6 %), ce secteur souffre encore d'une insuffisante modernisation de son outil de production. Le recours à la sous-traitance, contrairement à l'industrie italienne, reste modéré et ne compense pas la faiblesse du taux d'investissement. En 1996, la baisse de la consommation de meubles, continue depuis 1990, se stabilise.

Face à la crise, la profession développe différentes stratégies :

— concentration, pour une meilleure compétitivité sur le marché européen;

— investissement pour adapter l'outil de production (développement de matériel de conception et de logistique, GPAO et CIAO);

— politique de marque, surtout dans le meuble de cuisine et la literie;

— diversification : les fabricants de meubles de cuisine s'orientent de plus en plus vers les meubles de salle de bains et de rangement (placards);

— exportation : face à la baisse de la demande intérieure, les industriels améliorent leurs performances à l'exportation. Entre 1990 et 1995, le taux d'exportation passe de 11,7 % à 14,6 %; il demeure faible par rapport à celui de l'industrie manufacturière (32 %).

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

La bijouterie, joaillerie, orfèvrerie est une activité industrielle de luxe qui travaille l'or, l'argent et le plaqué or. Représentée par des sociétés telles que Cartier ou Van Cleef Arpels par exemple, dans la joaillerie, ou Christofle dans l'orfèvrerie, la France a acquis une position de leader mondial pour la confection de pièces uniques grâce à la créativité et au savoir-faire de ses bijoutiers et joailliers. Toutefois, elle présente un tissu industriel plus morcelé et plus fragile que celui de ses concurrents européens, allemands ou italiens en particulier. Les exportations ne sont réalisées que par quelques firmes.

Industrie typiquement de main-d'œuvre, elle a accru ses investissements en 1995. Les importations en très sensible augmentation ces dernières années proviennent de nouveaux producteurs du Sud-Est asiatique mais également des pays européens (Allemagne, Italie et Espagne).

La fabrication de monnaies et médailles est un secteur extrêmement modeste puisqu'il n'occupe que 500 personnes dans huit PMI de moins de 200 salariés.

La fabrication d'instruments de musique constitue également un micro-secteur de 17 entreprises dont une seule a plus de 500 salariés. Avec 1 500 personnes et 0,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, ce secteur d'activité obtient des résultats performants à l'exportation (66 % du chiffre d'affaires), et un taux de valeur ajoutée élevé (56 % du chiffre d'affaires).

Fabrication d'articles de sport, jeux et industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

La fabrication d'articles de sport constitue un secteur d'activité de PMI, avec seulement trois entreprises de plus de 500 salariés qui fabriquent surtout du matériel de sports d'hiver. Cette activité est fortement exportatrice (63 % du chiffre d'affaires en moyenne).

Héritière, en grande partie, de l'industrie de la tournerie et de la tabletterie sur bois, la fabrication française de jeux et jouets est devenue une industrie de jouets traditionnels, en plastique (2 % des jouets sont en bois). Elle est soumise à la concurrence des multinationales américaines et des produits bas de gamme du Sud-Est asiatique. La créativité, l'innovation, le renouvellement des collections, la recherche et développement, l'investissement leur permettent de tenir leur marché et d'obtenir d'excellents résultats à l'exportation. Ces résultats sont cependant dépendants des fluctuations des monnaies. Ce secteur est également une cible pour les contrefacteurs. Cette industrie se caractérise par la saisonnalité de sa production (80 % des jouets sont vendus à Noël), et la brièveté des cycles de vie des produits. L'apparition de grandes surfaces spécialisées en jouets a modifié les circuits traditionnels de distribution.

La brosserie comprend 39 entreprises; le quart du chiffre d'affaires est généré par une activité de négoce.

Les activités manufacturières non reprises ailleurs, très hétéroclites, comptent 150 entreprises avec un effectif de 12 500 personnes. Deux fabrications dominent ce secteur : la fabrication d'articles de bureau avec trois entreprises de plus de 500 salariés, et celle d'articles de puériculture avec une entreprise de plus de 500 salariés. Ces grandes entreprises exportent 60 % de leur chiffre d'affaires.

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

L'industrie des appareils ménagers est très concentrée. Ces trente dernières années, des regroupements importants, ont permis à quelques groupes d'atteindre une dimension internationale (Électrolux et Whirlpool). Devançant les États-Unis, l'Union européenne est le deuxième producteur d'appareils électroménagers, derrière le Japon.

Les producteurs français de gros appareils électroménager sont tous des filiales de groupes étrangers. Dans le domaine du petit équipement domestique, les groupes Seb et Moulinex ont atteint une stature internationale.

L'Europe a connu en 1996, comme les États-Unis en 1995, un ralentissement de la consommation d'appareils domestiques.

Les marchés de certains produits tels que les réfrigérateurs et les lave-linge deviennent de simples marchés de

renouvellement. En revanche, le marché des sèche-linge et des lave-vaisselle, en croissance lente, offre des perspectives de développement. Pour conquérir de nouvelles positions, les industriels sont à la poursuite d'innovations technologiques utiles aux consommateurs et à l'environnement (économies d'eau et d'énergie); développement du micro-ondes à plusieurs fonctions, etc. Les entreprises ont des dépenses de publicité et de logistique importantes ainsi que dans le service après-vente.

De nouveaux marchés sont prospectés en Europe de l'Est, dans les pays du Sud-Est asiatique, en Amérique latine...

Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et reproduction (son et image) (NES C45, NAF 32.3)

Technologiquement en pointe, composé d'une cinquantaine d'entreprises en France, le secteur de l'électronique grand public est représenté à 90 % par six grands groupes, essentiellement des filiales étrangères, se partageant le marché intérieur. Cette industrie, qui comprend la production de téléviseurs, magnétoscopes et caméscopes, est principalement destinée à l'équipement des ménages. Elle emploie environ 14 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de francs en 1995.

En 1995, le fort développement de la télévision en format 16/9ème (+ 53 %), du combiné téléviseur/magnétoscope (+ 2 %) et du marché du son numérique stéréo Nicam ont contribué à freiner la baisse de 4 % de l'électronique grand public. Une constante baisse des prix (– 4,3 % en moyenne) et une politique commerciale agressive de la part des pays asiatiques, ont obligé les Européens à s'aligner.

En 1996, la tendance du marché est à l'accentuation du recul (– 6 %) due à une forte pression sur le prix des équipements. Cependant, l'évolution des techniques laisse présager un remplacement progressif du matériel dans les ménages.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

L'industrie française de la lunetterie est dominée par un grand groupe, Essilor International (n° 1 mondial de l'optique ophtalmique). Il associe son savoir-faire à celui d'entreprises américaines et japonaises.

Ce secteur a subi de profondes mutations liées à l'évolution de technologies toujours plus complexes et à la modification des modes de distribution. Les entreprises françaises se situent au premier rang mondial et sont en concurrence avec les producteurs italiens, japonais, allemands et américains. Le chiffre d'affaires s'est accru de façon sensible (+ 9 %) en 1995.

Pour les instruments optiques de précision, la demande a diminué ces dernières années en raison de la baisse des dépenses militaires. Les entreprises du secteur sont également présentes dans l'activité technologie des mesures.

Les quelques entreprises européennes qui fabriquent du matériel photographique sont très spécialisées et peuvent difficilement concurrencer les producteurs japonais pour les appareils grand public.

La production horlogère mondiale est dominée par la Suisse, le Japon, la Chine et Honk Kong qui en réalisent 80 %. Les fabricants asiatiques ont axé leur production sur les montres bas de gamme alors que la Suisse a joué la carte de la qualité sur le créneau haut de gamme, et le design pour les modèles moyenne gamme. Près de la moitié des entreprises françaises de cette activité ont un effectif inférieur à 50 personnes.

Les fabricants de montres « haute et moyenne gamme » ont maintenu leur activité, alors que le marché des réveils et de l'horlogerie technique a profité aux produits asiatiques. Les fabricants d'horloges de pointage sont maintenant concurrencés par les ordinateurs qui intègrent ce système.

Le secteur maintient des relations commerciales privilégiées avec la Suisse qui est son premier client et son premier fournisseur.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01.

Fabrication de meubles (NES C41, NAF 36.1)

Cette activité regroupe la fabrication de meubles en toutes matières : bois, métal, matière plastique, et autres (rotin, osier...). Les différents produits de ce secteur sont destinés à un usage domestique mais également à un usage professionnel (mobilier pour bureaux, collectivités, magasins, usines et entrepôts).

La rubrique « sièges » comprend les sièges pour véhicules automobiles, véhicules aériens, navires et véhicules SNCF, les sièges de bureau, de salon, de jardin, de salle de spectacles et tous les sièges à usage domestique.

— sièges;

— meubles de bureau en bois et en métal et de magasin en bois (y c. mobilier scolaire);

— meubles de cuisine en bois;

— meubles meublants (salons, chambres, salles à manger, à usage domestique et pour collectivité);

— meubles de jardin et d'extérieur;

— meubles divers (y c. meubles de complément, de salle de bains, meubles de magasin en métal, parties de meubles...);

— industries connexes à l'ameublement (laquage, vernissage...);

— literie.

Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NES C42, NAF 36.2 et 36.3)

Ce secteur comprend :

— la fabrication de monnaies et médailles;

— la fabrication de bijouterie, joaillerie et orfèvrerie, c'est-à-dire d'articles en métaux précieux plaqués ou doublés de métaux précieux ou de pierres gemmes. Cette classe comprend aussi le travail des perles, des pierres gemmes, du diamant et des pierres synthétiques. Elle ne comprend pas la bijouterie fantaisie;

— la fabrication d'instruments de musique.

Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets, industries diverses (NES C43, NAF 36.4 à 36.6)

Les industries diverses regroupent de nombreux produits :

— fabrication d'articles de sport;

— fabrication de jeux et jouets;

— fabrication de bijouterie fantaisie;

— fabrication d'articles de brosserie;

— fabrication d'articles divers (articles de bureau et de puériculture, parapluies et parasols, boutons, articles pour fumeurs, etc.).

Fabrication d'appareils domestiques (NES C44, NAF 29.7)

Cette activité comprend :

— les appareils frigorifiques domestiques, les machines à laver le linge et les lave-vaisselle;

— les appareils ménagers non électriques, électriques ou mixtes de cuisine, de chauffage de l'eau et de chauffage de l'air;

— les divers appareils domestiques tels que petit électroménager, machines à coudre, machines à tricoter, ventilateurs et hottes aspirantes.

On distingue trois types de produits :

— les **produits blancs** : réfrigérateurs, congélateurs, cuisinières, fours à encastrer, fours à micro-ondes, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle;

— le **petit électroménager** : rôtissoires, aspirateurs, cireuses, robots ménagers, grille-pain, friteuses, cafetières et autres petits appareils;

— les **produits bruns** : appareils électro-acoustiques destinés à l'information, la culture ou les loisirs tels que radio-récepteurs, téléviseurs, magnétoscopes et chaînes haute fidélité. Ces produits sont classés en matériel électronique ménager.

Fabrication d'appareils de réception, enregistrement et reproduction [son et image] (NES C45, NAF 32.3)

Ce secteur comprend la fabrication des produits suivants :

— les récepteurs de radio ou de télévision;

— les magnétoscopes, camescopes, décodeurs d'images;

— les lecteurs de cassettes ou de disques compacts, électrophones;

— les machines à dicter, répondeurs téléphoniques;

— les interphones, microphones, hauts-parleurs, amplificateurs du son;

— les pièces et accessoires de ces appareils;

— les antennes et les parties d'antennes.

Il comprend aussi le montage, l'installation, l'entretien, la réparation de ces appareils.

Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NES C46, NAF 33.4 et 33.5)

Cette activité comprend la fabrication des produits suivants :

— les lunettes;

— les instruments d'optique;

— le matériel photographique;

— l'horlogerie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA);

— Chambre syndicale nationale de la literie ;

— Syndicat des fabricants de mobilier métallique ;

— Fédération nationale de la musique;

— Chambre française de l'horlogerie et des techniques microtechniques;

— le Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO).

Publications :

« L'industrie de l'ameublement : retrouver ses assises », R. Soarès. Le 4 pages, SESSI, n° 26, septembre 1993.

« Ameublement ». Chiffres-Clés, Production industrielle, Série mensuelle et trimestrielle, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

« Les meubles de cuisine, le ressaisissement », C. Marbach, Le 4 pages, SESSI, n° 67, juillet 1996.

« L'industrie des jeux et jouets, la France joue sa partie », Le 4 pages, SESSI, n° 56, décembre 1995.

« Fabrication de jeux et jouets ». Fédération française du jouet.

« Fabrication d'articles de sport ». Fédération française des industries du sport et des loisirs.

« Bijouterie », BJOCC.

« Fabrication d'instruments de musique », Chiffres-Clés, Production industrielle, SESSI.

« Industrie de la brosserie », Fédération française de la brosserie.

« Autres activités manufacturières », Chiffres-Clés, Production industrielle, série annuelle, SESSI.

« L'électronique français dans la dynamique mondiale », Le 4 pages, SESSI, avril 1997.

Statistiques et rapports d'activité annuels des industries, électriques et électroniques, FIEEC (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication); le SIMAVELEC (Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques) en fait partie.

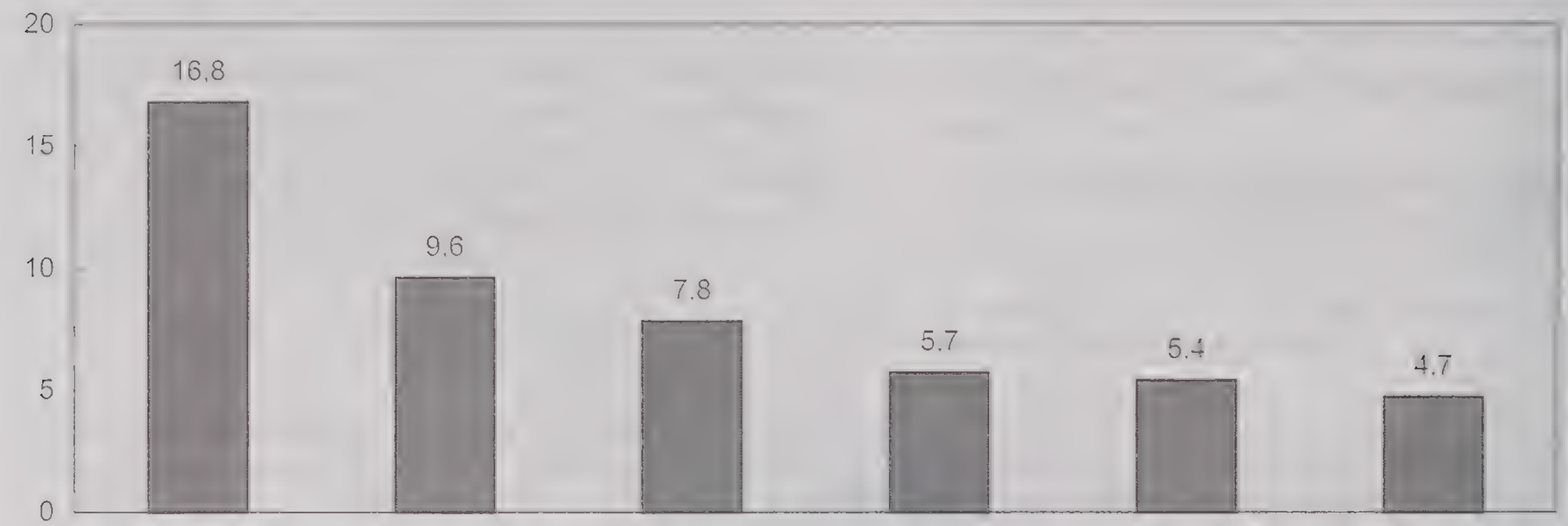
Statistiques et rapports d'activité annuels, GIEL (Groupement des industries électroniques).

* * *

GRAPHIQUE K.05-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de meubles (NES C41) en 1994

En %

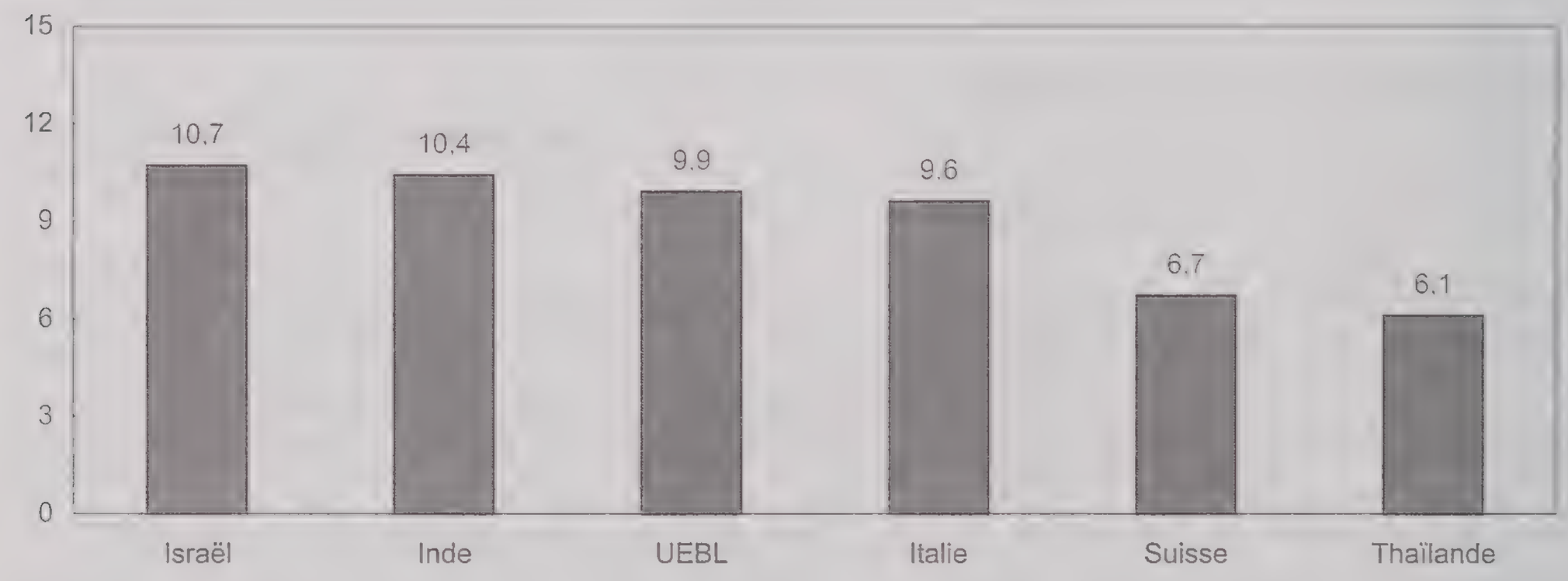


Sources :OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.05-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la bijouterie et de la fabrication d'instruments de musique (NES C42) en 1994

En %

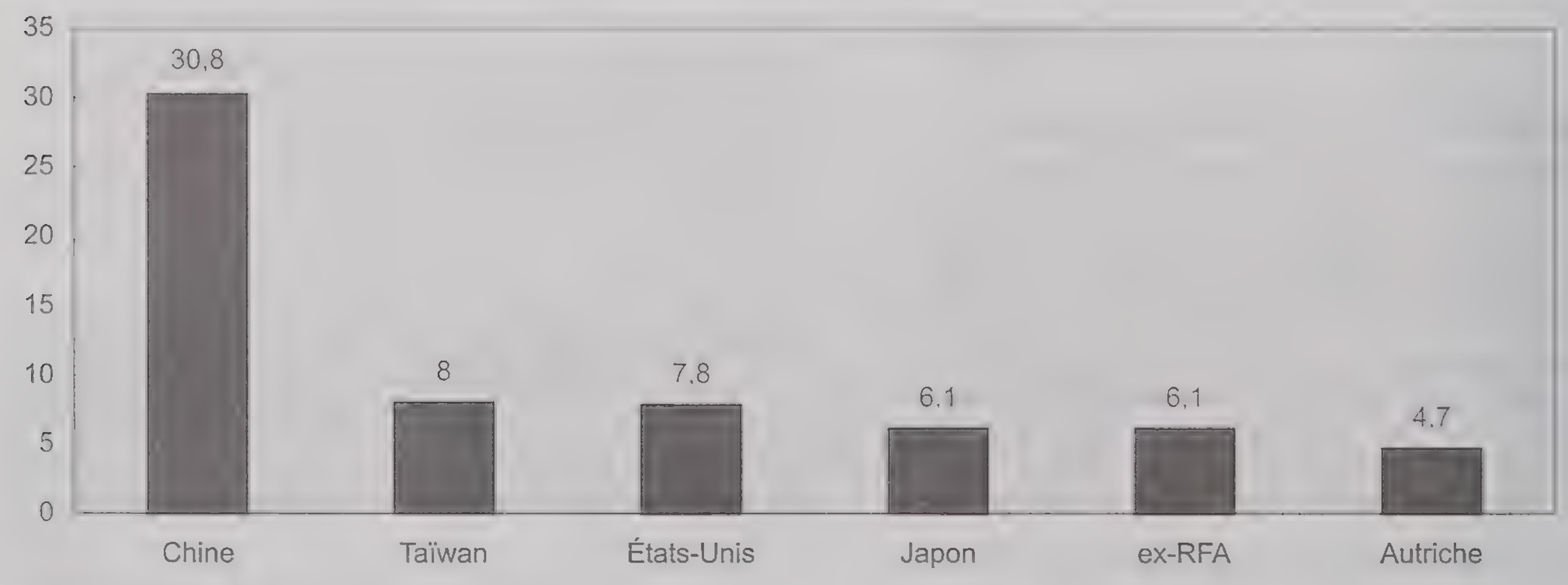


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.05-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses (NES C43) en 1994

En % .

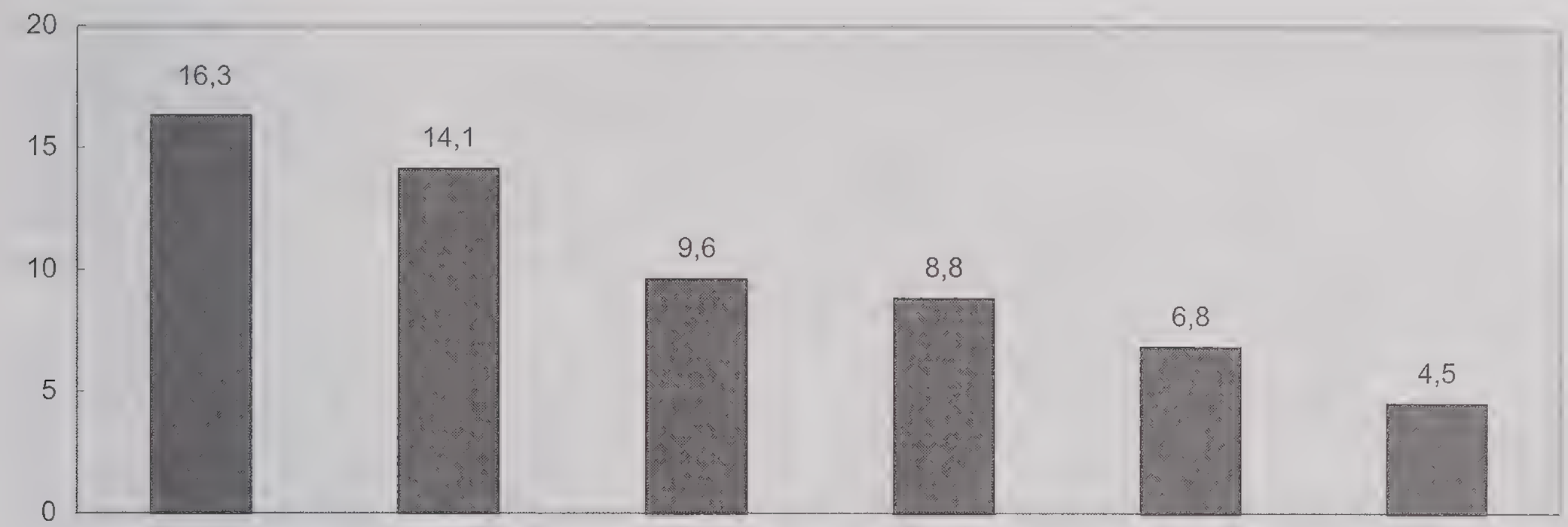


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.05-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils domestiques (NES C44) en 1994

En %

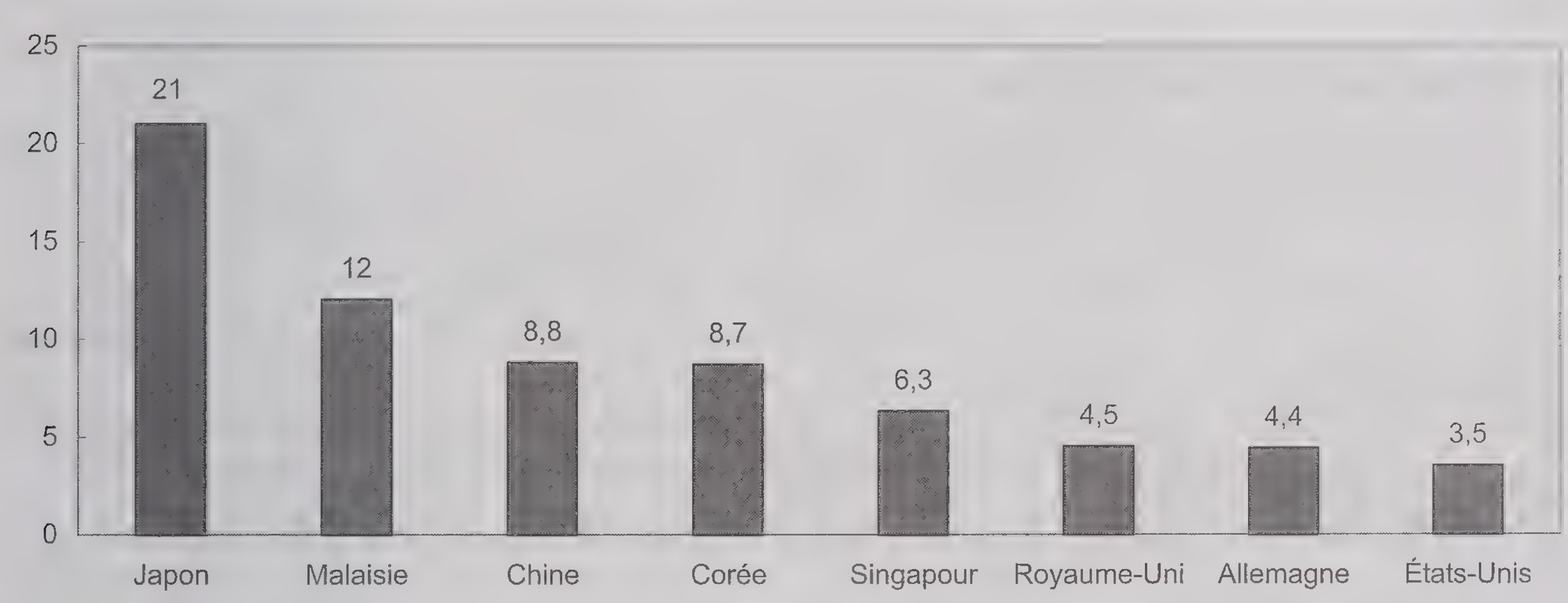


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.05-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction (son et image) (NES C45) en 1994

En %

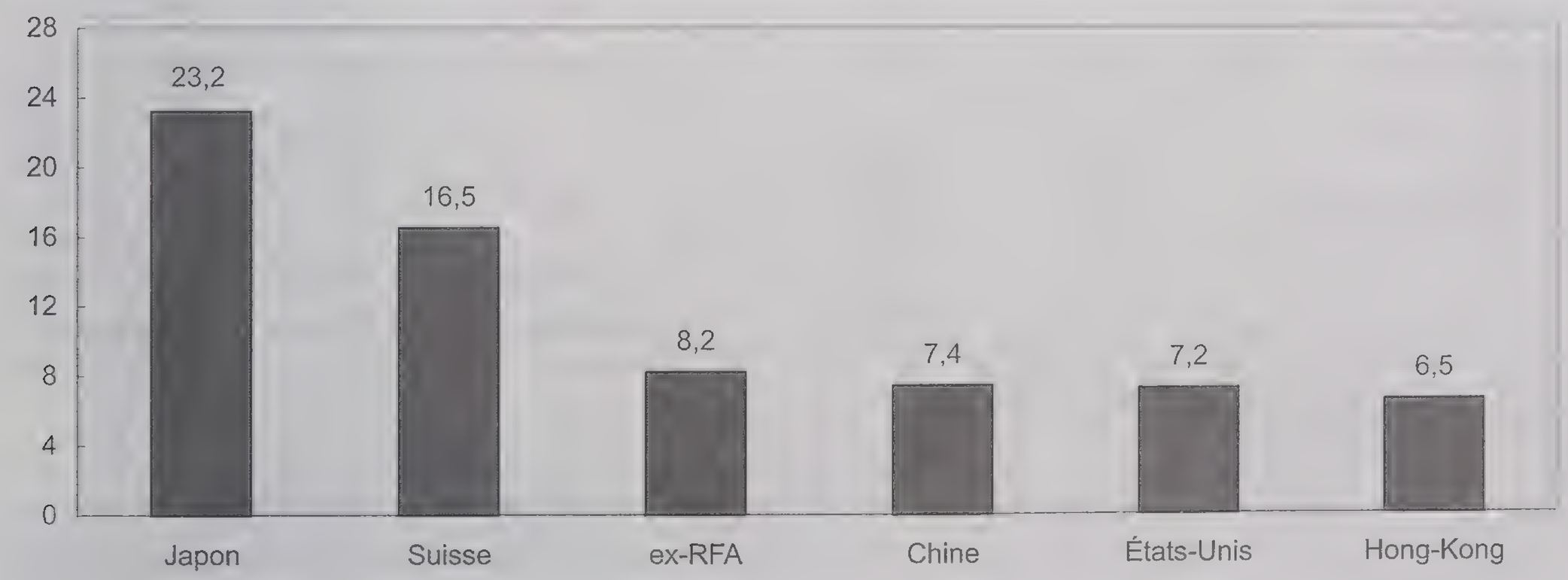


Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.05-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel optique et photographique et d'horlogerie (NES C46) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.05-1

Fabrication de meubles : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de sièges	361A	23 380	17 053,7	23 000	2 604,4	473,9
Fabrication de meubles de bureau et de magasin	361C	10 481	5 898,4	11 963	1 536,2	185,4
Fabrication de meubles de cuisine	361E	7 200	4 703,2	8 047	971,1	154,2
Fabrication de meubles meublants	361G	15 404	8 572,6	16 334	1 847,7	283,0
Fabrication de meubles de jardin et d'extérieur	361H	753	638,7	1 755	247,0	127,0
Fabrication de meubles de complément et divers (n.c.a. : non compris ailleurs)	361J	9 552	6 492,8	6 957	874,9	134,6
Industries connexes de l'ameublement	361K	400	183,5	555	62,1	10,5
Fabrication de matelas	361M	5 683	4 252,4	6 286	834,4	123,6
Fabrication de meubles	**C41**	**72 853**	**47 795,3**	**74 897**	**8 977,8**	**1 492,2**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.05-2

Fabrication de meubles : facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
FABRICATION DE SIÈGES	**361A**	**7 871**	**7 684**	**7 603**
dont : Sièges, avec bâti en métal rembourrés ou non		1 202	1 137	1 139
Sièges, avec bâti en bois rembourrés ou non		2 829	2 929	2 954
Sièges transformables		1 875	1 699	1 679
FABRICATION DE MEUBLES DE BUREAU EN BOIS ET EN MÉTAL ET DE MEUBLES DE MAGASIN EN BOIS	**361C**	**8 700 (2)**	**5 930**	**5 448**
dont : Meubles de bureau métalliques		3 199	3 461	3 271
Meubles de bureau en bois		1 260	1 567	1 377
Meubles en bois autres que de bureau (3)		1 437	903	800
FABRICATION DE MEUBLES DE CUISINE	**361E**	**5 786 (4)**	**4 440**	**4 554**
Meubles en bois pour les cuisines		4 311	4 440	4 554
FABRICATION DE MEUBLES MEUBLANTS	**361G**	**7 680 (5)**	**8 058**	**8 008**
dont : Meubles en bois pour chambres à coucher pour particulier		3 207	3 137	3 168
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour particulier		3 259	3 354	3 371
Meubles en bois pour chambres à coucher pour collectivité		...	263	263
Meubles en bois pour salles à manger et séjour pour collectivité		...	116	100
FABRICATION DE MEUBLES DE JARDIN ET D'EXTÉRIEUR	**361H**	**599**	**629**	**...**
FABRICATION DE MEUBLES DIVERS	**361J**	**1 641 (6)**	**6 140**	**6 177**
dont : Meubles de complément		1 641	1 646	1 559
Meubles en bois de salles de bain		1 475	1 381	1 221
Meubles de magasin en métal		2 511	2 627	2 729
INDUSTRIES CONNEXES DE L'AMEUBLEMENT (7)	**361K**	**128**	**175**	**214**
FABRICATION DE LITERIE	**361M**	**4 018**	**4 242**	**4 112**
dont : Sommiers		1 306	1 437	1 383
Matelas (non compris les matelas non recouverts)		2 501	2 562	2 480

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Y compris les meubles de magasin en métal en 1994.
(3) Y compris magasins, usines et entrepôts.
(4) Y compris les meubles de salles de bain en 1994.
(5) Non compris les meubles de collectivité en 1994.
(6) Uniquement les meubles de complément en 1994.
(7) Cette classe comprend le laquage, le vernissage, la dorure, la peinture sur meubles, le capitonnage, le gainage, le service des tapisssiers décorateurs, la marqueterie, la sculpture et la gravure sur bois, l'encadrement.

TABLEAU K.05-3

Fabrication de bijoux et d'instruments de musique, fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de monnaies et médailles	362A	471	247,0	505	75,0	8,8
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	362C	6 882	5 475,3	7 278	1 059,4	102,9
Fabrication d'instruments de musique	363Z	1 485	598,0	1 512	208,7	12,2
Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	C42	8 838	6 320,3	9 295	1 343,1	123,9
Fabrication d'articles de sport	364Z	5 765	4 922,2	5 931	824,7	236,7
Fabrication de jeux et jouets	365Z	5 114	4 139,3	5 320	663,5	172,0
Bijouterie fantaisie	366A	1 284	516,0	1 379	167,7	30,2
Industrie de la brosserie	366C	3 134	1 738,3	3 328	401,5	37,0
Autres activités manufacturières n.c.a. (non comprises ailleurs) (2)	366E	12 245	8 374,2	12 355	1 563,5	338,3
Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses	C43	27 542	19 690,0	28 313	3 620,9	814,2
Total		36 380	26 010,3	37 608	4 964,0	938,1

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Cette classe comprend notamment la fabrication de stylos, de rubans pour machines à écrire, de landaus et poussettes, de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de boutons, de briquets et allumettes. Elle comprend également la fabrication de manèges, de revêtements de sols, de bougies, de fleurs et feuillages artificiels, d'articles pour fêtes, de mannequins pour vitrines, de taxidermie....

TABLEAU K.05-4

Bijouterie, instruments de musique, articles de sport, jeux et industries diverses : facturations et production des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Syndicats professionnels

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Facturations						
Monnaies et médailles	362A	10^6 francs	223	244	247	...
Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie	362C	»	...	...	5 615	...
Instruments de musique	363Z	»	523	544	612	629
Articles de sport	364Z	»	4 289	3 650	3 791	...
Jeux, jouets, articles de fêtes	365Z (2)	»	3 456	3 691	4 038	...
Bijouterie fantaisie	366A	»	...	...	282	...
Articles de brosserie	366C	»	1 425	1 415	1 338	1 396
Landaus et poussettes	366E	»	480	369	432	...
Production						
Landaus et poussettes	366E	10^3 pièces	911	...	...	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Et partie de la NAF 366E.

TABLEAU K.05-5

Fabrication d'appareils domestiques, d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats détaillés		Résultats sectoriels détaillés		
		Effectifs employés	Ventes [illegible]	Effectifs employés	Rémunérations [illegible]	Investissements [illegible]
EAE - Année 1995						
Fabrication d'appareils électroménagers	297A	26 600	20 585,6	27 854	3 274,9	1 124,2
Fabrication d'appareils ménagers non électriques	297C	3 461	2 406,9	3 286	454,5	174,5
Fabrication d'appareils domestiques	C44	30 061	22 972,4	30 940	3 729,4	1 278,7
Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	323Z	13 382	15 139,2	13 575	1 707,1	556,8
Fabrication d'appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	C45	13 382	15 139,2	13 575	1 707,1	556,8
Total		43 443	38 111,6	44 515	5 436,5	1 835,5

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.05-6

Livraisons de matériel électroménager

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de pièces

Matériel	Numéros de la NAF (1)	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Matériel destiné au grand public								
Radio-récepteurs	NAP 2921	1 845	c	c	c	c	c	c
Téléviseurs	»	2 758	2 549	2 799	2 623	2 796	3 332	3 537
Électrophones	NAP 2922	c	c	c	c	c	c	c
Matériel électroménager (2)								
Machines à laver le linge	297A	1 637	1 656	1 713	1 946	2 244	2 200	1 966
Fer à repasser le linge	»	5 560	7 616	6 111	6 421	6 665	7 363	7 934
Cuisinières électriques et mixtes	»	320	c	294	379	111	439	386
Réchauds, fours et rôtissoires	»	4 390	3 265	3 568	3 360	3 629	3 864	4 194
Chauffe-eau à accumulation (3)	»	770	765	756	761	741	761	747
Radiateurs	»	3 350	4 422	3 040	2 897	2 593	2 741	2 923
Aspirateurs	»	2 538	3 466	2 448	2 456	2 206	2 379	2 919
Moulins à café, batteurs, robots, etc.	»	12 312	16 392	14 736	11 413	11 426	14 244	10 809

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Seul « le matériel destiné au grand public » est encore enquêté en NAP par le PEE.
(2) La production des machines à laver la vaisselle est couverte par le secret statistique, les fabricants français étant peu nombreux.
(3) Non compris les chauffe-eau à gaz.

TABLEAU K.05-7

Fabrication de matériel d'optique et de photographie et horlogerie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de lunettes	334A	10 680	6 006,6	11 126	1 511,2	233,7
Fabrication d'instruments d'optique et de matériel photographique	334B	2 480	1 980,4	2 419	371,1	42,9
Horlogerie	335Z	5 396	3 094,4	5 620	716,6	180,7
Fabrication de matériel d'optique et de photographie, et horlogerie	**C46**	**18 556**	**11 081,4**	**19 165**	**2 598,9**	**457,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.05-8

Lunettes, instruments d'optique et horlogerie : production et facturations de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Groupement des industries françaises de l'optique
Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1992	1993	1994	1995	1996
Production							
LUNETTES	**334A**						
Verres de lunettes non correcteurs		10^3 pièces	21 804	7 536	13 044	15 588	11 037
Verres correcteurs		»	36 624	40 152	43 716	29 544	29 496
Lentilles de contact		»	1 488	1 644	2 532	3 276	3 755
Montures de lunettes		»	13 008	11 964	12 660	12 192	11 883
Lunettes solaires		»	10 392	8 040	8 304	9 024	8 938
Lunettes protectrices		»	5 544	5 124	5 184	6 576	5 675
Facturations							
INSTRUMENTS D'OPTIQUE	**p (334B)**	**10^6 francs**	**...**	**...**	**696**	**996**	**1 013**
HORLOGERIE	**335Z**	**10^6 francs**	**...**	**...**	**2 844**	**3 084**	**3 036**
dont : Montres à quartz en métaux communs		»	924	936	996	1 080	1 124
Boîtes de montre en métaux communs ou matières diverses		»	252	240	240	204	189
Bracelets de montres en métaux communs		»	...	...	204	204	199
Compteurs de temps		»	288	276	264	336	324

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.06

Industrie automobile

(NES : D01, D02)
(NAF : 34)

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01), en 1994.

1. Industrie automobile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie automobile : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

En 1996, 50,8 millions de véhicules ont été construits dans le monde, soit une progression de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Le marché automobile européen a progressé de 6,6 % et a atteint 12,8 millions de véhicules neufs immatriculés, pour les voitures particulières. Par contre, le marché du poids lourd s'est contracté après la période d'expansion de 1995.

L'industrie automobile française emploie directement plus de 300 000 personnes, mais les emplois induits sont estimés à 2,6 millions, soit un dixième de la population active.

Après une progression de 12 % en 1994 et une baisse de 4 % en 1995, la production française enregistre une hausse de 3,3 % en 1996. Avec 2,1 millions de voitures particulières vendues, meilleur score depuis 1990, le marché français a crû de plus de 10 %, dopé par les mesures publiques d'aide au remplacement de véhicules anciens. Cependant, les constructeurs nationaux ont vu leur part de marché intérieur s'effriter légèrement de 60 % à 56 %, au profit des marques étrangères. En revanche, le taux d'exportation est passé de 60 % à 64 % en nombre de véhicules et l'excédent commercial est de 31 milliards de francs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Industrie automobile (NES D01 et D02, NAF 34)

Cette industrie comprend :

- **La construction automobile :**

— les voitures particulières, comprenant les voitures de tourisme, les voitures de type break;

— les véhicules utilitaires, comprenant les véhicules dérivés (fourgonnettes et camionnettes), les véhicules industriels de plus de cinq tonnes de poids total et les véhicules utilitaires divers (cars, autobus et tracteurs routiers);

— les caravanes et remorques de tourisme;

— les pièces et équipements spécifiques pour automobiles (équipements mécaniques, équipements moteur, du châssis, équipements de carrosserie);

— la carrosserie.

- **Les petites collections :** ensemble de pièces dont la valeur représente moins de 50 % de la valeur du véhicule de base (prix du catalogue hors taxes en France).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC);

— Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles;

— Fédération des industries d'équipements de véhicules.

Publications :

« Les équipementiers automobiles », *SESSI-Études,* n° 116, janvier 1993, ministère de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI).

Statistiques automobiles 1995 : *L'argus,* numéro spécial, septembre 1996.

« Les immatriculations de véhicules neufs en 1994 : plus qu'en 1993, mais moins qu'en 1992 », *Notes de synthèse, OEST,* n° 88, février 1995.

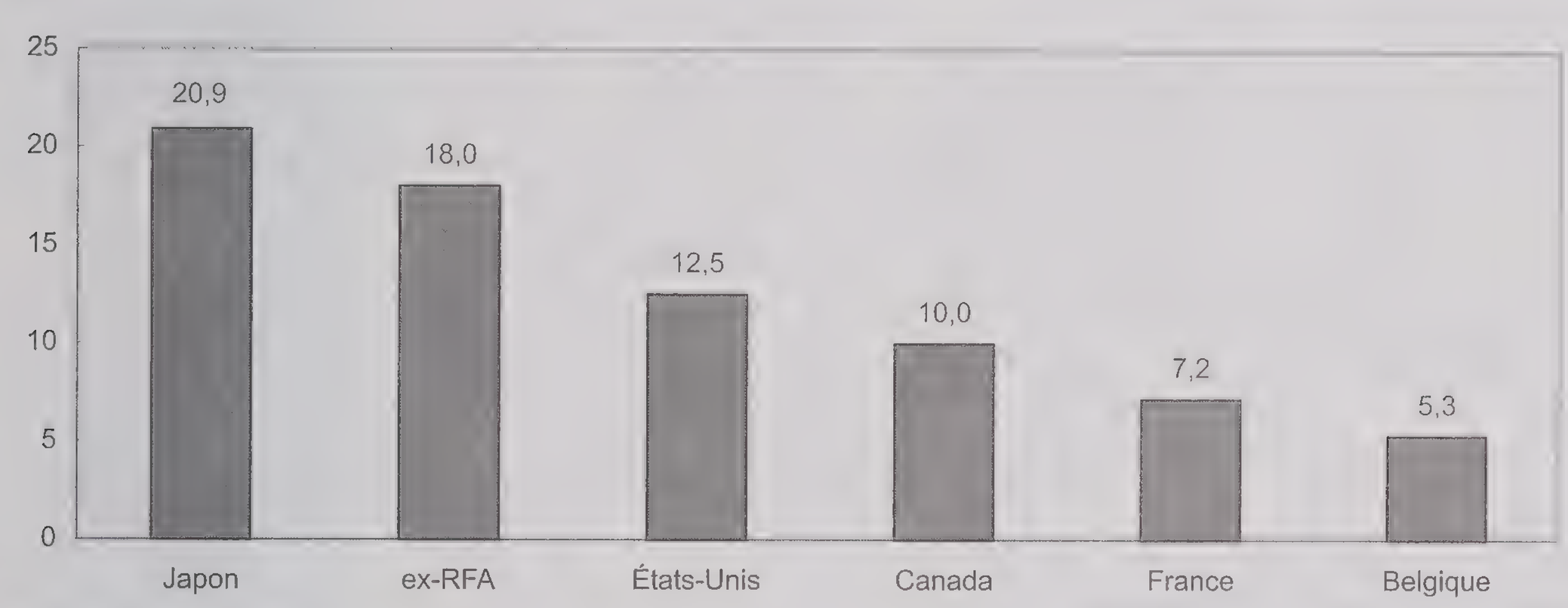
« Automobile - Carrosserie - Production industrielle», Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Statistiques automobiles, Comité des constructeurs français d'automobiles, OICA (organisation internationale des constructeurs d'automobiles).

GRAPHIQUE K.06-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie automobile (NES D01) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.06-1

Industrie automobile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Construction de véhicules automobiles	341Z	120 470	281 672,3	149 196	22 114,4	14 510,4
Construction de carrosseries automobiles	342A	17 948	13 863,1	18 896	2 401,9	313,4
Fabrication de caravanes et véhicules de loisirs	342B	1 498	1 195,4	1 691	200,6	15,5
Industrie automobile	**D01**	**139 916**	**296 730,8**	**169 783**	**24 716,9**	**14 839,3**
Fabrication d'équipements automobiles	343Z	118 816	113 163,2	101 272	13 906,2	5 333,7
Fabrication d'équipements automobiles	**D02**	**118 816**	**113 163,2**	**101 272**	**13 906,2**	**5 333,7**
Industrie automobile	**D0**	**258 732**	**409 894,0**	**271 055**	**38 623,1**	**20 173,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.06-2

Industrie automobile : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1994	1995	1996
Production					
Voitures particulières et commerciales	341Z	10^3 pièces	3 176	3 052	3 148
Véhicules incomplets [voitures particulières] (2)	»	»	241	160	142
Camionnettes (3)	»	Pièce	350 232	381 360	407 403
Véhicules industriels (4)	»	»	19 776	22 800	18 676
Cars	»	»	2 628	3 156	3 117
Tracteurs routiers	»	»	10 896	25 080	22 163
Véhicules incomplets [camionnettes] (2)	»	»	84 336	89 376	80 344
Plateaux et fourgons	342A	»	10 248	15 408	15 264
Livraisons					
Cars, autobus (carrosseries pour)	342A	»	318	481	580
Cabines pour véhicules	»	»	...	...	41 585
Caravanes de tourisme	342B	»	25 271	17 532	22 102
Petites remorques	»	»	88 034	101 844	128 695
Facturations					
Équipements automobiles	**343Z**				
Organes de transmission		10^6 francs	17 052	16 116	16 247
Organes d'alimentation et d'échappement		»	...	10 236	9 910
Blocs-cylindres, culasses		»	...	2 496	2 372
Organes de direction, de suspension et de freinage		»	...	16 246	15 074
Organes de climatisation		»	...	5 196	6 925

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Il s'agit de collections de pièces représentant des véhicules incomplets destinés à être montés à l'étranger.
(3) Camionnettes de moins de 5 tonnes de poids total roulant.
(4) Camions de plus de 5 tonnes de poids total roulant, y compris les véhicules spéciaux.

Chapitre K.07

Constructions navale aéronautique et ferroviaire

(NES : E11 à E14)

(NAF : 35.1 à 35.5)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Construction navale : grandeurs caractéristiques.
2. Production totale des chantiers de construction navale.
3. Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche.
4. Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques.
5. Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche.
6. Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques.
7. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI), du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

En France, la survie des rares chantiers subsistants est liée à la sophistication des navires réalisés : méthaniers, navires rapides à effet de surface, etc. En 1995, les livraisons mondiales de navires continuent leur progression, au Japon et en Corée mais aussi en Europe. Ce mouvement est dégradé par un niveau de démolition moitié moindre que celui prévu par l'AWES pour les années en cours. Au plan européen, des restructurations apparaissent nécessaires pour rendre les chantiers plus compétitifs.

En France, depuis 1992, les lancements de navires ont été en nette reprise avec 214 000 tbc en 1995 (dépassant de 4 000 tbc le niveau de 1990). Le carnet de commande, en revanche, est très fluctuant et préoccupant pour l'avenir (563 000 tbc en 1995 contre 701 000 en 1994). En 1996, les exportations représentent 73 % au lieu de 88 % en 1995.

Dans la construction de plaisance, de multiples restructurations sont en cours. Mais les exportations, qui frôlent maintenant 52 % de la production, permettent à la France de conserver ses positions de leader des fournisseurs de voiliers et d'embarcations pneumatiques. Le chiffre d'affaires de la construction de plaisance progresse légèrement (plus de 2,9 milliards de F) en 1995.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Les records récents – plus de 515 km/h – ponctuent les générations de TGV. Ces résultats permettront des vitesses commerciales de 350 km/h. Une importante fréquentation sur Paris-Lyon a entraîné la mise en service de TGV Duplex, doublant ainsi l'offre de transport.

Cette industrie reste caractérisée par l'importance des marchés publics : en 1995, la SNCF, dont les livraisons sont encore en régression de 12 %, représente près de 52 % du chiffre d'affaires sur le marché intérieur. Ses commandes continuent de se raréfier.

Les exportations, après une nette reprise (+ 24 % en 1994), connaissent une lourde rechute (- 43 %) accroissant la régression du chiffre d'affaires global. Cependant, la balance commerciale s'améliore, avec un taux de couverture de 182, du fait de la fin des importations massives de matériel destiné au trafic « transmanche ». Les matériels urbains sont une cible pour l'exportation. Les rames, électriques ou diesel (à deux ou trois éléments), et dédiés aux transports express régionaux (TER) ainsi que les commandes de la RATP pour les rames de métros lourds offrent des débouchés sur le marché intérieur.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

La France, en avance depuis les origines de l'aviation dans les domaines militaire (moteurs, tir à travers l'hélice,...) et civil (avions Couzinet, Caravelle,...), a su acquérir le savoir-faire commercial qui lui faisait défaut vis-à-vis de ses concurrents américains. Ses expériences d'exportateur, difficilement réussies avec Caravelle, l'ont amenée à un partenariat bipartite (Concorde, ATR,...), puis multipartite (Airbus et Ariane). Le programme « Rafale » est préservé grâce à la polyvalence de l'appareil.

La crise des transports aériens s'étant estompée, les commandes affluent : la demande d'Airbus a plus que triplé et celle de Boeing plus que doublé, seules les commandes de Mac Donell Douglas (le transport civil n'est plus son activité principale) sont en forte régression. Airbus progresse toujours sur le marché des gros porteurs et espère en contrôler la moitié.

En France, la place de l'État reste prépondérante au travers de la SEP, de l'Aérospatiale et de la Snecma. La privatisation de celles-ci, condition sine qua non fixée par nos partenaires, reste à réaliser.

Le solde positif du commerce extérieur s'améliore lentement sous l'effet de l'appréciation du dollar et de la stabilité des importations. Les exportations, avec 50 % du chiffre d'affaires de la branche, représentent un des plus forts taux de l'industrie. La production s'effectue dans le cadre d'accords de coopération européens générateurs de flux d'importations significatifs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Construction navale (NES E11, NAF 35.1)

Ce secteur comprend :

— la construction de bâtiments de guerre de tous types, leur réparation et l'implantation des systèmes d'armes;

— la construction de navires civils (de marine marchande, de pêche, de servitude : remorqueurs, dragues, docks, etc.), de plates-formes de forage en mer, de structures flottantes (docks, caissons, etc.);

— la réparation des navires civils, leur transformation et leur démolition;

— la construction de bateaux de plaisance et de sport de tous types (à voile ou à moteur), leur réparation et leur aménagement.

Il ne comprend pas :

— les équipements dits « spécifiques » : les accastillages, les voiles, les moteurs, les hélices, classés selon leur nature;

— les planches à voile considérées comme « articles de sport ».

Les informations publiées dans ce chapitre ne peuvent faire état des données des DCAN (Directions des Constructions et Armes navales) sous statut de la Marine Nationale, ceci quel que soit le type de navire.

Autres définitions :

— AWES : Association des constructeurs de navires ouest-européens.

— jauge brute compensée (jbc). C'est l'unité la plus pertinente d'évaluation de la capacité d'un navire compte tenu de la complexité plus ou moins grande de sa construction. Elle se mesure en tjbc (tonneaux de jauge brute compensée) ou, en abrégé, tbc. Certains coefficients de compensation ont été revus en 1994.

Construction de matériel ferroviaire roulant (NES E12, NAF 35.2)

Elle regroupe :

● L'industrie ferroviaire qui comprend la fabrication et la réparation :

— de matériel roulant :

— de traction : locotracteurs, locomotives thermiques, locomotives électriques (dont motrices TGV);

— automoteur : autorails thermiques, automotrices électriques (y compris pour métros et tramways);

— remorqué : voitures de voyageurs et fourgons remorques (TGV, autorails, métros, tramways), wagons pour marchandises de tous types;

— de pièces et d'équipements spécifiques tels que pantographes et bogies; en sont donc exclus les moteurs (électriques ou thermiques) et les transformateurs qui appartiennent à d'autres secteurs, de même que le matériel fixe de chemin de fer.

● Les wagons de particulier : matériel autorisé à circuler sur le réseau mais propriété d'une entreprise privée qui en assure la location (ou sa propre exploitation) et la maintenance.

Construction aéronautique et spatiale (NES E13, NAF 35.3)

Elle comprend :

— la construction et la réparation de tous les types de moteurs pour la propulsion des aéronefs et des missiles, de leurs parties, des rotors et des hélices;
— la construction et la maintenance de cellules d'aéronefs (avions, hélicoptères, ballons, ailes delta, etc.) et de leurs parties (fuselages, ailes, gouvernes, trains d'atterrissage, etc.);

— la construction de lanceurs et engins spatiaux (satellites, sondes, navettes, stations orbitales), y compris leurs propulseurs, à l'exclusion des missiles, du lancement et de l'exploitation des satellites qui font partie d'autres secteurs.

Les deux « Ateliers industriels de l'aéronautique (AIA) » appartenant à l'armée sont exclus de ces statistiques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Service intersyndical d'enquêtes professionnelles et de statistiques de l'automobile, du cycle et du motocycle (SIEPAC);
— Chambre syndicale des constructeurs de navires;
— Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel roulant de chemin de fer;
— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Direction générale des stratégies industrielles, SIBBI, sous-direction des chantiers navals;
— Ministère de la Défense, délégation générale pour l'armement (Service de la production aéronautique);
— Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS).

Publications :

La situation de l'industrie, Chiffres-Clés, Référence, SESSI, 1996.

Rapport annuel d'activité de la Chambre syndicale des constructeurs des navires (CSCN).

Dossier de presse annuel de la Fédération des industries nautiques (FIN).

Rapport d'activité annuel de la Fédération des industries ferroviaires.

Enquêtes de production (matériel ferroviaire roulant) du Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire.

Rapport d'activité annuel du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales).

Air et Cosmos (hebdomadaire spécialisé).

L'industrie aérospatiale européenne : publication de la Commission des Communautés européennes.

TABLEAU K.07-1

Construction navale : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Construction de bâtiments de guerre (à l'exclusion des directions techniques de la Délégation générale pour l'Armement)	351A	1 363	700,4	1 350	171,5	4,8
Construction de navires civils	351B	6 278	6 842,8	6 753	959,8	159,3
Réparation navale	351C	2 913	1 334,2	2 792	328,1	36,8
Construction de bateaux de plaisance	351E	3 840	2 563,2	4 070	466,1	87,4
Construction navale	**E11**	**14 394**	**11 440,6**	**14 965**	**1 925,5**	**288,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.07-2

Production totale des chantiers de construction navale (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Secretariat d'État à l'industrie)
Service des Industries de Base et des Biens d'Équipement (SERIBE)

Unité : Millier de tonneaux bruts

Intitulé	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Mises sur cales						
Pour armement français	17	30	10	5	63	16
Pour armement étranger	4	87	246	159	162	126
Total	**21**	**117**	**256**	**164**	**226**	**142**
Lancements						
Pour armement français	25	1	30	10	49	4
Pour armement étranger	79	79	174	159	159	162
Total	**104**	**80**	**204**	**169**	**208**	**166**
Livraisons						
Pour armement français	4	15	1	31	9	53
Pour armement étranger	49	114	39	88	245	158
Total (2)	**53**	**129**	**40**	**119**	**254**	**211**
dont : Transbordeurs et paquebots	44	128	39	1	72	120
Autres cargos	—	—	—	30	—	—
Transporteurs de gaz et de produits chimiques	—	—	—	86	173	86
Bateaux de pêche	6	—	—	—	—	1
Autres (caboteurs, dragues, etc.)	3	1	1	2	10	3

(1) Non compris les navires de guerre. Navires civils de 100 tonneaux bruts et plus.
(2) Les fortes variations sont dues à la construction de grands navires comme les paquebots ou les méthaniers qui sont réalisés sur plusieurs années.

TABLEAU K.07-3

Construction de bateaux de plaisance : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des industries nautiques

Produit	Numéro de la NAF (1)	Unité	1994	1995	1996
Bateaux à voile	351E	Pièce	5 057	5 017	4 689
Bateaux à moteur	»	»	6 350	4 451	3 736
Bateaux pneumatiques	»	»	35 401	39 130	32 506 *p*
Autres bateaux de plaisance (2)	»	»	3 476	5 112	9 894 *p*

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) À l'exception des planches à voile comptées avec les articles de sport (NAF 364Z).

TABLEAU K.07-4

Construction de matériel ferroviaire roulant et fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Construction de matériel ferroviaire roulant	352Z	12 006	8 526,1	11 809	1 664,6	277,5
Construction de matériel ferroviaire roulant	**E12**	**12 006**	**8 526,1**	**11 809**	**1 664,6**	**277,5**
Fabrication de motocycles	354A	3 555	3 166,7	3 698	436,4	125,1
Fabrication de bicyclettes	354C	3 354	3 067,0	3 070	374,7	60,7
Fabrication de véhicules pour invalides	354E	385	258,0	356	41,2	7,2
Fabrication de véhicules divers dirigés à la main ou à traction animale	355Z	1 492	1 031,6	1 577	210,6	27,7
Fabrication de cycles, motocycles et d'autres matériels de transport	**E14**	**8 786**	**7 523,3**	**8 701**	**1 062,9**	**220,7**
Total		**20 792**	**16 049,4**	**20 510**	**2 727,5**	**498,2**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.07-5

Matériel ferroviaire roulant : livraisons de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unité	1992	1993	1994	1995	1996
Matériel moteur							
Locomotives (tous types)	352Z	Pièce	172	187	156 *r*	86	48
Automotrices, autorails, métros, tramways	»	»	218	145	154	67	124
Matériel remorqué							
Voitures et remorques pour voyageurs	352Z	Pièce	326	515	510	347	236
Wagons pour marchandises	»	»	1 068	691	501	754	790

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.07-6

Construction aéronautique et spatiale : grandeurs caractéristiques

Non compris les ateliers industriels de l'aéronautique

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Construction de moteurs pour aéronefs	353A	20 908	15 972,0	22 882	4 426,3	389,1
Construction de cellules d'aéronefs	353B	42 222	39 927,9	43 662	8 808,9	1 521,4
Construction de lanceurs et engins spatiaux	353C	9 842	15 322,7	12 352	2 952,4	348,8
Construction aéronautique et spatiale	E13	**72 972**	**71 222,6**	**78 896**	**16 187,6**	**2 259,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.07-7

Livraisons et effectifs de la construction aéronautique

Source : Groupement des Industries Françaises, Aéronautiques et Spatiales (GIFAS) — *Unité :* livraisons : million de francs

Branche de fabrication	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Aéronefs et missiles						
Livraisons	62 891	66 209	59 871	58 318	54 323	60 118
Effectifs	57 000	54 400	51 700	50 500	48 600	47 900
Propulseurs						
Livraisons	26 003	24 781	21 679	20 427	19 266	20 108
Effectifs	27 800	25 900	24 600	23 500	22 600	21 500
Équipements						
Livraisons	29 659	29 163	27 935	26 656	27 528	28 814
Effectifs	35 900	31 400	29 300	26 500	26 300	26 600
Total						
Livraisons	**118 553**	**120 153**	**109 485**	**105 401**	**101 117**	**109 040**
Effectifs	**120 700**	**111 700**	**105 600**	**100 500**	**97 500**	**96 000**

Chapitre K.08

Industries des équipements mécaniques

(NES : E21 à E28)
(NAF : 28.1 à 28.3, 29.1 et 29.6)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la chaudronnerie et fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22), en 1994

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'équipements mécaniques (NES E23), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines d'usage général (NES E24), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27), en 1994.

1. Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrications d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques.
2. Fabrication d'éléments en métal pour la construction. Facturations de la branche.
3. Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques.
4. Construction mécanique : activité de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Les activités de fabrication de constructions métalliques, de menuiseries et de fermetures métalliques sont assurées principalement par des entreprises de petite taille : 70 % ont un effectif inférieur à 50 personnes et trois seulement emploient plus de 500 salariés.

Les ossatures de bâtiment représentent la plus grosse part de fabrication de ce secteur. Après une avancée de 8 % en 1995, elles progressent de 18 % en 1996. L'acier est très utilisé dans le domaine industriel (75 % des bâtiments ont des ossatures et des bardages métalliques); il l'est peu dans la construction de logements individuels car le béton est privilégié pour sa résistance au feu. Ce secteur, particulièrement touché ces dernières années, connaît une amélioration grâce à de grands chantiers (Parlement de Strasbourg, Pont de Normandie, aéroports).

Le secteur de la fabrication de fermetures métalliques comprend 78 entreprises et réalise un chiffre d'affaires de de 4,5 milliards de F dont 1,3 milliard de F pour les portes et fenêtres en aluminium. Cependant, ces derniers produits régressent en faveur des fermetures en plastique.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2, 28.3)

On distingue deux types d'entreprises dans la chaudronnerie :

— de grandes entreprises de dimension internationale qui interviennent dans les pétroles, la chimie ou le nucléaire civil, largement présentes à l'exportation;

— de nombreuses petites entreprises qui réalisent en particulier des travaux de maintenance ou d'installation de sites industriels.

En 1996, l'activité du secteur a été relativement stable, après la nette reprise de 1994 et du premier semestre 1995. La concurrence est vive et des efforts sont réalisés sur les marges. Les entreprises liées à la production d'énergie, très exportatrices, développent leurs marchés vers l'Asie.

Les dix premières entreprises du secteur représentent le tiers des ventes et près de la moitié des exportations.

Distincte de la chaudronnerie, la fabrication de chaudières est assurée en France par un très petit nombre de sociétés de taille importante.

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Le rythme d'activité de la production d'équipements mécaniques dépend étroitement du niveau général d'investissement, lui-même déterminé par la conjoncture.

En 1995, puis en 1996, la reprise de 1994 s'est confirmée, tirée par l'exportation. Le chiffre d'affaires, les effectifs et les investissements ont progressé. Tous les secteurs évoluent favorablement sauf la robinetterie, en particulier la robinetterie sanitaire, tributaire d'importations.

L'industrie européenne des équipements mécaniques demeure dominée par l'Allemagne. Le commerce intercommunautaire est très intense, mais les flux d'achats et de ventes françaises hors d'Europe ont augmenté au cours des dernières années.

Ce secteur peu concentré compte au côté de nombreuses PMI, plusieurs intervenants de dimension internationale présents sur l'ensemble des marchés. Ces entreprises sont en particulier fournisseurs des compagnies pétrolières et participent à divers grands projets d'équipement industriel.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Ce secteur très hétéroclite se caractérise par un solde des échanges extérieurs durablement positif.

L' activité ascenseur, traditionnellement peu exportatrice, est très liée au secteur de la construction, qui connaît depuis plusieurs années une conjoncture difficile. Cependant la baisse du marché de l'équipement neuf est compensée par la croissance de l'activité service qui représente désormais la moitié du chiffre d'affaires du secteur. La production ascensoriste française est dominée par les quatre grands groupes mondiaux qui réalisent les trois-quarts des ventes de la branche.

Le secteur français du levage et de la manutention, quatrième au niveau mondial, est composé essentiellement de petites et moyennes entreprises, sauf dans le domaine des grues et des chariots où interviennent des grandes sociétés internationales. Le redressement de l'activité observée depuis 1994 s'est poursuivi en 1995 et 1996. La demande étrangère est soutenue. La concurrence est vive et on assiste à une concentration des entreprises sur un marché dominé par des grands groupes mondiaux de la mécanique. Dans le secteur de la manutention, 60 % des exportations sont réalisées par les dix premières entreprises.

Le taux d'exportation du matériel aéraulique et frigorifique progresse depuis plusieurs années. Les possibilités de développement de la climatisation sont importantes sur le marché intérieur français, où les constructeurs japonais sont toutefois déjà fortement implantés.

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NAF 29.3)

En 1996, l'activité a progressé à nouveau dans le machinisme; 37 571 tracteurs ont été immatriculés en France, soit + 16,5 % par rapport à 1995.

Malgré la diminution du nombre d'exploitations et les difficultés propres à l'élevage de bovins, l'extension des surfaces cultivées et l'amélioration des revenus agricoles ont permis des investissements. Ainsi, le secteur du machinisme agricole a continué à embaucher, comme en 1995.

À l'exportation, les États-Unis et l'Europe de l'Ouest, (l'Allemagne en tête) constituent les principaux marchés du machinisme agricole. Mais, ils sont relativement saturés tandis que les marchés en émergence comme l'Eu-

rope de l'Est, l'Asie ou le tiers-monde ne constituent encore qu'une part limitée des débouchés de cette industrie. Les marchés d'Europe centrale ont toutefois augmenté de 10%.

En Europe, la France conforte sa place de premier marché du machinisme agricole, mais n'est que le quatrième producteur derrière l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni. C'est une industrie très innovatrice et coûteuse. La production de matériels de jardinage (motoculteurs et moto-houes) constitue une voie de diversification par rapport aux matériels qui correspondent aux activités agricoles traditionnelles.

La balance du commerce extérieur pour l'ensemble du machinisme agricole est structurellement déficitaire. Le déficit est particulièrement marqué pour le matériel de récolte (il n'y a pas de production de moissonneuses-batteuses en France) et pour les tondeuses à gazon.

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

En 1996, la production française de machines-outils à métal connaît de nouveau une augmentation de l'ordre de 10 %. De même, l'activité soudage continue sa phase de croissance.

Avec moins de 3% de la production mondiale de machines-outils, la France se situe au huitième rang, dans un secteur fortement dominé par le Japon et l'Allemagne. Mais Taïwan et la Corée concurrencent ces deux pays.

En France, ce secteur industriel a été profondément marqué par les difficultés rencontrées au cours des deux dernières décennies. Dans le domaine de la machine standard, certains grandes entreprises de la machine-outil ont été reprises par des groupes étrangers. Beaucoup de PME indépendantes connaissent une santé financière fragile. Les entreprises ont procédé à des réductions importantes d'effectifs et développé le recours à la sous-traitance.

Dans un environnement très concurrentiel, certaines entreprises restent compétitives par rapport aux constructeurs étrangers, notamment dans le domaine de l'assemblage. Malgré l'augmentation des exportations, la balance commerciale demeure fortement déficitaire. L'Allemagne, l'Italie, la Suisse et le Japon fournissent l'essentiel des importations.

Les entreprises japonaises dominent le marché des machines sur catalogue, abandonné par les sociétés françaises. Les entreprises françaises doivent continuer à se regrouper pour conquérir certains marchés extérieurs sur des produits constituant des niches technologiques.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Le secteur de la fabrication de machines d'usage spécifique, destinées aux industries manufacturières se caractérise par sa grande diversité.

En 1996, une demande acrrue a été ressentie dans le secteur des machines pour l'industrie textile sur les marchés étrangers, après un ralentissement en Italie et en Grande-Bretagne. Les fabricants de machines pour les industries du papier et carton sont davantage présents en Europe de l'Est et en Asie du Sud-Est. Les fabrications de machines pour la métallurgie, l'extraction et la construction ont bénéficié du développement de l'extraction pétrolière. Après une croissance régulière et soutenue depuis 1994, la production de moules et modèles, liée à la plasturgie, s'est tassée en France, sous l'effet de la concurrence européenne. Les fabricants de machines pour le caoutchouc et les plastiques ont connu une concurrence allemande et italienne agressive, malgré la morosité du marché.

Les entreprises françaises intensifient leurs efforts pour accroître leur productivité, mieux innover et développer l'internationalisation de leur production. L'adoption d'une stratégie de « niches » comme celle de Sidel, n° 1 mondial des machines à fabriquer les bouteilles en plastique PET, permet à des entreprises moyennes de se développer.

L'importante pénétration de ce secteur par les capitaux étrangers se traduit par un fort taux d'exportation directe des entreprises et des échanges commerciaux largement excédentaires.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NES E21, NAF 28.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication de constructions métalliques : grands ensembles métalliques destinés soit à la construction d'immeubles ou bâtiments industriels (tels les ossatures, hangars...), soit à la réalisation de projets d'infrastructure (barrages, portes-écluses, tabliers de ponts et passerelles, tours, pylônes...). Les entreprises de ce secteur fournissent essentiellement le BTP;

— la fabrication de menuiseries et fermetures métalliques : portes, fenêtres ainsi que leurs cadres et fermetures, destinés aussi bien à la construction individuelle qu'aux bâtiments industriels ou commerciaux.

Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22, NAF 28.2 et 28.3)

Cette activité comprend :

— les réservoirs et citernes métalliques;

— les bouteilles pour gaz comprimés;

— les radiateurs et chaudières pour chauffage central;

— les générateurs de vapeur;

— les réacteurs nucléaires.

Elle recense également les travaux de réalisation et de montage de matériels chaudronnés pour toutes les industries ainsi que les travaux de tuyauterie sur site industriel : chimie, pétrole, etc.

Fabrication d'équipements mécaniques (NES E23, NAF 29.1)

Cette activité comprend :

— les moteurs à combustion interne (autres que pour l'automobile et l'aéronautique) destinés au matériel ferroviaire, aux bateaux, au machinisme agricole et au matériel de travaux publics;

— les turbines thermiques et hydrauliques, équipements de barrages;

— les pompes et compresseurs;

— les transmissions hydrauliques et pneumatiques;

— la robinetterie industrielle et sanitaire;

— les organes mécaniques de transmission;

— les roulements.

Fabrication de machines d'usage général (NES E24, NAF 29.2)

Cette activité comprend :

— les fours et brûleurs;

— les ascenseurs monte-charges et escaliers mécaniques;

— le matériel de levage et de manutention;

— les équipements aérauliques et frigorifiques industriels:

— les équipements d'emballage et de conditionnement;

— les appareils de pesage;

— les appareils divers d'usage général (appareils de filtration, appareils pour le traitement de surface, extincteurs...).

Fabrication de machines agricoles (NES E25, NES 29.3)

Cette activité produit :

— les matériels automoteurs (tracteurs, moissonneuses-batteuses, machines à vendanger, etc.);

— les matériels tractés (charrues, semoirs, presses, etc.);

— les matériels à poste fixe (séchoirs, silos, serres, etc).;

— la plaisance et le jardinage (motoculteurs, tondeuses à gazon, etc.).

Fabrication de machines-outils (NES E26, NAF 29.4)

Cette activité comprend :

— les machines-outils à métaux;

— les machines-outils à bois;

— les machines-outils à moteur incorporé;

— le matériel de soudage;

— les machines à scier, polir ou meuler les pierres, le verre, la céramique et autres matières analogues.

Fabrication de machines d'usage spécifique (NES E27, NAF 29.5)

Cette activité comprend :

— les machines pour la métallurgie;

— les machines pour l'extraction ou la construction;

— les machines pour l'industrie agro-alimentaire et les grandes cuisines;

— les machines pour les industries textiles;

— les machines pour les industries du papier et du carton;

— les machines d'imprimerie;

— les machines pour le travail du caoutchouc ou des plastiques;

— les moules et modèles;

— les machines spécialisées diverses (de câblerie ou corderie, pour l'assemblage des lampes, etc.).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes;

— Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP);

— Syndicat général de fabricants d'outillage mécanique (SGOM);

— Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS);

— Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA);

— Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie (SNCT);

— Association française des industries de la robinetterie (AFIR);

— Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéronautique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA);

— Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne;

— Syndicat des constructeurs de compresseurs;

— Syndicat des constructeurs de turbines hydrauliques, conduites forcées et vannes;

— Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL);

— Association française des constructeurs de pompes;

— Union nationale des industries de transmissions oléo-hydrauliques et pneumatiques;

— Syndicat des constructeurs de machines pour les industries agro-alimentaires (SYMA);

— Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM);

— Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA);

— Syndicat des constructeurs de matériel de mines et travaux souterrains.

Publications :

— « Travail des Métaux », Chiffres Clés, Production Industrielle, SESSI;

— *Chaudronnerie, Tôlerie, Tuyauterie industrielle* (mensuel);

— *Industries mécaniques,* mensuel;

— « L'industrie française des tracteurs et machines agricoles en 1994 » SYGMA, mars 1995;

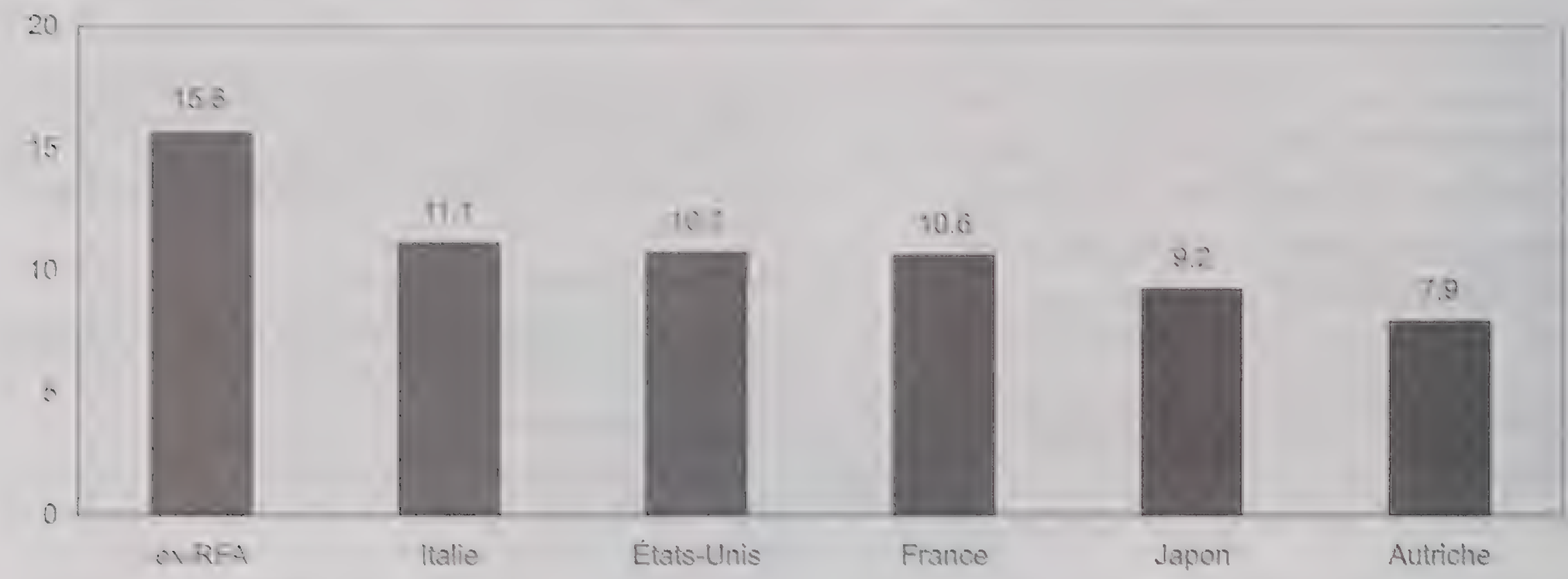
— *Tracteurs, Machines agricoles,* mensuel;

— « L'industrie française des roulements : grippage avant une confrontation mondiale », Le « 4 pages ». SESSI, n° 7, juillet 1992, MICE.

GRAPHIQUE K.08-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la chaudronnerie et fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NES E22) en 1994

En %

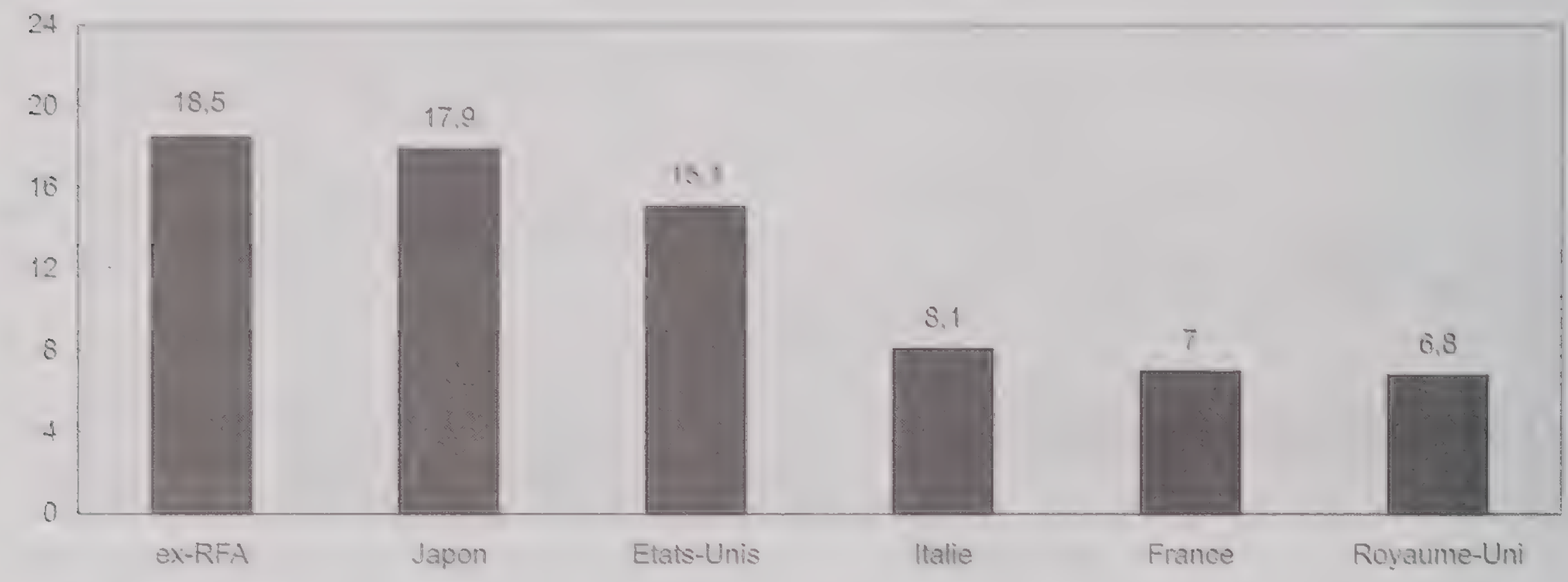


Sources : OCDE SESS

GRAPHIQUE K.08-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'équipements mécaniques (NES E23) en 1994

En %

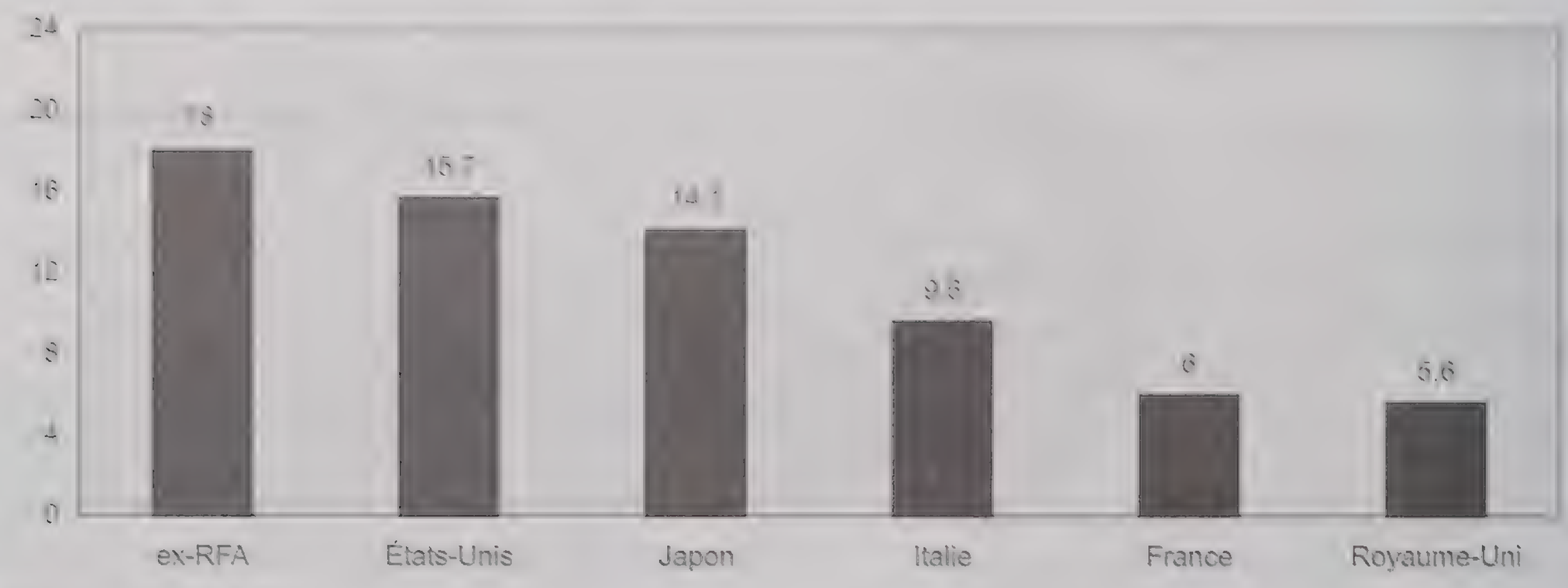


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.08-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines d'usage général (NES E24) en 1994

En %

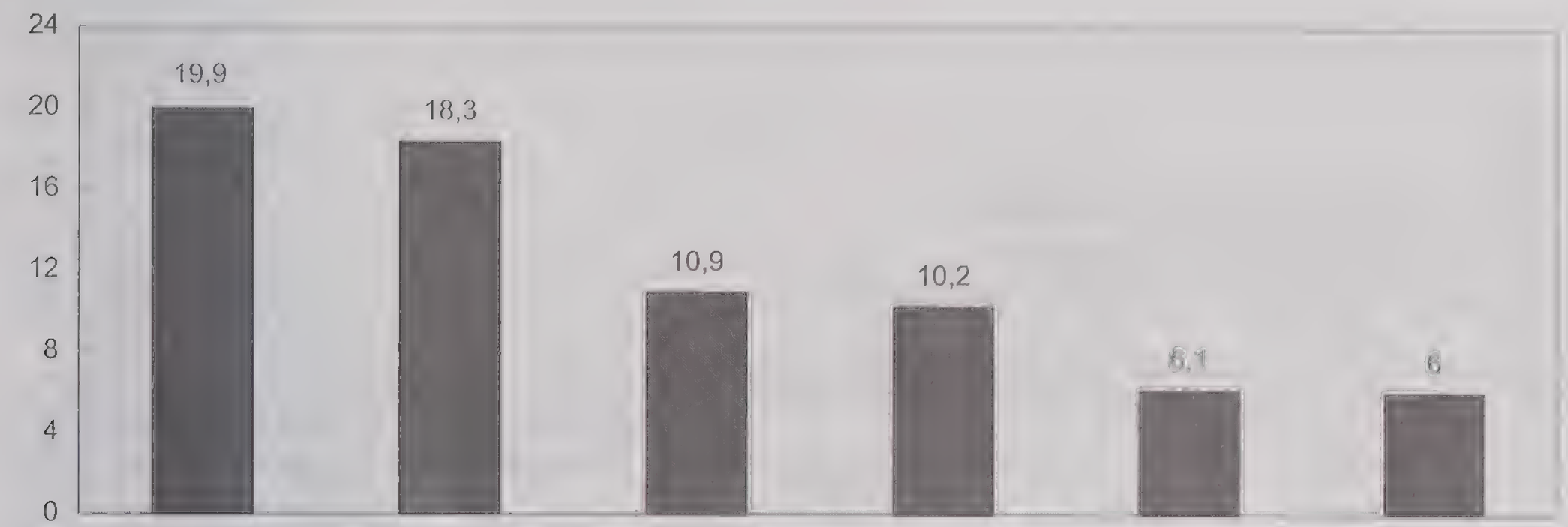


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.08-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines agricoles (NES E25) en 1994

En %

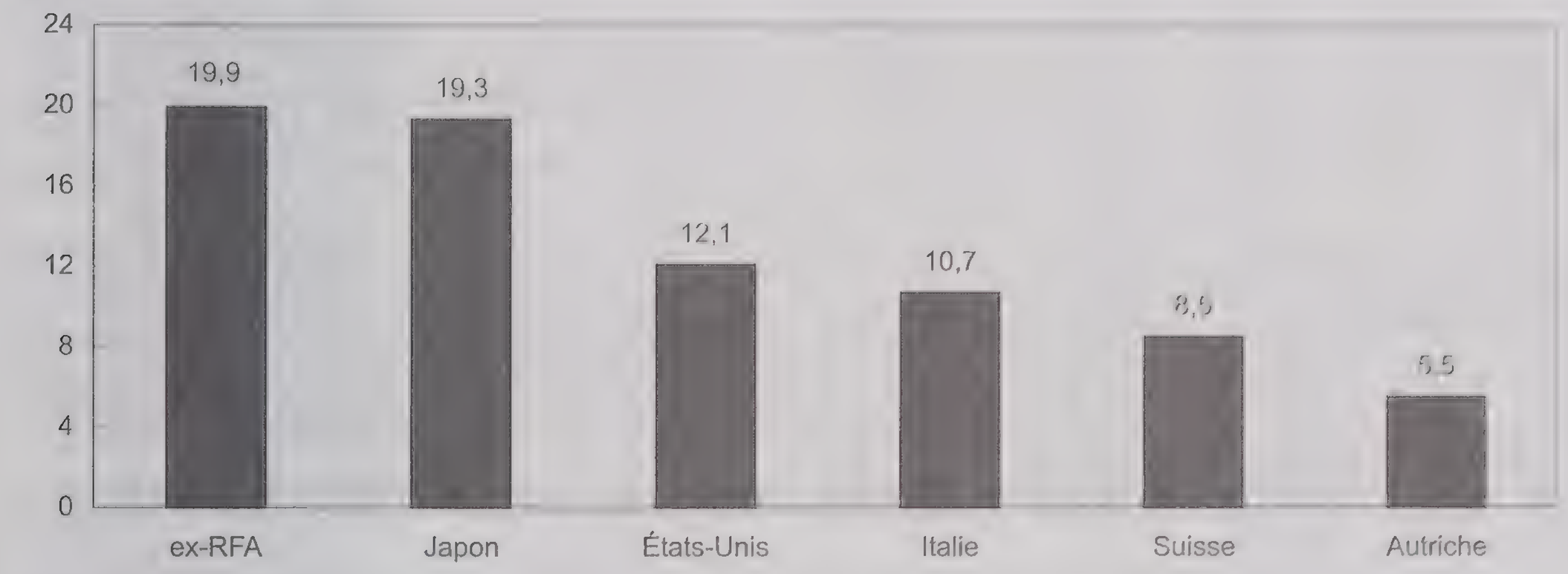


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.08-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines-outils (NES E26) en 1994

En %

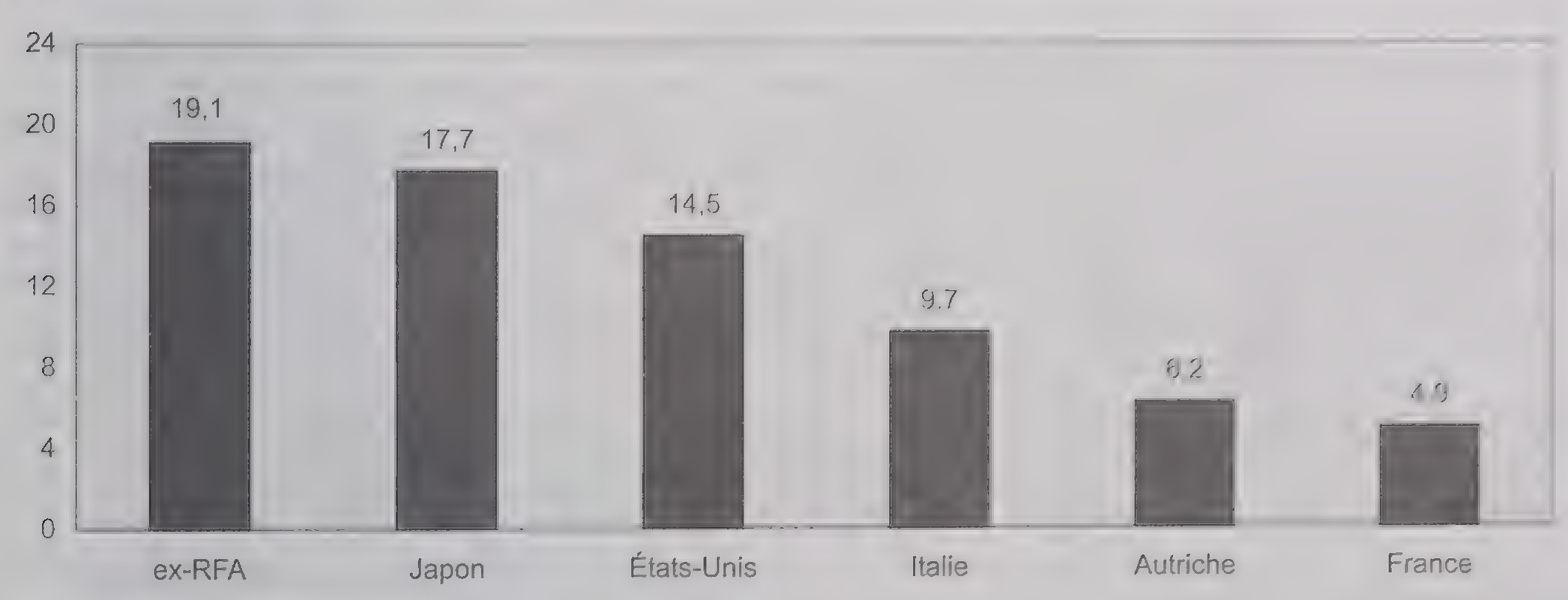


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.08-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'autres machines d'usage spécifique (NES E27) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.08-1

Fabrication d'éléments en métal pour la construction, chaudronnerie, réservoirs métalliques et chaudières, fabrication d'armes et de munitions : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche : Effectifs employés	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectifs employés	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de constructions métalliques	281A	24 305	20 542,5	24 569	3 162,4	315,2
Fabrication de menuiseries et fermetures métalliques	281C	5 459	4 137,5	5 963	771,3	108,2
Fabrication d'éléments en métal pour la constuction	**E21**	**29 764**	**24 680,0**	**30 532**	**3 933,7**	**423,4**
Fabrication de réservoirs et citernes métalliques	282A	3 186	2 083,6	3 001	406,4	45,6
Fabrication de bouteilles pour gaz comprimés	282B	1 561	1 172,0	1 788	265,2	39,8
Fabrication de radiateurs et chaudières pour le chauffage central	282D	8 273	6 686,3	9 084	1 272,2	232,9
Fabrication de générateurs de vapeur	283A	3 242	2 531,9	2 547	488,7	25,7
Chaudronnerie nucléaire	283B	7 692	7 634,4	7 993	1 644,9	109,8
Chaudronnerie-tuyauterie	283C	43 956	22 928,6	45 325	5 929,3	546,3
Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et chaudières	**E22**	**67 910**	**43 036,8**	**69 738**	**10 006,7**	**1 000,1**
Fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense	296B	625	374,9	706	94,1	17,7
Fabrication d'armes et de munitions (2)	**E28**	**625**	**374,9**	**706**	**94,1**	**17,7**
Total		**98 299**	**68 091,7**	**100 976**	**14 034,5**	**1 441,2**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Non compris l'activité : fabrication d'armement (véhicules blindés, matériel d'artillerie et missiles, munitions de guerre ...). Seule est comptabilisée la NAF 700 «296B» qui comprend notamment la fabrication d'armes de chasse, de tir sportif et de défense ainsi que leurs munitions. Comprend également la fabrication de revolvers et de pistolets de calibre inférieur à 9 mm; ne comprend pas la fabrication d'armes blanches.

TABLEAU K.08-2

Fabrication d'éléments en métal pour la construction

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
Fabrication de constructions métalliques	**281A**	**7 248**	**8 736**	10 812
dont : Ossatures métalliques de bâtiments industriels lourds	»	1 512	1 380	2 206
Ossatures métalliques de bâtiments industriels légers	»	2 088	2 304	2 880
Fabrication de fermetures, portes, fenêtres et huisseries métalliques	**281C**	**3 660**	**3 960**	3 624
dont : Portes et fenêtres	»	444	420	436
Radiateurs et chaudières pour le chauffage central	**282D**	**5 172**	**5 400**	5 448
dont : Radiateurs non électriques	»	1 188	1 116	900
Chaudières de chauffage central	»	1 776	1 776	1 860
Chaudières murales au gaz	»	2 208	2 508	2 688

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.08-3

Fabrication d'équipements mécaniques, de machines d'usage général, de machines agricoles et de machines-outils, et d'autres machines d'usage spécifique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de moteurs et de turbines	291A	8 867	13 500,3	6 968	1 212,9	189,4
Fabrication de pompes et compresseurs	291C	14 518	13 057,1	15 079	2 401,5	482,9
Fabrication de transmissions hydrauliques et pneumatiques	291D	4 899	3 312,6	5 530	860,7	108,0
Fabrication d'articles de robinetterie	291F	16 205	12 695,1	15 186	2 225,9	298,8
Fabrication de roulements	291H	9 794	6 896,4	10 100	1 541,0	572,6
Fabrication d'organes mécaniques de transmission	291J	8 275	5 057,1	8 520	1 230,8	220,0
Fabrication d'équipements mécaniques	**E23**	**62 558**	**54 518,6**	**61 383**	**9 472,8**	**1 871,7**
Fabrication de fours et brûleurs	292A	2 859	3 072,3	2 835	515,6	66,5
Fabrication d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	292C	15 722	10 104,7	15 800	2 470,0	124,7
Fabrication d'équipements de levage et de manutention	292D	18 830	15 574,4	19 295	2 974,6	327,9
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	292F	18 846	16 634,9	19 228	2 909,0	349,2
Fabrication d'équipements d'emballage et de conditionnement	292H	2 945	2 183,4	2 741	464,8	34,2
Fabrication d'appareils de pesage	292J	1 644	1 411,7	1 563	234,8	20,1
Fabrication de machines diverses d'usage général	292K	12 045	9 738,4	11 961	1 890,3	218,7
Fabrication de machines d'usage général	**E24**	**72 891**	**58 719,8**	**73 423**	**11 459,1**	**1 141,3**
Fabrication de tracteurs agricoles	293A	3 037	5 627,7	3 300	423,0	162,7
Réparation de matériel agricole	293C	224	134,3	205	25,4	4,6
Fabrication de matériel agricole	293D	12 095	9 805,5	12 920	1 706,7	297,4
Fabrication de machines agricoles	**E25**	**15 356**	**15 567,5**	**16 425**	**2 155,1**	**464,7**
Fabrication de machines-outils à métaux	294A	7 733	6 054,3	8 089	1 355,5	148,6
Fabrication de machines-outils à bois	294B	1 021	658,1	979	141,2	19,9
Fabrication de machines-outils portatives à moteur incorporé	294C	1 311	827,9	1 251	170,1	24,1
Fabrication de matériel de soudage	294D	3 120	2 670,1	3 733	628,4	45,6
Fabrication d'autres machines-outils	294E	618	377,3	462	82,0	4,5
Fabrication de machines-outils	**E26**	**13 803**	**10 587,7**	**14 514**	**2 377,2**	**242,7**
Fabrication de machines pour la métallurgie	295A	2 007	3 658,0	2 050	369,1	35,2
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	295C	11 104	12 536,5	11 325	1 852,8	439,4
Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	295E	10 627	7 573,9	11 225	1 748,3	140,1
Fabrication de machines pour les industries textiles	295G	5 239	5 075,2	5 668	883,5	275,7
Fabrication de machines pour les industries du papier et du carton	295J	2 700	2 497,8	2 908	477,3	59,1
Fabrication de machines d'imprimerie	295L	2 366	2 879,5	2 471	426,6	50,9
Fabrication de machines pour travail du caoutchouc et des plastiques	295M	3 164	4 698,7	2 703	415,5	101,5
Fabrication de moules et modèles	295N	11 276	7 208,1	10 439	1 688,4	229,9
Fabrication d'autres machines spécialisées	295P	7 580	5 738,6	7 275	1 158,7	101,8
Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	**E27**	**56 063**	**51 866,3**	**56 064**	**9 020,2**	**1 433,6**
Total		**220 671**	**191 259,9**	**221 809**	**34 484,4**	**5 154,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.08-4

Construction mécanique : activité de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1994	1995	1996
Production					
TRACTEURS AGRICOLES	293A				
[illegible]		10^3 pièces	16	16	19
[illegible]		—	61	79	70
AUTRE MATÉRIEL AGRICOLE	293C				
[illegible]		—	8	8	8
[illegible]		—	152	131	174
Livraisons					
TURBINES THERMIQUES ET HYDRAULIQUES ET ÉQUIPEMENTS DE BARRAGES	291A	10^6 francs	3 876	4 536	3 996
POMPES ET COMPRESSEURS	291C				
Pompes de surface		[illegible] pièces	3 876	4 102	3 461
Pompes à vide et pièces détachées de compresseurs		[illegible] francs	6 276	6 552	7 020
Compresseurs et groupes motocompresseurs mobiles		—	.	2 620	2 904
ENGRENAGES, ORGANES DE TRANSMISSION	291J				
[illegible]		[illegible] francs	428	456	456
MATÉRIEL THERMIQUE					
[illegible]	292D	10^6 francs	1 776	1 775	1 660
[illegible]	292A	—	360	384	408
MATÉRIEL AÉRAULIQUE ET FRIGORIFIQUE	292F				
Climatisation et conditionnement d'air (facturations)		—	1 704	1 660	1 944
Équipements frigorifiques industriels (facturations)		—	3 072	3 136	3 372
MACHINES-OUTILS À MÉTAUX	294A				
dont : Machines-outils travaillant par enlèvement de métal		—	1 980	2 736	2 580
Machines-outils travaillant par formage de métal		—	946	1 416	1 260
MACHINES-OUTILS À BOIS	294B	—	444	552	564
FABRICATION DE MOULES ET MODÈLES	295N	—	5 963	7 074	7 361
Facturations					
ASCENSEURS, MONTES-CHARGES ET ESCALIERS MÉCANIQUES	292C	10^6 francs	8 760	7 416	...

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) À l'exclusion des tracteurs incomplets et des tracteurs de travaux publics.
(3) Y compris presses à grosses balles.

Chapitre K.09

Industries des équipements électriques et électroniques

(NES : E31 à E35)
(NAF : 30, 31.1, 32.1, 33)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31), en 1994.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32), en 1994.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33), en 1994.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NES E34), en 1994.
Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35), en 1994.

1. Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques.
2. Machines de bureau, matériel informatique, matériels électriques, équipements d'émission et de transmission. Facturations des branches.
3. Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques.
4. Matériel médicochirurgical et matériel de mesure et de contrôle. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31, NAF 30)

Le secteur informatique représente 0,4 % des entreprises industrielles françaises, 1,5 % de l'effectif employé et 2,5 % du chiffre d'affaires total correspondant (n.c. énergie).

Les entreprises de plus de 500 personnes regroupent 81,6 % des effectifs et 83,5 % du chiffre d'affaires total.

En 1995, le bilan des entreprises du matériel informatique s'est soldé par un bénéfice de 921 kF (– 2 260 kF en 1994) et celui de la bureautique par un excédent de 138 kF (111 kF en 1994).

Ralenties depuis cinq ans, les dépenses informatiques des entreprises françaises repartent en 1995. Les PME sont les plus actives dans ce domaine : les PC et les réseaux sont en tête des prévisions d'achat. En terme d'investissement informatique, la France est en retard sur l'Europe, surtout par rapport aux États-Unis dans le secteur industriel et dans l'équipement des foyers.

Les Américains dominent le marché et plus récemment les Japonais. Les études et les projets d'autoroutes de l'information se multiplient en Europe comme aux États-Unis et au Japon.

Les produits sont rapidement obsolètes et les utilisateurs domestiques ou industriels sont mieux informés et sont devenus plus exigeants (puissance des unités centrales, convivialité, etc.). L'intégration grandissante télécommunications/informatique génère elle-même de nouveaux produits.

Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NES E32, NAF 31.1)

En 1995, cette partie du secteur des équipements industriels a bénéficié d'une conjoncture favorable. Son chiffre d'affaires a augmenté de près de 12 % et l'emploi, qui régressait depuis 1990, a connu une poussée significative. Le nombre d'entreprises a augmenté ainsi que leur valeur ajoutée et leur marge d'exploitation. Elles ont ainsi amélioré leur productivité et investi davantage sans alourdir leur endettement.

L'amélioration des ventes est sensible pour tous les principaux produits de la branche. Cependant les matériels de grande puissance ou à haute tension ont stagné du fait du « gel » des investissements des grands clients publics. En revanche, les matériels de basse tension ou de petite et moyenne tension se sont redressés en raison des fortes exportations liées à des gains de productivité et des opérations de réhabilitation. L'importance des marchés publics dans le passé (un tiers des débouchés du secteur) a contribué à privilégier l'offre nationale. Mais l'ouverture des marchés publics par appels d'offres européens, la recherche de nouveaux débouchés et le partage des dépenses de R&D poussent les offreurs à une internationalisation rapide, dont le cadre n'est pas seulement européen, mais devient de plus en plus mondial.

Fabrication de matériel d'émission et de transmission (NES E33, NAF 32.2)

Le marché des équipements de télécommunications se caractérise par sa haute technologie et le renouvellement rapide de ses produits.

Les opérateurs de réseaux sont soumis à la concurrence internationale. La technologie numérique permet la transmission simultanée à haut débit de la voix, de l'image et des données.

Le marché du téléphone fixe devrait croître de 7 % par an, celui du radiotéléphone de 35 % et celui d'Internet de 63 % d'ici l'an 2000. En France, le chiffre d'affaires du secteur a connu une forte progression en 1995 (+ 16%) et les entreprises ont amélioré leur productivité et accru leur investissement. Les entreprises spécialisées sur des créneaux porteurs tels que la radiotéléphonie et l'interconnexion de réseaux ont gagné des parts de marché aux dépens des généralistes comme Alcatel. Ce dernier s'est réorganisé : infrastructure pour communication mobile, téléphonie cellulaire, transmission par satellite, Internet, multimédia.... Déjà numéro européen, il poursuit sa stratégie de généraliste afin d'offrir des solutions pour tous les besoins et d'assurer sa présence sur des nouveaux marchés en Asie et en Europe de l'Est.

Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NES E34, NAF 33.1)

Le matériel médico-chirurgical se décompose en deux parties : l'imagerie médicale-radiologie (27 % du CA) et les appareils médico-chirurgicaux proprement dits (73 % du CA).

Le marché mondial du matériel médico-chirurgical est dominé par les États-Unis premier fournisseur de la France (le tiers des importations) et second client derrière l'Allemagne. La plupart des entreprises françaises de plus de 100 salariés sont des filiales de grands groupes américains. Cette présence se retrouve dans tous les domaines. Le taux d'exportation élevé (41,5 %) est supérieur à celui de l'ensemble des biens d'équipement (38 %). Toutefois le secteur reste tributaire des stratégies des grands groupes internationaux (30 % du chiffre d'affaires du secteur relevant du négoce) et la balance commerciale demeure structurellement déficitaire, avec un taux de 77 % (couverture des importations par les exportations).

L'activité imagerie-radiologie comprend seulement douze entreprises. Mais, avec les trois quarts des effectifs, la principale réalise plus de 80 % du chiffre d'affaires.

Dans le secteur des appareils médico-chirurgicaux, cinq entreprises seulement emploient plus de 500 salariés, les PMI étant majoritaires.

Les entreprises françaises se positionnent sur des produits spécifiques de haute technologie où la valeur ajoutée par salarié est importante.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35, NAF 33.2 et 33.3)

Les États-Unis sont le principal producteur mondial d'instruments de mesure et de contrôle, suivis par le Japon et

2. MÉTHODOLOGIE

3. DÉFINITIONS

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES 27, NAF 30)

- L'industrie de l'informatique connaît

— la diffusion de matériel de bureau traditionnel à vocation générale, à mémoire interne programmable, ordinateurs de bureau, offrant de plus en plus souvent plusieurs fonctions de base (traitement de texte, agenda électronique, messagerie, etc.) ;

— la diffusion de micro-ordinateurs et de systèmes informatiques, puissants et flexibles, mais également plus complexes, exigeant souvent des ingénieurs système et programmeurs ;

— la diffusion de périphériques et de consommables informatiques (imprimantes, écrans, claviers, souris, disquettes, cartouches d'encre, etc.) ;

— la diffusion de logiciels standard, de progiciels et de logiciels spécifiques ;

— la diffusion de services informatiques (maintenance, formation, conseil, etc.).

- Le Multimédia désigne des produits et services qui font appel à plusieurs médias (texte, son, image fixe ou animée) et qui sont diffusés par différents supports (CD-ROM, réseaux de télécommunications, etc.). Les produits multimédias sont souvent interactifs et font appel à l'informatique.

- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) désignent l'ensemble des techniques utilisées pour le traitement et la transmission des informations, principalement de l'informatique, de l'internet et des télécommunications.

Fabrication d'équipements électriques (NES 28, NAF 31)

Les équipements électriques regroupent :

— les équipements de transmission électrique (matériel électrique de distribution et de commande, câbles électroniques, fils et câbles isolés, etc.) ;

— les équipements électriques d'éclairage ;

— les équipements d'émission et de diffusion du son et de l'image (téléphones, radios, téléviseurs, matériel électronique grand public, etc.).

Fabrication d'équipements électriques et électroniques (NES 28, NAF 32)

Les équipements électroniques regroupent :

— les équipements de composants électroniques (circuits intégrés, cartes électroniques, équipements de connectique, etc.) ;

— les équipements de télécommunications (matériel de transmission, téléphones, etc.) ;

— les équipements d'émission et de diffusion du son et de l'image (téléphones, radios, téléviseurs, matériel électronique grand public, etc.).

Fabrication d'instruments médico-chirurgicaux et d'orthopédie (NES 33, NAF 33.1)

Cette branche comprend :

- Le matériel d'imagerie médicale et de radiologie ;
- Les appareils électromédicaux.

Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES 33, NAF 33.2 et 33.3)

Cette branche comprend :

- Les équipements dédiés à la navigation, comprenant de plus nombreux équipements de commerce et de loisirs de nombreux

4.3 INDUSTRIE ET

- L'instrumentation scientifique et technique : fabrication d'instruments de mesure, d'oscilloscopes, d'appareils pour les mesures géophysiques, fabrication de compteurs d'électricité, d'eau, de gaz, d'essence, etc.
- Les équipements de contrôle des processus industriels.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);
— Syndicat du pesage et comptage;
— Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire;
— Chambre syndicale de fabricants de matériels et produits pour l'art dentaire;
— Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM);
— Syndicat général des industries du matériel photographique et cinématographique substandard, vidéo et industries connexes;
— Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC).

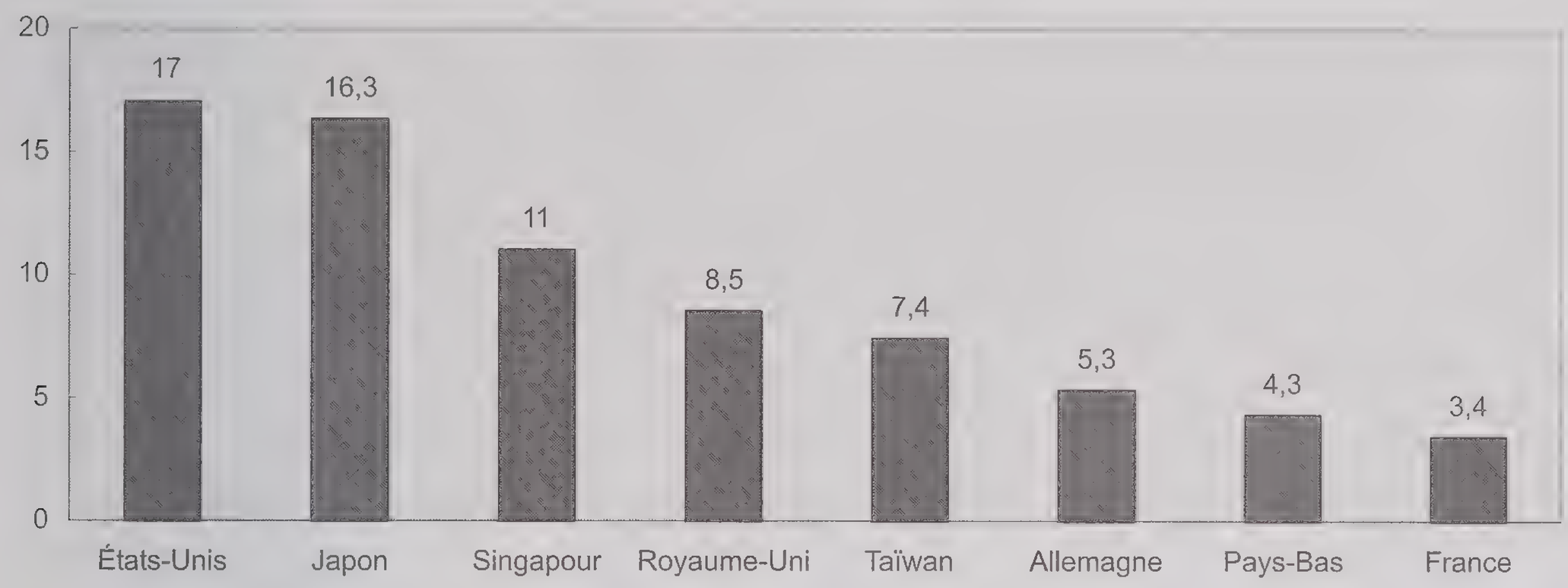
Publications :

— Rapport annuel, FIEEC (Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication);
— Statistiques annuelles, FIEEC;
— Rapport annuel, SIT (Syndicat des Industries de Télécommunications);
— Bilan annuel de la Commission supérieure du Service Public des Postes et Télécommunications;
— *Fabrication de matériel médico-chirurgical,* Production industrielle, séries trimestrielles, SESSI;
— « Informatique. Télécommunications. Perspectives sectorielles 1994-2000 » Les prévisions glissantes détaillées, BIPE, 1995.;
— « La politique industrielle communautaire pour les années 90 ». Bulletin des Communautés européennes, supplément 3/91.
— Les autoroutes de l'information, G. Théry, rapport au Premier ministre, 1994, La Documentation française.
— *Les 100 technologies clés pour l'industrie française,* ministère de l'Industrie, SESSI, 1995;
— *Électronique international (* hebdomadaire).
— « *Les achats de progiciels dans l'industrie : chaque année une entreprise sur trois* », Le « 4 pages », SESSI, n° 40, septembre 1994;
— « L'industrie phonographique. Les hautes technologies dans le sillage du compact », Le « 4 pages », SESSI, n° 53, septembre 1995;
— « 01 Informatique », n° 1400, 5 avril 1996;
— « Construction électrique professionnelle. Les prévisions glissantes détaillées du BIPE. Perspectives sectorielles 1995-2001 », volume XI, 1996;
— Rapport annuel, Gimélec (Groupement des industriels de matériels d'équipement et de l'électronique associée);
— « L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes », collection Études, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, DGSI, 1997.

GRAPHIQUE K.09-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique (NES E31) en 1994

En %

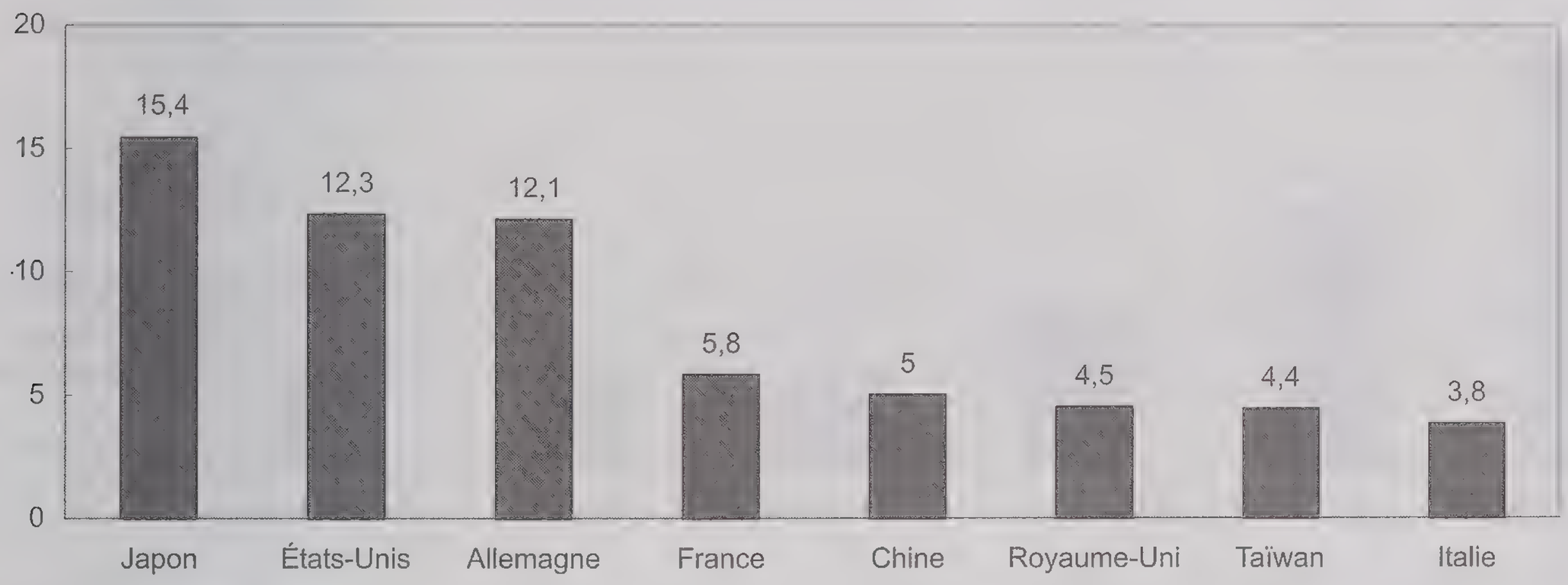


Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.09-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de moteurs, génératrices et de transformateurs électriques (NES E32) en 1994

En %

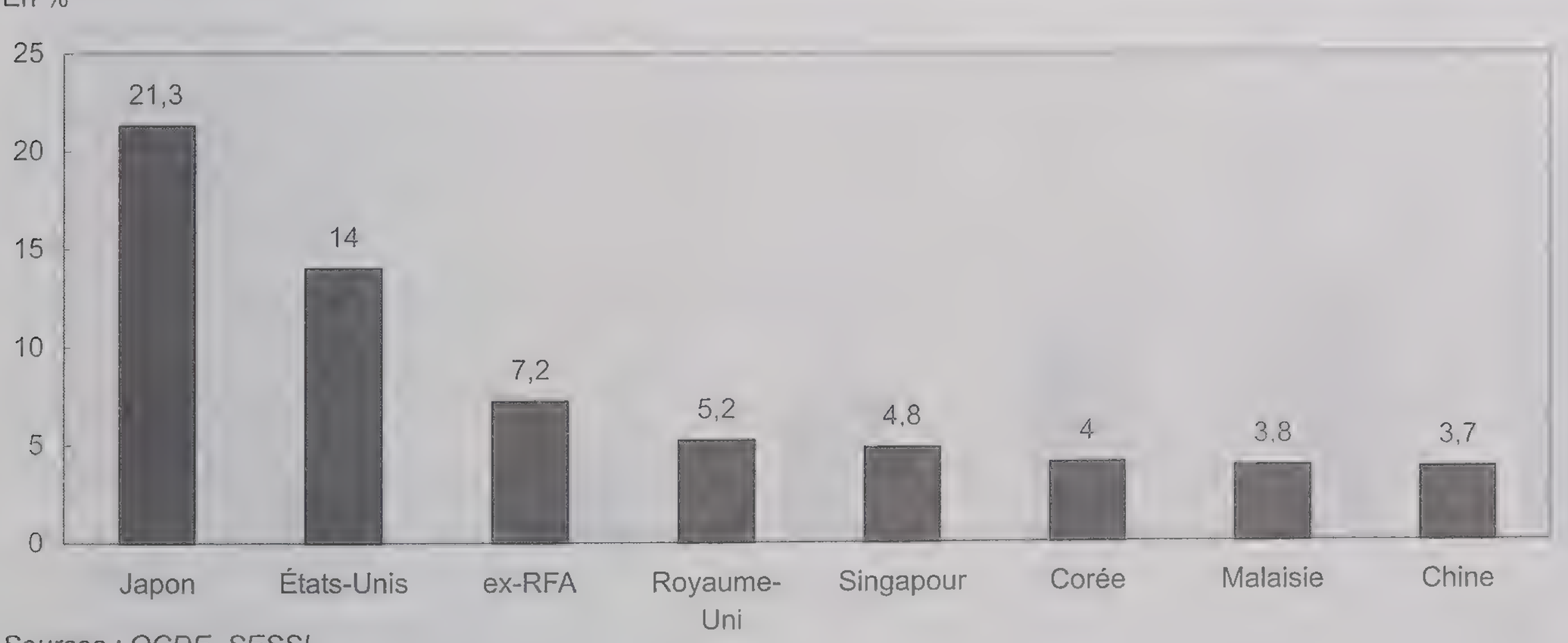


Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.09-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NES E33) en 1994

En %

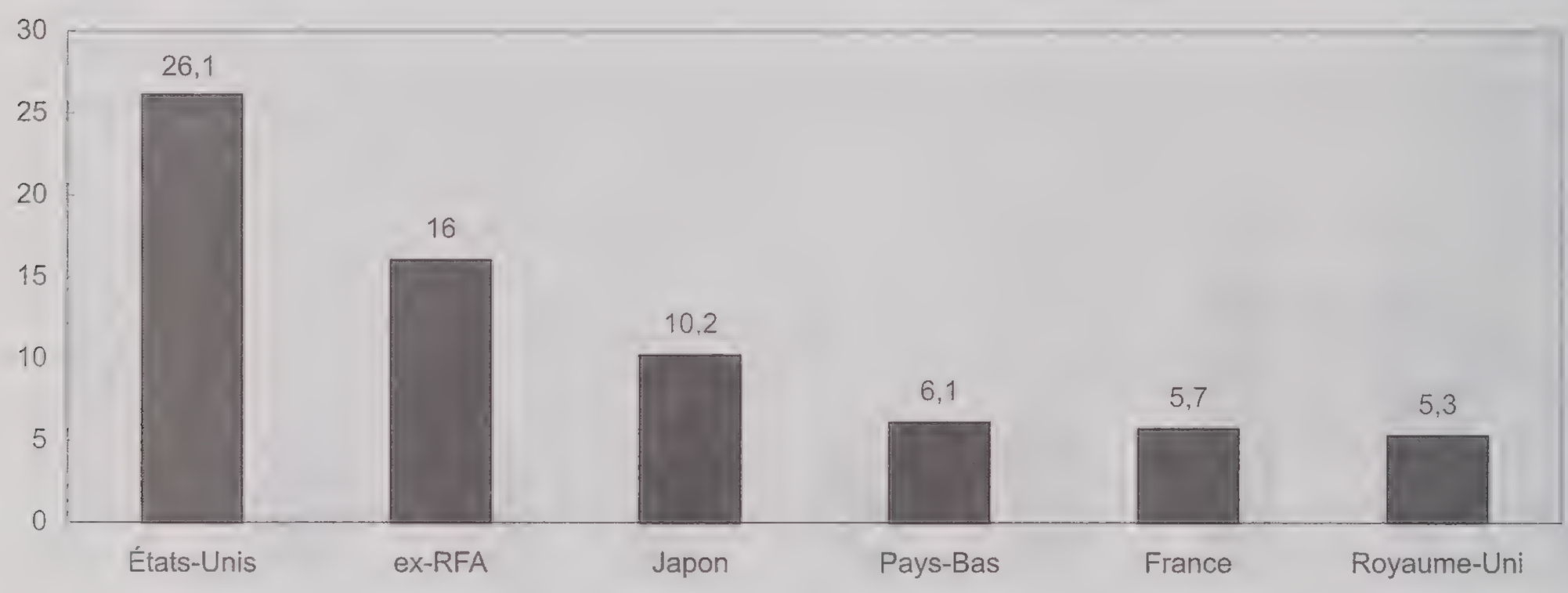


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.09-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NES E34) en 1994

En %

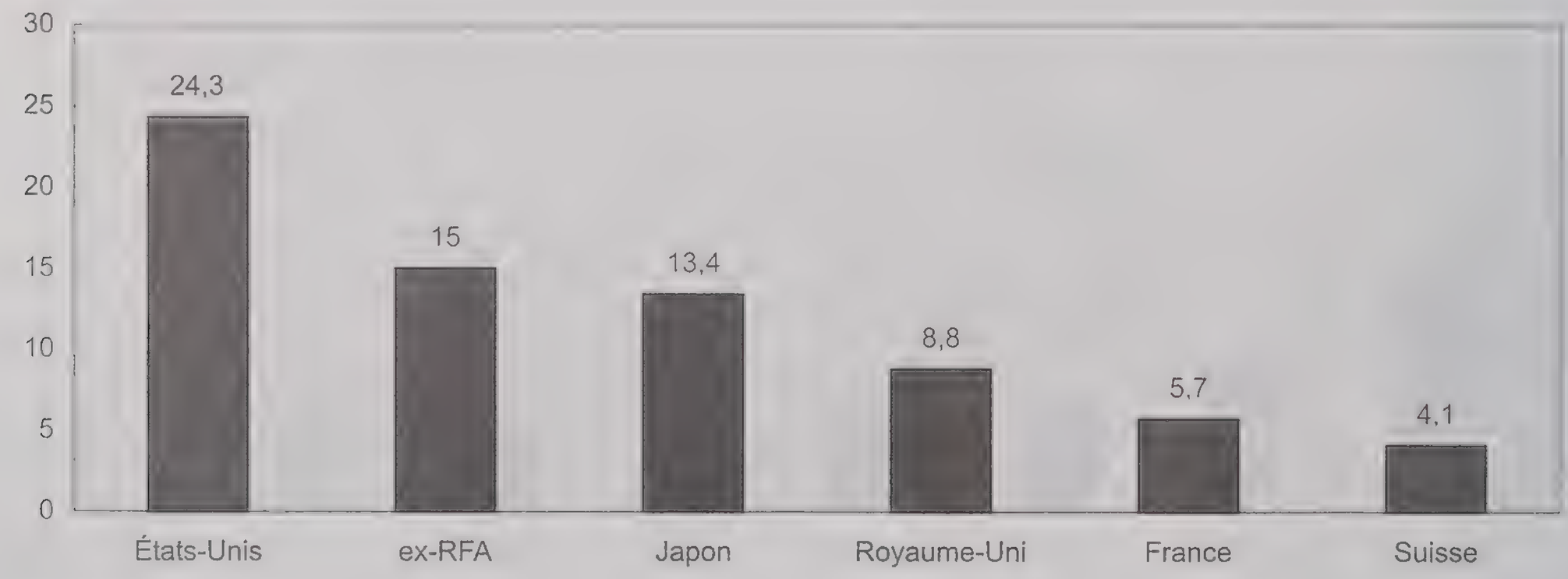


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.09-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NES E35) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.09-1

Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, de moteurs, génératrices et transformateurs électriques, et d'équipements d'émission et de transmission : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de machines de bureau	300A	4 904	6 384,5	5 365	887,6	304,1
Fabrication d'ordinateurs et d'autres équipements informatiques	300C	25 975	55 677,3	31 033	6 926,8	1 829,0
Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	**E31**	**30 879**	**62 061,8**	**36 398**	**7 814,4**	**2 133,1**
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de petite et moyenne puissance	311A	17 901	14 396,8	17 518	2 321,3	565,1
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques de grande puissance	311B	8 557	6 896,4	12 488	2 136,3	220,8
Fabrication de matériels électriques	311C	3 062	1 633,9	2 820	411,0	32,8
Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	**E32**	**29 520**	**22 927,1**	**32 826**	**4 868,6**	**818,7**
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission hertzienne	322A	17 624	16 898,1	17 480	3 467,6	527,6
Fabrication d'appareils de téléphonie	322B	40 142	42 130,2	39 378	7 544,4	1 700,6
Fabrication d'équipements d'émission et de transmission	**E33**	**57 766**	**59 028,3**	**56 858**	**11 012,0**	**2 228,2**
Total		**118 165**	**144 017,2**	**126 082**	**23 695,0**	**5 180,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.09-2

Machines de bureau, matériel informatique, matériels électriques, équipements d'émission et de transmission (1)

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAP (1)	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Machines de bureau	2702	3 552	3 876	4 260	3 048	2 526	3 219
Matériel de traitement de l'information	2701	66 852	60 564	52 452	56 652	63 793	60 865
dont : Unités centrales	»	...	28 248	24 588	32 832	39 389	39 151
Unités périphériques	»	...	6 060	5 832	5 100	4 919	4 421
Matériel électrique de grande puissance ou à haute tension	2811	12 780	15 660	15 660	14 844	15 240	13 486
Appareillage industriel à basse tension, relais, matériel de signalisation	2812						
Appareillage industriel à basse tension	»	11 628	11 484	10 644	11 640	12 418	12 541
Matériel de signalisation pour chemin de fer	»	588	912	744	996	780	634
Machines tournantes et transformateurs électriques (de petite et moyenne puissance)	2813	6 360	6 588	5 892	6 108	6 877	6 754
Réparation de gros matériel électrique	2816	1 056	1 188	1 200	1 320	1 132	1 194
Matériel télégraphique et téléphonique	2911	24 384	26 076	25 068	27 888	27 968	26 642
dont : Matériel de commutation de télécommunications	»	...	13 728	13 896	16 524	15 821	14 634
Matériels de transmission de télécommunications	»	...	5 820	5 256	5 148	4 705	4 753
Matériels téléphoniques d'abonnés	»	...	2 412	2 328	3 096	2 768	3 385
Matériels émetteurs récepteurs de télégraphie	»	...	1 680	1 704	2 328	2 222	1 864
Appareils d'émission, de radiodiffusion, TV, radiotéléphonie, radiotélégraphie	NAF 322A (2)	...	17 184	14 928	16 836	10 205	11 514
Appareils émetteurs-récepteurs	»	...				7 495	11 273

(1) Ces activités sont publiées encore en NAP, le passage en NAF se fera pour l'enquête de branche de 1997, en même temps que le passage d'enquêtes trimestrielles à une enquête annuelle.
(2) Seules ces deux branches ont été collectées en NAF.

TABLEAU K.09-3

Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie, de matériel de mesure et de contrôle : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 465	3 042,1	2 925	705,2	84,5
Fabrication d'appareils médicochirurgicaux	331B	15 495	10 010,6	17 204	2 598,4	528,9
Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	E34	17 960	13 052,7	20 129	3 303,6	613,4
Fabrication d'équipements d'aide à la navigation	332A	29 529	32 889,5	31 814	7 274,9	643,8
Fabrication d'instrumentation scientifique et technique	332B	30 539	22 807,2	30 636	5 024,8	704,3
Fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels	333Z	14 938	11 466,6	15 049	2 560,2	260,3
Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	E35	75 006	67 163,3	77 499	14 859,9	1 608,4
Total		92 966	80 216,0	97 628	18 163,5	2 221,8

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.09-4

Matériel médicochirurgical et instruments de mesure et de contrôle

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAF (1)	1992	1993	1994	1995	1996
Matériel d'imagerie médicale et de radiologie	331A	2 988	3 264	4 140	3 337	2 924
dont : Appareils de radiologie et accélérateurs de particules	»	2 244	2 580	3 420	2 339	2 005
Appareils d'électronique médicale	»	744	696	720	842	884
Équipements d'aide à la navigation	332A	22 452	19 896	18 036	18 045	22 474
dont : Appareils de radiodétection et de radiosondage	»	...	...	...	12 659	13 184
Appareils de radionavigation	»	...	...	...	1 515	918
Instrumentation scientifique et technique	332B	7 860	7 188	7 356	7 242	8 452
dont : Compteurs d'électricité	»	660	600	684	645	670
Appareils de mesure de grandeurs électriques	»	3 288	2 868	2 664	2 272	2 540
Régulateurs industriels	»	756	672	672	706	1 028
Équipements de contrôle des processus industriels	333Z	7 272	8 052	8 736	9 007	10 555

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.10

Industrie des produits minéraux

(NES : F11 à F14)
(NAF 13, 14, 26.1 à 26.8)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13), en 1994.

1. Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques.
2. Minerais de fer : production.
3. Extraction de produits de carrière et minéraux divers : grandeurs caractéristiques.
4. Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche.
5. Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques.
6. Verre : principales productions de la branche.
7. Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques.
8. Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Extraction des produits de carrière et minéraux divers (NES F12, NAF 14)

Lié essentiellement à l'activité du BTP, et à un niveau moindre, à quelques activités industrielles et à l'agriculture, le secteur des produits de carrière et minéraux divers a enregistré en 1995 un léger accroissement du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée. En 1996, l'activité est en baisse sensible, en volume et en chiffre d'affaires. La branche la plus importante, les sables et granulats, est très affectée en raison de la dégradation de certains secteurs d'activité utilisateurs, notamment les travaux publics.

Les entreprises de 20 à 49 salariés représentent plus des trois quarts du nombre d'entreprises du secteur et plus du tiers de l'effectif en 1995. Une restructuration du secteur est amorcée depuis quelques années autour de quelques groupes : Rocamat, Redlands, G.S.M., Lafarge et Orsa.

Pondéreux et de faible valeur unitaire, les produits de carrière et minéraux divers sont, sauf exception, relativement peu échangés au niveau international.

En 1996, la balance commerciale s'est améliorée, mais est encore légèrement déficitaire. Le calcaire industriel, le gypse, la craie, l'argile et les sables et granulats excédentaires ont un solde positif supérieur à 900 millions de francs. Les pierres de construction, les minéraux pour l'industrie chimique, les engrais naturels et les produits divers ont un solde négatif voisin de 900 millions de francs.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

La France, deuxième exportateur mondial après l'Allemagne, enregistre un solde excédentaire : le taux de couverture des importations par les exportations atteint 145 %.

Cette activité industrielle connaît un fort taux de concentration au niveau national et mondial. L'industrie française est dominée par les filiales du groupe Saint-Gobain, (deuxième producteur mondial de verre plat et premier producteur européen d'emballage en verre), et par les filiales du groupe Danone dans le verre creux. Deux grands groupes américains sont également présents : PPG dans le verre plat et Corning dans le verre technique et les fibres.

En 1996, la production de verre plat marque un net recul. Celui-ci est dû à un important arrêt de four, mais aussi à un fléchissement de la demande dans le secteur de la construction. La mutation du verre en véritable matériau avancé, mobilise d'importantes dépenses de recherche et développement pour les cinq grands opérateurs mondiaux.

En 1995, après une année record de production, les fibres de verre retrouvent un niveau d'activité moins soutenu. Les fibres de renforcement demeurent le principal matériau de renforcement des composites résines. Le verre creux représente 60 % des facturations totales de la branche verre. En 1996, la verrerie d'emballage a enregistré une diminution de 2 % s'accompagnant d'une légère tension sur les prix. La verrerie de ménage et cristallerie, conforte son dynamisme sur les marchés extérieurs avec un taux d'exportation de l'ordre de 70 %.

Dans ce secteur, l'allégement du verre, la recherche fondamentale sur les propriétés mécaniques et le recyclage du verre permettent de lutter contre la concurrence des autres matériaux d'emballage. En avance sur les autres industries, les verriers continuent d'étoffer le système de recyclage dans le cadre d'Éco-Emballages, avec pour objectif un taux de récupération de 65 % en l'an 2000.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Le secteur des matériaux de construction est très diversifié par la taille de ses entreprises, leurs structures, leurs marchés et leurs techniques : le travail de la pierre, constitué aux quatre cinquième d'entreprises de moins de 50 salariés, garde une organisation et des méthodes de travail traditionnelles. En revanche, l'industrie cimentière, qui ne compte que 7 entreprises, dont 4 de plus de 800 salariés, est une industrie à forte technologie.

En 1996, la balance commerciale est excédentaire (+ 800 MF). Quatre secteurs dégagent un excédent de 3,5 milliards : les produits minéraux divers, les produits réfractaires, les ciments et les appareils sanitaires. Malgré un chiffre d'affaires à l'exportation de plus de 2 milliards, les articles céramiques à usage domestique ou ornemental et les carreaux de céramique ont un déficit commercial chronique de l'ordre de 3 milliards dû à la concurrence internationale.

La réduction des émissions et des nuisances, le réaménagement des sites et la valorisation des déchets - imposés par les réglementations, (française et européenne), en matière de protection de l'environnement - constituent des préoccupations croissantes pour les producteurs. Des produits plus performants sont mis au point pour faire face à la concurrence (plus grande résistance chimique, au feu, meilleure durabilité, etc.).

Ce secteur travaille à 70 % pour le BTP; il subit le contrecoup de la crise dans la construction, accentuée par la rigueur budgétaire dans les investissements publics.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Pour les définitions d'ordre général, consulter le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Produits divers des industries extractives (NES F12, NAF 14)

Ce secteur des biens intermédiaires recouvre l'extraction et la production de biens très diversifiés liés à trois secteurs d'activités.

● Le BTP, pour l'extraction et la transformation des pierres de construction de toute nature (calcaire, granit, meulière, grès), l'extraction d'ardoises et leur transformation, l'extraction et la production de granulats d'origine alluvionnaire ou à partir de roches calcaires et éruptives;

● L'industrie, pour la production de matériaux de carrière : (castines, gypse, calcaires industriels, dolomie) de sables industriels, de soufre (y compris par épuration de gaz naturel ou raffinage de pétrole), de sels (par exploitation de marais salants ou extraction minière y compris par dissolution et pompage), pour l'extraction d'argiles, de kaolin et de terres réfractaires, de barytine, de spath fluor et de terres colorantes;

● L'agriculture, pour l'extraction de phosphates naturels, de sels de potassium naturels et d'amendements.

Fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13, NAF 26.1)

Industrie du verre : elle regroupe plusieurs types de productions aux procédés de fabrication et aux débouchés différents :

● le verre plat comprend trois produits de base (le verre étiré, la glace et les verres coulés) qui servent à la fabrication du verre trempé, de verre feuilleté, de vitrages isolants, de miroirs et de produits spéciaux. Il est fabriqué dans des installations importantes et coûteuses selon le procédé du « float-glass », consistant à déverser du four le verre fondu sur un bain métallique d'étain en fusion, sous atmosphère d'azote;

● le verre creux comprend le verre d'emballage (bouteilles, pots, flacons) destiné à l'industrie ainsi que la verrerie de ménage;

● le verre à la main comprend la gobeleterie et le cristal destiné aux ménages;

● le verre technique comprend des articles très élaborés tels que le verre optique, les composants industriels, les cônes et écrans de télévision.

Fibres de verre : elles sont constituées par les fibres d'isolation employées dans l'industrie et la construction pour l'isolation thermique et acoustique et les fibres de renforcement utilisées pour consolider les matières plastiques ou minérales.

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NES F14, NAF 26.2 à 26.8)

Ce secteur regroupe la fabrication des produits céramiques et la production de matériaux de construction. Cette dernière comprend la fabrication de tuiles, briques et produits divers en terre cuite, la fabrication de ciments, chaux, plâtre, béton prêt à l'emploi, mortiers et bétons secs, les ouvrages en béton, fibres-ciment ou plâtre pour la construction, le travail de la pierre, la fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Mines domaniales des potasses d'Alsace;

— Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM);

— Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux;

— Confédération des industries céramiques de France;

— Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Publications :

Annales des mines, annuel, École des mines;

Minerals yearbook, publication annuelle du US bureau of mines;

« Matériaux de construction et produits de carrrière », nº 688, (Statistiques 1995), UNICEM, novembre 1996.

« Les matières premières minérales », Chiffres-Clés Référence, SESSI, 1996.

Écomine, bulletin bimensuel de l'observatoire des matières premières et du BRGM.

« Industrie du verre », Chiffres-Clés-*Production industrielle*, séries mensuelles et trimestrielles - SESSI;

J. Le Muet, « L'emballage fait bonne contenance ». *Le 4 pages,* nº 14, février 1993 - SESSI.

P. Brocard « L'industrie du verre creux : en verre et contre tout ». *Le 4 pages,* nº 29, février 1994, SESSI ;

P. Brocard « Le verre plat flotte sur la reprise », *Le 4 pages,* nº 48, mai 1995, SESSI;

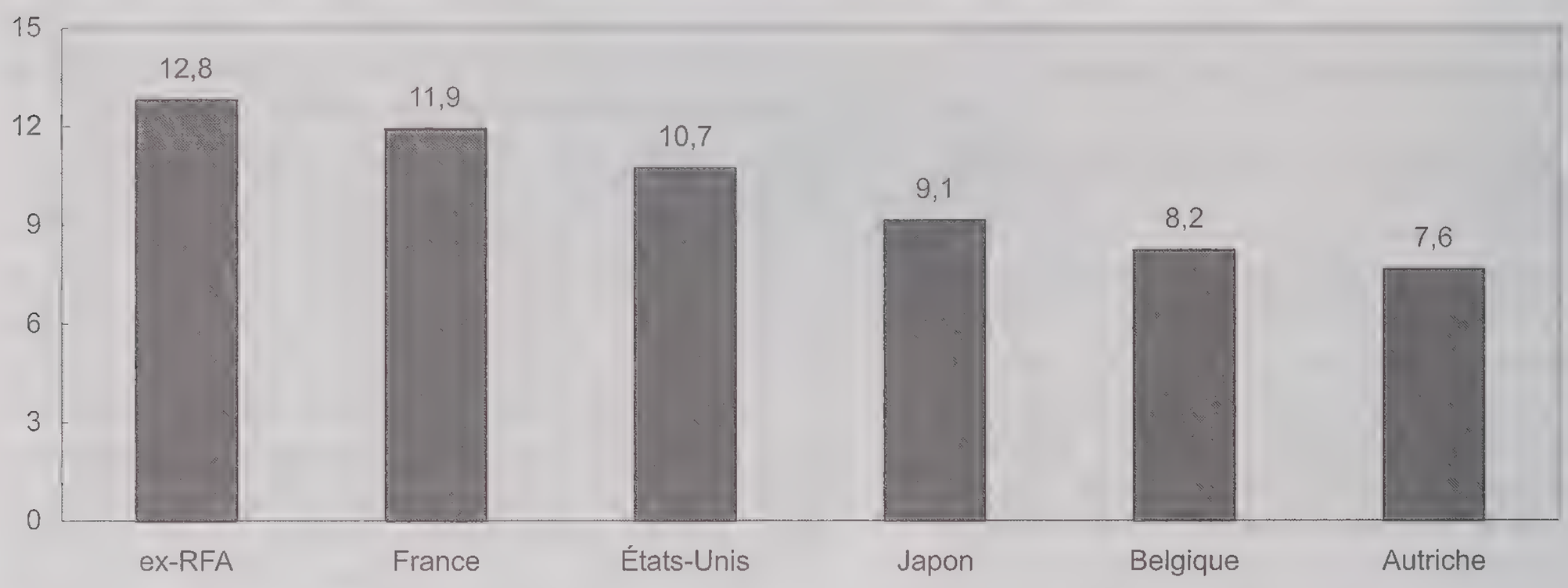
L'industrie céramique et verrière.

Industrie cimentière : la lettre.

GRAPHIQUE K.10-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de verre et d'articles en verre (NES F13) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.10-1

Extraction de minerais métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Extraction de minerais de fer et de métaux non ferreux	131Z et 132Z	417	252,7	511	78,8	60,1
Extraction de minerais métalliques	**F11**	**253**	**252,7**	**511**	**78,8**	**60,1**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage..

TABLEAU K.10-2

Minerais de fer : production

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéro de la NAF (1)	1994	1995	1996
Minerais de fer	131Z	2 418	1 497	1 460
dont Poids de métal contenu		697	433	429

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.10-3

Extraction de produits de carrières et minéraux divers : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Extraction de pierres pour la construction et d'ardoise	141A et 141E	2 649	1 421,1	2 877	363,0	99,0
Extraction de calcaire industriel, de gypse et de craie	141C	1 229	1 441,5	1 436	248,4	215,0
Production de sables et de granulats	142A	12 649	12 379,9	13 694	1 877,7	1 359,4
Extraction d'argiles et de kaolin	142C	991	810,1	1 026	150,2	43,5
Extraction de minéraux pour l'industrie chimique et d'engrais naturels et production de sel	143Z et 144Z	4 430	3 012,6	4 408	818,4	203,6
Activités extractives n.c.a. (2)	145Z	717	692,4	763	126,0	50,7
Extraction de produits de carrières et minéraux divers (Autres ind. extractives)	**F12**	**22 665**	**19 757,6**	**24 204**	**3 583,7**	**1 971,2**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre «classe» de la NAF700).

TABLEAU K.10-4

Minéraux divers et matériaux de carrière : principales productions de la branche

Sources : SESSI ; Fédération des Chambres Syndicales des Minerais ;
Minéraux Industriels et Métaux non ferreux.

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unité	1994	1995	1996
PIERRES POUR LA CONSTRUCTION	**141A**				
Granit		m^3			
Blocs bruts et moellons pour construction			199 160	162 700	.
Calcaire et marbre		»			
Blocs bruts extraits			246 100	253 223	. . .
SABLES ET GRANULATS	**142A**				
Sables industriels (2)		$10^3 m^3$	6 241	6 099	6 134
Sables et graviers d'alluvions		»	186 370	181 130	. . .
dont : Galets		»	5 900	6 860	.
Graviers		»	58 170	55 390	. . .
Sables		»	69 540	68 440	. . .
Tout-venant		»	29 860	28 610	.
Matériaux concassés de roche et de laitier					
dont : Gravillon concassé		»	55 630	55 790	. . .
Sable de concassage		»	27 890	27 090	. . .
Tout venant concassé		»	30 490	32 490	. .
Poudres de pierre et carbonates de chaux (tous usages sauf amendements)		10^3 tonnes	2 361	2 484	. . .
ARGILES ET KAOLINS	**142C**				
Argiles :		10^3 tonnes			
Crues		»	1 088	1 188	1 081
Broyées		»	154	130	161
Calcinées		»	156	160	162
MINÉRAUX POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE ET ENGRAIS NATURELS	**146Z**				
Sels de potassium naturels :		10^3 tonnes			
Extraction brute		»	6 380	6 157	5 718
Extraction nette : sels de K2O contenu		»	936	869	812
Sel gemme ammoniac		»	72	75	81
Spath fluor concentré		»	105	102	78
Soufre		»	1 112	1 063	990
SELS	**144Z**				
Chlorure de sodium cristallisé (3)		10^3 tonnes	3 260	4 122	3 654
dont : Sel de mer		»	1 118	1 473	966
Chlorure de sodium en dissolution		»	4 762	4 365	4 273
PRODUITS MINÉRAUX DIVERS	**145Z**				
Talc :		10^3 tonnes			
En roche		»	29	25	28
En poudre		»	278	297	321
Quartz et quartzites		»	329	358	306
Feldspath brut		»	286	306	409

1. Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
2. Non compris les ballants pour 1995 et 1996.
3. Un redevant supplémentaire à compter de 1995.

TABLEAU K.10-5

Fabrication de verre et d'articles en verre : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de verre plat	261A	2 334	2 557,1	2 985	548,6	413,4
Façonnage et transformation du verre plat	261C	8 866	7 755,1	9 317	1 168,3	443,3
Fabrication de verre creux	261E	30 057	20 453,6	30 966	4 482,6	1 078,3
Fabrication de fibres de verre	261G	1 990	2 248,5	2 186	387,0	116,0
Fabrication et façonnage d'articles techniques en verre (y compris isolateurs)	261J et 261K	5 460	3 179,2	5 508	804,0	155,4
Fabrication de verre et d'articles en verre	**F13**	**48 707**	**36 193,5**	**50 962**	**7 390,5**	**2 206,4**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.10-6

Verre : principales productions de la branche

Sources : Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
Fédération des chambres syndicales de verrerie à la main et de fabrication mixtes
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Nunéros de la NAF (1)	Unités	1994	1995	1996
VERRE PLAT ET DÉRIVÉS, PRODUITS DE LA MIROITERIE					
Verre coulé, étiré et glace non trempés	261A, 261C	10^3 tonnes	868	928	966
Fibres de verre (2), livraisons	261G	»	180	198	192
Vitrages isolants, livraisons	261K	10^3 m^2	8 998	9 563	9 768
VERRE CREUX MÉCANIQUE, VERRERIE DE MÉNAGE	**261E**				
Bouteilles et bonbonnes		10^3 tonnes	2 894	3 043	3 066
Flaconnage mécanique, pots industriels en verre		»	543	577	608
Verrerie de table et de cuisine, cristallerie mécanique		»	438	454	430
VERRE TECHNIQUE	**261J**	»	**154**	**147 r**	**162**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Ces chiffres comprennent à la fois la production et la transformation de verre (NAF 26.1).
(2) Y compris fils et fibres de verre à usage textile.

TABLEAU K.10-7

Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	262A	7 024	2 514,4	7 087	769,3	79,7
Fabrication d'appareils sanitaires en céramique	262C	4 718	2 061,8	4 551	607,2	102,1
Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique	262E	537	251,7	639	86,7	14,5
Autres produits céramiques	262G et 262J	543	251,8	405	57,4	6,4
Fabrication de produits céramiques réfractaires	262L	4 660	3 776,3	4 879	760,6	180,7
Fabrication de carreaux en céramique	263Z	3 604	2 019,0	4 107	531,4	128,6
Fabrication de briques	264A	1 779	1 246,2	1 757	254,8	212,7
Fabrication de tuiles	264B	3 234	2 588,0	3 537	458,3	325,5
Fabrication de produits divers en terre cuite	264C	284	162,1	226	27,0	7,0
Fabrication de ciment	265A	5 203	11 503,8	5 647	1 241,5	677,7
Fabrication de chaux	265C	1 073	1 746,7	959	146,0	105,5
Fabrication de plâtre	265E	731	714,6	664	102,5	76,6
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	266A	16 637	11 517,0	18 117	2 317,1	529,5
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	266C	2 237	3 615,0	2 459	435,1	197,0
Fabrication de béton prêt à l'emploi	266E	5 040	9 836,5	5 196	794,1	393,8
Fabrication de mortiers et bétons secs	266G	1 479	2 424,7	1 437	248,1	103,5
Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment	266J	1 721	1 479,5	1 766	259,6	42,3
Fabrication d'autres ouvrages en béton ou en plâtre	266L	340	150,0	336	36,7	5,9
Travail de la pierre	267Z	4 305	2 120,8	4 005	499,9	54,4
Fabrication de produits abrasifs	268A	2 187	1 576,6	4 297	833,7	299,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques n.c.a (2)	268C	5 693	5 265,6	5 692	907,5	299,5
Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	**F14**	**73 029**	**66 822,1**	**77 763**	**11 374,5**	**3 842,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) N.c.a. : non compris ailleurs (dans une autre «classe» de la NAF 700).

TABLEAU K.10-8

Matériaux de construction et céramique : principales productions de la branche

Sources : SESSI; Syndicat national des fabricants de ciments et de chaux;
Confédération des industries céramiques de France;
Fédération des fabricants de tuiles et briques de France.

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1990	1991	1992	1993	1994	1995
ARTICLES CÉRAMIQUES À USAGE DOMESTIQUE OU ORNEMENTAL	**262A**							
Porcelaine		tonne	14 536	12 161	10 195	10 317	13 626	12 773
APPAREILS SANITAIRES EN CÉRAMIQUE	**262C**	10^3 tonnes	132	133	125	111	108	117
PRODUITS CÉRAMIQUES RÉFRACTAIRES	**262L**	10^3 tonnes	**404**	**386**	**349**	**311**	**356**	**399**
CARREAUX EN CÉRAMIQUE	**263Z**							
Carreaux en grès ou en terre commune (émaillés ou non, mosaïques ou non)		10^3 m^2	...	32 884	35 860	...	35 923	35 858
Carreaux de faïence		»	7 733	7 643	7 540	...	9 048	9 417
BRIQUES (2)	**264A**							
dont : Briques apparentes et de pavage		10^3 tonnes	557	508	479	463	454	500
Blocs		»	493	533	618	630	650	661
Briques creuses		»	1 225	1 104	1 029	890	1 317	1 344
Hourdis		»	61	76	67	58	59	64
TUILES (2)	**264B**	10^3 tonnes	**2 028**	**2 141**	**1 999**	**1 957**	**2 200**	**2 321**
CIMENTS (non compris les clinkers) (3)	**265A**	10^3 tonnes	**26 388**	**25 022**	**21 599**	**19 315 p**	**20 189 p**	**19 894**
ÉLÉMENTS EN BÉTON POUR LA CONSTRUCTION	**266A**							
Moellons, parpaings		10^3 tonnes	16 040	15 379	13 776	12 441	13 267	13 290
Dalles, carreaux pour voirie		10^3 m^2	6 445	6 642	6 930	7 017	7 115	7 089
Poutrelles pour planchers préfabriqués		10^3 mètres	41 476	39 175	34 264	30 238	32 897	32 849
Tuyaux cylindriques (armés ou non)		10^3 tonnes	2 366	2 430	2 130	2 065	2 094	2 113
BÉTON PRÊT A L'EMPLOI	**266E**	10^3 m^3	**35 772**	**35 647**	**32 210**	**28 447**	**30 781**	**29 729**
MORTIERS ET BÉTONS SECS	**266G**							
Mortiers industriels		10^3 tonnes	1 261	1 360	1 326	1 260	1 440	1 035

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. Ce tableau est publié en NAF pour la première année, la réorganisation en nouveaux regroupements NAF ne change cependant pas la plupart des séries.
(2) Pour les «Tuiles» et «Briques», PRODCOM impose à nouveau l'unité «Tonne».
(3) Les données de 1933 et de 1994 ont été révisées pour les ciments, la partie «chaux» négligeable comparée au tonnage des ciments, n'est plus publiée, et de plus aurait été confidentielle.

Chapitre K.11

Industrie textile

(NES : F21, F22 et F23)
(NAF : 17)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche « Filature et tissage » (NES F21) en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles (NES F22) en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23) en 1994.

1. Industrie textile : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie textile : principales productions de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

Le secteur de la filature et du tissage compte 730 entreprises de plus de 20 salariés; il a perdu près de 17 000 emplois depuis 1990 en raison de la fermeture d'entreprises ou de leur délocalisation due à la concurrence des pays à faibles coûts salariaux.

C'est une activité peu concentrée; les dix premières entreprises représentent moins de 15 % des effectifs. 75 % des emplois sont localisés dans quatre régions (Rhône-Alpes, Nord - Pas-de-Calais, Alsace et Lorraine).

La filature est dans une phase de déclin. L'industrie cotonnière est plus touchée que l'industrie lainière; seuls les tissus en textiles artificiels ou synthétiques semblent en progression avec l'arrivée sur le marché de nouvelles fibres (fibres de verre, de carbone, d'aramides, etc.).

Depuis les états généraux du textile en 1995, la profession s'est fixée quatre grands défis : la recherche de l'innovation dans les produits et process, le développement de l'export, l'accroissement du travail en réseau entre les maillons de la filière du textile et de l'habillement, l'implication de la distribution dans la valorisation des innovations auprès des consommateurs.

Le plan textile mis en place en mars 1996 prévoit des mesures d'allègement des charges sociales pouvant aller jusqu'à 1,5 fois le SMIC. Ainsi, de nouveaux contrats d'alternance ont été signés au second semestre 1996; ils ont permis une légère reprise des effectifs dans ce secteur.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur qui rassemble des activités textiles très diversifiées emploie 1,5 % de l'effectif industriel français et réalise 1,1 % de son chiffre d'affaires. Il englobe près du tiers des entreprises, des effectifs et du chiffre d'affaires de l'industrie textile.

L'essentiel de sa production se situe comme pour toutes les autres activités textiles dans le triangle nordiste Lille-Roubaix-Tourcoing.

Le marché du linge de maison résiste plutôt bien à cette crise générale. Le tissu d'ameublement, confronté à une profonde restructuration, affine ses modes de distribution. Les revêtements de sol textiles continuent à subir une baisse de la demande au profit d'autres produits. Les dentelliers travaillent pour un marché de mode de haut de gamme et exportent 65 % de leur production.

Les tissus à usage technique restent la perspective d'avenir et les chercheurs continuent à travailler sur la multifonctionnalité de ces tissus du futur. Tissés en structures tridimentionnelles, associés à des résines sophistiquées, ils permettent de créer des poutres légères, des hélices d'avions et même des prothèses osseuses. L'automobile et l'aéronautique sont particulièrement porteurs. Ces nouveaux tissus à usage technique sont aussi utilisés en agriculture et en chirurgie, ainsi que pour la fabrication de vêtements sportifs.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

L'industrie de la maille complète l'industrie de l'habillement. La maille est un secteur de PMI avec moins de 3 % d'entreprises de plus de 500 salariés et plus de 45 % dans la tranche des 20 à 49 salariés.

Touché par la crise, ce secteur a perdu, au cours des cinq dernières années, plus de 20 % de ses effectifs et 10 % de son chiffre d'affaires. C'est un secteur peu dynamique. Les taux d'exportation et d'investissement, stabilisés en 1994, ont progressé d'un point en 1995.

L'industrie de la maille, notamment la fabrication d'articles chaussants, est un secteur plus concentré que celui de l'habillement : le chiffre d'affaires des quatre premières entreprises représente 23 % de l'ensemble de la branche contre 7 % dans l'habillement.

L'industrie des pull-overs et articles similaires souffre, comme celle de l'habillement, de la délocalisation. Après avoir connu d'importantes difficultés, l'industrie des collants, bas et chaussettes a des effectifs et un chiffre d'affaires stables en 1995.

Le taux de couverture des échanges extérieurs marque un léger recul, 49% en 1996 au lieu de 50 % en 1995. Avec un taux de couverture de 108 %, le secteur des étoffes à maille présente un commerce extérieur plus favorable que le reste de la profession.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 : «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Filature et tissage (NES F21, NAF 17.1 à 17.3)

— **Filature**. Opération qui permet d'obtenir un fil à partir de la matière textile.

— **Tissage.** Opération permettant d'obtenir un tissu par entrecroisement de fils parallèles disposés selon la longueur du tissu (chaîne) et de fils perpendiculaires (trame) qui assurent la cohésion du tissu.

— **Ennoblissement**. Prétraitement, teinture, impression et apprêts.

Fabrication de produits textiles (NES F22, NAF 17.4 et 17.5)

Ce secteur regroupe :

— les fabrications de linge de maison et d'articles d'ameublement, de petits articles de literie ainsi que des

bâches, stores, tentes et matériel de camping en textile, sacs et sachets d'emballage et divers autres articles confectionnés en textile tels que : drapeaux, serpillières, gilets de sauvetage ou parachutes.

— la fabrication de tapis et moquettes, de ficelles, filets et cordages, de non-tissés et de rubans, dentelles, broderies, feutres, fils élastiques, produits de la ouaterie, tissus enduits et textiles techniques divers.

Fabrication d'étoffes et d'articles en maille (NES F23, NAF 17.6 et 17.7)

L'industrie de la maille regroupe les entreprises fabriquant les étoffes à maille, les articles chaussants (bas, collants, chaussettes), les pull-overs et articles similaires (polos, sweat-shirts et sous-pulls).

Les tee-shirts sont classés dans l'habillement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques;

— Bureau intersyndical d'études de l'industrie textile (BIEIT);

— Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL);

— Syndicat général des fabricants de ficelles, cordages, sacs et tissus à usage industriel (FILCORSAC);

— Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs;

— Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques;

— Syndicat de la filterie française;

— Fédération nationale des syndicats patronaux de la branche teintures et apprêts;

— Comité de coordination des industries de la mode;

— Fédération nationale des dentelles, tulles, broderies, guipures et passementeries;

Publications :

— *Les textiles,* D. Jalomet, CyclOpe, édition Économica 1992.

— *L'industrie textile,* périodique.

— *Journal du textile,* hebdomadaire de la Fédération des industries textiles.

— *Industrie de la maille, Production industrielle,* Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, Essitex.

— *Industrie de l'habillement, Production industrielle,* Séries trimestrielles, SESSI.

— « L'industrie de l'habillement. Entre délocalisation et Sentier », Le « 4 pages », SESSI, n° 33, mai 1994.

— « Perspectives sectorielles 1995-2001 », Les prévisions glissantes détaillées du BIPE, édition 1995.

— *L'industrie des textiles et de l'habillement de l'UE 1993-1994.* Observatoire européen du textile et de l'habillement, avril 1995.

— *L'Industrie du textile* par B. Paranque. Collection « Entreprises/Risque sectoriel ». La situation du système productif. Banque de France - Observatoire des entreprises, 1995.

— *Les perspectives d'avenir de l'industrie du textile-habillement,* rapport au Premier ministre, La Documentation française, 1996.

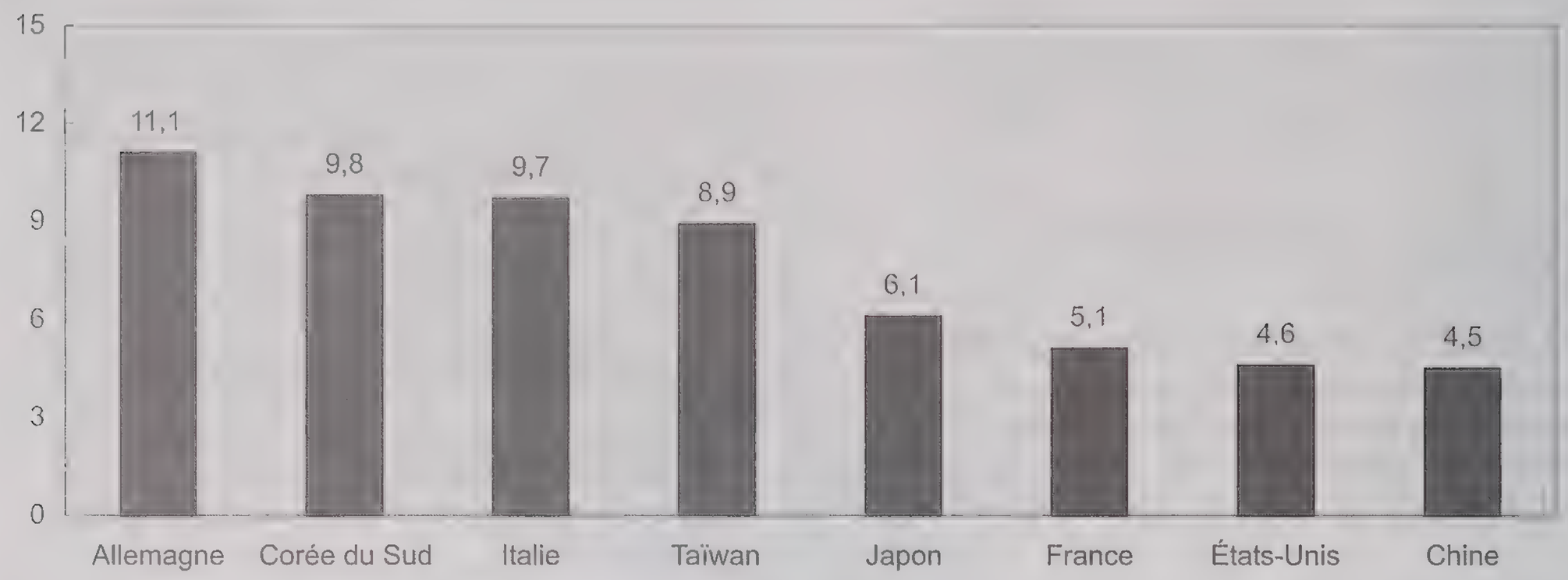
* * *

GRAPHIQUE K.11-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la branche " Filature et tissage "

(NES F21) en 1994

En %



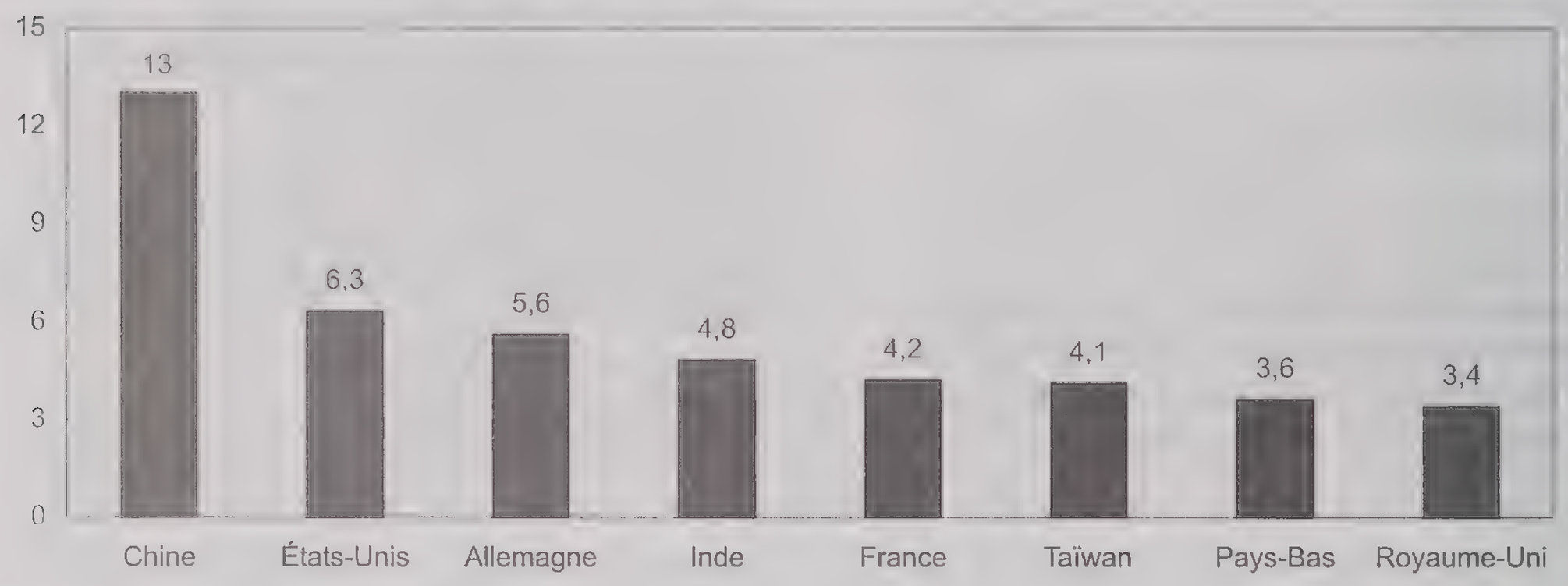
Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.11-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits textiles

(NES F22) en 1994

En %



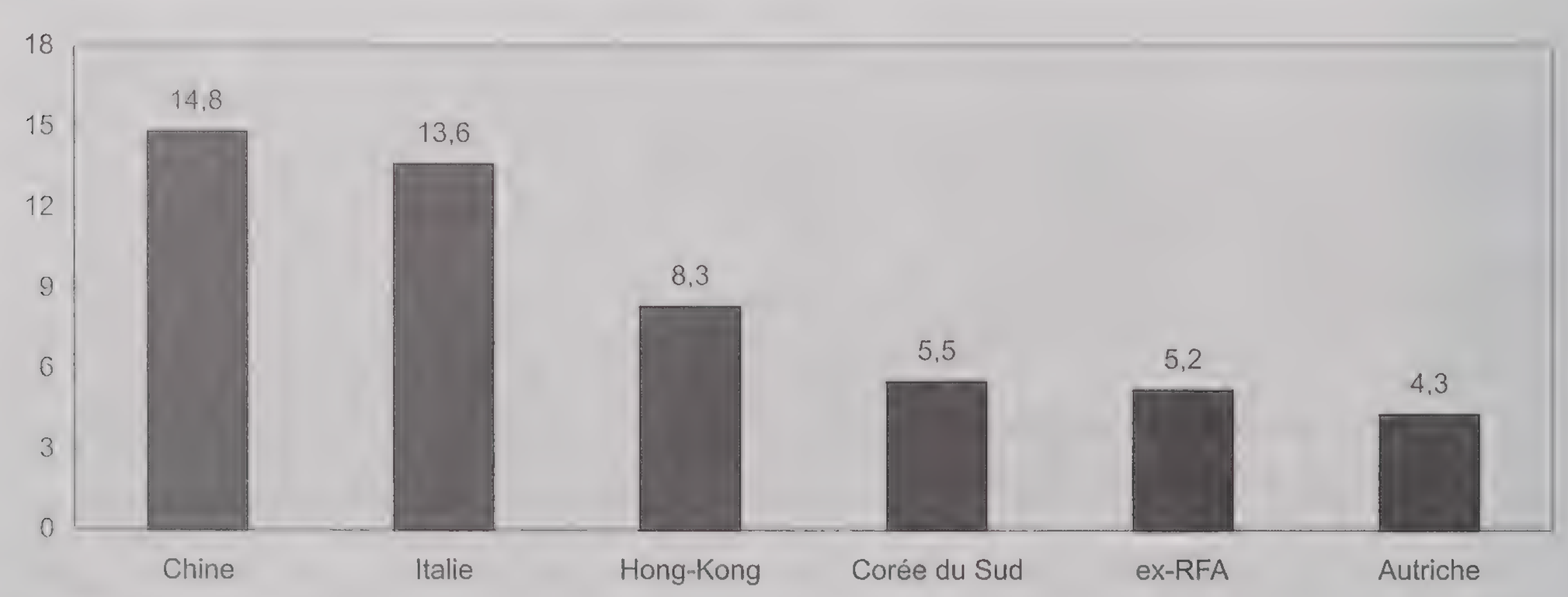
Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.11-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication d'étoffes et d'articles en maille

(NES F23) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.11-1

Industrie textile : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Filature de l'industrie cotonnière	171A	4 465	2 823,6	4 285	456,3	133,6
Filature de l'industrie lainière - cycle cardé	171C	1 022	364,3	989	102,4	13,2
Préparation de la laine	171E	2 244	3 600,1	2 330	268,1	80,0
Filature de l'industrie lainière - cycle peigné	171F	3 701	2 456,7	4 098	443,0	62,5
Préparation et filature du lin	171H	1 737	877,7	1 675	179,3	92,6
Moulinage et texturation de la soie et textiles artificiels et synthétiques	171K	4 441	3 164,6	4 456	476,1	165,2
Fabrication de fils à coudre et préparation et filature d'autres fibres	171M et 171P	2 240	1 345,1	2 323	339,4	48,0
Tissage de l'industrie cotonnière	172A	11 197	10 835,0	12 127	1 464,3	309,0
Tissage de l'industrie lainière - cycle cardé	172C	1 206	1 428,2	1 341	166,1	49,5
Tissage de l'industrie lainière - cycle peigné	172E	1 903	2 089,4	1 787	220,9	35,9
Tissage de soieries	172G	5 988	6 250,8	6 058	901,2	169,6
Tissage d'autres textiles	172J	1 697	1 239,9	1 775	208,8	46,3
Ennoblissement textile	173Z	17 123	10 784,9	16 289	2 070,1	659,6
Filature et tissage	**F21**	**58 964**	**47 260,3**	**59 533**	**7 296,0**	**1 865,0**
Fabrication de linge de maison et d'articles d'ameublement	174A	4 527	2 732,0	4 807	488,4	74,0
Fabrication de petits articles textiles de literie	174B	3 244	2 426,9	3 167	345,4	48,2
Fabrication d'autres articles confectionnés en textile	174C	4 625	2 750,9	4 856	571,5	85,9
Fabrication de tapis et moquettes	175A	4 338	4 468,4	6 171	743,3	174,5
Ficellerie, corderie, fabrication de filets	175C	1 129	764,5	1 227	133,4	28,1
Fabrication de non-tissés	175E	1 641	1 921,5	1 544	213,5	137,1
Industries textiles n.c.a. (2)	175G	17 449	12 689,5	18 641	2 281,9	619,7
Fabrication de produits textiles	**F22**	**36 953**	**27 753,7**	**40 413**	**4 777,4**	**1 167,5**
Fabrication d'étoffes à maille	176Z	2 924	3 006,4	2 783	354,7	131,8
Fabrication d'articles chaussants à maille	177A	10 506	4 820,5	10 592	1 208,1	149,2
Fabrication de pulls-overs et articles similaires	177C	12 183	5 944,7	12 907	1 293,9	148,1
Fabrication d'étoffes et d'articles en maille	**F23**	**25 613**	**13 771,6**	**26 282**	**2 856,7**	**429,1**
Industrie textile	**F2**	**121 530**	**88 785,6**	**126 228**	**14 930,1**	**3 461,6**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) N.c.a. : non comprises ailleurs, dans une autre «classe de la NAF 700» : fabrication de tulles, de dentelles, de feutres, d'ouates, de rubans, d'articles de passementerie, de tissus enduits et d'articles divers en textile.

TABLEAU K.11-2

Industrie textile : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Organismes professionnels

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unité	1994	1995	1996
Filature, tissage, ennoblissement textile					
FILATURE	**17.1**				
Fibres préparées :					
Cardés et peignés de laine	171C, 171F	tonne	81 290	76 130	62 290
Cardés et peignés de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	16 280	13 370	13 030
Fils de coton	171A	«	109 080*r*	102 120*r*	98 650
Fils de laine	171E	«	15 770	12 720	10 500
Fils à tricoter	«	«	3 000	2 420	2 210
Fils de fibres artificielles ou synthétiques	171K	«	95 720*r*	87 680*r*	78 950
Fils à coudre	171M	«	5 500	5 510	5 020
TISSAGE	**17.2**	«			
Tissu de coton	172A	«	91 340	86 200	84 910
Tissu éponge	«	«	3 440	3 360	3 370
Tissu de laine	172C, 172E	«	9 000	7 030	6 310
Tissu de lin	172J	«	3 640	2 440	2 100
Tissu en textiles artificiels ou synthétiques	«	«	72 220*r*	84 810*r*	91 310
Tissu de verre	«	«	37 810	37 090	35 600
ENNOBLISSEMENT TEXTILE	17.3	«	285 040	301 150	276 450
FABRICATION ARTICLES TEXTILES	17.4, 17.5				
LINGE DE MAISON	174A	tonne			
Couvertures	«	«	4 660	3 800	3 550
Linge de lit	«	«	21 180	20 420	20 260
Linge de table	«	«	3 340	2 930	2 510
Linge de toilette et de cuisine	«	«	4 500	4 310	4 310
TAPIS, MOQUETTES	175A	10^3 m^2	91 880	93 120*r*	101 490
FICELLES, CORDES ET CORDAGES	175C	tonne	19 980	19 240	20 360
OUATES	175G	«	25 100	23 980	22 120
HYGIÈNE FÉMININE, INFANTILE	175G, 212E	«	7 790	7 690	6 290
Industrie de la maille (2)					
ÉTOFFES À MAILLE (3)	176Z	«			
Etoffes à longs poils	«	«	2 055	...	7 501
Etoffes à boucles	«	«	4 585	...	
Velours et peluches	«	«	436	...	2 556
Étoffes pour rideaux et vitrages (fibres artificielles et synthétiques)	«	«	189	...	
Autres etoffes de bonneterie	«	«	43 068	...	39 710
ARTICLES CHAUSSANTS À MAILLE	177A				
Collants	«	10^3 pièces	258 746	...	203 270
Bas	«	10^3 paires	4 708	...	4 447
M.-bas	«	«	32 953	...	59 641
Autres articles chaussants	«	«	151 357	...	129 430
PULL-OVERS ET ARTICLES SIMILAIRES	177C	10^3 pièces			
Chandails, pull-overs, sweat-shirts, cardigans	«	«	37 921	...	28 368
dont : en laine	«	«	...	...	9 589
en coton	«	«	...	...	9 517
en fibres artificielles ou synthétiques	«	«	...	...	6 678
Sous-pulls	«	«	281	...	331

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) En 1995, les résultats de l'industrie de la maille ne sont pas publiables.
(3) Exclusivement les étoffes vendues en l'état.

Chapitre K.12

Industrie du bois et du papier

(NES : F31 à F33)
(NAF : 20 et 21)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs du travail du bois et de la fabrication d'articles en bois (NES F31), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32), en 1994.

1. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques.
2. Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche.
3. Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques.
4. Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Le travail du bois met sur le marché des matériaux presque essentiellement destinés à l'ameublement et au bâtiment. Depuis quelques années, le verre, les métaux, mais surtout le PVC, sont utilisés pour la fabrication de produits concurrentiels.

Ce secteur est très atomisé puisque neuf entreprises sur dix emploient moins de 100 salariés représentant 57 % des effectifs et 47 % du chiffre d'affaires. Seules, trois entreprises dépassent 500 salariés, pour la plupart concentrées dans la branche des panneaux. De caractère familial et artisanal, il recouvre principalement trois activités.

L'industrie des panneaux qui s'est restructurée au sein de groupes européens a fortement investi en 1990 et 1991. La plus grande productivité dégagée par la modernisation de l'outil de production et la création de nouveaux produits comme les MDF (medium density fireboard) ont représenté des atouts face aux dévaluations en Europe. Cette industrie continue à renforcer ses efforts à l'exportation; un tiers de son chiffre d'affaires est réalisé sur le marché extérieur.

L'industrie de fabrication de charpentes et de menuiserie souffre encore d'une insuffisante modernisation de ses structures industrielles. Le taux d'exportation est de 8,1 % en 1995. En outre, elle subit la concurrence d'autres matériaux, notamment celle du PVC dont l'utilisation est croissante dans les fermetures extérieures pour le bâtiment.

L'industrie de l'emballage en bois représente 6,5 % des ventes de l'ensemble des emballages. L'industrie de la palette, qui représente un tiers des facturations de l'emballage, doit s'adapter au transport des marchandises (réduction des coûts) et gérer ses déchets (fabrication de palettes à usage multiple, recyclage).

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Le marché des pâtes à papier et du papier-carton est dominé par les grands producteurs nord-américains, suédois, finlandais et allemands (2/3 du marché mondial). La France occupe le 9ème rang des pays producteurs pour la pâte (1,6 % du total) et le 8ème pour les papiers-cartons (4 %). De 1990 à 1993, l'industrie papetière française a traversé une des plus graves crises de son histoire. Après la reprise en 1994, la production ralentit en 1996; cependant, les résultats du commerce extérieur s'améliorent bien que le taux de couverture reste toujours déficitaire. La production de pâte à papier décroît de 10,8 %, du fait du ralentissement de la demande des papiers à usages graphiques et plus particulièrement du papier journal (- 12 %). En revanche, la hausse de 1,2 % des papiers et cartons d'emballage a surtout favorisé la consommation de papiers et cartons récupérés (en hausse de presque 1 %).

L'industrie du papier-carton est le troisième consommateur d'énergie (7,3 % de l'industrie française en 1996), derrière la chimie et la sidérurgie, avec plus de 3,3 millions de tep en 1996, dont 62 % d'électricité. Les entreprises de ce secteur concentrent 18 % des investissements liés au traitement des déchets en France, en particulier pour le traitement de l'eau dont elles sont grosses consommatrices.

Les fibres de cellulose issues de la récupération des vieux papiers entrent pour moitié dans la consommation totale de pâte, mais le taux de récupération reste encore faible : avec 38 % la France se situe en 7ème position des pays producteurs.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

En 1996, la production totale de papier et de carton issue des usines françaises dépasse les 8,5 millions de tonnes; 47 % sont absorbés par la production de papiers à usage graphique, 44 % par la fabrication d'emballages, 6 % pour les papiers à usage domestique et sanitaire et 3 % pour les papiers à usage industriel.

Quasi inexistante il y a vingt ans, la fabrication d'articles en papier à usage sanitaire et domestique est très concentrée : plus de 50 % du chiffre d'affaires reposent sur trois entreprises de plus de 500 salariés qui sont des filiales de grands groupes internationaux. La France est le 3ème producteur européen dans ce domaine.

La France est un des leaders européens dans le secteur de l'emballage papier-carton-sacherie; il regroupe 355 entreprises de plus de vingt salariés dont neuf de plus de 500. En 1996, la production s'est maintenue à un niveau élevé, supérieur de 2 % au volume de 1995 et de 13 % en valeur. Les contraintes d'amélioration constante de résistance, légèreté et protection des marchandises poussent les industriels de l'emballage à innover.

C'est aussi un secteur de pointe pour la valorisation des déchets : 53 usines françaises recyclent 70 % des emballages usagés en carton ondulé, eux-mêmes constitués d'un taux important de fibres recyclées.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NES F31, NAF 20)

Cette activité classée dans les biens intermédiaires recouvre l'ensemble des industries de la première et se-

conde transformation du bois, à l'exception de la scierie, de l'ameublement et du papier carton. Elle comprend :

— l'imprégnation du bois;

— la fabrication et la transformation de panneaux, bois de placages et contreplaqués (panneaux de particules, panneaux de fibres, panneaux lattés et contreplaqués);

— la fabrication de charpentes et de menuiseries destinées aux bâtiments, y compris les constructions préfabriquées en bois (portes, fenêtres, volets, clôtures, escaliers, panneaux pour parquets, charpentes en lamellé-collé et fermettes, hangars agricoles et abris en bois);

— la fabrication d'emballages en bois (caisses, palettes, emballages légers et articles de tonnellerie);

— la fabrication d'objets divers en bois (tournerie, matériel industriel, agricole et ménager) et la fabrication de cercueils;

— la fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie tels que bouchons, revêtements de sol ou de mur en liège, nattes, paillassons et claies.

Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32, NAF 21.1)

Cette activité comprend :

— la fabrication des pâtes à papier mécaniques ou chimiques, blanchies ou écrues, à partir de bois ou autres matières;

— la fabrication des pâtes de recyclé à partir de vieux papiers;

— la fabrication des papiers et cartons en l'état : à usage graphique, pour articles sanitaires et domestiques, pour l'emballage, etc.

Fabrication d'articles en papier ou en carton (NES F33, NAF 21.2)

Cette activité comprend la fabrication de :

— carton ondulé et emballages en carton ondulé;

— cartonnages : pliants, de bureau ou de présentation, boîtes, emballages alimentaires, etc.;

— emballages en papier : sacs, sachets, etc.;

— articles en papier à usage sanitaire ou domestique : mouchoirs, serviettes, couches, papiers hygiéniques, vaisselle en carton;

— articles de papeterie : papiers en ramettes, blocs ou listings, carbones, stencils et autocopiants, enveloppes et articles de correspondance;

— papiers peints et revêtements muraux en papier ou textile;

— articles divers en papier ou carton : étiquettes, filtres, tubes et bobines, articles moulés, etc.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération nationale du bois;

— Confédération nationale des industries du bois (CNIB);

— Fédération des industries lourdes du bois (FILB);

— Centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses;

— Fédération nationale des transformateurs de papier (service social);

— Fédération française de cartonnage.

Publications :

« Travail du bois », Chiffres-Clés, Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI.

« Le bois pour le bâtiment », le « 4 pages », nº 52, SESSI, juillet 1995.

« Les industries du bois », Chiffres-Clés Analyse, SESSI, 1996.

« La forêt et les industries du bois », collection GraphAgri Forêt-Bois, ministère de l'Agriculture, 1996.

« L'industrie papetière en 1996 », COPACEL (Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses).

« Fabrication de pâtes à papier et de papiers cartons », séries mensuelles et trimestrielles, COPACEL.

« Transformation du papier », séries mensuelles et annuelles, FNTP (Fédération nationale des transformateurs de papiers).

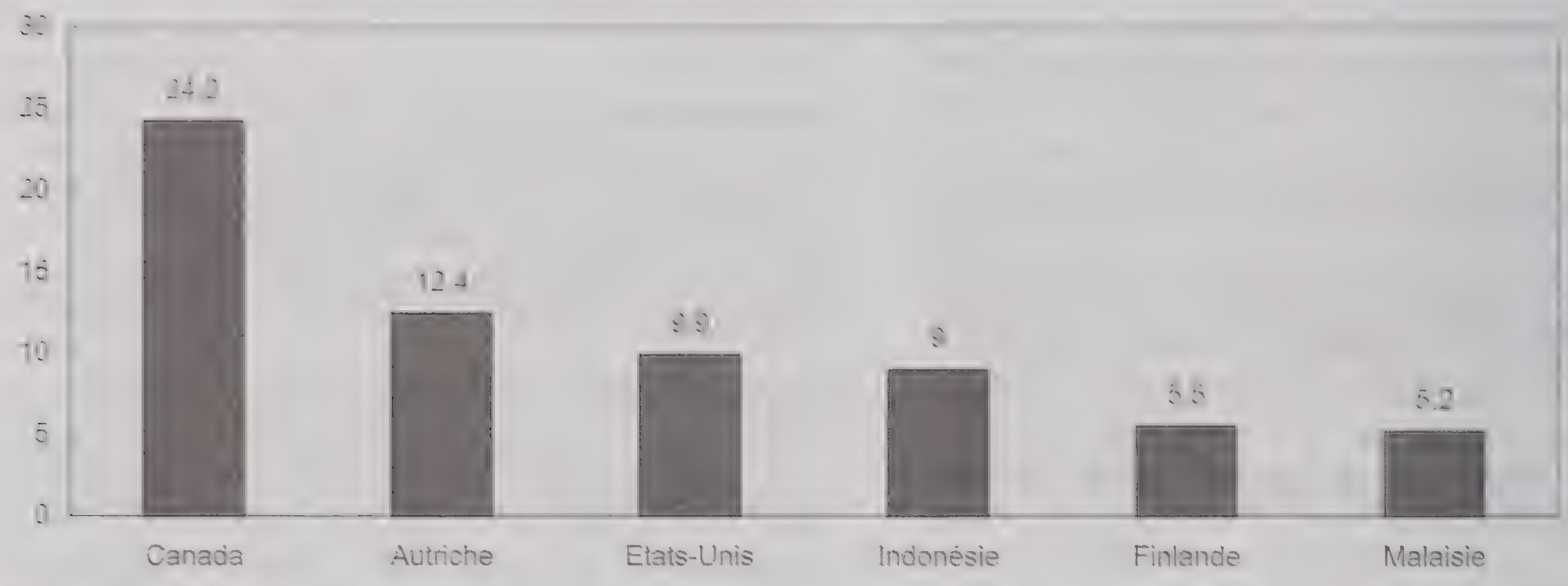
« Cartonnage », séries mensuelles et annuelles, FFC (Fédération française du cartonnage).

« Articles de papeterie », Chiffres-Clés, Production industrielle, séries trimestrielles, SESSI.

GRAPHIQUE K.12-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs du travail du bois et de la fabrication d'articles en bois (NES F31) en 1994

En %

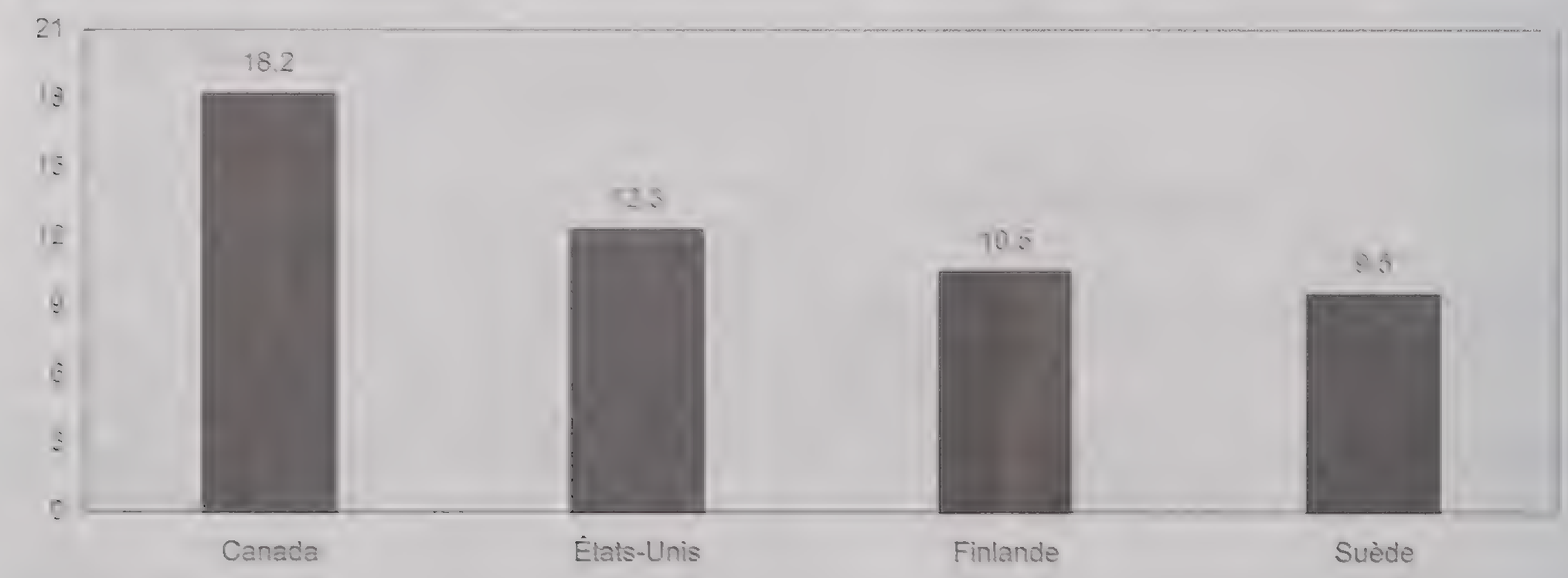


Sources : OCDE. SESSI

GRAPHIQUE K.12-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de pâte à papier, de papier et de carton (NES F32) en 1994

En %



Sources : OCDE. SESSI

TABLEAU K.12-1

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Imprégnation du bois	201B	1 081	417,1	1 184	152,5	9,3
Fabrication de panneaux de bois	202Z	9 340	9 372,1	9 562	1 154,8	469,1
Fabrication de charpentes et menuiseries	203Z	15 482	13 366,5	15 895	1 825,5	526,4
Fabrication d'emballages en bois	204Z	9 764	5 679,6	10 718	1 184,8	198,2
Fabrication d'objets divers en bois	205A	4 783	2 543,1	4 732	531,7	97,5
Fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie (2)	205C	684	693,1	655	82,2	24,9
Travail du bois et fabrication d'articles en bois (non compris sciage et rabotage)	**F31**	**41 134**	**32 071,5**	**42 746**	**4 931,5**	**1 325,4**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Sparterie : fabrication d'ouvrages tressés en fibres végétales (d'origine diverse), tels des cordes, des nattes, des tapis, des paniers, etc . La vannerie étant l'industrie du vannier, ouvrier confectionnant divers objets (paniers, corbeilles, chaises, meubles) au moyen de tiges et fibres végétales entrelacées d'osier, de rotin ou de jonc, etc .

TABLEAU K.12-2

Travail du bois et fabrication d'articles en bois : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unité	1994	1995	1996
SCIAGE, RABOTAGE, IMPRÉGNATION DU BOIS	**p 201A**				
dont : Lames pour parquets et lambris en bois de conifère		tonnes	165 554	169 794	171 705
Lames pour parquets et lambris en bois autre que de conifère (2)		10^3 m^2	1 630	1 620	1 192
FABRICATION DE PANNEAUX DE BOIS	**202Z**				
dont : Contreplaqués multiplis		m^3	503 917	476 983	472 861
Panneaux de particules de bois brut		»	1 634 921	1 660 668	1 902 996
Panneaux surfacés mélaminés		»	765 429	825 364	950 985
Panneaux de fibres «coupe-feu» bruts (qualité M.D.F.) (3)		»	340 399	343 671	373 240
FABRICATION DE CHARPENTES ET MENUISERIES	**203Z**				
dont : Fenêtres et portes-fenêtres (4)		10^3 pièces	3 206	3 176	2 884
Portes menuisées non posées		»	1 049	1 193	1 168
Blocs-portes		»	1 395	1 549	1 390
Portes planes tous parements non posées		»	4 669	4 674	4 402
Panneaux pour parquets dits mosaïques (5)		10^3 m^2	2 737	2 400	2 341
Panneaux pour parquets contrecollés		»	3 610	3 980	4 116
FABRICATION D'EMBALLAGES EN BOIS	**204Z**				
dont : Palettes simples en bois (6)		10^3 pièces	35 348	40 029	38 290
Palettes-caisses en bois		»	3 698	4 207	3 775
Caisses, caissettes, cageots		10^3 tonnes	512	491	474
FABRICATION D'OBJETS DIVERS EN BOIS	**205A**				
dont Cadres en bois		10^3 m	8 780	8 160	10 619

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Sauf lames pour lambris en hêtre ou chêne.
(3) Panneaux de fibres M.D.F. (medium density fireboard) , coupe-feu de densité moyenne.
(4) Non posées par l'entreprise et à l'exclusion des fenêtres de toit.
(5) Panneaux de 8 et 10 mm d'épaisseur.
(6) Y compris les palettes perdues, non compris la réparation.

TABLEAU K.12-3

Industrie du papier et du carton : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	211A et 211C	31 006	49 606,0	31 790	5 402,7	2 168,2
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**	**31 006**	**49 606,0**	**31 790**	**5 402,7**	**2 168,2**
Industrie du carton ondulé	212A	16 941	19 537,2	17 404	2 464,5	860,5
Fabrication de cartonnages	212B	16 767	11 690,9	16 673	2 209,6	438,2
Fabrication d'emballages en papier	212C	4 475	4 305,7	4 767	685,4	162,4
Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	212E	8 471	12 380,1	8 556	1 375,8	532,1
Fabrication d'articles de papeterie (2)	212G	5 751	5 153,3	5 920	830,9	243,2
Fabrication de papiers peints	212J	1 222	1 057,6	1 239	189,3	33,9
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton (3)	212L	6 499	6 086,3	6 644	939,5	273,8
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**	**60 126**	**60 211,1**	**61 203**	**8 695,0**	**2 544,1**
Industrie du papier et du carton	**21**	**91 132**	**109 817,1**	**92 993**	**14 097,7**	**4 712,3**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Cette classe ne comprend pas la fabrication d'articles de papeterie scolaire ou commerciale (cahiers, classeurs, livres comptables,etc); voir 222C «Autre imprimerie, (labeur)», dans K.10-7.
(3) Cette classe comprend notamment : la fabrication d'étiquettes de tous genres, de filtres, de sacs pour aspirateurs, de tubes, mandrins et bobines en carton, d'articles moulés en pâte en papier.

TABLEAU K.12-4

Pâtes à papier et articles en papier ou en carton : production de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF (1)	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	**F32**						
Fabrication de pâtes à papier	211A	2 201	2 609	2 539	2 787	2 819	2 515
Pâtes mécaniques et mi-chimiques		667	923	936	1 005	934	856
Pâtes chimiques de bois		1 534	1 686	1 603	1 782	1 885	1 659
Papiers et cartons	211C	7 148	7 696	7 974	8 677	8 616	8 584
Papier d'emballage		2 725	2 775	2 867	3 073	3 029	3 087
Papier d'impression-écriture		3 195	3 615	3 737	4 112	4 076	3 924
dont : Qualité journal		421	670	802	841	890	783
Cartons		650	674	665	742	741	730
Papiers industriels et spéciaux		249	240	240	273	282	282
Papiers domestiques et sanitaires		329	392	465	477	488	508
Fabrication d'articles en papier ou en carton	**F33**						
(Livraisons)							
Industrie du carton ondulé et fabrication de cartonnages	212A et 212B	2 214	2 330	2 070	2 213	2 027	2 180
Produits de la transformation du papier							
Articles en papier à usage domestique ou sanitaire	212C et 212E	612	702	704	728	702	731
Papiers peints (Unité : 10^3 rouleaux)	212J	38	36	37	38	37	38

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.13

Chimie, caoutchouc et plastiques

(NES : F41 à F46)

(NAF : 24.1 à 24.3, 24.6 et 24.7, 25)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays de l'industrie chimique organique (NES F42), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation des matières plastiques (NES F46), en 1994.

1. Industrie chimique : grandeurs caractéristiques.
2. Industrie chimique : principales productions de la branche.
3. Parachimie : grandeurs caractéristiques.
4. Parachimie : principales productions de la branche.
5. Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques.
6. Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche.
7. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Le secteur de la chimie minérale est très hétérogène. La fabrication de gaz industriels est fortement concentrée; en revanche, la fabrication des engrais et celle des colorants et pigments le sont nettement moins. La fabrication d'autres produits inorganiques de base ne l'est pas du tout.

En 1995, le chiffre d'affaires global du secteur de la chimie minérale a progressé plus rapidement que celui de l'ensemble de l'industrie. L'effort d'investissement a également été plus soutenu : dans les gaz industriels, qui réalisent la moitié des investissements du secteur, la hausse est de 36 %. Le secteur de la chimie minérale, qui emploie moins de 1 % des effectifs de l'industrie française, réalise un taux de valeur ajoutée par personne qui se place parmi les meilleurs, avec une augmentation de 13 % par rapport à 1994.

Toutefois, le secteur reste fragile dans ses échanges extérieurs. En 1996, la balance commerciale accuse un déficit de 4,9 milliards de F. Les colorants, avec un solde de 0,5 milliard de F, et les produits de chimie inorganique, avec 0,3 milliard de F, ont des flux positifs. Les engrais, sont importés pour 7,5 milliards de F, mais exportés seulement pour 1,7 milliard de F. Les gaz interviennent très peu dans les échanges.

Les productions enregistrent une baisse de 3 %, due principalement aux colorants et aux produits chimiques inorganiques de base. Les engrais se maintiennent à leur niveau 1995; seuls, les gaz industriels affichent une progression.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

La fabrication de produits chimiques organiques et celle de matières plastiques de base sont des activités fortement capitalistiques. Le chiffre d'affaires par personne ou la valeur ajoutée par personne les placent au meilleur rang de l'industrie (hors énergie). Dans ce secteur représenté par de très grands groupes chimiques et leurs filiales, les deux tiers des effectifs sont employés dans des entreprises de plus de 500 salariés. Dans les trois branches d'activité, l'évolution des chiffres 1995 traduit une croissance supérieure à la moyenne de l'industrie. Le taux d'exportation et les investissements sont très élevés. Ce secteur demeure sensible aux fluctuations de prix, notamment les matières plastiques de base. La balance commerciale est toujours excédentaire avec un solde 1996 atteignant 7 milliards de F. Les groupes chimiques, implantés largement en Europe et à l'étranger, échangent facilement leurs productions : les flux en circulation sont donc très importants. Pour les matières plastiques, ils représentent plus de 50 % du chiffre d'affaires. Les échanges de caoutchouc synthétique dégagent un excédent de 1 milliard de F pour une valeur d'importations de 2,5 milliards de F.

En 1996, la production de produits chimiques organiques et de matières plastiques de base augmente avec, toutefois, un léger ralentissement au dernier trimestre. Le caoutchouc synthétique retrouve en 1996 son niveau de production de 1994, après une année 1995 exceptionnelle où des stocks importants avaient été constitués. Les productions de l'industrie chimique organique de base progressent de 4 %.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

La parachimie est un secteur hétérogène en raison de la multiplicité de ses produits. Une majorité d'entre eux, directement conditionnés pour la vente, ne seront plus transformés : produits phytosanitaires, peintures, vernis, explosifs et colles. D'autres, tels les huiles essentielles, encres d'imprimerie, additifs pour ciments ou béton, pour huiles lubrifiantes, etc., s'intègrent dans la fabrication avale d'industries très diverses (agro-alimentaire, emballage...).

Les produits chimiques pour la photographie, les peintures et les supports vierges d'enregistrement sont les trois secteurs qui ont une balance commerciale structurellement déficitaire.

D'importants efforts de recherche sont réalisés pour tenir compte des contraintes de l'environnement : réduction du rejet des composés organiques volatiles dans l'air, réduction des solvants dans les peintures, les colles et adhésifs.

La production de produits phytosanitaires est assurée pour l'essentiel par des filiales de grands groupes chimiques français mais aussi européens ou américains. En 1996, l'activité a progressé aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les restructurations se poursuivent dans ce secteur qui exige également un budget de recherche conséquent.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

L'industrie des fibres artificielles et synthétiques est située en amont de l'industrie textile. En 1996, son marché est de 6 milliards de F pour seulement 2,9 milliards de F de produits fabriqués en France. Les échanges sont ainsi largement déficitaires, en particulier avec l'Allemagne (— 1,8 milliard de F) et le Royaume-Uni (— 768 millions de F). Les fibres synthétiques sont aujourd'hui les plus utilisés dans l'industrie textile, avant le coton. La stratégie des leaders mondiaux du textile s'oriente de plus en plus vers l'utilisation de fibres à haute technicité qui font l'objet de développements constants. De nouveaux tissus apparaissent, qui réchauffent, refroidissent, résistent aux chocs, sèchent instantanément. Les microfibres se généralisent. Les vêtements fabriqués, confortables et multifonctionnels et, surtout, à forte valeur ajoutée, concurrencent la production de masse des pays du tiers-monde.

Les innovations technologiques sont très développées. En laboratoire, on assiste à la création de fibres obtenues par génie génétique : les clones des fils d'araignée dont le tissu obtenu, outre sa finesse, a révélé d'étonnantes propriétés de protection pare-balles.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

L'industrie du caoutchouc est liée à celle de l'automobile.

La fabrication de pneumatiques et chambres à air représente en France près de 60 % du chiffre d'affaires du

secteur. La fabrication des ouvrages divers en caoutchouc, activité hétérogène concurrencée par les matières plastiques, en constitue le complément.

Dans un contexte très concurrentiel, la compétitivité du pneumatique nécessite une technologie de production de plus en plus sophistiquée, avec des efforts considérables en matière de recherche/développement. Cet impératif, ajouté à une diminution des marges, a engendré un phénomène de concentration à la fin des années 80. Les trois premiers groupes – le français Michelin, le japonais Bridgestone et l'américain Goodyear – représentent plus de la moitié du marché mondial. Avec les trois suivants – l'allemand Continental, le japonais Sumitomo-Dunlop et l'italien Pirelli – ils réalisent en 1995 plus de 70 % des ventes mondiales. Après un redémarrage entre 1994 et 1996, le ralentissement de l'activité automobile au niveau mondial s'est répercuté directement sur ce secteur, en particulier sur les produits de première monte. Cette situation n'a toutefois pas eu d'incidence sur le niveau des investissements ou sur l'effort de recherche et l'amélioration des processus de production. La forte remontée des prix à la deuxième monte a contribué à renforcer la rentabilité. En 1995, l'activité du caoutchouc a augmenté de 5,8 %.

Mais, le secteur du caoutchouc industriel, qui progressait depuis 1993, connait depuis 1996 une stagnation de ses productions en raison des baisses de commandes des secteurs automobiles et du BTP.

La France est le 3^{e} exportateur de pneumatiques et ouvrages en caoutchouc, derrière l'Allemagne et le Japon. Avec un taux de couverture de 166 %, le commerce extérieur français dégage un solde positif de 7,9 milliards de F en 1995.

Transformation des matières plastiques (plasturgie) (NES F46, NAF 25.2)

La transformation des matières plastiques est un secteur où, au côté de quelques grands groupes de dimension internationale, les PMI sont nombreuses (75 % du chiffre d'affaires en 1996). Les effectifs de ce secteur progressent.

Les principaux marchés sont l'automobile, l'emballage, le bâtiment, les industries électriques et électroniques, mais aussi l'aéronautique, le spatial et le médico-chirurgical.

60 % des pièces pour l'industrie sont destinés à la production automobile. Les semi-produits (plaques, films, tubes, profilés destinés à être retravaillés) connaissent une certaine contraction des volumes depuis le début des années 90, due en partie aux difficultés des activités en aval (comme le BTP).

L'année 1996 marque un léger redressement pour les emballages. La demande du secteur agroalimentaire reste stable, mais celle du secteur des cosmétiques est forte. Dans le contexte général contracté du bâtiment et des travaux publics, seules les menuiseries progressent.

La plasturgie doit faire face à la concurrence des pays à coût de main-d'œuvre peu élevé. Les échanges commerciaux demeurent déficitaires, sauf pour les éléments destinés au bâtiment, mais pour des volumes faibles.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont décrites au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

Industrie chimique minérale (NES F41, NAF 24.1A à 24.1E et 24.1J)

Elle utilise essentiellement de l'eau, de l'air, et des minéraux (sels, soufre et phosphates). Elle regroupe quatre activités distinctes :

— la fabrication de gaz comprimés : gaz de l'air, azote, oxygène et gaz rares, oxydes d'azote, hydrogène et gaz carbonique mais non celle de l'acétylène;

— la fabrication de pigments et colorants (pigments minéraux, oxydes de titane, de zinc, de plomb et pigments et colorants organiques);

— la fabrication des produits chimiques inorganiques, celle des acides minéraux (sulfurique et ses dérivés, phosphorique, chlorydrique, fluorhydrique, borique, etc.), celle des produits obtenus par électrolyse (chlore, soude et dérivés), et celle de produits divers (eau oxygénée, silicium, alumine hydratée), etc. La production de noir de carbone, produit issu de dérivés pétroliers, est aussi classée dans la chimie minérale;

— la fabrication d'engrais et de produits azotés. La production d'ammoniac issu du gaz naturel et celle de l'acide nitrique appartiennent à cette industrie.

Industrie chimique organique (NES F42, NAF 24.1G, 24.1L et 24.1N)

L'industrie chimique organique de base regroupe trois activités différenciées par les nomenclatures mais liées entre elles : la chimie organique de base proprement dite, et deux de ses avals importants, la production de matières plastiques de base et celle de caoutchoucs synthétiques et d'élastomères.

La chimie organique est la chimie du carbone avec essentiellement la pétrochimie et, en forte régression, la distillation des goudrons. Les productions des grands intermédiaires de la chimie organique (éthylène, propylène, butadiène, benzène et styrène) sont complétées par celles de produits plus élaborés comme leurs dérivés halogénés, les solvants organiques, et la plupart des bases ou monomères destinés à la fabrication des polymères, matières plastiques et caoutchoucs. Une part importante de la chimie fine comme la production d'arômes synthétiques est classée dans la chimie organique de base.

Sont exclues de cette activité les fabrications d'agents tensio-actifs et de certains produits de base pour la pharmacie.

Les fabrications des principaux thermoplastiques, (polyéthylènes, polypropylène, PVC et polystyrènes) sont complétées par celles des produits plus techniques, (polyamides, silicones, fluoropolymères, polyuréthanes, etc.), celles de résines alkydes, aminoplastes, phénoplastes... ou celles de polymères dérivés de la cellulose, acétates, nitrates ou éthers. Les fabricants de mélanges de matières plastiques, de plastiques régénérés et de résines échangeuses d'ions sont classés avec les producteurs de matières plastiques.

Parachimie (NES F43, NAF 24.2, 24.3 et 24.6)

Ce secteur comprend la fabrication de produits agrochimiques, de peintures, vernis et encres d'imprimerie, de produits explosifs, de colles et gélatines, d'huiles essentielles, de produits chimiques pour la photographie, de supports de données, de produits chimiques à usage industriel.

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44, NAF 24.7)

Elle regroupe :

— Les fibres synthétiques (polyamides, polyesters, polyuréthannes...). Celles-ci s'obtiennent par polymérisation de monomères organiques provenant des produits de la distillation de la houille, du pétrole ou des produits dérivés du gaz naturel.

— Les fibres artificielles (viscose, acétate de cellulose...). Elles sont issues de la transformation chimique de polymères organiques provenant de matières naturelles brutes (cellulose, caséine, algues...). Les substances obtenues sont pressées dans des filières puis solidifiées par refroidissement, évaporation du solvant ou précipitation. L'étirage final oriente les molécules et confère à la fibre des propriétés techniques spécifiques.

Industrie du caoutchouc (NES F45, NAF 25.1)

Elle comprend :

— la fabrication de pneumatiques et chambres à air;

— le rechapage et la réparation industrielle des pneumatiques;

— la fabrication d'ouvrages en caoutchouc (autres que pneumatiques et chambres à air).

Transformation des matières plastiques (NES F46, NAF 25.2)

Les produits de la plasturgie peuvent être regroupés en trois catégories :

— demi-produits, comme les plaques, feuilles, films, tubes, tuyaux et profilés;

— biens intermédiaires, comme les pièces pour l'industrie, les emballages, les éléments pour le bâtiment;

— produits finis, comme les produits de consommation divers.

Depuis le changement de nomenclature en 1993, la fabrication des mélanges est classée avec l'industrie chimique, tandis que les feuilles, pellicules, bandes ou lames en cellulose régénérée sont désormais classées avec les demi-produits.

De même, la fabrication des meubles en matières plastiques relève désormais de l'ameublement et non plus des produits de consommation divers en matière plastique. À l'inverse, la production des éponges synthétiques en fait partie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de L'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Union des industries chimiques;

— Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques;

— Syndicat national du caoutchouc et des plastiques;

— Fédération de la plasturgie;

— Chambre syndicale des industries transformatrices des fibres techniques.

Publications :

« L'industrie chimique de base », Chiffres clés. Production industrielle, séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport annuel de l'Union des industries chimiques;

« Parachimie » Production industrielle, Séries mensuelles et trimestrielles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Informations chimie;

Chimie actualités;

« Une année contrastée pour la chimie de base », *INSEE-Première,* nº 201, juin 1992;

Information sur les fibres synthétiques et cellulosiques. Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, édition 1996, Bruxelles;

Industrie du caoutchouc, Chiffres clés, Production industrielle, séries mensuelles. SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

« Le marché français du pneumatique », *Le journal de l'automobile,* septembre 1995.

European Rubber Journal : résultats 1994, septembre 1995;

La Plasturgie, M. Duthoit et C. Le Corroller, SESSI-*Études,* juin 1995;

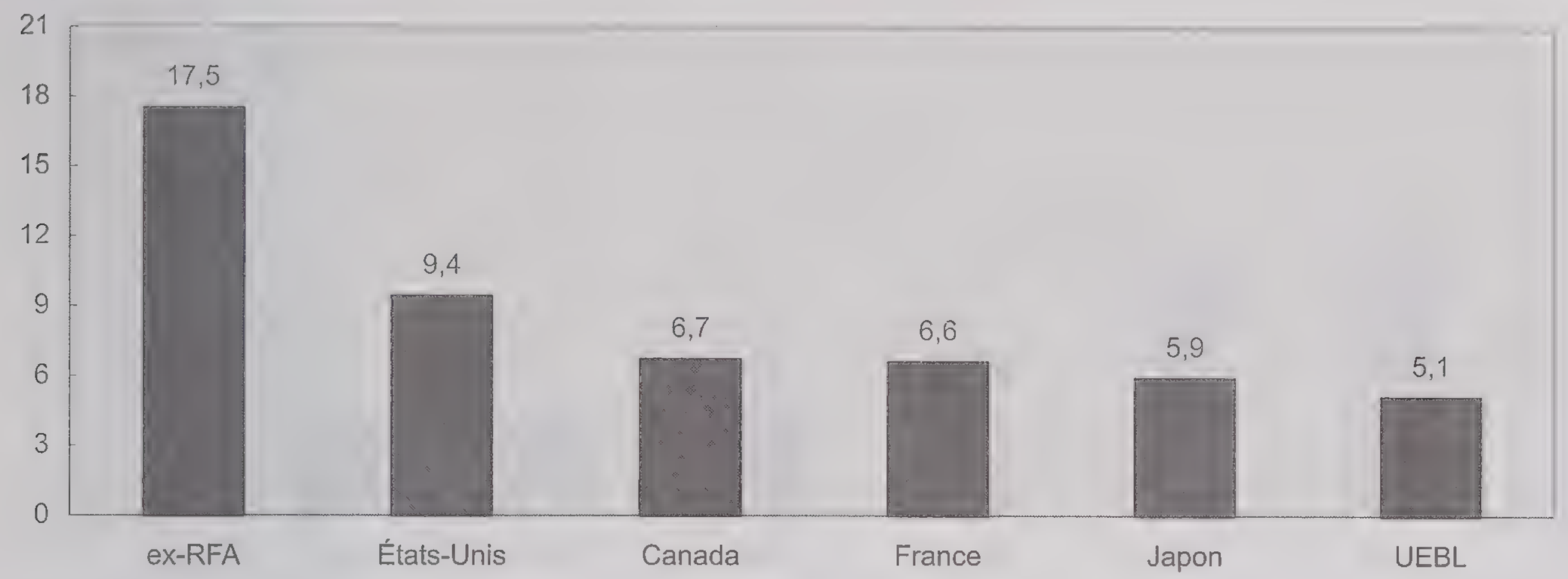
Transformation des matières plastiques, Chiffres clés, Production industrielle, séries mensuelles commentées et séries trimestrielles, SESSI, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

* * *

GRAPHIQUE K.13-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique minérale (NES F41) en 1994

En %

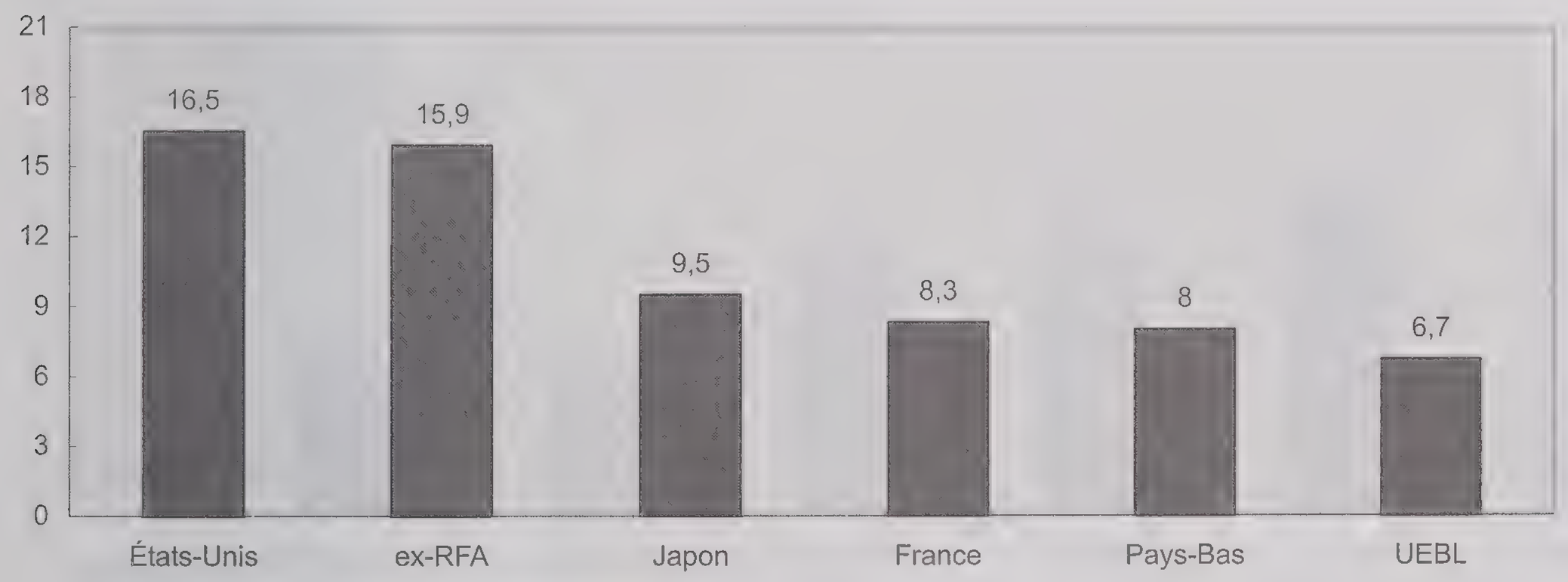


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie chimique organique (NES F42) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la parachimie (NES F43) en 1994

En %

Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-4

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NES F44) en 1994

En %

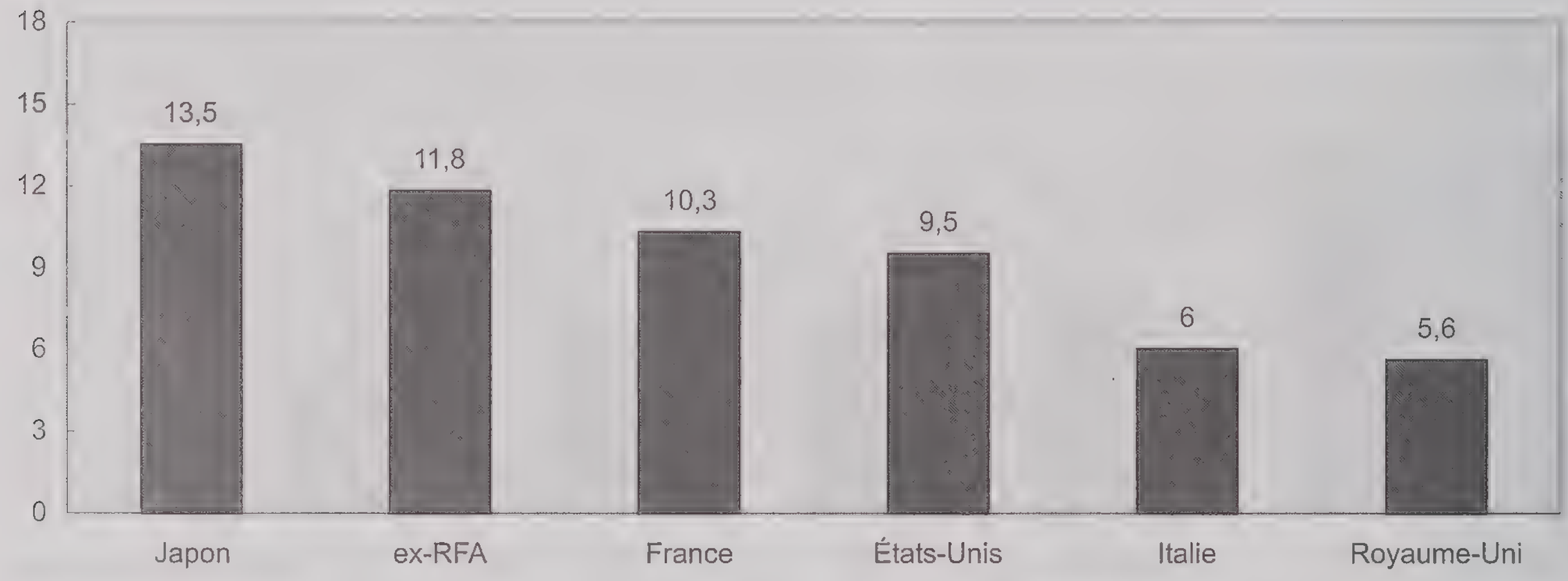


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-5

Parts de marché des principaux pays exportateurs de l'industrie du caoutchouc (NES F45) en 1994

En %

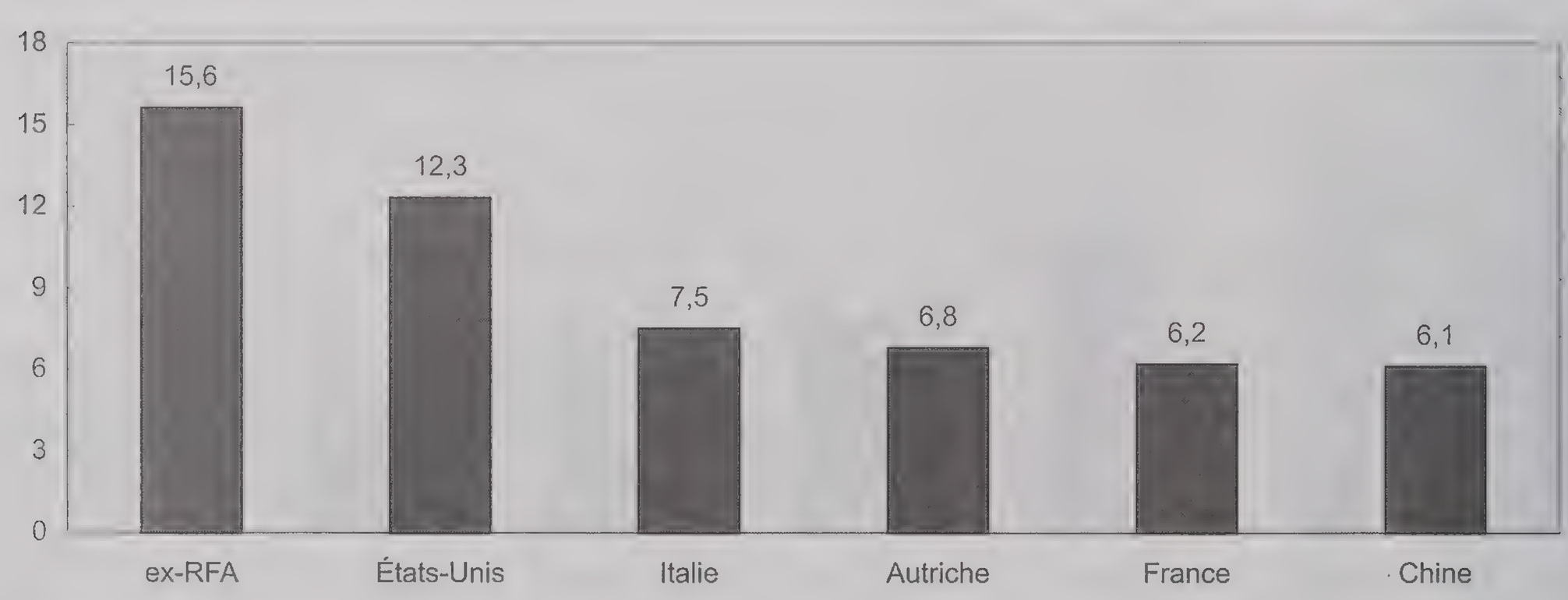


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.13-6

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la transformation des matières plastiques (NES F46) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.13-1

Industrie chimique : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de gaz industriels	241A	4 401	6 628,4	5 127	1 120,0	1 044,2
Fabrication de colorants et de pigments	241C	4 220	6 966,9	4 681	884,1	522,6
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base	241E	10 933	14 372,2	10 182	1 810,2	754,2
Fabrication de produits azotés et d'engrais	241J	6 001	10 818,9	6 727	1 207,2	321,2
Industrie chimique minérale	**F41**	**25 555**	**38 786,4**	**26 717**	**5 021,5**	**2 642,2**
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	241G	25 417	56 302,4	28 275	5 880,4	2 824,2
Fabrication de matières plastiques de base	241L	18 223	42 803,0	19 767	3 849,9	1 917,0
Fabrication de caoutchouc synthétique	241N	2 563	5 683,6	2 423	416,2	196,7
Industrie chimique organique	**F42**	**46 203**	**104 789,0**	**50 465**	**10 146,5**	**4 937,9**
Total (Industrie chimique)		**71 758**	**143 575,4**	**77 182**	**15 168,0**	**7 580,1**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.13-2

Industrie chimique : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1994	1995	1996
INDUSTRIE CHIMIQUE MINÉRALE	**F41**				
GAZ INDUSTRIELS	**241A**				
dont : Oxygène comprimé		10^6 m^3	2 240	2 215	2 259
Azote comprimé		»	2 029	2 117	2 244
Hydrogène		»	506	494	594
COLORANTS ET PIGMENTS	**241C**	10^3 tonnes	57	54	56
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES INORGANIQUES DE BASE	**241E**				
dont : Acide sulfurique		»	2 230	2 382	2 264
Acide chlorhydrique		»	420	381	425
Chlore		»	1 476	1 420 *r*	1 470
Soude caustique (NaOH)		»	1 561	1 500	1 552
Noirs de carbone		»	235	259	246
PRODUITS AZOTÉS ET ENGRAIS	**241J**				
Superphosphates (simples, doubles et triples)		»	657 *r*	613 *r*	696
Acide phosphorique (usage engrais)		»	151	165	166
Engrais composés		»	4 526	4 564	4 496
Chlorure de potassium (K_2O)		»	870	802	751
INDUSTRIE CHIMIQUE ORGANIQUE	**F42**				
AUTRES PRODUITS CHIMIQUES ORGANIQUES DE BASE	**241G**				
dont : Éthylène		»	2 796	2 667	2 723
Propylène		»	1 866	1 947	2 044
Butadiène		»	350	330	344
Isobutylène		»	128	164	134
Benzène		»	765	792	895
MATIÈRES PLASTIQUES DE BASE	**241L**				
Aminoplastes		»	184	221 *r*	249
Polyéthylène basse densité (autre que linéaire)		»	734 *r*	700 *r*	719
Polyéthylène haute densité		»	384	390	371
Polypropylène		»	1 102	1 065	1 107
Polystyrène et ses copolymères		»	632 *r*	617 *r*	635
Polychlorure de vinyle		»	1 178	1 062	1 154
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE	**241N**	»	592 *r*	612 *r*	587
COKE ET GOUDRONS	**231Z**				
Goudron brut		10#E3 tonnes	215	209	207

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.13-3

Parachimie : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances, et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche : Effectifs employés	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectifs employés	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de produits agrochimiques	242Z	6 753	12 362,3	7 258	1 554,1	396,3
Fabrication de peintures et vernis	243Z	17 502	19 880,5	19 350	3 388,8	682,0
Fabrication de produits explosifs	246A	3 473	2 892,5	4 054	645,2	181,1
Fabrication de colles et gélatines	246C	3 408	4 736,0	3 760	670,6	262,3
Fabrication d'huiles essentielles	246E	4 531	5 541,1	4 720	991,7	299,9
Fabrication de produits chimiques pour la photographie	246G	4 780	5 450,6	5 930	1 172,7	283,2
Fabrication de supports de données	246J	1 297	1 781,5	1 394	207,7	181,5
Fabrication de produits chimiques à usage industriel	246L	11 811	18 447,6	9 534	1 812,5	872,6
Parachimie	**F43**	**53 555**	**71 092,1**	**56 000**	**10 443,3**	**3 158,9**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.13-4

Parachimie : principales productions de la branche

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
SEITA

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1990	1992	1993	1994	1995	1996
PEINTURES, VERNIS, COULEURS FINES, ENCRES D'IMPRIMERIE	243Z							
Peintures et vernis		tonne	711	683	680	729	730 *r*	731
Mastics et enduits		»	193	188	168	164	162	152
Encres d'imprimerie		»	67	69	68	77	81	84
EXPLOSIFS, ACCESSOIRES DE MISE À FEU, ARTIFICES	246A							
Explosifs en cartouches		tonne	13	16	15	16	12 *r*	11
Explosifs en vrac		»	26	23	21	27	29 *r*	30
COLLES ET GÉLATINES	246C							
Colles		tonne	430	434	444	467	465 *r*	508
PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES ET CINÉMATOGRAPHIQUES	246G							
Surfaces sensibles diverses		km^2	319	283	286	235	296	c
PRODUITS CHIMIQUES À USAGE INDUSTRIEL	246L							
Assouplissants		10^3 tonnes	101	127	115	143	130	149
Facturations								
PRODUITS AGROCHIMIQUES	242Z	**10^6 francs**	...	...	...	**13 695** *r*	**14 145** *r*	**15 563**
dont : Insectisides	»	»	...	...	...	2 130 *r*	2 214 *r*	2 363
Herbicides	»	»	...	...	...	4 921 *r*	5 787 *r*	6 492
Fongicides	»	»	...	...	...	5 013 *r*	4 678 *r*	4 494
Autres produits agrochimiques	»	»	...	...	...	948 *r*	1 038 *r*	1 060

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.13-5

Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche : Effectifs employés	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectifs employés	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	247Z	2 638	2 939,5	2 852	423,1	385,6
Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	**F44**	**2 638**	**2 939,5**	**2 852**	**423,1**	**385,6**
Fabrication de pneumatiques	251A	31 646	23 068,7	37 677	5 768,4	1 210,0
Rechapage de pneumatiques	251C	2 081	1 427,0	1 279	153,3	38,8
Fabrication d'autres articles en caoutchouc	251E	30 580	16 953,5	30 418	3 902,8	683,1
Industrie du caoutchouc	**F45**	**64 307**	**41 449,2**	**69 374**	**9 824,5**	**1 931,9**
Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en plastiques	252A	16 596	17 891,1	17 169	2 461,7	810,2
Fabrication d'emballages en matières plastiques	252C	33 167	26 549,6	34 113	4 494,2	1 966,3
Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	252E	15 552	12 556,9	14 240	1 800,2	527,4
Fabrication d'articles divers en matières plastiques (2)	252G	10 720	7 391,4	11 213	1 483,9	286,8
Fabrication de pièces techniques en matières plastiques (3)	252H	44 852	31 468,6	46 706	5 757,7	1 790,4
Transformation des matières plastiques (ou plasturgie)	**F46**	**120 887**	**95 857,6**	**123 441**	**15 997,7**	**5 381,1**
Total		**187 832**	**140 246,3**	**195 667**	**26 245,3**	**7 698,6**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Cette classe comprend la fabrication de vaisselle, d'ustensiles de cuisine et d'articles de toilette en matières plastiques. Elle comprend également la fabrication d'articles divers en matières plastiques tels que rubans adhésifs, éponges artificielles, casques de sécurité, articles pour éclairage, bureau, etc.
(3) Cette classe comprend exclusivement la fabrication de pièces techniques en matières plastiques (y compris matériaux composites) réalisées à façon selon les procédés de la plasturgie.

TABLEAU K.13-6

Pneumatiques et ouvrages en caoutchouc : principales productions de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	*r* 1994	*r* 1995	1996
PNEUMATIQUES ET CHAMBRES À AIR	**251A**				
dont : Enveloppes pour voitures de tourisme		tonne	364 068	393 218	385 836
Pneumatiques pour voitures de tourisme et assimilés		10^3 pièces	53 560	57 815	56 416
Pneumatiques pour tracteurs agricoles et para-agricoles (roues motrices et roues directrices), génie civil		»	860	840	897
Pneumatiques pour avions		tonne	1 255	1 443	1 022
Chambres à air pour véhicules routiers et non routiers		»	3 829	2 941	1 812
Chambres à air pour cycles et motocycles		10^3 pièces	16 364	19 437	17 535
OUVRAGES EN CAOUTCHOUC	**251E**				
Tissus caoutchoutés		tonne	4 269	3 548	3 511
Courroies en caoutchouc		»	17 228	16 751	15 581

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.13-7

Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
Plaques et blocs cellulaires	252A	112	111	110
Tubes et tuyaux	»	307	309	293
Profilés en matières plastiques	»	94	113	112
Sacs et sachets de petite capacité en matières plastiques	252C	280	297	293
Revêtements de murs et de sols à surface plastique	252E	132	119	114
Menuiseries de bâtiment en matières plastiques (portes, fenêtres, volets)	»	152	163	163
Articles de ménage et de campement en matières plastiques	252G	58	53	57
Pièces moulées en matières thermoplastiques	252H	325	329	372

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Chapitre K.14

Métallurgie et transformation des métaux

(NES : F51 à F55)
(NAF : 27, 28.4 à 28.7)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52), en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55), en 1994.

1. Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques.
2. Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche.
3. Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA).
4. Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques.
5. Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux.
6. Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques.
7. Fonderie : principales productions de la branche.
8. Activité de la branche travail des métaux

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

La sidérurgie française a retrouvé, dès 1994, croissance et rentabilité grâce à une demande soutenue et de bons investissements réalisés dans la modernisation des installations (aciéries électriques).

En 1996, la sidérurgie connaît un vaste mouvement de déstockage, avec de fortes chutes de prix durant le premier semestre particulièrement dans les aciers inoxydables et les alliages. La production annuelle d'acier a baissé (– 2,6 %) ainsi que les importations. Au quatrième trimestre, la situation s'inverse avec la fin du déstockage, la reprise des exportations et un raffermissement des prix.

Le groupe Usinor-Sacilor a été privatisé en 1995; numéro trois mondial, le leader européen, regroupe ses activités en trois pôles, marquées par une haute technologie :

— Sollac pour les produits plats et Europipe pour les tubes soudés. La filière fonte est regroupée sous le contrôle de Sollac. et les hauts fourneaux de Sollac et Lorfonte sont exploités par Sidéco;

— Aster (Ascométal, Creusot-Loire Industrie et Unimétal) pour les aciers spéciaux et les produits longs;

— département Ugine pour les aciers inoxydables et alliages. Usinor a repris le contrôle total d'Ugine SA puis l'a absorbée, les aciers inoxydables devenant un département directement rattaché à la holding.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

En 1995, le chiffre d'affaires des métaux non ferreux a augmenté de 14 % par rapport à 1994. Toutefois, la faiblesse du dollar (10 % de perte de sa valeur par rapport au franc) et les dévaluations au sein de l'Union européenne ont pesé sur les résultats. Le rythme de l'activité a diminué et cette situation perdure en 1996.

En France, la demande de l'aluminium s'essouffle et les stocks augmentent, du fait de l'arrêt, en mars 1996, du programme de réduction de la production mondiale. Le marché des demi-produits en aluminium demeure difficile, en particulier pour les produits à destination du bâtiment.

La consommation de zinc, de cuivre et de plomb régresse.

La production de métal à partir de déchets métalliques représente plus de 35 % de la production totale.

En 1996, le déficit de la balance commerciale a légèrement diminué, le taux de couverture étant de 79 %.

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La fonderie est une industrie de biens intermédiaires située en amont de toutes les branches utilisatrices de pièces métalliques (automobiles, appareils ménagers ou centrales nucléaires). C'est une industrie de sous-traitance.

Cette industrie dépend en totalité de secteurs clients et de l'arrivée de matériaux concurrents, ce qui la rend fragile. La fonderie a réduit ses effectifs de moitié en 15 ans et a sû se moderniser.

La restructuration des entreprises se poursuit. Les fondeurs adaptent leur production aux besoins de la clientèle (nouvelles relations de partenariat avec les donneurs d'ordres, livraisons en flux tendu). Les industriels doivent faire face à la concurrence de l'Allemagne (pour les produits de haut de gamme), des pays ibériques et de l'Est (pour les produits de qualité courante).

En 1996, la faiblesse de la croissance en France ne favorise pas la production qui recule de 2,6 % par rapport à 1995 avec 1,5 million de tonnes produites. Les exportations (332,8 kt) se maintiennent avec la reprise des ventes sur les autres marchés européens.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

2 020 entreprises emploient 115 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 69 milliards de francs. Une très grande atomisation des unités de production caractérise les services industriels du travail des métaux. Les deux tiers des entreprises emploient en effet moins de 50 salariés alors que 10 % d'entre elles ont un effectif supérieur à 100 personnes. L'automobile (au sens large) est le marché essentiel de ces industries.

En 1996, le niveau de production s'est stabilisé; la forge et la mécanique générale progressent, alors que le découpage-emboutissage, le traitement et revêtement et surtout le décolletage régressent.

Activités de pure sous-traitance, les secteurs qui composent les services industriels ont à faire face à de nombreux défis. Les techniques favorisant un approvisionnement sur mesure des clients, fabrication en flux tendu et livraison en « juste à temps », se généralisent. Les mutations imposées par les grands donneurs d'ordres conduisent les entreprises à une politique d'alliance avec des entreprises de métier équivalent, ou de métiers complémentaires. La pression sur les prix de vente est vive et le taux d'investissement reste faible, même s'il a progressé de 18 % en 1995. Les petites unités de production sont très flexibles. La valeur ajoutée est supérieure à la moyenne de l'industrie manufacturière. La politique commerciale est dynamique, même si le taux d'exportation reste peu important (hormis la forge, à 30 %).

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

Elle repose essentiellement sur des unités de petite taille : 80 % des entreprises emploient moins de 100 salariés. Toutefois, un quart du chiffre d'affaires est concentré dans les 20 entreprises de plus de 500 salariés qui réalisent également le tiers des exportations.

Les pratiques du « juste à temps » imposées par les donneurs d'ordres ou les secteurs clients, l'industrie automobile, aéronautique ou le BTP, imposent une concentration des effectifs sur les grands pôles industrialisés de l'Hexagone.

La fabrication d'emballages métalliques légers, qui représente l'activité principale du secteur, concentre des filia-

les des grands groupes tels que Crown Cork & Seal/ Carnaudmetalbox, Péchiney Emballages Alimentaires et Ferembal. La stratégie des groupes est élaborée au niveau mondial. Dans le domaine des conditionnements liquides, la lutte est sévère entre les boîtes aluminium et les boîtes acier et les autres types d'emballages (brique-carton, plastique et verre). En France, le volume de production de la branche emballages métalliques est identique à celui de 1995, principalement grâce à la production de boîtes pour conserves alimentaires. Ainsi, les groupes s'orientent de plus en plus vers une spécialisation des produits, afin de réduire les coûts.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations sur la méthodologie de ces enquêtes dans le chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 « Industrie, données générales ».

● Flux tendus

En matière d'approvisionnement, gestion tendant à supprimer les stocks.

● Juste à temps

Gestion en flux tendus s'appliquant aux relations sous-traitants/donneurs d'ordre.

Sidérurgie et première transformation de l'acier (NES F51, NAF 27.1 à 27.3)

L'industrie des métaux ferreux

Elle comprend :

— la sidérurgie proprement dite regroupant la production de fonte, d'aciers bruts, de produits finis laminés en aciers courants ou alliés;

— la fabrication de tubes en fonte et en acier;

— la première transformation de l'acier (non CECA) avec l'étirage, le laminage à froid, le profilage, le tréfilage, la production de ferro-alliages et autres produits non CECA.

La sidérurgie :

— selon le traité de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), relèvent de la sidérurgie les produits de haut fourneau, les cokeries sidérurgiques, les aciers y compris les fours de réduction directe et les installations de coulées continues, les laminoirs à chaud et à froid et les installations en aval (étamage, galvanisation, plombage);

— la nomenclature économique se réfère pour la sidérurgie au champ défini par la CECA et distingue les fontes brutes, les aciers bruts et les produits finis sidérurgiques. Toutefois, il convient d'associer à l'activité sidérurgique en aval les activités de fabrication de tubes et de première transformation de l'acier, premiers demandeurs d'acier en France. Ces branches aval comprennent la production de tubes et accessoires en fonte et en acier, d'étirés, de feuillards laminés, de profilés et de fils tréfilés à froid, de ferro-alliages et autres produits non CECA.

Production de métaux non ferreux (NES F52, NAF 27.4)

Cette activité regroupe :

— la métallurgie dont on distingue la production de métal par fusion de minerais (dite de première fusion) et la production de métal à partir de déchets métalliques (dite de seconde fusion ou d'affinage) sous forme de lingots bruts ou alliés;

— la première transformation des métaux non ferreux qui recouvre la fabrication de demi-produits (fil machine, fils, barres profilés, laminés, tubes, poudres, etc.).

Fonderie (NES F53, NAF 27.5)

La fonderie est la technique qui consiste à chauffer un métal ou un alliage pour le porter à l'état liquide et le couler dans un moule afin d'obtenir après refroidissement la pièce désirée. Cette pièce copie ainsi fidèlement les formes du modèle original ayant servi à réaliser ce moule. Il est donc possible de réaliser des pièces de dimensions variées et de formes complexes aussi bien extérieurement qu'intérieurement tout en limitant les opérations d'usinage, soudure et montage.

L'industrie de la fonderie comprend la fabrication de pièces moulées en métaux ferreux (fonte, acier), et en métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc...), et alliages.

Fonderie sur modèles *:* fonderie de sous-traitance, fabrication « sur mesure » à la demande de la clientèle.

Fonderie intégrée *:* certaines entreprises possèdent des unités de fonderie intégrée pour leur production en aval (automobile par exemple), mais les fonderies autonomes sont majoritaires.

Services industriels du travail des métaux (NES F54, NAF 28.4 et 28.5)

Ils regroupent six activités :

— la forge, l'estampage, le matriçage : déformation de métaux à chaux ou à froid par choc ou par pression, avec ou sans matrice.

— le découpage, l'emboutissage : mise en forme de feuillards ou de tôles en acier ou en métaux non ferreux.

— la métallurgie des poudres : production, exclusivement en sous-traitance, de pièces obtenues par frittage (compactage et cuisson de poudres métalliques).

— le traitement et le revêtement des métaux : revêtement industriel, traitement thermique, thermochimique, décoration, protection décorative, émaillage à façon pour protection et décoration.

— le décolletage *:* usinage de pièces essentiellement métalliques par enlèvement de copeaux, principalement sur tours automatiques ou semi-automatiques.

— la mécanique générale : usinage de pièces sur plan par enlèvement de métal, reconstruction de moteurs thermiques, entretien et réparations mécaniques.

Fabrication de produits métalliques (NES F55, NAF 28.6 et 28.7)

Elle regroupe 14 activités :

— fabrication de coutellerie;
— fabrication d'outillage à main;
— fabrication d'outillage mécanique;
— fabrication de serrures et ferrures;
— fabrication de fûts et emballages métalliques similaires;
— fabrication d'emballages métalliques légers;
— fabrication d'articles en fils métalliques;
— fabrication de visserie et boulonnerie;
— fabrication de ressorts;
— fabrication de chaînes;
— fabrication d'articles métalliques ménagers;
— fabrication de coffres-forts;
— fabrication de petits articles métalliques;
— fabrication d'autres articles métalliques divers.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des études et des statistiques industrielles (SESSI);
— Chambre professionnelle des statistiques de l'acier;
— Syndicat national du tréfilage de l'acier;
— Syndicat national de laminage à froid, du feuillard de l'acier;
— Syndicat national du profilage;
— Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux;
— Association française interprofessionnelle du cadmium;
— Chambre syndicale des fabricants de pinces et outils en carbures métalliques durs;
— Syndicat général des affineurs de France;
— Syndicat général des fondeurs de France et industries connexes;
— Syndicat national des entreprises d'application des revêtements et traitements de surface;
— Syndicat des applicateurs en traitement de surface;
— Syndicat national du découpage et de l'emboutissage;
— Syndicat national du décolletage (SNDEC);
— Association d'études techniques des industries de l'estampage et de la forge;
— Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux;
— Chambre syndicale de la boulonnerie et de la visserie forgées (CSBVF);
— Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR);
— Syndicat national des fabricants de quincaillerie (SNFQ);
— Syndicat national des fabricants d'articles galvanisés et étamés (SAGE);
— Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM);
— Chambre syndicale de la coutellerie;
— Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers.

Publications :

« L'industrie de l'acier en 1996 », Fédération française de l'acier, 1997;

« Les chiffres clés des matières premières minérales », Observatoire des matières premières, Ministère de l'Industrie, édition 1996;

« Écomine », Bulletin bimensuel de l'Observatoire des matières premières et du BRGM;

« Les chiffres clés des métaux non ferreux de A à Z : rapport annuel », Fédération des chambres syndicales des minerais, minéraux industriels et métaux non ferreux, édition 1996;

« La fonderie », *SESSI-Études,* nº 125, juin 1992;

« La fonderie et le travail des métaux », Perspectives sectorielles, BIPE;

Hommes et fonderie (mensuel);

« Productivité et compétitivité des fonderies européennes », Syndicat général des fondeurs de France (SGFF), janvier 1993;

« La fonderie française en 1996 », SGFF, 1997;

« Travail des métaux », séries trimestrielles, SESSI;

Bulletin mensuel de statistique industrielle, SESSI;

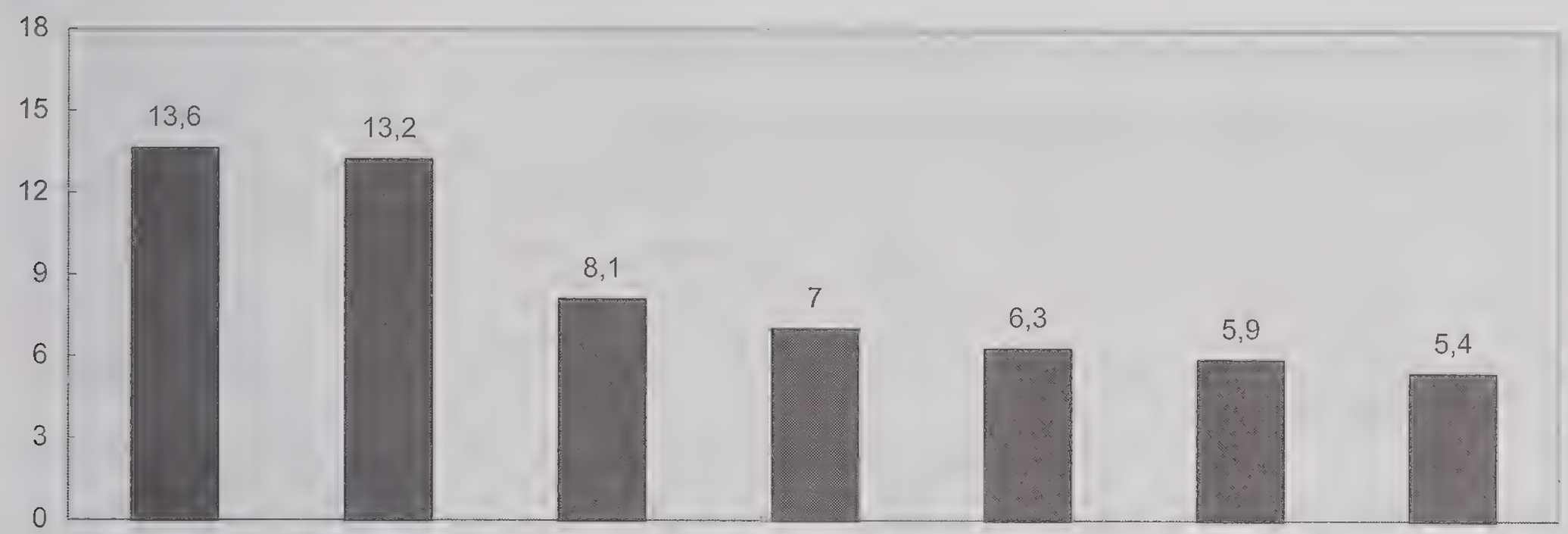
Plaquettes sectorielles de la sous-traitance, SESSI, novembre 1995;

« L'industrie du Décolletage : au fil de l'Arve», J. Poleyn, Le « 4 pages », nº 57, SESSI, janvier 1996.

GRAPHIQUE K.14-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la sidérurgie et de la première transformation de l'acier (NES F51) en 1994

En %

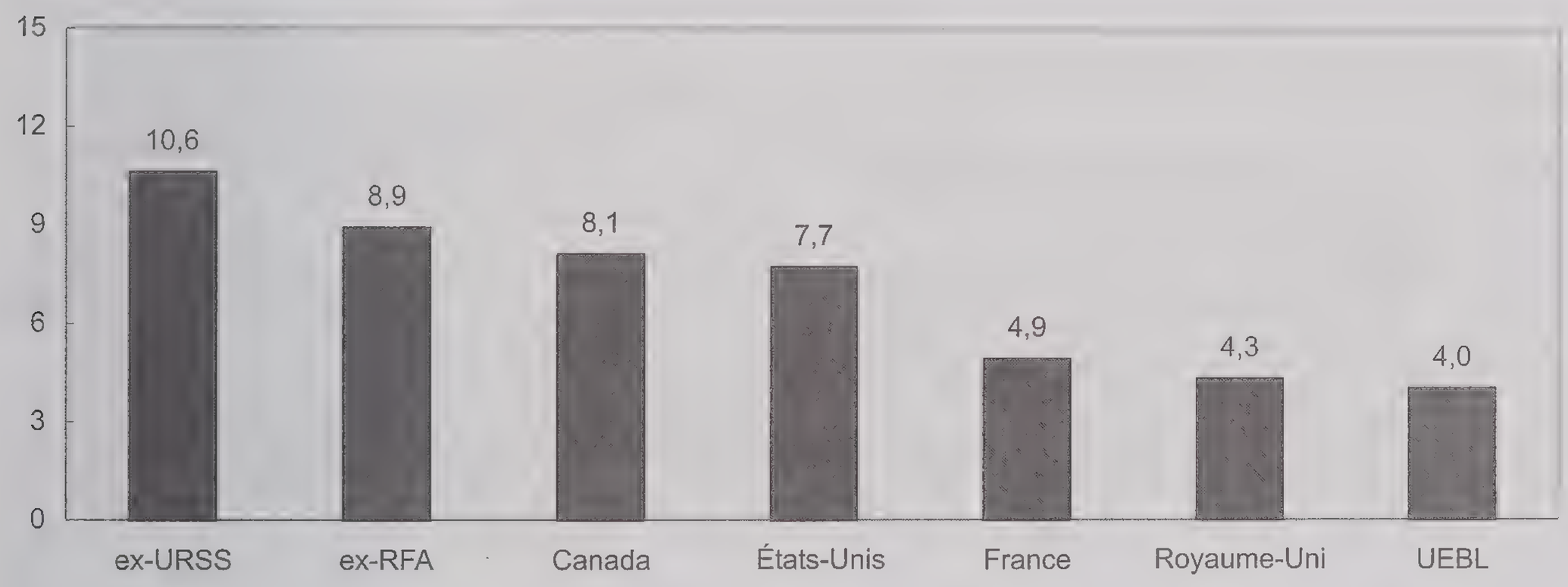


Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.14-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la production de métaux non ferreux (NES F52) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

GRAPHIQUE K.14-3

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de produits métalliques (NES F55) en 1994

En %



Sources : OCDE, SESSI

TABLEAU K.14-1

Sidérurgie et première transformation de l'acier : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Sidérurgie (CECA (2))	271Z	41 056	66 021,2	42 685	7 475,3	2 066,1
Fabrication de tubes en fonte et en acier	272A et 272C	15 940	16 651,6	16 407	2 399,6	675,7
Étirage à froid	273A	1 148	2 510,3	677	97,2	17,8
Laminage à froid de feuillards	273C	1 187	1 367,7	1 209	170,2	42,3
Profilage à froid par formage ou pliage	273E	2 357	3 769,6	2 352	359,1	71,3
Tréfilage à froid	273G	5 634	3 663,9	4 681	628,8	155,5
Production de ferro-alliages et autres produits non CECA	273J	1 577	2 314,6	1 259	222,0	116,1
Sidérurgie et première transformation de l'acier	**F51**	**68 899**	**96 298,9**	**69 270**	**11 352,2**	**3 144,8**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Activités de sidérurgie définies au sens du traité instituant la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

TABLEAU K.14-2

Sidérurgie (CECA) : principales productions de la branche

Source : Fédération Française de l'Acier (F.F.A.) — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF (1)	1994	1995	1996
Fontes brutes	**271Z**	**13 007**	**12 860**	**12 108**
de moulage (2)		566	588	561
d'affinage		12 441	12 272	11 547
Aciers bruts	**271Z**	**18 030**	**18 100**	**17 633**
lingots et coulée continue		17 818	17 872	17 413
moulages (3)		212	228	220
Aciers fins et spéciaux (en acier coulé brut) (4)	271Z	3 245	3 491	3 441
dont : Aciers spéciaux de construction non alliés (au carbone)		761	737	916
Aciers spéciaux de construction alliés		1 325	1 422	1 263
Aciers inoxydables		922	983	973
Produits finis laminés en acier	**271Z**	**16 205**	**16 189**	**16 224**
Matériel de voie		195	228	255
dont : rails		177	211	231
Profilés lourds		423	333	303
dont : poutrelles		423	333	303
Autres produits longs		4 768	4 681	4 543
dont : fil machine en couronne		1 929	1 845	1 766
barres laminées		1 264	1 356	1 215
ronds à béton		913	819	923
Produits plats		10 819	10 947	11 122
dont : feuillards laminés à chaud		153	223	201
tôles fortes (4,76 mm et plus) et moyennes (3 à 4,76 mm) à chaud		4 275	4 238	4 422
tôles minces (moins de 3 mm) et fer noir, à chaud et à froid		6 391	6 486	6 499

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Non compris les optants (entreprises répondant directement au SESSI).
(3) Voir également au tableau K.14-7 la production d'acier moulé (NAF 275C) .
(4) La production d'aciers fins et spéciaux ne peut être ajoutée à la production totale d'aciers bruts, celle-ci la comprenant déjà.

TABLEAU K.14-3

Fabrication de tubes et première transformation de l'acier (non CECA)

Sources : Syndicat Général des Fondeurs de France (SGFF)
Fédération Française de l'Acier (FFA)
Syndicat de l'Industrie des Tubes Étirés et Laminés sans soudure en acier (SITEL)

Unité : Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF (1)	1995	1996
Production			
Fabrication de tubes	27.2		
Tubes en fonte	272A	564	543
Tubes en acier (2)	272C	1 295	1 350
dont : tubes soudés		740	784
tubes sans soudure		555	566
Livraisons			
Première transformation de l'acier (non CECA)	27.3		
Produits étirés à froid	273A	418 *r*	370
Feuillards laminés à froid (3)	273C	99	90
Profilés formés à froid (4)	273E	416	397
Fils tréfilés (5)	273G	429	406
Ferroalliage	273J	251 *r*	254

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Ateliers intégrés exclus. Les livraisons des étireurs sont incluses, les livraisons d'ébauches aux étireurs sont exclues.
(3) Obtenus à partir de feuillards laminés à chaud.
(4) Y compris les profilés de couverture et bandages.
(5) Fil de fer ou d'acier obtenu en partant de fils machine laminés à chaud. Les livraisons comprennent tous les produits relevant du tréfilage, fils tréfilés vendus non transformés. Les ateliers de tréfilage intégrés à d'autres industries ne sont pas compris.

TABLEAU K.14-4

Production de métaux non ferreux : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche : Effectifs employés	Résultats branche : Ventes hors taxes (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Effectifs employés	Résultats secteur d'établissements : Rémunérations (en millions de francs)	Résultats secteur d'établissements : Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Production de métaux précieux	274A	1 697	4 148,7	1 604	269,3	42,3
Production d'aluminium	274C	3 683	6 415,4	4 340	795,6	102,1
Première transformation de l'aluminium	274D	8 748	13 008,4	8 857	1 392,8	396,9
Production et première transformation de plomb, de zinc ou d'étain	274F et 274G	2 599	4 072,2	2 979	492,4	230,8
Production et première transformation du cuivre	274J et 274K	6 403	14 321,0	6 904	987,9	295,7
Métallurgie des autres métaux non ferreux	274M	2 336	2 625,3	2 152	451,5	82,9
Production de métaux non ferreux	**F52**	**25 466**	**44 591,0**	**26 836**	**4 389,5**	**1 150,7**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.14-5

Métaux non ferreux et demi-produits de métaux non ferreux

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)

Produit	Numéros de la NAF (1)	Unités	1994	1995	1996
MÉTAUX NON FERREUX (PRODUCTION)					
Métaux précieux	**274A**				
Or		tonne	66	81	75
Argent brut		»	921	666	648
Platine brut		»	0,4 *r*	0,3 *r*	0,2
Aluminium	**274C**				
Alumine calcinée		10^3 tonnes	344	425	352
Aluminium ordinaire		»	383	364	380
Plomb, zinc, étain	**274**				
Plomb brut		»	279	316	322
dont : Plomb raffiné de 1ère fusion		»	105	134	141
Zinc brut		»	306	314 *r*	354
dont : Zinc raffiné de 1ère fusion		»	293	286	321
Autres métaux non ferreux					
Cuivre électrolytique	274J	»	42	42	39
Nickel	274M	»	8	8	9
DEMI-PRODUITS DE MÉTAUX NON FERREUX (LIVRAISONS)					
Demi-produits en métaux précieux	**274A**				
Or		tonne	28	23	20
Argent		»	437	406	381
Platine		»	0,6 *r*	0,7 *r*	0,6
Demi-produits en aluminium	**274D**	10^3 tonnes	716	722	667
Demi-produits en plomb, zinc et étain	**274G**				
Plomb		»	19	21	18
Zinc		»	91	93	103
Étain		»	2	3	3
Demi-produits en cuivre	**274K**	10^3 tonnes	770	831	796
Autres demi-produits non ferreux	**274M**				
Tungstène		tonne	323	493	502

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.14-6

Fonderie, services industriels du travail des métaux, fabrication de produits métalliques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fonderie de fonte	275A	17 941	6 984,7	14 532	1 792,1	398,4
Fonderie d'acier	275C	7 213	3 461,1	7 431	894,7	118,5
Fonderie de métaux légers	275E	12 616	7 394,5	13 296	1 592,4	508,6
Fonderie d'autres métaux non ferreux	275G	5 338	2 089,4	4 086	504,1	107,9
Fonderie	**F53**	**43 108**	**19 929,7**	**39 345**	**4 783,3**	**1 133,4**
Forge, estampage, matriçage	284A	12 612	8 159,8	10 609	1 373,6	309,8
Découpage, emboutissage	284B	34 071	19 880,4	27 778	3 480,1	929,8
Métallurgie des poudres	284C	1 391	792,2	1 149	172,6	42,9
Traitement et revêtement des métaux	285A	18 498	9 716,3	17 695	2 140,5	539,5
Décolletage	285C	13 171	7 854,9	12 547	1 694,7	601,0
Mécanique générale	285D	44 587	23 062,2	44 811	6 321,3	936,2
Services industriels du travail des métaux	**F54**	**124 330**	**69 465,8**	**114 589**	**15 182,8**	**3 359,2**
Fabrication de coutellerie	286A	2 998	1 606,9	3 007	352,1	58,5
Fabrication d'outillage à main	286C	5 049	3 000,5	5 797	798,0	145,7
Fabrication d'outillage mécanique	286D	14 139	7 995,9	10 737	1 572,8	254,5
Fabrication de serrures et ferrures	286F	12 267	7 060,4	12 328	1 554,4	322,1
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	848	1 031,1	1 001	146,7	45,3
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 097	12 100,3	12 138	1 617,5	449,0
Fabrication d'articles en fils métalliques	287E	7 438	6 163,0	8 171	1 063,6	180,8
Visserie et boulonnerie	287G	7 912	5 942,5	8 804	1 207,3	273,4
Fabrication de ressorts	287H	2 987	1 564,7	2 972	398,8	88,1
Fabrication de chaînes	287J	493	234,8	521	62,0	8,9
Fabrication d'articles métalliques ménagers	287L	6 716	4 792,2	7 701	1 013,5	281,8
Fabrication de coffres-forts et d'articles métalliques n.c.a. (2)	287M et 287P	12 454	8 746,8	11 846	1 633,3	243,1
Fabrication de petits articles métalliques	287N	2 450	1 366,4	2 724	365,5	52,7
Fabrication de produits métalliques	**F55**	**86 848**	**61 605,5**	**87 747**	**11 785,5**	**2 403,9**
Total		**254 286**	**151 001,0**	**241 681**	**31 751,6**	**6 896,5**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Ces classes comprennent aussi la fabrication de portes blindées, la fabrication d'articles divers en métaux comme les échelles, les escabeaux, les articles de voirie; la fabrication d'armes blanches : sabres, épées, baïonnettes et la fabrication d'éléments de couverture : gouttières, faîtages ...

TABLEAU K.14-7

Fonderie : principales productions de la branche (1)

Source : Syndicat général des fondeurs de France — *Unité :* Millier de tonnes

Produit	Numéros de la NAF (2)	1995	1996
Pièces de fonderie en fonte	**275A**	**1 116** *r*	**1 063**
dont : Fonte à graphite sphéroïdal		296 *r*	289
Pièces de fonderie en acier	275C	146	143
Pièces de fonderie en métaux légers (3)	275E	231	238
Pièces de fonderie en autres métaux non ferreux (4)	**275G**	**64**	**61**

(1) La fonderie est considérée comme une activité de base; à ce titre, les activités intégrées sont recensées dans la production avec les activités autonomes.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois du début de l'ouvrage.
(3) Essentiellement aluminium (plus de 95 %).
(4) Non compris les «optants» (entreprises répondant directement au SESSI et non à l'organisation professionnelle agréée).

TABLEAU K.14-8

Activité de la branche travail des métaux

Facturations de la branche

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Produit	Numéros de la NES ou de la NAF (1)	1994	1995	1996
Services industriels du travail des métaux	**F54**			
Forge, estampage, matriçage	284A	7 100	7 764	8 046
Découpage, emboutissage	284B	14 945	18 454	19 503
Métallurgie des poudres	284C	747	776	755
Traitement et revêtement des métaux	285A	7 833	8 923	9 013
Décolletage	285C	6 465	7 402	7 687
Mécanique générale	285D	20 100	20 202	21 440
Fabrication de produits métalliques	**F55**			
Fabrication de coutellerie	286A	1 230	1 518 *r*	1 329
Fabrication d'outillage à main	286C	2 334	2 852	2 886
Fabrication d'outillage mécanique	286D	2 302	5 619 (2)	5 505
Fabrication de serrures et ferrures métalliques	p 286F	6 795	6 977	7 131
Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	287A	899	943	962
Fabrication d'emballages métalliques légers	287C	11 443	11 674	11 750
Fabrication d'articles en fils métalliques	p 287E	3 646	7 231 (2)	6 805
Visserie et boulonnerie	p 287G	4 362	5 060	5 232
Fabrication de ressorts	p 287H	2 193	2 131	1 885
Fabrication de chaînes	p 287J	*c*	*c*	*c*
Fabrication d'articles métalliques ménagers	p 287L	4 540	4 873 *r*	5 007
Fabrication de coffre-forts (dont portes blindées)	287M	542	453	406
Fabrication de petits articles métalliques	p 287N	1 291	1 393 *r*	1 328
Fabrication d'articles métalliques n.c.a. (3)	p 287P	6 855	6 896	7 273

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage. La lettre «p» devant le code NAF 700 signifie partie de cette classe de la NAF.
(2) En 1994, les facturations des branches «outillage mécanique» et «articles en fils métalliques» ont été partiellement enquêtées.
(3) Cette classe comprend la fabrication d'échelles et d'escabeaux, de panneaux indicateurs, d'articles de voirie; mais également d'armes blanches (sabres, épées et baïonnettes); et d'éléments de couverture en métal (gouttières, faîtages).

Chapitre K.15

Industrie des composants électriques et électroniques

(NES : F61, F62)
(NAF : 31.2 à 31.6, 32.1)

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1994.

Graphique. Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1994.

1. Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques grandeurs caractéristiques.
2. Matériel électrique et composants électroniques. Facturations des branches.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service des statistiques industrielles (SESSI) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

L'industrie du matériel électrique (hors machines tournantes et transformateurs) fabrique plusieurs produits très différents, qui peuvent être regroupés en quatre grandes catégories :

— le matériel de distribution et de commande électrique basse et haute tension (50 % du chiffre d'affaires du secteur). Sa production s'est légèrement redressée grâce aux exportations.

— les fils et câbles isolés (20% du chiffre d'affaires du secteur). La décroissance continue de leurs ventes sur le marché intérieur est compensée par l'augmentation des exportations.

— le matériel d'installation et d'éclairage (18% du chiffre d'affaires du secteur). On note une légère baisse sur l'ensemble du secteur.

— le matériel électrique pour moteurs et véhicules (12% du chiffre d'affaires du secteur). L'activité s'est accrue par rapport à l'année précédente, grâce au dynamisme des exportations.

La production mondiale de matériel électrique est dominée par dix grandes entreprises : cinq firmes asiatiques, deux américaines et trois européennes. Les entreprises occidentales (ABB, Siemens, Alcatel-Alsthom et Schneider) sont fortement spécialisées dans le secteur alors que les entreprises japonaises sont intégrées sur l'ensemble de la filière électrique et électronique.

La France dispose avec Alcatel-Alsthom et Schneider de groupes internationaux de premier plan aux activités complémentaires : gros matériels électriques et câbles pour le premier; équipement de distribution pour le second. Parmi les spécialistes de basse tension, on trouve des entreprises d'envergure européenne, plus spécialisées, comme Legrand, leader mondial de l'appareillage d'installation, et Hager.

L'industrie du matériel électrique réalise un chiffre d'affaires total de 105 milliards de F et emploie 121 800 personnes. La pénétration des entreprises françaises sur les marchés étrangers a confirmé la croissance des exportations déjà effective l'an passé, avec 34 % de la production vendue à l'étranger.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Après une croissance maintenue en 1995, les fabricants français de composants électroniques ont enregistré une décélération très nette de leur activité en 1996. Mais l'intégration de plus en plus importante de l'électronique dans un grand nombre de secteurs industriels permet d'espèrer une relance des marchés à court terme.

En 1995, le chiffre d'affaires de ce secteur est de 38,5 milliards de F et son effectif de 42 645 personnes.

La productivité s'améliore au prix d'un doublement des investissements par personne depuis 1990, les exportations sont dynamiques et la rentabilité s'améliore nettement.

En 1995, l'industrie française des composants passifs a confirmé la reprise enregistrée en 1994 après plusieurs années difficiles. Mais, en 1996, la conjoncture s'est dégradée; cependant, les composants d'interconnection (circuits imprimés et connecteurs) ont conservé une croissance modérée. Les exportations ont été dynamiques. Les domaines des télécommunications et de l'automobile sont particulièrement porteurs. Le secteur industriel est aussi en légère progression.

Pour les composants actifs, le marché mondial des semi-conducteurs, euphoriques depuis 1993, a connu un net recul en 1996. Cependant, en France, la production est toujours en progression, avec les circuits intégrés qui ont crû de 13 % par rapport à 1995. Au niveau mondial, la France est passée de 2 % du marché en 1995 à 2,8 % en 1996. Les secteurs des télécommunications (avec le marché très dynamique des téléphones mobiles), de l'informatique et de l'électronique grand public sont les principaux consommateurs de semi-conducteurs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans ce chapitre sont ceux de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) et des enquêtes de branche. On trouvera des informations concernant ces enquêtes dans le chapitre K.01 : «Industrie, données générales».

3. DÉFINITIONS

Les définitions d'ordre général sont présentées au chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».

Fabrication de matériel électrique (NES F61, NAF 31.2 à 31.6)

Cette activité comprend :

— le matériel de distribution et de commande électrique pour haute et basse tension (y compris l'appareillage électrique d'installation);

— les fils et câbles isolés;

— les accumulateurs et fils électriques;

— les lampes et appareils d'éclairage;

— les matériels électriques pour moteurs et véhicules;

— le matériel électromagnétique industriel;

— les appareils électriques de signalisation, les appareils d'alarme, de détection, les isolateurs, les électrodes.

Fabrication de composants électroniques (NES F62, NAF 32.1)

Cette activité regroupe :

— les composants actifs (semi-conducteurs) : ils peuvent amplifier ou réduire un signal (transistors, circuits intégrés, tubes électroniques, ...).

— les composants passifs et les condensateurs : ils ont pour seule fonction de transmettre un signal (circuits imprimés, ...).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Service des statistiques industrielles (SESSI);

— Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC).

Publications :

— Rapport annuel, FIEEC (Fédération des Industries Électriques, Électroniques et de Communication);

— Statistiques annuelles, FIEEC;

— *Lettre d'information de la FIEEC* (Fédération des industries électriques, électroniques et de communication), novembre 1996;

— *Les prévisions glissantes détaillées du BIPE.* Perspectives sectorielles 1995-2001. Vol. XI;

— Rapport d'activité 1995 du SYCABEL (Syndicat Professionnel des Fabricants de Fils et Câbles Électriques);

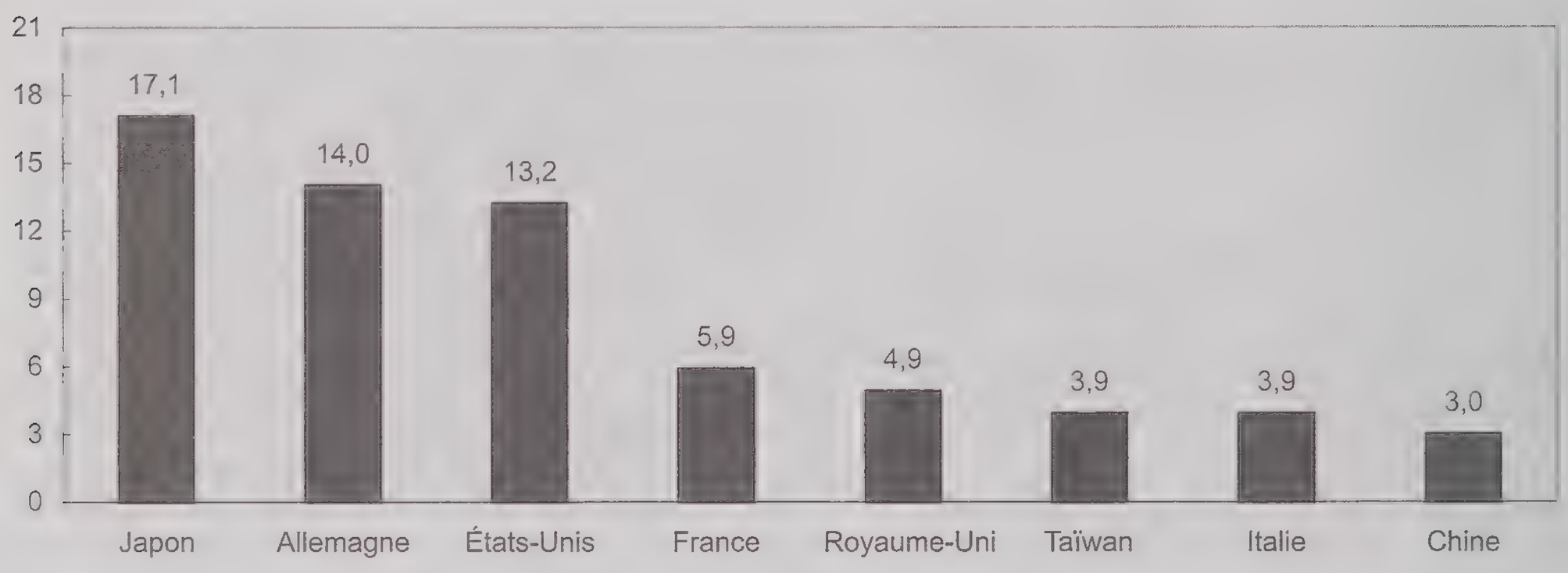
— Chiffre clefs 1995 du Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces pour automobiles;

— Rapport d'activité 1996, SYCEP (Syndicat des industries des composants électroniques passifs).

GRAPHIQUE K.15-1

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de matériel électrique (NES F61) en 1994

En %



Sources : CHELEM, CEPII

GRAPHIQUE K.15-2

Parts de marché des principaux pays exportateurs de la fabrication de composants électroniques (NES F62) en 1994

En %

Sources : CHELEM, CEPII

TABLEAU K.15-1

Fabrication de matériel électrique et de composants électroniques : grandeurs caractéristiques

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI - Enquête annuelle d'entreprise)

Activité	Numéros de la NAF ou NES (1)	Résultats branche		Résultats secteur d'établissements		
		Effectifs employés	Ventes hors taxes (en millions de francs)	Effectifs employés	Rémunérations (en millions de francs)	Investissements (en millions de francs)
EAE - Année 1995						
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour basse tension.	312A	46 789	35 793,1	49 316	7 357,2	1 611,8
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique pour haute tension.	312B	9 934	10 417,6	12 490	2 243,1	223,2
Fabrication de fils et câbles isolés	313Z	17 124	19 775,7	19 149	2 938,8	692,3
Fabrication d'accumulateurs et piles électriques	314Z	6 890	6 358,4	7 508	1 149,7	317,5
Fabrication de lampes	315A	2 687	2 306,4	2 713	424,7	84,2
Fabrication d'appareils électriques autonomes de sécurité	315B	748	578,4	569	72,2	18,8
Fabrication d'appareils d'éclairage	315C	7 708	6 174,1	7 648	993,0	223,8
Fabrication de matériels électriques pour moteurs et véhicules	316A	18 668	15 778,7	18 340	2 453,8	880,3
Fabrication de matériel électromagnétique industriel	316C	2 229	1 301,9	1 757	240,8	51,0
Fabrication de matériels électriques n.c.a. (non compris ailleurs, dans une autre classe de la NAF 700)	316D	9 041	7 085,2	8 548	1 442,7	180,9
Fabrication de matériel électrique	**F61**	**121 818**	**105 569,5**	**128 038**	**19 316,0**	**4 283,8**
Fabrication de composants passifs et de condensateurs	321A	14 256	7 966,4	14 588	1 959,9	446,9
Fabrication de composants électroniques actifs	321B	32 548	28 395,1	32 518	5 207,4	3 964,3
Fabrication de composants électroniques	**F62**	**46 804**	**36 361,5**	**47 106**	**7 167,3**	**4 411,2**
Industries des composants électriques et électroniques	**F6**	**168 622**	**141 931,0**	**175 144**	**26 483,3**	**8 695,0**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.15-2

Matériel électrique et composants électroniques (1)

Facturations des branches

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (SESSI)
Fédération des Industries électriques et électroniques (FIEE)

Unité : Million de francs

Produit	Numéros de la NAP	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Équipements de distribution, de commande à basse tension (applications de l'électronique de puissance)	**2810**	**9 108**	**8 856**	**8 112**	**8 112**	**8 230**	**8 195**
Isolateurs et pièces isolantes en verre et céramique (de petite et moyenne puissance)	**2814**	**780**	**864**	**840**	**768**	**731**	**626**
Matériel d'éclairage (non compris les luminaires de type décoratif)	**2817**	**4 080**	**3 876**	**3 660**	**4 200**	**4 761**	**4 227**
Fils et câbles isolés pour l'électricité	**2818**	**15 060**	**15 312**	**15 036**	**14 664**	**15 881**	**15 169**
dont : Fils et câbles électriques pour haute tension	»	...	9 720	5 760	5 724	5 613	5 739
Fils et câbles électriques pour basse tension	»	...	4 284	3 852	4 200	3 960	3 879
Fils et câbles de télécommunication (coaxiaux ou non)	»	...	3 264	3 900	2 964	3 166	2 415
Appareillages électriques d'installation	**2821**	**4 248**	**4 848**	**4 884**	**5 172**	**5 865**	**5 771**
Piles électriques et appareils d'éclairages à bas voltage	**2822**	**...**	**1 560**	**1 632**	**1 524**	**1 651**	**1 431**
dont : Piles électriques	»	1 104	1 032	1 116	1 008	1 131	984
Accumulateurs	**2823**	**4 404**	**4 308**	**3 120**	**4 176**	**4 766**	**4 981**
dont : Accumulateurs électriques non alcalins	»	...	3 324	2 112	3 048	3 535	3 657
Lampes électriques	**2824**	**2 100**	**1 920**	**1 932**	**1 944**	**1 949**	**1 886**
Composants passifs et condensateurs fixes	**2915**	**...**	**9 564**	**9 252**	**10 032**	**10 415**	**11 530**
dont : Condensateurs autres que de puissance	»	...	1 056	888	864	802	870
Circuits imprimés	»	...	1 476	1 476	1 680	1 695	2 098
Connecteurs	»	...	3 492	3 540	3 924	4 383	4 814
Tubes électroniques et semi-conducteurs	**2916**	**11 004**	**9 084**	**9 948**	**11 652**	**14 135**	**22 599**
dont : Écrans cathodiques et tubes électroniques	»	...	2 916	2 880	3 108	3 461	3 478
Transistors	»	...	1 008	1 080	1 032	1 085	855
Circuits intégrés, micro-processeurs	»	...	4 260	4 860	6 252	8 033	16 605

(1) Ces activités sont publiées encore en NAP, le passage en NAF se fera pour l'enquête de branche de 1997, en même temps que le passage d'enquêtes trimestrielles à une enquête annuelle.

Chapitre K.16

Construction, Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Nombre de logements autorisés et commencés de 1990 à 1996.

1. Bâtiment et travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale du secteur d'entreprise.
2. Bâtiment et travaux publics : production et investissements du secteur d'entreprise.
3. Bâtiment, travaux publics : montants des travaux directs en métropole selon l'ouvrage.
4. Bâtiment, travaux publics : travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise.
5. Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage.
6. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation.
7. Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination.
8. Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination.
9. Logements commencés par type de construction.
10. Statistique de la construction dans certains pays industrialisés.
11. Investissements en logements (FBCF) par investisseur.
12. Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs.
13. Commercialisation des logements neufs.
14. Le parc locatif social.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Service économique et statistique du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

1. PRÉSENTATION

La construction de logements neufs a poursuivi en 1996 le mouvement de baisse constaté en 1995 : 274 000 logements ont été mis en chantier, soit 4 % de moins qu'en 1995. Le nombre de mises en chantier de maisons individuelles a augmenté de 4,4 % par rapport à 1995, mais cette progression ne suffit pas à compenser la forte baisse observée pour les logements en immeuble collectif.

Les autorisations de construire sont en léger recul avec là aussi une différence importante entre les logements individuels (+ 10,8 %) qui ont bénéficié du prêt à taux zéro et les logements collectifs (- 13 %) où le secteur locatif social est marqué par la réduction du nombre des prêts locatifs aidés (PLA).

Avec 30,8 millions de mètres carrés, les mises en chantier de locaux non résidentiels ont diminué de 1,3 % par rapport à 1995 alors que dans le même temps les autorisations de construire baissent de 6 %.

Dans le secteur de la commercialisation, après la reprise observée à partir du milieu de 1995, les ventes de logements neufs, notamment d'appartements ont progressé sensiblement tout au long de l'année 1996. Les mises en ventes sont stables depuis la fin de l'année 1995 et les stocks de logement ont sensiblement diminué.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE)

L'enquête annuelle d'entreprise (1) dans le secteur de la construction est réalisée par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, selon les modalités suivantes :

— enquête de périodicité annuelle, exhaustive au-delà d'une taille de 20 salariés, par sondage en deçà; avant 1988, l'enquête n'était annuelle que pour les entreprises de plus de 10 salariés.

Les questionnaires utilisés sont :

— le questionnaire général pour les entreprises de 50 salariés et plus;

— le questionnaire simplifié, et sans compte de résultat, pour les entreprises de 20 à 49 salariés;

— le questionnaire simplifié pour les artisans (pour les entreprises de 19 salariés et moins).

D'une manière générale, le secteur est peu concentré surtout dans le bâtiment où il existe un nombre important de petites et moyennes entreprises, particulièrement dans les activités de second oeuvre. D'autre part, les grandes entreprises ont le plus souvent des activités multiples, bâtiment et travaux publics, notamment celles qui sont classées dans le poste « construction d'ossatures », les techniques utilisées étant assez similaires.

Les entreprises enquêtées sont celles qui exercent à titre principal une ou plusieurs des activités énumérées ci-après, mais qui peuvent en plus intégrer des activités secondaires industrielles (construction d'ossatures métalliques, fabrication en série de menuiserie, préfabrication de matériaux, etc.). Inversement, ne sont pas repris dans les tableaux les résultats concernant les entreprises industrielles ou de service dont l'activité « Construction » est secondaire. C'est le cas par exemple d'une entreprise de construction métallique qui effectue accessoirement le montage sur le terrain ou bien d'une entreprise de distillation de goudron qui, à titre secondaire, ferait des travaux de revêtement routier.

Construction et transformation de bâtiments. Permis de construire

Les statistiques de la construction sont réalisées par le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement à l'aide de systèmes informatisés. SICLONE (système d'information sur la construction de logements et de locaux neufs) est utilisé depuis 1986.

Les opérations retenues correspondent au champ des permis dits « gros permis » au sens de SICLONE, c'est-à-dire qu'elles répondent au moins à l'une des conditions suivantes :

— création d'un ou plusieurs logements ordinaires;

— création d'au moins 50 m^2 de locaux à usage autre que l'habitation;

— création de logements ou/et de chambres d'habitat communautaire ou d'hébergement.

En conséquence, les opérations comportant uniquement des locaux à usage autre que l'habitation pour une surface totale inférieure à 50 m^2 ne sont plus retenues.

Commercialisation des logements neufs

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs est effectuée chaque trimestre auprès des promoteurs, professionnels ou occasionnels. Elle permet de suivre les logements mis en vente, vendus, disponibles, ainsi que les délais d'écoulement et les taux de renouvellement des stocks. Elle donne, par ailleurs, des prix moyens au mètre carré des logements collectifs et des prix moyens des logements individuels groupés.

Entrent dans le champ de l'enquête les permis de construire de cinq logements et plus, dont la destination est la vente.

On a donc exclu du champ de l'enquête :

— le secteur locatif (permis de construire destinés à la location);

— les constructions individuelles réalisées par des particuliers en vue de leur occupation personnelle (permis de construire d'un logement);

— les logements construits par l'État, les collectivités locales et les sociétés nationalisées;

— l'ensemble des logements de fonction;

— les permis de construire de deux, trois ou quatre logements dont l'importance totale est faible (environ 4,5 % des logements autorisés).

---

(1) Voir chapitre K.01 « Industrie, données générales ». L'EAE-Construction est en NAF depuis l'exercice 1993. Pour les exercices 1994 et 1995, les résultats regroupent les ouvrages « maisons individuelles » et « logements collectifs » en un seul poste « logements » (cf. K16.3).

Le parc locatif social

Le champ de l'enquête sur le parc locatif social est le parc propriété des organismes HLM ou des SEM (Société d'économie mixte) ou géré par eux.

L'enquête est effectuée auprès des organismes HLM et des SEM. Elle informe sur la composition du parc au 1er janvier de chaque année, ainsi que sur le taux de vacance, de mobilité et les niveaux de loyers dans le parc.

Elle est utilisée par les différents échelons du ministère pour la définition des orientations ou le suivi des politiques nationales, régionales ou locales dans le domaine du logement locatif social ainsi que par les organismes HLM ou SEM pour situer leur intervention respective.

L'enquête est décentralisée dans les cellules statistiques des directions régionales de l'Équipement et gérée au niveau national, par la direction des Affaires économiques et internationales.

Les programmes de logements concernés par l'enquête sont des ensembles de logements locatifs sociaux homogènes par leur localisation, leur année de mise en location, leur financement initial, leur type de construction, leur conventionnement, leur gestion.

3. DÉFINITIONS

Année de fin de construction

Il s'agit de l'année où la construction du programme est déclarée achevée.

Branche (NES H0, NAF 45) (1)

Les activités de la branche concourent à la construction d'ouvrages immobiliers, qu'il s'agisse de logements, bureaux, centres commerciaux, installations industrielles, réseaux de transports et télécommunications, équipements collectifs, etc. Le plus souvent interviennent conjointement, pour la réalisation de ces ouvrages, des activités industrielles et des prestations de services qui sont décrites dans d'autres chapitres. Une distinction est faite entre bâtiment et travaux publics dans la nomenclature des activités de la branche qui comprend (2) :

- **Pour le bâtiment (NES H01) :**

— **Gros oeuvre** :
  — construction de maisons individuelles (NAF 45.2A);
  — construction de bâtiments divers (NAF 45.2B);
  — levage, montage (NAF 45.2T);
  — travaux de maçonnerie générale (NAF 45.2V).

— **Second oeuvre :**
  — réalisation de couvertures par éléments (NAF 45.2J);
  — travaux d'étanchéïfication (NAF 45.2K);
  — travaux de charpente (NAF 45.2L);
  — travaux d'installation électrique (NAF 45.3A);
  — travaux d'isolation (NAF 45.3C);
  — installation d'eau et de gaz (NAF 45.3E);
  — installation d'équipements thermiques et de climatisation (NAF 45.3F);
  — plâtrerie (NAF 45.4A);
  — menuiserie bois et matières plastiques (NAF 45.4C);
  — menuiserie métallique, serrurerie (NAF 45.4D);
  — revêtement des sols et des murs (NAF 45.4F);
  — miroîterie de bâtiment, vitrerie (NAF 45.4H);
  — peinture (NAF 45.4J);
  — agencement de lieux de vente (NAF 45.4L);
  — travaux de finition non compris ailleurs (NAF 45.4M).

- **Pour les travaux publics (NES H02) :**
  — terrassements divers, démolition (NAF 45.1A);
  — terrassements en grande masse (NAF 45.1B);
  — forages et sondages (NAF 45.1D);
  — construction d'ouvrages d'art (NAF 45.2C);
  — travaux souterrains (NAF 45.2D);
  — réalisation de réseaux (NAF 45.2E);
  — construction de lignes électriques et de télécommunication (NAF 45.2F);
  — construction de voies ferrées (NAF 45.2N);
  — construction de chaussées routières et de sols sportifs (NAF 45.2P);
  — travaux maritimes et fluviaux (NAF 45.2R);
  — autres travaux spécialisés de construction (NAF 45.2U);
  — autres travaux d'installation (NAF 45.3H);
  — location avec opérateur de matériel de construction (NAF 45.5Z).

Logements et pièces

Un logement est constitué d'au moins une pièce principale et de pièces de services telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et espaces. On appelle pièce principale une pièce destinée au logement et au sommeil. Les pièces indépendantes, même aménagées, sont comptées comme pièces (définition différente de celle utilisée par l'INSEE).

Les chambres d'hôtel ne sont pas considérées comme des logements et ne sont pas prises en compte dans ce chapitre.

---

(1) Voir distinction entre le secteur et la branche dans le chapitre K.01 : « Industrie, données générales ».
(2) Voir le détail des activités au chapitre nomenclature dans les feuillets chamois au début de l'ouvrage.

Logement autorisé

Logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des collectifs) ou dont les fouilles en rigole sont entreprises (cas des individuels).

Type de construction

La distinction se fait selon individuel ou collectif. La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maisons individuelles :

— individuel pur : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement;

— individuel groupé : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels.

Le terme collectif est défini par l'exclusion des deux premiers concepts. Il s'agit de logements faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Type de conventionnement

Un logement conventionné est un logement qui a fait l'objet d'une convention entre l'État et l'organisme gestionnaire. Cette convention ouvre droit à l'APL (Aide Personnalisée au Logement) qui se décompose en deux types depuis le 1er janvier 1988 :

— l'APL1 dite APL forte, liée au financement PLA (conventionnement de type PLA);

— l'APL 2 avec l'APL 2B liée au financement PALULOS (subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux) et l'APL 2A liée au conventionnement sans travaux.

Type de financement initial

Il s'agit du financement déclaré lors de l'entrée du programme dans le parc HLM.

HLM/O : Habitation à Loyer Modéré Ordinaire.

ILM : Immeuble à Loyer Moyen.

ILN : Immeuble à Loyer Normal.

PAP : Prêt d'accession à la propriété.

PC : Prêt Conventionné.

PLA : Prêt Locatif Aidé.

PLA CDC : PLA dont l'établissement prêteur est la caisse des Dépôts et Consignations.

PLA CFF : PLA dont l'établissement prêteur est le Crédit Foncier de France.

PLA très social : PLA sans obligation de travaux, réservé aux plus démunis.

PLI : Prêt Locatif Intermédiaire.

PLS : Prêt Locatif Social.

PSR : Programme Social de relogement.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Service économique et statistique;

— Fédération nationale du bâtiment;

— Fédération nationale des travaux publics.

Publications :

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Collections statistiques :

— « Statistiques de la construction », bulletin trimestriel, édité par La Documentation française;

— « Statistiques et études générales »:

N° 167. « Statistiques de la construction en 1993 »;

N° 168. « Statistiques sur le logement social. – Le parc HLM au 1erjanvier 1992.– Les aides de l'État à la pierre en 1992, le PLA-CDC et d'insertion, la PALULOS, la PAH de 1984 à 1991 »;

N° 169. « Les entreprises de bâtiment et de travaux publics en 1992 »;

N° 170. « 1981-1990 : une décennie de construction neuve dans les grandes villes »;

N° 171. « Statistiques sur le logement social : Le parc locatif social au 1er janvier 1993. – Les aides de l'État à la pierre en 1993, le PLA-CDC, le PLA d'insertion et le PALULOS »;

N° 172. « Statistiques de la construction en 1994 : Logements ordinaires.– Locaux autres qu'habitation »;

Publications

N° 174 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1992 ».

N° 175 : « Statistiques de la construction en 1995 »

N° 177 : « Les ventes de logements neufs et anciens en 1993 ».

Données détaillées du SES (nouvelle série)

« Statistique de la construction en 1996 ».

« Statistiques sur le logement social » (annuel);

— La construction neuve dans les Dom-Tom en 1993 ».

Notes vertes économiques :

— *Résultats de la Construction* neuve (mensuel).

— *Résultats sur la commercialisation des logements neufs* (trimestriel).

N° 384 : « Les commandes de travaux de BTP des collectivités locales de 1988 à 1995 ».

N° 399 : « Le parc locatif social au 1er janvier 1995 »

N° 411 : « Les commandes de travaux de BTP des collectivités locales en 1995 et 1996 ».

N° 414 : « La prime à l'amélioration de l'habitat de 1992 à 1995 ».

SES Infos Rapides (nouvelle série)

N° 8 : « Le prix des terrains à bâtir de 1989 à 1994 ».

Presse spécialisée :

— *Le moniteur des TP et du bâtiment* (hebdomadaire);

— *Bulletin de statistique* de la Fédération nationale du bâtiment (trimestriel);

— *Les travaux publics en ...,* de la Fédération nationale des travaux publics (annuel).

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (INSEE) :

« Les ménages et leurs logements au début des années quatre-vingt-dix », *Économie et Statistique,* n° 288-289, 1995.

« Le logement. Reconstruction, grands-ensembles et accession à la propriété », *INSEE-Première,* n° 456, mai 1996.

« Très faible hausse des loyers en 1996 » *INSEE-Première*, n° 517, avril 1997.

« La demande potentielle de logements neufs à moyen terme », *INSEE-Première*, n° 518, avril 1997.

« Le BTP en 1996 », *INSEE-Première*, n°536, juillet 1997.

Autres publications :

Politique du logement, cinquante ans pour un échec, B. Lefebvre, M. Mouillart, S. Occhipinti, L'Harmattan, 1991.

Le financement du logement en France, Henri Heugas-Darraspen, « Les études de la documentation française », 1994.

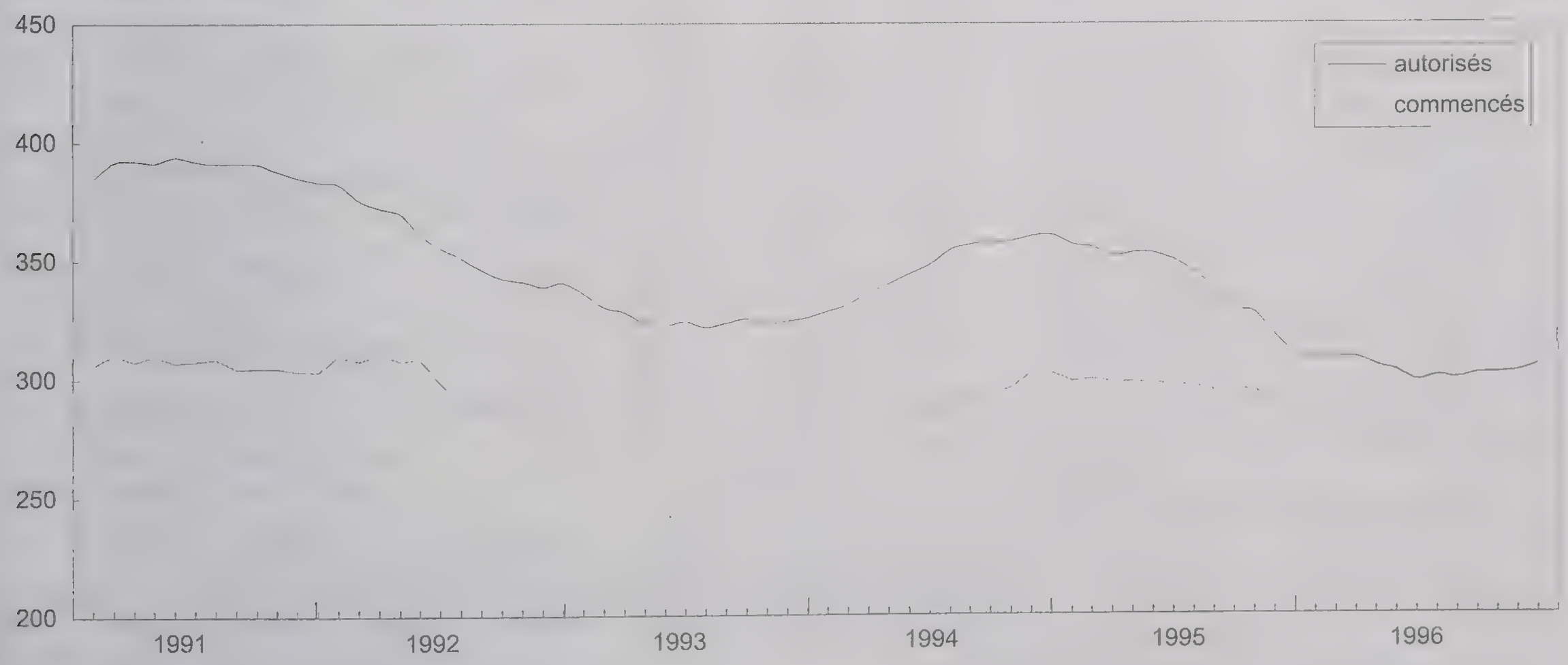
« Le compte du logement, rapport à la commission des comptes du logement », 1996, Collection *Immobilier et Finances, Économica.*

* * *

GRAPHIQUE K.16

Logements autorisés et commencés

En année mobile sur 12 mois



Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

TABLEAU K.16-1

Bâtiment et travaux publics : nombre d'entreprises et population active totale (1) du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - BTP)

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF (2)	1994				1995			
		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs	Nombre d'entreprises	Effectifs
BÂTIMENT	**H01**	**16 714**	**585 220**	**268 282**	**1 271 149**	**16 064**	**568 104**	**267 807**	**1 252 524**
Gros œuvre		**5 850**	**213 741**	**70 802**	**426 167**	**5 004**	**193 560**	**72 573**	**415 334**
Construction de maisons individuelles	452A	483	11 967	5 196	28 131	455	11 320	6 505	36 638
Construction de bâtiments divers	452B	1 258	102 807	4 245	117 657	1 195	98 730	4 045	110 962
Levage, montage	452T	133	5 090	908	7 629	141	5 201	858	7 883
Travaux de maçonnerie générale	452V	3 976	93 877	60 453	272 750	3 213	78 309	61 165	259 851
Second œuvre		**10 864**	**371 479**	**197 480**	**844 982**	**11 060**	**374 544**	**195 234**	**837 190**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	529	11 173	9 477	38 105	547	11 259	9 278	37 912
Travaux d'étanchéification	452K	191	8 383	1 344	12 415	189	7 951	1 420	12 742
Travaux de charpente	452L	276	6 319	3 276	15 632	359	7 397	3 614	17 104
Travaux d'installation électrique	453A	1 962	121 806	30 876	197 218	2 088	124 248	31 567	199 810
Travaux d'isolation	453C	273	9 806	3 021	18 135	276	10 270	3 420	19 306
Installation d'eau et de gaz	453E	952	22 272	27 169	83 985	891	21 875	25 899	80 208
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	1 022	43 099	10 009	69 292	1 122	44 801	10 397	71 240
Plâtrerie	454A	493	11 091	11 214	35 101	401	10 084	10 706	31 998
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	1 270	28 041	29 744	102 683	1 461	30 421	28 096	99 999
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	961	26 027	11 208	54 335	948	25 627	10 627	50 995
Revêtement des sols et murs	454F	436	11 075	11 537	36 383	475	11 382	12 318	38 548
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	157	3 806	1 369	7 501	166	4 090	1 311	7 877
Peinture	454J	1 801	55 065	40 771	144 861	1 683	52 699	40 341	142 898
Agencement de lieux de vente	454L	168	4 124	1 309	8 127	156	4 247	1 461	8 558
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	373	9 392	5 156	21 209	298	8 193	4 779	17 995
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**2 963**	**198 024**	**14 232**	**236 127**	**3 000**	**195 430**	**15 973**	**238 353**
Terrassements divers, démolition	451A	1 285	41 580	9 200	65 111	1 292	41 421	10 431	67 260
Terrassements en grande masse	451B	165	12 597	398	14 693	160	13 735	419	14 957
Forages et sondages	451D	18	1 026	178	1 487	17	1 020	194	1 611
Construction d'ouvrages d'art	452C	98	13 711	146	14 129	89	13 861	131	14 189
Travaux souterrains	452D	15	1 641	24	1 668	14	1 656	22	1 727
Réalisations de réseaux	452E	194	19 787	314	20 537	218	21 268	363	22 039
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	316	27 316	491	28 298	304	22 423	484	23 462
Construction de voies ferrées	452N	48	4 185	53	4 223	35	4 002	42	4 114
Construction de chaussees routieres et de sols sportifs	452P	556	63 515	1 209	67 299	578	61 832	1 202	68 271
Travaux maritimes et fluviaux	452R	26	1 414	120	1 750	27	2 307	153	2 697
Autres travaux spécialisés de construction	452U	142	7 653	1 379	11 669	137	7 585	1 633	11 395
Autres travaux d'installation	453H	50	2 223	455	3 244	58	2 253	568	3 624
Location avec operateur de matériel de construction	455Z	50	1 376	265	2 019	71	2 067	331	3 007
Total		**19 677**	**783 244**	**282 514**	**1 507 276**	**19 064**	**763 534**	**283 780**	**1 490 877**

(1) Population active totale (salariés et non salariés) au 30 juin de chaque année.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU K.16-2

Bâtiment et travaux publics : production (1) et investissements du secteur d'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise - BTP) — *Unité :* Million de francs

Activité principale de l'entreprise	Numéros de la NES ou de la NAF (2)	1994				1995			
		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises		Entreprises de 11 salariés et plus		Ensemble des entreprises	
		Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (3)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (3)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (3)	Production (1) totale hors taxes	Investissements bruts (3)
BÂTIMENT	**H01**	**284 024**	**4 980**	**510 762**	**11 956**	**281 657**	**5 329**	**516 357**	**12 899**
Gros œuvre		**104 346**	**2 214**	**169 694**	**4 574**	**96 146**	**2 235**	**168 098**	**5 098**
Construction de maisons individuelles	452A	4 948	130	11 189	292	5 421	118	15 103	474
Construction de bâtiments divers	452B	58 305	1 041	63 044	1 227	55 577	1 132	60 477	1 307
Levage, montage	452T	2 715	103	3 739	144	2 844	129	4 115	193
Travaux de maçonnerie générale	452V	38 378	940	91 722	2 911	32 304	856	88 403	3 124
Second œuvre		**179 678**	**2 766**	**341 068**	**7 382**	**185 511**	**3 094**	**348 259**	**7 801**
Réalisation de couvertures par éléments	452J	4 750	67	13 351	359	4 987	82	13 680	392
Travaux d'étanchéification	452K	5 261	68	7 154	106	5 419	83	7 837	127
Travaux de charpente	452L	2 879	58	6 150	189	3 428	86	6 577	230
Travaux d'installation électrique	453A	63 141	935	90 543	1 738	65 231	986	94 895	1 731
Travaux d'isolation	453C	4 628	81	8 306	158	5 256	79	9 070	150
Installation d'eau et de gaz	453E	10 285	138	32 810	726	10 353	187	32 124	879
Installation d'équipements thermiques et de climatisation	453F	23 741	281	34 664	546	25 096	369	36 146	635
Plâtrerie	454A	4 443	52	11 172	246	4 174	60	10 589	224
Menuiserie bois et matières plastiques	454C	13 892	220	39 824	946	14 946	244	40 451	1 105
Menuiserie métallique, serrurerie	454D	14 084	308	26 044	650	14 361	244	24 988	557
Revêtement des sols et murs	454F	5 791	77	13 987	277	5 867	83	15 371	289
Miroiterie de bâtiment, vitrerie	454H	2 015	33	3 751	96	2 128	36	3 970	75
Peinture	454J	18 780	348	41 291	1 060	18 592	396	41 583	1 124
Agencement de lieux de vente	454L	2 078	45	3 904	94	2 260	56	4 108	111
Travaux de finitions non compris ailleurs	454M	3 910	55	8 117	191	3 413	103	6 870	172
TRAVAUX PUBLICS	**H02**	**136 336**	**5 402**	**156 694**	**6 821**	**132 563**	**5 965**	**157 426**	**7 791**
Terrassements divers, démolition	451A	22 551	1 053	33 144	2 033	23 040	1 172	34 531	2 374
Terrassements en grande masse	451B	9 460	646	11 736	769	10 907	836	13 096	894
Forages et sondages	451D	860	116	1 046	131	851	39	1 126	68
Construction d'ouvrages d'art	452C	14 181	751	14 670	754	14 858	661	15 052	666
Travaux souterrains	452D	2 107	34	2 174	35	1 565	73	1 638	77
Réalisations de réseaux	452E	11 628	427	12 075	449	12 648	487	14 356	566
Construction de lignes électriques et de télécommunication	452F	17 637	426	18 004	439	11 685	338	12 108	381
Construction de voies ferrées	452N	2 305	126	2 337	127	2 309	204	2 371	231
Construction de chaussées routières et de sols sportifs	452P	45 901	1 504	48 802	1 634	42 791	1 691	47 959	1 874
Travaux maritimes et fluviaux	452R	866	21	1 096	37	2 795	117	3 135	138
Autres travaux spécialisés de construction (3)	452U	6 840	205	8 845	279	6 712	175	8 362	253
Autres travaux d'installation	453H	1 184	25	1 608	34	1 215	25	1 890	51
Location avec opérateur de matériel de construction	455Z	816	68	1 157	100	1 187	147	1 802	218
Total		**420 360**	**10 382**	**667 456**	**18 777**	**414 220**	**11 294**	**673 783**	**20 690**

(1) La production (métropole et hors métropole) du secteur comprend le montant des travaux de bâtiment et de travaux publics exécutés directement et le montant des autres activités.
(2) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(3) Entreprises et SAM : Société auxiliaire de matériel.

TABLEAU K.16-3

Bâtiment, travaux publics : montants des travaux directs en métropole selon l'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête annuelle d'entreprise - BTP)

Unité : million de francs

Nature de l'ouvrage	1990		1991		1992		1993		1994		1995	
	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises	Entreprises de 11 salariés ou plus	Ensemble des entreprises
Maisons individuelles	42 382	158 222	41 645	163 950	38 515	156 340	32 834	137 171	95 021	250 065	93 162	252 402
Logements collectifs	64 421	106 560	66 553	109 908	70 378	111 829	54 733	88 960				
Bâtiments résidentiels	11 867	16 257	10 525	15 443	11 459	15 553	9 788	17 593	11 023	16 365	7 167	9 648
Total	**118 670**	**281 039**	**118 723**	**289 301**	**120 352**	**283 722**	**97 355**	**243 724**	**106 044**	**266 430**	**100 329**	**262 050**
Ateliers industriels, usines	66 665	84 794	63 331	84 207	63 705	84 141	58 338	74 423	58 732	75 879	48 914	67 819
Bureaux, halls	44 368	59 188	46 927	64 746	43 561	59 692	42 312	58 385	38 357	55 498	37 192	53 537
Bâtiments pour l'enseignement et la recherche	11 421	15 862	13 078	18 547	15 672	21 623	17 027	22 931	15 600	21 980	15 441	21 269
Autres bâtiments	47 694	73 106	43 922	67 026	41 069	62 681	42 490	61 749	41 891	63 821	47 011	72 773
Total	**170 148**	**232 950**	**167 258**	**234 526**	**164 007**	**228 137**	**160 167**	**217 488**	**154 580**	**217 178**	**148 558**	**215 398**
Total Bâtiment	**288 818**	**513 989**	**285 981**	**523 827**	**284 359**	**511 859**	**257 522**	**461 212**	**260 624**	**483 608**	**248 887**	**477 448**
Routes, chaussées et pistes	51 623	57 809	52 370	59 604	53 656	60 074	50 928	55 597	54 381	61 765	55 214	65 632
Autres voies de communication	15 972	16 527	19 023	20 222	20 435	21 497	17 093	18 630	17 877	18 718	16 055	17 355
Total	**67 595**	**74 336**	**71 393**	**79 826**	**74 091**	**81 571**	**68 021**	**74 227**	**72 258**	**80 483**	**71 269**	**82 987**
Réseau électrique et télécommunications	15 592	16 451	17 949	19 388	17 906	18 828	18 095	19 747	17 030	18 461	16 880	17 825
Autres lignes et canalisations	17 692	20 188	18 793	21 664	15 267	17 226	14 753	15 747	16 032	17 029	15 634	17 176
Total	**33 284**	**36 639**	**36 742**	**41 052**	**33 173**	**36 054**	**32 848**	**35 494**	**33 062**	**35 490**	**32 514**	**35 001**
Autres ouvrages de travaux publics	6 977	13 186	7 654	13 176	7 751	12 594	4 866	7 681	4 140	6 560	12 539	17 682
Total Travaux publics	**107 856**	**124 161**	**115 789**	**134 054**	**115 015**	**130 219**	**105 735**	**117 402**	**109 460**	**122 533**	**116 322**	**135 670**
Total Bâtiment et Travaux publics	**396 674**	**638 150**	**401 770**	**657 881**	**399 374**	**642 078**	**363 257**	**578 614**	**370 084**	**606 141**	**365 209**	**613 118**

TABLEAU K.16-4

Bâtiment, travaux publics : travaux directs selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Enquête annuelle d'entreprise) — *Unité :* Million de francs

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Entreprises artisanales						
0 à 10 salariés :						
Neuf	106 320	86 991	79 322	73 207	77 579	91 685
Entretien, amélioration	135 156	131 426	145 263	129 949	130 926	126 794
Autres entreprises						
11 à 19 salariés :						
Neuf	28 037	29 182	27 775	22 735	26 574	27 883
Entretien, amélioration	25 739	31 684	36 192	33 501	28 620	29 096
20 à 49 salariés :						
Neuf	61 629	55 795	55 984	46 856	53 062	55 822
Entretien, amélioration	47 843	52 350	53 187	53 596	50 112	49 221
50 à 199 salariés :						
Neuf	58 428	51 675	46 014	42 967	48 616	44 770
Entretien, amélioration	30 526	34 678	36 582	33 959	30 408	32 531
200 salariés et plus :						
Neuf	105 589	103 906	89 424	90 138	101 197	91 835
Entretien, amélioration	38 883	42 500	54 216	39 505	31 496	34 051
Total pour les entreprises de 11 salariés et plus :						
Neuf	253 683	240 558	219 197	202 696	229 449	220 310
Entretien, amélioration	142 991	161 212	180 177	160 561	140 636	144 899
Autres tranches d'entreprises :						
Neuf	...	107 858	87 195	79 193	91 157	91 685
Entretien, amélioration	...	148 253	155 508	136 165	145 600	126 795
Total pour l'ensemble des entreprises :						
Neuf	360 003	348 416	306 392	281 889	320 606	311 995
Entretien, amélioration	278 147	309 465	335 685	296 726	286 236	271 694
Montant général des travaux	638 150	657 881	642 077	578 615	606 842	583 689

TABLEAU K.16-5

Logements autorisés selon la nature du maître d'ouvrage

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE) — %

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Organismes HLM	11,7	16,0	22,0	19,8	15,9	13,7
Sociétés d'économie mixte (SEM)	2,1	2,5	2,9	2,7	2,4	2,4
Sociétés civiles immobilières (SCI)	31,0	27,9	21,5	22,7	26,3	23,9
État et collectivités locales	1,3	1,7	2;1	1,6	1,7	1,3
Particuliers	41,8	40,3	38,7	41,9	43,7	49,6
Autres sociétés (1)	12,1	11,6	12,8	11,3	10,0	9,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Nombre total de logements autorisés	**376 881**	**334 852**	**319 744**	**356 034**	**310 048**	**305 015**

(1) Autres sociétés et autres personnes morales.

TABLEAU K.16-6

Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Nombre de pièces d'habitation par logement	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1 pièce	56,2	60,6	58,1	56,6	46,4	37,1
2 pièces	71,1	62,6	57,7	64,2	54,5	48,7
3 pièces	76,7	68,0	66,0	72,9	63,1	61,2
4 pièces	75,2	62,8	63,3	71,5	63,1	65,8
5 pièces	61,7	50,5	47,2	56,5	51,7	57,7
6 pièces et plus	36,0	30,3	27,4	34,3	31,2	34,5
Total	**376,9**	**334,8**	**319,7**	**356,0**	**310,0**	**305,0**

TABLEAU K.16-7

Logements autorisés par mode d'utilisation et de destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Statut d'occupation	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Résidences principales						
Occupation personnelle	134,9	113,8	98,1	121,2	112,7	127,0
Location vide ou meublée	69,3	85,5	104,3	108,6	88,5	76,0
Vente ou location-vente	127,7	98,8	85,3	96,8	82,8	78,6
Mixte location et vente (1)	6,3	5,5	5,2	6,3	5,6	4,7
Logement de fonction	2,6	2,5	2,5	2,0	2,8	1,6
Total	**340,8**	**306,1**	**295,4**	**334,9**	**292,4**	**287,9**
Résidences secondaires						
Occupation personnelle	10,3	8,9	7,9	7,6	6,9	7,0
Location vide ou meublée	5,2	3,9	4,8	3,4	3,2	3,2
Vente ou location-vente	19,7	15,0	10,9	9,6	7,3	6,5
Mixte location et vente (1)	0,8	0,8	0,5	0,4	0,1	0,2
Logement de fonction	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total	**36,1**	**28,7**	**24,2**	**21,1**	**17,6**	**17,0**
Ensemble						
Occupation personnelle	145,2	122,7	106,0	128,8	119,6	134,0
Location vide ou meublée	74,5	89,4	109,1	112,0	91,6	79,3
Vente ou location-vente	147,4	113,8	96,2	106,4	90,2	85,1
Mixte location et vente (1)	7,1	6,3	5,7	6,7	5,7	4,9
Logement de fonction	2,7	2,6	2,6	2,1	2,9	1,7
Total	**376,9**	**334,8**	**319,6**	**356,0**	**310,0**	**305,0**

(1) Opérations destinées en partie à la vente et en partie à la location.

TABLEAU K.16-8

Surfaces autres qu'habitations autorisées selon la destination

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de mètres carrés

Destination	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Bâtiments agricoles	11 591	10 351	9 957	11 378	12 128	12 044
Bâtiments industriels	8 881	6 482	4 503	4 432	5 676	5 286
Stockages	6 994	5 315	4 114	4 171	4 180	4 011
Garages	1 545	1 584	1 308	948	853	836
Commerces	4 928	4 288	3 054	2 930	2 698	2 244
Bureaux	7 808	6 142	4 048	3 179	2 742	2 659
Autres	8 556	8 487	8 020	7 510	6 739	5 820
Total	**50 303**	**42 649**	**35 004**	**34 548**	**35 016**	**32 900**

TABLEAU K.16-9

Logements commencés par type de construction

Source : Ministère de l'Équipement, desTransports et du Logement (DAEI - SES) (SICLONE)

Unité : Millier de logements

Type de construction	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Individuels purs	116,7	103,5	93,7	112,4	113,0	123,2
Autres individuels	33,1	27,3	28,2	32,4	30,3	26,4
Total individuels	**149,8**	**130,8**	**121,9**	**144,8**	**143,3**	**149,6**
Total collectifs	**145,0**	**141,6**	**130,7**	**152,4**	**140,1**	**122,6**
Total	**294,8**	**272,4**	**252,6**	**297,2**	**283,4**	**272,2**

TABLEAU K.16-10

Statistiques de la construction dans certains pays industrialisés

Source : Eurostat

Pays	1993			1994			1995			1996		
	Permis de construire (taux pour 1 000 habitants)	Mises en chantier (taux pour 1 000 habitants)	Logements achevés (taux pour 1 000 habitants)	Permis de construire (taux pour 1 000 habitants)	Mises en chantier (taux pour 1 000 habitants)	Logements achevés (taux pour 1 000 habitants)	Permis de construire (taux pour 1 000 habitants)	Mises en chantier (taux pour 1 000 habitants)	Logements achevés (taux pour 1 000 habitants)	Permis de construire (taux pour 1 000 habitants)	Mises en chantier (taux pour 1 000 habitants)	Logements achevés (taux pour 1 000 habitants)
Union Européenne (à 15)												
Allemagne	7,491	...	5,625	8,763	...	7,055	7,838	...	7,396	7,069	...	7,240
Autriche	7,325	...	5,457	7,608	...	6,095	8,295	...	6,636	...	...	...
Belgique	5,605	4,448	...	5,607	5,242	...	4,438	5,621	...	4,808	3,894	...
Danemark	2,514	1,618	2,276	2,520	1,723	2,178	2,215	1,615	2,094	3,031	2,923	2,587
Espagne	5,706	5,782	5,258	6,064	7,129	5,611	7,212	8,113	6,180	6,789	7,485	6,467
Finlande	5,370	5,427	6,016	4,808	5,163	5,115	3,695	3,513	4,791	4,927	4,634	3,879
France	**5,561**	**4,391**	**...**	**6,164**	**5,144**	**...**	**5,313**	**4,865**	**...**	**5,243**	**4,691**	**...**
Grèce	7,648	...	...	7,744	...	...	6,786	...	...	...	...	...
Irlande	6,751	...	6,009	7,211	...	7,527	8,056	...	8,542	9,740	...	9,422
Italie	3,037	...	...	3,147	...	...	3,031	...	...	2,417	...	...
Luxembourg	10,177	...	8,335	6,845	...	6,815	6,581	...	...	6,879	...	...
Pays-Bas	5,864	5,643	5,492	6,942	6,585	5,064	6,380	6,219	6,084	6,621	6,212	5,766
Portugal	...	...	4,960	...	...	5,567	7,763	...	6,070	8,536	...	5,975
Royaume-Uni	...	3,193	3,033	...	3,450	3,071	...	2,866	3,213	...	2,962	3,077
Suède	...	1,386	4,037	...	1,387	2,473	...	1,366	1,438	...	...	...
Norvège	2,885	3,629	3,664	5,357	4,850	4,092	4,943	4,535	4,335	4,763	4,201	4,011
Suisse	7,099	...	4,909	8,649	...	6,459	7,012	...	7,054	6,162	...	6,244

TABLEAU K.16-11

Investissements en logements (FBCF) par investisseur

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Million de francs courants

	1990	1992	(1) 1993	(1) 1994	(1) *r* 1995	(1) 1996
Ménages hors E.I. (2)	293 046	293 883	274 279	279 319	289 147	293 192
Sociétés et quasi-sociétés et entreprises individuelles	39 992	45 329	44 119	47 712	46 374	44 257
dont : Organismes d'HLM	23 526	30 149	30 778	31 456	30 078	28 452
Autres secteurs institutionnels (3)	11 864	9 862	8 762	11 120	11 308	10 995
Total	**344 902**	**349 074**	**327 160**	**338 151**	**346 829**	**348 444**
Logements neufs	213 671	202 275	183 098	190 485	196 892	197 427
Gros entretien	131 231	146 799	144 062	147 666	149 937	151 017

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) E.I. : entreprises individuelles. Pour plus de précision sur les comptes de la Nation, se reporter au chapitre G.03.
(3) Institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques et privées.

TABLEAU K.16-12

Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs

Sources : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation)
Banque de France, Direction générale des Études (Direction de la Conjoncture)

Organismes distributeurs	1990		1992		(1) 1993		(1) 1994		(1) 1995	
	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%	Millions de francs	%
Banques (2)	65 941	54,6	41 218	42,5	38 339	40,4	46 568	38,4	36 459	35,0
Sociétés financières	5 294	4,4	3 281	3,4	4 875	5,1	7 587	6,2	6 595	6,3
Crédit foncier et Comptoir des entrepreneurs	11 330	9,4	14 879	15,3	14 335	15,1	23 899	19,7	24 057	23,1
Caisse des dépôts et Caisses d'épargne	29 675	24,6	28 419	29,3	29 101	30,7	33 423	27,5	29 457	28,3
Entreprises «1% logement »	6 557	5,4	7 403	7,6	6 092	6,4	7 779	6,4	6 406	6,1
Divers (3)	2 046	1,7	1 837	1,9	2 151	2,3	2 165	1,8	1 281	1,2
Total	**120 843**	**100,0**	**97 037**	**100,0**	**94 893**	**100,0**	**121 421**	**100,0**	**104 255**	**100,0**
dont : prêts aidés (4)	33 866	28,0	37 257	38,4	38 704	40,8	52 167	43,0	45 816	43,9

(1) Ces années sont susceptibles de révision.
(2) Banques AFB, Banques populaires, Crédit mutuel, Crédit agricole.
(3) Collectivités locales, organismes de sécurité sociale, caisses de retraites complémentaires et assurances.
(4) Prêts assortis de bonifications ou subventions de l'État et prêts complémentaires associés.

TABLEAU K.16-13

Commercialisation des logements neufs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
(Enquête sur la commercialisation des logements neufs)

Unité : Millier de logements

Type de construction	(1) Réservations						(2) Stocks					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Individuel groupé												
Aidé	1,8	1,1	1,1	1,8	1,2	0,7	2,0	1,5	1,4	1,4	1,0	0,4
Non aidé	10,8	8,1	7,8	7,6	7,9	8,4	13,1	12,0	10,1	8,7	7,9	7,7
Total	**12,6**	**9,2**	**8,9**	**9,4**	**9,1**	**9,1**	**15,1**	**13,5**	**11,5**	**10,1**	**8,9**	**8,1**
Collectif												
Aidé	3,0	2,3	3,3	5,2	4,8	3,9	3,6	2,8	3,5	4,4	4,3	2,6
Non aidé	57,2	50,7	53,5	57,9	48,9	59,6	83,0	77,1	64,5	60,1	61,8	53,1
Total	**60,2**	**53,0**	**56,8**	**63,1**	**53,7**	**63,5**	**86,6**	**79,9**	**68,0**	**64,5**	**66,1**	**55,7**

(1) Logements réservés : logements ayant fait l'objet d'une réservation avec dépôt d'arrhes, au cours de l'année.
(2) Logements disponibles à la vente : stocks disponibles à la vente à la fin de l'année.

TABLEAU K.16-14

Le parc locatif social

Au 1er janvier de l'année

Source : Ministère de l'Équipement , des Transports et du Logement (DAEI (SES)) — *Unité :* Logement

	1996
Année de fin de construction	
Avant 1950	246 801
1951 à 1960	496 567
1961 à 1970	1 095 671
1971 à 1980	1 053 286
1981 à 1990	609 039
1991 et après	281 853
Total	**3 783 217**
Taille des logements	
Une pièce	222 627
Deux pièces	682 708
Trois pièces	1 373 985
Quatre pièces	1 142 905
Cinq pièces et plus	360 992
Total	**3 783 217**

	1996
Type de financement initial (1)	
PLS / PSR	245 136
HLM - O	1 996 338
ILM / ILN	124 836
PLA très social (2)	24 355
PLA CDC / CFF	884 663
PLI / PLS	19 556
PAP et PC locatif	18 670
Autres financements	469 663
Total	**3 783 217**
Type de conventionnement	
Logements conventionnés avec travaux	1 319 989
Logements conventionnés sans travaux	1 089 245
Logements conventionnés PLA et PC	934 931
Total des logements conventionnés	**3 344 165**
Total des logements non conventionnés	**439 052**
Total	**3 783 217**

(1) Les différents sigles utilisés sont explicités dans la partie définition du texte.
(2) Le «PLA très social» remplace le PLA d'insertion.

Transports et télécommunications

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs, recettes et investissements de la SNCF.
2. Lignes et installations de la SNCF.
3. Matériels ferroviaires, moteur et remorqué en service.
4. Transport commercial de voyageurs.
5. Transport commercial de marchandises.
6. Transport ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises.
7. Accidents de chemin de fer.
8. Transports publics parisiens.
9. Accidents d'exploitation dans les transports parisiens.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec la division « statistique » du département méthodes de gestion de la direction Financière de la SNCF et la RATP.

1. MÉTHODOLOGIE

Effectifs de personnel SNCF

Ces effectifs sont ventilés selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant trois grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes;

— SERNAM;

— établissement par fonction.

Les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

— Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de vente;

— Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La première source sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La seconde source permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B (pour la partie qu'elle exploite), ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

2. DÉFINITIONS

Accidents

Sont pris en compte les accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement et ayant provoqué des morts ou des blessures graves. Les tués comprennent les victimes décédées le jour ou le lendemain de l'accident. Les blessés comprennent les victimes hospitalisées plus de trois jours.

Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées.

Tonne-kilomètre

L'unité de mesure du transport correspond au déplacement d'un poids taxé d'une tonne de marchandises sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Transport de marchandises

— Le transport par wagons complets à charge.

— Les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires).

— Les « expéditions » : transport assuré par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express..., et les journaux neufs.

Transport de voyageurs

— Le transport en banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975).

— Le transport sur réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express, des services ferroviaires et routiers régionaux.

Transport international

Est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

Voyageur-kilomètre

L'unité de mesure correspond au transport d'un voyageur sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

— INSEE.

— SNCF :

  Division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière; centre de documentation.

— RATP :

  Département commercial.

Publications :

Mémento de statistique des transports, Service économique et statistique (annuel).

Note de conjoncture (mensuelle), SES.

« Les comptes des transports en 1993 », *INSEE-Résultats,* n° 314, juillet 1994.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1993 », *INSEE-Première,* n° 331, juillet 1994.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

Dépliant de statistiques SNCF, division « statistiques » du département méthodes de gestion de la direction Financière (annuel).

Rapport annuel d'activité, SNCF.

Mémento statistique, département commercial, RATP (annuel).

Rapport annuel, département commercial RATP.

Statistiques mensuelles, département commercial RATP.

Recueil des statistiques annuelles, département commercial RATP.

* * *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes et investissements de la S.N.C.F.

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

Unité : Millier

	1991	1992	1993	1994	1995
Recettes totales (hors taxes) (1)	**48 500**	**49 884**	**47 274**	**48 203**	**46 280**
Investissements totaux (2)	**21 639**	**22 491**	**18 200**	**15 088**	**14 264**
Réseau principal	19 799	20 356	15 568	12 258 *r*	11 284
Banlieue parisienne (3)	1 840	2 075	2 614	2 830	2 980
Personnel en activité :					
Direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes (4)	29,2	28,5	27,9	27,9	28,2
Autres fonctions	163,0 *r*	158,6	153,8 *r*	148,4 *r*	145,3
Transport	66,6 *r*	63,3	60,5 *r*	57,7 *r*	56,4
Commercial voyageurs	26,0 *r*	26,0	25,3 *r*	25,3 *r*	25,5
Commercial fret	2,6	2,3	1,9	1,6	1,4
Matériel	27,6	27,3	26,6 *r*	25,7 *r*	25,3
Équipement	40,1	39,7	39,5	38,1	36,7
Service national des messageries (SERNAM)	6,7	6,4	6,2	5,9	5,7
Total (5)	**200,5 *r***	**193,5**	**188,8 *r***	**188,8 *r***	**179,2**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :					
Anciens agents (sauf auxiliaires)	226,8	223,9	221,1	218,6	215,2
Veuves et orphelins (6)	138,7	137,4	136,1	134,9	133,7

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales.
(2) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente.
(3) Hors programme «banlieue parisienne» financé par subventions et prêts spéciaux.
(4) Les résultats avec les années antérieures ne sont pas comparables, suite à une réorganisation au niveau Central le 1er janvier 1995.
(5) Y compris lignes nouvelles jusqu'en 1994.
(6) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la S.N.C.F

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

	1991	1992	1993	1994	1995
Longueur totale des lignes exploitées (en km)	**33 446**	**32 731**	**32 579**	**32 275**	**31 940**
dont : lignes électrifiées	12 828	12 986	13 572	13 742	13 799
dont : banlieue parisienne (1)	1 271	1 263	1 262	1 265	1 268
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	23 801	23 798	24 092	24 146	24 148
Lignes ouvertes au trafic fret	31 596	30 788	30 236	29 794	29 546
Lignes à voie unique	17 708	16 965	16 539	16 178	15 950
Lignes à deux voies	15 055	15 072	15 358	15 399	15 283
Lignes à trois voies et plus	683	694	682	698	706
Consistance administrative : « nombre de points de vente » ouverts au trafic commercial	**5 597**	**5 485**	**5 356**	—	—
dont : voyageurs et fret	1 571	1 400	1 299	—	—
voyageurs seulement	3 311	3 454	3 409	—	—
fret seulement	715	631	648	—	—
Voyageurs	///	///	///	4 669	4 602
Frêt	///	///	///	1 853	1 845
Nombre de passages à niveau (3)	**20 896**	**20 284**	**19 518**	**18 663**	**18 262**
dont : gardés	3 372	3 174	2 945	2 466	2 291
à signalisation automatique	11 598	11 496	11 382	11 328	11 279

(1) Les limites conventionnelles de la banlieue S.N.C.F. ont été étendues à partir du 1/1/1991 à l'ensemble de la région Ile-de-France.
(2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic de marchandises à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs.
(3) Sont exclus les passages à niveau isolés réservés aux piétons et les passages à niveau privés. Non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées.

TABLEAU L.01-3

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

Nature du matériel	1991	1992	1993	1994	1995
MATÉRIEL À MOTEUR					
Locomotives diesel	1 934	1 949	1 801	1 712	1 766
TGV (3) (4)	203	206	248	277	304
Automotrices électriques (5)	821	828	833	844	856
Autorails (5)	698	701	700	699	699
Locomotives électriques	2 248	2 245	2 169	2 144	2 148
Turbotrains (5)	51	50	46	43	32
Locotracteurs	1 368	1 362	1 241	1 199	1 204
MATÉRIEL À VOYAGEURS					
Voitures d'express	6 384	6 023	5 490	5 276	5 173
Voitures des services d'intérêt régional	1 573	1 632	1 739	1 700	1 727
Voitures de la banlieue parisienne	1 243	1 226	1 213	1 192	1 179
TGV (4) (6)	1 818	1 848	2 188	2 510	2 786
Automotrices électriques (6)	2 768	2 832	2 904	2 969	3 059
Autorails + turbotrains (6)	1 679	1 682	1 660	1 638	1 585
Total matériel à voyageurs	**15 465**	**15 243**	**15 194**	**15 285**	**15 509**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1 664,6	1 680,7	1 708,0	1 727,4 *r*	1 753,8
MATÉRIEL À MARCHANDISES (millier)					
Wagons SNCF	84,1	79,7	76,3	66,4	63,7
Wagons de particuliers (8)	73,8	72,4	69,8	68,7	68,2
Wagons de service	17,8	19,1	19,1	18,9	19,2
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	7,1	6,8	6,7	6,3	6,2

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites.
(2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée ; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale.
(3) Nombre de rames.
(4) Y compris TGV Atlantique.
(5) Nombre d'éléments.
(6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques.
(7) Non compris les voitures-lits ; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit.
(8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers.
(9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-4

Transport commercial de voyageurs

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département Méthodes de Gestion
Division Statistiques

Unité : Million de voyageurs
Milliard de voyageurs-km

	1980	1990	*r* 1993	1994	1995
Voyageurs transportés	**686**	**842**	**822**	**806**	**741**
Services régionaux Ile-de-France (1) (2)	432	549	553	537	487
Réseau principal (1)	**253**	**293**	**268**	**269**	**254**
Transport intérieur	237	276	253	256	238
Transport international	**16**	**16**	**16**	**14**	**16**
T.G.V. (4)	—	29,9	40,1	43,9	**46,6**
Autres trains de grandes lignes	126				
Services régionaux fer et route (3)	127	263	228	225	207
Voyageurs-kilomètres	**54,66**	**63,74**	**58,61**	**58,93**	**55,56**
Services régionaux Ile-de-France (1) (2)	7,61	9,97	9,85	9,48	8,48
Réseau principal (1)	47,04	53,77	48,76	49,45	47,08
Transport intérieur	**40,57**	**47,34**	42,68	44,33	41,46
Transport international	**6,47**	**6,43**	6,08	5,12	5,62
T.G.V. (4)	—	14,92	18,93	20,51	21,43
Autres trains de grandes lignes (5)	42,02	32,75	22,29	21,57*r*	18,92
Services régionaux fer et route (3) (6)	5,02	6,10	7,54	7,38*r*	6,73

(1) Jusqu'en 1990, les limites de la banlieue parisienne prises en compte sont celles définies par le décret 11-4-1975. À partir de 1991, le périmètre retenu est celui de l'ensemble de l'Ile-de-France.
(2) A partir du 1/1/1993, détermination de voyages et voyageurs-km de la "gamme orange" à partir d'une nouvelle grille forfaitaire.
(3) Services routiers de substitution à tarification SNCF.
(4) Y compris Eurostar.
(5) Non compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.
(6) Y compris Express d'Intérêt Régionaux à partir de 1993.

TABLEAU L.01-5

Transport commercial de marchandises

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

	1980	1990	1992	1993	*r* 1994	1995
TONNES TRANSPORTÉES (million)						
Trains entiers	113,5	81,0	78,6	70,2	74,5	71,4
Transports combinés	10,0	12,2	14,2	14,3	16,9	17,1
Autres transports par wagon	82,3	45,3	39,9	32,2	32,5	31,1
Total wagons complets	**205,8**	**138,5**	**132,7**	**116,7**	**123,9**	**119,6**
dont : en wagons de particuliers	120,2	85,4	87,8	78,3	81,5	78,0
Affrètement routier	1,3	1,7	1,7	1,7	1,9	2,1
Transport par expédition	2,1	2,2	2,9	3,1	3,5	3,4
Total du trafic	**209,2**	**142,4**	**137,3**	**121,5**	**129,3**	**125,1**
dont : Trafic international.						
Exportations	32,87	23,21	22,93	21,23	21,80	20,90
Importations	36,19	20,36	20,09	15,66	17,28	17,74
Transit	8,59	9,41	10,37	9,55	11,77	11,45
Total international	**77,65**	**52,98**	**53,39**	**46,44**	**50,85**	**50,09**
TONNES-KILOMÈTRES TAXÉES [milliard] (1)						
Trains entiers	27,00	24,24	23,79	22,41	23,74	22,86
Transports combinés	5,94	7,29	8,30	8,39	10,12	10,76
Autres transports par wagon	31,83	18,15	16,11	12,83	13,27	12,73
Total wagons complets	**64,77**	**49,68**	**48,20**	**43,63**	**47,13**	**46,35**
dont : en wagons de particuliers	33,98	30,69	32,17	30,13	31,65	30,56
Affrètement routier	0,65	0,87	0,83	0,83	0,99	1,03
Transports par expédition	0,95	0,99	1,34	1,44	1,60	1,57
Total du trafic	**66,37**	**51,54**	**50,37**	**45,90**	**49,72**	**48,95**
dont : Trafic international.						
Exportations	11,21	8,81	8,89	8,20	8,56	8,48
Importations	8,90	6,17	5,71	4,73	5,59	5,93
Transit	5,21	5,71	6,28	5,98	7,30	7,60
Total international	**25,32**	**20,69**	**20,88**	**18,91**	**21,45**	**22,01**

(1) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-6

Transport ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

Nature de marchandises	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
TONNAGE TAXE (million de tonnes)					
Produits agricoles et animaux vivants	14,33	15,18	12,80	10,81	10,99
Denrées alimentaires et fourrages	13,12	12,71	12,04	10,96	10,53
Combustibles minéraux solides	10,47	10,56	6,93	6,37	5,65
Produits pétroliers	10,82	10,14	9,22	9,38	8,22
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	8,23	6,89	7,09	8,36	8,27
Produits métallurgiques	22,77	20,80	17,51	20,49	19,52
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	21,38	20,41	17,99	21,43	21,00
Engrais	4,89	4,68	3,75	3,61	3,54
Produits chimiques	9,90	9,68	8,83	9,17	8,54
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	20,80	21,72	20,48	23,30	23,34
Total (2)	**136,71**	**132,77**	**116,59**	**123,88**	**119,60**
TONNES-KILOMÈTRES [milliard] (3)					
Produits agricoles et animaux vivants	5,82	6,04	5,32	4,86	4,75
Denrées alimentaires et fourrages	5,62	5,44	5,13	4,65	4,43
Combustibles minéraux solides	2,00	1,98	1,54	1,46	1,39
Produits pétroliers	3,77	3,55	3,35	3,21	2,84
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	1,75	1,49	1,75	2,33	2,32
Produits métallurgiques	6,79	6,13	5,09	6,24	6,22
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	5,87	5,53	4,90	5,73	5,39
Engrais	2,02	1,92	1,49	1,44	1,45
Produits chimiques	3,89	3,81	3,46	3,69	3,41
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	11,86	12,32	11,59	13,52	14,15
Total (2)	**49,39**	**48,21**	**43,62**	**47,13**	**46,35**

(1) Non compris les bagages et la poste.
(2) Non compris détail et colis ; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides ; y compris le trafic routier (affrètements SCETA).
(3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-7

Accidents de chemin de fer (1)

Source : S.N.C.F. Direction Financière. Département des Méthodes de Gestion
Division Statistiques

	1991	1992	1993	1994	1995
ACCIDENTS DE CHEMINS DE FER					
Nombre d'accidents (1)	**505**	**446**	**417**	**408**	**358**
Accidents de trains	98	77	72	69	74
Accidents de cars	1	1	1	0	0
Accidents individuels (2)	250	216	198	215	137
Autres accidents (3)	156	152	146	124	147
Nombre de tués (4)	**167**	**134**	**120**	**106**	**72**
Agents en service (5) (6)	11	5	7	6	9
Voyageurs (6)	47	39	37	20	22
dont : voyageurs par accidents de train (6)	14	–	3	1*r*	2
Autres personnes (7)	95	90	76	80	41
Nombre de blessés graves (8)	**173**	**103**	**116**	**123**	**80**
Agents en service (5) (6)	10	4	2	7	4
Voyageurs (6)	91	48	62	52	41
dont : voyageurs par accidents de train (6)	35	2	3	0	3
Autres personnes (7)	72	51	52	64	35
ACCIDENTS DE PASSAGE À NIVEAU (9)					
Nombre d'accidents	**257**	**224**	**204**	**203**	**177**
Collision de véhicules ferroviaires et routiers sur passages à niveau :					
Gardés	12	8	2	9	2
Avec signalisation automatique	164	130	130	138	109
Non gardés (sans barrières ni signalisations)	59	46	43	32	43
Accidents de piétons	22	40	29	24	23
Nombre de tués (10)	**70**	**71**	**54**	**44**	**57**
Nombre de blessés graves (10)	**36**	**22**	**34**	**18**	**21**

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car S.N.C.F.) en mouvement. Toutefois, ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes au matériel, à la voie et autres installations, perturbation importante dans la circulation. des trains.
(2) Notamment : chute d'un train, heurt par un train... (non compris les suicides et tentatives de suicides).
(3) Par exemple : avaries en pleine voie de véhicule moteur, rupture de caténaire, etc.
(4) Personnes décédées le jour ou le lendemain de l'accident.
(5) Il s'agit d'une partie des accidents du travail survenus lors d'accidents entrant dans le cadre de la définition (1) .
(6) Y compris les agents victimes de collisions aux passages à niveau.
(7) Y compris les ouvriers d'entreprises travaillant sur le réseau S.N.C.F.
(8) Est considéré comme blessé grave toute personne dont la gravité des lésions corporelles a entraîné (ou aurait entraîné), une hospitalisation de plus de trois jours.
(9) Non compris dans la rubrique «accidents de chemin de fer».
(10) Non compris les agents et voyageurs victimes de collisions aux passages à niveau.

TABLEAU L.01-8

Transports publics parisiens

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1991	1992	1993	1994	1995
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :						
Métro	km	199	201	202	202	202
RER	»	103	115	115	115	115
Autobus : Paris	»	525	524	525	528	530
Banlieue (1)	»	2 187	2 256	2 326	2 350	2 405
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :						
Métro : Motrices	nombre	1 811	1 726	1 726	1 828	1 788
Remorques	»	1 111	1 069	1 069	1 128	1 109
RER : Motrices	»	504	532	532	532	540
Remorques	»	480	430	430	430	438
Autobus : Paris	»	1 354	1 343	1 331	1 334	1 334
Banlieue (1)	»	2 489	2 467*r*	2 491*r*	2 489*r*	2 560
Voyages effectués :						
Métro	million	1 188	1 201	1 177	1 170	1 029
RER	»	361	367	361	364	323
Autobus : Paris	»	321	333	340	335	314
Banlieue (1)	»	485	498	508	492	456
Voyageurs-kilomètres :						
Métro (2)	»	5 725	5 791	5 673	5 639	4 960
RER	»	3 681	3 745	3 683	3 711	3 299
Autobus	»	2 139	2 198	2 200	2 200 *r*	2 048
Véhicules-kilomètres :						
Métro	»	195	200	201	200	186
RER	»	74	81	85	84	78
Autobus : Paris	»	41	41	41	40	38
Banlieue (1)	»	101	104	106	107	102
Places-kilomètres offertes :						
Métro	milliard	22,4	23,0	23,3	23,2	23,1
RER	»	15,2	16,9	17,3	17,2	17,2
Autobus : Paris	»	2,6	2,7	2,7	2,6	2,6
Banlieue (1)	»	6,4	6,4	6,6	6,6	6,1
Effectif moyen à disposition	millier	38,0	38,0	37,9	37,9*r*	38,3
Recettes du trafic HT	million	6 802	7 183	7 408	7 672	7 274
Investissements totaux	»	3 083	3 520	4 744	4 919	5 009

(1) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles.
(2) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-9

Accidents d'exploitation dans les transports parisiens (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre d'agressions :						
Métro, RER	2 820	2 304	2 451	2 368	2 336	2 179
Autobus	1 067	503	435	470	591	773
Nombre de personnes accidentées : (2)						
Métro, RER	17 287	16 341	16 355	15 720	16 364	15 469
Autobus (3)	2 730	2 533	2 683	2 716	2 728	2 526

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre.
(2) Suicides et malaises inclus.
(3) Suicides, malaises et assimilés exclus.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur entreprise.
2. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
3. Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
4. Longueur du réseau routier.
5. Immatriculations des véhicules par genre.
6. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs.
7. Parc des véhicules par genre.
8. Transport routier de marchandises par distance en charge.
9. Transport routier de marchandises par nature de marchandise.
10. Transport routier de voyageurs.
11. Accidents corporels de la circulation routière.
12. Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique)

1. MÉTHODOLOGIE

Les données relatives aux transports routiers de marchandises sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

Secteur des transports routiers de marchandises (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports routiers de marchandises en zone longue, ou de transports routiers de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

Secteur des transports urbains et routiers de voyageurs (NAF 602A, 602B et 602G)

Ce secteur regroupe les transports urbains de voyageurs, les transports routiers réguliers de voyageurs et les transports routiers non réguliers de voyageurs. Il ne comprend pas le transport de voyageurs par taxis.

Secteur de l'organisation du transport de fret (NAF 634A, 634B et 634C)

Le secteur de l'organisation du transport de fret regroupe trois sous-secteurs élémentaires : messagerie, fret express; affrètement; organisation des transports internationaux.

Parc des véhicules

Le Service économique et statistique procède, chaque année, au dépouillement du Fichier central des automobiles (moins de 10 ans pour les véhicules utilitaires et moins de 15 ans pour les voitures particulières, abstraction faite des véhicules immatriculés par les administrations civiles et militaires, ou, à titre temporaire, dans les séries transit temporaire TT et IT).

Les résultats obtenus à partir du fichier sont supérieurs au parc existant car les destructions ne sont pas toujours signalées aux préfectures.

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises (compte d'autrui et compte propre)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par le Service économique et statistique.

Le champ de l'enquête ne comprend que les véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge (camions, remorques et semi-remorques).

Cette enquête permet de décrire le transport routier de marchandises en faisant ressortir la part du transport rémunéré pour le compte d'autrui dans l'ensemble des transports routiers.

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes (transports urbains et routiers de voyageurs)

L'enquête par sondage sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes est effectuée chaque année par le Service économique et statistique. Elle porte sur l'utilisation des autobus et autocars d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP.

2. DÉFINITIONS

Accidents de la circulation

Sont comptées comme « blessées » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert six jours d'hospitalisation au moins, la blessure est qualifiée de grave.

Sont comptées comme « tuées » les victimes d'accidents décédées sur le coup ou dans les six jours. La statistique internationale allonge ce délai jusqu'à 30 jours.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

  Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique (SES).

  Service d'études techniques des Routes et Autoroutes (SETRA).

— INSEE.

Publications :

Mémento de statistiques des transports, SES (annuel);

Note de conjoncture, SES (mensuelle);

Enquête annuelle d'entreprise dans les transports, SES :

— transports routiers de marchandises,

— transports urbains et routiers de voyageurs;

Le marché des véhicules (fichier central des automobiles et des immatriculations), SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises, SES (annuel);

Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers, SES (tous les cinq ans);

Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes, SES (annuelle);

SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, trafic

international), SES (banque de données sur les transports de marchandises par route, chemin de fer et voies navigables);

Notes de synthèse, SES (mensuel);

« Les comptes des transports en 1993 », *INSEE-Résultats,* n° 314, juillet 1994.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1993 », *INSEE-Première,* n° 331, juillet 1994.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

*
* *

TABLEAU L.02-1

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602L, 602M, 602N et 602P)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net hors taxes		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	28 766	76,4	57 233	20,6	21 935,0	15,0	1 934,4	21,0
6 à 9 salariés	3 433	9,1	25 494	9,2	13 878,6	9,5	643,8	7,0
10 à 19 salariés	2 685	7,1	37 674	13,6	19 070,7	13,1	1 144,2	12,5
20 à 49 salariés	2 044	5,4	64 930	23,4	37 213,3	25,5	2 208,0	24,0
50 à 99 salariés	435	1,2	29 722	10,7	17 580,7	12,1	1 098,4	12,0
100 à 199 salariés	225	0,6	30 377	11,0	18 780,8	12,9	1 004,6	10,9
200 salariés et plus	84	0,2	31 846	11,5	17 343,7	11,9	1 159,4	12,6
Total	**37 672**	**100,0**	**277 276**	**100,0**	**145 802,8**	**100,0**	**9 192,8**	**100,0**

TABLEAU L.02-2

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 602A, 602B, 602G) (non compris le transport de voyageurs par taxis)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1 488	46,1	4 443	4,7	1 071,3	3,7	106,3	3,4
6 à 9 salariés	396	12,3	3 136	3,3	1 137,7	3,9	109,6	3,5
10 à 19 salariés	494	15,3	7 157	7,5	2 317,0	8,0	226,8	7,2
20 à 49 salariés	540	16,7	17 073	17,9	5 915,4	20,5	577,2	18,2
50 à 99 salariés	141	4,4	9 879	10,4	3 505,4	12,1	347,7	11,0
100 et plus	167	5,2	53 511	56,2	14 941,5	51,7	1 801,0	56,8
Total	**3 226**	**100,0**	**95 199**	**100,0**	**28 888,3**	**100,0**	**3 168,6**	**100,1**

TABLEAU L.02-3

Organisation du transport de fret : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF 634A, 634B, 634C)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	784	40,8	2 031	2,2	4 502,9	4,5	38,8	2,2
6 à 9 salariés	303	15,8	2 268	2,4	4 612,2	4,6	55,1	3,1
10 à 19 salariés	243	12,6	3 429	3,7	5 273,0	5,3	58,4	3,3
20 à 49 salariés	309	16,1	10 012	10,7	10 844,2	10,8	163,9	9,2
50 à 99 salariés	114	5,9	8 039	8,6	8 983,6	8,9	154,1	8,7
100 à 199 salariés	89	4,6	12 794	13,7	11 662,7	11,6	230,7	13,0
200 salariés et plus	80	4,2	54 787	58,7	54 521,2	54,3	1 075,0	60,5
Total	**1 922**	**100,0**	**93 360**	**100,0**	**100 399,8**	**100,0**	**1 776,0**	**100,0**

TABLEAU L.02-4

Longueur du réseau routier

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
SETRA

Unité : Kilomètre

	1991	1992	1993	1994	1995
Autoroutes	7 080	7 408	7 614	8 102 *r*	8 275
dont : autoroutes concédées	5 700	5 835	5 919	6 160	6 299
Routes nationales	28 360	28 243	28 212	28 090 *r*	28 097
Chemins départementaux	353 000	354 000	354 000	365 607	360 000
Voies communales	500 000	526 000	526 000	562 960	563 000
Total du réseau national	**888 440**	**915 651**	**915 826**	**964 759 r**	**959 372**

TABLEAU L.02-5

Immatriculations des véhicules par genre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

	1991	1992	1993	1994	1995
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES NEUFS					
Voitures particulières et commerciales	2 031 274	2 105 700	1 721 222	1 972 919	1 930 504
dont : diesel	780 521	820 638	783 244	939 952	897 698
Autocars et autobus (1)	4 056	3 954	3 932	3 581	3 981
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**367 892**	**341 136**	**269 778**	**306 282**	**332 052**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	344 098	320 803	253 706	289 280	311 702
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	28 794	20 333	16 072	17 002	20 350
Tracteurs routiers	21 092	15 549	12 304	16 135	21 743
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	29 455	23 620	23 064	27 634	32 235
Remorques	2 971	2 237	1 898	1 971	2 462
Semi-remorques	16 789	12 881	10 173	11 867	15 428
Total	**2 473 529**	**2 505 077**	**2 042 371**	**2 347 389**	**2 338 405**
Motocycles (3)	117 833	117 419	101 467	85 992	85 639
IMMATRICULATIONS DES VÉHICULES D'OCCASION					
Voitures particulières et commerciales	4 428 486	4 309 561	4 277 418	4 263 611	4 128 745
dont : diesel	997 660	1 062 980	1 173 712	1 294 116	1 363 816
Autocars et autobus (1)	6 910	7 500	6 836	7 288	6 268
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	**687 646**	**686 823**	**680 537**	**675 513**	**651 408**
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (2)	637 676	638 734	634 866	629 707	610 339
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (2)	49 970	48 089	45 671	45 806	41 069
Tracteurs routiers	23 636	23 725	22 518	24 933	21 706
Autres tracteurs (agricoles, forestiers, etc.)	93 147	90 737	92 953	94 691	91 535
Remorques	4 834	5 172	4 987	5 359	4 775
Semi-remorques	26 242	28 072	28 691	28 398	26 307
Total	**5 270 901**	**5 151 590**	**5 113 940**	**5 099 793**	**4 930 744**
Motocycles (3)	271 064	282 226	280 693	286 821	292 641

(1) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises.
(2) PTAC : poids total autorisé en charge.
(3) Motocycles de plus de 50 cm^3.

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						**Total 1995**	Total 1994
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	0	2 558	4 354	185	285	14	**7 396**	7 535
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	0	9 977	17 384	1 942	3 490	537	**33 330**	36 209
Cadres et professions libérales	1	25 700	38 907	5 168	7 104	417	**77 297**	88 566
Professions intermédiaires	0	30 518	43 415	3 266	3 269	53	**80 521**	94 380
Employés	0	268 620	295 675	17 852	17 344	699	**600 190**	631 586
Ouvriers	0	43 531	56 037	2 685	2 462	79	**104 794**	113 759
Retraités, étudiants et sans profession	1	91 050	119 817	8 652	6 645	256	**226 421**	242 832
Profession non indiquée	3	114 951	134 986	9 510	10 833	525	**270 808**	257 844
Sous-total particuliers	**5**	**586 905**	**710 575**	**49 260**	**51 432**	**2 580**	**1 400 757**	**1 472 711**
Sous-total sociétés	**127**	**156 824**	**310 706**	**24 437**	**34 446**	**3 207**	**529 747**	**500 208**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	53	39 734	102 052	7 711	11 997	984	**162 531**	158 291
location mobilier (voitures)	0	73 036	91 092	8 360	6 567	333	**179 388**	146 039
Total 1995	**132**	**743 729**	**1 021 281**	**73 697**	**85 878**	**5 787**	**1 930 504**	///
Année 1994	36	744 887	1 032 412	100 619	88 361	6 604	///	1 972 919
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	1 009	15 684	24 259	3 494	2 118	120	**46 684**	50 911
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	2 081	31 547	49 876	17 028	17 799	3 419	**121 750**	132 474
Cadres et professions libérales	2 822	58 130	77 679	21 238	22 490	3 530	**185 889**	206 210
Professions intermédiaires	3 556	87 672	113 835	23 047	16 674	1 208	**245 992**	275 106
Employés	22 487	644 316	719 408	132 116	77 040	5 407	**1 600 774**	1 675 979
Ouvriers	12 841	249 369	319 663	62 630	29 787	1 176	**675 466**	691 165
Retraités, étudiants et sans profession	10 394	194 653	176 455	27 215	16 811	1 446	**426 974**	456 478
Profession non indiquée	12 821	287 854	329 074	66 187	40 400	3 382	**739 718**	685 514
Sous-total particuliers	**68 011**	**1 569 225**	**1 810 249**	**352 955**	**223 119**	**19 688**	**4 043 247**	**4 173 837**
Sous-total sociétés	**669**	**22 752**	**37 943**	**9 354**	**11 903**	**2 877**	**85 498**	**89 774**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	140	6 294	7 067	1 383	1 217	178	**16 279**	18 291
location mobilier (voitures)	6	955	1 156	595	231	48	**2 991**	2 561
Total 1995	**68 680**	**1 591 977**	**1 848 192**	**362 309**	**235 022**	**22 565**	4 128 745	///
Année 1994	76 152	1 641 402	1 886 432	391 513	246 981	21 131	///	4 263 611

TABLEAU L.02-7

Parc des véhicules par genre

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

Unité : Véhicule

	1991	1992	1993	1994	1995
Voitures particulières et commerciales (1)	23 810 000	24 020 000	24 385 000	24 900 000	25 100 000
dont : diesel	4 275 000	4 876 000	5 536 000	6 306 000	6 938 000
Autocars et autobus (2)	44 182	42 942	42 029	41 009	40 657
Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	3 684 711	3 676 531	3 618 088	3 606 037	3 596 916
dont : de moins de 3,5 tonnes de PTAC (3)	3 414 677	3 415 854	3 368 968	3 366 734	3 360 654
de plus de 3,5 tonnes de PTAC (3)	270 034	260 677	249 120	239 303	236 262
Tracteurs routiers	172 831	172 421	168 531	168 336	175 746
Remorques	27 613	27 492	27 044	26 755	27 006
Semi-remorques	144 547	146 584	146 153	147 075	151 668
Total	**27 883 884**	**28 085 970**	**28 386 845 r**	**28 889 212 r**	**29 091 993**
Motocycles (4)	829 000	851 000	866 000	862 500	893 100

(1) Le parc estimé des véhicules utilitaires tire sa source du « Fichier central des automobiles, parc et immatriculations » et ne concerne donc que les véhicules de moins de 10 ans. L'estimation du parc des voitures particulières et commerciales est celle du Comité des constructeurs français d'automobiles.
(2) Autocars et autobus d'au moins 10 places assises. Les autobus de la RATP ne sont pas inclus.
(3) PTAC : poids total autorisé en charge.
(4) Motocycles, vélomoteurs et scooters de plus de 50 cm^3. L'estimation du parc des motocycles est celle de la Chambre syndicale nationale du cycle et motocycle.

TABLEAU L.02-8

Transport routier de marchandises par distance en charge

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

	1991	1992	1993	1994	1995
TONNES (1)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	334	295	261	303	280
De 50 à 149,9 km	140	143	141	150	159
150 km et plus	206	218	213	227	248
Total	**680**	**656**	**615**	**680**	**687**
Compte propre :					
Moins de 50 km	572	520	464	471	495
De 50 à 149,9 km	129	136	128	130	137
150 km et plus	63	66	65	69	69
Total	**764**	**722**	**657**	**670**	**701**
Ensemble :					
Moins de 50 km	906	815	725	774	775
De 50 à 149,9 km	269	279	269	280	296
150 km et plus	269	284	278	296	317
Total	**1 444**	**1 378**	**1 272**	**1 350**	**1 388**
TONNES-KILOMÈTRES (2)					
Compte d'autrui :					
Moins de 50 km	5,7	5,1	4,6	5,4	5,2
De 50 à 149,9 km	10,6	10,6	10,5	10,9	11,6
150 km et plus	71,1	74,6	72,4	76,9	84,7
Total	**87,4**	**90,3**	**87,5**	**93,2**	**101,5**
Compte propre :					
Moins de 50 km	7,7	7,3	6,5	6,7	7,2
De 50 à 149,9 km	8,2	8,5	7,9	8,0	8,8
150 km et plus	13,9	13,9	13,4	14,2	14,5
Total	**29,8**	**29,7**	**27,8**	**28,9**	**30,5**
Ensemble :					
Moins de 50 km	13,4	12,4	11,1	12,1	12,4
De 50 à 149,9 km	18,8	19,1	18,4	18,9	20,4
150 km et plus	85,0	88,5	85,8	91,1	99,2
Total	**117,2**	**120,0**	**115,3**	**122,1**	**132,0**
VÉHICULES-KILOMÈTRES (3)					
Compte d'autrui	9 340	9 750	9 335	9 921	10 286
Compte propre	6 208	6 164	5 843	6 174	6 093
Total	**15 548**	**15 914**	**15 178**	**16 095**	**16 379**

(1) Million de tonnes.
(2) Milliard de tonnes-kilomètres.
(3) Million de véhicules-kilomètres.

TABLEAU L.02-9

Transport routier de marchandises par nature de marchandise

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique

	1991	1992	1993	1994	1995
	TONNES (1)				
Produits agricoles et animaux vivants	182 382	146 467	188 093	183 355	181 871
Denrées alimentaires et fourrages	168 306	160 884	163 259	166 426	166 807
Combustibles minéraux solides	12 134	10 654	7 407	5 636	3 147
Produits pétroliers	65 238	64 679	62 205	66 286	66 384
Minerais et déchets pour la métallurgie	26 774	25 724	25 794	25 949	30 305
Produits métallurgiques	21 029	20 142	18 374	21 871	22 584
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matière première pour industrie chimique	758 827	694 337	669 573	666 492	648 735
Engrais	33 537	28 692	27 582	30 436	31 763
Produits chimiques	37 146	35 791	33 714	37 589	38 885
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	174 717	170 873	166 040	177 497	203 315
Total	1 444 590	1 378 213	1 272 341	1 349 939	1 366 190
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	62 785	75 147	73 085	68 282	80 078
Denrées alimentaires et fourrages	84 428	87 757	91 996	95 746	97 739
Combustibles minéraux solides	7 252	6 609	3 251	4 047	1 870
Produits pétroliers	31 190	30 525	32 371	32 628	35 190
Minerais et déchets pour la métallurgie	9 369	9 254	8 263	7 530	8 359
Produits métallurgiques	14 826	14 767	12 201	15 657	16 306
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	310 746	274 103	244 000	233 016	264 364
Engrais	13 573	11 749	11 416	13 470	13 827
Produits chimiques	28 340	27 853	26 246	28 719	27 365
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	117 892	118 116	112 384	119 413	109 401
Total	680 342	656 067	615 173	679 652	666 823
	TONNES-AIGUILLETTES (1)				
Produits agricoles et animaux vivants	13 605.6	11 231.7	13 969.8	14 038.9	17 852.6
Denrées alimentaires et fourrages	25 996.9	26 963.4	26 855.9	27 767.1	27 562.7
Combustibles minéraux solides	619.0	596.3	468.7	522.3	427.5
Produits pétroliers	5 551.0	5 626.0	5 483.1	5 548.9	5 761.0
Minerais et déchets pour la métallurgie	1 563.1	1 679.5	1 615.4	1 779.6	1 992.0
Produits métallurgiques	5 001.9	4 866.6	4 201.1	4 607.6	4 997.7
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	22 020.6	21 936.7	21 023.1	22 402.9	22 278.2
Engrais	2 562.6	2 564.6	2 554.2	2 921.2	3 055.5
Produits chimiques	8 319.5	8 636.1	8 276.6	8 807.5	8 496.1
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	31 918.5	32 865.5	30 879.1	33 498,6	39 540.1
Total	117 179.1	120 036.7	115 287,0	122 091,9	132 036.4
Dont compte d'autrui :					
Produits agricoles et animaux vivants	8 952.6	9 647.3	9 678.8	9 751.3	12 875.6
Denrées alimentaires et fourrages	16 466.6	19 614.0	19 645.6	20 530.6	20 481.6
Combustibles minéraux solides	552.3	490.6	417.2	457.6	382.0
Produits pétroliers	3 609.2	3 682.4	3 714.5	3 523,0	3 768.1
Minerais et déchets pour la métallurgie	862.6	1 027.9	897.7	1 014,4	1 054.9
Produits métallurgiques	4 403.1	4 306.9	3 659.0	4 213.2	4 943.9
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction	14 186.2	13 658.0	13 648.5	14 739.9	15 466.3
Engrais	1 646.1	1 646.3	1 740,9	2 063,7	2 197.2
Produits chimiques	7 269.2	7 844.1	7 481.7	8 000.5	7 850.3
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	27 112.0	28 335.9	26 573.0	28 870,1	34 526.2
Total	87 400.9	90 353.3	87 456,4	93 164,3	101 565.9

1) Tonnes en milliers et tonnes-kilomètres en millions.

TABLEAU LSC-10

[illegible]

TABLEAU L.02-11

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

	1991	1992	1993	1994	1995
Accidents corporels	148 890	143 362	137 500	132 726	132 949
dont : En agglomération	104 697	100 358	93 873	90 860	91 288
Véhicules impliqués :					
Cycles sans moteur	8 236	8 042	7 856	7 750	8 533
Cycles avec moteur	43 707	41 845	38 364	38 404	39 219
Voitures particulières (1)	188 651	182 321	170 311	112 496	162 691
Autres véhicules (2)	22 625	21 381	19 931	6 572	19 904
Total	**263 219**	**253 589**	**236 462**	**165 222**	**230 347**
Victimes tuées (3) :					
Piétons	1 327	1 165	1 131	1 126	1 027
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	364	348	329	321	374
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	1 484	1 449	1 351	1 288	1 251
Conducteurs et passagers de voitures particulières	5 992	5 725	5 835	5 423	5 389
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	450	396	406	375	371
Total	**9 617**	**9 083**	**9 052**	**8 533**	**8 412**
dont : en agglomération	3 422	3 089	3 022	2 747	2 757
Victimes blessées :					
Piétons	24 046	23 107	21 986	21 810	21 197
Conducteurs et passagers de cycles sans moteur	7 332	7 146	7 106	7 429	7 681
Conducteurs et passagers de cycles avec moteur	42 801	40 969	37 600	37 116	37 735
Conducteurs et passagers de voitures particulières	123 168	118 638	114 244	106 741	106 290
Conducteurs et passagers d'autres véhicules	8 621	8 244	8 084	7 736	7 500
Total	**205 968**	**198 104**	**189 020**	**180 832**	**180 403**
dont : Grièvement (4)	47 119	44 965	43 535	40 521	39 257
dont : En agglomération	136 422	130 527	121 372	116 087	116 926

(1) Y compris taxis et ambulances.
(2) Autres véhicules : camionnettes, camions, tracteurs, autobus et véhicules non précisés.
(3) Victimes décédées dans les dix jours.
(4) Victimes blessées ayant nécessité une hospitalisation d'au moins six jours.

TABLEAU L.02-12

Répartition suivant l'âge des victimes des accidents corporels de la circulation routière

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Observatoire National Interministériel de Sécurité Routière

Âge des victimes	Piétons	Conducteur de			Conducteurs et passagers de voitures particulières	Autres véhicules (1)	**Total**
		Bicyclettes	Cyclo-moteurs	Moto-cyclettes			
Victimes décédées dans les six jours :							
Moins de 15 ans	91	60	18	3	206	13	391
De 15 à 20 ans	51	31	197	89	636	22	1 026
De 21 à 24 ans	38	17	28	192	799	37	1 111
De 25 à 64 ans	430	167	175	488	2 903	273	4 436
65 ans et plus	412	99	52	8	844	25	1 440
Indéterminés	5	0	1	0	1	1	8
Total	**1 027**	**374**	**471**	**780**	**5 389**	371	8 412
Blessés :							
Moins de 15 ans	5 834	1 847	1 228	135	6 626	457	16 127
De 15 à 20 ans	2 053	1 309	13 141	2 368	12 667	643	32 181
De 21 à 24 ans	1 087	618	2 146	4 029	16 305	820	25 005
De 25 à 64 ans	7 838	3 201	4 424	10 604	61 682	5 125	92 874
65 ans et plus	4 345	684	506	86	8 642	421	14 684
Indéterminés	40	22	42	26	368	34	532
Total	**21 197**	**7 681**	**21 487**	**17 248**	**106 290**	**7 500**	181 403

(1) Camionnettes, camions, tracteurs, autobus, véhicules non précisés.

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure.
3. Réseau des voies navigables par gabarit.
4. Flotte de bateaux.
5. Transport effectué sur le réseau français.
6. Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique) en liaison avec les Voies navigables de France.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAF classe 61.2Z) regroupe les entreprises employant 6 salariés et plus, dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

Les données relatives aux transports fluviaux sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

2. DÉFINITIONS

Barge

La barge est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé.

Bateau de canal

Sont appelés bateaux de canal, les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Bateau de rivière

Sont appelés bateaux de rivière, les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m.

Pousseur

Le pousseur est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

Transporteurs privés

Les transporteurs privés sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

Voies navigables

L'ensemble des fleuves, rivières, lacs, étangs et canaux accessibles en bateaux et convois constitue le réseau des voies navigables français. La longueur des voies navigables fréquentées ou non est calculée en fin d'année.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :

Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.

— Voies navigables de France.

— INSEE.

Publications :

Voies navigables de France :

— *Statistiques mensuelles et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement;*

— *Statistiques mensuelles et annuelle commerciales;*

— *Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables;*

— *Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.*

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Mémento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement [Service économique et statistique] (annuel).

« Les comptes des transports en 1993 », *INSEE-Résultats,* n° 314, juillet 1994.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1993 », *INSEE-Première,* n° 331, juillet 1994.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

TABLEAU L.03-1

Transports fluviaux (1) : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 61.2Z)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise(2) (en millions de francs)
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	28	174	30	144	99,2	7,2
10 à 19 salariés	12	131	63	68	195,2	4,4
20 salariés et plus	12	875	346	529	1 031,7	117,5
Total	**52**	**1 180**	**439**	**741**	**1 326,1**	**129,1**

(1) Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus.
(2) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

Catégorie	1991	1992	1993	1994	1995
TRANSPORTS PUBLICS ET PRIVÉS (1) :					
Travailleurs indépendants	1 493	1 361	1 289	1 229	1 146
dont : retraités en activité	3	3	3	3	3
Salariés	1 713	1 623	1 966	1 554	1 820
dont : Salariés de la flotte française					
de navigation rhénane (2)	212	212	151	9	9
de nationalité française	164	164	125	9	9
Personnel de la traction sur berges (3)	20	20	17	17	17
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (4)	350	350	320	320	310
PERSONNELS ASSURANT LE FONCTIONNEMENT DES VOIES NAVIGABLES (sauf entretien) :					
Conducteurs des TPE (5)	405	352	383	482	410
Agents des TPE (6)	4 212	3 664	3 987	3 901	3 796
Éclusiers auxiliaires	74	65	69	62	56
PERSONNEL DES BUREAUX D'AFFRÈTEMENTS	99	95	89	94	96

(1) Y compris le personnel des remorqueurs.
(2) Suite à la délocalisation dans une filiale luxembourgeoise de l'activité de poussage, au 31/12/94, 115 contrats de travail de droit luxembourgeois.
(3) Personnel pris en compte par les VNF depuis la suppression de la traction sur berges. Remplacé par les toueurs : ce sont les agents faisant passer les bateaux dans les souterrains.
(4) Éffectif estimé. Données non communiquées par le CAF.
(5) Statut fixé par décret n° 66-900 du 18 novembre 1966.
(6) Statut fixé par décret n° 66-901 du 18 novembre 1966.

TABLEAU L.03-3

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France — *Unité* : Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd	Longueur du réseau (2)	1991	1992	1993	1994	1995
0. De moins de 250 tonnes	a	1 880	1 880	1 880	1 880	1 640
	b	18	13	19	1	–
1. De 250 à 399 tonnes	a	3 904	3 904	3 904	3 904	4 119
	b	3 573	3 442	3 434	3 429 *r*	3 654
2. De 400 à 649 tonnes	a	266	266	266	266	266
	b	213	241	213	213	213
3. De 650 à 999 tonnes	a	441	441	441	441	462
	b	322	322	322	278	317
4. De 1 000 à 1 499 tonnes	a	91	91	91	91	91
	b	39	39	39	39	57
5. De 1 500 à 2 999 tonnes	a	271	271	271	271	240
	b	249	249	249	249	209
6. De 3 000 tonnes et plus (3)	a	1 647	1 647	1 647	1 647	1 682
	b	1 537	1 561	1 546	1 494	1 512
Total (3)	a	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**	**8 500**
	b	**5 951**	**5 867**	**5 822**	**5 703 r**	**5 962**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes.
(2) a. : longueur totale du réseau, b. : longueur fréquentée.
(3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Flotte de bateaux

Bateaux munis d'un permis d'exploitation

Situation au 31 décembre

Source : Voies Navigables de France

	1991	1992	1993	1994	1995
Nombre de bateaux porteurs	2 813	2 664	2 374	2 368	2 227
dont : appartenant à des transporteurs publics	2 271	2 130	1 880	1 876	1 810
Nombre de remorqueurs et pousseurs	219	221	195	210	205
dont : appartenant à des transporteurs publics	122	126	103	119	114
Capacité totale des bateaux porteurs (millier de tonnes)	1 535	1 515	1 332	1 365	1 373
dont : appartenant à des transporteurs publics	1 280	1 266	1 093	1 127	1 159

TABLEAU L.03-5

Transport effectué sur le réseau français (1)

Source : Voies Navigables de France

	1991	1992	1993	1994	1995
TONNAGE (million de tonnes)					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	23,18	22,80	18,14	18,04	18,60
Transport pour compte propre	9,77	8,49	8,02	7,46	6,57
Total national	**32,95**	**31,29**	**26,16**	**25,50**	**25,17**
dont : part du pavillon français (%)	96,80	96,50	96,20	96,75	95,35
b. Transport international :					
Importations	12,04	11,77	10,67	11,23	11,97
Exportations	16,16	16,81	17,03	16,58	17,74
Total international	**28,20**	**28,58**	**27,70**	**27,81**	**29,71**
dont : part du pavillon français (%)	10,90	11,20	9,40	9,71	11,20
Total général (a + b)	**61,15**	**59,87**	**53,86**	**53,31**	**54,88**
TONNES-KILOMÈTRES (milliard de tonnes-kilomètres).					
a. Transport national :					
Transport pour compte d'autrui	3,48	3,51	2,80	2,48	2,50
Transport pour compte propre	0,82	0,74	0,68	0,67	0,65
Total national	4,30	4,25	3,48	3,15	3,15
dont : part du pavillon français (%)	97,50	95,20	97,10	96,83	95,87
b. Transport international (partie effectuée sur le réseau français seulement) :					
Importations	1,16	1,12	1,01	1,10	1,16
Exportations	1,37	1,54	1,46	1,36	1,55
Total international	**2,53**	**2,66**	**2,47**	**2,46**	**2,71**
dont : part du pavillon français (%)	23,00	33,80	20,00	16,00	11,07
Total général (a + b)	**6,83**	**6,91**	**5,95**	**5,61**	**5,86**

(1) Les données indiquées ne concernent que le transport effectué sur le réseau français par des bateaux fluviaux, français et étrangers, à l'exclusion des bateaux de mer.

TABLEAU L.03-6

Transport par voies navigables selon la nature de la marchandise

Source : Voies Navigables de France

Chapitre de marchandises	1991	1992	1993	1994	1995
Tonnage transporté (millier de tonnes)					
Produits agricoles	5 985	5 631	6 565	5 897	6 403
Denrées alimentaires et fourrages	2 531	2 432	2 325	2 043	2 262
Combustibles minéraux solides	4 814	5 256	4 053	3 772	4 176
Produits pétroliers	6 506	7 412	5 987	5 925	5 782
Minerais et déchets pour la métallurgie	3 596	3 331	3 106	3 000	3 446
Produits métallurgiques	1 606	1 520	1 380	1 571	1 665
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	33 165	31 365	27 686	28 248	27 900
Engrais	1 208	1 183	970	953	981
Produits chimiques	1 390	1 296	1 354	1 398	1 572
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	354	435	440	499	697
Total	**61 155**	**59 861**	**53 866**	**53 306**	**54 884**
Tonnes-kilométrique (million)					
Produits agricoles	958	862	1 047	910	955
Denrées alimentaires et fourrages	378	362	320	277	338
Combustibles minéraux solides	795	908	585	374	419
Produits pétroliers	710	1 044	759	733	669
Minerais et déchets pour la métallurgie	212	186	190	215	238
Produits métallurgiques	268	257	228	232	294
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	3 032	2 826	2 398	2 450	2 463
Engrais	226	208	152	139	145
Produits chimiques	206	191	207	203	240
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	50	67	63	73	104
Total	**6 835**	**6 911**	**5 949**	**5 606**	**5 865**

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel embarqué de la flotte de commerce en activité.
3. Flotte de commerce française en service.
4. Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains.
5. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie.
6. Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes selon les principaux pavillons.
7. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer.
8. Place des ports français dans le monde.
9. Accidents de mer.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction des affaires économiques et internationales (Service économique et statistique), en liaison avec la Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports maritimes et côtiers (NAF groupe 611) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime – long cours ou cabotage – de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

Les auxiliaires de transports maritimes ne sont pas inclus dans ce secteur.

Les données relatives aux transports maritimes sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprise.

Trafic

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 Pêche maritime) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

Trafic passagers

Les séries publiées concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, en trafic international (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et cabotage national (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

2. DÉFINITIONS

Accidents de mer

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

Tonnage

Le tonnage (ou jauge) brut total d'un navire de commerce de la navigation maritime représente le volume de la coque. Le tonnage brut s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage net est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité est le tonneau international égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

Personnel embarqué

Il s'agit du personnel considéré comme effectivement embarqué, c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés [en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...)]. Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Personnel employé

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction de la flotte de commerce.
  — Direction des gens de mer et de l'Administration générale.
  — Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral.
  — Centre administratif des affaires maritimes.
  — Direction des affaires économiques et internationales, Service économique et statistique.
— Comité central des armateurs de France (CCAF).
— INSEE.

Publications :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement :
  — Direction du Transport Maritime , des Ports et du Littoral :

    Statistiques maritimes françaises (trimestriel);

    Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce;

    Activité des ports maritimes de commerce (annuel);

    Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel);

    Statistique plaisance (annuel).
— Direction des affaires économiques et internationales, service économique et statistique :

  Mémento des statistiques des transports (SES);

  Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes* (SES);

Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises (SES);

Le transport maritime français, Comité central des armateurs de France (annuel).

— INSEE :

« Les comptes des transports en 1993 », *INSEE-Résultats,* n° 314, juillet 1994.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE-Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE-Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1993 », *INSEE-Première,* n° 331, juillet 1994.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401, septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504, janvier 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544, septembre 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE-Première,* n° 522, juin 1997.

*
* *

TABLEAU L.04-1

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 611) (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement
Service Economique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements du secteur d'entreprise (en millions de francs)	
		Total	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	Total	dont matériel naval
0 à 5 salariés	99	86	32	54	4 325,9	65,4	62,3
6 à 9 salariés	19	109	39	70	124,2	10,9	7,3
10 à 19 salariés	11	142	80	62	884,6	6,6	5,0
20 à 49 salariés	16	530	302	228	1 316,4	8,3	0,8
50 à 99 salariés	12	872	454	418	2 541,8	134,4	124,3
100 à 199 salariés	6	827	350	477	1 090,5	323,4	218,7
200 salariés et plus	12	8 136	2 906	5 230	15 528,6	995,2	882,1
Total	175	10 702	4 163	6 539	25 812,0	1 544,2	1 300,5

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe [illegible] des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2

Personnel embarqué de la flotte de commerce en activité (1)

au 31 décembre

Source : Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement
Direction des Gens de Mer et de l'Administration Générale

Catégorie de personnel	1991	1992	1993	1994	1995
Officiers (2)	2 253	2 751	2 482	2 510	2 750
Maîtres et marins	3 984	3 897	3 258	3 043	3 406
Total	6 237	6 648	5 740	5 553	6 156

(1) L'utilisation d'un fichier distinct de celui de l'Enquête Annuelle d'Entreprise ne permet pas une comparaison directe de leurs effectifs respectifs.
(2) À compter de 1987 les personnes hors hiérarchie sont classés dans la catégorie 'officiers'.

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française en service (1)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction de la Flotte de Commerce

Unité : Jauge : millier de tonneaux

Catégorie de navires	1991		1992		1993		1994		1995	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	30	234	33	300	31	330	38	335	37	337
Cargos	130	1 432	128	1 427	124	1 409	113	1 316	59	2 462
Pétroliers	56	2 058	60	2 106	60	2 189	56	2 333	113	1 148
Total	216	3 724	221	3 833	215	3 928	207	3 984	209	3 947

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute.
(2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs.

TABLEAU L.04-4

Trafic voyageurs et marchandises de l'ensemble des ports métropolitains

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction des Ports et de la Navigation maritimes

	1991	1992	1993	*r* 1994	1995
NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉS					
Nombre	74 284	72 503	75 078	75 829	72 352
Volume taxable en milliers de mètres cube	1 751 942	1 825 276	1 861 742	1 941 433	1 893 000
MARCHANDISES [non compris pêche et avitaillement] (millier de tonnes)					
Produits pétroliers débarqués	129 159	130 780	130 345	127 999	123 840
Autres marchandises débarquées	93 239	88 075	81 508	89 408	91 570
Total marchandises débarquées	**222 398**	**218 855**	**211 853**	**217 407**	**215 410**
Produits pétroliers embarqués	16 842	17 261	19 242	18 221	14 554
Autres marchandises embarquées	65 256	66 249	73 277	67 850	66 635
Total marchandises embarquées	**82 098**	**83 510**	**92 519**	**86 071**	**81 189**
PASSAGERS EMBARQUÉS ET DÉBARQUÉS [services côtiers non compris] (millier)					
Calais	11 546	13 863	16 032	18 394	17 056
Boulogne	2 732	1 783	850*r*	975	617
Autres ports	12 193	12 417	13 265	12 811	12 242
Total	26 471	28 063	30 147	32 180	29 915

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

Trafic international et cabotage national

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unité : Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)					Marchandises embarquées (1)				
	1991	1992	1993	1994	1995	1991	1992	1993	1994	1995
Produits agricoles et animaux vivants	4 153,1	3 682,8	3 727,4	4 131,5	4 555,6	19 384,0	21 607,1	22 452,9	14 985,4	15 870,6
Denrées alimentaires et fourrages	8 926,1	8 418,8	8 512,2	9 191,7	8 379,8	7 057,5	6 411,2	7 320,6	6 673,3	6 867,0
Combustibles minéraux solides	19 294,8	18 444,4	12 130,0	10 486,5	11 200,6	806,6	485,8	599,0	819,0	234,9
Produits pétroliers	132 563,9	130 780,1	130 344,7	127 999,4	124 355,0	17 001,8	17 260,5	19 242,1	18 221,5	14 690,4
Minerais et déchets pour la métallurgie	18 603,6	18 913,7	17 644,0	20 628,7	21 564,0	705,4	905,8	969,2	729,1	538,7
Produits métallurgiques	1 592,1	1 611,5	1 546,0	1 407,2	1 708,7	3 553,7	3 327,9	4 582,9	4 232,2	4 068,1
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	4 616,7	4 695,5	4 588,4	7 083,8	7 035,1	4 814,1	4 481,9	4 150,7	5 023,0	4 948,1
Engrais	7 169,3	6 473,3	5 058,1	5 661,6	6 609,9	630,5	624,1	499,3	538,4	400,6
Produits chimiques	5 137,3	5 692,0	5 637,8	5 842,5	6 028,8	5 527,4	5 637,5	6 137,4	5 913,5	6 173,6
Autres (2)	20 308,7	20 143,1	22 664,3	24 974,0	23 975,1	22 568,6	22 766,1	26 564,7	28 935,5	27 458,2
Total des marchandises	**222 365,6**	**218 855,2**	**211 852,9**	**217 406,9**	**215 432,6**	**82 049,6**	**83 507,9**	**92 518,8**	**86 070,9**	**81 250,2**

(1) Non compris les marchandises des aéroglisseurs et hydrofoils.
(2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-6

Trafic des navires de commerce dans les ports maritimes suivant les principaux pavillons (1)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction du Transport Maritime, des Ports et du Littoral

Unités : Marchandises : tonne
Passagers : nombre
Navires : nombre

Pavillons	Navires entrés	Passagers débarqués	Passagers embarqués	Marchandises débarquées	Marchandises embarquées
France	**15 354**	**3 762 403**	**3 752 672**	**24 059 930**	**14 377 510**
Angleterre	19 155	7 280 739	7 271 180	19 357 897	11 837 921
Allemagne	2 500	8 059	6 211	4 305 185	3 512 231
Panama	1 839	18 057	17 975	12 205 617	4 361 198
Pays-Bas	1 383	44	42	1 674 613	1 839 502
Italie	1 329	435 099	425 681	3 036 514	2 533 557
CEI	324	—	—	544 093	835 840
Grèce	694	7 933	6 759	20 458 669	2 425 667
Libéria	1 161	17 295	17 039	22 630 509	2 235 474
Espagne	368	—	—	2 533 890	617 681
Danemark	1 104	6	4	3 427 418	1 484 166
Norvège	1 371	35 480	35 292	21 485 524	1 681 121
Finlande	174	2 056	1 535	509 214	236 428
Suède	545	44 924	44 455	1 959 574	373 881
Belgique	429	3 935	6 053	721 468	599 837
Etats-Unis	158	—	—	1 549 192	506 749
Autres pavillons	24 464	3 402 532	3 434 444	74 973 236	31 791 241
Total	**72 352**	**15 018 562**	**15 019 342**	**215 432 543**	**81 250 010**

(1) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-7

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Unités : Millier de voyageurs
Millier de tonnes
Navire

	1991	1992	1993	1994	1995
Navires entrés	**5 676**	**5 696**	**6 408**	**6 838**	**6 897**
dont : Guadeloupe	1 991	2 438	2 812	2 996	2 958
Martinique	1 809	1 671	2 056	2 282	2 337
Guyane	402	400	358	333	255
Réunion	522	556	555	586	585
Voyageurs débarqués	**768**	**748**	**907**	**995**	**922**
dont : Guadeloupe	321	290	367	429	343
Martinique	427	432	512	532	544
Voyageurs embarqués	**765**	**750**	**899**	**992**	**901**
dont : Guadeloupe	322	291	358	426	316
Martinique	424	433	514	534	547
Marchandises débarquées	**6 397**	**6 591**	**6 232**	**6 661**	**7 153**
dont : Guadeloupe	2 178	2 042	1 933	2 168	2 285
Martinique	1 640	1 737	1 612	1 817	1 852
Guyane	571	638	481	530	447
Réunion	1 815	1 975	2 027	1 961	2 291
Marchandises embarquées	**1 604**	**1 770**	**1 711**	**1 816**	**1 766**
dont : Guadeloupe	423	437	431	440	349
Martinique	769	799	789	890	892
Guyane	57	72	69	70	73
Réunion	287	399	395	388	425

TABLEAU L.04-8

Place des ports français dans le monde

Année 1994

Unité : T=million de tonnes
FT= million de freigts tons(1)
HT= million de harbourg tons
ST= million de shorts tons(2)

Source : Journal de la Marine Marchande

Principaux ports	UNITÉ	Total du trafic marchandises (3)	Dont produits pétroliers (4)	Entrées	Sorties
Rotterdam (Pays-Bas)	T	293,8	116,5	229,0	64,8
Singapour (Singapour)	FT	290,0	124,0	164,4	125,6
Chiba (Japon)	FT	173,7	96,0	129,4	44,3
Kobé (Japon)	FT	171,0	2,1	92,2	78,8
Hong-Kong (Hong-Kong)	T	147,2	—	96,1	51,1
Houston (U.S.A)	ST	142,0	—	—	—
Nagoya (Japon)	FT	137,3	30,2	82,1	55,2
Yokohama (Japon)	FT	128,3	46,5	71,2	57,1
Anvers (Belgique)	T	108,5	25,2	62,9	45,6
Marseille (France)	**T**	**91,1**	**64,5**	**74,2**	**16,9**
Long Beach (U.S.A)	ST	87,1	—	59,6	27,5
Bergen (Norvège)	ST	83,3	—	28,2	55,1
Corpus Christi (U.S.A.)	ST	77,6	63,6	45,9	31,7
Richard's Bay (Afrique du Sud)	HT	68,7	—	2,3	66,4
Hambourg (Allemagne)	T	68,4	12,3	41,8	26,6
Vancouver (Canada)	T	67,6	3,0	6,4	61,2
Yokkaichi (Japon)	FT	58,5	29,9	38,5	20,0
Le Havre (France)	**T**	**54,4**	**36,3**	**42,1**	**12,3**
Newcastle (Australie)	T	53,5	—	6,6	46,9
Port Hedland (Australie)	T	53,3	0,3	0,3	53,0
Londres (Angleterre)	T	51,3	24,4	36,7	14,6

(1) Les notions de freights tons sont assez difficiles à apprécier et à comparer aux tonnes métriques; il s'agit d'unités de facturation qui portent soit sur des volumes en pieds cubes ou en mètres cubes, soit sur des poids en tonnes métriques.
(2) 0,907 tonne métrique.
(3) Marchandises tous produits sauf avitaillement.
(4) Pétrole brut, produits raffinés et gaz liquéfié.

TABLEAU L.04-9

Accidents de mer

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logerment
Bureau de la Navigation de Plaisance
Centre Administratif des Affaires Maritimes

Unité : Nombre

	1991	1992	1993	1994	1995
NOMBRE D'ÉVÈNEMENTS DE MER AYANT NÉCESSITÉ DES OPÉRATIONS	5 291	5 361	5 663	5 919	5 851
RÉPARTITION PAR TYPE D'ÉVÈNEMENT :					
Naufrages, abordages, échouements, chavirements	448	683	708	663	705
Incendies, explosions, pannes, avaries diverses aux navires	1 683	1 741	1 794	2 062	1 972
Voies d'eau, accidents individuels à personnes embarquées et non embarquées, fausses alertes diverses	3 189	2 937	3 161	3 194	3 174
CONSÉQUENCES DES ÉVÈNEMENTS DE MER SUR LES PERSONNES :					
Assistees sauvees (1)	8 283	9 581	8 893	8 782	8 654
Retrouvees (1)	787	283	283	250	355
Blessees	339	354	222	508	556
Disparues	69	55	75	76	72
Decedees	175	158	169	157	132
RÉPARTITION PAR GENRE DE NAVIGATION (suivant le nombre d'évènements de mer dans lesquels sont impliqués des navires) :					
Commerce	187	293	297	377	398
Pêche	731	674	695	733	665
Plaisance	2 188	2 375	2 547	2 652	2 714

(1) Jusqu'en 1991, les rubriques étaient : " assistées " et " retrouvées/ sauvées ". En 1992, un déplacement des personnes " sauvées " de la rubrique " retrouvées/sauvées " a été effectué vers la rubrique " assistées ", ce qui induit une rupture de deux séries statistiques du paragraphe " Conséquences sur les personnes ". À partir de 1992, ont été intégrés les évènements de mer traités par le nouveau centre de sauvetages "ANTILLES-GUYANE" (124 opérations).

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise.
2. Personnel des principales compagnies de transport aérien.
3. Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien.
4. Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français.
5. Trafic commercial.
6. Trafic de relations.
7. Trafic d'aérodromes. Trafic local.
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers.
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local de fret et de poste.
10. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux.
11. Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (Direction générale de l'aviation civile).

1. MÉTHODOLOGIE

Les entreprises du secteur

Le secteur des transports aériens (NAF division 62) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur groupe autour des compagnies nationales Air France et Air Inter Europe environ 150 entreprises d'importance diverse (Air France et UTA ont fusionné au 31-12-1992 avec effet rétroactif au 01-10-1992).

Les données relatives aux transports aériens sur les entreprises, les effectifs, les chiffres d'affaires et les investissements sont issues des enquêtes annuelles d'entreprises.

Activité des principales compagnies de transport aérien

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France et Air Inter Europe sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

Trafic des aérodromes

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

2. DÉFINITIONS

Accidents

Interviennent les seuls accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils immatriculés en France (aviation commerciale ou privée). Les tués comprennent les victimes décédées dans les trois jours.

Coefficient d'utilisation (trafic global)

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées a nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonn de chargement sur un kilomètre).

Coefficient d'utilisation (trafic passagers)

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payant transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offr d'une place sur un kilomètre).

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Équipement, des Transports et du Lo gement :

Direction des affaires économiques et internationales Service économique et statistique (SES).

Direction générale de l'aviation civile, Bureau Statist ques et Documentation.

— Bureau Véritas.

— Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

— INSEE.

Publications :

Mémento des statistiques, SES (annuel).

Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens, SES.

Bulletin statistique, Direction générale de l'aviation civile Direction des transports aériens (annuel).

Bulletin technique du bureau Véritas, bureau Vérita (mensuel).

Annuaire statistique de l'OACI, statistiques de l'aviatio civile dans le monde, OACI.

Recueil des statistiques de l'OACI, OACI.

« Les comptes des transports en 1993 », *INSEE Résultats,* n° 314, juillet 1994.

« Les comptes des transports en 1994 », *INSEE Résultats,* n° 409, juillet 1995.

« Les comptes des transports en 1995 », *INSEE Résultats,* n° 484, juillet 1996.

« Les comptes des transports en 1996 », *INSEE Résultats,* n° 554, août 1997.

« Les transports en 1993 », *INSEE-Première,* n° 331 juillet 1994.

« Les transports en 1994 », *INSEE-Première,* n° 401 septembre 1995.

« Les transports en 1995 », *INSEE-Première,* n° 504 janvier 1997.

« Les transports en 1996 », *INSEE-Première,* n° 544 septembre 1997.

« L'évolution des transports depuis 40 ans », *INSEE Première,* n° 522, juin 1997.

TABLEAU L.05-1

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAF classe 62)

Année 1995

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Service Économique et Statistique (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise Au 31 décembre	Nombre d'entre-prises	Effectif total salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié à temps plein (1)		Chiffre d'affaires net hors taxes		Investissements totaux du secteur	
			Personnel salarié sédentaire	Personnel salarié navigant	Montant (2)	par personne occupée (3)	Montant (2)	*dont* : matériel de transport
0 à 9 salariés	75	291	115	109	365,7	1 256,7	44,9	2,8
10 à 19 salariés	13	165	66	83	239,3	1 450,5	15,5	1,5
20 à 99 salariés	21	777	427	311	1 377,1	1 772,4	104,9	23,1
100 salariés et plus (4)	14	55 974	35 707	12 934	63 018,9	1 125,9	4 155,9	1 188,3
Total	**123**	**57 207**	**36 315**	**13 437**	**65 001,0**	**1 136,2**	**4 321,2**	**1 215,7**

(1) Non compris le personnel hors métropole.
(2) Million de francs
(3) Millier de francs
(4) À partir de 1994 les chiffres des grandes compagnies (Air France, Air Inter) ne sont plus communiqués séparément, mais sont pris en compte dans "100 salariés et plus".

TABLEAU L.05-2

Personnel des principales compagnies de transport aérien (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logerment
Direction Générale de l'Aviation Civile

Compagnie de transport aérien	Personnel navigant			Personnel au sol (2)	**Total général**
	Personnel technique de bord (3)	Personnel commercial de bord (4)	**Total**		
Air France (5)	2 598	6 132	**8 730**	27 451	**36 181**
Air Inter	800	1 770	**2 570**	8 612	**11 182**
Total au 31 décembre 1995	**3 398**	**7 902**	**11 300**	**36 063**	**47 363**
Air France (5)	2 895	6 949	**9 844**	29 971	**39 815**
Air Inter	860	1 846	**2 706**	8 322	**11 028**
Total au 31 décembre 1994	**3 755**	**8 795**	**12 550**	**38 293**	**50 843**
31 décembre 1993	3 935	8 994	**12 929**	40 306	**53 235**
31 décembre 1992	4 080	9 089	**13 169**	40 642	**53 811**
31 décembre 1991	4 059	9 163	**13 122**	43 822	**57 044**
31 décembre 1990	3 646	8 512	**12 158**	44 064	**56 222**
31 décembre 1989	3 525	8 462	**11 987**	43 961	**55 948**

(1) Air France, Air Inter.
(2) Personnel d'entretien du matériel aéronautique et personnel administratif et commercial.
(3) Pilotes, copilotes et mécaniciens navigants.
(4) Stewards et hôtesses.
(5) Fusion d'Air France et d'UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92

TABLEAU L.05-3

Flotte de transport des principales compagnies de transport aérien

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Appare

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1991	1992	1993	1994	199
AIR FRANCE(1)	**126**	**151**	**146**	**139**	**13**
Concorde (2)	5	5	5	5	
Boeing 747 Cargo	9	10	10	11	1
Boeing 747 (100-200 et 400)	29	41	34	30	2
Boeing 727-200	15	5	–	–	
Boeing 737-200	19	19	19	19	1
Boeing 737-300	–	4	6	6	
Boeing 737-400	–	1	–	–	
Boeing 737-500	–	7	15	16	1
Boeing 767	–	3	5	5	
DC 10-30	–	5	–	–	
Airbus A 300	16	15	9	5	
Airbus A 310	11	11	11	10	
Airbus A 320	22	25	25	21	2
Airbus A 340	–	–	7	11	1
UTA	**19**	–	–	–	
Boeing 747 (300-400)	7	–	–	–	
Boeing 747 cargo	2	–	–	–	
Douglas DC 10-30	6	–	–	–	
Boeing 767 (200-300)	4	–	–	–	
AIR INTER	**58**	**60**	**58**	**58**	**6**
Airbus A 300	22	22	19	14	1
Mercure	9	8	8	4	
Airbus A 320	27	30	31	34	3
Airbus A 321	–	–	–	2	
Airbus A 330	–	–	–	4	
Fokker 100	–	–	–	–	

(1) Fusion d'Air France et d'UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92
(2) Certains de ces appareils ne volent plus mais continuent à figurer dans la flotte car on y prélève des pièces de rechange pour ceux qui volent. Ils peuvent ne pas figurer dans l'inventaire de la flotte de certaines sources statistiques.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre aéronautique français

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Véritas

Unité : Apparei

Catégorie d'utilisateurs	1991	1992	1993	1994	199
AVIONS :					
Transports publics	768	761	737	701	69
Aviation générale	6 232	6 362	6 272	6 204	6 17
CNRA et CNRAC (1)	1 230	1 330	1 359	1 426	1 50
Total	**8 230**	**8 453**	**8 368**	**8 331**	**8 36**
HÉLICOPTÈRES :					
Transports publics	232	223	224	203	20
Aviation générale	595	653	652	654	66
Total	**827**	**876**	**876**	**857**	**86**
Planeurs	2 112	2 169	2 203	2 193	2 22
Aérostats (ballons libres)	628	671	695	720	75
Total des aéronefs inscrits au registre	**11 797**	**12 169**	**12 142**	**12 101**	**12 21**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte aux avions ou planeurs, appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale) ou appareils anciens de collection ; ils ne peuvent survoler les territoires étrangers, sauf autorisation particulière des états survolés.

TABLEAU L.05-5

Trafic commercial

Unités : Million de passagers-km
Millier de passagers
Million de tonnes-km
Million de sièges-km

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1991	1992	1993	1994	1995
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR FRANCE :					
Passagers payants	13 228	14 583	14 372	15 602	14 498
Passagers-km transportés PKT (1)	33 780	43 082	43 641	50 190	49 607
Sièges-km offerts SKO (2)	50 168	63 715	64 409	68 742	69 949
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	67	68	68	73	71
Tonnes-km offertes (TKO)	10 376	12 922	12 619	11 003	13 684
Tonnes-km transportées TKT (3)	6 425	7 801	7 692	8 934	9 688
dont : fret et poste	3 385	3 924	3 764	4 417	4 568
Coefficient de chargement (%)	62	60	61	81	71
TRAFIC COMMERCIAL D'AIR -INTER :					
Passagers payants	15 801	16 363	16 583	17 055	15 993
Passagers-km transportés PKT (1)	8 911	9 353	9 491	9 781	9 256
Sièges-km offerts SKO (2)	13 644	14 446	14 474	14 707	14 447
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	65	65	66	67	64
Tonnes-km offertes (TKO)	1 385	1 467	1 454	1 547	1 534
Tonnes-km transportées TKT (3)	804	851	860	962	912
dont : fret et poste	37	47	44	40	33
Coefficient de chargement (%)	58	58	59	62	59
TRAFIC COMMERCIAL D 'UTA : (4)					
Passagers payants	829	///	///	///	///
Passagers-km transportés PKT (1)	5 836	///	///	///	///
Sièges-km offerts SKO (2)	8 567	///	///	///	///
Coefficient d'utilisation des sièges-km (%)	68	///	///	///	///
Tonnes-km offertes (TKO)	1 798	///	///	///	///
Tonnes-km transportées TKT (3)	1 050	///	///	///	///
dont : fret et poste	525	///	///	///	///
Coefficient de chargement (%)	58	///	///	///	///
TRAFIC COMMERCIAL DES TRANSPORTEURS AÉRIENS RÉGIONAUX ET COMPLÉMENTAIRES (5) (6) :					
Passagers payants	8 086	7 632	9 495	11 780	12 127
Passagers-km transportés PKT (1)	15 105	15 689	19 424	23 546	19 931
Tonnes-km de fret et poste TKT (3)	153	106	172	223	175

(1) PKT : Passagers-kilomètres transportés. L'unité de compte est le transport d'un passager sur un kilomètre.
(2) SKO : Sièges-kilomètres offerts. L'unité de compte est l'offre d'un siège sur un kilomètre.
(3) TKT : Tonnes-kilomètres transportées. L'unité de compte est le transport d'une tonne de chargement sur un kilomètre. Dans ce décompte le passager est taxé d'un poids forfaitaire de 90 kg.
(4) En 1992, cumul du trafic d'Air France et d'UTA, fusion des deux entreprises au 31.12.92 avec effet rétroactif au 1.10.92
(5) Pour les compagnies basées sur les aéroports de Paris autres que CDG et Orly, les résultats sont partiels car aucune statistique n'est disponible en raison du caractère non commercial de ces plates-formes. Du fait de la politique d'affrètement inter-compagnies et du système de collecte statistique, le trafic de certaines compagnies peut être mal affecté par attribution au « tracteur » et non pas à « l'affréteur ».
(6) Non compris le trafic Outre-Mer qui n'est pas disponible.

TABLEAU L.05-6

Trafic de relations (1)

Trafic deux sens

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers
Tonnes de fret

	1980		*r* 1993		1994		1995	
	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret	Passagers	Fret
RELATIONS DOMESTIQUES (2) :								
Métropole/Radiales								
Nice-Paris	1 327	6 091	2 754	11 536	2 908	11 620	2 808	10 342
Marseille-Paris	1 194	6 485	2 211	18 047	2 280	19 534	2 455	22 320
Toulouse-Paris	805	4 587	2 044	15 888	2 156	20 429	2 471	19 084
Bordeaux-Paris	622	3 157	1 316	5 485	1 363	5 839	1 412	5 566
Strasbourg-Paris	325	1 023	1 064	4 929	1 092	4 930	1 072	4 256
Autres radiales	3 623	10 866	8 131	33 245	8 181	28 837	7 874	20 085
Total radiales	**7 896**	**32 209**	**17 520**	**89 130**	**17 980**	**91 189**	**18 092**	**81 653**
dont : exploitants français	7 896	32 209	17 487	88 457	17 930	90 730	17 991	80 431
Métropole/Transversales								
Bastia-Marseille	217	350	251	672	252	888	247	931
Ajaccio-Marseille	205	303	240	1 852	236	1 989	228	2 061
Lyon-Nice	82	52	229	179	215	191	203	350
Lyon-Lille	88	70	210	181	221	342	191	296
Bordeaux-Lyon	46	44	193	—	199	4	195	352
Lyon-Nantes	62	27	174	338	187	442	181	390
Autres transversales	1 120	5 462	2 404	2 787	2 492	4 517	2 629	5 560
Total transversales	**1 820**	**6 308**	**3 701**	**6 009**	**3 802**	**8 373**	**3 874**	**9 940**
dont : exploitants français	1 820	6 308	3 694	5 957	3 787	8 257	3 856	9 751
Outre-Mer/Paris								
Pointe-à-Pitre-Paris	271	5 393	774	11 390	889	10 286	921	11 703
Fort-de-France-Paris	218	5 047	783	10 715	863	9 883	847	9 181
Saint-Denis-Paris	111	3 507	414	11 658	468	13 278	503	13 993
Autres relations	74	3 174	228	4 913	271	5 840	339	4 765
Total Outre-Mer-Paris	**674**	**17 121**	**2 199**	**38 676**	**2 491**	**39 287**	**2 610**	**39 642**
dont : exploitants français	674	16 113	2 199	38 676	2 491	39 287	2 608	39 642
Outre-Mer/Province								
Total Outre-Mer-Paris	—	—	140	832	165	979	256	1 585
dont : exploitants français	—	—	140	828	165	979	256	1 585
Fort-de-France-Pointe-à-Pître	169	2 126	259	2 162	237	1 978	241	1 643
Tahiti-Moorea	249	—	133	2	138	1	144	2
Autres relations	—	—	940	5 687	981	5 373	1 026	5 260
Total Outre-Mer-Intérieur	**—**	**—**	**1 332**	**7 851**	**1 356**	**7 352**	**1 411**	**6 905**
dont : exploitants français	—	—	1 331	7 663	1 354	7 347	1 410	6 905
Total relations domestiques	**10 496**	**38 527**	**24 892**	**142 498**	**25 794**	**147 180**	**26 243**	**139 725**
dont : exploitants français	10 496	38 527	24 851	141 581	25 727	146 600	26 121	138 314
RELATIONS FRANCE-EUROPE :								
Total France-Europe (2) (3) (4)	**12 461**	**120 907**	**26 141**	**201 120**	**28 544**	**229 366**	**28 904**	**226 289**
dont : exploitants français	5 683	52 229	10 267	89 396	11 478	99 713	11 217	90 722
Pays de l'Union européenne (3) (4)	8 655	98 079	22 012	174 522	24 595	203 458	24 298	197 200
RELATIONS FRANCE-AFRIQUE :								
Total France-Afrique	**5 864**	**197 618**	**6 919**	**165 943**	**6 828**	**173 514**	**6 661**	**157 953**
dont : exploitants français	2 949	119 056	2 976	100 212	3 085	105 336	2 829	95 355
Pays du Maghreb	4 395	36 204	4 203	43 538	3 988	44 405	3 547	34 457
RELATIONS FRANCE-AMÉRIQUE :								
Total France-Amérique	**2 025**	**149 521**	**6 006**	**314 366**	**6 612**	**367 935**	**6 835**	**394 842**
dont : exploitants français	995	50 501	2 228	182 099	2 635	215 048	2 906	238 620
Amérique du Nord (EU, Alaska, Canada)	1 630	125 567	4 773	260 025	5 333	303 214	5 466	328 438
dont : Pays Centre et Sud	395	23 954	1 233	54 341	1 278	64 721	1 369	66 404

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

	1991	1992	1993	*r* 1994	1995
MOUVEMENTS PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :					
Française	778 269	799 282	784 506	792 405	866 221
dont : Air France, UTA et Air Inter (1)	411 215	431 966	426 824	426 454	430 101
Étrangère	323 211	358 386	378 680	397 153	415 151
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :					
Vol régulier	929 527	1 028 869	1 034 452	1 065 604	1 156 274
Vol non régulier	171 953	151 599	128 734	123 954	125 098
Total des mouvements commerciaux (trafic local)	**1 101 480**	**1 180 468**	**1 163 186**	**1 189 558**	**1 281 372**

(1) Fusion d'Air France et UTA au 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Millier de passagers

	1991	1992	1993	1994	1995
TRAFIC LOCAL					
Exploitants français	**57 472,4**	**60 791,4**	**60 956,8**	**64 375,9**	**64 404,7**
dont : Air France, UTA et Air Inter (1)	48 286,4	50 207,1	49 865,5	51 943,0	47 840,0
Vols réguliers	52 982,4	56 039,7	56 459,7	59 691,4	59 406,2
Vols non réguliers	4 490,0	4 751,7	4 497,1	4 684,5	4 998,5
Exploitants étrangers	**19 595,5**	**23 157,2**	**24 730,8**	**26 205,9**	**27 113,0**
Vols réguliers	17 414,0	20 349,2	21 158,2	22 621,0	23 284,7
Vols non réguliers	2 181,5	2 808,0	3 572,6	3 584,9	3 828,3
Total	**77 067,9**	**83 948,6**	**85 687,6**	**90 581,7**	**91 517,7**
Arrivées	38 512,5	41 977,4	42 831,2	45 230,7	45 646,1
Départs	38 555,4	41 969,0	42 856,4	45 351,0	45 871,6
Trafic de transit direct (2)	**1 150,2**	**1 207,8**	**1 220,1**	**1 401,0**	**1 438,7**
Total du trafic	**78 218,1**	**85 156,4**	**86 907,7**	**91 982,7**	**92 956,4**

(1) En 1992, cumul du trafic d'Air France et d'UTA. Fusion des deux entreprises au 31/12/92 avec effet rétroactif au 1/10/92.
(2) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste (1)

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Direction Générale de l'Aviation Civile

Unité : Tonne

	1991	1992	1993	1994	1995
FRET					
Par nationalité de l'exploitant :					
Française	716 930	730 390	720 110	801 719	802 622
dont : Air France, UTA et Air Inter (2)	623 518	615 545	626 767	641 651	698 340
Étrangère	302 372	326 814	383 216	445 283	459 458
Par nature du vol :					
Vol régulier	978 020	1 020 846	1 070 184	1 214 318	1 227 512
Vol non régulier	41 281	36 358	33 142	32 683	34 568
Total	**1 019 301**	**1 057 204 r**	**1 103 326**	**1 247 001**	**1 262 080**
POSTE	145 330	170 043	215 248	227 830	237 693

(1) Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(2) Fusion d'Air France et d'UTA du 31.12.92 avec effet rétroactif au 01.10.92

TABLEAU L.05-10

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Source : Aéroports magazine

Pays et aéroport	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1990	1993	1994	1995	1990	1993	1994	1995	1990	1993	1994	1995
Allemagne (ex-RFA) :												
Francfort	320,7	344,3	364,7	378,4	29 631,4	32 536,4	35 122,5	38 179,5	1 115,3	1 143,1	1 245,7	1 297,2
Munich	147,9	180,8	188,4	201,9	11 423,8	12 731,9	13 497,1	14 867,9	56,8	65,2	63,6	64,6
Belgique :												
Bruxelles	193,1	188,8	202,7	221,8	8 450,0	10 192,6	11 342,2	12 600,6	282,0	306,2	380,7	426,6
Danemark :												
Copenhague	212,7	228,5	318,1	—	12 768,1	12 883,9	14 119,7	14 708,8	139,6	215,7	273,2	309,8
France :												
Bordeaux	34,1	29,9	29,7	33,2	2 572,0	2 353,1	2 427,3	2 515,8	10,1	7,7	8,7	8,0
Lyon	65,8	66,4	70,6	75,5	3 853,8	4 020,7	4 268,9	4 445,6	17,1	20,9	19,9	19,6
Marseille	61,0	65,5	62,1	72,4	4 982,8	4 780,2	4 831,4	5 106,6	33,2	39,3	42,2	42,9
Nice	121,7	110,7	115,2	122,6	5 725,8	5 940,2	6 197,5	6 142,9	21,8	22,3	21,8	18,9
Paris	424,4	508,2	527,8	558,1	46 835,8	51 482,8	55 297,8	55 009,2	872,4	934,8	1 080,9	1 100,4
Irlande :												
Dublin	95,0	90,2	104,4	110,5	5 509,5	5 938,1	6 981,0	8 024,9	...	56,2	66,6	60,1
Italie :												
Milan	133,7	151,8	155,4	173,6	11 798,0	13 028,4	13 813,7	14 719,2	144,0	160,3	177,9	194,5
Rome	183,5	202,6	208,7	219,5	18 442,4	19 810,6	20 908,5	21 897,8	242,8	257,4	262,8	264,1
Pays-Bas :												
Amsterdam	202,3	259,6	274,1	290,7	16 471,0	21 275,6	23 550,9	25 355,0	604,5	775,3	840,0	977,5
Royaume-Uni :												
Londres	592,7	627,9	665,3	695,3	65 558,8	71 006,3	76 700,7	81 447,7	950,7	1 105,7	1 278,9	1 368,2
Espagne :												
Madrid	170,9	203,9	193,9	219,0	16 701,7	17 573,1	18 427,2	19 957,1	220,9	194,5	213,1	230,2
Portugal :												
Lisbonne	61,7	63,9	65,6	69,9	5 282,3	5 647,8	5 950,6	6 243,3	75,8	75,5	80,9	89,3
Norvège :												
Oslo	104,5	117,7	159,6	165,9	6 622,0	8 383,1	9 545,2	9 287,6	43,8	45,7	50,2	49,6
Suède :												
Stockholm	254,6	233,3	244,5	—	14 946,7	12 939,0	14 155,3	14 233,0	74,6	99,4	—	—
Suisse :												
Zurich	172,2	204,8	204,0	209,0	12 694,5	13 511,3	14 506,9	15 340,4	255,5	291,6	319,9	326,9
Etats-Unis d'Amérique :												
Chicago	972,4	962,5	1 154,9	1 157,5	64 480,5	71 853,1	76 030,3	77 265,2	760,6	887,7	1 149,3	1 124,2
Los Angeles	815,6	746,9	762,7	833,3	51 230,6	54 036,8	57 436,3	60 314,3	1 388,3	1 470,6	1 702,6	1 757,6
New York	972,6	1 063,2	1 070,0	1 059,6	74 795,5	72 387,2	77 412,6	77 605,4	1 720,8	1 954,1	2 396,7	2 371,4
Japon :												
Osaka	129,6	130,0	116,2	100,3	23 511,6	23 360,6	20 388,9	13 082,3	235,8	448,5	357,6	127,6
Tokyo	204,7	432,9	323,4	—	61 860,4	63 706,5	65 994,5	70 032,8	1 424,4	1 875,8	2 050,6	227,3

TABLEAU L.05-11

Accidents d'aéronefs ayant fait des victimes (1)

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des appareils d'immatriculation ou d'exploitation française

Source : IGACEM. Bureau enquêtes-accidents

	1991	1992	1993	*r* 1994	1995
AVIATION COMMERCIALE (2)					
Nombre d'accidents corporels	6	3	3	6	4
Nombre de morts	13	88	—	11	30
Nombre de blessés	24	15	14	9	—
AVIATION GÉNÉRALE (3)					
Nombre d'accidents corporels	135	121	124	113	106
Nombre de morts	90	84	98	66	61
Nombre de blessés	142	141	119	116	92
TRAVAIL AÉRIEN (4)					
Nombre d'accidents corporels	14	16	20	11	7
Nombre de morts	8	9	11	11	3
Nombre de blessés	13	17	23	12	15

(1) Y compris le personnel navigant.
(2) Avions et hélicoptères (compagnies et sociétés).
(3) Avions, hélicoptères et ULM (aéroclubs, écoles, sociétés, privés).
(4) Avions, hélicoptères et ULM (sociétés et privés : épandage agricole, photo cinéma, publicité aérienne, surveillance, hélitreuillage, ...).

Chapitre L.06

Poste et télécommunications

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Effectifs de La Poste.
2. Parc des véhicules.
3. Nombre de bureaux de poste.
4. Courrier déposé par les particuliers et les entreprises.
5. Le personnel de France Télécom.
6. Le téléphone.
7. Les autres moyens de communication.
8. La communication d'entreprise.
9. Résultats annuels de France Télécom.
10. Résultats consolidés de France Télécom.
11. Le trafic international au départ de la France.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de La Poste et de France Télécom.

1. MÉTHODOLOGIE

La Poste

Depuis le 1er janvier 1991, La Poste n'est plus une administration d'État relevant du budget annexe des P et T; elle est un exploitant autonome de droit public créé par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990. L'objet de La Poste est principalement :

— d'assurer, dans les relations intérieures et internationales le service public du courrier et du transport de la presse;

— d'assurer, dans le respect des règles de la concurrence tout autre service de collecte, de transport et de distribution d'objets et de marchandises;

— d'offrir, dans le respect des règles de la concurrence des prestations relatives aux moyens de paiement et de transport de fonds, aux produits de placement et d'épargne, à la gestion des patrimoines, à des prêts d'épargne logement et à tous produits d'assurance.

Les résultats de l'activité courrier s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

Les renseignements concernant l'activité des chèques postaux figurent avec ceux relatifs aux banques (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

Les renseignements concernant la Caisse nationale d'épargne figurent avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance (voir au chapitre N.01 : Monnaie, crédit, épargne).

France Télécom

Jusqu'au 31 décembre 1990, France Télécom était une administration d'État qui relevait du budget annexe des PTT.

À partir du 1er janvier 1991, France Télécom est devenu un exploitant public, par la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990, administré conformément au statut établi par le décret n° 90-1112 du 12 décembre 1990. Depuis le 31 décembre 1996, France Télécom, transformée en société anonyme à conseil d'administration en application de la loi du 26 juillet 1996 (la « Loi France Télécom ») est soumise aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, sous réserve des textes spécifiques la régissant.

En sa qualité d'opérateur de réseaux et de services de télécommunications, France Télécom est soumise au code des postes et télécommunications, modifié par la loi du 26 juillet 1996 de réglementation des télécommunications (la « LRT »). La LRT a opéré une profonde réforme de l'environnement réglementaire des télécommunications françaises, afin de mettre en place le cadre nécessaire à la pleine ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Elle permet également de garantir la fourniture d'un service universel et a créé une autorité de régulation indépendante, l'Autorité de Régulation des Télécommunications.

2. DÉFINITIONS

Objets de correspondance

L'analyse du courrier fait apparaître deux grands ensembles de courrier parmi les catégories d'objet de correspondance :

— le courrier déposé par les particuliers et les entreprises qui regroupe les correspondances, les journaux et écrits périodiques, la messagerie (colissimo J + 2, coliéco tarif général...) et la prospection commerciale (catalogue, postimpacts, échantillons cadeaux, postcontacts, postréponses);

— les plis de service et les correspondances admises à circuler en franchise.

Établissements principaux

Établissements qui participent dans la plupart des cas, à toutes les opérations des services postaux, financiers, télégraphiques et téléphoniques.

Recettes rurales

Elles comprennent les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.

La communication d'entreprise

Transfix : service de liaisons louées numériques de tous débits (jusqu'à 34 Mbit/s). Les liaisons louées sont des liaisons fixes, de point à point, du réseau général, que les entreprises louent à France Télécom pour transmettre voix, écrit, images et données. Les liaisons louées sont le plus souvent intégrées dans des réseaux d'entreprise.

Numéris : Numéris est le nom du RNIS (réseau numérique à intégration de services) offert par France Télécom. C'est un réseau interconnecté avec une vingtaine de pays, normalisé à l'échelon européen qui transporte indifféremment voix, données et images et offre des fonctionnalités nouvelles telles que l'indication du poste appelant ou le prix de la communication.

Transpac : le plus important réseau public de transmission de données dans le monde. Il utilise la technique de «commutation de paquets» conçue pour optimiser l'usage des infrastructures dans le cadre d'applications téléinformatiques.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :

— Direction générale de La Poste.

— Direction générale de France Télécom.

Publications :

— *Statistique des services postaux,* Union postale universelle (annuel).

— *Annuaire statistique des Télécommunications,* Union internationale des télécommunications (UIT).

— *Rapport annuel France Télécom* (annuel).

* * *

TABLEAU L.06-1

Effectifs de la Poste

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Titulaires (1)	272 872	270 108	265 100	259 295	254 335	248 462
Autres personnels (2)	22 390	29 407 (3)	30 400	30 220	30 800	34 438

(1) Effectifs au 31 décembre de l'année.
(2) Équivalent agent/année. Personnel utilisé en renfort ou en remplacement.
(3) À partir de 1991 : y compris les agents non rattachés à l'exploitation.

TABLEAU L.06-2

Parc des véhicules

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Catégorie	1990	1991	1992	1993	1994	1995
TGV Postal	2,5	2,5	2,5	2,5	3,5	3,5
Véhicules automobiles	40 872	43 478	43 608	44 434	43 906	44 698
Motocycles	11 232	12 408	12 830	12 744	12 258	12 250

TABLEAU L.06-3

Nombre de bureaux de poste (1)

France entière

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Total	**16 967**	**16 944**	**16 855**	**16 877**	**16 919**	**16 973**
dont : DOM	204	208	207	214	218	218
Établissements principaux	9 910	9 912	9 891	9 850	9 825	9 891
dont : DOM	136	138	139	138	142	137
Recettes rurales	2 842	2 734	2 614	2 506	2 399	2 277
dont : DOM	1	1	1	1	3	1

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles.

TABLEAU L.06-4

Courrier déposé par les particuliers et les entreprises

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie - La Poste

Unité : Million

Catégories d'objets	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1995/94 Variation en %
Correspondances :							
Lettres jusqu'à 20 g et cartes postales urgentes	4 928,9	5 246,0	5 399,0	5 427,2	5 258,3	4 937,0	– 6,1
Lettres de plus de 20 g	966,7	960,5	968,3	970,1	1 065,1	1 062,8	– 0,2
Distingo	///	0,2	1,1	2,8	4,5	4,0	– 11,1
Lettres recommandées	145,4	145,8	151,0	147,5	138,5	144,1	4,0
Ecoplis jusqu'à 20 g et cartes postales non urgentes	3 195,5	3 297,5	3 332,5	3 420,5	3 418,7	3 373,3	– 1,3
Ecoplis de plus 20 g	434,6	421,3	444,4	439,2	465,6	451,9	– 2,9
Journaux et écrits périodiques	2 107,0	2 165,8	2 131,3	2 146,0	2 085,4	2 057,6	– 1,3
Messagerie :							
Colissimo + paquets avion (ordinaires)	57,4	55,9	64,5	65,1	72,0	64,6	– 10,3
Coliéco tarif général (ordinaire)	46,4	41,7	40,9	35,5	30,9	28,2	– 8,7
Coliéco tarifs spéciaux (ordinaires et recommandés)	185,4	195,9	205,6	211,8	211,5	193,1	– 8,2
Colis non tarifs spéciaux (recommandés)	29,7	28,6	26,8	21,7	22,0	18,7	– 15,0
Objets avec valeur déclarée	2,8	2,6	2,4	2,2	2,3	1,9	– 17,4
Colis postaux	1,0	0,9	0,9	0,9	1,1	1,1	–
Prospection commerciale :							
Catalogues (TS et guichet)	91,4	81,7	99,6	102,6	98,1	90,2	– 8,1
Postimpact	3 083,9	3 258,4	3 496,1	3 582,3	3 743,5	3 642,5	– 2,8
Postcontact , PCC, PC Plus	3 211,1	3 746,9	4 282,7	5 066,3	6 010,5	6 419,9	6,8
Annuaires à distribution spéciale	15,4	16,5	15,8	16,4	16,8	17,1	1,8
Postréponses	74,6	79,4	85,2	85,5	84,3	70,1	– 16,8
Total	**18 577,2**	**19 745,6**	**20 748,1**	**21 743,6**	**22 732,7**	**22 578,1**	**– 0,7**
Plis de services et courrier en franchise :							
Plis ordinaires jusqu'à 20 g	1 247,4	1 346,1	1 368,9	1 340,2	1 178,0	1 241,5	5,4
Plis ordinaires de plus 20 g	199,7	183,2	274,1	278,3	275,5	209,4	– 24,0
Paquets ordinaires, journaux	36,9	40,2	32,6	31,6	30,7	12,0	– 60,9
Plis chargés et recommandés	66,5	72,4	71,9	68,8	72,3	61,0	– 15,6
Total	**1 550,5**	**1 641,9**	**1 747,5**	**1 718,9**	**1 556,5**	**1 523,9**	**– 2,1**
Total du courrier déposé	**20 127,7**	**21 387,5**	**22 495,6**	**23 462,5**	**24 289,2**	**24 102,0**	**– 0,8**

TABLEAU L.06-5

Le personnel de France Télécom (1)

Source : France Télécom

Unité : Millier

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Effectif mensuel moyen de l'exercice	156,1	156,0	153,7	151,9	150,4	147,7

(1) Hors filiales.

TABLEAU L.06-6

Le téléphone

Source : France Télécom

	1990	1992	1993	1994	1995	1
Parc de lignes principales (en millions) (1)	28,1	30,1	30,9	31,7	32,4	
Numérisation du réseau :						
Transmission numérique (%)	82,0	87,6	90,6	95,0	100,0	1
Électronisation de la commutation (%)	///	///	///	100,0	100,0	1
Parc de publiphones à cartes (en milliers)	73,0	105,9	126,2	143,0	158,0	1
Télécartes vendues (en millions)	60,0	85,0	100,0	108,0	111,0	1
Facturation détaillée (en milliers)	2 456,1	4 000,0	4 600,0	5 000,0	5 500,0	5 7
Services Confort (en milliers)	1 696,2	3 000,0	3 700,0	4 000,0	4 100,0	4 0

(1) Y compris les équivalents NUMERIS depuis 1992.

TABLEAU L.06-7

Les autres moyens de communication

Source : France Télécom

	1990	1992	1993	1994	1995	1
TÉLÉMATIQUE						
Parc de minitel (en millions) (1)	5,6	6,3	6,5	6,5	6,5	
Trafic Télétel hors annuaire électronique (en millions d'heures)	78,3	86,3	88,9	86,3	83,9	
Audiotel (en milliers d'heures)	///	///	///	1 797,0	1 965,0	
L'IMAGE						
Réseaux câblés sous maîtrise d'ouvrage de France Télécom nombre de raccordés (en milliers)	...	...	...	909,0	1 053,0	1 1
LES MOBILES						
Nombre d'abonnements Téléphone mobile (en milliers)	230,5	330,0	436,0	723,0	1 023,0	2 1
Dont : Itinéris	///	///	79	370	700	1
Dont : Bi-Bop	///	///	38	73	93	
Nombre d'abonnements Radiomessageries (en milliers)	243	294	308	300	370	

(1) dont 1,3 de modems pour 1996.

TABLEAU L.06-8

La communication d'entreprise

Source : France Télécom

	1990	1992	1993	1994	1995	1
LIAISONS LOUÉES						
Parc liaisons TRANSFIX (en milliers)	...	53	108	111	107	
NUMÉRIS						
Nombre de canaux B commercialisés (en milliers)	25	350	600	1 000	1 340	1
TRANSPAC						
Trafic réseau (en milliards de caractères par mois)	2 600	3 220	3 600	3 960	4 300	6

TABLEAU L.06-9

Résultats annuels de France Télécom (1)

Source : France Télécom

	1992	1993	(2) 1994	1995	1996
Résultats (en millions)					
Chiffre d'affaires	122 625	127 005	129 297	133 046	133 046
Total des produits d'exploitation	131 178	138 735	140 034	142 520	144 054
Total des charges d'exploitation	100 934	108 134	114 117	116 029	117 931
Résultats d'exploitation	30 244	30 601	25 017	26 491	26 123
Résultat financier	– 11 260	– 10 629	– 8 123	– 6 845	– 4 769
Résultat courant	18 984	19 972	17 794	19 646	21 354
Résultat exceptionnel	– 664	13	– 1 338	– 2 389	– 13 398
Résultat net de l'exercice	3 306	4 804	9 201	9 672	– 4 230
Autres données financières (en milliards)					
Investissements	30,1	35,2	30,9	28,2	32,1
Capacité d'autofinancement	37,7	41,0	48,6	49,0	44,2
Endettement financier net	111,6	105,6	95,0	84,3	68,9

1) hors filiales.
2) changement de fiscalité.

TABLEAU L.06-10

Résultats consolidés de France Télécom

Source : France Télécom

	1994	1995	1996
Résultats (en millions)			
Chiffre d'affaires consolidé	142 585	147 820	151 259
Total des produits d'exploitation	154 582	158 663	161 778
Total des charges d'exploitation	127 912	131 378	136 349
Résultats d'exploitation	26 670	27 285	25 429
Résultat financier	– 8 551	– 7 319	– 5 229
Résultat courant	18 119	19 966	20 199
Résultat exceptionnel	– 712	– 2 236	– 14 241
Résultat net de l'exercice	9 843	9 249	1 597
Résultat net part du groupe	9 912	9 193	2 107
Autres données financières (en milliards)			
Investissements	35,8	31,6	36,9
Capacité d'autofinancement	48,7	51,1	46,5
Endettement financier net	96,6	87,3	69,9

TABLEAU L.06-11

Le trafic international au départ de la France

Source : France Télécom

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Trafic international départ (millions de minutes taxées)	1 999	2 320	2 400	2 770	2 989	3 058
Indice de prix de la minute (base 100 en 1989)	96,7	88,7	83,4	76,1	71,0	71,2

M

Commerce et services

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Hypermarchés.
2. Défaillances d'entreprises commerciales.
3. Nombre de salariés des établissements du commerce.
4. Chiffres d'affaires du commerce.
5. Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs.
6. Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire.
7. Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire.
8. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise.
9. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise.
10. Commerce et réparation de l'automobile.
11. Intermédiaires du commerce.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Division « Commerce » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1996, la croissance en volume du chiffre d'affaires du commerce a été plus soutenue dans le commerce de détail (+1,9 %) que dans le commerce de gros (+ 1,4 %). C'est le commerce automobile qui a le plus progressé (+ 4,5 %); la prime « qualité », instaurée pour un an en octobre 1995, a très fortement stimulé les ventes. L'importation de voitures étrangères a nettement augmenté et le chiffre d'affaires du commerce automobile a crû de + 6,3 % en volume. En revanche, l'activité des stations-service a diminué (- 3,3 % en volume de ventes) au profit des pompes à essence des grandes surfaces alimentaires.

Dans le commerce de détail, l'activité du commerce non alimentaire en magasin spécialisé a progressé de + 2,3 % après + 2,0 % en 1995, succédant aux trois années de décroissance de 1991 à 1993. En particulier, le volume des ventes du commerce spécialisé d'équipement du foyer a de nouveau fortement augmenté (+ 3,0 % après + 4,3 % en 1995).

Les progrès de la consommation en produits non alimentaires ont profité aux grandes surfaces à prédominance alimentaire (hypermachés, supermarchés et magasins populaires) qui détiennent environ 15 % des parts de marché pour les produits d'équipement du foyer (électroménager, TV, HIFI, meubles), 25 % pour ceux de l'aménagement de l'habitat (produits du bricolage, jardinage, articles ménagers, vaisselle et luminaires) et 14 % pour l'équipement de la personne (habillement, chaussures, maroquinerie, articles de voyage). En 1996, la croissance de ces grandes surfaces a été un peu plus contenue que par le passé, à cause du ralentissement de la progression du parc. La croissance de leur chiffre d'affaires reste cependant élevée en volume avec + 3,1 % après + 3,7 % en 1995 et 1994 et + 2,7 % en 1993. Elles écoulent le tiers des produits vendus au détail, soit plus de 60 % des produits alimentaires et près de 20 % des produits non alimentaires. Au 1er janvier 1997 on dénombrait 1 114 hypermarchés dont 501 de plus de 5 000 m^2.

Une nouvelle règlementation relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat a été mise en place par la loi du 5 juillet 1996; elle soumet à autorisation, toute création de magasins de plus de 300 m^2 et toute extension de surface.

En 1996, l'activité du commerce de gros de produits agricoles a de nouveau progressé, mais de façon modérée : + 0,9 % après + 1,9 % en 1995. Avec la réduction du taux de gel obligatoire des surfaces cultivées pour les récoltes de 1995 et 1996, la production céréalière a été plus abondante. Dans le même temps le marché extérieur devenait plus attractif avec la remontée des cours sur le marché mondial.

Le commerce de gros de biens d'équipement professionnel est resté dynamique (+ 5,5 % en volume après + 9,4 % en 1995). La demande est venue des grandes entreprises alors que l'investissement des PME a plutôt fléchi. La croissance de l'activité des grossistes en matériel électrique et électronique ainsi que celle des grossistes en matériels de bureau et informatique ont été vives (respectivement + 6 % et + 13,6 % en volume). Ce dernier secteur, qui fournit également le commerce de détail, est en forte expansion, avec une croissance de plus de 10 % en volume depuis 1994.

Les défaillances d'entreprises, en diminution depuis l'été 1993, augmentent à nouveau dans le commerce de gros (+ 12,9 %) et le commerce automobile (+ 8,1 %).

Dans le commerce, l'emploi salarié s'est accru de 18 700 personnes dont un peu plus de 15 000 dans le commerce de détail et 3 000 dans le commerce automobile.

2. MÉTHODOLOGIE

Hypermarchés et supermarchés

Les renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés, résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement l'Institut français du libre-service et la revue « Points de vente ».

Défaillances d'entreprises

Le nombre de jugements d'ouverture de procédures de redressement judiciaire ou de procédures de liquidation judiciaire (1), selon une ventilation assez détaillée pour le commerce, est donné par l'exploitation du *Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales* (*BODACC*).

Nombre de salariés

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, le tableau « Nombre de salariés des établissements du commerce » présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissement du commerce selon la nouvelle nomenclature NAF.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

Chiffres d'affaires du commerce

L'INSEE présente chaque année des évaluations des chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros et du commerce de détail, à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen de toutes les informations disponibles sur le sujet, notamment fiscales : elles sont données en base 1990.

Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC)

Réalisée depuis 1971 par l'INSEE, c'est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce. Ses objectifs sont d'étudier les

(1) La loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises a été modifiée par la loi n° 94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises, permettant l'ouverture directe d'une procédure de liquidation judiciaire.

structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement. Les résultats pour l'exercice 1995 concernent l'ensemble du commerce de gros, les intermédiaires du commerce, le commerce de détail, les charcuteries et la réparation automobile auxquels s'adjoint « l'activité artisanale à caractère commercial formé des charcuteries du détail et des boulangeries et pâtisseries.

48 665 entreprises ont été interrogées, par sondage, parmi celles employant moins de 20 salariés et de façon exhaustive en général pour les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés. Compte tenu de la différence de source d'informations, les résultats figurant dans les tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de cet ouvrage ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permette aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux de ce chapitre, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même sont publiés les comptes de résultat par sous-secteur pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette enquête a été complétée tous les trois ans, en moyenne, par une enquête sur les établissements (points de vente, entrepôts, bureaux, ...) destinée à établir des statistiques selon leurs caractéristiques propres et leur localisation géographique, la dernière porte sur l'exercice 1992.

3. DÉFINITIONS

Le commerce

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : installations, service après-vente).

● Codification des entreprises du commerce selon la NAF (division à 2 chiffres) :

— commerce de gros et intermédiaires du commerce : (NAF 51);

— commerce de détail et réparation d'articles personnels et domestiques : (NAF 52);

— commerce et réparation automobile : (NAF 50).

Les défaillances d'entreprises

Une entreprise est en situation de défaillance à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Une telle procédure doit être déclenchée dès que l'entreprise se trouve en état de cessation des paiements, c'est-à-dire n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. L'entreprise est alors tenue de déposer son bilan au greffe du tribunal compétent. Les deux termes de dépôt de bilan ou de défaillance désignent de façon équivalente la situation de l'entreprise à la suite du jugement prononçant l'ouverture du redressement judiciaire.

L'hypermarché

C'est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2 500 m^2 minimum. Il réalise plus du tiers de ses ventes en alimentation.

Le supermarché

C'est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2 500 m^2.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce);

— Banque de France;

— IFLS (Institut français du libre service);

— CECOD (Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution);

— COE (Centre d'observation économique) de la Chambre de commerce;

— ACM (Association pour le commerce moderne);

— CTCOE (Centre textile de conjoncture et d'observation économique);

— IPEA (Institut de promotion et d'études de l'ameublement).

Publications :

Bulletin mensuel de statistiques de l'INSEE;

Informations rapides, thème « Activité dans le commerce et les services », INSEE;

« Les défaillances d'entreprises : des difficultés visibles plusieurs années à l'avance » *Économie et statistique,* n^{os} 268-269, 1993.

« L'emploi dans le commerce de 1962 à 1986 : rupture en 1968 et 1982 », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987;

« Les comptes du commerce en 1992 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 84-85, décembre 1993.

« Les comptes du commerce en 1993 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 101-102, décembre 1994.

« Les comptes du commerce en 1994 », *INSEE-Résultats,* n° 124-125, janvier 1996.

« Les entreprises du commerce en 1995 », *INSEE-Résultats*, n° 132-133-134, septembre 1997.

« Statistiques et indicateurs des régions françaises (SIRF) », annexe à la loi de finances, *INSEE-Résultats,* n^{os} 105-106, février 1995.

Bulletin de liaison de l'UNEDIC;

Fascicules annuels de la Centrale des bilans par secteurs, Banque de France;

Enquête mensuelle de conjoncture, Banque de France;

Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier (annuel), IFLS;

Indicateurs (mensuel), COE;

Statistiques mensuelles de l'Association pour le commerce moderne, ACM.

« L'emploi dans le commerce de 1982 à 1990 », *INSEE-Première,* n° 302, mars 1994.

« Le maxidiscompte », *INSEE-Première,* n° 339, août 1994.

« En dix ans, un nouveau paysage commercial s'est dessiné », *INSEE-Première,* n° 371, mars 1995.

« Le commerce en 1994 », *INSEE-Première,* n° 370, mars 1995.

« Le commerce en 1995 », *INSEE-Première,* n° 443, avril 1996.

« Le commerce en 1996 », *INSEE-Première*, n° 515, avril 1997.

« Formes de vente et conquête de marchés : 25 ans d'évolution de la distribution », *INSEE-Première,* n° 437, mars 1996.

« Le commerce de gros non alimentaire : ouverture internationale », *INSEE-Première,* n° 465, juin 1996.

* * *

TABLEAU M.01-1

Hypermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE (IFLS- points de vente)

Hypermarchés	1992	1993	1994	1995	*r* 1996	1997
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :						
Indépendants	366	416	472	501	535	557
Grandes entreprises d'hypermarchés	542	539	536	547	555	560
Total	**908**	**955**	**1 008**	**1 048**	**1 090**	**1 117**
Surface de vente (millier de m^2)	4 956	5 296	5 623	5 869	6 148	6 343

TABLEAU M.01-2

Défaillances d'entreprises commerciales

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire

Source : INSEE (exploitation du BODACC)

Activité économique (1)	1993	1994	1995	1996	Effectif salarié concerné en 1996
Intermédiaires du commerce	664	600	621	615	1 890
Commerce de gros de produits agricoles bruts	186	152	152	176	650
Commerce de gros de produits alimentaires	755	729	697	703	3 690
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	1 820	1 824	1 814	1 950	7 385
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	700	621	573	608	2 297
Commerce de gros de biens d'équipement professionnel	1 751	1 403	1 360	1 296	5 403
Autres commerces de gros, non classés ailleurs	3	59	171	253	352
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	**5 879**	**5 388**	**5 388**	**5 601**	**21 667**
Commerce de détail à prédominance alimentaire, en magasin	1 738	1 810	1 786	1 690	3 041
Commerce de détail non alimentaire en magasins non spécialisés	32	40	31	31	102
Commerce de détail non alimentaire en magasins spécialisés	5 548	5 612	5 184	5 002	12 259
Pharmacies et commerce de détail d'articles médicaux et d'orthopédie	130	111	95	104	433
Commerce de détail d'équipement de la personne	1 797	1 838	1 721	1 498	3 757
Commerce de détail d'équipement du foyer	1 138	1 151	1 006	957	2 673
Commerce de détail d'aménagement de l'habitat	670	754	689	625	1 493
Commerce de détail de parfumerie, loisirs et sports	946	857	816	812	2 163
Commerce de détail de produits divers (y compris occasion)	867	901	857	1 006	1 740
Commerce de détail hors magasin	1 284	998	1 051	1 037	2 047
Réparation d'articles personnels et domestiques	287	268	257	255	479
Commerce de détail et réparation	**8 889**	**8 728**	**8 309**	**8 015**	**17 928**
Commerce et réparation automobile	**2 032**	**2 077**	**1 953**	**2 049**	**6 060**
Total Commerce	**16 800**	**16 193**	**15 650**	**15 665**	**45 655**

TABLEAU M.01-3

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salar

Activité économique	Numéro de la NAF (1)	1992	1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 19
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE	**50**	**374 437**	**375 608**	**383 669**	**386 689**	**389 0**
Commerce de véhicules automobiles	**501**	**216 787**	**213 247**	**213 937**	**213 711**	**213 2**
Entretien et réparation de véhicules automobiles	**502**	**73 901**	**76 696**	**80 312**	**82 025**	**83 3**
Commerce d'équipements automobiles	**503**	**47 111**	**48 379**	**50 189**	**52 126**	**52 9**
Commerce de gros d'équipements automobiles	503A	30 290	30 402	31 100	32 388	32 4
Commerce de détail d'équipements automobiles	503B	16 821	17 977	19 089	19 738	20 4
Commerce et réparation de motocycles	**504**	**9 058**	**9 132**	**8 986**	**9 363**	**9 8**
Commerce de détail de carburants	**505**	**27 580**	**28 154**	**30 245**	**29 464**	**29 6**
COMMERCE DE GROS ET INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	**51**	**918 337**	**895 438**	**901 004**	**906 642**	**913 0**
Intermédiaires du commerce de gros	**511**	**62 776**	**59 980**	**60 990**	**60 571**	**60 9**
Intermédiaires en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	511A	1 687	1 596	1 606	1 458	1 4
Intermédiaires en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques	511C	2 239	2 045	2 162	2 308	2 3
Intermédiaires en bois et matériaux de construction	511E	1 658	1 831	1 911	1 942	2 0
Intermédiaires en machines, équipements industriels, navires et avions....	511G	3 393	2 814	2 752	3 467	3 5
Intermédiaires en meubles, articles de ménage et quincaillerie	511J	1 315	1 758	1 776	1 783	1 8
Intermédiaires en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	511L	2 418	2 222	2 290	2 052	2 0
Intermédiaires en produits alimentaires	511N	10 210	9 865	9 163	8 753	8 5
Centrales d'achats alimentaires	511P	9 781	9 550	9 216	9 646	9 8
Intermédiaires spécialisés du commerce	511R	14 078	13 594	14 571	13 933	13 9
Intermédiaires non spécialisés du commerce	511T	10 702	10 161	10 029	9 822	9 8
Centrales d'achats non alimentaires	511U	5 295	4 544	5 514	5 407	5 5
Commerce de gros de produits agricoles bruts	**512**	**23 663**	**23 765**	**23 617**	**23 141**	**23 5**
Commerce de céréales et aliments pour bétail	512A	15 573	15 592	15 245	14 739	14 8
Commerce de fleurs et plantes	512C	2 082	2 309	2 503	2 643	2 9
Commerce d'animaux vivants	512E	4 614	4 515	4 547	4 477	4 4
Commerce de cuirs et peaux	512G	1 394	1 338	1 310	1 269	1 2
Commerce de tabac non manufacturé	512J	—	11	12	13	
Commerce de gros de produits alimentaires	**513**	**174 609**	**169 267**	**167 215**	**165 370**	**165 4**
Commerce de fruits et légumes	513A	30 467	28 988	28 890	28 522	27 7
Commerce de viandes et boucherie	513C	9 066	9 560	9 427	8 830	8 8
Commerce de produits à base de viande	513D	4 333	3 983	4 026	4 121	4 0
Commerce de volailles et gibiers	513E	3 210	3 146	3 228	4 009	4 0
Commerce de produits laitiers, œufs, huiles	513G	14 951	14 101	13 970	13 640	13 1
Commerce de boissons	513J	45 208	43 558	41 915	40 764	39 9
Commerce de tabac	513L	6	9	119	243	2
Commerce de sucre, chocolat et confiserie	513N	4 316	3 955	4 175	3 399	3 1
Commerce de café, thé, cacao et épices	513Q	1 132	1 246	1 473	1 204	1 3
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	513S	9 174	8 853	8 833	8 727	8 8
Commerces alimentaires spécialisés divers	513T	18 583	18 462	17 702	17 901	19 9
Commerce de produits surgelés	513V	6 266	6 571	7 072	7 371	7 5
Commerce alimentaire non spécialisé	513W	27 897	26 835	26 385	26 639	26 6
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaires	**514**	**173 031**	**174 229**	**177 794**	**181 586**	**183 4**
Commerce de textiles	514A	12 368	12 305	12 217	11 690	11 6
Commerce d'habillement	514C	22 270	23 704	25 624	26 397	27 3
Commerce de la chaussure	514D	2 972	2 700	2 709	2 507	2 5
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	514F	12 506	11 631	12 000	12 991	12 8
Commerce de gros de vaisselle et verrerie de ménage	514H	3 329	3 273	3 301	3 315	3 3
Commerce de produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	514J	12 334	12 402	12 929	13 187	12 8
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	514L	6 902	7 224	9 011	9 686	10 3
Commerce de produits pharmaceutiques	514N	28 831	30 023	28 823	30 532	29 9
Commerce de papeterie	514Q	7 597	7 709	8 499	8 690	8 9
Commerce de jouets	514R	3 770	3 360	3 322	3 324	3 9
Autres commerces de biens de consommation	514S	60 152	59 898	59 359	59 267	59 7

N.B- Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-3 (suite 1)

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

Unité : salarié

Activité économique	Numéro de la NAF (1)	1992	1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	**515**	**206 282**	**199 513**	**199 784**	**200 302**	**200 307**
Commerce de combustibles	515A	30 536	28 520	25 911	24 995	24 282
Commerce de minerais et métaux	515C	23 194	20 486	20 945	21 172	21 021
Commerce de bois et de produits dérivés	515E	16 113	15 773	15 895	16 325	16 533
Commerce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires	515F	71 761	70 815	70 008	68 533	69 090
Commerce de quincaillerie	515H	18 556	18 204	18 761	20 111	20 014
Commerce de fournitures pour plomberie et chauffage	515J	11 409	11 908	13 474	14 033	14 099
Commerce de produits chimiques	515L	23 958	23 465	24 392	24 847	25 074
Commerce d'autres produits intermédiaires	515N	10 749	10 307	10 305	10 108	9 965
Commerce de déchets et débris	515Q	6	35	93	178	229
Commerce de gros d'équipements industriels	**516**	**277 571**	**266 731**	**267 677**	**270 510**	**273 238**
Commerce de machines-outils	516A	8 788	6 521	6 343	6 311	6 416
Commerce d'équipements pour la construction	516C	16 231	15 143	14 924	15 040	14 660
Commerce de machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	1 101	969	900	993	953
Commerce de machines de bureau et de matériel informatique	516G	65 183	62 634	65 486	66 405	67 193
Commerce de matériel électrique et électronique	516J	57 182	56 261	53 526	52 133	52 445
Commerce de fournitures et équipements industriels divers	516K	67 230	66 801	69 097	71 719	72 883
Commerce de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	516L	31 958	29 676	27 977	27 475	27 416
Commerce de matériel agricole	516N	29 898	28 726	29 424	30 434	31 272
Autres commerces de gros	**517**	**405**	**1 953**	**3 927**	**5 162**	**6 111**
COMMERCE DE DÉTAIL ET RÉPARATION D'ARTICLES DOMESTIQUES	**52**	**1 278 579**	**1 284 924**	**1 307 176**	**1 321 857**	**1 339 521**
Commerce de détail en magasin non spécialisé	**521**	**484 254**	**481 136**	**489 891**	**498 121**	**509 562**
Commerce de produits surgelés	521A	3 335	3 960	4 788	5 419	5 475
Commerce d'alimentation générale	521B	49 417	46 204	42 462	37 877	37 710
Supérettes	521C	14 617	14 379	15 105	14 085	14 614
Supermarchés	521D	160 661	162 735	170 874	180 416	185 659
Magasins populaires	521E	19 985	19 429	19 660	18 329	17 555
Hypermarchés	521F	190 800	191 382	197 551	210 461	217 625
Grands magasins	521H	32 082	30 155	28 356	23 377	23 071
Autres commerces en magasin non spécialisé	521J	13 357	12 892	11 095	8 157	7 853
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	**522**	**76 542**	**77 864**	**77 985**	**76 986**	**77 213**
Commerce de fruits et légumes	522A	7 631	7 996	8 455	8 096	7 837
Commerce de viandes et produits à base de viande	522C	38 852	39 347	38 595	38 454	38 064
Commerce de poissons, crustacés et mollusques	522E	6 049	6 148	6 257	6 087	6 184
Commerce de pain, pâtisserie et confiserie	522G	5 144	5 247	5 552	5 928	6 198
Commerce de boissons	522J	5 109	5 300	6 017	5 593	5 889
Commerce de tabac	522L	2 874	3 259	3 050	3 119	3 226
Commerce de produits laitiers	522N	2 726	2 703	2 510	2 359	2 267
Commerces alimentaires spécialisés divers	522P	8 157	7 864	7 549	7 350	7 548
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	**523**	**118 725**	**120 712**	**122 516**	**123 937**	**124 309**
Commerce de produits pharmaceutiques	523A	98 362	100 007	101 266	102 574	103 005
Commerce d'articles médicaux et orthopédiques	523C	4 151	3 924	3 900	3 682	3 776
Commerce de parfumerie et de produits de beauté	523E	16 212	16 781	17 350	17 681	17 528
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	**524**	**514 967**	**516 761**	**525 480**	**528 573**	**533 634**
Commerce de textiles	524A	27 372	24 310	22 324	18 112	17 415
Commerce d'habillement	524C	108 550	110 761	113 822	113 649	114 644
Commerce de la chaussure	524E	32 152	31 866	30 688	30 389	29 214
Commerce de maroquinerie et d'articles de voyage	524F	5 744	5 566	5 250	5 272	5 248
Commerce de meubles	524H	48 191	46 983	45 887	46 129	46 666
Commerce d'équipement du foyer	524J	16 109	16 107	16 689	15 809	15 646
Commerce d'appareils électroménagers et de radiotélévision	524L	55 647	55 270	56 870	57 157	55 063
Commerce de quincaillerie	524N	41 722	40 274	36 622	33 054	32 636
Commerce de bricolage	524P	9 435	12 873	18 644	23 836	25 994
Commerce de livres, journaux et papeterie	524R	39 648	40 260	39 945	39 621	39 406
Commerce d'optique et de photographie	524T	20 565	20 894	21 689	22 925	23 547
Commerce de revêtements de sols et de murs	524U	5 766	5 097	5 601	5 531	5 754
Commerce d'horlogerie et de bijouterie	524V	16 817	16 891	17 088	16 640	16 882
Commerce d'articles de sport et de loisir	524W	27 470	28 350	29 365	31 737	32 944
Commerce de fleurs	524X	19 137	19 072	19 482	20 680	22 373
Commerce de charbons et combustibles	524Y	10 637	10 329	10 347	10 255	9 980
Commerces divers en magasin spécialisé	524Z	30 005	31 858	35 167	37 777	40 222

N.B- Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.01-3 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) — *Unité :* salarié

Activité économique	Numéro de la NAF (1)	1992	1993	*r* 1994	*p* 1995	*p* 1996
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	**525**	**7 086**	**7 346**	**7 094**	**7 209**	**7 363**
Commerce de détail hors magasin	**526**	**53 539**	**57 336**	**60 708**	**64 087**	**64 958**
Vente par correspondance sur catalogue général	526A	13 150	13 617	13 339	15 022	15 542
Vente par correspondance spécialisée	526B	6 218	6 481	6 412	7 194	6 589
Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	526D	12 270	13 091	13 135	13 023	13 374
Commerce de détail non alimentaire sur éventaires et marchés	526E	7 381	7 280	6 969	7 498	7 673
Vente à domicile	526G	12 590	14 397	17 965	18 268	18 262
Vente par automate	526H	1 930	2 470	2 888	3 082	3 518
Réparation d'articles personnels et domestiques	**527**	**23 466**	**23 769**	**23 502**	**22 944**	**22 482**
Réparation de chaussures et d'articles en cuir	527A	3 738	3 662	3 062	2 769	2 584
Réparation de matériel électronique grand public	527C	6 384	6 736	6 916	6 755	6 824
Réparation d'autres articles électriques à usage domestique	527D	5 266	5 403	5 859	6 099	5 921
Réparation de montres, horloges et bijoux	527F	917	909	983	999	962
Réparation d'articles personnels et domestiques	527H	7 161	7 059	6 682	6 322	6 191

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.01-4

Chiffres d'affaires du commerce (1)

Évaluations en base 1990

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

(2) Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	(3) 1994	(3) 1995	(3) 1996
Commerce automobile	**50**	**579 697**	**559 955**	**601 493**	**626 091**	**662 526**
dont : Commerce de véhicules automobiles	501Z	416 549	392 722	427 801	441 063	471 937
Entretien et réparation automobile	502Z	58 998	61 849	64 545	69 063	70 444
Commerce d'équipement automobile	503A, 503B	61 206	59 734	63 973	68 015	68 900
Commerce de carburants	505Z	26 593	27 663	27 917	29 313	30 016
Commerce de gros et intermédiaires	**51**	**2 453 197**	**2 450 542**	**2 544 904**	**2 713 907**	**2 787 609**
Intermédiaires du commerce	511A à 511U	253 172	270 917	290 169	355 776	382 146
Commerce de gros	512A à 517Z	2 200 025	2 179 625	2 254 735	2 358 131	2 405 464
dont : Gros produits agricoles bruts	512A, C, E, G, J	331 494	326 624	292 022	301 547	306 178
Gros produits alimentaires	513A à 513W	534 546	539 963	572 205	579 934	592 587
Gros biens de consommation non alimentaire	514A à 514S	407 830	405 229	421 726	441 469	447 167
Gros produits intermédiaires non agricoles	515A à 515Q	499 837	478 010	518 001	544 619	555 007
Gros biens d'équipement professionnel	516A à 516N	425 609	423 198	438 675	477 815	490 209
Commerce de détail et artisanat à caractère commercial	**52, 151F, 158A, B,C**	**1 647 131**	**1 668 288**	**1 694 271**	**1 749 375**	**1 797 272**
Alimentation spécialisée et artisanat commercial	522A à 522P, 151F, 158A	161 789	160 584	156 230	155 397	154 281
Petites surfaces d'alimentation générale	521A, B, C	81 401	76 593	72 069	72 430	72 766
Grandes surfaces d'alimentation générale	521D, E, F	634 085	660 509	693 107	724 601	754 840
Magasins non alimentaires non spécialisés	521H,J	30 940	27 930	29 028	27 675	27 924
Pharmacies et commerces d'articles médicaux	523A,C	113 510	121 193	122 826	129 209	131 582
Magasins non alimentaires spécialisés (4)	523E à 525Z	527 208	526 386	523 824	540 427	554 478
Vente par correspondance	526A,B	39 848	40 779	43 190	44 183	45 557
Autres commerces hors magasin	526D à 526H	45 456	42 212	42 212	43 631	43 970
Réparation d'articles personnels et domestiques	527A à 527H	12 894	12 102	11 785	11 823	11 873

(1) Chiffres d'affaires hors TVA des sociétés et entreprises individuelles.
(2) Regroupements par activité principale des entreprises.
(3) Ces données sont susceptibles de révision.
(4) Hors pharmacies.

TABLEAU M.01-5

Ventes au détail par produit : commerce de détail et autres opérateurs

Année 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

Produits distribués	**Total commerce de détail**	Boulangerie-pâtisserie	Commerces de gros et intermédiaires du commerce	Prestataires de services		Ventes directes des producteurs	**Total des ventes**	Correction pour biens existants	Consommations intermédiaires	Consommation commercialisable (2)
				Commerces, réparation de l'automobile	Autres prestataires de services					
Pain, pâtisserie fraîche	**13 529**	43 918	217	—	36	166	**57 866**	—	3 159	54 706
Boissons	**102 972**	181	3 338	24	147	8 099	**114 761**	—	664	114 098
Epicerie, produits alimentaires divers	**158 762**	5 586	2 953	355	315	1 088	**169 059**	—	2 286	166 771
Fruits et légumes frais	**79 794**	183	890	—	78	2 330	**83 276**	—	650	82 628
Crèmerie et autres produits laitiers	**112 608**	692	2 159	—	145	5 379	**120 984**	—	1 454	119 530
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	**188 110**	238	4 056	—	149	11 176	**203 729**	—	3 583	200 147
Poissons, crustacés, coquillages	**23 432**	127	—	—	26	329	**23 914**	—	—	23 915
Total alimentaire	**679 208**	**50 925**	**13 613**	**379**	**897**	**28 566**	773 588	—	**11 797**	**761 795**
Produits pétroliers raffinés	**106 013**	33	5 541	79 877	381	19 786	**211 631**	—	20 349	191 282
Produits combustibles non pétroliers	**1 735**	—	—	152	—	205	**2 091**	—	—	2 091
Pneumatiques	**4 820**	—	—	6 776	—	1 240	**12 837**	—	2 844	9 995
Pièces détachées et accessoires automobiles	**22 031**	—	—	80 505	64	11 909	**114 509**	—	21 376	93 135
Total énergie et produits automobiles	**134 599**	**33**	**5 541**	**167 310**	**445**	**33 140**	341 068	—	**44 570**	**296 504**
Habillement	**182 316**	26	3 817	—	23	7 324	**193 505**	—	354	193 151
Chaussures	**44 733**	—	109	95	20	1 537	**46 495**	—	—	46 495
Maroquinerie	**11 224**	—	58	—	—	193	**11 476**	—	—	11 477
Textiles pour la confection et la maison	**23 665**	—	1 002	—	—	244	**24 912**	—	—	24 914
Total équipement de la personne	**261 938**	**26**	**4 987**	**95**	**43**	**9 299**	276 387	—	**354**	**276 036**
Meubles	**70 426**	—	111	—	—	4 911	**75 448**	—	—	75 446
Quincaillerie	**45 467**	—	64	76	9	266	**45 882**	—	5 626	40 252
Droguerie	**48 404**	45	314	—	20	2 023	**50 806**	—	1 772	49 033
Matériel électroménager	**108 787**	—	1 007	217	113	2 092	**112 216**	—	457	111 759
Autres produits de l'équipement du foyer	**36 286**	—	192	—	—	1 103	**37 581**	21 127	2 692	13 763
Total équipement du foyer	**309 370**	**45**	**1 689**	**293**	**142**	**10 395**	321 934	21 127	**10 547**	**290 254**
Produits pharmaceutiques	**130 247**	**—**	**—**	**—**	**927**	**—**	131 174	—	**—**	**131 174**
Cycles, motocycles et accessoires	**11 213**	—	—	—	—	34	**11 247**	—	—	11 247
Parfumerie et articles médicaux	**52 402**	—	166	—	15	4 357	**56 940**	—	245	56 695
Produits de la librairie, papeterie, presse	**65 288**	62	6 282	—	482	3 515	**75 628**	—	—	75 627
Optique-Photographie	**21 710**	—	34	269	599	491	**23 103**	—	—	23 103
Articles de sport	**14 518**	—	31	145	2	336	**15 032**	—	—	15 033
Total hygiène, culture, loisir, sport	**165 130**	**62**	**6 513**	**414**	**1 099**	**8 733**	181 950	—	**245**	**181 705**
Tabac et allumettes	**43 431**	393	—	—	23 235	908	**67 967**	—	—	67 968
Produits de l'horlogerie-bijouterie	**27 122**	—	590	354	20	1 574	**29 661**	—	—	29 661
Plantes, fleurs et graines	**20 057**	46	1 158	—	31	2 538	**23 830**	—	—	23 831
Autres produits divers	**44 233**	10	63	13	60	773	**45 151**	—	—	45 151
Total produits divers	**134 843**	**449**	**1 811**	**367**	**23 346**	**5 793**	166 609	—	**—**	**166 611**
Total non alimentaire	**1 136 127**	**615**	**20 540**	**168 479**	**26 001**	**67 360**	1 419 122	21 127	**55 717**	**1 342 284**
Total alimentaire et non alimentaire	**1 815 335**	**51 540**	**34 153**	**168 858**	**26 898**	**95 926**	2 192 710	21 127	**67 513**	**2 104 079**

(1) Les données de ce tableau seront actualisées dans la prochaine édition, en raison d'un changement de nomenclatures en cours d'éxécution.
(2) Produits susceptibles d'être achetés par les ménages auprès des commerçants.

TABLEAU M.01-6A

Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire

Année 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de franc

Produits distribués	Hyper-marchés	Super-marchés	Maga-sins populaires	Petites surfaces alimentaires non spé-cialisées	Commerce d'alimentation généra Tot de l'a me tati généra
Pain, pâtisserie fraîche	7 102	3 419	258	1 305	12 0
Boissons	38 150	38 948	1 692	14 830	93 6
Epicerie, produits agricoles divers	60 026	51 663	2 552	20 568	134 8
Fruits et légumes frais	27 244	26 595	1 408	9 418	64 6
Crémerie et autres produits frais	42 995	42 930	2 614	15 427	103 9
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	59 475	55 645	4 164	9 253	128 5
Poissons, crustacés, coquillages	6 808	6 125	327	1 625	14 8
Total alimentaire	**241 801**	**225 325**	**13 015**	**72 426**	552 5
Produits pétroliers raffinés	49 342	30 028	144	640	80 1
Produits combustibles non pétroliers	14	—	—	38	
Pneumatiques	4 261	163	—	—	4 4
Pièces détachées automobiles	20 282	588	—	—	20 8
Total énergie et produits automobiles	**73 900**	**30 780**	**144**	**678**	105 5
Habillement	22 209	4 278	1 912	258	28 6
Chaussures	4 686	937	432	88	6 1
Maroquinerie	2 551	329	230	—	3 1
Textiles pour la confection et la maison	4 753	892	410	—	6 0
Total équipement de la personne	**34 199**	**6 435**	**2 984**	**346**	43 9
Meubles	9 253	113	135	—	9 5
Quincaillerie	1 883	1 381	104	286	3 6
Droguerie	11 863	8 784	264	2 876	23 7
Matériel électroménager	31 121	3 605	445	729	35 9
Autres produits de l'équipement du foyer	4 992	4 267	397	75	9 7
Total équipement du foyer	**59 111**	**18 149**	**1 346**	**3 966**	82 5
Produits pharmaceutiques	—	—	—	—	
Cycles, motocycles et accessoires	907	191	—	—	1 0
Parfumerie et articles médicaux	13 801	1 413	1 781	113	17 1
Produits de la librairie, papeterie, presse	10 737	101	830	—	11 6
Optique-Photographie	2 060	—	—	—	2 0
Articles de sport	626	—	100	—	7
Total hygiène, culture, loisir, sport	**28 132**	**1 705**	**2 711**	**113**	32 6
Tabac et allumettes	—	—	—	951	9
Produits de l'horlogerie-bijouterie	2 515	602	1 078	—	4 1
Plantes, fleurs et graines	295	44	51	—	3
Autres produits divers	4 502	387	249	31	5 1
Total produits divers	**7 312**	**1 032**	**1 378**	**982**	10 7
Total non alimentaire	**202 654**	**58 101**	**8 562**	**6 086**	275 4
Total alimentaire et non alimentaire	**444 455**	**283 426**	**21 577**	**78 512**	827 9
Démarque inconnue	— 5 319	— 4 698	— 443	— 1 454	— 11 9
Activités hors commerce de détail	27 125	20 555	1 115	4 049	52 8
Chiffre d'affaires des secteurs	**466 261**	**299 283**	**22 249**	**81 107**	868 9

(1) Les données de ce tableau seront actualisées dans la prochaine édition, en raison d'un changement de nomenclatures en cours d'éxécution.

TABLEAU M.01-6B

Ventes au détail par produit : commerce de détail alimentaire

Année 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) — *Unité :* Million de francs

Produits distribués	Commerce de détail alimentaire spécialisé							
	Fruits et légumes	Produits laitiers	Poissons	Vins et boissons	Confiserie et autres	**Commerce de détail alimentaire spécialisé hors boucherie**	Boucheries Charcuteries	**Total détail alimentaire**
Pain, pâtisserie fraîche	14	3	–	–	1 395	**1 412**	16	**13 512**
Boissons	148	75	–	8 094	405	**8 723**	85	**102 428**
Epicerie, produits agricoles divers	232	140	–	177	18 584	**19 134**	1 838	**155 781**
Fruits et légumes frais	14 620	61	58	–	172	**14 911**	79	**79 656**
Crémerie et autres produits frais	388	5 011	15	57	2 290	**7 761**	642	**112 368**
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	67	199	16	–	–	**282**	58 952	**187 771**
Poissons, crustacés, coquillages	303	–	8 130	–	42	**8 475**	42	**23 402**
Total alimentaire	**15 773**	**5 490**	**8 218**	**8 328**	**22 888**	**60 697**	**61 654**	**674 918**
Produits pétroliers raffinés	–	–	–	173	–	**173**	–	**30 328**
Produits combustibles non pétroliers	–	–	–	–	–	**–**	–	**52**
Pneumatiques	–	–	–	–	–	**–**	–	**4 425**
Pièces détachées automobiles	–	–	–	–	–	**–**	–	**20 870**
Total énergie et produits automobiles	–	–	–	173	–	**173**	–	**105 675**
Habillement	–	–	–	–	–	**–**	–	**28 657**
Chaussures	–	–	–	–	–	**–**	–	**6 142**
Maroquinerie	–	–	–	–	–	**–**	–	**3 110**
Textiles pour la confection et la maison	–	–	–	–	–	**–**	–	**6 056**
Total équipement de la personne	–	–	–	–	–	**–**	–	**43 964**
Meubles	–	1	–	–	–	**–**	–	**9 500**
Quincaillerie	–	–	–	–	28	**28**	–	**3 683**
Droguerie	–	–	–	–	–	**–**	38	**23 825**
Matériel électroménager	–	–	–	–	24	**24**	–	**35 924**
Autres produits de l'équipement du foyer	–	–	–	–	–	**–**	–	**9 731**
Total équipement du foyer	–	–	–	–	52	**52**	38	**82 662**
Produits pharmaceutiques	–	–	–	–	–	**–**	–	**–**
Cycles, motocycles et accessoires	–	–	–	–	–	**–**	–	**1 098**
Parfumerie et articles médicaux	–	–	18	79	–	**97**	–	**17 206**
Produits de la librairie, papeterie, presse	–	–	12	–	–	**12**	–	**11 679**
Optique-Photographie	–	–	–	–	–	**–**	–	**2 060**
Articles de sport	–	–	–	–	–	**–**	–	**726**
Total hygiène, culture, loisir, sport	–	–	**29**	**79**	–	**109**	–	**32 769**
Tabac et allumettes	–	–	–	491	–	**491**	–	**1 442**
Produits de l'horlogerie-bijouterie	–	–	–	–	–	**–**	–	**4 195**
Plantes, fleurs et graines	28	–	–	–	251	**279**	–	**668**
Autres produits divers	–	–	–	–	68	**68**	–	**5 238**
Total produits divers	**28**	–	–	**491**	**319**	**839**	–	**11 543**
Total non alimentaire	**28**	–	**29**	**744**	**371**	**1 173**	**38**	**276 614**
Total alimentaire et non alimentaire	**15 801**	**5 490**	**8 248**	**9 072**	**23 259**	**61 870**	**61 692**	**951 531**
Démarque inconnue	– 121	– 46	– 63	– 81	– 182	**– 494**	– 485	**– 12 892**
Activités hors commerce de détail	588	606	369	1 623	1 252	**4 438**	3 264	**60 545**
Chiffre d'affaires des secteurs	**16 268**	**6 050**	**8 554**	**10 614**	**24 329**	**65 814**	**64 471**	**999 184**

(1) Les données de ce tableau seront actualisées dans la prochaine édition, en raison d'un changement de nomenclatures en cours d'éxécution.

TABLEAU M.01-7

Ventes au détail par produit : commerce de détail non alimentaire

Année 1995 (1)

Source : INSEE (Comptes commerciaux de la nation) *Unité :* Million de francs

Produits distribués	Détail non alimentaire non spécialisé				Détail non alimentaire spécialisé							**Total détail non alimentaire**
	Grands magasins	Vente par correspondance	Autres non alimentaires non spécialisés	**Total non alimentaire non spécialisés**	Equipement de la personne	Equipement du foyer	Pharmacies	Hygiène, culture loisir sport	Bureaux de tabac	Autres commerces de produits divers	Total non alimentaire spécialisé	
Pain, pâtisserie fraîche	17	—	—	**17**	—	—	—	—	—	—	—	**17**
Boissons	132	184	12	**328**	—	—	—	—	15	201	216	**544**
Épicerie, produits alimentaires divers	238	60	90	**388**	—	35	972	145	150	1 292	2 594	**2 982**
Fruits et légumes frais	138	—	—	**138**	—	—	—	—	—	—	—	**138**
Crèmerie et autres produits laitiers	226	—	15	**240**	—	—	—	—	—	—	—	**240**
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	331	—	8	**339**	—	—	—	—	—	—	—	**339**
Poissons, crustacés, coquillages	29	—	—	**29**	—	—	—	—	—	—	—	**29**
Total alimentaire	**1 111**	**245**	**124**	**1 480**	**—**	**35**	**972**	**145**	**165**	**1 493**	**2 810**	**4 290**
Produits pétroliers raffinés	—	—	75	**75**	—	2 482	—	1 102	25	22 001	25 610	**25 685**
Produits combustibles non pétroliers	—	—	44	**44**	—	145	—	11	—	1 482	1 638	**1 682**
Pneumatiques	319	—	—	**319**	—	—	—	77	—	—	77	**396**
Pièces détachées et accessoires automobiles	—	414	—	**414**	—	—	—	747	—	—	747	**1 161**
Total énergie et produits automobiles	**319**	**414**	**119**	**851**	**—**	**2 627**	**—**	**1 937**	**25**	**23 484**	**28 073**	**28 924**
Habillement	8 015	10 203	1 190	**19 408**	122 723	105	—	10 897	5	521	134 251	**153 659**
Chaussures	381	508	139	**1 027**	29 036	—	—	8 387	—	141	37 564	**38 591**
Maroquinerie	671	646	144	**1 461**	6 427	77	—	38	—	111	6 653	**8 115**
Textiles pour la confection et la maison	1 218	3 259	1 002	**5 479**	10 348	1 518	236	—	—	28	12 130	**17 609**
Total équipement de la personne	**10 284**	**14 616**	**2 475**	**27 375**	**168 533**	**1 701**	**236**	**19 323**	**5**	**801**	**190 599**	**217 974**
Meubles	2 590	4 735	565	**7 891**	666	51 970	—	—	—	399	53 035	**60 926**
Quincaillerie	648	304	951	**1 902**	18	38 852	—	362	—	650	39 882	**41 785**
Droguerie	369	199	2 301	**2 869**	699	20 390	—	90	—	531	21 710	**24 579**
Matériel électroménager	2 088	2 219	503	**4 810**	58	66 740	—	1 187	9	60	68 054	**72 864**
Autres produits de l'équipement du foyer	529	121	495	**1 144**	87	25 015	—	—	—	309	25 411	**26 555**
Total équipement du foyer	**6 224**	**7 578**	**4 815**	**18 617**	**1 527**	**202 966**	**—**	**1 639**	**9**	**1 950**	**208 091**	**226 708**
Produits pharmaceutiques	—	—	—	**—**	—	—	130 247	—	—	—	130 247	**130 247**
Cycles, motocycles et accessoires	60	50	—	**110**	—	—	—	10 004	—	—	10 004	**10 114**
Parfumerie et articles médicaux	3 749	116	1 181	**5 045**	586	411	8 077	20 247	27	803	30 151	**35 196**
Produits de la librairie-papeterie-presse	1 790	187	518	**2 495**	79	94	—	48 682	1 435	824	51 114	**53 608**
Optique-photographie	927	428	856	**2 212**	—	472	45	16 656	—	264	17 437	**19 649**
Articles de sport	125	57	167	**349**	132	12	—	13 142	—	158	13 444	**13 792**
Total hygiène, culture, loisir, sport	**6 651**	**838**	**2 722**	**10 211**	**797**	**989**	**8 122**	**108 731**	**1 462**	**2 049**	**122 150**	**132 360**
Tabac et allumettes	—	—	—	**—**	—	—	—	14 231	23 835	3 923	41 989	**41 989**
Produits de l'horlogerie-bijouterie	1 661	377	36	**2 074**	414	162	—	416	75	19 786	20 853	**22 927**
Plantes, fleurs et graines	92	66	118	**277**	—	174	—	110	—	18 828	19 112	**19 389**
Autres produits divers	1 027	1 798	1 084	**3 909**	1 168	1 041	—	3 697	723	28 457	35 086	**38 995**
Total produits divers	**2 781**	**2 240**	**1 239**	**6 260**	**1 582**	**1 377**	**—**	**18 454**	**24 633**	**70 994**	**117 040**	**123 300**
Total non alimentaire	**26 259**	**25 686**	**11 369**	**63 314**	**172 438**	**209 660**	**138 605**	**150 083**	**26 134**	**99 280**	**796 200**	**859 514**
Total alimentaire et non alimentaire	**27 370**	**25 931**	**11 493**	**64 794**	**172 438**	**209 694**	**139 577**	**150 228**	**26 299**	**100 774**	**799 010**	**863 804**
Passage des commissions aux ventes	—	—	—	**—**	—	—	—	— 22 840	— 16 588	—	— 39 428	**— 39 428**
Démarque inconnue	— 699	—	— 216	**— 915**	— 3 211	— 4 084	— 2 386	— 2 434	— 166	— 1 924	14 205	**— 15 119**
Activités hors commerce de détail	2 514	1 088	632	**4 234**	9 634	21 264	— 1 294	11 031	51	7 396	48 082	**52 315**
Chiffre d'affaires des secteurs	**29 185**	**27 019**	**11 909**	**68 113**	**178 861**	**226 874**	**135 897**	**135 985**	**9 596**	**106 246**	**793 459**	**861 572**

(1) Les données de ce tableau seront actualisées dans la prochaine édition, en raison d'un changement de nomenclatures en cours d'éxécution.

TABLEAU M.01-8

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (3)	Investissements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (2)				
COMMERCE DE GROS (HORS INTERMÉDIAIRES).		**89 889**	**867 263**	**811 338**	**78 737**	**2 139 654,4**	**273 584,6**	**20,8**	**21 977,4**
Produits agricoles bruts		**7 469**	**54 633**	**47 919**	**6 314**	**263 964,6**	**15 238,8**	**11,1**	**2 381,9**
Céréales, aliments pour le bétail	512A	3 098	35 767	32 986	3 436	180 683,0	11 098,4	11,9	1 923,2
Fleurs et plantes	512C	597	3 655	3 159	589	5 049,2	755,8	27,0	90,4
Animaux vivants	512E	3 541	13 504	10 167	1 934	72 961,5	3 005,3	7,6	328,7
Cuirs et peaux	512G	224	1 311	1 234	141	4 917,8	429,7	16,1	32,4
Tabac non manufacturé	512J	9	396	373	214	353,0	50,4	28,0	7,2
Produits alimentaires frais		**7 541**	**82 421**	**77 247**	**10 151**	**257 511,5**	**21 215,1**	**16,8**	**1 915,8**
Fruits et légumes	513A	3 694	41 430	39 284	6 361	87 670,1	10 416,3	22,2	1 069,0
Viandes de boucherie	513C	818	9 118	8 661	897	31 546,4	2 482,8	14,8	189,9
Produits à base de viande	513D	324	4 063	3 819	423	7 758,0	970,1	24,8	74,1
Volailles et gibiers	513E	524	4 018	3 188	413	13 026,5	924,0	14,3	64,3
Produits laitiers, œufs, huiles	513G	1 258	15 663	14 574	995	98 502,7	4 466,1	11,7	343,2
Poissons, crustacés, mollusques	513S	923	8 129	7 721	1 062	19 007,8	1 955,8	19,3	175,3
Autres produits alimentaires		**8 967**	**94 455**	**88 374**	**8 781**	**290 123,1**	**29 654,5**	**17,9**	**2 822,4**
Boissons	513J	4 639	39 264	35 904	3 122	87 424,2	13 804,8	26,3	1 272,7
Sucre, chocolat, confiserie	513N	326	3 949	3 697	287	29 419,3	1 614,1	10,9	62,8
Café, thé, cacao, épices	513Q	538	2 193	1 881	195	8 963,0	739,7	15,1	85,9
Alimentaire spécialisé divers	513T	2 097	14 358	13 051	1 616	36 117,4	4 025,8	26,4	540,3
Produits surgelés	513V	630	11 456	11 053	647	24 938,6	2 248,7	17,5	223,5
Alimentaires non spécialisés	513W	732	23 166	22 720	2 914	103 026,9	7 167,8	10,2	634,9
Autres biens de consommation non alimentaire		**21 885**	**150 506**	**136 032**	**16 332**	**279 605,8**	**47 141,6**	**31,6**	**2 354,0**
Textiles	514A	1 139	8 039	7 543	1 110	13 678,7	2 298,2	30,4	99,5
Habillement	514C	4 803	27 908	25 320	3 797	55 779,6	9 100,1	29,7	465,9
Chaussures	514D	488	3 044	2 600	275	7 253,5	1 208,9	31,2	46,5
Appareils électroménagers, radio-télévision	514F	1 442	15 470	14 396	1 086	47 942,4	5 073,1	21,6	264,4
Vaisselle et verrerie de ménage	514H	461	4 293	3 957	411	5 751,2	1 199,3	35,0	75,1
Aménagement de l'habitat	514J	1 493	14 865	14 082	907	18 230,6	4 306,5	41,1	173,6
Parfumerie, produits de beauté	514L	781	7 589	6 993	954	17 650,7	3 269,0	47,9	98,7
Papeterie	514Q	1 382	14 569	13 737	1 474	16 470,6	3 665,1	35,8	142,5
Jouets	514R	584	5 467	4 696	410	12 080,4	1 925,2	38,4	133,5
Autres biens de consommation	514S	9 312	49 262	42 708	5 908	84 768,3	15 096,0	31,5	854,3
Produits pharmaceutiques	**514N**	**2 549**	**35 602**	**33 535**	**4 934**	**122 060,0**	**12 652,9**	**15,7**	**1 537,8**
Combustibles	515A	602	15 576	14 631	950	117 209,8	7 767,5	11,1	898,5
Aménagement de l'habitat		**8 805**	**115 720**	**111 685**	**9 715**	**170 404,0**	**31 183,3**	**28,0**	**2 694,2**
Bois et produits dérivés	515E	1 424	14 379	13 486	1 627	25 241,2	3 700,5	24,6	309,1
Matériaux de construction, appareils sanitaires	515F	5 531	63 969	61 402	5 608	92 488,2	16 554,3	27,4	1 754,4
Quincaillerie	515H	1 197	21 447	21 040	1 518	28 504,9	6 066,2	32,9	344,7
Fournitures de plomberie, chauffage	515J	653	15 925	15 757	962	24 169,7	4 862,3	28,2	286,0
Autres produits intermédiaires		**4 103**	**58 572**	**56 396**	**3 634**	**210 654,2**	**24 128,9**	**18,9**	**1 652,8**
Minerais et métaux	515C	846	19 174	18 988	780	61 802,9	7 284,6	20,1	494,8
Produits chimiques	515L	2 002	28 073	26 749	1 964	110 790,1	12 634,0	17,9	872,7
Autres produits intermédiaires	515N	1 236	11 267	10 618	870	37 733,4	4 186,2	19,8	284,9
Déchets et débris	515Q	19	58	41	20	327,8	24,1	14,5	0,4

N.B- Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-8 (suite et fin)

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%) (3)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	dont : temps partiel (2)				
Autres équipements industriels		**19 485**	**187 324**	**177 917**	**12 958**	**304 459,6**	**61 662,9**	**28,7**	**3 646,9**
Machines outils	516A	885	5 754	5 387	468	10 461,8	1 945,1	27,7	89,0
Équipements pour la construction	516C	1 141	12 535	12 003	736	22 864,5	4 258,3	23,1	511,3
Machines pour l'industrie textile et l'habillement	516E	136	1 089	1 059	74	1 761,8	329,1	28,5	20,9
Maréríel électrique et électronique	516J	3 762	45 313	43 926	2 854	89 770,7	15 453,9	25,2	1 179,7
Fournitures, équipements industriels divers	516K	7 129	72 991	69 297	4 251	108 927,2	26 272,4	34,5	1 217,2
Fournitures, équipements du tertiaire	516L	2 839	17 938	16 423	1 803	20 310,8	4 608,1	34,2	238,9
Matériel agricole	516N	3 593	31 704	29 822	2 772	50 362,8	8 796,1	22,9	389,9
Machines de bureau, matériel informatique	516G	6 802	68 512	64 908	4 643	116 344,7	22 289,4	21,8	2 017,4
Autres commerces de gros	**517Z**	**1 681**	**3 942**	**2 694**	**325**	**7 317,2**	**649,7**	**17,5**	**55,7**

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.
(3) Taux de marque = (Vente de marchandises - coût des marchandises) / vente de marchandises.

TABLEAU M.01-9

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel (2)				
COMMERCE DE DÉTAIL		**343 854**	**1 272 384**	**1 614 444**	**415 711**	**1 561 905,0**	**285 357**	**27,2**	**31 755,1**
Produits surgelés									
Produits surgelés	521A	349	11 147	11 387	1 782	10 595,8	2 366,6	37,4	301,5
Alimentation générale de petites surfaces et supérettes		**22 729**	**30 167**	**54 985**	**11 079**	**45 918,7**	**6 988,5**	**23,8**	**669,6**
Alimentation générale	521B	20 114	15 065	37 482	6 115	25 248,8	4 120,9	26,1	356,0
Supérettes	521C	2 615	15 102	17 503	4 964	20 669,9	2 867,6	21,1	313,6
Grande surface alimentaire		**4 811**	**431 571**	**437 435**	**144 807**	**700 600,7**	**80 782,8**	**16,7**	**13 845,6**
Supermarchés	521D	4 250	163 404	164 765	51 227	260 086,7	27 713,4	15,9	5 480,6
Magasins populaires	521E	44	19 401	19 406	7 632	24 936,3	3 515,8	21,2	1 067,0
Hypermarchés	521F	517	248 766	253 264	85 948	415 577,8	49 553,6	16,9	7 298,0
Non spécialisé et non alimentaire		**1 003**	**30 247**	**36 094**	**6 442**	**27 369,4**	**5 472,1**	**34,2**	**747,9**
Grands magasins	521H	28	24 853	29 945	5 361	22 031,6	4 495,5	34,2	645,8
Autres commerces non spécialisés	521J	975	5 394	6 149	1 081	5 337,8	976,6	34,3	102,1
Alimentaire spécialisé hors tabac		**40 258**	**66 028**	**109 024**	**22 036**	**68 955,6**	**16 518,1**	**34,7**	**1 465,4**
Fruits et légumes	522A	6 252	11 010	17 401	3 266	11 919,0	2 387,2	29,6	217,8
Viande, produits à base de viande	522C	19 446	34 491	56 897	11 041	34 740,8	8 902,1	35,9	758,2
Poissons, crustacés, mollusques	522E	2 486	5 376	7 840	2 094	5 260,4	1 213,3	32,0	77,7
Pain, pâtisserie, confiserie	522G	2 424	3 363	5 431	1 340	2 052,5	684,0	51,4	143,1
Boissons	522J	3 451	4 323	7 305	1 011	6 411,7	1 551,6	38,1	62,7
Produits laitiers	522N	1 507	1 328	2 927	624	2 009,7	405,1	30,1	29,0
Alimentaires spécialisés divers	522P	4 692	6 137	11 223	2 660	6 561,5	1 374,6	32,9	176,9
Tabac (sauf café-tabac)	522L	7 278	4 982	14 249	2 774	6 303,7	2 607,8	22,8	291,3
Pharmacies et articles médicaux		**23 273**	**106 411**	**133 963**	**53 535**	**131 366,0**	**35 236,2**	**31,7**	**1 263,3**
Produits pharmaceutiques	523A	22 339	103 641	130 508	52 927	129 369,2	34 539,0	31,5	1 130,9
Articles médicaux et orthopédiques	523C	934	2 770	3 455	608	1 996,8	697,1	45,4	132,4
Habillement et articles en cuir		**49 312**	**150 288**	**193 147**	**50 018**	**124 630,8**	**29 402,1**	**40,5**	**3 200,7**
Habillement	524C	39 768	118 398	151 393	39 162	95 970,6	22 875,1	40,9	2 790,7
Chaussure	524E	6 751	25 980	33 492	9 041	23 650,3	5 134,0	37,8	332,6
Maroquinerie et articles de voyage	524F	2 793	5 910	8 262	1 815	5 009,9	1 393,0	45,6	77,4
Équipement du foyer		**21 749**	**107 825**	**124 518**	**23 168**	**114 459,3**	**24 486,8**	**35,3**	**2 140,9**
Meubles	524H	6 657	49 890	53 539	9 065	54 125,0	12 263,3	39,7	967,4
Équipement du foyer	524J	5 268	11 767	16 861	3 613	8 979,5	2 236,5	44,5	293,8
Électroménager, radio-télévision	524L	9 824	46 168	54 118	10 490	51 354,8	9 986,9	28,9	879,7
Aménagement de l'habitat		**30 234**	**93 842**	**119 951**	**22 663**	**84 218,1**	**22 023,5**	**38,7**	**1 830,8**
Textiles	524A	6 728	9 279	15 142	3 260	6 949,9	1 918,8	43,0	102,3
Quincaillerie	524N	7 483	14 743	20 949	3 030	13 420,2	3 158,3	36,3	148,5
Bricolage	524P	1 271	42 032	42 224	7 397	43 287,4	10 299,4	33,9	1 109,8
Revêtements de sol et murs	524U	1 059	4 107	4 838	748	3 825,5	1 092,8	49,4	119,3
Fleurs, plantes	524X	13 693	23 681	36 798	8 228	16 735,2	5 554,2	48,7	350,9
Hygiène, culture, loisirs, sports		**33 198**	**96 321**	**125 955**	**30 825**	**87 862,2**	**23 499,2**	**36,1**	**2 201,7**
Parfumerie, produits de beauté	523E	4 046	17 889	20 742	5 062	16 269,0	3 774,3	32,9	432,7
Livres, journaux, papeterie	524R	15 859	28 644	44 825	9 202	27 203,1	7 694,7	31,9	520,3
Optique, photographie	524T	5 100	18 326	21 784	4 714	14 585,5	5 622,9	55,0	467,3
Articles de sport et de loisir	524W	8 193	31 462	38 604	11 847	29 794,5	6 407,2	32,1	781,4
Autres commerces spécialisés non alimentaires		**35 630**	**57 567**	**90 501**	**15 809**	**67 492,6**	**14 352,9**	**33,6**	**1 306,0**
Horlogerie, bijouterie	524V	5 901	15 287	20 499	4 533	12 788,3	4 031,4	47,9	275,2
Charbons et combustibles	524Y	2 388	9 291	10 955	1 143	20 998,3	2 674,7	15,6	198,3
Autres spécialisés	524Z	15 214	25 338	39 127	7 382	24 343,4	5 272,8	37,6	661,0
Biens d'occasion	525Z	12 127	7 651	19 920	2 751	9 362,6	2 374,0	44,8	171,5

N.B— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-9 (suite et fin)

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. — Total	Effectif salarié au 31 déc. — *dont :* temps partiel (2)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
Vente par correspondance		**1 087**	**23 127**	**24 703**	**3 584**	**42 855,6**	**5 924,6**	**45,8**	**1 175,5**
Sur catalogue général	526A	99	11 483	11 712	2 353	21 395,7	2 870,0	40,7	994,5
Sur catalogue spécialisé	526B	988	11 644	12 991	1 231	21 459,9	3 054,7	50,6	181,0
Commerces de détail hors magasin		**57 954**	**46 429**	**107 444**	**24 143**	**40 479,4**	**11 441,7**	**43,9**	**991,9**
Alimentaire sur marchés	526D	19 749	12 180	34 317	5 359	17 954,7	4 310,7	34,8	392,5
Non alimentaire sur marchés	526E	33 453	5 749	40 463	2 315	10 594,5	2 618,7	44,0	168,9
Vente à domicile	526G	3 247	24 206	27 098	15 896	8 521,1	3 243,6	59,6	103,2
Vente par automate	526H	1 505	4 294	5 566	573	3 409,1	1 268,7	56,0	327,3
Réparation domestique		**14 989**	**16 432**	**31 088**	**3 046**	**8 807,1**	**4 254,8**	**32,6**	**323,0**
Chaussures	527A	4 983	1 985	7 080	507	1 199,5	688,9	41,5	51,3
Matériel électronique grand public	527C	3 637	5 346	8 864	958	3 076,0	1 343,1	19,5	103,8
Appareils électriques domestiques	527D	2 217	4 884	6 898	786	2 361,2	1 144,1	37,7	91,2
Montres, horloges, bijoux	527F	1 432	971	2 407	245	595,5	289,1	56,4	12,0
Autres articles domestiques	527H	2 720	3 246	5 839	550	1 575,0	789,6	43,6	64,7
Charcuteries artisanales	**151F**	**12 352**	**30 630**	**45 348**	**13 402**	**17 992,8**	**6 477,0**	**46,9**	**425,4**
Boulangeries, pâtisseries		**41 194**	**130 106**	**180 612**	**60 241**	**51 316,1**	**26 700,2**	**54,6**	**2 379,8**
Cuisson de produits de boulangerie	158B	2 907	6 297	9 162	3 362	2 663,0	1 101,9	83,4	203,0
Boulangeries, boulangeries-pâtisseries	158C	32 173	105 854	146 036	47 059	42 340,7	22 511,4	51,0	1 985,9
Pâtisserie	158D	6 114	17 955	25 414	9 820	6 312,4	3 086,9	56,7	190,9

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis.

TABLEAU M.01-10

Commerce et réparation de l'automobile

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. — Total	Effectif salarié au 31 déc. — *dont :* temps partiel (2)	Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE		**72 363**	**425 059**	**365 001**	**64 035**	**562 902,9**	**87 279,3**	**15,5**	**8 307,2**
Commerce de véhicules automobiles	501Z	25 622	216 301	198 953	28 521	418 232,0	48 830,9	12,3	5 563,3
Entretien et réparation de véhicules automobiles	502Z	31 976	112 216	80 046	22 272	52 382,0	18 249,8	24,4	1 336,9
Commerce de gros, équipements automobiles	503A	2 520	34 180	32 812	2 400	43 296,4	9 553,9	29,7	645,1
Commerce de détail, équipements automobiles	503B	2 650	23 182	21 489	2 708	18 100,6	4 936,0	34,9	464,1
Commerce et réparation de motocycles	504Z	3 984	12 360	9 119	2 449	13 592,9	2 237,3	21,3	126,7
Commerce de détail de carburants	505Z	5 411	26 820	22 582	5 685	17 299,0	3 501,4	16,4	171,1

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.01-11

Intermédiaires du commerce

Année 1995

Source : INSEE (Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce)

Activité principale de l'entreprise	Numéro de la NAF (1)	Nombre d'entre-prises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investis-sements totaux (en millions de francs)
				Total	*dont :* temps partiel				
INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE		**22 427**	**73 437**	**52 035**	**6 451**	**243 666,9**	**28 894,3**	**7,3**	**1 369,7**
Centrales d'achats		**721**	**16 908**	**16 525**	**935**	**174 101,9**	**13 774,8**	**8,2**	**583,4**
Produits alimentaires	511P	229	7 765	7 690	465	99 853,5	4 067,0	4,6	378,6
Produits non alimentaires	511U	492	9 143	8 835	470	74 248,4	9 707,8	13,3	204,8
Autres intermédiaires		**21 706**	**56 529**	**35 510**	**5 516**	**69 565,0**	**15 119,6**	**3,4**	**786,3**
Produits agricoles bruts	511A	722	1 610	1 087	221	5 398,0	539,8	3,5	8,9
Combustibles, métaux, minéraux, chimie	511C	459	3 599	3 109	145	5 027,2	1 587,5	24,5	277,8
Bois, matériaux de construction	511E	1 037	2 553	1 657	239	1 312,4	669,3	32,2	22,0
Équipement industriel, navire, avion	511G	2 205	6 121	4 446	422	5 411,0	2 263,0	26,5	99,8
Meuble, article ménager, quincaillerie	511J	581	1 437	1 294	218	857,1	350,5	22,4	12,0
Textile, habillement, chaussures, cuir	511L	1 298	3 168	2 083	588	1 484,4	662,0	18,6	11,5
Produits alimentaires non périssables	511N	2 323	9 949	5 097	1 267	12 121,0	1 629,2	7,8	86,2
Autres spécialisés	511R	8 230	18 761	11 638	1 435	30 692,6	5 357,7	5,5	194,4
Non spécialisés	511T	4 851	9 331	5 099	981	7 261,4	2 060,6	16,7	73,7

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

Nonsense

Nonsense

Chapitre M.02

Services aux entreprises et activités immobilières

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières.
3. Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux entreprises.
5. Investissements des secteurs du crédit-bail.
6. Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients.
7. Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement.
8. Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration des divisions « Services » et « Synthèse générale des comptes » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1996, la croissance des services aux entreprises a été de 2,5 % en volume contre 3,1 % en 1995.

Les services de conseil et d'assistance ont un peu infléchi leur croissance avec + 2,3 % contre + 2,5 % en 1995. Ce résultat est néanmoins positif car il intervient dans un contexte de recul de l'investissement des entreprises (- 0,7 %) alors que la consommation de services de conseil et d'assistance par les entreprises est habituellement liée à leur investissement.

Les activités informatiques (banques de données et réalisation de logiciels) se sont bien comportées avec une évolution de + 5 % après + 6 % en 1995.

Les activités juridiques, notariales, ont affiché une croissance de 3,8 % du fait notamment de la hausse des ventes de logements. En revanche, les agences de publicité n'ont progressé que de 1,8 % contre 4,3 % en 1995, les entrepreneurs ayant réduit le rythme de leurs investissements publicitaires. Les services d'ingénierie et d'études techniques se sont maintenus avec 0,2 % de croissance.

Les activités de métreurs et de géomètres, victimes du recul des mises en chantier dans le bâtiment, ont régressé de 1,7 %.

En 1996, la promotion et la gestion immobilière ont progressé en volume de 1,4 % après 2,4 % en 1995. Fortement liées à la conjoncture, ces activités ont eu des évolutions contrastées. Les promoteurs de logement ont enregistré une augmentation de 2,4 % de leurs ventes en volume. Les promoteurs de bâtiments résidentiels ont connu une moindre progression de leur activité (+ 3,8 % contre + 8,9 % en 1995.)

Dans le secteur des services opérationnels, l'assainissement a connu une reprise (+ 5,1 % contre + 3,1 % en 1995).

Le développement des télécommunications s'est poursuivi au rythme de 13,7 %. En revanche, l'utilisation de la télématique a pesé sur l'activité de courrier.

Les services aux entreprises ont marqué le pas avec une progression de 30 000 emplois en 1996 contre près de 80 000 l'année précédente.

2. MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

L'ensemble des services recensés par l'enquête annuelle d'entreprise de 1995 compte environ 550 000 entreprises.

Exhaustive pour les entreprises de 20 salariés ou plus, l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités (moins de 20 salariés). Le taux de sondage varie de 1/57 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

L'enquête annuelle « crédit-bail » (NAF-CPF)

La loi du 2 juillet 1966 a officialisé l'existence du crédit-bail et codifié l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 a adapté cette réglementation au crédit-bail immobilier et créé le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits,...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des postes et télécommunications (P et T). La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ». Ces sociétés concourent au financement des P et T dans le cadre de conventions signées avec l'administration des Postes et Télécommunications.

Enfin, la loi du 15 juillet 1980 a créé les « sociétés pour le financement de l'énergie et les économies d'énergie » (SOFERGIE), par voie de crédit-bail notamment. Ces sociétés ont été autorisées également à financer les investissements des collectivités locales.

3. DÉFINITIONS

Services aux entreprises et activités immobilières (NAF)

Les services marchands qui sont présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux activités immobilières et aux services aux entreprises (postes et télécommunications, services de conseils et d'assistance, services opérationnels et recherche et développement).

Activités immobilières (NAF 70)

Elles regroupent :

- La location de biens immobiliers et les activités immobilières hors location immobilière (promotion immobilière de logements, de bureaux, d'infrastructures, activités de marchands de biens immobiliers, agences immobilières et gestion d'immeubles).

Postes et télécommunications (NAF 64)

Ces services comprennent les activités postales exercées par « La Poste » et les activités liées aux télécommunications (transmissions et entretien des réseaux).

Conseils et assistance (NAF 72, 74.1-4)

Les opérations figurant dans cette rubrique regroupent :

- Les activités informatiques exécutées pour le compte de tiers (NAF 72).
- Les services professionnels (activités juridiques, comptables et conseil pour la gestion) [NAF 74.1 sauf 1E].
- Les administrations d'entreprises (activités de direction, de tutelle et de représentation liées à la possession ou au contrôle du capital social, holding (NAF 74.1J).
- La publicité (gestion des espaces publicitaires, conception et réalisation de campagnes publicitaires, promotion des ventes, publicité directe par mailing, téléphone, etc.) [NAF 74.4], et les études de marché (NAF 74.1E).
- Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle (NAF 74.2E).

Services opérationnels (NAF 71, NAF 74.5-8, NAF 90)

Ces services comprennent :

- La location sans opérateur (NAF 71).

Elle est limitée à la mise à disposition du preneur, contre rémunération, d'un bien défini. Il n'y a location que sur des biens acquis dans l'intention de les louer. Les activités de location portent sur des biens meubles : machines, équipements, biens personnels et domestiques.

- La sélection et la fourniture de personnel (NAF 74.5) y compris le travail temporaire.

Elle comprend la recherche et la sélection de personnel (descriptions de postes, rédaction de *curriculum vitae,* etc.) et la fourniture, à des tiers, de personnel recruté et rémunéré par l'agence de travail temporaire.

- La sécurité, le nettoyage et les services divers aux entreprises (NAF 74.6-8).

Ils correspondent aux services de surveillance, aux activités de nettoyage, de photographie et divers services aux entreprises (traduction, etc.).

- Les opérations d'assainissement (NAF 90).

Recherche et développement (NAF 73)

Ils comprennent les activités de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou de développement expérimental.

Crédit-bail (NAF 65.2A) (CPF 65.21)

Cette classe comprend notamment :

- L'activité des organismes spécialisés dans le crédit-bail mobilier et immobilier; ils constituent une partie des « sociétés financières » au sens du Comité des établissements de crédits, dont :

— Sociétés de financement des télécommunications

— Sociétés de financement des économies d'énergie (Sofergie)

— Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI)

- L'activité des organismes spécialisés dans la location avec option d'achat.

Le crédit-bail est une opération financière impliquant généralement, pour l'usager, les risques liés au choix de la chose louée, un engagement de durée de bail et une option d'achat en fin de bail.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

— INSEE.

Publications :

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1994 », *INSEE-Résultats,* nos 461-463, juin 1996.

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996, *INSEE-Résultats*, 1998.

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats*, no 97 (Économie générale, septembre 1990).

Enquête annuelle d'entreprise (annuel), INSEE.

Enquête annuelle « Crédit-bail » (annuel), INSEE.

« Les comptes de services en 1992 », *INSEE-Résultats,* nos 281 à 282, novembre 1993.

« Les comptes de services en 1993 », *INSEE-Résultats,* nos 359-360, janvier 1995.

« Les comptes des services en 1994 », *INSEE-Résultats,* nos 443-445, décembre 1995.

« Les comptes des services en 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 142-143-144, mars 1997.

« Les entreprises de services en 1992 », *INSEE-Résultats*, nos 66-67, août 1994.

« Les entreprises de services en 1993 », *INSEE-Résultats,* nos 421-422, septembre 1995.

« Les entreprises de services en 1994 », *INSEE-Résultats,* nos 108-109-110, juillet 1996.

« Les entreprises de services en 1995 », *INSEE-Résultats,* nos 128-129-130, mai 1997.

« Les services marchands en 1992 », *INSEE-Première*, no 267, juin 1993.

« Les services marchands en 1993 », *INSEE-Première*, no 322, juin 1994.

« Les services marchands en 1994 », *INSEE-Première,* no 382, juin 1995.

« Les services marchands en 1995 », *INSEE-Première,* no 459, juin 1996.

« Les services marchands en 1996 », *INSEE-Première,* no 531, juillet 1997.

« La France des services », édition 1996, INSEE.

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières (1) (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Services aux entreprises		**1 710 591**	**1 715 482**	**1 843 888**	**1 891 059**	**1 964 104**
Postes et télécommunications	**64**	**13 948**	**14 657**	**16 927**	**20 439**	**23 028**
Activités de poste et de courrier	64.1	2 680	2 778	4 098	4 853	5 130
Poste nationale		41	42	29	20	26
Autres activités de courrier		2 639	2 736	4 069	4 833	5 104
Télécommunications	64.2	11 268	11 879	12 829	15 586	17 898
Télécommunications nationales		2 841	2 905	3 015	3 150	2 899
Autres activités de télécommunication		8 427	8 974	9 814	12 436	14 999
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**826 165**	**839 748**	**865 794**	**885 807**	**914 217**
Activites informatiques	72	151 347	147 881	153 329	158 205	168 369
Conseil en systèmes informatiques		34 763	33 639	42 153	48 110	52 116
Réalisation de logiciels		45 549	45 837	47 976	50 274	55 837
Traitement de données		43 403	43 232	42 797	40 994	40 904
Activités de banque de données		4 548	4 255	4 582	4 508	4 985
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		23 084	20 918	15 821	14 319	14 527
Services professionnels	74.1A,C,G	276 483	280 776	281 736	282 587	290 269
Activités juridiques		100 937	100 314	100 795	100 029	100 107
Activités comptables		105 617	105 708	105 104	105 726	106 100
Conseil pour les affaires et la gestion		69 929	74 754	75 837	76 832	84 062
Administration d'entreprises	74.1J	87 182	105 029	116 393	117 698	118 794
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	114 112	118 330	122 146	128 508	134 758
Études de marche et sondages		18 738	20 169	19 802	19 975	21 841
Gestion de supports de publicité		37 401	40 005	41 200	46 866	48 846
Agences, conseil en publicité		57 973	58 156	61 144	61 667	64 071
Architecture, ingenierie, contrôle	74.2,3	197 041	187 732	192 190	198 809	202 027
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		41 147	38 827	38 631	37 229	36 178
Activités d'architecture		28 010	26 180	26 162	25 045	24 357
Métreurs, géomètres		13 137	12 647	12 469	12 184	11 821
Ingénierie et études techniques		129 981	124 290	126 408	131 982	135 261
Contrôle et analyse technique		25 913	24 615	27 151	29 598	30 588
Contrôle technique automobile		11 402	10 396	9 626	9 552	9 373
Analyse, essais et inspection technique		14 511	14 219	17 525	20 046	21 215
Services opérationnels	**71, 74.5 à 8,90**	**834 327**	**823 776**	**923 022**	**946 032**	**987 766**
Location sans opérateur	71	50 411	49 502	50 903	50 502	51 670
Location de véhicules automobiles		10 813	10 537	11 326	11 795	11 957
Location d'autres matériels de transport		3 879	4 192	3 939	3 626	3 929
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		18 940	17 990	18 170	18 033	18 283
Location de machines de bureau et matériel informatique		2 218	2 040	2 435	1 887	1 826
Location de biens personnels et domestiques		14 561	14 743	15 033	15 161	15 675
Sélection et fourniture de personnel	74.5	258 246	241 130	316 994	314 856	337 035
Sélection et mise à disposition de personnel		20 588	21 882	27 095	25 601	28 130
Travail temporaire		237 658	219 248	289 899	289 255	308 905
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	493 447	501 352	520 298	543 435	561 208
Enquêtes et sécurité		64 968	64 796	71 134	80 916	84 544
Activités de nettoyage		245 879	252 622	260 932	271 073	282 207
Activites photographiques		17 299	16 829	16 952	17 779	17 784
Studios et autres activités photographiques		6 903	7 368	7 155	7 338	7 385
Laboratoires de développement et de tirage		10 396	9 461	9 797	10 441	10 399
Services divers aux entreprises, hors activités photo		165 301	167 105	171 280	173 667	176 673
Services de conditionnement à façon		6 976	8 173	10 338	11 719	12 884
Secrétariat et traduction		16 708	16 408	16 656	16 739	16 676
Routage		14 956	14 588	14 509	15 427	15 477
Organisation de foires et de salons		5 379	5 726	6 340	7 470	7 946
Services annexes à la production		121 282	122 210	123 437	122 312	123 690
Assainissement	90	32 223	31 792	34 827	37 239	37 853
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		24 062	23 474	25 401	27 182	27 347
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		8 161	8 318	9 426	10 057	10 506

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.02-1 (suite et fin)

Nombre de salariés des établissements de services aux entreprises et activités immobilières (1) (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Recherche et développement	73	36 151	37 301	38 145	38 781	39 093
ctivités immobilières		299 988	301 194	306 559	301 502	304 217
Location de biens immobiliers	70.2	89 530	104 850	101 828	114 936	116 060
Location de logements		63 689	82 285	80 754	93 560	95 305
Location immobilière hors logement		25 841	22 565	21 074	21 376	20 755
Promotion et gestion immobilières	70.1 et 70.3	210 458	196 344	204 731	186 566	188 157
Promotion immobilière de logements		16 100	14 689	13 780	12 003	11 317
Promotion immobilière hors logement		10 813	9 824	9 209	8 604	8 423
Marchands de biens immobiliers		3 116	4 031	4 837	5 599	6 075
Agences immobilières		46 300	43 558	44 817	44 715	46 010
Administration d'immeubles		135 127	124 242	132 088	115 645	116 332

(1) C.f la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.02-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières (1)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996	1996/199
Services aux entreprises		**145 133**	**148 368**	**153 177**	**156 411**	**159 621**	**2**
Postes et télécommunications	**64**	**746**	**800**	**881**	**1 034**	**1 124**	**8**
Activités de poste et de courrier	64.1	266	285	342	406	436	7
Poste nationale		6	7	5	3	3	
Autres activités de courrier		260	278	337	403	433	7
Télécommunications	64.2	480	515	539	628	688	9
Télécommunications nationales		114	113	111	127	124	– 2
Autres activités de télécommunication		366	402	428	501	564	12
Conseils et assistance	**72,74.1 à 4**	**94 183**	**96 637**	**99 561**	**101 274**	**103 258**	**2**
Activités informatiques	72	10 175	10 490	11 211	11 661	12 214	4,
Conseil en systèmes informatiques		2 228	2 552	2 987	3 303	3 635	10,
Réalisation de logiciels		3 611	3 656	3 904	4 156	4 387	5,
Traitement de données		2 870	2 725	2 677	2 527	2 443	– 3,
Activités de banque de données		623	589	615	588	622	5,
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique		843	968	1 028	1 087	1 127	3,
Services professionnels	74.1A,C,G	40 916	42 710	43 964	44 589	45 403	1,
Activités juridiques		18 468	18 659	18 817	18 834	18 885	0,
Activités comptables		13 271	13 579	13 750	13 897	14 024	0,
Conseil pour les affaires et la gestion		9 177	10 472	11 397	11 858	12 494	5,
Administration d'entreprises	74.1J	5 689	6 312	6 898	7 407	7 813	5,
Publicité et études de marché	74.4,74.1E	11 467	11 328	11 271	11 273	11 238	– 0,
Études de marché et sondages		2 217	2 145	1 986	1 895	1 828	– 3,
Gestion de supports de publicité		2 156	2 207	2 329	2 469	2 537	2,
Agences, conseil en publicité		7 094	6 976	6 956	6 909	6 873	– 0,
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2,3	25 936	25 797	26 217	26 344	26 590	0,
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		10 591	10 389	10 315	10 119	9 966	– 1,
Activités d'architecture		8 108	7 928	7 896	7 748	7 636	– 1,
Métreurs, géomètres		2 483	2 461	2 419	2 371	2 330	– 1,
Ingénierie et études techniques		12 183	12 129	12 514	12 680	12 903	1,
Contrôle et analyse technique		3 162	3 279	3 388	3 545	3 721	5,
Contrôle technique automobile		2 274	2 316	2 284	2 366	2 478	4,
Analyse, essais et inspection technique		888	963	1 104	1 179	1 243	5,
Services opérationnels	**71,74.5 à 8,90**	**48 818**	**49 478**	**51 227**	**52 581**	**53 672**	**2,**
Location sans opérateur	71	5 496	5 596	5 836	6 026	6 240	3,
Location de véhicules automobiles		1 411	1 403	1 459	1 491	1 525	2,
Location d'autres matériels de transport		300	355	368	405	429	5,
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique		2 291	2 267	2 268	2 271	2 315	1,
Location de machines de bureau et matériel informatique		123	116	136	150	147	– 2,
Location de biens personnels et domestiques		1 371	1 455	1 605	1 709	1 824	6,
Sélection et fourniture de personnel	74.5	6 332	5 824	5 888	6 195	6 457	4,
Sélection et mise à disposition de personnel		1 277	1 281	1 332	1 336	1 419	6,
Travail temporaire		5 055	4 543	4 556	4 859	5 038	3,
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6 à 8	35 708	36 730	38 055	38 845	39 398	1,
Enquêtes et sécurité		1 956	2 170	2 388	2 600	2 687	3,
Activités de nettoyage		7 436	7 871	8 173	8 414	8 594	2,
Activités photographiques		3 564	3 578	3 618	3 556	3 513	– 1,
Studios et autres activités photographiques		2 229	2 260	2 307	2 281	2 292	0,
Laboratoires de développement et de tirage		1 335	1 318	1 311	1 275	1 221	– 4,
Services divers aux entreprises, hors activités photo		22 752	23 111	23 876	24 275	24 604	1,
Services de conditionnement à façon		421	462	554	597	614	2,
Secrétariat et traduction		3 323	3 403	3 592	3 718	3 737	0,
Routage		452	477	496	514	537	4,
Organisation de foires et de salons		782	818	859	921	969	5,
Services annexes à la production		17 774	17 951	18 375	18 525	18 747	1,
Assainissement	90	1 282	1 328	1 448	1 515	1 577	4,
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		745	745	814	851	862	1,
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		537	583	634	664	715	7,

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU M.02-2 (suite et fin)

Nombre d'établissements employeurs de services aux entreprises et activités immobilières (1)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996	1996/1995 %
Recherche et développement	73	**1 386**	**1 453**	**1 508**	**1 522**	**1 567**	**3,0**
Activités immobilières		**114 973**	**118 530**	**125 233**	**128 137**	**129 975**	**1,4**
Location de biens immobiliers	70.2	30 138	39 231	37 504	46 000	46 708	1,5
Location de logements		25 269	34 613	32 797	41 249	41 918	1,6
Location immobilière hors logement		4 869	4 618	4 707	4 751	4 790	0,8
Promotion et gestion immobilières	70.1,3	84 835	79 299	87 729	82 137	83 267	1,4
Promotion immobilière de logements		2 897	2 669	2 522	2 372	2 256	– 4,9
Promotion immobilière hors logement		2 005	1 905	1 672	1 572	1 570	– 0,1
Marchands de biens immobiliers		1 054	1 329	1 562	1 718	1 872	9,0
Agences immobilières		13 635	13 082	12 950	12 697	12 865	1,3
Administration d'immeubles		65 244	60 314	69 023	63 778	64 704	1,5

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.02-3

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numero NAF (1)	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
SERVICES AUX ENTREPRISES		41 447	42 882	38 875	40 569	40 102	42 932	43 158	42 210
Postes et télécommunications	64	220	219	203	197	338	466	495	551
Activités de poste et de courrier	64.1	145	142	128	126	229	301	348	335
Poste nationale		...	...	..	...	...	...	...	...
Autres activités de courrier		145	142	128	126	229	301	348	335
Télécommunications	64.2	75	77	75	71	109	165	147	216
Télécommunications nationales		..	..	...	...	...	...	...	..
Autres activités de télécommunication		75	77	75	71	109	165	147	216
Conseils et assistance	**72**	**26 573**	**27 748**	**25 261**	**26 375**	**27 193**	**29 067**	**29 596**	**29 006**
	74.1-4								
Activités informatiques	72	3 309	3 358	3 150	3 243	3 768	4 133	4 272	4 499
Conseil en systèmes informatiques (2)			..	...	...	1 727	1 845	1 946	2 055
Réalisation de logiciels (2)		...	..	...	...	1 012	1 233	1 331	1 410
Traitement de données (2)		...	...	...	...	430	450	400	410
Activités de banque de données (2)		..	..	...	...	268	256	258	293
Entreprise et réparation de machines de bureau et matériel informatique (2)		...	.	...	...	331	349	337	331
Services professionnels	74.1A	10 190	10 576	9 839	10 910	11 258	12 036	12 697	12 080
Activités juridiques		2 447	2 609	2 357	2 880	2 707	3 033	3 282	2 671
Activités comptables		1 449	1 483	1 308	1 272	1 248	1 161	1 142	1 056
Conseil pour les affaires et la gestion		6 294	6 484	6 174	6 758	7 303	7 842	8 273	8 353
Administration d'entreprises	74.1J	2 150	2 892	2 701	2 529	2 629	2 899	2 739	2 761
Publicité et études de marché	74.4, 7	5 112	5 042	4 471	4 116	3 984	4 090	3 881	3 689
Etudes de marché		788	863	751	555	555	505	416	404
Gestion de supports de publicité		1 296	1 343	1 191	1 080	1 122	1 159	1 206	1 133
Agences, conseil en publicité		3 028	2 836	2 529	2 481	2 307	2 426	2 259	2 152
Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 3	5 812	5 880	5 100	5 577	5 554	5 909	6 007	5 977
Activités d'architecture, métreurs, géomètres		2 809	2 509	2 152	2 002	1 964	2 277	2 362	2 291
Activités d'architecture		2 484	2 227	1 904	1 714	1 713	1 998	2 112	2 043
Métreurs, géomètres		325	282	248	288	251	279	250	248
Ingénierie et études techniques (2)		..	..	...	..	3 201	3 381	3 340	3 249
Contrôle et analyse technique (2)		...	...	...	...	389	251	305	437
Contrôle technique automobile (2)		...	.	.	..	163	116	156	240
Analyse, essais, et inspection technique (2)		..	..	..	..	226	135	149	197
Services opérationnels	**71**	**14 512**	**14 761**	**13 273**	**13 847**	**12 301**	**13 119**	**12 778**	**12 377**
	74.5-8								
	90								
Location sans opérateur	71	2 340	2 280	2 119	2 311	2 203	2 226	2 048	1 991
Location de véhicules automobiles		398	341	264	259	231	223	194	193
Location d'autres matériels de transport (2)		...	...	...	...	277	269	262	259
Location de machines et équipements, hors machines de bureau et mat.informatique (2)		...	.	...	...	640	668	579	582
Location de machines de bureau et matériel informatique		20	20	12	26	32	51	42	34
Location de biens personnels et domestiques		809	857	903	1 000	1 023	1 015	971	923
Sélection et fourniture de personnel	74.5	427	432	383	381	282	250	268	272
Sélection et mise à disposition de personnel		251	266	246	246	210	165	177	176
Travail temporaire		176	166	137	135	72	85	91	96
Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	74.6-8	11 634	11 913	10 668	10 977	9 679	10 502	10 310	9 995
Enquêtes et sécurité (2)		...	..	...	..	1 134	1 147	1 172	1 307
Activités de nettoyage		1 952	1 978	1 859	2 056	2 126	2 217	2 092	2 033
Activités photographiques		1 126	1 124	922	940	1 071	1 130	1 122	1 117
Studios et autres activités photographiques		892	881	744	774	929	997	1 019	1 011
Laboratoires de développement et de tirage		234	243	178	166	142	133	103	106
Services divers aux entreprises, hors activités photographiques (2)		..	.	.	.	5 348	6 008	5 924	5 538
Services de conditionnement à façon (2)		...	.	...	...	171	152	131	107
Secrétariat et traduction (2)		...	...	...	...	2 151	2 660	2 730	2 275
Routage (2)		...	...	...	...	135	127	104	111
Organisation de foires et salons (2)		...	..	...	..	309	343	343	354
Services annexes à la production (2)		...	...	...	...	2 582	2 726	2 616	2 691
Assainissement	90	111	136	103	178	137	141	152	119
Enlèvement et traitement des ordures ménagères		61	64	53	97	49	39	47	31
Épuration des eaux usées, élimination et traitement des autres déchets		50	72	50	81	88	102	105	88
Recherche et développement	**73**	**142**	**154**	**138**	**150**	**270**	**280**	**289**	**276**

(1) N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.02-3 (suite et fin)

Créations d'entreprises de services aux entreprises dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Secteur	Numéro NAF (1)	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
CTIVITES IMMOBILIERES	**70.1 à 70.3**	**10 617**	**12 619**	**9 466**	**7 346**	**7 052**	**7 786**	**7 311**	**6 801**
Location de biens immobiliers	70.2	...	...	...	...	...	...	...	...
Location de logements		...	...	...	...	...	...	...	...
Location immobilière hors logement		...	...	...	...	...	...	...	...
Promotion et gestion immobilières	70.1, 3	10 617	12 619	9 466	7 346	7 052	7 786	7 311	6 801
Promotion immobilière de logements		970	1 136	863	680	467	466	374	320
Promotion immobilière hors logement		421	539	454	441	355	379	316	287
Marchands de biens immobiliers (2)		...	...	...	...	2 141	2 112	1 931	1 783
Agences immobilières (2)		...	...	...	...	3 660	4 396	4 196	3 985
Administration d'immeubles		353	354	265	279	429	433	494	426

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.02-4

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (1) (NAF)

Année 1995

Source : INSEE (EAE services)

Unité : Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12 : Total	dont à temps partiel	Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts (2)	Investis-sements	CA hors taxes (3)	Valeur ajoutée hors taxes
élécommunications et courrier	**64**	**1 433**	**12 265**	**1 341**	**1 384**	**1 911**	**5 063**	**17 395**	**4 685**
Activités de courrier (privé)	64.1C	1 060	4 390	494	1 095	423	65	1 531	844
Télécommunications privées	64.2B	373	7 875	847	289	1 488	4 998	15 864	3 840
ctivités immobilières	**70 (5)**	**55 041**	**184 395**	**32 204**	**51 651**	**25 433**	**79 370**	**244 528**	**102 022**
Promotion immobilière de logements	70.1A	5 068	10 622	1 392	4 758	2 014	7 267	28 715	2 996
Promotion immobilière de bureaux	70.1B	356	798	53	317	228	159	3 185	502
Promotion immobilière d'infrastructures	70.1C	1 632	4 949	603	1 300	982	1 276	13 368	1 743
Supports juridiques de programmes	70.1D	1 506	649	163	1 516	90	1 039	3 390	501
Marchands de biens immobiliers	70.1F	5 226	2 524	458	5 110	250	323	10 868	– 1 926
Location de logements	70.2A	2 879	79 231	15 862	1 589	9 281	57 134	105 850	64 596
Location de terrains	70.2B	226	215	40	248	33	28	126	64
Location d'autres biens immobiliers	70.2C	4 513	8 593	2 149	3 276	1 315	4 779	16 307	7 620
Agences immobilières	70.3A	29 011	44 605	7 883	30 129	5 997	1 714	40 715	12 760
Administration d'immeubles résidentiels	70.3C	3 798	25 974	3 088	2 835	4 154	2 512	14 199	8 996
Administration d'autres biens immobiliers	70.3D	826	6 235	513	573	1 089	3 139	7 805	4 170
ocation sans opérateur	**71**	**12 950**	**50 328**	**3 587**	**8 175**	**6 491**	**40 802**	**69 837**	**42 050**
Location de véhicules automobiles	71.1Z	968	10 544	901	827	1 384	23 381	20 207	12 970
Location d'autres matériels de transport terrestre	71.2A	640	3 195	184	572	483	1 843	6 366	2 940
Location de matériel de transport par eau	71.2C	39	11	–	47	1	6	60	8
Location d'appareils de transport aérien	71.2E	152	108	31	162	12	82	768	242
Location de matériel agricole	71.3A	4 964	797	181	498	74	653	1 046	627
Location de machines et équipements pour la construction	71.3C	841	8 211	359	724	1 163	1 141	7 550	3 275
Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	158	1 536	54	106	303	6 293	12 436	8 611
Location de machines et équipements divers	71.3G	1 210	7 114	664	1 145	1 028	5 302	11 361	7 473
Location de linge	71.4A	106	11 729	197	65	1 263	1 162	5 284	3 588
Location d'autres biens personnels et domestiques	71.4B	3 872	7 083	1 016	4 029	780	939	4 759	2 316
ctivités informatiques	**72**	**21 854**	**176 854**	**11 344**	**19 088**	**34 994**	**4 115**	**125 761**	**65 893**
Conseils en configurations informatiques	72.1Z	8 366	55 524	3 286	7 197	11 518	695	36 873	21 019
Réalisation de logiciels	72.2Z	7 183	56 281	3 058	6 318	11 325	871	37 376	21 162
Traitement de données	72.3Z	4 220	48 545	3 976	3 641	9 344	2 172	37 512	18 318
Activités de banque de données	72.4Z	724	2 674	401	702	420	68	2 430	1 088
Entretien et réparation de machines de bureau et matériel informatique	72.5Z	1 361	13 830	623	1 230	2 387	310	11 570	4 307

B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.02-4 (suite et fin)

Indicateurs des entreprises de services aux entreprises (1) (NAF)

Année 1995

Source : INSEE (EAE services) *Unité :* Million de franc

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investis-sements (2)	CA hors taxes (3)	Valeu ajouté hor taxe
			Total	dont à temps partiel					
Services fournis principalement aux entreprises	**74**	**204 301**	**1 449 382**	**509 747**	**203 878**	**189 313**	**20 857**	**703 133**	**361 91**
Activités juridiques	74.1A	27 237	95 360	20 293	36 341	13 466	1 046	60 101	43 38
Activités comptables.....	74.1C	14 378	104 581	17 321	11 971	17 848	1 067	47 771	34 59
Études de marché et sondages	74.1E	2 107	19 075	9 709	1 901	2 379	259	8 992	4 47
Conseil pour les affaires et la gestion.....	74.1G	26 353	53 896	9 343	25 359	10 806	1 398	45 887	21 61
Administration d'entreprises	74.1J	11 998	54 341	4 204	5 535	14 771	7 073	78 588	21 23
Activités d'architecture	74.2A	20 105	26 555	6 806	22 124	3 909	480	20 949	11 70
Métreurs, géomètres.....	74.2B	4 355	11 995	2 306	4 598	1 466	150	5 127	3 76
Ingénierie, études techniques	74.2C	20 333	121 370	8 415	19 318	23 615	2 545	103 343	42 09
Contrôle technique automobile.....	74.3A	2 244	7 827	942	2 330	982	169	3 330	2 12
Analyses, essais et inspections techniques	74.3B	949	20 603	2 280	912	3 391	360	9 335	5 80
Gestion de support de publicité	74.4A	3 641	47 123	26 181	3 424	4 458	643	46 220	9 87
Agences, conseil en publicité	74.4B	11 188	71 683	31 404	10 786	9 030	787	51 973	17 91
Sélection et mise à disposition de personnel.....	74.5A	1 431	27 750	9 256	1 229	3 460	109	7 720	5 75
Travail temporaire	74.5B	738	281 446	164 727	423	35 899	227	58 714	55 74
Enquêtes et sécurité	74.6Z	2 750	90 481	13 888	2 632	7 735	416	17 103	12 54
Activités de nettoyage.....	74.7Z	10 597	253 090	145 975	10 676	14 213	832	31 905	24 37
Studios et autres activités photographiques	74.8A	5 842	6 883	2 178	6 190	661	346	5 264	2 30
Laboratoires de développement et de tirage	74.8B	2 177	13 259	1 631	2 244	1 600	497	8 475	2 98
Services de conditionnement à façon.....	74.8D	737	11 141	1 328	651	1 139	281	5 879	2 31
Secrétariat et traduction	74.8F	12 255	14 843	3 291	13 503	1 681	321	8 637	4 48
Routage.....	74.8G	735	16 167	3 479	709	2 279	258	8 936	3 25
Organisation de foires et salons	74.8J	1 293	6 124	1 065	1 088	1 069	221	8 435	2 54
Services annexes à la production.....	74.8K	20 858	93 789	23 725	19 934	13 456	1 374	60 453	27 03
Assainissement, gestion déchets	**90**	**1 181**	**40 397**	**2 162**	**867**	**5 011**	**2 570**	**25 936**	**12 16**
Épuration des eaux usées.....	90.0A	494	6 455	356	442	837	299	3 793	1 91
Enlèvement et traitement des ordures ménagères....	90.0B	496	28 065	1 617	320	3 338	1 775	17 482	8 07
Élimination et traitement des autres déchets	90.0C	191	5 877	189	105	836	496	4 661	2 17

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Y compris apports.
(3) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.

TABLEAU M.02-5

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) *Unité :* Million de francs (1

	1993	1994	1995	199
Crédit-bail mobilier.....	36 500	35 300	37 300	38 19
Crédit-bail immobilier.....	21 800	18 800	25 800	18 55
dont : S.F.T. (2)	356	100	9	

(1) Hors TVA déductible.
(2) S.F.T. : société de financement des télécommunications.

TABLEAU M.02-6

Crédit-bail mobilier et immobilier en structure de secteurs clients (1)

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

Secteurs d'activité clients	1993	1994	1995	1996
Crédit-bail mobilier				
Agriculture	1 168	1 236	1 304	1 335
Industries extractives	292	282	410	420
Industries manufacturières	10 403	10 625	9 912	10 148
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	183	71	447	458
Construction	2 081	2 189	2 757	2 823
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	5 074	5 013	5 366	5 494
Hôtels et restaurants	621	282	373	382
Transports et communications	6 388	6 319	6 446	6 600
Activités financières	913	494	447	458
Immobilier, location et services aux entreprises	3 760	4 307	4 844	4 960
Administration publique	840	494	373	382
Education	146	212	149	153
Santé et action sociale	3 395	2 859	3 018	3 090
Services collectifs, sociaux et personnels	840	741	1 118	1 145
Autres (activités non précisées)	402	177	335	343
Total	**36 500**	**35 300**	**37 300**	**38 190**
Crédit-bail immobilier				
Agriculture	65	188	77	56
Industries extractives	87	150	—	—
Industries manufacturières	5 145	4 324	7 482	5 380
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	65	132	310	223
Construction	501	451	542	390
Commerce, réparations automobiles et d'articles domestiques	4 164	4 738	6 863	4 934
Hôtels et restaurants	1 918	1 090	929	668
Transports et communications	1 352	846	1 574	1 132
Activités financières	1 395	714	464	334
Immobilier, location et services aux entreprises	5 821	5 208	5 237	3 766
Administration publique	87	19	52	37
Education	87	75	26	19
Santé et action sociale	632	602	980	705
Services collectifs, sociaux et personnels	305	263	1 238	890
Autres (activités non précisées)	174	—	26	19
Total	**21 800**	**18 800**	**25 800**	**18 550**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-7

Crédit-bail mobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2)

	r 1993	1994	r 1995	1996
Produits du travail des métaux	329	212	373	382
Machines et équipements	11 630	11 155	12 123	12 412
Machines de bureau	1 426	1 624	1 343	1 375
Ordinateurs et équipements informatiques	6 181	6 001	4 327	4 430
Machines et appareils électriques, équipements de radio, télévision et télécommunication, instruments et matériel de précision	3 365	3 389	2 947	3 017
Produits de l'industrie automobile	9 253	10 802	11 414	11 686
Produits de la construction navale	110	141	261	267
Matériel ferroviaire roulant	256	106	37	38
Produits de la construction aéronautique	402	282	224	229
Meubles	293	353	709	726
Autres et indéterminés	3 255	1 236	3 544	3 628
Total	**36 500**	**35 300**	**37 300**	**38 190**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

TABLEAU M.02-8

Crédit-bail immobilier selon la nature d'investissement (1)

Source : INSEE (Enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs (2

	1993	1994	1995	199
Achats de terrains				
Magasins et commerces	567	602	826	59
Usines et entrepôts	872	564	1 058	76
Bureaux	654	489	258	18
Cliniques et hôpitaux	109	75	129	9
Autres	305	207	568	40
Total	**2 507**	**1 936**	**2 838**	**2 04**
Achats de bâtiments existants				
Magasins et commerces	1 417	1 579	2 941	2 11
Usines et entrepôts	2 333	2 369	2 374	1 70
Bureaux	2 136	2 294	542	39
Cliniques et hôpitaux	153	188	310	22
Autres	1 352	733	800	57
Total	**7 390**	**7 163**	**6 966**	**5 00**
Construction et génie civil				
Magasins et commerces	2 725	2 275	3 457	2 48
Usines et entrepôts	5 559	3 929	7 895	5 67
Bureaux	1 679	1 485	1 213	87
Cliniques et hôpitaux	632	583	748	53
Autres	1 308	1 429	2 683	1 92
Total	**11 903**	**9 701**	**15 996**	**11 50**
Total général	**21 800**	**18 800**	**25 800**	**18 55**

(1) Nomenclature CPF.
(2) Hors TVA déductible.

Chapitre M.03

Services aux particuliers

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers.
2. Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers.
3. Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE.
4. Indicateurs des entreprises de services aux particuliers.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Après un recul en 1993 (- 0,6%) et une stagnation en 1994 et 1995, la production des services aux particuliers retrouve en 1996 son niveau de 1992 (+ 1,7% en volume). Le secteur a profité d'une hausse sensible de la consommation des ménages en services marchands : + 1,5% en 1996 contre seulement + 0,7% en 1995.

Le secteur des hôtels-cafés-restaurants, qui représente plus de la moitié de la production des services aux particuliers, n'a progressé que de 0,8%; son niveau de production rejoint celui de l'année 1993. Les agences de voyage ont été plus dynamiques avec une progression de 3,9% et ont dépassé le rythme de l'année 1994 (+ 3,1%) après le léger recul de 1995 (- 0,6%).

En 1996, les services personnels ont reculé de 1,9% en moyenne annuelle. Cette baisse est comparable à celle des trois années précédentes. La production des services de coiffure a été particulièrement touchée (- 4%).

Les services de blanchisserie-teinturerie et les soins d'esthétique corporelle ont respectivement progressé de + 1,1% et 0,9%. Les activités culturelles, récréatives et sportives se sont bien comportées (+ 4,8%) et ont retrouvé le rythme de progression du début des années 90. Comme en 1995, les activités audiovisuelles (+ 9,2%) ont tiré l'ensemble du secteur avec une forte croissance des activités de radio et télévision (+ 11,3%). Les autres activités ont globalement reculé de 1,3% par rapport à l'année 1995. Les agences de presse constituent l'exception avec une augmentation de leur production de 5,4%. La hausse des prix des services aux particuliers a été encore plus modérée qu'en 1995 (+ 2,1% au lieu de + 2,6%). L'année 1996 renforce ainsi la tendance à la modération des prix observée depuis le début des années 1990.

Le secteur des services aux particuliers a créé plus de 65 000 emplois salariés en 1996, soit 9 000 de plus qu'en 1995.

2. MÉTHODOLOGIE

Les données des tableaux de ce chapitre sont tirées d'une part de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services, d'autre part de l'enquête de l'UNEDIC.

L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services (NAF)

Parmi les 550 000 entreprises du champ de l'enquête annuelle d'entreprise dans les services en 1995, près de la moitié relèvent des services aux particuliers.

Exhaustive pour les entreprises de 20 salariés ou plus, l'enquête est effectuée par sondage pour les petites unités (moins de 20 salariés). Le taux de sondage varie de 1/57 à 1 en fonction de la taille (effectif salarié) et du secteur d'activité.

3. DÉFINITIONS

Activités culturelles, récréatives et sportives (NAF 92) (1)

Elles comprennent :

— les activités de l'audiovisuel : activités cinématographiques et vidéo (NAF 92.1), activités de radio et télévision (NAF 92.2);

— les activités culturelles, récréatives et sportives hors audiovisuel : activités de spectacles y compris les parcs d'attractions et les discothèques (NAF 92.3), agences de presse (NAF 92.4), autres activités culturelles (NAF 92.5), activités sportives (NAF 92.6) et activités récréatives (jeux de hasard et jeux d'argent, etc.) (NAF 92.7).

Agences de voyages (NAF 63)

Elles comprennent la vente de voyages organisés et les services des offices de tourisme (NAF 63.3Z).

Hôtels et restaurants (NAF 55)

Ils comprennent :

— les hôtels de tourisme;

— les autres moyens d'hébergement de courte durée (exploitation de terrains de camping, résidences de vacances, etc.);

— les restaurants;

— les cafés;

— les cantines d'entreprises et les restaurations sous contrat;

— les traiteurs.

Services aux particuliers (NAF)

Les services qui sont présentés dans les tableaux de ce chapitre correspondent aux hôtels et restaurants, aux agences de voyages, aux activités récréatives et sportives ainsi qu'aux services personnels dont les définitions sont données ci-dessous.

Services personnels et domestiques (NAF 93, NAF 95)

Ils regroupent :

— les services personnels (NAF 93) [blanchisserie, teinturerie, coiffure, etc.];

— les services domestiques (NAF 95) [femmes de ménage, cuisiniers, jardiniers, etc.].

(1) Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— UNEDIC, Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce;

— INSEE.

Publications :

« Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », INSEE-Résultats, septembre 1990.

Enquête annuelle d'entreprise annuel, INSEE

« Les comptes des services en 1992 », INSEE-Résultats n°s 281-282, novembre 1993.

« Les comptes des services en 1993 », INSEE-Résultats n°s 359-360, janvier 1995.

« Les comptes des services en 1994 », INSEE-Résultats n°s 413-414, décembre 1995.

« Les comptes des services en 1995 », INSEE-Résultats n°s 142-143-144, mars 1997.

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1992 (services) », INSEE-Résultats n°s 225-227, août 1994.

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1994 », INSEE-Résultats, n°s 451-453 juin 1996.

« Images économiques des entreprises au 1er janvier 1996 », INSEE-Résultats 1997.

« Les entreprises de services en 1992 », INSEE-Résultats système productif n°s 86-87, août 1994.

« Les entreprises de services en 1993 », INSEE-Résultats, système productif n°s 90-91, septembre 1995.

« Les entreprises des services en 1994 », INSEE-Résultats, système productif, n°s 106-109-110, juillet 1996.

« Les entreprises des services en 1995 », INSEE-Résultats, système productif, n°s 128-129-130, mai 1997.

« Les services marchands en 1993 », INSEE-Premières, n° 322, juin 1994.

« Les services marchands en 1994 », INSEE-Premières, n° 382, juin 1995.

« Les services marchands en 1995 », INSEE-Première, n° 458, juin 1996.

« Les services marchands en 1996 », INSEE-Premières n° 501, juillet 1997 ».

« La France des services », édition 1996, INSEE.

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services aux particuliers (1) (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Services aux particuliers		**957 356**	**990 712**	**1 013 912**	**1 037 128**	**1 057 339**
Hôtels et restaurants	**55**	**578 563**	**592 104**	**607 288**	**620 801**	**632 953**
Hôtels de tourisme		154 115	149 746	150 737	150 538	151 830
Autres moyens d'hébergement de courte durée		52 743	54 118	55 534	56 520	55 802
Restaurants		250 157	262 766	273 473	283 556	291 749
Restauration de type traditionnel		183 409	201 049	212 881	221 289	224 456
Restauration de type rapide		66 748	61 717	60 592	62 267	67 293
Cafés		34 015	35 404	36 447	36 954	37 808
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		78 699	81 135	80 144	82 106	83 644
Traiteurs, organisation de réception		8 834	8 935	10 953	11 127	12 126
Agences de voyages	**63.3Z**	**32 626**	**32 898**	**34 078**	**35 221**	**36 100**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**167 525**	**188 115**	**200 582**	**211 476**	**217 309**
Activités audiovisuelles	92.1,2	26 339	34 342	39 497	40 997	42 912
Production de films		3 035	7 587	8 344	9 393	10 255
Production de films pour la télévision		455	1 119	1 059	1 341	1 325
Production de films institutionnels, publicitaires		576	1 283	1 709	2 132	2 320
Production de films pour le cinéma		805	2 185	2 524	2 477	2 666
Prestations techniques pour cinéma et télévision		1 199	3 000	3 052	3 443	3 944
Distribution de films		1 636	1 932	1 964	2 033	2 260
Projection de films cinématographiques		6 134	6 636	6 710	7 084	7 640
Activités de radio		7 371	8 340	10 708	10 937	10 796
Activités de télévision		8 163	9 847	11 771	11 550	11 961
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à 7	141 186	153 773	161 085	170 479	174 397
Activités de spectacles		32 351	38 015	40 728	41 357	42 035
Manèges forains et parcs d'attraction		1 643	2 225	2 969	3 000	2 815
Bals et discothèques		13 913	14 271	14 453	14 752	14 463
Agences de presse		5 358	5 051	5 164	5 312	5 367
Autres activités culturelles		4 706	6 537	6 859	7 557	7 706
Jeux de hasard et d'argent		10 907	12 124	13 058	13 738	14 401
Activités liées au sport et autres activités récréatives		72 308	75 550	77 854	84 763	87 610
Services personnels et domestiques	**93,95**	**178 642**	**177 595**	**171 964**	**169 630**	**170 971**
Services personnels	93	157 220	160 193	160 800	159 697	161 492
Blanchisserie, teinturerie de gros		9 358	8 604	8 777	8 525	8 868
Blanchisserie, teinturerie de détail		19 190	19 513	18 907	18 077	18 178
Coiffure		99 291	100 322	100 920	100 996	101 026
Soins de beauté et d'entretien corporel		11 439	13 605	13 548	13 358	13 999
Services funéraires		13 007	13 352	13 695	13 925	14 460
Autres services personnels		4 935	4 797	4 953	4 816	4 967
Services domestiques	95	21 422	17 402	11 164	9 933	9 479

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.03-2

Nombre d'établissements employeurs de services aux particuliers (1) (NAF)

Effectif au 31 décembre

Sources : Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC) et division Services (INSEE)

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	1992	1993	1994	*r* 1995	1996	1996/1995 %
Services aux particuliers		204 146	208 973	209 951	213 634	216 062	1,1
Hôtels et restaurants	55	106 202	109 710	112 415	114 666	116 260	1,4
Hôtels de tourisme		23 280	23 121	22 982	22 756	22 633	– 0,5
Autres moyens d'hébergement de courte durée		6 800	7 011	7 076	7 240	7 308	0,9
Restaurants		50 045	52 728	54 945	56 531	57 880	2,4
Restauration de type traditionnel		44 505	46 810	48 168	49 002	49 341	0,7
Restauration de type rapide		5 540	5 918	6 777	7 529	8 539	13,4
Cafés		14 986	15 400	15 825	15 964	16 119	1,0
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		9 953	10 204	10 255	10 775	10 842	0,6
Traiteurs, organisation de réception		1 138	1 246	1 332	1 400	1 478	5,6
Agences de voyages	63.3Z	5 361	5 528	5 754	5 923	6 063	2,4
Activités culturelles, récréatives et sportives	92	27 945	31 163	33 499	35 897	36 767	2,4
Activités audiovisuelles	92.1,2	2 717	3 586	3 819	3 974	4 104	3,3
Production de films		527	1 269	1 452	1 571	1 657	5,5
Production de films pour la télévision		81	199	218	229	240	4,8
Production de films institutionnels publicitaires		130	326	410	490	533	8,8
Production de films pour le cinéma		167	474	539	529	536	1,3
Prestations techniques pour cinéma et télévision		149	270	285	323	348	7,7
Distribution de films		247	298	288	283	300	6,0
Projection de films cinématographiques		951	972	986	994	1 011	1,7
Activités de radio		782	800	811	824	833	1,1
Activités de télévision		210	247	282	302	303	0,3
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3-7	25 228	27 577	29 680	31 923	32 663	2,3
Activités de spectacle		4 879	5 673	6 247	6 653	6 901	3,7
Manèges forains et parcs d'attraction		381	481	570	580	578	– 0,3
Bals et discothèques		2 766	2 742	2 727	2 681	2 617	– 2,4
Agences de presse		397	418	435	455	449	– 1,3
Autres activités culturelles		1 005	1 129	1 214	1 285	1 303	1,4
Jeux de hasard et d'argent		517	557	569	572	569	– 0,5
Activités liées au sport et autres activités récréatives		15 283	16 577	17 918	19 697	20 246	2,8
Services personnels et domestiques	93,95	64 638	62 572	58 283	57 148	56 972	– 0,3
Services personnels	93	48 450	49 313	50 025	49 852	50 052	0,4
Blanchisserie, teinturerie de gros		419	434	478	482	506	5,0
Blanchisserie, teinturerie de détail		6 272	6 291	6 206	6 080	6 023	– 0,9
Coiffure		34 665	35 211	35 690	35 602	35 638	0,1
Soins de beauté et d'entretien corporel		3 021	3 169	3 272	3 263	3 323	1,8
Services funéraires		2 384	2 470	2 604	2 664	2 761	3,6
Autres services personnels		1 689	1 738	1 775	1 761	1 801	2,3
Services domestiques	95	16 188	13 259	8 258	7 296	6 920	– 5,2

1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.

TABLEAU M.03-3

Créations d'entreprises de services aux particuliers dans le fichier SIRENE

Source : INSEE (SIRENE et Commission des Comptes des Services)

Activité économique	Numéro NAF (1)	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
SERVICES AUX PARTICULIERS		**50 902**	**50 688**	**45 327**	**47 071**	**48 981**	**52 042**	**51 038**	**50 691**
Hôtels et restaurants	**55**	**32 175**	**32 584**	**28 861**	**29 659**	**30 226**	**31 240**	**30 489**	**30 478**
Hôtels de tourisme		4 834	4 700	4 006	3 942	3 625	3 436	3 026	3 000
Autres moyens d'hébergement de courte durée		1 213	1 385	1 371	1 709	1 695	1 720	1 725	1 571
Restaurants		18 891	19 281	17 374	17 848	18 910	19 812	19 524	19 907
Restauration de type traditionnel (2)		...	...	...	...	13 874	14 135	13 621	13 358
Restauration de type rapide (2)		...	...	...	...	5 036	5 677	5 903	6 549
Cafés		6 677	6 690	5 669	5 689	5 603	5 857	5 745	5 538
Cantines d'entreprises et restauration sous contrat		122	123	103	117	55	36	38	41
Traiteurs, organisation de réception		438	405	338	354	338	379	431	421
Agences de voyages	**63.3Z**	**354**	**394**	**298**	**363**	**400**	**430**	**391**	**413**
Activités culturelles, récréatives et sportives	**92**	**8 354**	**8 283**	**7 628**	**8 262**	**9 705**	**10 485**	**10 411**	**10 391**
Activités audiovisuelles	92.1, 2	659	735	678	765	813	841	838	809
Production de films		414	477	437	483	527	586	597	535
Production de films pour la télévision (2)		...	...	...	...	94	89	103	80
Production de films institutionnels, publicitaires (2)		...	...	...	...	183	195	232	213
Production de films pour le cinéma (2)		...	...	...	...	191	227	197	168
Prestations techniques pour cinéma et TV (2)		...	...	...	...	59	75	65	74
Distribution de films		87	86	74	95	143	141	114	134
Projection de films cinématographiques		44	45	41	46	60	32	36	55
Activités de radio		81	89	89	100	47	33	52	35
Activités de télévision		33	38	37	41	36	49	39	50
Activités culturelles, récréatives et sportives, hors audiovisuelles	92.3 à	7 695	7 548	6 950	7 497	8 892	9 644	9 573	9 582
Activités de spectacles	92.7	2 371	2 580	2 329	2 523	3 403	3 615	3 842	3 850
Manèges forains et parcs d'attraction		501	515	475	460	522	517	569	528
Bals et discothèques		1 060	1 050	951	940	638	634	628	656
Agences de presse		331	259	192	207	453	495	317	350
Autres activités culturelles		56	59	53	53	53	67	65	57
Jeux de hasard et d'argent		151	102	104	110	180	183	116	104
Activités liées au sport et autres activités récréatives		3 225	2 983	2 846	3 204	3 643	4 133	4 036	4 037
Services personnels et domestiques	**93, 95**	**10 019**	**9 427**	**8 540**	**8 787**	**8 650**	**9 887**	**9 747**	**9 409**
Services personnels	93	10 019	9 427	8 540	8 787	8 650	9 887	9 747	9 409
Blanchisserie, teinturerie de gros		57	56	43	51	104	140	132	130
Blanchisserie, teinturerie de détail		1 685	1 429	1 252	1 323	1 083	1 234	1 123	1 058
Coiffure		3 775	3 689	3 355	3 595	3 707	4 285	4 186	4 078
Soins de beauté et d'entretien corporel		1 698	1 518	1 294	1 238	1 434	1 579	1 698	1 643
Services funéraires		161	145	151	177	182	189	177	200
Autres services personnels		2 643	2 590	2 445	2 403	2 140	2 460	2 431	2 300
Services domestiques	95	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
(2) Détail non disponible avant 1993.

TABLEAU M.03-4

ndicateurs des entreprises de services aux particuliers (1) (NAF)

Année 1995

Source : INSEE (EAE services) — *Unité :* Million de francs

Secteurs d'activité	Numéros de la NAF	Nombre d'entre-prises	Effectif salarié au 31-12 : total	Effectif salarié au 31-12 : dont à temps partiel	Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investis-sements (2)	(3) Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
ôtels et restaurants	**55 (4)**	**161 967**	**542 208**	**187 152**	**183 098**	**47 540**	**14 674**	**229 146**	**108 293**
Hôtels avec restaurant	55.1A	20 424	121 216	29 640	22 924	12 142	4 505	55 480	26 369
Hôtels de tourisme	55.1C	6 873	23 027	6 499	6 513	2 269	1 438	11 101	6 209
Hôtels de préfecture	55.1D	2 333	1 317	577	2 414	105	811	849	395
Restauration de type traditionnel	55.3A	72 587	244 967	83 217	84 669	20 835	4 718	95 425	44 606
Restauration de type rapide	55.3B	8 726	43 956	29 233	9 109	2 740	1 293	15 305	6 610
Cafés tabacs	55.4A	13 165	10 500	4 705	16 176	747	601	9 760	5 159
Débits de boisson	55.4B	36 074	23 079	11 777	39 546	1 450	795	15 188	7 012
Cantines et restaurants d'entreprises	55.5A	204	6 869	2 088	167	552	39	2 153	876
Restauration collective sous contrat	55.5C	223	59 326	15 960	164	5 933	279	20 437	9 585
Traiteurs, organisation de réception	55.5D	1 358	7 951	3 456	1 416	767	194	3 449	1 473
gences de voyages	**63.3Z**	**2 279**	**28 405**	**2 603**	**1 982**	**3 808**	**464**	**44 799**	**6 665**
ervices audiovisuels et agences de presse	**92.1, 2 et 4**	**6 775**	**65 770**	**20 160**	**5 614**	**12 586**	**3 363**	**88 494**	**45 414**
Production de films pour la télévision	92.1A	588	5 744	2 693	515	1 159	99	6 751	3 247
Production de films institutionnels, publicitaires	92.1B	1 227	4 277	1 569	1 186	784	112	3 621	1 630
Production de films pour le cinéma	92.1C	1 251	4 575	1 654	1 066	993	124	6 883	4 138
Prestations techniques pour le cinéma et la télévision	92.1D	687	7 868	2 485	579	1 404	348	5 602	2 862
Distribution de films cinématographiques	92.1F	194	923	77	146	215	25	3 943	2 017
Édition et distribution vidéo	92.1G	257	941	117	252	185	29	3 833	1 816
Projection de films cinématographiques	92.1J	729	6 358	2 522	581	705	.596	4 725	1 763
Activités de radio	92.2A	699	8 993	2 636	306	1 636	235	5 532	2 825
Production de programmes de télévision	92.2B	169	2 337	930	124	525	109	4 011	1 883
Diffusion de programmes de télévision	92.2C	153	19 128	4 956	56	3 976	1 582	40 076	20 968
Agences de presse	92.4Z	821	4 626	521	803	1 004	105	3 517	2 265
ervices personnels	**93**	**85 145**	**156 897**	**60 122**	**88 528**	**11 526**	**2 157**	**45 728**	**28 297**
Blanchisserie, teinturerie de gros	93.0A	581	7 649	757	554	761	253	2 550	1 493
Blanchisserie, teinturerie de détail	93.0B	10 108	14 964	4 858	10 684	1 165	280	5 185	2 908
Coiffure	93.0D	53 105	107 000	45 062	55 477	6 922	931	23 753	16 937
Soins de beauté et entretien corporel	93.0E	8 506	5 670	2 518	8 708	341	198	2 896	1 320
Soins aux défunts	93.0G	55	254	22	48	38	5	127	76
Pompes funèbres	93.0H	1 846	13 401	4 253	1 891	1 420	229	6 489	2 991
Activités thermales et de thalassothérapie	93.0K	119	3 374	556	64	534	124	1 965	1 155
Autres soins corporels	93.0L	758	692	346	800	46	51	236	106
Autres services personnels	93.0N	10 067	3 893	1 750	10 302	299	85	2 526	1 312

) Cf. la nouvelle nomenclature dans les pages chamois au début de l'ouvrage.
) Y compris apports.
) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.
) Sauf 55.2 : Autres moyens d'hébergement de courte durée.

Chapitre M.04

Assurances

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance.
2. Effectifs du secteur de l'assurance.
3. Évolution des primes d'assurance.
4. Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances.
5. Compte technique simplifié des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes.
6. Compte de résultat technique des entreprises d'assurance non-vie.
7. Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes.
8. Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance non-vie.
9. Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie.
10. Part, en % du total mondial, des primes émises par les entreprises d'assurance des pays les plus importants.
11. Part des primes d'assurance rapportée au P.N.B. des principaux pays de l'O.C.D.E.
12. Montant total des primes d'assurance émises sur le territoire national des principaux pays de l'O.C.D.E. et part en % de l'assurance-dommages dans ce montant.
13. Répartition des placements d'assurance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la commission de contrôle des assurances du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. PRÉSENTATION

La structure du secteur des assurances

L'activité des sociétés d'assurance porte sur trois catégories d'opérations :

- les opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation;
- les opérations d'assurance des dommages corporels, assurance contre les accidents et assurance maladie;
- les autres opérations d'assurances.

Dans le plan comptable de 1994, appliqué pour la première fois aux comptes de l'exercice 1995, les opérations d'assurance des dommages corporels et les autres opérations d'assurance sont appelées « opérations d'assurance non-vie » alors qu'on se servait jusque-là pour les désigner, de l'expression « opérations d'assurance de dommages ».

Jusqu'à ce nouveau plan comptable, on observait une correspondance étroite entre les catégories d'opération et les catégories d'entreprise : les opérations d'assurance sur la vie ne pouvaient être effectuées que par des sociétés d'assurance sur la vie et les autres opérations étaient réservées aux sociétés d'assurance de dommages.

Il en va différemment depuis l'exercice 1995 : une nouvelle catégorie de société a été créée, les sociétés d'assurance mixtes habilitées à vendre des contrats d'assurance sur la vie ou de capitalisation ainsi que des contrats d'assurance des dommages corporels.

Ce nouveau plan comptable a également transformé la nomenclature et le contenu des comptes : les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits ont disparu. Ils ont été remplacés par les comptes de résultat technique et non technique.

En assurance sur la vie, la nomenclature des opérations a été bouleversée si bien qu'aucune continuité ne peut être établie dans les séries statistiques. L'exercice 1995 doit être considéré comme l'exercice d'origine.

Par ailleurs, les types d'entreprises ont été sensiblement modifiés depuis 1994 : les deux premiers groupes formant les entreprises nationales ont été privatisés (groupe UNION DES ASSURANCES DE PARIS et groupe ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE) ce qui conduit à ne plus distinguer les sociétés nationales des sociétés anonymes. On ne retient plus dans ces conditions que trois types d'entreprises :

- les sociétés nationales et les sociétés anonymes;
- les sociétés mutuelles;
- les succursales de sociétés étrangères.

L'évolution récente de l'activité des entreprises d'assurance

Durant les années 1980, le secteur des assurances sur la vie a connu en France un développement sans précédent. Il est devenu un acteur financier majeur et le principal collecteur d'épargne de long terme auprès des ménages. Les primes retenues par les compagnies au titre de l'assurance vie et capitalisation ont doublé entre 1990 et 1995.

L'essentiel du chiffre d'affaires se partage entre :

- les «groupes ouverts» (62,6%);
- les assurances collectives (17,2%);
- les contrats en unités de compte (10,2%).

En assurance non-vie, l'activité augmente mais beaucoup plus modérément qu'en assurance-vie. Le solde d'exploitation est devenu bénéficiaire en 1995 alors qu'il était négatif depuis 1990.

Dans ce domaine, le chiffre d'affaires se partage entre trois grands risques :

- l'assurance automobile (37,7% des primes perçues en France);
- les dommages aux biens (23,2%);
- les dommages corporels (23,2%).

Enfin, l'assurance emploie, en 1995, 197 000 personnes soit 0,9% environ de la population active.

2. MÉTHODOLOGIE

Activité des entreprises d'assurance

Les activités des entreprises d'assurance et de capitalisation sont présentées annuellement dans les résultats comptables établis par la Commission de contrôle des assurances(1). Les statistiques résultent du collationnement et du traitement des états comptables normalisés adressés par ces entreprises à leur autorité de tutelle.

Il s'agit des entreprises qui relèvent de la Commission de contrôle à savoir :

– jusqu'à l'exercice 1994, toutes les entreprises établies en France soit qu'elles y aient installé leur siège social, soit qu'elles y possèdent une succursale;

– à compter de l'exercice 1994, les succursales communautaires (celles dont le siège social est situé dans un État de l'Espace Économique Européen, soit l'Union Européenne plus la Norvège, l'Islande et le Lichtenstein) ne relèvent plus de la Commission de contrôle des assurances mais de l'autorité de tutelle compétente pour leur siège social. Les tableaux figurant dans l'annuaire n'intègrent plus, par conséquent, leurs comptes à compter de cet exercice. Seul le tableau indiquant la variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (tableau M.04-1) inclut toutes les entreprises établies en France.

Par ailleurs, les succursales d'entreprises françaises à l'étranger sont comprises dans ces comptes.

En ce qui concerne les effectifs du secteur, les chiffres proviennent d'estimation des organismes professionnels.

Les comptes simplifiés des principales branches et les soldes d'exploitation des autres risques (d'assurance de dommages) d'une part, les bilans simplifiés d'autre part, complètent l'information sur l'activité des entreprises d'assurance; ces données sont fournies à partir des comptes provenant de ces entreprises.

---

(1) Entreprises régies par le code des Assurances, à l'exception des opérations effectuées avec la garantie de l'État par la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur. Les sociétés spécialisées dans la réassurance sont soumises au contrôle de la Commission à partir de l'exercice 1995.

Placements des entreprises d'assurance

Chaque fois qu'elles se reconnaissent une dette vis-à-vis d'un assuré, les entreprises d'assurance constituent des provisions destinées à garantir le paiement de cette dette; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est déclaré, mais non encore réglé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux provisions mathématiques, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus à l'échéance des contrats. La représentation de ces provisions par des actifs financiers et immobiliers (appartenant aux sociétés ou remis par les réassureurs) est soumise à une réglementation et à un contrôle strict, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les compagnies placent librement leurs fonds propres. Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs non-vie de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, en imputent une part importante aux provisions mathématiques, part qui sera redistribuée aux assurés sous forme de revalorisation des prestations garanties.

3. DÉFINITIONS

Agent général d'assurance

Il est le représentant d'une entreprise d'assurance dans une circonscription déterminée; l'agent général d'assurance exerce une profession libérale.

Cession

C'est le transfert d'un risque à un réassureur et de la prime correspondante.

Contrat de capitalisation

La capitalisation est un contrat par lequel une entreprise d'assurance s'engage, moyennant un versement unique ou des versements périodiques, à payer un capital déterminé d'avance, soit au terme du contrat soit avant cette date si le contrat est désigné par tirage au sort. Les opérations de capitalisation qui ne sont pas des opérations d'assurance sont pratiquées par des entreprises d'assurance sur la vie.

Groupe ouvert

C'est un contrat d'assurance-vie à adhésion individuelle et falcultative souscrit auprès d'une société d'assurance par l'intermédiaire d'un organisme représentant le groupe des assurés.

Mutuelle

Les sociétés d'assurance mutuelle et les sociétés mutuelles d'assurance sont des sociétés d'assurance dont les membres sont à la fois assureurs et assurés.

Réassurance

C'est une convention par laquelle l'assureur s'oblige à céder et le réassureur à accepter simultanément, suivant des modalités et pour une période fixées par cet accord, tous les risques souscrits par la compagnie cédante dans telle ou telle catégorie d'affaire. La réassurance est pratiquée par les sociétés d'assurance et par des sociétés spécialisées (réassureurs professionnels).

Société d'assurance mixte

C'est une société qui pratique à la fois l'assurance sur la vie et l'assurance des dommages corporels (assurance contre les accidents et contre la maladie).

Tontine

C'est une association dans laquelle chacun des associés apporte sa contribution à un fonds qui est capitalisé. À une date fixée par le contrat, le montant de ce fonds est distribué :

- soit aux survivants (tontines en cas de vie);
- soit aux ayants droit des décédés (tontines en cas de décès).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Commission de contrôle des Assurances;
- Organismes professionnels et Caisse nationale de prévoyance.

Publications :

«Le système intermédiaire d'assurance», *INSEE-Méthodes,* nº 18, mai 1992;

«Assurance-vie : bilan 1990 et tendances 1991 » *Notes bleues,* nº 586, avril 1991;

«Les assurances dans les années quatre-vingt : l'envolée», *INSEE-Première*, nº 244, février 1993;

«Les assurances volontaires des ménages 1983-1991», *INSEE-Première,* nº 192, mai 1992;

«L'assurance française en 1995», Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) [rapport annuel];

Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation - Commission de contrôle des assurances, *Tableaux de synthèse,* commission de contrôle des assurances; ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, dernier exercice paru : 1995.

Revue *SIGMA,* Compagnie suisse de réassurance.

TABLEAU M.04-1

Variation du nombre des sociétés d'assurance et de réassurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Commission de contrôle des assurances

Forme juridique	1995	1996	Variation 1996
Sociétés d'assurance non-vie			
Sociétés nationales	4	3	1
Sociétés anonymes	141	145	4
Sociétés d'assurance mutuelle rémunérant des intermédiaires	55	52	3
Sociétés d'assurance mutuelle ne rémunérant pas des intermédiaires	19	19	–
Mutuelles locales ou professionnelles	84	82	2
Mutuelles agricoles	24	24	–
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E (2)	16	16	–
Succursales de l'Espace Économique Européen	80	79	1
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	306	360	54
Divers (3)	1	1	–
Sociétés dispensées d'agrément (4)	1	1	–
Total	**731**	**782**	**51**
Sociétés d'assurance sur la vie			
Sociétés nationales	4	3	1
Sociétés anonymes	110	101	9
Sociétés d'assurance mutuelle	16	14	2
Succursales d'entreprises étrangères hors E.E.E	5	5	–
Succursales de l'Espace Economique Européen	4	7	3
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	63	77	14
Sociétés tontinières	2	3	1
Total	**204**	**210**	6
Sociétés d'assurance mixtes			
Sociétés anonymes	1	12	11
Sociétés d'assurance mutuelles	–	2	2
Sociétés étrangères opérant en libre prestation de services	13	21	8
Total	**14**	**35**	**21**
Sociétés de réassurance			
Sociétés anonymes	20	20	–
Sociétés d'assurance mutuelles	1	1	–
Total	**21**	**21**	–

(1) À l'exclusion des sociétés en liquidation.
(2) E.E.E. : Espace Économique Européen.
(3) Caisse départementale des incendiés de la Meuse.
(4) Caisse régionale d'assurances mutuelles agricoles d'Antilles-Guyane,

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Organismes professionnels

	1991	1992	1993	1994	1995
Personnels salariés employés par les sociétés d'assurance	123 800	123 800	122 000	122 000	121 800
Agences générales					
Agents	19 700	19 000	18 300	17 400	17 400
Personnel des agences	51 000	48 000	48 000	35 000	35 000
Total	**70 700**	**67 000**	**66 300**	**52 400**	**52 400**
Cabinets de courtage					
Courtiers	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400
Personnels de cabinets de courtage	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000
Total	18 400	18 400	18 400	18 400	18 400
Experts	4 300	4 400	4 400	4 400	4 400
Total	**217 200**	**213 600**	**211 100**	**197 200**	**197 000**

TABLEAU M.04-3

Évolution des primes d'assurance

Primes émises brutes de réassurance

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	1 991	1 992	1 993	1 994	1 995
Assurances sur la vie et capitalisation					
Opérations de capitalisation (en francs et en unités de compte)	35 237	27 773	28 940	26 336	–
Opérations de capitalisation (en francs)	–	–	–	–	25 169(1)
Assurances individuelles (plan comptable de 1969)	63 361	76 978	89 808	102 458	–
Groupes ouverts (plan comptable de 1994)	–	–	–	–	267 573
Autres asurances individuelles (plan comptable de 1994)	–	///	–	–	3 318
Assurances collectives (plan comptable de 1969)	120 528	152 255	199 494	250 573	–
Assurances collectives (plan comptable de 1994)	–	–	–	–	73 427
Contrats en unités de compte (plan comptable de 1994)	–	–	–	–	43 554
Contrats collectifs (art. L441-1)	–	–	–	–	2 078
Opérations tontinières	266	305	357	378	438
Autres opérations (autres affaires, assurances complémentaires)	9 376	5 716	5 987	6 012	–
Total des affaires directes en France métropolitaine	**228 768**	**263 027**	**324 586**	**385 757**	–
Départements et territoires d'Outre-Mer	604	729	809	964	–
Total des affaires directes en France	**229 372**	**263 756**	**325 395**	**386 721**	**415 557(4)**
Acceptations en France	–	–	–	–	11 472
Acceptations en France et à l'étranger	5 192	5 610	6 387	10 094	–
Total des affaires dans l'Union Européenne (2)	–	–	–	–	**1 051**
Total des affaires hors Union Européenne (3)	–	–	–	–	**66**
Total des affaires à l'étranger	**955**	**636**	**484**	**563**	**1 117**
Total général des opérations d'assurance sur la vie	**206 512**	**270 002**	**332 266**	**397 378**	**428 146**
Opérations d'assurance non-vie					
Dommages corporels :					
Opérations réalisés par les sociétés vie et mixtes	–	–	–	–	9 914
Opérations réalisées par les sociétés non-vie	37 784	43 581	45 776	48 051	44 273
Total des dommages corporels	**37 784**	**43 581**	**45 776**	**48 051**	**54 187**
Dommages aux biens	46 277	48 112	51 390	52 896	56 155
Automobile	71 508	73 489	77 714	82 494	89 044
Transports	7 124	8 215	9 231	9 257	9 838
Responsabilité civile générale	8 782	8 992	9 231	9 401	9 511
Divers	9 611	11 597	12 498	12 899	13 680
Assurance construction dommages ouvrages et responsabilité civile décennale	3 769	3 607	3 361	3 082	4 259
Garantie légale des catastrophes naturelles	3 983	4 196	4 338	4 671	4 897
Total des affaires directes en France métropolitaine	**188 838**	**201 789**	**213 539**	**222 751**	–
Départements et territoires d'Outre-Mer	2 020	2 031	2 218	2 211	–
Total des affaires directes en France	**190 858**	**203 820**	**215 757**	**224 962**	**241 571**
Acceptations en France	–	–	–	–	40 968
Acceptations en France et à l'étranger	17 665	24 322	27 901	33 641	–
Total des affaires dans l'Union Européenne (2)	–	–	–	–	5 302
Total des affaires hors Union Européenne (3)	–	–	–	–	1 990
Total des affaires à l'étranger	**6 032**	**6 009**	**7 107**	**6 476**	**7 292**
Total général des opérations d'assurance non-vie	**214 555**	**234 151**	**250 765**	**265 079**	**289 831(5)**
Total des affaires d'assurance non-vie, vie et capitalisation	**450 074**	**504 153**	**583 031**	**662 457**	**717 977**

(1) Ce chiffre n'inclut pas en 1995, les opérations de capitalisation en unités de compte qu'on trouve désormais, à la rubrique «contrats en unités de compte».
(2) Affaires directes, LPS et acceptations.
(3) Affaires directes et acceptations.
(4) Ce chiffre n'inclut pas en 1995, les opérations d'assurance des dommages corporels pratiquées par les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés mixtes. À partir de l'excercice 1995, elles sont regroupées avec les opérations d'assurance non-vie.
(5) Ce chiffre inclut en 1995, les opérations d'assurance des dommages corporels pratiquées par les sociétés d'assurance sur la vie et les sociétés mixtes. Avant 1995, elles sont regroupées avec les opérations d'assurance sur la vie.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulation perçues par les sociétés d'assurance relevant de la Commission de contrôle des assurances

Année 1995

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	Entreprises nationales et Sociétés anonymes	Mutuelles rémunérantes	Mutuelles non rémunérantes	Total des mutuelles	Tontines	Étrangères	**Total**
Sociétés d'assurance sur la vie et sociétés mixtes	409 148	o	o	27 774	438	4 278	**441 638**
Sociétés d'assurance non-vie	171 725	32 768	66 501	99 269	o	3 481	**274 475**

TABLEAU M.04-5

Compte technique simplifié des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes

Hors tontines

Année 1995

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Primes	441 200	100
Produits des placements nets de charges et de transfert	132 991	30
Charges incombant aux réassureurs	10 657	2
Autres produits	13 882	3
Total	**598 730**	**136**
Charges		
Charges des sinistres	206 404	47
Charges des provisions	214 560	49
Participation aux résultats	119 508	27
Primes cédées aux réassureurs	14 430	3
Frais d'acquisition et d'administration	29 783	7
Autres charges	10 720	2
Total	**595 405**	**135**
Résultat	**3 325**	**1**

TABLEAU M.04-6

Compte de résultat technique des entreprises d'assurance non-vie

Année 1995

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	Montant	% des primes
Ressources		
Primes	274 474	100,0
Produits de placements alloués	17 905	6,5
Autres produits techniques	2 508	0,9
Part des organismes dispensés d'agrément dans les charges	595	0,2
Part des réassureurs dans les charges	34 554	12,6
Total	**330 036**	**120,2**
Charges		
Prestations et frais payés	190 334	69,3
Accroissement des provisions techniques	33 631	12,3
Frais d'acquisition et d'administration	44 345	16,2
Autres charges techniques	7 874	2,9
Participation aux résultats	2 458	0,9
Dépenses entraînées par les organismes dispensés d'agrément	787	0,3
Dépenses de réassurance	47 730	17,4
Total	**327 159**	**119,2**
Solde	**2 877**	**1,0**

TABLEAU M.04-7

Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance sur la vie et des entreprises mixtes

Hors tontines

Année 1995

Source : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

	Montant	% du résultat technique
Ressources		
Résultat technique	3 324	100,0
Produits des placements nets de charges et de transfert	5 652	170,0
Produits exceptionnels et autres produits	1 251	37,6
Total	**10 227**	**307,6**
Charges		
Charges exceptionnelles et charges non techniques	1 935	58,2
Impôts sur les bénéfices	2 437	73,3
Participation des salariés	173	5,2
Total	**4 545**	**136,7**
Résultat	**5 680**	**170,9**

TABLEAU M.04-8

Compte de résultat non technique des entreprises d'assurance non-vie

Année 1995

ource : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* M de F(1)

	Montant
Ressources	
ésultat technique	2 876
roduits des placements transférés	20 651
roduits exceptionnels et autres produits	4 442
Total	**27 969**
Charges	
harges des placements	15 049
harges exceptionnelles	4 790
utres charges non techniques	577
articipation des salariés	312
npôt sur les bénéfices	1 734
Total	**22 462**
Solde	**5 507**

) M de F = million de francs.

TABLEAU M.04-9

Bilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie, des sociétés mixtes et des assurances non-vie

ource : Commission de contrôle des assurances — *Unité :* Million de francs

ilan simplifié des sociétés d'assurance sur la vie et des sociétés mixtes :

	1995		1995
Actif		**Passif**	
acements	2 234 440	Capitaux propres	99 506
ompte de régularisation - actif	86 905	Provisions techniques	2 248 977
réances	68 977	Dettes	86 076
art des réassureurs dans les provisions techniques	36 565	Autres passifs	22 903
utres actifs	30 575		
Total	**2 457 462**	**Total**	**2 457 462**

ilan simplifié des entreprises d'assurance non vie :

Actif		**Passif**	
acements	441 733	Capitaux propres	109 851
réances	73 257	Provisions techniques	440 128
art des réassureurs et des organismes dispensés d'agrément dans les provisions techniques	64 359	Dettes	63 939
utres actifs	20 685	Autres passifs	4 822
ompte de régularisation - actif	18 706		
Total	**618 740**	**Total**	**618 740**

TABLEAU M.04-10

Part, en % du total mondial, des primes émises par les entreprises d'assurance des pays les plus importants

Source : Compagnie suisse de réassurance %

Pays	1990	1991	1992	1993	1994
Union Européenne (UE)	26,74	28,60	27,20	23,80	24,10
dont : Allemagne (1)	6,82	7,40	7,30	6,40	6,50
Grande-Bretagne	7,50	8,10	7,00	6,10	5,90
France	**5,48**	**5,70**	**5,70**	**5,30**	**5,60**
Italie	2,23	2,40	2,10	1,80	1,70
Pays-Bas	1,78	1,80	1,80	1,50	1,70
OCDE :					
dont : États-Unis	35,56	34,20	35,60	31,30	30,20
Japon	20,53	21,80	21,80	30,40	30,80
Canada	2,35	2,40	2,30	2,00	1,70
Suisse	1,45	1,40	1,40	1,20	1,30

(1) En 1990, République fédérale d'Allemagne hors République démocratique allemande; depuis 1991, Allemagne unifiée.

TABLEAU M.04-11

Part des primes d'assurance rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE

Source : Compagnie suisse de réassurance %

Pays	1990	1991	1992	1993	1994
Allemagne (1)	5,75	5,70	5,70	6,74	7,00
Australie	7,57	7,40	7,20	7,19	3,68
Canada	5,50	5,80	6,40	6,46	3,18
États-Unis d'Amérique	8,89	8,60	8,70	8,90	8,60
France (2)	**5,88**	**6,20**	**6,60**	**7,58**	**7,80**
Italie	2,61	2,80	3,00	3,21	3,30
Japon	8,78	8,50	8,60	12,64	12,80
Royaume-Uni	9,87	10,70	11,40	11,73	11,40
Suisse	8,03	8,30	8,60	9,26	9,70

(1) En 1990, République fédérale d'Allemagne hors République démocratique allemande; depuis 1991, Allemagne unifiée.
(2) Produit intérieur brut.

TABLEAU M.04-12

Montant total des primes d'assurance émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en pourcentage de l'assurance-dommages dans ce montant

Source : Compagnie suisse de réassurance *Unité :* Milliard de francs

Pays	1990		1991		1992		1993		1994	
	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %
Allemagne (ex-RFA) (1)	474,0	61,6	540,0	61,3	591,7	60,6	657,3	60,5	713,2	60,0
Australie	114,0	48,1	110,0	49,3	108,2	46,3	114,7	48,3	128,2	51,4
Belgique	445,0	71,0	47,0	70,7	58,3	66,4	62,0	64,5	61,0	56,6
Canada	163,0	49,7	175,0	49,4	189,6	53,1	201,8	53,6	189,6	51,1
États-Unis	2 472,0	57,3	2 521,0	58,3	2 878,8	58,6	3 196,8	58,3	3 299,0	57,7
France	**366,0**	**47,5**	**417,0**	**45,2**	**464,5**	**43,4**	**537,7**	**40,0**	**613,3**	**36,9**
Italie	155,0	74,6	179,0	73,4	169,8	72,4	180,7	70,0	190,8	66,4
Japon	1 425,0	26,9	1 594,0	26,7	1 764,0	26,1	3 099,7	21,3	3 364,6	21,3
Pays-Bas	124,0	48,2	134,0	45,6	143,5	46,8	150,8	48,5	163,3	48,7
Royaume-Uni	522,0	35,5	594,0	34,1	564,0	35,4	627,7	35,7	649,2	36,0
Suisse	101,0	44,0	106,0	42,6	111,1	42,1	121,7	40,3	139,2	38,5

(1) En 1990, République fédérale d'Allemagne hors République démocratique allemande; depuis 1991, Allemagne unifiée.

TABLEAU M.04-13

Répartition des placements d'assurance

Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire (valeur nette)

Année 1995

Source : Commission de contrôle des Assurances — *Unité :* Milliard de francs

Nature des valeurs	OCDE		Hors OCDE	
	Vie et mixtes	Non-vie	Vie et mixtes	Non-vie
Immeubles et parts de SCI (1)	142,930	65,995	0,003	0,138
Actions et titres à revenu variable (OPCVM inclus) (2)	300,001	133,574	0,292	0,390
Obligation et titre à revenu fixe (OPCVM inclus)	1 700,971	197,887	0,106	0,237
Prêts et effets assimilés	48,462	10,684	0,001	0,002
Dépôts auprès des cédantes	9,958	16,914	0,530	0,156
Autres placements	41,775	12,080	0,043	0,256
Total	**2 244,097**	**437,134**	**0,975**	**1,179**

(1) SCI : Société Civile Immobilière.
(2) OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs mobilières.

N

Finances

Chapitre N.01

Monnaie, Crédit, Épargne, Patrimoine

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Agrégats de monnaie et de placement.

Graphique. Évolution des taux à court terme.

Graphique. Évolution des taux à long terme.

1. Nombre de guichets permanents de banques.
2. Évolution du nombre des établissements relevant de la loi bancaire.
3. Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor Public.
4. Bilan de la Banque de France.
5. Les agrégats de monnaie.
6. Dépôts à vue par réseau.
7. L'endettement intérieur total.
8. Les actifs monétaires détenus par les non-résidents.
9. Créances sur l'économie : catégories de créances.
10. Les crédits à l'économie par objet.
11. Dépôts en devises étrangères détenus par les agents non financiers résidents.
12. Principaux taux d'intérêt débiteurs.
13. Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre.
14. Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les DOM et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
15. Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les TOM.
16. Comptes de patrimoine du secteur : ménages.
17. Comptes de patrimoine du secteur : sociétés et quasi-sociétés non financières.
18. Comptes de patrimoine du secteur : administrations publiques.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Banque de France, « Direction des Études et Statistiques monétaires », « Service des Analyses et Statistiques monétaires ».

1. PRÉSENTATION

En 1996, les caractéristiques du financement de l'activité économique sont les suivantes : croissance modérée de l'endettement intérieur total (3,1 % après 5 % en 1995) avec une contraction globale du crédit (- 2,5 % après 2,3 % en 1995) et un recours soutenu aux marchés, notamment obligataire. Les sociétés ont continué d'autofinancer largement leurs investissements et ont sensiblement réduit leur endettement bancaire pour privilégier les financements sur les marchés (monétaire, obligataire et des actions). La réduction du taux d'épargne financière des ménages est allée de pair avec une progression de leur utilisation de crédit alors que leurs flux de placements sont restés forts.

La baisse des taux d'intérêt, le prix plus abordable de l'immobilier et différentes incitations fiscales ont permis la reprise des achats de logement.

La croissance des encours de trésorerie des ménages, déjà sensible en 1995, s'est accélérée en 1996 (+ 8,7 %).

Par ailleurs, la baisse des taux à court terme a conduit les agents résidents à procéder à des réallocations de portefeuille en se dégageant des OPCVM monétaires et des dépôts à terme.

2. MÉTHODOLOGIE

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite loi bancaire, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce désormais l'activité des établissements de crédit.

Les statistiques permettant de suivre cette activité sont établies par la Banque de France.

Nomenclature des institutions financières utilisée pour l'établissement des statistiques monétaires et financières

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale (1).

Les institutions financières sont classées en trois grandes catégories :

Établissements de crédit et assimilés :

— Banque de France et Fonds de stabilisation des changes :

Banque de France (2);

Fonds de stabilisation de change (2), (3);

— Banques :

Banques « Association Française des Banques » (AFB) non compris BFCE;

Banque française du commerce extérieur (BFCE);

Banques mutualistes ou coopératives :

Banques populaires,

Caisse nationale de crédit agricole (CNCA),

Crédit mutuel,

Caisse centrale de crédit coopératif,

Banque fédérale mutualiste;

Crédits municipaux;

Groupements de banques pour l'émission d'emprunts obligataires (GBPE)(2), (4).

— Caisses d'épargne :

Caisses d'épargne et de prévoyance :

Sociétés financières affiliées au réseau des Caisses d'épargne (CE),

Société centrale des caisses d'épargne pour l'émission et le crédit (SEC),

Société centrale des caisses d'épargne et de prévoyance (SCT);

Caisse nationale d'épargne (La Poste) (2).

— Caisse des dépôts et consignations (CDC) :

Caisse des dépôts (2);

Caisse de garantie pour le logement social (CGLS).

— Sociétés financières et assimilées :

Sociétés financières soumises à des dispositions particulières :

Sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI),

SOFERGIE,

Sociétés de financement des télécom,

Sociétés de crédit différé,

Sociétés anonymes de crédit différé,

Sociétés anonymes de crédit immobiler (SACI),

Caisse de refinancement hypothécaire;

Sociétés financières habilitées à titre individuel (SFHTI) :

Sociétés de crédit-bail immobilier,

Sociétés de location avec option d'achat,

Sociétés de gestion de moyens de paiements,

Autres sociétés financières;

Maisons de titres;

Sociétés de bourse (2), (5);

Instituts régionaux de participation (IRP) (2), (4);

Sociétés de contrepartie (2), (4).

— Institutions financières spécialisées et assimilées :

Institutions financières spécialisées (IFS) :

Caisse française de développement,

Comptoir des entrepreneurs,

Crédit d'équipement des PME (CEPME),

Crédit foncier de France,

Crédit local de France,

Crédit national,

MATIF-SA,

Sociétés de développement régional (SDR),

SOCREDOM,

Société française pour l'assurance du capital-risque des PME (SOFARIS) (3),

Société des bourses françaises (SBF);

Institutions financières spécialisées assimilées :

Caisse nationale des autoroutes (CNA) (2),

Caisse nationale des télécommunications (CNT) (2).

— Institutions financières diverses :

Fonds communs de créances (FCC) (2);

Sociétés de caution mutuelle (SCM) (3);

Groupements professionnels de répartition d'emprunts collectifs au profit d'agents non bancaires (2), (3);

Autoroutes de France (2), (3);

Comités interprofessionnels du logement (CIL) (2), (3).

Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) :

OPCVM court terme (jusqu'en 1993) et monétaires (à compter de 1994) (2), (6);

Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) court terme;

Fonds commun de placement (FCP) court terme;

Autres OPCVM (2), (6) :

SICAV et FCP long terme à vocation générale,

SICAF (3);

FCP Entreprises (3),

FCP à risques (3).

État :

Trésor public (2);

La Poste (comptes courants postaux) (2).

Les agrégats de monnaie et de placement

D'après la méthodologie des statistiques monétaires adoptée en 1986, les données relatives aux OPCVM étaient appréhendées selon le principe de « transparence » : en application de ce principe, les actifs monétaires figurant dans le portefeuille de l'ensemble des OPCVM étaient considérés non pas comme détenus par ces derniers, mais directement et en totalité par les agents non financiers résidents.

Depuis la réforme des statistiques monétaires, entrée en vigueur au début de l'année 1991, les OPCVM sont considérés comme des institutions financières à part entière. Leur traitement est analogue à celui des établissements de crédit.

Le décloisonnement des marchés et la montée du phénomène d'innovation financière ont rendu nécessaire pour les autorités monétaires un suivi attentif, non seulement de la monnaie à proprement parler (correspondant aux agrégats M), mais également d'indicateurs représentatifs des autres catégories de placements financiers détenus par les agents non financiers.

Au-delà de M4, les différents placements non monétaires sont désormais classés en trois sous-ensembles distincts, les agrégats de placement, aussi homogènes que possible, en fonction de leurs caractéristiques propres et par ordre de proximité décroissante avec les avoirs monétaires.

Les agrégats de monnaie et de placement recensent exclusivement les avoirs détenus par les agents non financiers résidents.

Les divers postes d'actif du bilan consolidé sont regroupés en grandes rubriques dénommées « contreparties ». Viennent en déduction les engagements non retenus dans M3. Le choix des regroupements au titre des contreparties a pour but de mettre en lumière les principaux « canaux » de la création monétaire au sens de M3.

On peut distinguer d'abord deux contreparties principales : les créances nettes sur l'extérieur et le crédit interne que l'on peut décomposer en créances sur l'État et créances sur le secteur privé (appelées créances sur l'économie).

Viennent ensuite, en déduction dans les contreparties, les ressources stables nettes des établissements de crédit ainsi que l'épargne contractuelle incluse dans P1 (PEL, Livrets d'Épargne Entreprise : LEE, contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé, PEP bancaires).

Enfin, l'ensemble des opérations d'actif et de passif des institutions financières qui ne peuvent être classées dans l'une des rubriques précédentes sont regroupées dans une contrepartie appelée « Divers nets ».

Les comptes de patrimoine

Les comptes de patrimoine décrivent l'état des actifs (financiers ou non) et des passifs de chaque secteur institutionnel en fin d'année.

Les actifs non financiers, détenus par les unités résidentes, se composent d'actifs corporels fixes (logements, autres constructions, matériels, cheptel) ou circulants (stocks), d'actifs corporels non reproductibles (terrains non bâtis) et d'actifs incorporels (brevets, fonds de commerce...). Les actifs financiers regroupent principalement les liquidités, les valeurs mobilières (actions, obligations) et les prêts. Ce sont des droits sur le patrimoine d'autres unités, résidentes ou non, chez qui l'on enregistre les passifs correspondants.

Les comptes de patrimoine ont pour solde la valeur nette (globale), différence entre le total des actifs détenus par chaque secteur institutionnel, ou l'économie nationale, et ses dettes.

---

(1) Activités métropolitaines des agents financiers dont le siège social est situé en métropole – Monaco inclus – c'est-à-dire à l'exclusion des DOM-TOM pour la Comptabilité Nationale. – Activités métropolitaines des agents financiers dont le siège social est situé sur le territoire de la République française – Monaco inclus – c'est-à-dire DOM-TOM inclus, pour les statistiques monétaires.

(2) Hors loi bancaire.

(3) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires.

(4) Non recensé actuellement dans les statistiques monétaires et financières, faute de données disponibles.

(5) Les sociétés de bourse ne sont soumises à la loi bancaire que si elles optent pour le statut de Maison de titres (article 18 de la loi du 24 janvier 1984 modifié par la loi n° 92-665 du 16 juillet 1992).

(6) À partir du 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de la nouvelle classification des OPCVM, les catégories suivantes seront distinguées : d'une part les OPCVM (SICAV et FCP) « monétaires » et d'autre part, les autres OPCVM, SICAV et FCP, « obligations et autres titres de créances », «actions», « garantis » et « diversifiés ».

Les dettes n'incluent pas les actions et autres participations inscrites au passif car elles ne constituent pas à proprement parler une dette exigible par les actionnaires. On peut décomposer la valeur nette entre actions et autres participations d'une part, et valeur nette indépendante d'autre part.

Le patrimoine national représente la valeur des actifs non financiers détenus par les unités résidentes, majorée des actifs financiers, nets des passifs, vis-à-vis d'unités non résidentes. Il correspond également à la valeur nette indépendante de l'économie nationale ou à la somme des valeurs nettes indépendantes des secteurs résidents.

Le patrimoine des ménages ne comprend pas les biens durables (automobiles, meubles...), ni les œuvres d'art. Il n'intègre pas non plus les droits à la retraite des régimes par répartition.

Le patrimoine des administrations publiques comprend l'ensemble du domaine privé de l'État, des collectivités locales et des autres organismes publics : bâtiments administratifs, matériels... Il est plus difficile de déterminer la propriété du domaine public. Le domaine public aérien, les rivages et les eaux territoriales sont exclus du champ de la Comptabilité nationale. Le patrimoine des administrations comprend le domaine public artificiel créé par investissement lorsque la dépense correspondante est enregistrée au compte de capital (routes, ports, aérodromes). En revanche, les biens immobiliers mis à la disposition d'autres organismes et les concessions de services publics (autoroutes...) n'en font pas partie. Le domaine public artificiel qui n'a pas été acquis à titre onéreux (monuments historiques) n'est pas pris en compte actuellement, en partie faute d'informations statistiques.

3. DÉFINITIONS

Agent résident

Est résidente toute personne se trouvant sur le territoire économique français pendant une période supérieure à un an (on ne tient pas compte, pour cette définition, des absences temporaires au titre du tourisme, des voyages d'affaires, du travail frontalier ou saisonnier). La population totale résidente comprend l'ensemble des personnes physiques résidentes, quelle que soit leur nationalité.

L'agrégat M1

L'agrégat M1 regroupe les moyens de paiement utilisables en France, c'est-à-dire :

— les billets émis par la Banque de France sur le territoire métropolitain et détenus par les agents non financiers;

— les monnaies divisionnaires émises par le Trésor et mises en circulation par la Banque de France;

— les dépôts à vue en francs mobilisables par chèques gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (centres de chèques postaux [CCP]).

Sont exclus les dépôts à vue en devises (car il ne s'agit pas de moyens de paiement utilisables en France et leur détention comporte un risque de perte en capital).

L'agrégat M2

L'agrégat M2 comprend, en plus de M1, les placements à vue en francs rémunérés, dont les taux sont actuellement réglementés, effectués auprès des établissements de crédit et du Trésor, et non mobilisables par chèques (comptes sur livrets) :

— les livrets A;

— les livrets A-HLM;

— les livrets bleus;

— les comptes épargne-logement (CEL);

— les CODEVI;

— les livrets d'épargne populaire (LEP);

— les livrets soumis à l'impôt.

L'agrégat M3

L'agrégat M3 inclut, outre M2 :

— les placements monétaires en devises;

— tous les placements à terme non négociables sur un marché, gérés par les établissements de crédit, le Trésor et La Poste (les comptes à terme traditionnels, rémérés (1), pensions, ainsi que les bons de caisse, bons d'épargne des établissements de crédit, du Trésor et de La Poste);

— les titres de créances négociables émis par les établissements de crédit et détenus par le public (certificats de dépôt, bons émis par les sociétés financières et les institutions financières spécialisées ou assimilées et bons à moyen terme négociables), ainsi que les parts de Fonds communs de créances à moins de cinq ans;

— la totalité des parts et titres d'Organismes de placement collectif en valeur mobilières [OPCVM (2)] court terme détenus par les agents non financiers, en tant qu'éléments monétaires inscrits au passif des bilans d'institutions financières.

L'agrégat M4

L'agrégat M4 regroupe, outre M3 :

— les bons du Trésor;

— les billets de trésorerie et les bons à moyen terme négociables émis par les sociétés non financières.

À l'instar des séries monétaires, des contreparties ont été construites et rétropolées en accord avec la nouvelle méthodologie. Dès lors que les OPCVM ne sont pas de simples écrans, mais des intermédiaires financiers, il est

(1) Vente de titres avec faculté de rachat.

(2) Les agents non financiers peuvent souscrire des titres auprès des organismes de placement collectif en valeurs mobilières. Ceux-ci, selon leur objectif de gestion, peuvent placer les fonds ainsi obtenus soit sur des actifs très liquides (ils rémunèrent alors leurs clients à des taux proches du marché monétaire et se dénomment OPCVM court terme), soit en privilégiant l'investissement en valeurs mobilières classiques majoritairement obligataires ou composées d'actions. La rémunération beaucoup plus aléatoire des titres détenus par l'agent non financier dépend alors des performances du marché financier.

justifié de les faire figurer dans un tableau d'équilibre agrégats-contreparties. Les contreparties de M3 sont calculées à partir d'une consolidation des bilans des établissements de crédit situés sur le territoire métropolitain – Monaco inclus – et des OPCVM.

L'agrégat P1

L'agrégat P1 rassemble des placements stables par vocation et non négociables sur un marché, c'est-à-dire :

— les plans d'épargne-logement (PEL);

— les livrets d'épargne-entreprise (LEE);

— les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé;

— certaines réserves techniques d'assurance :

  — les plans d'épargne populaire (PEP);

  — les bons de capitalisation (émis par les entreprises d'assurance).

— Les PEP bancaires.

L'agrégat P2

L'agrégat P2 regroupe :

— les obligations;

— les titres d'OPCVM obligataires;

— les réserves techniques d'assurance représentative de l'assurance-vie.

L'agrégat P3

L'agrégat P3 comprend :

— les actions;

— les titres d'OPCVM actions.

Les créances nettes sur l'extérieur

La contrepartie « Extérieur » mesure l'incidence du solde des transactions courantes de la balance des paiements et du solde des mouvements de capitaux à court et long terme des agents non financiers sur les avoirs monétaires des résidents. Elle englobe tous les postes d'actif et de passif des bilans des institutions financières, concernant les relations avec les non-résidents, qu'ils soient des agents financiers ou non.

Les deux composantes de cette contrepartie sont :

— le solde des créances (avoirs bruts de change, postes d'actif du bilan) et des engagements (postes de passif du bilan) de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur;

— la position (ou solde des créances et engagements) des autres institutions financières vis-à-vis de l'extérieur. En ce qui concerne les actifs détenus par les OPCVM, ont été classés dans la contrepartie « Extérieur » :

  — les valeurs mobilières (actions et obligations) étrangères. On suppose qu'il s'agit de titres émis par des non-résidents en devises étrangères, faute d'information sur la nature des devises;

  — les titres courts négociables émis par des non-résidents, ainsi que les avoirs sur des comptes ouverts auprès d'établissements non-résidents;

  — de plus, le montant des titres d'OPCVM détenus par des non-résidents vient en déduction de la contrepartie « Extérieur ».

Le crédit interne regroupe les créances sur l'État et les créances sur l'économie.

Les créances sur l'État

Cette contrepartie retrace l'endettement monétaire de l'État. Elle recense :

— les crédits octroyés à l'État par les établissements de crédit ainsi que les dépôts monétaires gérés par le Trésor ou mis à sa disposition :

  — crédits de la Banque de France : monnaies divisionnaires en stock, concours nets du compte courant au Trésor public, avoirs en CCP;

  — crédits des autres établissements de crédit : avoirs en CCP, dépôts au Trésor, prêts et avances;

  — crédits des ANF (agents non financiers) correspondant au montant des avoirs inclus dans M3 collectés par le Trésor et La Poste.

— les titres émis par l'État acquis par les établissements de crédit et les OPCVM (fonds d'État, bons du Trésor).

Les créances sur l'économie

Il s'agit des financements consentis aux autres agents par les institutions financières. Ces créances se décomposent de la même manière en crédits et titres :

— les crédits – en francs et en devises – comprennent les crédits stricto sensu, les effets à l'encaissement à crédit immédiat, les immobilisations de crédit-bail (non compris les immobilisations non louées, mais y compris les immobilisations en cours) et de location avec option d'achat, les opérations de location simple, exercées à titre complémentaire, les prêts participatifs;

— les titres incluent les titres de placement (obligations hors État et actions) ne donnant pas un droit de contrôle et achetés en vue d'en retirer un revenu direct ou une plus-value, y compris ceux acquis au titre d'interventions sur les marchés secondaires (opérations de trésorerie, activité de contrepartie des établissements de crédit, portefeuille de transactions...) et les billets de trésorerie ainsi que les bons à moyen terme négociables émis par les entreprises.

Le nouveau traitement des OPCVM conduit, en effet, à inclure dans la contrepartie « Créances sur l'économie » les billets de trésorerie ainsi que toutes les valeurs mobilières émises par d'autres agents que l'État et détenues par les OPCVM.

Les divers nets

Cette contrepartie est constituée par des éléments du bilan cumulé des institutions financières qui ne sont inclus ni dans M3, ni dans les contreparties « Extérieur » et

« Crédit interne », ni enfin dans les ressources stables nettes et l'épargne contractuelle, son contenu est donc hétérogène et sa signification économique limitée. Parmi ces éléments figurent notamment : l'encaissement net; le solde des opérations d'actif et de passif entre institutions financières (décalages et en route entre institutions financières, prêts du FDES aux établissements de crédit).

L'endettement intérieur total (EIT)

L'EIT est le total de l'endettement des agents non financiers résidents (État compris), contracté soit auprès des établissements de crédit ou des agents non financiers, soit sur les marchés de capitaux, tant en France qu'à l'étranger.

Il s'agit donc d'une mesure d'encours qui regroupe, sans considération du terme des dettes :

— les crédits distribués par les établissements de crédit résidents;

— les encours d'obligations, de titres participatifs et de titres du marché monétaire (billets de trésorerie, bons du Trésor) dont les émissions ont été effectuées par les agents économiques non financiers résidents;

— les crédits obtenus par les résidents non financiers auprès des banques étrangères;

— l'encours d'obligations et de titres de créances négociables émis par les résidents non financiers sur les marchés internationaux de capitaux.

Il exclut, en revanche, les actions qui ne constituent pas une dette.

L'EIT est ventilé par grandes catégories d'agents et principaux canaux de distribution.

L'épargne contractuelle (classée dans P1)

Présentée dans les contreparties avec un signe négatif, cette rubrique correspond à des ressources non monétaires au sens de M3 sans pour cela pouvoir être qualifiées de stables. Elle comprend les PEL, les LEE, les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé et les PEP bancaires.

Opérations avec les non-résidents

Sont détaillées, à ce titre, les composantes de la position des institutions financières vis-à-vis de la clientèle non résidente dans la contrepartie « Extérieur » de M3 : dépôts de la clientèle non résidente, d'une part, crédits aux non-résidents, d'autre part.

Les ressources stables nettes

Présentées dans les contreparties, avec un signe négatif, les ressources stables des institutions financières sont formées :

— des emprunts obligataires émis sur le marché intérieur (nets des amortissements effectués et hors émissions des titres CODEVI émis et détenus simultanément par les établissements de crédit);

— des emprunts participatifs nets des prêts participatifs consentis à des institutions financières;

— des capitaux propres nets calculés en faisant la balance des fonds propres (capital et dotations, réserves, provisions, report à nouveau), d'une part, et des immobilisations, participations, filiales, frais d'établissement, report à nouveau négatif, d'autre part;

— du montant global des titres d'OPCVM autres que court terme détenus par des résidents, assimilables à des ressources propres et non monétaires, pour ce type d'organisme financier.

Taux d'intérêt

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coût pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

Taux directeurs

Les taux directeurs sont ceux de la banque centrale; ce sont les taux auxquels la banque centrale prête aux établissements de crédit et sur lesquels se calquent les taux des prêts que ces mêmes institutions financières se consentent entre elles (ce sont les taux interbancaires). Les taux directeurs sont au nombre de deux :

— les taux sur appel d'offres, qui sont les concours accordés à l'initiative de la banque centrale sous forme de pensions à terme pour des durées variables;

— les pensions à 5 ou 10 jours, qui sont une procédure ouverte en permanence à laquelle les établissements de crédit peuvent avoir recours, chaque fois qu'ils le souhaitent, à condition qu'ils disposent des effets publics ou privés nécessaires à la garantie de l'opération.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France;

— Institut d'émission d'Outre-Mer;

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

— Caisse nationale d'épargne.

Publications :

Volume annuel des statistiques monétaires, Banque de France;

Compte rendu des opérations de la Banque de France présenté à M. le président de la République;

Rapport annuel du Conseil national de Crédit;

Rapport annuel de la Commission bancaire;

La Banque de France et la monnaie, dernière édition 1986;

Rapports annuels des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne);

Banque de France, statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles;

Les agrégats de monnaie, Banque de France (mensuel et trimestriel);

Les contreparties de M3, Banque de France (trimestriel).

Données sociales, La société française, « Que possèdent les diverses catégories sociales? », INSEE, édition 1993.

« La répartition du patrimoine national », *INSEE-Première,* nº 173, décembre 1991.

« Le patrimoine des ménages en 1992 », *INSEE-Première,* nº 210 (juin 1992).

«Le patrimoine national de 1970 à 1992», *INSEE-Première*, nº 336, août 1994.

Les actifs patrimoniaux en 1992 : Documents de travail, enquêtes Actifs financiers 1992, INSEE.

« Comptes de patrimoine en base 1980 », Note de base nº 35, INSEE, août 1991.

« Le patrimoine Logement depuis 1950 », *Économie et Statistique,* INSEE, nº 240, février 1991.

« Comptes d'entreprises et comptes nationaux : un rapprochement des diagnostics financiers », *Économie et statistique,* INSEE, nº 268-269, 1993.

« Évaluation de la France », *Études foncières,* nº 52, ministère de l'Équipement, septembre 1991.

« Les apports des comptes de patrimoine à la comptabilité nationale », *Actes du 4e colloque de comptabilité nationale,* Economica.

« Financements et placements en 1993 », *INSEE-Première*, nº 340, août 1994.

« Le patrimoine à la fin de la vie », *INSEE-Première,* nº 344, octobre 1994.

« L'endettement domestique des ménages », *INSEE-Première*, nº 395, juillet 1995.

« Les évolutions financières en 1994 », *INSEE-Première*, nº 404, septembre 1995.

« Le patrimoine des ménages se diversifie », *INSEE-Première,* nº 454, mai 1996.

« Les évolutions financières en 1996 » *INSEE-Première,* nº 537, juillet 1997.

« Le patrimoine national, sources et méthodes d'évaluation », *INSEE-Méthodes*, nº 41-42-43, 1994.

« Rapport sur les comptes de la Nation » (annuel), *INSEE-Résultats*.

« 25 ans de comptes de patrimoine », *INSEE-Résultats*, nº 348, 1994.

Disquette « Les comptes de patrimoine », INSEE, 1995.

« La rentabilité des actifs boursiers de 1950 à 1992 », « Le patrimoine de rapport des ménages et ses performances », « La diffusion des produits financiers auprès des ménages en France », *Économie et statistique,* INSEE, nº 281, 1995.

« Le patrimoine des ménages : répartition et concentration », « Héritage et donations », *Données sociales* 1996, INSEE.

« Le patrimoine des Français : comportements et disparités », *Économie et statistique,* INSEE, nº 296-297, 1996.

GRAPHIQUE N.01-1

Agrégats de monnaie

M1	M2	M3	M4
Monnaies Billets Dépôts à vue en francs			
M2 – M1 Livrets soumis à l'impôt Livrets A et livrets bleus Livrets d'épargne populaire Comptes pour le développement industriel Comptes d'épargne-logement			
M3 – M2 Avoirs en devises étrangères Placements à terme Titres de créances négociables émis par les établissements de crédit Titres d'OPCVM monétaires Parts de fonds communs de créances à moins de 5 ans			
M4 – M3 Titres de créances négociables émis par les agents non financiers			

Agrégats de placement

P1

Plans d'épargne-logement
Livrets d'épargne-entreprise
Contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé
Plans d'épargne populaire
Bons de capitalisation

P2

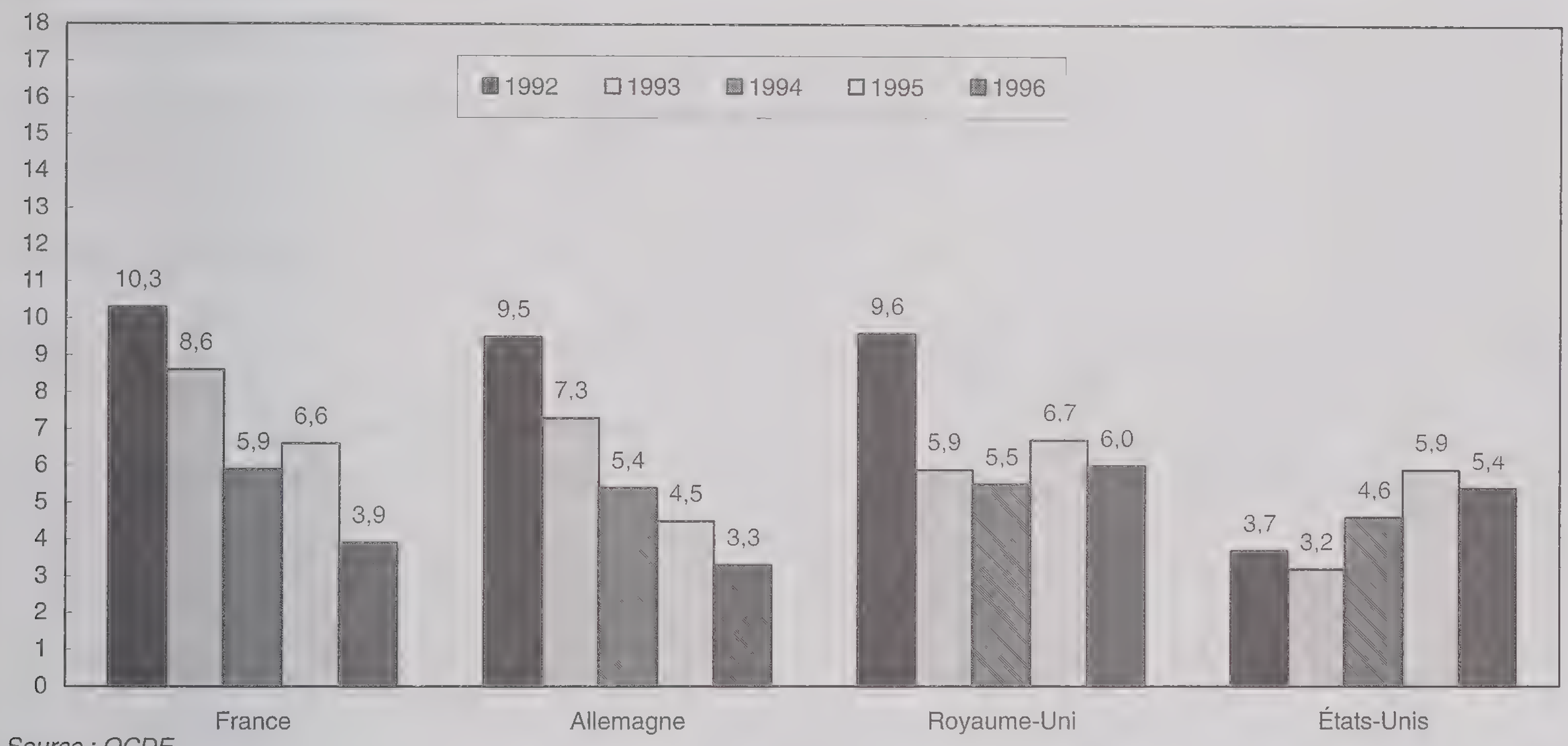
Obligations
Titres d'OPCVM obligations
Réserves d'assurances

P3

Actions
Titres d'OPCVM actions

GRAPHIQUE N.01-2

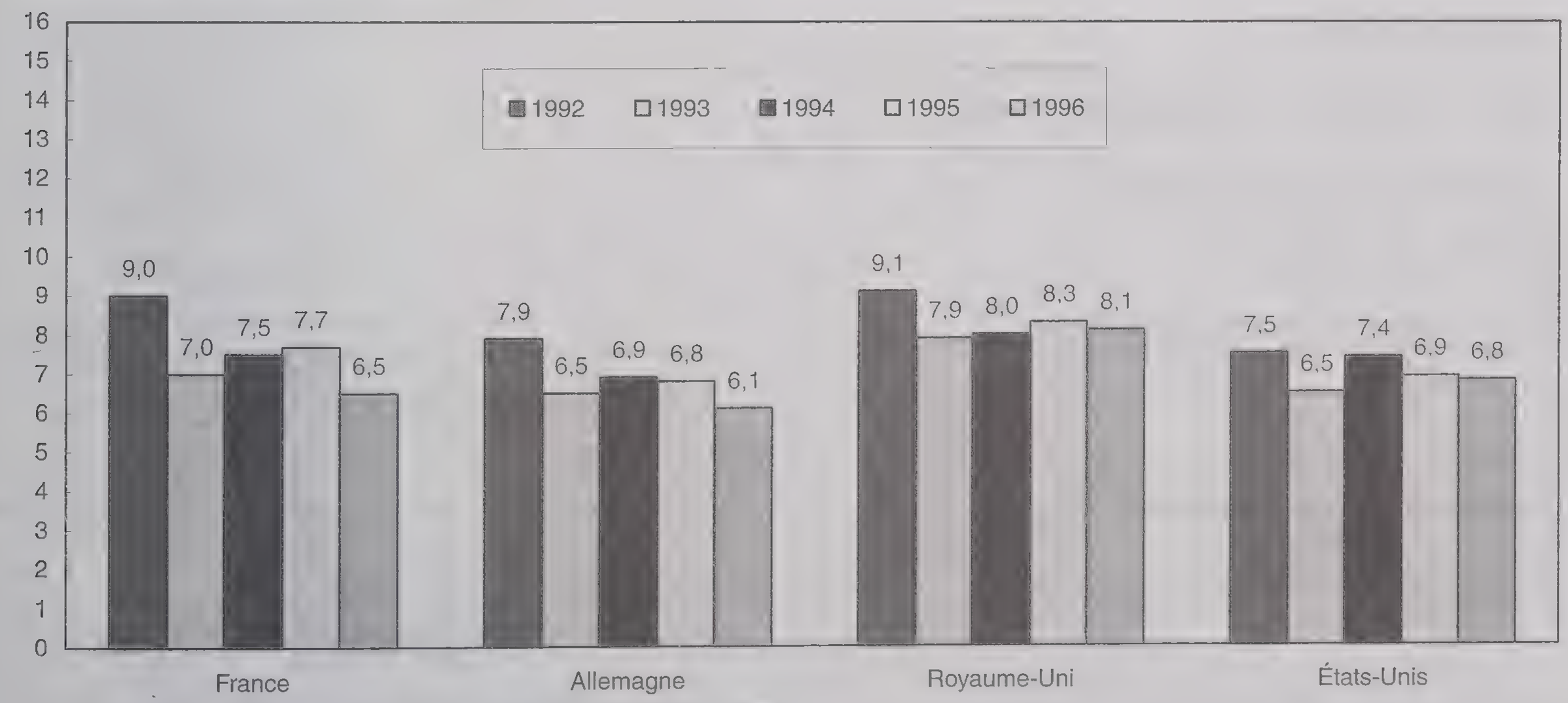
Évolution des taux d'intérêt à court terme



Source : OCDE

GRAPHIQUE N.01-3

Évolution des taux d'intérêt à long terme (1)



(1) Rendement des obligations à long terme sur le marché secondaire

Source : OCDE

TABLEAU N.01-1

Nombre de guichets permanents de banques

Métropole, Monaco et outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel) — *Unité :* Guichet

	1990	1993	1994	1995	1996
Banques	**10 330**	**10 442**	**10 428**	**10 497**	**10 386**
Etablissements affiliés à des organes centraux	**15 412**	**15 058**	**14 961**	**14 982**	**15 048**
Banques populaires	1 620	1 625	1 653	1 681	1 735
Crédit agricole	5 689	5 673	5 684	5 678	5 687
Caisses d'Épargne (1)	4 308	4 264	4 260	4 243	4 220
Autres (2)	3 795	3 496	3 364	3 380	3 406
Total	**25 742**	**25 500**	**25 389**	**25 479**	**25 434**

(1) Chiffres non communiqués en ce qui concerne le réseau des caisses d'épargne.
(2) Crédit maritime mutuel, Crédit municipal, Caisse centrale de crédit coopératif, Crédit mutuel et Crédit mutuel agricole et rural.

TABLEAU N.01-2

Évolution du nombre des établissements relevant de la loi bancaire

(Loi du 24 janvier 1984 modifiée titres I et IV bis)

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Établissements de crédit agréés en France						
I. Établissements habilités à traiter toutes opérations de Banque	**760**	**585**	**572**	**561**	**547**	**524**
Banques	**380**	**373**	**371**	**366**	**360**	**341**
Sociétés de droit français (1)	332	326	324 *r*	321 *r*	314 *r*	294
Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers	48	47	46	44	44	43
Banques mutualistes ou coopératives	173	155	146	140	132	129
Établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	33	32	32	32	32	32
Établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	90	79	74	69	61	59
Établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	15	11	11	11	11	11
Établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel (2)	32	32	28	27	27	26
Sociétés coopératives de banque non affiliées à un organe central	3	1	1	1	1	1
Caisses d'épargne et de prévoyance	**186**	**36**	**35**	**35**	**35**	**34**
Caisses de crédit municipal	**21**	**21**	**20**	**20**	**20**	**20**
II. Sociétés financières	**1 209**	**1 064**	**1 007**	**969**	**821**	**781**
Sociétés de caution mutuelle affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires	164	145	134	125	5	5
Sociétés affiliées au Centre national des caisses d'épargne et prévoyance (3)	21	11	8	8	6	7
Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	26	16	10	10	8	8
Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif (3)	19	20	19	19	19	18
Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier	144	135	137	133	132	127
Sociétés de caution à caractère mutuel et à statut particulier	85	54	42	36	30	26
Sofergie	23	23	22	22	21	21
Sicomi	88	75	75	72	72	–
Sociétés financières diverses	477	413 *r*	394 *r*	382 *r*	369 *r*	423
Maisons de titres (4)	162	162	156	153	151	140
III. Institutions financières spécialisées (5)	**32**	**32**	**32**	**32**	**31**	**31**
Total	**2 001**	**1 681**	**1 611**	**1 562**	**1 399**	**1 336**
Établissements de crédit agréés pour exercer leur activité à Monaco						
I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banques	**13**	**15**	**17**	**16**	**16**	**19**
Banques	**13**	**14**	**16**	**15**	**15**	**18**
Sociétés de droit monégasque	12	13	13	12	12	15
Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger	1	1	3	3	3	3
Établissement assimilable à une caisse de crédit municipal (6)	–	1	1	1	1	1
II. Sociétés financières	8	8	8	8	8	6
Sociétés financières diverses	7	6	6	5	6	5
Maisons de titres	1	2	2	3	2	1
Total	**21**	**23**	**25**	**24**	**24**	**25**

(1) Dont un établissement affilié à la Caisse centrale de crédit coopératif.
(2) Jusqu'au 25 septembre 1991, les caisses de Crédit mutuel agricole et rural étaient affiliées à la Fédération centrale du Crédit mutuel agricole et rural.
(3) Dont une Sicomi.
(4) Dont un établissement affilié à la Caisse nationale de crédit agricole.
(5) Dont un établissement affilié au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
(6) Établissement adhérant à l'Association Française des Banques.

TABLEAU N.01-3A

Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor public

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
ACTIF						
Créances sur l'extérieur	**2 876,9**	**3 474,8**	**4 069,6**	**3 897,0**	**4 073,6**	**4 216,4**
Créances de la Banque de France	**407,2**	**349,2**	**350,9**	**372,2**	**345,7**	**308,8**
Créances des autres établissements de crédit	**2 469,7**	**3 125,6**	**3 439,8**	**3 207,0**	**3 454,8**	**3 579,8**
Créances sur l'économie	**652,7**	**785,2**	**885,9**	**856,3**	**926,9**	**1 095,9**
En francs	299,9	297,0	241,2	234,7	241,2	263,7
En devises étrangères	352,8	488,3	644,7	621,6	685,7	832,2
Créances sur correspondants étrangers	**1 640,1**	**2 161,1**	**2 380,2**	**2 171,1**	**2 313,3**	**2 505,9**
En francs	196,5	673,0	738,2	530,8	733,9	662,8
En devises étrangères	1 443,6	1 488,1	1 642,0	1 640,3	1 579,4	1 543,0
Autres créances	**176,9**	**179,3**	**173,7**	**179,7**	**3 215,3**	**278,0**
Créances des OPCVM	**...**	**...**	**278,8**	**317,8**	**273,1**	**327,8**
Créances sur l'État	**1 078,0**	**1 239,6**	**1 473,4**	**1 749,5**	**1 939,5**	**2 281,2**
Crédits	**402,7**	**383,2**	**375,3**	**402,5**	**411,8**	**421,6**
Etablissements de crédit	**50,4**	**48,1**	**37,4**	**51,0**	**42,7**	**38,5**
Monnaies divisionnaires	1,3	1,4	1,4	1,7	1,7	1,7
Avoirs en comptes courants postaux (1)	1,8	1,5	///	///	///	///
Dépôts et avances au Trésor public (1)	8,7	4,5	///	///	///	///
Concours au Trésor public	38,5	40,8	36,0	21,6	19,2	16,8
La poste	**162,9**	**167,0**	**168,2**	**168,0**	**180,4**	**176,8**
Trésor public	**189,4**	**168,1**	**169,7**	**183,9**	**188,7**	**206,3**
Monnaies divisionnaires en circulation	17,1	18,2	17,1	17,8	18,1	18,5
Dépôts au Trésor public	142,1	130,8	137,4	153,5	160,4	178,3
Bons du Trésor sur formules	30,3	19,1	15,2	12,6	10,2	9,5
Titres	**675,3**	**856,4**	**1 077,1**	**1 346,6**	**1 527,7**	**1 859,6**
Établissements de crédit	**...**	**...**	**444,7**	**744,1**	**904,7**	**1 195,9**
Bons	387,2	475,8	257,0	467,8	496,8	555,8
Obligations	288,0	380,6	187,7	276,3	407,9	640,1
OPCVM	**...**	**...**	**632,4**	**602,5**	**623,0**	**663,7**
Bons	...	...	207,5	206,2	246,9	250,3
Obligations	...	...	424,9	306,3	376,1	413,4
Créances sur l'économie	**7 092,5**	**7 648,7**	**7 330,0**	**7 061,6**	**7 220,1**	**7 244,9**
Crédits	**5 874,6**	**6 403,7**	**6 511,8**	**6 373,1**	**6 517,5**	**6 338,5**
dont : P et T	10,5	10,8	11,0	11,2	12,0	11,8
Titres	**1 217,9**	**1 245,1**	**267,6**	**236,2**	**261,2**	**347,8**
Billets trésorerie (hors CNT)	130,3	151,0	...	...	...	...
OPCVM	**...**	**...**	**550,6**	**452,3**	**441,4**	**558,6**
Rubriques déduites des ressources stables	**451,7**	**613,2**	**637,5**	**721,4**	**770,1**	**716,3**
Créances sur les institutions financières résidentes	**4 606,8**	**4 902,4**	**6 188,2**	**6 155,0**	**6 455,9**	**6 800,8**
Créances de la Banque de France	**161,4**	**289,5**	**372,2**	**199,6**	**147,1**	**142,5**
Comptes des autres établissements de crédit (EC)	**4 445,3**	**4 612,9**	**4 382,4**	**4 716,8**	**5 087,1**	**5 465,7**
Comptes ordinaires et à terme	2 907,7	2 482,9	2 631,5	2 850,9	3 189,1	3 261,8
Opérations contre effets et titres	1 476,7	2 051,7	1 453,6	1 563,5	1 576,7	1 873,2
dont : Certificats de dépôts	565,0	884,9	...	...	...	...
Billets de trésorerie (CNT)	6,3	2,5	...	...	...	...
Parts de FCC	1.6	2,0	...	...	...	...
Titres pour le développement industriel	15,5	13,7	12,0	15,3	21,0	27,9
Obligations émises par institutions financières	45,4	64,6	285,4	287,2	300,4	302,8
Créances des OPCVM	**...**	**...**	**1 264,7**	**1 238,6**	**1 221,7**	**1 192,6**
Autres rubriques d'actif	**1 561,5**	**1 391,7**	**1 066,7**	**1 218,2**	**1 228,7**	**1 003,7**
dont : Opérations d'encaissement (2)	663,8	473,2	45,6	13,5	40,2	7,5
Billets et monnaies en caisse	14,3	15,6	14,8	18,3	19,3	20,5
Avances à l 'IEDEOM et à l 'IEOM (3)	10,6	12,4	13,4	14,1	12,3	10,7
À déduire : créances douteuses des établissements de crédit	**...**	**...**	**– 207,6**	**– 233,4**	**– 245,6**	**– 234,3**
Total de l'actif	**17 667,4**	**19 270,5**	**20 557,7**	**20 569,3**	**21 442,3**	**22 029,0**

(1) À partir de 1993, les situations comptables des établissements de crédit ne permettent plus d'isoler les avoirs en CCP et les dépôts et avances du Trésor public, qui sont désormais inclus dans les créances sur institutions financières résidentes.
(2) Selon les nouvelles dispositions comptables, applicables depuis janvier 1993, les effets remis à l'encaissement n'apparaissent plus en comptabilité générale.
(3) IEDEOM : Institut d'émission des départements d'outre-mer, IEOM : Institut d'émission d'outre-mer.

TABLEAU N.01-3B

Bilan monétaire des institutions financières et du Trésor public

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Encours en milliards de francs

	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
PASSIF						
Engagements envers l'extérieur	**2 927,1**	**3 240,7**	**3 416,2**	**3 417,9**	**3 465,7**	**3 701,0**
Engagement de la Banque de France	252,4	331,9	332,1	249,3	219,3	180,7
Engagements des autres établissements de crédit	2 674,7	2 908,8	3 083,7	3 168,3	3 246,1	3 520,0
Dépôts de la clientèle	**195,3**	**259,3**	**292,6**	**283,7**	**266,7**	**278,7**
Dépôt à vue	**47,1**	**47,5**	**51,1**	**48,9**	**56,2**	**60,1**
En francs	25,1	24,2	25,7	27,0	30,6	33,6
En devises étrangères	21,9	23,3	25,4	21,9	25,7	26,5
Autres dépôts	**148,2**	**211,8**	**241,5**	**234,8**	**210,5**	**218,6**
En francs	37,3	49,0	54,3	56,1	58,9	54,0
En devises étrangères	110,9	162,8	187,2	178,6	151,6	164,6
Titres de créances négociables	**40,8**	**69,1**	**37,8**	**45,5**	**62,0**	**71,5**
Titres court terme émis à l'étranger	**7,1**	**17,6**	**35,7**	**36,6**	**45,9**	**45,4**
Engagements envers correspondants étrangers	**1 958,7**	**1 912,8**	**1 946,5**	**2 041,5**	**2 046,9**	**2 181,7**
En francs	386,3	416,5	389,4	400,7	464,3	565,1
En devises étrangères	1 572,4	1 496,3	1 557,1	1 640,8	1 582,7	1 616,7
Emprunts obligataires	**296,5**	**418,4**	**493,1**	**465,7**	**467,0**	**441,5**
Autres engagements	**167,6**	**220,6**	**277,9**	**295,5**	**357,5**	**483,5**
Monnaies divisionnaires en circulation	**17,1**	**18,2**	**17,1**	**17,8**	**18,1**	**18,5**
Billets en circulation	**263,3**	**265,3**	**263,6**	**266,7**	**269,0**	**270,4**
Engagements envers l'Etat	**207,0**	**242,0**	**247,8**	**178,3**	**182,2**	**176,2**
Compte courant du Trésor à la BDF	103,7	147,7	197,6	123,0	58,3	20,2
Prêts du FDES	7,8	1,5	1,0	1,3	1,5	1,2
Fonds publics affectés	31,2	35,6	40,6	44,6	47,6	47,2
Dotations et subventions d'Etat (CDC + CGLS)	64,3	57,2	8,6	9,3	10,8	11,7
Titres donnés en pension à l'État	...	...	...	...	64,0	96,0
Dépôts des agents non financiers	**3 413,2**	**3 266,4**	**3 277,8**	**3 431,1**	**3 758,2**	**3 732,0**
Dépôts à vue	**1 458,5**	**1 385,8**	**1 435,3**	**1 454,0**	**1 590,9**	**1 597,7**
En francs	1 433,0	1 351,6	1 077,4	1 418,5	1 544,1	1 550,8
dont : Trésor public	136,0	124,4	131,4	147,4	153,0	172,0
P et T	163,1	167,0	168,1	167,0	180,3	176,8
En devises étrangères	25,5	34,2	37,2	35,5	46,8	46,9
Placements à vue en francs	**1 258,6**	**1 203,7**	**1 228,0**	**1 332,5**	**1 446,2**	**1 548,6**
dont : Trésor public (Codevi)	0,6	0,6	0,6	0,9	1,2	1,4
Placement à terme	**696,1**	**676,9**	**603,5**	**644,6**	**721,1**	**585,7**
En francs	**662,6**	**648,9**	**565,5**	**602,7**	**673,7**	**530,5**
dont : Trésor public	35,7	24,8	20,6	17,9	16,5	14,3
dont : Bons sur formules	30,3	19,1	15,2	12,6	10,2	9,5
P et T (Bons)	10,4	10,8	11,0	11,2	12,0	11,8
En devises étrangères	**33,5**	**28,0**	**38,0**	**41,9**	**47,4**	**55,2**
Titre de créances négociables et autres titres courts	**938,7**	**1 400,7**	**1 457,0**	**1 344,3**	**1 253,8**	**1 160,8**
Certificats de dépôt et BMTN	824,2	1 213,9	1 251,7	1 156,5	1 086,2	988,4
Billets de trésorerie de la CNT	7,0	2,8	5,4	—	—	—
Parts ordinaires de FCC à 5 ans	3,9	18,8	29,3	27,9	26,3	47,4
Titre d'OPCVM	**1 019,7**	**1 384,7**	**2 856,0**	**2 676,9**	**2 554,2**	**2 766,4**
Épargne contractuelle (élément de P1)	**538,6**	**703,2**	**872,4**	**1 001,5**	**1 158,6**	**1 398,4**
Ressources stables	**2 093,5**	**2 499,2**	**2 663,4**	**2 677,9**	**2 805,9**	**2 601,6**
dont : autres titres d'OPCVM	758,6	909,9	1 355,7	1 098,8	1 039,9	1 039,9
Engagements envers institutions financières résidentes (hors ICN)	**4 129,0**	**3 974,9**	**4 331,6**	**4 247,3**	**4 551,6**	**4 829,6**
Autres rubriques du passif	**1 361,9**	**1 365,2**	**1 154,8**	**1 309,6**	**1 425,1**	**1 374,1**
dont : opérations d'encaissement	498,7	380,5	23,5	—	—	—
Total du passif	**17 667,4**	**19 270,5**	**20 557,7**	**20 569,3**	**21 442,3**	**22 029,0**

TABLEAU N.01-4

Bilan de la Banque de France

Au 31 décembre

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
ACTIF					
Créances sur l'extérieur	457,2	350,9	372,2	345,7	308,8
Créances sur l'Etat	53,4	58,3	53,9	40,5	39,3
Créances sur l'économie	3,6	4,1	4,0	6,0	18,1
Autres créances détenues des ressources stables	4,2	4,9	5,1	5,0	6,8
Créances sur les institutions financières résidentes	151,4	372,2	199,6	147,1	142,5
Autres actifs d'actif	124,6	80,8	386,8	370,9	35,9
Total de l'actif	764,4	871,2	1 021,5	915,2	551,4
PASSIF					
Engagements envers l'extérieur	252,4	332,1	249,3	219,3	[illegible]
Billets en circulation	268,3	269,6	266,7	269,0	[illegible]
Engagements envers l'Etat	108,7	197,5	123,0	58,3	[illegible]
Dettes des agents non financiers	4,2	3,2	3,8 *r*	4,0 *r*	[illegible]
[illegible]	[illegible]	15,7	14,4	15,1	[illegible]
Engagements envers les institutions financières résidentes	78,1	14,2	9,8 *r*	30,1 *r*	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

TABLEAU N.01-5

Les agrégats de monnaie

En fin d'année

Source : Banque de France (DESM-SASM) — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Billets et monnaies divisionnaires	257,5	251,7	249,3	262,4	265,9	260,8
Dépôts à vue en francs	1 442,4	1 351,6	1 376,9	1 425,4	1 556,1	1 552,6
M1	1 697,3	1 603,3	1 626,3	1 677,8	1 822,0	1 813,4
Placements à vue en francs	1 258,5	1 203,7	1 228,6	1 331,7	1 446,1	1 548,2
Livrets soumis à l'impôt	197,1	170,4	166,4	176,2	181,2	227,3
Livrets A ou bleus	769,2	745,7	767,4	774,0	830,2	770,7
Livrets d'épargne populaire	75,2	77,1	79,4	89,2	100,4	170,6
Comptes pour le développement industriel	80,3	91,9	110,4	155,5	192,8	201,7
Comptes d'épargne-logement	116,7	123,6	133,1	136,9	141,4	152,8
M2	2 956,2	2 807,0	2 854,9	3 009,5	3 268,0	3 361,6
Dépôts et titres de créances négociables en devises étrangères	62,3	62,9	77,0	85,7	102,0r	105,9
Dépôts à vue	...	34,2	37,2	35,6	46,6	46,9
Placements à terme	...	28,0	38,0	41,9	47,4r	55,2
Titres de créances négociables	...	0,7	1,8	8,3	7,8r	3,7
Placements à terme et titres de créances négociables en francs	2 015,7	2 442,5	2 225,8	2 166,4	2 130,7	1 872,8
Dépôts à terme	284,5	383,0	370,9	391,4	488,4	377,6
Bons de caisse et d'épargne (1)	366,7	265,9	226,2	234,7	164,7	163,6
Titres de créances négociables	264,9	392,1	344,9	364,6	373,0	266,9
Titres d'OPCVM monétaires	1 095,0	1 384,7	1 256,0	1 164,9	1 065,8	1 025,8
Parts de fonds communs de créances	2,6	16,8	27,9	30,8	28,8	20,1
M3	5 037,4	5 312,4	5 162,3	5 281,2	5 499,0	5 333,0
Titres de créances négociables en francs émis par les ANF (2)	49,6	55,6	48,7	68,3	107,7	83,1
Bons du Trésor en comptes courants	27,7	36,3	26,2	44,8	90,0	59,5
Billets de trésorerie (hors ONT) et BMTN (3)	21,9	19,3	22,5	23,5	17,7	23,6
M4	5 087,0	5 368,0	5 211,0	5 349,5	5 606,7	5 416,1
Pour mémoire :						
M4 - M3	49,6	55,6	48,7	68,3	107,7	83,1
M4 - M2	2 127,6	2 561,0	2 356,1	2 340,0	2 338,7	2 054,1
M4 - M1	3 389,1	3 764,7	3 584,7	3 671,7	3 784,7	3 602,7
M3 - M2	2 078,0	2 505,4	2 307,4	2 271,8	2 231,0	1 971,4
M3 - M1	3 339,4	3 709,1	3 536,1	3 603,4	3 677,0	3 519,6

(1) Ce poste inclut les bons du Trésor et les bons de la Poste sur formules.
(2) Agents non financiers.
(3) BMTN émis par les entreprises.

TABLEAU N.01-6

Dépôts à vue par réseau

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Total des dépôts à vue	**1 442,4**	**1 376,9**	**1 418,5**	**1 544,0**	**1 550,8**
Banque de France	**4,2**	**3,2**	**3,8**	**4,0**	**3,5**
Banques	**952,1**	**914,2**	**955,8**	**1 033,6**	**1 011,3**
Banques AFB	**569,0**	**536,4**	**550,6**	**583,4**	**569,7**
Banque française du commerce extérieur	**2,1**	**2,6**	**3,1**	**–**	**–**
Banques mutualistes ou coopératives	**380,2**	**377,0**	**404,4**	**449,3**	**440,7**
Banques populaires	84,1	80,2	87,3	101,0	98,3
Crédit agricole	249,9	247,7	262,4	284,9	280,5
Crédit mutuel, crédit mutuel agricole et rural (CMAR)	41,8	44,5	48,8	56,1	54,6
Autres banques (1)	4,4	5,4	6,8	8,2	8,2
Groupe CDC et caisses d'épargne	**155,8**	**142,7**	**129,4**	**156,8**	**170,1**
Caisse des dépôts et consignations	116,6	91,4	75,0	92,5	106,7
Caisse d'épargne et de prévoyance	39,2	51,3	54,4	64,3	63,3
Sociétés régionales de financement	–	–	–	–	–
Sociétés financières et maisons de titres	**21,8**	**13,1**	**11,1**	**12,4**	**13,7**
Institutions financières spécialisées	**21,8**	**4,3**	**4,0**	**3,9**	**3,4**
P et T	**163,1**	**168,1**	**167,0**	**180,3**	**176,8**
Trésor public	**136,0**	**131,4**	**147,4**	**153,0**	**172,1**

(1) Crédit maritime + les banques du crédit coopératif + Crédits municipaux.

TABLEAU N.01-7

L'endettement intérieur total

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Endettement intérieur total	**8 377,9**	**9 415,5**	**9 692,0**	**10 045,5**	**10 562,4**	**10 842,7**
État	1 727,8	2 046,0	2 362,1	2 831,2	3 211,0	3 478,3
Sociétés	3 572,8	4 065,6	3 906,9	3 792,9	3 812,1	3 725,4
Ménages	2 392,5	2 468,7	2 475,3	2 496,0	2 513,1	2 591,6
Autres	684,9	835,2	947,7	925,4	1 025,3	1 047,4
Crédits	**5 971,8**	**6 565,8**	**6 511,8**	**6 373,1**	**6 517,5**	**6 338,6**
Sociétés	2 925,6	3 291,0	3 117,6	2 999,5	3 022,3	2 874,1
Ménages	2 392,5	2 468,7	2 475,3	2 496,0	2 513,1	2 591,6
Autres	653,6	806,1	918,8	877,5	982,0	872,9
Dette non négociable de l'État (1)	**295,8**	**231,7**	**174,6**	**279,3**	**305,7**	**304,4**
Financements sur les marchés internes (2)	**1 924,7**	**2 393,2**	**2 771,8**	**3 134,5**	**3 483,8**	**3 915,6**
Sur le marché monétaire	702,2	886,3	934,7	1 078,0	1 213,2	1 320,5
État	549,9	714,7	782,0	926,3	1 061,0	1 091,2
Sociétés	152,2	171,6	152,7	151,7	152,2	194,3
Sur le marché obligataire	1 222,6	1 506,9	1 837,0	2 056,5	2 270,6	2 595,1
État	855,3	1 080,0	1 379,7	1 581,2	1 799,2	2 046,9
Sociétés	336,0	397,8	428,5	427,5	428,2	458,3
Autres (3)	31,2	29,1	28,8	47,8	43,3	89,9
Crédits des non-résidents	**96,6**	**102,8**	**111,0**	**134,8**	**129,2**	**133,6**
Obligations émises à l'étranger	**89,0**	**122,0**	**122,8**	**123,9**	**126,1**	**150,5**
Sociétés	89,0	122,0	122,8	123,9	126,1	150,5

(1) La dette non négociable de l'État correspond à la composante «autres créances nettes» de la contrepartie «créances sur l'État» (monnaies divisionnaires, avoirs à la Poste et au Trésor et net des comptes à la Banque de France).
(2) Obtenus auprès des résidents et des non-résidents.
(3) Ce poste correspond pour l'essentiel à l'endettement des administrations publiques hors État et des assurances.

TABLEAU N.01-8

Les actifs monétaires détenus par les non-résidents

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de Francs

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
DÉPÔTS A VUE	**47,1**	**47,6**	**51,1**	**49,2** r	**56,3** r	**60,2**
En Francs	**25,2**	**24,3**	**25,8**	**27,2** r	**30,6**	**33,7**
Banques AFB	22,7	21,5	22,9	22,4	26,9	29,5
Banques mutualistes ou coopératives	1,3	1,8	1,9	2,1 *r*	2,4	2,7
Sociétés financières et maisons de titres	0,9	0,7	0,8	2,4 *r*	1,2 *r*	1,3
En devises étrangères	**21,9**	**23,3**	**25,4**	**21,9** r	**25,7**	**26,5**
Banques AFB	21,4	22,6	24,5	21,1	24,6	25,3
LIVRETS SOUMIS A L'IMPÔT	**3,5**	**3,9**	**4,5**	**5,7**	**6,3**	**11,0**
En Francs	3,5	3,8	4,4	5,6	6,2	10,9
Banques AFB	3,1	3,4	3,8	4,9	5,2	9,1
En devises étrangères	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
COMPTES D'ÉPARGNE-LOGEMENT	**0,3**	**0,4**	**0,6**	**0,7**	**0,7**	**0,7**
DÉPÔTS A TERME	**142,1**	**207,1**	**232,1**	**222,7**	**196,6**	**196,9**
En Francs	**31,3**	**44,4**	**45,0**	**44,3**	**45,2**	**32,7**
dont : Banques AFB	30,3	42,4	40,9	40,0	40,9	28,6
Banques mutualistes ou coopératives	0,7	1,5	2,3	2,6	3,0	2,3
En devises étrangères	**110,8**	**162,7**	**187,1**	**178,4**	**151,4**	**164,2**
dont : Banques AFB	108,4	159,7	184,7	172,5	147,3	159,5
Banques mutualistes ou coopératives	1,2	2,1	2,1	5,4	3,4	4,5
Institutions financières spécialisées	0,4	0,4	0,2	0,5	0,4	0,3
TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES	**172,8**	**267,6**	**292,0**	**225,5**	**277,7**	**240,1**
En Francs	**161,4**	**237,7**	**281,2**	**208,6**	**237,9**	**197,9**
Bons du trésor	132,1	198,6	254,3	180,0	215,7	168,6
Certificats de dépôt	27,8	36,1	24,2	20,8	15,4	12,3
Bons des ISF	1,6	3,1	2,7	7,8	6,8	17,0
En devises étrangères	**11,4**	**29,9**	10,8	16,9	39,8	42,2
Certificats de dépôt	11,4	28,4	9,7	16,6	39,6	42,1
Bons des institutions financières spécialisées	—	1,5	1,1	0,3	0,2	0,1
BONS DE CAISSE ET D'ÉPARGNE	**2,2**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,4**	**0,3**
En Francs	2,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Banques AFB	**2,2**	**0,3**	**0,3**	**0,2**	**0,1**	**0,1**
PLAN D'ÉPARGNE-LOGEMENT	**1,2**	**1,9**	**2,7**	**3,4**	**4,0**	**6,1**
Banques AFB	**1,2**	**10,0**	**2,0**	**2,5**	**2,9**	**4,3**
Titres à court terme émis à l'étranger (1)	7,1	17,6	35,7	36,6	45,9	45,4

(1) Commercial paper de la caisse nationale des télécommunications (CNT) émis aux États-Unis et du CEPME au Royaume-Uni, et «schuldschelne» de la BFCE émis en Allemagne (ex-RFA).

TABLEAU N.01-9

Créances sur l'économie : catégories de créances

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — Glissements annuels en %

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Ensemble	**8,5**	**3,4**	**- 2,1**	**- 2,9**	**2,3**	**0,3**
Crédits	**10,8**	**3,1**	**- 1,6**	**- 1,3**	**2,3**	**- 2,7**
Crédits stricto sensu	10,9	3,1	- 1,3	- 1,1	2,6	- 2,6
Immobilisations de crédit-bail	9,6	2,0	- 7,0	— 6,2	- 2,2	- 3,1
Concours à des sociétés immobilières de promotion	2,3	47,1	64,1	20,6	3,6	—
Prêts participatifs	- 0,4	5,3	15,5	— 6,3	- 19,6	- 36,8
Titres	**— 1,0**	**5,3**	**- 4,7**	**- 15,5**	**2,2**	**29,0**
Banques	**15,6**	**4,5**	**- 6,2**	**- 2,7**	**0,9**	**0,5**
Groupe CDC et Caisses d'épargne	**4,2**	**3,4**	**1,6**	**- 3,4**	**9,5**	**- 4,2**
Sociétés financières et maisons de titres (art. 99)	**10,5**	**1,8**	**- 1,7**	**3,5**	**1,5**	**- 2,4**
Institutions financières spécialisées	**4,5**	**0,7**	**- 2,1**	**- 1,1**	**0,7**	**- 6,6**
P et T (crédits)	—	**0,8**	**1,8**	**1,8**	**7,1**	**- 1,6**
OPCVM (titres)	**— 9,7**	**2,1**	**12,5**	**- 18,3**	**- 2,2**	**26,6**

TABLEAU N.01-10

Les crédits à l'économie par objet

En fin d'année

Source : Banque de France (DESM-SASM) — *Unité :* Milliard de francs

	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Trésorerie des entreprises (1)	**898,1**	**982,0**	**1 074,0**	**960,2**	**1 077,3**	**925,4**
dont : trésorerie des sociétés	798,8	820,5	813,9	773,6	810,4	758,5
Crédits de trésorerie à court terme	898,1	975,5	828,5	719,0	827,3	667,7
Crédits de trésorerie à moyen et long terme	—	6,5	245,4	241,1	250,0	257,7
Exportation	**40,5**	**26,9**	**22,2**	**17,9**	**18,2**	**17,2**
Crédits à court terme	24,1	13,2	10,0	7,6	7,6	7,1
Crédits à moyen et long terme	16,4	13,7	12,3	10,2	10,7	10,1
Investissement	**2 071,2**	**2 218,0**	**2 170,5**	**2 084,2** *r*	**2 072,8**	**2 024,6**
Crédits à court terme	58,2	49,6	44,8	33,1	27,0	25,1
Crédits à moyen et long terme	2 013,0	2 168,4	2 125,7	2 051,1 *r*	2 045,8	1 999,5
Trésorerie des particuliers	**365,9**	**378,0**	**383,1**	**394,8**	**418,0**	**454,4**
Crédits de trésorerie à court terme	120,3	128,6	74,6	73,7	76,7	84,7
Crédits de trésorerie à moyen et long terme	245,6	249,4	308,4	321,1	332,3	369,7
Habitat	**2 045,9**	**2 183,2**	**2 203,6**	**2 224,3**	**2 228,6**	**2 270,2**
Crédits à l'habitat court terme	143,1	149,7	39,1	32,6	26,3	26,2
Crédits à l'habitat moyen et long terme	1 902,7	2 033,5	2 164,5	2 191,7 *r*	2 202,3	2 244,0
Autres crédits (2)	**453,2**	**615,5**	**450,8**	**458,3**	**457,0**	**412,6**

(1) Cette rubrique regroupe la trésorerie des sociétés, la trésorerie des entrepreneurs individuels et la trésorerie des «autres agents résidents».
(2) Dont créances douteuses ou litigieuses.

TABLEAU N.01-11

Dépôts en devises étrangères détenus par les agents non financiers résidents

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Encours en milliards de francs

	1990	1993	1994	1995	1996
Dépôts à vue	**25,5**	**37,2**	**35,5**	**46,8**	**46,9**
Sociétés	15,9	25,0	26,2	32,8 *r*	34,3
Ménages	1,0	1,8	2,0	2,5	2,8
Autres agents résidents	4,3	6,7	5,7	8,1	6,1
Non répartis	4,3	3,7	1,6	3,3	3,7
Dépôts à terme	**33,5**	**38,0**	**41,9**	**47,3**	**54,8**
Sociétés	25,7	28,7	30,4	34,7	38,2
Ménages	2,8	6,0	7,1	9,1	12,6
Autres agents résidents	4,9	3,3	4,4	3,5	4,0
Non répartis	—	—	—	—	—
Titres de créances négociables	3,2	1,8	8,3	7,8	5,8

TABLEAU N.01-12

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Sources : Banque de France (bulletin trimestriel)
Conseil national du crédit (Rapport annuel)

En % par an

	1992		1993		1994		1995		1996	
	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy. (1)	31 déc.	Moy, (1)
Opérations sur appel d'offres	9,10	9,53	6,20	7,59	5,00	5,44	4,45	4,96	3,15	3,60
Pensions contre bons du Trésor à 5 ou à 10 jours	10,00	10,42	7,00	9,14	6,40	6,61	5,85	6,74	4,60	5,05
Taux de base bancaire	10,00	10,00	8,15	8,95	8,25	7,89	7,50	8,12	6,30	6,81

(1) Moyenne arithmétique simple.

TABLEAU N.01-14 (suite 1)

Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	r 1994	*r* 1995	1996
II. GUYANE			
Composantes de M3 et P1			
Circulation fiduciaire	**2 022**	**2 567**	**3 000**
Billets	1 982	2 535	2 967
Pièces	30	32	33
Dépôts à vue	**1 359**	**1 444**	**1 621**
Total M1	3 381	4 011	4 621
M2 - M1	**651**	**679**	**739**
Comptes sur livrets	591	620	675
Comptes d'épargne-logement	60	59	64
Total M2	**4 032**	**4 690**	**5 360**
M3 - M2	**502**	**604**	**406**
Dépôts à terme	**288**	**481**	**254**
Bons et certificats de dépôt	214	123	152
Total M3	**4 534**	**5 294**	**5 766**
P1 (épargne contractuelle)			
Plans d'épargne-logement	208	253	323
Plans d'épargne populaire	63	72	82
Plans d'épargne d'actions et retraite	–	–	–
Autres comptes d'épargne régime spécial	–	–	–
Total P1	**271**	**325**	**405**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**2 721**	**3 240**	**3 860**
Institut d'émission	1 956	2 588	3 044
Établissements de crédit locaux	765	652	816
Créances sur le Trésor public	**310**	**399**	**308**
Concours sur ressources monétaires	**1 503**	**1 655**	**1 597**
Concours de caractère bancaire des établissements locaux	**5 099**	**4 817**	**4 527**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**3 596**	**3 162**	**2 930**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	90	– 196	63
Provisions sur créances douteuses	1 051	1 156	1 326
Engagements hors zone d'émission	2 279	1 495	1 194
Épargne contractuelle	271	325	405
Divers	– 95	382	– 58
Total	**4 534**	**5 294**	**5 765**

TABLEAU N.01-14 (suite 2)

Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	r 1994	*r* 1995	1996
III. MARTINIQUE			
Composantes de M3 et P1			
Circulation fiduciaire	**1 531**	**1 256**	**1 252**
Billets	1 439	1 160	1 153
Pièces	92	96	99
Dépôts à vue	**4 773**	**5 444**	**5 275**
Total M1	**6 304**	**6 700**	**6 527**
M2 - M1	**4 341**	**4 508**	**4 663**
Comptes sur livrets	3 970	4 119	4 223
Comptes d'épargne-logement	371	389	440
Total M2	**10 645**	**11 208**	**11 190**
M3 - M2	**2 732**	**2 877**	**2 598**
Dépôts à terme	**1 818**	**2 063**	**1 855**
Bons et certificats de dépôt	914	814	742
Total M3	**13 377**	**14 085**	**13 788**
P1 (épargne contractuelle)			
Plans d'épargne-logement	1 559	1 837	2 195
Plans d'épargne populaire	560	610	763
Plans d'épargne d'actions et retraite	—	—	1
Autres comptes d'épargne régime spécial	1	1	—
Total P1	**2 120**	**2 448**	**2 959**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**5 098**	**6 380**	**5 763**
Institut d'émission	1 080	898	906
Établissements de crédit locaux	4 018	5 482	4 857
Créances sur le Trésor public	**366**	**442**	**409**
Concours sur ressources monétaires	**7 913**	**7 263**	**7 616**
Concours de caractère bancaire des établissements locaux	**16 783**	**16 919**	**17 864**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**8 870**	**9 656**	**10 248**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	1 037	1 085	917
Provisions sur créances douteuses	1 439	1 892	2 085
Engagements hors zone d'émission	4 126	4 302	3 998
Épargne contractuelle	2 120	2 448	2 959
Divers	148	— 71	289
Total	**13 377**	**14 085**	**13 788**

TABLEAU N.01-14 (suite 3)

Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	r 1994	*r* 1995	1996
IV. RÉUNION			
Composantes de M3 et P1			
Circulation fiduciaire	**3 449**	**3 722**	**4 049**
Billets	3 340	3 601	3 916
Pièces	109	121	133
Dépôts à vue	**6 649**	**7 201**	**7 469**
Total M1	**10 098**	**10 923**	**11 518**
M2 - M1	**4 812**	**5 290**	**5 787**
Comptes sur livrets	3 943	4 387	4 847
Comptes d'épargne-logement	869	903	940
Total M2	**14 910**	**16 213**	**17 305**
M3 - M2	**4 158**	**4 536**	**3 824**
Dépôts à terme	**2 129**	**2 550**	**2 149**
Bons et certificats de dépôt	2 029	1 986	1 675
Total M3	**19 068**	**20 749**	**21 131**
M4 - M3	**51**	**142**	**182**
Bons du trésor en comptes courants	51	142	182
P1 (épargne contractuelle)			
Plans d'épargne-logement	2 177	2 497	3 014
Plans d'épargne populaire	846	934	1 079
Plans d'épargne d'actions et retraite	3	4	9
Autres comptes d'épargne régime spécial	2	—	—
Total P1	**3 028**	**3 435**	**4 102**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**7 382**	**8 285**	**7 570**
Institut d'émission	2 230	2 294	2 752
Établissement de crédit locaux	5 152	5 991	4 818
Créances sur le Trésor public	**705**	**788**	**828**
Concours sur ressources monétaires	**10 981**	**11 676**	**12 733**
Concours de caractère bancaire des établissements locaux	**24 680**	**25 845**	**28 049**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**13 699**	**14 169**	**15 315**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	1 408	1 537	1 410
Provisions sur créances douteuses	1 600	1 835	2 007
Engagements hors zone d'émission	6 544	6 323	6 791
Épargne contractuelle	3 028	3 435	4 101
Divers	1 119	1 039	1 006
Total	**19 068**	**20 749**	**21 131**

TABLEAU N.01-14 (suite 4 et fin)

Agrégats de monnaie et de placement; contreparties de M3 dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre mer (Rapport annuel)

Unité : Million de francs

	r 1994	*r* 1995	1996
V. SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Composantes de M3			
Circulation fiduciaire	59	63	68
Billets	55	59	64
Pièces	4	4	4
Dépôts à vue	199	190	222
Total M1	258	253	290
M2 - M1	119	131	149
Comptes sur livrets	119	131	146
Total M2	377	384	439
M3 - M2	579	632	563
Dépôts à terme	554	609	526
Bons et certificats de dépôt	25	23	37
Total M3	956	1 016	1 002
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	549	566	566
Institut d'émission	52	56	71
Établissement de crédit locaux	497	532	497
Créances sur le Trésor	250	282	269
Concours sur ressources monétaires	157	148	165
Concours de caractère bancaire des établissements locaux	431	419	445
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	274	273	280
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	104	114	118
Provisions sur créances douteuses	22	26	30
Engagements hors zone d'émission	138	121	119
Épargne contractuelle	—	—	2
Divers	10	12	11
Total	956	1 016	1 002

TABLEAU N.01-15

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	r 1994	*r* 1995	1996
I. ILE DE MAYOTTE			
Composantes de M3			
Circulation fiduciaire	**492**	**674**	**880**
Billets	487	669	874
Pièces	5	5	6
Dépôts à vue	**173**	**207**	**280**
Total M1	**665**	**881**	**1 160**
M2 - M1	**20**	**28**	**48**
Comptes sur livrets	20	28	48
Total M2	**685**	**909**	**1 208**
M3 - M2	**322**	**295**	**519**
Dépôts à terme	272	240	357
Bons et certificats de dépôt	50	55	162
Total M3	**1 007**	**1 204**	**1 728**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**740**	**846**	**1 120**
Institut d'émission	491	665	875
Établissements de crédit locaux	249	181	245
Créances sur le Trésor public	**201**	**236**	**397**
Concours sur ressources monétaires	**66**	**122**	**211**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**118**	**163**	**265**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**52**	**41**	**54**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	– 3	– 14	– 14
Provisions sur créances douteuses	3	5	4
Engagements hors zone d'émission	48	39	51
Divers	4	11	13
Total	**1 007**	**1 204**	**1 728**

TABLEAU N.01-15 (suite 1)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel)

Unité : Million de francs CFP

	1994	1995	1996
II. NOUVELLE-CALÉDONIE			
Composantes de M3			
Circulation fiduciaire	**8 789**	**8 899**	**9 001**
Billets	8 023	8 102	8 176
Pièces	766	797	825
Dépôts à vue	**51 440**	**53 554**	**62 491**
Total M1	**60 229**	**62 453**	**71 492**
M2 - M1	**24 303**	**25 514**	**29 555**
Comptes sur livrets	24 303	25 514	29 555
Total M2	**84 532**	**87 967**	**101 047**
M3 - M2	**76 338**	**79 355**	**65 553**
Dépôts à terme	74 206	77 375	63 612
Bons et certificats de dépôt	2 132	1 980	1 941
Total M3	**160 870**	**167 322**	**166 600**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**51 630**	**53 085**	**43 031**
Institut d'émission	5 388	4 132	7 347
Établissements de crédit locaux	46 242	48 953	35 664
Créances sur le Trésor public	**6 925**	**7 315**	**7 842**
Concours sur ressources monétaires	**102 315**	**106 922**	**115 727**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**181 786**	**195 302**	**207 175**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**79 471**	**88 380**	**91 448**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	12 785	14 014	13 477
Provisions sur créances douteuses	5 192	5 295	6 395
Engagements hors zone d'émission	54 424	63 172	63 053
Divers	7 070	5 899	8 523
Total	**160 870**	**167 322**	**166 600**

TABLEAU N.01-15 (suite 2)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs CFP

	1994	1995	1996
III. POLYNÉSIE FRANCAISE			
Composantes de M3			
Circulation fiduciaire	**6 658**	**6 597**	**6 754**
Billets	5 693	5 675	5 783
Pièces	965	922	971
Dépôts à vue	**48 688**	**52 727**	**64 989**
Total M1	**55 346**	**59 324**	**71 743**
M2 - M1	**27 973**	**30 298**	**51 520**
Comptes sur livrets	27 973	30 298	51 520
Total M2	**83 319**	**89 622**	**123 263**
M3 - M2	**123 762**	**129 524**	**95 854**
Dépôts à terme	101 915	107 041	76 076
Bons et certificats de dépôt	21 847	22 483	19 779
Total M3	**207 081**	**219 146**	**219 116**
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	**76 476**	**90 787**	**79 562**
Institut d'émission	7 220	7 414	11 279
Établissements de crédit locaux	69 256	83 373	68 283
Créances sur le Trésor public	**9 767**	**11 512**	**6 208**
Concours sur ressources monétaires	**120 838**	**116 847**	**133 346**
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	**203 879**	**204 474**	**217 759**
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	**83 041**	**87 627**	**84 413**
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	14 502	17 247	20 430
Provisions sur créances douteuses	12 510	12 967	12 969
Engagements hors zone d'émission	51 009	51 772	46 874
Divers	5 020	5 641	4 140
Total	**207 081**	**219 146**	**219 116**

TABLEAU N.01-15 (suite 3 et fin)

Agrégats de monnaie et de placement ; contreparties de M3 dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Institut d'émission d'outre-mer (Rapport annuel)

Unité : Million de francs CFP

	1994	1995	1996
IV. WALLIS ET FUTUNA			
Composantes de M3			
Circulation fiduciaire	216	273	301
Billets	214	272	300
Pièces	2	1	1
Dépôts à vue	916	1 060	1 245
Total M1	1 132	1 333	1 546
M2 - M1	86	79	155
Comptes sur livrets	86	79	155
Total M2	1 218	1 412	1 701
M3 - M2	1 912	2 033	1 467
Dépôts à terme	1 864	1 964	1 415
Banques	1 070	1 119	943
Trésor public	794	845	472
Bons et certificats de dépôt	48	69	52
Total M3	3 130	3 445	3 168
Contreparties de M3			
Avoirs hors zone d'émission	1 589	1 882	1 610
Institut d'émission	262	315	356
Établissements de crédit locaux	1 327	1 567	1 254
Créances sur le Trésor public	1 196	1 347	1 195
Concours sur ressources monétaires	345	216	363
Concours de caractère bancaire des établissements de crédit locaux	755	769	939
Ressources non monétaires des établissements de crédit locaux (à déduire)	410	553	577
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	335	368	406
Provisions sur créances douteuses	15	17	13
Engagements hors zone d'émission	22	102	77
Divers	38	66	81
Total	3 130	3 445	3 168

TABLEAU N.01-16

Comptes de patrimoine du secteur : ménages

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1992	1993	1994	r 1995	1996
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**4 747,3**	**10 221,8**	**11 277,5**	**11 543,0**	**11 765,9**	**12 219,1**	**12 640,4**
Stocks	139,8	227,1	204,1	195,5	184,8	193,0	189,5
Actifs fixes hors logement	504,2	875,4	871,8	848,0	851,8	866,3	871,5
Actifs fixes en logement	4 103,3	9 119,3	10 201,6	10 499,5	10 729,3	11 159,8	11 579,4
Actifs corporels non reproductibles	**1 392,8**	**1 498,2**	**1 366,9**	**1 273,9**	**1 218,8**	**1 166,4**	**1 093,0**
Actifs incorporels	**177,9**	**282,1**	**269,3**	**254,7**	**263,5**	**266,8**	**269,1**
Actifs non financiers	**6 318,1**	**12 002,1**	**12 913,7**	**13 071,6**	**13 248,2**	**13 652,3**	**14 002,5**
Moyens de paiement internationaux	45,5	136,2	124,5	110,9	121,3	164,7	168;8
Moyens de règlement en francs	495,8	1 062,2	1 057,7	1 032,6	1 043,6	1 048,3	1 040,2
Autres liquidités	1 232,9	2 397,5	2 570,9	2 831,4	3 099,9	3 438,3	3 670,7
Titres du marché monétaire	—	7,2	25,7	46,6	48,9	37,5	27,6
Obligations	213,5	355,3	524,7	595,8	540,6	632,2	634,6
Actions et autres participations	452,5	3 647,4	4 692,1	5 748,2	4 918,0	4 577,9	5 390,8
Prêts à court terme	263,1	375,9	363,9	361,8	345,2	362,0	554,0
Prêts à moyen et long termes	6,7	18,5	5,5	3,2	2,0	2,7	1,6
Réserves techniques d'assurance	195,5	1 144,6	1 571,7	1 867,7	2 155,9	2 489,0	2 868,3
Actifs financiers	**2 905,5**	**9 144,9**	**10 936,9**	**12 598,2**	**12 275,5**	**12 752,7**	**14 356,5**
Actifs	**9 223,6**	**21 147,0**	**23 850,6**	**25 669,8**	**25 523,7**	**26 405,0**	**28 359,0**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de règlement en francs	—	—	—	—	—	—	—
Autres liquidités	0,3	2,7	3,3	2,1	1,6	1,5	1,5
Titres du marché monétaire	—	—	—	—	—	—	—
Obligations	—	—	—	—	—	—	—
Prêts à court terme	436,6	1 519,7	1 541,3	1 199,1	1 224,5	1 166,9	1 226,5
Prêts à moyen et long termes	793,6	2 167,4	2 220,7	2 447,2	2 442,5	2 472,2	2 552,1
Réserves techniques d'assurance	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**1 230,5**	**3 689,8**	**3 765,3**	**3 648,4**	**3 668,7**	**3 640,5**	**3 780,0**
Valeur nette globale ou valeur nette indépendante	**7 993,1**	**17 457,2**	**20 085,3**	**22 021,4**	**21 855,0**	**22 764,5**	**24 579,0**

TABLEAU N.01-17

Comptes de patrimoine du secteur : sociétés et quasi-sociétés non financières

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**4 210,6**	**8 398,1**	**9 284,2**	**9 435,3**	**9 614,5**	**9 894,9**	**10 009,0**
Stocks	814,4	1 465,7	1 607,1	1 608,0	1 586,6	1 623,8	1 582,5
Actifs fixes hors logement	2 541,4	5 335,4	5 927,6	6 039,6	6 206,5	6 385,4	6 477,7
Actifs fixes en logement	854,8	1 597,0	1 749,5	1 787,7	1 821,4	1 885,7	1 948,8
Actifs corporels non reproductibles	**241,6**	**265,8**	**242,8**	**224,5**	**212,9**	**211,7**	**210,1**
Actifs incorporels	**77,2**	**278,3**	**363,4**	**426,3**	**492,3**	**558,7**	**622,8**
Actifs non financiers	**4 529,4**	**8 942,3**	**9 890,4**	**10 086,1**	**10 319,7**	**10 665,3**	**10 841,9**
Moyens de paiement internationaux	2,3	33,9	72,4	106,9	117,3	80,9	82,1
Moyens de règlement en francs	168,5	381,8	311,3	314,3	344,8	433,3	463,0
Autres liquidités	147,9	378,7	429,6	423,5	573,7	419,7	435,0
Titres du marché monétaire	—	238,6	347,2	338,9	401,5	441,1	420,0
Obligations	21,8	99,6	101,3	170,2	221,5	214,2	306,8
Actions et autres participations	734,4	6 608,8	8 985,6	12 225,4	10 749,8	10 996,9	13 843,6
Prêts à court terme	1 037,0	3 066,9	3 312,3	3 179,0	3 435,1	3 627,6	3 735,6
Prêts à moyen et long termes	113,8	107,3	148,9	211,4	234,3	206,3	213,0
Réserves techniques d'assurance	22,4	66,1	82,5	80,3	83,5	87,9	91,4
Actifs financiers	**2 248,2**	**10 981,7**	**13 791,1**	**17 049,9**	**16 161,4**	**16 507,8**	**19 590,4**
Actifs	**6 777,7**	**19 924,0**	**23 681,5**	**27 136,0**	**26 481,1**	**27 173,1**	**30 432,3**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de règlement en francs	—	—	—	—	—	—	—
Autres liquidités	85,6	226,1	382,7	529,3	690,8	502,2	575,1
Titres du marché monétaire	—	153,3	171,4	153,0	151,1	172,2	205,5
Obligations	125,3	503,8	638,9	765,9	728,4	788,6	840,8
Prêts à court terme	1 490,4	3 569,5	3 828,7	3 354,1	3 644,0	3 761,3	3 729,9
Prêts à moyen et long termes	806,4	2 128,8	2 388,7	2 726,9	2 723,3	2 680,1	2 674,6
Réserves techniques d'assurance	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**2 507,7**	**6 581,6**	**7 410,4**	**7 529,1**	**7 937,6**	**7 904,4**	**8 025,8**
Valeur nette globale	**4 270,0**	**13 342,5**	**16 271,1**	**19 606,9**	**18 543,5**	**19 268,7**	**22 406,5**
Actions et autres participations	1 386,4	8 368,5	11 506,0	14 984,4	13 237,2	13 300,0	17 341,7
Valeur nette indépendante	**2 883,6**	**4 974,0**	**4 765,1**	**4 622,5**	**5 306,3**	**5 968,7**	**5 064,8**

TABLEAU N.01-18

Comptes de patrimoine du secteur : administrations publiques

Encours en fin d'année

Source : INSEE (Rapport sur les comptes de la Nation) — *Unité :* Milliard de francs courants

	1980	1990	1992	1993	1994	*r* 1995	1996
Actifs							
Actifs corporels reproductibles	**1 202,5**	**2 865,6**	**3 258,0**	**3 368,8**	**3 479,3**	**3 628,9**	**3 749,1**
Stocks	31,4	92,0	103,4	88,3	86,6	91,8	89,7
Actifs fixes hors logement	1 050,6	2 566,0	2 929,4	3 052,3	3 161,4	3 298,6	3 413,6
Actifs fixes en logement	120,6	207,6	225,2	228,2	231,3	238,5	245,8
Actifs corporels non reproductibles	**208,4**	**231,7**	**203,5**	**180,6**	**164,7**	**159,4**	**150,6**
Actifs incorporels	—	—	—	—	—	—	—
Actifs non financiers	**1 411,0**	**3 097,3**	**3 461,5**	**3 549,4**	**3 644,0**	**3 788,3**	**3 899,7**
Moyens de paiement internationaux	1,4	14,2	39,2	11,4	10,8	14,8	15,5
Moyens de règlement en francs	144,3	347,0	352,0	411,1	330,9	295,7	235,6
Autres liquidités	25,7	28,2	33,1	35,9	34,3	31,3	44,5
Titres du marché monétaire	—	—	5,2	1,7	1,9	10,8	7,7
Obligations	52,2	114,3	128,0	148,1	143,1	148,2	153,2
Actions et autres participations	455,6	572,4	819,0	817,8	719,4	700,2	719,8
Prêts à court terme	319,0	627,7	698,0	744,5	866,4	1 073,3	1 115,8
Prêts à moyen et long termes	143,0	280,9	345,0	388,4	510,9	502,1	514,0
Réserves techniques d'assurance	0,6	1,8	2,0	2,1	2,2	2,0	2,0
Actifs financiers	**1 141,8**	**1 986,6**	**2 421,4**	**2 561,0**	**2 619,8**	**2 778,3**	**2 808,1**
Actifs	**2 552,8**	**5 083,8**	**5 882,9**	**6 110,4**	**6 263,8**	**6 566,6**	**6 707,8**
Passifs							
Moyens de paiement internationaux	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de règlement en francs	182,7	373,0	355,7	366,5	391,5	402,8	415,9
Autres liquidités	68,0	61,7	42,4	43,2	50,7	53,4	51,4
Titres du marché monétaire	83,0	549,7	714,8	782,0	926,3	1 061,0	1 167,5
Obligations	200,0	899,5	1 190,9	1 675,3	1 659,0	2 048,2	2 460,1
Prêts à court terme	274,9	575,2	757,5	866,1	876,8	1 079,5	1 003,5
Prêts à moyen et long termes	247,1	592,6	673,8	754,3	919,6	922,7	927,4
Réserves techniques d'assurance	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers (hors actions et autres participations)	**1 055,7**	**3 051,7**	**3 735,0**	**4 487,3**	**4 823,9**	**5 567,7**	**6 025,8**
Valeur nette globale ou valeur nette indépendante	**1 497,1**	**2 032,2**	**2 147,9**	**1 623,1**	**1 439,9**	**998,9**	**682,0**

Chapitre N.02

Marché financier, Bourse

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces.
2. Capitalisation boursière des valeurs françaises.
3. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris.
4. Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons.
5. Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris.
6. Cours de l'or, des principales devises et de l'écu en francs à Paris.
7. Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières.

1. MÉTHODOLOGIE

Émissions de valeurs mobilières

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, présentée ici, est établie par la Banque de France (Direction des études et statistiques monétaires).

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

Indices des cours des valeurs

- Actions françaises.

Nous représentons ici les indices des années 1993 à 1996 calculés par la Société des bourses françaises (SBF). Pour 1993, il s'agit de nouveaux indices élaborés et calculés par la SBF qui se substituent aux anciens indices élaborés jusqu'à fin 1993 par l'INSEE et la SBF.

La SBF calculait depuis plusieurs années un indice SBF 240 qui comportait de nombreuses insuffisances en particulier en ce qui concerne la mise à jour de son échantillon et la structure de sa nomenclature. Un nouvel indice représentatif du niveau des cours des actions françaises cotées sur les Bourses françaises a été mis au point. C'est l'indice SBF 250 qui est calculé chaque jour de bourse, à l'ouverture et à la clôture et qui est ventilé en trois groupes « valeurs industrielles », « services », « sociétés financières », eux-mêmes décomposés en 12 secteurs. Les valeurs de l'échantillon sont sélectionnées essentiellement sur leur capitalisation totale et portent sur les actions admises au règlement mensuel, au comptant et au second marché; les valeurs cotées au marché « hors cote » sont exclues. La pondération de chaque action est sa capitalisation totale.

La Société des bourses françaises a également établi un indice à cotation continue, le SBF 120, pour compléter et élargir le CAC 40 calculé depuis le 31 décembre 1987. Cet indice, qui n'a pas de ventilation par secteur, comporte des valeurs sélectionnées sur leur liquidité et leur activité. Une règle a été posée : les valeurs de l'indice CAC 40 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 120 et les valeurs de l'indice SBF 120 doivent toutes faire partie de l'indice SBF 250.

Il a été décidé en outre qu'il serait élaboré trois indices :

— un indice « nu » calculé avec les cours cotés des valeurs;

— un indice « global » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, à la date de leur échéance;

— un indice « net » calculé en recapitalisant dans la même valeur chacun des coupons échus, sans avoir fiscal, à la date de leur échéance.

Ces deux derniers indices sont utilisés par les gestionnaires de SICAV et de Fonds communs de placement.
Les indices présentés ici pour les années 1993 à 1996 sont les moyennes mensuelles des indices de clôture de chaque jour de bourse du mois.

L'indice MIDCAC, représentatif des valeurs moyennes du marché officiel et du second marché, a été créé par la SBF depuis mai 1995.

Par ailleurs, l'indice du second marché a fait l'objet d'une rénovation au cours de l'année 1996; il compte 138 valeurs à la fin 1996.

- Actions étrangères.

L'INSEE ne calcule plus depuis le 1er janvier 1994 d'indice des cours des actions étrangères.

Taux de rendement des obligations

On distingue :

- Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année.

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année. Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Depuis novembre 1982, on procède à deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un taux à l'émission ou un taux au règlement.

- Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris.

Pour chaque fin d'année, on donne les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

Taux de rendement des valeurs françaises à revenu variable

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours. le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

2. DÉFINITIONS

Bourse

Marché entre une offre et une demande de capitaux à long terme dont le rapport est représenté par une valeur mobilière. Elle comprend le marché primaire (émission de titres) et le marché secondaire (échange de titres déjà émis). Quatre catégories de marchés existent : le premier marché (comptant et règlement mensuel), le second marché, le marché libre OTC et le nou-

veau marché. Depuis la loi du 22 janvier 1988, trois instances assurent le fonctionnement des marchés financiers : le Conseil des bourses de valeur, la Société des bourses françaises et l'Association française des sociétés de Bourse.

Capitalisation boursière

Produit du nombre des titres cotés par leur cours boursier.

Marché de l'or et des devises

Depuis fin juin 1992 les devises ne sont plus cotées en bourse de Paris, c'est la Banque de France qui diffuse un cours indicatif en fin de journée.

Marché hors cote

Selon la loi de modernisation des activités financières du 2 juillet 1996, (art.34), le marché hors cote doit disparaître dans un délai de deux ans.

Marché OTC (Ouvert à Toutes Cessions)

Ce marché a été lancé le 23 septembre 1996. Il est très comparable techniquement à l'ancien marché hors cote.

Nasdaq (National Association of Securities Dealers Automated Quotation)

Ce marché a été créé aux États-Unis en 1971 pour permettre aux petites entreprises de collecter des capitaux.

Nouveau marché

Créé le 14 février 1996, le Nouveau Marché s'adresse aux entreprises qui ont un projet de développement à financer et qui souhaitent bénéficier du marché boursier pour accélérer leur croissance. Au 31 décembre 1996, dix-huit sociétés sont cotées.

En mars 1996, la Société du Nouveau Marché et la Bourse de Bruxelles ont créé le GEIE EURO.NM; les bourses de Francfort et d'Amsterdam se sont jointes à elles.

EURO.NM vise à regrouper les marchés européens de valeurs de croissance.

Obligations

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

Second marché

Ouvert le 1er février 1983, il complète les marchés traditionnels de la cote officielle. Il est destiné à faciliter l'accès au marché financier pour les entreprises de taille moyenne.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Caisse des dépôts et consignations;

Société des bourses françaises;

Publications :

Bulletin mensuel de statistique, INSEE (mensuel);

Taux de rendement des principales obligations cotées en France, publié par la Caisse des dépôts et consignations (mensuel);

« Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : *Documents administratifs* (annuel);

Rapport annuel du Conseil national du crédit;

Statistiques mensuelles de la Bourse de Paris, Société des bourses françaises;

L'année boursière, Société des bourses françaises (annuel).

TABLEAU N.02-1

Émission des valeurs mobilières contre apports en espèces

Sources : Banque de France, Société des bourses françaises — *Unité* : Million de francs

	r 1995			1996		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
SELON LA NATURE DE L'ÉMISSION						
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions et certificats d'investissements	260 532	..	260 532	285 966	...	285 966
Total I	**260 532**	...	**260 532**	**285 966**	...	**285 966**
dont : Valeurs cotees	35 910	...	35 910	40 281	...	40 281
dont : Appel public à l'epargne	38 417	...	38 417	38 503	...	38 503
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Titres obligataires stricto sensu	364 880	161 101	203 779	458 216	190 135	268 081
dont : Emploi de fonds "Codevi"	5 808	4 439	1 369	2 194	4 831	– 2 637
Titres obligataires à caractère action	6 407	10 099	– 3 692	16 900	11 100	5 800
Total II	**371 287**	**171 200**	**200 087**	**475 116**	**201 235**	**273 881**
dont : Obligations à taux fixe	368 000	123 388	244 612	387 612	165 035	222 577
dont : Obligations à taux non fixe	3 287	47 812	– 44 525	87 504	36 200	51 304
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**631 819**	**171 200**	**460 619**	**761 082**	**201 235**	**559 847**
SELON LA QUALITÉ DE L'ÉMETTEUR						
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**235 006**	...	**235 006**	**264 806**	...	**264 806**
dont : Grandes entreprises nationales	7 806	...	7 806	3 458	...	3 458
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	227 200	...	227 200	261 348	...	261 348
Institutions financières	**19 192**	.	**19 192**	**16 409**	...	**16 409**
Etablissements de credit et assimiles	16 016	.	16 016	14 685	...	14 685
Banques	13 140	...	13 140	11 215	...	11 215
Banques A.F.B. et B.F.C.E.	...	...	...	...	...	...
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	...	...	...	...	...	...
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	–	...	–	–	...	–
Sociétés financières et assimilées	2 876	...	2 876	3 470	...	3 470
Institutions financières spécialisées et assimilés	1 835	...	1 835	1 632	...	1 632
Institutions financières diverses	1 341	...	1 341	92	...	92
Entreprises d'assurance	**6 250**	...	**6 250**	**4 676**	...	**4 676**
Administrations publiques	**84**	...	**84**	**75**	...	**75**
Administrations publiques locales	84	...	84	75	...	75
Émetteurs étrangers et internationaux	-	...	–	–	...	–
Total	**260 532**	...	**260 532**	**285 966**	...	**285 966**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	**32 145**	**31 200**	**945**	**55 160**	**24 745**	**30 415**
dont : Grandes entreprises nationales	17 596	15 155	2 441	18 597	14 495	4 102
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	14 549	16 045	– 1 496	36 563	10 250	26 313
Institutions financières	**68 242**	**80 515**	**– 12 273**	68 611	118 332	– 49 721
Etablissements de credit et assimiles	40 732	51 107	– 10 375	35 497	64 341	– 28 844
Banques	27 028	40 803	– 13 775	20 766	46 410	– 25 644
Banques A.F.B. et B.F.C.E.	17 243	25 472	– 8 229	15 440	33 736	– 18 296
Banques mutualistes (et crédits municipaux)	887	1 265	– 378	200	616	– 416
Caisses d'épargne et caisse des dépôts	5 258	2 175	3 083	6 212	393	5 819
Sociétés financières et assimilées	8 446	8 129	317	8 519	17 538	– 9 019
Institutions financières spécialisées et assimilées	27 110	27 048	62	33 114	50 200	– 17 086
Institutions financières diverses	400	2 360	– 1 960	–	3 791	– 3 791
Entreprises d'assurance	–	–	–	–	–	–
Administrations publiques	**264 859**	**56 644**	**208 215**	**351 345**	**56 353**	**294 992**
Administrations publiques centrales et sécurité sociale	263 859	51 073	212 786	349 430	52 815	296 615
Administrations publiques locales	1 000	5 571	– 4 571	1 915	3 538	– 1 623
Émetteurs étrangers et internationaux	**6 041**	**2 841**	**3 200**	–	**1 805**	**– 1 805**
Total	**371 287**	**171 200**	**200 087**	**475 116**	**201 235**	**273 881**

TABLEAU N.02-2

Capitalisation boursière des valeurs françaises

Fin d'année

Source : Société des bourses françaises — *Unité* : Milliard de francs

	1981	1990	1992	1993	1994	1995	1996
ACTIONS :							
Premier marché	227,8	1 598,6	1 808,7	2 537,2	2.257,3	2 294,6	2 866,5
Second marché	—	138,9	122,9	152,2	155,1	150,6	206,6
Nouveau marché	///	///	///	///	///	///	5,0
Total	**227,8**	**1 737,5**	**1 931,6**	**2 689,4**	**2 412,4**	**2 445,2**	**3 078,1**
OBLIGATIONS :							
Premier marché	604,6	2 589,0	3 185,5	3 869,2	3 684,8	4 125,4	4 599,5
Second marché	—	5,8	8,7	7,6	7,6	7,5	6,4
Total	**604,6**	**2 594,8**	**3 194,2**	**3 876,8**	**3 692,4**	**4 132,9**	**4 605,9**
Total des valeurs	**832,4**	**4 332,3**	**5 125,8**	**6 566,2**	**6 104,8**	**6 578,1**	**7 684,0**

TABLEAU N.02-3

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : Société des bourses françaises (année boursière) — *Unité* : Milliard de francs

	1981	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Actions	46,4	681,7	645,0	956,5	1 096,8	1 033,2	1 417,3
Obligations	86,5	3 086,0	4 313,1	7 076,8	6 676,0	5 526,3	5 355,6
Total	**132,9**	**3 767,7**	**4 958,1**	**8 033,3**	**7 772,8**	**6 559,5**	**7 772,9**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au premier marché (règlement mensuel et comptant) et au second marché.

TABLEAU N.02-4

Indices des cours des valeurs mobilières cotées sans réinvestissement des coupons

Source : Société des bourses françaises

	1993	1994	1995	1996	Variation 96/95 en %
Base 1000 au 31-12-1987					
CAC 40	2 268,22	1 881,15	1 871,97	2 315,73	+ 23,7
Base 1000 au 31-12-1990					
SBF 120 (1)	1 573,85	1 287,03	1 283,50	1 617,88	+ 26,1
Ensemble SBF 250 (1)	1 506,09	1 250,66	1 232,86	1 561,66	+ 26,7
MIDCAC	1 264,11	1 201,16	999,06	1 355,51	+ 35,7
SECOND MARCHÉ	1 443,03	1 358,22	1 283,00	1 677,97	+ 30,8
Valeurs industrielles	1 615,63	1 405,68	1 389,42	1 773,65	+ 27,7
Énergie	1 589,53	1 441,56	1 415,32	1 824,06	+ 28,9
Produit de base	1 494,39	1 365,42	1 313,10	1 650,49	+ 25,7
Construction	1 681,29	1 483,93	1 352,66	1 548,04	+ 14,4
Biens d'équipement	1 534,97	1 067,69	929,01	1 144,07	+ 23,1
Automobile	2 048,26	1 934,88	1 629,31	1 802,84	+ 10,7
Autres biens de consommation	1 896,55	1 723,44	1 990,43	3 166,50	+ 59,1
Industrie-agro-alimentaire	1 357,32	1 285,38	1 414,58	1 622,43	+ 14,7
Services	1 439,97	1 221,69	1 262,80	1 774,56	+ 40,5
Distribution	1 992,08	1 834,13	2 130,70	3 509,91	+ 64,7
Autres services	1 198,47	962,91	911,59	1 115,64	+ 22,4
Sociétés financières	1 363,24	1 036,41	986,84	1 135,26	+ 15,0
Immobilier	1 024,25	790,57	685,67	714,84	+ 4,3
Services financiers	1 523,84	1 084,74	1 038,87	1 092,49	+ 5,2
Sociétés d'investissement	1 214,34	1 110,24	1 082,35	1 607,25	+ 48,5

(1) Nouveaux indices calculés par la société des bourses françaises (SBF) qui se substituent à ceux calculés par l'INSEE et la SBF.Ces indices sont représentatifs du niveau des cours des actions françaises cotées sur les bourses françaises (réglement mensuel, comptant et second marché).

TABLEAU N.02-5

Taux de rendement des actions et de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

Fin d'année

Source : Caisse des Dépôts et Consignations %

	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Actions cotées (fin de mois)	3,97	3,76	2,69	3,20	3,33	2,68
Obligations cotées (2)						
Emprunts d'État à court terme	10,06	8,00	5,16	7,94	5,91	4,79
Emprunts d'État à long terme	10,00	8,17	5,78	8,29	6,70	5,81
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	10,53	8,52	5,86	8,37	6,89	5,82
Secteur public, emprunteurs régionaux	///	///	///	///	///	///
Secteur privé, première signature	10,84	8,80	5,98	8,40	6,81	5,84

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu.
(2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-6

Cours de l'or, des principales devises et de l'écu en francs à Paris (moyenne annuelle des cotations)

Source : Société des bourses françaises (Cote officielle)

	Unité	1985	1990	1992	1993	1994	1995	1996
Cours libre de l'or :								
Lingot d'un kg	Franc	91 431,52	67 720,06	58 874,50	65 723,20	68 728,40	61 940,12	63 948,20
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	557,16	411,55	338,09	376,20	394,75	355,66	365,20
Cours de devises étrangères :								
États-Unis	1 USD	8,9880	5,4472	5,2891	5,6663	5,5518	4,9918	5,1148
Canada	1 CAD	6,5873	4,6665	4,3799	4,3917	4,0673	3,6369	3,7508
Allemagne (ex.RFA) (2)	1 DEM	3,0523	3,3694	3,3901	3,4254	3,4204	3,4827	3,4006
Belgique	1 BEF	0,1513	0,1630	0,1647	0,1639	0,1660	0,1693	0,1652
Pays-Bas	1 NLG	2,7065	2,9905	3,0110	3,0493	3,0499	3,1091	3,0348
Italie	1000 ITL	4,5269	4,5440	4,3062	3,6032	3,4404	3,0666	3,3160
Danemark	1 DKK	0,8478	0,8802	0,8770	0,8739	0,8727	0,8905	0,8824
Irlande	1 IEP	9,5050	9,0064	9,0029	8,2976	8,2966	8,0012	8,1887
Royaume-Uni	1 GBP	11,5482	9,6931	9,3197	8,5064	8,4904	7,8763	7,9297
Grèce	100 GRD	5,1619	3,4405	2,7770	2,4707	2,2873	2,1537	2,1250
Espagne	100 ESB	5,2756	5,3438	5,1778	4,4620	4,1426	4,0033	4,0396
Portugal	100 PTE	5,2279	3,8193	3,9200	3,5293	3,3433	3,3272	3,3168
Suisse	1 CHF	3,6616	3,9249	3,7697	3,8363	4,0599	4,2235	4,1434
Japon	100 JPY	3,7676	3,7704	4,1774	5,1186	5,4296	5,3275	4,7044
Communauté européenne	1 XEU	6,7956	6,9273	6,8397	6,6216	6,5657	6,4499	6,4064

(1) 5,806 grammes d'or fin.
(2) Y compris ex-RDA à partir de 1991.

TABLEAU N.02-7

Capitalisation boursière des actions nationales des premières places financières

Fin d'année

Source : Fédération internationale des Bourses de valeur — *Unité* : Milliard de dollars

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Allemagne	392,5	346,9	460,8	499,3	577,4	664,9
Amsterdam	136,0	134,9	182,6	224,5	286,7	375,4
Hong-kong	121,9	172,0	385,0	269,5	303,7	449,2
Londres	986,1	928,4	1 150,6	1 158,0	1 346,6	1 642,6
Nasdaq	490,7	618,8	791,7	793,7	1 160,0	1 511,8
New-York Stock Exchange	3 484,3	3 798,2	4 213,0	4 147,9	5 654,8	6 842,0
Paris	373,4	349,6	455,5	452,1	500,0	586,9
Taïwan	123,5	100,2	193,3	247,3	187,2	273,6
Tokyo (1)	3 117,5	2 318,9	2 906,3	3 592,2	3 545,3	3 011,2
Toronto	265,7	241,9	326,6	315,1	366,3	487,0
Zurich	173,8	189,1	270,9	284,7	398,1	400,3

(1) Tokyo à compter de fin 1992, Japon (y.c Tokyo) pour fin 1991.

0

Commerce extérieur, balance des paiements

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Commerce extérieur de la France : échanges FAB-FAB.

Graphique. Commerce extérieur de la France : soldes FAB-FAB.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB.
2. Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union européenne (à quinze) et du monde.
3. Commerce extérieur de la France par zone géographique.
4. Commerce extérieur de la France par pays.
5. Commerce extérieur de la France par produit.
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géographique.

7A. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume.

7B. Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire.

8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de 1980).
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit.
10. Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géographique.
11. Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur.
12. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients.
13. Guadeloupe : principaux produits exportés.
14. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients.
15. Guyane : principaux produits exportés.
16. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients.
17. Martinique : principaux produits exportés.
18. Réunion : principaux pays fournisseurs et clients.
19. Réunion : principaux produits exportés.
20. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients.
21. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés.
22. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients.
23. Polynésie française : principaux produits importés et exportés.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Échanges extérieurs » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1996, les échanges extérieurs de la France ont de nouveau enregistré un excédent record; celui-ci s'élève à 92,2 milliards de francs en données FAB/FAB, après 66,4 milliards en 1995.

L'excédent des produits manufacturés s'est amélioré encore plus nettement, passant de 24,9 milliards en 1995 à 54,7 milliards en 1996 (en données CAF/FAB). En valeur, les exportations (FAB) de la France ont augmenté de 3,5 % contre seulement 2,3 % pour les importations (CAF). La demande extérieure et l'activité en France s'étant redressées au cours du second semestre, la progression des flux est plus nette en glissement annuel. La progression du solde s'explique en premier lieu par la persistance d'une demande mondiale plus dynamique que la demande intérieure. La baisse du taux de change effectif du franc consécutive à l'appréciation du dollar, de la lire et de la livre, a par ailleurs permis d'améliorer la compétitivité-prix des produits français. Tous les secteurs ont contribué à l'amélioration du solde, à l'exception de l'énergie.

L'excédent des produits agricoles s'est amélioré de 4,2 milliards (en données CAF/FAB), sous l'effet d'une forte baisse des cours du café et d'une progression des ventes de la viticulture. La croissance des exportations des industries agro-alimentaires a été plus faible.

La nette dégradation du déficit énergétique (- 18,3 milliards) s'explique par la hausse des cours du pétrole conjuguée à la progression du dollar. Les importations de pétrole brut ont augmenté de 34,7 % en valeur. De plus, les exportations d'électricité se sont légèrement repliées (- 2,2 %).

Les échanges de biens intermédiaires sont restés stables à l'exportation et ont reculé à l'importation, sous l'effet d'une légère baisse des volumes, mais surtout de la baisse des cours mondiaux des matières premières industrielles. Il en est résulté une forte amélioration du solde.

Malgré un repli des ventes d'Airbus (en recul de 6,8 milliards), les échanges de biens d'équipement professionnel sont restés dynamiques. Les exportations (FAB) ont augmenté de 5,1 %, grâce en particulier à la progression des ventes dans les secteurs de l'électronique et de l'informatique. Le solde des échanges de matériel de transport terrestre a repris sa progression après une année 1995 difficile. La vigueur de la demande étrangère a permis de compenser la forte augmentation des importations automobiles liées à la prime « qualité ».

L'amélioration du solde des biens d'équipement ménager s'explique par une baisse des importations de l'électronique « grand public » et par une hausse des ventes d'appareils ménagers.

Le déficit de la balance des biens de consommation courante se réduit, passant de - 14,2 milliards en 1995 à - 8,6 milliards en 1996 (en données CAF/FAB).

L'excédent des échanges de biens avec les pays membres de l'Union européenne a enregistré une hausse, de près de 16,2 milliards. Cet excédent s'explique par les décalages conjoncturels constatés avec plusieurs de nos partenaires. Nos importations ont crû plus faiblement (+ 0,6 %) que nos exportations (+ 2,4 %). Le solde avec l'Allemagne s'est amélioré de 10,9 milliards et est devenu excédentaire, sous l'effet du repli des importations (- 4,0 %), alors que nos exportations restaient stables. Une évolution assez voisine est constatée avec la Belgique, avec des importations en recul et des exportations en faible croissance. Les échanges ont évolué de façon plus dynamique avec le Royaume-Uni : les importations ont fortement augmenté (+ 7,3 %) du fait des prix du pétrole, comme les exportations (+ 4,3 %), stimulées par la croissance de la demande et par la hausse de la livre. Les échanges avec l'Espagne ont également connu une forte croissance, du fait de l'importance des flux croisés dans le secteur automobile et de la hausse de nos ventes de biens d'équipement professionnel. Par contre, malgré la hausse de la lire, nos exportations vers l'Italie ont reculé (- 1,6 %) et nos importations ont augmenté (+ 3,3 %), en particulier dans les secteurs des biens d'équipement et de l'automobile.

Le déficit enregistré avec les autres pays de l'OCDE s'est réduit de 8 milliards, avec une progression des exportations vers les États-Unis et une réduction des importations en provenance du Japon (- 6,0 %). C'est avec la Suisse que nous avons enregistré notre meilleur excédent en 1996. Le solde avec les pays d'Asie en développement rapide est à nouveau négatif. Après une forte progression constatée en 1995, les exportations ont régressé (- 4,6 %) en raison de moindres ventes d'Airbus. Nos importations ont augmenté fortement (+ 10,0 %), en particulier avec la Chine vis-à-vis de laquelle le déficit a égalé celui enregistré avec le Japon. Les échanges avec les pays de l'Est ont été très dynamiques, avec une croissance des exportations (+ 32,1 %) stimulées par les ventes de biens intermédiaires, de biens d'équipement professionnel et d'automobiles. Le solde, encore légèrement déficitaire, se rapproche de l'équilibre. Le solde avec le Moyen-Orient, bien qu'en recul, reste excédentaire (+ 4,3 milliards). Les importations n'ont augmenté que modérément (+ 6,5 %) compte tenu de la hausse des prix énergétiques, traduisant une tendance au redéploiement de nos achats de pétrole sur d'autres zones (Europe, Afrique, Russie). La hausse des importations originaires des pays d'Afrique (+ 7,3 %) a conduit à un excédent en léger recul, mais à un niveau qui demeure important (+ 21,3 milliards).

2. MÉTHODOLOGIE

Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la Direction générale des douanes et droits indirects, DGDDI (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, l'INSEE pour ce qui est des indices de valeur unitaire et de volume.

Les données statistiques sont élaborées à partir des déclarations en douane remises par les opérateurs du commerce extérieur et, depuis janvier 1993, à partir des déclarations d'échanges de biens (DEB) pour ce qui concerne les mouvements intra-communautaires. Ces déclarations d'échanges de biens sont remises chaque mois par les entreprises concernées et contiennent les informations détaillées (en particulier par produit et pays partenaire) relatives aux mouvements à déclarer au titre de la période de référence. Pour les échanges intra-

communautaires, la période de référence contient les opérations pour lesquelles la TVA est devenue exigible au cours de ce mois, c'est-à-dire les mouvements pour lesquels le transfert physique et la facturation sont intervenus au titre de ce mois, ainsi que certains mouvements du mois précédent pour lesquels la facturation est établie ultérieurement.

La Direction générale des douanes et droits indirects établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou pays de destination.

À compter du 1er janvier 1988 le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises qui a été institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur a été appliqué au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire le règlement CEE nº 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à toutes sortes de demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits sont utilisés pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons dans le cadre de la Communauté économique européenne il est fait usage de la Nomenclature combinée (NC), nomenclature à 8 chiffres, comportant 10 000 positions environ;

— en ce qui concerne les comparaisons internationales en général, c'est la classification type pour le commerce international (CTCI) troisième révision, qui est utilisée (3 118 rubriques à 5 chiffres), correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH, exception faite des produits pétroliers, ou encore le Système harmonisé lui-même qui comporte 5 000 positions élémentaires dont est issue la nomenclature combinée;

— enfin pour les études, le suivi conjoncturel et la comptabilité nationale faisant intervenir des comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation, on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont la NAP 600 (Nomenclature officielle d'activités et de produits, niveau 600) et ses regroupements NAP 40, NAP 15, et la NEC (Nomenclature d'études conjoncturelles).

L'INSEE élabore mensuellement les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin (cette méthode a été rénovée et mise en place en janvier 1994), au niveau 600 pour les importations et les exportations, par zone géographique dont la finesse s'est accrue depuis la rénovation : les principaux pays partenaires de l'Union européenne (Allemagne, Italie, etc.) sont dorénavant distingués, le Japon et les USA sont isolés de la zone OCDE hors Union européenne, le Monde hors OCDE est découpé en : Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient et reste du Monde. Puis les agrégations successives sont calculées en NAP 100, NAP 40, NAP 15, selon des regroupements par zone, ou tous pays confondus.

L'INSEE utilise ces indices pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou, selon les produits, des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données, établies au niveau de détail de la NAP 600, sont publiées sous une forme agrégée (NAP 40, NAP 15) dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la nation.*

Contenu des données statistiques

Deux systèmes de comptabilisation des échanges sont définis au plan mondial : le système du commerce spécial et le système du commerce général. Ils sont utilisés en France de la manière suivante :

● Le système du commerce spécial qui permet d'élaborer la balance commerciale et l'ensemble des statistiques de commerce extérieur comptabilise :

— à l'importation les marchandises qui pénètrent sur le *territoire statistique* pour y être mises à la consommation, placées sous un régime douanier de perfectionnement « actif » ou qui sont réimportées à l'issue du perfectionnement « passif »;

— à l'exportation les marchandises nationales ou nationalisées qui quittent le *territoire statistique,* les produits réexportés en suite de perfectionnement «actif» et ceux qui sont exportés pour un perfectionnement «passif».

Toutefois, une dérogation existe pour les produits pétroliers qui, pour des raisons techniques, sont comptabilisés dans la balance commerciale et les statistiques de commerce extérieur en commerce général.

● Le système du commerce général qui sert à l'établissement des statistiques de transport du commerce extérieur conduit à reprendre :

— à l'importation toutes les marchandises qui entrent sur le *territoire statistique,* y compris celles qui y sont simplement entreposées (à l'exclusion des marchandises en transit direct);

— à l'exportation toutes les marchandises quittant le *territoire statistique,* qu'il s'agisse de marchandises nationales ou nationalisées directement exportées ou de marchandises réexportées en suite des régimes de perfectionnement actif, d'admission temporaire, d'entrepôt.

La ventilation des opérations dans ces différents champs est réalisée grâce à l'information «régime» qui est reprise sur chaque déclaration en douane.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, principalement :

— les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime;

— les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime;

— les livraisons à l'avitaillement;

— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports;

— le matériel militaire : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé;

— l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal;

— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.).

Valeur et masse des marchandises

À l'importation, comme à l'exportation, les marchandises sont, en principe, prises en charge sur la base de la masse nette.

À l'importation, dans le cas de marchandises taxées ad valorem et pour lesquelles le contenant est déclaré au droit du contenu, c'est la masse nette de la marchandise qui est retenue comme base de dépouillement, le poids des emballages étant négligé.

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du commerce extérieur est une valeur franco-frontière nationale fondée :

— pour les échanges avec les pays tiers :
  — à l'importation, sur le règlement 1224/80 du Conseil des communautés européennes,
  — à l'exportation, sur l'article 36 du Code des douanes;
— pour les échanges intracommunautaires, à l'introduction comme à l'expédition, sur la base d'imposition déterminée à des fins fiscales, conformément à la sixième directive 77-388 (CEE) de juin 1977.

Spécification par tableau

● Résultats d'ensemble

Ce tableau est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

● Résultats par pays ou zone géographique

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géographiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

● Résultats en valeur par produit

La nomenclature utilisée est la NEC 2 (nomenclature pour les études conjoncturelles, à 12 positions). À partir de 1988, la DGDDI utilise la nouvelle table de passage dite «agrégée» entre la nomenclature douanière (NGP 9) et la nomenclature officielle de produit (NAP 600).

Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour dix-sept zones géographiques (pays de l'Union européenne, États-Unis, Japon, Pays de l'Est, Afrique, Économies en développement rapide d'Asie, Pays du Moyen-Orient, Reste du Monde, etc.) et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » et pour les sous-ensembles « UE », « OCDE hors UE », « Monde hors OCDE » à partir de données CAF à l'importation et de données FAB à l'exportation. Ce sont des indices-chaînes de Paasche, base 100 en 1980.

Le champ de calcul comprend toutes les marchandises enregistrées par les Douanes, exception faite du matériel militaire. Toutefois, sont exclus les produits des zones pour lesquelles il y a trop de mois sans échanges, ou bien une trop grande instabilité des valeurs unitaires .

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géographique au niveau NAP 600, à partir d'indices élémentaires (au niveau NC 8) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE pour chacune des dix-sept zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

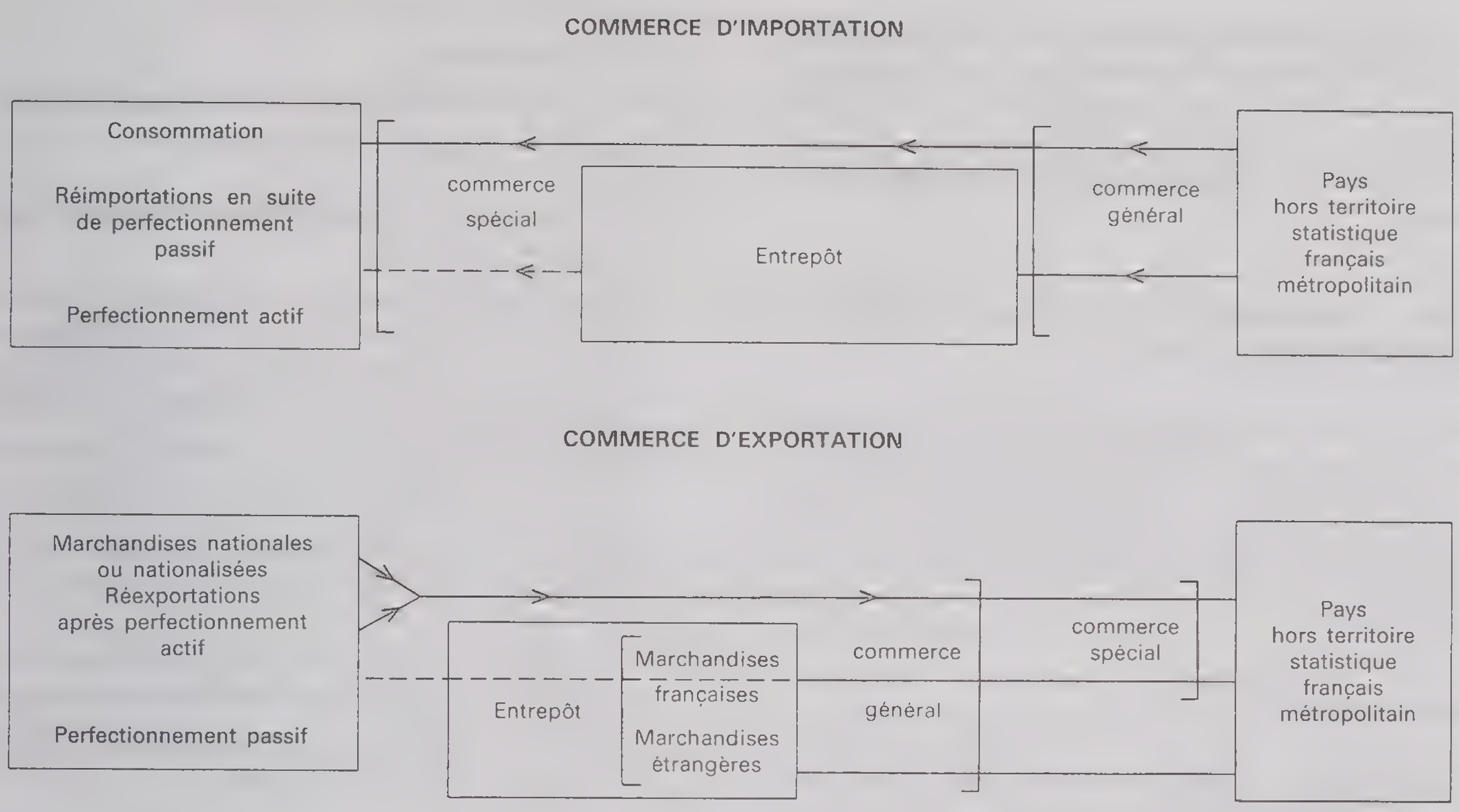
Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale

Les résultats figurant dans les tableaux 8 à 11 sont issus des comptes nationaux trimestriels à prix constants 1980. Ces nouvelles séries sont calées sur les comptes nationaux annuels jusqu'en 1990. Les chiffres des trois dernières années sont susceptibles de révision.



N.-B. – Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

3. DÉFINITIONS

Afrique

Tous les pays d'Afrique.

Économies en développement rapide d'Asie

Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines, Chine, Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong.

Pays de l'Est

Pays de l'ex-Yougoslavie, République Tchèque, Slovaquie, pays de l'ex-URSS, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Pays du Moyen-Orient

Chypre, Liban, Syrie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Oman, Yémen.

Reste du Monde

Pays n'appartenant ni à l'OCDE, ni aux quatre zones décrites précédemment.

Union européenne

France, Allemagne, Belgique et Luxembourg, Espagne, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce, Portugal, Suède, Finlande, Autriche.

Pénétration étrangère sur le marché intérieur

C'est le rapport des importations CAF aux prix de 1980 à l'ensemble production + importations – exportations (aux prix de 1980).

Taux de croissance année par année des parts de marché des produits manufacturés français par zone

Il s'agit de l'évolution, année par année, du volume de nos exportations vers la zone rapporté à la demande en volume de la zone (prix de 1980). Cette demande est représentée par les importations de produits manufacturés d'un groupe de pays représentatifs de la zone.

Taux de croissance en volume et indice de prix par zone géographique

Les taux de croissance en volume représentent l'évolution année par année du volume des échanges aux prix de 1980.

Ces taux et indices sont modifiés pour être cohérents avec la comptabilité nationale aux prix de 1980.

Taux de couverture en volume par produit

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB aux prix de 1980 et le volume des importations CAF aux prix de 1980. Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1% plus forte que celle du volume des importations.

Terme de l'échange par produit

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1980) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1980). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaine (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et la Principauté de Monaco. Il n'inclut pas les territoires d'outre-mer – dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre dans les tableaux 20 à 23.

Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exportation la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Publications :

- Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Citons les brochures suivantes :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NC8 x pays;*

— *Annuaire abrégé.*

Ces résultats sont également disponibles sur CD ROM.

— Banque de données, BEATRICE.

- Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs »;

— *Courrier des statistiques,* n° 31, juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs »;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistique,* mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats »;

— *Courrier des statistiques,* n° 49, janvier 1989 : « Les indices du commerce extérieur font peau neuve »;

— « Annuaire statistique du commerce extérieur 1989 ». OSCE. Eurostat, thème 6, série A.

- Études relatives aux échanges extérieurs :

— F. Milewski. Collection « Repères », éditions La Découverte : *Le commerce extérieur de la France*;

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, *Cahier de statistique agricole* : « Le commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires dans l'UE »:

— *Économie et statistique,* n^{os} 217-218, janvier-février 1989 : « La France dans la perspective du grand marché européen »;

— *Économie et statistique,* n° 227, décembre 1989 : « L'image des produits français de grande consommation à l'étranger »;

— *Économie et statistique,* n° 228, janvier 1990 : « Le rôle de l'offre dans la dégradation du commerce extérieur français »;

— *Économie et statistique,* n° 253, avril 1992, « Les performances extérieures de la France et de l'Allemagne : le rôle de l'investissement », « Le commerce extérieur de la Communauté européenne »;

— *Économie et statistique,* n° 279-280, septembre-octobre, 1994, « Ouvertures à l'Est et au Sud ».

— « La France des Entreprises », *INSEE-L'Entreprise,* novembre 1991.

— « Un demi-siècle d'échanges extérieurs », *INSEE-Première,* n° 495, novembre 1996.

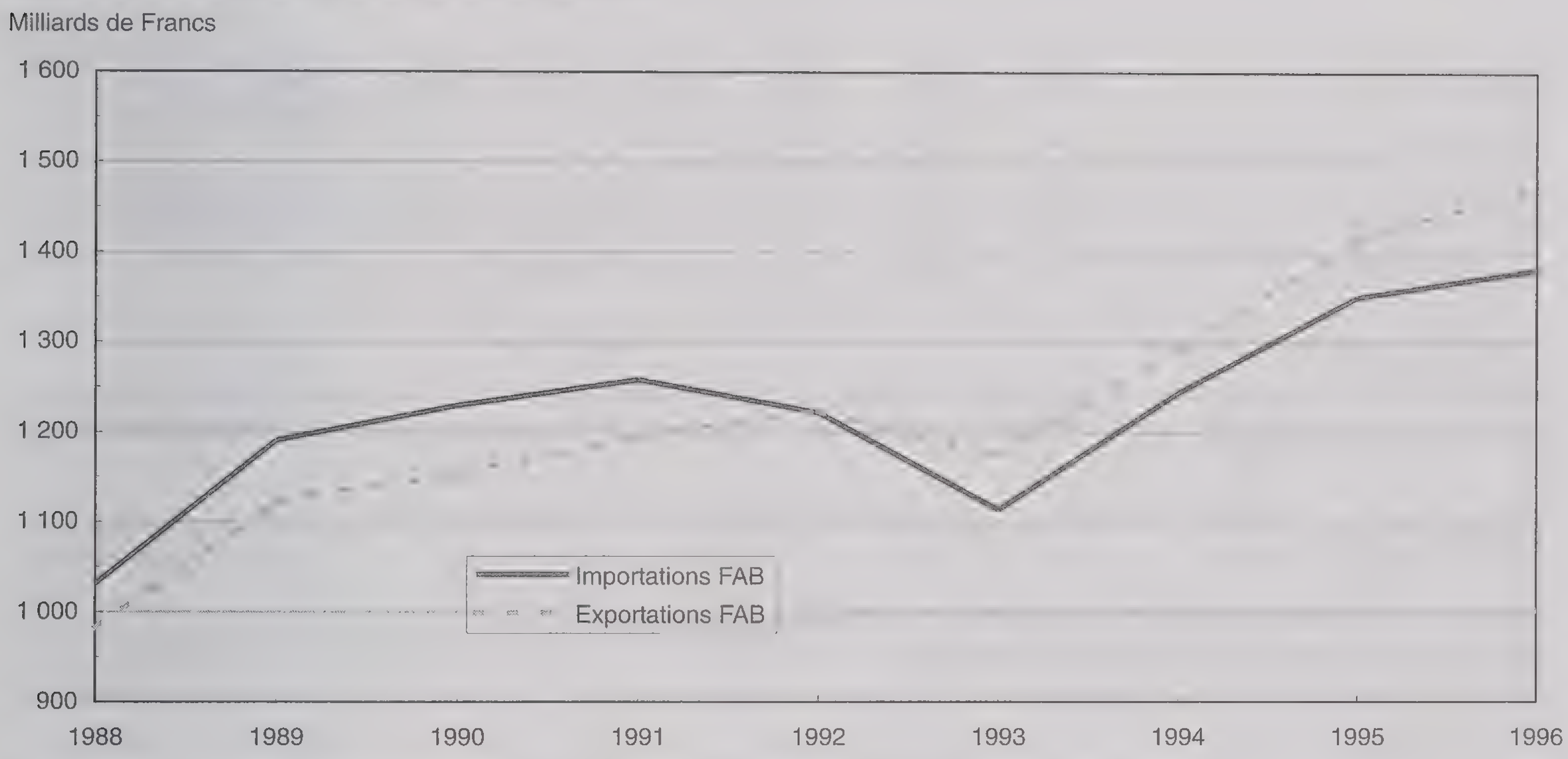
— « Les échanges extérieurs de la France en 1996 », *INSEE-Première,* n° 524, juin 1997.

— « Le Commerce extérieur agro-alimentaire de la France et de l'Union européenne », *INSEE-Première,* n° 540, septembre 1997.

* * *

GRAPHIQUE O.01-1

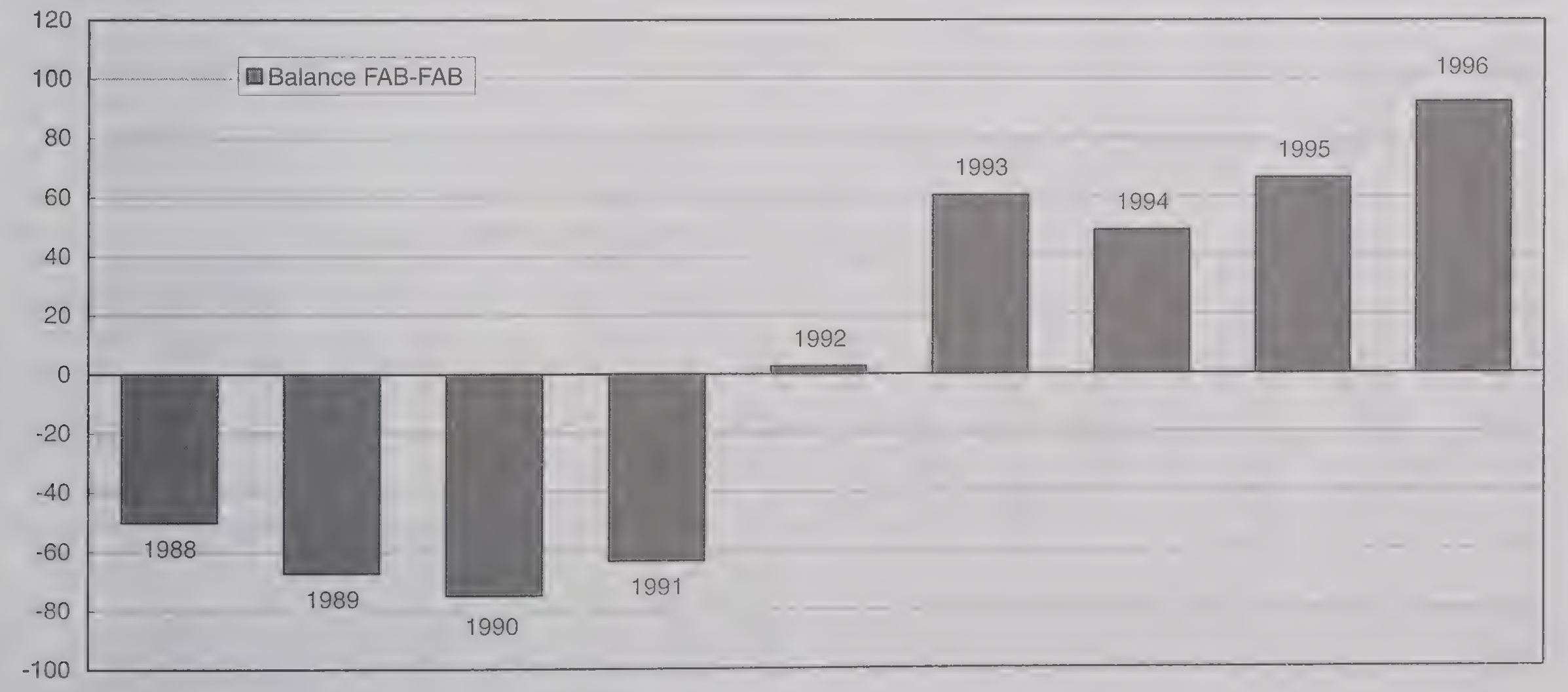
Commerce extérieur de la France : échanges FAB/FAB



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Douanes et des Droits indirects)

GRAPHIQUE O.01-2

Commerce extérieur de la France : soldes FAB/FAB



Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction des Douanes et des Droits indirects)

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB

France entière (1)

Y compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

	r 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	1996
Importations FAB	1 030 809	1 190 295	1 229 215	1 258 338	1 221 531	1 114 163	1 243 699	1 350 092	1 380 763
Exportations FAB	980 738	1 122 984	1 154 209	1 195 029	1 224 019	1 174 702	1 292 419	1 416 439	1 472 936
Balance FAB-FAB	**— 50 071**	**— 67 311**	**— 75 006**	**— 63 309**	**2 488**	**60 539**	**48 720**	**66 347**	**92 173**
Importations CAF (2)	1 058 544	1 222 010	1 273 459	1 304 688	1 270 486	1 158 865	1 293 933	1 392 186	1 423 686
Exportations FAB (2)	946 871	1 082 258	1 119 249	1 174 520	1 203 195	1 160 165	1 280 806	1 405 609	1 454 383
Coefficient CAF-FAB (3)	**96,9**	**96,5**	**96,3**	**96,0**	**96,0**	**95,8**	**95,8**	**96,7**	**96,7**

(1) Depuis 1988, nouveau champ : y compris DOM.
(2) Hors matériel militaire.
(3) Les coefficients CAF/FAB permettent d'établir, au seul niveau global (hors matériel militaire), la conversion des importations CAF en importations FAB.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) et parts de marché de divers pays de l'Union Européenne (à quinze) et du monde

Année 1995

Source : Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) *Unité* : Million de dollars

Pays importateurs / Pays exportateurs	Part de marché de chaque pays exportateur (en %) dans les importations de																
	Autriche	Belgique Luxembourg	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Irlande	Italie	Pays-Bas	Portugal	Espagne	Suède	Royaume Uni	Suisse	États-Unis	Japon
Importations CAF	65 438	153 233	42 256	29 514	278 914	443 329	26 034	32 312	207 392	140 107	33 532	114 832	61 614	260 257	79 903	743 506	335 962
Autriche	///	0,6	1,0	1,3	0,8	3,7	1,0	0,2	2,3	0,8	0,6	0,9	1,2	0,5	4,2	0,3	0,3
Belgique et Luxembourg (UEBL)	2,8	///	3,7	2,9	8,9	6,5	3,6	1,3	4,8	10,5	3,3	3,4	3,9	4,8	3,5	0,8	0,7
Danemark	0,7	0,7	///	3,2	0,9	1,8	1,4	0,7	0,9	1,1	0,8	0,8	7,5	1,3	1,1	0,3	0,6
Finlande	0,7	0,8	2,9	///	0,8	1,1	0,8	0,6	0,6	0,9	0,6	0,9	6,2	1,4	0,7	0,3	0,3
France	**4,8**	**15,6**	**5,4**	**4,0**	///	**10,7**	**8,1**	**3,7**	**13,9**	**6,8**	**11,8**	**17,1**	**5,5**	**9,6**	**11,4**	**2,3**	**2,0**
Allemagne	44,0	21,0	22,8	15,5	18,5	///	16,5	7,0	19,1	20,8	14,8	15,3	20,6	15,5	33,7	5,0	4,1
Grèce	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	0,5	///	0,1	0,7	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	—
Irlande	0,5	1,1	1,0	0,8	1,3	1,2	1,0	///	0,9	1,2	0,6	1,1	1,4	4,0	0,9	0,5	0,6
Italie	8,8	4,3	4,3	4,0	10,1	8,3	18,7	2,0	///	3,3	8,4	9,2	3,2	4,7	10,1	2,2	1,9
Pays-Bas	3,1	17,8	7,3	3,8	5,4	8,4	6,9	2,7	5,5	///	4,5	4,3	7,6	6,5	4,6	0,9	0,6
Portugal	0,6	0,5	1,1	0,8	1,1	1,0	0,3	0,3	0,4	0,5	///	2,9	0,8	0,8	0,6	0,1	0,1
Espagne	1,3	1,8	1,2	1,3	6,5	3,1	3,4	1,0	3,9	1,9	21,2	///	1,2	2,5	1,4	0,5	0,5
Suède	1,6	2,6	12,2	11,6	1,5	2,0	1,5	1,1	1,4	2,4	1,2	1,3	///	2,5	1,8	0,8	0,8
Royaume-Uni	2,8	8,9	7,0	8,3	7,9	6,4	6,5	35,6	6,1	9,3	6,6	7,8	9,9	///	5,5	3,6	2,1
U. E. (à 15)	**72,0**	**75,8**	**70,0**	**57,8**	**63,9**	**54,7**	**69,7**	**56,3**	**60,5**	**59,6**	**74,6**	**65,3**	**69,2**	**54,3**	**79,6**	**17,7**	**14,6**
Suisse	3,8	1,4	1,8	1,7	2,6	4,5	1,7	0,7	4,5	1,5	1,5	1,5	2,2	3,1	///	1,0	1,2
États-Unis (1)	4,3	5,7	4,9	7,2	7,9	7,1	3,2	17,7	4,8	9,4	3,3	6,4	5,7	12,3	6,4	///	22,6
Japon	2,5	2,6	2,7	6,4	3,5	5,5	2,6	5,3	2,2	3,8	2,2	3,3	3,0	5,8	3,2	16,6	///

(1) Chiffres FAB pour les importations des États-Unis.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géographique

France entière (1)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
(Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unité : Million de francs

Zone géographique	*r* 1994	*r* 1995	1996
Importations CAF			
Union Européenne à quinze	**809 729**	**889 611**	**895 358**
OCDE hors Union Européenne	**235 328**	**241 231**	**245 844**
États-Unis	113 176	110 591	114 828
Japon	47 744	48 814	45 905
Suisse	31 885	35 398	34 977
Autres pays OCDE	42 523	46 428	50 134
Monde hors OCDE	**248 876**	**261 344**	**282 484**
Afrique	57 814	57 321	61 526
Pays de l'Est	33 352	36 878	43 515
Économies en développement rapide d'Asie	71 487	79 311	87 223
Pays du Moyen-Orient	29 749	28 658	30 532
Autres pays (2)	56 474	59 176	59 688
Total	**1 293 933**	**1 392 186**	**1 423 686**
Exportations FAB			
Union Européenne à quinze	**823 203**	**904 755**	**926 729**
OCDE hors Union Européenne	**205 476**	**208 181**	**220 760**
États-Unis	90 922	83 746	88 530
Japon	25 450	27 961	27 386
Suisse	48 831	55 038	56 562
Autres pays OCDE	40 273	41 436	48 282
Monde hors OCDE	**252 127**	**292 673**	**306 894**
Afrique	70 936	80 423	82 848
Pays de l'Est	25 673	31 085	41 056
Économies en développement rapide d'Asie	67 140	86 546	82 525
Pays du Moyen-Orient	36 262	36 085	34 876
Autres pays (2)	52 116	58 534	65 589
Total	**1 280 806**	**1 405 609**	**1 454 383**
Balance des exportations FAB et des importations CAF			
Union Européenne à quinze	**13 474**	**15 144**	**31 371**
OCDE hors Union Européenne	**– 29 852**	**– 33 050**	**– 25 084**
États-Unis	– 22 254	– 26 845	– 26 298
Japon	– 22 294	– 20 853	– 18 519
Suisse	16 946	19 640	21 585
Autres pays OCDE	– 2 250	– 4 992	– 1 852
Monde hors OCDE	**3 251**	**31 329**	**24 410**
Afrique	13 122	23 102	21 322
Pays de l'Est	– 7 679	– 5 793	– 2 459
Économies en développement rapide d'Asie	– 4 347	7 235	– 4 698
Pays du Moyen-Orient	6 513	7 427	4 344
Autres pays (2)	– 4 358	– 642	5 901
Balance totale	**– 13 127**	**13 423**	**30 697**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).
(2) Y compris TOM.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité :* Million de francs

Pays (2)	Exportations (FAB) et importations (CAF)					
	r 1994		*r* 1995		1996	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**901 428**	**918 745**	**991 108**	**1 015 282**	**1 008 939**	**1 055 493**
dont : Belgique et Luxembourg	119 098	114 686	124 254	122 213	119 654	123 752
Pays-Bas	66 069	60 448	75 791	66 934	74 087	66 773
Allemagne (3)	229 756	222 836	257 647	251 167	247 376	251 764
Italie	130 960	122 122	139 839	137 455	144 428	135 314
Royaume-Uni	102 947	128 896	110 552	131 912	118 608	137 613
Irlande	15 580	7 995	17 672	7 254	19 513	7 421
Danemark	11 504	11 481	12 374	12 729	12 506	13 218
Grèce	2 848	9 347	3 074	10 839	2 991	11 634
Norvège	17 362	5 425	19 004	5 789	23 654	6 188
Suède	17 225	14 850	20 575	18 392	20 131	20 743
Finlande	9 149	4 520	10 646	5 659	9 841	6 791
Suisse	31 885	48 831	35 398	55 038	34 977	56 562
Autriche	11 410	14 115	11 521	16 624	11 584	16 113
Portugal	14 778	19 439	15 700	19 975	16 447	20 001
Espagne	78 405	92 470	89 966	103 603	98 193	115 594
Andorre	83	1 731	82	1 733	87	1 648
Malte	869	984	905	1 213	1 091	2 086
Slovénie	3 621	3 511	3 847	3 664	4 229	4 567
Croatie	649	715	593	904	490	972
Macédoine	312	286	310	297	99	314
Turquie	5 192	7 657	5 748	9 150	6 076	13 074
Russie	15 597	6 710	17 439	8 350	20 342	10 245
Pologne	4 543	5 316	5 142	7 022	6 644	10 520
République Tchèque	1 931	3 779	2 382	4 854	2 943	6 422
Slovaquie	708	709	935	1 196	1 128	1 812
Hongrie	2 269	2 839	2 644	3 173	3 495	3 723
Roumanie	1 836	1 921	2 293	2 415	2 631	2 811
Bulgarie	869	792	946	889	850	854
AFRIQUE	**57 814**	**70 936**	**57 321**	**80 423**	**61 526**	**82 848**
dont : Maroc	11 888	12 039	12 969	12 918	13 144	12 254
Algérie	8 285	13 356	7 539	14 236	8 802	12 587
Tunisie	6 688	9 851	7 270	9 816	7 743	9 563
Libye	2 340	1 408	1 569	1 434	2 313	1 616
Égypte	1 301	4 764	1 261	5 927	1 233	7 276
Soudan	167	323	145	385	109	354
Mauritanie	402	762	404	688	400	922
Mali	46	530	38	866	28	1 010
Burkina Faso	142	474	150	674	106	802
Niger	469	470	689	473	55	452
Sénégal	1 035	2 002	982	2 302	928	2 777
Guinée	199	764	250	817	396	851
Libéria	7	153	144	1 781	44	1 683
Côte-d'Ivoire	3 622	2 945	4 589	4 679	4 164	4 104
Ghana	524	370	688	408	714	589
Togo	94	426	123	564	49	527
Bénin (Dahomey)	25	659	27	956	26	866
Nigéria	6 032	2 536	3 892	2 096	7 108	2 592
Cameroun	2 548	1 682	2 784	2 161	2 075	2 084
République Centrafricaine	47	287	76	297	26	252
Gabon	2 254	1 632	1 721	1 852	1 281	2 008
Congo	394	997	494	1 233	539	4 873
Zaïre	193	172	209	241	146	261
Angola	676	758	446	1 913	739	793
Éthiopie	93	307	117	296	103	285
Djibouti	4	286	3	251	3	257
Kenya	409	485	414	640	382	765
Madagascar	1 269	1 085	1 441	1 176	1 608	1 273
Zimbabwe	188	246	170	306	159	349
Zambie	273	66	281	122	152	78
Ile Maurice	1 781	2 568	1 805	1 775	1 924	1 867
Afrique du Sud (République d')	3 269	4 584	3 539	5 026	3 986	4 581

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 (suite et fin)

Commerce extérieur de la France par pays

France entière (1) - Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie Direction générale des Douanes et des Droits indirects — *Unité : Million de francs*

Pays 2	Exportations (FAB) et importations (CAF)					
	1994		1995		1996	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMERIQUE	149 996	130 754	149 313	127 814	151 167	126 288
001 Etats-Unis d'Amérique et Iles	111 171	93 221	111 881	93 748	111 826	93 530
Canada	3 330	3 081	4 548	3 273	3 497	3 617
Mexique	1 914	1 532	1 887	1 478	1 961	1 985
Panama	80	571	559	804	781	1 081
Cuba	145	78	186	141	187	985
Bahamas	195	113	229	243	566	306
Jamaïque	151	125	157	179	313	351
Trinidad et Tobago	111	73	130	91	137	95
Colombie	1 341	1 170	1 555	1 578	1 549	1 055
Venezuela	547	1 503	667	1 539	1 147	1 412
Equateur	752	325	714	771	711	394
Pérou	714	433	755	814	813	568
Brésil	11 816	8 981	10 294	7 043	9 409	7 731
Chili	1 335	1 381	3 193	1 388	2 980	2 333
Uruguay	207	1 390	188	588	197	811
Argentine	2 171	3 987	2 601	3 135	2 531	3 440
ASIE	160 324	141 196	166 319	161 775	176 388	169 407
002 Japon	108	360	188	387	196	786
Liban	188	2 342	188	3 291	209	3 318
Syrie	2 125	1 456	2 099	1 026	2 206	1 366
Iran	3 714	1 813	3 925	2 822	3 596	3 441
Israël	3 360	3 598	1 400	3 630	1 258	3 891
Jordanie	17	1 113	25	1 068	39	1 456
Arabie saoudite	15 668	7 303	12 943	6 630	14 677	7 111
Koweït	386	2 353	736	3 806	880	1 451
Qatar	27	752	1	1 145	6	1 384
Emirats arabes unis	701	1 766	111	6 412	366	5 443
Oman	91	1 469	38	2 429	241	1 309
Yémen (5)	44	311	29	388	180	1 178
Pakistan	1 331	2 383	1 390	1 247	1 763	1 836
Inde	3 171	1 459	3 804	3 282	3 851	3 491
Bangladesh	1 141	112	1 354	596	1 697	1 285
Sri Lanka	781	1 502	871	789	835	228
Thaïlande	5 598	1 366	5 982	3 635	1 706	5 008
Viêt-Nam	1 291	1 576	1 556	1 604	1 918	3 884
Indonésie	1 882	1 188	1 820	5 174	3 245	6 513
Malaysia (6)	6 166	5 304	7 647	11 396	1 729	3 340
Brunei	3	331	12	431	6	379
Singapour	3 157	3 111	3 386	6 978	11 511	10 886
Philippines	1 704	1 879	1 886	1 891	1 827	1 511
Chine	20 124	11 987	25 911	13 116	30 455	13 396
Corée du Sud	7 647	3 171	3 748	3 513	3 497	10 171
Japon	27 744	25 340	46 874	27 991	43 903	27 166
Taïwan	10 245	7 348	10 281	3 384	10 801	3 296
Hong-Kong	3 266	12 946	3 228	13 787	3 256	17 991
Macao	317	31	341	46	363	357
AUSTRALIE-OCEANIE et AUTRES TERRITOIRES	8 871	10 467	8 313	11 538	8 954	12 506
003 Australie	3 147	8 033	4 473	8 279	3 941	7 184
Nouvelle-Zélande	1 981	755	1 121	1 222	1 135	971
Nouvelle-Calédonie	481	1 986	855	1 975	831	1 096
Polynésie française	31	1 859	27	1 712	36	1 927
DIVERS (7)	16 166	8 712	13 615	14 677	18 072	14 802
Monde	1 081 809	1 280 995	1 082 169	1 436 609	1 429 696	1 464 963

1) Y compris DOM.
2) Dans ce tableau les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.
3) Y compris ex-RDA.
4) Emirats arabes unis : Dubai, Abou Dhabi, Charjah.
5) Yémen : Yémen du Nord et Yémen du Sud.
6) La Malaysia comprend la Malaysia orientale (le Sabah et le Sarawak) et la Malaysia occidentale (la péninsule Malaise).
7) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), remorqueurs sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit (1)

France entière (2)

Non compris matériel militaire

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) — *Unité :* Million de francs

Produit	*r* 1994	*r* 1995	1996
Importations CAF			
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	53 840	55 348	54 277
Produits des industries agricoles et alimentaires	103 432	107 518	107 367
Produits énergétiques	98 019	93 713	115 700
Matières premières minérales	6 911	7 291	6 983
Métaux et produits du travail des métaux	112 626	130 404	120 325
Produits chimiques et demi-produits divers	204 364	230 168	223 743
Biens d'équipement professionnel	312 920	340 745	359 175
Électroménager ; électronique grand public	32 968	34 843	33 660
Équipement auto des ménages	79 903	83 140	92 732
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	69 408	78 153	75 469
Bien de consommation courante	215 093	225 082	230 025
Divers	4 449	5 781	4 230
Total	**1 293 933**	**1 392 186**	**1 423 686**
Exportations FAB			
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	72 243	75 430	78 517
Produits des industries agricoles et alimentaires	125 870	134 207	135 508
Produits énergétiques	30 957	33 126	36 771
Matières premières minérales	1 543	1 563	1 542
Métaux et produits du travail des métaux	107 823	122 163	120 955
Produits chimiques et demi-produits divers	197 909	222 862	223 091
Biens d'équipement professionnel	340 138	389 847	409 783
Électroménager ; électronique grand public	22 953	25 425	26 765
Équipement auto des ménages	83 595	83 593	92 866
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	92 533	98 395	100 374
Bien de consommation courante	198 048	210 877	221 474
Divers	7 194	8 121	6 737
Total	**1 280 806**	**1 405 609**	**1 454 383**
Balance des exportations FAB et des importations CAF			
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	18 403	20 082	24 240
Produits des industries agricoles et alimentaires	22 438	26 689	28 141
Produits énergétiques	– 67 062	– 60 587	– 78 929
Matières premières minérales	– 5 368	– 5 728	– 5 441
Métaux et produits du travail des métaux	– 4 803	– 8 241	630
Produits chimiques et demi-produits divers	– 6 455	– 7 306	– 652
Biens d'équipement professionnel	27 218	49 102	50 608
Électroménager ; électronique grand public	– 10 015	– 9 418	– 6 895
Équipement auto des ménages	3 692	453	134
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	23 125	20 242	24 905
Biens de consommation courante	– 17 045	– 14 205	– 8 551
Divers	2 745	2 340	2 507
Balance totale	**– 13 127**	**13 423**	**30 697**

(1) Du fait des arrondis, les lignes «Total» ne sont pas toujours la somme exacte de celles relatives à chaque produit.
(2) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France par produit et par zone géographique

France entière (1)

Année 1996 (non compris matériel militaire)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) *Unité* : Million de francs

Produit	Zones géographiques										**Total**
	Union Européenne à quinze	OCDE hors Union Européenne				Monde hors OCDE					
		États-Unis	Japon	Suisse	Autres OCDE	Afrique	Pays de l'Est	Économies en développement rapide d'Asie	Pays du Moyen-Orient	Autres pays	
Importations CAF											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	27 443	2 392	15	64	3 595	9 250	1 672	2 521	1 092	6 233	**54 277**
Produits des industries agricoles et alimentaires	82 302	2 117	77	1 270	3 680	4 538	1 512	2 759	537	8 575	**107 367**
Produits énergétiques	30 545	2 149	56	378	18 873	20 933	15 907	317	24 365	2 177	**115 700**
Matières premières minérales.	2 072	118	3	55	1 523	1 511	66	60	212	1 363	**6 983**
Métaux et produits du travail des métaux	86 646	6 103	1 345	3 226	3 289	3 064	6 163	2 761	209	7 519	**120 325**
Produits chimiques et demi-produits divers	170 505	15 419	4 510	10 466	4 401	2 072	4 214	6 638	1 271	4 247	**223 743**
Biens d'équipement professionnel	189 896	71 011	25 047	11 299	6 736	3 244	2 893	36 416	1 488	11 145	**359 175**
Électroménager, électronique grand public	20 691	980	3 378	235	508	32	999	6 446	41	350	**33 660**
Équipement automobile des ménages	80 033	930	5 123	14	921	8	3 156	1 258	2	1 287	**92 732**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	67 426	1 677	2 041	358	834	271	617	1 028	30	1 187	**75 469**
Biens de consommation courante	134 620	11 813	4 294	7 471	5 457	16 440	6 188	26 981	1 267	15 494	**230 025**
Divers	3 179	119	16	141	317	163	128	38	18	111	**4 230**
Total	**895 358**	**114 828**	**45 905**	**34 977**	**50 134**	**61 526**	**43 515**	**87 223**	**30 532**	**59 688**	**1 423 686**
Exportations FAB											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	62 507	2 394	1 150	2 353	1 395	3 943	1 375	1 300	780	1 320	**78 517**
Produits des industries agricoles et alimentaires	94 002	5 392	3 528	3 012	3 385	7 189	5 081	5 190	5 368	3 361	**135 508**
Produits énergétiques	22 554	984	46	8 320	610	1 717	225	316	489	1 510	**36 771**
Matières premières minérales.	1 220	18	4	90	47	64	22	44	14	19	**1 542**
Métaux et produits du travail des métaux	83 154	8 948	2 507	3 665	4 685	5 344	2 224	3 682	2 959	3 787	**120 955**
Produits chimiques et demi-produits divers	157 716	12 103	4 125	8 827	7 451	8 260	5 357	8 879	3 796	6 577	**223 091**
Biens d'équipement professionnel	197 409	40 692	5 613	11 769	18 130	31 379	9 776	48 228	12 458	34 329	**409 783**
Électroménager, électronique grand public	20 469	628	87	579	755	547	1 964	627	734	375	**26 765**
Équipement automobile des ménages	76 480	23	491	3 061	1 746	2 774	3 269	1 032	1 133	2 857	**92 866**
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	78 093	4 749	410	865	2 524	5 115	2 977	1 385	615	3 641	**100 374**
Biens de consommation courante	127 231	12 463	9 398	13 866	7 364	16 368	8 775	11 721	6 522	7 766	**221 474**
Divers	5 894	136	27	155	190	148	11	121	8	47	**6 737**
Total	**926 729**	**88 530**	**27 386**	**56 562**	**48 282**	**82 848**	**41 056**	**82 525**	**34 876**	**65 589**	**1 454 383**

(1) Y compris DOM (nouveau champ).

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996
IMPORTATIONS					
Total (3)		**150,4**	**163,7**	**172,8**	**177,8**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	174,3	193,7	209,0	214,2
NIVEAU 15 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	145,9	160,1	153,7	158,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	185,8	202,5	210,1	205,4
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	92,2	91,5	89,7	96,5
Biens intermédiaires	U 04	154,9	182,4	197,4	197,1
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	194,3	208,2	229,7	249,8
Électroménager	U 05 B (3)	217,5	223,6	250,1	195,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	161,6	189,0	199,2	207,4
Biens de consommation courante	U 06	187,9	196,6	203,6	207,1
NIVEAU 40 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	145,9	160,1	153,7	158,8
Viandes et produits laitiers	T 02	170,7	183,3	187,8	164,3
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	194,6	213,8	223,3	229,7
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	43,2	40,7	40,8	46,1
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	95,7	95,3	93,2	100,3
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	114,2	137,3	149,6	139,7
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	112,7	150,9	174,3	173,1
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	103,9	113,1	117,3	112,9
Produits de l'industrie du verre	T 10	179,2	194,0	208,3	204,3
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	199,6	226,7	238,6	244,6
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	246,5	272,8	302,3	307,5
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	159,1	176,7	188,8	189,3
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	139,7	150,2	166,2	173,1
Matériel électrique	T 15 A (3)	243,2	263,5	294,0	327,5
Électroménager	T 15 B (3)	217,5	223,6	250,1	195,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	161,6	189,0	199,2	207,4
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	306,7	319,8	341,1	384,1
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	205,4	212,5	213,1	219,9
Cuirs et chaussures	T 19	182,3	191,6	197,6	198,3
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	137,3	137,5	142,0	142,5
Papier, carton	T 21	182,8	203,4	213,1	204,1
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	190,1	203,5	218,5	216,2
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	218,3	243,4	265,8	275,8

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série - année 1993 - a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7A (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996
EXPORTATIONS					
Total (3)		**157,8**	**170,2**	**183,6**	**191,1**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	153,1	169,7	185,0	192,8
NIVEAU 15 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	228,8	203,4	212,5	214,8
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	194,4	201,7	212,8	212,5
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	97,0	102,2	106,0	130,6
Biens intermédiaires	U 04	159,3	177,2	194,2	201,0
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	149,5	170,5	193,7	204,5
Électroménager	U 05 B (3)	276,4	290,6	330,7	275,6
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	120,9	131,7	135,7	145,4
Biens de consommation courante	U 06	169,4	178,9	188,0	196,8
NIVEAU 40 B					
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	228,8	203,4	212,5	214,8
Viandes et produits laitiers	T 02	204,2	214,2	220,5	215,8
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	188,7	194,4	208,4	210,6
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	81,3	74,9	61,4	53,8
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	77,3	79,4	71,9	99,5
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	111,6	126,7	135,2	132,3
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	140,0	169,5	198,0	213,5
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	128,2	145,3	155,8	163,5
Produits de l'industrie du verre	T 10	141,4	155,1	164,3	171,7
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	200,5	222,5	242,1	251,0
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	192,4	206,3	227,5	242,5
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	128,7	131,2	148,3	153,5
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	106,1	116,4	132,1	141,2
Matériel électrique	T 15 A (3)	218,2	247,9	295,4	334,2
Électroménager	T 15 B (3)	276,4	290,6	330,7	275,6
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	120,9	131,7	135,7	145,4
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	154,2	154,0	172,0	137,3
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	161,6	172,4	177,3	183,4
Cuirs et chaussures	T 19	139,3	148,2	148,9	151,8
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	162,5	161,2	166,0	175,9
Papier, carton	T 21	254,4	298,1	306,1	297,0
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	170,9	183,9	191,9	193,0
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	165,2	176,9	201,3	214,6

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série - année 1993 - a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1991	(1) 1992	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996
IMPORTATIONS							
Total (3)		**145,9**	**139,9**	**134,3**	**137,4**	**140,2**	**140,6**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	159,7	154,7	149,1	153,0	155,3	154,9
NIVEAU 15 B							
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	131,5	124,0	115,7	122,7	130,0	123,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	139,9	140,0	134,7	134,5	135,2	137,3
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	91,1	78,6	75,5	70,2	69,0	78,5
Biens intermédiaires	U 04	140,0	131,9	125,3	129,4	137,2	132,4
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	163,2	157,1	154,7	160,8	158,1	158,4
Électroménager	U 05 B (3)	143,2	141,0	136,5	137,5	129,3	133,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	211,5	220,1	219,5	220,4	225,4	226,6
Biens de consommation courante	U 06	167,5	163,6	153,1	153,4	154,7	156,4
NIVEAU 40 B							
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	131,5	124,0	115,7	122,7	130,0	123,6
Viandes et produits laitiers	T 02	139,4	142,3	134,7	133,9	132,1	135,7
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	140,2	138,7	134,8	134,8	136,7	138,0
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	133,6	127,0	127,4	132,6	122,7	121,6
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	88,7	76,2	73,3	68,0	67,0	76,8
Électricité, gaz, eau et chauffage urbain	T 06	173,2	168,7	160,6	152,1	175,1	193,7
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	135,7	128,7	122,0	124,5	135,3	125,8
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	104,4	94,9	89,6	101,1	109,1	103,1
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	159,7	158,2	147,5	147,8	147,0	150,0
Produits de l'industrie du verre	T 10	175,3	171,9	165,9	164,8	168,1	167,8
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	135,1	124,9	120,7	124,8	132,1	127,7
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	171,3	171,2	168,5	169,4	171,7	174,1
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	176,0	174,6	164,7	167,4	169,7	171,1
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	168,0	159,4	151,2	156,3	159,2	164,2
Matériel électrique	T 15 A (3)	165,7	162,7	160,8	165,2	167,6	166,8
Électroménager	T 15 B (3)	143,2	141,0	136,5	137,5	129,3	133,8
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	211,5	220,1	219,5	220,4	225,4	226,6
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	147,9	140,0	146,5	159,7	124,2	116,6
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	160,0	155,3	141,6	142,2	143,5	144,7
Cuirs et chaussures	T 19	178,8	172,8	158,6	161,0	159,8	163,5
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	169,4	166,1	155,3	155,1	150,9	152,4
Papier, carton	T 21	164,1	151,3	136,5	137,3	157,9	149,3
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	180,3	175,1	171,3	165,4	175,1	176,1
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	157,7	153,3	142,7	140,5	142,5	138,9

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série - année 1993 - a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-7B (suite et fin)

Indices du commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) et INSEE

Base 100 en 1980

Produit	(2) Code	(1) 1991	(1) 1992	(1) 1993	(1) 1994	1995	1996
EXPORTATIONS							
Total (3)		**164,3**	**159,7**	**156,3**	**160,2**	**163,1**	**162,7**
Ensemble des produits manufacturés (3)	U 04 à U 06	170,7	165,9	163,7	166,7	169,1	168,6
NIVEAU 15 B							
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	U 01	138,5	133,4	125,1	126,4	127,5	131,1
Produits des industries agricoles et alimentaires	U 02	147,3	144,9	137,3	142,5	144,0	145,9
Produits énergétiques (hors électricité)	U 03 (3)	138,6	131,1	135,7	137,6	143,4	130,4
Biens intermédiaires	U 04	145,9	137,5	132,2	135,1	139,8	135,5
Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	U 05 A (3)	187,4	182,1	184,6	184,4	184,7	185,9
Électroménager	U 05 B (3)	156,9	154,8	153,5	151,0	148,8	155,0
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	U 05 C (3)	203,3	203,9	203,8	213,2	214,5	213,1
Biens de consommation courante	U 06	167,2	165,7	165,3	171,4	173,6	174,3
NIVEAU 40 B							
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	T 01	138,5	133,4	125,1	126,4	127,5	131,1
Viandes et produits laitiers	T 02	146,2	143,4	139,2	139,5	139,6	141,2
Autres produits des industries agricoles et alimentaires	T 03	147,9	145,8	136,1	144,5	146,8	148,7
Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	T 04	172,3	183,8	153,8	156,8	171,8	160,6
Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	T 05	104,3	88,0	87,7	84,7	88,4	85,3
Électricité, gaz, eau et chauffage urbain	T 06	232,4	252,8	269,2	261,6	269,3	267,5
Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	T 07	135,9	129,1	120,9	122,8	130,4	126,5
Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	118,7	114,2	113,6	116,4	119,1	112,1
Matériaux de construction et minéraux divers	T 09	169,9	167,9	170,5	168,9	165,2	162,7
Produits de l'industrie du verre	T 10	178,0	175,0	173,8	173,6	172,4	169,2
Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	135,7	122,8	116,7	119,6	125,4	120,1
Produits de la parachimie et de la pharmacie	T 12	195,4	198,1	201,0	208,6	207,8	212,0
Produits de la fonderie et du travail des métaux	T 13	180,6	175,1	176,2	176,3	174,0	177,7
Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	T 14 (3)	189,2	190,7	192,4	197,6	196,3	195,5
Matériel électrique	T 15 A (3)	161,9	154,0	153,5	153,6	152,3	153,2
Électroménager	T 15 B (3)	156,9	154,8	153,5	153,6	148,8	155,0
Véhicules automobiles, cycles et motocycles	T 16 (3)	203,3	203,9	203,8	213,2	214,5	213,1
Produits de la construction navale et de la construction aéronautique	T 17	230,1	218,1	237,2	275,0	265,9	310,1
Produits textiles, articles d'habillement	T 18	148,1	143,6	138,4	142,1	144,3	141,5
Cuirs et chaussures	T 19	191,6	189,4	190,4	195,7	200,4	201,6
Bois, meubles, produits des industries diverses	T 20	157,8	154,1	154,8	165,7	163,6	161,3
Papier, carton	T 21	162,1	147,8	132,4	133,4	153,7	149,0
Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	T 22	154,9	157,0	152,3	152,1	164,0	167,8
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	169,2	166,4	165,2	169,6	163,9	162,5

(1) Non harmonisés avec la Comptabilité Nationale. Les indices de volume ont été rénovés en Janvier 1994, la série - année 1993 - a été revue.
(2) Ce code est un regroupement de classes (niveau 100) de la NAP.
(3) Champ partiellement couvert.

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations (CAF) par les exportations (FAB) en volume, par produit (aux prix de 1980)

Source : INSEE %

Produit	1990	1991	1992	(2) 1993	(2) 1994	(2) *r* 1995	(2) 1996
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	154,2	142,0	151,3	154,5	129,7	134,8	133,7
Produits des industries agricoles et alimentaires	115,4	115,3	119,9	130,0	126,8	127,8	129,4
Produits énergétiques	21,0	20,6	20,9	22,9	21,9	22,2	23,7
Produits manufacturés : (3)	89,1	91,3	94,6	96,6	96,8	97,7	101,2
Biens intermédiaires (4)	84,1	86,9	87,5	93,7	92,2	92,6	96,7
Biens d'équipement professionnel (3)	94,8	95,2	102,2	103,1	106,2	109,2	111,0
Électroménager, électronique grand public	43,4	47,4	51,2	50,1	50,0	52,5	57,4
Automobiles et matériel de transport terrestre (5)	123,4	135,0	137,7	135,6	129,5	125,8	129,5
Biens de consommation courante	82,6	83,4	86,0	86,4	87,4	88,0	90,7
Ensemble (3)	**83,6**	**84,6**	**87,9**	**90,7**	**89,9**	**91,8**	**94,3**

(1) Les importations étant CAF et les exportations FAB, un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.
(4) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(5) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange (1) par produit

Source : INSEE Base 100 en 1980

Produit	1990	1991	1992	(2) *r* 1993	(2) *r* 1994	(2) *r* 1995	(2) 1996
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	109,1	107,5	109,6	109,8	102,8	100,9	108,6
Produits des industries agricoles et alimentaires	102,2	101,5	100,5	96,0	99,2	101,1	100,5
Produits énergétiques	119,0	131,2	141,0	149,4	155,7	169,4	142,0
Produits manufacturés : (3)	106,0	105,7	106,1	108,4	108,0	107,2	106,5
Biens intermédiaires (4)	103,6	104,7	105,5	106,5	104,9	103,5	103,2
Biens d'équipement professionnel (3)	108,0	107,5	108,1	111,2	107,9	107,0	106,5
Électroménager, électronique grand public	134,2	137,2	137,6	139,9	140,9	141,2	142,8
Automobiles et matériel de transport terrestre (5)	96,5	92,6	89,6	89,9	93,4	92,2	91,0
Biens de consommation courante	102,2	100,6	101,8	106,8	109,8	110,9	110,3
Ensemble (3)	**110,2**	**110,6**	**111,9**	**113,3**	**113,5**	**112,6**	**111,1**

(1) Les termes de l'échange rapportent l'indice du prix des exportations à celui des importations, par référence à 1980.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.
(4) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers.
(5) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : indices de valeur unitaire par zone géographique

Source : INSEE — Base 100 en 1980

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
IMPORTATIONS CAF							
Total des produits	**147,2**	**145,9**	**139,9**	**134,3**	**137,4**	**140,2**	**140,6**
Union Européenne (1)	159,2	158,2	153,4	145,4	148,3	151,8	151,0
OCDE hors UE	150,0	147,9	141,1	143,2	146,5	143,9	143,5
Reste du monde	117,6	117,3	109,9	104,8	106,2	110,1	114,3
Produits manufacturés	**160,4**	**159,7**	**154,7**	**149,1**	**153,0**	**155,3**	**154,9**
Union Européenne (1)	165,3	164,6	160,2	152,2	155,9	159,0	157,8
OCDE hors UE	158,4	156,9	151,2	154,4	159,7	160,6	160,1
Reste du monde	143,2	144,5	139,0	131,2	133,8	136,3	138,8
EXPORTATIONS FAB							
Total des produits	**166,3**	**164,3**	**159,7**	**156,3**	**160,2**	**163,1**	**162,7**
Union Européenne (1)	162,2	162,2	157,8	153,3	157,0	160,0	159,5
OCDE hors UE	175,2	180,3	173,2	170,5	174,4	173,3	172,2
Reste du monde	171,8	159,3	155,9	154,1	158,4	165,8	166,0
Produits manufacturés	**173,1**	**170,7**	**165,9**	**163,7**	**166,7**	**169,1**	**168,6**
Union Européenne (1)	166,4	165,7	161,7	158,4	162,3	165,6	164,8
OCDE hors UE	179,9	184,5	175,8	173,3	176,9	173,7	174,5
Reste du monde	186,0	174,3	170,3	169,8	171,8	175,5	175,1

(1) Union Européenne à douze pour les séries des années 1990 à 1994, Union Européenne à quinze pour les séries des années 1995 et 1996.

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur (1)

Source : INSEE — %

Produit	1990	1991	(2) 1992	(2) 1993	(2) 1994	(2) r 1995	(2) 1996
Biens intermédiaires	35,1	35,5	37,1	37,9	39,6	41,7	42,0
Biens d'équipement professionnel (3)	42,4	45,3	45,9	45,2	47,4	50,1	52,7
Électroménager, électronique grand public	61,5	66,4	64,9	66,2	64,2	65,6	64,8
Automobiles et matériel de transport terrestre	38,9	40,1	39,1	40,1	41,1	40,6	42,9
Biens de consommation courante	28,5	29,0	29,8	30,3	30,3	31,2	31,9
Total (3)	**36,4**	**37,5**	**38,2**	**38,6**	**39,7**	**41,5**	**42,7**

(1) Voir définition.
(2) Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(3) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-12

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et Droits indirects)

Pays fournisseurs et clients	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 067 792**	**8 635 951**	**1 301 534**	**9 604 014**	**1 321 165**	**10 075 525**
dont : France métropolitaine	525 513	5 745 102	477 517	6 102 257	514 668	6 405 237
Martinique	190 484	223 648	258 042	235 886	49 600	89 987
Allemagne	8 732	332 534	7 922	324 674	10 961	502 718
États-Unis	25 292	270 088	22 300	314 479	25 990	398 310
Italie	18 219	308 898	19 115	324 790	22 146	380 657
Japon	2 348	209 019	2 682	220 370	4 140	236 916
Trinidad et Tobago	21 304	44 533	52 625	358 260	120 838	166 650
Espagne	8 480	126 392	13 555	174 802	14 517	174 032
Royaume-Uni	2 760	118 850	3 994	130 040	4 293	156 389
EXPORTATIONS	**225 318**	**845 668**	**145 170**	**807 903**	**133 538**	**557 422**
dont : France métropolitaine	146 426	639 451	95 488	530 065	93 738	385 927
Martinique	31 496	113 420	19 788	84 723	1 899	4 113
Guyane	5 777	20 531	4 985	17 912	4 372	17 531
Italie	44	1 232	233	36 761	7 231	67 274
Belgique et Luxembourg	165	14 995	1 224	22 543	430	20 901
Royaume-Uni	1 817	12 248	6 192	18 541	8 004	16 150
États-Unis	6 430	17 657	533	26 114	2 479	6 753

TABLEAU O.01-13

Guadeloupe : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : millier de francs

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Produit	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	87 809	184 861	67 303	205 140	63 559	123 843
Farine de froment ou de méteil	24 232	54 885	16 969	37 064	1 746	4 133
Sucres	51 346	176 466	26 209	92 474	37 198	133 819
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	38 368	34 014	39 927	35 642	38 255	34 237
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	...	152 363	...	137 947	...	60 874
Melons et papayes frais	2 065	33 934	1 184	24 754	1 629	28 202

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-14

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	*r* 1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**442 271**	**3 191 070**	**417 430**	**3 324 799**	**360 127**	**3 240 891**
dont : France métropolitaine	110 741	2 066 446	110 802	2 043 142	108 679	2 088 319
Italie	2 778	65 983	4 424	82 042	4 178	74 709
Belgique et Luxembourg	4 866	42 028	4 117	57 951	3 790	37 014
États-Unis	2 731	68 847	6 014	106 606	2 565	72 647
Allemagne	2 158	56 186	1 774	82 220	1 534	53 154
Trinidad et Tobago	237 127	276 619	188 629	232 612	156 867	211 509
Pays-Bas	5 762	61 471	7 839	69 184	6 629	65 134
EXPORTATIONS	**26 957**	**764 294**	**30 913**	**729 660**	**31 690**	**855 693**
dont : France métropolitaine	8 279	527 115	6 714	476 783	4 531	554 056
Guadeloupe	9 212	56 844	11 442	67 265	8 338	55 948
Martinique	4 647	43 069	4 315	43 252	2 323	40 126
Italie	307	15 759	567	21 001	333	18 399
États-Unis	539	41 478	471	8 295	561	14 929

TABLEAU O.01-15

Guyane : principaux produits exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Produit	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Crustacés	3 836	173 240	3 693	175 168	3 764	174 959
Or (en kg)	1 975	92 876	2 695	127 751	3 150	183 941
Riz	10 868	39 793	13 619	51 079	18 885	59 997
Parties de véhicules aériens et spatiaux	5	4 349	184	51 315	494	124 600

TABLEAU O.01-16

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 631 929**	**9 112 745**	**1 641 332**	**9 837 673**	**1 670 213**	**10 083 671**
dont : France métropolitaine	446 744	5 596 528	413 161	6 175 691	420 932	6 277 757
Allemagne	9 775	293 553	15 914	320 592	9 487	328 035
Royaume-Uni	247 645	287 210	89 055	189 848	85 067	202 724
États-Unis	20 623	250 887	29 659	282 183	41 996	302 025
Italie	16 097	318 261	19 444	365 512	20 070	415 454
Japon	2 171	192 364	2 687	217 893	2 737	197 119
Trinidad et Tobago	91 414	97 811	152 650	150 172	56 642	92 785
Vénézuela	69 738	63 847	81 090	59 265	463 206	386 696
EXPORTATIONS	**715 738**	**1 231 806**	**682 895**	**1 239 696**	**741 062**	**1 086 005**
dont : France métropolitaine	139 035	544 331	309 030	748 650	137 912	561 698
Guadeloupe	459 265	519 565	118 764	150 104	307 465	227 877
Guyane	5 810	33 363	6 971	37 090	7 106	41 338
Belgique et Luxembourg	25 433	58 491	40 739	114 019	45 541	100 619
Royaume-Uni	7 284	23 626	33 930	95 266	35 201	78 184

TABLEAU O.01-17

Martinique : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) Valeur : millier de francs

Produit	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Bananes	153 325	339 367	189 421	520 046	194 935	401 185
Yachts, bateaux de plaisance et de sport	...	57 194	...	92 384	...	77 545
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	80 036	115 932	85 118	117 837	82 973	122 990
Produits pétroliers raffinés	386 908	350 413	272 210	214 519	272 179	216 221
Eaux aromatisées ou édulcorées	14 270	70 525	7 850	35 891	1 730	12 591
Melons et papayes frais	1 600	29 025	1 608	19 929	1 605	17 097

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-18

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) Valeur : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**1 828 447**	**13 077 375**	**2 051 520**	**13 561 048**	**2 027 652**	**14 251 451**
dont : France métropolitaine	680 684	8 734 014	741 742	8 997 120	723 777	9 348 168
Afrique du Sud	220 544	252 688	240 489	284 672	272 604	291 526
Allemagne	11 389	357 906	12 998	379 845	15 356	465 986
Bahreïn	374 510	459 013	353 903	417 119	370 317	519 395
Italie	38 553	416 440	37 921	478 269	38 131	515 621
Japon	2 956	235 672	3 951	286 630	4 696	298 985
Belgique et Luxembourg	41 060	283 263	47 116	293 637	39 216	301 962
EXPORTATIONS	**218 375**	**954 858**	**218 770**	**1 037 714**	**238 057**	**1 071 173**
dont : France métropolitaine	186 376	709 027	164 682	739 909	191 396	759 313
Japon	1 368	59 445	1 274	63 213	1 356	56 098
Madagascar	5 747	31 935	7 168	33 676	6 922	34 062
Mayotte	3 269	36 753	4 144	41 652	4 015	48 711
Belgique et Luxembourg	746	3 716	13 664	51 540	15 290	56 848
Royaume-Uni	4 371	17 763	4 798	20 622	6 378	26 621
Île Maurice	1 119	19 052	5 329	20 225	5 295	36 247

TABLEAU O.01-19

Réunion : principaux produits exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes et des Droits indirects) Valeur : millier de francs

Produit	1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
Sucre	155 507	574 738	175 281	652 991	183 074	686 481
Rhum et tafia (en hl d'alcool pur)	46 537	28 518	46 479	25 551	41 149	24 970
Crustacés	391	39 303	423	43 614	361	29 884
Voitures de tourisme	1 269	27 815	1 562	29 976	2 270	34 342
Poissons congelés	1 053	20 909	1 128	27 090	1 372	41 515

(1) Sauf indication contraire.

TABLEAU O.01-20

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne
Valeur : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1993		1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**901 358**	**87 952**	**1 028 527**	**87 306**	**1 068 176**	**86 896**	**1 082 605**	**92 528**
dont : France métropolitaine	93 591	39 162	97 199	38 148	97 520	38 769	93 013	38 188
Allemagne	6 116	1 505	4 585	3 200	3 749	2 990	3 280	2 828
Australie	439 216	10 841	380 367	10 348	392 765	11 075	416 233	12 160
États-Unis	113 366	4 751	65 935	3 984	15 847	3 654	7 975	4 280
Italie	7 125	2 578	7 169	2 470	8 295	2 683	7 763	2 997
Japon	18 745	4 631	72 877	4 175	91 542	3 751	76 526	4 260
Nouvelle-Zélande	64 016	4 354	79 818	4 947	43 078	5 109	67 238	6 146
Singapour	198 577	3 521	238 046	4 089	311 365	4 215	303 035	4 313
EXPORTATIONS	**3 860 950**	**38 747**	**3 326 660**	**36 209**	**4 766 000**	**51 251**	**4 951 000**	**50 225**
dont : France métropolitaine	46 678	12 476	45 927	10 029	51 294	14 546	30 096	13 921
Allemagne	7 431	1 213	16 190	2 746	11 589	2 172	2 390	1 031
États-Unis	167 216	2 903	10 708	1 743	471 020	4 050	919 419	4 885
Inde	4 216	719	2 931	486	1 712	325	619	242
Japon	2 162 742	10 398	1 484 943	9 800	2 041 429	13 631	1 814 298	12 848
Singapour	14	33	16	75	21	21	7	10
UEBL	5 194	873	3 874	648	6 850	1 257	1 468	563
Wallis et Futuna	1 665	567	1 301	443	1 189	477	1 179	456
Australie	...	...	1 716 928	3 053	2 036 195	3 397	1 972 446	3 754

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-21

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie)

Unités : Quantités : tonne (1)
Valeur : million de francs CFP (2)

Produit	1993		1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	8 195	396	8 171	371	9 929	424	8 592	407
Farine de froment	811	34	352	19	502	24	245	13
Sucres	5 905	296	6 737	367	6 738	342	4 377	247
Vins (hectolitres)	40 459	1 006	43 262	1 060	42 467	1 104	42 844	1 075
Ciments et clinkers	89 511	487	80 710	438	83 691	413	68 205	363
Combustibles minéraux solides et produits pétroliers	651 420	7 875	660 136	8 257	689 285	7 845	750 214	8 549
EXPORTATIONS								
Minerai de nickel (1.000 tonnes)	3 707	7 867	3 164	6 833	4 589	11 532	4 774	12 100
Mattes de nickel	14 767	4 775	13 400	4 814	14 500	6 889	15 400	7 067
Fontes de nickel et ferro-nickel	125 366	21 844	145 200	23 353	148 600	29 382	151 100	27 992

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-22

Polynésie Française : principaux pays fournisseurs et clients

Unités : Quantités : tonne
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie) Valeur : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1993		1994		*r* 1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS	**545 821**	**86 905**	**563 397**	**87 866**	**594 601**	**92 634**	**580 756**	**96 380**
dont : France métropolitaine	105 109	40 089	100 940	39 313	109 108	42 345	101 218	42 277
Allemagne	3 244	2 632	3 483	2 808	3 961	2 895	3 803	2 970
Australie	118 416	4 689	144 227	5 998	200 458	6 818	193 394	6 747
États-Unis	105 770	11 932	102 097	12 245	107 000	12 241	96 201	13 237
Italie	7 204	2 504	8 345	2 657	7 607	2 588	8 594	3 183
Japon	3 376	4 196	2 771	3 541	2 564	3 357	2 768	3 389
Nouvelle-Zélande	132 203	6 369	145 464	6 516	94 406	5 987	85 768	6 365
Pays-Bas	5 486	1 253	8 967	1 208	8 825	1 223	4 643	1 072
Singapour	22 776	1 366	8 031	1 405	5 017	809	20 790	1 824
Malaisie	734	375	827	387	648	370	818	449
EXPORTATIONS	**9 282**	**15 183**	**11 029**	**22 288**	**12 145**	**19 252**	**22 070**	**25 505**
dont : France métropolitaine	3 887	5 157	1 320	7 292	2 496	6 171	3 900	7 327
États-Unis	77	1 209	2 659	1 875	121	1 998	266	2 231
Italie	941	43	92	36	43	17	62	112
Nouvelle-Calédonie	366	289	149	271	148	343	245	738
Japon	...	...	337	10 203	442	7 101	360	10 353

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Unités : Quantités : tonne (1)
Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction générale des Douanes de Polynésie) Valeur : million de francs CFP (2)

Produit	1993		1994		1995		1996	
	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur	Quantités	Valeur
IMPORTATIONS								
Riz	6 505	346	7 957	439	8 633	430	7 410	468
Farine de froment	412	12	16 611	479	17 134	612	15 146	647
Sucres	6 907	325	7 452	359	7 587	402	6 927	394
Ciments hydrauliques	78 546	854	81 401	882	88 043	1 232	76 112	1 071
Produits pétroliers	215 077	5 151	224 960	5 145	234 272	5 004	231 263	5 239
EXPORTATIONS								
Huile de coprah	5 050	177	7 744	375	5 528	267	6 828	404
Perles de culture (grammes nets)	2 620	7 772	3 298	11 967	4 202	9 657	6 166	14 455

(1) Sauf indication contraire.
(2) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Évolution des soldes de la balance des paiements.
2. Balance des paiements.
3. Règlements bilatéraux entre la France, l'UE, l'OCDE et l'OPEP.
4. Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc.
5. Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union européenne.
6. Règlements entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes.
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes.

8A. Soldes des flux d'investissements directs français à l'étranger par secteur économique.

8B. Soldes des flux d'investissements directs étrangers en France par secteur économique.

9. Investissements directs en soldes, de la France avec divers pays de l'OCDE.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et la Direction générale des services étrangers de la Banque de France.

1. PRÉSENTATION

Les grands traits de la balance des paiements en 1996

1.1. Les grands traits

Le solde du compte des transactions courantes de la France enregistre en 1996 un excédent de 104,9 milliards de F (1,3 % du PIB), près de deux fois supérieur à celui de 1995 (54,5 milliards de F), ce qui confirme le caractère durable de l'amélioration de nos échanges extérieurs engagée depuis le début des années quatre-vingt-dix.

La vigueur de la demande mondiale explique aussi, pour une part, la nouvelle augmentation du résultat des échanges de biens. Ce solde, positif depuis 1992, s'établit à 76,5 milliards de F, après 54,9 milliards de F en 1995 et 39,6 milliards de F en 1994. Les échanges de services ont également progressé, avec un excédent de 77,3 milliards de F (contre 71,6 milliards de F en 1995), alors que l'excédent touristique se tasse légèrement, tout en restant à un niveau élevé (54,3 milliards de F, contre 55,9 milliards de F l'an passé). Parmi les postes déficitaires, les revenus s'améliorent (– 10,0 milliards de F, au lieu de - 40,9 milliards de F en 1995) et les transferts courants dégagent un résultat voisin de celui de l'année précédente (– 44,7 milliards de F, après – 48,9 milliards de F).

Contrepartie de la capacité de financement exprimée par l'excédent du compte de transactions courantes, et compte tenu d'« erreurs et omissions » nettes positives de 4,6 milliards de F, les flux financiers, hors avoirs de réserve, se traduisent par des placements nets à l'étranger de 114,6 milliards de F, plus de trois fois supérieurs à ceux de l'an passé (36,7 milliards de F).

Contrairement à 1995 où ils avaient provoqué des entrées nettes de 39,5 milliards de F, les investissements directs sont à l'origine de sorties à hauteur de 43,3 milliards de F, sous l'effet d'un doublement des investissements directs français à l'étranger. Les placements à l'étranger liés aux investissements de portefeuille s'établissent à 308,9 milliards de F, au delà de leur niveau de 1994 (284,0 milliards de F), notamment sous l'effet de la poursuite des acquisitions de titres étrangers par les résidents (essentiellement des obligations) et des opérations des non-résidents, qui, tout en continuant d'acheter des actions françaises, se sont globalement dégagés des autres titres.

Les autres investissements, essentiellement du secteur bancaire, dégagent des entrées nettes de 237,6 milliards de F, après des sorties de 107,4 milliards de F en 1995. Ce mouvement est à relier pour une large part aux opérations de portefeuille, par le biais des comportements de couverture des investisseurs, tant résidents que non-résidents.

Enfin, sur l'année, les avoirs de réserve bruts augmentent légèrement (– 1,2 milliard de F).

Après deux années consécutives de réduction de son solde débiteur, et malgré l'excédent exceptionnellement élevé du compte des transactions courantes, la position extérieure de la France s'est détériorée de 39,1 milliards de F à la fin de 1996, en raison des effets de valorisation différenciés entre créances et engagements. Elle s'établit à – 184,9 miliards contre – 145,8 milliards de F en 1995 (chiffres révisés).

1.2. Les transactions courantes : très forte progression de l'excédent

L'excédent du compte des transactions courantes atteint un nouveau record de 104,9 milliards de F en 1996, soit 1,3 % du PIB (1) après 54,5 milliards de F en 1995. Dans un contexte favorable aux exportations françaises, l'excédent du commerce extérieur en données douanières FAB/FAB a encore progressé et s'élève à 93,1 milliards de F après 67,2 milliards de F en 1995 et 49,1 milliards de F en 1994. En méthodologie balance des paiements, c'est-à-dire après prise en compte de différences conceptuelles, le solde positif s'établit à 76,5 milliards de F, après 54,9 milliards de F en 1995.

Tandis que la facture énergétique s'alourdit, sous la double influence de l'appréciation du dollar et de la fermeté des cours du pétrole, le solde agro-alimentaire s'améliore, notamment grâce aux ventes de céréales. L'accroissement de l'excédent sur les produits manufacturés est principalement dû aux biens de consommation courante et aux biens intermédiaires. Les termes de l'échange n'ont pas connu d'évolution notable, ce qui signifie que l'excédent provient de l'augmentation des quantités exportées. La demande interne peu dynamique ainsi que la stagnation de l'investissement ont pesé sur les importations, tant de biens d'équipement professionnel que de biens intermédiaires. Les exportations ont été favorisées, au deuxième semestre, par la reprise de la demande, hors Union européenne, notamment en provenance des États-Unis et des pays de l'Est. Les échanges de biens avec plusieurs pays de l'Union européenne sont excédentaires, notamment avec l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne. Par contre, le solde bilatéral avec l'Italie, proche de l'équilibre l'an passé, est redevenu assez sensiblement déficitaire. Le déficit vis-à-vis de l'OCDE hors UE se réduit, en particulier sous l'effet d'une amélioration des résultats avec la Suisse, le Canada et le Japon.

Érodée en 1995 et au début de 1996, du fait de la dépréciation du dollar, la compétitivité-prix des produits français s'est rétablie au second semestre grâce, d'une part, à la remontée de la monnaie américaine, de la livre sterling et de la lire italienne, et d'autre part à la modération des coûts de production.

Le solde positif dégagé par les services est demeuré stable d'une année sur l'autre (77,3 milliards de F en 1996, après 71,6 milliards de F en 1995), malgré le léger tassement de l'excédent touristique provenant de l'augmentation sensible des dépenses des résidents à l'étranger. Les points forts à l'exportation demeurent les services techniques, les services de construction et le négoce international.

Le déficit des revenus se réduit fortement, à 10,0 milliards de F, contre 40,9 milliards de F en 1995.

---

(1) Ratio atteint une seule fois, en 1978, au cours des trente dernières années.

Cette évolution reflète la baisse du déficit des revenus des investissements (– 20,7 milliards de F), due à deux phénomènes : d'une part, la progression des revenus d'investissements directs (+ 24,5 milliards de F), en raison surtout du retournement des bénéfices réinvestis, mais aussi d'une hausse des recettes de l'étranger, fruit des implantations réalisées au cours des dernières années, et d'autre part, une contraction du solde négatif des revenus d'investissements de portefeuille (– 66,2 milliards de F), conséquence de la moindre présence des investisseurs étrangers sur le marché français, notamment obligataire, et de la forte hausse des achats de titres étrangers effectués par les résidents.

Les transferts courants, qui retracent pour l'essentiel les échanges financiers avec l'Union européenne, voient leur déficit se contracter légèrement, à – 44,7 milliards de F (contre – 48,9 milliards de F en 1995).

1.3. Les transferts en capital : croissance de l'excédent

Ce poste dégage un excédent de 6,3 milliards de F en 1996, après 2,6 milliards de F en 1995, notamment sous l'effet des aides à l'investissement (FEOGA) et d'une réduction des achats nets de brevets à l'étranger.

1.4. Le compte financier : accélération de l'internationalisation de l'épargne nationale

Contrepartie de l'excédent du compte de transactions courantes, le compte financier enregistre un solde de – 115,8 milliards de F.

1.4.1. Les flux financiers (hors avoirs de réserve)

Les investissements directs : retournement du solde par rapport à 1995

Les sorties de capitaux de la ligne s'établissent à 43,3 milliards de F, et retrouvent pratiquement le niveau de 1994 (– 48,8 milliards de F) alors que le solde était positif en 1995 (39,5 milliards de F). Les investissements directs français à l'étranger sont en hausse de près de 50 % par rapport à l'an passé, sous l'effet d'une augmentation des opérations en capital et des prêts entre affiliés, et entraînent des sorties de 155,6 milliards de F. Pour leur part, les investissements directs étrangers en France se replient de 5 %, tout en restant à un niveau élevé. L'Union européenne représente 51,1 % de la totalité des flux français à l'étranger, et les pays partenaires de l'UE réalisent 72,3 % du total des investissements directs étrangers en France.

Les investissements de portefeuille : poursuite de la diversification des portefeuilles de résidents, et repli des placements des non-résidents

Le total des sorties s'élève à 308,9 milliards de F. Les investissements de portefeuille se traduisent par des investissements nets à l'étranger très importants (231,4 milliards de F), principalement sous forme d'obligations acquises par les banques résidentes et les autres secteurs, alors que les sorties n'avaient atteint que 33,1 milliards de F en 1995. Les ventes nettes des non-résidents se montent à 77,6 milliards de F, alors que l'étranger avait été acquéreur de titres français à hauteur de 64,3 milliards de F en 1995. Cette évolution de la part des non-résidents provient de leur dégagement du marché obligataire français à concurrence de 128,6 milliards de F, atténué par la poursuite des achats d'actions (62,7 milliards de F).

Les autres investissements : entrées de capitaux substantielles en liaison avec les opérations de portefeuille

Les autres investissements ont suscité des entrées nettes de capitaux à hauteur de 237,6 milliards de F pour l'ensemble de l'année, alors qu'ils avaient engendré des sorties de 107,4 milliards de F en 1995. En particulier, les prêts et emprunts de non-résidents auprès des banques résidentes ont entraîné une augmentation des engagements du système bancaire français de 77,2 milliards de F (accroissement des dépôts des non-résidents et réduction de leurs emprunts, en liaison avec leurs ventes de titres), et une contraction des créances de 147,4 milliards de F.

1.4.2. Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve bruts ont progressé de 1,2 milliard de F en 1996, après 3,6 milliards de F en 1995.

1.5. La position extérieure

Selon une estimation provisoire, le solde négatif des créances et engagements exterieurs de la France s'est creusé quelque peu, après deux années successives d'amélioration. Il est passé de – 145,8 milliards de F à fin 1995 à – 184,9 milliards de F à fin 1996, soit une détérioration de 39,1 milliards de F.

L'évolution conjuguée de deux postes explique ce phénomène qui intervient alors que le compte des transactions courantes dégage un excédent record de 104,9 milliards de F, donnant lieu à une augmentation correspondante des placements nets des résidents à l'étranger :

— une légère réduction des créances nettes au titre des investissements directs (– 28 milliards de F), découlant de la bonne tenue de la Bourse de Paris (+ 26 %) qui a majoré la valeur de l'encours des investissements étrangers en France alors que la moindre appréciation des Bourses étrangères (+ 18,9 %) limitait la valorisation des investissements français à l'étranger. Dans le même temps, au contraire, les flux nets d'investissements directs sont à l'origine d'une augmentation de nos créances (+ 43,3 milliards de F) :

— une forte diminution (204 milliards de F) de la position créditrice des autres investissements, essentiellement imputable à la position dépôts-crédits du secteur bancaire (– 241 milliards de F) et des entreprises (– 17,7 milliards de F), partiellement compensée cepen-

dant par une progression des créances des ménages (52,7 milliards de F).

En revanche, la position débitrice des investissements de portefeuille s'est à nouveau réduite, passant de – 1 123,4 milliards de F à fin 1995 à – 943,4 milliards de F. Cette amélioration résulte de la progression des avoirs des résidents en titres étrangers supérieure à leurs engagements, malgré l'incidence nette de la valorisation.

À fin 1996, le solde créditeur des avoirs de réserve a faiblement augmenté, s'élevant à 300,2 milliards de F, contre 287,3 milliards de F à la fin de l'année précédente.

N.B. Remarque sur la présentation précédente :

La présentation d'exposition, ci-avant, des principales évolutions constatées en 1996 tient compte des modifications de structure de la Balance mises en oeuvre pour tenir compte, plus complètement que l'année précédente, des nouvelles normes issues du V^ème manuel du FMI. L'évolution la plus significative pour la méthodologie de la balance officielle concerne le cadre territorial. En vue d'un rapprochement plus direct avec le futur nouveau cadre de la comptabilité nationale, en raison des décisions prises au niveau européen (directive dite PNB), les Territoires d'outre-mer sont désormais considérés comme faisant partie de l'extérieur, ce qui modifie l'évaluation chiffrée de nombreuses lignes de la balance en particulier.

Ainsi au **1er janvier 1997, - mais trois années, seulement, ont été rétropolées -** ont été opérés des reclassements dans le compte des transactions courantes, tandis le compte financier était réorganisé de fond en comble pour tenir compte de la disparition de la distinction court terme - long terme. Le nouveau cadre de la Balance des paiements qui en résulte est présenté ci-après.

En ce qui concerne les transactions courantes, les réaménagements ont eu une incidence sur le solde.

En matière de nomenclature de secteurs institutionnels, l'éclatement du secteur officiel entre Autorités monétaires (Banque de France et Fonds de Stabilisation des Changes) et secteur des administrations publiques, afin de rapprocher les secteurs de la balance des paiements avec ceux de la comptabilité nationale, se traduit essentiellement, dans un premier temps, par la mise en évidence des avoirs de réserve (bruts) au titre des autorités monétaires. Par ailleurs, le secteur privé non bancaire change de nom et devient Autres secteurs (agents non financiers, ménages...).

Nomenclature antérieure	Nouvelle nomenclature conforme au Manuel du FMI
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES
BIENS	BIENS
Marchandises générales	Marchandises générales
données douanières Fab/fab	données douanières
total des corrections	corrections
	Avitaillement
Travail à façon et réparations	Travail à façon et réparations
SERVICES	SERVICES
Transports	Transports
transports maritimes	maritimes
transports non maritimes	aériens
	autres
Voyages	Voyages
	Services de communication
Services de construction	Services de construction
Services d'assurances	Services d' assurances
	Services financiers
	Services d'informatique et d'information
Redevances et droits de licences (y.c. brevets)	Redevances et droits de licence
	Autres services aux entreprises
Négoce international	négoce international
Services commerciaux	autres services commerciaux
Services techniques	locations
Services administratifs entre affiliés	services divers aux entreprises
	Services personnels, culturels et récréatifs
Services des administrations publiques	services audiovisuels et annexes
Autres services	autres services personnels
	Services des administrations publiques
AUTRES BIENS ET SERVICES	AUTRES BIENS ET SERVICES
REVENUS	REVENUS
Rémunérations des salariés	Rémunérations des salariés
Revenus des investissements	Revenus des investissements
	Investissements directs
	Investissements de portefeuille
	Autres
TRANSFERTS COURANTS	TRANSFERTS COURANTS
Secteur des administrations publiques	Secteur des administrations publiques
Autres secteurs	Autres secteurs
envois de fonds des travailleurs	envois de fonds des travailleurs
autres opérations	autres transferts
COMPTE DE CAPITAL	COMPTE DE CAPITAL
	Transferts en capital
	Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)
COMPTE FINANCIER	COMPTE FINANCIER
FLUX FINANCIERS (hors avoirs de réserve)	
LONG TERME	

Nomenclature antérieure	Nouvelle nomenclature conforme au Manuel du FMI
Investissements directs	INVESTISSEMENTS DIRECTS
Français à l'étranger	Français à l'étranger
	Capital social
	Bénéfices réinvestis
	Autres opérations
Étrangers en France	Étrangers en France
	Capital social
	Bénéfices réinvestis
	Autres opérations
Investissements de portefeuille	INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE
Résidents sur titres étrangers	Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)
	Actions et titres d'OPCVM
	Obligations et assimilés
	Instruments du marché monétaire
	Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)
Non-résidents sur titres français	Engagements (non-résidents sur titres émis par résidents)
	Actions et titres d'OPCVM
	Obligations et assimilés
	Instruments du marché monétaire
Instruments conditionnels	Produits financiers dérivés (cf 3.2.1.4.)
Autres investissements	AUTRES INVESTISSEMENTS
	Avoirs
	Crédits commerciaux
	Prêts
Secteur des administrations publiques	Autorités monétaires
Secteur bancaire	Administrations publiques
Autres secteurs	Secteur bancaire
	Autres secteurs
COURT TERME (hors avoirs de réserve)	Autres avoirs
Secteurs des autorités monétaires	Administrations publiques
et des administrations publiques	Autres
Secteur bancaire	Engagements (même structure que les avoirs)
Autres secteurs	
AVOIRS DE RÉSERVE (bruts)	AVOIRS DE RÉSERVE
	Or
	Avoirs en Droits de tirages spéciaux
	Position de réserve au FMI
Devises étrangères	Devises étrangères
	Créances sur l'IME
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	ERREURS ET OMISSIONS NETTES

Nota. - Pour plus de renseignements sur ces modifications, consulter le Rapport annuel de la Balance des paiements et de la position extérieure de la France de l'année 1996, publié en septembre 1997, troisième partie.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. Règles de présentation et d'établissement

2.1.1. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif - inscrit en crédit - traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents, ...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

Les opérations sont classées comme l'indique le tableau précédent.

La présence en plus d'une rubrique « total », qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

2.1.2. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchandises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions. Il est désormais introduit les bénéfices réinvestis, qui viennent modifier les flux d'investissements directs et en contrepartie, les flux de revenus des investissements. Cette modification n'est que la plus évidente des modifications statistiques supplémentaires apportées à l'« état des règlements ».

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements, soit prêts et crédits commerciaux).

2.2. Les résultats

2.2.1. Classement des agents

Les agents résidents sont regroupés au sein de quatre secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France : Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public);

— le secteur des Administrations (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats, ..., Banque de France, administration des Postes et Télécommunications, Caisse Française de Développement, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du Gouvernement français aux gouvernements étrangers);

— le secteur des autorités monétaires: Banque de France (et certaines fonctions de l'État) pour son rôle dans la gestion des réserves et avoirs et engagements officiels autres;

— le secteur privé non bancaire renommé Autres secteurs (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents, à savoir, entreprises non financières, ménages et institutions à but non lucratif, assurances, OPCVM monétaires et OPCVM à long terme).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français. On distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier);

— les clients non résidents (autres agents non résidents).

2.2.2. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation, soit lors de leur règlement. Dans le premier cas, l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976, cette dernière est devenue la seule publication officielle. Actuellement, la quatrième édition du manuel de la balance des paiements publiée en 1978 par le FMI constitue la référence méthodologique essentielle pour l'établissement de la balance des paiements de France.

À partir de l'année 1995, le V^{ème} Manuel du FMI est devenu la nouvelle base méthodologique de la balance des paiements.

2.2.3. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :

— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire;

— de différents états d'encours des opérations bancaires retraçant les relations entre résidents et non résidents;

— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE);

— d'une enquête par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), auprès d'un échantillon d'entreprises permettant d'obtenir les évolutions des crédits commerciaux et avances à la commande des exportateurs et des importateurs résidents, et ainsi d'obtenir une décomposition de l'écart entre règlements et transactions de marchandises;

— d'enquêtes annuelles portant sur les investissements directs des résidents à l'étranger et des non résidents en France permettant l'établissement de la position extérieure.

La balance des paiements et la position extérieure de la France sont ainsi élaborées grâce aux déclarations effectuées par plus de 400 établissements de crédit et près de 3 300 entreprises (760 déclarants directs généraux, 1 170 déclarants directs partiels et un échantillon de 1 311 entreprises pour l'enquête sur les avances à la commande et les crédits commerciaux avec l'étranger), ainsi que par un échantillon d'OPCVM fournissant des déclarations sur leurs placements à court terme à l'étranger.

Des informations sont également reçues des administrations publiques, des institutions financières non soumises à la loi bancaire telles que la Banque de France, l'IEOM, l'IEDOM, la Caisse française de développement ainsi que de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Règlements

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « Marchandises générales », aux crédits commerciaux et aux bénéfices réinvestis, les montants repris dans les autres rubriques expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :

— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents;

— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers ;

— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile un milliard de F et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

Données exogènes

La ligne « Marchandises générales » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects (1).

Traitement de l'écart règlements - transactions

La prise en compte des « termes de paiement » - pour le passage des règlements aux transactions - tient compte désormais des conséquences de la mise en place du marché unique européen à partir du 1.1.1993 et du système Intrastat de recensement des échanges de marchandises à l'intérieur de la Communauté européenne qui l'accompagne. Ce passage s'est notamment traduit par des simplifications de déclaration de la part des opérateurs économiques redevables, dont celle du cadre financier douanier nécessaire au bon fonctionnement du modèle mis au point par la Banque de France. Une enquête spécifique auprès d'un échantillon d'entreprises et relative aux encours de crédits commerciaux et d'avances à la commande a été mis en place pour pallier cette suppression. Les résultats de l'enquête permettent désormais de ventiler l'écart résiduel entre règlements et transactions de marchandises et de servir différentes rubriques, crédits commerciaux et avances à la commande à l'exportation et à l'importation et également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles (ensemble des opérations portant sur les échanges de service et les revenus de facteurs). Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services »

2.2.4. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.

En ce qui concerne les flux de capitaux à iong terme (crédits commerciaux, prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

2.2.5. Description analytique des tableaux

Le tableau 2 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « Balance des paiements entre la France et l'extérieur » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « Marchandises générales » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, en raison de l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (passage du concept territorial aux concepts résidents et non-résidents, évaluation des prix FAB, élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

2.2.6. Principaux soldes d'analyse utilisés

Bien que l'équilibre comptable de la balance des paiements soit, par construction, assuré par la méthode d'enregistrement des flux, on parle néanmoins à son propos d'« excédent » ou de « déficit », parce qu'on tire des soldes intermédiaires pour en analyser la structure (transactions, courantes, financement,...). L'utilisation habituelle des expressions « déficit » ou « excédent » ne doit pas forcèment entraîner comme conclusion que les résultats sont mauvais ou bons, comme c'est parfois le cas.

Un solde aboutit en effet à résumer en un seul chiffre des phénomènes complexes, ne représentant qu'un point de vue particulier de l'analyse économique et monétaire. Sous ces réserves, il paraît utile de souligner l'intérêt de quelques soldes :

— certains sont tirés directement de la présentation de la balances des paiements - Solde des transactions courantes, soldes des mouvements de capitaux à long terme et à court terme;

— d'autres sont construits en vue de faire référence à la comptabilité nationale - solde des biens et services (= solde des marchandises + solde des services), somme des soldes des transactions courantes et des transferts en capital qui donne une valeur approximative de la capacité ou du besoin de financement de la Nation;

— enfin, le Solde à financer (solde des transactions courantes + solde des transferts en capital + net des investissements directs) se substitue au solde de la balance économique, tandis que le nouveau solde de la balance globale, somme des soldes des transactions courantes, des transferts en capital et des mouvements de capitaux à l'exclusion de ceux imputables au secteur

---

(1) Les données reproduites dans cette partie tiennent compte de la modification substantielle de contenu des données douanières qui ont fait l'objet au 1er janvier 1997 d'une modification de périmètre territorial : désormais, les statistiques du commerce extérieur incluent les relations extérieures des départements d'Outre-Mer (pas les territoires d'Outre-Mer). Les chiffres des années antérieures ont été rectifiés en conséquence. Le territoire de la Balance des paiements publié est désormais en cohérence avec celui du territoire Douanier.

bancaire et au secteur officiel approxime la création monétaire imputable à l'extérieur au cours de la période considérée (aux opérations extérieures des OPCVM près).

3. DÉFINITIONS

Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du Trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers - Direction de la balance des paiements).

Non-résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, française ou étrangère, qui ont leur domicile principal à l'étranger (1).

b) les fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France (2).

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés à l'étranger, à l'exception, pour les françaises, des personnes morales résidentes énumérées en b ci-dessous ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers en France ainsi que les unités d'armée étrangère venant à séjourner en France ;

c) les organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Résidents

Personnes physiques :

a) les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui ont leur domicile principal en France (2), à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui sont non résidents quelle que soit la durée de leur mission :

b) les fonctionnaires et militaires français en poste à l'étranger ;

c) les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident ;

Personnes morales :

a) les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception des personnes morales non résidentes énumérées au b et c ci-dessus ;

b) les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

Compte de Transactions courantes ou paiements courants

Ce sont les postes :

Marchandises (balance commerciale FAB/FAB),

Services,

Revenus des facteurs,

Autres biens et services (redressement statistique global sur les postes IA et IB),

Transferts unilatéraux (notamment transferts d'économies de travailleurs, dons du secteur privé, dépenses de coopération du secteur public, opérations avec les communautés européennes).

Compte de Capital

Comprend les transferts de capital (remises de dettes, aides à l'investissement, transferts d'épargne de migrants) et les échanges d'actifs incorporels non produits (brevets, droits d'auteurs, marques..).

Compte financier

Comprend les investissements directs (y compris désormais les bénéfices réinvestis et les flux de prêts et crédits à long et à court terme entre maisons mère et filiales), les investissements de portefeuilles (actions, obligations, bons de toutes échéances et opérations sur produits dérivés), et les autres investissements (avoirs et engagements autres de toutes natures, en détaillant les relations de crédits commerciales).

Investissements directs français à l'étranger et étrangers en France.

Ce poste regroupe les investissements directs des secteurs bancaires et autres secteurs.

Il reprend, pour ce qui concerne les investissements français à l'étranger (la définition serait symétrique pour les investissements étrangers en France):

- Au débit les opérations afférentes :

— à la création de succursales par des entreprises résidentes, que ces entreprises soient des sociétés ou appartiennent à des personnes physiques;

— à la souscription d'actions en nombre suffisant , lors de la constitution de sociétés non résidentes, pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier;

---

(1) Les personnes physiques acquièrent la qualité de résident dès lors qu'elles sont en mesure de justifier leur installation effective en France. Le critère de domicile principal doit toujours prévaloir sur celui de l'activité professionnelle.

(2) Par « France » il faut entendre désormais la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon.

— à l'achat d'actions de sociétés non-résidentes déjà constituées, en nombre suffisant pour assurer le contrôle de ces sociétés à un résident, société ou particulier;

— à l'achat de biens immobilier par des résidents (sociétés ou particuliers);

— aux prêts et crédits à court et à long terme entre maisons-mères et filiales;

— au maintien dans la société non résidente contrôlée de la partie des bénéfices dégagés qui n'ont pas fait l'objet d'une mise en distribution (dividendes ou autre formule)

● Au crédit, la liquidation de ces investissements.

En pratique la notion de contrôle est difficile à apprécier. Les montants retenus en balance des paiements correspondent en règle générale, aux opérations qui conduisent à une participation dans l'entreprise étrangère égale ou supérieure à 10 % du capital.

Réserves internationales

Elles comprennent les droits de tirage spéciaux (DTS), les disponibilités au fonds monétaire international et les réserves en devises.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Banque de France : Direction de la balance des paiements.

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie : Direction du Trésor.

— Fonds monétaire international (FMI).

— UE : Office statistique des Communautés européennes.

Publications :

— « La balance française des paiements en termes de transactions ». *Bulletin trimestriel de la Banque de France,* n° 8, septembre 1973.

— « La Direction du Trésor et la Banque de France sont associées pour la réalisation de la Balance des paiements ». *Courrier des statistiques,* n° 3, juillet 1977.

— « Manuel de la balance des paiements, 4ème édition ». Fonds monétaire international, 1977.

— « La balance des paiements et la position extérieure de la France ». *Note d'information,* n° 103, septembre 1990, service de l'Information de la Banque de France.

— « Le Vème manuel du FMI : une nouvelle présentation de la balance des paiements et de la position extérieure ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 14, février 1995.

— « Les soldes utilisés dans l'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure d'un pays ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 17 mai 1995.

— *Balance des paiements et la position extérieure de la France - année 1996...*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie et des Finances (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'un volume d'annexes enrichi d'année en année et portant notamment sur les relations bilatérales de la France et les flux et les stocks d'investissements directs sectorisés (10 ans).

— « Obligations statistiques pour l'Union Monétaire », *Bulletin de la Banque de France,* n° 36, décembre 1996.

— « Intégration des bénéfices réinvestis dans les flux de balance des paiements ». *Bulletin de la Banque de France,* n° 40, avril 1997.

— « Dix ans de balance des paiements de la France 1984-1993 ». *Bulletin de la Banque de France,* supplément « études » du quatrième trimestre 1994.

— « Balance des paiements de la France », Eurostat. OSCE. Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin de l'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective.

— « Balance of payments statistics », Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

TABLEAU O.02-1

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1994	1995	1996
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**41 038**	**54 494**	**104 984**
1-1. Biens	**39 598**	**54 922**	**76 515**
Marchandises générales	31 141	46 563	65 853
Données douanières	49 087	67 183	93 075
Corrections	– 17 946	– 20 620	– 27 222
Avitaillement	1 302	1 778	1 636
Travail à façon et réparations	7 155	6 581	9 026
1-2. Services	**69 896**	**71 564**	**77 281**
Transports	– 4 403	– 3 919	– 2 306
Maritimes	– 6 527	– 5 456	– 6 082
Aériens	– 2 972	– 2 564	– 1 811
Autres	5 096	4 101	5 587
Voyages	60 542	55 894	54 287
Services de communication	– 227	329	842
Services de construction	7 935	10 332	12 411
Services d'assurances	2 256	1 379	– 418
Services financiers	931	987	834
Services d'informatique et d'information	– 1 218	– 778	138
Redevances et droits de licence	– 2 081	– 2 320	– 3 930
Autres services aux entreprises	11 755	13 533	21 216
Negoce international	5 215	8 612	10 753
Autres services commerciaux	– 7 071	– 7 071	– 6 714
Locations	– 1 421	– 1 555	– 819
Services divers aux entreprises	15 032	13 547	17 996
Services personnels, culturels et récréatifs	– 1 922	– 812	– 2 139
Services des administrations publiques	– 3 672	– 3 061	– 3 654
1-3. Autres biens et services	**29 051**	**17 909**	**5 965**
1-4. Revenus	**– 33 785**	**– 40 954**	**– 10 019**
1-4-1. Rémunérations des salariés	9 185	8 936	10 659
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	– 42 970	– 49 890	– 20 678
Investissements directs	19 346	– 3 390	24 554
Investissements de portefeuille	– 76 896	– 75 104	– 66 242
Autres	14 580	28 604	21 010
1-5. Transferts courants	**– 63 722**	**– 48 947**	**– 44 758**
Secteur des administrations publiques	– 59 749	– 49 718	– 40 301
Autres transferts	– 3 973	771	– 4 457
Envois de fonds des travailleurs	– 7 145	– 6 799	– 6 834
Autres transferts	3 172	7 570	2 377
2. COMPTE DE CAPITAL	**– 22 196**	**2 634**	**6 295**
2-1. Transferts en capital	**– 22 053**	**3 069**	**6 389**
Remises de dettes des administrations publiques	– 22 547	– 450	– 681
Autres transferts des administrations publiques	2 575	3 203	6 651
Remises de dettes des autres secteurs	– 2 491	– 10	135
Autres transferts des autres secteurs	410	326	284
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**– 143**	**– 435**	**– 94**
3. COMPTE FINANCIER	**– 41 445**	**– 40 381**	**– 115 872**
3-1. Investissements directs	**– 48 845**	**39 527**	**– 43 275**
Français à l'étranger	**– 135 317**	**– 78 645**	**– 155 615**
Capital social	– 55 527	– 40 004	– 78 012
Benefices réinvestis	– 8 131	15 268	– 6 998
Autres operations	– 71 659	– 53 909	– 70 605
Étrangers en France	**86 472**	**118 172**	**112 340**
Capital social	51 029	59 029	51 144
Benefices reinvestis	– 4 604	– 3 582	– 5 398
Autres opérations	40 047	62 725	66 594

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 (suite et fin)

Évolution des soldes (1) de la balance des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1994	1995	1996
3-2. Investissements de portefeuille	**– 284 023**	**31 192**	**– 308 995**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**– 124 295**	**– 33 133**	**– 231 414**
3-2-1-1. Actions	...	9 288	– 5 546
Secteur bancaire	...	–	– 4 107
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	...	9 288	– 1 439
3-2-1-2. Obligations et assimilés	...	– 78 337	– 230 427
Secteur bancaire	...	–	– 120 598
Autres secteurs	...	– 78 337	– 109 829
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	...	31 023	– 2 297
Secteur bancaire	...	39 735	21
Autres secteurs	...	– 8 712	– 2 318
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	...	4 893	6 856
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**– 159 728**	**64 325**	**– 77 581**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	...	33 800	62 738
Secteur bancaire	...	–	3 350
Autres secteurs (y compris OPCVM)	...	33 800	59 388
3-2-2-2. Obligations et assimilés	...	13 615	– 128 616
Secteur des administrations publiques	...	–	– 130 609
Secteur bancaire	...	–	– 5 148
Autres secteurs	...	13 615	7 141
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	...	16 910	– 11 703
Secteur des administrations publiques	...	–	8 326
Secteur bancaire	...	9 340	– 7 818
Autres secteurs	...	7 570	– 12 211
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	...
3-3. Autres investissements	**304 928**	**– 107 452**	**237 627**
3-3-1. Avoirs	**141 067**	**– 205 928**	**136 858**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	– 23 494	– 32 848	– 26 063
3-3-1-2. Prêts	166 591	– 170 669	159 783
Autorités monétaires	– 1 385	2 411	654
Administrations publiques	19 005	– 370	8 351
Secteur bancaire	141 048	– 220 072	147 444
Autres secteurs	7 923	47 362	3 334
3-3-1-3. Autres avoirs	– 2 030	– 2 411	3 138
Administrations publiques	– 2 863	– 2 944	– 2 559
Autres secteurs	833	533	5 697
3-3-2. Engagements	**163 861**	**98 476**	**100 769**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	32 454	14 054	11 251
3-3-2-2. Prêts	129 740	83 355	93 478
Autorités monétaires	– 85 098	1 204	1 552
Administrations publiques	17 212	5 006	313
Secteur bancaire	175 403	73 005	77 202
Autres secteurs	22 223	4 140	14 411
3-3-2-3. Autres engagements	1 667	1 067	– 3 960
Administrations publiques	–	–	–
Autres secteurs	1 667	1 067	– 3 960
3-4. Avoirs de réserve	**– 13 505**	**– 3 648**	**– 1 229**
Or	–	–	–
Avoirs en droits de tirages spéciaux	– 59	– 3 068	– 289
Position de réserve au FMI	444	– 1 729	– 157
Devises étrangères	– 13 890	1 149	– 783
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**22 603**	**– 16 747**	**4 593**

(1) Soldes : recettes - dépenses.

TABLEAU O.02-2

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	*r* 1995			1996		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**2 147 425**	**2 092 931**	**54 494**	**2 230 887**	**2 125 903**	**104 984**
1-1. Biens	**1 390 483**	**1 335 561**	**54 922**	**1 441 872**	**1 365 357**	**76 515**
Marchandises générales	1 338 674	1 292 111	**46 563**	1 388 894	1 323 041	**65 853**
Données douanières	1 416 081	1 348 898	**67 183**	1 471 241	1 378 166	**93 075**
Corrections	– 77 407	– 56 787	**– 20 620**	– 82 347	– 55 125	**– 27 222**
Avitaillement	3 133	1 355	**1 778**	3 780	2 144	**1 636**
Travail à façon et réparations	48 676	42 095	**6 581**	49 198	40 172	**9 026**
1-2. Services	**393 630**	**322 066**	**71 564**	**418 795**	**341 514**	**77 281**
Transports	102 086	106 005	**– 3 919**	103 172	105 478	**– 2 306**
Maritimes	18 503	23 959	**– 5 456**	16 960	23 042	**– 6 082**
Aériens	44 228	46 792	**– 2 564**	45 486	47 297	**– 1 811**
Autres	39 355	35 254	**4 101**	40 726	35 139	**5 587**
Voyages	137 389	81 495	**55 894**	145 076	90 789	**54 287**
Services de communication	2 352	2 023	**329**	2 977	2 135	**842**
Services de construction	15 427	5 095	**10 332**	19 374	6 963	**12 411**
Services d'assurances	9 219	7 840	**1 379**	7 620	8 038	**– 418**
Services financiers	12 721	11 734	**987**	9 613	8 779	**834**
Services d'informatique et d'information	1 799	2 577	**– 778**	2 606	2 468	**138**
Redevances et droits de licence	9 262	11 582	**– 2 320**	9 639	13 569	**– 3 930**
Autres services aux entreprises	92 592	79 059	**13 533**	106 633	85 417	**21 216**
Négoce international	8 612	–	**8 612**	10 753	–	**10 753**
Autres services commerciaux	9 773	16 844	**– 7 071**	10 275	16 989	**– 6 714**
Locations	2 174	3 729	**– 1 555**	3 259	4 078	**– 819**
Services divers aux entreprises	72 033	58 486	**13 547**	82 346	64 350	**17 996**
Services personnels, culturels et récréatifs	5 888	6 700	**– 812**	7 254	9 393	**– 2 139**
Services des administrations publiques	4 895	7 956	**– 3 061**	4 831	8 485	**– 3 654**
1-3. Autres biens et services	**25 748**	**7 839**	**17 909**	8 544	2 579	**5 965**
1-4. Revenus	**230 846**	**271 800**	**– 40 954**	**249 480**	**259 499**	**– 10 019**
1-4-1. Rémunérations des salariés	17 161	8 225	8 936	17 062	6 403	10 659
1-4-2. Revenus des investissements (Bénéfices réinvestis)	213 685	263 575	– 49 890	232 418	253 096	– 20 678
Investissements directs	10 972	14 362	**– 3 390**	39 382	14 828	**24 554**
Investissements de portefeuille	51 594	126 698	**– 75 104**	60 759	127 001	**– 66 242**
Autres	151 119	122 515	**28 604**	132 277	111 267	**21 010**
1-5. Transferts courants	**106 718**	**155 665**	**– 48 947**	**112 196**	**156 954**	**– 44 758**
Secteur des administrations publiques	66 392	116 110	**– 49 718**	75 609	115 910	**– 40 301**
Autres transferts	40 326	39 555	**771**	36 587	41 044	**– 4 457**
Envois de fonds des travailleurs	8 885	15 684	**– 6 799**	8 849	15 683	**– 6 834**
Autres transferts	31 441	23 871	**7 570**	27 738	25 361	**2 377**
2. COMPTE DE CAPITAL	**5 901**	**3 267**	**2 634**	**9 619**	**3 324**	**6 295**
2-1. Transferts en capital	**5 434**	**2 365**	**3 069**	**9 212**	**2 823**	**6 389**
Remises de dettes des administrations publiques	–	450	**– 450**	–	681	**– 681**
Autres transferts des administrations publiques	4 403	1 200	**3 203**	7 851	1 200	**6 651**
Remises de dettes des autres secteurs	5	15	**– 10**	340	205	**135**
Autres transferts des autres secteurs	1 026	700	**326**	1 021	737	**284**
2-2. Acquisitions d'actifs non financiers (Brevets)	**467**	**902**	**– 435**	**407**	**501**	**– 94**
3. COMPTE FINANCIER	**10 820 524**	**10 860 905**	**– 40 381**	**12 833 331**	**12 949 203**	**– 115 872**
3-1. Investissements directs	**700 478**	**660 951**	**39 527**	**855 964**	**899 239**	**– 43 275**
Français à l'étranger	**264 690**	**343 335**	**– 78 645**	**410 841**	**566 456**	**– 155 615**
Capital social	36 297	76 301	**– 40 004**	34 183	112 195	**– 78 012**
Bénéfices réinvestis	15 268	–	**15 268**	–	6 998	**– 6 998**
Autres opérations	213 125	267 034	**– 53 909**	376 658	447 263	**– 70 605**
Étrangers en France	**435 788**	**317 616**	**118 172**	**445 123**	**332 783**	**112 340**
Capital social	74 782	15 753	**59 029**	69 575	18 431	**51 144**
Bénéfices réinvestis	–	3 582	**– 3 582**	–	5 398	**– 5 398**
Autres opérations	361 006	298 281	**62 725**	375 548	308 954	**66 594**

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-2 (suite et fin)

Balance des paiements (1)

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	*r* 1995			1996		
	Crédits	Débits	**Soldes**	Crédits	Débits	**Soldes**
3-2. Investissements de portefeuille	**9 970 115**	**9 938 923**	**31 192**	**11 707 158**	**12 016 153**	**– 308 995**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**5 904 425**	**5 937 558**	**– 33 133**	**7 748 855**	**7 980 269**	**– 231 414**
3-2-1-1. Actions	262 713	253 425	**9 288**	494 271	499 817	**– 5 546**
Secteur bancaire	...	...	**...**	–	4 107	**– 4 107**
Autres secteurs (y compris tous OPCVM)	262 713	253 425	**9 288**	27 511	28 950	**– 1 439**
3-2-1-2. Obligations et assimilés	3 134 277	3 212 614	**– 78 337**	5 370 366	5 600 793	**– 230 427**
Secteur bancaire	...	...	**...**	–	120 598	– 120 598
Autres secteurs	–	78 337	**– 78 337**	–	109 829	– 109 829
3-2-1-3. Instruments du marché monétaire	2 501 297	2 470 274	**31 023**	1 873 747	1 876 044	**– 2 297**
Secteur bancaire	2 082 041	2 042 306	**39 735**	21	–	**21**
Autres secteurs	419 256	427 968	**– 8 712**	26 657	28 975	**– 2 318**
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	4 893	–	**4 893**	6 856	–	**6 856**
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**4 065 690**	**4 001 365**	**64 325**	**3 958 303**	**4 035 884**	**– 77 581**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	592 053	558 253	**33 800**	817 882	755 144	**62 738**
Secteur bancaire	...	...	**...**	64 075	60 725	**3 350**
Autres secteurs (y compris OPCVM)	592 053	558 253	**33 800**	753 807	694 419	**59 388**
3-2-2-2. Obligations et assimilés	3 014 913	3 001 298	**13 615**	2 652 922	2 781 538	**– 128 616**
Secteur des administrations publiques	...	...	**...**	2 312 274	2 442 883	**– 130 609**
Secteur bancaire	...	...	**...**	220 242	225 390	**– 5 148**
Autres secteurs	3 014 913	3 001 298	**13 615**	120 406	113 265	**7 141**
3-2-2-3. Instruments du marché monétaire	458 724	441 814	**16 910**	487 499	499 202	**– 11 703**
Secteur des administrations publiques	291 934	282 594	**9 340**	262 679	254 353	**8 326**
Secteur bancaire	166 790	159 220	**7 570**	151 936	159 754	**– 7 818**
Autres secteurs	–	–	**–**	72 884	85 095	**– 12 211**
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	...	...	**...**	...	...	**...**
3-3. Autres investissements	**148 782**	**256 234**	**– 107 452**	**270 209**	**32 582**	**237 627**
3-3-1. Avoirs	**50 306**	**256 234**	**– 205 928**	**165 480**	**28 622**	**136 858**
3-3-1-1. Crédits commerciaux	–	32 848	**– 32 848**	–	26 063	– 26 063
3-3-1-2. Prêts	49 773	220 442	**– 170 669**	159 783	–	159 783
Autorités monétaires	2 411	–	**2 411**	654	–	**654**
Administrations publiques	–	370	**– 370**	8 351	–	**8 351**
Secteur bancaire	–	220 072	**– 220 072**	147 444	–	**147 444**
Autres secteurs	47 362	–	**47 362**	3 334	–	**3 334**
3-3-1-3. Autres avoirs	533	2 944	**– 2 411**	5 697	2 559	**3 138**
Administrations publiques	–	2 944	**– 2 944**	–	2 559	**– 2 559**
Autres secteurs	533	–	**533**	5 697	–	**5 697**
3-3-2. Engagements	**98 476**	**–**	**98 476**	**104 729**	**3 960**	**100 769**
3-3-2-1. Crédits commerciaux	**14 054**	**–**	**14 054**	**11 251**	**–**	**11 251**
3-3-2-2. Prêts	83 355	–	**83 355**	93 478	–	**93 478**
Autorités monétaires	1 204	–	**1 204**	1 552	–	**1 552**
Administrations publiques	5 006	–	**5 006**	313	–	**313**
Secteur bancaire	73 005	–	**73 005**	77 202	–	**77 202**
Autres secteurs	4 140	–	**4 140**	14 411	–	**14 411**
3-3-2-3. Autres engagements	1 067	–	**1 067**	–	3 960	**– 3 960**
3-4. Avoirs de réserve	**1 149**	**4 797**	**– 3 648**	–	1 229	– 1 229
Or	–	–	**–**	–	–	–
Avoirs en droits de tirages spéciaux	–	3 068	**– 3 068**	–	289	– 289
Position de réserve au FMI	–	1 729	**– 1 729**	–	157	– 157
Devises étrangères	1 149	–	**1 149**	–	783	– 783
Créances sur l'IME (Institut monétaire européen)	–	–	**–**	–	–	–
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	**–**	**16 747**	**– 16 747**	**4 593**	**–**	**4 593**
TOTAL GÉNÉRAL	**12 973 850**	**12 973 850**	**–**	**15 078 430**	**15 078 430**	**–**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie (V[eme] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-3

Règlements bilatéraux (1) entre la France, l'UE, l'OCDE, et l'OPEP

Année 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	Pays membres de l'UE		OCDE		Pays membres de l'OPEP	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**1 521 672**	**1 559 199**	**2 247 305**	**2 200 388**	**76 656**	**92 214**
1-1. Biens	**933 195**	**950 428**	**1 228 715**	**1 226 882**	**44 779**	**43 587**
Marchandises générales	925 683	946 851	1 215 944	1 221 360	44 504	43 534
Avitaillement	1 591	347	2 936	1 643	33	44
Travail à façon et réparations	5 921	3 230	9 835	3 879	242	9
1-2. Services	**273 064**	**352 403**	**464 073**	**356 883**	**25 082**	**45 108**
Transports	36 548	38 166	59 993	56 106	2 571	3 189
Voyages	65 635	47 125	130 188	75 437	6 140	1 295
Services de construction	4 073	2 345	5 228	3 583	4 931	1 446
Services d'assurances	16 110	17 620	25 130	26 967	412	133
Redevances et droits de licence	5 620	6 189	11 244	15 627	96	41
Négoce international	85 377	61 156	141 595	89 881	5 450	36 477
Services commerciaux	6 233	7 886	8 710	12 925	330	1 020
Services techniques	16 931	16 204	23 207	19 824	3 767	263
Services administratifs entre affiliés	10 627	6 054	16 194	9 914	361	406
Services gouvernementaux	358	2 249	2 034	3 269	126	357
Autres services	25 552	27 409	40 550	43 350	898	481
1-4. Revenus	**289 113**	**341 442**	**445 259**	**489 897**	**6 179**	**2 229**
1-4-1. Rémunérations des salariés	5 755	4 266	11 977	5 593	458	148
1-4-2. Revenus des investissements	283 358	337 176	433 282	484 304	5 721	2 081
1-5. Transferts courants	**26 300**	**34 926**	**109 258**	**126 726**	**616**	**1 290**
Secteur des administrations publiques	9 162	14 663	80 808	99 809	63	967
Autres transferts	17 138	20 263	28 450	26 917	553	323
2. COMPTE DE CAPITAL	**530**	**328**	**614**	**554**	**5**	**1**
3. COMPTE FINANCIER	**9 483 865**	**9 449 369**	**12 294 842**	**12 327 915**	**264 474**	**269 090**
3-1. Investissements directs	**617 212**	**607 840**	**829 384**	**833 038**	**2 843**	**5 549**
Français à l'étranger	313 658	389 494	393 537	512 469	1 461	5 392
Étrangers en France	303 554	218 346	435 847	320 569	1 382	157
3-2. Investissements de portefeuille	**8 663 719**	**8 838 249**	**11 205 459**	**11 489 736**	**254 645**	**261 525**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**5 526 197**	**5 682 261**	**7 593 396**	**7 844 277**	**7 316**	**6 971**
3-2-1-1. Actions	202 584	202 395	465 736	466 116	837	892
3-2-1-2. Obligations et assimilés	4 023 035	4 154 561	5 307 523	5 525 531	6 477	6 069
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	1 232 913	1 243 249	1 713 102	1 724 238	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	67 665	82 056	107 035	128 392	2	10
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**3 137 522**	**3 155 988**	**3 612 063**	**3 645 459**	**247 329**	**254 554**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	642 707	589 565	771 733	706 106	17 360	19 548
3-2-2-2. Obligations et assimilés	2 181 499	2 259 404	2 400 869	2 521 247	168 752	173 228
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	276 248	296 542	391 293	399 458	61 212	61 777
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	37 068	10 477	48 168	18 648	5	1
3-3. Autres investissements	**202 934**	**1 848**	**259 999**	**4 252**	**6 986**	**2 016**
3-3-1. Avoirs	**189 596**	**–**	**209 012**	**–**	**1 494**	**2 016**
3-3-1-2. Prêts	187 571	–	204 251	–	1 494	2 016
3-3-1-3. Autres avoirs	2 025	–	4 761	–	–	–
3-3-2. Engagements	**13 338**	**1 848**	**50 987**	**4 252**	**5 492**	**–**
3-3-2-2. Prêts	13 338	369	50 987	376	5 492	–
3-3-2-3. Autres engagements	–	1 479	–	3 876	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**1 432**	**–**	**889**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMMISSIONS NETTES	**2 829**	**–**	**–**	**13 904**	**20 170**	**–**
TOTAL	**11 008 896**	**11 008 896**	**14 542 761**	**14 542 761**	**361 305**	**361 305**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie (V^{ème} manuel du FMI).

TABLEAU O.02-4

Règlements bilatéraux entre la France, les pays du Maghreb et les pays de la zone Franc (1)

Année 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	Pays du Maghreb		Pays de la Zone Franc	
	Crédits	Débits	Crédits	Débits
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	**44 074**	**44 214**	**42 436**	**40 947**
1-1. Biens	**24 465**	**21 311**	**18 734**	**9 907**
Marchandises générales	24 313	21 266	18 514	9 881
Avitaillement	63	1	27	26
Travail à façon et réparations	89	44	193	–
1-2. Services	**14 076**	**13 825**	**16 445**	**23 837**
Transports	1 823	3 763	2 762	2 471
Voyages	4 811	5 142	2 588	1 236
Services de construction	1 183	224	1 589	465
Services d'assurances	373	119	278	101
Redevances et droits de licence	68	29	111	11
Négoce international	4 205	3 447	4 877	17 517
Services commerciaux	180	253	495	195
Services techniques	275	62	1 618	82
Services administratifs entre affiliés	238	142	446	322
Services gouvernementaux	189	242	389	1 126
Autres services	731	402	1 292	311
1-4. Revenus	**4 920**	**886**	**6 651**	**1 927**
1-4-1. Rémunérations des salariés	426	143	2 434	104
1-4-2. Revenus des investissements	4 494	743	4 217	1 823
1-5. Transferts courants	**613**	**8 192**	**606**	**5 276**
Secteur des administrations publiques	63	2 370	46	4 471
Autres transferts	550	5 822	560	805
2. COMPTE DE CAPITAL	**–**	**298**	**–**	**417**
3. COMPTE FINANCIER	**7 482**	**6 784**	**15 245**	**15 664**
3-1. Investissements directs	**274**	**601**	**1 309**	**3 011**
Français à l'étranger	138	479	783	2 911
Étrangers en France	136	122	526	100
3-2. Investissements de portefeuille	**5 648**	**6 155**	**10 587**	**9 973**
3-2-1. Avoirs (Résidents sur titres émis par des Non-résidents)	**1 778**	**1 980**	**204**	**172**
3-2-1-1. Actions	80	98	202	138
3-2-1-2. Obligations et assimilés	1 696	1 881	–	32
3-2-1-3. Instruments à court terme du marché monétaire	2	1	–	–
3-2-1-4. Produits financiers dérivés (avoirs et engagements nets)	–	–	2	2
3-2-2. Engagements (Non-résidents sur titres émis par Résidents)	**3 870**	**4 175**	**10 383**	**9 801**
3-2-2-1. Actions et titres d'OPCVM	1 041	1 844	4 111	3 398
3-2-2-2. Obligations et assimilés	924	916	1 412	942
3-2-2-3. Instruments à court terme du marché monétaire	1 905	1 415	4 860	5 460
3-2-2-4. Produits financiers dérivés (cf. 3-2-1-4)	–	–	–	1
3-3. Autres investissements	**1 560**	**28**	**3 349**	**2 680**
3-3-1. Avoirs	**785**	**28**	**3 223**	**466**
3-3-1-2. Prêts	783	28	3 223	466
3-3-1-3. Autres avoirs	2	–	–	–
3-3-2. Engagements	**775**	**–**	**126**	**2 214**
3-3-2-2. Prêts	775	–	126	2 214
3-3-2-3. Autres engagements	–	–	–	–
3-4. Avoirs de réserve	**–**	**–**	**–**	**–**
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	–	260	–	653
TOTAL	**51 556**	**51 556**	**57 681**	**57 681**

(1) Présentation de la Balance des paiements selon la nouvelle méthodologie (V[ème] manuel du FMI).

TABLEAU O.02-5

Transferts unilatéraux du secteur officiel avec les institutions de l'Union Européenne

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
Total des opérations avec l'Union Européenne (hors FED) (1)	**– 12 696**	**– 11 558**	**– 22 240**	**– 14 741**	**– 6 683**
Total des recettes	**60 900**	**66 304**	**61 212**	**64 308**	**74 915**
dont : FEOGA-Orientation (2)	4 478	2 258	3 123	1 625	3 334
FEOGA-Garanties (2)	48 129	54 349	52 867	54 699	61 977
FSE (3)	3 737	4 391	2 676	4 144	4 088
FEDER (4)	4 235	4 586	1 852	2 778	4 517
Total des contributions	**73 596**	**77 862**	**83 452**	**79 049**	**81 598**
dont : Versement TVA	50 002	45 178	43 648	47 057	41 887
Versement PNB	10 570	20 089	23 003	16 299	23 698
Droits de douanes	10 765	10 368	9 725	9 960	8 988
Cotisation sucrière	2 055	2 129	2 591	2 441	2 141
Fonds européen de développement (net)	**– 2 580**	**– 2 455**	**– 2 837**	**– 2 536**	**– 1 433**
Impôts, taxes et divers	**387**	**406**	**204**	**384**	**472**
Total des transferts unilatéraux avec l'UE et le FED	**– 14 938**	**– 13 607**	**– 24 873**	**– 16 893**	**– 7 644**
Total des recettes	61 360	66 765	61 529	64 787	75 473
Total des contributions	76 298	80 372	86 402	81 680	83 117
Recettes du Gouvernement français (5)	**1 282**	**1 250**	**1 233**	**1 240**	**1 112**
Flux financiers nets avec les institutions communautaires	**– 13 656**	**– 12 357**	**– 23 640**	**– 15 653**	**– 6 532**

(1) FED : Fonds Européen de Développement.
(2) FEOGA : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole.
(3) FSE : Fonds Social Européen
(4) FEDER : Fonds Européen de Développement Régional.
(5) Une retenue pour frais d'assiette et de perception est appliquée sur la cotisation sucrière et les droits de douanes : le produit est inscrit sur cette ligne relevant des services et non des transferts unilatéraux. Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte ces flux pour apprécier l'impact total des relations financières avec les institutions communautaires.

TABLEAU O.02-6

Règlements entre la France et divers pays de l'OCDE. Principaux soldes

Année 1996

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	Transactions courantes				Compte financier			
	Total	*dont :*			**Total**	*dont :*		
		Marchandises (1)	Services (1)	Revenus		Investissements directs (1)	Investissements de portefeuille (1)	Autres investissements (1)
Union Européenne :								
Allemagne	**– 1 496**	– 22 360	20 462	– 4 911	**– 25 928**	– 6 471	– 55 349	37 324
Autriche	**3 122**	2 978	1 157	– 953	**8 340**	– 617	9 534	– 577
U.E.B.L (2)	**– 45 992**	– 10 648	4 670	– 40 848	**– 31 700**	793	– 26 755	– 5 738
Danemark	**– 101**	117	15	– 287	**127**	1 008	– 1 362	481
Espagne	**5 225**	12 758	– 7 499	3 990	**– 39 354**	– 3 744	– 15 048	– 20 562
Finlande	**317**	– 257	442	6	**1 664**	– 75	– 406	2 145
Grèce	**5 848**	7 087	– 1 756	478	**– 2 874**	– 873	– 2 296	295
Irlande	**– 4 379**	– 5 263	427	477	**1 170**	2 283	1 096	– 2 209
Italie	**– 8 536**	– 10 389	1 356	543	**– 2 270**	– 6 719	53	4 396
Pays-Bas	**– 6 924**	– 13 406	6 665	– 1 234	**– 14 018**	7 846	– 17 226	– 4 638
Portugal	**– 3 805**	4 167	1 090	125	**– 4 910**	– 848	– 4 581	519
Royaume-Uni	**14 654**	10 190	13 066	– 9 718	**139 736**	13 149	– 54 806	181 393
Suède	**4 307**	3 854	392	– 35	**4 539**	3 640	– 7 382	8 281
Australie	**2 621**	2 631	– 83	121	**– 2 499**	– 5 090	1 813	778
Canada	**1 740**	1 504	275	218	**931**	– 320	– 8 604	9 855
États-Unis	**45 671**	16 728	20 223	7 834	**13 612**	– 12 569	– 40 045	47 430
Islande	**– 401**	– 328	– 86	16	**8**	51	– 212	169
Japon	**20 007**	3 554	9 398	5 072	**– 53 489**	– 447	– 40 997	– 12 070
Norvège	**– 22 123**	– 16 922	– 7 328	2 030	**436**	– 1 301	1 726	11
Nouvelle-Zélande	**– 181**	12	– 102	– 70	**– 126**	– 58	450	– 518
Suisse	**44 171**	2 277	41 389	– 5 820	**– 1 204**	6 931	– 17 042	8 910
Turquie	**6 898**	6 157	557	734	**– 5 247**	– 203	– 460	– 4 584

(1) Nouvelle méthodologie.
(2) U.E.B.L. : union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Milliard de francs

Pays	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
U.E.B.L. (1) :						
Compte de transactions courantes	19,75	26,78	35,20	63,64	72,29	74,67
Compte de capital	—	—	—	—	—	. . .
Compte financier	— 8,99	— 17,80	— 41,32	— 76,81	— 58,04	. . .
Avoirs de réserves (bruts)	— 2,20	— 3,29	— 3,01	12,02	— 1,22	. . .
Erreurs et omissions (nettes)	— 8,56	— 5,68	9,13	1,16	— 13,04	. . .
Danemark :						
Compte de transactions courantes	7,47	11,19	22,59	26,68	16,37	7,05
Compte de capital	—	—	—	—	—	—
Compte financier	24,01	— 17,51	— 21,91	— 11,77	— 31,77	0,23
Avoirs de réserves (bruts)	— 18,37	18,64	1,20	— 21,81	10,95	— 11,80
Erreurs et omissions (nettes)	— 13,11	— 12,32	— 1,88	6,90	4,44	4,52
France :						
Compte de transactions courantes	— 54,15	— 36,78	20,61	50,91	39,05	82,08
Compte de capital	— 22,51	— 0,15	3,50	0,15	— 25,77	— 0,57
Compte financier	134,85	— 17,30	— 42,54	— 94,43	— 21,84	— 102,55
Avoirs de réserves (bruts)	— 59,62	29,31	8,34	28,35	— 13,59	— 3,55
Erreurs et omissions (nettes)	1,43	24,92	10,08	15,02	22,15	24,30
Allemagne :						
Compte de transactions courantes	261,97	— 100,88	— 102,65	— 75,89	— 112,76	— 104,72
Compte de capital	— 7,24	— 3,67	3,18	2,77	0,83	— 3,24
Compte financier	— 298,29	29,45	274,22	88,97	143,02	165,92
Avoirs de réserves (bruts)	— 39,48	34,87	— 196,82	80,42	11,33	— 36,04
Erreurs et omissions (nettes)	83,04	40,23	22,08	— 96,27	— 42,42	— 21,91
Grèce :						
Compte de transactions courantes	— 19,26	— 8,88	— 11,33	— 4,23	— 0,81	— 14,30
Compte de capital	—	—	—	—	—	—
Compte financier	21,79	22,35	13,86	27,28	38,33	15,78
Avoirs de réserves (bruts)	— 1,52	— 12,44	1,98	— 19,48	— 35,03	0,11
Erreurs et omissions (nettes)	— 1,01	— 1,03	— 4,52	— 3,57	— 2,49	— 1,60
Irlande :						
Compte de transactions courantes	— 1,97	1,60	3,21	10,00	8,38	6,88
Compte de capital	2,11	3,39	4,17	4,39	2,15	4,08
Compte financier	— 10,22	— 12,95	— 28,27	1,96	— 20,83	— 3,36
Avoirs de réserves (bruts)	— 3,41	— 2,61	18,75	— 22,17	0,98	— 11,68
Erreurs et omissions (nettes)	13,49	10,57	2,15	5,83	9,32	4,07
Italie :						
Compte de transactions courantes	— 95,77	— 139,08	— 155,96	53,26	78,42	128,31
Compte de capital	4,13	3,32	4,34	9,34	5,71	8,32
Compte financier	232,18	136,61	61,17	29,79	— 78,89	— 16,26
Avoirs de réserves (bruts)	— 63,29	37,90	127,01	17,75	— 8,74	— 14,00
Erreurs et omissions (nettes)	— 77,25	— 38,76	— 36,56	— 110,14	3,50	— 106,37
Pays-Bas :						
Compte de transactions courantes	50,13	43,61	38,81	69,37	83,32	80,82
Compte de capital	— 1,64	— 1,59	— 3,34	— 4,04	— 5,45	— 6,03
Compte financier	— 25,24	— 32,88	— 39,29	— 55,47	— 47,45	— 37,32
Avoirs de réserves (bruts)	— 1,46	— 2,85	— 32,39	— 37,61	— 2,78	9,54
Erreurs et omissions (nettes)	— 21,80	— 6,28	36,20	27,75	— 27,65	— 47,00
Royaume-Uni :						
Compte de transactions courantes	— 176,97	— 80,46	— 97,14	— 91,80	— 19,43	— 23,11
Compte de capital	—	—	—	—	—	—
Compte financier	145,06	152,68	1,64	76,06	— 129,47	0,90
Avoirs de réserves (bruts)	13,78	— 74,76	39,39	36,13	106,49	4,79
Erreurs et omissions (nettes)	18,13	2,54	56,11	— 20,39	42,42	17,42

N.B. - Voir note en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 (suite et fin)

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Milliard de francs

Pays	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Espagne :						
Compte de transactions courantes	– 98,07	– 111,70	– 112,69	– 32,66	– 37,85	6,39
Compte de capital	7,90	17,86	18,44	16,53	14,50	29,66
Compte financier	125,08	180,63	31,55	– 1,58	30,36	– 37,60
Avoirs de réserves (bruts)	– 39,14	– 80,72	94,28	27,23	– 0,28	32,40
Erreurs et omissions (nettes)	4,23	– 6,07	– 31,58	– 9,51	– 6,73	– 30,85
Portugal :						
Compte de transactions courantes	– 0,99	– 4,04	– 0,97	1,32	– 8,36	– 1,14
Compte de capital	–	–	–	–	–	–
Compte financier	13,96	25,60	– 5,03	– 17,18	3,47	16,10
Avoirs de réserves (bruts)	– 19,29	– 32,23	0,83	16,13	7,94	1,49
Erreurs et omissions (nettes)	6,32	10,67	5,18	– 0,27	– 3,05	– 16,45
Suisse :						
Compte de transactions courantes	37,80	58,53	75,36	101,42	99,85	– 107,93
Compte de capital	–	– 0,27	– 0,23	– 0,75	– 0,81	– 0,66
Compte financier	– 62,40	– 65,89	– 81,37	– 107,97	– 91,87	– 91,63
Avoirs de réserves (bruts)	– 6,36	– 5,49	– 23,20	– 2,27	– 6,44	– 0,28
Erreurs et omissions (nettes)	30,96	13,12	29,44	9,58	– 0,72	– 15,35
Canada :						
Compte de transactions courantes	– 122,94	– 138,63	– 119,60	– 132,47	– 95,93	– 43,39
Compte de capital	5,62	5,56	5,47	5,83	5,56	3,24
Compte financier	128,35	133,99	76,48	164,94	53,85	21,69
Avoirs de réserves (bruts)	– 3,40	14,03	30,74	2,79	28,56	2,33
Erreurs et omissions (nettes)	– 7,63	– 14,95	6,90	– 41,08	7,96	16,13
États-Unis :						
Compte de transactions courantes	– 513,27	– 52,25	– 324,83	– 564,73	– 820,42	– 739,89
Compte de capital	1,42	1,58	2,28	– 1,13	– 3,39	0,50
Compte financier	74,87	77,52	187,08	– 60,77	493,91	103,32
Avoirs de réserves (bruts)	183,56	124,52	257,81	380,06	253,84	478,63
Erreurs et omissions (nettes)	253,42	– 151,38	– 122,34	246,58	76,06	157,43
Japon :						
Compte de transactions courantes	195,32	385,75	594,65	747,43	724,87	555,30
Compte de capital	–	– 6,77	– 6,83	– 8,27	– 10,33	– 11,28
Compte financier	– 117,29	– 381,07	– 529,01	– 580,99	– 474,86	– 321,45
Avoirs de réserves (bruts)	35,88	46,60	– 3,55	– 156,59	– 140,80	– 292,70
Erreurs et omissions (nettes)	– 113,92	– 44,52	– 55,27	– 1,59	– 98,88	70,13

(1) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

TABLEAU O.02-8A

Soldes des flux d'investissements directs (1) français à l'étranger par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Secteur économique (2)	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1. Agriculture et pêche	**– 121**	**– 136**	**– 97**	**– 29**	**39**	**– 7**	**– 41**
2. Mines et carrières	**– 6 589**	**– 2 567**	**– 3 549**	**– 6 611**	**– 5 632**	**– 4 154**	**– 185**
Houille, pétrole, gaz	– 5 959	– 1 999	– 3 508	– 6 534	– 5 679	– 3 519	35
Autres produits issus de l'extraction	– 630	– 568	– 41	– 77	47	– 635	– 220
3. Produits manufacturés	**– 56 570**	**– 44 588**	**– 36 689**	**– 17 566**	**– 20 721**	**– 18 426**	**– 43 140**
Produits alimentaires	– 11 913	– 8 139	– 8 111	– 2 867	– 2 609	– 2 695	– 5 236
Textiles et habillement	– 1 612	– 1 366	– 1 117	– 294	– 557	– 810	– 779
Bois, édition et imprimerie	– 2 974	– 508	– 720	– 651	83	– 568	– 2 393
Produits pétroliers raffinés et autres	– 83	– 65	– 541	– 267	– 390	– 184	– 2 314
Produits chimiques	– 14 263	– 3 158	– 5 297	260	– 10 487	– 6 066	– 22 477
Caoutchouc et matières plastiques	– 418	– 401	– 364	– 508	– 106	– 3 507	– 1 602
Métaux ferreux et non ferreux	– 5 345	– 3 794	– 1 375	– 1 696	– 333	– 609	– 2 548
Construction mécanique	– 1 347	– 816	– 564	– 112	– 1 447	– 456	– 1 131
Équipement bureau et informatique	– 1 380	– 4 572	– 2 145	– 261	– 115	– 758	5
Matériel de communication	– 9 246	– 6 070	– 15 078	– 5 856	– 7 400	– 1 790	– 2 317
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	– 3 678	– 11 893	1 503	– 896	4 330	– 811	4 342
Autres produits manufacturés	– 4 311	– 3 806	– 2 880	– 4 418	– 1 690	– 172	– 6 690
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 1 520**	**– 1 486**	**– 612**	**– 1 000**	**– 2 781**	**– 3 943**	**– 4 369**
5. Bâtiment et génie civil	**– 2 203**	**– 2 735**	**– 1 279**	**– 2 118**	**– 1 624**	**– 1 133**	**– 3 587**
6. Récupération, réparation, commerce	**– 7 519**	**– 5 190**	**– 8 494**	**– 4 650**	**– 2 806**	**– 2 828**	**– 26 284**
7. Restauration et hébergement	**– 7 762**	**– 299**	**– 4 746**	**– 247**	**– 273**	**– 1 797**	**– 2 468**
8. Transports et communications	**– 1 023**	**– 616**	**– 1 846**	**– 647**	**– 1 735**	**– 889**	**– 2 518**
Transports intérieurs	– 112	– 98	– 336	– 345	– 91	– 68	– 56
Transports maritimes et cabotage	– 69	– 132	– 427	– 198	– 954	– 113	– 403
Transport aérien	– 78	5	– 362	37	– 149	685	37
Télécommunications	– 255	– 66	– 60	– 106	– 476	– 452	– 1 983
Autres transports et communications	– 509	– 325	– 661	– 35	– 65	– 941	– 113
9. Intermédiation financière	**– 42 824**	**– 22 314**	**– 23 945**	**– 19 798**	**– 11 674**	**– 9 809**	**– 14 306**
Intermédiation monétaire	...	...	...	...	...	...	– 4 513
Autre intermédiation financière	– 29 012	17 505	– 19 641	– 15 619	– 3 582	– 10 350	– 8 087
Assurances et activités annexes	– 13 812	– 4 809	– 4 304	– 4 179	– 8 092	541	– 1 241
10. Opérations immobilières et commerciales	**– 20 171**	**– 34 181**	**– 16 693**	**– 15 517**	**– 12 547**	**– 9 637**	**– 48 357**
Opérations immobilières	– 2 942	– 1 212	– 1 034	– 687	– 1 024	– 702	– 908
Informatique	...	...	...	...	...	...	– 528
Recherche et développement	...	...	...	...	...	...	– 439
Autres activités commerciales	– 6 852	– 26 949	– 10 751	– 11 087	– 7 466	– 2 733	– 43 684
Publicité	...	...	...	...	...	...	...
Autres activités immobilières et commerciales	– 10 377	– 6 020	– 4 908	– 3 743	– 4 057	– 6 202	– 2 441
11. Autres services	**– 58**	**– 17**	**– 41**	**– 90**	**– 8**	**– 16**	**– 1 001**
12. Montants non ventilés	**– 1 188**	**– 1 552**	**– 1 441**	**– 670**	**– 647**	**– 545**	**– 2 361**
TOTAL	**– 147 548**	**– 115 681**	**– 99 432**	**– 68 943**	**– 60 409**	**– 53 184**	**– 148 617**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-8B

Soldes des flux d'investissements directs (1) étrangers en France par secteur économique

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Secteur économique (2)	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1. Agriculture et pêche	**58**	**70**	**44**	**126**	**124**	**26**	**108**
2. Mines et carrières	**21**	**– 19**	**67**	**212**	**– 34**	**181**	**– 170**
Houille, pétrole, gaz	11	– 46	63	163	– 18	–	– 247
Autres produits issus de l'extraction	10	27	4	49	– 16	181	77
3. Produits manufacturés	**9 463**	**23 908**	**27 937**	**15 112**	**13 898**	**19 170**	**21 478**
Produits alimentaires	1 200	1 950	9 139	4 763	1 729	362	1 022
Textiles et habillement	251	567	981	445	591	505	864
Bois, édition et imprimerie	3 767	1 133	907	596	1 277	1 669	1 080
Produits pétroliers raffinés et autres	261	– 15	1 986	9	– 99	2 287	81
Produits chimiques	2 924	2 313	3 416	2 899	2 895	7 060	10 130
Caoutchouc et matières plastiques	457	125	335	2 795	546	671	– 975
Métaux ferreux et non ferreux	1 096	– 776	443	437	2 180	874	– 183
Construction mécanique	– 1 220	1 129	806	2 117	2 149	1 786	1 892
Équipement bureau et informatique	– 135	963	1 796	– 953	57	789	796
Matériel de communication	– 210	210	7 478	1 623	874	1 682	4 500
Véhicules à moteur et autres matériels de transport	840	15 251	– 786	– 659	778	453	640
Autres produits manufacturés	232	1 058	1 436	1 040	921	1 032	1 631
4. Électricité, gaz naturel et eau	**– 14**	**– 4**	**– 17**	**–**	**– 25**	**– 1**	**956**
5. Bâtiment et génie civil	**– 28**	**– 498**	**246**	**132**	**202**	**109**	**3 531**
6. Récupération, réparation, commerce	**8 210**	**3 246**	**5 614**	**5 829**	**2 381**	**3 692**	**17 288**
7. Restauration et hébergement	**221**	**381**	**676**	**316**	**151**	**318**	**174**
8. Transports et communications	**616**	**1 105**	**910**	**719**	**1 025**	**1 213**	**4 502**
Transports intérieurs	253	210	396	459	309	582	127
Transports maritimes et cabotage	108	– 39	82	125	318	22	161
Transport aérien	– 2	724	222	127	30	19	366
Télécommunications	2	15	36	74	234	385	2 995
Autres transports et communications	255	195	174	– 66	134	205	853
9. Intermédiation financière	**15 957**	**11 751**	**22 757**	**16 991**	**13 470**	**15 665**	**15 874**
Intermédiation monétaire	...	...	...	...	...	...	224
Autre intermédiation financière	11 965	11 170	21 569	15 755	2 272	15 998	10 875
Assurances et activités annexes	3 992	581	1 188	1 236	11 198	– 333	2 399
10. Opérations immobilières et commerciales	**11 327**	**21 450**	**24 929**	**28 734**	**28 283**	**25 386**	**50 831**
Opérations immobilières	7 198	7 215	9 601	8 164	8 325	7 229	5 469
Informatique	...	...	...	...	...	...	1 431
Recherche et développement	...	...	...	...	...	...	408
Autres activités commerciales	2 311	11 359	13 456	14 449	10 573	11 943	34 972
Publicité	...	...	...	...	...	...	376
Autres activités immobilières et commerciales	1 818	2 876	1 872	6 121	9 385	6 214	8 175
11. Autres services	**48**	**– 20**	**7**	**25**	**– 21**	**87**	**206**
12. Montants non ventilés	**3 396**	**1 292**	**1 117**	**1 125**	**1 517**	**881**	**2 975**
TOTAL	**49 275**	**62 662**	**84 287**	**69 321**	**60 971**	**66 727**	**117 753**

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Secteurs économiques issus de la NAF, avec regroupements spécifiques de la Banque de France.

TABLEAU O.02-9

Investissements directs en soldes (1), de la France avec divers pays de l'OCDE

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
UNION EUROPÉENNE (UE) (2)								
Investissements français en UE	– 72 204	– 99 160	– 61 233	– 81 164	– 38 206	– 33 086	– 24 578	– 75 836
Investissements UE en France	46 191	25 956	32 581	54 948	49 604	44 110	39 930	85 208
ALLEMAGNE								
Investissements français en Allemagne	– 6 872	– 11 593	– 8 408	– 12 209	– 6 056	– 5 745	– 5 573	– 13 422
Investissements allemands en France	6 100	6 602	9 986	6 655	7 859	5 225	8 957	6 951
U.E.B.L. (3)								
Investissements français dans l' U.E.B.L.	– 14 631	– 10 520	– 9 443	– 18 791	– 2 571	– 7 751	– 5 554	– 19 264
Investissements U.E.B.L. en France	4 943	4 509	5 992	14 959	10 980	7 293	3 277	20 057
DANEMARK								
Investissements français au Danemark	– 2 505	– 37	– 200	– 127	– 105	25	– 411	695
Investissements danois en France	831	247	369	598	199	361	233	313
ESPAGNE								
Investissements français en Espagne	– 8 882	– 15 924	– 14 969	– 9 758	– 8 114	– 5 354	– 2 387	– 5 311
Investissements espagnols en France	414	321	172	615	1 362	108	– 1 197	1 567
GRÈCE								
Investissements français en Grèce	– 498	– 696	– 230	– 200	– 278	– 531	– 198	– 354
Investissements grecs en France	–	22	– 5	21	31	25	13	– 519
IRLANDE								
Investissements français en Irlande	– 1 375	– 274	– 893	– 451	– 570	– 813	– 955	– 1 516
Investissements irlandais en France	– 17	240	177	197	325	1 727	175	3 799
ITALIE								
Investissements français en Italie	– 9 431	– 9 481	– 7 663	– 10 179	– 6 196	– 5 396	– 3 870	– 11 312
Investissements italiens en France	1 390	4 594	5 085	15 900	8 370	2 533	1 696	4 593
PAYS-BAS								
Investissements français aux Pays-Bas	– 12 190	– 22 008	– 8 653	– 19 758	– 7 118	– 5 624	– 2 506	– 11 939
Investissements des Pays-Bas en France	13 826	5 842	7 363	10 878	5 902	2 591	9 114	19 785
PORTUGAL								
Investissements français au Portugal	– 1 508	– 1 963	– 1 316	– 1 357	– 1 040	– 651	– 77	– 1 254
Investissements portugais en France	– 14	9	– 53	14	14	86	25	406
ROYAUME-UNI								
Investissements français au Royaume-Uni	– 14 309	– 27 693	– 9 628	– 8 352	– 6 218	– 1 245	– 2 697	– 8 469
Investissements du Royaume-Uni en France	18 722	4 619	3 474	5 108	14 554	24 163	16 074	21 618
SUISSE								
Investissements français en Suisse	– 3 237	– 3 629	– 1 879	– 1 754	– 1 463	955	– 1 826	– 2 819
Investissements suisses en France	4 054	2 492	2 576	5 837	7 516	5 606	1 466	9 750
ÉTATS-UNIS								
Investissements français aux États-Unis	– 25 354	– 31 771	– 30 009	– 6 764	– 9 616	– 17 144	– 9 430	– 29 664
Investissements des États-Unis en France	2 614	6 434	5 585	14 409	4 468	6 587	20 135	17 095
CANADA								
Investissements français au Canada	– 5 298	– 1 597	– 3 073	– 1 129	– 14	– 990	– 455	– 2 438
Investissements canadiens en France	65	353	660	1 150	698	– 84	260	2 118
JAPON								
Investissements français au Japon	– 182	– 168	– 159	– 586	– 303	– 298	– 147	– 968
Investissements japonais en France	3 911	6 506	3 093	2 396	1 955	954	854	521

(1) Les chiffres présentés sont des soldes affectés de leur signe en balance : un solde sans signe, flux net positif, correspond à une entrée de capitaux, un signe moins (-) à une sortie. Pour les investissements français à l'étranger un signe moins correspond à de nouveaux investissements nets, l'absence de signe à un désinvestissement, c'est-à-dire à un rapatriement. Pour les investissements étrangers en France, un signe moins correspond à un désinvestissement c'est-à-dire à un rapatriement vers le pays d'origine, l'absence de signe à de nouveaux investissements nets.
(2) Union Européenne à 15, pour 1995 et 1996.
(3) U.E.B.L. : Union économique belgo-luxembourgeoise.

P

Administration et vie publique

Chapitre P.01

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie.
2. Les moyens de la Justice.
3. L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés.
4. Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire. Procédures au fond. Juridictions de première instance.
5. Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (justice pénale).
6 Les juges d'instruction (justice pénale).
7. Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (justice pénale).
8. Les condamnations portées au casier judiciaire national (justice pénale).
9. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
10. L'administration pénitentiaire : le milieu fermé.
11. L'administration pénitentiaire : le milieu ouvert.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

1. MÉTHODOLOGIE

L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, contrôle de l'immigration et lutte contre l'emploi des clandestins, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatée.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont issues des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « cadres du parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orienté par le Parquet et traité au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^{e} classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert publiées ici sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2. DÉFINITIONS

- **La Cour de cassation**

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit, la Cour de cassation annule en tout ou partie la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- **Les cours d'appel**

L'appel tend à faire réformer ou annuler par une cour d'appel (chambres civiles) un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

Les tribunaux de grande instance

Ils ont compétence exclusive dans les matières définies par l'article L. 311-2 du Code de l'organisation judiciaire. Ils ont en outre à connaître de tous les litiges qui ne sont pas spécialement attribués à une autre juridiction.

Les tribunaux d'instance

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 30 000 francs. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

Les tribunaux paritaires des baux ruraux

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du Code rural.

Les conseils de prud'hommes

Ils règlent par voie de conciliation les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés qu'ils emploient. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord entre les deux collèges, on dit qu'il y a départition et c'est le juge d'instance qui tranche.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

Les tribunaux de commerce

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

L'ordonnance de référé

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

Le juge aux affaires familiales

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

Le juge de l'exécution

L'article L. 95 de la loi du 9 août 1991 réformant les procédures d'exécution a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le Nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994.

Le Parquet

Le ministère public auquel est confié l'action publique décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de procéder à un classement sans suite. S'il décide de poursuivre, il saisit une juridiction de jugement ou le juge d'instruction selon la gravité et la complexité des faits.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal correctionnel. Elle suppose d'une part que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. **La convocation par procès-verbal** est notifiée au prévenu devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

L'instruction

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance est saisi des affaires pénales les plus complexes, obligatoirement pour les crimes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, essentiellement celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation

Elle a pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non-fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes...).

La détention provisoire

Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime

ou un délit. Dans le cas d'un délit la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- **Les cours d'assises**

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort parmi la population. Les arrêtés de cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel.

- **Les tribunaux correctionnels**

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- **Les tribunaux de police**

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4e classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme *l'amende forfaitaire majorée* et *l'ordonnance pénale.*

- **Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national**

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime + délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- **Les infractions**

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes volontaires ou non à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les attentats aux mœurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- **Les peines privatives de liberté**

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal). Elle entraîne les peines accesssoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Nouveau Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple, ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n° 75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement et que le prévenu n'a pas été condamné, au cours des cinq années précédant les faits, pour crime ou délit de droit commun, soit à une peine criminelle, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quatre mois, le tribunal peut également prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré, et d'une durée qui ne peut pas être inférieure à 40 heures, ni supérieure à 240 heures.

La dispense de peine : Le prévenu peut être dispensé de peine en matière de délit ou de contravention s'il apparaît que son reclassement est acquis, et le dommage réparé. Si les conditions prévues sont seulement en voie de réalisation, il peut y avoir ajournement du prononcé de la peine, de façon à permettre l'application, le cas échéant, de la dispense de peine.

La mesure éducative (ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante) : les juridictions pour mineurs prononcent suivant les cas les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui semblent appropriées. Les mesures éducatives susceptibles d'être ordonnées sont variées et adaptées à chaque cas particulier. Les plus fréquentes sont : l'admonestation; la remise aux parents, tuteur, gardien ou à une personne digne de confiance; le placement dans un établissement public ou privé habilité, médical ou d'éducation ou de formation professionnelle ou dans un internat pour mineurs délinquants ; la remise à l'aide sociale à l'enfance.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

● Le milieu fermé

La population carcérale comprend l'ensemble des individus, prévenus et condamnés, détenus dans les établissements pénitentiaires.

● La contrainte par corps

Elle s'applique dans le cas d'un condamné de moins de 65 ans, solvable et qui ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires envers le trésor public.

● Le milieu ouvert

Le comité de probation et d'assistance aux libérés (CPAL)

C'est un service de l'administration pénitentiaire placé auprès de chaque tribunal de grande instance, sous l'autorité du juge de l'application des peines.

La mise à l'épreuve

Modalité du sursis, elle s'applique aux condamnations à l'emprisonnement prononcées pour crime ou délit de droit commun. Les principales obligations sont l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement de résidence en un lieu déterminé, la soumission à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, la réparation des dommages causés par l'infraction ainsi que la contribution aux charges familiales et l'acquittement des pensions alimentaires. Le tribunal fixe le délai d'épreuve qui ne peut être inférieur à 18 mois, ni supérieur à 3 ans.

La libération conditionnelle

Les condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale peuvent en bénéficier, sur décision du juge d'application des peines lorsque la peine en cours d'exécution n'excède pas 3 ans, et sur décision du ministre de la Justice au-delà.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de la Justice.

— Ministère de l'Intérieur.

Publications :

Les chiffres clés de la Justice, octobre 1997, ministère de la Justice.

Annuaire statistique de la Justice, La Documentation française (annuel).

Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire, La Documentation française (annuel).

Info-Stat Justice, ministère de la Justice (mensuel).

Études et Statistiques, Justice, ministère de la Justice (trimestriel).

Rapport annuel de la Cour de cassation, La Documentation française (annuel)

Aspects de la criminalité et de la délinquance constatés en France par les services de police et de gendarmerie, La Documentation française (annuel).

TABLEAU P.01-1

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : infraction

	1991	1992	1993	1994	1995
Vols (y compris recels)	**2 456 871**	**2 615 444**	**2 640 417**	**2 573 074**	**2 400 644**
Vols à main armée	9 393	9 737	11 211	10 243	9 147
Autres vols avec violences	56 926	60 324	60 898	63 067	65 430
Cambriolages	416 414	447 603	468 524	468 903	433 320
Vols avec entrée par ruse	13 893	14 894	14 966	15 998	17 004
Vols d'automobiles	339 293	373 077	384 574	369 551	351 509
Vols de véhicules motorisés à deux roues	136 615	131 862	122 314	114 628	102 016
Vols à la roulotte	733 860	792 498	773 000	713 251	554 626
Vols d'accessoires sur véhicules immatriculés	78 682	93 513	106 815	108 186	190 614
Autres vols simples	639 582	657 847	663 871	671 382	640 259
Recels	32 213	34 089	34 244	37 865	36 719
Infractions économiques et financières	**566 567**	**413 417**	**409 246**	**440 179**	**357 104**
Escroqueries, faux et contrefaçons	344 689	326 223	327 461	355 295	294 497
dont : Escroqueries et abus de confiance	106 246	104 710	108 300	118 509	90 068
Falsification, usage de chèques volés	150 365	140 255	143 200	153 077	140 532
Falsification, usage de cartes de crédit	43 947	40 466	32 568	34 886	28 295
Faux et contrefaçons (2)	43 154	39 656	40 328	43 395	29 034
Fausse monnaie	977	1 136	3 065	5 428	6 568
Délinquance économique et financière	62 566	53 869	62 584	66 784	43 887
dont : Banqueroutes, abus de confiance	7 871	6 344	11 012	6 238	3 941
Fraudes fiscales	2 985	1 917	2 075	2 042	1 069
Travail clandestin (3)	///	///	///	///	14 624
Emploi d'étranger sans titre de travai (3)	///	///	///	///	1 363
Marchandage, prêt de main-d'œuvre (3)	///	///	///	///	1 099
Autres délits économiques	45 553	37 968	40 795	50 181	15 307
Infractions à la législation sur les chèques (4) (sauf falsifications,usages de chèques volés)	159 312	33 325	19 201	18 100	18 720
Crimes et délits contre les personnes	**141 716**	**146 095**	**152 764**	**175 374**	**191 180**
Homicides	2 614	2 702	2 818	2 696	2 563
dont : Tentatives	1 259	1 360	1 299	1 290	1 227
Homicides de mineurs de moins de 15 ans	///	///	///	///	80
Coups et blessures volontaires	53 356	55 613	56 964	63 435	71 095
dont : Coups et blessures volontaires suivis de mort	217	230	233	296	419
Autres atteintes contre les personnes	32 883	32 788	35 310	46 053	51 708
dont : Menaces et chantages	17 266	17 749	19 490	26 005	30 168
Atteintes à la dignité et à la personnalité	7 142	6 514	7 161	10 862	13 011
Atteintes aux mœurs	23 732	25 404	26 569	29 279	29 123
dont : Proxénétisme	823	786	679	627	533
Viols	5 068	5 356	5 605	6 526	7 350
dont : Sur mineur(e)s (3)	///	///	///	///	4 526
Agressions sexuelles	9 164	10 217	11 192	12 661	11 503
dont : Sur mineur(e)s (3)	///	///	///	///	6 197
Infractions contre la famille et l'enfant	29 131	29 588	31 103	33 911	36 691

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU P.01-1 (suite et fin)

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité* : infraction

	1991	1992	1993	1994	1995
Autres infractions (dont stupéfiants)	**578 958**	**656 040**	**679 467**	**730 381**	**716 392**
Infractions à la législation sur les stupéfiants	62 021	66 775	64 841	70 735	79 052
dont : Traffic, revente	8 026	8 417	9 010	8 714	5 661
Usage, revente	11 138	13 302	13 340	13 837	12 098
Consommation	40 957	42 449	39 527	45 178	54 850
Délits à la police des étrangers	46 356	56 289	49 777	55 549	53 429
Destruction, dégradations contre les biens publics et privés	327 671	389 101	419 961	435 107	440 591
dont : Attentats par explosifs contre les biens publics et privés	604	670	599	605	613
Incendies volontaires contre les biens publics et privés	13 295	13 862	15 015	15 600	18 388
Dégradations de véhicules privés	201 324	248 921	269 931	273 858	268 252
Autres destructions	112 448	125 648	134 416	145 044	153 338
Délits divers	142 910	143 875	144 888	168 990	143 320
dont : Faux documents d'identité ou administratifs	13 298	13 026	15 026	14 214	13 325
Outrages, violences à dépositaires de l'autorité	23 886	25 086	24 925	29 321	29 778
Port ou détention d'armes prohibées	15 787	16 752	16 569	18 933	18 623
Hygiène et santé	4 930	4 703	5 065	10 027	5 917
Pêche, chasse, environnement (3)	4 836	5 813	6 934	7 937	7 699
dont : Atteintes à l'environnement	///	///	///	///	4 076
Destructions, cruautés envers les animaux	2 725	2 861	3 153	2 603	2 589
Autres délits divers non spécifiés (5)	70 951	65 781	64 785	77 404	63 203
Total des personnes mises en cause (sauf circulation routière) :	**3 744 112**	**3 830 996**	**3 881 894**	**3 919 008**	**3 665 320**
Nombre de français mis en cause	631 355	567 522	553 656	624 076	640 435
Nombre d'étrangers mis en cause	139 015	144 885	136 799	151 625	152 958
Nombre d'hommes majeurs	551 004	520 713	507 966	566 647	566 508
Nombre d'hommes mineurs	90 853	88 570	83 726	98 934	113 987
Nombre de femmes majeures	117 735	92 830	89 577	99 716	100 652
Nombre de femmes mineures	10 778	10 294	9 186	10 404	12 246

(1) La qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement. Les statistiques de la police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou tentés, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales.
(2) Cette rubrique regroupe les contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales, les contrefaçons littéraires et artistiques, les faux en écriture publique et authentique ainsi que les autres faux.
(3) Ces rubriques ne sont disponibles que depuis le 1er janvier 1995, date à laquelle elles ont pu être isolées au sein de la nomenclature statistique.
(4) Les émissions de chèques sans provisions ont été dépénalisées par la loi du 30 décembre 1991.
(5) Ce poste recouvre des délits qui ne sont pas isolés dans la nomenclature statistique et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.01-2

Les moyens de la justice

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

Effectifs budgétaires	1990	1992	1993	1994	1995
Administration centrale et services extérieurs					
Ensemble (1)	**2 516**	**2 728**	**1 800**	**1 814**	**1 800**
dont : magistrats	159	159	164	164	169
Services judiciaires					
Ensemble	**24 045**	**24 560**	**24 558**	**24 590**	**24 668**
Magistrats	5 850	5 903	5 928	5 974	6 029
Fonctionnaires	18 195	18 657	18 630	18 616	18 639
dont : greffiers en chef et greffiers	6 213	6 996	7 272	7 499	7 762
Administration pénitentiaire					
Ensemble (1)	**20 633**	**21 927**	**23 071**	**23 476**	**23 899**
dont : personnel de surveillance	16 944	18 135	18 470	18 795	19 146
Protection judiciaire de la jeunesse					
Ensemble	**5 545**	**5 606**	**5 894**	**5 889**	**5 978**
dont : personnel éducatif	3 046	3 113	3 203	3 213	3 265
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs					
Ensemble (1)	**1 016**	**1 761**	**1 834**	**1 884**	**1 961**
dont : magistrats (1)	729	767	789	800	822
Commission nationale de l'informatique et des libertés					
Ensemble	**37**	**46**	**50**	**54**	**55**
Ensemble des effectifs budgétaires (2)	**53 792**	**56 628**	**57 207**	**57 707**	**58 361**
dont : magistrats (2)	6 738	6 829	6 881	6 938	7 020

(1) Les emplois d'assistants sociaux et d'infirmiers, gérés jusqu'en 1992 par l'Administration centrale ont été transférés en 1993 dans les directions d'affectation (essentiellement Administration pénitentiaire).
(2) Les emplois (magistrats et fonctionnaires) des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs transférés en 1990 du budget du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice sont comptabilisés dans ces rubriques.

TABLEAU P.01-3

L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés

France entière

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de la Cour de cassation et Répertoire général civil) — *Unité :* Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995
La Cour de cassation					
Affaires nouvelles	19 395	18 841	19 962	19 115	19 969
Affaires terminées	18 613	18 049	18 569	18 456	21 499
dont : Cassation	3 602	3 778	4 064	3 777	5 300
Rejet de la demande	7 301	7 040	7 094	7 691	8 475
Ordonnance ou arrêt de désistement	3 441	3 367	3 455	2 914	3 373
Les cours d'appel					
Nombre de cours d'appel	33	33	33	33	33
Affaires nouvelles	167 803	182 794	204 935	218 880	220 066
Affaires terminées	169 010	171 082	179 585	187 246	198 754
Décisions statuant sur le fond de la demande	115 533	116 584	119 957	126 920	135 023
Confirmation totale ou partielle de la décision attaquée	88 536	87 926	90 881	96 197	102 720
Infirmation de la décision attaquée	26 997	28 658	29 076	30 723	32 303
Autres décisions (radiation, désistement, jonction,...)	53 477	54 498	59 628	60 326	63 731
Les tribunaux de grande instance (1)					
Nombre de tribunaux de grande instance	181	181	181	181	181
Affaires nouvelles	488 680	523 026	566 723	658 042	660 189
dont : Droit de la famille	271 958	298 486	311 739	368 816	374 866
Affaires terminées	463 075	475 775	532 494	610 234	645 319
dont : Divorces et séparations de corps prononcés	110 042	113 622	116 950	121 622	125 991
Référés	95 886	110 132	125 752	120 999	126 501
Les tribunaux d'instance (1)					
Nombre de tribunaux d'instance	473	473	473	473	473
Affaires nouvelles	532 790	609 190	563 300	513 490	483 909
dont : droit des contrats	283 126	332 099	305 152	291 224	273 305
Affaires terminées	501 578	588 126	556 189	505 690	491 021
Référés	87 910	93 178	90 918	89 032	83 962
Les tribunaux paritaires des baux ruraux					
Nombres de tribunaux paritaires des baux ruraux	413	413	413	413	413
Affaires nouvelles	4 859	5 605	3 778	3 663	3 614
Affaires terminées	4 576	6 042	3 686	3 720	3 807
Référés	325	541	213	216	209
Les conseils de prud'hommes					
Nombre de conseils de prud'hommes	281	281	281	270	270
Affaires nouvelles	152 955	172 883	172 001	167 809	157 542
Affaires terminées	145 935	161 128	163 073	168 250	166 593
Référés	40 822	49 268	52 155	51 856	51 384
Les tribunaux de commerce					
Nombre de tribunaux de commerce	229	229	229	229	229
Affaires nouvelles	275 651	307 910	...	...	...
dont : droit des affaires	88 907	123 594	...	...	
droit des contrats	113 609	136 577	...	...	...
Affaires terminées	233 314	266 305	297 746	254 858	282 070
Référés	49 831	56 853	62 945	55 066	54 158

(1) Dans les séries affaires nouvelles et affaires terminées, la comparabilité des années 1993,1994 et 1995 aux années précédentes est perturbée par l'instauration du juge de l'exécution et du juge aux affaires familiales.

TABLEAU P.01-4

Affaires civiles nouvelles (1) selon leur nature d'affaire. Procédures au fond - Juridictions de première instance

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire général civil)

Nature d'affaire	1990	1992	1993	1994	1995
Total des affaires nouvelles (CA,TGI, TI, TPBR, TC, CPH) (2)	**1 622 719**	**1 801 408**	**1 808 485**	**1 816 764**	**1 807 390**
Droit des personnes	5,4	7,2	5,7	6,0	6,3
Droit de la famille	21,4	20,2	21,2	22,6	22,9
Droit des affaires	11,6	12,6	13,0	12,8	13,2
Droit des contrats	34,3	34,6	33,0	30,4	29,7
Droit de la responsabilité	3,1	2,6	2,8	2,7	2,7
Droit des biens	2,5	2,5	2,6	2,6	2,5
Droit social	15,0	15,9	15,6	15,1	14,7
Autre et non déterminé	6,7	4,4	6,1	7,8	8,0
Total (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) À partir de 1993, affaires terminées pour les tribunaux de commerce.
(2) CA : cour d'appel, TGI : tribunaux de grande instance, TI : tribunaux d'instance, TPBR : tribunaux paritaires des baux ruraux, TC : tribunaux de commerce, CPH : conseils de prud'hommes.

TABLEAU P.01-5

Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres du parquet) — *Unité* : Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995
LES PARQUETS					
Nombre de parquets	181	181	181	181	181
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**5 244 233**	**5 614 530**	**5 324 236**	**5 399 740**	**5 191 255**
dont : Auteur inconnu	2 200 801	3 106 232	3 239 188	3 187 648	3 016 633
Crimes	12 851	14 949	14 637	15 128	14 432
Délits	4 837 801	5 277 813 *e*	4 989 777 *e*	5 056 817 *e*	4 832 977 *e*
Contraventions de 5ème classe	393 581	321 768 *e*	319 822 *e*	327 795 *e*	343 846 *e*
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**3 748 145**	**4 369 876**	**4 165 471**	**4 264 117**	**4 161 924**
Affaires poursuivies	**703 831**	**632 474**	**597 109**	**612 674**	**553 731**
Transmission au juge d'instruction	53 652	53 505	47 844	49 515	44 554
Transmission au juge des enfants	44 749	43 346	34 785	39 535	39 207
Poursuite devant le tribunal correctionnel	447 461	397 421	383 438	392 838	373 660
Poursuite devant le tribunal de police	157 969	138 202	131 042	130 786	96 310
LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC					
Nombre d'officiers du ministère public	473	473	473	473	473
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux reçus dans l'année	**13 280 927**	**13 221 014**	**13 140 760**	**14 812 378**	**14 592 269**
Procédure d'amende forfaitaire majorée	11 405 623	11 437 633	11 527 256	13 224 720	13 335 232
Autre procedure	1 875 304	1 783 381	1 613 504	1 587 658	1 257 037
Plaintes, dénonciations, procès-verbaux classés sans suite	**1 556 044**	**1 468 691**	**1 237 342**	**808 594**	**2 407 811**
Affaires poursuivies	**11 121 637**	**10 884 886**	**10 736 571**	**13 312 499**	**11 111 877**
Amende forfaitaire majorée prononcée	9 452 733	9 417 089	9 528 047	12 230 299	10 306 201
Poursuite devant le tribunal de police	1 668 904	1 467 797	1 208 524	1 082 200	805 676

TABLEAU P.01-6

Les juges d'instruction (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Répertoire de l'instruction) — *Unité :* Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995
Nombre de juges d'instruction (postes budgétaires)	561	561	563	563	567
Ensemble des affaires terminées	**50 277**	**47 469**	**42 320**	**46 626**	**46 111**
dont : l'infraction principale est un crime	4 902	5 262	5 318	6 026	5 551
affaires terminées sans mis en examen	9 751	9 637	9 261	9 655	10 645
Nombre de mis en examen dans les affaires terminées	73 649	68 481	60 067	68 353	63 942
Décision de clôture					
dont : ordonnance de non-lieu	8 186	7 728	7 112	8 458	7 801
transmission à la chambre d'accusation pour majeurs	2 391	2 336	2 447	2 638	2 865
transmission à la chambre d'accusation pour mineurs	156	141	104	97	135
transmission au tribunal correctionnel	50 634	48 276	42 141	47 293	43 939
dessaisissement, jonction	4 940	2 793	2 753	3 733	3 585
Mesures de contrôle judiciaire prises dans les affaires terminées durant l'année...	19 435	18 419	18 137	21 165	18 042
Mesures de détention provisoire prises dans les affaires terminées durant l'année...	29 317	28 060	25 074	28 746	23 979
Durée moyenne de l'instruction des affaires terminées en mois	**11,6**	**12,4**	**13,5**	**14,6**	**15,2**
dont : crime (1)	14,1	14,4	15,5	16,1	16,4

(1) Qualification de l'infraction principale.

TABLEAU P.01-7

Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale)

France entière

Sources : Ministère de la Justice (Cadres du Parquet et Casier judiciaire national)

	1990	1992	1993	1994	1995
Les cours d'assises					
Nombre de cours d'assises	102	102	102	102	102
Acquittements	**142**	**129**	**156**	**134**	**136**
Cours d'assises pour majeurs	140	119	144	123	130
Cours d'assises pour mineurs	2	10	12	11	6
Condamnations	**2 722**	**2 620**	**2 776**	**2 718**	**2 760**
Cours d'assises pour majeurs	2 567	2 443	2 554	2 528	2 601
Cours d'assises pour mineurs	155	177	222	190	159
Les tribunaux correctionnels					
Nombre de tribunaux correctionnels	186	186	186	186	186
Mesures de sûreté prononcées :					
Contrôles judiciaires prononcés	6 869	6 884	5 202	4 392	4 811
Mandats de dépôt prononcés	24 207	32 985	31 794	31 753	27 902
Décisions prononcées :					
Relaxes	20 378	22 282	20 440	18 177	17 854
Condamnations	410 134	398 199	394 164	369 576 *r*	300 749
Les tribunaux de police					
Nombres de tribunaux de police	460	460	460	460	460
Affaires traitées	**1 588 882**	**1 474 944**	**1 346 367**	**1 235 833**	**902 097**
Contraventions de 1re à 4e classe	1 435 720	1 337 545	1 212 901	1 099 310	802 085
Contraventions de 5e classe	153 162	137 399	133 466	136 523	100 012
Mode de jugement :					
Jugements	464 237	416 807	374 604	362 850	309 316
Ordonnances pénales	1 124 645	1 058 137	971 763	872 983	592 781
Contraventions de 1ère à 4ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	21 279	21 213	15 123	40 184	17 752
Condamnations	951 839	812 312	545 162	1 033 407	754 092
Contraventions de 5ème classe (décisions prononcées) :					
Relaxes	4 670	4 397	4 294	4 114	5 278
Condamnations	97 255	92 659	89 482	68 836 *r*	26 449

TABLEAU P.01-8

Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale)

France entière

Source : Ministère de la Justice (Casier judiciaire national) — *Unité :* Nombre

	1990	1991	1992	1993	1994
Condamnations pour crime	2 607	2 686	2 543	2 661	2 609
Condamnations pour délit	469 137	452 389	459 277	448 840	410 077
Condamnations pour contraventions de 5ème classe	105 426	102 757	100 554	96 931	74 293
Total des condamnations	**577 170**	**557 832**	**562 374**	**548 432**	**486 979**
Nature de l'infraction					
Atteintes à la personne	99 544	96 342	98 261	95 025	86 173
Atteintes aux biens	169 997	170 072	179 204	172 077	140 912
Infractions à la circulation routière et aux transports	163 950	162 432	169 478	167 358	157 215
Infractions à la législation économique et financière	61 083	45 580	26 848	27 735	25 541
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	16 894	16 336	17 180	17 160	14 841
Atteintes à la sûreté publique	27 655	29 061	30 753	28 128	26 489
Atteintes à la santé	20 945	20 103	22 348	22 945	21 131
Atteintes à l'ordre public général	6 215	6 543	6 430	6 267	5 075
Atteintes à l'environnement	10 501	10 794	11 424	11 568	9 600
Autres infractions	386	569	448	169	2
Nature de la peine					
Peines privatives de liberté	**316 567**	**316 253**	**338 740**	**332 713**	**282 937**
Réclusion criminelle	1 852	1 910	1 794	1 890	1 203
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	105 044	110 004	120 528	118 176	106 134
Emprisonnement assorti du sursis total	209 671	204 339	216 418	212 647	175 600
Amende	**190 268**	**171 231**	**158 777**	**154 703**	**137 245**
Peine de substitution	**37 250**	**36 963**	**35 437**	**34 698**	**49 383**
dont : travail d'intérêt général	5 705	5 326	5 912	6 240	10 638
Mesure éducative	**22 527**	**23 280**	**21 191**	**17 993**	**10 168**
Dispense de peine	**10 556**	**10 097**	**8 223**	**8 319**	**7 246**
Caractéristiques des condamnés					
Sexe :					
Hommes	505 737	494 309	504 675	491 708	438 410
Femmes	71 433	63 523	57 699	56 724	48 569
Âge :					
Moins de 16 ans	15 678	16 284	16 469	15 027	10 797
De 16 ans à moins de 18 ans	22 829	24 054	23 585	17 691	7 568
De 18 ans à moins de 20 ans	55 243	55 866	57 421	54 027	42 416
De 20 ans à moins de 25 ans	126 934	120 518	123 226	120 671	107 174
De 25 ans à moins de 30 ans	98 577	93 740	94 680	92 751	84 241
De 30 ans à moins de 40 ans	138 140	130 530	128 709	127 526	119 623
De 40 ans à moins de 60 ans	106 924	104 130	105 403	107 772	102 440
60 ans et plus	12 845	12 710	12 881	12 967	12 720
Nationalité :					
Français	458 241	435 652	437 427	427 515	383 126
Étrangers	80 168	81 737	86 413	82 789	74 420
Non déclarée	38 761	40 443	38 534	38 128	29 433

TABLEAU P.01-9

Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative

France entière

Source : Ministère de la Justice (Cadres de la protection judiciaire de la jeunesse) — *Unité :* Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995
Total des jeunes suivis au 31 décembre sur décisions des juridictions de la jeunesse	**122 843**	**125 538**	**127 511**	**131 086**	**135 775**
Régime juridique de prise en charge					
Mineurs en danger	107 458	109 607	110 956	111 908	114 900
Jeunes majeurs	4 232	4 572	4 943	5 002	5 050
Mineurs délinquants	11 153	11 359	11 612	14 176	15 825
Caractéristiques des jeunes pris en charge					
Sexe :					
Garçons	70 205	72 031	73 215	76 530	79 618
Filles	52 638	53 507	54 296	54 556	56 157
Âge :					
Moins de 10 ans	46 077	46 541	46 712	46 098	46 216
De 10 ans à moins de 13 ans	18 426	20 563	21 211	20 977	21 079
De 13 ans à moins de 16 ans	25 476	25 970	27 051	29 086	31 806
De 16 ans à moins de 18 ans	26 368	25 152	25 182	25 698	27 651
De 18 ans à moins de 21 ans	6 496	7 312	7 355	9 227	9 023
Mode de prise en charge :					
Secteur public	34 338	32 918	28 106	30 430	32 325
Secteur associatif habilité	88 505	92 620	99 405	100 656	103 450

TABLEAU P.01-10

L'administration pénitentiaire

Le milieu fermé : la population carcérale

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire)

Unité : Nombre

	1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Ensemble de la population incarcérée au 31 décembre (métropole + DOM)	45 420	50 342	52 551	53 935	55 062
Catégorie pénale des personnes incarcérées (métropole + DOM)					
Prévenus	20 580	21 143	20 959	23 076	21 917
Condamnés	24 840	29 199	31 592	30 859	33 145
Sexe (1) :					
Hommes	41 944	46 084	48 133	49 489	50 525
Femmes	1 969	2 080	2 107	2 134	2 133
Âge (1) :					
Moins de 16 ans	24	35	29	34	33
De 16 ans à moins de 18 ans	500	510	484	499	481
De 18 ans à moins de 21 ans	4 433	4 734	4 649	4 412	4 062
De 21 ans à moins de 25 ans	8 912	9 295	9 854	9 715	9 373
De 25 ans à moins de 30 ans	10 396	11 617	11 817	11 702	11 770
De 30 ans à moins de 40 ans	11 992	13 151	13 928	14 481	15 342
De 40 ans à moins de 50 ans	5 483	6 301	6 787	7 618	7 967
De 50 ans à moins de 60 ans	1 744	1 971	2 071	2 383	2 762
60 ans et plus	429	550	621	779	868
Nationalité (1) :					
Français	30 887	33 039	34 721	36 644	37 358
Étrangers	12 937	15 043	15 477	14 933	15 253
Non déclarée	89	82	42	46	47
Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction (1) :					
Atteintes à la personne	7 355	8 330	9 050	9 465	10 457
Crimes de sang	2 808	3 080	3 103	2 925	3 038
Coups et blessures volontaires, coups à enfants	1 278	1 392	1 575	1 897	2 028
Homicides et blessures involontaires	374	374	420	637	774
Viols, attentats à la pudeur	2 413	3 257	3 711	3 786	4 418
Proxénétisme	482	227	241	220	199
Atteintes aux biens	**9 119**	**10 166**	**10 779**	**10 296**	**10 890**
Vols qualifiés	2 299	2 305	2 483	2 778	2 916
Autres vols	5 292	6 191	6 607	5 936	6 340
Escroqueries, abus de confiance, recel, faux et usage de faux	1 528	1 670	1 689	1 582	1 634
Atteintes à la santé publique					
Infractions à la législation sur les stupéfiants	4 211	5 447	6 383	6 118	6 550
Autres infractions	**3 319**	**4 120**	**4 002**	**3 585**	**3 862**
Peine prononcée					
Réclusion criminelle	**6 248**	**6 827**	**7 256**	**7 154**	**6 953**
5 ans à moins de 10 ans	2 760	2 849	2 941	2 602	1 770
10 ans à moins de 10 ans	3 062	3 517	3 833	3 885	4 290
20 ans à 30 ans	///	///	///	171	383
Perpétuité	426	461	482	496	510
Emprisonnement	**17 549**	**20 840**	**22 678**	**22 012**	**24 556**
Moins de 3 mois	1 144	1 319	1 206		
3 mois à moins de 6 mois	2 500	3 409	3 456	3 876	4 528
6 mois à moins d'1an	3 178	3 850	4 583	4 097	4 949
1 an à moins de 3 ans	5 794	6 715	7 319	7 127	7 247
3 ans à moins de 5 ans	2 925	3 239	3 575	3 838	3 987
5 ans et plus	2 008	2 308	2 539	3 074	3 845
Contrainte par corps	**207**	**396**	**280**	**298**	**250**

(1) Métropole uniquement.

TABLEAU P.01-11

L'Administration pénitentiaire

Le milieu ouvert

Source : Ministère de la Justice (Rapport annuel de l'Administration pénitentiaire) — *Unité :* Nombre

	1990	1992	1993	1994	1995
La population prise en charge par les CPAL (1)					
Population au 31 décembre	105 814	103 218	98 286	102 254	105 222
Les mesures prises en charge par les CPAL					
Nombre de mesures en cours au 31 décembre	115 672	117 473	109 303	116 980	118 106
dont : sursis avec mise à l'épreuve	82 182	94 933	87 446	87 776	86 594
libérations conditionnelles accordées par le Garde des Sceaux	1 119	921	696	652	654
libérations conditionnelles accordées par le juge de l'application des peines	4 499	3 670	3 883	4 401	4 435
travail d'intérêt général	7 707	12 996	13 069	18 928	20 903
contrôle judiciaire	1 510	2 312	2 467	2 650	2 807
article L51 du code du service national	1 495	1 985	1 169	1 397	1 203

(1) CPAL = Comités de probation et d'assistance aux libérés.

Chapitre P.02

Finances publiques

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. L'exécution des lois de finances.
2. Dette publique de l'État.
3. Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total.
4. Prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés.
5. Dépenses du budget général.
6. Les recettes fiscales du budget général.
7. Impôts directs par nature d'impôt. Versements effectués ou rôles émis.
8. Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu.
9. Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national.
10. Régions : opérations de fonctionnement.
11. Régions : opérations d'investissement.
12. Départements : opérations de fonctionnement.
13. Départements : opérations d'investissement.
14. Communes : opérations de fonctionnement.
15. Communes : opérations d'investissement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la Direction générale des Impôts, la Direction de la Comptabilité publique et la Direction du Trésor du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

1. MÉTHODOLOGIE

L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une comptabilité de gestion (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un solde de l'exécution des lois de finances (signe moins dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe plus dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses opérations de trésorerie (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la comptabilité d'exercice que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la direction de la Comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel.*

L'exécution des budgets 1995 des régions, des départements et des communes

Elle a été établie à partir de résultats comptables quasi définitifs des collectivités territoriales. En effet, les résultats proviennent, d'une part, de la centralisation partielle des comptes de gestion définitifs des communes de moins de 50 000 habitants, dont 95 % de celles de moins de 10 000 habitants, et d'autre part des comptes de gestion définitifs, ou, à défaut, provisoires, de la plus grande partie des communes de plus de 50 000 habitants, et de l'ensemble des départements et des régions.

Afin de ne pas compter deux fois dans les tableaux nationaux de synthèse les flux internes entre collectivités territoriales, les totaux relatifs à l'ensemble des collectivités locales sont calculés en neutralisant les transferts (en fonctionnement et en investissement) entre les organismes eux-mêmes.

Le principe de la séparation des ordonnateurs et des comptables se traduit, dans l'exécution des budgets des collectivités territoriales, par une différenciation entre opérations administratives et opérations comptables et, en conséquence, par la tenue d'une double comptabilité : comptabilité administrative de l'ordonnateur, comptabilité financière du comptable du Trésor.

Ces comptabilités décrivent les opérations réalisées au cours d'un exercice. À la clôture de celui-ci, les opérations sont regroupées dans un compte administratif pour l'ordonnateur, dans un compte de gestion pour le comptable.

À la différence du compte administratif qui se limite à la transcription de la seule exécution budgétaire, le compte de gestion présente une comptabilité en partie double, comprenant des comptes de tiers et financiers, ainsi qu'un bilan de fin d'exercice. Il offre ainsi une vision exhaustive de la situation financière de la collectivité.

Les comptes de fonctionnement et d'investissement retracent les flux réels de dépenses et de recettes au cours d'une année.

La section de fonctionnement retrace toutes les opérations concernant l'exploitation (la gestion courante des services).

Y sont inscrits notamment :

1) En produits

— les impôts directs et indirects, les dotations versées par l'État, les ressources d'exploitation et du domaine, les produits financiers;

2) En charges

— les achats de fournitures et de services, les frais de personnel, les allocations et subventions versées, les frais financiers (intérêts de la dette notamment).

Les budgets locaux doivent être votés en équilibre. Les produits de fonctionnement doivent donc être égaux ou supérieurs aux charges de fonctionnement. La section de fonctionnement fait ainsi apparaître un solde qui permet le financement d'une fraction des dépenses d'équipement. Il figure, à ce titre, dans la section d'investissement qui inclut également d'autres recettes telles que les subventions et les emprunts.

La section d'investissement retrace toutes les opérations en capital (les opérations de dépenses ou de recettes qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine).

Y figurent :

1) En recettes

— « l'autofinancement brut » dégagé par la section de fonctionnement;

— des recettes constituées pour l'essentiel par des « subventions » et des « emprunts ».

2) En dépenses

— les dépenses directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations);

— les dépenses indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées...).

La différence entre les recettes d'investissement et les dépenses d'investissement augmente ou diminue le fonds de roulement selon les résultats de l'année.

Les comptes des régions proviennent des comptes de gestion des régions de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, payeurs régionaux. Les comptes des départements proviennent des comptes de gestion tenus par les payeurs départementaux de métropole et d'outre-mer. Les comptes des communes proviennent des comptes de gestion des communes de métropole et d'outre-mer tenus par les comptables du Trésor, receveurs municipaux.

Impôts directs

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du budget général, qui comprennent les impôts établis par voie de rôles

(impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des régions, des départements, des communes et de divers établissements ou fonds, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent les taxes foncières, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. DÉFINITIONS

Autofinancement brut

L'autofinancement brut est égal à l'excédent des produits réels de fonctionnement de l'exercice sur les charges réelles de fonctionnement de l'exercice. Ce solde comprend en conséquence les dotations pour amortissements et provisions et le prélèvement sur la section de fonctionnement mais non les travaux réalisés par la collectivité pour elle-même. Il constitue la capacité d'autofinancement des investissements, capacité qui a pu n'être que partiellement utilisée au cours de l'exercice.

Budget par nature des charges

La présentation par nature des charges du budget général est établie à partir de la présentation administrative du budget de l'État. Elle distingue pour les dépenses de fonctionnement des services : les dépenses de rémunérations et celles de matériel. En ce qui concerne les dépenses d'intervention, on a les interventions sociales (concours à divers régimes de sécurité sociale, allocations aux adultes handicapés, fonds national de solidarité, anciens combattants), économiques (emploi, logement, subventions à la SNCF) et diverses (subventions aux collectivités locales, actions culturelles et éducatives, formation professionnelle).

Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES)

Établissement public créé en 1996 dans le cadre de la réforme de la protection sociale, il est destiné, en particulier, à recueillir le prélèvement de 0,5 % sur l'ensemble des revenus appelé au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Collectivités locales (régime administratif)

On désigne par collectivités territoriales, les régions, les départements et les communes. En 1982, le régime administratif des collectivités locales a été modifié par la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui supprime toute forme de tutelle a priori, sur les décisions des collectivités locales.

Le statut particulier de la Corse a été renforcé par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 qui lui confère d'importantes compétences nouvelles et des ressources fiscales indirectes étrangères à celles des régions du continent. La Corse n'est plus juridiquement une région au sens de collectivité locale, mais une collectivité territoriale à statut unique.

La région Île-de-France comporte également des spécificités budgétaires en ce sens que la région a succédé au District de la Région parisienne.

Comptes spéciaux du Trésor

Comptes distincts du budget général, retraçant des dépenses et des recettes de l'État entre lesquelles on veut établir un lien, soit que l'on veuille affecter certaines recettes à la couverture de certaines dépenses (comptes d'affectation spéciale), soit que l'on veuille faire apparaître une sorte de bilan entre des opérations qui sont en étroite corrélation (comptes de prêts par exemple).

Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS)

En vigueur depuis le 1er février 1996 pour une durée de treize ans qui est prolongée de cinq années (fin janvier 2014), les recettes de cet impôt servent à rembourser progressivement la dette de la Sécurité sociale. Son taux est de 0,5 %. Il concerne :

— la totalité des revenus d'activité;

— la quasi-totalité des revenus de remplacement (allocations chômage, retraites, allocations logement, indemnités de licenciement,...) à l'exception des minima sociaux (RMI), minimum vieillesse et des prestations familiales (en 1996 seulement);

— la quasi-totalité des revenus de placement (y compris ceux de l'épargne logement), à l'exception des revenus des livrets A et assimilés.

Contribution sociale généralisée (CSG)

Instituée par la loi de finances pour 1991, elle est destinée à financer les régimes de protection sociale. Elle porte sur les revenus d'activité et de remplacement, sur les revenus de capitaux mobiliers soumis au prélèvement libératoire et sur les revenus du patrimoine. Son taux de 1,1 % a été relevé à 2,4 % au 1er juillet 1993, à 3,4 % au 1er janvier 1997 et à 7,5 % pour 1998.

Dépenses de fonctionnement

Elles comprennent les dépenses de personnel, l'achat de fournitures indispensables, les frais financiers...

Dépenses d'investissement (dépenses en capital)

Elles comprennent essentiellement les achats de matériels et de mobiliers, les bâtiments, les travaux ainsi que le remboursement de la dette.

Dépenses ordinaires

Ce sont les dépenses de fonctionnement et d'intervention.

Dette publique

Ensemble des dettes de l'État résultant des emprunts que ce dernier a émis ou garantis.

Le traité de Maastricht, entré en vigueur le 1er novembre 1993, a défini cinq critères de convergence que les États membres doivent respecter pour passer à la monnaie unique, l'Euro. Deux critères sont relatifs à la maîtrise des déficits publics : le déficit des finances publiques ne devra pas dépasser 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques et la dette publique devra être limitée à 60 % maximum du PIB.

Dotation générale de décentralisation (DGD)

L'article 102 de la loi du 2 mars 1982 a prévu que l'accroissement des charges résultant du transfert de compétences de l'État aux collectivités locales sera compensé par un transfert de ressources.

La loi du 7 janvier 1983 a précisé que ce transfert simultané de ressources serait effectué, pour moitié au moins, par transfert d'impôts d'État et pour le solde par le versement d'une dotation budgétaire : celle-ci constitue la dotation générale de décentralisation.

Dotation globale d'équipement (DGE)

La dotation globale d'équipement a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982.

Ce versement libre d'emploi est effectué chaque année par l'État aux communes, départements, et à leurs regroupements, ainsi qu'à la région Île-de-France qui bénéficie d'une dotation pour les lycées en agglomérations nouvelles.

Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)

À compter du 1er janvier 1986, les dépenses d'investissement et de fonctionnement (hors dépenses pédagogiques et de personnel restant de la compétence de l'État) des établissements scolaires du second degré sont prises en charge par la région pour les lycées et établissements de niveau équivalent, par le département pour les collèges.

Si le transfert de compétences en matière de fonctionnement est financé dans le cadre de la DGD versée aux collectivités locales, en matière d'investissement il entraîne, conformément aux articles 16 et 17 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée, la création :

— d'une dotation régionale d'équipement scolaire attribuée aux régions en fonction de critères objectifs reflétant la capacité d'accueil des établissements (lycées) et l'évolution de la population scolarisable;

— d'une dotation départementale d'équipement des collèges attribuée aux départements à partir d'enveloppes régionales définies selon les mêmes critères que ci-dessus (appliqués aux collèges), par l'intermédiaire de la conférence des présidents de conseils généraux ou, à défaut d'accord, par le préfet de région.

Dotation globale de fonctionnement (DGF)

La dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement opéré sur le budget de l'État et distribué aux organismes territoriaux pour la première fois en 1979.

Elle n'est pas versée aux régions sauf pour la région Île-de-France du fait de ses spécificités statutaire et budgétaire.

Réformée par la loi du 31 décembre 1993, la DGF des communes et de leurs groupements se répartit entre la dotation forfaitaire et la dotation d'aménagement (DGF des groupements, dotations solidarité), celle des départements, entre la dotation forfaitaire et la dotation de péréquation.

Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

Le fonds de compensation pour la TVA a pour objet le remboursement par l'État aux collectivités locales, à leurs groupements et à leurs services, de la TVA acquittée sur leurs investissements.

Impôts directs et indirects

Distinction traditionnelle qui classe les impôts selon qu'ils sont supportés par les agents qui les paient (impôt sur le revenu) ou au contraire répercutés par ceux-ci dans les prix des produits qu'ils vendent et finalement supportés par le consommateur final (TVA).

Intérêts des emprunts

Ce sont les intérêts de la dette à long terme et ceux de la dette à moins de deux ans, qui font partie, non des capitaux permanents, mais des opérations de trésorerie et qui peut également donner lieu à des paiements d'intérêts.

Loi de finances

- Initiale. Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État.
- Rectificative (appelée aussi « collectif »). Loi modifiant en cours d'exercice les dispositions de la loi de finances initiale de l'année.
- De règlement. Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant, par des lois de finances rectificatives.

Opérations

À caractère définitif. Opérations effectuées sans espoir de récupération des sommes en jeu. Exemple : paiement de traitement ou de pension, investissement routier, etc.

À caractère temporaire. Prêt, avance et toute opération analogue pour laquelle la dépense pourra être récupérée à terme par remboursement.

Prélèvements obligatoires

C'est l'ensemble des impôts perçus par l'État y compris ceux reversés aux collectivités locales ou à la Communauté européenne, ainsi que les cotisations sociales effectives versées par les assurés ou leurs employeurs afin d'acquérir ou de maintenir des droits et prestations. Le taux des prélèvements obligatoires est le rapport des prélèvements obligatoires au PIB.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie :
  - — Direction générale des Impôts.
  - — Direction de la Comptabilité publique.
  - — Direction générale de l'INSEE.

Publications :

Revue mensuelle *Statistiques et études financières,* ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (direction de la Prévision);

Notes bleues de Bercy, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport du conseil des Impôts (annuel);

La situation du Trésor et de la Dette publique (annuel), direction de la Comptabilité publique;

Annuaire statistique de la Direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Renseignements statistiques relatifs aux Impôts directs (annuel), direction générale des Impôts, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie;

Rapport annuel du conseil de Direction du Fonds de Développement économique et social.

« Les finances des collectivités territoriales, 1995 » ministère de l'Économie et des Finances, direction de la Comptabilité publique.

*
* *

TABLEAU P.02-1

L'exécution des lois de finances (1)

Source : Lois de règlement. Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie — *Unité* : Million de francs

	1985	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	(2) 1996
OPÉRATIONS DÉFINITIVES :									
Budget général :									
Dépenses	1 058 790	1 212 683	1 281 924	1 335 610	1 425 155	1 502 845	1 552 548	1 596 764	1 642 041
Recettes	904 286	1 126 938	1 185 523	1 223 119	1 218 250	1 209 285	1 277 021	1 292 762	1 345 393
Solde	**– 154 504**	**– 85 745**	**– 96 401**	**– 112 491**	**– 206 905**	**– 293 560**	**– 275 527**	**– 304 002**	**– 296 648**
Comptes d'affectation spéciale (opérations définitives) :									
Dépenses	11 025	11.616	13 116	13 262	15 010	44 835	29 001	40 103	34 137
Recettes	11 438	12.185	14 404	14 014	15 460	45 578	28 640	42 197	36 009
Solde	**413**	**569**	**1 288**	**752**	**450**	**743**	**– 361**	**2 094**	**1 873**
Ensemble des opérations définitives									
Dépenses	1 069 815	1 224 299	1 295 040	1 348 872	1 440 165	1 547 680	1 581 549	1 636 867	1 676 178
Recettes	915 724	1 139 123	1 199 927	237 133	1 233 710	1 254 863	1 305 661	1 334 959	1 381 402
Solde	**– 154 091**	**– 85 176**	**– 95 113**	**– 111 739**	**– 206 455**	**– 292 817**	**– 275 888**	**– 301 908**	**– 294 776**
OPÉRATIONS TEMPORAIRES									
Solde	**– 5 320**	**– 17 253**	**– 2 618**	**– 18 958**	**– 15 598**	**– 22 933**	**– 27 103**	**– 20 773**	**295**
Solde général d'exécution (hors FMI)	**– 159 411**	**– 102 429**	**– 97 731**	**– 130 697**	**– 222 053**	**– 315 750**	**– 302 991**	**– 322 681**	**– 294 481**
Solde général d'exécution (hors FMI et hors Fonds de stabilisation des changes)	**– 153 285**	**– 100 388**	**– 93 151**	**– 131 747**	**– 226 310**	**– 315 649**	**– 299 083**	**– 322 956**	**– 295 421**

(1) Hors FMI, remboursements et dégrèvements fiscaux 1996 : 260 547 millions de francs.
(2) Pour 1996, projet de loi de règlement.

TABLEAU P.02-2

Dette publique de l'État

Situation en fin d'année

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Direction du Trésor

Unité : Milliard de francs

	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Dette négociable	703,0	1 367,6	1 466,6	1 776,4	2 133,6	2 480,4	2 825,7	3 111,5
Dette à long terme	366,0	817,7	909,5	1 062,0	1 352,5	1 560,0	1 773,6	2 021,6
dont : Obligations assimilables du Trésor (OAT)	72,0	662,0	791,0	982,4	1 215,3	1 531,1	1 655,2	2 008,9
dont : Dette extérieure	0,1	0,2	–	–	–	–	–	–
Bons du Trésor à court et moyen termes	337,0	549,9	557,1	714,7	781,0	920,4	1 052,1	1 089,9
dont : Bons du Trésor en comptes courants à moyen terme (BTAN à 2 et 5 ans)	–	406,6	417,7	456,2	592,2	681,6	760,4	819,3
Dette non négociable	364,6	414,8	400,5	334,7	328,2	424,2	425,6	413,3
Engagements de l'État et dette d'organismes supprimés prise en charge par l'État	44,5	79,6	71,5	50,2	77,6	74,9	68,5	54,7
Bons du trésor sur formules	36,2	30,3	24,6	19,1	15,2	12,6	10,2	9,6
Bons souscrits par des organismes internationaux	36,9	38,2	37,8	55,4	57,9	62,6	59,0	57,1
Dépôts des correspondants du Trésor	274,4	323,3	314,3	304,4	324,8	362,7	382,6	395,3
Situation nette du Trésor à la Banque de France	– 55,1	– 73,9	– 63,1	– 108,1	– 161,7	– 101,5	– 108,5	– 117,1
Divers	27,7	17,3	15,5	13,7	14,4	12,9	13,3	13,7
Total de la dette publique	**1 067,6**	**1 782,4**	**1 867,1**	**2 111,4**	**2 461,7**	**2 904,5**	**3 251,3**	**3 524,8**

TABLEAU P.02-3

Prélèvements obligatoires rapportés au produit intérieur brut total

Source : Projet de loi de finances pour 1998

%

	1985	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Prélèvements destinés aux organismes de Sécurité Sociale, au FSV et à la CADES (1)	**20,1**	**20,1**	**20,3**	**20,6**	**21,1**	**21,2**	**21,5**	**22,1**	**22,3**	**22,3**
Dont : Cotisations sociales	19,3	19,3	19,2	19,4	19,6	19,1	19,3	19,6	19,1	19,1 (3)
Impôts, y compris la CSG et la CRDS	0,8	0,8	1,1	1,2	1,5	2,0	2,2	2,5	3,2	3,2 (3)
Impôts hors Sécurité sociale (2)	**24,4**	**23,6**	**23,6**	**23,0**	**22,8**	**22,9**	**23,1**	**23,6**	**23,8**	**23,5**
Dont : État	17,6	16,3	15,8	15,2	14,7	14,7	14,9	15,3	15,2	15,0
Collectivités locales	5,7	6,1	6,3	6,4	6,8	6,8	6,8	7,0	7,2	7,1
CEE	0,8	0,9	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1
Total	**44,5**	**43,7**	**43,9**	**43,7**	**43,9**	**44,1**	**44,6**	**45,7**	**46,0**	**45,9**
Produit intérieur brut total (en milliards de francs)	**4 700,1**	**6 509,5**	**6 776,2**	**6.999,5**	**7.077,1**	**7 389,7**	**7 662,4**	**7 860,5**	**8 104,2**	**8 447,7**

(1) À partir de 1994, le fonds de solidarité vieillesse (FSV) est créé et recueille une partie de la CSG ainsi que les droits sur les alcools. La CADES, créée en 1996 recueille la CRDS.
(2) Cette décomposition ne prend pas en compte les prélèvements destinés aux organismes divers d'administration centrale (hors FSV), qui représentent selon les années 0,2 à 0,3 point du PIB.
(3) En 1998, la répartition ne tient pas compte du basculement d'une partie des cotisations sociales vers la CSG, comptée en comptabilité nationale comme un impôt.

TABLEAU P.02-4

Les prélèvements obligatoires dans les pays industrialisés

Source : Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE 1965-1996

% du PIB

	1985	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995	*p* 1996
Allemagne (1)	38,1	38,0	37,7	36,7	38,2	39,0	39,0	39,2	39,2	38,2
Belgique	48,1	47,1	45,4	44,4	44,5	44,6	45,2	46,5	46,5	46,6
Danemark	49,0	51,5	51,7	48,7	48,8	49,2	50,3	51,8	51,3	51,9
Espagne	28,8	32,5	32,8	34,4	34,7	35,9	34,9	35,0	34,0	33,7
France	**44,5**	**44,5**	**43,8**	**43,7**	**43,9**	**43,7**	**43,9**	**44,1**	**44,5**	**45,7**
Grèce	35,1	36,4	34,2	36,5	38,0	39,6	39,8	41,2	41,4	27,9
Irlande	36,1	37,4	39,0	35,4	34,8	35,2	35,4	36,1	33,8	33,6
Italie	34,5	36,1	36,8	39,2	39,7	42,1	43,8	41,7	41,3	43,5
Luxembourg	47,4	44,5	43,1	43,4	42,6	41,8	43,9	44,3	44,0	44,0
Pays-Bas	44,1	47,5	47,6	44,6	47,2	46,8	47,5	45,3	44,0	43,9
Portugal	31,6	27,6	30,1	31,0	31,7	33,4	31,4	33,0	33,8	33,4
Royaume-Uni	37,9	37,2	37,1	36,4	35,7	35,1	33,5	34,2	35,3	. . .
Suède	50,0	55,4	54,8	55,6	53,7	51,0	50,1	50,8	49,7	51,9
États-Unis	28,7	27,1	26,9	26,7	26,8	26,7	27,0	27,5	27,9	. . .
Japon	27,6	29,7	30,3	31,3	30,8	29,2	29,1	27,8	28,5	. .
Moyenne UE 15	39,6	41,2	41,3	41,0	41,5	41,8	41,9	42,3	41,8	. .
Ensemble OCDE	36,9	36,0	36,0	36,2	36,5	36,8	37,4	37,6	37,4	.

(1) Allemagne unifiée à partir de 1991.

TABLEAU P.02-5

Les dépenses du budget général (y compris Fonds de stabilisation des changes)

Source : Lois de règlement et, pour 1996, projet de loi de règlement — *Unité* : Million de francs courants

	1985	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Dépenses ordinaires :									
Dette publique	98 390	133 567	150 938	161 791	188 552	209 706	216 791	247 880	244 681
Pouvoirs publics	2 587	3 262	3 492	3 505	3 606	3 779	3 826	3 963	4 196
Rémunérations et charges sociales	274 120	323 455	339 738	354 452	372 143	393 394	409 914	424 049	436 853
dont : civiles	220 042	262 864	277 110	288 333	304 601	321 951	335 301	346 951	359 146
Pensions	96 300	117 688	123 184	129 588	136 831	144 874	150 033	158 052	164 920
Subventions de fonctionnement	31 044	32 225	34 777	38 822	42 258	44 668	46 938	48 778	50 530
Matériel, entretien et charges diverses de fonctionnement	50 128	64 724	68 030	71 179	74 719	75 112	76 511	73 886	75 268
Interventions économiques	**123 893**	**111 068**	**111 339**	**116 514**	**125 148**	**133 230**	**158 607**	**170 030**	**175 517**
Interventions sociales	163 905	167 684	164 852	166 287	173 668	185 125	182 014	178 715	182 223
Autres interventions	67 387	89 693	96 510	102 537	110 621	114 495	114 546	115 015	121 308
Total des dépenses ordinaires	**907 754**	**1 043 368**	**1 092 860**	**1 144 675**	**1 227 546**	**1 304 383**	**1 359 181**	**1 420 368**	**1 455 496**
Dépenses en capital :									
Investissements civils directs	31 043	28 912	35 616	30 038	26 941	28 184	25 453	24 863	28 968
Subventions d'investissements civils	53 552	55 292	57 972	67 501	76 781	81 609	79 438	76 804	75 579
Réparations des dommages de guerre	11	2	2	5	2	3	1	—	—
Équipement militaire	66 430	85 109	95 474	93 391	93 885	8 866	88 476	74 729	77 998
Total des dépenses en capital	**151 036**	**169 314**	**189 064**	**190 935**	**197 609**	**198 462**	**193 368**	**176 396**	**185 545**
Total du budget général	**1 058 790**	**1 212 682**	**1 281 924**	**1 335 610**	**1 425 155**	**1 502 845**	**1 552 549**	**1 596 764**	**1 642 041**

TABLEAU P.02-6

Les recettes fiscales du budget général

Source : Lois de règlement — *Unité* : Million de francs

	1985	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Impôts directs									
Impôt sur le revenu	211 248	238 572	263 004	303 514	307 138	309 770	295 628	297 069	314 136
Autres impôts perçus par voie de rôles	18 206	26 063	22 936	28 148	31 421	35 011	42 581	51 406	37 940
Impôt sur les sociétés	87 579	152 956	166 545	154 441	135 844	127 229	134 410	150 856	171 700
Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers	34 068	32 781	31 504	27 988	22 661	20 726	16 564	14 903	16 315
Taxes sur les salaires	24 815	30 974	33 040	34 146	37 110	39 285	40 788	44 435	44 155
Autres impôts directs	12 918	12 367	14 778	14 688	14 946	14 731	15 591	17 105	19 279
Total	**388 834**	**493 713**	**531 807**	**562 925**	**549 120**	**546 752**	**545 562**	**575 774**	**603 525**
Impôts indirects									
Enregistrement, timbre et bourse	51 135	72 034	77 627	79 198	78 537	78 544	80 654	80 094	85 443
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	83 177	112 380	114 824	117 786	118 905	126 425	141 143	143 337	148 384
Autres produits des douanes	11 016	11 720	11 709	12 775	11 588	11 697	11 174	11 462	10 122
Taxe sur la valeur ajoutée	452 819	594 895	625 411	641 927	654 338	622 254	645 496	669 217	728 244
Droits de consommation sur les tabacs	14 832	20 896	19 334	23 479	26 132	27 736	38 306	41 239	41 975
Autres droits indirects	12 745	15 766	14 334	14 786	15 105	16 224	2 911	2 742	2 432
Total	**625 724**	**827 691**	**863 239**	**889 951**	**904 605**	**882 880**	**919 684**	**948 091**	**1 016 600**
Total des recettes fiscales brutes	**1 014 558**	**1 321 404**	**1 395 046**	**1 452 876**	**1 453 725**	**1 429 632**	**1 465 246**	**1 523 865**	**1 620 125**
Remboursement et dégrévements fiscaux	— 98 780	— 154 269	— 189 440	— 224 561	— 238 116	— 220 528	— 210 812	— 222 184	— 260 547
Total des recettes fiscales nettes	**915 778**	**1 167 135**	**1 205 606**	**1 228 315**	**1 215 609**	**1 209 104**	**1 254 434**	**1 301 681**	**1 359 578**

TABLEAU P.02-7

Impôts directs par nature d'impôts. Versements effectués ou rôles émis

France entière

Source : Direction générale des impôts — *Unité* : Million de francs

	1992	1993	1994	1995	1996
IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT					
Impôt sur le revenu	**312 332**	**311 591**	**295 126**	**297 387**	**306 077**
Rôles établis au titre de l'année précédente	288 673	289 293	274 226	276 243	283 910
Rôles établis au titre des années antérieures	23 659	22 115	20 593	20 902	21 917
Retenue à la source sur indemnités des élus locaux	—	183	307	242	250
Impôt sur les sociétés	**151 952**	**145 147**	**153 467**	**170 984**	**194 285**
Impôts divers	**39 038**	**41 419**	**47 483**	**51 795**	**54 358**
Taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	37 586	39 848	41 396	44 787	44 540
Autres impôts (1)	1 452	1 571	6 087	7 008	9 818
Produits divers du budget (2)	**457**	**572**	**651**	**553**	**591**
Total des impôts directs d'État	**503 779**	**498 729**	**496 727**	**520 719**	**555 311**
IMPÔTS DIRECTS LOCAUX					
Taxes principales (3)	**221 198**	**242 532**	**262 527**	**276 017**	**295 686**
Taxe foncière sur les propriétés bâties	55 283	60 977	66 732	71 184	77 127
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	7 925	6 676	6 180	5 666	5 212
Taxe d'habitation	49 186	53 651	57 541	60 479	64 746
Taxe professionnelle	108 804	121 228	132 074	138 688	148 601
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements, des communes, groupements de communes ou de divers établissements ou fonds (3)	**21 969**	**23 835**	**25 760**	**27 481**	**29 265**
Sommes revenant à l'État sur les impôts directs locaux	**18 412**	**20 015**	**21 956**	**23 854**	**25 602**
Total des impôts directs locaux	**261 579**	**286 382**	**310 243**	**327 352**	**350 553**
Total impôts directs	**765 358**	**785 111**	**806 970**	**848 071**	**905 864**

(1) Y compris les impositions de la Poste et de France Télécom à compter de 1994.
(2) Y compris les sommes revenant à l'État sur les prélèvements sociaux et les contributions sociales.
(3) Non compris les sommes revenant à l'État .

TABLEAU P.02-8

Revenus des personnes physiques. Impôt sur le revenu
Répartition par tranche d'imposition

Année 1994 (1)

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Millier de francs

Tranches de revenu net imposable (en F)	Total des revenus déclarés		Charges déclarées (2)		Revenus nets imposables		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40 009	5 874 792	322 733 129	253 356	5 589 045	849 349	189 582 706	42 746	9 529 465
4 0010 à 50 009	57 732 850	114 266 451	791 098	1 896 001	38 440 137	73 695 409	837 259	1 659 260
50 010 à 60 009	95 009 687	102 229 463	1 349 253	1 630 923	64 364 165	68 374 743	1 164 072	1 240 484
60 010 à 70 009	128 026 622	95 817 236	1 825 102	1 426 198	86 712 251	64 537 686	1 330 067	1 001 318
70 010 à 80 009	150 710 644	67 417 681	2 197 167	804 269	102 359 277	46 029 819	1 364 819	617 156
80 010 à 90 009	148 824 762	44 837 058	2 221 782	429 286	101 822 086	31 061 417	1 201 396	367 461
90 010 à 100 009	140 335 080	28 914 756	2 102 217	230 929	97 469 525	20 228 208	1 022 331	213 461
100 010 à 125 009	378 729 854	44 397 485	4 907 326	300 749	264 007 885	31 169 043	2 359 414	283 264
125 010 à 150 009	331 138 023	16 269 715	3 996 659	115 531	231 642 891	11 489 146	1 693 761	84 942
150 010 à 200 009	475 647 434	8 861 664	5 496 574	77 933	334 720 308	6 344 015	1 949 526	37 704
200 010 à 250 009	277 292 238	2 650 924	2 983 318	23 076	196 224 818	1 943 115	884 623	8 840
250 010 à 500 009	435 363 663	1 831 879	4 393 047	16 619	308 576 418	1 388 013	947 650	4 515
Plus de 500 009	244 895 028	189 695	2 160 951	1 482	171 112 167	154 784	192 473	229
Total	**2 869 580 677**	**850 417 136**	**34 677 850**	**12 542 041**	**1 998 301 277**	**545 998 104**	**14 990 137**	**15 048 099**

(1) Situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.
(2) Charges déductibles du revenu, non compris les déficits antérieurs reportables.

TABLEAU P.02-9

Impôt sur les revenus des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité* : Million de francs

Année des revenus (1)	1990	1991	1992	1993	1994
Revenus nets imposables					
imposables	1 767 665	1 857 505	1 911 147	1 956 012	1 998 302
non imposables	483 177	500 999	523 717	532 973	545 998
Nombre de contribuables :					
imposables	14 296 524	14 642 747	14 753 713	14 907 267	14 990 137
non imposables	13 732 940	13 963 896	14 298 409	14 650 903	15 048 099
Montant de l'impôt net	277 332	286 049	285 651	270 532	272 536

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 décembre de l'année n+2.

TABLEAU P.02-10

Régions : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Charges					
Achats et charges externes	1 472	1 413	1 547	1 699	1 763
Frais de personnel	1 058	1 215	1 375	1 504	1 745
Impôts et taxes, reversements et restitutions	763	886	176	180	35
Transferts versés (1)	12 026	12 974	14 607	15 995	18 840
Charges financières	2 296	2 914	3 967	4 190	4 194
dont : intérêts des emprunts	1 640	2 736	3 675	3 633	3 692
Autres charges diverses	560	628	685	716	826
Total des charges	**18 176**	**20 029**	**22 358**	**24 283**	**27 404**
Autofinancement brut	**18 531**	**18 989**	**20 396**	**24 006**	**23 829**
Produits					
Transferts reçus (2)	8 582	9 230	10 484	11 485	13 035
dont : dotation de l'État hors DGD	1 222	1 218	1 435	1 556	1 414
Impôts et taxes	27 338	29 006	31 374	35 986	37 573
dont : impôts locaux	13 879	14 773	17 442	20 285	21 754
attributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes	13 458	14 233	13 931	15 701	15 819
Ventes, prestations et autres produits	6	5	6	9	9
Autres produits courants non financiers	129	217	267	390	256
Produits courants financiers	584	533	524	400	309
Produits exceptionnels	67	26	100	20	52
Total des produits	**36 707**	**39 018**	**42 754**	**48 289**	**51 234**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y. compris la dotation générale de décentralisation , les subventions et participations reçues, les recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-11

Régions : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	r 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	16 424	16 446	15 330	15 815	14 275
Dépenses définitives d'investissement	33 761	34 880	34 503	35 536	33 815
Dépenses totales d'investissement	**37 186**	**38 534**	**40 253**	**42 354**	**40 695**
Variation du fonds de roulement	**– 1 818**	**895**	**599**	**367**	**– 436**
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	7 318	7 704	8 785	7 710	7 523
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	1 165	1 665	2 115	2 328	2 230
dotation régionale d'équipement scolaire	2 629	2 513	3 008	2 787	3 114
Recettes réelles d'investissement	16 840	20 440	20 456	18 715	16 430
Autofinancement brut	18 531	18 989	20 396	24 006	23 829
Recettes totales d'investissement	**35 371**	**39 429**	**40 852**	**42 721**	**40 259**

TABLEAU P.02-12

Départements : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la comptabilité publique

Charges					
Achats et charges externes					
Frais de personnel					
Impôts, taxes et versements assimilés					
Transferts versés [1]					
Charges financières					
Dotations aux amortissements					
Charges exceptionnelles					
Total des charges					
Solde intermédiaire					
Produits					
Transferts reçus [2]					
dont dotation de l'Etat (DGF)					
Impôts et taxes					
dont impôts locaux					
contributions fiscales, péréquations et compensations, autres impôts et taxes					
Ventes de produits courants					
Autres produits courants non financiers					
Produits courants financiers					
Produits exceptionnels					
Total des produits					

1 Participations et contingents et autres transferts versés.
2 Dotation globale de fonctionnement, y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et remboursements.

TABLEAU P.02-13

Départements : opérations d'investissement

Source : Direction de la comptabilité publique

Dépenses					
Dépenses d'investissement hors remboursements					
Remboursements d'emprunts et dettes assimilées					
Dépenses réelles d'investissement					
Opérations d'ordre d'investissement					
Recettes					
Recettes réelles d'investissement hors produits des cessions					
dont remboursements de prêts et avances (hors PAP)					
emprunts bancaires et assimilés					
emprunts obligataires et assimilés, titres participatifs et titres subordonnés					
Cessions d'immobilisations					
Opérations d'ordre de transfert entre sections					
Recettes réelles d'investissement					

TABLEAU P.02-14

Communes : opérations de fonctionnement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	1995
Charges					
Achats et charges externes	58 428	62 507	66 447	66 256	68 428
Frais de personnel	101 840	109 795	116 175	120 224	129 637
Impôts et taxes, reversements et restitutions	2 267	2 527	2 647	3 284	3 366
Transferts versés (1)	48 608	50 747	54 658	60 401	62 398
Charges financières	29 882	31 226	31 989	30 043	27 891
Charges exceptionnelles	2 385	2 734	3 068	3 872	3 599
Charges à déduire	– 1 461	– 1 518	– 1 578	– 1 636	– 1 704
Total des charges	**241 948**	**258 096**	**273 465**	**282 443**	**293 616**
Autofinancement brut	**43 139**	**43 095**	**42 797**	**45 284**	**44 043**
Produits					
Ventes, prestations et autres produits	30 637	32 483	33 533	35 537	36 121
Transferts reçus (2)	88 603	91 812	94 721	95 196	96 255
dont : dotation de l'État hors DGD	73 118	74 909	76 975	79 585	79 766
impôts et taxes	162 727	173 191	184 813	195 072	203 254
dont : impôts locaux	124 056	130 581	139 916	149 087	153 390
attributions fiscales, péréquations et compensations, impôts indirects et autres taxes	38 672	42 610	44 897	45 960	49 818
Produits courants financiers	2 207	2 710	2 168	1 342	1 116
Produits exceptionnels	913	995	1 027	1 291	913
Total des produits	**285 087**	**301 191**	**316 262**	**327 728**	**337 659**

(1) Participations et contingents et autres transferts versés.
(2) Dotations de l'État y compris la dotation générale de décentralisation, subventions et participations reçues, recouvrements de prestations et traitements.

TABLEAU P.02-15

Communes : opérations d'investissement

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité* : Million de francs

	1991	1992	1993	*r* 1994	1995
Dépenses					
Dépenses d'investissement direct	95 301	97 102	92 044	91 316	88 445
Dépenses définitives d' investissements	101 455	103 770	99 972	100 901	96 122
Dépenses totales d'investissement	**133 831**	**138 046**	**139 302**	**150 526**	**140 403**
Variation du fonds de roulement	– 2 739	– 848	846	5 024	– 5 005
Recettes					
Recettes définitives d'investissement	46 319	47 970	48 878	47 984	43 882
dont : fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)	11 295	11 453	12 480	12 335	11 581
dotation globale d'équipement	2 163	2 276	2 524	2 257	2 232
Recettes réelles d'investissement	87 954	94 103	97 351	110 265	91 355
Autofinancement brut	43 139	43 095	42 797	45 264	44 043
Recettes totales d'investissement	**131 093**	**137 197**	**140 148**	**155 550**	**135 398**

L'INSEE VOUS INFORME
24 H SUR 24
au 08 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
(2,23 FF la minute)

sur Minitel : 3615 INSEE
(1,01 FF la minute)

ou : 3617 INSEE
pour recevoir les informations
statistiques par télécopie
(5,57 FF la minute)

LA FRANCE ET SES RÉGIONS - ÉDITION 1997 - 4E ÉDITION

TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LES RÉGIONS !



Également vendu en librairie,
dans les Directions Régionales de l'INSEE
et sur Minitel : 3615 INSEE (1,01 FF la minute)

Diffuseur Distributeur
Saint-Germain Services Paris

Pour chaque région :

- la situation économique et sociale,
les spécificités, les forces, les faiblesses,
- 14 grands thèmes étudiés :
population, formation, emploi,
conditions de vie, santé, pauvreté,
développement économique, agriculture,
industrie, services,culture, environnement,
justice, administrations locales,
- les performances dans le contexte
des régions européennes.

Un ouvrage indispensable :

- aux enseignants et aux étudiants pour
connaître les réalités régionales,
- aux chefs d'entreprises pour une gestion plus
performante de leurs implantations locales,
- aux acteurs locaux pour guider
leurs décisions,
- et à chacun d'entre nous
pour comprendre son environnement.

250 pages - format 16 x 24 cm : **89 FF**

Février 1997 creations

Bon de commande

à retourner à : Service Vente par correspondance - INSEE - Info Service - 195 rue de Bercy - Tour Gamma A - 75582 Paris Cedex 12

RECEVEZ GRATUITEMENT LE CATALOGUE DES PRODUITS ET SERVICES DE L'INSEE

• *en écrivant à :* INSEE - DG - Unité Communication Externe -Timbre H533- (FSRa)
18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris - CEDEX 14

❑ Je commande ..... exemplaire(s) de l'ouvrage
"La France et ses Régions - Édition 1997"
au prix unitaire de **89 FF***

** majoré des frais d'expédition : France 15 FF par envoi - Étranger 30 FF*

Nom ..... Prénom

Fonction..... Société .

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

Téléphone ..... Télécopie .....

• Ci-joint mon règlement de ..... FF* (libellé en FF) à l'ordre de l'INSEE

❑ par chèque ❑ par carte bancaire : ❑ Visa, ❑ Mastercard, ❑ Eurocard (seules cartes acceptées) Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration |_|_|_|_|

Date : .. . Signature obligatoire :

INSEE

L'INSEE vous informe
24 h sur 24 :
pour toute la France,
le 08 36 68 07 60*
indices, informations,
adresses utiles
* 2,23 F la minute

ÉGALEMENT
SUR MINITEL
36.17 SIRENE
2,23 FF LA MINUTE

LES BASES DE DONNÉES DE L'INSEE

SIRENE

LE SEUL FICHIER EXHAUSTIF DE TOUTES LES ENTREPRISES ET LEURS ÉTABLISSEMENTS

le fichier le plus complet :

SIRENE est le répertoire officiel où sont obligatoirement immatriculées toutes les entreprises de France et leurs établissements soit 2,9 millions d'entreprises et 3,4 millions d'établissements : industries, commerces, artisans, professions libérales, services, associations, administrations d'Etat et territoriales...

MISE À JOUR QUOTIDIENNE

le fichier le plus à jour :

plus de 10.000 mises à jour (créations, modifications, radiations) sont effectuées chaque jour.

POUR RÉALISER
VOS PUBLIPOSTAGES

la base de données à usages multiples :

des sélections d'adresses ciblées sur de nombreux critères : situation géographique, activité principale, tranche d'effectif salarié, catégorie juridique...

FAIRE UNE ÉTUDE DE MARCHÉ
OU ÉTUDIER LA CONCURRENCE.
CRÉER VOTRE RÉSEAU COMMERCIAL...

pour vos études commerciales, SIRENE vous propose des listes d'entreprises (clients, fournisseurs, concurrents) sélectionnées suivant vos besoins mais aussi des statistiques, des tirages d'échantillons...

ACTUALISER VOTRE FICHIER

l'INSEE vous propose une mise en concordance et un enrichissement de votre fichier clients avec SIRENE.

SIRENE
BASE DE DONNÉES

... sur tous supports d'édition :

- étiquettes adhésives ou mécanisables
- papier listing,
- disquettes,
- bandes magnétiques ou cassettes.

Demande de documentation

GRATUITE

à adresser à : INSEE - Promotion SIRENE - Timbre H533 - 18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 Paris Cedex 14

Société ..... Fonction ..... Tél.

Nom ..... Prénom

Adresse

Code postal ..... Ville

INSEE

Décembre 1995

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

SOUVENT IMITÉ, JAMAIS ÉGALÉ



79 FF - 204 pages
Également disponible en librairie.

Besoin de chiffres fiables et récents ? Besoin d'analyses claires et concises sur l'économie et la société française ? Ne vous dispersez pas, allez à l'essentiel !
L'INSEE a réuni pour vous en un seul volume toutes les données économiques et sociales disponibles sur la France. Ce sont les "Tableaux de l'Économie Française".
Souvent imités parce qu'ils sont l'outil indispensable pour décider, pour travailler ou simplement pour apprendre.
Jamais égalés car c'est ici que vous trouverez les chiffres les plus récents, les plus fiables et les mieux documentés.

L'INSEE vous informe,
24 h sur 24 h :
pour toute la France,
le **08 36 68 07 60***
indices, informations,
adresses utiles
*2,23 F la minute

INSEE

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "Tableaux de l'Économie Française 1997/1998"

Ci-joint mon règlement de.....FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 15 FF, Étranger : 30 FF*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)*.

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Service/Fonction : _____
Téléphone : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

AUGENCY 01 42 60 54 13

INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE (Bétail et volailles) I04, 2, 3
ACCIDENTS
- Avion L05 11
- Chemin de fer L01 7
- Industriels A02 16
- Mer L04 9
- RATP L01 9
- Route L02 11, 12

ACCIDENTS DU TRAVAIL ..... C02 9 à 11
- Prestations versées C04 3, 4

ACCROISSEMENT NATUREL B02 2
ACCUEIL (Jeunes enfants) D03 10
ACIER ..... K14 1 à 3
ACTIFS
- Agricoles I01 4
- Financiers ..... N01 16 à 18
- Monétaires N01 8
- Population ..... C01 1, 8 et 20

ACTIONS (Voir aussi OBLIGATIONS) ..... N02 1 à 5
- Cours N02 5, 6
- Émission N02 1, 2
- Taux de rendement N02 5

ACTIVITÉ
- Culturelles, récréatives, sportives (effectifs) ..... M03 1 à 4
- Entreprises ..... G02 3 à 7
- Officiers du Ministère public (nombre) P01 5
- Parquets (Nombre) P01 5
- Taux d' — C01 2, 21

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE ..... P01 10 et 11
AÉRONAUTIQUE K07 6, 7
AÉRONEF L05 3, 4
AÉROPORT ..... L05 8 à 10
AFFAIRES CIVILES TERMINÉES (Nombres) P01 4
ÂGE
- Moyen des mères B02 5, 8
- Population par — ..... B01 1 à 3, 5 à 9, 11 à 13

AGENCES DE VOYAGE
- Données des entreprises E03 1
- Effectifs ..... M03 1 à 4

AGENTS DE L'ÉTAT
- Effectifs ..... C01 13 à 16
- Rémunération (Taux de —) ..... C03 18 à 21

AGGLOMÉRATION A01 7, 8
AGRÉGATS
- Comptabilité nationale ..... G01 et G03
- De monnaie N01 5, 14, 15
- De placement N01 3, 14, 15

AGRICULTURE I01
- Commerce extérieur I01 22
- Comptes de la branche I01 23, 24
- Indices de prix agricoles ..... H03 1 à 3

AGRO-ALIMENTAIRE I04
AIDE SOCIALE
- Bénéficiaires C04 10
- Dépenses d' — C04 9

AIRES URBAINES A01 12
ALIMENTAIRES (Industries agricoles et —) I04
ALIMENTATION
- Dépenses d' — ..... D01 1 à 3
- Indice des prix ..... H01 2 à 4
- Prix H02 1
- Production I04

ALIMENTATION POUR ANIMAUX
- Indices de prix H03 3
- Production I04 18

ALLOCATIONS
- Familiales (Bénéficiaires et montants) C04 14
- Logement ..... C04 13 et 14

ALUMINIUM K14 4, 5
AMEUBLEMENT
- Indices de prix ..... H01 3 et H03 4
- Industrie de l' — K05 1, 2

ANIMAUX
- Indices de prix des produits — H03 1
- Production animale I01 20, 21, 24

APPAREIL PRODUCTIF G02
APPRENTI F01 1, 14, 17
ARCHÉOLOGIE E02 11
ARMÉE (Effectifs) C01 13
ARMES (Et munitions) K08 1
ART E02
ARTICLES DE BUREAU K09 1, 2
ARTICLES DE SPORT ET DE CAMPING K05 3, 4
ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHASSE (En cuir) K02 3, 6
ASSURANCES M04
- Capitalisation M04 3
- Maladie, volume d'actes remboursés D03 4
- Maladie C04 7
- Non-vie ..... M04 1, 3, 4, 8, 9 et 13
- Vie ..... M04 1, 3 à 5, 7, 9, 13

AUDIOTEL L06 7
AUDIOVISUEL (Recettes du service public) E01 6
AUTOBUS, AUTOCAR L02 5, 7
AUTOFINANCEMENT (Taux d' —) ..... G01 9 et G03 5
AUTOMOBILE
- Achat ..... D01 1 à 3
- Commerce et réparation M01 10
- Construction ..... K06 1, 2 et K01 2
- Équipements ..... D01 7 et K06 1, 2
- Immatriculations L02 5, 6
- Indices de prix H01 3

AVION L05 3, 4

B

BACCALAURÉAT ..... F01 11 à 13
BALANCE DES PAIEMENTS O02
- Comparaisons internationales O02 7
- Investissements directs en flux O02 8

BALANCE DU COMMERCE EXTÉRIEUR O01 1, 3, 5
BANQUE N01 1
BATEAU
- Commerce L04 4, 6
- Construction navale K07 1, 2
- Fluvial L03 4
- Pêche I03 1
- Plaisance ..... K07 3 et E05 6 à 8

BÂTIMENT
- Agricole K16 8
- Autre que logement K16 8
- Données générales ..... K16 1 à 4
- Industriel K16 8

BÉNÉFICE RÉEL (Entreprises au —) ..... G02 11 à 13
BIBLIOTHÈQUE E02 16, 17
BIENS CULTURELS E02 23
BIENS DE CONSOMMATION COURANTE
- Indices de prix de vente industriel H03 4

BIENS DURABLES
- Consommation, équipement D01 2, 3
- Électroménager K05 5, 6

BIENS INTERMÉDIAIRES (Indices de prix de vente industriel) ... H03 4
BIÈRE I04 23
BIJOUTERIE K05 3, 4
BILAN (Voir aussi au mot principal)
- Banque de France N01 4
- Des entreprises G02 13
- De l'énergie J01 1
- Institutions financières et Trésor public N01 3

Sociétés d'assurance M04 9
Touristique (Avec l'étranger) E03 10
BITUMES J03 4
BOIS I02, K10
Bilan de la matière bois I02 13
Exploitation forestière I02 8, 9, 10, 12
Industrie du ..... K12 1, 2 et K05 1, 2
Production ..... I02 6, 7, 9 à 11, 13
BOIS ET PAPIERS (Industrie) K12
BOISEMENT I02 5
BOISSON
Consommation des ménages ..... D01 1 et 3
Indices de prix H01 3, 4
Prix de vente au détail H02 1
Production alcoolisée ..... I04 22 à 24
Production non alcoolisée I04 25
BONNETERIE K11 1, 2
BONS DU TRÉSOR P02 2
En portefeuille N01 5, 8
BOURSE N02
BRANCHE (Voir au mot principal)
BREVETS D'INVENTION F03 1, 2, 3, 6, 7
Par domaine technologique F03 3
Pays étrangers F03 6
Redevance F03 6, 7
BROSSERIE K05 3, 4
BUDGET P02 5, 6
Ménages D01 8
BUREAU DE POSTE L06 3

C

CADES (Voir DETTE SOCIALE)
CAFÉ (Brûlerie et torréfaction) I04 19
CAISSE D'ÉPARGNE N01 13
CAMIONS
Parc et immatriculations de — L02 7
Production de — K06 1, 2
CAMPING-CARAVANING E03 8
CAOUTCHOUC K13 5, 6
CAPACITÉ DE FINANCEMENT ..... G01 7, 8 et G03 5
CAPACITÉ DE PRODUCTION (Taux d'utilisation) G03 1, 3
CAPITAL
Compte de — ..... O02 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES G02 13
CAPITALISATION BOURSIÈRE N02 2, 7
CARBURANT
Livraisons de — J03 4
Prix et indice de prix ..... H01 3 et H02 1
CARTON K12 3, 4
CASINOS E05 5
CASSETTE ..... E02 16 à 18
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE
Famille par — B04 5
Navettes par — B01 16
Population par — B01 10, 11, 12, 14
Résidences principales selon le confort et la — D02 3
Revenus par — C03 14, 16, 22, 23
Salariés par — C02 4, 5
CÉLIBATAIRE ..... B01 2, 9 et B02 10, 12
CENTRALE ÉLECTRIQUE J04 2, 4
Consommation de combustibles J04 4
Effectifs J04 7
CENTRE CULTUREL E02 8, 9
CENTRE D'ENTRAINEMENT ET DE FORMATION E04 15
CENTRE DE LOISIRS ET DE VACANCES ..... E04 2, 3, 5 à 7
CENTRE POMPIDOU E02 8, 9
CÉRÉALES
Production de — I01 15, 24
CHAÎNES (Hi-fi) D01 4, 5
CHAMBRES
D'hôtel E03 2
D'hôtes E03 3
CHAMPAGNE I04 23
CHANTIER
Du BTP selon le type d'ouvrage K16 3, 4
Naval K07 1, 2
CHARBON J02
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J02 6 à 8
Effectif J02 5
Exportations J02 1
Importations J02 1, 3
Production J02 1, 6
CHARCUTERIE I04 4
CHASSE E05 11
Plan de — A02 5
CHAUSSURE (Industrie de la —) K02 3, 7
CHEMIN DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ..... K07 4, 5 et L01 3
CHEPTEL I01 14
CHÈQUES POSTAUX (Tarif) H02 4
CHERCHEUR F02 3, 5, 8
CHIFFRE D'AFFAIRES
À l'exportation ..... G02 11 et K01 2
Commerce M01 4
Entreprises ..... G02 10 à 14
Par activité (Indice) G02 15
CHIMIE DE BASE K13 1, 2
CHOCOLATERIE I04 20
CHÔMAGE (Par sexe et âge) C01 3
CHÔMEURS C01 1
CHSCT (Établissement ayant un —) C02 19, 20
CIDRE I04 23
CIMENT K10 7, 8
CINÉMA E02 19, 20, 24
CITÉ (Entrées à la — des sciences et de l'industrie) E02 10
CLASSES
Nombre de — F01 4, 7
Préparatoires aux grandes écoles F01 20, 22, 23
Supérieures F01 24, 22
CLIMAT SOCIAL (dans les établissements) C02 12
CLUB SPORTIF ..... E04 8 à 12
CODEVI ..... N01 13 et N02 1
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
Disponibilité monétaire N01 14
Effectifs C01 19
Population A01 4, 6, B01 7
Superficie A01 6
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) F01 7, 8
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) ..... J01 et J02 4
COMITÉ D'ENTREPRISE C02 14
COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL (Voir CHSCT)
COMMERCE
De détail ..... M01 4 à 7 et 9
De gros ..... M01 4 et 8
COMMERCE EXTÉRIEUR O01
Par pays O01 4
Par produit ..... O01 5 à 7, 9 et 11
Par zone O01 3, 6, 10
Produits agricoles I01 22
Produits agro-alimentaires I04 27
Produits de la pêche I03 4, 5
Produits forestiers I02 12
COMMERCE INTÉRIEUR M01
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et UNION EUROPÉENNE)
COMMUNES
Fonctionnement, investissement P02 14, 15
Population ..... A01 5, 8 à 11
COMMUNICATION E01
D'entreprise L06 8
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES K15 1, 2
COMPTABILITÉ NATIONALE G01, G03
COMPTE
De capital ..... O02 1 à 4
De transactions courantes ..... O02 1 à 4
Financier ..... O02 1 à 4
COMPTE D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE DE L'ENSEMBLE DES RÉGIMES C04 1
COMPTE DE LA BRANCHE (Agriculture) I01 23, 24
COMPTE DE RÉSULTAT (Entreprises d'assurances) ..... M04 6 à 8
COMPTE EXCEPTIONNEL DES ENTREPRISES G02 12
COMPTE FINANCIER DES ENTREPRISES G02 12
CONCENTRATION DES ENTREPRISES G02 14
CONCOURS PUBLICS A L'AGRICULTURE I01 13
CONDAMNATION P01 8
CONDITIONS DE TRAVAIL C02
Contraintes C02 6
CONFLITS DU TRAVAIL C02 2, 3
CONFORT DES LOGEMENTS D02 3
CONSOMMATION
Alimentaire D01 1, 3
D'électricité J04 1, 6, 10
D'énergie J01 1, 4, 6, 9, 10

De charbon J02 1, 4, 7, 8
De gaz J05 1, 3, 6, 7
De produits pétroliers J03 5, 7, 8
Des ménages ..... D01 1 à 5
Finale G01 1, 2, 7, 10
Médicale D03 1
Par habitant G01 8

CONSTRUCTION
Aéronautique K07 6, 7
Comparaisons internationales K16 10
Électrique et électronique K09 1, 2
Indice du coût de la — H03 5
Logement K16
Matériaux de — K10 7, 8
Mécanique K08 3, 4
Navale K07 1, 2

CONTRAT
À durée déterminée C01 10
Emploi-solidarité C01 19

CONTRAVENTION P01 7
CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ..... P02 3 et C03 8A
CORPS GRAS I04 10, 11
COURRIER (Transport du —) L06 4
COURSES DE CHEVAUX (Prélèvements) E05 1, 2

COÛT
Construction (Indice du —) H03 5
Main-d'œuvre ..... C03 22 à 24
Salarial G03 4

CRDS (Voir DETTE SOCIALE)
CRÉANCE N01 9
CRÉATIONS D'ENTREPRISES G02 6, 7
De services aux entreprises M02 3
De services aux particuliers M03 3

CRÉDIT
Agricole I01 12
Créances sur l'économie ..... N01 9 et 10
Crédit-bail ..... M02 5 à 8
Établissement de — N01 2
Interne N01 10
Logement K16 12

CRÈMES GLACÉES, GLACES ET SORBETS I04 14
CRIME P01 8
CUIR (Industrie du —) ..... K02 3, 5 à 7
CULTURE E02
CULTURES AGRICOLES INDUSTRIELLES I01 16, 24

D

DÉCÈS ..... B02 1, 12 à 17, 21 à 24
Par causes D03 14, 16, 17
Prestations sociales versées C04 7

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES G02 8
Commerce M01 2

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 15 et 16
DÉLINQUANT P01 8
DEMANDE D'EMPLOI (Voir aussi CHÔMAGE) C01 12
DÉMOGRAPHIE B01, B02, B03, B04
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Indicateurs synthétiques B02 3

DENSITÉ DE POPULATION A01 2, 5, 6, 7, 9

DÉPARTEMENT
Fonctionnement, investissement P02 12, 13
Population A01 3, 5
Superficie A01 5

DÉPARTEMENT D'OUTRE-MER (DOM)
Actifs C01 20
Bureau de poste L06 3
Caractéristiques principales de l'agriculture IQ1 27
Chômage C01 21
Commerce extérieur ..... O01 12 à 19
Comptabilité nationale ..... G01 10 et 11
Démographie B02 21
Électricité J04 8
Épargne ..... N01 14 et 15
Étrangers B03 8
Exploitations agricoles I01 25
Exploitations forestières I02 10
Indices de prix H01 6, 7
Logement K16 10
Ménages B04 6, 7
Monnaie, crédit ..... N01 14 et 15
Plaisance (Immatriculations) E05 8
Population B01 6, 18
Superficie forestière I02 3
Transport aérien L05 6
Transport maritime L04 8
Utilisation du territoire I01 26

DÉPENSE
Pour l'emploi C01 18
Santé ..... D03 1 à 3 et 6

DÉPLACEMENTS (Domicile-travail) B01 16

DÉPÔT
A vue N01 6
Légal E02 12

DESSINS ET MODÈLES (Déposés) F03 5
DETTE PUBLIQUE P02 2

DETTE SOCIALE
Caisse d'amortissement de la — (CADES) P02 3
Contribution pour le remboursement de la — (CRDS) ... .P02 3 et C03 8A

DIPLÔME F01 12, 13, 16, 19, 22, 26, 27
Animateur E04 1, 4
Au recensement B01 8, 9
Directeur E04 4

DISQUE COMPACT ..... E02 16 à 18
DIVORCE B02 1, 3, 9, 10, 12, 17, 21, 22, 24
DURÉE D'ÉCOUTE (Radio et télévision) E02 11
DURÉE DU TRAVAIL (Par branche) C02 1

E

EAU
Consommation, pollution ..... A02 10 à 15 et 20
De boisson (Production) I04 25

ÉCHANGES EXTÉRIEURS O01, G03 6

ÉCOLES
Maternelles et primaires F01 4, 5
Supérieures F01 19, 20, 23

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (Par secteur) J01 7
EDF-GDF (Voir ÉLECTRICITÉ et GAZ)
ÉDITION K03
Industrie de l' — K03 1, 2
Livres ..... E02 12 à 15
Presse (Chiffres clés) E01 1, 2

ÉDITION, IMPRIMERIE, REPRODUCTION K03
ÉDUCATEURS ET CADRES SPORTIFS (Brevet d'État) E04 14
ÉDUCATION F01
Budget F01 30, 31

EFFECTIF (Voir aussi SALARIÉ)
Agents de l'État ..... C01 13 à 16
Budgétaire de la justice P01 2
Des entreprises ..... G02 9 à 10
Féminin de l'État C01 16
De la fonction publique territoriale C01 19
Par branche d'activité C03 5, 6

ÉLECTIONS (Aux comités d'entreprises) C02 14

ÉLECTRICITÉ
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J04 9, 10
Consommation des ménages D01 3, J04 1
Production J01 1, 2, J04 1, 3, 9
Tarifs à Paris H02 3

ÉLÈVES ..... F01 1, 3 à 10
De terminale F01 10, 11
Par origine sociale F01 24, 25

EMPLOI
Biens et services G01 1, 2, 10
Intérieur K01 1

ENDETTEMENT INTÉRIEUR N01 7

ÉNERGIE
Bilan J01
Comparaisons internationales ..... J01 8 à 11
Économies d' — J01 7
Exportations J01 1
Grandeurs caractéristiques J01 2
Importations J01 1
Indices de prix ..... H01 2, 3 et H03 3, 4
Nucléaire ..... J04 1 à 3
Primaire J01 1, 3, 4, 8, 9,10
Prix ..... H02 1 à 3

ENFANT
Légitime ..... B02 1, 4 à 7
Naturel B02 4, 5, 7

ENGRAIS I01 9, 27
Indice de prix H03 3
ENSEIGNANTS F01 28, 29
ENSEIGNEMENT F01
Agricole F01 15
Art, musique, histoire de l'art E02 22
Différents niveaux ..... F01 8 à 10, 11, 14, 20 à 22, 27
Sanitaire et social F01 16
Supérieur F01 20, 22, 23, 26
ENTREPRISES
Artisanales G02 19
Assurance M04 1
De l'industrie G02 2
Des services G02 2
Du commerce G02 2
Forme juridique ..... G02 5, 7, 9 et 19
Groupes ..... G02 16 à 18
Nombre d' — ..... G02 1, 3, 9 à 11, 14
Par activité ..... G02 14, 15 et 19
Selon régime fiscal G02 9, 10
Transport routier L02 1, 2
ENTREPRISES INDUSTRIELLES
Grandes K01 13
Par secteur K01 5A
PMI K01 14
Principales évolutions K01 5B
ENVIRONNEMENT A02
Dépense A02 19, 20,21
ÉPARGNE ..... N01 5, 8, 13 à 15
Brute G01 7
Taux d' — G01 9
ÉPURATION A02 18
ÉQUIPEMENT
Culturel E02
De loisir E03 9
Électroménager K05 5, 6
Indices de prix de vente industriels H03 4
Ménages D01 4, 5, 7
Sanitaire D03 11
Touristique E03 2, 3
ESPACES NATURELS A02 3A
ESPÈCES DE VERTÉBRÉS (État des —) A02 4
ESPÉRANCE DE VIE ..... B02 3, 15 à 17
ÉTABLISSEMENTS
Commerciaux M01 1
De crédit N01 2
Employeurs (Services aux entreprises) M02 2
Enseignement F01 7, 15
Hospitaliers (Équipement et activité) D03 9, 11
Tourisme E03 2, 3
ÉTAT
Dépenses P02 1, 5
Recettes P02 1, 6
ÉTAT MATRIMONIAL ..... B01 2 et B02 9, 10, 12
ÉTAT-CIVIL B02
ÉTRANGERS B03
Famille B03 5
Fécondité B02 7
Natalité des — B02 7
Nationalités B03 1, 2, 3, 5
Par activité économique B03 4, 8
Par âge B03 2, 8
Par catégorie socioprofessionnelle B03 3
Par sexe B03 2, 4, 8
Permanents B02 19, 20
Salariés ..... B02 18 et B03 3, 4
Vacances à l' — E03 4, 6
ÉTUDIANTS ..... F01 1, 20, 21, 23 à 25
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION ..... G01 7 et G03 5
EXCÉDENT NATUREL ..... B02 1, 21 à 24
EXPLOITATION
Agricole ..... I01 1 à 3, 11, 25
Compte d' — G02 12
Forestière I02 8, 9, 10, 12
EXPORTATIONS (Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale ..... G01 1, 2, 10 et G03 6
D'électricité J04 1
EXPOSITION ARTISTIQUE E02 6, 7, 8, 9

F

FACTEURS DE PRODUCTION G03 1
Par grandes branches G03 3
FAILLITE (Voir DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES)
FAMILLES
Par catégorie socioprofessionnelle B04 5
Monoparentales B04 5, 7
Nombre d'enfants B04 5
FBCF (Voir aussi INVESTISSEMENT) ..... K01 6 et G01 1, 2, 7, 10, 12
Comptabilité nationale G01 1, 2, 7, 10
FÉCONDITÉ B02 2, 3
FÉDÉRATION SPORTIVE ..... E04 8 à 13
FER (Production des mines de —) K10 1, 2
FERRO-ALLIAGE K14 1, 3
FERROVIAIRE
Matériel — K07 4, 5
Transport — L01
FILM
Cinéma E02 19, 20
Télévision E01 12
FILS ET FIBRES ARTIFICIELS ET SYNTHÉTIQUES K13 5
FINANCES
Marché financier N02
Publiques P02
FIOUL J03 4
FLOTTE
Aérienne L05 3
Commerciale L04 3
Fluviale L03 4
Pêche I03 1
Plaisance E05 6, 7
FONCTIONNAIRE
Traitement, rémunération ..... C03 19 à 21
FONDERIE (Et travail des métaux) K14 6, 7
Production K14 7
FONTE K14 7
FORÊT I02
Incendies de I02 4
FORMATION F01
Professionnelle continue F01 17, 18
FORME JURIDIQUE (Entreprises suivant leur —) ..... G02 7, 9 et 19
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 11
FRAIS DE PERSONNEL (Entreprise) G02 12
FRANCE TÉLÉCOM L06
Comptes financiers L06 9, 10
Personnel L06 5
FRUITS
Conserves I04 8, 9
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices des prix à la production et de gros H03 1
Prix, indices de prix ..... H01 3 et H02 1
Production I01 19, 22, 24

G

GAINS SALARIAUX ..... C03 11 à 12
GANT K02 2
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales J05 5, 6, 7, 8
De France (Effectif) J05 4
Tarifs à Paris H02 2
GAZODUC (Transport du gaz) J05 2
GAZOLE
Livraisons J03 4
Prix et indice de prix ..... H01 3 et H02 1
GÎTES RURAUX E03 3
GRAIN I04 15, 16
GRANDES SURFACES (Commerce) M01 1
GRÈVES C02 2
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 16 à 18
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN (GAEC) ... I01 11
GUICHET BANCAIRE N01 1

H

HABILLEMENT
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix H01 3, 4
Industrie de l' — K02 1, 2
HABITATION (Voir LOGEMENT)
HANDICAPÉS
Allocations aux — C04 9, 10
Établissements pour — D03 12
HÉBERGEMENT E03 3
HÉLICOPTÈRE L05 4
HIPPISME E05 1, 2
HIPPODROMES (Recettes) E05 3
HÔPITAUX
Équipements D03 11
Établissements D03 9
HORLOGERIE (ET MATÉRIEL OPTIQUE ET PHOTOGRAPHIQUE) K05 7, 8
HÔTEL
Hôtellerie homologuée E03 2
Indices de prix H01 4
Salariés M03 1, 4
HOUILLÈRES
Effectif J02 5
Production J02 2
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 1, 2, 3
HYPERMARCHÉ M01 1

I

IMMATRICULATIONS
De véhicules L02 5, 6
IMMEUBLE D02 6
IMMIGRANTS (Type de procédure) B02 18
IMMIGRÉS
Par âge B03 10
Par pays d'origine B03 9
Par sexe B03 9, 10
IMPORTATIONS (Voir COMMERCE EXTÉRIEUR)
Comptabilité nationale ..... G01 1, 2, 10 et G03 6
De gaz J05 1
IMPÔT P02 7, 8, 9
Sur le revenu P02 8,9
IMPRIMERIE K03 1, 2
INCENDIES DE FORÊTS I02 4
INDEMNITÉS (catastrophes) A02 17
INDICATEURS (Des entreprises) M02 4
INDICATEURS (Voir aussi au mot principal)
Administrations publiques G03 7
Économiques G03 1
Ménages G03 5
Sociétés non financières G03 5
INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES B02 3, 8, 11, 13, 17
INDICE (Voir aussi au mot principal)
Coût de la construction H03 5
De chiffre d'affaires par activité G02 15
De peuplement D02 5
De production industrielle G03 1
Des traitements des fonctionnaires C03 21
Prix agricoles à la production H03 1
Prix ..... H01 et H03
INDICE DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS
Hors IAA H03 4B
IAA H03 4A
INDICES (Voir aussi au mot principal)
Boursier N02 4, 5
Commerce extérieur (Valeur) O01 7B, 10
Commerce extérieur (Volume) O01 7A
De production industrielle ..... G03 1 et K01 3
INDICES DE PRIX A LA CONSOMMATION H01
Pays étrangers H01 1
INDICES DE PRIX D'ACHAT DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE (Voir IPAMPA)
INDUSTRIE
Données générales K01
Évolution par branche K01 1
Indices de prix industriels H03 3, 4
Pharmaceutique K04 1, 2
INDUSTRIE DU POISSON (effectif, chiffre d'affaires, production) I04 6, 7
INDUSTRIE LAITIERE (effectif, chiffre d'affaires, production). I04 12, 13
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES ALIMENTAIRES (autres) I04 19, 20
INDUSTRIES DES ALIMENTS POUR ANIMAUX (effectif, chiffre d'affaires, production) I04 17, 18
INDUSTRIES DES BOISSONS (effectif, chiffre d'affaires, production) I04 21, 22
INDUSTRIES DES FRUITS ET LÉGUMES (effectif, chiffre d'affaires, production) I04 8, 9
INDUSTRIES DES VIANDES (effectif, chiffre d'affaires, production) I04 1, 4
INFORMATION E01
INFRACTIONS P01 1
INSERTION (contrat) C04 20
INSERTION PROFESSIONNELLE F01 19
INSTITUTEUR F01 28, 29
INTÉRIM C01 10
INTERMÉDIAIRES (du commerce) M01 11
INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSE (IVG) C04 9, 10
INVESTISSEMENT
Des entreprises G02 11
Des sociétés (Taux d' —) G02 9
Direct (en flux) O02 8, 9
Immatériel K01 8
Industriel K01 6, 11
International K01 9, 11, O02 9
Logement ..... K16 10 à 12
Matériel K01 8
Par secteur ..... K01 7, O02 8 à 9
Productif K01 6, 9, 11
IPAMPA H03 3

J

JEUNESSE
Et sports E04
Juridiction de la — P01 9
JEUX K05 3, 4
D'argent ..... E05 3 à 5
JOUET K05 3, 4
JOURNAUX ..... E01 1 à 4
JOURNÉES DE VACANCES E03 4, 7, 8
JUGES D'INSTRUCTION (Activité) P01 6
JURIDICTION CIVILE (Activité) P01 3
JUS DE FRUITS I04 8, 25
JUSTICE ET POLICE JUDICIAIRE P01

L

LAIT
Consommation des ménages D01 1, 3
Production, chiffre d'affaires ..... I04 12 et 13
LANDAU K05 3, 4
LAVE-VAISSELLE (Équipement) ..... D01 3 à 5, 7
LÉGUMES
Conserves I04 8, 9, 19
Consommation des ménages D01 1, 3
Indice des prix à la production et des prix de gros H03 1, 2
Prix et indices de prix à la consommation ..... H01 3, 4 et H02 1
LICENCE SPORTIVE ..... E04 8 à 13
LICENCIEMENT C02 21
LIEU D'ACHAT (Commerce) M01 5
LIGNES
Aériennes L05 6
Électriques J04 5
Installations SNCF L01 2
LIVRE (Édition, ventes) ..... E02 12 à 15
LIVRET JEUNE N01 13
LOCATAIRE D02 2
LOGEMENT D02, K16
Ancienneté D02 4
Autorisé ..... K16 5 à 8
Budget des ménages D01 1, 2
Commencé K16 9
Confort D02 3
Indice du coût de la construction H03 5
Indices de prix H01 3, 4
Neuf K16 4, 11, 13
Nombre de personnes par logement et par pièce D02 6
Parc locatif social K16 14

Prêts au — K16 12
Vacant D02 1
Ventes-stocks K16 13
LOI DE FINANCES (Exécution) P02 1
LOISIRS ..... E04 et E05
Centre de — ..... E04 5 à 7
Sports E04
LOTO E05 4
LOYERS ET CHARGES (Indices de prix) ..... H01 2 à 4
LUNETTES (Production) K05 7, 8

M

MACHINE AGRICOLE ..... I01 8 et K08 3, 4
Construction de — K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MACHINE-OUTIL K08 3, 4
Indices de prix H03 3, 4
MAGNÉTOSCOPE D01 4, 5, 7
MAISON
Familiale de vacances E03 3
Individuelle D02 4
MALADIE
Assurance C04 7
Longue D03 13
Professionnelle C02 8
MANDATS POSTAUX (Tarifs) H02 4
MARCHANDISES
Trafic aérien L05 5, 6, 9, 10
Trafic ferroviaire L01 5, 6
Trafic maritime L04 5, 6, 7
MARCHÉ
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2
MARIAGE ..... B02 1, 9 à 11, 21
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MAROQUINERIE K02 3, 6
MARQUE DÉPOSÉE F03 4
MASSE MONÉTAIRE ..... N01 5, 14 et 15
MASSE SALARIALE C03 5
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET CÉRAMIQUE K10 7, 8
MATÉRIEL
Agricole ..... I01 8 et K08 3, 4
Électrique K15 1, 2
Ferroviaire L01 3
Informatique K09 1, 2
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 7, 13, 14
MATIÈRES PLASTIQUES (Industrie des) K13 5, 7
MÉCANIQUE (Industrie) K08 3, 4
MÉDECIN D03 5
MÉDIAS E01
MÉNAGE B04
Âge de la personne de référence B04 4
DOM B04 6, 7
Équipement D01 4, 5, 7
Nombre de — B04 1
Nombre de personnes du — B04 2
Population des — B04 3
Projection du nombre de — B04 1
Revenu C03 1
Structure du — B04 4
MER
Interventions et accidents en — ..... E05 9 et L04 9
Produits de la — ..... I03 3 à 5
MÉTALLURGIE ET TRANSFORMATION (Des métaux) K14
MÉTAUX
Précieux K14 4, 5
Travail des — ..... K14 6 à 8
MÉTÉOROLOGIE (Climatologie) A02 1
MÉTHANIER K07 2
MEUBLES (Fabrication de) K05 1, 2
MICRO-ORDINATEURS (Portables) D01 4, 5
MICRO-ONDES D01 4, 5, 7
MIGRATIONS B01 17, 18
MILITAIRES DU CONTINGENT C01 1
MINERAIS
De fer et sidérurgie K14 1, 2
Extraction et préparation de — K10 1, 2
Métaux et demi-produits non ferreux K10 1, 2
Métaux ferreux K14 1, 2
MINÉRAUX DIVERS K10 3, 4
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTÈRES (Effectifs des —) ..... C01 13 à 16
MINITEL (Voir aussi VIDÉOTEX) L06 7
Tarifs H02 5
MOBILES (Téléphones) L06 7
MONNAIE ..... N01 5, 14 et 15
MONUMENTS HISTORIQUES ..... E02 1 à 4
MORT-NÉS B02 1, 4
MORTALITÉ ..... B02 2, 13 à 17, 21 à 24
Causes de décès D03 14, 16, 17
Infantile ..... B02 2, 13, 17, 21 à 23
Tables de — B02 15, 16
Taux de — ..... B02 2, 13, 14, 17, 21 à 24
MOTOCYCLE (Production) K07 4
MUSÉE ..... E02 5 à 8

N

NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated). N02
NAISSANCES ..... B02 1, 8, B02 4 à 8, 21 à 24
NATALITÉ ..... B02 2, 17, 21 à 24
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) ..... B02 7, 10, 17 et B03
Acquisition, perte B03 6, 7
Données démographiques B02 7, 17
Naissance B02 7
NAVETTES (Déplacements domicile-travail) B01 16
NAVIGATION DE PLAISANCE (Immatriculation) E05 7, 8
NÉS-VIVANTS ..... B02 4 à 7, 21 à 24
NON SALARIÉ C01 1
NUCLÉAIRE
Centrale J04 2
Production J04 3
Production brute d'électricité J04 9
Production d'électricité thermique classique ..... J04 1 à 3
Production d'électricité thermique nucléaire J04 1
NUMÉRIS L06 8
NUPTIALITÉ B02 2, 3, 11, 17, 21

O

OBLIGATIONS (voir aussi ACTIONS) ..... N02 1 à 3, 5
OPEP J03 6
OPÉRATIONS DES RÉSIDENTS N01 11
OPVCM (Organismes de placement collectif en valeurs mobilières) ... N01 3, 5 et 9
OR (Cours de l' —) N02 6
ORDURES MÉNAGÈRES A02 18

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2, 7
PAPIERS ET CARTON K12 3, 4
PARACHIMIE K13 3, 4
PARC
Automobile (Des ménages) D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02 7
PARCS NATURELS NATIONAUX A02 2
PARFUMS (Et produits de toilette) K04 3, 4
PARQUETS ET OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC P01 4
PARTICIPATION ÉTRANGÈRE (Industrie) K01 12
PARTS DE MARCHÉ
Commerce extérieur O01 11
Par pays O01 2
PÂTE À PAPIER K12 3, 4
PATRIMOINE
Des administrations publiques locales N01 18
Des ménages N01 16
Des sociétés non financières N01 17
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UE et CEE)
PAYS ÉTRANGERS (Voir aussi UNION EUROPÉENNE et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Agriculture I01 2, 14
Assurances ..... M04 10 à 12
Balance des paiements O02 7
Comptabilité nationale G01 12, 13
Population, superficie, densité A01 2
Production industrielle K01 4
Recherche-développement F02 4

Taux de chômage C01 4
Trafic aérien L05 10
Trafic maritime L04 6
PEAUX (Collecte de —) K02 3, 4
PÊCHE
Loisir E05 10
Maritime I03
PÉNÉTRATION ÉTRANGÈRE (Commerce extérieur) O01 12
PÉNIBILITÉ (Liée au travail) C02 6
PENSION DE VIEILLESSE ..... C04 15 à 18
PÉPINIÈRE I02 6
PERFORMANCE DES ENTREPRISES G02 15
PERSONNEL
De la marine de commerce L04 2
Hospitalier (Effectifs) D03 7
Navigant et à terre L03 2
Sanitaire et social D03 7, 8
Transports aériens L05 1, 2
PÉTROLE J03
Bilan de l'énergie J01 1
Comparaisons internationales ..... J03 6 à 9
Déstockage J03 1
Production J03 1, 6, 9
Stockage J03 1
PHARMACIE
Indices de prix de détail des spécialités vendues en — H01 5
Production industrielle K04 1, 2
PHARMACIE, PARFUMERIE, ENTRETIEN K04
PHARMACIEN D03 5
PHONOGRAMME ..... E02 16 à 18
PIB
Contributions à la croissance du — G03 2
Par habitant G01 8, 11
Taux de croissance ..... G01 14 et G03 1
PIÈCES (Nombre par logement) D02 6
PLACEMENTS D'ASSURANCES (Répartition) M04 13
PLANS ÉPARGNE LOGEMENT ..... N01 8, 13 à 15
PLATS PRÉPARÉS APPERTISÉS ET SURGELÉS (production) I04 5
PLOMB K14 5
PNEUMATIQUE (Production) K13 5, 6
POISSON
Espèces débarquées I03 3
Indices de prix ..... H01 3 et H02 1
POLLUTION A02 21
Atmosphérique ..... A02 6 à 9
Dépenses A02 21
De la mer A02 12
Des eaux continentales A02 11
Industrielle de l'eau ..... A02 10 à 15,
POMPES-COMPRESSEURS K08 3, 4
POPULATION ..... A01 et B01 à B04
Comparaisons internationales B01 4, B02 17
Des agglomérations A01 7, 8
Des collectivités B04 3
Des communes ..... A01 5, 8 à 11
Des départements A01 3, 5
Des DOM B01 6, 12, 15, B02 21
Des habitations mobiles B04 3
Des pays étrangers A01 2
Des régions A01 3, 5
Des TOM ..... A01 4, 6, B01 7 et B02 22 à 24
État matrimonial B01 2
Mouvement naturel ..... B02 1, 2, 21 à 24
Non réintégrée B04 3
Par âge ..... B01 1 à 3, 5, 11, 13
Par catégorie socioprofessionnelle ..... B01 10 à 12, 14
Par sexe ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
Réintégrée B04 3
Résidente occupée C01 5
Salariée ..... C01 6 et 7
Solde migratoire B02 1
Urbaine — rurale A01 8, 11
POPULATION ACTIVE ..... B01 8, 9, 12, 15, B03 3 et C01
Ayant un emploi (Par statut) B01 13, 14
Par activité B01 12
Par statut B01 8, 9, 15
POPULATION AGRICOLE FAMILIALE I01 5
POPULATION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ...
... F01 1 à 3, 5, 6, 8 à 10, 14 à 16, 20 à 23
PORTS MARITIMES
Mondiaux L04 6
Trafic des — L04 6
POSTE L06
Effectif L06 1
Tarifs H02 4
POUSSETTE K05 3, 4
PRATIQUES CULTURELLES E02 24, 25
PRÉCIPITATIONS A02 1
PRÉLÈVEMENTS
Eau A02 13
Obligatoires (Taux) G03 5
Obligatoires P02 3, 4
Supplémentaires E05 1, 2
PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX (Cotisations salariales et patronales) C03 8
PRÉRETRAITE (montants) C04 3
PRESSE ..... E01 2 à 4 et K03 1, 2
PRESTATIONS
Familiales ..... C04 11 à 14
Maladies C04 8
Sociales C04 2, 3, 4
Versées par l'ensemble des régimes C04 7
Vieillesse (Bénéficiaires et montants) C04 18
PRÊTS ..... N01 9 et 10
Au logement K16 12
PRIME D'ASSURANCE ..... M04 3, 4, 10 à 12
PRIX
À la consommation (Indices) H01
À la consommation (Voir aussi COÛT) H02
Agricoles (Indices) H03 1
Commerce extérieur G03 4
De gros alimentaires (Indices) H03 2
De vente industriels (Indices) H03
Terres agricoles I01 7
PRODUCTION (Voir aussi au mot principal)
Agricole ..... I01 14 à 21, 27
Agro-alimentaire ..... I04 1 à 26
Capacité de — G03 3
De gaz J05 1, 5, 8
Énergie J01 1, 3, 8
Forestière I02 7, 9, 10, 11, 13
Glaces et sorbets I04 14
Indices des prix agricoles à la — H03 1
Industrielle (indices de la —) ..... K01 3, 4 et G03 1
PRODUCTIVITÉ G03 1, 3
PRODUIT
Commerce extérieur par — ..... O01 5 à 7, 9, 10
Métalliques K14 6, 8
Pétrolier (Importation) J03 1, 2
Pétrolier (Par nature) J03 4
PRODUITS ÉNERGÉTIQUES
Indices de prix de vente industriels H03 4
PRODUITS MANUFACTURÉS (Indices de prix) ..... H01 2 à 4
PROFESSEUR F01 28, 29
PROFESSIONS
De santé (Effectif et densité) D03 5
Sociales D03 5, 8
PROPRIÉTAIRE D02 2
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE ..... C04 2 à 4
En Europe (Dépenses) C04 5
En Europe (Recettes) C04 6
PUISSANCE (Des centrales électriques) J04 2

R

RADIO ..... E01 9 à 11
Durée d'écoute quotidienne E01 11
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 3
RATIOS (Comptabilité nationale) ..... G01 9 et G03 5
RATP L01 8, 9
Tarifs H02 7
RÉACTIVATIONS (D'entreprises) G02 6
RECHERCHE (Par branche) F02 7, 8
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT F02
Dépenses F02 1, 2, 5, 6, 7
Entreprises F02 5
Financement F02 2
Pays étrangers F02 4
REDEVANCE TÉLÉVISION E01 5, 6
RÉGION (Population, superficie, densité) A01 3, 5
RÉGIONS (Fonctionnement, investissement) P02 10, 11
RÈGLEMENT
Par pays ..... O02 3 à 6
Par zone O02 3, 4

REMEMBREMENT I01 10
RÉMUNÉRATION (Voir aussi SALAIRE) G03 5
Épargne N01 13
RÉPONDEUR TÉLÉPHONIQUE D01 4, 5
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ..... C02 21 et 22
REPRISES (D'entreprises) G02 6
RER (Voir RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL)
RÉSEAU
Métro L01 8, 9
Routier L02 4
Téléinformatique L06 11
Voies navigables par gabarit L03 3
RÉSEAU EXPRESS RÉGIONAL (RER) L01 8, 9
RÉSERVES
Charbon J02 6
Gaz J05 5
Naturelles A02 3
Pétrole J03 6
RÉSIDENCE PRINCIPALE, SECONDAIRE ..... D02 1 à 6
RESSOURCES (Biens et services) G01 1, 2, 10
RESTAURANTS
Indices de prix H01 3
Salariés M03 1, 4
RÉSULTAT (Compte de —) G02 12
RETRAITE ..... C04 15 à 17
REVENU C03 1, 4
Complément de — C04 13, 14
Disponible ..... G01 5, 6, 7 et G03 5
Et salaire C03
Par habitant G01 8
REVENU MINIMUM D'INSERTION (RMI) ..... C04 21 à 23

S

SALAIRE ..... C03 5, 6 et G03 4
Annuel ..... C03 6, 17 et 18
Par déciles C03 7
Taux de — ..... C03 13 à 16, 18
SALAIRE MINIMUM (Voir SMIC)
SALARIÉS (Voir aussi au mot principal) ..... C01 1 et 13
Au SMIC C03 10
Commerce M01 3
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des activités immobilières M02 1
Des entreprises de service M02 1
SANTÉ D03
Enseignement des métiers de la — F01 16
Service de — (Indices de prix) ..... H01 2 à 4
SAVONS ET DÉTERGENTS K04 3, 4
SCIERIE I02 8, 11, 12
SCOLARISATION (Taux) F01 2
SECOND CYCLE
Général et technologique F01 10
Professionnel F01 9
SECOND DEGRÉ ..... F01 6 à 8, 12
SECTEUR
D'entreprises (Services aux entreprises) ..... M02 1 à 4
Groupes d'entreprises ..... G02 16 à 18
SECTIONS SPORTIVES ..... E04 8 à 12, 15
SÉCURITÉ SOCIALE C04 2
SÉJOURS DE VACANCES E03 4, 6, 7, 8
SERVICES
Aux entreprises et activités immobilières M02
Aux particuliers M03
Indices de prix ..... H01 2 à 4
Prix et tarifs H02
SERVICES PERSONNELS ET DOMESTIQUES (Effectif) ..... M03 1 à 4
SERVICES POSTAUX H02 4
SERVICES PUBLICS (Tarifs et indices de prix) ..... H01 2, 3 et H02
SEXE (Population par —) ..... B01 1 à 3, 5, 10, 11, 13
SIDA D03 15
SIDÉRURGIE (Production) K14 2
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A02 3
SMIC ..... C03 9, 10 et G03 4
SNCF (Effectifs, recettes, investissements) L01 1
SOCIÉTÉS
Assurances M04 1
Et quasi-sociétés G01 1, 5
Financières N01 2
SOINS PERSONNELS (Prix de détail) H02 1
SORTIES DU SYSTÈME ÉDUCATIF F01 27
SOUS-TRAITANCE K01 10
SPORT E04
De haut niveau E04 15, 16
STATUT
Fonction publique (Effectif par —) ..... C01 15, et 16
Occupation des logements D02 2
STOCKAGE DU GAZ J05 1
STRUCTURE
De la population B01
Industrielle K01 2
SUCRE
Consommation des ménages D01 3
Fabrication I04 20
SUPERFICIE
Des exploitations agricoles I01 1, 2, 25
Forestière I02 1, 2, 3
Pays étrangers A01 2
Régions A01 5
Territoires d'outre mer A01 6
Zones naturelles protégées A02 3
SYNDICAT
Délégués syndicaux ..... C02 16 à 18, 20
Élections aux comités d'entreprises C02 14
Rôle des — C02 13

T

TABAC (Production) I04 26
TAILLE (Entreprise et établissement) G02 3, 4,
TARIFS
Indices de prix H01 2, 3
Services publics ..... H02 2 à 5
Taxis H02 6
TAUX (Mortalité) ..... B02 17, 21 à 24
TAUX (Voir aussi au mot principal)
Activité par sexe et âge C01 2
Autofinancement ..... G01 9 et G03 6
Chômage ..... C01 4, 17 et 22
De couverture ..... O01 8 et G03 6
De croissance du PIB G03 1, 2
Départ en vacances E03 4, 5, 7, 8
Épargne des ménages ..... G01 7, 9 et G03 5
Indépendance énergétique J01 5, 11
Intérêt N01 12
Investissement des sociétés non financières G03 5
Mortalité infantile ..... B02 2, 13, 14, 21 à 23
Natalité B02 2
Nuptialité B02 2, 3, 11, 17, 21
Prélèvements obligatoires G01 9
Reproduction B02 3, 17
Réussite au baccalauréat F01 13
Salaire ..... C03 13 à 16, 18 et G03 4
Salaire ouvrier G03 4
Utilisation des capacités productives G03 3
TAXE P02 6, 7
TAXIS (Tarifs à Paris) H02 6
TECHNOLOGIES (Utilisateurs de nouvelles —) C02 7
TÉLÉCOMMUNICATIONS L06
Tarifs H02 5
TÉLÉINFORMATIQUE L06 8, 11
TÉLÉPHONE L06 6, 7
Portable D01 4, 5
Trafic international L06 11
TÉLÉTEL L06 6, 7
TÉLÉVISION E01 5, 7, 8, 9
Achat des ménages D01 2, 3
Construction K05 5, 6
Durée d'écoute quotidienne E01 11
Redevance E01 5, 6
Taux d'équipement des ménages D01 4, 5, 7
TEMPÉRATURE A02 1
TEMPS PARTIEL C01 8
TERME DE L'ÉCHANGE (Commerce extérieur) ..... O01 et G03 6
TERRES ARABLES I01 6, 26
TERRES LABOURABLES I01 7
TERRITOIRE A01
TERRITOIRES D'OUTRE-MER (TOM)
Démographie ..... B02 22 à 24
Indices de prix H01 6, 7
Monnaie N01 15
Superficie, population ..... A01 4, 6 et B01 7
Transport aérien L05 6

TEXTILE
Artificiel et synthétique K11 1, 2
Indices de prix H01 3, 4
Industrie K11 1, 2
Naturel (coton, soie, laine) K11 1, 2
THÉATRE E02 21
TIRAGE (Presse) E01 1
TITRE DE LA PRESSE (Voir ÉDITION)
TOUR EIFFEL (Entrées) E02 4
TOURISME E03
TOURISTES ÉTRANGERS (Dépenses) E03 11
TRACTEURS
Agricoles I01 8
Immatriculation de — L02 5
Indices de prix des — H03 3
Routiers K06 1, 2
TRAFIC
Aérien ..... L05 5 à 10
Maritime ..... L04 4 à 7
Postal L06 4
Routier (Marchandise et voyageurs) ..... L02 1, 2, 8 à 10
Téléphonique L06 8
TRAINS L01
TRAITEMENT (Fonction publique) ..... C03 17 à 21
TRANSACTIONS N02 3
Courantes ..... O02 1 à 4
TRANSFERTS SOCIAUX C04
TRANSFERTS UNILATÉRAUX O02 5
TRANSPAC L06 8
TRANSPORTS
Aériens ..... L05 1 à 3
Ferroviaires ..... L01 4 à 6
Fluviaux L03 1, 5, 6
Gaz J05 2
Indices de prix H01 3, 4
Maritimes L04
Maritimes (Entreprises, effectifs, C.A) L04 1
Navigation intérieure L03
Routiers ..... L02 1 à 3 et 8 à 10
Terrestres (Construction de matériel) ..... K06 1,2 et K07 4, 5
Terrestres et fluviaux (Auxiliaires de —) L02 3
Urbains et routiers de voyageurs L02 2
Urbains RATP L01 8
TRANSPORTS EN COMMUN (RATP) L01 8, 9
Tarif H02 7
TRAVAIL
Des métaux K14 6, 8
Durée du — C02 1
Marché du — C01 11
Mécanique du bois K12 1, 2
Temporaire, intérimaire, à durée déterminée ..... C01 9 et 10
TRAVAILLEURS ..... B02 18 à 20
Permanents B02 18
TRAVAUX PUBLICS K16 1, 2
TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (Activité et effectif) P01 7
TRIBUNAUX DE POLICE (Activité et effectif) P01 7

U

UNION EUROPÉENNE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS et COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE)
Effectifs animaux I01 14
Exploitations agricoles I01 2
Investissements directs O02 9
Production agricole I01 14
Règlements entre la France et l' — O02 3, 5
UNIVERSITÉS F01 21, 25
UTILISATION DU SOL
Forêt ..... I02 1 à 3, 5
Répartition territoriale A01 1
UTILISATION DU TERRITOIRE I01 6, 26

V

VACANCES E03
Centre de — E04 2, 3
Taux de départ E03 4, 5, 7, 8
VALEUR AJOUTÉE
Par branche ..... G01 3, G03 1 et K01 1
Par secteur institutionnel G01 7
Taux de croissance G01 4
VALEUR MOBILIÈRE (Bourse) N02 1, 3, 4
VALEUR MOBILIÈRE (Entreprise d'assurances) M04 13
VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES I01 7
VANNERIE K12 1
VÉGÉTAUX
Indices de prix H03 1
Productions de — ..... I01 14 à 19, 24, 27
VÉHICULES
Automobiles (Production) K06 2
Indices de prix H01 3
Parc des — L06 2
Utilitaires (Immatriculations) L02 6
VENTES (Commerce) M01 6, 7
VERRE K10 5, 6
VEUF B01 2, B02 9, 10, 12
VIANDE
Consommation des ménages D01 1, 3
Prix de détail, indice de prix ..... H01 3 et H02 1
Production I04 1, 2
VIDÉOGRAMME E02 16, 17
VIDÉOTEX L06 7
VIEILLESSE (Pension) ..... C04 15 à 17
VILLAGE DE VACANCES E03 3
VILLES
Pollution de l'air des — A02 6
Population des — ..... A01 5, 7 à 11
VIN
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix ..... H01 3 et H02 1
Production ..... I01 17 et I04 14 à 16
VOITURE
Équipement en première — D01 4, 5
Équipement en deuxième — D01 4, 5
VOIES NAVIGABLES L03
VOLAILLES (Abattage) I04 3
VOYAGES E03 1
VOYAGEURS
Par air L05 5, 6, 8, 10
Par fer L01 4
Par mer L04 4, 7
Par route L02 10
Transports routiers de — L02 2, 10

Z

ZINC K14 4, 5
ZONE NATURELLE A02 2

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PREMIER MINISTRE.....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75700 PARIS 07 SP. Tél. : 01 45 56 51 00. www.plan.gouv.fr	Rapport des commissions et groupes du Plan.
	Service juridique et technique de l'information et de la communication. Service statistique 69, rue de Varenne. 75700 PARIS. Tél. : 01 42 75 80 00.	Tableaux statistiques de la presse *(annuel).* Chiffres clés de la presse *(annuel).*
AGRICULTURE ET PÊCHE (Ministère)....	Direction des Affaires financières et économiques. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 4, avenue de Saint-Mandé. 75570 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 49 55 85 76.	AGRESTE, la statistique agricole : – Agreste-Primeur : les premiers résultats; – données chiffrées : résultats détaillés des enquêtes auprès des IAA et de l'Agriculture. – conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; – les « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études »; – graph-agri : annuaire de graphiques agricoles *(annuel)*; – annuaire de statistique agricole : quatre tomes. Statistiques forestières *(annuel).* Enquête annuelle d'entreprise exploitations forestières et scieries : principaux résultats *(annuel).* Récolte de bois et de sciages *(annuel).*
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP. Tél. : 01 49 55 47 25.	
	Direction des pêches maritimes et des cultures marines : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 44 49 84 00.	
	Site internet du ministère : www.agriculture.gouv.fr	
	Service des Haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 09 24 00.	
• *Inventaire forestier national :* Établissement public à caractère administratif.	Château des Barres. 45290 Nogent-sur-Vernisson. Tél. : 02 38 28 18 00.	Inventaire forestier national : résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel).*
• *Office national des forêts* (ONF) : Établissement public national à caractère industriel et commercial.	2, avenue de Saint-Mandé. 75012 PARIS. Tél. : 01 40 19 58 00. www.onf.fr	
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT (Ministère).	Direction de l'eau; Direction de la nature et des paysages; Direction de la prévention des pollutions et des risques : 20, avenue de Ségur. 75302 PARIS 07 SP. Tél. : 01 42 19 20 21. www.environnement.gouv.fr	Données économiques de l'environnement *(biennal).* Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (résultats annuels). État de l'assainissement des collectivités locales. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel).* État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce *(annuel).*
• *Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie* (ADEME) : Établissement public à caractère industriel et commercial.	27, rue Louis-Vicat. 75015 PARIS. Tél. : 01 47 65 20 00. www.ademe.fr	
• *Conseil supérieur de la pêche :* Établissement public national à caractère administratif.	134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : 01 45 02 20 20.	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
• *Institut français de l'Environnement* (IFEN) : Établissement public national de l'État, à caractère administratif.	17, rue des Huguenots. 45058 ORLÉANS CEDEX 01. Tél. : 02 38 79 78 78.	L'environnement en France : rapport sur l'état de l'environnement *(annuel).* Les données de l'environnement *(mensuel).*
• *Office national de la chasse :* Établissement public à caractère administratif.	85 *bis* avenue de Wagram. 75017 PARIS. Tél. : 01 44 15 17 17.	
CULTURE ET COMMUNICATION (Ministère)	Direction de l'Administration générale - Département des études et de la prospective : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00. www.culture.fr	Chiffres clés 19.. : statistiques de la culture *(annuel).* Développement culturel *(5 numéros par an).*
	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : 01 40 27 60 00.	
	Direction du livre et de la lecture : 27, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	Lettres *(plusieurs numéros par an).*
	Direction des musées de France : 6, rue des Pyramides. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 73 00.	
	Direction de la musique et de la danse : 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	Mesures *(plusieurs numéros par an).*
	Direction du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : 01 40 15 80 00.	
• *Centre national de la cinématographie :* Établissement public administratif.	12, rue de Lübeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : 01 44 34 34 40.	CNC info.
ÉCONOMIE FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère)	Direction de la Communication : Télédoc : 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Notes bleues de Bercy *(bi-mensuel).*
	Direction de la Comptabilité publique : Télédoc : 330. 139, rue de Bercy 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Compte de la dette publique *(annuel).* Les finances des collectivités locales : – les finances des collectivités territoriales; – les comptes des régions; – les comptes des départements; – les comptes des communes.
	Direction générale des douanes et droits indirects (sous-direction de l'informatique, des statistiques et des études économiques) : 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 55 07 42 25.	Annuaire abrégé *(annuel).* Statistiques du commerce extérieur de la France : – résultats trimestriels et annuels; – importations-exportations en SH *(annuel)*; – résultats régionalisés *(annuel).* Statistiques du commerce extérieur : abrégé *(annuel).* Tableau général des transports *(annuel).* Le transport du commerce extérieur *(annuel).*
	Direction générale des impôts : Télédoc : 930. 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Annuaire statistique *(annuel).*
	Direction générale de l'INSEE : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 41 17 50 50. www.insee.fr	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1). Économie et statistique *(mensuel).* Bulletin mensuel de statistique. INSEE résultats. INSEE première. INSEE méthodes. Données sociales.

(1) Disponible pour le public : « INSEE-Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « L'Économie française », INSEE, le livre de poche.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE FINANCES ET INDUSTRIE (Ministère) *[suite]*		Tableaux de l'économie française. La France et ses régions. France, portrait social.
	INSEE Info Service : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 41 17 66 11.	Publications, disquettes et cédéroms de l'INSEE, d'EUROSTAT et des services statistiques ministériels.
	Direction de la prévision : Télédoc : 653. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 40 04 04 04.	Économie et Prévision *(5 numéros par an).*
	Direction du Trésor : Télédoc : 230. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17. Site Internet du ministère : www.finances.gouv.fr	Balance des paiements de la France *[annuel]* (1). Rapport du Fonds de développement économique et social *(annuel).*
• *Commission de contrôle des assurances* (CCA). Autorité administrative indépendante.	54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : 01 40 82 20 20.	Rapport d'activité sur la commission *(annuel).* Résultats comptables des entreprises d'assurance et de capitalisation.
• *Cour des comptes*	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : 01 42 98 95 00.	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (2).
• *Impôts (Conseil des)* ..... Placé auprès de la Cour des Comptes	*Même adresse.* Tél. : 01 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (2).
• *Industrie*	Délégation à la Communication : 20, avenue de Ségur. 75353 PARIS CEDEX 07 SP. Tél. : 01 43 19 36 36.	Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel).*
	Direction générale des stratégies industrielles - Service des statistiques industrielles (SESSI) : 20, avenue de Ségur. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 36 36.	Chiffres clés données : Premiers résultats de l'EAE *(annuel).* Chiffres clés référence : Résultats détaillés de l'EAE [3 tomes] *(annuel).* Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel).* Les investissements anti pollution *(annuel).* L'industrie française *(annuel).* Chiffres clés analyse : L'industrie de l'habillement. Industrie française et mondialisation. Bulletin mensuel de statistique industrielle Le 4 pages des statistiques industrielles.
	Direction générale des stratégies industrielles - Services des industries de base et des biens d'équipement (SERIBE) - Sous-direction des constructions automobile, ferroviaire et navale : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 36 36. Site Internet : www.industrie.gouv.fr	Statistiques de construction navale *(annuel).*
	Institut national de la propriété industrielle. 26 *bis*,rue de Saint-Petersbourg. 75800 PARIS CEDEX 08 Tél. : 01 53 04 53 04.	Bulletin officiel de la propriété industrielle.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : Observatoire de l'Énergie. 99, rue de Grenelle. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 32 84.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel).* L'énergie [Les chiffres clés] *(annuel).* Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel).* Bilans de l'énergie *(annuel).*

(1) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.
(2) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
• *Énergie [suite]*	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : 97-99, rue de Grenelle. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (1). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (2).
	Direction des hydrocarbures : 97-99, rue de Grenelle. 75353 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 43 19 36 36.	L'activité pétrolière *(annuel).*
	Service de la conservation des gisements d'hydrocarbures : 120, rue du Cherche-Midi. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 47 49 27 75.	Rapport annuel (recherches et production d'hydrocarbures en France).
• *La Poste (Exploitant public)*	Direction générale Direction de la Communication : 4, quai du Point-du-Jour. 92777 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX. Tél. : 01 41 41 66 66. www.la poste.fr	Les chiffres clés de La Poste *(annuel).* Rapport financier *(annuel).*
• *France Télécom (Exploitant public)*..	Direction générale : 6, place d'Alleray. 75505 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 44 44 22 22. www.francetelecom.fr	Rapport annuel.
• *Petites et Moyennes Entreprises, Commerce et Artisanat.*	Direction du commerce intérieur (commission des comptes commerciaux de la nation) : Tour Mattei. 207, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : 01 44 87 17 17.	Comptes commerciaux de la Nation. INSEE-Résultats. La France des commerces *(annuel).*
	Direction de l'artisanat : 24, rue de l'Université. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 43 19 24 24. Site Internet : www.pme-commerce-artisanat.gouv.fr	La France de l'artisanat. Chiffres clés *(annuel).*
ÉDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère).	www.éducation.gouv.fr	Page d'accueil : Le système éducatif français. Évaluation et statistiques de l'Éducation.
	Direction de la programmation et du développement (DPD) : 142, rue du Bac. 75007 PARIS. Tél. : 01 49 55 10 10. et 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : 01 40 65 65 40. www.cri.ensmp.fr	Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation *(annuel).* Panorama du système éducatif français *(annuel).*
	Sous-direction des études statistiques (SDES) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : 01 40 65 65 40.	Éducation et formation *(trimestriel).* Dossiers éducation et formations. Notes d'informations *(hebdomadaire).* L'état de l'école *(annuel).* Géographie de l'école *(annuel).* Tableaux statistiques : 1° Série jaune : maternelles, élémentaires, spéciales; 2° Série verte : secondaire; 3° Série orange : technique et formation professionnelle; 4° Série rose : supérieur (universités et grandes écoles); 5° Série blanche : les personnels (coûts et dépenses), les statistiques diverses.

(1) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(2) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère) *[suite]*.	Direction générale de la recherche et de la technologie : 1, rue Descartes. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01 46 34 35 35. Site Internet : dgrt.mesr.fr:8000	Compte satellite de la recherche, Séries 1984-1985 et 1986. Méthodologie base 1980. N° 1-1989. INSEE-Méthodes. Rapport annexe au projet de loi de finances pour 1998 : état de la recherche et du développement technologique. Recherche et développement dans les organismes publics (résultats 1995). Recherche et développement dans les entreprises (résultats 1995).
• *Muséum national d'histoire naturelle* (MNHN) [Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel].	57, rue Cuvier. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : 01 40 79 30 00. www.mnhn.fr	
• *Office national d'information sur les enseignements et les professions* (ONISEP) [Établissement public national à caractère administratif].	B.P. 86 - Lognes. 77423 MARNE-LA-VALLEE CEDEX 2. Tél. : 01 64 80 35 00.	Avenirs *(mensuel)*.
EMPLOI ET SOLIDARITÉ (Ministère).	Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) : 1, place de Fontenoy. 75353 PARIS 07 SP. Tél. : 01 44 38 22 52.	Bulletin mensuel des statistiques du travail. Dossiers statistiques. Travail et emploi *(trimestriel)*. Statistiques nationales d'accidents du travail *(annuel* avec rétrospective sur trois années).
	Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) : 11, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75696 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 44 36 90 57. www.cri.ensmp.fr/sesi.	Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriel)*. Revue française des Affaires sociales. Annuaire des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE Résultats » et « Économie et santé »]. Comptes de la protection sociale.
	Délégation Interministérielle du revenu minimum d'Insertion : 7, place des Cinq-Martyrs du lycée Buffon. 75707 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 44 36 90 10.	
• *Centre d'études et de recherches sur les qualifications* (CEREQ). [Établissement public à caractère administratif].	10, place de la Joliette, BP 176. 13474 MARSEILLE CEDEX 02. Tél. : 04 91 13 28 28. www.cereq.fr	Répertoire français des emplois [Nouvelle publication ROME éditée par l'ANPE. 18 cahiers parus] (1). Formation-emploi *[trimestriel]* 01. La formation professionnelle continue financée par les entreprises (collection document) *[annuel]*. 01. CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(mensuel)*. « Études » et « Documents ».
• *Institut national de la santé et de la recherche médicale* (INSERM). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : 01 44 23 60 00. www.inserm.fr	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel)*. INSERM actualités *(mensuel)*.
• *Institut national d'études démographiques* (INED). [Établissement public à caractère scientifique et technologique].	27, rue du Commandeur. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : 01 42 18 20 00. www.ined.fr	Population et sociétés *(mensuel)*. Population *(bimestriel)*.
• *Offices des migrations internationales* (OMI). [Établissement public de l'État].	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 53 69 53 70.	OMISTATS : Annuaire des migrations *(annuel)*.
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT (Ministère)	Direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22.	
	Centre d'éditions et publications et de prospectives « Villes et Territoires » : Arche de La Défense, Paroi Nord. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 15 99.	

(1) Publié par La Documentation française, 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 01 40 15 70 00.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT (Ministère) *[suite]*	Direction des affaires économiques et internationales. Service économique et statistique : Tour Pascal B. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22. Site Internet du ministère : www.equipement.gouv.fr	Statistiques de la construction *(trimestriel)*. Statistiques et études générales *(irrégulier)*. Notes vertes économiques. Le compte du logement. Rapport à la commission des comptes du logement *(annuel)*. Note de conjoncture *(mensuelle)*. Mémento de statistiques des transports *(annuel)*. Enquête annuelle d'entreprise : les entreprises de transport. • *Notes de synthèse (mensuel).* • *Les transports en ... (annuel).* Rapport à la commission des comptes des transports de la Nation. Le marché des véhicules : fichier central des automobiles : parc et immatriculations *(annuel)*. L'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)*. Les trafics de marchandises : banque de données des transports SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) - résultats généraux. Le trafic de voyageurs par autobus et autocars : parc des véhicules et flux transportés *(annuel)*.
• *Aviation civile*	Direction générale de l'Aviation civile 48, rue Camille-Desmoulins. 92452 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX. Tél. : 01 41 09 43 21	Bulletin statistique de la DGAC *(annuel)*.
• *Mer*	Direction du Transport maritime, des ports et du littoral : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : 01 44 49 85 60.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel et annuel)*.
	Direction des affaires maritimes et des gens de mer : Bureau de la plaisance. 3, place de Fontenoy. 75700 Paris. Tél. : 01 44 49 82 00. www.equipement.gouv.fr/france.ocean.	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*.
	Centre administratif des affaires maritimes : BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. 02 99 82 78 78.	Statistiques maritimes françaises. La plaisance en quelques chiffres *(annuel)*. Statistiques plaisance *(annuel)*.
• *Routes*	Direction de la sécurité et de la circulation routières : Arche Sud. 92055 LA DÉFENSE CEDEX. Tél. : 01 40 81 21 22	Bilan annuel : statistiques et commentaires *(annuel)*.
	Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand, B.P. 100. 92223 BAGNEUX CEDEX. Tél. : 01 46 11 31 31.	Données de base : circulation, sécurité (disquette). Circulation, accidents sur les routes nationales et autoroutes : données de base.
• *Tourisme*	Direction du Tourisme (bureau de la statistique touristique) : 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 44 37 36 00.	Collection de l'économie et du tourisme. Mémento du tourisme *(annuel)*.
• *Météo France* ..... (Établissement public à caractère administratif)	1, quai Branly. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 45 56 71 71. www.meteo.fr. Service central d'exploitation de la météorologie : 42, avenue Gustave-Coriolis. 31057 TOULOUSE CEDEX. Tél. : 05 61 07 80 80.	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
FONCTION PUBLIQUE, RÉFORME DE L'ÉTAT ET DÉCENTRALISATION (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques) : 32, rue de Babylone. 75007 Paris. Tél. : 01 42 75 80 00. www.fonction publique.gouv.fr.	La fonction publique de l'État en 19.. *(annuel)*.
INTÉRIEUR (Ministère)	Direction générale des collectivités locales (service des statistiques, des études et des techniques locales) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 40 07 60 60 et 01 49 27 49 27.	Collection décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel)*, 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu. Bulletin d'informations statistiques de la DGCL.
	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis*, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : 01 49 27 49 27.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel)*.
	Direction de la sécurité civile : 18, rue Ernest-Cognacq. 92300 LEVALLOIS-PERRET. Tél. : 01 49 27 49 27 et 01 40 07 60 60. Site Internet du Ministère : www.intérieur.gouv.fr	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel)*.
JEUNESSE ET SPORTS (Ministère)	Direction de l'administration générale (bureau de la coordination et de la modernisation administrative) : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : 01 40 45 90 00. www.jeunesse-sports.gouv.fr	Statistiques jeunesse et sports. Licences sportives et sections de clubs *(annuel)*. Chiffres clés *(trimestriel)*.
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (sous-direction de la statistique, des études et de la documentation) : 7, rue Scribe. 75009 PARIS. Tél. : 01 44 77 66 00.	Annuaire statistique de la justice. Études statistiques *(irrégulier)*. Chiffres clés de la justice *(annuel)*. Infostat justice : bulletin d'information de la sous-direction de la statistique, des études et de la documentation.
	Direction de l'administration pénitentiaire. 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : 01 44 77 60 60.	Rapport annuel de l'administration pénitentiaire. Rapport annuel de la Cour de cassation à M. le garde des Sceaux.
	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : 01 44 77 60 60. www.justice.gouv.fr	Établissements et services du secteur justice *(annuel)*. Bilan statistique *(annuel)*.
CNIL (Autorité indépendante)	Commission nationale de l'informatique et des libertés : 21, rue Saint-Guillaume. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : 01 53 73 22 22.	

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

EUROSTAT ..... *Office statistique des communautés européennes* [OSCE]	Bureau d'information L 2920 Luxembourg Tél. : 00 352 4301 34567	Les publications, les disquettes et cédéroms d'EUROSTAT sont vendus au : Data Shop Eurostat Paris INSEE INFO Service 195, rue de Bercy Tour Gamma A F - 75582 PARIS CEDEX 12 Tél. : + 33 (0) 1 53 17 88 44 Fax : + 33 (0) 1 53 17 88 22 E. mail : DataShop @ dg 75 iisa.insee.atlas.fr
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques 2, rue André Pascal, 75016 PARIS Tél. : 01 45 24 82 00.	
Organisation mondiale de la Santé [OMS]	Palais des Nations, 20, avenue Appia, 1211, CH-Genève, Suisse.	
Organisation des Nations unies [ONU]	Centre d'information 1, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : 01 43 06 48 39.	
Population reference bureau [PRB].....	1875 Connecticut Ave., NW, suite 520, Washington, DC 20 009-5728 USA.	

LISTE DES MINISTÈRES

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice
Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie
Ministère de l'Intérieur
Ministère des Affaires étrangères
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Ministère de la Défense
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement
Ministère de la Culture et de la Communication
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement
Ministère des Relations avec le Parlement
Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Décentralisation
Ministère de la Jeunesse et des Sports

L'INSEE VOUS INFORME
24 H SUR 24

au 08 36 68 07 60*
indices, informations, adresses utiles
(2,23 FF la minute)

sur Minitel : 3615 INSEE
(1,01FF/mn)

ou : 3617 INSEE
pour recevoir directement chez vous
les informations par télécopie
(5,57FF/mn)

LES PERIODIQUES DE L'INSEE

ECONOMIE ET STATISTIQUE



LA REVUE CENTRALE DE L'INSEE

Derniers dossiers parus :

- Les PME
- Les brevets
- Bilan - Formation - Emploi
- Les trajectoires des jeunes
- Qualité de l'information économique
- Les ménages et leurs logements
- L'économie de la protection sociale
- L'école, les élèves et les parents
- Structuration socioéconomique de la ville
- Le patrimoine des Français
- Marché du travail et mobilité
- La population active à l'horizon 2050

ECONOMIE ET STATISTIQUE , c'est...

... l'analyse de l'actualité économique nationale et internationale sous forme d'études et de dossiers rédigés dans un style accessible au non-spécialiste.
La prospective, les grands thèmes du débat social complétés de bibliographies détaillées, font l'objet d'articles illustrés de tableaux chiffrés et de graphiques.

180 pages - format 21 x 29,7
46 FF le numéro simple
Vendu dans les Directions Régionales de l'INSEE ou par abonnement*
et disponible dans 200 librairies spécialisées

Abonnement 1 an, 10 numéros : 414 FF* (France 414 FF* - Europe 518 FF* - "Reste du Monde" 633 FF*)
* Tarifs applicables du 1er Janvier au 31 Décembre 1997

Bon de commande

à retourner à :

INSEE - CNGP
BP 2718
80027 AMIENS CEDEX 01
Tél. : 03 22 92 73 22
Fax : 03 22 97 92 95

Je souhaite m'abonner à **"Economie et Statistique"**, 1 an, 10 numéros - Tarif 1997*
❑ 414 FF* France ❑ 518 FF* Europe ❑ 633 FF* "Reste du Monde"

Nom ou raison sociale . . . . . Activité

Adresse

. . . . . Tél. . . . . Fax

Je règle un montant de ..... **FF* (total des abonnements) par :**
❑ **Chèque** (à l'ordre de l'INSEE) ❑ **Carte bancaire :** ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*
Carte n° |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Date d'expiration |_|_|_|_|
Date de la commande : ..... Signature obligatoire

** pour l'Europe libellé en FF* ***N.B. Toute commande par fax devra être obligatoirement confirmée par courrier***

INSEE

AUTRES ORGANISMES

Artisanat

Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM)
Direction des relations publiques et des services généraux
12, avenue Marceau - 75008 Paris
Tél. : 01 44 43 10 00

Assurance

Caisse nationale de prévoyance (CNP)
4, place Raoul-Dautry - 75007 Paris
Tél. : 01 42 18 88 88

Audiovisuel

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)
Tour Mirabeau - 39-43 quai André-Citroën
- 75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 38 00

France 2
22, avenue Montaigne - 75387 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 21 42 42

France 3 - (Ile de France)
66, rue Jean-Bleuzen - 92170 Vanves
Tél. : 01 41 09 33 33

Institut national de l'audiovisuel (INA)
4, avenue de l'Europe - 94366 Bry-sur-Marne Cedex
Tél. : 01 49 83 20 00

La Sept (Société européenne de programmes de télévision)
50, avenue Théophile-Gautier - 75217 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 14 77 77

Médiamétrie
55-63, rue Anatole-France - 92532 Levallois-Perret Cedex
Tél. : 01 47 58 97 58

Radio-France
116, avenue du Président-Kennedy - 75220 Paris Cedex 16
Tél. : 01 42 30 22 22

Radio-France Internationale (RFI)
116, avenue du Président-Kennedy - 75016 Paris
Tél. : 01 42 30 22 22

Radio-télévision française d'Outre-mer (RFO)
35 - 37, rue Danton - 92000 Malakoff
Tél. : 01 55 22 71 00

Société française de production et de création audiovisuelles (SFP)
2, avenue de l'Europe - 94360 Bry-sur-Marne
Tél. : 01 49 83 40 00

Télédiffusion de France (siège social)
10, rue d'Oradour-sur-Glane - 75732 Paris Cedex 15
Tél : 01 55 95 10 00

Télévision française 1 (TF1)
1 quai Point-du-Jour - 92656 Boulogne Cedex
Tél. : 01 41 41 12 34 ou 01 41 41 09 09

Bâtiment, travaux publics

Fédération nationale du bâtiment (FNB)
9, rue La Pérouse - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 40 69 51 00

Fédération nationale des travaux publics (FNTP)
3, rue de Berri - 75008 Paris
Tél. : 01 44 13 31 44

Caoutchouc et matières plastiques

Fédération de la plasturgie
65, rue de Prony - 75854 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 16 16

Syndicat national du caoutchouc et des plastiques (SNCP)
60, rue Auber - 94408 Vitry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 57 57

Charbon

Charbonnages de France
100, avenue Albert 1er - 92503 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 35 00

Comité charbonnier de l'importation et du commerce
10, rue Laborde - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 84 84

Chasse

Office national de la chasse
85 *bis*, avenue Wagram - 75017 Paris
Tél. : 01 44 15 17 17

Chimie de base

Union des industries chimiques (UIC)
Le Diamant A - 92909 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 46 53 11 00

Construction aéronautique

Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS)
4, rue Galilée - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 17 00

Construction électrique et électronique

Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC)
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 05 70 70

Syndicat de l'industrie des technologies de l'information
11-17, rue Hamelin - 75783 Paris Cedex 16
Tél : 01 45 05 71 05

Construction mécanique

Association française des constructeurs de pompes (AFCP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 98

Association française des industries de la robinetterie (AFIR)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 62 98

Chambre française de l'horlogerie et des microtechniques
90, rue de Miromesnil - 75008 Paris
Tél. : 01 53 77 29 00

Chambre syndicale des fabricants et négociants d'appareils de laboratoire (FABRILABO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. : 01 47 17 63 97

Association Française de la mécanique de haute précision
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 91

Fédération française des industries de l'image
5 *bis*, rue Jacquemont - 75017 Paris
Tél. : 01 40 25 96 65

Groupement des fabricants de matériels de chauffage central par l'eau chaude (CMC)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 61 64

Groupement des industries françaises de l'optique (GIFO)
Maison de la Mécanique
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 00

Syndicat des constructeurs de compresseurs
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de machines pour les industries du papier, du carton et des arts graphiques (SCIPAG)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 50

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de petites turbines hydrauliques (SCPTH)
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat des constructeurs de turbines et de matériels énergétiques lourds (SYSTEMEL)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 48

Asociation des constructeurs de matériels alimentaires (ACMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des constructeurs de matériel de génie chimique (SYMAGEC)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des constructeurs de matériel pour mines, tunnels et travaux souterrains (SYTRAMINES)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 64

Syndicat des fabricants d'outillage et de produits à base de diamant (SYFODIA)
39, rue Louis Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA)
19, rue Jacques-Bingen - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 85 90

Syndicat des industries de matériel de manutention (SIMMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 27

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 58

Syndicat de la machine-outil, de l'assemblage et de la productique associée (SYMAP)
Maison de la Mécanique
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national des fabricants de matériel de soudage (SMS)
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 67 17

Syndicat national de la chaudronnerie, de la tôlerie et de la tuyauterie industrielle (SNCT)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 71

Syndicat national des fabricants des boîtes d'emballages et bouchages métalliques (SNFBM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 47

Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (SNITEM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 88

Syndicat national des industries d'équipement (MTPS)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 20

Syndicat de la mesure
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 43 34 76 81

Union des constructeurs de matériel textile de France (UCMTF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 45

Union intersyndicale des constructeurs de matériel aéraulique, thermique, thermodynamique et frigorifique (UNICLIMA)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 62 92

Union nationale des industries de transmissions oléohydrauliques et pneumatiques (UNITOP)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 09

Union nationale des industries de transmissions mécaniques (UNITRAM)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 69

Construction navale

Chambre syndicale des constructeurs de navires
47, rue de Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 00

Culture, loisirs et sports

Bibliothèque nationale
58, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 47 03 81 26

Centre national de la cinématographie (CNC)
12, rue de Lubeck - 75784 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 34 34 40

La Française des jeux
5-7, rue Beffroy - 92543 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 46 41 35 35

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Électricité

Électricité de France - (Observatoire du système électrique)
6, rue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 42 22 22

Emploi

Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)
80, rue de Reuilly - 75012 Paris
Tél. : 01 53 17 20 00

Énergie

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
27, rue Louis Vicat - 75015 Paris
Tél. : 01 47 65 20 00

Centre d'étude et de recherche économique sur l'énergie (CEREN)
36, rue Guersant - 75017 Paris
Tél. : 01 53 81 82 20

Finance et bourse

Banque de France
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Caisse des dépôts et consignations
56 rue de Lille - 75356 Paris Cedex 07 SP.
Tél. : 01 40 49 56 78

Caisse française de développement (CFD)
Cité du Retiro - 35-37, rue Boissy-d'Anglas - 75379 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 06 31 31

Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP)
27-29, rue de la Tombe-Issoire - 75673 Paris
Tél. : 01 40 78 40 78

Commission bancaire
73, rue de Richelieu - 75002 Paris
Tél. : 01 42 92 42 92

Commission des opérations de bourse (COB)
Tour du pont Mirabeau - 39-43, quai André-Citroën - 75739 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 65 65

Conseil national du crédit
1, rue de la Vrillière - 75001 Paris
Tél. : 01 42 92 27 10

Société des bourses françaises
39, rue Cambon - 75039 Paris Cedex 01
Tél : 01 49 27 10 00

Fonderie et travail des métaux

Association des fabricants de fixation mécanique
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 24

Chambre syndicale des industries métallurgiques et connexes de la région de Thiers
Place de l'Europe - 63300 Thiers
Tél. : 04 73 80 03 76

Fédération des Industries mécaniques
39, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 60 00

Syndicat des constructeurs de moteurs à combustion interne (SCMCI)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 47 17 62 81

Syndicat général des fondeurs de France (SGFF)
45, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris Cedex La Défense
Tél. : 01 43 34 76 30

Syndicat national des entreprises d'applications de revêtement et traitement de surfaces (SATS)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 34

Syndicat national du décolletage (SND)
2, avenue de Châtillon - 74300 Cluses
Tél. : 04 50 98 07 68

Groupement français des industries transformatrices des métaux en feuilles minces (GIMEF)
39, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national de l'estampage et de la forge (SNEF)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 17

Union Nationale des Industries de la Quincaillerie (UNIQ)
16, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 20 75 ou 01 45 63 62 50

Syndicat national des fabricants de ressorts (SNFR)
39-41, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 10

Syndicat national du matriçage de laiton et de métaux non ferreux
39-41, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 63 95

Syndicat de l'industrie de l'outillage (SIO)
39-41, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 59

Union intersyndicale des fabricants d'articles pour la table, le ménage et activités connexes (UNITAM)
39-41, rue Louis-Blanc - 92038 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 17 64 60

Gaz

Gaz de France - Direction des services économiques et commerciaux
23, rue Philibert-Delorme - 75840 Paris Cedex 17
Tél. : 01 47 54 20 20

Imprimerie, presse, édition

Fédération de l'imprimerie et de la communication graphique (FICG)
68, boulevard Saint-Marcel - 75005 Paris
Tél. : 01 44 08 64 46

Syndicat national de l'édition (SNE)
115, boulevard Saint-Germain- 75006 Paris
Tél. : 01 44 41 40 50

Industries agricoles et alimentaires

Association des brasseurs de France
25, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.
Tél. : 01 42 66 29 27

Association nationale de la meunerie française (ANMF)
66, rue La-Boétie, 75008 Paris.
Tél. : 01 43 59 45 80

Association nationale interprofessionnelle du champignon de couche (ANICC)
44, rue d'Alésia, 75682 Paris Cedex 14.
Tél. : 01 53 91 44 44

Association des fabricants de compléments pour l'alimentation animale (AFCA)
41, *bis*, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.
Tél. 01 47 53 64 00

Association pour la recherche et le développement de la chicorée de France
84, rue François-Herbo, 59310 Orchies.
Tél. : 03 20 64 48 30

Bureau national interprofessionnel de l'armagnac (BNIA)
Place de la Liberté, BP 3, 32800 Eauze.
Tél. : 05 62 08 11 00

Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC)
Allée du Champ-de-Mars, BP 18, 16101 Cognac Cedex.
Tél. : 05 45 35 60 00

Bureau interprofessionnel du pruneau
2, rue des Magnolias, 47303 Villeneuve-sur-Lot
Tél. : 05 53 41 55 55

Chambre syndicale des eaux minérales
10, rue de La-Trémoille, 75008 Paris.
Tél. : 01 47 20 31 10

Chambre syndicale des fabricants de levure de France
15, rue du Louvre - 75001 Paris
Tél. : 01 45 08 54 82

Chambre syndicale de la malterie française
33, rue du Louvre 75002 Paris
Tél. : 01 53 00 94 50

Chambre syndicale de la margarinerie et des industries de corps gras alimentaires
118, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly.
Tél. : 01 46 37 23 01

Chambre syndicale des raffineurs de sucre
23 avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.
Tél. : 01 49 52 66 96

Comité français de la semoulerie industrielle (CFSI)
23, rue d'Artois, 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 72 40

Comité interprofessionnel des vins de Champagne (CIVC)
5, rue Henri-Martin, BP 135, 51200 Épernay
Tél. : 03 26 51 19 30

Confédération française de la conserve (CFC)
44, rue d'Alésia, 75682 Paris Cedex 14.
Tél. : 01 53 91 44 44

Confédération générale des planteurs de betteraves
43-45, rue de Naples - 75008 Paris
Tél : 01 44 69 39 00

Confédération nationale des glaciers de France
64, rue Caumartin - 75009 Paris
Tél : 01 48 74 72 28

Conseil national des vins aromatisés (CNVA)
8, rue de l'Isly, 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 33

Fabricants aliments chiens chats oiseaux (FACCO)
46, boulevard Magenta, 75010 Paris
Tél. : 01 48 03 29 11

Fédération des industries condimentaires de France
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 53 42 33 80

Fédération française des industries charcutières
3, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris.
Tél. : 01 53 81 78 87

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL)
34, rue Saint-Pétersbourg, 75008 Paris.
Tél. : 01 49 70 72 85

Fédération nationale de la coopérative bétail et viande (FNCBV)
49, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.
Tél. : 01 44 17 57 70

Fédération nationale des boissons
49, rue de la Glacière, 75013 Paris.
Tél. : 01 45 87 21 41

Fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animales (SYNCOPAC)
129, boulevard Saint-Germain, 75279 Paris Cedex 06.
Tél. : 01 43 29 87 02

Fédération nationale des coopératives laitières
34, rue Saint-Pétersbourg, 75008 Paris.
Tél : 01 49 70 72 90

Fédération nationale des industries de corps gras
118, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly.
Tél. : 01 46 37 20 25

Fédération nationale des producteurs de rhum (FENARUM)
4, rue A. Houssaye, 75008 Paris.
Tél. : 01 43 59 70 84

Fédération nationale des syndicats de confituriers
et de conserveurs de fruits,
3, rue de Logelbach, 75847 Paris Cedex 17.
Tél. : 01 42 27 77 12 ou 01 42 27 43 02

Fédération nationale des producteurs de pomme de terre industrielle (FNPTI)
29, rue du Général Foy, 75008 Paris.
Tél. : 01 45 22 52 19

Intersyndicale des fabricants d'aliments d'allaitement (IFAA)
34, boulevard de Sébastopol, 75004 Paris.
Tél. : 01 53 01 90 20

Institut national appellations origine (INAO)
6 rue Fresnel - 14000 Caen
Tél : 01 31 95 20 20

L'Alliance 7,
194, rue de Rivoli, 75001 Paris.
Tél. : 01 44 77 85 85

Office national interprofessionnel des céréales (ONIC)
21, avenue Bosquet, 75007 Paris.
Tél. : 01 44 18 20 00

Organisation nationale interprofessionnelle des oléagineux (ONIDOL)
12, avenue George-V, 75008 Paris.
Tél. : 01 40 69 49 50

Office national interprofessionnel des vins (ONIVINS)
232, rue de Rivoli - 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 32 00

Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)
53, Quai d'Orsay - 75347 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 61 50

Société nationale interprofessionnelle de la tomate (SONITO)
54, chemin de Bonaventure, 84000 Avignon.
Tél. : 04 90 86 64 39

Syndicat des eaux de source
Allée Charles-V - 94300 Vincennes.
Tél. : 01 43 65 51 18

Syndicat des industriels fabricants de pâtes alimentaires de France
23, rue d'Artois, 75008 Paris.
Tél. : 01 45 63 95 44

Syndicat général des fabricants d'huile
et de tourteaux de France
118, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly.
Tél. : 01 46 37 22 06

Syndicat national des déshydrateurs de France
45, rue de Richelieu, 75001 Paris.
Tél. : 01 42 61 72 94

Syndicat national des fabricants de bouillons et potages
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 45 22 56 05

Syndicat national des fabricants de liqueurs
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de produits surgelés et congelés
18, rue de la Pépinière - 75008 Paris.
Tél. 01 53 42 13 30

Syndicat national des fabricants de sirops
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 53 04 30 20

Syndicat national des fabricants de sucre de France
23, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16.
Tél. : 01 49 52 66 66

Syndicat national des fabricants de vinaigres
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA),
41 *bis*, boulevard de La Tour-Maubourg - 75007 Paris.
Tél. : 01 44 18 63 50

Syndicat national des industries cidricoles,
44, rue d'Alésia, 75014 Paris.
Tél. : 01 53 91 45 33

Syndicat national des triturateurs conditionneurs
de poivres et épices,
8, rue de l'Isly, 75008 Paris.
Tél. : 01 53 42 33 80

Syndicat national du commerce du porc (SNCP)
5, rue de la Corderie. Centra 384, 94596 Rungis Cedex.
Tél. : 01 53 02 40 20

Syndicat national des fabricants des produits laitiers frais (SYNDIFRAIS)
34, rue Saint-Pétersbourg, 75008 Paris.
Tél. : 01 49 70 72 30

Union des producteurs français de spiritueux
8, rue de l'Isly 75008 Paris
Tél. : 01 53 04 30 25

Union des syndicats des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (USIPA)
4, place d'Estienne-d'Orves, 75009 Paris.
Tél. : 01 48 78 51 00

Union nationale des producteurs de jus de fruits
10, rue de Liège, 75009 Paris.
Tél. : 01 48 74 31 16

Union syndicale des producteurs de sucre et de rhum de La Réunion,
46 rue de la Bourdonnais, BP 57, 97462 Saint-Denis.
Tél. : 0 262 21 67 00

Union des fabricants français d'équipements pour boulangerie-pâtisserie, biscuiterie-biscotterie, glacerie-chocolaterie (UFFEB)
13, rue Saint-Lazare - 75009 Paris
Tél. : 01 42 80 44 41

Industrie du bois et de l'ameublement

Chambre syndicale nationale de la literie
6, avenue du Coq - 75009 Paris
Tél. : 01 42 85 44 33

Union des industries du bois (UIB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Fédération des industries lourdes du bois (FILB)
33, rue de Naples - 75008 Paris
Tél. : 01 53 42 15 50

Fédération nationale du bois
1, place André-Malraux - 75001 Paris
Tél. : 01 42 60 30 27

Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA)
28 *bis*, avenue Daumesnil - 75012 Paris
Tél. : 01 44 68 18 00

Industrie du cuir et de la chaussure

Conseil national du cuir
109, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75373 Paris Cedex 08
Tél. : 01 43 59 05 69

Industries diverses

Chambre syndicale de l'édition musicale (CSDEM)
62, rue Blanche - 75009 Paris
Tél. : 01 48 74 09 29

Industrie du verre

Fédération des chambres syndicales de l'industrie du verre
3, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 01 42 65 60 02

Fédération des cristalleries et verreries à la main et mixtes
32, rue de Paradis - 75010 Paris
Tél. : 01 47 70 26 42

Ingénierie

Bureau Véritas
17 *bis*, place des Reflets - La Défense 2
92077 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 42 91 52 91

International

Sources d'Europe
Socle de la Grande Arche - 92054 Paris La Défense
Tél. : 01 41 25 12 12

Fond monétaire international (FMI)
Bureau Européen à Paris
66, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 01 40 69 30 70

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2, rue André-Pascal - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 24 82 00

Organisation des Nations-Unies (ONU)
Centre d'information - 1, rue Miollis - 75015 Paris
Tél. : 01 43 06 48 39

Matériaux de construction

Confédération des industries céramiques de France
(pour les argiles, kaolin, feldspath, carreaux, produits réfractaires, sanitaires, poterie, porcelaine)
15, avenue Victor-Hugo - 75116 Paris
Tél. : 01 45 00 18 56

Fédération française de tuiles et briques de France (FFTB)
17, rue Letellier - 75015 Paris
Tél. : 01 44 37 07 10

Syndicat français de l'industrie cimentière
7, place de la Défense, 92974 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 55 23 01 23

Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM)
3, rue Alfred-Roll, BP 83 - 75828 Paris Cedex 17
Tél. : 01 44 01 47 01

Matériel de transport terrestre

Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA)
2, rue de Presbourg - 75008 Paris
Tél. : 01 49 52 51 00

Bureau intersyndical des constructeurs et réparateurs de matériel ferroviaire
12, rue Bixio - 75007 Paris
Tél. : 01 45 56 13 53

Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces automobiles (SFEPA)
Service statistique
79, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 Suresnes
Tél. : 01 46 25 02 30

Minerais de fer et sidérurgie

Centre professionnel des statistiques de l'acier (CPS)
ZAC du Pont Tournant - 173-179, boulevard Félix-Faure
93300 Aubervilliers
Tél. : 01 41 25 52 00

Syndicat national des fabricants d'étirés et profilés en acier (ETIRACIER)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 47 54 94 27

Syndicat national du laminage à froid du feuillard d'acier (FFA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 12 70 70

Syndicat national du profilage des produits plats en acier (SNPPA)
2, rue de Logelbach - 75017 Paris
Tél. : 01 42 72 70 75

Minerais, minéraux, métaux et demi-produits non ferreux

Association française interprofessionnelle du cadmium
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 40 74 02 99

Fédération des chambres syndicales des minerais et des métaux non ferreux
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Syndicat de l'Industrie de l'Outillage (SIO)
39-41, rue Louis-Blanc - 92400 Courbevoie
Tél. :01 47 17 64 59

Syndicat général des affineurs de France
30, avenue de Messine - 75008 Paris
Tél. : 01 45 63 02 66

Parachimie et industrie parachimique

Association des industries des savons et des détergents (AISD)
118, avenue Achille-Peretti - 92200 Neuilly
Tél. : 01 47 47 60 00

Fédération des industries de la parfumerie
8, place du Général-Catroux - 75017 Paris
Tél. : 01 44 15 83 83

Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP)
88, rue de la Faisanderie - 75782 Paris Cedex 16
Tél. : 01 45 03 88 88

Pâtes, papiers, cartons

Confédération des producteurs de papiers, cartons et celluloses (COPACEL)
154, boulevard Haussman - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 24 00

Fédération française du cartonnage
15, rue de l'Abbé-Grégoire - 75006 Paris
Tél. : 01 45 44 13 37

Fédération nationale des transformateurs de papier
6, square de l'Opéra-Louis-Jouvet - 75009 Paris
Tél. : 01 42 68 01 94

Pêche

Comité central des armateurs de France (CCAF)
47, rue Monceau - 75008 Paris
Tél. : 01 53 89 52 52

Comité national des pêches maritimes
51, rue Salvador-Allende, 92027 Nanterre Cedex.
Tél. : 01 47 75 01 01

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et des cultures marines (FIOM)
11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.
Tél. : 01 53 00 96 96

Pétrole

Comité professionnel du pétrole
Tour Corosa - 3, rue E.-et-A.- Peugeot - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 16 94 60

Elf-Aquitaine
Tour-Elf - 2, place Coupole La Défense 6
92078 Paris La Défense Cedex
Tél. : 01 47 44 45 46

Institut français du pétrole (IFP)
1 à 4, avenue de Bois-Préau - BP 311 - 92852 Rueil-Malmaison
Tél. : 01 47 52 60 00

Union française des industries pétrolières (UFIP)
4, avenue Hoche - 75008 Paris
Tél. : 01 40 53 70 00

Santé-Transferts sociaux

Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)
66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14
Tél. : 01 42 79 30 30

Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
23, rue Daviel - 75634 Paris Cedex 13
Tél. : 01 45 65 52 52

Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
101, rue de Tolbiac - 75654 Paris Cedex 13
Tél. : 01 44 23 60 00

Union des caisses centrales de la mutualité agricole (UCCMA)
8-10, rue d'Astorg - 75413 Paris Cedex 08
Tél. : 01 44 56 77 77

Textiles artificiels et synthétiques

Syndicat français des textiles artificiels et synthétiques (SFTAS)
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 30 82

Textiles et habillement

Comité central de la laine et des fibres associées
37-39, rue de Neuilly - BP 121 - 92113 Clichy Cedex
Tél. : 01 47 56 31 41

Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques
Avenue E.-Van-Nieuwenhuysen - BP 1160 Bruxelles
Tél. : 00 32 26 76 74 55

Confédération générale des filateurs et tisseurs de lin (CGFTL)
40, rue Eugène-Jacquet - Sac Postal n° 15
59708 Marcq-en-Barœul
Tél. : 03 20 99 24 37

Groupement des industries des rubans, tresses, tissus élastiques et passementerie (GIRTEP)
17, rue de l'apprentissage - 42000 Saint-Étienne
Tél. : 04 77 32 41 41

Groupement professionnel de la soierie et du tissage
55, montée de Choulans - 69323 Lyon Cedex 05
Tél. : 04 72 56 49 73

Syndicat des producteurs français de ficelles, cordages et filets (FICCORFIL)
26, rue la Pépinière - 75008 Paris
Tél. : 01 42 93 00 76

Syndicat français des enducteurs, calandreurs et fabricants de revêtements de sols et murs
21, rue du Général-Foy - 75008 Paris
Tél. : 01 45 22 18 44

Syndicat général de la filterie française
40, rue Eugène-Jacquet - 59700 Marcq-en-Baroeul
Tél. : 03 20 99 24 33

Transport

Régie autonome des transports parisiens (RATP)
54, quai de la Rapée - 75599 Paris Cedex 12
Tél. : 01 44 68 20 20

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)
Direction du contrôle de gestion
88, rue Saint-Lazare - 75436 Paris Cedex 09
Tél. : 01 53 25 60 00

Voies navigables de France (VNF)
175, rue Ludovic-Bouteleux - BP 820 - 62408 Béthune
Tél. : 03 21 63 24 24

Divers

Conseil économique et social
1, avenue d'Iéna - 75775 Paris Cedex 16
Tél. : 01 44 43 60 00

Journal officiel
26 rue Desaix - 75725 Paris Cedex 15
Tél. : 01 40 58 75 00

L'information dont vous avez besoin
se trouve à l'INSEE

SOCIAL : MODE D'EMPLOI



79 FF - 188 pages
Également disponible en librairie.

Aménagement du temps de travail, financement des retraites, mutations de l'enseignement supérieur...
La société française bouge et s'interroge.
Vous avez besoin de savoir ce qui se passe ? Vous voulez comprendre, participer, faire des choix ?
Publié pour la première fois cette année, *France, portrait social* vous informe et vous éclaire.
Cet ouvrage restitue les évènements marquants de l'année sociale écoulée, les interprète,
décrypte les tendances lourdes de la société française, et approfondit les questions-clés.
Trois dossiers détaillés, trente fiches thématiques : le mode d'emploi du social en France.

INSEE

Serveur vocal :
08 36 68 07 60 (2,23 F la minute)
Minitel :
3615 INSEE (1,01 F la minute)
Web :
http://www.insee.fr

BON DE COMMANDE

Je commande.....ouvrage(s) "France, portrait social 1997/1998"

Ci-joint mon règlement de.....FF*
**majoré d'une participation forfaitaire aux frais d'envoi : France : 15 FF, Étranger : 30 FF*

❑ par chèque (à l'ordre de l'INSEE)

❑ par carte bancaire : ❑ Visa ❑ Mastercard ❑ Eurocard *(seules cartes acceptées)*

Carte n° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Date d'expiration : |_|_|_|_|

Date de la commande : Signature *(obligatoire)* :

À retourner accompagné de votre paiement à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS cedex 12

Nom : _____
Prénom : _____
Société : _____
Service/Fonction : _____
Téléphone : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

AGENCY : 01 42 60 54 23

INSEE

TARIF 1998

LES PUBLICATIONS

COLLECTION SYSTÈME STATISTIQUE PUBLIC

RECUEIL D'ÉTUDES SOCIALES

Une sélection d'études sur l'actualité sociale les plus récemment publiées par différents organismes publics français d'études et de statistiques.

Abonnement 1 an (3 numéros)
France : 315 FF - Europe : 394 FF - Reste du monde : 421 FF

SYNTHÈSES

Cette nouvelle collection présente des études et des enquêtes faites par les organismes du système statistique public.

Abonnement 1 an (6 numéros)
France : 436 FF - Europe : 545 FF - Reste du monde : 623 FF

LA CONJONCTURE
COLLECTION "INSEE CONJONCTURE"

INFORMATIONS RAPIDES

Série de 350 numéros par an, présentant dès leur disponibilité les derniers indices et les résultats les plus récents des enquêtes de conjoncture de l'INSEE.

Elle inclut les 105 numéros des "Principaux indicateurs" (chiffres essentiels de l'économie) qui peuvent faire l'objet d'un abonnement à part par courrier ou par télécopie.

Abonnement
Principaux Indicateurs (105 numéros par an):
. par télécopie :
France : 2 000 FF - Europe : 2 500 FF - Reste du monde : 3 000 FF
. par courrier :
France : 830 FF - Europe : 1 038 FF - Reste du monde : 1 288 FF

Abonnement Informations Rapides (245 numéros par courrier) + les principaux Indicateurs par télécopie :
France : 2 950 FF - Europe : 3 688 FF - Reste du monde : 4 563 FF

Abonnement à l'ensemble de la série par courrier :
France : 1 750 FF - Europe : 2 188 FF - Reste du monde : 2 691 FF

TABLEAU DE BORD HEBDOMADAIRE

Un panorama complet et actualisé de la conjoncture économique française et internationale. Le supplément "Série longues " donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an (50 numéros + 1 supplément Séries longues)
France : 1 500 FF - Europe : 1 875 FF - Reste du monde : 2375 FF

NOTE DE CONJONCTURE

Trois notes de synthèse et un point de conjoncture pour suivre la situation et les perspectives à moyen terme de l'économie française. Le supplément "Séries longues" donne des tableaux et des graphiques sur 25 ans.

Abonnement 1 an (3 notes + 1 point + 1 supplément Séries longues)
France : 200 FF - Europe : 250 FF - Reste du monde : 296 FF

CONJONCTURE IN FRANCE

Deux fois par an une synthèse de la conjoncture économique de la France rédigée en anglais.

Abonnement 1 an (2 numéros)
France : 48 FF - Europe : 60 FF - Reste du monde : 72 FF

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE DIRECTION DE LA PRÉVISION

Deux fois par an, un panorama de la conjoncture mondiale dressé par la Direction de la Prévision. En supplément, deux points de conjoncture internationale.

Abonnement 1 an (2 notes + 2 points)
France : 150 FF - Europe : 188 FF - Reste du monde : 239 FF

BULLETIN D'ABONNEMENT

À RETOURNER À : INSEE - CNGP BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex 01
Tél. : 03 22 92 73 22 - Fax : 03 22 97 92 95

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes : .....
.....
.....

Nom ou raison sociale : .....

Activité : ..... Tél : ..... Fax : .....

Adresse : .....
.....

Je règle un montant de ..... FF* (total des abonnements) par : ☐ **chèque** (à l'ordre de l'Insee).

☐ **Carte bancaire.** ☐ Visa ☐ Mastercard ☐ Eurocard ***(seules cartes acceptées)***

Carte N° |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| Expire au : |_|_| |_|_|.

Date : **Signature obligatoire :**

**pour l'Europe libellé en FF.*
N.B. : Toute commande par fax devra être obligatoirement confirmée par courrier.

INSEE

TARIF 1998

LES PUBLICATIONS

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION

INSEE ACTUALITES

"INSEE ACTUALITÉS magazine" est un catalogue trimestriel des nouveautés de l'INSEE : publications, banques de données... ; il est adressé à toute personne ou organisme désireux de suivre l'actualité de l'INSEE.

Abonnement gratuit sur simple demande à :
Insee - Direction générale
Abonnement à Insee Actualités - Timbre H533
18 bd A. Pinard - 75675 Paris cedex 14

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an cette revue interministérielle vous informe sur l'ensemble des activités du système statistique public et sur l'évolution des outils et des méthodes.

Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 135 FF - Europe : 169 FF - Reste du monde : 234 FF

BLOC-NOTES DE INSEE INFO SERVICE

A la fois un répertoire et un guide de l'information économique. Le "thème du mois" fournit des repères sur un sujet d'actualité.

Abonnement 1 an (11 numéros)
France : 185 FF - Europe : 231 FF - Reste du monde : 351 FF

S C R I B E C O

Une revue bibliographique reflet du fonds documentaire de l'INSEE.

Abonnement 1 an (6 numéros)
France : 657 FF - Europe : 821 FF - Reste du monde : 892 FF

LES PÉRIODIQUES

LE BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

10 000 séries mensuelles, trimestrielles et annuelles concernant l'ensemble de la vie économique, complétées par les séries rétrospectives des principaux indices et par le bilan démographique.

Abonnement 1 an (12 numéros)
France : 364 FF - Europe : 455 FF - Reste du monde : 584 FF

INSEE PREMIÈRE

Le "4 pages" qui, chaque semaine, présente les analyses et les commentaires des experts de l'INSEE sur un thème de l'actualité économique et sociale.

Abonnement (60 numéros)
France : 530 FF - Europe : 663 FF - Reste du monde : 827 FF

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Chaque numéro est un recueil d'articles sur un grand thème du débat social proposant des commentaires, des tableaux et des graphiques ainsi qu'une bibliographie.

Abonnement 1 an (10 numéros)
France : 414 FF - Europe : 518 FF - Reste du monde : 633 FF

INSEE RÉSULTATS

Cette série présente les résultats détaillés des enquêtes et opérations statistiques menées par l'INSEE.

Elle s'articule en 5 thèmes :

Économie générale (20 numéros)
France : 1 454 FF - Europe : 1 818 FF - Reste du monde : 2 075 FF

Démographie - Société (7 numéros)
France : 509 FF - Europe : 636 FF - Reste du monde : 726 FF

Consommation - Modes de vie (10 numéros)
France : 728 FF - Europe : 910 FF - Reste du monde : 1 050 FF

Système productif (15 numéros)
France : 1 091 FF - Europe : 1 364 FF - Reste du monde : 1 557 FF

Emploi - Revenus (18 numéros)
France : 1308 FF - Europe : 1 635 FF - Reste du monde : 1 860 FF

Ensemble des 5 thèmes (70 numéros)
France : 5 090 FF - Europe : 6 363 FF - Reste du monde : 7 259 FF

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Ce trimestriel publie des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 492 FF - Europe : 615 FF - Reste du monde : 658 FF
Pour les particuliers :
France : 178 FF - Europe : 222 FF - Reste du monde : 265 FF

INSEE MÉTHODES

La méthodologie des travaux de l'INSEE et les modèles..

Abonnement (10 numéros)
France : 728 FF - Europe : 910 FF - Reste du monde : 1 103 FF

L'INSEE DANS VOTRE RÉGION

VOUS Y TROUVEREZ :

- Salle de documentation en libre consultation
- Bureau de vente des publications de l'INSEE
- Adresses des entreprises et établissements (SIRENE).
- Accès au fonds documentaire et aux banques de données de l'INSEE.
- Travaux à la demande...



LE SERVICE INSEE 24H/24

08 36 68 07 60 (2,23 F/mn)

- **indices**
- **informations**
- **adresses**

et sur Minitel

36.15 INSEE (1,01F/mn)
36.17 INSEE *les informations directement chez vous par télécopie* (5,57F/mn)

ALSACE
Cité administrative,
2, rue de l'Hôpital Militaire,
67084 STRASBOURG CEDEX
Tél. : 03 88 52 40 43

AQUITAINE
33, rue de Saget,
33076 BORDEAUX CEDEX
Tél. : 05 57 95 04 00

AUVERGNE
3, place Charles de Gaulle, BP 120,
63403 CHAMALIERES CEDEX
Tél. : 04 73 31 82 00

BOURGOGNE
2, rue Hoche, BP 1509,
21035 DIJON CEDEX
Tél. : 03 80 40 67 48

BRETAGNE
"Le Colbert",
36 place du Colombier,
35082 RENNES CEDEX
Tél. : 02 99 29 33 33

CENTRE
43, avenue de Paris, BP 6719,
45067 ORLÉANS CEDEX 2
Tél. : 02 38 69 53 35

CHAMPAGNE-ARDENNE
1, rue de l'Arbalète,
51079 REIMS CEDEX
Tél. : 03 26 48 61 00

CORSE
Résidence Cardo,
rue des Magnolias,
BP 907,
20700 AJACCIO CEDEX 9
Tél. : 04 95 23 54 50

FRANCHE-COMTÉ
Immeuble "Le Major",
83, rue de Dôle,
BP 1997,
25020 BESANCON CEDEX
Tél. : 03 81 41 61 66

ILE-DE-FRANCE
INSEE Info Service,
accueil, librairie, consultation,
travaux sur mesure et sur rendez-vous
Tour "Gamma A",
195, rue de Bercy,
75582 PARIS CEDEX 12
Tél. : 01 41 17 66 11

Direction Régionale
7, rue Stephenson,
Montigny-le-Bretonneux
78188 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX
Tél. : 01 30 96 90 99

LANGUEDOC-ROUSSILLON
274, allée Henri II de Montmorency,
"Le Polygone",
34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél. : 04 67 15 71 11

LIMOUSIN
50, avenue Garibaldi,
87031 LIMOGES CEDEX
Tél. : 05 55 45 20 07

LORRAINE
15, rue du Général Hulot, BP 3846,
54029 NANCY CEDEX
Tél. : 03 83 91 85 85

MIDI-PYRÉNÉES
36, rue des 36 ponts,
31054 TOULOUSE CEDEX
Tél. : 05 61 36 61 13

NORD - PAS-DE-CALAIS
130, avenue du Président J.-F. Kennedy,
BP 769, 59034 LILLE CEDEX
Tél. : 03 20 62 86 33

BASSE-NORMANDIE
93-95, rue de Géôle,
14052 CAEN CEDEX
Tél. : 02 31 15 11 11

HAUTE-NORMANDIE
8, quai de la Bourse,
76037 ROUEN CEDEX
Tél. : 02 35 52 49 94

PAYS DE LA LOIRE
105, rue des Français Libres, BP 67401,
44274 NANTES CEDEX 02
Tél. : 02 40 41 79 80

PICARDIE
1, rue Vincent Auriol,
80040 AMIENS CEDEX 1
Tél. : 03 22 91 39 39

POITOU-CHARENTES
5, rue Sainte Catherine, BP 557
86020 POITIERS CEDEX
Tél. : 05 49 30 01 01

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR
17, rue Menpenti,
13387 MARSEILLE CEDEX 10
Tél. : 04 91 17 59 60

RHÔNE-ALPES
165, rue Garibaldi, BP 3196,
69401 LYON CEDEX 03,
(Cité administrative de la Part-Dieu)
Tél. : 04 78 63 22 02

EN OUTRE - MER :

ANTILLES-GUYANE
Direction Inter-Régionale
Tour Secid, 7ème étage,
Place de la rénovation, BP 300
97158 POINTE-A-PITRE CEDEX
Tél. : 05 90 91 59 80

GUADELOUPE
Service Régional
Rue Paul Lacavé, BP 96,
97102 BASSE-TERRE
Tél. : 05 90 99 36 36

GUYANE
Service Régional
1, rue Maillard Dumesle, BP 6017,
97306 CAYENNE CEDEX
Tél. : 05 94 31 61 00

MARTINIQUE
Service Régional, Centre Delgrès
Boulevard de la Pointe des Sables
Les Hauts de Dillon, BP 641
97262 FORT DE FRANCE CEDEX
Tél. : 05 96 60 73 60

RÉUNION
Direction Régionale,
15, rue de l'Ecole, BP 13,
97408 ST DENIS MESSAG CEDEX 9
Tél. : 02 62 48 89 21

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

INSEE - DIRECTION GÉNÉRALE
Unité Communication Externe
Timbre H501 - 18, bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14 - FRANCE

Tél. renseignements : 01 41 17 66 11
Tél. administration : 01 41 17 50 50

Achevé d'imprimer - Février 1998

IMPRIMERIE NATIONALE 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 7 170012 T △

Le Directeur de la publication : P. CHAMPSAUR, directeur général de l'INSEE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 1998

Résultats de 1996
Avec la collaboration des services statistiques des ministères

ISSN : 0066-3654
ISBN : 2-11-066-668-4
Code SAGE : ASF 101
Prix : 590 FF

STATISTIQUE PUBLIQUE

INSEE